



Université Paris II - Panthéon-Assas
École doctorale Georges Vedel (ED 7)

Thèse de doctorat en Science politique

**Le mouvement identitaire français.
Pour une approche mixte des marges en politique.**

Marion Jacquet-Vaillant

Thèse dirigée par Sylvie Strudel, Professeure des Universités en Science politique, Université Paris 2 – Panthéon-Assas.

Thèse soutenue le 8 janvier 2021 devant un jury composé de :

M. Xavier Crettiez, Professeur des Universités en Science politique, Directeur adjoint de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye.

Mme Caterina Froio, Assistant Professor en Science politique, Sciences Po / CEE.

Mme Cécile Leconte, Maître de conférences HDR en Science politique, Sciences Po Lille (rapporteur).

M. Vincent Martigny, Professeur des Universités en Science politique, Université de Nice (rapporteur).

M. Marc Milet, Maître de conférences HDR en Science politique, Université Paris 2 – Panthéon-Assas.

Mme Sylvie Strudel, Professeure des Universités en Science politique, Université Paris 2 – Panthéon-Assas (directrice de thèse).

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à ma directrice de thèse, Sylvie Strudel, pour son accompagnement, sa confiance et ses encouragements. Ses conseils m'ont accompagnée, guidée et aidée, des incertitudes du terrain au point final de cet écrit. Ce travail doit énormément à ses lectures, remarques et corrections. Pour tout cela, merci.

Je souhaite également remercier les enseignants-chercheurs qui m'ont donné l'occasion d'enseigner, en particulier Philippe Lauvaux qui a été le premier, mais aussi Arnel le Divellec, Sylvie Strudel, Marc Milet et Thomas Ehrhard. Sans eux, je n'aurais jamais découvert la joie de faire cours.

Merci à l'Université Paris 2 – Panthéon Assas et au Centre d'études constitutionnelles et politiques, pour les financements qu'ils m'ont accordés pour réaliser cette thèse. Merci également aux personnels administratifs de l'Université, indispensables alliés.

Merci à Samuel Bouron, Stéphane François, Caterina Froio, Nicolas Lebourg, pour leurs conseils aux débuts de cette recherche. Merci à Nonna Mayer qui, en discutant ma première communication, a fait émerger plusieurs pistes qui se retrouvent dans ce travail. Merci enfin, à tous ceux et toutes celles, doctorants, jeunes chercheurs, enseignants-chercheurs qui ont pris le temps de me lire et de me faire des retours sur mon travail, lors de divers événements scientifiques.

Le séminaire doctoral du CECP et ses participants ont été importants durant ces 5 années. Merci tout d'abord à Simon Heckler, mon premier (re)lecteur. Merci également à Fanny Baklouti, Pierre-Nicolas Baudot, Carole Favreau, Thomas Liénart, Adrien Moueix, Anne-Laure Riotte, Frédéric Strack pour leur soutien et leurs relectures. Remerciements particuliers à Thomas, successivement chargé de TD exigeant, collègue et ami, pour ses lectures, relectures, corrections, conseils et encouragements.

Pour les respirations amicales, merci à Mc, Lolo, Fady, François, Antoine, Mayeul, Pierre, Tita et ceux qui les accompagnent - sans oublier Fixou.

Pour les respirations familiales, merci à Nicole, Laurence & Michel, Rémi & Marie, Christine & Vincent, Bérengère & Paul, Bertrand & Cécile, Irène & Sébastien, Grégoire et Agathe.

Merci à Gabrielle qui m'a « prêtée » à ma thèse. Sa joie de vivre, ses rires et ses blagues ont été les meilleures des distractions entre deux chapitres (ou deux vagues épidémiques).

Il est difficile de trouver les mots justes pour le remercier, tant cette thèse lui doit. Pour son soutien au quotidien, ses encouragements, son engagement à mes côtés, pour absolument tout donc, et le reste, merci à Gauthier. Et à nos futurs projets !

Résumé

Juin 2020. Alors qu'à Paris, place de la République se déroule une manifestation organisée par le Comité Adama, une contre-manifestation s'engage depuis le toit d'un immeuble surplombant la place. Ce sont des militants de Génération identitaire, venus dire « Stop au racisme anti-blanc ». Qu'est-ce que le mouvement identitaire ? Qui sont ceux qui s'y engagent, et pourquoi ? Cette thèse ambitionne de répondre à ces questions grâce à un protocole de recherche mixte croisant observations, entretiens, données quantitatives sur les adhérents et archives.

En recourant aux approches organisationnelle, idéelle et sociétale des partis politiques et au cadre théorique des mouvements sociaux, cette thèse analyse les organisations qui structurent ce « monde identitaire », les individus qui y participent et les représentations qui le traversent. Elle contribue ainsi à divers champs de la science politique : organisations politiques, histoire sociale des idées, diffusion des mouvements sociaux, sociologie du militantisme et des pratiques militantes.

La thèse interroge les effets de la marginalité sur les organisations et l'engagement politique. Les résultats montrent que la marginalité produit des effets singuliers sur la façon dont les groupes s'organisent, pensent, recrutent et agissent. L'agir des militants identitaires ne se limite pas à la sphère publique, il se prolonge dans la sphère privée, s'actualise au quotidien, envahit la vie, l'être. La thèse soutient que la marginalité peut être considérée comme un *stigmat*, en tant qu'elle est apparemment dépréciative mais peut être « retournée » par le groupe en un attribut valorisant.

Descripteurs : mouvements sociaux, partis politiques, militantisme, extrême droite, mouvement identitaire, marges, méthodes mixtes.

Title and Abstract

The French Identitarian Movement. Toward a Mixed Approach of Political Margins.

June 2020. While in Paris, Place de la République, a demonstration organized by the Comité Adama is taking place, a counter-demonstration begins on the roof of a building overlooking the square. The Generation Identity activists came to demand the end of "anti-white racism". What is the Identitarian movement? Who joins this movement, and why? This thesis intends to answer these questions using a mixed-methods research design combining observations, interviews, quantitative data on members and archives.

Based on the organizational, ideational and societal approaches of political parties and on the theoretical framework of social movements, this thesis analyzes the organizations which structure the "Identitarian world", the individuals who take part in it and the representations, norms and ideas it revolves around. It thus contributes to various fields of political science: political organizations, social history of ideas, diffusion of social movements, sociology of activism and activist practices.

The thesis questions the effects of marginality on organizations and political engagement. The results show that marginality produces singular effects on the way groups organize, think, recruit and act. Identitarian activism is not limited to the public sphere, it extends into the private sphere, becoming a part of their day-to-day life. Not only do they "act" identitarian, they "are" identitarian. The thesis argues that marginality can be seen as a stigma, as it is apparently derogatory but can be "reversed" by the group, turned to its advantage.

Keywords: social movements, political parties, activism, far-right, Identitarian movement, margins, mixed-methods.

Sommaire

SOMMAIRE	- 9 -
TABLE DES DOCUMENTS	- 11 -
INTRODUCTION	- 15 -
Chapitre préliminaire - Méthode, épistémologie et terrains de recherche	- 61 -
Section 1 - Protocole de recherche : choix épistémologiques et méthodologiques	- 61 -
Section 2 - Collecte des données : la recherche en actes	- 77 -
PARTIE 1 – UN MOUVEMENT MARGINAL ?	- 99 -
Chapitre 1 – S’organiser à la marge : pour une approche contextualisée des organisations identitaires	- 101 -
Section 1 - Histoire organisationnelle du mouvement identitaire	- 102 -
Section 2 - Propositions pour une analyse des mutations organisationnelles	- 132 -
Chapitre 2 – Penser à la marge : pour une histoire sociale des idées identitaires	- 163 -
Section 1 – Le <i>Credo</i> identitaire : « L’identité, remède pour une Europe en crise »	- 166 -
Section 2 - Les Identitaires, héritiers du GRECE ?	- 203 -
Section 3 – Une double rupture avec l’extrême droite française.	- 222 -
Chapitre 3 – Circulations à la marge - « <i>Eppur si muove !</i> »	- 235 -
Section 1 – La circulation des « formules » identitaires	- 235 -
Section 2 – La diffusion du mouvement identitaire en Europe	- 278 -
PARTIE 2 – UN MILITANTISME "INTEGRAL"	- 337 -
Chapitre 4 – Du grand-angle au microscope : socio-démographie des adhérents	- 339 -
Section 1 - Des adhérents comme « les autres » ?	- 339 -
Section 2 - Relier les adhésions au militantisme : les apports du prisme territorial	- 361 -
Chapitre 5 – Comprendre l’engagement des militants : pour une analyse séquentielle des carrières	- 407 -
Section 1 - Devenir identitaire : de la « découverte » à l’intégration d’une communauté	- 417 -
Section 2 - Rester identitaire : rétributions d’un militantisme « déprécié » et « stigmatisé »	- 453 -
Section 3 - Quitter les identitaires : poursuite ou fin du militantisme	- 499 -
Chapitre 6 - Identitaire : de l’Agir à l’Être	- 513 -
Section 1 – Un « agir » identitaire ?	- 513 -
Section 2 – « Être » identitaire	- 578 -
CONCLUSION	- 611 -
BIBLIOGRAPHIE	- 627 -
ANNEXES	- 683 -
TABLE DES MATIERES	- 745 -

Table des documents

Illustrations

<i>Illustration 1 - Les 18 fédérations identitaires contactées</i>	- 81 -
<i>Illustration 2 - E-mail de demande d'entretien</i>	- 85 -
<i>Illustration 3 - Le mouvement identitaire de sa fondation à aujourd'hui (Frise - 2000-2020)</i>	- 111 -
<i>Illustration 4 - La propagande identitaire et l'insécurité : de la « racaille » à l'« islamiste »</i>	- 171 -
<i>Illustration 5 - La propagande identitaire et l'immigration : une « invasion »</i>	- 179 -
<i>Illustration 6 - La propagande identitaire et la mondialisation : abandon progressif d'un thème</i>	- 184 -
<i>Illustration 7 - Programme du cours "Histoire des idées politiques" de l'UDT Identitaire</i>	- 206 -
<i>Illustration 8 - Le « racisme anti-Français » dans les affiches du Front national</i>	- 249 -
<i>Illustration 9 - « Parental Advisory - Racisme anti-blanc » (2003)</i>	- 252 -
<i>Illustration 10 - Campagne « Racisme anti-blanc » des JI (2007)</i>	- 255 -
<i>Illustration 11 - Les neuf fédérations nationales rattachées à GI-Europe (Logos)</i>	- 285 -
<i>Illustration 12 - Les neuf fédérations nationales rattachées à GI-Europe (Carte)</i>	- 285 -
<i>Illustration 13 - Les logos des fédérations européennes</i>	- 293 -
<i>Illustration 14 - Actions des Identitaires à Vienne (2015) et Berlin (2018)</i>	- 297 -
<i>Illustration 15 - Actions des Identitaires à Londres (oct. 2017), Edimbourg (Fév. 2018) et Dublin (fév. 2018)</i>	- 297 -
<i>Illustration 16 - Actions des Identitaires italiens en 2015 et 2018</i>	- 297 -
<i>Illustration 17 - Les Identitaires présentent leurs « alliés » en Europe</i>	- 308 -
<i>Illustration 18 - Les 4 phases de diffusion du mouvement identitaire français en Europe</i>	- 317 -
<i>Illustration 19 - Contacts entre les fédérations</i>	- 318 -
<i>Illustration 20 - Carte : contacts initiaux entre les fédérations</i>	- 318 -
<i>Illustration 21 - Tweet de Defend Europe à propos de la fermeture des ports... italiens</i>	- 329 -
<i>Illustration 22 - L'implantation régionale du Bloc identitaire (2014 -nouvelles régions)</i>	- 368 -
<i>Illustration 23 - L'implantation régionale de Génération identitaire (2014 - anciennes régions)</i>	- 368 -
<i>Illustration 24 - L'implantation régionale de Génération identitaire (2016-2019 -nouvelles régions)</i> -	- 369 -
<i>Illustration 25 - Sur- et sous- représentation des adhésions au BI (2014) selon les régions</i>	- 369 -
<i>Illustration 26 - Sur- et sous- représentation des adhésions à GI (2014) selon les régions</i>	- 370 -
<i>Illustration 27 - Sur- et sous- représentation des adhésions à GI (2016-2019) selon les régions</i>	- 370 -
<i>Illustration 28 - L'implantation départementale de GI (2016-2019)</i>	- 372 -
<i>Illustration 29 - Sur- et sous- représentation des adhésions à GI (2016-2019) selon les départements</i> -	- 372 -
<i>Illustration 30 - La polarisation des adhésions autour des grandes villes (GI - 2016-2019)</i>	- 374 -
<i>Illustration 31 - L'implantation communale de GI (2016-2019)</i>	- 374 -
<i>Illustration 32 - Les champs de force du vote FN (1992-2015)</i>	- 380 -

<i>Illustration 33 – L’implantation départementale des listes FN aux élections municipales (2014, ville comptant plus de 10.000 hab.)</i>	- 380 -
<i>Illustration 34 - Les fédérations locales de Génération identitaire (2017)</i>	- 383 -
<i>Illustration 35 – Processus de sélection des militants identitaires</i>	- 445 -
<i>Illustration 36 – Les Identitaires et la boxe</i>	- 486 -
<i>Illustration 37 - Programme de l'UDT Identitaire (2016)</i>	- 487 -
<i>Illustration 38 - La "poignée de main" identitaire</i>	- 489 -
<i>Illustration 39 – « Notre première permanence, c'est la rue »</i>	- 535 -
<i>Illustration 40 - Tractage du mouvement identitaire dans un amphithéâtre (Toulouse)</i>	- 535 -
<i>Illustration 41 - Les formations identitaires</i>	- 538 -
<i>Illustration 42 - Moments de cohésion identitaires</i>	- 540 -
<i>Illustration 43 – « Immigration – Islamisation, Demain la Remigration », Manifestation du Bloc identitaire (Paris 2014)</i>	- 544 -
<i>Illustration 44 – Marche de la Sainte-Geneviève (Paris, janvier 2018)</i>	- 547 -
<i>Illustration 45 – Les militants identitaire devant le Bataclan (Paris, 2017)</i>	- 549 -
<i>Illustration 46 – Les Identitaires bordelais déploient une banderole au-dessus de l’A10 (2010)</i>	- 549 -
<i>Illustration 47 –GI et les actions de confrontation (2012-2020)</i>	- 557 -
<i>Illustration 48 - Fiche d'adhésion à La Citadelle</i>	- 585 -
<i>Illustration 49 - Recettes de @Cuistot_du_terroir, cuistot identitaire</i>	- 600 -

Tableaux

<i>Tableau 1– Les résultats électoraux des Identitaires</i>	- 117 -
<i>Tableau 2 - Slogans des campagnes visuelles des Identitaires (2002-2020)</i>	- 172 -
<i>Tableau 3 – Diffusion de GI en Europe : cas d’étude et données collectées</i>	- 287 -
<i>Tableau 4 -- Proportion d'adhérentes au BI et dans les autres partis français</i>	- 348 -
<i>Tableau 5 - Proportion d'adhérentes à GI et dans les mouvements de jeunesse partisans</i>	- 348 -
<i>Tableau 6 - Pyramide des âges du BI et d'autres partis français</i>	- 353 -
<i>Tableau 7 - Proportion d'adhérents de plus de 50 ans au BI et dans les différents partis</i>	- 354 -
<i>Tableau 8 - Pyramide des âges de GI et des mouvements de jeunesse partisan</i>	- 354 -
<i>Tableau 9 - Diplôme le plus élevé chez les adhérents du BI et des autres partis</i>	- 356 -
<i>Tableau 10 - Composition sociale du BI, des autres partis et de la population générale</i>	- 358 -
<i>Tableau 11 - Composition sociale de GI, des autres mouvements de jeunesse partisans et de la population française (15 à 29 ans)</i>	- 359 -
<i>Tableau 12 - Part des adhésions de GI (2014 ; 2016-2019) et du BI (2014) au niveau régional</i>	- 367 -
<i>Tableau 13 -Communes d'adhésions et communes françaises selon la typologie ZAUER ; part d'adhésion et part de la population française selon la typologie ZAUER</i>	- 377 -
<i>Tableau 14 - Communes d'adhésions et communes françaises selon la typologie ZAU 2010 ; part d'adhésion et part de la population française selon la typologie ZAU 2010.</i>	- 377 -
<i>Tableau 15 – Découvrir le mouvement identitaire : 4 canaux</i>	- 434 -

<i>Tableau 16 - Les actions du mouvement identitaire relayées par les dépêches de l'AFP (2002-2018) – Type d'action</i>	<i>- 524 -</i>
<i>Tableau 17 -Les actions de GI relayées sur les réseaux sociaux (2015-2017) – Type d'action</i>	<i>- 529 -</i>
<i>Tableau 18 – Les types d'actions de GI relayées par l'AFP (2015-2017)</i>	<i>- 531 -</i>
<i>Tableau 19 - Les actions de confrontation menées par Génération identitaire depuis 2012</i>	<i>- 555 -</i>

Graphiques

<i>Graphique 1 -Les entretiens : effet « boule de neige »</i>	<i>- 83 -</i>
<i>Graphique 2 – Répartitions des enquêtés par âge</i>	<i>- 92 -</i>
<i>Graphique 3 – Répartitions des enquêtés selon leur ancienneté dans le mouvement</i>	<i>- 92 -</i>
<i>Graphique 4 - L'inscription historique des organisations identitaires dans le champ extrême droitier- 110 -</i>	
<i>Graphique 5 - Dons et cotisations reçus par le BI (2010-2015)</i>	<i>- 142 -</i>
<i>Graphique 6 - Occurrences de "racisme anti-blanc" dans le corpus (1959-2017)</i>	<i>- 251 -</i>
<i>Graphique 7 - Occurrences et utilisateurs uniques de "remigration" sur Twitter (2009-2017)</i>	<i>- 264 -</i>
<i>Graphique 8 - Articles contenant "remigration", "rémigration", "réémigration"</i>	<i>- 265 -</i>
<i>Graphique 9- Le mouvement identitaire dans les dépêches AFP (2002-2018).....</i>	<i>- 523 -</i>
<i>Graphique 10 - Les actions du mouvement identitaire dans l'AFP, par type d'action (2002-2018).....</i>	<i>- 525 -</i>
<i>Graphique 11 -Trois périodes du mouvement Identitaire : répertoire tactique en évolution</i>	<i>- 525 -</i>
<i>Graphique 12 - Les actions du mouvement identitaire relayées par les dépêches de l'AFP. Évolution des types d'action (2002-2018).....</i>	<i>- 526 -</i>
<i>Graphique 13 -Les actions de GI relayées sur les réseaux sociaux (2015-2017) – Type d'action.....</i>	<i>- 529 -</i>
<i>Graphique 14 -Les actions de GI relayées sur leurs réseaux sociaux. Évolution des types d'action (2002-2018).....</i>	<i>- 529 -</i>

Introduction

Des militants et des sympathisants sont réunis dans l'arrière-cour de *La Citadelle*. Les militants organisent une soirée « cocktail » pour la clôture de l'année militante, la semaine suivante. Le barman les interroge sur les cocktails à prévoir :

« *Alors moi, ce que je voudrais, c'est qu'il y ait des cosmos, parce que j'adore ça !* » lance un militant. Cela recueille l'assentiment de certains, mais d'autres semblent méfiants : « *Ah ouais mais c'est un peu... bizarre ! C'est le cocktail des gays dans Sex and the City ! Et puis... cosmo...* » « *Quoi ?* » « *Ça vient pas de Cosmopolitan ?* » « *Ah si...* » « *Ça veut dire quoi ça ?* » « *Cosmopolite ?* » « *Ah ouais ça fait pas très Identitaire !* » « *Mais je voulais vraiment des cosmos...* ».

La discussion se poursuit sur ce ton, pendant quelques minutes jusqu'à ce que les militants trouvent une solution : ils serviront bien des « cosmos », renommés pour l'occasion « Godefroy de Bouillon¹ ».

Carnet de terrain (Lille, juin 2017)

Après avoir passé le petit porche en fer de la rue des Arts, à mi-chemin entre la gare de Lille et la Grand place, et traversé une entrée d'immeuble semblable à tant d'autres, on découvre enfin la porte du bar identitaire lillois, *La Citadelle*. Là, le monde change. Là-bas en effet, un cocktail popularisé par le feuilleton *Sex and the City*, dont le nom signifie explicitement l'ouverture sur le monde, peut devenir « identitaire », en étant rebaptisé du nom du duc flamand, Godefroy de Bouillon, participant à la première croisade. Dans ce lieu où la vision identitaire du monde était omniprésente, dans les conversations, la musique, la décoration, la bibliothèque... la politique devait infuser jusque dans les cocktails. Si leur discussion fait sourire l'observateur, il n'y a pour eux aucune matière à plaisanterie. Tout est politique. Ceux qui débattent du nom de ce cocktail sont les mêmes qui font parfois irruption dans l'actualité nationale. Quand ils se retrouvent à la « une » des JT après avoir escaladé le toit d'une mosquée à Poitiers pour dénoncer l'immigration et l'islamisation de la société (20 octobre 2012), ou avoir brandi une banderole « Stop au racisme anti-blanc. *White lives matter* » en guise de provocation face au rassemblement contre les violences policières organisé par le comité Justice pour Adama (13 juin 2020). Dans les médias encore, quand certains de leurs militants sont embauchés comme collaborateurs auprès d'élus du Rassemblement national (RN, anciennement Front National - FN) ou que leur fondateur devient conseiller régional et membre du bureau politique du parti de Marine Le Pen (RN). C'est à ce monde identitaire, aux organisations qui le structurent, aux individus qui y participent, aux représentations qui le traversent, que cette thèse est consacrée.

¹ Godefroy de Bouillon est duc de Basse-Lotharingie au XI^e siècle. Il participe à la première croisade et sera le premier souverain du royaume de Jérusalem et devient avoué du Saint-Sépulcre en 1099 avant de décéder en 1100.

Le mouvement identitaire est né en France au début des années 2000, fondé par Fabrice Robert, Guillaume Luyt et Philippe Vardon, dans les semaines suivant la dissolution d'Unité radicale, un groupe nationaliste révolutionnaire. Il a depuis évolué à plusieurs reprises, réunissant des associations nationales diverses², sur lesquelles reposent le mouvement identitaire. Les Identitaires (LI) et le Bloc Identitaire (BI) en sont alternativement les organisations « adultes », quand les Jeunesses Identitaires (JI), le réseau une Autre Jeunesse (UAJ) et Génération identitaire (GI) ont incarné successivement sa branche « jeunesse ». Sont également incluses dans le mouvement, les déclinaisons locales de ces associations. Nous traçons donc une frontière formelle à notre objet d'étude.

Étant donné ce contour, nous distinguons le « mouvement identitaire » de la « mouvance identitaire ». Il s'agit alors des groupes se revendiquant de l'idéologie ethnodifférentialiste. Le « mouvement identitaire » participe à la « mouvance identitaire », mais cette seconde ne s'y limite pas, puisqu'elle réunit également en France des organisations régionalistes (Alsace d'Abord, Ligue du Midi), des publications (par exemple *Réfléchir et Agir*, *Novopress*), des associations culturelles (Terre et Peuple, Polémia, Institut Iliade), mais aussi, comme le souligne Jean-Yves Camus, des partis politiques étrangers³. De la même façon, certains ont noté l'émergence au sein du Rassemblement national (RN, ex-FN) d'une « tendance identitaire ». Marion Maréchal-Le Pen était désignée comme la « chef de file de la tendance identitaire et libérale⁴ » jusqu'à son départ du parti en 2017, titre qui a depuis échu à Nicolas Bay présenté en 2018 comme la « figure de la tendance identitaire libérale⁵ » du RN. Là encore, l'expression entend signifier une proximité avec la tendance idéologique « identitaire ». Elle souligne également les liens de personnes entre le RN et le mouvement identitaire. Ainsi, si notre objet d'étude est bien le mouvement identitaire, nous ne pouvons ignorer son inscription dans cet espace plus large. Il sera ainsi nécessaire de faire référence à d'autres associations qui appartiennent à la mouvance identitaire et au parti politique FN/RN. En cela, nous franchirons parfois les limites de notre objet en vue d'éclairer l'objet lui-même, ainsi que son rôle au sein du champ extrême droitier⁶, de l'espace extrême droitier⁷.

Les bornes de notre étude sont conditionnées par l'objet lui-même. Chronologiquement, elle débute avec la naissance du mouvement, en 2002 et se poursuit

² cf. *infra*, Illustration 3.

³ Camus J.-Y., « 50 nuances de droite. Typologie des radicalités politiques en Europe », Note de l'Observatoire des radicalités politiques, n° 8, Fondation Jean-Jaurès, 2014.

⁴ Faye O., « Le départ de Marion Maréchal-Le Pen secoue le Front national », *Le Monde*, 10/05/2017.

⁵ Albertini D., « Nicolas Bay, en marge mais incontournable à Strasbourg », *Libération*, 26/12/2018.

⁶ Gombin J., *Le Front national. Va-t-elle diviser la France ?*, Paris, Eyrolle, 2016, p. 111-127.

⁷ Mathieu L., « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 2007, p. 131-151.

jusqu'à 2020. Spatialement, elle entend se concentrer sur le cas français. L'analyse du mouvement identitaire ne se limitera pas à la compréhension du mouvement tel qu'il fut ou tel qu'il est aujourd'hui. Nous analyserons ses racines et ses effets, pour en expliquer les ressorts. Le dépassement des frontières, temporelles et spatiales, permettra alors d'éclairer certains enjeux particuliers. Pour ce faire, il sera parfois nécessaire de prendre un « grand-angle » mais également de se munir d'une loupe, voire d'un microscope⁸.

Avant même d'exposer les questions de recherche et le cadre théorique dans lequel nous entendons les inscrire, il convient d'interroger le(s) intérêt(s) qu'une étude sur les Identitaires peut faire naître.

1. Les intérêts d'une étude sur les Identitaires

Un observatoire des recompositions de la droite et de l'extrême droite depuis ses marges

L'espace politique français, en particulier le système partisan, apparaît en complète recomposition, notamment l'espace des droites⁹, qui connaît des « mutations accélérées¹⁰ ». L'appareil partisan de la droite UMP/LR traverse depuis 2012 une crise plurielle. Que l'on pense à la défaite de Nicolas Sarkozy face à François Hollande en 2012¹¹, aux crises de leadership durant le mandat de François Hollande¹², ou bien à l'« humiliation¹³ » de la présidentielle de 2017, au cours de laquelle le candidat de la droite n'a pas atteint le second tour de l'élection présidentielle pour la première fois de son histoire. S'il s'explique par de multiples facteurs, ce dernier « naufrage¹⁴ » a laissé la droite face à « un avenir compliqué¹⁵ ». Les départs de certaines figures de LR vers le parti de la majorité¹⁶ suite à l'élection d'Emmanuel Macron, mais aussi les divisions internes¹⁷ le montrent, tout comme

⁸ Sawicki F., « Les politistes et le microscope », in : CURAPP, *Les méthodes au concret*, PUF, 2000, p. 143-164.

⁹ Étant donné le sujet de cette thèse, nous laissons de côté les reconfigurations à la gauche de l'espace politique, non pas qu'elles n'existent pas : la déroute du PS en 2017, le départ de nombreux cadres et militants vers LREM, la montée en puissance du parti de Jean-Luc Mélenchon (LFI) du moins aux présidentielles et la croissance des suffrages pour EELV (notamment aux élections européennes de 2019 et aux municipales de 2020) tendent à montrer que la recomposition concerne l'espace partisan dans son ensemble.

¹⁰ *La mission de l'ORAP* [Consulté le : 2/09/15] URL : www.jean-jaures.org/Observatoires/Radicalites-politiques/La-mission-de-l-ORAP

¹¹ Chiche J., Dupoirier E., « De la défaite de Nicolas Sarkozy au triste dixième anniversaire de l'UMP » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote normal*, Presses de Sciences Po, 2013, p. 193-226.

¹² Entre Jean-François Copé et François Fillon en 2012 ; puis de nouveau en 2014, entre Bruno Le Maire, Hervé Mariton et Nicolas Sarkozy. Enfin, l'organisation des primaires de 2016 peut également être lue comme un effet de la crise qui traverse alors LR (V. Teinturier B., « L'inédite (et dernière ?) primaire de la droite et du centre », in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 23-42.)

¹³ Perrineau P., « L'avenir compliqué de la droite » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 319-328.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Foucault M., Chanvrlil F., « Le vote François Fillon, autopsie d'un naufrage » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 221-236.

¹⁶ Par exemple : Édouard Philippe, devenu Premier ministre d'Emmanuel Macron ; Bruno Le Maire, devenu ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance ; Gérard Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes Publics dans les gouvernements d'Édouard Philippe et ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Jean Castex.

¹⁷ Par exemple : la scission de Valérie Pécresse qui quitte LR en fondant son propre parti, Soyons Libres (SL).

la difficulté apparente à faire émerger un *leader* des Républicains, y compris en vue de la présidentielle de 2022¹⁸. La nationalisation progressive du FN et l'émergence soudaine de LREM laissent la droite de gouvernement en déshérence, d'autant que, tant Marine Le Pen qu'Emmanuel Macron tentent d'installer le futur duel de 2022 autour d'un nouveau clivage, qui opposerait « conservateurs » et « progressistes », « nationaux » et « mondialistes »¹⁹, excluant *de facto* LR et PS de l'équation présidentielle. En effet, la droite fait face à une tendance de fond : la montée en puissance du FN/RN vient modifier les équilibres politiques, quand bien même ses limites électorales ont été mises en évidence. Une « séquence de trente ans a vu le Front national s'affirmer puis s'inscrire dans le paysage politique français²⁰ » notait Pascal Perrineau après la présidentielle de 2012. L'arrivée (annoncée) du parti au second tour de la présidentielle a également été l'occasion de constater l'évolution de la situation entre 2002 et 2017 :

« Le changement est considérable et marque la place prise par le Front national en l'espace de quinze ans. [...] Si l'on examine « la valeur ajoutée » de l'entre-deux-tours définie à partir de l'évolution des suffrages de chaque candidat restant en lice (avec en cas de progression la prise en compte de l'écart d'abstention et des blancs et nuls), on constate qu'en 2002, le partage des gains était à sens unique : 96,5 % des gains pour Jacques Chirac contre le chiffre extrêmement faible de 3,5 % en faveur de Jean-Marie Le Pen. En 2017, Emmanuel Macron prélève bien la plus grande part des gains mais, avec 61 %, il est loin de la performance de l'ancien président ; 15 % reviennent à Marine Le Pen et 24 % à l'abstention et au vote blanc ou nul. [...] L'insertion du Front national dans la société française est tout autre²¹ ».

Cette évolution n'est pas indépendante des changements internes au champ extrême droitier, soulignés par Nicolas Lebourg : « durant la dernière décennie, la reconfiguration des extrêmes droites françaises a été profonde²² », permettant en particulier au FN/RN de renforcer sa position dans cet espace.

Dans ce contexte, il semble intéressant d'observer ce qui se produit à la périphérie de cet espace en recomposition, des travaux ayant montré l'intérêt d'étudier les marges pour comprendre les évolutions du *mainstream*²³. Le mouvement identitaire peut être considéré comme un observatoire de ces évolutions.

¹⁸ Par exemple : Laurent Q., « Présidentielle 2022 : la droite recherche désespérément un leader », *Le Parisien*, 28/08/20.

¹⁹ Nous reprenons ici des termes utilisés par chacun des candidats lors de la campagne pour les élections européennes (cités par : Fessoz F., « Le face-à-face Le Pen Macron, un combat où se jouerait l'avenir de la France et de l'Europe », *Le Monde*, 04/10/2018).

²⁰ Perrineau P., « L'électorat de Marine Le Pen » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote normal*, Presses de Sciences Po, 2013, p. 246.

²¹ Jaffré J., « Un second tour de présidentielle si différent du duel Chirac – Le Pen de 2002 » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 270-273.

²² Lebourg N., « La reconfiguration des extrêmes droites françaises, des marges sociales à l'offre politique », Jamin J. (dir.), *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, Bruxelles, 2016, p. 165.

²³ Par exemple : sur l'extrême droite, c'est l'une des conclusions générales de Stéphane François et Nicolas Lebourg sur leurs travaux (V. l'interview des deux auteurs : Tranchant B., « La haine identitaire participe du communautarisme », *Regards sur les droites*, n°80, 2016, p. 13-17). Voir également : Chauveau S., « Au-delà du cas Soral. Corruption de l'esprit public et postérité d'une nouvelle synthèse réactionnaire », *Agone*, Vol. 54, n° 2, 2014, p. 95-122. D'autres travaux interrogent les effets des marges, par exemple sur le cadrage

En effet, les Identitaires revendiquent avoir une « influence » idéologique sur la droite et l'extrême droite. D'après Stéphane François, les Identitaires seraient à l'origine de plusieurs thèmes clé du corpus actuel de l'extrême droite française : « la critique du halal, des prières de rue sont des thèmes qui proviennent de la nébuleuse identitaire, que le Front a repris²⁴ ». De la même façon, les Identitaires se disent à l'origine du syntagme de « racisme anti-blanc », repris par Jean-François Copé, alors président de l'UMP, en octobre 2012. Autre exemple, une proposition de loi rédigée en avril 2014, proposant la déchéance de la nationalité française pour les Français participant au djihad, est soutenue par 81% Français²⁵... une mesure proposée par les militants auparavant. Ces exemples viennent soutenir la thèse d'une circulation des idées dans l'espace politique, voire d'une reprise de certaines d'entre elles par les acteurs partisans. Certains analystes vont plus loin encore, à l'image de Jean-Yves Camus qui évoque « une banalisation de leurs idées²⁶ ». S'intéresser au mouvement identitaire, revient dès lors à interroger le rôle et les effets de la participation de cet acteur, petit et marginal, sur l'espace en recomposition de la droite et de l'extrême droite.

Un observatoire des relations entre partis politiques et mouvements sociaux

Des épisodes de mobilisation révèlent l'existence d'interactions voire de liens entre les partis politiques²⁷ et les mouvements sociaux.

Le mouvement des Gilets jaunes offre des illustrations intéressantes de ces liens entre partis et mouvements. Dès novembre 2018, il devient un enjeu de lutte, intra-partisane et inter-partisane. Faut-il le condamner, l'ignorer, le soutenir voire le rejoindre ? Les différents partis politiques sont amenés à prendre position²⁸. Le soutien quasi-immédiat du

d'une « cause » de mobilisation (Vairel F., « Défenseurs des droits de l'Homme, féministes, islamistes des militants pas si différents », in : Vairel F. (dir.), *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 101-142) ou bien sur la circulation transnationale d'idées (Hauchecorne M., « Le polycentrisme des marges. Les "filiales" belge et québécoise d'importation de la philosophie politique étasunienne contemporaine en France », *Histoire@Politique*, Vol. 15, n°3, 2011, p. 90-109 ; Leconte C., « La carrière militante du "grand remplacement" au sein du milieu partisan de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 111-134).

²⁴ François S., « Marine Le Pen, le Front national et la laïcité : Une référence à géométrie variable », 24/10/13, note pour la fondation Terra Nova.

²⁵ Sondage IFOP pour le Journal du Dimanche, « Les mesures attendues par les Français à la suite des attentats », 19/01/15. [Consulté le : 02/09/15] URL : www.ifop.com/media/poll/2910-1-study_file.pdf

²⁶ Devecchio A., « Tensions autour de l'identité nationale : les groupes identitaires finiront-ils par représenter un vrai danger ? », *Atlantico*, 23/10/12. (Interview de Stéphane François et Jean-Yves Camus).

²⁷ Nous nous reposons ici sur la définition de : La Palombara J., Weiner M. (dir.), *Political Parties and Political Development*, Pup, 1966.

²⁸ Par exemple : Laurent Q., « Gilets jaunes : la mobilisation du 17 novembre divise la gauche », *Le Parisien*, 13/11/2018 [Consulté le : 09/07/20] URL : www.leparisien.fr/politique/gilets-jaunes-la-mobilisation-du-17-novembre-divise-la-gauche-13-11-2018-7941372.php ; Lambrecq M., « Gilets jaunes : les politiques qui y vont, ceux qui n'y vont pas », *France inter*, 16/11/2018 [Consulté le : 09/07/20] URL : www.franceinter.fr/politique/gilets-jaunes-et-politiques-y-aller-ou-pas ; Cornudet C., « Le Pen et la France des "juste en dessous" », *Les Echos*, [Consulté le : 09/07/20] URL : www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0600190078687-le-pen-et-la-france-des-juste-en-dessous-2223659.php ; Berteloot T., « Gilets jaunes : un mouvement aux coutures opaques », *Libération*, 12/11/2018 [Consulté le : 09/07/20] URL : www.liberation.fr/france/2018/11/12/gilets-jaunes-un-mouvement-aux-coutures-opaques_1691691

Rassemblement national (Marine Le Pen) et de Debout la France (Nicolas Dupont-Aignan) donne au mouvement une coloration extrême droite, qui rend la gauche hésitante sur le comportement à adopter. Le mouvement devient donc un objet de lutte inter-partisane. Il est de surcroît, à gauche, au cœur d'enjeux intra-partisans. Pour prendre quelques exemples, Benoît Hamon (Génération-S) refuse de s'y joindre, tout comme EELV. Olivier Faure (PS) adopte une position intermédiaire, n'appelant pas à manifester, mais soutenant les manifestants et laissant aux cadres/élus socialistes le choix de les rejoindre ou non. La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon est également divisée, certains s'y joignant pour ne pas laisser Marine Le Pen tirer profit de la mobilisation citoyenne, quand d'autres s'y refusent du fait du soutien de Marine Le Pen justement. Ce seul épisode suffit à montrer les jeux d'interaction qui se tissent en permanence entre les partis et les mouvements. Le mouvement des GJ en révèle d'autres. Par exemple, la « récupération » des mouvements sociaux par les partis²⁹. Mais encore, les effets que les mouvements peuvent avoir sur le système partisan, quand les GJ constituent des listes pour les élections européennes (2019)³⁰ ou entendent donner des consignes de vote³¹. Il permet également d'illustrer les effets des mouvements jusque dans le champ parlementaire, quand les groupes de l'opposition demandent la dissolution de l'Assemblée nationale, l'organisation d'un référendum³² ou encore lancent une motion de censure contre le gouvernement³³. Cet exemple montre l'intérêt de rapprocher l'étude des mouvements sociaux de celle des partis politiques, la politique constitutionnelle et institutionnelle de « la rue ». La nécessité de ne pas laisser « les marges » à la marge.

Cette question des relations partis/mouvements traverse la science politique actuelle, mais reste peu traitée. En effet, si tout le monde s'accorde sur le fait que « *parties are important for movements and vice versa* », les chercheurs notent cependant que « *the literature on relations between the two is at best sparse*³⁴ » et ce, que ces relations soient entendues au niveau individuel ou organisationnel notent Simon Luck et Stéphanie Dechezelles³⁵. Il existe donc ici une zone grise, que les auteurs expliquent par plusieurs

²⁹ Les têtes de file du mouvement ont dénoncé ces tentatives. Par exemple : Lepelletier P., « Une figure des "gilets jaunes" dénonce la "tentative de récupération" des Insoumis », *Le Figaro*, 27/02/2019 [Consulté le : 09/07/20] URL : www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2019/02/27/25001-20190227ARTFIG00059-une-figure-des-gilets-jaunes-denonce-la-tentative-de-recuperation-des-insoumis.php

³⁰ (Non signé), « Européennes 2019 : les listes "gilets jaunes" obtiennent moins de 1% des voix », *Le Figaro*, 27/05/2019. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.lefigaro.fr/elections/europeennes/europeennes-2019-les-listes-gilets-jaunes-obtiennent-moins-de-1-des-voix-20190527

³¹ Paolini E., « Gilets jaunes : Éric Drouet veut établir des consignes de vote pour les européennes », *BFM TV*, 21/02/2019. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.bfmtv.com/politique/gilets-jaunes-eric-drouet-veut-etablir-des-consignes-de-vote-pour-les-europeennes_AN-201902210064.html

³² Le Gal T., « "Gilets jaunes": Référendum, dissolution de l'Assemblée... Comment l'opposition met la pression sur le gouvernement », 20 minutes, 29/11/2018. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.20minutes.fr/politique/2383775-20181129-gilets-jaunes-referendum-dissolution-assemblee-comment-opposition-met-pression-gouvernement

³³ Véronique P., « "Gilets jaunes": LFI, le PS et le PCF ont déposé leur motion de censure », *RTL*, 11/12/2018. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.rtl.fr/actu/politique/gilets-jaunes-le-ps-lfi-et-le-pcf-ont-depose-leur-motion-de-censure-7795890974

³⁴ della Porta D., Fernandez J., Kouki H., Mosca L. (dir.), *Movement parties against austerity*, Polity press, Cambridge, 2017, p. 3.

³⁵ Luck S., Dechezelles S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 14.

phénomènes. Tout d'abord, le fait que les mouvements sociaux soient considérés comme des modes d'expression moins légitimes³⁶ ce qui a retardé leur conceptualisation comme objet de recherche. Ensuite, le fait que la littérature ait conceptualisé de manière trop rigide un hermétisme entre l'espace des mouvements sociaux et celui des partis, dû à la déconnexion entre les partis et leur ancrage social³⁷ et à la demande d'autonomie des mouvements³⁸. Enfin, le fait que les champs de recherche sur les partis politiques et les mouvements sociaux se soient développés dans des directions divergentes, conduisant à une spécialisation des sous-disciplines, au détriment d'une réflexion sur les liens entre les objets³⁹. Des appels au « décloisonnement » ont cependant été lancés et amorcés⁴⁰.

La question des relations entre partis et mouvements est encore moins traitée dans les travaux portant sur l'extrême droite. Les causes sont en partie similaires mais également soutenues par des logiques propres à ce sous-champ. Tout d'abord, et cette tendance est similaire à celle observée en dehors de l'extrême droite, les spécialistes de l'extrême droite se sont focalisés sur la dimension électorale et donc sur les partis politiques⁴¹, au détriment d'une étude des mouvements sociaux. « *Few studies have gone beyond electoral politics*⁴² » note Pietro Castelli-Gattinara, dans une récente revue de la littérature sur l'extrême droite. De plus, et cela distingue l'extrême droite des autres familles politiques, l'intérêt des spécialistes des mouvements sociaux se focalisent sur les « bonnes causes⁴³ » au détriment des « *ugly movements*⁴⁴ ». La littérature sur les mouvements sociaux s'est concentrée sur les mouvements progressistes, environnementalistes, altermondialistes, anti-austérité, tandis que les mouvements conservateurs, nationalistes ou d'extrême droite recevaient moins

³⁶ Corcuff P., Mathieu L., « Partis et mouvements sociaux : des illusions de l'"actualité" à une mise en perspective sociologique », *Actuel Marx*, n° 46, 2009, p. 76.

³⁷ Des critiques formulées à maintes occasions. Voir par exemple : Katz et Mair – « Changing Models of Party organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, Vol. 1, n° 1, p. 5-28 ; Lefebvre R., Sawicki F., *La société des socialistes : le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

³⁸ Voir par exemple : Mouchard D., « Les mobilisations des "sans" dans la France contemporaine : l'émergence d'un radicalisme autolimité ? », *Revue française de science politique*, Vol. 52, n°4, 2002, p. 425-447 ; Péchu C., *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz, 2006 ; Sommier I., *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

³⁹ Par exemple : Bachelot C., « L'étude des partis politiques : entre permanence et renouveau », *Pouvoirs*, Vol. 163, n°4, 2017, p. 127-139 ; della Porta D., Fernandez J., Kouki H., Mosca L. (dir.), *Movement parties against austerity, op. cit.*, p. 3-8 ; Luck S., Dechezelles S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? op. cit.*, p. 14-17.

⁴⁰ Fillieule O., Mayer N., « Devenirs militants. Introduction », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 19-25. Sawicki F., Siméant J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Vol. 51, n° 1, 2009, p. 97-125 ; Sawicki F., « Partis politiques et mouvements sociaux » in : Dechezelles S., Luck S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes, op. cit.*, p. 1-16.

⁴¹ Par exemple : Carter E., *The Extreme Right in Western Europe : Success or Failure ?*, Manchester, Manchester University Press, 2005 ; Ignazi P., *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003 ; Norris P., *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 ; Mudde C., *The populist radical right : A reader*, Londres, Routledge, 2016.

⁴² Castelli Gattinara P., « The study of the far right and its three E's: why scholarship must go beyond Eurocentrism, Electoralism and Externalism. », *French Politics*, Vol. 18, 2020, p. 314-333.

⁴³ Siméant J., « La transnationalisation de l'action collective », in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.

⁴⁴ Tarrow S., *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p.14.

d'attention⁴⁵. Considérant que l'extrême droite ne se limite pas à des partis politiques, les appels à élargir le regard au-delà des élections se sont multipliés ces dernières années⁴⁶, conduisant à deux effets distincts. D'une part, une grille de lecture conduisant à percevoir, chez les partis politiques d'extrême droite, des caractéristiques propres aux mouvements sociaux s'est développée⁴⁷ et d'autre part, la littérature consacrée aux mouvements sociaux d'extrême droite est en pleine expansion⁴⁸. Il convient d'interroger les relations entre les partis et les mouvements, puisque les frontières qui les séparent tendent à devenir obsolètes⁴⁹, y compris, à l'extrême droite.

À travers les liens qu'il entretient avec le FN/RN, le mouvement identitaire apparaît comme un observatoire pour penser cette question. Les liens tissés ne se limitent pas à une parenté idéologique, ils sont également des liens individuels voire organisationnels. Avant de fonder le Bloc identitaire, Fabrice Robert fut conseiller municipal FN à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Guillaume Luyt, fondateur de Les Identitaires, fut président du Front National de la Jeunesse (FNJ) en 1999-2000. Cette proximité entre le FN et les militants identitaires a perduré. Lors des élections municipales de 2014 certains Identitaires étaient candidats sur des listes FN (par exemple dans le XVIII^e arrondissement de Paris ou à Toulouse). Après ces élections, le maire FN de Beaucaire, Julien Sanchez, a embauché le « chef » des jeunes identitaires lyonnais, pour s'occuper de la communication de sa commune, Damien Rieu. Celui-ci a poursuivi sa route de collaborateur d'élu au conseil régional de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à l'Assemblée nationale, puis au Parlement européen. Le cas le plus emblématique est sans doute celui de Philippe Vardon, fondateur des JI et figure niçoise du mouvement identitaire. Après plusieurs années de rivalités locales avec le FN, il est investi candidat sur la liste FN lors des élections régionales

⁴⁵ Agrikoliansky E., Collovald A., « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ? », *Politix*, n°106, 2014, p. 7-29.

⁴⁶ Caiani M., « Radical right-wing movements: Who, when, how and why? », *Sociopedia.isa*, 2017 ; Castelli Gattinara P., « The study of the far right and its three E's: why scholarship must go beyond Eurocentrism, Electoralism and Externalism », *French Politics*, Vol. 18, 2020, p. 314-333 ; Muis J., Immerzeel T. « Causes and consequences of the rise of populist radical right parties and movements in Europe », *Current Sociology*, Vol. 65, n°6, p. 909-930 ; Pirro A., Castelli Gattinara P., « Between Movement and Party: The Organisation and Strategies of Far-Right Collective Actors », *Mobilization: An International Quarterly*, Vol. 23, n°3, 2018, p. 367-383 ; Pirro A., « Ballots and Barricades Enhanced: Far-Right "Movement Parties" and Movement-Electoral Interactions », *Nations and Nationalism*, Vol. 25, n°3, p. 782-802.

⁴⁷ Caiani M., Cisař O., *Radical Right Movement Parties in Europe*, New York, Routledge, 2018 ; Minkenberg M., « Between Party and Movement: Conceptual and Empirical Considerations of the Radical Right's Organizational Boundaries and Mobilization Processes », *European Societies*, Vol. 21, n°4, 2019, p. 463-486.

⁴⁸ Des contre-exemples existent. D'une part certains mouvements ont donné lieu à des études particulières, par exemple Pegida (Virchow F., « PEGIDA: Understanding the Emergence and Essence of Nativist Protest in Dresden », *Journal of Intercultural Studies*, Vol. 37, n°6, 2016, p. 541-555), Casapound (Froio C., Castelli Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics*, London: Routledge, 2020), ou l'English Defense League (Morrow E. A., Meadowcroft J., « The Rise and Fall of the English Defence League: Self-Governance, Marginal Members and the Far Right », *Political Studies*, Vol. 67, n°3, 2019, p. 539-556). D'autres part certains auteurs incluent les mouvements au même titre que les partis à leurs études. Par exemple : Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right: Germany, Italy and the United States*, Oxford University Press, 2012.

⁴⁹ Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right: Germany, Italy and the United States*, Oxford University Press, 2012, p. 210-211 ; Combes H. *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Karthala, 2011.

de 2015 et élu au conseil régional de PACA, adhérant alors au FN. En vue de l'élection présidentielle de 2017, il intègre l'équipe de campagne de Marine Le Pen, au sein de la cellule « idées et images ». Après l'élection, il gravit progressivement les échelons au sein du parti. Il intègre le bureau départemental des Alpes Maritimes (fin 2017), puis est élu au conseil national du RN, dont il intègre également le bureau national (2018). Il est chargé de la direction de la communication de la campagne frontiste pour les Européennes (2019), en plus de figurer sur la liste de candidats. Au-delà de ces exemples, s'intéresser au mouvement identitaire permet dès lors de soulever la question des interactions entre partis politiques et mouvements sociaux, en général et, en particulier, à l'extrême droite.

Un observatoire des évolutions du militantisme

Depuis plusieurs années, la recherche a soulevé la question d'une évolution du militantisme⁵⁰. Cette question se déploie sur plusieurs versants. La question du lien qu'entretiennent les militants avec l'organisation à laquelle ils appartiennent et celle des répertoires tactiques⁵¹ auxquels ils recourent pour se mobiliser. Sur fond de crise de la représentation⁵², de nombreuses études ont noté une désaffection pour les intermédiaires que sont les partis politiques. La confiance de l'opinion publique s'étirole, le nombre d'adhérents baisse... le militantisme serait en crise⁵³. Pour certains, cette désaffection traduirait la fin d'un militantisme et l'avènement d'un militantisme rénové, plus souple, marqué par un attachement moindre des militants à l'organisation et donc plus labile, propice au multi-engagement⁵⁴. Il serait davantage l'engagement pour une cause que l'engagement pour une

⁵⁰ Par militantisme, nous entendons l'engagement des militants, c'est-à-dire des individus *actifs* (donc plus que des *électeurs*, *sympathisants* ou *adhérents*) et *bénévoles* (donc non rémunéré pour leur activité à l'image des *permanents*), engagés en vue de la défense d'une cause, dans une organisation (parti, syndicat, association) ou une série d'actions collectives. Les adhérents eux, sont désignés comme les individus volontairement liés à une organisation, par le paiement d'une cotisation et la signature d'un bulletin (Voir : Nay O. (dir.), *Lexique de science politique*, Paris, Dalloz, 2017 [4^{ème} éd.] et Van Haute E., *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009).

⁵¹ L'expression est proposée par Olivier Fillieule (V. Fillieule O., « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action » in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 82), en référence aux répertoires tilliens (V. Tilly C., « Getting It Together in Burgundy, 1675–1975 », *Theory and Society*, n°4, 1977, p. 479–504). Pour une discussion approfondie, cf. *infra*, Chapitre 6.

⁵² Ce point a donné lieu à une littérature prolifique et est au cœur de débat (sur la pertinence du terme « crise » notamment). Par exemple : Perrineau P., « La crise de la représentation politique » in : Perrineau P. (dir.), *La politique en France et en Europe*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 15-34.

⁵³ Une crise qui avait déjà été évoquée auparavant à propos de diverses organisations en France. (V. par exemple : Labbé D., Croizat M., *La fin des syndicats ?*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; Perrineau P. (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994 ; Pujol G., *Des élites de société pour demain ?*, Ramonville, Éditions Érès, 1996.) Notons que le phénomène avait alors également été observé à l'étranger, en particulier concernant les adhérents des partis politiques (V. par exemple : Bartolini S., « The membership of mass parties : the social democratic experience, 1889-1978 », in : Daalder H., Mair P. (dir.), *Western European party systems : continuity & change*, London, SAGE Publications, 1983, p. 177-220 ; Von Beyme K., *Political Parties in Western Democracies*, New York, St Martin's Press, 1987 ; Katz R., Mair P. et al., « The membership of political parties in Europe », *European Journal of Political Research*, n° 22, 1992, p. 329-345).

⁵⁴ Combes H., « Pour une sociologie du multi-engagement : réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain », *Sociologie et sociétés*, Presses de l'Université, Vol. 41, n°2, 2009.

organisation. Il se vivrait dans des structures moins verticales et emprunterait des modes d'actions différents, plutôt orientés vers l'interpellation publique⁵⁵.

Le mouvement identitaire intrigue justement par ses manières de « faire » de la politique. En effet, ce ne sont pas les élections qui ont permis au mouvement de se faire connaître, mais des actions « coup de poing », d'interpellation publique. Prenons quelques exemples. En 2004, l'association se fait connaître en distribuant de la « soupe au cochon » aux sans-abris, qui excluait de fait les sans-domiciles musulmans et juifs pratiquants. Suite aux plaintes de diverses associations, l'information fait la une des médias. Le 20 octobre 2012, 73 militants identitaires envahissent le chantier de construction de la mosquée de Poitiers. Postés sur le toit pendant près de sept heures, ils y déploient une banderole contre l'islamisation. En 2013, c'est le siège du Parti socialiste, rue de Solférino (Paris) qui devient le théâtre de leur action. Ils l'occupent pendant une journée de mobilisation de La Manif pour Tous, réclamant la démission de François Hollande. En mai 2014, ce sont les « tournées anti-racaille » dans les métros de Nantes, Lille, Lyon et Paris qui ont intéressé les journalistes. En mai 2015, ils ont occupé le siège de la représentation de la commission européenne à Paris, pour dénoncer « sa passivité dans la lutte contre l'immigration clandestine [...] sa politique de quota par pays ». En 2018, ils font à nouveau les grands titres, en « occupant » le col de l'Échelle (Alpes), pour bloquer la frontière franco-italienne. Ces actions ne reposent ni sur la recherche de soutien électoraux, ni sur de la violence physique *a priori* plus typique de l'extrême droite. Elles semblent inspirées de celles de mouvements bien éloignés idéologiquement de lui : « ils laissent tomber les références racistes, nazies, antisionistes, et communiquent sur le modèle Greenpeace⁵⁶ » note Nicolas Lebourg. Parallèlement, pourtant, le mouvement identitaire conserve un attachement à des registres plus classiques, comme le collage d'affiches, le tractage et le boitage. De surcroît, ponctuellement, le mouvement identitaire s'est illustré par un militantisme partisan, tentant d'entrer dans l'arène électoral. Il semble de ce point de vue opérer une synthèse entre registre tactique « mouvementiste » et registre tactique « partisan » et proposer donc un militantisme « hybridé⁵⁷ ». En cela, et de manière d'emblée évidente, le mouvement identitaire est un objet à partir duquel penser les évolutions des registres tactiques. La question du lien

⁵⁵ Ion J. (dir.), *L'engagement au pluriel*, Saint-Etienne, Presses universitaires de Saint-Etienne, 2001 ; Ion J., Franguiadakis S., Viot P., *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.

⁵⁶ Nicolas Lebourg, dans une interview au magazine *Les Inrockuptibles*. (V. Müller O., « Génération identitaire : au coeur de la campagne "antiracailles" qui veut "sécuriser" le métro », *Les Inrockuptibles*, 28/06/2014. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.lesinrocks.com/2014/06/28/actualite/actualite/troubles-identitaires/

⁵⁷ Nous reprenons ici un terme proposé à propos de Casapound, les auteurs défendant l'idée qu'il incarne une forme d'hybridation entre « parti » et « mouvement ». (V. Froio C., Castelli-Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme-Right Politics*, Routledge, 2020).

qu'entretiennent les militants avec l'organisation apparaît moins évidemment, n'étant ni perceptible dans la littérature sur le mouvement – faute d'étude sur les militants – ni à travers la couverture médiatique, mais la question mérite d'être posée. En cela, le mouvement identitaire s'avère être un terrain propice à penser les évolutions du militantisme, tant dans l'absolu, qu'en particulier à l'extrême droite.

Un observatoire de la transnationalisation

Le mouvement identitaire peut également nous permettre de traiter l'enjeu aujourd'hui prégnant de la transnationalisation. L'exemple de la grève pour le climat illustre ce phénomène. Elle a eu lieu pour la première fois en Suède en 2018, à l'initiative de Greta Thunberg⁵⁸. Depuis, cette mobilisation aurait réuni plusieurs millions d'individus dans le monde, aussi bien en Europe, qu'aux États-Unis, au Canada, en Australie, mais également à travers l'Amérique du Sud ainsi que dans quelques pays d'Asie ou d'Afrique⁵⁹. Plusieurs « mobilisations internationales⁶⁰ » ont également été organisées. Les responsables du mouvement ont par la suite été reçus par des officiels : Greta Thunberg s'est par exemple exprimée devant les parlements britanniques⁶¹ et français⁶², mais aussi lors de la COP 24 ou du sommet pour le climat de l'ONU. Ce mouvement s'est donc rapidement transnationalisé, à l'image d'autres mouvements sociaux de la tendance écologiste, mais également de mouvements altermondialistes⁶³, ou encore de mouvements des droits⁶⁴. La transnationalisation de l'action collective, problématique parfois présentée comme une *internationalisation* ou *européanisation* a été identifiée dans la recherche à partir des années 1990⁶⁵. Dans un premier temps elle concerne essentiellement les « bonnes causes » et la question de l'extrême droite n'est pas soulevée, d'autant moins que l'idée qu'un mouvement nationaliste s'internationalise semble heurter le sens commun. Pourtant, aujourd'hui, Maik

⁵⁸ Hivert A.-F., « Greta Thunberg, la petite suédoise en "grève scolaire" pour le climat », *Le Monde*, 13/12/2018. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/climat/visuel/2018/12/13/en-suede-greta-thunberg-en-greve-scolaire-pour-le-climat_5396984_1652612.html

⁵⁹ Garric A., « Des jeunes du monde entier en grève scolaire pour rappeler l'urgence climatique », *Le Monde*, 14/03/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/planete/article/2019/03/14/partout-dans-le-monde-les-jeunes-en-greve-scolaire-pour-le-climat_5435917_3244.html

⁶⁰ (Non signé), « Etats-Unis, Japon, Brésil, Croatie... des millions de personnes mobilisées pour le climat vendredi », *Le Monde*, 21/09/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/planete/portfolio/2019/09/21/etats-unis-japon-bresil-croatie-des-millions-de-personnes-mobilisees-pour-le-climat-vendredi_6012550_3244.html

⁶¹ (Non signé), « Greta Thunberg: Teen activist says UK is "irresponsible" on climate », *BBC News*, 23/04/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.bbc.com/news/uk-48017083

⁶² Carriat J., « A l'Assemblée, Greta Thunberg s'adressera aux députés qui voudront bien l'écouter », *Le Monde*, 23/07/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/politique/article/2019/07/23/greta-thunberg-16-ans-divise-l-assemblee-nationale_5492361_823448.html

⁶³ (Non signé), « Le discours plein de rage de Greta Thunberg à l'ONU », *Le Monde*, 23/09/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/climat/video/2019/09/23/vous-avez-vole-mes-reves-et-mon-enfance-le-discours-de-greta-thunberg-a-l-onu_6012739_1652612.html

⁶⁴ Une autre illustration récente pourrait être la diffusion du mouvement *Black Lives Matter*, suite au décès de Georges Floyd aux États-Unis qui s'est également traduit par une mobilisation dans plusieurs États européens.

⁶⁵ Voir par exemple : Tarrow S., « The Europeanisation of conflict: Reflections from a social movement perspective », *West European Politics*, Vol. 18, n°2, 1995, p. 223-251.

Fielitz et Laura Lotte Laloire soulignent : « *it is hardly feasible to discuss far-right actors in purely national terms anymore* ⁶⁶ ». Dans les dernières années, de plus en plus de travaux ont interrogé cette transnationalisation à l'extrême droite⁶⁷, que celle-ci concerne les partis, les mouvements, les pratiques, les idées ou les discours.

Nous ne pouvons que partager ce constat d'une transnationalisation à l'extrême droite face aux relations qu'entretient le mouvement identitaire avec un réseau européen de partis et de mouvements d'extrême droite. En effet, le Bloc identitaire dans un premier temps a revendiqué sa proximité avec certains partis européens, qui gagnent aujourd'hui en importance : le *Vlaams Belang* (VB – Belgique), la *Lega Nord* (LN - Italie), ou encore le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ, Autrichien). À la fin de l'année 2014, ils se sont rapprochés également du mouvement allemand *Pegida*, participant au lancement de sections en France au début de l'année 2015, aux côtés de Renaud Camus (le théoricien du « grand remplacement »). Alors que le BI entretenait des liens avec des partis existants, Génération identitaire a progressivement créé des « franchises » dans plusieurs États à partir de 2012, d'abord en Italie, en Allemagne et en Autriche puis progressivement, en République Tchèque, en Hongrie, ou encore au Danemark, au Royaume-Uni, en Russie. Le mouvement identitaire a fait preuve, à différents moments de son histoire, d'une capacité à tisser des liens avec des partis politiques étrangers, d'une part, et d'autre part à s'installer, sur le modèle de la franchise dans plusieurs pays d'Europe. En cela, il peut être pensé comme un moyen d'interroger les modalités de transnationalisation des partis politiques et des mouvements sociaux, en particulier à l'extrême droite.

Petitesse et marginalité en politique

En 2006, le Bloc identitaire revendiquait 2000 adhérents, se hissant à 4000 en 2011 alors qu'il se lance dans la compétition électorale et devient, au sens du droit français, un parti politique. Loin, donc, des 213 030 adhérents revendiqués par Les Républicains, des

⁶⁶ Fielitz M., Lotte Laloire L. (dir.), *Trouble on the far right*, transcript Verlag, Bielfeld, 2016, p. 14.

⁶⁷ Bar-On T., « Fascism to the Nouvelle Droite: the dream of Pan-European Empire », *Journal of Contemporary European Studies*, Vol. 16, n°3, 2008, p. 327–345 ; Caiani M., Kröll P., « The transnationalization of the extreme right and the use of the internet », *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, Vol. 39, n°4, 2015, p. 331–351 ; Ganesh B., Froio C., « The transnationalisation of far-right discourse on Twitter. Issues and actors that cross borders in Western European democracies », *European Societies*, 2018 ; Leconte C., Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II ; Mammone A., *Transnational Neofascism in France and Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; Nissen A., *Europeanization of the far right. A case study of Generation identity and Fortress Europe*, Thèse de science politique déposée à l'Université d'Aalborg (Danemark) sous la direction de Lise Rolandsen Agustín, décembre 2019 (*Nous remercions l'auteure de nous avoir transmis le manuscrit avant publication*) ; Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, Thèse en science politique soutenue à Science Po Paris, sous la direction de Pascal Perrineau, 2013 ; Zúquete J. P., « The new frontlines of right-wing nationalism », *Journal of political ideologies*, Vol 20, n°1, 2015, p. 69–85.

131 000 adhérents revendiqués par le Parti socialiste, loin même des 83 000 adhérents du Rassemblement national (RN/FN). Le Bloc identitaire est donc à cette période une force mineure du paysage politique française, un « petit parti⁶⁸ ». Cette petitesse est perceptible quant au nombre de militants comme nous venons de le voir. De manière plus éloquente encore, alors qu'Annie Laurent cherche un critère de définition du « petit parti »⁶⁹ et les explore successivement pour en montrer les apports et les limites, nous constatons que, quel que soit le critère de définition retenu, le Bloc identitaire est toujours un petit parti. Le BI ne présente guère de candidats aux élections (*définition fondée sur l'offre*). Il ne tisse pas d'alliance électorale (*définition fondée sur la capacité à négocier des alliances*). Quand il se présente, ses scores restent très bas (*définition fondée sur le score*). Il ne compte aucun élu (*définition en fonction du nombre d'élus*). Bruno Villalba soulève la question de l'idéologie du petit parti, mettant en avant la tension à laquelle le « petit parti » fait face, entre une nécessaire « différenciation » idéologique vis-à-vis des « grands partis » et l'« intégration » du système partisan⁷⁰, un enjeu qui traverse également le mouvement identitaire vis-à-vis du FN/RN. Éric Dupin, propose de définir les petits partis comme ceux que « les médias ignorent ou, dans le meilleur des cas, maltraitent⁷¹ »⁷². De ce point de vue également, le Bloc identitaire apparaît petit, moins médiatisé que les « grands ». Si la petitesse et la grandeur sont des données relatives, force est de constater qu'en l'occurrence, *quel que soit le critère*, le Bloc identitaire est toujours *petit* parmi les partis. Les militants de Génération identitaire revendiquent en 2018 autour de 3500 adhérents, ce qui en fait, cette fois, un petit mouvement. S'intéresser au mouvement identitaire revient à s'intéresser à un objet micro-politique, voire nano-politique. À partir de ces divers critères de définition, nous pourrions proposer une définition de la petitesse par ces effets. La petitesse laisse le parti (ou le mouvement) « en dehors » des élections, des alliances, des élus, de la presse. Sa petitesse le laisse *à la marge*⁷³. En ce qui concerne le mouvement identitaire, la petitesse n'est pas le seul fondement de sa marginalité.

⁶⁸ Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996.

⁶⁹ Nous reprenons ici les critères successivement proposés par Annie Laurent pour définir un « petit parti ». Voir : Laurent A., « Définir les petits partis : le regard de l'électoraliste », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 19-39.

⁷⁰ Villalba B., « Les petits partis et l'idéologie. Le paradoxe de la différenciation », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 67-89.

⁷¹ Dupin E., « Les médias et les petits partis : entre le mépris et l'indifférence », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 109.

⁷² Pour un développement des caractéristiques des « petits candidats » dans le cadre des campagnes électorales, voir : Ehrhard T., « La difficile condition des petits candidats », in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielles et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 59-70.

⁷³ Un lien que certains auteurs tracent sur les petits partis.

Si le concept de « marge » est mobilisé fréquemment en science politique, il n'existe pas de définition formelle de ce qui constitue une marge. La « marge », littéralement, désigne le pourtour du texte de cette page - ce qu'on ne lit pas (ou dans notre cas ce que l'on observe pas). Par analogie, elle désigne également l'espace situé sur le pourtour immédiat de quelque chose, au propre (la marge d'un bois) ou au figuré (la marge de la raison). Être *une marge*, c'est donc se situer à la périphérie de quelque chose, en être à l'écart, être *marginal* par rapport à cet objet. Cette *marginalité* est donc, par nature, une position relative à un objet de référence. Mais elle sous-entend également le caractère déviant, par rapport à la norme que représente cette référence⁷⁴. Celui qui est « en marge », qui n'est donc pas intégré au système, peut également être celui qui est *déviant* par rapport à la norme du système. De la même façon, dans la science politique anglophone sont opposés *margins* (les marges) et *mainstream* (le courant dominant, la norme)⁷⁵. Ainsi, la marge est à la fois un positionnement relatif par rapport à un objet, et un comportement déviant vis-à-vis de la « norme » qu'incarne cet objet *mainstream*. Comment définir alors les marges politiques ?

Dans l'ouvrage consacré aux *Radical Right-wings Populist Parties in Western Europe*, qui entend interroger le processus de « normalisation » de ces partis, les auteurs proposent de distinguer *mainstream parties* et *non-mainstream parties* selon quatre critères⁷⁶. Les « *non mainstream* » partagent quatre qualités : 1) leurs programmes politiques ne sont pas centristes ; 2) leurs programmes sont bâtis sur des considérations socioculturelles plutôt que socioéconomiques ; 3) ils adoptent des attitudes et des comportements « antisystème » (*anti-establishment*) ; 4) ils ont une réputation « extrême » du fait de leurs liens historiques ou contemporains avec des idéologies ou des groupes de droite extrême. Ainsi, les idées, les attitudes et les liens entretenus avec d'autres, confèrent à ces partis un caractère déviant par rapport à la norme, les plaçant de ce fait « en marge » du système partisan. Ces partis sont marginaux par rapport aux partis *mainstream* : *quid* alors de ceux qui ne sont pas des partis ? De ceux qui n'appartiennent pas au système partisan ? Bien qu'elles ne proposent pas de définition, les études de cas réunies par Nicolas Lebourg et Isabelle Sommier peuvent éclairer ce que les auteurs qualifient de « marges politiques », et

⁷⁴ Sur la définition de la déviance, nous nous inscrivons dans les travaux des sociologues interactionnistes : Becker H., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance.*, Éditions Métailié, 2020 [1963] ; Goffman E., *Encounters. Two studies in the sociology of Interaction*, Penguin Books, 1961 ; Goffman E., *Stigmaté. Les usages sociaux du handicap*, Éditions de minuit, 1975 [1963].

⁷⁵ Voir par exemple : Akkerman T., Lange (de) S. L., Matthijs R. (dir.), *Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe : into the Mainstream?*, London, Routledge, 2016 ; Brack N., Startin N., « Introduction: Euroscepticism, from the Margins to the Mainstream », *International political science review*, Vol. 36, n°3, 2015, p. 239–249 ; Hainsworth P., *The Politics of the Extreme Right : from the Margins to the Mainstream*, London, Bloomsbury, 2016 ; Husbards C. « Switzerland: Right-Wing and Xenophobic Parties, from Margin to Mainstream? », *Parliamentary affairs*, Vol. 53, n°3, 2000, p. 501–516 ; Stephens P., Barry J., Dobson A., *Contemporary Environmental Politics: From Margins to Mainstream. Contemporary Environmental Politics*, Routledge, 2006 ; Vials C. « From Margin to Mainstream: American Antifascism to 1945 », *Haunted by Hitler*, University of Massachusetts Press, 2015.

⁷⁶ Akkerman T., Lange (de) S. L., Matthijs R. (dir.), *Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe : into the Mainstream?*, London, Routledge, 2016.

auxquelles le Bloc identitaire appartient. Les objets d'études sont en effet nombreux et divers : skinheads néo-nazis ; Francs-tireurs partisans (antifascistes) ; le mouvement contre le CPE ; la gauche radicale américaine ; l'extrême droite radicale ; le Bloc identitaire ; Action Directe et les Cellules communistes combattantes ; les autonomistes (ZAD). Ces groupes partagent plusieurs caractéristiques qui en font des objets « marginaux ». Tout d'abord, pour reprendre l'expression de Tjitske Akkerman, Sarah de Lange et Matthijs Rooduijn, leurs programmes ne sont pas centristes. Ils sont de surcroît parfois plus *extrême* que le parti politique dont leurs idées se rapprochent le plus. De plus, ils adoptent des attitudes et/ou des comportements antisystèmes, qui se traduisent dans une opposition, voire des velléités révolutionnaires. Enfin, ils partagent une marginalité organisationnelle, en refusant la forme partisane « normale » (qu'ils se construisent en tant que *subcultures*⁷⁷, associations, mouvements, coordinations, groupements de fait,...) et donc la participation électorale, « normale » elle aussi, lui préférant des activités déviantes (qui peuvent aller jusqu'à la violence sans que celle-ci soit nécessaire). De ce fait, ces organisations sont en marge du système partisan *mainstream* et ainsi du système politique lui-même : ce sont des *marges politiques*.

En présentant ces cinq pôles majeurs d'intérêt, nous avons évoqué « le mouvement identitaire », les Identitaires, l'extrême droite. Autant de notions qui doivent être précisées.

⁷⁷ François S., « Transmettre l'histoire des marges », *Fragments sur les temps présents*, 15/09/20. [Consulté le 20/09/20] URL : tempspresents.com/2020/09/15/transmettre-lhistoire-des-marges/

2. Cadrages notionnels

De « identitaire » à « extrême droite » et retour

Avant de préciser la notion « identitaire », un détour par une réflexion sur le terme « extrême droite » est nécessaire. Unanimement chez les chercheurs, ce préalable représente un « exercice ardu⁷⁸ », une « opération délicate⁷⁹ ». En effet, parvenir à une telle définition nécessite de surmonter trois défis⁸⁰.

Tout d'abord, le terme « extrême droite » est considéré comme péjoratif. Les acteurs ainsi classés le réfutent généralement ainsi, parfois, que la pertinence même de la distinction droite / gauche. Alors que les partis de droite, de gauche (socialiste ou marxiste) se revendiquent généralement comme tels, les partis et mouvements extrêmes droitiers refusent cette qualification⁸¹. L'expression aurait un « contenu négatif⁸² », serait « disqualifiante et stigmatisante⁸³ », voire « démonologisante⁸⁴ », certains considérant même que cela lui ferait perdre « la plus grande partie de son utilité⁸⁵ ». Si dans le langage profane le terme peut revêtir un caractère accusatoire⁸⁶, un usage scientifique du terme est également possible. Le premier défi d'une définition de l'extrême droite consiste donc à trouver **une définition « neutre » pour se doter d'une notion heuristique, débarrassée de charge morale⁸⁷**.

⁷⁸ Lafont V., « Extrême-Droite », in : Haudegand N., Lefebure P. (dir.), *Dictionnaire des questions politiques 60 enjeux de la France contemporaine*, Paris, Éditions de l'Atelier, coll. Point d'appui, 2000, p. 97.

⁷⁹ Chebel d'Appolonia A., *L'extrême droite en France, De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Éditions complexes, Coll. Questions au XX^eS, 1988, p. 9.

⁸⁰ Ce paragraphe sur la définition de l'extrême droite doit beaucoup à nos discussions avec Caterina Froio et Bénédicte Laumond. Nous les remercions pour ces fructueux échanges.

⁸¹ Exemple au Front national, où Marine Le Pen a contesté l'usage du terme pour qualifier son parti, envisageant des actions en justice : « Je vais demander à la justice de considérer qu'il s'agit là d'un terme péjoratif volontairement utilisé pour nuire au Front national ». (V. (Non signé), « Marine Le Pen : « le fait d'affubler le FN du terme d'extrême droite est une bavure intellectuelle », *RTL*, 03/10/2013, [Consulté le : 17/09/2020] URL : www.rtl.fr/actu/politique/marine-le-pen-le-fait-d-affubler-le-fn-du-terme-d-extreme-droite-est-une-bavure-intellectuelle-7765074927)

⁸² Chebel d'Appolonia A., *L'extrême droite en France, op. cit.*, p. 10.

⁸³ Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, Édition du Seuil, Paris, 2015, p. 7.

⁸⁴ Lebourg N., *Le monde vu de la plus extrême des droites*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2010, p. 10.

⁸⁵ Betz H.-G., *La droite populiste en Europe*, Paris, Autrement, 2004, p. 205.

⁸⁶ Par exemple, en rapprochant les propos de l'ex-député macroniste, Aurélien Taché, de l'extrême droite, il s'agit d'une stratégie d'accusation pour la ministre Marlène Schiappa. (Sur cette « petite phrase », voir : Lepelletier P., « Adolescente tondue : Schiappa recadre Taché qui accuse le gouvernement d'entretenir la « haine antimusulmane », *Le Figaro*, 24/08/20, [Consulté le : 17/09/2020] URL : www.lefigaro.fr/politique/adolescente-tondue-schiappa-recadre-tache-qui-accuse-le-gouvernement-d-entretenir-la-haine-antimusulmane-20200824). Ainsi, le terme peut relever, dans le champ politique, d'un usage insultant et être reçu comme tel (V. notre communication au colloque consacré à l'insulte en politique (Lille, octobre 2020), « « Quand je me fais traiter de nazi ». Nature et réception de « l'insulte » par des militants de Génération identitaire »).

⁸⁷ Ce qui ne signifie pas pour autant que l'on ne puisse être en désaccord avec les idées portées par l'extrême droite, une fois définie. Cependant, comme nous le soulignerons (*cf. infra*, chapitre préliminaire), cela n'est pas l'enjeu de notre étude.

Deuxième défi, le terme « extrême droite » est appliqué à des objets variés (partis politiques, mais aussi mouvements sociaux⁸⁸, voire *subcultures*⁸⁹), aux activités variées (de la participation électorale jusqu'au terrorisme⁹⁰), évoluant dans des contextes divers, historiquement et géographiquement. Ils sont également variés du point de vue de leurs idées. Certains sont ouvertement néo-nazis, comme Aube Dorée en Grèce, d'autres néofascistes comme Casapound Italia, tandis que d'autres relèvent plus d'un néolibéralisme teinté de national-conservatisme tel le parti du progrès norvégien. De surcroît, les idées ne sont pas figées et peuvent évoluer dans l'histoire du parti (comme le montre le cas de l'AfD⁹¹). Ainsi, l'extrême droite est « *far from being a united family*⁹² ». **Trouver un critère, qui soit commun à cette diversité d'acteurs et qui les distingue des autres familles⁹³ politiques**, représente un second défi.

Enfin, la littérature sur l'extrême droite a connu un développement aussi intense que rapide depuis la fin des années 1980, marqué par une double inflation, terminologique et définitionnelle. L'inflation terminologique est perceptible aussi bien dans la littérature internationale que dans la littérature francophone. Un inventaire non exhaustif sur la littérature anglophone montre qu'au moins 22 termes sont utilisés en référence à cette famille politique⁹⁴, des variations tributaires de débats théoriques mais aussi de traditions de

⁸⁸ Cette tendance est en plein développement tant sur le plan des études théoriques qu'empiriques.

Pour des réflexions théoriques sur les frontières entre partis, « movement parties » et mouvements : Caiani M., Cisař O., *Radical Right Movement Parties in Europe*, New York, Routledge, 2018 ; Hirsch-Hoefler S., Mudde C., « Right-Wing Movements », in : della Porta D., Snow D., Klendermans B., McAdam D., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, 2013 ; Minkenberg M., « Between Party and Movement: Conceptual and Empirical Considerations of the Radical Right's Organizational Boundaries and Mobilization Processes », *European Societies*, Vol. 21, n°4, 2019, p. 463-486 ; Pirro A., Castelli Gattinara P., « Between Movement and Party: The Organisation and Strategies of Far-Right Collective Actors », *Mobilization: An International Quarterly*, Vol. 23, n°3, 2018, p. 367-383 ; Pirro A., « Ballots and Barricades Enhanced: Far-Right "Movement Parties" and Movement-Electoral Interactions », *Nations and Nationalism*, Vol. 25, n°3, 2019, p. 782-802 ; Veugelers J., Menard G., « The Non-Party Sector of the Radical Right » in : Rydgren J. (dir.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford University Press, 2018, p. 285-304.

Les études de cas se développent également : sur Pegida (Virchow F., « PEGIDA: Understanding the Emergence and Essence of Nativist Protest in Dresden », *Journal of Intercultural Studies*, Vol. 37, n°6, 2016, p. 541-555), sur Casapound (Froio C., Castelli Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics*, London: Routledge, 2020), sur l'English Defense League (Morrow E. A., Meadowcroft J., « The Rise and Fall of the English Defence League: Self-Governance, Marginal Members and the Far Right », *Political Studies*, Vol. 67, n°3, 2019, p. 539-556).

⁸⁹ Par exemple : Miller-Idriss C., *The extreme gone mainstream: Commercialization and far right youth culture in Germany*, Princeton University Press, 2018.

⁹⁰ Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 76-102.

⁹¹ Voir par exemple : Leconte C., « La carrière militante du « grand remplacement » au sein du milieu partisan de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 111-134.

⁹² Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, op. cit. p. 3. Cette idée traverse la littérature (P. ex. : Camus J.-Y., « 50 nuances de droite. Typologie des radicalités politiques en Europe », *Note de l'Observatoire des radicalités politiques*, n° 8, Fondation Jean-Jaurès, 2014 ; Fielitz M., Lotte Laloire L. (dir.), *Troubles on the far right*, transcript Verlag, Bielfeld, 2016). Non-unifiée, la famille peut même être conflictuelle, comme le montre les oppositions idéologiques entre les partisans d'Alain Soral et ceux des Identitaires, ou entre les néo-païens de la Nouvelle droite et le courant catholiques traditionnalistes/intégristes. Nous reviendrons sur ce point dans le développement.

⁹³ En référence à la notion de « famille de partis », formellement conceptualisée par Seiler (Seiler D.-L., *Partis et Familles Politiques*, Paris, PUF, 1980) puis par Von Beyme (von Beyme K., *Parteien in Westlichen Demokratien*, München, Piper, 1984), qui a par la suite été communément mobilisée par les travaux comparatistes. Pour une synthèse sur cette notion voir : Mair P., Mudde C., « The party family and its study », *Annual review of Political Science*, 1998, p. 211-229.

⁹⁴ Mudde C., *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 11-12.

recherches régionalement marquées⁹⁵. Un second recensement, prenant en compte la littérature francophone, dénombre une soixantaine de dénominations différentes⁹⁶. En sus de cette inflation terminologique, une inflation définitionnelle est visible. En 1996, Cas Mudde était parmi les premiers à souligner l'extrême extensivité des définitions mobilisées⁹⁷. Dix ans plus tard, Alexandre Dézé, arrivait à une conclusion similaire soulignant que certaines définitions ne reposaient que sur un critère quand d'autres en mobilisaient une dizaine, voire une douzaine⁹⁸. Michael Minkenberg présente ces définitions comme des « *shoppinglists of criteria rather than conceptually grounded definition*⁹⁹ », de même que Piero Ignazi évoque « une tour de Babel des définitions¹⁰⁰ », soulignant implicitement que ce foisonnement nuirait à la discussion scientifique. **Cette double absence de consensus, sur le terme et sur la définition**, constitue donc un troisième défi.

Une fois ces défis présentés et tout en gardant à l'esprit que des désaccords persistent dans la littérature, il nous revient de clarifier l'approche mobilisée dans cette thèse.

Si aucune définition ne produit de consensus, les auteurs s'entendent néanmoins pour considérer que l'extrême droite se distingue par des traits idéologiques propres (sans s'accorder pour autant sur ces traits...). Cependant, en sus de l'idéologie, certains ajoutent un critère « positionnel » à la définition. Ils considèrent ainsi qu'appartient à l'« extrême droite » le parti déclaré « le plus à droite » du spectre politique nationale *et* présentant les caractéristiques idéologiques idoines. Cette proposition de Piero Ignazi¹⁰¹ est intéressante, en particulier parce qu'elle revient à externaliser la définition et ainsi à abolir la charge symbolique et morale du concept. Dans une approche quasi-démocratique, il revient aux électeurs, plaçant les partis sur l'axe gauche-droite, de dire aux chercheurs lequel est situé à l'extrême droite. Cette approche présente cependant un inconvénient majeur, car elle ne

⁹⁵ Comme le souligne Anita Nissen dans sa thèse, les chercheurs américains évoquent volontiers *radical right*, les anglais *far right* et les européens continentaux *extreme right*. Cette force « locale » des labellisations vient révéler une *path dependency* du champ scientifique.

⁹⁶ Dézé A., *Idéologie et stratégies partisanes : une analyse du rapport des partis d'extrême droite au système politique démocratique : Le cas du Front national, du movimento sociale italiano et du Vlaams Blok*, thèse de doctorat sous la direction de Pascal Perrineau, soutenue en 2008 à l'IEP de Paris. Voir tableau 1.1, p. 47. Sur ce point, voir également : Backes U., « Extrême, extrémité, extrémisme. Une esquisse de l'histoire de ces mots dans la langue politique française », *Mots*, n°55, 1998, p. 142-152 ; Backes U., « L'extrême droite : les multiples facettes d'une catégorie d'analyse » in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 13-30 ; Poirier P., « La disparité idéologique des nouvelles droites occidentales », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 31-52.

⁹⁷ « In 26 definitions of right-wing extremism that are used in the literature, no less than 58 different features are mentioned at least once » (V. Mudde C., « The war of words defining the extreme right party family », *West European Politics*, Vol. 19, n°2, 1996, p. 229). Voir également : Ignazi P., *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 4-34

⁹⁸ Dézé A., *Idéologie et stratégies partisanes : une analyse du rapport des partis d'extrême droite au système politique démocratique : Le cas du Front national, du movimento sociale italiano et du Vlaams Blok*, thèse de doctorat sous la direction de Pascal Perrineau, soutenue en 2008 à l'IEP de Paris, p. 49.

⁹⁹ Minkenberg M., « The Renewal of the Radical Right: Between Modernity and Anti-Modernity », *Government and Opposition*, Vol. 35, n°2, 2000, p. 170-188.

¹⁰⁰ Ignazi P., « Les partis d'extrême droite : les fruits inachevés de la société post-industrielles », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 369-384.

¹⁰¹ Ignazi P., *L'estrema destra in Europa*, Bologne Il Mulino, 1994.

fonctionne que pour certains objets. En effet, si l'objet de recherche est un parti politique suffisamment pertinent¹⁰² pour être classé dans une enquête d'opinion, ce critère est matériellement défini¹⁰³. Ce n'est néanmoins pas le cas pour les petits partis, ni les mouvements politiques, ni les groupements. Ainsi, pour notre objet en particulier, ce critère s'avère impossible à opérationnaliser. Il permet de surmonter le premier défi (la neutralité) mais pas le second (la prise en compte de la diversité des objets). Nous plaçons en conséquence pour une approche exclusivement idéologique, qui nous semble plus à même de tenir compte de la diversité des organisations¹⁰⁴.

Parmi celles-ci, la conceptualisation de Cas Mudde qui prend forme au cours des années 2000¹⁰⁵ permet de répondre aux trois défis. Le critère central de définition n'est pas moralement chargé, il repose sur une description du cœur idéologique de ces partis. De plus, bien qu'elle ait été forgée à partir de l'analyse des partis politiques, elle permet de tenir compte de la diversité des acteurs (individus, organisations, types d'organisation) et des contextes (historiques et nationaux) tout en dégagant un *substrat* commun à tous. Enfin, elle fait partie des plus citées dans la littérature, produisant, à défaut d'un consensus, un accord au sein de la discipline¹⁰⁶. Au sein de la catégorie *far right*, concept générique qualifiant tous les groupes de l'espace extrême droitier, il distingue deux sous-catégories, *radical right* et *extreme right*. Pour Cas Mudde, *far right* se distingue du reste de la scène politique par une idéologie commune, le nativisme¹⁰⁷, qui se décline de manière variée :

« *an ideology, which holds that states should be inhabited exclusively by members of the native group ("the nation") and that nonnative elements (persons and ideas) are fundamentally threatening to the homogenous nation-state. The basis for defining (non) "nativeness" can be diverse, e.g. ethnic, racial or religious, but will always have a cultural component*¹⁰⁸ ».

Ce critère nous permet de proposer une **définition minimale**. Cela ne signifie pas qu'il est le seul dénominateur commun à tous les groupes de ce champ politique, mais cela signifie cependant 1) qu'il est commun à tous ; 2) qu'il n'est typique d'aucun autre. Le nativisme

¹⁰² Nous traduisons ici « *relevant* », terme utilisé en littérature anglophone pour distinguer les partis « pertinents » pour l'analyse du système partisan de ceux qui ne le sont pas.

¹⁰³ Il a par exemple été mobilisé en France par A. Dézé dans sa thèse comparant plusieurs partis d'extrême droite européens (Dézé A., *Idéologie et stratégies partisans : une analyse du rapport des partis d'extrême droite au système politique démocratique : Le cas du Front national, du movimento sociale italiano et du Vlaams Blok*, thèse de doctorat sous la direction de Pascal Perrineau, soutenue en 2008 à l'IEP de Paris) ou encore par N. Mayer et B. Klandermans comparant les militants depuis plus partis européens (« *Militer à l'extrême droite* », in Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 147-162).

¹⁰⁴ A moins que les petits partis, mouvements et groupements ne soient intégrés aux enquêtes futures.

¹⁰⁵ Mudde C., *The Ideology of the Extreme Right*, Manchester, Manchester University Press, 2000 ; Mudde C., *Populist Radical Right Parties in Europe*, *op. cit.*

¹⁰⁶ Comme le souligne un article d'Élisabeth Carter (V. « *Right-wing extremism/radicalism : reconstructing the concept*, *Journal of Political Ideologies*, Vol. 23, n°2, 2018, p. 157-182).

¹⁰⁷ L'auteur explique sa préférence pour le nativisme face au nationalisme, trop réducteur. Voir : Mudde C., *Populist Radical Right Parties in Europe*, *op. cit.*, p. 16-17.

¹⁰⁸ Mudde C., *Populist Radical Right Parties in Europe*, *op. cit.*, p. 19.

forme ainsi le point commun à tous les groupes *far right* et suffit à les distinguer. Tous distinguent le groupe des natifs, « nous », participants légitimes à la nation, du groupe des non-natifs, « eux / l'autre », participants illégitimes à la nation¹⁰⁹. Cependant, le critère distinguant *natifs et non-natifs* est susceptible de varier. L'« autre » n'est pas toujours le même¹¹⁰. Au sein de *far-right*, *extreme right* et *radical right* se distinguent essentiellement parce qu'ils entretiennent un rapport différent à la démocratie¹¹¹. Les premiers contestent les fondements de la démocratie, refusent de jouer le jeu démocratique, adoptant vis-à-vis du régime une attitude révolutionnaire, qui mène plus fréquemment à la violence¹¹². Les seconds critiquent la démocratie libérale et pluraliste mais « jouent le jeu » de la démocratie parlementaire, se conformant à ses règles. Soulignons à nouveau que ces définitions, de *far right*, *radical right* et *extreme right*, dépassent les considérations sur la forme organisationnelle en se concentrant sur l'idéologie. Un parti politique peut appartenir à la catégorie « *extreme right* », un mouvement peut être « *radical right* », et inversement¹¹³.

La difficulté consiste en une traduction de ce cadre définitionnel. Il nous semble qu'en français, le terme le plus à même de faire office de concept générique est « extrême droite », qui présente plusieurs avantages¹¹⁴. Tout d'abord parce qu'il désigne comme *far right* une position « distante », « lointaine » et à « droite » sur l'échiquier politique, la référence à la droite restant pertinente¹¹⁵. Ensuite, parce qu'« extrême droite » a été utilisé de longue date, tant dans le langage profane que dans le langage scientifique, il est le concept générique communément utilisé en langue française, pour qualifier les acteurs, divers, de ce champ. Tordre ou changer le sens d'un terme aussi répandu ne nous paraît pas propice à une clarification conceptuelle (encore moins si le terme devait caractériser une sous-catégorie). De plus, et en lien avec ce qui précède, « extrême droite » permet de mettre en œuvre une

¹⁰⁹ Notons de surcroît que certains auteurs se rapprochent de cette conceptualisation en usant d'autres termes : par exemple, Jens Rydgren évoque « *ethnonationalist xenophobia* » (V. « Is extreme-right wing populism contagious ? Explaining the emergence of a new party family »)

¹¹⁰ Voir : Mudde C., *Populist Radical Right Parties in Europe*, op. cit., p. 64. La littérature offre de nombreuses illustrations de ce point particulier. Voir par exemple : Bjørge T., Ravndal J. A., « Extreme right violence and terrorism : concepts, patterns and responses », ICCT policy brief, 2019 ; François S., Lebourg N., *Histoire de la haine identitaire*, Presses universitaires de Valenciennes, 2016 ; Froio C., « Nous et les autres. L'altérité sur les sites web des extrêmes droites en France », *Réseaux*, Vol. 202-203, n°2, 2017, p. 39-78 ; Rydgren J., « Immigration sceptics, xenophobes or racists ? Radical right-wing voting in six West European countries », *European Journal of political research*, Vol. 47, n°6, p. 737-765 ; Taguieff P.-A., « Le néo-racisme différentialiste. Sur l'ambiguïté d'une évidence commune et ses effets pervers », *Langage & société*, Vol. 34, n°1, p. 69-98.

¹¹¹ À partir de : Mudde C., *Populist Radical Right Parties in Europe*, op. cit., p. 24-25. Cette distinction s'est diffusée : Bötticher, A. « Towards academic consensus definitions of radicalism and extremism », *Perspectives on Terrorism*, Vol. 11, n°4, 2016, p. 73-77.

¹¹² Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, op. cit.

¹¹³ Par exemple, Jobbik (parti politique hongrois) et Aube Dorée (parti politique grec), peuvent être qualifiés de parti de *droite extrême*. À l'inverse, dans le mouvement identitaire (du moins en France), il n'y a pas d'opposition de principe à la démocratie, on peut donc les qualifier de mouvement de *droite radicale*.

¹¹⁴ Dézé A., *Idéologie et stratégies partisanes : une analyse du rapport des partis d'extrême droite au système politique démocratique : Le cas du Front national, du movimento sociale italiano et du Vlaams Blok*, thèse de doctorat sous la direction de Pascal Perrineau, soutenue en 2008 à l'IEP de Paris, p. 79.

¹¹⁵ Si l'on suit Norberto Bobbio, d'après qui droite et gauche s'opposent sur leur rapport aux inégalités (naturelles et nécessaires à la construction sociale pour les premiers vs. sociales et à réduire voire anéantir pour les seconds), l'extrême droite est bien « de droite ». (V. Bobbio N., *Droite et gauche Essai sur une distinction politique*, Seuil, 1996).

approche historique de la catégorie, de montrer les continuités qui traversent cette famille politique, mais aussi les évolutions. Enfin, les alternatives sont peu nombreuses et guère convaincantes. Certains proposent « droites extrêmes » (pluriel), expression qui a le mérite d'insister sur la diversité des acteurs, mais pas sur l'unité qui existe au sein du champ extrême droitier¹¹⁶. D'autres mobilisent le terme « ultra-droite¹¹⁷ », expression utilisée par les services de renseignement à propos des groupes violents¹¹⁸, qui nous paraît peu propice à contenir la charge symbolique du concept. Nous traduirons donc ici *far-right* par « extrême droite », qui demeure le concept générique, réunissant tous les acteurs de la tendance, caractérisée par le nativisme. Par suite, nous distinguerons au sein de l'extrême droite actuelle, « droite radicale » et « droite extrême » en fonction de leur attitude vis-à-vis de la démocratie.

Une fois ce cadre définitionnel d'extrême droite clarifié, comment définir l'adjectif « identitaire » ? Le terme ne fait pas l'objet d'une définition systématique, y compris par les auteurs qui l'emploient. Littéralement, il signifie « de l'identité », « relatif à l'identité », un terme qui a traversé l'espace politique de la gauche à la droite, fruit d'appropriation et de redéfinition¹¹⁹ mais qui apparaît désormais lié à la droite, voire à l'extrême droite. Certains auteurs ont ainsi pu utiliser « identitaire » pour caractériser l'idéologie extrême droitiste dans son ensemble. Sylvain Crépon évoquait par exemple en 2006, « la thématique identitaire, pierre angulaire idéologique de l'extrême droite depuis ses débuts¹²⁰ ». Jean-Yves Camus a proposé une définition du terme, considérant que sont identitaires les groupes qui

« réfutent, totalement ou en partie, la notion contractuelle de la citoyenneté ainsi que le caractère positif du multiculturalisme. Considérant le peuple comme une entité organique à laquelle l'individu se rattache par l'hérédité, la culture, l'enracinement et exceptionnellement par l'assimilation totale, les droites identitaires ont sur l'avenir des institutions européennes des opinions divergentes mais partagent cette spécificité (que l'on retrouve dans la Lega Nord, le Vlaams Belang et le FPÖ) d'être favorables à une Europe des régions ou des ethnies¹²¹ »

¹¹⁶ Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg ont ainsi choisi de parler *des droites extrêmes*, en traduction de *far right*. (Voir : Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, Edition du Seuil, Paris, 2015).

¹¹⁷ C'est par exemple le choix réalisé dans les traductions italiennes et portugaises de l'ouvrage de C. Mudde *The far right today*, Cambridge, Polity press, 2019 (cf. Mudde C., *Ultradestra. Radicali ed estremisti dall'antagonismo al potere*, Luiss University Press, 2020).

¹¹⁸ Laumond B., « Extrême-droite et terrorisme : perspectives franco-allemandes », *The Conversation*. [Consulté le : 16/09/20] URL : theconversation.com/extreme-droite-et-terrorisme-perspectives-franco-allemandes-99335

¹¹⁹ Martigny V., *Dire la France. Culture(s) et identités nationales. 1981-1995.*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.

¹²⁰ Crépon S., *La Nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 17.

¹²¹ Camus J.-Y., « 50 nuances de droite. Typologie des radicalités politiques en Europe », *Note de l'Observatoire des radicalités politiques*, n° 8, Fondation Jean-Jaurès, 2014. C'est également ainsi que P. Zùquete définit *identitarians* dans son ouvrage consacré aux Identitaires en Europe incluant donc d'autres mouvements (Casapound, le Bastion Social,...). (V. Zùquete P., *The Identitarians : the movement against globalism and Islam in Europe*, University of Notre Dame Press, 2018.)

L'auteur dégage donc certains traits idéologiques que partagent ces partis. Un, en particulier, marque l'appartenance à l'extrême droite des « droites identitaires » : la distinction qu'ils opèrent entre ceux qui sont « dignes » d'appartenir au peuple de ceux qui en sont « indignes », rentrant ainsi dans la définition du nativisme. Ce serait alors dans la frontière entre ces deux groupes que se trouve la spécificité identitaire. Sont identitaires, ceux pour qui le groupe des natifs se définit à la fois par la culture et par le sang. A chaque territoire doit correspondre un peuple, uni culturellement et uni ethniquement. Chaque territoire est dès lors défini par son identité culturelle et ethnique, ciment de ce peuple.

Qu'en est-il dès lors des Identitaires¹²² (substantif) ? Stéphane François et Yannick Cahuzac soulignent à propos du groupe, que « l'épine dorsale de la rhétorique identitaire [consiste en] une conception ethnoculturelle de l'identité¹²³ ». Nous reviendrons sur cette spécificité dont le groupe est néanmoins plus le dépositaire que l'inventeur¹²⁴. Elle vient néanmoins souligner que les Identitaires sont bien identitaires. Stéphane François et Yannick Cahuzac proposent une définition plus restreinte du substantif :

« une expression générique renvoyant à un courant de l'extrême droite française apparu en avril 2003, via la création du Bloc identitaire-Mouvement social européen sur les cendres d'Unité radicale, mais dont les idées préexistaient depuis la fin des années 80 »

En ce sens donc, le terme est une auto-désignation, visant à distinguer au sein de l'organisation Unité radicale deux tendances rivales¹²⁵. Il s'agit donc d'un terme autochtone, lié à l'histoire du groupe. Il vise également à limiter les qualifications d'extrême droite, en proposant un terme alternatif et ainsi à euphémiser leur réalité « extrême ». Cohabitent ainsi dans la littérature l'adjectif et le substantif. Le premier désigne une tendance idéologique au sein de l'extrême droite. Notons que dans ce sens, le terme est d'un usage quelque peu abusif, notamment parce qu'identitaire est dans ce cas un synonyme d'ethnodifférentialisme. Le second désigne spécifiquement certaines organisations (Bloc identitaire, Les Identitaires, Jeunesses identitaires, Une Autre Jeunesse, Génération identitaire) intégrées à cette tendance. Nous mobiliserons le terme identitaire à la suite de la seconde acception, plus restreinte en rapport avec le « mouvement identitaire » que nous étudions.

¹²² Par convention, et tout au long de la thèse, le terme Identitaire (avec une majuscule) sera utilisé pour désigner le mouvement identitaire et ses militants, au sens strict donc. Sans majuscule, il s'agit de l'adjectif identitaire.

¹²³ Cahuzac Y., François S., « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *Questions de communication*, n°23, 2013, p. 275-292. Voir également : Virchow F., « The 'Identitarian movement' What kind of identity ? Is it really a movement ? », in : Simpson, P. A., Druxes H., *Digital Media Strategies of the Far Right in Europe and the United States*, Lanham, Lexington Books, 2015, p. 177-190.

¹²⁴ Héritant en effet de l'ethnodifférentialisme néo-droitier (cf. *infra*, chapitre 2).

¹²⁵ Casajus E., *Le combat culturel. Images et actions chez les Identitaires*, Paris, L'Harmattan, 2014 ; Lebourg N., *Le monde vu de la plus extrême des droites*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2010. (cf. *infra*, chapitre 1).

De « mouvement » à « mouvement identitaire »

Le terme « mouvement » relève aujourd'hui d'un usage commun, voire fréquent, pour caractériser des mobilisations ponctuelles mais durables dans l'espace public, tels le mouvement des gilets jaunes, le mouvement contre la loi travail, le mouvement #MeToo, le mouvement de la Manif pour Tous. Ces exemples peuvent donner le sentiment qu'il s'agit d'un terme relevant du sens commun, qui ne nécessiterait pas de conceptualisation. Pourtant, comme le souligne Erik Neveu, l'absence de définition laisse persister un flou autour de cette notion. Il propose de définir les mouvements sociaux comme « un agir ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une "cause"¹²⁶ ». Cette définition, repose sur plusieurs critères, qui tendent à distinguer le « mouvement » d'autres formes d'organisations humaines : 1) par sa dimension collective ; 2) par sa dimension intentionnelle ; 3) par une ou des logiques revendicatives. Notons dans cette définition que l'organisation n'est pas mentionnée. C'est justement parce qu'un mouvement social peut emprunter une variété de forme organisationnelle, des plus formelles au plus informelles, des plus structurées au moins structurées, des plus hiérarchisées au moins hiérarchisées¹²⁷. Dans sa typologie des organisations liées au mouvement social, Hans-Peter Kriesi rapproche les « organisations du mouvement social » des partis politiques notant que ces deux catégories orientent leur action vers les autorités. Il les distingue cependant sur trois points. Les mouvements reposent sur une *participation directe* des adhérents et visent la *mobilisation politique* en vue d'exercer une *influence* sur le pouvoir, quand les partis ne reposent pas sur la participation des adhérents, visent une *représentation politique* en vue d'*incarner* le pouvoir politique¹²⁸. Nous retrouvons ainsi la principale différence entre les partis¹²⁹ et les mouvements : une différence de fins (influencer/incarner), qui se traduit également par une différence de moyens (mobiliser/représenter) et repose *in fine* essentiellement sur l'existence ou non d'une participation électorale. Autrement dit, quand les premiers visent la « mobilisation politique », c'est-à-dire entendent se *mobiliser* pour exercer une *influence* sur le pouvoir politique, les seconds visent plutôt une *représentation politique*, soit en négociant

¹²⁶ Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, p. 9-10.

¹²⁷ Sur ce point, voir : Friedberg E., « Les quatre dimensions de l'action organisée », *Revue française de sociologie*, Vol. 33, n°4, 1992, p. 531-557.

¹²⁸ Kriesi H., « Sviluppo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e contesto politico », *Italian Political Science Review*, Vol. 23, n°1, 1993, p. 70.

¹²⁹ Si l'on se réfère à une définition restrictive du parti politique. Voir : La Palombara J. et Weiner M. (dir.), *Political Parties and Political Development*, Pup, 1966. Pour une discussion sur les définitions des partis politiques voir : Offerlé M., *Les partis politiques*, Presses Universitaires de France, 2012.

directement avec le pouvoir politique, soit en participant à la compétition électorale en vue d'incarner le pouvoir politique. C'est dans cette perspective que doit être entendu le « mouvement » du « mouvement identitaire ».

Quel est l'état des connaissances sur le mouvement identitaire, tel que nous venons de le définir ?

3. Les Identitaires : une revue de la littérature

« En politique, [la petitesse] n'est jamais une qualité¹³⁰ » écrivait Jean Charlot. De même, en *science politique*, les petits objets sont peu traités. Isabelle Sommier évoque même la « répugnance académique à se pencher sur la nanopolitique, considérée insignifiante numériquement, ce qui est vrai, mais aussi sociologiquement et politiquement, ce qui est là fort contestable¹³¹ ». De la même façon, Stéphane François souligne que les marges sont perçues comme « inintéressantes, voire comme un sujet futile » si bien que leur étude « reste un champ universitaire encore largement à défricher¹³² ». Malgré les multiples intérêts à une étude du mouvement identitaire, notre objet n'échappe pas à cette tendance. La littérature à ce sujet est en effet peu nombreuse, bien qu'elle se développe de plus en plus intensément ces dernières années.

À notre connaissance, la première mention du mouvement dans un écrit scientifique remonte à 2007, soit 5 ans après sa fondation. Le Bloc identitaire est mentionné dans un article de Jean-Yves Camus, « The European Extreme Right and Religious Extremism », à propos de sa position originale sur le conflit israélo-palestinien¹³³. D'autres mentions de ce type vont se succéder pendant plusieurs années. Le mouvement est mentionné en 2010 dans l'ouvrage de l'historien Nicolas Lebourg, pour mettre en lumière la transition qui s'opère entre les nationalistes-révolutionnaires d'Unité radicale et les Identitaires du BI. Son action électorale est évoquée dans l'article « Forecasting the FN Presidential Vote in 2012 » de

¹³⁰ Charlot J., *La politique en France*, Paris, Poche, 1994, p. 105. Cité in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 9.

¹³¹ Sommier I., « réflexion autour de la menace ultra-gauche en France » in : Crettiez X., Mucchielli L., *les violences politiques en Europe*, Paris La Découverte, 2010.

¹³² François S., « Transmettre l'histoire des marges », *Fragments sur les temps présents*, 15/09/20. [Consulté le 20/09/20] URL : tempspresents.com/2020/09/15/transmettre-lhistoire-des-marges/ ; Miller-Idriss C., *The extreme gone mainstream: Commercialization and far right youth culture in Germany*, Princeton University Press, 2018.

¹³³ Camus J.-Y., « The European Extreme Right and Religious Extremism », *Central European Political Studies Review*, Vol. 9, p. 263-279 ; Camus J.-Y., « The European extreme right and religious extremism » in : Mammone A., Godin E., Jenkins B. (dir.), *Varieties of Right-Wing Extremism in Europe*, Taylor & Francis Group, London, 2012, p. 107-120.

Jocelyn Evans et Gilles Ivaldi¹³⁴. Les auteurs montrent que sa contribution électorale est (statistiquement) négligeable et qu'il n'est pas nécessaire d'en tenir compte pour « prévoir » le score de Marine Le Pen. Le mouvement est ensuite mentionné par Emmanuel Godin, en 2012, qui met en avant la similarité d'actions organisées par l'aile droite de l'UMP et les « apéros saucisson pinard » des Identitaires¹³⁵. La même année Manuela Caiani et Linda Parenti l'évoquent à plusieurs reprises dans leur ouvrage *European and American Extreme Right Groups and the Internet*, en tant que participant à la galaxie de l'extrême droite¹³⁶. Cet inventaire peut paraître anecdotique, pourtant la plupart des dimensions qui éveilleront l'intérêt de la recherche par la suite sont déjà là, en puissance : ses liens avec la droite (Godin) et l'extrême droite, tant actuelle (Evans, Ivaldi mais aussi Caiani, Parenti) qu'historique (Lebourg) ; ses spécificités idéologiques (Camus) ; la tension dans son registre tactique, entre élections (Evans, Ivaldi), actions (Godin) et communication (Caiani, Parenti).

Le mouvement identitaire français ne devient un *objet* de recherche qu'à la fin des années 2000. En 2009, Stéphane François, spécialiste de la Nouvelle droite¹³⁷, publie sur le blog *Fragments sur les temps présents*, un article en deux parties intitulé « Réflexions sur le mouvement identitaire », dans lequel il interroge les idées du groupe ainsi que leurs racines¹³⁸. Un premier ouvrage consacré aux Identitaires paraît en 2014, *Le combat culturel. Images et actions chez les Identitaires*, repris d'un mémoire de sociologie soutenu en 2011. Faute d'accès au terrain, Emmanuel Casajus s'est basé sur des données numériques pour réaliser une sociologie de l'image du groupe. Le jeune chercheur livre un portrait brut du mouvement, montrant à la fois sa radicalité politique et sa propension à communiquer (par les images et les actions) en créant une esthétique propre. Ce travail se prolonge par une réflexion sur la dimension esthétique de leur combat métapolitique et ses effets en termes de construction de l'identité collective du groupe, génératrice d'une contre-culture¹³⁹. Pour celles-ci, il mobilise quelques entretiens avec des militants. En 2013, Nicolas Cutaia consacre lui un article à l'action de GI sur la mosquée de Poitiers, pour interroger la réappropriation par le groupe de la figure de Charles Martel. Il en conclut autant sur la

¹³⁴ Evans J., Ivaldi G., « Forecasting the FN Presidential Vote in 2012 », *French politics*, Vol. 10, n°1, 2012, p. 44–67.

¹³⁵ Godin E., « The Porosity Between the Mainstream Right and Extreme Right in France: Les Droites Décomplexées Under Nicolas Sarkozy and Marine Le Pen's Leadership », *Journal of Contemporary European Studies*, Vol. 21, n°1, 2013, p. 53–67.

¹³⁶ Caiani M., Parenti L., *European and American Extreme Right Groups and the Internet*, Taylor & Francis Group, Abingdon, 2013.

¹³⁷ François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, Thèse en science politique soutenue à l'Université de Lille II, sous la direction de Christian-Marie Wallon-Leducq, 2005.

¹³⁸ François S., « Réflexions sur le mouvement « identitaire » », *Fragments sur les temps présents* [Consulté le : 16/09/20]

URL : tempspresent.com/2009/03/03/reflexions-sur-le-mouvement-identitaire-12/

URL : tempspresent.com/2009/03/05/stephane-francois-mouvement-identitaire-22/

¹³⁹ Casajus E., « Les Identitaires ou l'art de négocier avec les signes », *Oscillations*, 2012, n°1, p. 54-61 ; Casajus E., « Identité de groupe chez les Identitaires : esthétiser les siens, se distinguer des autres », *Interrogations?*, 2015.

perception et le travestissement de cette figure historique que sur l'idéologie islamophobe du groupe¹⁴⁰. Si le mouvement identitaire n'est ici qu'un prétexte pour appréhender l'instrumentalisation de l'histoire, ses stratégies de communication attirent la recherche et vont devenir le principal moteur du développement de la littérature. En 2013, Yannick Cahuzac et Stéphane François présentent la généalogie du mouvement et son histoire, et analysent ses « stratégies communicationnelles », en insistant particulièrement sur le rôle du numérique dans la mise en œuvre de sa communication¹⁴¹. Cette thématique est omniprésente dans les publications ultérieures. Samuel Bouron interroge ainsi les stratégies de communication, externe et interne (recrutement, formation), à partir de son expérience d'observateur participant au sein des JI et de sa participation à l'Université d'été du mouvement¹⁴². Ces interrogations sur la stratégie du mouvement donnent également lieu à des comparaisons avec d'autres mouvements. Kevin Braouzec propose par exemple une comparaison des stratégies du BI et de l'*English Defense League*¹⁴³. D'autres chercheurs s'interrogent sur la *réception médiatique* de ces stratégies, à travers des comparaisons franco-italiennes, entre Casapound et le Bloc Identitaire¹⁴⁴, analysant la presse selon les méthodes de la *protest event analysis*. Certains articles analysent également leurs stratégies de mobilisation, à travers des focales précises, par exemple l'évolution de leur rapport à la violence¹⁴⁵ ou bien assimilant certaines de leurs actions à du *vigilantisme*¹⁴⁶. En dehors de ces approches centrées sur la stratégie de communication ou de mobilisation, d'autres chercheurs adoptent un spectre plus historique, organisationnel ou idéal¹⁴⁷, citant le mouvement dans des ouvrages plus généraux sur l'extrême droite¹⁴⁸.

¹⁴⁰ Cutaia N., « Mouvements islamophobes et Charles Martel : quelle réappropriation ? - Cas d'étude sur le Bloc identitaire et l'affaire de la mosquée de Poitiers », *Mémoire et politique*, 2013.

¹⁴¹ Cahuzac Y., François S., « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *Questions de communication*, n°23, 2013, p. 275-292.

¹⁴² Bouron S., « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires », *Agone*, Vol. 2, n°54, 2015, p. 45-72 ; Bouron S., « Des « fachos » dans les rues aux « héros » sur le web. La formation des militants identitaires », *Réseaux*, Vol. 202-203, n°2, 2017, p. 187-211.

¹⁴³ Braouzec K., « Identifying Common Patterns of Discourse and Strategy Among the New Extremist Movements in Europe: The Case of the English Defence League and the Bloc Identitaire », *Journal of Intercultural Studies*: Vol. 37, n°6, 2016, p. 637-648.

¹⁴⁴ Bouron S., Froio C., « Entrer En Politique Par La Bande Médiatique ? : Construction et Circulation Des Cadrages Médiatiques Du Bloc Identitaire et de Casapound Italia », *Questions de communication*, n°33, 2018, p. 209-229 ; Castelli Gattinara P., Bouron S., « Extreme-right communication in Italy and France: political culture and media practices in CasaPound Italia and Les Identitaires », *Information, Communication & Society*, 2019 ; Castelli Gattinara P., Froio C., « Getting 'right' into the News: Grassroots Far-Right Mobilization and Media Coverage in Italy and France », *Comparative European politics*, Vol. 17, n°5, 2019, p. 738-758 ; Froio C., Gattinara P., « Quand les Identitaires font la Une », *Revue française de science politique*, Vol. 68, n°1, 2018, p. 103-120.

¹⁴⁵ François S., « Mythes et niveaux pratiques de violence au sein du Bloc identitaire », in : Lebourg N., Sommier I. (dir.), *La violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve Éditions, 2017.

¹⁴⁶ Castelli Gattinara P., « Beyond the Hand of the State: Vigilantism Against Migrants and Refugees in France », In : Bjorgo T., Mares M. (dir.), *Vigilantism Against Migrants and Minorities*, Routledge, 2019, p. 213-228.

¹⁴⁷ Camus J.-Y., « Die Identitäre Bewegung oder die Konstruktion eines Mythos europäischer Ursprünge » in : Hentges G., Kristina Nottbohm K., Platzer H.-W. (dir.), *Europäische Identität in der Krise? Europäische Identitätsforschung und Rechtspopulismusforschung im Dialog*, Wiesbaden, Springer, 2017, p. 233-247.

¹⁴⁸ Camus J.-Y., « Le Front national et la Nouvelle droite », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 ; Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015 ; Lebourg N., « Le Front national et la galaxie des extrêmes droites radicales », in Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

Notons, en complément, que certains chercheurs se sont intéressés au mouvement identitaire au niveau européen. Petra Vejvodova a, par exemple, interrogé sous un angle idéologique (voire programmatique) le projet des Identitaires pour l'Europe, qu'elle présente comme un renouveau de l'idée d'une « autre Europe »¹⁴⁹. Cette question de l'histoire des idées du mouvement identitaire européen a également fait l'objet de publications plus récentes, autour de la question du *populisme identitaire*¹⁵⁰. Abordant le mouvement comme un mouvement social, Anita Nissen a consacré sa thèse à une comparaison de *Génération identitaire* et de *Fortress Europe* pour expliquer l'europanisation de ces mouvements¹⁵¹, échangeant avec certains cadres du mouvement européen pour ce faire. Enfin, seul ouvrage publié sur le mouvement identitaire au niveau européen, *The Identitarians* de Pedro Zùquete¹⁵², entend proposer une synthèse générale sur le mouvement à partir d'une étude des archives (presse et documents militants mis en ligne) et de quelques interviews par e-mail de cadres du mouvement. Chez l'auteur, cependant, « identitaire » est entendu au sens large : sont donc inclus à son étude d'autres groupes, tels Casapound Italia ou le Bastion social français¹⁵³.

Enfin, des travaux se concentrent sur certaines fédérations nationales du mouvement identitaire, en l'occurrence sur les fédérations allemandes (Identitäre Bewegung Deutschland, IBD) et autrichiennes (Identitäre Bewegung Österreich, IBÖ) du mouvement, nées à la fin de l'année 2012. Ils se sont développés dans des directions similaires aux travaux sur le mouvement français. Les stratégies du mouvement, en particulier les stratégies communicationnelles, y compris numériques et d'accès aux médias occupent une large place¹⁵⁴. Certaines analyses se penchent sur des points plus spécifiques de leur rapport au

¹⁴⁹ Vejvodová P. « The Identitarian Movement – renewed idea of alternative Europe », paper presented at the ECPR General Conference in Glasgow, 2014 ; Petra V., *Transnational Forms of Contemporary Neo-Nazi Activity in Europe from the Perspective of Czech Neo-Nazis*, Masarykova univerzita, 2014 [En particulier le chapitre 7].

¹⁵⁰ Azmanova A., Dakwar A., « The Inverted Postnational Constellation: Identitarian Populism in Context », *European law journal*, Vol. 25, n°5, 2019, p. 494–501 ; Kitsaras G., *Identitarians: A new era of right-wing populist movements and the risk for societies*, 2017 [Consulté le : 16/09/20] URL : en.animartists.com/2017/01/16/identitarians-a-new-era-of-right-wing-populist-movements-and-the-risk-for-societies/

¹⁵¹ Nissen A., *Europeanization of the far right. A case study of Generation identity and Fortress Europe*, Thèse de science politique déposée à l'Université d'Aalborg (danemark) sous la direction de Lise Rolandsen Agustin, décembre 2019.

¹⁵² Zùquete P., *The Identitarians : the movement against globalism and Islam in Europe*, University of Notre Dame Press, 2018.

¹⁵³ Cela rejoint la tension sur la définition du terme « identitaire », CPI étant plutôt considéré comme néo-fasciste que comme « identitaire », quand le Bastion social relève plus d'une résurgence (ponctuelle) de la tendance nationaliste-révolutionnaire.

¹⁵⁴ Eckes C., « Ausbreitung der "Identitären Bewegung" in Europa und ihre ideologischen Grundzüge », *Journal Exit-Deutschland*, n° 4, 2016, p. 100-114 ; Guenther L., Ruhrmann G., Bischoff J., Penzel T., Weber A. « Strategic Framing and Social Media Engagement: Analyzing Memes Posted by the German Identitarian Movement on Facebook », *Social media + society*, Vol. 6, n°1, 2020 ; Hentges G., Kokgiran G., Nottbohm K., « Die Identitäre Bewegung Deutschland (IBD) – Bewegung oder virtuelles Phänomen ? », *Forschungsjournal Soziale Bewegung*, 3/2014, p. 1-26 ; Rauchfleisch A., Kaiser J., « The German Far-right on YouTube: An Analysis of User Overlap and User Comments », *Journal of Broadcasting & Electronic Media*, 2020 ; Sieber R., « Von "Unsterblichen" und "Identitären" – Mediale Inszenierung und Selbstinszenierung der extrem Rechten » In: Braun S., Geisler A., Gerster M. (dir.), *Strategien der extremen Rechten*, Wiesbaden, Springer VS, 2016 ; Virchow F., « The "Identitarian Movement": What Kind of Identity? Is it Really a Movement? », in : Simpson P. A., Druxes H., *Digital Media Strategies of the Far Right in Europe and the United States*, Lanham, Lexington Books, 2015, p. 177-190.

monde, tels que les Identitaires et le genre¹⁵⁵, les Identitaires et l'« autre »¹⁵⁶, les Identitaires et le néo-conservatisme¹⁵⁷. Enfin, un ouvrage général sur le mouvement identitaire est paru dès 2014 et a d'ores et déjà connu plusieurs rééditions¹⁵⁸. Les auteurs y explorent les racines historiques du mouvement, mais également ses réseaux contemporains au sein de l'espace germanophone et, dans une moindre mesure, ses déclinaisons transnationales. L'ouvrage est essentiellement réalisé à partir de documents d'archives (militantes et presse).

À partir de cet examen de la littérature sur le mouvement identitaire en France et en Europe, nous pouvons formuler trois remarques générales.

L'intérêt pour l'objet d'étude est récent, au plus une dizaine d'années. Ce tempo irrégulier s'explique non seulement par la fondation récente du mouvement, mais aussi par sa petite taille. Cependant ces quatre dernières années ont été marquées par une intensification des publications : pourquoi cette relance de l'intérêt de la recherche pour le mouvement identitaire ? Plusieurs facteurs pourraient entrer en ligne de compte. Tout d'abord, des évolutions des agendas de recherche ont amené les spécialistes de l'extrême droite à s'intéresser aux mouvements sociaux. De plus, des évolutions du mouvement lui-même, avec notamment la création de Génération identitaire (2012) dont les stratégies renouvelées polarisent l'attention des chercheurs.

Par ailleurs, la littérature est restreinte, d'un point de vue quantitatif (trois ouvrages et quelques articles) aussi bien que qualitatif, les angles de recherche étant pour l'heure redondants. Certaines dimensions sont très explorées par la littérature quand d'autres sont peu traitées voire ignorées, si bien que la connaissance du mouvement reste limitée. Le mouvement intéresse les chercheurs en raison de sa stratégie, de sa communication, de son « esthétique ». Cela peut s'expliquer par le fait que la connaissance de ce petit mouvement relève d'abord du traitement médiatique. Ces dimensions, les plus « visibles » - parce que les plus visibles - sont ainsi celles qui suscitent les questions de recherche et les études. Les idées du mouvement ainsi que son histoire, ne sont, souvent que sommairement traitées. De même, les logiques présidant à son organisation et à ses activités restent pour l'heure une

¹⁵⁵ Blum A., 2017, « Men in the Battle for the Brains: Constructions of Masculinity Within the "Identitary Generation" », in : Köttig M., Bitzan R., Petö A., *Gender and far-right politics in Europe*, Palgrave Macmillan, 2017, p. 301-334.

¹⁵⁶ Ajanovic E., Mayer S., Sauer B., « Spaces of Right-Wing Populism and Anti Muslim Racism in Austria: Identitarian Movement, Civil Initiatives and the Fight Against "Islamisation" », *Politologický časopis - Czech Journal of Political Science*, Vol. 23, n°2, 2016, p. 131-148 ; Kalabunowska A., « The Problem of Strangeness in Political Ideology and Rhetoric of Alternative for Germany and German Identitarian Movement », *Poliarchia*, Vol. 8, n°1, 2017, p. 61-83.

¹⁵⁷ Ladygin, M.S. « Elements of Neoconservatism in the Comporary Political Society in Germany », *Rudn - Journal of Political Science*, Vol. 19, n°4, 2017, p. 459-467.

¹⁵⁸ Bruns J., Glösel K., Strobl N., *Die Identitären: Handbuch zur Jugendbewegung der Neuen Rechten in Europa*, Münster, Unrast, 2014. Voir également, des mêmes auteurs : Bruns, J., Glösel, K., Strobl, N. « Die Identitären. Eine Bestandsaufnahme. Aktualität der Faschismustheorie. Historische Forschung und aktuelle Entwicklungen der politischen Rechten », 2015.

zone grise, tout autant que les questions relatives à ses « forces vives » (militants et adhérents).

Enfin, de ces études ressort une image très limitative, voire partielle du terrain identitaire. En effet, d'un point de vue méthodologique, les études sont soit basées sur des données archivistiques issues de l'organisation - disponibles en ligne ou sur papier (livres et magazines) - soit sur des données issues de la presse. Les exceptions sont rares. Pedro Zùquete a mené des interviews par e-mail avec des cadres du mouvement. Anita Nissen a interrogé quatre porte-paroles nationaux de Génération identitaire. Samuel Bouron, n'a récupéré des données de première main qu'à partir d'une observation participante masquée. Ces choix des chercheurs, parfois sous contrainte (comme le montre le cas d'Emmanuel Casajus), tendent à construire le terrain identitaire comme un terrain difficile à pénétrer. Cela permettrait d'expliquer également les zones grises identifiées dans la littérature, les données accessibles aux chercheurs, restreintes, ne permettent pas de traiter de toutes les questions de recherche. Si la question des militants, par exemple, n'est pas abordée par la littérature, cela peut s'expliquer par le fait qu'ils sont difficiles d'accès. Ces zones d'ombre persistantes sont autant d'occasion de formuler de nouvelles questions de recherche.

4. Questions de recherche et hypothèses

Nos questions de recherche se déploient à trois niveaux différents. Elles viennent guider notre étude et sont préalables à la formulation de nos hypothèses de recherche. Ces trois niveaux de problématiques sont interdépendants. Le premier niveau est un préalable au traitement du second. Un regard réflexif porté sur l'ensemble des résultats permettra de traiter le troisième.

Un premier niveau de problématique réunit les questions directement en rapport avec l'objet. Il vise à approfondir la connaissance scientifique du mouvement identitaire, un objet encore peu traité et mal connu. Il permettra de présenter de nouveaux éléments d'analyse et de compréhension de notre objet. Ce premier niveau de problématique est celui qui rythme notre exploration pas à pas tout au long de la thèse. Cette première question, initialement posée, est en rapport direct avec notre objet. Elle concerne spécifiquement le mouvement identitaire français : **qu'est-ce que le mouvement identitaire et qui sont ceux qui s'y engagent ?** Cette question permet d'aborder la réalité du mouvement identitaire dans des dimensions encore inconnues. Cela nécessite de s'intéresser à plusieurs dimensions du phénomène qui nous intéresse : celle des *organisations* (comment le mouvement identitaire

s'organise-t-il et pourquoi ?), mais aussi celle des *idées* (quelle vision du monde défendent-ils et pourquoi ?), celle des *effets* (en produisent-ils ? lesquels ? comment ?), celle des *individus, militants et adhérents* (qui sont-ils ? où sont-ils ? comment et pourquoi ont-ils rejoint le mouvement ? quelle signification est-ce que cela a pour eux ?), celle des *pratiques* (que font-ils et pourquoi ?). Cette première problématique permet d'enrichir les connaissances sur l'objet et de le comprendre. À travers l'examen de chacune de ces dimensions tout au long de la thèse, nous pourrons répondre à ces questions.

Un second niveau de problématique consiste en une montée en généralité de nos observations. À partir du cas du mouvement identitaire nous entendons en effet tirer des enseignements sur la marginalité en politique. Ce second niveau de problématique est perceptible dans la construction du plan de la thèse et notamment dans la mise en tension des deux parties principales. Il est présent à travers la thèse sous la forme de comparaisons entre le mouvement identitaire et d'autres mouvements également caractérisés par leur petitesse, leur radicalité et leur marginalité. Ce second niveau consiste ainsi à interroger la spécificité du mouvement identitaire, par une mise en relation de nos observations et de celles formulées par la recherche. S'interroger sur les particularités du mouvement identitaire, permet plus largement d'interroger les caractéristiques d'un mouvement petit et radical, d'un mouvement marginal. Ce second niveau de problématique peut lui aussi être synthétisé en une question : **quels sont les effets de la marginalité sur les organisations et l'engagement politique ?** La thèse dans son ensemble participe à y répondre. Celle-ci cependant ne sera close qu'en conclusion.

Un troisième niveau de problématique interroge nos apports sur le plan théorique et méthodologique. Il interroge notre démarche doublement mixte, c'est-à-dire mêlant à la fois les outils propres à l'analyse des partis politiques et des mouvements sociaux (1) et reposant sur un outillage méthodologique multiple cumulant des matériaux et des méthodes - de collecte et d'analyse - quantitatives et qualitatives (2). Il consiste en un exercice de réflexivité : **quels sont les apports de la mixité des approches et de la mixité des méthodes ?**

Avant d'entamer cette recherche nous voudrions présenter trois hypothèses principales en rapport avec notre *second niveau de questionnement*, hypothèses qui

traversent l'ensemble de notre travail. Des hypothèses secondaires seront présentées au fil de la thèse.

Notre *première hypothèse principale* concerne notre objet. Nous pensons que le mouvement identitaire occupe effectivement une position marginale dans le champ politique. Plus avant, nous pensons que sa marginalité est la résultante d'un double processus : marginalisation organisationnelle, qui est le fruit d'un choix sous contrainte, et marginalisation idéelle, fruit d'une stratégie de différenciation, elle aussi contrainte en partie. De ce fait, notre première hypothèse consiste à considérer la marginalité comme la **résultante de contraintes exercées par le milieu et des choix produits par les acteurs en retour**. De ce point de vue, nous pensons donc que la marginalité n'est pas *uniquement* exogène, mais que des facteurs endogènes participent également à sa construction.

Notre *seconde hypothèse*, complète la première. Nous considérons que la marginalité produit des effets sur la façon dont un groupe s'organise et « pense », sur sa capacité à influencer le champ politique, sur la façon dont il attire à lui, sur ses modes d'action. De ce point de vue, nous nous attendons donc à trouver des caractéristiques communes à notre objet et à d'autres objets « marginaux » eux aussi, des caractéristiques qu'ils ne partagent pas avec les objets *mainstreams*. En ce sens, nous pensons que la **marginalité suscite des effets distinctifs** au sein des groupes qui en sont marqués.

Notre *troisième hypothèse*, qui vient compléter les deux précédentes, consiste à considérer que la marginalité peut être comprise et analysée comme un stigmat¹⁵⁹. Elle provoque des effets dévalorisants sur le groupe, des effets particuliers qui viennent souligner sa déviance¹⁶⁰ par rapport à la norme. Mais comme tout stigmat, la marginalité peut être retournée au profit du groupe en question. Elle devient dès lors non plus un *inconvenient*, un *handicap*, mais un *avantage*. **Nous pensons donc que la marginalité peut être « retournée » par les groupes et devenir un attribut valorisant et non plus seulement un stigmat dépréciatif.**

¹⁵⁹ Goffman E., *Stigmat. Les usages sociaux du handicap*, Éditions de minuit, 1975 [1963].

¹⁶⁰ Sur la définition de la déviance, nous nous inscrivons dans les travaux des sociologues interactionnistes : Becker H., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Éditions Métailié, 2020 [1963] ; Goffman E., *Encounters. Two studies in the sociology of Interaction*, Penguin Books, 1961.

5. Pour un cadre théorique mixte d'analyse des marges politiques

Une fois le sujet circonscrit, l'intérêt de notre étude montré, les impasses de la littérature existante signalées, le cadrage notionnel précisé et nos problématiques présentées, comment allons-nous aborder cet objet ?

Le cadre d'analyse que nous avons adopté doit être lu comme une réponse aux appels au « décloisonnement » entre le champ des mouvements sociaux et celui des partis politiques. Il est né de l'incapacité de chaque champ considéré isolément à pouvoir répondre à l'ensemble de nos questions de recherche (en particulier le *premier niveau de questionnement*). Notre cadre théorique consiste donc, à établir, autour de notre objet, un dialogue entre ces deux branches de la littérature politiste. Comme nous l'avons noté, ces appels existent dans la littérature sur les partis mais également dans les études consacrées à des mouvements sociaux. Ils traversent notamment la littérature sur l'extrême droite. Prenant au sérieux cet appel au décloisonnement, nous aborderons notre objet tantôt *à la manière* d'un parti, tantôt *à la manière* d'un mouvement. Comme l'a noté la littérature, la sociologie du militantisme fait le lien entre ces deux branches et sera donc mobilisée en tant que point de rencontre. De surcroît, nous n'entendons pas nous limiter à une approche exclusive d'analyse des partis politiques, qu'elle soit organisationnelle, idéelle ou sociétale, mais bien à les mobiliser conjointement. Tel que nous le présentons ici, le cadre conceptuel n'est pas une discussion théorique de la littérature. Celle-ci sera menée tout au long de la démonstration. Nous nous contenterons ici de montrer les avantages de la mixité de ce cadre. Cette approche mixte s'avère exigeante car elle entend croiser de multiples traditions de recherche. Elle apparaît à la fois nécessaire *et* possible sur notre terrain, par notre « petit » objet d'étude, notre « petit » cas. Plutôt que de nous cantonner à un angle, nous pouvons au contraire multiplier les prises de vues. Si cette petitesse peut être considérée comme un inconvénient, elle devient ici un avantage, car elle nous permet d'envisager de « faire le tour » de l'objet.

À la manière d'un parti : pour une « approche syncrétique » du mouvement identitaire

Notre cadre théorique mobilise en premier lieu l'analyse des partis politiques. Il s'agira de regarder le mouvement identitaire comme un parti, en utilisant les approches et outils propres à l'étude des structures partisans. Objet classique de la science politique, les partis politiques ont donné lieu à une grande variété d'approches, chacune représentant des apports et des limites spécifiques. En nous appuyant sur les classifications de référence dans

la discipline¹⁶¹, nous distinguons au moins trois approches principales : les approches organisationnelles, les approches idéelles et les approches sociétales.

Le parti comme organisation : pour une approche organisationnelle

L'approche organisationnelle, ou plutôt les approches organisationnelles consistent à considérer que « les partis ont quelque chose de spécifique qui les différencie d'autres groupements¹⁶² ». Il s'agit dès lors d'étudier, « la nature de l'organisation » comme le disait Duverger. Si elles partagent ce constat, les approches organisationnelles sont cependant diverses. Nous distinguerons, là encore formellement, quatre pans distincts. Notons cependant que les frontières sont poreuses et que certaines études croisent deux de ses perspectives de l'analyse organisationnelle.

Un premier pan des analyses organisationnelles s'est développé autour de la formalisation d'idéaux-types de partis. Après la distinction désormais emblématique de Duverger entre « parti de masse » et « parti de cadre »¹⁶³, sont apparus le parti stratarchique¹⁶⁴, le parti « attrape-tout »¹⁶⁵, le parti-cartel¹⁶⁶, le parti électoral-professionnel¹⁶⁷ ou encore le parti d'électeurs¹⁶⁸. Cette « obsession typologiste¹⁶⁹ » a fait l'objet de nombreuses critiques. Sa fortune s'est réalisée hors des frontières françaises, mais cette perspective semble désormais épuisée¹⁷⁰. Un deuxième pan, consiste à considérer le parti comme un « entrepreneur », qui part à la conquête du marché électoral et entend donc convaincre les électeurs de voter pour lui. Cette perspective a été largement investie par la science politique américaine¹⁷¹ mais pas inexistante en France¹⁷². Cette approche dite « entrepreneuriale » est parfois distinguée de l'approche organisationnelle¹⁷³, parce qu'elle propose une lecture stratégiste du parti. En tant qu'elle considère le parti comme une forme

¹⁶¹ Bachelot C., « L'étude des partis politiques : entre permanence et renouveau », *Pouvoirs*, Vol. 163, n°4, 2017, p. 127-139 ; Haegel F. « Les partis vus de France et d'ailleurs », Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 391-406 ; Sawicki F., « La science politique et l'étude des partis politiques », *Cahiers français*, n°276, 1996, p. 51-59.

¹⁶² V. Haegel F. « Les partis vus de France et d'ailleurs », Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 391-406. Nous réunissons ici les approches *organisationnelles* et *entrepreneuriales* distinguées par F. Haegel considérant que celles-ci se rejoignent sur ce constat.

¹⁶³ Duverger M., *Les partis politiques*, Armand Colin, Paris, 1951.

¹⁶⁴ Eldersveld S. J., *Political parties : a behavioral analysis*, Chicago, Round Mac Nally and Cie, 1964.

¹⁶⁵ Kirchheimer O., « The Transformation of the Western European Party Systems », in : La Palombara J., Weiner M. (dir.), *Political parties and political development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 177-200.

¹⁶⁶ Katz, R S., Mair P., « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party. », *Party Politics* 1, n°1, 1995, p. 5-28 ; Katz, R S., Mair P., « The Cartel Party Thesis: A Restatement », *Perspectives on Politics* 7, n°4, 2009, p. 753-766.

¹⁶⁷ Panebianco A., *Political Parties. Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 [1982].

¹⁶⁸ Charlot J., *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1970.

¹⁶⁹ Sawicki F., « La science politique et l'étude des partis politiques », *art. cit.*

¹⁷⁰ Bachelot C., « L'étude des partis politiques : entre permanence et renouveau », *art. cit.*

¹⁷¹ Ces approches sont alors orientées par la théorie du choix rationnel (V. Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New York (N. Y.), Harper and Brothers Publishers, 1957).

¹⁷² Offerlé M., *Les partis politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018.

¹⁷³ Haegel F. « Les partis vus de France et d'ailleurs », Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 391-406.

« à part » d'organisation, elle nous apparaît plutôt comme une « sous-branche » des analyses organisationnelles¹⁷⁴. Elle n'est pas dénuée de critiques non plus, certains lui reprochant une lecture exclusivement rationaliste du phénomène partisan. Une troisième perspective consiste, dans les suites des travaux sur la « loi d'airain de l'oligarchie » à étudier la compétition intra-partisane, des acteurs rivalisant pour capter le pouvoir¹⁷⁵. Enfin, une quatrième perspective appelle à insérer la structure partisane dans son environnement institutionnel, et donc à tenir compte des règles et pratiques typiques de cet environnement¹⁷⁶.

Les partis politiques sont effectivement des organisations. Considérant ce fait, il est pertinent de tenir compte de cette réalité organisationnelle. C'est pourquoi cette étude mobilise une approche organisationnelle des partis politiques. Plus spécifiquement, nous nous inscrivons dans cette dernière perspective, tenant compte des interactions entre la structure partisane et son environnement institutionnel. Nous articulerons de ce fait les échelles méso de l'organisation et macro des institutions. Pour autant, étudier le parti à travers sa structure seule, fut-elle considérée comme une *sociation* (approche entrepreneuriale), fut-elle insérée dans son environnement institutionnel, nous paraît réducteur. Cette approche en centrant son regard sur les structures met souvent le contexte social et politique au second plan. Elle tend à réduire l'incarnation du parti à ses dirigeants, ignorant ceux, pourtant plus nombreux qui font la vie du parti (militants, adhérents, sympathisants). Elle réduit également les idées partisanses à des instruments de conquête de part du marché électoral, utilisées donc stratégiquement, ce qui là encore semble abusif. Prise seule, elle nous paraît donc réductrice.

Le parti comme promoteur d'idées : pour une approche idéale

L'approche idéale des partis politiques a été, avant l'approche organisationnelle la perspective majoritaire¹⁷⁷. Elle consiste à les aborder par leur doctrine, leur idéologie, par le biais des idées qu'ils portent. Pour certains auteurs, les idées sont considérées comme

¹⁷⁴ Ce que semble proposer F. Sawicki d'ailleurs, tout en soulignant ce qui les sépare (Sawicki F., « La science politique et l'étude des partis politiques », *art. cit.*).

¹⁷⁵ Michels R. *Les Partis politiques*. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties, Paris, Flammarion, 1914.

¹⁷⁶ A l'image de ce que propose Duverger (*Les partis politiques*, *op. cit.*), en liant forme des systèmes partisans et lois électorales. Plus récemment, voir les travaux sur les effets des régulations sur les systèmes partisans et les partis (p. ex. : van Biezen I., Rashkova E. R., « Deterring new party entry? The impact of state regulation on the permeability of party systems », *Party politics*, 2014, Vol. 20, n°6, p. 901 ; Piccio D., « A Self-interested Legislator? Party Regulation in Italy », *South European Society and Politics*, Vol. 19, n°1, p. 135-152) ; en France, voir l'intérêt récent pour le « droit politique » (Buge É., *Droit de la vie politique*, Paris, Presses universitaires de France, « Thémis Droit », 2018 ; Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, Larcier, Bruxelles, 2011 ; Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, Ellipses, « Cours magistral », Paris, 2008). Pour une revue de littérature plus complète cf. *infra*, chapitre 1.

¹⁷⁷ Maurice Duverger signalait en effet que « la plupart des études relatives aux partis politiques s'attachent surtout à l'analyse de leur doctrine » (V. Duverger M., *Les Partis politiques*, *op. cit.*, p. 19).

l'origine du phénomène partisan¹⁷⁸. Comme l'approche organisationnelle, l'approche idéelle s'est déployée dans différentes directions.

Une première tendance vise à la classification des partis politiques. En analysant les programmes, censés être des condensés de *l'idéologie* (en tant que systèmes de valeurs, vision du monde) et *des idées* (en tant que propositions concrètes de mise en œuvre des valeurs), les chercheurs procèdent à des classifications de partis, pour les comparer les uns aux autres, au niveau national¹⁷⁹ ou transnational¹⁸⁰. Cette approche permet d'identifier les points fondamentaux de l'idéologie d'un parti et donc d'identifier à quel(s) réseau(x) une organisation a le plus de chance d'appartenir. De plus, cette classification est un préalable nécessaire à toute étude comparative¹⁸¹. Cependant, elle comporte aussi des risques, notamment des « travers réifiant et homogénéisants¹⁸² », qui tendent à réduire le parti à son idéologie, cristallisant un phénomène par nature mouvant¹⁸³ et moins unifié qu'il n'y paraît¹⁸⁴. Cet écueil est amplifié par des approches méthodologiques qui limitent le spectre d'appréhension du phénomène idéal partisan, le réduisant à une idéologie « des dirigeants¹⁸⁵ » sans en saisir ni les logiques de production, ni les appropriations, variées elles aussi¹⁸⁶. La deuxième tendance entend répondre à ces écueils. Voyant dans le parti une « entreprise culturelle [qui] donn[e] forme et légitimité à des aspirations souvent

¹⁷⁸ La définition du parti d'Edmund Burke le souligne (« *a body of men united, for promoting for their joint endeavours the national interest, upon some particular principle in which they are all agreed* »), tout comme celle de Benjamin Constant (« réunion d'hommes qui professent la **même doctrine politique** »).

¹⁷⁹ Les partis sont positionnés les uns par rapport aux autres sur l'axe gauche-droite. Par exemple : Huber J., Inglehart R., « Expert Interpretations of Party Space and Party Locations in 42 Societies », *Party Politics*, Vol. 1, n°1, 1995, p. 73-111.

¹⁸⁰ Les partis sont classés par « famille de partis », telle que formellement conceptualisée par Seiler (Seiler D.-L., *Partis et Familles Politiques*, Paris, PUF, 1980) puis par Von Beyme (von Beyme K., *Parteien in Westlichen Demokratien*, München, Piper, 1984), qui a par la suite été communément mobilisée par les travaux comparatistes. Pour une synthèse sur cette notion voir : Mair P., Mudde C., « The party family and its study », *Annual review of Political Science*, 1998, p. 211-229.

¹⁸¹ Comme le note Daniel-Louis Seiler dès lors que le chercheur « choisit de traiter des et non plus d'un parti, il doit se faire juge des catégorisations qu'il utilise pour les définir » (V. Seiler D.-L., « L'actualité de l'approche des partis en termes de clivages sociopolitiques » in : Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les Partis politiques, Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 59).

¹⁸² Dézé A., « Le Front National comme "entreprise doctrinale" », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007.

¹⁸³ Cas Mudde et Peter Mair insistent sur l'importance de pouvoir changer de catégorie (V. Mair P., Mudde C., « The party family and its study », *Annual review of Political Science*, 1998, p. 211-229).

¹⁸⁴ La ligne idéologique étant le fruit de débat interne, des tendances s'opposant au sein du parti

¹⁸⁵ Alexandre Dézé note que « les modalités de saisie – pourtant problématiques – de la "structure" du langage idéologique sont rarement précisées ; de même, les principes de constitution des corpus (lorsqu'ils sont mentionnés) apparaissent souvent arbitraires » (Dézé A., « Le Front National comme "entreprise doctrinale" », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007). Il est rejoint sur ce point par Thibault Rioufreyt, qui souligne que ces travaux « interrogent très peu leur contexte, c'est-à-dire les usages multiples et concurrentiels présidant à leur production comme à leur circulation [...] tendent à ignorer les autres mises en texte des idées politiques que les programmes » (V. Rioufreyt T., « La mise en politique des idées. Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 7-35.)

¹⁸⁶ Partielles ou complètes, comprises ou non... Sur le cas du FN, Valérie Lafont a bien montré les diverses appropriations qui étaient faites de l'opposition à l'immigration (V. Lafont V., « Lutter contre l'immigration et s'engager au Front national » in : Perrineau P., *Les croisés de la société fermée, op. cit.*, p. 163-184). Plus récemment, Christèle Marchand-Lagier a montré la méconnaissance du programme frontiste par ses électeurs et adhérents (Marchand-Lagier C., *Le vote FN*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2017 [en particulier chapitre 3]). Un constat déjà dressé par Daniel Bizeul : Bizeul D., *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003.

éparses¹⁸⁷ », une « institution de sens [...] qui construit et entretient un récit identitaire¹⁸⁸ » ou encore un « entrepreneur doctrinal¹⁸⁹ », certains auteurs proposent de désenclaver l'étude de l'idéologie, ne plus se contenter de l'étudier « par elle-même » (à partir des seuls programmes), ni « pour elle-même » (à seule fin de classification ou d'exégèse). L'idéologie devient alors le fruit de processus « d'élaboration et d'entretien¹⁹⁰ », objet d'apprentissage et d'appropriation par les individus, emportant des effets identitaires, puisqu'elle contribue à forger le « nous » partisan visible en interne et à l'extérieur du parti¹⁹¹. Ces propositions, « faiblement formalisées¹⁹² », doivent être rapprochées du développement de l'histoire sociale des idées politiques¹⁹³ et forment une « histoire sociale des idées partisans¹⁹⁴ ». L'objectif est de remettre les idées politiques en contexte, de « saisir les idées en actes¹⁹⁵ », à travers leur production et leurs appropriations, pour percevoir les effets des idées sur la construction du collectif partisan¹⁹⁶.

Les partis politiques, en tant qu'ils mettent en sens une offre politique, sont effectivement des institutions de sens. Ils portent des idées, sur lesquelles ils s'opposent d'ailleurs. Cette dimension ne nous semble pas pouvoir être ignorée. Il est important de tenir compte des idées, également en tant qu'elles sont constitutives de l'identité partisane. Pour autant, prise seule, cette approche risque de réduire le parti aux idées qu'il porte. Cette perspective, qui correspond à la première tendance, permet, dans le meilleur cas la classification et dans le pire l'exégèse. Elle n'est pas adaptée à notre étude. La seconde approche est déjà le fruit d'une évolution : elle vise à prendre en compte la dimension *sociale* de la production et de l'appropriation des idées politiques¹⁹⁷. Cette seconde approche sera mobilisée dans la suite de ce travail. Pour autant, même issue de ce croisement, cette approche nous paraît, elle aussi, réductrice. Elle ne tient compte des forces vives du parti qu'à travers le prisme des idées.

¹⁸⁷ Sawicki F., « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in : Céfai D. (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 191-212.

¹⁸⁸ Hastings M., « Partis politiques et administration du sens », in : Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les Partis politiques*, *op. cit.*, p. 21-36.

¹⁸⁹ Dézé A., « Le Front National comme "entreprise doctrinale" », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ Hastings M., « Partis politiques et administration du sens », *op. cit.*, p. 23-27

¹⁹² Dézé A., « Le Front National comme "entreprise doctrinale" », *art. cit.*

¹⁹³ Qui a émergé à partir des années 2000. Voir : Pudal B., « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques » in : Cohen A., Lacroix B., Riutort P. (dir.), *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique XVIIe-XXe siècle*, Paris, PUF ; Matonti F., « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Vol. 59, n°4, Voir également Hauchecorne M., Matonti F., « Actualité de l'histoire sociale des idées politiques », *Raisons politiques*, n°67, 2017.

¹⁹⁴ Belorgey N., Chateigner F., Hauchecorne M., Penissat É. « Théories en milieu militant : Introduction », *Sociétés contemporaines*, Vol. 81, n°1, 2011, p. 5-25 [voir également les contributions à ce numéro].

¹⁹⁵ Rioufreyt T., « La mise en politique des idées. Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 7-35.

¹⁹⁶ Cf. *infra*, chapitre 2 pour des développements.

¹⁹⁷ Ce que souligne Carole Bachelot, qui voit dans celle-ci la prise en compte des idées par les tenants d'une analyse sociétale : la rencontre des approches, idéelles et sociétales paraît particulièrement féconde. (V. Bachelot C., « L'étude des partis politiques : entre permanence et renouveau », *art. cit.*).

Le parti comme institution : pour une approche sociétale

Une troisième approche, désormais majoritaire dans les travaux français¹⁹⁸ est l'approche sociétale des partis politiques. Celle-ci s'intéresse à l'insertion sociale des partis politiques¹⁹⁹, dans la société qui les entoure²⁰⁰. Deux tendances se distinguent, notamment par les méthodes qu'elles mobilisent.

La première est plus ancienne : considérant le parti comme ancré dans un monde social, elle tend à noter le fait que les partis se fondent sur des clivages. Il en va ainsi des travaux de Lipset et Rokkan²⁰¹ par exemple. Plus largement, les travaux prenant en compte les caractéristiques individuelles des « citoyens visés et atteints²⁰² » par les partis s'inscrivent également dans cette tendance. Cet ensemble de travaux mobilise essentiellement des méthodes quantitatives. Il est centré sur la réalisation, soit au niveau macro, de comparaisons entre structure sociale et structure partisane, soit au niveau méso de l'organisation, de sociographies partisans²⁰³. Ces études, cependant, ne permettent pas d'expliquer la « permanence des liens existant entre un parti donné et certains groupes sociaux²⁰⁴ », ni les variations observées. En cela, elles s'avèrent donc également limitées. Cette insuffisance explique l'émergence de la seconde tendance, qui consiste, elle, à considérer le parti comme inséré dans des réseaux, au cœur de son « milieu partisan²⁰⁵ ». Elle est marquée par des travaux au niveau méso ou micro et le recours à des méthodes qualitatives. Ces travaux se sont, de plus, illustrés par le recours au prisme local²⁰⁶, là où les partis étaient auparavant essentiellement étudiés au niveau national. Frédéric Sawicki, Florence Haegel et Carole Bachelot en ont fait ressortir les multiples avantages. Ces travaux permettent de souligner l'importance de réseaux structurants autour du parti (« familiaux, amicaux, syndicaux, associatifs ou professionnels²⁰⁷ », liste Frédéric Sawicki), et rappellent donc que d'autres groupes participent à côté des partis à l'environnement politique et à la politisation²⁰⁸. En faisant émerger le parti en tant qu'institution, ils révèlent l'importance des

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ Haegel F. « Les partis vus de France et d'ailleurs », *art. cit.*

²⁰⁰ Bachelot C., « L'étude des partis politiques : entre permanence et renouveau », *art. cit.*

²⁰¹ V. Rokkan S., Lipset S., *Party Systems and Voter Alignments*, New York, Free Press, 1967.

²⁰² Ysmal C., *Les partis politiques sous la Ve République*, Montchrestien, 1989 ; Boy D., Platone F., Rey H., Subileau F., Ysmal C., *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, « Académique », 2003, p. 15

²⁰³ Ces études font l'objet d'une revue de littérature au début du chapitre 4, nous ne les détaillons donc pas ici.

²⁰⁴ Sawicki F., « La science politique et l'étude des partis politiques », *art. cit.*

²⁰⁵ Sawicki F., « *Les réseaux du Parti Socialiste*, Paris, Belin, 1997.

²⁰⁶ Hastings M., *Halluin la rouge 1919-1939, aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1991 ; Mischi J., *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010 ; Molinari J.-P., *Les ouvriers communistes*, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1991 ; Rétière J.-N., *Identités ouvrières, socio-histoire d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*, L'Harmattan, Paris, 1994 ; Sawicki F., *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, « Socio-histoires », 1997.

²⁰⁷ Sawicki F., « La science politique et l'étude des partis politiques », *art. cit.*

²⁰⁸ Haegel F. « Les partis vus de France et d'ailleurs », *art. cit.*

processus d'institutionnalisation et de désinstitutionnalisation²⁰⁹ qui sont à l'œuvre. Ils mettent enfin en lumière le rôle socialisateur des institutions partisans, en tant qu'« entreprise culturelle²¹⁰ ». Cette richesse des travaux de ce versant dit « anthropologique » des analyses sociétales n'est cependant pas sans inconvénient. Ces travaux tendent à mettre de côté les spécificités de la forme partisane, à "oublier" l'organisation et abandonner toute dimension instrumentale.

Considérant que les partis n'existent que par la mobilisation d'individus insérés dans des groupes sociaux divers, nous mobiliserons cette approche sociétale des partis politiques. Plus précisément, nous le mobiliserons dans ces deux tendances, sociographique et anthropologique. Il nous apparaît cependant que, prise seule, cette perspective ne saurait suffire, en ce qu'elle oublie la réalité organisationnelle, les spécificités de la forme parti.

*

En privilégiant chacune des dimensions différentes des partis politiques, ces approches s'avèrent plus complémentaires que concurrentes. Alors que Carole Bachelot souligne qu'elles *peuvent* être croisées, Florence Haegel insiste sur le fait qu'elles *devraient* : « on peut (et, même plus, on doit) légitimement penser les partis *en tant* que forme partiellement institutionnalisée et *en tant* que forme organisationnelle²¹¹ ». Notre approche mixte entend croiser ces approches et penser le parti à la fois comme une organisation, comme un promoteur d'idées et comme une institution.

Pour autant, le prisme d'analyse des partis politiques, même ainsi agencé, s'avère insuffisant à répondre à la totalité des questions que soulève notre objet. En particulier, il laisse en partie de côté les interrogations relatives aux moyens non électoraux de mobilisation, ce qui s'avère limitant pour l'analyse de notre objet, mais également pour l'analyse de certains partis²¹². Comme nous allons le voir, certains points de la littérature sur les mouvements sociaux doivent être mobilisés de manière complémentaire.

²⁰⁹ Bachelot C., « L'étude des partis politiques : entre permanence et renouveau », *art. cit.*

²¹⁰ Sawicki F., « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in : Céfai D. (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 191-212.

²¹¹ Haegel F. « Les partis vus de France et d'ailleurs », *art. cit.* [Florence Haegel souligne].

²¹² En témoigne, le développement de la catégorie « *Movement parties* » (Kitschelt H., « Movement parties », in : Katz R. S., Crotty W., *Handbook of party politics*, London, Sage, p. 278-290), en particulier pour les partis aux marges de gauche (della Porta, D, Fernández, J, Kouki, H, Mosca, L, & Fernández, J 2017, *Movement Parties Against Austerity*, Polity Press, Oxford) et de droite (Caiani M., Císař O., *Radical Right Movement Parties in Europe*, New York, Routledge, 2018). De la même façon, des partis politiques ont été « considérés comme » des mouvements pour en faciliter l'étude (V. par exemple : Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005 ; Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, Thèse en science politique soutenue à Science Po Paris, sous la direction de Pascal Perrineau, 2013).

À la manière d'un mouvement : mobiliser les outils d'analyse des mouvements sociaux

Comme nous l'avons souligné le mouvement identitaire entre dans la définition du mouvement social, entendu comme « un agir ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert [...] qui se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une "cause"²¹³ ». Ce champ a dans un premier temps été relégué au second plan, peu étudié, si bien que les mouvements sociaux ne sont pas, contrairement aux partis politiques, des objets « classiques » de la discipline²¹⁴. Ce sont ainsi des effets de contexte, en particulier la multiplication des mobilisations, qui auraient suscité l'intérêt des chercheurs pour les mouvements sociaux, guidé par cette question : pourquoi (et comment) des individus et des groupes se mobilisent-ils de manière « non-conventionnelle » ?

Les premières études font de l'imitation ou de la contagion le ressort de l'action collective²¹⁵, avant d'être remplacées par l'école du comportement collectif²¹⁶, puis par le courant de la mobilisation des ressources, qui domine le champ de la sociologie des mouvements sociaux depuis les années 1980. Découlant des recherches de Mancur Olson²¹⁷, il prend racine dans une approche rationnelle et structurelle, mais s'est depuis les années 1990 fortement diversifié, jusqu'à devenir profondément hétérogène²¹⁸. Si la recherche française a désormais rejoint ce paradigme majoritaire, elle a longtemps été marquée par une tendance singulière, celle des « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) autour des travaux d'Alain Touraine²¹⁹, qui n'a guère connu de fortune auprès de la communauté scientifique internationale²²⁰. Même réuni dans cette tendance, le champ des mouvements sociaux reste un champ hétérogène donc et divers par ses objets (*une mobilisation, une suite de mobilisations, une association, un conglomérat d'associations orientées par la même cause, une cause, un mode d'action*), par ses niveaux d'analyse (*études au niveau micro, méso ou*

²¹³ Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, p. 9-10.

²¹⁴ Cela est vrai en particulier en France, où certains ont pu noter la timidité de l'intérêt scientifique pour les mouvements sociaux, attribuée à l'ancrage juridique de la science politique (Voir : Fillieule O. (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, L'Harmattan, 1993, p. 29-64.). C'est également vrai dans la science politique américaine qui ne s'intéresse aux mouvements sociaux qu'à partir de la vague de contestation du milieu des années 1960.

²¹⁵ Le Bon G., *La Psychologie des foules*, Paris, Le Monde/Flammarion, 2009 [1895] ; Tarde G., *L'Opinion et la Foule*, Paris, PUF, 1989 [1901]. Pour certains auteurs, les premiers travaux d'Herbert Blumer seraient une déclinaison de ce courant, notamment la notion de réaction circulaire (Blumer H., « Collective behavior » in : Lee A.M. (dir.), *New outlines of the principles of sociology*, New York, Barnes & Nobles, 1939 ; voir ce qu'en dit Patrice Mann : Mann P., *L'action collective*, Armand Colin, 1991).

²¹⁶ Voir par exemple : Gurr T., *Why men rebel ?*, Princeton, Princeton University, 1970.

²¹⁷ Olson M., *The Logic of Collective Choice*, Paris, PUF, 1987 [1965].

²¹⁸ Comme le note déjà Olivier Fillieule au début des années 1990. Voir : Fillieule O. (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, L'Harmattan, 1993, p. 29-64. Erik Neveu souligne l'existence d'un « continuum allant d'un pôle encore très économiste, très tributaire d'Olson, à des analyses plus soucieuses d'une prise en compte des variables historiques et sociologiques » (Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, p. 49).

²¹⁹ Par exemple : Touraine A., *La Voix et le Regard*, Seuil, Paris, 1978.

²²⁰ Comme le souligne Neidhart et Rucht, cette approche n'a connu de succès qu'en France et plus marginalement en Italie et en Allemagne (V. Neidhart, Rucht D., « The analysis of social movements : the state of the art and some perspectives for further research » in : Rucht D. (dir.), *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, 1991, p. 421-460).

macro, synchroniques ou diachroniques) ou encore par ses méthodes (de données quantitatives sur le temps long, notamment la *Protest Event Analysis*, jusqu'à l'ethnographie de groupe(s) mobilisé(s)). De surcroît, le champ est désormais pléthorique, ayant donné lieu à un foisonnement de recherches théoriques et empiriques, il serait vain de vouloir recenser²²¹. Nous allons insister ici sur les points mobilisés dans notre recherche, soit parce qu'ils sont complémentaires des recherches sur les partis politiques, traitant de questions proches sous d'autres angles, soit parce qu'ils y sont supplémentaires, traitant de questions non explorées dans le champ partisan.

Tout d'abord, la sociologie des mouvements sociaux propose de penser les organisations en contexte, une approche qui permet d'envisager de tracer un lien entre les approches organisationnelle et sociétale des partis politiques. En effet, la sociologie des mouvements sociaux s'est, elle aussi, penchée sur les organisations et « le fait organisationnel au sein des mouvements sociaux est largement admis²²² ». Contrairement aux représentations du sens commun, les mouvements sociaux ne sont pas « désorganisés », ni « a-organisés ». Cette dimension est perceptible dès les travaux d'Olson. L'auteur montre que la structuration du groupe participe à sa capacité à accumuler des ressources et donc, à les investir dans l'action collective²²³. L'organisation, l'institutionnalisation jouent un rôle dans le devenir des mobilisations²²⁴. Cette piste est approfondie par McCarthy et Zald, dans une perspective encore économique voire entrepreneuriale²²⁵, perspective nuancée par l'approche plus sociologique des travaux d'Anthony Obershall²²⁶. Selon lui, il faut tenir compte, d'une part, de l'organisation horizontale du groupe (les liens qui unissent les participants les uns aux autres) et d'autre part, de l'organisation verticale (l'intégration du groupe à la société environnante). Cela lui permet notamment d'articuler organisation et contextes, social et politique. Cette articulation organisation/contexte a été approfondie par des travaux

²²¹ Erik Neveu évoque un « flot de thèses, d'articles, de livres » depuis la fin des années 1990 (V. Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, p. 4.). Pour des ouvrages de synthèse qui offrent une vue d'ensemble de la littérature : Agrikoliansky E., Sommier I., Fillieule O., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010 ; della Porta D., Diani M. (dir.), *The Oxford Handbook of Social Movements*, Oxford, Oxford University Press, 2016 ; Fillieule O., Mathieu L., Péchu C., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po, 2020 [1^{ère} éd : 2009] ; Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2011 [1^{ère} éd : 1996] ; Snow D. A., Soule S. A., Kriesi H., McCammon H. J. (dir.), *The Wiley Blackwell Companion to Social Movements*, Newark, John Wiley & Sons, 2018 [1^{ère} éd. 2004] ; Snow D. A., della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing, 2013.

²²² Pierru E., « Organisations et ressources », Agrikoliansky E., Sommier I., Fillieule O., (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, op. cit. p. 19-38.

²²³ Olson M., *The Logic of Collective Choice*, Paris, PUF, 1987 [1965].

²²⁴ Gamson W., *The Strategy of Social Protest*, Homewood, The Dorsey Press, 1975.

²²⁵ Les auteurs appliquent un vocabulaire résolument économique au champ des mouvements sociaux, distinguant « organisation », « entreprises » et « secteurs » du mouvement social. (V. McCarty J. D., Zald M., « Resource Mobilization and Social movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, Vol. 82, 1977, p. 1212-1241).

²²⁶ Obershall A., *Social Conflict and Social Movements*, Englewoods Cliffs, Prentice-Hall, 1973. Son approche permet de « pr[en]dre en compte l'épaisseur sociale des mobilisations et la complexité des formes de relations sociales qui sont à leur principe », pour reprendre l'expression d'Emmanuel Pierru, qui y perçoit une critique envers le « tout économique » de ses prédécesseurs (V. Pierru E., « Organisations et ressources », Agrikoliansky E., Sommier I., Fillieule O., (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, op. cit. p. 19-38.)

ultérieurs, qui invitent à penser les organisations en contexte, que celui-ci soit le système politique (autour du concept de « structure des opportunités politiques²²⁷ ») ou bien de tenir compte des interactions avec d'autres mouvements au sein de l'« espace des mouvements sociaux²²⁸ ».

De plus, nous mobiliserons la notion de « répertoire d'action collective ». Elle apparaît dans la littérature en 1977²²⁹ dans la lignée du paradigme de la mobilisation des ressources et se diffuse rapidement et largement, sous la paternité de Tilly. Interrogeant les moyens par lesquels les mobilisations s'actualisent, l'auteur montre que les individus agissent à la fois sous contrainte (celle du répertoire d'actions existant), tout en conservant une capacité d'innovation. Cette question des modalités d'action émerge dans le champ des mouvements sociaux et reste dans un premier temps absente de la sociologie partisane²³⁰. La notion de « répertoire d'action » a depuis été captée par la sociologie des partis politiques²³¹ révélant sa capacité à s'intégrer aux études sur les partis. Permettant de traiter une question jusqu'alors peu explorée par la sociologie partisane, cette notion sera donc mobilisée à ce titre dans la suite de notre étude. Nous reviendrons par la suite sur sa richesse²³².

Enfin, pour répondre aux questions relatives à l'installation du mouvement identitaire dans divers États, nous mobiliserons la théorie de la diffusion des mouvements sociaux, qui émerge également à la charnière des années 1960 et 1970, aux prémices du développement du courant de la mobilisation des ressources²³³. Ce prisme s'est lui aussi largement sociologisé, prenant soin d'articuler les niveaux micro, méso et macro et de tenir compte des interactions entre les acteurs²³⁴. De la même façon que la question des répertoires d'action,

²²⁷ Pour des précisions sur la définition de la SOP, voir : Kitschelt H., « Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, Vol. 16, n°1, 1986, p. 57-86 ; Kriesi H., « Political Context and Opportunity », in Snow D., Soule S., Kriesi H. (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004, p. 67-90 ; Tarrow S., *Struggling to Reform : Social Movements and Policy Change During Cycles of Protest*, Cornell, Cornell University Press, 1983.

Ce concept fait l'objet de débats et de critiques, du fait de son biais structuraliste, comme le souligne Olivier Fillieule en 2005, notant toutefois que ses défenseurs œuvrent à son dépassement (V. Fillieule O., « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in : Dorronsoro G., *La Turquie conteste*, CNRS Éditions, 2005, p. 201-218).

²²⁸ Mathieu L., « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 2007, p. 131-151.

²²⁹ Tilly C., « Getting It Together in Burgundy, 1675–1975 », *Theory and Society*, n°4, 1977, p. 479–504.

Voir également : Tilly C., « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, n°4, 1984. ; Tilly C., *The Contentious French*. Harvard University Press, Cambridge, 1986 ; Tilly C., « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758–1834 », *Social Science History*, n°17, 1993, p. 253–280 ; Tilly C., *Contentious performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; Tilly C., Tarrow S., *Contentious politics*, Oxford University Press, 2006.

²³⁰ Les partis étant réputés ne se mobiliser que pour les élections et les modalités d'action n'étant donc pas/peu questionnées.

²³¹ Par exemple : Combes H. *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Karthala, 2011. [En particulier le chapitre 4, p. 199-261] ; Desrumaux C., Lefebvre R., « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix*, Vol. 113, n°1, 2016, p. 5-16 [Voir plus largement tout ce numéro de *Politix* consacré au sujet].

²³² La définition, la revue de littérature et les avantages de la notion font l'objet d'une discussion plus approfondie (cf *infra*, chapitre 6).

²³³ Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. Actors, mechanisms and political effects*, Cambridge University Press, 2010.

²³⁴ Chabot S., « *Dialogue matters: beyond the transmission model of transnational diffusion between social movements* » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements*, op. cit., p. 99-124. ; Sommier I., « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 101-120 ; Tarrow S., *The New Transnational activism*, Cambridge university Press, 2005.

celle de la diffusion est dans un premier temps propre aux mouvements sociaux. Elle a néanmoins été, elle aussi, captée par les études sur les partis politiques, comme le montre les travaux de Steven Van Hauwaert sur la diffusion du « *master frame* » du FN²³⁵. Il est donc possible de mobiliser conjointement le prisme de la diffusion et d'autres outils d'analyse des partis politiques, et c'est à ce titre que nous y aurons recours. Ces points sont approfondis dans le développement²³⁶.

Notons, pour finir, que le prisme d'analyse des mouvements sociaux n'aurait pas épuisé à lui seul toutes nos questions de recherche, l'intérêt pour les idées par exemple y est plus limité. Nous avons donc montré 1) que malgré la combinaison des approches des partis politiques, certaines questions ne trouvaient pas de réponse ; 2) que la sociologie des mouvements sociaux mobilisée seule ne pouvait répondre à l'ensemble de nos questions. Cela plaide donc pour un croisement de ces approches, qui se complètent plus qu'elles ne s'opposent, comme nous l'avons là aussi montré. Sur certains points, les deux approches se recouvrent d'ailleurs en grande partie. C'est notamment le cas quand elles se tournent vers leur plus petit dénominateur commun, les individus.

À la croisée des chemins : la sociologie du militantisme

La sociologie du militantisme englobe les questions relatives aux militants, ces « adhérents actifs » des partis, des associations, des mobilisations. Qui sont les individus qui s'engagent ? Pourquoi rejoignent-ils une organisation ? Pourquoi y restent-ils ? Pourquoi la quittent-ils ? La sociologie du militantisme s'intéresse aux individus participants à une (ou plusieurs) organisation, quelle que soit la nature de celles-ci, partisane, associative, mouvementiste. A la croisée des chemins, la sociologie du militantisme est une voie propice au décroisement²³⁷.

Ces questions traversent effectivement la littérature sur les partis politiques²³⁸, qu'elles soient traitées sous l'angle sociographique (la gauche plurielle²³⁹, le PCF²⁴⁰, la

²³⁵ Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, Thèse en science politique soutenue à Science Po Paris, sous la direction de Pascal Perrineau, 2013.

²³⁶ La définition, la revue de littérature et les avantages de la notion font l'objet d'une discussion plus approfondie (cf *infra*, chapitre 3). Nous reviendrons également sur ce choix de cadrage théorique.

²³⁷ Comme l'a si bien illustré la recherche d'Hélène Combes sur le PRD mexicain (Combes H., *Faire parti*, op. cit.).

²³⁸ Subileau F., « Le militantisme dans les partis politiques sous la Cinquième République : État des travaux de langue française », *Revue française de science politique*, n°5-6, 1981, p. 1038-1068.

²³⁹ Boy D., Platone F., Rey H., Subileau F., Ysmal C., *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, « Académique », 2003.

²⁴⁰ Platone F., Ranger J., « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 27, 2000.

LCR²⁴¹, le PS²⁴², le RPR, l'UMP²⁴³, l'extrême droite²⁴⁴, la jeunesse partisane²⁴⁵, LREM²⁴⁶, les militants en ligne²⁴⁷) ou bien sous l'angle des carrières militantes²⁴⁸ (les Verts²⁴⁹, le PCF²⁵⁰, la LCR²⁵¹, le PS et l'UMP²⁵², le FN²⁵³, mais aussi des partis étrangers²⁵⁴). Elles traversent également la littérature sur les mouvements sociaux, là encore sous l'angle sociographique (quoique plus timidement²⁵⁵, à propos des altermondialistes²⁵⁶, des mouvements des places²⁵⁷, des gilets jaunes²⁵⁸, les Restos du cœurs et Amnesty international²⁵⁹, le CSF²⁶⁰) et, plus abondamment sous l'angle des carrières (à la LDH²⁶¹, les ONG médicales²⁶², les mouvements de lutte contre le sida²⁶³, les mouvements de « sans »²⁶⁴, la cause animale²⁶⁵, les mouvements « alter²⁶⁶ »). Comme le montre ce rapide inventaire, même en se concentrant sur la littérature francophone, ces travaux sont pléthoriques. Les

²⁴¹ Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015.

²⁴² Par exemple : Dargent C., Rey H., *Les Adhérents du Parti socialiste en 2011*, rapport d'enquête, Parti socialiste/Fondation nationale des sciences politiques, Paris, CEVIPOF, 2012.

²⁴³ P. ex. : Haegel F., *Les droites en fusion : Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012 [V. notamment le Chap. 4]

²⁴⁴ P. ex. : Crépon S., Lebourg N., « Le renouvellement du militantisme frontiste », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., p. 435-452.

²⁴⁵ Bargel L., *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, « Nouvelle bibliothèque de Thèses », 2009, p. 284-313.

²⁴⁶ Cautrès B., Lazar M., Pech T., Vitiello T., *La République en Marche : Anatomie d'un Mouvement*, Rapport pour Terra Nova, 08/10/2018. [Consulté le 01/08/20] URL : nova.fr/rapports/la-republique-en-marche-anatomie-d-un-mouvement

²⁴⁷ P. ex. : Greffet F., Wojcik S., Blanchard G., « S'engager dans la campagne présidentielle : Les formes multiples de la participation politique en ligne », *Politiques de communication*, Vol. 3, n°2, 2014, p. 25-58.

²⁴⁸ Le prisme d'analyse des carrières sera défini, présenté et analysé dans le développement (cf. infra Chapitre 5).

²⁴⁹ Jérôme V., *Militer autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez Les Verts et EELV*, Thèse de science politique sous la direction de Frédérique Matonti, Université Paris-1, 2014.

²⁵⁰ Leclercq C., « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, p. 127-149.

²⁵¹ P. ex. : Johsua F., *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2013.

²⁵² P. ex. : Théviot A., « Militer sur Internet ou militer à (bonne) distance du parti : entre exit et carrière militante : analyse « au microscope » de trajectoires d'(ex-) adhérents du Parti socialiste », *Politique et Sociétés*, Vol. 37, n°2, 2018, p. 133-155.

²⁵³ P. ex. : Lafont V., « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 175-198.

²⁵⁴ P. ex. : Sur la gauche Mexicaine : Combes H., *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala & CERI, 2011 ; Sur l'extrême droite italienne : Dechezelles S., « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de *Forza Italia* à l'aune du modèle rétributif du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 59, n°1, 2009, p. 29-50.

²⁵⁵ Du fait d'enjeux méthodologiques : Favre P., Fillieule O., Mayer N., « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de sciences politiques*, Vol. 47, n°1, 1997, p. 3-28.

²⁵⁶ P. ex. : Fillieule O., Blanchard P., Agrikoliansky E., Bandler M., Passy F., Sommier I., « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian », *Politix*, n°68, 2004, p. 13-48.

²⁵⁷ P. ex. : Nez H., « Social Movements in Times of Crisis : Indignados and Occupiers in Europe », in : Accornero G., Fillieule O. (dir.), *Social Movements Studies in Europe. The State of the Art*, New York, Berghahn Books, 2016, p. 173-187.

²⁵⁸ P. ex. : Collectif, « "Gilets Jaunes" : une enquête pionnière sur la "révolte des revenus modestes" », *Le Monde*, 11/12/2018.

²⁵⁹ Duchesne S., « Don et recherche de soi : l'altruisme en question aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 33, janvier 2003.

²⁶⁰ Mathieu L., « La Confédération syndicale des familles : une enquête régionale », *Le Mouvement Social*, n° 265, 2018, p. 55-70.

²⁶¹ P. ex. : Agrikoliansky É., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 27-46.

²⁶² P. ex. : Siméant J., « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 47-72.

²⁶³ P. ex. : Brocqua C., *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Presses de Sciences Po, 2005, p. 163-202.

²⁶⁴ Combes H., « La señora Flor : du droit au logement au « droit de la militante. Sociologie de l'engagement dans un quartier populaire de Mexico (1985-2015) », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 64, 2017, p. 184-200 ; Péchu C., « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 73-103.

²⁶⁵ Traïni C., « Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, Vol. 60, n° 2, 2010, p. 335-358.

²⁶⁶ Cruzel E., « Passer à l'Attac. Éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste », *Politix*, Vol. 17, n°68, 2004, p. 135-163.

mêmes questions, travaillent donc les deux champs. Des outils (relativement) similaires s'appliquent aussi bien aux partis qu'aux mouvements.

Nous mobiliserons donc la sociologie du militantisme, à travers le double prisme identifié ici, sociographique d'une part et via l'études des carrières militantes d'autre part. Il nous permet de traiter des questions transversales aux deux approches (partisane et mouvementiste) tout en permettant de les approfondir, puisque nous analyserons à travers les individus, les interactions entre ces deux sous-champs, (dé?)cloisonnés. En revanche, la sociologie du militantisme seule, n'aurait pu suffire à traiter la multiplicité de nos questions sur le mouvement identitaire.

Finalement, regarder le mouvement identitaire *seulement* à la manière d'un parti ne permet pas de traiter l'ensemble de nos questions, le regarder *seulement* à la manière d'un mouvement ne les épuise pas, le regarder *seulement* à travers ses militants ne suffit pas. Il faut dès lors réunir ces trois approches. Le regarder à la manière d'un parti (organisation, promoteur d'idées, institution) *et* d'un mouvement (organisation en contexte, répertoire d'action et en diffusion) *et* à travers ses militants (sociographie et carrières).

6. Annonce du plan de la thèse

La thèse est organisée en 2 parties et 6 chapitres, précédés d'un chapitre préliminaire.

Le **chapitre préliminaire** est consacré à la présentation de notre protocole de recherche. Il doit être lu comme une continuité de l'introduction. La *première section* entend clarifier notre rapport à l'objet et le protocole que nous avons élaboré pour mener notre recherche. La *seconde section* se penche plus directement sur la « boîte à outils » de la recherche, entrant dans le détail du travail empirique mené, de manière à présenter les données qui seront mobilisées dans cette recherche, ainsi que les conditions dans lesquelles elles ont été acquises.

La première partie entend interroger la marginalité de notre objet de recherche. Elle vise à comprendre sur quoi repose sa marginalité, en envisageant plusieurs hypothèses dans le but de parvenir à une définition de la marginalité politique. Elle entend également questionner les effets de la marginalité pour l'organisation.

Le *premier chapitre*, adopte une approche organisationnelle de l'objet de recherche. Interrogeant l'histoire et la forme organisationnelles, il cherche à en faire ressortir les déterminants. Pour cela, il propose un cadre d'analyse des mutations organisationnelles, reposant à la fois sur le rôle des règles juridiques qui encadrent les organisations politiques en France et sur les effets de contexte, en particulier sur les interactions au sein du champ partisan extrême droitier, entre les Identitaires et le leader de ce champ, le FN/RN. Ce faisant, ce chapitre souligne la pertinence d'une approche *contextualisée* des organisations.

Le *deuxième chapitre* adopte lui une approche idéelle, entendant réaliser une histoire *sociale* des idées identitaires. À partir des entretiens avec les militants, il fait ressortir les caractéristiques saillantes (le « credo ») de l'idéologie du mouvement et part en quête de ses fondements. Ce chapitre démontre que les Identitaires sont les héritiers (imparfaits) de la Nouvelle droite, ce qui est au principe de leur différence au sein du champ extrême droitier.

Le *troisième chapitre* permet de mettre au jour un paradoxe en abordant le mouvement identitaire au prisme de ses circulations. La première section, repose sur une analyse de discours, à la recherche de *formules* identitaires. Elle montre que le mouvement a réussi à disséminer ses idées dans le champ extrême droitier et même au-delà de celui-ci. La seconde section analyse la circulation transnationale du mouvement identitaire grâce au prisme de la diffusion des mouvements sociaux, cherchant à comprendre ce processus.

La deuxième partie entend résoudre ce paradoxe d'une organisation marginale qui parvient cependant à se diffuser en se tournant vers les militants et leurs pratiques. Elle montre ainsi que le militantisme au sein du mouvement identitaire prend une dimension « intégrale », complète du point de vue de ses formes et omniprésente dans la vie des individus.

Le *quatrième chapitre* est l'occasion d'un jeu d'échelle autour d'une analyse sociodémographique des adhérents identitaires, à partir de données quantitatives. Il propose d'étudier leur implantation, sociale et géographique, dans l'objectif d'identifier leurs spécificités par rapport aux adhérents d'autres partis. L'analyse de leur implantation montre que l'étude des marges se réalise mal à l'échelon national. Ce n'est que par le biais de l'analyse localisée des fédérations militantes, au « microscope », que l'implantation constatée prend sens.

Le cinquième chapitre propose une analyse séquentielle des carrières des militants identitaires. La découverte par les militants de cette organisation marginale, les modalités de leur intégration dans cet univers fermé, les motifs qui les maintiennent dans l'engagement, et enfin les suites de leur carrière entre rupture (relative) et continuité « ailleurs » sont successivement abordées. Il est l'occasion d'une ethnographie de l'organisation, autant que d'une exploration des carrières, permettant d'identifier les effets de la marginalité sur l'engagement militant, de ses débuts à ses fins.

Le sixième chapitre se concentre sur les modalités de l'engagement, à travers l'exploration de son répertoire tactique et des modes de militantisme « au quotidien ». Elle présente le militantisme comme un agir particulier, qui constitue une partie de l'offre organisationnelle mais qui est doublé d'un « être » particulier, d'une manière de vivre. Elle tend à montrer que le militantisme identitaire dépasse la sphère militante et s'insinue dans tous les domaines de la vie.

CHAPITRE PRELIMINAIRE - METHODE, EPISTEMOLOGIE ET TERRAINS DE RECHERCHE

« Étudier les méthodes, ce n'est pas seulement déterminer avec précision les possibilités d'analyse scientifique des phénomènes politiques : c'est mesurer aussi les limites de ces possibilités. On en tirera d'abord une leçon de modestie²⁶⁷ ».

Maurice Duverger

Section 1 - Protocole de recherche : choix épistémologiques et méthodologiques

Quel protocole de recherche avons-nous élaboré et pourquoi ? Cette section entend le présenter et expliquer les raisons épistémologiques et méthodologique qui ont présidé à nos choix : neutralité et compréhension, y compris à propos de cet objet « sulfureux²⁶⁸ » (1), viennent orienter notre protocole de recherche. Celui-ci est spécifique de par la mixité des méthodes de collecte et d'analyse des données (2).

1. Neutralité et compréhension : posture épistémologique face à un objet « sulfureux »

Les militants identitaires sont décrits comme « les ultras de l'extrême droite²⁶⁹ ». L'organisation, « groupuscule²⁷⁰ », « nébuleuse²⁷¹ », est présentée comme un « mouvement subversif²⁷² ». Autant de qualificatifs chargés symboliquement qui révèlent la désapprobation dont il est l'objet. Les médias évoquent leur violence²⁷³, leur brutalité²⁷⁴, insistent sur la dimension effrayante de leur discours²⁷⁵, sur leur xénophobie et leur islamophobie²⁷⁶. De ce point de vue, s'intéresser aux Identitaires, ce n'est pas s'intéresser à un groupe « comme les autres ». Le chercheur qui serait tenté d'oublier cette particularité, d'essayer de la mettre de côté, se la verra rappeler sans cesse par les questions²⁷⁷ de ses

²⁶⁷ Duverger M., *Méthodes de la science politique*, Paris, PUF, 1959, p. VI. (Préface)

²⁶⁸ Nous empruntons le terme à Sylvain Crépon qui l'utilise à propos du FN. V. Crépon S., *La Nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006.

²⁶⁹ « Comment le Renseignement a "raté" l'occupation d'une mosquée par des identitaires », AFP, 15/06/13.

²⁷⁰ « L'extrême droite radicale lyonnaise, jeunes militants mais vieux démons », AFP, 25/10/13.

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² « Comment le Renseignement a "raté" l'occupation d'une mosquée par des identitaires », AFP, 15/06/13.

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ « Banderole anti-Hollande au siège du PS : simples amendes en correctionnelle », AFP, 25/07/13

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ « L'extrême droite en France », AFP, 24/07/13.

²⁷⁷ Entendues au cours de notre enquête.

collègues (« *c'est pas trop difficile de bosser sur "eux" ?* »), celles de sa famille (« *Comment tu fais pour les écouter ? Moi, je pourrais pas !* ») ou de ses amis (« *Comment vont tes petits fachos ?* ») voire par celles des enquêtés eux-mêmes, inquiets de la façon dont ils sont perçus (« *tu pourras leur dire qu'on n'est pas des mangeurs d'enfants (rires)* »). L'objet renferme donc une « réputation sulfureuse²⁷⁸ », dont nous ne pouvons nous abstraire totalement, c'est ainsi qu'il est perçu et dépeint.

Cet objet « pas comme les autres », pouvions-nous l'aborder « comme un autre » ? Voilà la question à laquelle nous fûmes confrontée dès les balbutiements de cette recherche. Soulever cette question revient à formuler une interrogation classique en sciences sociales : celle du rapport du chercheur à son objet de recherche.

D'après Weber, « prendre une position politique pratique est une chose, analyser scientifiquement des structures politiques et des doctrines de partis en est une autre²⁷⁹ ». Dans la même conférence, il met en avant la « probité intellectuelle²⁸⁰ » du savant, qui consiste à systématiquement distinguer les faits des opinions à leur propos. Il invite à distinguer le champ de la recherche (ou de l'enseignement) de celui de la « vie » : dans le premier, les opinions du savant n'ont pas droit de cité ; dans le second, elles peuvent s'exprimer²⁸¹. Un principe préside donc à l'analyse scientifique celui de la « neutralité axiologique » (litt. *werturteilsfreie Wissenschaft*), visant à produire un savoir sans jugement de valeur²⁸². Se référant au « doute méthodique » de Descartes autant qu'aux « *notiones vulgares* » de Bacon, Durkheim ne dit guère autre chose quand il invite le sociologue à « s'écarter systématiquement de toutes les prénotions²⁸³ », quand bien même cet affranchissement serait « particulièrement difficile en sociologie » du fait des « croyances religieuses et politiques » du chercheur²⁸⁴. Pour le chercheur soucieux de viser la neutralité scientifique, il s'agit dès lors de mettre de la distance²⁸⁵ avec ses propres convictions pour aborder son objet de recherche, le construire en tant que fait social, en produire une analyse²⁸⁶. En ce sens, la neutralité doit être conçue comme un horizon à atteindre, une

²⁷⁸ Nous reprenons l'expression de Sylvain Crépon à propos du FN (V. Crépon S., *La Nouvelle extrême droite*, op. cit., p. 12).

²⁷⁹ Weber M., « Le métier et la vocation de savant », *Le savant et le politique*, Paris, Éditions 10/18, 1963 [1959], p. 101.

²⁸⁰ *Ibid.*, p. 102.

²⁸¹ *Ibid.*, p. 103.

²⁸² Voir également : Weber M., « Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques », *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Pocket, 1992 [1912].

²⁸³ Durkheim E., *Les règles de la méthode sociologique*, PUF, 1967 [1894], p. 32-33.

²⁸⁴ Sur le rapprochement sur ce point de Weber et Durkheim, voir : Paugam S., « Le sociologue et le politique », in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, p. 421-440.

²⁸⁵ Elias N., *Engagement et distanciation : contribution à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993.

²⁸⁶ La réflexion développée par Raymond Aron, distinguant la neutralité de l'équité, propose une alternative intéressante à celle présentée. L'auteur insiste sur l'impossibilité d'une neutralité absolue. Cette critique nous invite à considérer l'objectivité avec prudence et à la considérer davantage comme un horizon.

préoccupation permanente du chercheur qui cherche à écarter ses prénotions, dans sa construction de l'objet, tout au long de l'enquête et jusque dans sa restitution²⁸⁷.

Par ailleurs, à la suite de Weber et de ses critiques de la posture positiviste, notre posture est résolument compréhensive. Considérant ainsi que, si les déterminismes existent, les individus possèdent cependant leurs raisons d'agir, notre objectif est d'accéder à ces raisons. En cela, la compréhension constitue un préambule nécessaire à l'explication. De surcroît, cette posture épistémologique nous paraît la plus à même de rencontrer l'exigence de neutralité : comprendre les raisons individuelles qui poussent un individu à agir comme il agit nous invite à tenir compte de leur point de vue et de leur situation, à faire preuve d'*empathie* et ainsi à nous décentrer de nos croyances propres.

Mais comment mettre en œuvre une telle démarche sur un objet considéré comme « sulfureux », sur un terrain dit « difficile²⁸⁸ » ?

Si cette question du rapport à l'objet traverse les enquêtes sociologiques, en particulier ethnographiques²⁸⁹, elle occupe aussi les travaux des politistes consacrés aux partis politiques²⁹⁰. Cette question surgit quand le chercheur est (trop ?) proche de son terrain de recherche. Comment enquêter dans un espace où l'on occupe déjà une autre position²⁹¹ ? Florence Johsua décrit son positionnement dedans / dehors à la LCR²⁹² ; Vanessa Jérôme explique les moyens déployés pour advenir comme chercheuse dans l'univers d'EELV où elle était déjà connue en tant que militante, collaboratrice et élue²⁹³ ; de même Rémi Lefebvre et son étude sur le Parti socialiste²⁹⁴. C'est également le cas dans d'autres « milieux militants », comme le souligne Christophe Brocqua dont le positionnement a pu générer des difficultés²⁹⁵. La question de la distance est tout aussi saillante quand, à l'inverse, le

²⁸⁷ Sur ce point : Becker H., *Écrire les sciences sociales. Commencer et terminer son article, sa thèse ou son livre*, Paris, Économica, 2004 ; Lemieux C., « L'écriture sociologique » in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, p. 379-402.

²⁸⁸ Boumaza M., Campana A., « Enquêter en milieu "difficile" », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°1, 2007, p. 5-25.

²⁸⁹ Sur ce point, voir : Bensa A., « De la relation ethnographique », *Enquête*, n°1, 1995, p. 131-140 ; Fassin D., « L'inquiétude ethnographique », in : Bensa A. (dir.), *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, 2008, p. 7-15 ; Paugam S., « S'affranchir des prénotions », in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, p. 5-26.

²⁹⁰ Aït-Aoudia M., Bachelot C., Bargel L., Combes H., Dechezelles S., Ethuin N., Petitfils A., « Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, n°4, 2010, p. 7-13.

²⁹¹ Cette question traverse de nombreuses études de sociologie à propos d'objets bien différents. Par exemple : Bourdieu P., *Homo academicus*, Paris, Éditions de minuit, 1984.

²⁹² Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015. Florence Johsua développe davantage ce point dans l'introduction de sa thèse (V. Johsua F., *De la LCR au NPA (1966-2009) : sociologie politique des métamorphoses de l'engagement capitaliste*, Thèse de science politique, sous la direction de Nonna Mayer, Sciences Po Paris, 2011. [Nous remercions Florence Johsua de nous avoir communiqué son introduction]).

²⁹³ Jérôme V., *Militer autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez Les Verts et EELV*, Thèse de science politique sous la direction de Frédérique Matonti, Université Paris-1, 2014. [Sur ce point, voir en particulier l'introduction de la thèse].

²⁹⁴ Lefebvre R., « Politiste et socialiste. Une politique d'enquête au PS », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, n° 4, 2010, p. 127-139.

²⁹⁵ Brocqua C., « L'ethnographie comme engagement : enquêter en milieu militant », *Genèses*, Vol. 2, n° 75, 2009, p. 109-124.

chercheur est (trop ?) loin de son objet, non pas physiquement, mais parce que, par exemple, les enquêtés « représentent politiquement tout ce qu'il déteste²⁹⁶ » : comment alors se « rapprocher » d'eux ?

Vue ainsi, la difficulté du terrain devient une propriété relative et relationnelle : la difficulté émerge d'une distance trop faible ou trop grande entre le terrain et le chercheur, elle n'est donc pas une donnée absolue²⁹⁷. La dimension objective du « terrain difficile » s'estompe, jusqu'à ce qu'on s'interroge : n'est-ce pas simplement « le » terrain qui est un exercice difficile ? Il nous semble que cette interrogation a pour premier effet de « dédramatiser » notre propre terrain, et d'entamer la transformation de notre objet en objet comme les autres²⁹⁸. Nous sommes consciente que cette perspective peut surprendre dès lors que la dénonciation apparaît si évidente²⁹⁹... cependant des travaux récents ont montré sa richesse. Bilel Ainine et Xavier Crettiez, adoptent cette perspective sur un terrain peut-être plus chargé, encore, en représentations que le nôtre. Donnant la parole aux djihadistes incarcérés, ils soulignent : « Sans nier l'atrocité de leur démarche guerrière ni renoncer à porter un regard nécessairement moral sur leur engagement violent, l'observateur doit pouvoir **comprendre** et **analyser** un processus de radicalisation qui passe aussi – quoique pas uniquement – par l'adoption d'un cadre idéologique singulier³⁰⁰ ». Sur des terrains plus comparables au nôtre les exemples ne manquent pas : Daniel Bizeul³⁰¹, Sylvain Crépon³⁰², Magali Boumaza³⁰³ sur le FN, mais aussi Nonna Mayer et Bert Klandermans sur les militants d'extrême droite en Europe³⁰⁴, ou encore Martina Avanza à propos de la Ligue du Nord³⁰⁵, adoptent une position comparable. Ces recherches ont en commun une interrogation systématique du rapport à l'objet « extrême droite »³⁰⁶. Elles se rapprochent également quant à la posture adoptée par les chercheurs. Daniel Bizeul insiste sur le nécessaire *dédoublement*

²⁹⁶ L'expression est de Martina Avanza (V. Avanza M., « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses indigènes" ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe », in : Bensa A. (dir.), *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, 2008, p. 41-58).

²⁹⁷ Boumaza M., Campana A., « Enquêter en milieu "difficile" », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°1, 2007, p. 5-25.

²⁹⁸ Daniel Bizeul développe une réflexion dans ce sens et interroge : « Existe-t-il des milieux d'enquête difficile ? » (Bizeul D., « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°1, 2007, p. 69-89).

²⁹⁹ Daniel Bizeul propose là encore une réflexion similaire, quand il souligne que, « s'attacher à un groupe criminel, menaçant ou diabolisé, en vue de rendre compte des étapes et des circonstances qui conduisent des personnes ordinaires à en devenir les membres, peut provoquer cependant une réaction horrifiée de la part des lecteurs. » (V. Bizeul D., *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, La Découverte, 2003, p. 7-22).

³⁰⁰ Crettiez X., Ainine B., « *Soldats de Dieu* » : *Paroles de djihadistes incarcérés*, Éditions de l'Aube, 2017 [Nous soulignons].

³⁰¹ Bizeul D., *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, La Découverte, 2003

³⁰² Crépon S., *La Nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006.

³⁰³ Crépon S., *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau monde éditions, 2012.

³⁰⁴ Boumaza M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Strasbourg, 2002

³⁰⁵ Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005.

³⁰⁶ Avanza M., *Les « purs et durs de Padanie »*. *Ethnographie du militantisme nationaliste à la Ligue du Nord, Italie (1999-2002)*, Thèse de sociologie, EHESS, Paris, 2007 ; Avanza M., « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses indigènes" ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe », in : Bensa A. (dir.), *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, 2008, p. 41-58.

³⁰⁶ Présente de manière explicite chez Sylvain Crépon, Magali Boumaza ou Daniel Bizeul et également dans le chapitre de Martina Avanza.

et sur l'importance de l'impartialité de la recherche : « Bien qu'il porte sur une organisation politique qui m'est étrangère et dont je réprovoque les principes et les projets, ce livre n'est en rien un pamphlet et refuse tout manichéisme. [...] le principe de toute entreprise sociologique est d'étudier de façon impartiale n'importe quel segment du monde social³⁰⁷ ». Cette idée est également présente chez Sylvain Crépon, qui rappelle que l'objectif « n'est pas de condamner mais d'interpréter [...] pas de combattre des thèses idéologiques [...] mais de comprendre³⁰⁸ ». Magali Boumaza, quant à elle, vante les mérites de la neutralité et souligne : « en faisant preuve d'empathie avec l'enquêté, nous accédons à son univers. Se sentant en confiance, il se livre à des confidences³⁰⁹ ». Nonna Mayer et Bert Klandermans, partant du principe que les acteurs sont rationnels, adoptent une démarche compréhensive et décident d'analyser les mouvements d'extrême droite juste comme d'autres³¹⁰.

Ces exemples montrent que ce positionnement est tenable y compris sur des terrains proches du nôtre. Ainsi, en ce qui concerne cette étude, il ne s'agira pas d'évaluer le degré de compatibilité entre nos opinions et celles de nos enquêtés, ni de *juger* les opinions des militants ou du mouvement³¹¹. Il s'agira de les *comprendre* et de *qualifier* scientifiquement leurs idées et leurs comportements. Nous choisissons donc d'aborder le mouvement identitaire *comme un autre*. Ce faisant, nous prenons l'objet au sérieux³¹² et nous nous dotons des moyens de le *comparer* aux autres. L'objectif de neutralité et de démarche compréhensive, doit ainsi être considéré comme la double ligne de conduite que nous nous sommes fixée. Nous reviendrons sur la façon dont cette posture s'est actualisée sur le terrain³¹³. Dans une approche hypothético-déductive, proposant des aller-retours permanents entre le terrain et la théorie, nous sommes donc partie à la recherche de ces « raisons d'agir ainsi », en examinant et articulant les niveaux *micro* de l'individu, *méso* de l'organisation et

³⁰⁷ Bizeul D., *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, La Découverte, 2003, p. 22.

³⁰⁸ Crépon S., *La nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 12.

³⁰⁹ Boumaza M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Strasbourg, 2002, p. 128.

³¹⁰ Les auteurs expliquent ainsi : « *choosing to join an RWE [Right-Wing Extremist] movement, as any other movement, has a rationality of its own, that activists have reasons to do so. And we took it as our challenge to discover what these reasons are* ». Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005, p. 7.

³¹¹ Daniel Bizeul soulignera d'ailleurs dans une recension croisée des ouvrages de Sylvain Crépon, Bert Klandermans et Nonna Mayer, la « probité intellectuelle des auteurs (selon la formule de Max Weber), qui veillent à écarter les jugements de valeur, fréquents, même si c'est à l'état implicite, dès qu'il est question de l'extrême droite » (V. Bizeul D., « À propos de l'extrême droite. Étudier l'extrême droite : problèmes d'enquête et principes de recherche », *Mouvements*, Vol. 49, n°1, 2007, p. 178-185).

³¹² Martina Avanza souligne que la moquerie ou la dérision ne sont pas les meilleurs moyens de connaître ou de comprendre. (V. Avanza M., « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses indigènes" ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe », in : Bensa A. (dir.), *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, 2008, p. 41-58).

³¹³ Cf. *infra*, section 2 de ce chapitre.

macro des institutions, formelles ou informelles. Ce rapport à l'objet a conditionné en partie notre protocole de recherche.

2. Un protocole de recherche mixte

Les « *mixed-methods* », ou « *multi-methods* » donnent lieu depuis les années 1980 à une explosion bibliographique dans la littérature anglo-saxonne et se constituent progressivement en sous-champ³¹⁴. Les auteurs revendiquent la création d'un nouveau paradigme méthodologique³¹⁵, à grand renfort de conceptualisation théorique³¹⁶. Derrière cette apparente *révolution*, se cachent des recherches qui allient lors de la collecte et/ou de l'analyse des données, des méthodes quantitatives et qualitatives³¹⁷. Voilà qui vient nuancer la portée révolutionnaire du « mouvement » tant de telles recherches existent depuis longtemps déjà, comme le souligne Nonna Mayer : « Nous faisons des "méthodes mixtes" avant l'heure »³¹⁸. Il n'apparaît dès lors pas nécessaire de revendiquer un rattachement « paradigmatique » à ce sous-champ, ni de recourir à l'arsenal théorique - outil de légitimation du sous-champ - pour « faire » des méthodes mixtes.

Plus largement, notre protocole peut être compris comme un appel à décloisonner la distinction entre « quanti » et « quali », guère pertinente sur le plan épistémologique (sinon pour raviver les querelles entre holistes et individualistes), ni sur le plan théorique (la méthode n'étant plus outil mais carcan), ni même sur le plan pédagogique. Illustrons la limite de la distinction. Les entretiens et les biographies sont apparemment un matériau « quali », il est pourtant possible de dénombrer les enquêtés, de dresser un tableau de leurs propriétés sociales, professionnelles, voire de transformer les étapes de vie en « code » : le « quali » devient « quanti »³¹⁹. De la même façon, l'observation peut être considérée comme un

³¹⁴ Il se constitue notamment autour de revues propres (*Journal of Mixed methods research*, *Quality and Quantity*, *Field Methods*, *International journal of multiple research approach*) et de manuels dédiés (V. Tashakkori A., Teddlie C. (dir.), *Handbook of mixed methods in social & behavioral research*, Sage Publication, 2003 ; Creswell J., Plano Clark, V. *Designing and conducting mixed methods research*, Sage Publication, 2011 ; Brewer J., Hunter A., *Foundations of multimethod research: Synthesizing styles (2nd ed.)*, Sage Publication, 2006.)

³¹⁵ Creswell J., Tashakkori A., « The new era of mixed methods », *Journal of mixed methods research*, Vol. 1, n°1, 2007, p. 3-7 ; Johnson R. B., Onwugbuzie A. J., « Mixed-method research : a research paradigm whose time has come », *Educational researcher*, Vol. 23, n°7, 2004, p. 14-26.

³¹⁶ Bryman A., « Barriers to Integrating Quantitative and Qualitative Research », *Journal of Mixed Methods Research*, Vol. 1, n°8, 2007, p. 9-22 ; Bryman A., « Integrating Quanti and Quali : how is it done ? », *Qualitative Research*, Vol. 6, n°1, 2006, p. 97-113 ; Small M. L., « How to conduct a mixed-methods study: recent trends in a rapidly growing literature », *Annual review of sociology*, n° 37, 2011, p. 57-86 ; Teddlie C., Tashakkori A., « A general typology of research designs featuring mixed methods », *Research in the Schools*, Vol. 13, n°1, p. 12-28 ; Teddlie C., Yu F., « Mixed Methods Sampling : A Typology With Examples », *Journal of Mixed Methods Research*, Vol. 1, n°1, 2007, p. 77-100.

³¹⁷ La définition proposée par les tenants du courant est en effet extrêmement large : « un modèle de recherche qui implique de combiner les éléments d'une approche quantitative et d'une approche qualitative (par exemple points de vue quantitatif et qualitatif, collecte des données, analyse des données, technique d'inférences) à des fins de compréhension et de corroboration » (V. Johnson R. B., Onwugbuzie A. J., Turner L. A., « Toward a Definition of Mixed Methods Research », *Journal of Mixed Methods Research*, Vol. 1, n°2, 2007, p. 112-133).

³¹⁸ Mayer N., « Qualitatif ou quantitatif ? Plaidoyer pour l'éclectisme méthodologique », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, Vol. 139, 2018, p. 7-33.

³¹⁹ On pense ici par exemple à la mise en place des « prosopographies », ces biographies collectives, désormais codées et quantifiée. Cette méthode est notamment utilisée dans le champ des études parlementaires et des entourages politiques (V. p. ex. : Alam T., Le

moyen d'acquérir des données quantitatives³²⁰. L'analyse d'un programme partisan ou de discours peut se réaliser de manière qualitative (analyse « crayon en main »), ou bien en quantifiant le texte (nombre d'occurrences des termes, cooccurrences, etc.)³²¹. Il est donc possible de « quantifier le quali ». A l'inverse un questionnaire peut également être l'occasion de collecter des données qualitatives, à travers l'usage de question ouverte : de ce fait, le « quanti est qualifié ». Notre protocole « mixte » illustre ce décloisonnement. Il traverse toute la thèse dans sa construction et sera plus particulièrement visible dans certains chapitres de celle-ci. Il s'agit dès lors de penser la *complémentarité* des méthodes³²² plutôt que leur *rivalité*, en ce qu'elles apparaissent capables d'apporter un éclairage toujours nouveau sur notre objet de recherche mais aussi de combler les limites potentielles les unes des autres.

Notre protocole de recherche mobilise donc plusieurs méthodes. Nous allons expliquer en quoi elles nous apparaissent complémentaires, à travers le cumul de leurs avantages et la compensation de leurs limites réciproques. C'est dans la section suivante (section 2) que nous rendrons compte des résultats de notre collecte de données.

1. Pour établir des régularités : données sociales et démographiques sur les adhérents

En introduction de sa thèse sur la LCR, Florence Johsua écrit : « Il semblait en effet tout à fait impossible de mener une enquête sociologique de quelque forme que ce soit sans savoir au préalable de "qui" l'on parlait. Puisqu'on ne savait rien sur les militants de cette organisation, alors il fallait le découvrir³²³ ». En préambule de notre enquête, nous faisons le même constat et parvenons à la même conclusion. Nous devons savoir « qui » les Identitaires étaient et avons donc besoin d'informations sur les membres du mouvement identitaire et pour commencer sur les adhérents aux organisations.

Mazier J., Sawicki F., « Quarante ans d'enquêtes prosopographiques sur les membres de cabinets ministériels : quelles problématiques pour quels résultats ? », *Revue française d'administration publique*, Vol. 168, n°4, 2018, p. 751-769 ; Beauvallet W., Michon S., « Le Front national comme espace de luttes : dynamiques croisées de professionnalisation politique », *Politix*, Vol. 127, n°3, 2019, p. 31-57 ; Boelaert J., Michon S., Ollion É., *Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France.*, Paris, Raisons d'Agir Éditions, 2017).

³²⁰ V. par exemple : Hugues E., « The knitting of racial group in industry », *The sociological Eye*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1993, 265-278). Pour une réflexion plus approfondie sur ce point : Chauvin S., Jounin N., « L'observation directe », in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, p. 151-154 ; Peretz H., *Les méthodes en sociologie. L'observation.*, La Découverte, 1998, p. 19-21.

³²¹ Les travaux de Damon Mayaffre sur les discours politiques mobilisent une analyse quantitative et qualitative (Mayaffre D., *Le poids des mots : Le discours de gauche et de droite dans l'entre-deux-guerres. Maurice Thorez, Léon Blum, Pierre-Etienne Flandin et André Tardieu (1928-1939)*, Paris, H. Champion, 2001 ; Mayaffre D., *Paroles de président : Jacques Chirac, 1995-2003, et le discours présidentiel sous la Ve République*, Paris, H. Champion, 2004 ; Mayaffre D., *Nicolas Sarkozy Mesure et démesure du discours (2007-2012)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012). Il en va de même pour les recherches de Cécile Alduy sur le discours frontiste (voir par exemple : Alduy C., « Mot, mythes et médias. Mutations et invariants du discours frontistes », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., p. 247-268).

³²² Sur ce point, voir par exemple l'ensemble des contributions réunies dans : CURAPP, *Les méthodes au concret*, PUF, 2000.

³²³ Johsua F., *De la LCR au NPA (1966-2009) : sociologie politique des métamorphoses de l'engagement capitaliste*, Thèse de science politique, sous la direction de Nonna Mayer, Sciences Po Paris, 2011, p. 28.

Notre première idée fut de diffuser un questionnaire (en ligne) aux adhérents de sorte à collecter des données individuelles, de manière à constituer notre propre base de données et de pouvoir l'exploiter. Les cadres de l'organisation ont cependant refusé de nous transmettre les adresses / e-mails des adhérents, mais également refusé de diffuser notre questionnaire auprès de ceux-ci. D'autres voies pour la passation de ce questionnaire ont été envisagées avant d'être abandonnées pour des raisons extérieures à notre volonté³²⁴. Nous avons cependant obtenu de l'organisation deux types de fichiers. En 2014, les secrétariats du BI et de GI nous ont transmis des données sur les caractéristiques sociologiques de leurs adhérents respectifs (âge, sexe, niveau de diplôme,...), qui nous fournissent de premières informations. En octobre 2019, le secrétariat de GI céda (enfin ?) à nos incessantes relances, en nous transmettant le fichier brut des adhésions sur la période 2016 – 2019, ne laissant figurer des informations que sur le sexe de l'adhérent (présent pour une partie seulement des adhésions) et la ville de résidence de l'adhérent. Ce deuxième « set » de données nous a permis de nous pencher sur les territoires d'adhésion. Nous avons ainsi collecté des informations complémentaires, d'une part des informations sociographiques sur les adhérents et d'autre part, des informations sur leur lieu de résidence. Cela nous a permis de mener une socio-démographie des adhérents et de découvrir l'organisation de l'intérieur, par ses adhérents, d'en analyser les particularités, par rapport aux autres adhérents des partis politiques.

Cependant, ces informations s'avèrent limitées à plusieurs niveaux. Pour commencer, certaines informations recueillies par l'organisation sont manquantes alors qu'elles nous auraient intéressée (la date de la première adhésion par exemple, ou le positionnement sur l'axe gauche-droite). De surcroît, certains indicateurs sont mal construits, ce qui limite la comparabilité des données. Par ailleurs, recueillir les données nous-mêmes nous auraient permis des « tris croisés » et donc d'affiner notre lecture et notre analyse sur la population des adhérents. Enfin, le risque que ces données aient été manipulées avant de nous être transmises persiste. A ces limites des données, s'ajoutent les limites de la méthode. Si ces données et analyses nous permettent d'identifier, de faire « ressortir » des particularités des adhérents, elles n'expliquent pas les mécanismes qui mènent à l'adhésion. On se contente par-là de recueillir des « dispositions », sans parvenir à identifier ce qui les active. De même que les « variables » lourdes de la participation ne nous disent pas les motifs invoqués par les acteurs pour expliquer leur vote, les « variables » identifiées ne nous expliquent pas les raisons pour lesquelles ils ont rejoint les Identitaires. Ces données, ces

³²⁴ Cf. *infra*, Chapitre 4.

chiffres, ces tableaux « ne nous parlent pas³²⁵ » : pour *comprendre*, il faut donc se tourner vers le terrain, vers les acteurs.

2. Pour comprendre : observations et entretiens avec les acteurs

Dans la droite ligne de l'approche compréhensive qui guide notre démarche, nous avons mobilisé des observations – de plusieurs types -, des entretiens – de plusieurs types - mais également des questionnaires ciblés à réponses ouvertes.

Nous avons mobilisé dans un premier temps **une observation de type ethnographique**, dans le but de saisir les codes, les usages et les relations, de voir les militants *faire* ensemble organisation, de relier aussi les comportements individuels aux contextes dans lesquels ils s'actualisaient. L'ethnographie permet ainsi « d'obtenir des réponses à des questions que [l'on] n'aurait[t] même pas imaginé poser³²⁶ ». Du fait de la difficulté de l'accès au terrain, ces observations ont été moins fréquentes que nous ne l'espérions au début de notre enquête. Les militants n'ont jamais accédé à notre souhait d'être présente à des collages ou tractages, ni à l'Université d'été identitaire - qui aurait été un terrain d'observation privilégié. Nous avons cependant pu observer des manifestations, des moments informels entre militants et avons pu visiter les locaux des militants. Toutes ces observations ont été négociées avec les enquêtés et ont donc eu lieu à visage découvert. Nous restions en retrait des interactions, nous interdisant d'intervenir dans les discussions à moins d'être directement questionnée ou sollicitée. Ces observations ont à chaque fois donné lieu à une prise de note *a posteriori* dans notre carnet de terrain, voire parfois à une prise de note au cours de l'observation sur notre téléphone portable – un objet qui passe plus inaperçu qu'un carnet de note. Dans certaines occasions – et tant que nous y étions autorisée par les militants³²⁷ - nous avons également photographié certains événements.

³²⁵ Nous empruntons cette très juste expression à Florence Johsua (Johsua F., *De la LCR au NPA (1966-2009) : sociologie politique des métamorphoses de l'engagement capitaliste*, Thèse de science politique, sous la direction de Nonna Mayer, Sciences Po Paris, 2011, p. 35).

³²⁶ Whyte W. F., *Street Corner Society*, Paris, La Découverte, 1996 [1943], p. 328.

³²⁷ Certains ont parfois refusé ; d'autre nous ont explicitement demandé d'arrêter d'en prendre. La plupart du temps, ils arguaient que des photos existaient déjà (en ligne par exemple).

Nous avons, par ailleurs, également réalisé **une « observation distante³²⁸ »** (ou « ethnographie digitale³²⁹ » ou encore « netnographie³³⁰ »). Nous avons observé les enquêtés sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, Telegram, Discord), en les y « suivant », initialement dans le but de suivre l'actualité du mouvement. Cette démarche d'observation distante et digitale, s'est révélée bénéfique à plusieurs niveaux. Tout d'abord, les réseaux sociaux sont devenus un véritable observatoire des militants. Nous y suivions leurs réactions (officielles ou personnelles) à des faits divers, à l'actualité, qui nous ont renseignée sur leur vision du monde. Nous les voyions parler leur langage, identifiant les termes dont ils se servaient pour « dire sans dire³³¹ » sur ces plateformes réglementées. Nous remarquons les moyens qu'ils avaient mis en place pour se repérer entre eux. Ils donnaient également à voir les événements locaux auxquels ils participaient, ou bien qu'ils organisaient, voire des vidéos de certaines conférences. Ponctuellement, ils laissaient même entrevoir des pans de leur vie personnelle, familiale, estudiantine ou amoureuse, qui nous renseignaient sur eux. En cela, ce suivi sur les réseaux sociaux, est devenu une « fenêtre » sur le monde identitaire. De ce fait, l'observation distante s'est révélée riche en informations sur les militants, nous permettant de nous renseigner sur eux en amont et en aval des entretiens. Enfin, elle nous a permis de constater l'effet « bulle de filtre » des réseaux sociaux³³². Rapidement, les plateformes nous ont proposé de suivre des individus et contenus en lien avec les enquêtés, ce qui ne manquait pas d'accroître (encore) l'endogamie idéologique de nos fils d'actualité. Ce travail d'observation distante, mené en continu tout au long de la thèse, jusqu'à la période de la rédaction a donc été à la fois un intéressant préalable au terrain, un moyen de suivre les enquêtés au cours du terrain et un moyen de *poursuivre* l'enquête une fois extraite du terrain. Certaines connaissances sur le mouvement, certaines informations et certaines réflexions proviennent de cette observation des réseaux

³²⁸ Pour reprendre le terme proposé par : Demazière D., Horn F., Zune M., « Ethnographie de terrain et relation d'enquête. Observer les "communautés" de logiciels libres », *Sociologie*, Vol. 2, n°2, 2011, p. 165-183. Les auteurs y présentent les enjeux particuliers de cette méthode (l'invisibilité de l'enquêteur notamment, à la fois bénéfique car son effet sur les enquêtés est limité et problématique sur le plan éthiques).

³²⁹ Pour reprendre le terme utilisé par : Murthy D., « Digital Ethnography: An Examination of the Use of New Technologies for Social Research », *Sociology*, Vol. 42, n°5, 2008, p. 837-855.

³³⁰ Par exemple : Kozinet R. V., *Netnography. Doing ethnographic research online*, Thousand Oaks, Sage, 2010. Dans la littérature anglo-saxonne les deux termes sont utilisés de manière concomitante, sans que l'un des deux ne s'impose réellement.

³³¹ Duranton-Crabol A.-M., « Dit sans le dire », *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988, p. 60-71.

³³² Cette idée de « bulle de filtre », théorisée par Eli Pariser (V. Pariser E., *The filter bubble: What the Internet is hiding from you*, London-New York, Viking/Penguin Press, 2011), vise à souligner l'idée que les moteurs de recherche/les réseaux sociaux tendent à isoler les utilisateurs dans des « bulles » perméables aux opinions contraires aux leurs. Le versant positif de cela est que les algorithmes proposent aux utilisateurs des contenus correspondants à leurs préférences apparentes. Ainsi, du fait que nous suivions de nombreux comptes identitaires, le réseau social nous en proposait d'autres, considérant qu'il s'agissait d'une de nos préférences.

sociaux. Pour autant, les auteurs s'accordent sur le fait que cette méthode ne se suffit pas à elle-même³³³.

Ainsi, des informations recueillies lors des observations, ethnographiques ou distantes, sont mobilisées tout au long de la thèse, en filigrane ou de manière explicite. Nous notons cependant plusieurs limites à l'observation prise « seule » en tant que méthode. 1) Dans notre cas, les difficultés d'accès au terrain ont limité l'observation ethnographique. Au-delà des événements publics, nos observations ont été limitées par ce que les enquêtés acceptaient de nous laisser voir. Si nous sommes effectivement « entrée » sur le terrain, les limites que nous ont opposées les enquêtés n'ont pas pu être dépassées sinon ponctuellement³³⁴. 2) De plus, le caractère nécessairement incomplet des observations, souligné à plusieurs reprises, est une seconde limite à l'observation : « on ne peut ni tout voir, ni tout entendre³³⁵ ». Sur le terrain, le chercheur ne peut en effet pas être « omniscient », il choisit son lieu d'observation et ce qu'il observe, ce qui signifie qu'il n'observe pas autre chose au même moment. De ce fait, l'observateur ne peut retenir qu'une partie des informations disponibles : pendant l'observation elle-même, il trie et hiérarchise les informations. 3) Même accepté sur le terrain, l'observation, exercice d'immersion, est chronophage et demande une grande disponibilité, si bien que son rapport coût-bénéfice a pu être questionné³³⁶. 4) Enfin, l'observation ne permet pas d'accéder immédiatement au sens que les acteurs donnent à ce qu'ils font³³⁷. Elle donne à voir les actions, sans en permettre une compréhension immédiate.

Face à ces limites, l'observation n'aurait d'intérêt que dans le cadre d'un dispositif méthodologique plus large : « cet outil n'aurait donc de valeur réelle que combiné à d'autres outils (notamment l'entretien)³³⁸ », qui lui permet justement de surmonter cette dernière limite en donnant l'occasion d'interroger les acteurs. En complément des observations, nous

³³³ Autant Demazière et al (Demazière D., Horn F., Zune M., « Ethnographie de terrain et relation d'enquête. Observer les "communautés" de logiciels libres », *Sociologie*, Vol. 2, n°2, 2011, p. 165-183), que Murthy (Murthy D., « Digital Ethnography: An Examination of the Use of New Technologies for Social Research », *Sociology*, Vol. 42, n°5, 2008, p. 837-855) soulignent que l'observation distante ne permet pas de « tout observer », ni de « tout comprendre ». Elle se double généralement d'observation sur le terrain et/ou d'entretiens.

³³⁴ L'entrée sur le terrain et l'accès pérenne à celui-ci font toujours l'objet d'une « négociation » plus ou moins formelle. Sur ce point, voir : Peretz H., *Les méthodes en sociologie. L'observation.*, La Découverte, 1998, p. 48-78.

³³⁵ Coman R., Crespy A., Louault F., Pilet J.-B., van Haute É., Morin J.-F., *Méthodes de la science politique. De la question de départ à l'analyse des données*, Bruxelles, De Boeck, 2016, p. 185.

³³⁶ Schubert J. N., « Politics under the microscope. Observational Methods in Political research », *International Political Science Review*, Vol. 9, n°4, 1988, p. 307-308.

³³⁷ Ce qui fait émerger le risque d'une surinterprétation des actes des individus par les chercheurs. Un risque que souligne Alban Bensa : « Double paradoxe de l'ethnologie : vouloir être l'autre en espérant par-là atteindre l'intelligence de ses comportements, c'est oublier que chacun, quel qu'il soit, est toujours relativement aveugle à ses propres pratiques. Mais vouloir comprendre cet autre au-delà de lui-même en se posant comme plus lucide que lui, c'est prendre le risque de lui prêter une logique erronée d'action et de pensée » (Bensa A., « De la relation ethnographique », *Enquête*, n°1, 1995, p. 131).

³³⁸ Coman R., Crespy A., Louault F., Pilet J.-B., van Haute É., Morin J.-F., *Méthodes de la science politique, op. cit.*, p. 185.

avons mobilisé des entretiens. Là encore, les entretiens menés sont de diverses natures et répondent à des objectifs divers.

Dans la droite ligne de la démarche compréhensive qui fonde notre rapport à l'objet, nous avons cherché à comprendre le rapport au politique des enquêtés, les logiques de leur engagement, à appréhender leur carrière mais également à accéder à leurs représentations, croyances, valeurs. Ces entretiens, menés avec les militants, représentaient donc un pan important de notre dispositif d'enquête. Nous avons choisi dans la droite ligne de notre démarche hypothético-déductive de réaliser **des entretiens semi-directifs**³³⁹ et **compréhensifs**³⁴⁰ choisissant les thèmes sur lesquels nous souhaitions interroger les enquêtés (nos hypothèses) mais leur permettant, par la place que nous leur laissions, d'entrer dans le « récit de vie³⁴¹ ». Notre grille d'entretien avait été construite préalablement à ceux-ci : les hypothèses issues de la théorie en constituent les grandes lignes³⁴². Cette grille a évolué marginalement au cours du terrain. Certaines « sous-questions » ont été abandonnées, tandis que d'autres ont été ajoutées³⁴³, notamment des questions d'actualité³⁴⁴. Les grands thèmes abordés n'ont cependant pas varié tout au long de la période d'enquête.

Ces entretiens ont fait l'objet d'une prise de note, en général directement sur la grille d'entretien, qui permettaient également de noter des observations sur le militant, son comportement, ses réactions, le cadre de l'entretien, etc³⁴⁵. Ils ont également été enregistrés, avec l'accord de chacun des militants. A l'issue, chaque militant était invité à remplir une fiche avec des données individuelles³⁴⁶, qui permettait de s'assurer que les informations essentielles avaient été collectées. Conclure ainsi l'entretien a été le plus souvent une occasion pour poursuivre l'échange, dans les circonstances toujours différentes de « l'après entretien³⁴⁷ ». Ils ont ensuite été intégralement retranscrits ce qui constitue une première

³³⁹ Ce terme vise à montrer la voie médiane ici adoptée. Il ne s'agit pas d'un entretien *directif*, qui dans sa forme extrême s'apparente à un questionnaire administré par oral. Il ne s'agit pas non plus d'un entretien *non-directif*, pour lequel nous n'aurions pas formalisé de grille d'entretien, ni de direction particulière à l'exception d'une consigne de départ.

³⁴⁰ Selon le nom que leur donne Jean-Claude Kaufmann, (Kauffman J.-C., *L'Entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin, 2013).

³⁴¹ Bertaux D., *L'Enquête et ses méthodes : le récit de vie*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 14.

³⁴² Voir Annexe 2.

³⁴³ En particulier une sur les « lectures militantes » qui s'est avérée particulièrement riche dans les réponses des militants.

³⁴⁴ Si en 2014, les questions relatives à la Manif pour tous avaient du sens, en 2017/2018, l'actualité du sujet s'était éloignée et elles n'en avaient plus guère. Nous n'avons pas directement interrogé les militants sur ce point, les laissant cependant s'exprimer sur ce sujet s'ils l'évoquaient.

³⁴⁵ Beaud S., « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour "l'entretien ethnographique" », *Politix*, Vol. 9, n° 35, 1996, p. 226-257.

³⁴⁶ Voir Annexe 3.

³⁴⁷ L'après entretien, sans être pour autant un « moment de vérité » (ce qui reviendrait à considérer le temps de l'entretien comme celui le moment du mensonge), a souvent été l'occasion de revenir sur des points de l'entretien et d'approfondir sur un ton plus informel des sujets abordés pendant l'entretien. Certains militants, une fois l'enregistrement arrêté ont également évoqué plus volontiers avec nous leur vie familiale par exemple, ou bien les rivalités au sein du mouvement. Ce phénomène est très classique (V. Barbot J., « Mener un entretien en face à face », in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, p. 115-141).

étape de l'analyse³⁴⁸. Pour fastidieux que soit l'exercice, il représente un gain cognitif important. Les écoutes nombreuses que la retranscription suppose ainsi que les relectures consécutives, furent effectivement l'occasion d'analyses préalables, relevant des termes et expressions redondants, des idées clés, guidant dès lors notre réflexion. Dans un second temps, face au volume de données à analyser, un logiciel d'aide à l'analyse³⁴⁹ a été mobilisé de manière à inventorier les entretiens, à les trier, à pouvoir les coder et y adjoindre des « mémos »³⁵⁰. Il nous a permis de faciliter les annotations « en marge », de mener des recherches croisées dans le corpus, affinant ainsi notre analyse. Nous n'avons pas mobilisé les outils de traitement quantitatif intégré au logiciel³⁵¹, ni les modules proposant d'automatiser le codage, préférant maîtriser le plus possible nos opérations sur le corpus et nous rapprocher au maximum du « crayon en main » analytique. Les entretiens ont été analysés à plusieurs niveaux car les questions de recherche qui les traversaient sont diverses. Ils nous apportent des éléments sur les représentations et croyances des acteurs et fondent donc notre approche empirique du corpus idéal des Identitaires. Ils nous fournissent parfois des informations sur l'histoire et la vie du mouvement, ce qui permet d'enrichir la partie sur l'organisation et sur la diffusion. Ils nous permettent de lier le fil de la vie à celui de la vie militante et donc de retracer les carrières. Enfin, ils nous offrent des éléments de compréhension de nos observations et enrichissent ainsi l'ethnographie du mouvement. Pour ces raisons, ils sont mobilisés de façon variées dans le texte, le format de citation s'adaptant à son objectif. Parfois, nous ne citons que quelques mots, notamment quand la citation a une visée informative. Parfois, nous en citons de longs extraits analysés ensuite.

Parallèlement à ces entretiens compréhensifs, nous avons également réalisé **des entretiens informatifs**. Ceux-ci, réalisés avec un cadre et un permanent du mouvement ainsi qu'avec un intellectuel proche du mouvement, avaient pour objectif d'entrer en contact et de contextualiser notre approche. Ils nous ont permis d'obtenir des informations complémentaires sur des points précis, tant sur le plan des idées, que du fonctionnement de

³⁴⁸ Revillard A., « Fiche technique n°8 – Transcrire un entretien », [Consulté le 15/01/2017], URL : annerevillard.com/enseignement/methodes-qualitatives/initiation-investigation-empirique/fiches-techniques-initiation-investigation-empirique/fiche-technique-n°8-transcrire-un-entretien/ ; Rioufreyt T., *La transcription d'entretiens en sciences sociales : enjeux, conseils et manières de faire*, 2016 [Consulté le 15/01/2017], URL : halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01339474/document

³⁴⁹ Nous avons utilisé le logiciel Atlas.ti, un CAQDAS (Computer Assisted Qualitative Data Analysis Software). Sur ce point, voir : Lejeune C., « Au fil de l'interprétation », *Swiss journal of sociology*, Vol. 34, n° 3, 2008, p. 593-603 ; Rioufreyt T., *La transcription d'entretiens en sciences sociales*, art. cit. ;

³⁵⁰ Sur le codage voir : Strauss A., Corbin J. M., « L'analyse de données selon la *grounded theory*. Procédures de codage et critères d'évaluation », in : Cefaï D. (dir.), *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte, p. 363-379 ; Strauss A., Corbin J. M., *Les fondements de la recherche qualitative. Techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*, Fribourg, Academic Press Fribourg, 2004.

³⁵¹ Nous ne l'évoquons pas en détail, mais nous avons également, une fois les retranscriptions achevées, effectué de manière exploratoire une analyse quantitative de ce corpus. Les données qui en sont issues ne sont pas mobilisées dans la thèse.

l'organisation, ou encore de son financement³⁵². En sus, ces « informateurs³⁵³ » ont été des contacts importants dans l'accès au terrain.

Nous avons enfin diffusé aux fédérations de Génération identitaire en Europe un **questionnaire à réponses ouvertes**, portant sur l'histoire de la fédération, sa taille, ses activités³⁵⁴. Les porte-paroles ou les secrétariats nationaux y ont répondu par e-mail. Il ne s'agit pas, bien entendu d'un entretien, qui est par définition une interaction momentanée, basée sur un échange de paroles. Ici l'échange était écrit, d'une part, et différé de surcroît les militants disposant du temps qu'ils voulaient pour nous répondre. Par leur nature, les réponses, le plus souvent longues et développées, constituent un corpus proche néanmoins de celui d'un entretien directif-informatif. Ainsi, ce questionnaire n'échappe pas aux critiques formulées à propos des entretiens.

Malgré cette richesse du matériau et des analyses qu'ils permettent, les entretiens présentent également des limites. En tant qu'interrogation souvent rétrospective, l'entretien (et le questionnaire à réponse ouverte) donne lieu à une reconstruction *a posteriori*, qui peut s'accompagner d'une mise en cohérence, voire susciter chez les enquêtés une tendance à privilégier les événements les plus valorisants pour eux³⁵⁵. En cela, la situation d'entretien, la présence de l'enquêteur, sont réputées avoir des effets sur les propos de l'enquêté³⁵⁶. Sans considérer que les enquêtés nous « mentent », il est également possible que la mémoire leur fasse défaut ou bien qu'ils *croient* ce qu'ils disent mais que ce soit cependant faux³⁵⁷. Ces limites ne conduisent pas nécessairement à disqualifier la méthode, mais plutôt à essayer d'en contrôler les biais. Il est effectivement intéressant d'accéder aux mises en récit des expériences militantes, qui peuvent être analysées *en tant que telles*, pour retranscrire les carrières. Il est également important de les objectiver autant que possible. Ainsi, l'exploitation d'archives nous est apparue comme une méthode complémentaire à ces entretiens.

3. Pour confirmer : l'« invention » des archives

Un corpus d'archives³⁵⁸ très divers tant par ses sources (militantes, publiques, médiatiques, Internet), que par ses supports (journaux, livres, rapports, tracts, sites web) et

³⁵² Quoiqu'elles soient restées vagues sur ce point.

³⁵³ Sur le rôle des informateurs, voir : Whyte W. F., *Street Corner Society*, Paris, La Découverte, 1996 [1943]. Nous revenons plus précisément sur ce point dans la section suivante.

³⁵⁴ Voir Annexe 4.

³⁵⁵ Bourdieu P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, 1986, p. 69-72 ; Lahire B., « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques sociales*, n°8-9, 1996, p. 93-101.

³⁵⁶ Legavre J.-B., « La "neutralité" dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », *Politix*, n°35, 1996, p. 207-225.

³⁵⁷ Pinson G., Sala Pala V., « Peut-on vraiment se passer de l'entretien en sociologie de l'action publique ? », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°5, 2007, p. 555-597.

³⁵⁸ Ce qu'on entend ici par archive est à considérer dans un sens large, dans le sens de la définition légale : « Les archives sont l'ensemble des documents, quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support, produits ou reçus par toute

donc ses formes (textes, images, vidéo) a été mobilisé pour cette thèse. Ce corpus est également divers par le traitement auquel il donne lieu. Aux analyses qualitatives s'ajoutent des analyses quantitatives à travers le codage et la mise en place de base de données. Les informations qu'il fournit sur le mouvement sont également variées (idéologiques, historiques, événementielles).

Ce corpus, que nous avons réuni, se veut le plus large possible, de manière à constituer la première archive d'un mouvement qui n'en possède guère. Nous avons en quelque sorte « inventé nos archives³⁵⁹ » en nous reposant sur des fonds déjà constitués (le dépôt légal, les archives de tracts du Cevipof, les préfectures, la CNCCFP, les moteurs de recherche de la presse, *web-archives*), ou en archivant à notre tour (archivage de sites internet, archivage de tweets, d'illustrations). Ainsi, si l'archive semble « rétive à un usage méthodique³⁶⁰ », ce travail, lui, a été très méthodique : recherche, consultation, captation/récupération³⁶¹ et rangement, aussi bien pour les documents papiers que pour les documents numériques. Ces sources partagent un objet commun : le mouvement identitaire français.

Ces archives, analysées diversement, sont mobilisées en divers endroits de la thèse avec des fonctions variées. Les journaux militants et les sites web archivés contribuent à la fois à l'analyse idéale et à retracer l'histoire du mouvement. Les archives publiques (dossier des associations, comptes de campagne) contribuent également à cette histoire organisationnelle. Certaines revues de presse ainsi que le corpus de tweets archivés, par une analyse à la fois qualitative et quantitative, permettent de suivre des *formules*. D'autres revues de presse sont utilisées pour repérer des évolutions dans leurs modes d'actions militantes. Les tracts et documents visuels quant à eux illustrent de manière transversale toute la thèse, permettant d'étayer nos arguments.

Comme le montre cette présentation croisée des méthodes utilisées dans cette thèse, notre approche se veut véritablement mixte. Elle combine différentes approches pour, d'une part, répondre à l'ensemble de nos questions de recherche et, d'autre part « garder à vue »

personne physique ou morale, et par tout service ou organisme public ou privé, dans l'exercice de leur activité. La conservation de ces documents est organisée dans l'intérêt public tant pour les besoins de la gestion et de la justification des droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, que pour la documentation historique de la recherche ».

³⁵⁹ Pour reprendre l'expression de : Israël L., « L'usage des archives en sociologie », Serge Paugam (dir.), *L'enquête sociologique*, Presses Universitaires de France, 2012, p. 167-185.

³⁶⁰ *Ibid.*

³⁶¹ Nous avons en effet photographié de nombreux documents, ce qui nous a permis, au-delà des prises de note lors de la consultation, de pouvoir y revenir fréquemment. Cela n'a d'ailleurs pas été sans attirer les regards intrigués puis amusés, de nos collègues à la Bnf qui nous voyaient photographier, page à page, pendant des heures, les magazines des Identitaires.

les limites de chacune des méthodes en procédant à une triangulation permanente des données recueillies.

Comme nous l'avons montré, chaque méthode prise *seule* ne peut permettre la connaissance. Les données sociologiques *seules* sont insuffisantes à la compréhension des raisons, accessibles uniquement par l'entretien et l'observation. Les entretiens *seuls* ne permettent pas de collecter d'informations sur l'ensemble de la population (à moins d'avoir pour échantillon la population entière, possibilité théorique impossible à mettre en œuvre), si bien que la structure sociologique de la population n'est accessible que quantitativement. De même, les archives et observations permettent de compléter les récits militants, mais offriraient *seules* une vision partielle du mouvement, saisi par ses *traces* et donc désincarné. Ce n'est qu'en multipliant les lieux de collecte, en multipliant les méthodes, de collecte et d'analyse en fonction de nos hypothèses de recherche, que nous parvenons à la fois, à établir des régularités, à comprendre et à confirmer.

Section 2 – Collecte des données : la recherche en actes

Quels matériaux ont été collectés pour la thèse ? Comment ont-ils été obtenus ? Cette section entend répondre à ces deux questions.

Encadré : Matériaux collectés pour la thèse (2014-2020)

Entretiens

- 38 entretiens semi-directifs de type « récit de vie », avec 36 militants ou cadres du mouvement identitaire français d'une durée de 35mn à 3h05 (1h25 en moyenne). 7 ont eu lieu en 2014, 31 en 2017-2018. (*Deux militants ont été interrogés à deux reprises, en 2014 et 2018*).
- 3 entretiens informatifs : entretien avec Paul, en charge de la fédération francilienne (2017) ; entretien avec J.-Y. Le Gallou (2018) ; entretien avec Alexandre, chargé de communication de GI (2019).

Observations (*carnet de terrain, prise de notes et photographies*)

- Observations ethnographiques (2014-2018) :
 - A Paris : manifestation pour la Remigration (2014) ; marche de la sainte Geneviève (2017 et 2018), manifestation « Défendons l'Europe ».
 - A Rouen : réunion informelle des militants et visite du local militant (2017).
 - A Nice : observation au local militant (2017).
 - A Lille : observation au local militant (2017).
- Observation distante (2014-2020) : suivi des pages officielles et individuelles sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Telegram, Instagram, Discord).

Archives

- Archives publiques archives préfectorales des associations (déclarations, statuts, changement de statuts des associations identitaires, nationales et locales) ; CNCCFP (compte des partis).
- Archives militantes : ouvrages, journaux, tracts, affiches, sites internet, réseaux sociaux, documents internes transmis par des militants ; bilan analytique des adhésions (2014) réalisé par les secrétariats des associations et transmis par eux ; fichier partiel des adhésions (2016-2019) transmis par Génération identitaire.
- Revue de presse (*constituée à partir de Factiva et Europress*) : intégrale de l'AFP (2002-2018) ; *Le Monde* (2002-2018) ; *Le Figaro* (2002-2018) à partir d'une requête ciblant le mouvement identitaire.

Matériaux européens

- Prise de contact et envoi de 6 questionnaires à questions ouvertes, en anglais, administrés par e-mail, entre février 2018 et mai 2019, auprès des fédérations européennes (Allemagne, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, République Tchèque, Slovaquie).
- Observation distante (2015-2020) des fédérations identitaires européennes (Allemagne, Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, République Tchèque, Slovaquie, Russie) : suivi des pages officiels des antennes du mouvement et des pages individuels de leurs leaders (Facebook, Twitter, Telegram, Instagram).

1. Sur le terrain : entrer et enquêter en « milieu fermé »

Comment sommes-nous entrée sur le terrain clos que constitue le milieu identitaire ? Quelles stratégies de présentation avons-nous mises en œuvre ? Au-delà de la réflexivité que cet exercice suppose, il nous permet de présenter les logiques auxquelles répondent nos orientations de recherche, les données recherchées et les données effectivement collectées.

Nous avons mené cette enquête **en deux phases distinctes**, correspondant à deux étapes de notre recherche. La première phase s'est déroulée **entre mars et juillet 2014** dans le cadre d'un mémoire de recherche de deuxième année de Master, consacré aux militants franciliens du Bloc identitaire et de Génération identitaire. Nous avons alors rencontré 7 militants dans le cadre d'entretiens semi-directifs : 3 du BI et 4 de GI. La seconde phase s'est déroulée **entre mars 2017 et janvier 2018**, elle a donné lieu à 31 entretiens semi-directifs dans 8 villes françaises, 29 enregistrés et 2 entretiens de suivi d'enquêtés de 2014 non enregistrés. **Ces 38 entretiens semi-directifs** se sont déroulés dans des lieux publics (cafés ou restaurant). Ils représentent 51h d'enregistrement audio ; leur retranscription intégrale constitue un fichier de 732 pages, 465 000 mots et plus de 2,5 millions de caractères.

Nous avons également mené **3 entretiens informatifs**. En amont de notre retour sur le terrain, en 2017, nous avons rencontré Paul, chef de la fédération de GI à Paris. Nous avons également interrogé Jean-Yves le Gallou, figure de la mouvance identitaire et Président de la fondation Polémia et de l'Institut Iliade, en 2018. Enfin, alors que nous sollicitons des informations complémentaires durant la phase de rédaction, en 2019, nous avons obtenu un entretien de plusieurs heures avec Alexandre, chargé de communication de GI, permanent du mouvement. Ceux-ci n'ont pas été enregistrés.

Nous avons également **mené des observations** (4 lors de manifestations, 1 lors d'une réunion informelle des militants, 2 lors de moments de convivialité dans les locaux militants, 1 lors d'une visite d'un local militant). Ces observations ont également été l'occasion d'échanges avec les militants. Nos observations et photographies ont été consignées *a posteriori* dans notre carnet de terrain.

Après avoir présenté les conditions et les stratégies qui ont permis notre entrée (1) et notre maintien sur le terrain identitaire (2), nous nous arrêterons sur la présentation de nos enquêtés (3).

1. Les entrées sur les terrains : les Identitaires *gate-keepers*

En 2014, nous avons tenté d'entrer sur le terrain via une prise de contact institutionnelle : ni les demandes d'entretien, par e-mail ou via les réseaux sociaux, ni les relances envoyées n'avaient alors reçu de réponse. Cette voie, la plus « institutionnelle », s'est donc révélée infructueuse. Nous avons accepté la proposition d'un étudiant en science politique, militant à l'Union nationale inter-universitaire (Uni) dans une faculté francilienne. Celui-ci a parlé de nos recherches à des militants identitaires (qui militaient également à l'Uni³⁶²) leur transmettant nos coordonnées. Celles-ci sont alors « remontées » jusqu'au chef de la fédération francilienne du BI, qui nous a contactée, acceptant de nous accorder un entretien. Ce premier entretien, avec Armand [2014_1], nous a été présenté comme un test : « Pose-moi tes questions, si ça me va, je te laisserai voir mes militants », nous a-t-il expliqué en préambule, alors que nous nous rejoignons dans un bar à proximité de la place Saint-Michel (Paris). A l'issue de l'entretien, il a accepté que nous interroguions d'autres militants, à condition d'assister au préalable à une manifestation organisée par le BI à Paris, Place d'Italie³⁶³. Ce fut l'occasion de mener notre première observation et de pénétrer le « monde » des Identitaires. Armand nous a présentée d'autres militants en particulier Rémi [2014_2] et Louis [2014_4] et transmis les coordonnées d'Antonin [2014_5] et Eugénie [2014_3]. Je les ai rencontrés dans les semaines qui ont suivi. Louis m'a, à son tour, mise en relation avec Nathan [2014_6] et Hortense [2014_7]. Ainsi, une fois « introduite », une fois le principe de mes recherches acceptées par le haut, les militants se sont rendus disponibles pour les entretiens.

Le retour sur le terrain en 2017, s'est avéré tout aussi complexe, en dépit des contacts déjà établis. Nous avons recontacté d'anciens enquêtés, en commençant par les « plus hauts » dans la hiérarchie de l'organisation. Armand [2014_1] est le seul à avoir répondu à nos sollicitations. Nous l'avons donc revu 3 ans après notre premier entretien et il a contacté pour nous le chef de la fédération francilienne de Génération identitaire. S'il nous a « introduit » auprès de la nouvelle génération de militants franciliens, nous avons cependant dû « ré-entrer » sur le terrain : le chef de la fédération francilienne, Paul nous a de nouveau testée, au cours d'un entretien de plus d'une heure. Tout au long de celui-ci, Paul nous a interrogée (présentation de soi, de nos recherches, de notre questionnaire), avant de sonder

³⁶² Ce qui représente déjà un indice sur la multipositionnalité des acteurs.

³⁶³ Ce que nous avons analysé comme la recherche d'une preuve de notre motivation, de ce que nous étions prête à « donner » en retour. Ces « contre-dons » sont importants dans la phase de négociation (V. Peretz H., Peretz H., *Les méthodes en sociologie. L'observation.*, La Découverte, 1998, p. 48-78).

nos connaissances sur le mouvement ainsi que nos hypothèses de travail, sans oublier nos opinions politiques, sur lesquelles nous sommes restée vague³⁶⁴. Un véritable interrogatoire, que nous avons su retourner pour obtenir des informations sur la situation de GI en Ile-de-France et en France. Il nous a mise en garde, soulignant à plusieurs reprises qu'il ne souhaitait pas que la « fédération devienne un zoo », signifiant par-là que nos observations de terrain seraient strictement encadrées. A Paris, malgré nos demandes, nous n'avons pas pu mener d'observation, si ce n'est des événements publics auxquels nous nous présentions sans demander d'autorisation préalable. Une fois l'aval du chef reçu, les prises de contact ont été aisées. Paul nous a adressé un mail en ajoutant tous les membres du bureau parisien en copie, leur signifiant qu'ils pouvaient répondre favorablement à nos demandes de contact. De nouveau, une fois introduite, les militants se sont rendus disponibles et nous ont fourni de nouveaux contacts franciliens.

Notre terrain ne se limite pas à Paris. Ayant réalisé, préalablement à la phase d'enquête, des recherches approfondies sur le mouvement et son implantation en France, notamment à travers l'observation distante, nous avons établi une liste des fédérations à contacter et à visiter. Notre objectif était alors, dans une recherche de significativité, de visiter les fédérations les plus diverses possibles selon plusieurs dimensions : durée d'implantation (des fédérations les plus anciennes aux plus récentes), taille de la fédération (de celles où les militants étaient nombreux aux plus petites), répartition territoriale (en visant la fidélité à la répartition observée et une répartition dans l'ensemble de la France).

Dans un premier temps, nous nous sommes concentrées sur les fédérations les plus *actives*. En effet, considérant que certains enjeux matériels contraindraient forcément cette étude (le temps de contact, les délais de réponse, de relance, les délais d'organisation du déplacement et des entretiens, le temps des déplacements), il fallait que le déplacement « mérite » d'être fait et que nous soyons sûre de pouvoir rencontrer des militants et/ou réaliser des observations au cours de celui-ci³⁶⁵. Dans le cas où certaines fédérations refusaient nos demandes d'entretien ou ignoraient nos sollicitations, nous prenions systématiquement contact avec la fédération à la fois la plus active et la plus proche géographiquement. Par exemple, suite au refus de la fédération angevine, nous avons contacté les militants nantais. Enfin, nous avons identifié que certaines fédérations

³⁶⁴ Cf. *infra*.

³⁶⁵ Ce qui n'a pas empêché quelques déceptions, par exemple à Lyon. Nous y sommes partie avec l'intention de mener des observations au local militant et avons recueilli un accord de principe de la part des enquêtés. Finalement, ils ont annulé notre venue au dernier moment.

fonctionnaient en *cluster*. Les mêmes militants réalisent des actions comparables dans des zones géographiques marginalement différentes. La seule différence est la façade. Par exemple GI Cannes, GI Aix-en-Provence et GI Avignon possèdent chacune leur page sur les réseaux sociaux³⁶⁶, mais les individus militant dans chacune sont les mêmes. Il en va de même en Normandie, où GI Rouen, GI Le Havre et GI Caen étaient alors un *cluster*. Dans ces cas-là, nous avons contacté la fédération qui semblait centrale au sein du *cluster*.

Nous avons sollicité des entretiens auprès de dix-huit fédérations (illustration 1). Cinq ont refusé de nous recevoir (en rouge), quatre n'ont jamais répondu (en orange), une a accepté le principe mais a cessé de nous répondre alors que nous organisions le déplacement (en bleu) et huit nous ont reçue (en vert).

Illustration 1 - Les 18 fédérations identitaires contactées



Le terrain a été l'occasion de faire un tour de France des Identitaires : débutant à Paris (février à juillet 2014 puis juin 2017), passant par Lyon (mai 2017), Rouen (juin 2017), Lille à deux reprises (juillet 2017 et janvier 2018), Toulouse (juillet 2017), Nice (septembre 2017), Aix-en-Provence (octobre 2017) et Montpellier (décembre 2017). Si, dans chacune de ces fédérations, nous avons tenté de contacter les militants par les voies les plus

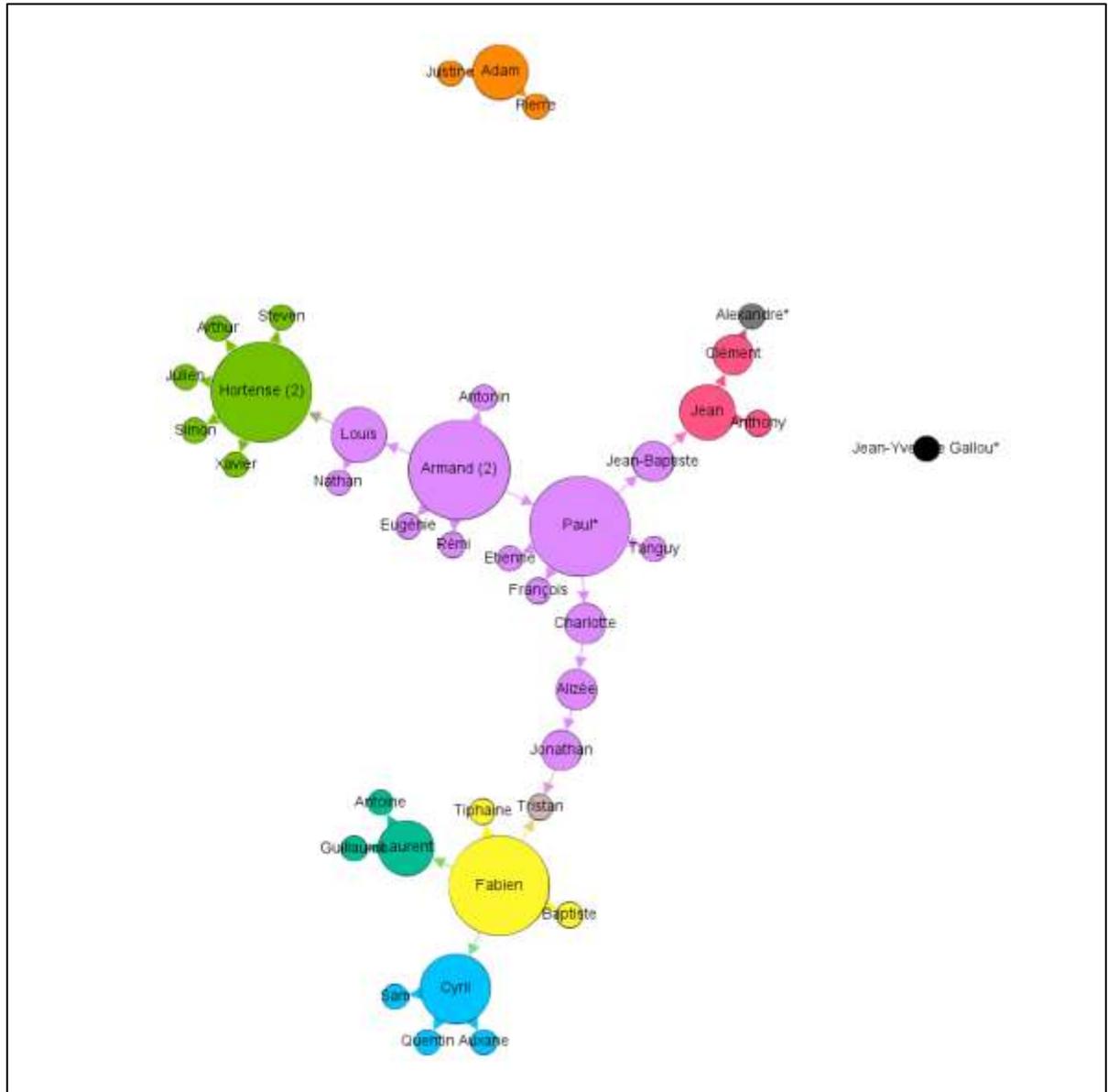
³⁶⁶ Il s'agit ici d'une stratégie de communication, sur laquelle nous reviendrons (*cf. infra* chapitre 4).

institutionnelles (e-mail, messages sur les réseaux sociaux), dans de nombreux cas nous ne sommes parvenue à obtenir des entretiens que grâce à l'intervention de militant déjà interrogés (graphique 1). Un militant parisien a, par exemple, sollicité pour nous un membre du bureau lyonnais. À Toulouse, une militante rencontrée en 2014 a joué les intermédiaires. Les militants lillois se sont renseignés sur nos recherches auprès d'autres fédérations avant de nous donner leur accord. À Nice et Aix-en-Provence, un militant rouennais nous a recommandée auprès des leaders locaux. À Montpellier, les militants ont répondu à nos sollicitations, admettant néanmoins qu'ils avaient « entendu parler » de nos recherches avant de nous recevoir. Seuls les militants rouennais nous ont reçu sans être (pour autant que nous le sachions) préalablement renseignés³⁶⁷.

Enfin, nous avons tenté de contacter des militants et cadres identitaires partis au Rassemblement national (élus et collaborateurs). Quand nos sollicitations n'ont pas reçu de réponse, nous avons essayé de mobiliser des intermédiaires puisque cela semblait efficace : malheureusement malgré cela, ils ont refusé de nous répondre. Par exemple, nous avons contacté Damien Rieu directement, sans qu'il nous réponde. Nous avons ensuite demandé à François [2017_2] de lui transmettre notre requête : celui-ci nous a répondu dans un premier temps en nous demandant des précisions sur l'entretien, avant de nous transmettre le refus de Damien Rieu. Un autre cadre local RN, dont le passage par les Identitaires est moins public, ne nous a simplement jamais répondu malgré nos relances. Autre exemple, Philippe Vardon, que nous avons contacté directement, a semblé accepter le principe d'une rencontre, avant d'arrêter de nous répondre lorsque nous cherchions à fixer une date pour l'entretien. Tentant parfois de faire oublier leur passage chez les Identitaires, ils ne souhaitaient apparemment pas participer à une enquête les concernant et nous ne pouvions (plus) en cacher la nature dans ce « petit » milieu. Un militant interrogé a par la suite rejoint le RN, ce qui nous a permis d'analyser, à travers son cas, cette poursuite de carrière, mais cela ne permet pas de compenser parfaitement l'absence d'entretien avec ces acteurs : cela constitue un angle mort de notre recherche.

³⁶⁷ Cela pourrait s'expliquer par le fait que le leader local a poursuivi des études universitaires en sciences sociales et a été formé aux méthodes de la recherche, comme il l'a souligné lors de notre entretien. Il nous a fait part à plusieurs reprises du fait qu'il « comprenait [notre] situation » et nous a aidée à de nombreuses reprises à entrer en contact avec d'autres fédérations.

Graphique 1 -Les entretiens : effet « boule de neige »



Légende :

- En vert, les militants de GI Toulouse
- En rose, les militants de GI Paris
- En rouge, les militants de GI Lyon
- En marron, le militant de GI Lille
- En jaune, les militants de GI Rouen
- En vert foncé, les militants de GI Aix-en-Provence
- En bleu, les militants de GI Nice
- En orange, les militants de GI Montpellier
- (*) Entretiens informatifs ; (2) Entretiens menée en 2014 et en 2017

Lecture : Chaque cercle représente un enquêté. Les flèches (directionnelles) indiquent les mises en relation. *Par exemple, Armand a transmis le contact de Louis, Rémi, Paul, Antonin et Eugénie. Louis a donné celui d'Hortense, etc.* La taille du cercle de chaque militant dépend du nombre de contacts transmis. La couleur du cercle dépend de la fédération de rattachement de chaque militant.

Pour conclure sur ces « entrées », nous aimerions insister sur trois points. Tout d'abord, il nous apparaît clairement que **sans l'intervention d'intermédiaires, notre enquête n'aurait pas abouti**. Notre premier intermédiaire, tiers non participant, ni à l'enquête, ni à l'organisation a été déterminant de ce point de vue. Par la suite, les militants ont endossé ce rôle, nous recommandant auprès des fédérations régionales dont ils étaient proches. Cette nécessité d'un intermédiaire montre la méfiance de l'organisation vis-à-vis de la recherche universitaire, qu'ils connaissent pourtant mal en général³⁶⁸. De leur propre aveu, les militants sont très sollicités pour ce type de recherche. À Lille, par exemple, où se côtoient plusieurs cursus en science politique, ils sont régulièrement contactés par des étudiants de Lille 2 et de l'IEP, refusant systématiquement ces demandes, qu'ils estiment trop nombreuses et parfois trop pressantes. Il y a fort à parier que notre recherche aurait connu le même sort si nous avions eu Lille pour premier terrain d'enquête. Notons enfin que les militants familiers de la recherche universitaire (ayant réalisé des mémoires de recherche en sciences sociales par exemple) se sont montrés les plus enclins à nous aider dans notre enquête. Nous avons ainsi rapidement compris que « le soutien d'individus clés dans le groupe ou l'organisation que [nous] étudi[ons] avait une importance cruciale³⁶⁹ ». Ensuite, et du fait de cette méfiance, **le mouvement met en place des « barrières » à l'entrée**. Les contacts institutionnels sont impossibles et ne reçoivent pas de réponse. Les prises de contact doivent emprunter une voie hiérarchique. Par exemple, aucun militant n'a pris l'initiative de nous répondre sans que le/les leader-s locaux ne soient au courant, ni sans que nous les ayons rencontrés. Le chercheur est soumis à des tests. Il doit donner des gages, les leaders évaluant d'une part la crédibilité et d'autre part la neutralité des questions et des échanges. En cela, le terrain est donc « fermé » et réclame un fort contrôle de sa présentation de soi. Ce verrouillage du terrain explique par ailleurs la structure en « boule de neige » des entretiens obtenus (graphique 1). De certains militants dépendent l'accès à d'autres. Malgré tout, **une fois ces barrières franchies, une fois les gate-keepers convaincus, les « verrous » sautent**. Une fois introduite dans le monde des Identitaires, les militants ont accepté de nous rencontrer, de nous répondre, de nous transmettre de nouveaux contacts, de partager avec nous de la documentation militante, publique (tracts, magazines) et privée (fiche de formation), voire des données rares (données sur les adhérents et les adhésions à deux reprises). Ces barrières, levées ou baissées, sont pareilles à des frontières, séparant le monde

³⁶⁸ Rares sont les militants qui connaissent des travaux, voire savent que des travaux existent sur les Identitaires. Ce n'est pas une particularité (V. Bachelot C., Combes H., Dechezelles S., Haegel F., Leclercq C., « Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Éléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, n°4, 2010, p. 31-46).

³⁶⁹ Nous reprenons ici l'idée de William Whyte en l'occurrence à propos de la relation qu'il a tissée avec Doc (Whyte W. F., *Street Corner Society*, Paris, La Découverte, 1996 [1943], p. 326).

des profanes – des étrangers, du monde à part des Identitaires. Celui qui les franchit est « accepté » et le contrôle exercé sur lui diminue. Nous avons perçu cette évolution sur le terrain. Alors que lors de nos premières observations, à des manifestations notamment, un militant était chargé de nous « piloter », orientant nos observations, dirigeant notre attention vers certains militants, cherchant à nous indiquer à qui nous pouvions parler ou pas, ce contrôle s'est progressivement estompé. Par exemple, lors de notre observation au local identitaire lillois, les militants omettaient de prévenir les nouveaux arrivants de notre statut de chercheur, signe à notre sens que la méfiance s'était estompée.

2. (Se) composer avec les Identitaires

Comme nous le soulignons, ce terrain « verrouillé » et « sous surveillance » a réclamé un fort contrôle de notre présentation. Quelles stratégies avons-nous mises en place pour entrer et nous maintenir sur le terrain ?

2.1. Prendre contact

Dès le début, nous avons choisi de réaliser cette enquête à visage découvert³⁷⁰. Nos e-mails de prise de contact, émanant de notre boîte mail personnelle, étaient tous construits sur le même modèle et nous en reproduisons un ci-dessous (illustration 2), de manière à expliciter notre stratégie de présentation lors de la prise de contact.

Illustration 2 - E-mail de demande d'entretien



³⁷⁰ Contrairement donc à l'enquête de terrain menée précédemment sur les Identitaires (V. Bouron S., « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires. » in : Bouron, Drouard (dir.), Les beaux quartiers de l'extrême droite, Agone, Marseille, 2014). Nos échanges avec Samuel Bouron à propos du terrain, tendent à souligner que les informations recueillies ne présentent pas de différences fondamentales, ce qui est également intéressant.

Premièrement, nous utilisons à notre avantage les prénotions de nos enquêtés. Plusieurs exemples sont perceptibles : 1) nous nous présentons comme « chercheur en science politique », et non comme « chercheuse en science politique », ni « chercheur en **sociologie** politique » et encore moins comme « chercheuse en **sociologie** politique ». Consciente du fait que nos enquêtés sont rétifs à la féminisation des titres et professions et qu'ils considèrent la « sociologie », comme une discipline de « gauche » voire, d'« extrême-gauche », nous avons évité d'y faire référence³⁷¹. 2) la mention d'Assas, considérée par eux comme une université « de droite », avait le même objectif. **Deuxièmement, nous entendons crédibiliser notre démarche**, tant sur le plan de la recherche (en se présentant comme *chercheur* plutôt que *doctorant*, en mentionnant notre laboratoire de recherche, en mettant le lien vers la page du site theses.fr.), que sur l'enquête elle-même (en présentant l'avancement de notre enquête, en détaillant les militants déjà interrogés de sorte qu'ils savaient vers qui se tourner pour se renseigner). **Troisièmement, nous entendions activer la « compétition » entre les fédérations**, dont nous savions qu'elle existait dans d'autres arènes³⁷². Ce levier s'est révélé utile : certains militants ont par exemple souligné, quand je les remerciais de m'avoir reçue, « tu as déjà été partout, il fallait bien que tu viennes ici aussi ». **Quatrièmement, notre objectif était d'ouvrir la discussion et de susciter des questions en retour.** Si notre e-mail s'achève sur une requête, celle-ci n'est pas formulé sous la forme interrogative mais emprunte une formulation positive (*je serais heureuse, je souhaiterais savoir*), et volontairement vague (contenu de l'entretien, conditions de son déroulé)³⁷³. En résumé, notre stratégie consistait à anticiper la méfiance des enquêtés à l'égard de notre démarche, pour la limiter.

2.2. Sur le terrain : au cours des observations et entretiens

Une fois le principe de l'entretien accepté et celui-ci organisé³⁷⁴, nous devons en fixer le cadre de déroulement. En tant qu'interaction « dissymétrique³⁷⁵ » et en partie

³⁷¹ Plus largement, l'extrême droite soupçonne les chercheurs d'être des « gauchistes ». Sur le FN : Crépon S., *La nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; Voir, sur les Identitaires : Casajus E., « identité de groupe chez les Identitaires : esthétiser les siens, se distinguer des autres », *Interrogations ?*, n° 21, 2015.

³⁷² Par exemple, les fédérations sont en compétition les unes vis-à-vis des autres lors de l'Université d'été, de tournois, mais également tout au long de l'année (sur le nombre d'action militante réalisées par exemple).

³⁷³ Comme le souligne Janine Barbot, « l'accord de l'enquêté sur le principe de l'entretien ne suppose pas une adhésion à toutes les modalités de l'enquête », certains points étant plus facile à aborder une fois l'accord sur le principe obtenu. (Barbot J., « Mener un entretien en face à face », in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2012, p. 120).

³⁷⁴ De l'acceptation du principe au début de l'entretien des échanges multiples se succèdent, pour convenir d'une date et d'un lieu, et enfin pour se retrouver sur le lieu convenu : ces échanges essentiellement formels peuvent toutefois donner une ambiance particulière l'entretien. Dans le cas de nos enquêtés, il était fréquent que nous ne puissions les reconnaître (pas de photo en ligne), l'inverse étant également exact : se retrouver dans un lieu public peut alors prendre des allures de rendez-vous « clandestins » (chacun décrit ses vêtements, des signes distinctifs, etc), ce qui contribue à créer une forme de connivence dès le début de l'interaction.

³⁷⁵ Dans sa critique de *La misère du monde*, Nonna Mayer souligne que Pierre Bourdieu a juste sur ce point tout en réfutant la façon dont il entend résoudre la dissymétrie (V. Bourdieu P. (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993 ; Mayer N., « L'entretien selon Pierre Bourdieu », *Revue française de Sociologie*, Vol. 36, n°2, 1995, p. 355-370).

« virtuelle », il nous revenait d'en expliciter les « règles » aux enquêtés. Notre présentation et nos comportements tout au long des entretiens et observations devaient eux aussi être maîtrisés.

Avant de démarrer l'entretien, nous interrogeons les enquêtés : « est-ce que tu sais sur quoi je travaille ? ». Tous nous ont demandé de présenter notre démarche, ce qui nous a permis de préciser les règles de cet échange, face à des enquêtés qui ne connaissent pas la relation d'enquête. Nous avons rapidement « rodé » un discours de présentation, que nous reproduisons ici :

« Je fais une thèse en science politique, à Assas, et je m'intéresse à Génération identitaire. J'ai commencé en 2015 et j'ai obtenu un contrat doctoral pour faire mes recherches, ce qui me permet de m'y consacrer. Ce sur quoi j'insiste toujours lors des entretiens, c'est sur ma démarche qui est [pause] ce qu'on appelle dans notre jargon « compréhensive », ça veut dire que je cherche à *comprendre* comment toi, *personnellement*, tu es arrivé chez GI, ce que *tu* penses, ce que *tu* fais, ce que *tu* veux. [pause] L'entretien ce n'est pas comme une interview ou comme un débat. Je ne suis ni une journaliste, ni une militante, c'est-à-dire que je ne cherche pas à dévoiler de scoop – de toute façon d'ici à ce que je finisse ma thèse tout sera périmé [rires] – et je ne cherche pas non plus à entrer dans un débat de fond avec toi, sur tes convictions, tes idées, tes opinions. Je veux juste en savoir plus pour toi, comprendre *ta* démarche. »

Les stratégies qui ressortent de cette présentation sont en partie similaires à celles utilisées dans notre e-mail de demande d'entretien. **Nous utilisons de nouveau à notre avantage les prénotions de nos enquêtés** : nous introduisons la double distinction chercheur-journaliste et chercheur-opposant politique, pour nous positionner sous un angle plus favorable que ces deux figures abhorrées. Ceux-ci sont en effet considérés comme « de l'autre bord », nécessairement malhonnêtes, menteurs, manipulateurs. **Nous essayons également de crédibiliser notre démarche**, par exemple, en mentionnant le fait que nos recherches étaient financées. Cette information a de surcroît, produit un second effet, plus inattendu : les enquêtés étaient flattés, considérant qu'il s'agissait d'une marque de reconnaissance. Pour eux, si une université avait accepté de financer une thèse sur ce sujet, c'était donc qu'ils étaient « importants ». **Enfin, il nous permet de fixer les « règles » de l'entretien et (en filigrane) de notre analyse.** A travers cette présentation, nous nous engageons donc implicitement, en proposant une interaction « neutre » (ou du moins visant la neutralité) et non contradictoire. Nous essayons également d'établir une forme de confiance, plus propice à la confiance, de faire entrer l'enquêté dans la relation d'enquête (que nous connaissons mais qu'il n'a jamais expérimentée) : nous nous engageons à l'écouter (usage intense de la deuxième personne du singulier), nous sollicitons son honnêteté et sa confiance sur les

éléments dévoilés (en soulignant avec humour que tout sera « périmé 3 ans après »). De surcroît, nous informions les enquêtés qu'ils seraient anonymisés dans le texte de cette thèse³⁷⁶ (information qui revêtait une importance relative selon les militants).

Après avoir recueilli leur accord (oral) pour enregistrer, et avoir prévenu que nous démarrions l'enregistrement³⁷⁷, l'entretien débutait, généralement marqué par un nouveau « sérieux » du militant (qui réajustait sa position, se redressait, prenait un ton plus assuré). Notre consigne de départ était volontairement large, permettant au militant de commencer son « récit » librement : « *J'aimerais que l'on parle de ton engagement. Comment tu es arrivé chez les Identitaires ?* ». Dans les entretiens, nous cherchions à limiter nos relances, privilégiant des signaux non-verbaux d'acquiescement et d'encouragement (hochement de tête, sourires), quitte à laisser des silences. Nous avons autrement tenté d'interroger les militants sur le « comment » plutôt que le « pourquoi », conformément à la « ficelle » d'Howard Becker³⁷⁸. Notre grille d'entretien³⁷⁹ était très détaillée : elle nous a plutôt servi de *checklist* au fur et à mesure que les militants abordaient les sujets sur lesquels nous recherchions des informations. Enfin, nous avons tenté tout au long des entretiens et des observations de contrôler nos réactions aux propos parfois dérangeants des enquêtés. S'il est facile de ne pas « répondre » et de laisser le militant développer sa pensée, encore faut-il maîtriser tout le langage « non-verbal », important dans le cadre des entretiens. Nous avons donc fait de notre mieux pour ne pas réagir de manière visible. En retranscrivant, nous nous sommes aperçue que, ponctuellement, notre surprise, voire notre gêne, étaient audibles d'une part et que, d'autre part, parfois choquée par des propos, nous avons changé brutalement de sujet. Ces situations sont cependant restées rares et elles n'ont jamais été suffisamment importantes, nous semble-t-il, pour avoir des effets profonds. Aucun militant n'a semblé relever le changement, aucun n'a changé de sujet ou de discours soudainement, aucun ne s'est interrompu ou excusé. Elles sont devenues, nous semble-t-il, de plus en plus rares au cours de l'enquête, puisque nous nous habituions à leurs discours, modes de pensée et formules.

³⁷⁶ Tous les prénoms des militants ont été changés et nous avons pris soin de ne partager que les éléments individuels importants à l'analyse, pour les rendre le moins « reconnaissable » possible. Cela représente un réel défi sur un groupe aussi petit, où le niveau d'interconnaissance est très élevé. De manière à conserver les « propriétés sociales » des prénoms, nous nous servons de l'outil développé par Baptiste Coulmont, qui propose des prénoms aux « propriétés sociales » similaires à partir des moyennes obtenues à l'examen du baccalauréat. (Coulmont B., « L'anonymisation automatique des enquêtés », 12/10/2012. [Disponible 14/10/2018] URL : coulmont.com/blog/2012/10/12/anonymiser-les-enquetes/).

³⁷⁷ Sur notre téléphone portable, posé sur la table, ce qui permet de rapidement oublier cet objet si commun désormais.

³⁷⁸ Becker H., *Les Ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La Découverte, Paris, 2002 [1998].

³⁷⁹ Voir Annexe 2.

Notre présentation sur le terrain est partagée entre des éléments « contraints » sur lesquels nous n'avons pas de prise et d'autres que nous avons pu adapter au terrain.

Tout d'abord, certains éléments de notre identité ne pouvaient être modifiés et ont sans doute produit des effets³⁸⁰. Le fait d'être française, d'origine française, par exemple, de porter un prénom et un nom aux consonances françaises, a peut-être joué en notre faveur dans notre accès au terrain. Notre âge, proche de celui de la plupart des enquêtés³⁸¹, a également pu jouer comme un facteur de proximité et ainsi faciliter les échanges. Nous entretenions d'ailleurs cette proximité en proposant aux enquêtés de nous « tutoyer » s'ils le souhaitaient (et s'ils ne l'avaient pas fait avant). Nous avons d'ailleurs remarqué qu'avec les enquêtés les plus jeunes, les entretiens ont été moins immédiatement fluides. Les militants entraient parfois dans un rôle un peu scolaire, cherchant « la » bonne réponse à nos questions³⁸². Il fallait alors « rompre la hiérarchie³⁸³ ». Le fait d'être une femme a eu un rôle ambivalent. Il semblerait que des collègues masculins soient parvenus à accéder à des espaces dont nous avons été exclue malgré des demandes répétées (par exemple des observations de collage ou de tractage). Simultanément, cela nous est apparu parfois comme un avantage, notamment lors des entretiens (l'écoute étant considérée comme une qualité « féminine » mais aussi parce qu'il nous était possible de feindre la « naïveté » sans que cela nous soit reproché, ce qui nous a permis d'accéder à de nouvelles informations). Ainsi, s'il est difficile de le démontrer, nous avons eu le sentiment que l'univers de représentations viriles (voire chevaleresques) dans lequel évoluent les militants a pu jouer en notre faveur, par exemple dans l'investissement de certains pour nous aider à trouver des contacts, à récupérer des informations, ou dans leur tolérance vis-à-vis de nos relances - parfois insistantes.

Au-delà de ces éléments invariants sur lesquels nous n'avions pas de prise, nous avons « bricolé » des éléments au fil des interactions, des sollicitations, des questions des militants. Nous avons eu tendance à neutraliser nos convictions politiques. Interrogée, par exemple, sur nos intentions de vote au cœur de la campagne présidentielle de 2017, nous avons répondu que nous votions « blanc »³⁸⁴. La plupart des militants présumaient que nous

³⁸⁰ Comme le rappelle Jean-Claude Combessie, « le sociologue [...] doit d'abord s'attendre à être traité conformément à ses identifications de sexe, d'âge et d'origine sociale (ethnique, nationale, de classe...). Ce seront ses premières grilles d'observation et d'analyse pour analyser l'accueil qui lui est fait et ce qui lui est donné à voir et à entendre » (Combessie J.-C., *La méthode en sociologie*, La Découverte, 2003 [1996], p. 18).

³⁸¹ Au maximum, neuf années nous séparaient, le plus souvent bien moins.

³⁸² Une fois que nous l'avons remarqué, nous avons évité de mentionner le fait que nous étions chargée de TD à l'Université pour ne pas renforcer ce trait.

³⁸³ Kaufmann J.-C., *L'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin, 2013 [2011], p. 46-47.

³⁸⁴ Notons que si la démarche était jugée acceptable au premier tour, elle était intolérable pendant l'entre-deux tours et les militants nous ont quasi-systématiquement déroulé un argumentaire en faveur de Marine Le Pen.

étions en désaccord avec eux, ce qui n'a pas empêché certains de nous interroger, voire de nous proposer d'adhérer ou de militer à leur côté (ce que nous avons systématiquement refusé). Ponctuellement, nous avons mis en avant des dispositions sociales que nous estimions communes quand elles nous paraissaient pertinentes à mobiliser : par exemple, le fait d'être mariée ou mère a pu créer une certaine connivence avec certains enquêtés, les invitant à la confiance et nous laissant entrer dans une intimité familiale³⁸⁵. De la même façon, quand les militants nous interrogeaient sur nos origines géographiques, élément important pour eux de l'identité individuelle, nous avons choisi de revendiquer un attachement à la Vendée, région familiale, plutôt qu'à Paris où nous avons vécu toute notre vie. Là encore, l'ancrage territorial apparaissait comme un critère important pour les militants et nous avons décidé de jouer sur ce point. La Vendée est de surcroît – du fait de son histoire au moment de la révolution française – considérée comme une terre « de droite », « catholique » voire « royaliste ». Nous avons dès lors omis de préciser que nous étions originaire des Sables d'Olonne, une ville restée républicaine tout au long des guerres de Vendée.

3. Morphologie de l'échantillon

La diversité des profils recueillis est propice à l'objectif de significativité qui accompagne notre démarche sur ce pan de notre recherche. Un tableau des militants interrogés se trouve en annexe de la thèse³⁸⁶ pour examiner ces profils de manière individuelle et non transversale telle qu'elle sera présentée ci-dessous.

Cette diversité s'observe d'un point de vue sociologique tout d'abord : sur l'âge, la situation professionnelle et la religion.

- Les enquêtés sont âgés de 18 à 33 ans. Parmi eux, la moyenne d'âge s'établit à 24,8 ans. 15 ont plus de 25 ans (dont 4 ont plus de 30 ans), 21 ont moins de 25 ans – dans la mesure où la majorité de nos enquêtés sont militants à GI (qui interdit les adhésions aux plus de 30 ans) cette structure d'âge n'est pas surprenante et la diversité est perceptible.
- Concernant leur situation professionnelle, 16 militants sont toujours en cours d'étude, au lycée (2), dans les trois premières années de leur cursus supérieur (10),

³⁸⁵ Ces éléments disséminés généralement en dehors de l'entretien lui-même a parfois donné lieu à d'intéressantes poursuites d'entretien, comme nous l'avons mentionné (*cf. supra*).

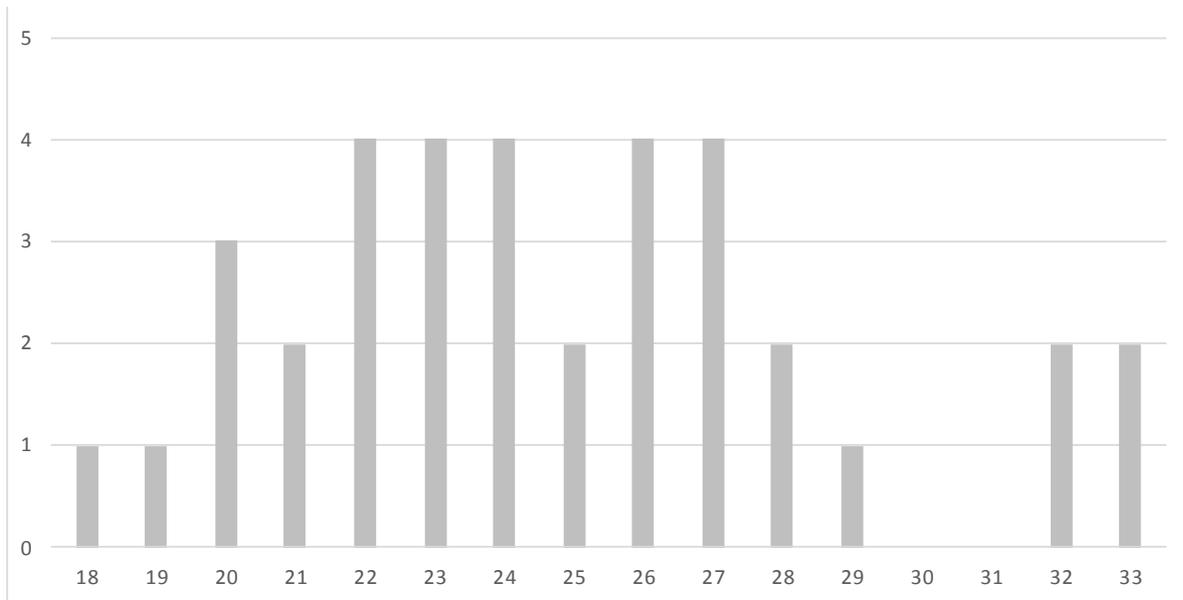
³⁸⁶ Voir Annexe 1.

en master (3) ou en doctorat (1). Les 20 autres ont fini leurs études à des niveaux de diplôme variable (5 au niveau Bac ; 2 au niveau bac + 2 ; 3 à Bac + 3 ; 1 à Bac + 4 ; 9 à Bac + 5). Parmi eux, se trouvent 10 cadres (dont 3 du secteur public), 2 chefs d'entreprise, 7 employés, et 2 inactifs.

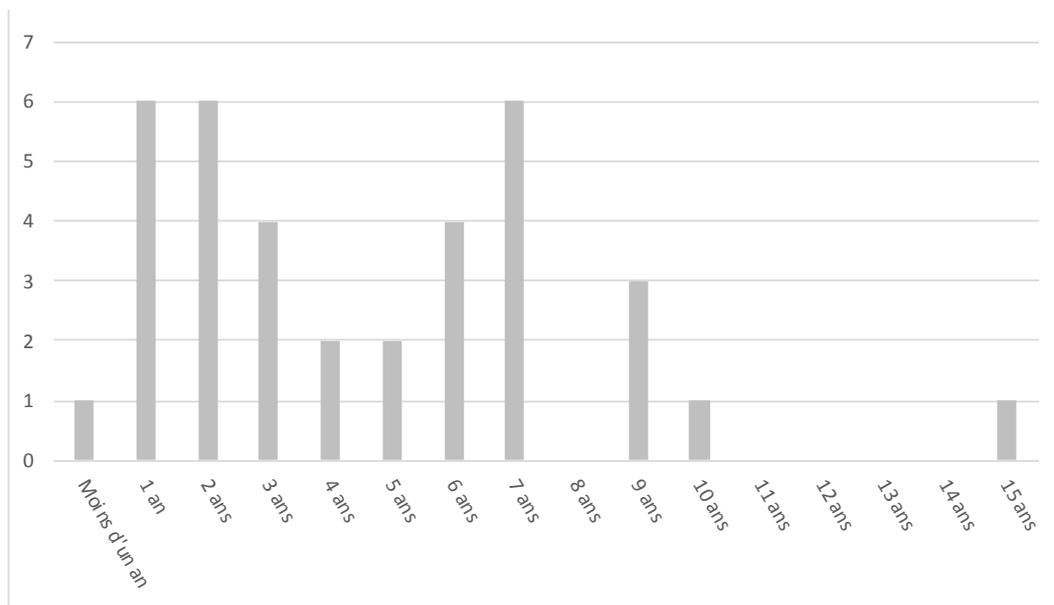
- Du point de vue de la religion (ou spiritualité), 9 militants se définissent comme païens, catholiques (22, avec une grande variété au niveau de la pratique : 12 sont des catholiques « hebdomadaires », dont 2 qui sont à la FSSPX, 2 ont une pratique mensuelle, 6 n'y vont que dans certaines occasions, grandes fêtes ou grands rites et 2 sont « non pratiquants »), 4 sont sans religion et 1 est agnostique.

Cette diversité s'observe également du point de vue de leur rapport à l'organisation. Ils occupent des statuts divers au sein de l'organisation : simples militants (11), membre du bureau local (18) ou cadre national (7). De la même façon, ils sont divers du point de vue de leur ancienneté dans l'organisation : certains l'ont rejoint depuis moins d'un an au moment de l'entretien, d'autres depuis plusieurs années. Le plus ancien y appartient depuis 15 ans. La moyenne s'établit à 4,6 ans, et la répartition figure sur le graphique suivant. De plus, ils appartiennent à diverses fédérations du mouvement comme nous l'avons souligné auparavant.

Graphique 2 – Répartitions des enquêtés par âge



Graphique 3 – Répartitions des enquêtés selon leur ancienneté dans le mouvement



2. « L'invention » des archives identitaires

Si l'objectif de ce type de recherche ne peut être que l'exhaustivité, nous savions dès le début que cet idéal était inatteignable : les lacunes font partie des archives. Si le corpus constitué ne pouvait être exhaustif, il fallait que notre recherche documentaire, elle, le soit. C'est ce que nous nous sommes appliquée à faire, en multipliant les sources et les ressources mobilisées, en croisant des sources de types, de statuts et d'origines variés.

1. Les archives publiques³⁸⁷

Nous avons tenté de réunir les archives publiques. Celles-ci n'étant pas centralisées, nous nous sommes tournée vers les diverses institutions qui pouvaient détenir des documents relatifs au mouvement identitaire : services de renseignements, greffes des associations, CNCCFP.

1.1. (Absence de) collecte des archives du renseignement

Notre première idée a été de nous tourner vers les services de renseignement et la préfecture de police : étant donnée les ressources dédiées au suivi des mouvements d'extrême droite, nous pensions qu'ils disposaient d'archives conséquentes, réunissant des informations sur le mouvement identitaire. Au-delà de cette collecte (indirecte) d'informations, il nous semblait également intéressant de comprendre dans quelle mesure ils étaient effectivement suivis, comment ils sont perçus par ces services. Pour la période concernée (2002-2018), la consultation du fond de la préfecture de police et le fond des Archives nationales (via la salle des inventaires virtuelle³⁸⁸) ne faisait remonter aucun résultat. Nous nous sommes donc mise en relation avec Mme Challéat-Fonck, conservateur en chef du patrimoine, en charge de la Direction des fonds au Département de la Justice et de l'Intérieur. Celle-ci nous a informée d'une double contrainte. D'une part, les documents qui présentaient un intérêt pour nos recherches n'avaient pas encore été transmis à la mission des archives nationales auprès du ministre de l'Intérieur et demeuraient dans les services de

³⁸⁷ Comme Sophie Wahnich le souligne : « La quête aux archives ressort bien de cette forme de savoir difficile à transmettre, long à acquérir, qui suppose de connaître les chemins de la forêt mais aussi ses habitants et les types de traces qu'ils laissent pour les saisir même lorsqu'ils passent furtivement » (Wahnich S., « Archives, objet empirique et intuition », in CURAPP, *Les méthodes au concret*, PUF, 2000, p. 217. Dès lors, nous remercions les différents services qui nous ont aidé dans cette « quête » : les greffes des associations de la préfecture des Alpes-Maritimes (06), du Nord (49) et du Rhône (69) qui nous ont transmis les dossiers associatifs ; le service de communication de la CNCCFP et notamment Mme Dooghe, qui nous a accompagné dans notre recherche des comptes des partis politiques, des comptes des campagnes ; M. Romont des Archives nationales qui a pris le temps de répondre à nos questions ; Mme Challéat-Fonck, conservateur en chef du patrimoine, alors en charge de la Direction des fonds au Département de la Justice et de l'Intérieur qui a pris le temps de répondre à nos questions.

Enfin, nous remercions chaleureusement Odile Gaultier-Voituriez dont les précieux conseils nous ont guidée tant dans la mise en œuvre de ces recherches documentaires et archivistiques que dans la rédaction de cette partie de la thèse.

³⁸⁸ Salle des inventaires virtuelle des Archives nationales : www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/

DGSI³⁸⁹. Ils étaient en fait, toujours des documents « actifs ». D'autre part, ces documents sont couverts d'un délai de communicabilité de 50 ans et les demandes de dérogations « n'ont en général pas reçu d'avis positif³⁹⁰ » soulignait-elle. Face à ces difficultés, nous avons abandonné cette piste qui semblait close. Cet échec a cependant influencé d'autres aspects de notre recherche³⁹¹.

1.2. Collecte auprès des greffes des associations

Nous avons par la suite réuni des informations sur les associations. Dans un premier temps, nous nous sommes contentée de mener des recherches parmi les déclarations des associations publiées dans le *Journal officiel des associations et fondations d'entreprise* (JOAFE)³⁹². Ces publications au sein du JOAFE nous ont permis de lister des informations sur les associations identitaires que nous pouvions identifier³⁹³ : adresse, département, numéro d'identifiant de l'association³⁹⁴. A partir de ces informations, nous avons pu réclamer les dossiers complets de plusieurs associations identitaires nationales auprès des greffes des préfectures concernées. Ces dossiers réunissent de nombreuses informations : la déclaration initiale de l'association, les statuts de l'association (précisant donc, *a minima*, son président et trésorier), les dossiers de modification des statuts, les déclarations relatives aux changements dans l'administration de l'association (précisant donc les changements dans la présidence, voire dans le bureau de l'association). Nous nous sommes rapprochée du greffe des associations de la préfecture des Alpes-Maritimes, du Rhône et du Nord pour obtenir les dossiers de plusieurs associations nationales (Les Identitaires, Le Bloc identitaire, L'Association de Financement du Bloc Identitaire, Les Jeunesses identitaires, Génération Identitaire, Génération identitaire Europe) et locales (Bloc identitaire Provence fédération régionale, La Traboule, Les Petits Lyonnais, Nord Solidarité, Identité-Flandre). Tous nous ont été transmis à l'exception du dossier des Jeunesses identitaires, déplacé aux services des archives départementales³⁹⁵. Les documents sur les associations nationales se sont avérés riches en information, nous permettant de suivre les individus et les associations à travers le temps : ils participent donc à retracer l'histoire organisationnelle du mouvement identitaire.

³⁸⁹ Mail de Violaine Challéat-Fonck du 19 mars 2018 (Carnet de recherche).

³⁹⁰ *Ibid.*

³⁹¹ Cependant, cet accès limité aux ressources publiques a été décisif pour d'autres aspects de notre recherche, notamment le choix définitif d'anonymiser nos enquêtes. Si les services de l'État considéraient que ces archives ne pouvaient être diffusées pour protéger la vie privée des personnes, il ne nous appartient pas de divulguer leurs identités.

³⁹² Moteur de recherche disponible en ligne. [Consulté le 10/08/2020] URL : www.journal-officiel.gouv.fr/associations/

³⁹³ Certaines prennent des dénominations éloignées de leur objet pour se rendre invisible. Si nous avons réussi à en « découvrir » (au sens propre) certaines, d'autres sont effectivement restées introuvables.

³⁹⁴ Numéro unique d'identification des associations, dit numéro RNA (Répertoire nationale des Associations).

³⁹⁵ La réponse à notre demande de dérogation pour y accéder étant arrivée tardivement, ce dossier n'a pas pu être consulté.

1.3. Collecte auprès de la commission nationale des comptes de campagnes et des financements politiques

A la recherche d'informations sur les finances du mouvement identitaire, nous nous sommes tournée vers la CNCCFP.

En premier lieu, nous nous sommes reposée sur les rapports annuels de la commission : sont publiés ainsi les comptes en version dite simplifiée des partis politiques déclarés auprès de la commission. Nous avons donc collecté les informations disponibles sur le Bloc identitaire, dans les rapports de décembre 2011 (exercice comptable 2010) à janvier 2017 (exercice comptable 2015). En complément, nous avons demandé à consulter les comptes en version détaillée pour ces mêmes années : ils nous ont été transmis *in extenso* après quelques mois d'attente. Ensemble ces documents permettent d'avoir une vision globale des comptes du parti, de distinguer les recettes dues aux cotisations des adhérents et celles des dons, d'évaluer le périmètre des comptes, ainsi que de consulter les avis des experts ayant procédé à leur certification. Ces données sont mobilisées dans la thèse car elles éclairent plusieurs points : 1) le nombre d'adhérents, évalué à partir du montant des recettes dues aux cotisations et du « tarif » de la cotisation ; 2) la santé des comptes du « petit » parti, qui s'avère éclairante à plusieurs titres³⁹⁶ ; 3) les organisations satellites du parti, qui sont donc intégrées dans le périmètre des comptes.

De plus, nous avons voulu consulter les comptes de campagnes des candidats identitaires lors des élections (de 2005 à 2014) : nous espérons qu'ils nous éclaireraient sur les volumes financiers consacrés aux campagnes dans l'économie générale du mouvement d'une part et que, d'autre part, ils nous permettraient de voir à quelle hauteur le Bloc identitaire participait financièrement aux campagnes de ces associations satellites. Nous avons transmis à la CNCCFP une demande de consultation pour les 54 comptes de campagne des candidats du BI ou liés au BI³⁹⁷. Malheureusement, ces comptes se sont révélés impossibles à consulter : dans un premier temps, nous avons appris que tous les comptes antérieurs à 2008 ne pouvaient être communiqués en raison d'un « désordre structurel grave³⁹⁸ », qui rendait impossible l'accès au bâtiment dans lequel ils étaient archivés ; quelques mois plus tard³⁹⁹, nous apprenions que cette impossibilité de communication était étendue à l'ensemble des comptes que nous voulions consulter et qu'il fallait désormais

³⁹⁶ Cf. *infra*, Chapitre 1.

³⁹⁷ Cf. *infra*, tableau 1. Le tableau 1 présente l'ensemble des élections auxquels des candidats identitaires ont participé ainsi que les résultats électoraux.

³⁹⁸ Courrier de la directrice des archives nationales, François Banat-Berger, envoyé à la CNCCFP le 17/05/16 (Communiqué à l'auteur par Mme Dooghe en avril 2018).

³⁹⁹ Mail de Mme Dooghe, septembre 2018 (Carnet de terrain de l'auteur).

attendre le déménagement des archives du site sinistré de Fontainebleau vers le site de Pierrefitte-Sur-Seine, prévu fin 2020⁴⁰⁰.

2. Les archives du mouvement

Les archives du mouvement sont constituées de sources aux statuts différents, qui ont fait l'objet de modes de collecte variés.

Certains documents relèvent du dépôt légal. C'est notamment le cas des livres publiés par les Identitaires via leur maison d'édition IDées, mais également des journaux militants. En tant que relevant du dépôt légal, ces documents sont accessibles à la Bibliothèque nationale de France. De surcroît, certains sont encore en vente sur la boutique du mouvement. L'ensemble des livres du mouvement a ainsi pu être consulté. En ce qui concerne les journaux militants, plusieurs publications sont concernées : Jeune résistance (2002-2005, sept numéros⁴⁰¹), ID Magazine (2005-2009, 16 numéros), IDentitaires (2009-2018, 26 numéros), La Revue Identitaire (2018 à aujourd'hui⁴⁰², 6 numéros). L'ensemble des magazines a pu être consulté à quelques exceptions près⁴⁰³.

Les tracts et autocollants du mouvement sont un autre type d'archive du mouvement. Nous avons eu accès à la quasi-totalité d'entre eux, soit parce qu'ils sont postés sur les sites du mouvement, ou sur les réseaux sociaux, soit parce que les militants nous en ont donnés lors des entretiens, soit parce que nous les avons collectés lorsque nous en voyions dans les rues de Paris. Ils ont dès lors été récupérés, numérisés quand c'était nécessaire et classés.

Les documents internes sont un troisième type de document. Nous avons davantage de lacunes sur ce point, ces documents ne nous ayant été communiqués que de manière très rare⁴⁰⁴. Les militants n'ont que rarement répondu favorablement à nos demandes et relances sur ce point. Nous avons pu collecter quelques formulaires distribués aux seuls militants (formulaire d'adhésion au mouvement, aux bars privés militants), quelques fiches de formation (distribuées lors des Universités d'été), ainsi qu'à une liste de lecture. Enfin, nous avons collecté les fichiers d'analyse des adhérents (2014) et le fichier des adhésions, purgé de certaines informations (2016-2019).

Dernier type de source, les sites internet du mouvement. Nous avons archivé en

⁴⁰⁰ Mail de M. Romont, chargé d'études documentaires, adjoint à la responsable du pôle des archives des Assemblées et du contrôle de l'État aux archives nationales, septembre 2018 (Carnet de terrain de l'auteure).

⁴⁰¹ *Jeune Résistance* était le magazine de l'organisation Unité radicale (UR), nous n'en tenons compte qu'à partir de 2002, début de la période de transition de UR vers le mouvement identitaire.

⁴⁰² Le dernier numéro publié date de septembre 2019.

⁴⁰³ Le second numéro de ID magazine fait partie des lacunes.

⁴⁰⁴ La méfiance des enquêtés vis-à-vis du chercheur limite ces dons de documents. Les militants se positionnent individuellement par rapport à cette contrainte, mais sont également tenus par leur fidélité à l'organisation ou plutôt leur peur de la briser. Ainsi certains militants nous ont parfois promis, à la fin d'un entretien, de nous transmettre des documents ou de nous inviter à des réunions, mais ils se sont le plus souvent rétractés.

totalité le site internet du Bloc identitaire, anticipant sa suppression lorsque les militants ont annoncé la « fin » du BI (été 2016). Pour celui-ci nous avons donc conservé l'ensemble des données qu'il contenait⁴⁰⁵. Pour les autres sites, notamment ceux antérieurs à la période d'enquête, nous les avons consultés via les *Internet Archive*⁴⁰⁶, avec les lacunes que ce type d'archivage suppose. En effet, ces archives « figent » le web qui est par définition en mouvement. Nous avons été confrontée, dès lors, à des archives lacunaires : certains liens sont « brisés », certaines pages ont été archivées à des dates variables, certaines pages n'ont jamais été archivées.

3. Les archives des médias

Un dernier type de documents collectés et archivés sont les archives médiatiques. Concernant la presse, cette recherche est facilitée par les moteurs de recherche spécifique (Factiva et Europresse) qui nous ont permis de récupérer les dépêches de l'AFP, les articles du *Figaro* et du *Monde* à partir d'une requête portant sur le nom des organisations identitaires. Nous avons également réuni des revues de presse plus spécifiques sur certains thèmes, qui seront précisées tout au fil de la thèse. La collecte systématisée grâce à ces outils nous permet de limiter les lacunes. Concernant les sources radio et télévisuelles, nous avons croisé les ressources. D'une part, les militants partagent les reportages qui leur sont consacrés, ce qui permet un premier niveau de collecte. D'autre part, nous avons soumis notre requête sur les organisations identitaires au catalogue de l'INAthèque⁴⁰⁷ pour, de nouveau, limiter les lacunes. Concernant les médias sociaux, notre collecte a été plus ciblée : nous avons constitué un corpus de Tweets en recourant à une collecte manuelle. Les modalités sont précisées dans le corps du texte, au moment où nous mobilisons ce corpus⁴⁰⁸.

Enfin, d'autres documents ont été accumulées mais de manière moins systématiques. Nous avons en effet « croisé » le mouvement identitaire dans des romans⁴⁰⁹, des bandes

⁴⁰⁵ L'archivage intégral permet en particulier de conserver les liens hypertextes, les documents liés (PDF, vidéo, audio, etc.). En cela, on conserve une « copie » totale du site.

⁴⁰⁶ Cette organisation à but non lucratif archive le web depuis 1996. Il s'agit de la plus grande collection du web (Nielsen J., « Using web archives in research. An introduction », *NetLab*, 2016, [Consulté le 15/04/2018] URL : www.netlab.dk/wp-content/uploads/2016/10/Nielsen_Using_Web_Archives_in_Research.pdf).

Des débats théoriques et méthodologiques sont ouverts autour des enjeux de l'archivage du web (techniques, économiques, légaux). Pour plus de détails, voir : Brügger N., Finnemann N.O., « The Web and Digital Humanities: Theoretical and Methodological Concerns », *Journal of Broadcasting and Electronic Media*, Vol. 1, n°57, 2013, p. 66-80 ; Dougherty M., Madsen, C., Meyer E.T., Thomas A., Van Den Heuvel C., Wyatt, S., « Researcher Engagement with Web Archives: State of the Art », *Joint Information Systems Committee Report*, 2010 ; Thomas A., Meyer T., Dougherty M., Van Den Heuvel C., Madsen-McCarty C., Wyatt S., « Researcher Engagement with Web Archives: Challenges and Opportunities for Investment », *Joint Information Systems Committee Report*, 2010.

⁴⁰⁷ Voir : inatheque.ina.fr

⁴⁰⁸ Cf. *infra*, chapitre 3.

⁴⁰⁹ Bied-Charretton S., *les visages pâles*, Stock, 2016 ; Houellebecq M., *Soumission*, Flammarion, 2015.

dessinées⁴¹⁰, mais aussi sur le petit et le grand écran⁴¹¹.

Notre protocole de recherche mixte, nous permet d'aborder le mouvement identitaire en « gardant à vue » les limites des méthodes. Ce croisement des méthodes a suscité une collecte de matériaux eux aussi divers comme nous l'avons montré. L'analyse croisée de cet ensemble de données est au fondement de cette thèse. Ensemble, nos données éclairent à la fois l'organisation, les idées, les circulations, les adhérents, les militants et leurs pratiques. Elles nous permettent ainsi de *comprendre* ce mouvement.

⁴¹⁰ Durpaire F., Boudjellal F., *La Présidente*, Paris, Editions des Arènes/Démopolis, 2015 ; Durpaire F., Boudjellal F., *Totalitaire*, Paris, Editions des Arènes/Démopolis, 2016 ; Durpaire F., Boudjellal F., *La Vague*, Paris, Editions des Arènes/Démopolis, 2017. Dans cette bande-dessinée de politique-fiction, l'auteur imagine le succès de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2017. Le Bloc identitaire y est présenté comme un groupe qui fait pression sur la présidente nouvellement élue pour que le programme mis en œuvre soit plus « sécuritaire », plus violent.

⁴¹¹ Le film *Un français* (réal. Diastème, 2015) qui suit le parcours d'un *skinhead*, Marco, entre 1994 et 2013. Il montre la radicalité du groupe et le progressif désengagement du jeune homme. Une scène, filmée sur les quais de la Seine, fait écho aux soupes aux cochons organisées par les Identitaires. A la télévision, une série policière française (*Alex Hugo*) s'est inspirée de l'action *Defend Europe* menée par les Identitaires dans les Alpes dans un de ses épisodes (« L'étrangère », saison 3 épisode 5). Les militants de *Task Europe* sont arrêtés par le héros.

Partie 1 – Un mouvement marginal ?

Quelle place occupent les Identitaires dans le champ politique et pourquoi ? Quelles idées y défendent-ils et, là encore, quelle position leur confèrent-elles ? Quels rôles jouent-ils, endossent-ils, au sein du champ politique et du milieu partisan extrême-droitier ?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de porter sur l'objet un triple regard : tout d'abord, nous l'approcherons par ses organisations (chapitre 1), puis par ses idées (chapitre 2) et enfin par leurs circulations (chapitre 3).

CHAPITRE 1 – S’ORGANISER A LA MARGE : POUR UNE APPROCHE CONTEXTUALISEE DES ORGANISATIONS IDENTITAIRES

Ce chapitre se penche plus spécifiquement sur l’organisation de ce petit mouvement : comment les Identitaires s’organisent-ils ? Pourquoi choisissent-ils de s’organiser ainsi ? Ces questionnements sont propres à une analyse organisationnelle des partis politiques. Les partis politiques font partie des objets d’études classiques de la science politique : les premières études remontent à la fin du XIX^{ème}, n’empruntant un tour réaliste qu’à partir du début du XX^{ème}⁴¹². Les précurseurs que sont Ostrogorski⁴¹³, Weber⁴¹⁴ et Michels⁴¹⁵ analysent le développement des partis dans les démocraties occidentales, interrogeant leur fonctionnement, les rapports de pouvoir qui s’y tissent. Ils adoptent alors une perspective résolument organisationnelle. Comme l’écrit Weber à Michels,

« un mouvement de cette sorte, comme l’est la social-démocratie, pour être analysé doit d’abord être saisi, pour ainsi dire dans sa structure juridique, telle qu’elle est présente dans les statuts de l’organisation, etc., etc., et dans l’importance pratique changeante de ceux-ci⁴¹⁶ ».

Il s’agit donc de se pencher sur l’organisation, sur la structure, mais aussi sur « la vie [du parti] dans le pays concerné⁴¹⁷ », son histoire donc. Cette approche s’est véritablement épanouie en France avec Duverger, qui considérait que « les partis actuels se définissent beaucoup moins par leur programme ou la classe de leurs adhérents que par la nature de leur organisation⁴¹⁸ ». L’approche promue par Duverger a durablement orienté la recherche : les analyses organisationnelles sont longtemps restées majoritaires⁴¹⁹, notamment orientées par la recherche de typologies, que celles-ci concernent les partis⁴²⁰ eux-mêmes ou plus largement les systèmes partisans. Nous ne nous inscrivons pas dans cet axe de recherche : il ne s’agit pas de rénover à partir de cette étude de cas la typologie des partis politiques, mais bien dans la tradition de l’approche organisationnelle de porter notre regard sur la « structure du collectif⁴²¹ ». En plus d’être organisationnelle, notre approche se veut historique⁴²². En

⁴¹² Sawicki F., « La science politique et l’étude des partis politiques », *Cahiers français*, n°276, 1996, p. 51-59.

⁴¹³ Ostrogorski M., *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Points, « Seuil Politique », xx [1902].

⁴¹⁴ Weber M., « Le métier et la vocation de savant », *Le savant et le politique*, Paris, Éditions 10/18, 1963 [1959].

⁴¹⁵ Michels R., *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Folio, « Essais », 2015 [1925].

⁴¹⁶ Lettre de Max Weber à Roberto Michels (26 mars 1906), in : Michels R., *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Folio, « Essais », 2015, p. 532.

⁴¹⁷ *Ibid.*, p. 533.

⁴¹⁸ Duverger M., *Les partis politiques*, Armand Colin, Paris, 1951, p. 20.

⁴¹⁹ Seiler D.-L., *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 2000.

⁴²⁰ Nous pensons bien sûr à la distinction inaugurale entre partis de cadre et partis de masse (Duverger 1951), mais également à tous les « types » élaborés depuis au fil des évolutions des partis : « parti d’électeurs » (Charlot 1953), « parti stratarchique » (Eldersveld 1964) ; « catch-all party » (Kirchheimer 1966) ; « parti charismatique » (Panebianco 1988) ; « cartel-party » (Katz et Mair 1995) ; « party entreprise » (Hopkin et Paolucci 1999) ou encore le « parti plateforme » (Offerlé 2017).

⁴²¹ Agrikoliansky É., *Les partis politiques en France*, Paris, Armand Colin, « 128 ».

⁴²² Rémond R., *La Vie politique en France*, Paris, Armand Colin, 1965 ; Rémond R., *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988.

1988, l'historien Serge Berstein⁴²³ souligne que l'histoire des partis politiques en France oscille entre une histoire « chronique et factuelle » et une histoire « idéologique marquée par le simplisme et le manichéisme », si bien qu'elle ne peut susciter selon lui que « l'indifférence ». Considérant cependant qu'ils sont un « élément fondamental de la compréhension du monde », il plaide pour une approche historique des partis, enrichie par les connaissances de la science politique et de la sociologie. Malgré cette proposition, l'histoire des partis politiques reste un champ assez peu abordé par les historiens politiques, encore moins au niveau national⁴²⁴. Les politistes en revanche se sont saisis de l'histoire pour étudier l'objet partisan⁴²⁵ : nous entendons poursuivre cette *historicisation* des travaux sur les partis. Cependant il ne s'agira pas ici, comme l'ont proposé des travaux passés d'historiciser des réseaux partisans⁴²⁶, ou bien la structure sociale partisane⁴²⁷, mais bien les organisations⁴²⁸. Nous entendons donc historiciser l'approche organisationnelle du parti, en retraçant la naissance et l'évolution des organisations identitaires depuis 2002 (section 1) et en cherchant à expliquer les mutations successives des structures (section 2).

Section 1 - Histoire organisationnelle du mouvement identitaire

Comment s'est construit le mouvement et selon quelles formes et quelles structures organisationnelles ? Ces formes ont-elles évolué ou sont-elles au contraire restées stables ? Que nous apprennent-elles sur les Identitaires et sur leur rapport à leur propre marginalité ? Pour répondre à ces questions, nous remontons jusqu'aux racines du mouvement identitaire et notamment à sa « matrice organisationnelle », Unité radicale (1) avant de dérouler le fil de l'histoire révélant ainsi les errements organisationnels d'un mouvement qui tente de se structurer (2), avant d'abandonner (3).

⁴²³ Berstein S., « Les partis politiques » in : Rémond R. (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988.

⁴²⁴ Le constat de Serge Berstein (1988) est renouvelé en 2007 par François Audigier, qui note en effet que l'histoire des partis est parfois abordé au niveau local (Voir : Audigier F., « Enjeu - Le renouvellement de l'histoire des partis politiques », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 96, n°4, 2007, p. 123-136).

⁴²⁵ François Audigier souligne que les travaux politistes tendent à historiciser leurs réflexions et présente les diverses façons dont ils mobilisent l'analyse historique (V. Audigier F., « Enjeu - Le renouvellement de l'histoire des partis politiques », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 96, n°4, 2007, p. 123-136).

⁴²⁶ Dans *Les réseaux du Parti Socialiste* (Paris, Belin, 1997), Frédéric Sawicki propose de faire se rejoindre l'histoire sociale « locale » (départementale), l'histoire de la fédération locale et l'histoire des réseaux du PS.

⁴²⁷ C'est par exemple ce que propose Florence Johsua à propos de la LCR, en mettant en parallèle les évolutions de la structure sociale des adhérents et l'histoire sociale française (V. Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015).

⁴²⁸ Cette approche n'est pas commune car l'intérêt porté aux formes (juridiques) des organisations ne l'est pas non plus. De surcroît, la plupart des organisations faisant l'objet d'enquête sont *effectivement* des partis politiques (au sens juridique là encore), et les revirements organisationnels y sont moins fréquents, voire inexistant.

1. « Unité radicale » : la matrice organisationnelle du mouvement identitaire

L'histoire d'Unité radicale (UR) annonce la transformation qui s'opèrera à travers la naissance du mouvement identitaire, d'où la nécessité d'en retracer ici les moments clés. Cette histoire d'Unité radicale est également celle de la convergence d'itinéraires individuels : ce sera le lieu de rencontre des fondateurs du mouvement identitaire. À travers cette histoire apparaissent des critères déterminants pour le mouvement identitaire, dans son rapport à la loi, à la stratégie électorale et dans son rapport avec les autres partis d'extrême droite, notamment le Rassemblement national (ex-Front national).

Unité radicale est fondée en juin 1998 autour d'une figure de l'extrême droite, notamment du courant national-révolutionnaire, Christian Bouchet. Né en 1955 dans une famille de collaborateurs, Christian Bouchet est engagé à l'extrême droite dès son adolescence, lançant en 1968 « un petit groupe anti-gauchiste dans [s]on collège⁴²⁹ ». Il traverse les tendances de l'extrême droite, du royalisme au nationalisme-révolutionnaire, en adhérant et militant dans une grande diversité de groupes pendant une vingtaine d'années. Il rejoint en 1970 Restauration nationale, un groupe lié à l'Action française, puis participe en 1971 à la création de la Nouvelle Action Française, avant de rejoindre en 1973 l'Organisation Lutte du peuple (une scission d'Ordre nouveau), puis le Groupe nationaliste révolutionnaire de Duprat. Après la mort de Duprat, il participe en 1979 à la fondation du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR). Il revendique la cohérence de ce parcours, arguant qu'il n'était « pas à l'AF par monarchisme, mais par une sorte de socialisme populiste⁴³⁰ » qu'il retrouve au sein du courant national-révolutionnaire. Convaincu cependant de « l'inadéquation des thèmes du mouvement nationaliste révolutionnaire avec la vie réelle », il quitte le MNR au début des années 1980 pour rejoindre les Comité d'action républicaine (CAR) de Bruno Mégret et adhère au Front national, choisissant donc un engagement plus classique. Cependant, lors du ralliement des CAR au FN, en 1986, il est apparemment mal accueilli par les cadres frontistes :

« La plupart des membres des CAR de province ont été totalement ostracisés par les fédérations départementales du FN dont les responsables étaient particulièrement inquiets de voir arriver de nouveaux cadres susceptibles de les concurrencer. J'avais toujours une certaine hostilité tant vis-à-vis de la personnalité de Le Pen, que vis-à-vis de ses idées. J'aurais peut-être changé d'avis si j'avais été intégré dans l'encadrement

⁴²⁹ Bouchet C., « Christian Bouchet » (Interview par Philippe Randa), *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 50.

⁴³⁰ *Ibid.*, p. 52.

frontiste de ma ville. [...] Quand je me suis présenté, on a à peine trouvé le temps de me recevoir et on m'a bien fait comprendre le peu de cas que l'on faisait de moi⁴³¹ ».

Déçu par cette tentative d'engagement politique plus institutionnel, il rejoint Troisième voie (TV), formé d'une fusion du MNR et du Parti des forces nouvelles. L'engagement est de nouveau plus radical. Il devient en 1988 le secrétaire général de TV : il transforme le « groupuscule informel [en] organisation bien structurée⁴³² » explique-t-il, mettant à profit ses engagements passés. C'est au sein de Troisième Voie que les routes de Christian Bouchet et de Fabrice Robert vont se croiser.

En 1987, Fabrice Robert, âgé de 16 ans, s'engage au FN⁴³³, avant de rejoindre TV, qui « répondait mieux à [s]es aspirations⁴³⁴ ». Quelques années plus tard, en 1991, devenu étudiant en histoire, il est condamné sous le coup de la loi Gayssot⁴³⁵, lors d'un procès « très médiatisé » qui lui vaut « de nombreux problèmes qui [l]'ont suivi tout au long de [s]es études ». Il est accusé de propagande révisionniste, ce qu'il reconnaît : « je voulais diffuser largement l'argumentaire des historiens révisionniste à la fois dans les facs et dans les lycées⁴³⁶ ». Il considère ce moment comme « une expérience capitale qui [a] renforcé [s]es convictions personnelles ». Au sein de TV, deux tendances se développent : une autour de Jean-Gilles Malliarakis, la seconde autour de Christian Bouchet, les « tercéristes radicaux ». L'opposition entre les deux courants, plus stratégique que doctrinaire⁴³⁷, culmine en 1991 et TV éclate. Christian Bouchet fonde la même année Nouvelle résistance⁴³⁸, que Fabrice Robert rejoint⁴³⁹. Le jeune homme devient progressivement le responsable de la jeunesse du mouvement, un groupe appelé Jeune résistance, dont il lance également la revue, *Jeune résistant*. C'est à ce groupe qu'adhère Philippe Vardon⁴⁴⁰. Face à « l'échec de la stratégie du Front uni antisystème », Nouvelle Résistance est dissoute en 1997 et les animateurs invitent les membres à « rejoindre le Front national⁴⁴¹ ». Ils sont en effet persuadés qu'il existe au FN une tendance radicale et préfèrent l'organiser en son sein plutôt que de créer, en dehors, un nouveau groupuscule. La stratégie change donc : l'objectif assumé est alors de

⁴³¹ Bouchet C., « Christian Bouchet » (Interview par Philippe Randa), *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 53.

⁴³² *Ibid.*, p. 54.

⁴³³ Robert F., « Retour sur un parcours politique personnel », 06/09/2010. [Consulté le 23/11/2018] URL : fr.metapedia.org/wiki/Fabrice_Robert_%22Retour_sur_un_parcours_politique_personnel%22

⁴³⁴ Bouchet C., « Fabrice Robert », *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 243.

⁴³⁵ Loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe, dite « Loi Gayssot ».

⁴³⁶ Bouchet C., « Fabrice Robert », *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 243.

⁴³⁷ Conscients de l'impasse dans laquelle le mouvement est installée, les militants de TV s'accorde sur l'idée de rejoindre un FN alors en pleine expansion. Les modalités du ralliement font débat : les radicaux, dont Bouchet, veulent négocier une entrée sous forme de courant reconnu en interne, quand J.-G. Malliarakis et ses partisans optent pour des entrées individuelles.

⁴³⁸ Bouchet C., « Christian Bouchet » (Interview par Philippe Randa), *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 56.

⁴³⁹ Bouchet C., « Fabrice Robert », *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 243.

⁴⁴⁰ Bouchet C., « Philippe Vardon », *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 296. Dès le collège, il participe à des actions du FNJ, puis milite au sein du Renouveau étudiant à Nice alors qu'il est lycéen, avant de rejoindre Jeune Résistance.

⁴⁴¹ Bouchet C., « Fabrice Robert », *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 64.

« coordonner l'action des radicaux au sein du FN⁴⁴² » à travers une nouvelle structure de coordination, l'Union des cercles Résistance. Cette structure, cofondée par Fabrice Robert et Christian Bouchet, « recherche des alliés ». Fabrice Robert va alors nouer des contacts avec le GUD. C'est ainsi que va naître Unité radicale, en juin 1998 :

« Après quelques discussions [avec le GUD], nous [l'Union des cercles Résistance] avons fusionné, donnant naissance à Unité radicale dont Jeune résistance est la structure pour les lycéens et les jeunes travailleurs et dont le GUD est l'organisation étudiante⁴⁴³. »

Comme le souligne Nicolas Lebourg, au moment de la fondation d'Unité radicale, « tous les groupuscules radicaux d'extrême droite [sont] en déshérence⁴⁴⁴ », sous la pression d'un FN décrit comme hégémonique. Unité radicale est lancée, explique-t-il « par ce qui reste des nationalistes révolutionnaires avec divers résidus néo-nazis ou fascistes et la prise d'étiquette toujours flottante du GUD⁴⁴⁵ ». En effet, Unité radicale apparaît comme un point de ralliement, rejoint également par des membres de l'Œuvre française et du Parti national français et européen (PNFE). Sur le site Internet d'Unité radicale, les militants racontent eux aussi cette naissance, résultat d'« une alliance du Groupe Union Défense (GUD), de Jeune Résistance et de l'Union des Cercles résistance⁴⁴⁶ ». UR entend donc réunir les groupes nationalistes-révolutionnaires français au sein du FN et peser sur le parti de l'intérieur, plutôt que de rester divisés à l'extérieur du parti⁴⁴⁷. L'organisation se fixe alors pour objectif d'« atteindre les 400 adhérents⁴⁴⁸ », soit 1 % des adhérents du FN de l'époque, qu'elle ne remplit pas. Pourtant, d'après Nicolas Lebourg, ce n'est pas un échec : l'organisation a réussi à « tripler sa base initiale [...] [et] occupe la quasi-totalité de l'espace nationaliste⁴⁴⁹ » et si les militants n'étaient pas nombreux, les dirigeants évaluaient « de quatre à cinq mille⁴⁵⁰ » le nombre de sympathisants à la fin de l'année 1999. Plusieurs générations de militants d'extrême droite se côtoient dès 1998 au sein d'Unité radicale : Christian Bouchet (né en 1955) en est le secrétaire général ; Fabrice Robert (né en 1970) est membre du comité exécutif d'Unité radicale, en charge du secrétariat « Agit/prop » ; Philippe Vardon (né en

⁴⁴² *Ibid.*

⁴⁴³ Bouchet C., « Ce qu'était réellement Unité radicale », *voxn.com*, 16/08/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.voxnr.com/cc/d_entretiens/EpkAulplyZGZKjIPEg.shtml

⁴⁴⁴ Lebourg N., *Le monde vu de la plus extrême des droites*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2010, p. 76. L'auteur décrit bien le double jeu auquel se livrent les cadres d'UR : les critiques du FN visant principalement à essayer de se faire accepter au sein des instances du parti.

⁴⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁴⁶ (Non signé), « Unité radicale », *unite-radical.com*, (date de mise en ligne inconnue, antérieure au 03/02/2001). [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20010203064100/http://www.unite-radical.com/ur.htm

⁴⁴⁷ Nicolas Lebourg décrit bien le double jeu auquel se livrent les cadres d'UR : les critiques du FN visant principalement à essayer de se faire accepter au sein des instances du parti.

⁴⁴⁸ Lebourg N., *Le monde vu de la plus extrême des droites*, op. cit., p. 76.

⁴⁴⁹ *Ibid.*, p. 76-77.

⁴⁵⁰ *Ibid.*, p. 76. Un chiffre surestimé comme le souligne l'auteur.

1980), présent au Bureau politique, est responsable du secteur étudiant du mouvement. En 1998, ils sont ancrés dans la mouvance national-révolutionnaire.

La scission du Front national en 1999 est un moment important pour tous les groupes du milieu, qui doivent choisir leur « champion ». Lors de la querelle entre Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen, qui aboutira au départ du premier du Front national et à la création du Mouvement national républicain (MNR), Unité radicale prend parti pour les mégrétistes : « Le problème s'est vite posé du choix qu'Unité radicale devait faire [...] nous avons décidé de soutenir Bruno Mégret et ses amis⁴⁵¹ », raconte Christian Bouchet⁴⁵². Ce choix apparaît cependant comme un choix par défaut, une impossibilité à soutenir Jean-Marie Le Pen, dont les membres d'UR s'estiment stratégiquement éloignés d'une part et avec qui ils entretiennent des relations personnelles tendues d'autre part :

« Il nous est maintenant impossible de nous retrouver du même côté que J.-M. Le Pen. [...] Mais la volonté des proches de Bruno Mégret d'accéder au pouvoir, si elle est légitime, n'en pose pas moins problème. En effet, elle n'est viable que dans une stratégie d'alliance à droite. Or, c'est cette alliance qui nous fait peur... [...] Mégret, oui, mais avec les réserves qui s'impose⁴⁵³. »

De surcroît, au moment de la scission, il apparaît plus aisé pour UR de peser sur la ligne du MNR, nouveau parti peu structuré et d'y obtenir des places, que de peser sur le FN. Ils entendent constituer un courant au sein du MNR de manière à l'influencer et à faire triompher les idées d'UR. Cette position est confirmée dans un autre article du même numéro, où les militants se présentent comme une « force autonome⁴⁵⁴ » qui doit peser sur le parti de Bruno Mégret, pour y faire gagner leurs idées. Tout en optant pour le camp mégrétiste, en disant lui apporter un « soutien total [pour] la création du Mouvement national⁴⁵⁵ » les nationalistes révolutionnaires ne lui donnent donc pas un blanc-seing. Dès lors, Unité radicale entretient des liens étroits avec le MNR de Bruno Mégret. Christian Bouchet et Fabrice Robert sont élus en 2002 au conseil national du parti et dans la foulée, ils obtiennent des postes dans ses structures :

« En février 2002, le MNR organise son congrès à Nice, l'union des deux formations [UR et MNR] est patente. La préparation de l'événement doit beaucoup à Fabrice Robert, responsable niçois du MNR ; Philippe Vardon, responsable de l'UDEN et membre du CE d'UR, est interviewé par France 2 en tant que responsable jeunes du

⁴⁵¹ Bouchet C., « Fabrice Robert », *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 65.

⁴⁵² Notons cependant que cette « décision » est très relative : Christian Bouchet ne parvenant pas, au moment de la scission, à joindre le FN comme il l'a expliqué à Nicolas Lebourg en 2002 : « Les gens du Front nous auraient fait des propositions intéressantes, on serait peut-être resté » (V. Lebourg N., *Le monde vu de la plus extrême des droites*, op. cit., p. 77).

⁴⁵³ (Non signé), Éditorial, *Résistance !*, 1999.

⁴⁵⁴ (Non signé), « Crise du FN : ni César, ni Brutus, Rome », *Résistance !*, 1999.

⁴⁵⁵ (Non signé), « Unité radicale », *unite-radical.com*, (date de mise en ligne inconnue, antérieure au 03/02/2001).

[Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20010203064100/http://www.unite-radical.com/ur.htm

MNR, Guillaume Luyt fait une intervention à la tribune et un stand d'UR est installé⁴⁵⁶. »

Des organisations communes au Mouvement des Jeunes Nationalistes (MJN) et à Unité radicale sont également créées. Guillaume Luyt, le troisième fondateur des Identitaires, ne rejoint Unité radicale qu'en 2001, après une rupture fracassante avec le Front national, dont il était jusqu'alors le responsable du FNJ. Guillaume Luyt est également une figure connue dans le milieu extrême droitier : il s'engage à 16 ans (1986) en prenant sa carte au FNJ. Au cours de ses études à Paris (1988-1992), il milite à l'Action Française, avant de participer au lancement de la revue *Vu de France*⁴⁵⁷. Il rejoint à nouveau le FN en 1995 et y connaît une progression rapide : d'abord responsable FNJ pour son département puis sa région, il en est nommé directeur adjoint fin 1998, juste avant la scission du parti. Après la scission, il est propulsé directeur du FNJ en février 1999. En avril 2000, tout juste élu au comité central, il claque la porte du FN en plein congrès, « pour protester contre la dérive électoraliste et bourgeoise⁴⁵⁸ ». Il se rapproche de la tendance nationaliste-révolutionnaire, en fondant en 2000, avec Christian Bouchet et Fabrice Robert, une structure de rassemblement de l'extrême droite hors-FN, CoordiNation qui intègre finalement UR en 2001. Son ralliement à UR et sa proximité avec le MNR n'amélioreront pas les relations entre FN et UR. La rupture entre le FN et UR est dès lors actée : les Identitaires en hériteront. Ainsi les trois principaux fondateurs du mouvement identitaire, Philippe Vardon, qui fondera les *Jeunesses identitaires* et Guillaume Luyt et Fabrice Robert, qui fonderont *Les Identitaires*, sont désormais réunis sous la bannière Unité radicale, proche du MNR.

Les attentats new-yorkais du 11 septembre 2001 vont produire une nouvelle vague et motiver un *aggiornamento* idéologique au sein de l'organisation. Comme le souligne Nicolas Lebourg, UR avait une position « laïque et philo-islamiste », n'hésitant pas – par exemple – à dénoncer le « philosionisme » de certains⁴⁵⁹ ou fondant un « Comité Europe-Palestine ». Suite aux attentats, UR se rapproche des thèses « arabophobes » de Guillaume Faye et adopte cette ligne, dénonçant alors une « colonisation de l'Europe », l'émergence d'une « fracture ethnique », etc. Le groupe de Rock identitaire français (RIF) de Fabrice Robert et Philippe Vardon, Fraction, chante en 2001 dans son album *Reconquista*, « Islam hors d'Europe ». Ce nouveau thème vient brouiller l'ennemi prioritaire du mouvement : pour

⁴⁵⁶ Lebourg N., « Stratégies et pratiques du mouvement nationaliste-révolutionnaire français : départs, desseins et destin d'Unité Radicale (1989-2002) », *Le Banquet*, 2004, 19-20, p.381-400.

⁴⁵⁷ Un magazine publié entre 1992 et 1994, dirigé par Xavier de Mazonod et connu pour ses positions conservatrices.

⁴⁵⁸ Bouchet C., « Guillaume Luyt », *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001, p. 118.

⁴⁵⁹ C'est ainsi qu'ils qualifient Alexandre Del Valle quand celui-ci prône l'alliance entre les nationalistes et les sionistes.

certain le mondialisme (donc les États-Unis) met l'Europe en danger, pour les autres ce rôle est dévolu à l'islam. Deux tendances se dessinent au sein d'Unité radicale : nationale-révolutionnaire, autour de Bouchet, identitaire autour de Fabrice Robert et Guillaume Luyt. La seconde semble s'imposer dès décembre 2001, comme le souligne Nicolas Lebourg : « le texte du dernier Conseil National [d'Unité radicale] n'usait plus de l'autodéfinition de national-révolutionnaire, mais de celle de "nationaliste et identitaire"⁴⁶⁰ ». Selon Nicolas Lebourg, la question de l'identité devient alors « obsessionnelle » : le courant identitaire prend l'avantage, chez les cadres et au sein de la base militante. Nouvel indice de cette percée identitaire : le 8 avril 2002, Fabrice Robert publie sur le site d'Unité radicale une tribune intitulée « Un week-end instructif⁴⁶¹ » qu'il sous-titre « Vers le combat identitaire ». Le 21 avril 2002⁴⁶², Christian Bouchet démissionne et laisse la place à ceux qu'il appelle les « nouveaux nationalistes⁴⁶³ », Fabrice Robert et Guillaume Luyt, qui se disent eux-mêmes « identitaires⁴⁶⁴ ». La transition du nationalisme-révolutionnaire à l'identitarisme se produit donc au sein d'UR et non par la création d'une nouvelle structure.

Un dernier événement va venir perturber l'histoire de l'organisation et accélérer les mutations entamées en son sein, en l'enterrant définitivement. Le 14 juillet 2002, Maxime Brunerie tente d'assassiner Jacques Chirac lors du défilé militaire sur les Champs-Élysées. Il est arrêté et rapidement le lien est fait entre Maxime Brunerie et Unité radicale, dont il était sympathisant. Unité radicale est dissoute en août par décret, en application de la loi du 10 janvier 1936, au motif qu'elle propage des idées qui encouragent « la discrimination, la haine et la violence à l'égard de certains groupes de personnes, [et] prône également l'antisémitisme⁴⁶⁵ ». Les militants annoncent leur intention de fonder une nouvelle association. Le dernier communiqué publié sur le site d'Unité radicale prophétise cette future création, celle du Bloc identitaire : « Guillaume Luyt et Fabrice Robert sont décidés à poursuivre la révolution culturelle de la mouvance identitaire en la dotant de la structure légale qui lui faisait défaut⁴⁶⁶ ». Le site unite-radicale.com est vidé de son contenu : ne reste qu'une page d'accueil qui redirige vers un nouveau site internet dissolution-ur.com. Fabrice

⁴⁶⁰ Lebourg N., *Le monde vu de la plus extrême des droites*, op. cit., p. 79.

⁴⁶¹ Robert F., « Un week-end Instructif. Vers le combat identitaire », *unite-radicale.com*, 08/04/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20020617104459/http://www.unite-radicale.com/Archives_editos/edito080402.htm

⁴⁶² La date est celle du premier tour de l'élection présidentielle française.

⁴⁶³ (Non signé), « Unité radicale : Christian Bouchet passe la main aux Nouveaux Nationalistes », *unite-radicale.com*, 21/04/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20020604015845/http://www.unite-radicale.com/communiqués.htm#c75

⁴⁶⁴ (Non signé), « La véritable motivation de la dissolution d'UR », *unite-radicale.com*, 30/07/2002.

[Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20020802141329/http://www.unite-radicale.com/communiqués.htm#c96

⁴⁶⁵ Décret du 6 août 2002, portant dissolution d'un groupement de fait.

[Consulté le 23/11/2018] URL : www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000408605

⁴⁶⁶ (Non signé), « La véritable motivation de la dissolution d'UR », *unite-radicale.com*, 30/07/2002.

[Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20020802141329/http://www.unite-radicale.com/communiqués.htm#c96

Robert et Guillaume Luyt y publient, le 8 août 2002, un éditorial dont la conclusion annonce la future organisation identitaire : « www.dissolution-ur.com, un site [...] sera chargé d'assurer la transition [...] en attendant le lancement d'une nouvelle organisation. Le combat continue⁴⁶⁷ ». À partir du 2 septembre, tous les articles publiés sur le site sont signés d'un laconique « Les Identitaires ». Le site de transition est clos le 16 novembre, ne reste plus qu'une page qui redirige les internautes vers... les-identitaires.com. Sous la direction de Fabrice Robert, webmaster du site d'Unité radicale, rédacteur actif sur le site de transition et webmaster du site identitaire, Unité radicale est devenue « Les Identitaires ». Sur celui-ci, dès le 25 novembre, une chronique est publiée contre le « système », contre les « ligues de la haine », qui ont obtenu la fermeture du site, qualifiée « d'assassinat judiciaire ». D'après eux, c'est la liberté d'expression qui est danger : « Le site d'Unité Radicale était simplement devenu la voix de la résistance identitaire et son succès commençait à gêner certains. [...] Aujourd'hui, le droit de penser, d'écrire, de s'exprimer n'est plus admis en France⁴⁶⁸ ». Ils n'hésitent pas également à remercier leurs détracteurs :

« En voulant nous censurer, [ils] nous ont finalement permis d'accélérer cette révolution culturelle. Enfin, loin de nous faire disparaître, [ils] nous auront également permis de recevoir de très nombreux messages de soutien et de sympathie, un flux d'adhésions et demandes de renseignements, sans commune mesure avec le rythme habituel ».

Loin d'être un mouvement formé *ex-nihilo*, les Identitaires se fondent sur un noyau issu d'Unité radicale. Les fondateurs sont des militants actifs de l'extrême droite, engagés depuis de nombreuses années dans une diversité de mouvements, qui ont tous convergé dans UR et y ont travaillé ensemble (graphique 4). Il y a bien un rapport de filiation entre les deux. D'ailleurs, les Identitaires vont poursuivre l'*aggiornamento* entamé quelques mois avant la dissolution. Cette dissolution va marquer durablement les Identitaires, en restant dans la mémoire militante. Les militants n'évoquent pas la dissolution d'UR, ni l'organisation⁴⁶⁹, mais la peur de la dissolution, elle, est bien présente.

⁴⁶⁷ Robert F., « Le Combat continue », *dissolution-ur.com*, 08/08/2002. [Consulté le 23/11/2018]

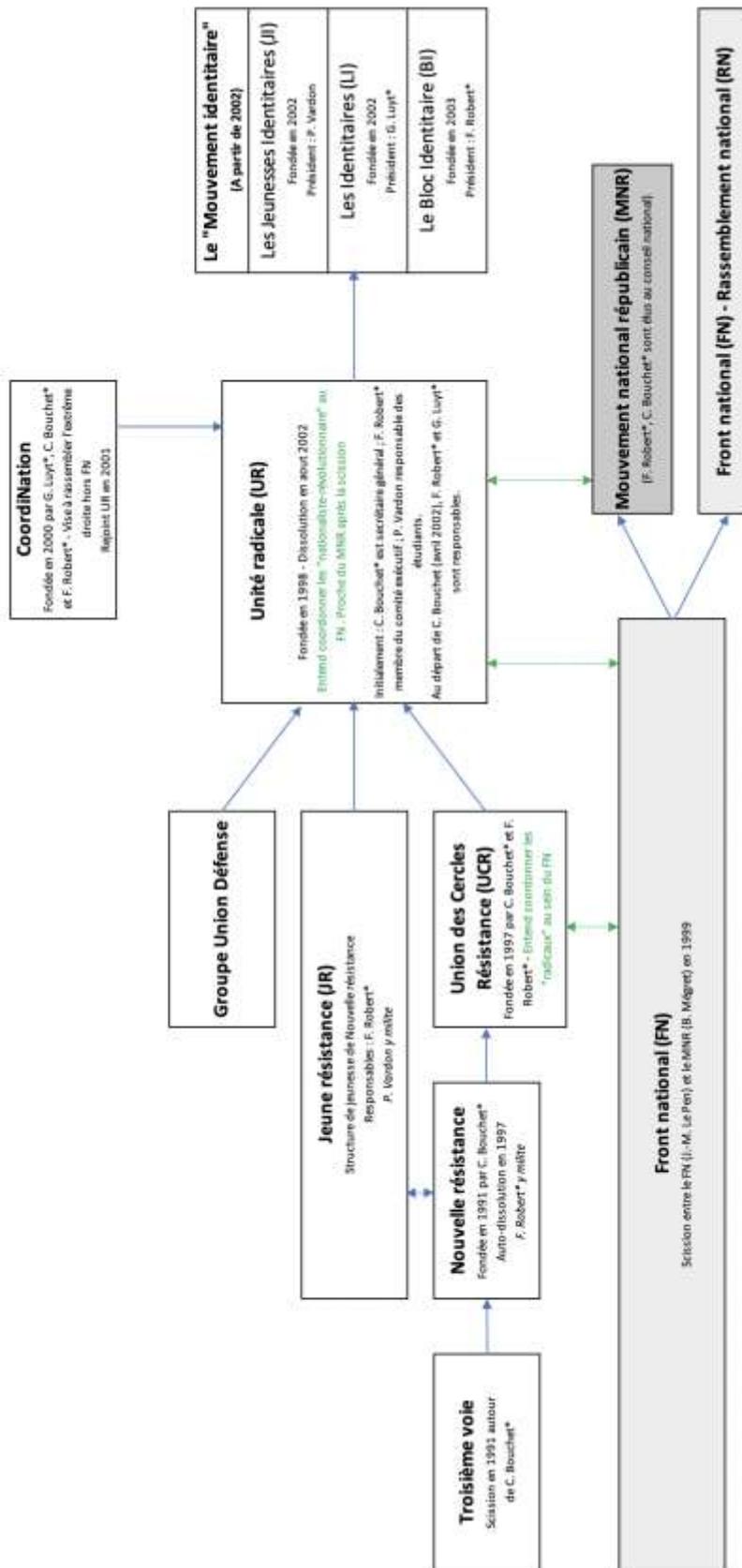
URL : web.archive.org/web/20020809102100/http://www.dissolution-ur.com/pages/edito.htm

⁴⁶⁸ Robert F., « Le rebond identitaire est engagé », *Les-identitaires.com*, 25/11/2002. [Consulté le 23/11/2018]

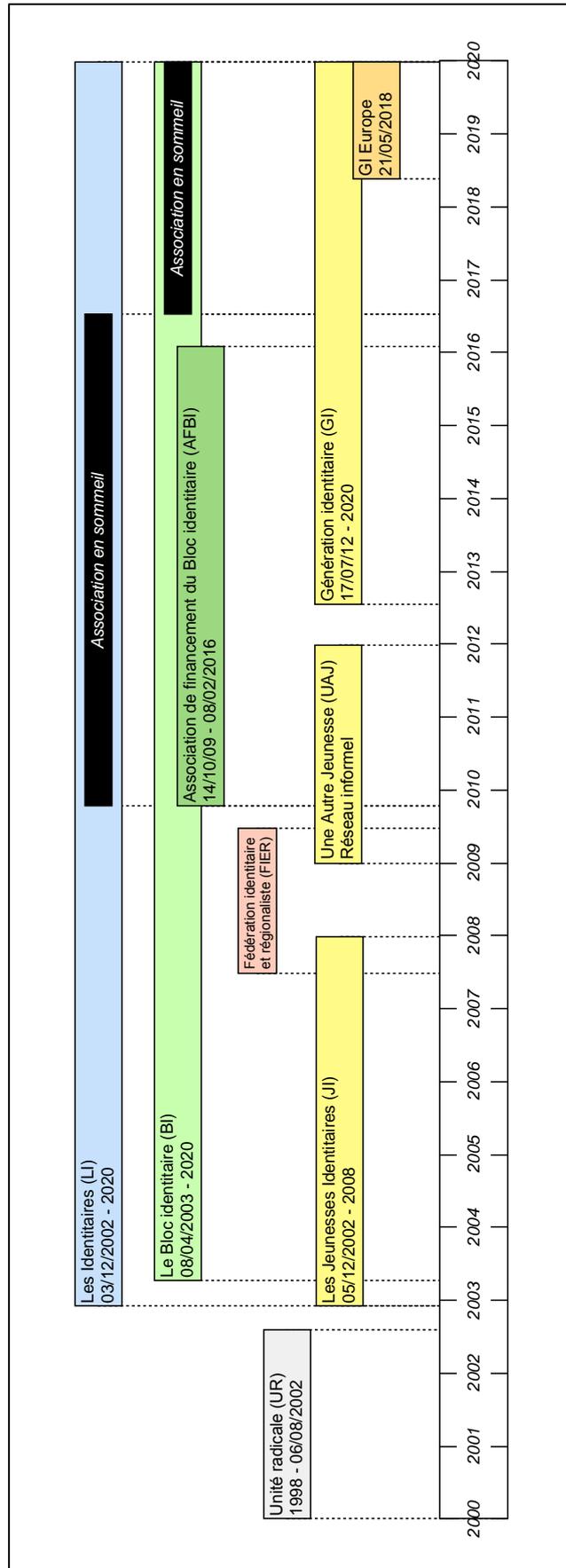
URL : web.archive.org/web/20040821102532/http://les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=50&idrub=3

⁴⁶⁹ Unité radicale ne sera évoquée que dans deux entretiens et de manière très succincte. De même, lors des observations, nous n'avons jamais entendu de militants évoquer UR ou plus largement le « nationalisme révolutionnaire ». Cela s'explique d'après nous par deux raisons : 1. Aucun enquêté n'a milité à l'époque d'UR ; 2. Peu de militants auraient pu y militer, étant donné leur (jeune) âge.

Graphique 4 - L'inscription historique des organisations identitaires dans le champ extrême droitier



Lecture : La présence d'un * souligne l'appartenance préalable de l'individu au Front national. Les flèches bleues indiquent des filiations organisationnelles. Les flèches vertes montrent des relations inter-organisationnelles.

Illustration 3- Le mouvement identitaire de sa fondation à aujourd'hui (Frise - 2000-2020)


2. Le flux (2002-2009) : tentative de structuration du mouvement identitaire

Les organisations identitaires naissent, sous une forme associative, dans ce contexte troublé qui suit directement la dissolution d'UR. Le mouvement va progressivement opter pour une forme partisane transformant, en 2009, le Bloc identitaire en parti politique au sens de la Commission nationale des comptes de campagne et des finances des partis (CNCCFP). C'est ce premier cycle historique que nous retraçons ici (illustration 3).

1. 2002 - 2003 : la création des organisations identitaires

Sur les cendres, encore fumantes, d'Unité radicale, c'est un seul et même mouvement qui naît sous une forme tripartite : les Jeunesses identitaires (JI), les Identitaires (LI) et le Bloc identitaire (BI).

Le premier signe du « rebond identitaire » prôné par Fabrice Robert se concrétise dans la création des Jeunesses identitaires, une organisation de jeunesse. Ils annoncent cette naissance le 18 septembre 2002 dans un communiqué de presse intitulé « Rejoignez les jeunesses identitaires⁴⁷⁰ ». Le groupe est fondé sous la forme d'une association loi de 1901 et déclarée à la préfecture des Alpes-Maritimes le 5 décembre 2002⁴⁷¹. Cette association est présidée par Philippe Vardon. Dès leur création, les JI animent leur propre site Internet, éditent un journal, *Alternative identitaire*, et diffusent leur matériel de propagande (affiches, autocollants⁴⁷²). Philippe Vardon est alors présenté comme le porte-parole de l'organisation. Les JI ne rompent pas totalement avec Unité radicale puisqu'ils diffusent également le magazine de l'organisation dissoute, *Jeune résistance*, sur leur site web. Fabrice Robert annonce quelques semaines après ce lancement la tenue d'un premier meeting à Lyon le 7 décembre 2002. Il se réjouit que « cette organisation essaime en France en suscitant la création de groupes militants sur tout le territoire national⁴⁷³ ». En décembre 2002, le site web des JI liste 15 groupes identitaires desquels les sympathisants sont invités à se rapprocher⁴⁷⁴. Ces groupes s'étendent sur des périmètres variables : ville (Cannes, Nice, Lyon, Toulouse, Aix-Marseille, Saint-Etienne, Montpellier), département (Var), région administrative (Franche-Comté, Bourgogne, « Paris Région », Alsace, Lorraine, Bretagne), voire région plus large (« Nord »). De 15, ils passent à 26 en avril 2003, 37 en décembre

⁴⁷⁰ (Non signé), « Rejoignez les Jeunesses Identitaires », *jeunesses-identitaires.com*, 18/09/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20030109082501/http://www.jeunesses-identitaires.com:80/communique1.htm

⁴⁷¹ Voir Annexe 5.

⁴⁷² Voir Annexe 6.

⁴⁷³ Robert F., « Le rebond identitaire est engagé », *Les-identitaires.com*, 25/11/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20040821102532/http://les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=50&idrub=3

⁴⁷⁴ Ces groupes ne sont matérialisés sur le site de l'association que par une adresse mail : il est difficile de connaître l'ancrage qui y est associé, de même qu'il est impossible de savoir de quelle réalité militante elle s'accompagne.

2003, 40 en juin 2004, 46 en décembre 2004... Certains se dotent en complément d'une page web dédiée (les JI du « pays d'oc » par exemple, de même que le groupe parisien ou le groupe flamand). De cela découle une impression de diffusion rapide du mouvement dans toute la France, dont il est cependant difficile de dire ce qu'elle recouvre comme réalité militante.

Les Identitaires, association loi de 1901 présidée par Guillaume Luyt est déposée à la préfecture de Dijon le 3 décembre 2002⁴⁷⁵, quelques jours seulement avant la déclaration des Jeunesses identitaires. Leur création est annoncée le 14 novembre 2002, quelques semaines après celle des JI. Le mouvement se dote également d'un site internet, qui lui sert de lieu de communication, mais qui s'entend également comme un lieu d'échange, via son forum. Une semaine après l'ouverture du site, dans un communiqué où ils se réjouissent de l'affluence de visiteurs, les Identitaires expliquent que leur « énergie [...] va désormais se concentrer sur la mise en place du mouvement politique adulte⁴⁷⁶ ». La présentation du site laisse entendre que LI est le point de convergence du mouvement : il centralise des informations sur le Bloc identitaire et sur les JI, présenté comme son « mouvement de jeunesse⁴⁷⁷ ».

Le Bloc identitaire (BI) est quant à lui déclaré à la préfecture des Alpes-Maritimes le 7 avril 2003, également sous la forme d'une association loi de 1901⁴⁷⁸. Cette déclaration fait suite à la convention de Mâcon qui avait réuni 80 délégués identitaires de 16 régions françaises les 6 et 7 avril 2003⁴⁷⁹. Cette troisième association est présidée, elle, par Fabrice Robert. Le BI a lui aussi un site internet, qui lui permet de diffuser ses communiqués et sa propagande politique (en premier lieu des tracts⁴⁸⁰). Le fonctionnement interne des instances est décrit dans le communiqué : le mouvement est dirigé par un Bureau national ; chaque région est dotée d'un responsable régional ; chaque cellule de base, au niveau du « pays » ou de la « ville » a également un responsable local. Le Bureau national⁴⁸¹, présidé par Fabrice Robert, compte deux vice-présidents : Guillaume Luyt, délégué à l'organisation et Philippe Vardon, délégué à la propagande.

⁴⁷⁵ Voir Annexe 5.

⁴⁷⁶ (Non signé), « Un lancement prometteur », *Les-identitaires.com*, 23/11/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20030323174259/http://www.les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=48&idrub=2

⁴⁷⁷ (Non signé), « Le communiqué de fondation », *Les-identitaires.com*, (avril 2003, non daté) [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20051025112251/http://www.les-identitaires.com:80/bi.htm

Nous insistons sur ce point car les cadres identitaires récuseront plus tard ce point, notamment lors du procès engagé contre les JI pour « reconstitution de ligue dissoute ».

⁴⁷⁸ Voir Annexe 5.

⁴⁷⁹ (Non signé), « Gonflé à bloc », *bloc-identitaire.com*, 08/04/2013. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20040520011805/http://www.bloc-identitaire.com:80/communiqu.php?id=4

⁴⁸⁰ Voir Annexe 6.

⁴⁸¹ (Non signé), « Qui sommes-nous ? », *bloc-identitaire.com*, (non daté, antérieur à février 2004). [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20040202061148/http://www.bloc-identitaire.com:80/qui.htm

En quelques mois naissent donc, en lieu et place d'UR, trois associations, chacune présidée par l'un des responsables d'Unité radicale : Philippe Vardon (responsable de l'Union des Étudiants nationalistes au sein d'UR) préside les JI ; Guillaume Luyt (porte-parole d'UR) préside LI ; Fabrice Robert (porte-parole d'UR) préside le BI. Les déclarations de création de ces associations révèlent leurs points communs : toutes mettent en avant la nécessaire articulation entre l'identité française et l'identité européenne, ainsi que le lien entre l'héritage et la culture. Cependant, elles se fixent des objets légèrement différents, qui révèlent le rôle de chacune dans cette « tripartition » identitaire. Les JI se concentrent sur des objectifs métapolitiques⁴⁸², à travers « [l']organisation de conférences, de défilés ou de randonnées, la diffusion et l'édition de livres, brochures, revues ou disques », et se consacrent à la jeunesse. Les Identitaires se veulent une structure de « rassemblement », visant la création d'une communauté politisée certes, mais pas militante : il s'agit de fédérer un réseau de sympathisants. Le Bloc identitaire a lui un but plus proprement politique, souhaitant « concourir à l'expression démocratique » : il est une structure de « combat militant ». Si le « pass[age] par le terrain électoral⁴⁸³ » n'est pas exclu, il est cependant présenté comme un ultime recours.

2. Entre institutionnalisation partisane et "émiettement" du mouvement jeune

Le mode de fonctionnement du mouvement identitaire s'infléchit progressivement, jusqu'à la transformation en parti politique du BI. Cette institutionnalisation n'est que relative à l'échelle du mouvement puisqu'elle s'accompagne d'une déstructuration du mouvement de jeunesse.

2.1. L'engagement progressif dans la voie électorale

Dès leur fondation, les Identitaires affirment la légitimité du Front national sur le champ électoral. Cela s'explique à la fois par le contexte politique et par la rupture avec le MNR. En effet, leur création suit de quelques mois le 21 avril 2002, au cours duquel Jean-Marie Le Pen a atteint le second tour de l'élection présidentielle, le FN a électoralement le vent en poupe et sa crédibilité dans les cercles identitaires va croissante⁴⁸⁴. Fabrice Robert explique dès 2002 qu'il « faut reconnaître la légitimité du FN sur le créneau du combat souverainiste⁴⁸⁵ ». Bruno Mégret, lui, n'a remporté que 2,34 % des suffrages au premier

⁴⁸² Cf. *infra*, Chapitre 2.

⁴⁸³ Robert F., « Le rebond identitaire est engagé », *Les-identitaires.com*, 25/11/2002. [Consulté le 23/11/2018]
URL : web.archive.org/web/20040821102532/http://les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=50&idrub=3

⁴⁸⁴ Ce qui n'empêche aucunement les militants de critiquer son « archaïsme », son manque d'implantation locale...

⁴⁸⁵ Robert F., « Le rebond identitaire est engagé », *Les-identitaires.com*, 25/11/2002. [Consulté le 23/11/2018]
URL : web.archive.org/web/20040821102532/http://les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=50&idrub=3

tour : le champion des Identitaires n'a pas été à la hauteur de leurs attentes. Cette prise de distance vis-à-vis du MNR s'amplifie d'autant plus que Bruno Mégret rompt la relation qu'il entretient avec les Identitaires sitôt après l'attentat de Maxime Brunerie, récusant même l'existence de liens avec son organisation⁴⁸⁶. Un cadre du mouvement affirme avant le cycle électoral de 2004 (élections régionales et européennes) que le BI reconnaît la légitimité électorale du FN contre celle du MNR⁴⁸⁷, prenant ainsi officiellement position contre les mégrétistes. Au cours de cette période (2002-2004), les Identitaires se consacrent à l'action de « terrain » : « l'avenir du combat identitaire est dans la rue, dans le contact direct avec les Français. Nous encourageons donc tous les résistants identitaires à s'engager sur le terrain⁴⁸⁸ ».

Suite aux élections de 2004 émerge la conviction qu'il existe un « vote identitaire⁴⁸⁹ ». Guillaume Luyt entend dès lors le développer : les Identitaires entament une évolution de leur mode d'action. Un an plus tard, le 14 juin 2005, un militant identitaire participe pour la première fois à une élection sous la bannière identitaire : il présente sa candidature à l'élection cantonale partielle du 7 juin 2005, dans le 7^{ème} canton de Nice (tableau 1). Ils expliquent cette candidature par deux séries de justifications très différentes. D'une part, ils motivent ce choix par la volonté de « se confronter au jugement [...] tester [leur] discours et [leur] style⁴⁹⁰ » espérant de surcroît une percée militante et médiatique. Mais, d'autre part, un autre registre de justification apparaît. Dominique de Villepin, ministre de l'Intérieur, lors des questions au gouvernement du 1^{er} février 2005⁴⁹¹ fait part de sa volonté de « dissoudre ces mouvements [...] conformément à la loi de janvier 1936 », annonçant qu'il le « proposerai[t] en conseil des ministres » et souligne la nécessité de « veille[r] [...] à ce qu'ils ne soient pas reconstitués ». L'épisode survient suite à la publication d'un rapport des renseignements généraux évoquant les Identitaires⁴⁹². Ceux-ci se sentent visés par la réponse du ministre, un sentiment d'après eux confirmé lorsque le procureur des Alpes-Maritimes, Éric de Montgolfier, lance une procédure à l'encontre des JI pour reconstitution de ligue dissoute, suite à une agression à Nice en mai 2005. Ces

⁴⁸⁶ Lebourg N., « L'histoire d'unité radicale », *Fragments sur les temps présents*, 03/01/2010. [Consulté le 23/11/2018]

URL : tempspresents.com/2010/01/03/nicolas-lebourg-histoire-unite-radicale/

⁴⁸⁷ Santamaria J.-B., « Perspectives pour le mouvement national et identitaire », *bloc-identitaire.com*, 02/02/2004. [Consulté le 23/11/2015] : www.bloc-identitaire.com/actualite/411/perspectives-mouvement-national-et-identitaire.html

⁴⁸⁸ (Non signé) « Qui sommes-nous ? », *Les-identitaires.com*, 16/11/2002. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20030129033049/http://www.les-identitaires.com:80/qui.htm

⁴⁸⁹ Luyt G., « Cinq réflexions post-électorales », *bloc-identitaire.com*, 25/04/2004. [Consulté le 23/11/2015] : www.bloc-identitaire.com/actualite/422/cinq-reflexions-post-electorales.html

⁴⁹⁰ (Non signé), « Le temps est venu : aux urnes, résistants identitaires », *bloc-identitaire.com*, 02/06/05. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20060827101012/http://www.bloc-identitaire.com:80/communiqu.php?id=190

⁴⁹¹ Assemblée nationale, *Compte rendu intégral de la séance du 1^{er} février 2005*, p. 508.

⁴⁹² Forcari C., Calinon T., « Fin de partie pour des néonazis alsaciens », *Libération*, 19/05/2005.

événements précèdent l'annonce de candidature. Les Identitaires évoquent ces arrestations dans un communiqué : elles sont présentées comme des « péripéties⁴⁹³ » et ils préviennent qu'une annonce est à venir. Immédiatement après l'élection, ils soulignent que la candidature de Damien Derey a été l'occasion de faire « un pied de nez » au « Villepin de la place Beauvau, [qui] avait fait de la criminalisation du mouvement identitaire une priorité⁴⁹⁴ ». En 2009, les Identitaires affirment à nouveau que cette candidature avait pour objectif de marquer « [leur] ferme volonté de ne pas [se] laisser pousser hors du champ de la légalité, mais au contraire d'en jouir au maximum pour faire entendre notre voix⁴⁹⁵ ». Cette première candidature apparaît, dans un contexte électoral moins favorable au FN, comme une réponse à la menace de dissolution. Une formule clé écolot à la suite de cette première élection : « une vie militante avant, pendant et après les élections⁴⁹⁶ », qui prône un retour au terrain, tout en incluant les élections dans le calendrier militant. Cela se confirme en 2007 : Damien Derey est à nouveau candidat (sous l'étiquette Nissa Rebela⁴⁹⁷, à la cantonale partielle dans le 11^{ème} canton de Nice), et les Identitaires sont présents dans cinq circonscriptions aux élections législatives de 2007, quatre à Nice⁴⁹⁸ et une à Paris (tableau 1).

⁴⁹³ Dancourt F., « Nous réservons encore beaucoup de surprise », *bloc-identitaire.com*, 31/05/2005. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/477/nous-reservons-encore-beaucoup-surprises.html

⁴⁹⁴ Les Identitaires, « La leçon électorale », *bloc-identitaire.com*, 20/06/2005. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/480/lecon-electorale.html

⁴⁹⁵ (Non signé), « Les identitaires sur le front électoral », *bloc-identitaire.com*, (Non daté, antérieur au 29/12/2008). [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20081229224218/http://www.bloc-identitaire.com:80/courant-identitaire/elections

⁴⁹⁶ Robert F., « Le Bloc et l'Union des patriotes », *bloc-identitaire.com*, 09/07/2006 [entretien de mai 2006]. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/626/bloc-identitaire-sujet-union-patriotes.html

⁴⁹⁷ Nissa Rebela dont le sigle est donc « NR ». Nous ne pouvons nous empêcher d'y voir, *a minima*, un hommage envers le passé nationaliste-révolutionnaire, « NR » donc, du mouvement.

⁴⁹⁸ Les candidatures sont nombreuses dans le pays Niçois, dont ils entendent faire « un Dreux identitaire ».

Tableau 1– Les résultats électoraux des Identitaires
(données collectées par l'auteure et croisées avec les données du ministère de l'Intérieur pour les résultats)

Date	Type d'élection	Circonscription électorale	Liste et tête de liste ou Candidat	Inscrits	Voix	% exp.
12 JUIN 2005	Cantonale (Partielle)	7ème canton de Nice (06)	Damien Derey	13 803	85	1,90%
10 JUIN 2007	Cantonale (Partielle)	11ème canton de Nice (06)	Damien Derey	19 137	420	4%
10 JUIN 2007	Législative	1er circo des Alpes-Maritimes (06)	Philippe Vardon	58 304	773	2,29%
10 JUIN 2007	Législative	2ème circo des Alpes-Maritimes (06)	Benoît Loeuillet	62 011	938	2,66%
10 JUIN 2007	Législative	3ème circo des Alpes-Maritimes (06)	Myriam Marchand	70 019	963	2,50%
10 JUIN 2007	Législative	5ème circo des Alpes-Maritimes (06)	Pierre Antoine Plaquevent	86 808	1195	2,20%
10 JUIN 2007	Législative	10ème circo de Paris (75)	Odile Bonnavard	65 236	86	0,20%
9 MARS 2008	Municipale	Ville de Nice (06)	Liste "N.I.S.A." - Philippe Vardon	214 509	3 686	3,03%
9 MARS 2008	Municipale	Aix-en-provence (13)	Liste "Droits Aixoisés" - Jean-Louis Garello	89 621	1408	2,72%
9 MARS 2008	Municipale	Libourne (33)	Liste "Libourne d'abord" (FN et Identitaires) - Thibault du Réau	15 731	393	3,83%
9 MARS 2008	Municipale	Lunel (34)	Liste "Retour Aux Sources - Liste d'union citoyenne patriote et Identitaire" - Patrick Marcou	15 654	489	4,79%
9 MARS 2008	Municipale	Strasbourg (67)	Liste "Strasbourg d'Abord" (Alsace d'Abord) - Robert Spieler	138 790	1616	2,17%
9 MARS 2008	Municipale	Le Havre (76)	Liste "Droite Nationale" (MNR - Identitaires) - Philippe Fouche Saillentfest	113257	2436	3,98%
18 MAI 2008	Législative (Partielle)	5ème circo des Alpes-Maritimes (06)	Pierre Antoine Plaquevent	87 509	1 396	4,61%
9 MARS 2008	Cantonale	1er canton de Nice (06)	Dominique Lescurre	11 853	150	2,22%
9 MARS 2008	Cantonale	2ème canton de Nice (06)	Philippe Vardon	12 653	283	4,22%
9 MARS 2008	Cantonale	6ème canton de Nice (06)	Benoît Loeuillet	17 192	467	5,09%
9 MARS 2008	Cantonale	13ème canton de Nice (06)	Myriam Marchand	16 532	404	4,23%
7 DEC 2008	Cantonale (Partielle)	Saint-Martin Vésubie (06)	Pierre-Antoine Plaquevent	1 674	25	2,22%
3 MAI 2009	Cantonale (Partielle)	12ème canton de Nice (06)	Aulde Maisonneuve	12 315	174	4,90%
6 SEPT 2009	Cantonale (Partielle)	6ème canton de Nice (06)	Benoît Loeuillet	17 096	273	7,68%
14 MARS 2010	Régionale	Alsace	Liste "Alsace d'Abord" - Jacques Cordonnier	1 248 887	25 906	4,98%
14 MARS 2010	Régionale	Languedoc Roussillon	Liste "Ligue du Midi" - Richard Roudier	1 852 959	6 086	0,68%
14 MARS 2010	Régionale	Provence-Alpes-Cotes-d'Azur	Liste "Ligue du Sud" - Jacques Bompard	3 347 258	38 284	2,69%

Date	Type d'élection	Circonscription électorale	Liste et tête de liste ou Candidat	Inscrits	Voix	% exp.
20 MARS 2011	Cantonale	3ème canton de Nice (06)	Philippe Vardon	21 373	394	4,44%
20 MARS 2011	Cantonale	5ème canton de Nice (06)	Benoit Loeuillet	18 296	223	3,30%
20 MARS 2011	Cantonale	7ème canton de Nice (06)	Dominique Lescuré	14 915	181	3,24%
20 MARS 2011	Cantonale	8ème canton de Nice (06)	Éric de Linarès	12 987	129	2,71%
20 MARS 2011	Cantonale	10ème canton de Nice (06)	Roxanne Georges	20 919	275	3,84%
20 MARS 2011	Cantonale	11ème canton de Nice (06)	Marie-Édith Cattet	19 188	336	4,51%
20 MARS 2011	Cantonale	12ème canton de Nice (06)	Aulde Maisonneuve	12 492	173	3,50%
20 MARS 2011	Cantonale	Grasse-Sud (06)	Guillaume Delefosse	21 843	186	2,19%
20 MARS 2011	Cantonale	Grasse-Nord (06)	Alain-Christian Fragny	15 253	113	1,94%
20 MARS 2011	Cantonale	Guillaumes (06)	Myriam Marchand	3 053	231	12,93%
20 MARS 2011	Cantonale	L'Escarène (06)	Jessica Jannuzzi	7 397	131	3,45%
20 MARS 2011	Cantonale	Lantosque (06)	Étienne Mougnot	2 287	25	1,52%
20 MARS 2011	Cantonale	Levens (06)	Benoît Vardon	15 978	391	5,34%
20 MARS 2011	Cantonale	Puget - Théniers (06)	Jérôme Guichard	2 673	25	1,41%
20 MARS 2011	Cantonale	Saint Martin Vésubie (06)	Guillaume Jannuzzi	1 732	21	1,61%
20 MARS 2011	Cantonale	Villars sur Var (06)	Thibault Martin	2 799	29	1,53%
20 MARS 2011	Cantonale	Hautefort (24)	Danielle Bourdin	3 295	52	2,11%
20 MARS 2011	Cantonale	Fouesnant (29)	Yann Vallérie	22 474	405	4,01%
20 MARS 2011	Cantonale	Rosporden (29)	Mickaël Prima	10 689	662	15,52%
20 MARS 2011	Cantonale	3ème canton de Nîmes (30)	Erick Cavaglia	14 714	99	1,80%
20 MARS 2011	Cantonale	Sumène (30)	Richard Roudier	2 415	76	6,07%
20 MARS 2011	Cantonale	Lunel (34)	Patrick Marcou	32 543	96	0,68%
20 MARS 2011	Cantonale	Mauguio (34)	José Tur	27 820	134	1,15%
20 MARS 2011	Cantonale	9ème canton de Montpellier (34)	Olivier Roudier	12 805	79	1,98%
20 MARS 2011	Cantonale	Saint-Sauve (58)	Stéphane Somazzi	2 685	16	1,09%
20 MARS 2011	Cantonale	Nevers-Nord (58)	Damien Baudry	8 912	139	4,29%
20 MARS 2011	Cantonale	6ème canton de Strasbourg (67)	Jacques Cordonnier	20 374	367	6,40%
20 MARS 2011	Cantonale	Illkirch - Graffenstaden (67)	Karl Goschescheck	37 013	576	4,27%
9 SEPT 2012	Cantonale (Partielle)	Levens (06)	Benoît Vardon	16 320	129	2,50%
23 MARS 2014	Municipale	Nice (06)	Liste "Immigration - Islamisation - Insécurité - Impôts : Basta !" - Philippe Vardon	218 184	5 095	4,43%

2.2. D'une organisation « proto-partisane » au « parti »

En 2007, naît la première structure dédiée à l'action électorale : la Fédération identitaire et régionaliste (FIER) réunit plusieurs groupes de cette tendance⁴⁹⁹. L'objectif qu'elle se fixe est double : aider de potentiels candidats aux élections municipales, « tous ceux qui voudront partir à l'assaut de l'hôtel de ville de leur commune pourront profiter du soutien de cette nouvelle Fédération identitaire⁵⁰⁰ » et entamer la construction d'un réseau d'élus identitaires, « qui [...] fonctionnera comme une plate-forme d'échanges et de mise en commun des expériences et des moyens et en aucun cas comme un parti⁵⁰¹ ». Cette initiative se rapproche cependant de la forme partisane puisqu'elle en assure des missions classiques : recrutement des candidats, soutien aux campagnes électorales, encadrement des élus. Ils vont se saisir des retombées, financières cette fois, que permet la participation électorale. En 2008, pour la première fois, ils diffusent un appel au don pour financer la campagne de la liste N.I.S.S.A.⁵⁰² : « le système de financement des campagnes électorales permet à chacun d'entre vous de soutenir financièrement les Identitaires, en bénéficiant d'une importante déduction fiscale⁵⁰³ ». Suite aux élections municipales de 2008, les rapports entre les associations sont repensés⁵⁰⁴ : les JI sont présentées comme « école de formation » ; le BI comme « catalyseur des énergies adultes » ; la FIER comme « initiateur des projets électoraux ». Ainsi, la fédération identitaire porte ce volet électoral. Notons également que Les Identitaires n'est plus mentionnée dans l'édifice organisationnel. L'association est devenue une coquille vide : son site internet n'est plus mis à jour⁵⁰⁵, elle est mise en « sommeil⁵⁰⁶ », sans pour autant être dissoute. Les militants vont dès lors participer à d'autres élections : les municipales en 2008⁵⁰⁷, mais également des élections législatives partielles ou cantonales partielles (tableau 1).

⁴⁹⁹ Fondée sur l'initiative du BI, d'Alsace d'Abord et du collectif Peuples identités, culture. Ni Terre et Peuple, ni Réfléchir et Agir n'y sont associés : ils sont considérés comme trop radicaux.

⁵⁰⁰ Luyt G., « Le défi municipal », *bloc-identitaire.com*, 17/10/2007. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/573/defi-municipal.html

⁵⁰¹ *Ibid.*

⁵⁰² Un acronyme, signifiant « Nice identité sécurité solidarité action ». La liste est conduite par Philippe Vardon et soutenue par Nissa Rebelat, qui s'est constitué en association en 2006.

⁵⁰³ Jérôme D., « Comment donner légalement de l'argent aux Identitaires, sans se ruiner et en obligeant l'état à financer la campagne de Philippe Vardon ! », 20/02/08. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20080303192650/http://blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php?cat=26

⁵⁰⁴ Les Identitaires, « Municipales et cantonales 2008 : émergence de la droite identitaire », *bloc-identitaire.com*, 21/03/2008. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/317/municipales-et-cantonales-2008-emergence-droite-identitaire.html

⁵⁰⁵ Le dernier article en ligne date d'octobre 2009.

⁵⁰⁶ Taylor V., « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, Vol. 54, n°5, 1989, p. 761-75. V. également : Johsua F., « Abeyance structure », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020, p. 21-26.

⁵⁰⁷ La liste N.I.S.S.A. à Nice est la seule officiellement estampillée identitaire, mais des militants sont présents sur d'autres listes, par exemple à Lunel ou Aix-en-Provence. Fabrice Robert évoque alors des candidats sur une « vingtaine de listes ».

Les tentatives électorales motivent la transformation en parti du Bloc identitaire en 2009, annoncée par Fabrice Robert lors d'une conférence de presse à Orange :

« Afin de faciliter son financement et accroître sa participation électorale, le Bloc Identitaire s'est doté de statuts conformes à la réglementation en vigueur pour les "partis" politiques. Ainsi, le Bloc Identitaire est désormais doté d'une association de financement qui lui permettra de faire bénéficier ses donateurs et adhérents d'une déduction fiscale. Celle-ci pourra aussi prêter de l'argent aux candidats identitaires et permettre un rattachement financier lors de certaines consultations comme les élections législatives. Il s'agit d'une évolution importante pour le Bloc Identitaire qui vient ainsi marquer une nouvelle phase de son développement⁵⁰⁸. »

En effet, les statuts du BI ont évolué. L'objet de l'association comporte désormais une nouvelle partie : « être une formation politique qui concourt à l'expression du suffrage dans le cadre des institutions de la République », et l'Association de Financement du Bloc identitaire (AFBI) est déclarée à la Préfecture des Alpes-Maritimes le 14 octobre 2009⁵⁰⁹. Les statuts de l'AFBI précisent son objet : « recueillir les fonds destinés au financement des activités politiques du Bloc identitaire ». Le Bloc identitaire devient donc, par ce changement d'objet et en se dotant de cette association de financement, un parti politique au sens du droit français (*cf. infra*). Malgré les critiques adressées aux partis politiques voire à la forme partisane, le Bloc identitaire est désormais au sens de la loi française un parti politique « comme les autres ». Cela va être l'occasion d'une structuration locale du Bloc identitaire : des « fédérations locales » officielles sont déclarées en préfecture dans plusieurs régions françaises. Sept associations sont ainsi présentées en tant que « structures locales » du BI à partir de l'exercice comptable de 2011 et jusqu'en 2013⁵¹⁰. En 2011, le Bloc identitaire revendique une vingtaine de « sections » à travers la France⁵¹¹. Il y a donc une institutionnalisation du mouvement identitaire, qui devient un parti et en adopte des structures classiques, notamment sous la forme de relais locaux officiels.

2.3. Une « déstructuration » des mouvements de jeunesse

Parallèlement à ce développement de l'activité électorale, les militants du pôle jeunesse font face à des déconvenues. Suite à la mise en accusation de 2005, JI est condamnée en 2007 pour reconstitution de ligue dissoute par le tribunal correctionnel de Nice, un jugement confirmé en appel (2008) et en cassation (2010). Cela pousse les jeunes

⁵⁰⁸ Bloc identitaire, « Le bloc identitaire modifie ses statuts pour accompagner son développement », 20/10/2009, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/984/bloc-identitaire-modifie-statuts-accompagner-son-developpement.html

⁵⁰⁹ Voir Annexe 5.

⁵¹⁰ Les sept associations déclarées comme structures locales auprès de la CNCCFP : BI Occitanie, Ligue du Midi, BI Auvergne, BI Paris-Ile de France, Jeune Bretagne, BI Normandie, BI Provence, BI Aquitaine.

Du fait du déménagement des archives nationales, les comptes de campagne auxquels nous aurions souhaité avoir accès n'étaient malheureusement pas disponibles. Il serait cependant intéressant de voir le coût d'une telle campagne pour les Identitaires pour mesurer l'importance de ce don dans l'économie générale de la campagne.

⁵¹¹ (Non signé), « Le bloc identitaire en régions : tour d'horizon des sections », *Identitaire*, n°9, p. 4-5.

à repenser leur mode d'organisation puisqu'ils ne peuvent plus s'exprimer au nom de JI. Ils créent en 2009 une nouvelle structure, Une Autre Jeunesse (UAJ), qui apparaît comme plus informelle. Il s'agit d'une association domiciliée en Suisse⁵¹², où JI s'était déjà établie. Cette structure vise à rassembler les diverses associations de jeunes identitaires implantées en France, à former donc « un réseau identitaire », figuré par un site internet autre-jeunesse.com. Le réseau UAJ fédère des groupes variés et en apparence indépendants. Chacun possède son propre site internet, où il relaie ses propres actions, mais aussi quelques actions nationales du réseau. Les groupes locaux fédérés adoptent des noms significatifs de cet ancrage local : « Vague normande », « Rebeayne⁵¹³ ! » à Lyon, « Projet apache » à Paris, « Nostra revolta » dans le Languedoc. Là encore, des associations locales sont créées, sous des désignations plus discrètes (« Les petits lyonnais », « Paris fierté ») et avec des objets culturels. Ils se distinguent également par des logos variés, aux couleurs diverses. Certaines de ces appellations, voire certaines associations, survivront au-delà de l'existence d'UAJ et resteront des moyens de désigner les groupes militants locaux réunis au sein de Génération identitaire. Elles reçoivent également des dons de la part du Bloc identitaire⁵¹⁴. Après la dissolution des JI, il n'y a pas de fin de l'activisme jeune identitaire, mais plutôt une multiplication, un morcellement. De la seule association JI sont nées plusieurs associations réparties dans toute la France, un morcellement visible également sur Internet, avec la multiplication des sites internet. En 2011, ils recensent 15 groupes à travers la France⁵¹⁵. En plus de cette modification de structure, nous verrons (*infra*) que les contenus évoluent, plus métropolitiques, avec des slogans attaquant par exemple la drogue, la surconsommation, etc.

3. Le reflux (2009-2016) : vers la déstructuration du mouvement identitaire

En juillet 2016, le mouvement identitaire annonce la fin de son action électorale et la dissolution de l'AFBI. À cette occasion, ils annoncent la transformation du Bloc Identitaire en Les Identitaires. Comment se produit ce retour à la simple association, cet abandon de la forme partisane ?

⁵¹² Nous en avons retrouvé la trace dans les comptes déclarés à la CNCCFP par le BI, le parti politique ayant fait des dons à l'association dont l'adresse se trouve en Suisse.

⁵¹³ Le terme signifie « révolte » en parler lyonnais.

⁵¹⁴ Comptes du Bloc identitaire, archives de la CNCCFP consultées par l'auteur.

⁵¹⁵ (Non signé), « Les groupes de jeunes identitaires en 1^{ère} ligne », *Identitaires*, n° 9, p. 6-7.

1. Les échecs électoraux

Les échecs électoraux se succèdent pour les candidats identitaires. En vue de l'élection présidentielle de 2012, ils tentent de présenter un candidat : l'échec de la candidature, d'Arnaud Guillon qui ne parvient pas à mobiliser suffisamment d'élus locaux pour le soutenir, apparaît comme l'échec « de trop ».

1.1. La présidentielle, hors de portée

En 2010, le Bloc identitaire mène une grande concertation auprès de ses adhérents : « êtes-vous favorable à une candidature du Bloc identitaire à l'élection présidentielle ? ». Bien plus qu'un simple oui/non, les cadres espéraient avoir des précisions sur les raisons présidant à ce choix. Ils se félicitent de ce « processus de démocratie interne comme nul autre parti ne le pratique en France⁵¹⁶ ». Dès octobre 2010, ils annoncent que « 74 % des adhérents sont favorables à cette candidature, dont 56 % très favorables⁵¹⁷ », avec des motivations claires : affirmer le statut de parti politique du BI, offrir une alternative au vote FN, donner de la visibilité aux Identitaires. Cependant des freins sont également signalés : le manque de structuration du jeune parti, un échec quasi-certain, la division des forces politiques de droite par la multiplication des candidatures, sans compter que, pour certains, cela n'est pas la vocation du BI. Marine Le Pen exprime alors ce que signifierait à ses yeux une candidature identitaire à la présidentielle :

« S'ils présentent un candidat aux présidentielles, bien entendu ils se poseront comme des concurrents. Ils joueront, et je le regrette, le rôle qu'ont joué avant eux un certain nombre de candidatures suscitées par le pouvoir dans l'objectif en règle générale d'empêcher le candidat national d'obtenir ses parrainages⁵¹⁸ ».

Malgré ces réserves des adhérents et cette mise en garde, la candidature est annoncée et le nom du candidat, Arnaud Guillon, est révélé. Le choix peut surprendre : il ne fait pas partie des figures connues du mouvement. Cependant, à 25 ans, il a déjà 9 ans de militantisme derrière lui, est membre du bureau exécutif du BI et fondateur de l'association Solidarité Kosovo, qui organise des « convois humanitaires » à destination des populations serbes de la région⁵¹⁹. En réalité, il est le candidat idéal, par ce subtil mélange de jeunesse et d'expérience : trop jeune pour avoir participé à des organisations *skinhead* dont la réputation nuirait aux Identitaires et suffisamment ancien pour être formé aux techniques de

⁵¹⁶ « Les identitaires ont leur candidat à la présidentielle 2012 », *bloc-identitaire.com*, 01/12/2010. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/document-audio/215/identitaires-ont-leur-candidat-presidence-2012.html

⁵¹⁷ « Candidature du Bloc identitaire à l'élection présidentielle de 2012. Synthèse de la consultation nationale des adhérents », *Identitaires*, n° 7, p. 4-5.

⁵¹⁸ Marine Le Pen interrogée dans le documentaire « Les Nouveaux Fachos », *Génération reporters*, France 4, 2010.

⁵¹⁹ Ce combat pour le Kosovo est très important pour les Identitaires qui considèrent la région comme une préfiguration du sort de l'Europe entière (cf. le titre « Paris-Belgrade » du groupe de Rock Identitaire Français (RIF) *In Memoriam*).

communication et prise de parole. Il entame un tour de France en quête de parrainages et annonce, en avril 2011, avoir rencontré « 100 maires entre janvier et avril⁵²⁰ ». Ces rencontres lui auraient permis de « valider le discours identitaire auprès des élus⁵²¹ », d'obtenir des parrainages en nombre suffisant pour « permett[re] tous les espoirs⁵²² », et enfin d'accroître la structuration, l'organisation interne et la visibilité du BI pour « préparer non seulement 2012, mais également 2020 ou 2030⁵²³ ». En mai, il présente son programme pour l'élection. Malgré ces débuts jugés encourageants, Arnaud Guillon se retire de la course à la présidentielle en septembre 2011 invoquant des problèmes financiers :

« Pour des raisons financières nous devons malheureusement mettre fin à ce cycle militant. Avec davantage de moyens financiers nous pouvons légitimement penser qu'il y aurait eu une possibilité...⁵²⁴ ».

Il annonce alors avoir récolté en 9 mois, 76 signatures sur les 500 nécessaires pour le 16 mars 2012. Notre examen des comptes du Bloc identitaire révèle en 2011, une augmentation massive des dépenses de communication et propagande, qui doublent par rapport à 2010. Cette hausse peut être imputée à cette pré-campagne, d'autant plus que le montant diminue à nouveau en 2012. Cependant, les dons de personnes physiques et les cotisations des adhérents ont également doublé sur l'année. Plus qu'un problème financier, il nous semble que c'est l'inadéquation entre les moyens – conséquents pour le BI – et les effets – 76 signatures – qui les pousse à l'abandon. Après les décevantes cantonales (*cf. infra*), ils ont sans doute jugé plus prudent d'arrêter les frais...plutôt que de risquer de n'obtenir aucune aide d'état en récompense de leurs efforts militants⁵²⁵. Une rumeur d'accord entre le FN et le BI est alors lancée par un ex-FN, Yvan Benedetti, mais cette hypothèse ne semble pas résister à l'examen des faits : le BI n'accorde pas son soutien au FN, ni directement⁵²⁶, ni après la consultation de ses adhérents, estimant qu'il « ne peut être le satellite d'aucune formation⁵²⁷ ».

⁵²⁰ « La première étape de la campagne d'Arnaud Guillon à l'élection présidentielle de 2012 vient de s'achever », 13/04/2011, *bloc-identitaire.com*, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1876/premiere-etape-campagne-arnaud-guillon-election-presidentielle-2012-vient-achever.html

⁵²¹ *Ibid.*

⁵²² *Ibid.*

⁵²³ *Ibid.*

⁵²⁴ Guillon A., « La campagne des Identitaires arrivent à son terme », *arnaud-guillon2012.com*, 11/09/2011. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20110920024148/http://www.arnaud-guillon2012.com/2011/09/la-campagne-des-identitaires-arrive-a-son-terme/

⁵²⁵ En effet si l'État contribue au financement des campagnes présidentielles, il est nécessaire d'y participer effectivement et donc de récolter les 500 signatures, ce qui était encore loin d'être gagné.

⁵²⁶ « Fabrice Robert s'explique dans Minute sur les rumeurs d'alliance avec le Front national », *bloc-identitaire.com*, 14/09/2011. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2082/fabrice-robert-explique-dans-minute-rumeurs-alliance-avec-front-national.html

⁵²⁷ (Non signé), « Présidentielles : le mouvement identitaire ne soutiendra aucun candidat », *bloc-identitaire.com*, 24/01/2012. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2268/presidentielles-mouvement-identitaire-ne-soutiendra-aucun-candidat.html

1.2. Des scores timides aux élections locales

Les Identitaires sont présents lors des élections régionales de 2010⁵²⁸ et sont associés à trois listes : Alsace d'Abord, Ligue du Midi et enfin Ligue du Sud. Sur celles-ci, ils obtiennent des places : Jacques Bompard par exemple leur cède 5 places sur la liste *Ligue du Sud* et Philippe Vardon (qui ne peut être candidat puisque ses droits civiques ont été suspendus) devient son directeur de campagne. Les résultats vont s'avérer décevants pour les militants : la liste Alsace d'Abord n'atteint pas les 5 %, la ligue du Midi de Richard Roudier fait 1 % et la liste Ligue du Sud fait 2,69 % en PACA. Non seulement aucun identitaire n'est élu, mais en plus les frais de campagne ne leurs sont pas remboursés.

La déception se poursuit en 2011, lors des élections cantonales. Installés à Nice, des candidats identitaires sont également présents à Lunel, à Grasse, mais aussi en Alsace, à Fouesnant ou Rosporden. Les résultats font aux militants l'effet d'une douche froide. À Nice malgré l'implication de longue date des militants, des candidats et malgré des campagne actives, aucun candidat ne dépasse 5 %. Plus généralement (tableau 1), seuls 5 candidats sur 28 dépassent les 5 % et 2 les 10 %, à propos desquels Philippe Vardon évoque deux « scores symboliques⁵²⁹ ». Notons, qu'ils surviennent dans une configuration très particulière. En effet, parmi les 28 élections cantonales auxquelles le BI participe, le FN est absent dans 4 cantons :

- Dans le canton de Guillaumes (Alpes-Maritimes) : Myriam Marchand, face à un candidat UMP mais sans candidat FN, obtient 12,93 % des voix.
- Dans le canton de Fouesnant (Finistère) : Yann Vallerie est face à une candidate UMP et un candidat RPF. Il cumule 4,01 % des suffrages.
- Dans le canton de Rosporden (Finistère) : Mickaël Prima ne fait face à aucune candidature de droite / extrême droite (ni UMP, ni RPF, ni FN). Il obtient 15,52 %.
- Dans le canton de Nevers-Nord (Nièvre) : Damien Baudry atteint 4,29 % sans FN mais face à un candidat UMP et une candidate de l'Alliance royale.

Ainsi, si l'absence du FN ne se traduit pas systématiquement par un score élevé pour les Identitaires, le FN est absent dans les deux cantons où les Identitaires réalisent leurs meilleurs scores. Cette configuration particulière, qui permet au BI de réaliser des scores « symboliques » donc, tend à montrer que les électeurs identifient l'offre électorale du BI à celle du FN : ils se reportent sur le petit parti en l'absence du FN. A l'exception de ces deux cantons, la moyenne s'établit à 3 % des suffrages, ce qui « n'ouvre ni la voie du

⁵²⁸ Une présence prévue de longue date (dès 2008). Voir : Nissa Rebel, « Les identitaires présents aux prochaines élections régionales », *bloc-identitaire.com*, 08/07/2008. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/653/identitaires-presents-aux-prochaines-elections-regionales.html

⁵²⁹ Vardon P., « Retour sur les élections cantonales », *bloc-identitaire.com*, 22/04/2011, Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1888/retour-elections-cantonales.html

remboursement [...] ni encore la possibilité d'être considéré comme un vrai trublion⁵³⁰ » souligne Philippe Vardon. Pour le jeune parti, l'échec est triple : 1) ils ne parviennent pas à présenter le nombre de candidats espérés (28 pour 50) et faillissent donc à la fonction partisane de recrutement des candidats ; 2) la participation électorale devient un investissement non rentable⁵³¹, si ce n'est marginalement en termes de notoriété du mouvement et de professionnalisation de ses cadres ; 3) leur crédibilité politique n'en ressort par renforcée et ne leur permet pas de peser sur les élections futures. Philippe Vardon tire les enseignements de ces scrutins, et propose plusieurs explications à ces résultats décevants⁵³² : des candidatures rivales sur la même ligne qu'eux ; une image trop sulfureuse des Identitaires ; le vote pour le FN qui est dans les esprits « le vote national », duquel ils sont rapprochés. Ainsi, il y a un effet de la concurrence du FN, qui a le vent en poupe avec la « nouveauté bleu marine » : pour lui le vote FN est la traduction d'une « aspiration identitaire ». *In fine*, ce seraient bien leurs idées qui ont gagné même quand leurs candidats perdent au profit des candidats frontistes. Sa conclusion peut surprendre, mais est décisive pour l'histoire du mouvement : « je crois qu'il serait bon pour nous de regarder vers nos fondamentaux⁵³³ ». Sa projection vers l'avenir du mouvement identitaire passe par un retour au passé, qui relègue la voie électorale au second plan : « agitation (et notamment agitation d'idées et de concepts), pédagogie, formation, combat métapolitique et contre-culture⁵³⁴ ». Deux ans à peine après sa transformation en parti politique, l'abandon de la structure partisane est acté.

2. Du Bloc identitaire à Les Identitaires

Au cours de cette phase, entre 2012 à 2016, deux tendances sont perceptibles : d'une part un rapprochement des Identitaires avec le FN et d'autre part, l'éclosion d'une nouvelle organisation de jeunesse, Génération identitaire, qui va remplacer UAJ et surtout progressivement supplanter le Bloc Identitaire.

⁵³⁰ Vardon P., « Retour sur les élections cantonales », *bloc-identitaire.com*, 22/04/2011, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1888/retour-elections-cantoniales.html

⁵³¹ D'après les comptes du BI (disponibles auprès de la CNCCFP, consultés par l'auteure), plus de 18.000 € ont été versés aux candidats ou à leurs mandataires en 2011, auxquels s'ajoutent 30.000 € de prise en charge directe des dépenses électorales, soit plus de 12% des charges annuels du BI.

⁵³² Vardon P., « Retour sur les élections cantonales », *bloc-identitaire.com*, 22/04/2011, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1888/retour-elections-cantoniales.html

⁵³³ *Ibid.*

⁵³⁴ *Ibid.*

2.1. Le progressif rapprochement avec le FN

Dès les élections législatives de 2012, le comportement du BI évolue. L'organisation annonce en mai qu'elle ne présentera pas de candidat mais « apporter[a] un soutien logistique et politique à un certain nombre de personnalités [...] ainsi que quelques autres candidatures avec parcimonie [...] Certaines donc, dans le cadre du Rassemblement Bleu Marine⁵³⁵ ». Ils assument ne pas être présents aux législatives : « c'est un choix, un choix de cohérence, un choix politique, un choix assumé⁵³⁶ ». Pour la première fois, les Identitaires reconnaissent donc soutenir une campagne du FN, dans le cadre du Rassemblement Bleu Marine⁵³⁷, qui assure un rôle de plateforme de transition vers le FN. Ils restent néanmoins dans une logique de différenciation envers le parti de Marine Le Pen, soulignant qu'ils soutiennent des « personnalités » et qu'ils demeurent une « famille politique originale et indépendante⁵³⁸ ». Leurs dépenses électorales en 2012 restent très limitées : seulement 1000 € pour l'année 2012, alors qu'ils avaient dépensé près de 50000 € en 2011.

Les Identitaires disent alors se concentrer sur les élections municipales, donnant la « priorité au combat local⁵³⁹ ». À celles-ci, ils revendiquent la présence « de cadres et de militants sur près de 60 listes⁵⁴⁰ », mais seulement une liste officiellement identitaire à Nice, « où l'union a été impossible » et où Philippe Vardon se présente sous les couleurs de Nissa Rebel. Là encore, les dépenses électorales du Bloc identitaire restent faibles : 5000 € versés à un mandataire financier en 2014⁵⁴¹. En dehors du cas niçois, ils appellent à voter pour « les listes défendant [leurs] valeurs⁵⁴² », notamment celles « soutenues par le Rassemblement Bleu Marine⁵⁴³ ». Ils se réjouissent des résultats du « camp patriote », étiquette sous laquelle sont réunis, le Front national, le Rassemblement Bleu Marine mais aussi la Ligue du Sud et un certain nombre de listes indépendantes. Enfin, ils se réjouissent de voir « de nombreux

⁵³⁵ Licourt J., « Les identitaires ne partent pas sous leurs couleurs pour les législatives », *Préférence nationale*, 30/05/2012 (mis en ligne sur le site du Bloc identitaire, bloc-identitaire.com), [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2531/preference-nationale-identitaires-ne-partent-pas-sous-leurs-couleurs-elections-legislatives.html

⁵³⁶ « À propos des élections législatives et du Bloc identitaire », *bloc-identitaire.com*, 09/06/2012, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2538/propos-elections-legislatives-et-bloc-identitaire.html

⁵³⁷ Camus J.-Y., « À quoi sert le Rassemblement Bleu Marine ? À intégrer ceux que le fn dédramatisé n'assume plus », *Slate*, 19/03/2014 ; Dézé A., « Le changement dans la continuité : l'organisation partisane du Front national », *Pouvoirs*, Vol. 157, n°2, 2016, p. 49-62.

⁵³⁸ « À propos des élections législatives et du Bloc identitaire », *bloc-identitaire.com*, 09/06/2012, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2538/propos-elections-legislatives-et-bloc-identitaire.html

⁵³⁹ *Ibid.*

⁵⁴⁰ « Municipales : présents sur près de 60 listes, le Bloc identitaire appelle à la mobilisation des résistants », *bloc-identitaire.com*, 19/03/2014, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3072/municipales-present-pres-60-listes-bloc-identitaire-appelle-mobilisation-resistants.html

⁵⁴¹ Du fait du déménagement des archives nationales, les comptes de campagne auxquels nous aurions souhaité avoir accès n'étaient malheureusement pas disponibles. Il serait cependant intéressant de voir le coût d'une telle campagne pour les Identitaires pour mesurer l'importance de ce don dans l'économie générale de la campagne.

⁵⁴² « Municipales : présents sur près de 60 listes, le Bloc identitaire appelle à la mobilisation des résistants », *bloc-identitaire.com*, 19/03/2014, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3072/municipales-present-pres-60-listes-bloc-identitaire-appelle-mobilisation-resistants.html

⁵⁴³ *Ibid.*

élus issus ou proches du mouvement identitaire⁵⁴⁴ », sans donner plus de détails. À partir de ces élections, les Identitaires appelleront à voter pour le Front national à chaque élection :

- Lors des européennes (2014) : « Si dimanche soir les listes Bleu Marine arrivent en tête des votes, il s'agira d'un nouveau camouflet pour le pouvoir socialiste [...] Le 25 mai, le Bloc Identitaire appelle donc à dire « Oui à l'Europe, non à Bruxelles » et à envoyer un signal fort sur le plan national comme européen en votant pour les listes Bleu Marine⁵⁴⁵ ».
- De même à propos des élections départementales (2015) : « Nous avons acté depuis notre convention identitaire de 2012 la volonté de revenir à une logique de complémentarité et non de concurrence avec le FN [...]. Il n'est pas de notre rôle de freiner le FN dans cette mission que lui confèrent les électeurs mais plutôt de l'accompagner⁵⁴⁶ ».

La réconciliation paraît complète entre le BI et le FN : celui-ci soutient le parti frontiste aux élections, réitèrent ses appels à la complémentarité et affirme « travailler » avec lui. Cette logique de complémentarité avec le FN ressort dans les entretiens menés avec les militants : au FN l'action électorale, aux Identitaires l'action de « rue ». La naissance de Génération identitaire clarifie derechef cette division du travail.

2.2. Génération identitaire : de poisson-pilote à gros poisson

Publiquement, Génération identitaire (GI) est né en novembre 2012, quand quelques 70 jeunes militants occupent le toit de la mosquée de Poitiers, alors en travaux, pendant plusieurs heures. Cette action, qui a focalisé l'attention des médias et suscité les réactions du monde politique, tient néanmoins plus de l'acte de baptême que de l'acte de naissance. L'aventure de GI commence dès mars 2012, lorsque les cadres d'Une Autre Jeunesse se réunissent à Paris⁵⁴⁷, pour « dresser un premier bilan et [...] tracer un horizon » et choisissent de « renforcer [r] [l]es structures » militantes. À cette occasion, ils rencontrent la « première génération identitaire, celle des anciens dirigeants des Jeunesses identitaires » : le relais entre UAJ et les JI est assuré et la future GI est déjà en germe comme le montre cette référence à la première « génération identitaire ». Ils se réunissent à nouveau en mai 2012, à Aix-en-Provence⁵⁴⁸ pour un séminaire intitulé « nous sommes la génération identitaire⁵⁴⁹ », à la suite duquel ils annoncent la création de Génération identitaire, décrit comme un « mouvement plus organisé⁵⁵⁰ ». Le 1^{er} juillet 2012, le mouvement prend la forme d'une association loi de

⁵⁴⁴ « Élections municipales : la marche en avant du camp patriote », *bloc-identitaire.com*, 01/04/2014, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3087/elections-municipales-marche-avant-camp-patriote.html

⁵⁴⁵ « Le bloc identitaire appelle à un vote alter-européen pour les listes Bleu Marine », *bloc-identitaire.com*, 22/05/2014, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3121/bloc-identitaire-appelle-vote-alter-europeen-listes-bleu-marine.html

⁵⁴⁶ « Fabrice Robert : pour une France respectueuse de ses identités et libertés locales », *Présent*, 25/02/2015, (mis en ligne sur le site du Bloc identitaire, *bloc-identitaire.com*), [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3224/fabrice-robert-france-respectueuse-identites-et-libertes-locales.html

⁵⁴⁷ « Vers un renforcement de nos structures », *autre-jeunesse.com*, 28/03/2012 [Consulté le 23/11/2015] URL : web.archive.org/web/20120403135739/http://www.autre-jeunesse.com/

⁵⁴⁸ « La génération identitaire part à l'abordage », *Identitaires*, n° 11, août 2012, p. 8.

⁵⁴⁹ (Non signé), « Séminaire : "Nous sommes la génération identitaire" », *bloc-identitaire.com*, 12/05/2012, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2442/seminaire-nous-sommes-la-generation-identitaire-autre-jeunesse

⁵⁵⁰ « La génération identitaire part à l'abordage », *Identitaires*, n° 11, août 2012, p. 8.

1901, déclarée à la préfecture du Rhône. La direction de l'association incarne également cette continuité organisationnelle : les deux membres de la direction, séparés d'une dizaine d'années, appartiennent à deux générations distinctes de militants. L'objet de GI se rapproche par ailleurs de celui établi par les JI en 2002, visant « la défense et la promotion des identités locales, régionales, française et européenne à travers tout type d'événements tels que des conférences, réunions publiques, manifestations, concerts et par la diffusion de documents⁵⁵¹ ». Enfin, l'association *Les petits lyonnais* (participant au réseau UAJ et bénéficiaires de dons de la part du BI), héberge officiellement GI dans le local qu'elle loue. À la même adresse, est également domiciliée l'association *La Traboule*, maison de l'identité lyonnaise, présidée également par Arnaud Martin. C'est donc au 5, Montée du change, en plein cœur du Vieux-Lyon (et bien loin de Nice cette fois) que le mouvement des jeunes identitaires s'établit. Lyon va devenir peu à peu le nouveau centre de gravité des Identitaires. La structure interne de GI entend refléter la forme, fédérale, de l'État défendue par les militants⁵⁵² : l'association assure une coordination via un bureau directeur, mais les fédérations locales⁵⁵³, chacune sous la responsabilité d'un conseiller fédéral, conservent une autonomie dans leur organisation et leurs actions. Le réseau est néanmoins plus formalisé que UAJ, comme le montre le site internet de l'organisation, où les différentes fédérations sont répertoriées⁵⁵⁴ et les conseillers fédéraux présentés. Néanmoins, la réalité militante qui se cache derrière ces fédérations demeure difficile à cerner. Derrière la multiplicité des fédérations et de leurs relais (site internet, blogs, pages Facebook, etc.), la réalité est très diverse : certains groupes réunissent plusieurs dizaines de militants et une large communauté de sympathisants, tandis que dans d'autres fédérations, des militants sont seuls et cherchent à recruter. En cela, la situation est comparable à celle des débuts de JI.

S'il y a bien une évolution organisationnelle entre UAJ et GI, elle s'apparente davantage à un retour aux « fondamentaux » des JI de 2002, qu'à une réelle innovation : la forme associative, l'objet, l'organisation interne, sont calqués sur les Jeunesses identitaires. La « nouveauté » réside plutôt dans le répertoire d'action mobilisé⁵⁵⁵. Le « baptême » publique et médiatique de Génération identitaire, via la vidéo Déclaration de guerre⁵⁵⁶ et

⁵⁵¹ PV 81497, Déclaration préalable de création d'une association loi de 1901.

⁵⁵² Cf. *infra* Chapitre 2

⁵⁵³ De manière révélatrice, les militants insistent beaucoup sur ce terme de « fédérations » locales, qui a remplacé le terme de « sections », ce dernier étant jugé trop combatif, relevant du vocabulaire militaire. Certains n'hésitaient pas à corriger de manière assez véhémente nos erreurs.

⁵⁵⁴ Voir l'onglet « Dans ta ville » sur le site internet de l'organisation tel qu'il était visible en 2012. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20121102082414/http://generation-identitaire.com/#

⁵⁵⁵ Cf. *infra* Chapitre 6

⁵⁵⁶ Vidéo « Déclaration de guerre » et texte disponibles sur le site internet de l'organisation tel qu'il était visible en 2012. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20121109192908/http://www.generation-identitaire.com/declaration-de-guerre

l'action de la mosquée de Poitiers⁵⁵⁷, confère au jeune mouvement une notoriété immédiate, en le propulsant sur la scène publique. Alors que le BI est sur la pente descendante, avec une crédibilité électorale étiolée, un nombre d'adhérents qui va décroissant⁵⁵⁸ et des exercices de compte un peu plus déficitaires chaque année⁵⁵⁹, GI devient la figure de proue du mouvement. Trois indices viennent le confirmer : 1) la disparition des militants du BI : en 2014, lors de notre première phase de terrain, le BI a encore des militants actifs, ce qui n'est plus le cas lors de la seconde phase (2017/2018). 2) la place qu'occupe les jeunes dans le magazine IDentitaires : en 2010-2011, ils sont peu présents dans le magazine (1 à 3 pages par numéro) ; à partir d'août 2012, ils sont évoqués dans la moitié des pages du magazine au moins ; depuis juillet 2013, ils sont omniprésents, plus visibles que le BI ; 3) les flux financiers : entre 2013 et 2015, le BI donne 80.874 € à GI, soit 13 % de ses charges sur la période. Il transfère également 20.000 € à des associations locales dépendant de GI. Ces dons, importants par rapport aux finances de l'association, sont d'autant plus marquants qu'ils surviennent alors que le bilan du BI est déficitaire depuis 2012. Finalement, tandis que les militants 'adultes' optent pour un *exit soft* ou pour une sortie 'par le haut', comme nous le verrons à travers l'étude des carrières militantes⁵⁶⁰, les ressources militantes et financières sont progressivement transférées du BI vers GI, jusqu'à ce que le premier ne soit plus finalement qu'une « coquille » vide.

2.3. Le « Bloc identitaire » devient « Les Identitaires »

Le mouvement identitaire a abandonné l'action électorale au profit de l'« agit-prop », déléguée à Génération identitaire. Le Bloc identitaire décide, lors d'une assemblée générale extraordinaire, de « sortir de la sphère des partis politiques⁵⁶¹ », ce qui s'accompagne de la dissolution de l'AFBI⁵⁶². Le BI est lui mis en sommeil à son tour, un Président (Fabrice Robert) et un trésorier (Clément Martin) étant nommés lors de la même assemblée extraordinaire. Les Identitaires n'est pas une nouvelle association, mais bien la réactivation de l'association existant depuis 2002, présidée par Guillaume Luyt jusqu'en 2011, puis par Philippe Vardon (2011-2016). En mars 2016, le bureau change : le nouveau président est

⁵⁵⁷ Faye O., Mestre A., Monnot C., « Occupation de la mosquée de Poitiers : décryptage d'un coup de com' politique », *Le Monde*, 20/20/2012. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.lemonde.fr/politique/article/2012/10/20/occupation-de-la-future-mosquee-de-poitiers-decryptage-d-un-coup-de-com-politique_5981849_823448.html

⁵⁵⁸ Cette décroissance est visible au produit dû aux cotisations : il double de 2010 à 2011, puis baisse de 40 % entre 2012 et 2015 (graphique 5).

⁵⁵⁹ Le bilan du BI est déficitaire tous les ans à partir de 2012 jusqu'à la dissolution du parti politique.

⁵⁶⁰ Cf. *infra*, Chapitre 5.

⁵⁶¹ Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du Bloc Identitaire (5/12/2015), disponible auprès de la préfecture des Alpes-Maritimes, consulté par l'auteur.

⁵⁶² La dissolution est décidée le 31/12/2015 lors d'une assemblée générale extraordinaire à Nice. (Procès-verbal de l'assemblée générale, disponible à la préfecture des Alpes-Maritimes, consulté par l'auteur).

Fabrice Robert et Jean-David Cattin, fondateur des JI Genève, devient secrétaire et trésorier de l'association⁵⁶³. La mue est faite, mais pas encore publique. Le 1^{er} juillet 2016, par un communiqué, les dirigeants annoncent officiellement que « Le Bloc Identitaire est devenu au 1^{er} juillet le mouvement associatif Les Identitaires. ». Ils justifient cette évolution en reconnaissant – à demi-mot - que le BI n'est plus une structure pertinente :

« Le réel change à chaque instant. Imperceptiblement apparaissent de nouvelles réalités. [...] Dans le domaine de l'action politique, le réel impose sa loi : la suivre, c'est être en mouvement. Là est la seule condition de l'efficacité. [...] Les mues répondaient à un impératif de développement dans un contexte différent. ».

La principale mue concerne leur rapport à l'action électorale, présentée sous un angle particulier : « Nous avons cessé toute confrontation électorale avec le Front National. Nous n'avons pas persisté dans une concurrence sans issue⁵⁶⁴ ». Ainsi, les élections ne sont ici envisagées que sous l'angle du rapport de confrontation ou de collaboration avec le Front national. Cette association se donne un rôle tout à fait différent qui correspond à la nouvelle réalité du mouvement adulte : elle se présente comme un « laboratoire d'idée⁵⁶⁵ ». Les militants le décrivent également ainsi, évoquant un *think tank* : « Et après, bah... peut-être que je rejoindrai le *think tank* là... Les Identitaires » (Jean-Baptiste [2017_3]). L'idée que l'organisation n'a pas vocation à être un pôle militant semble également admise :

« Si tu te dis, « *Qu'est-ce que je vais faire après* », tu vois bien que chez *Les Identitaires* c'est peut-être un peu compromis, parce qu'il y a moins de job pour les plus vieux. Donc si tu veux faire quelque chose, tu vas au Front et puis voilà ». (Clément [2017_7])

Au-delà du clivage entre le Front national et le mouvement identitaire, il y a de toute évidence un autre clivage, générationnel lui, qui interroge sur les âges et les militantismes, qu'il s'agira d'approcher par les carrières militantes⁵⁶⁶.

Le mouvement identitaire naît dans la marginalité, se construisant sur les cendres d'une organisation dissoute, Unité radicale, elle-même marginale. Nous avons décrit sa tentative d'institutionnalisation, à travers la montée en puissance de son pôle électoral, le Bloc identitaire. Ce faisant, les Identitaires tentent de sortir de la marginalité, d'entrer dans le jeu politique, ce qui passe par un investissement dans l'action électorale et l'adoption de la forme partisane (juridiquement). Face à l'échec de cette stratégie, ils renoncent à l'institutionnalisation. Cette incapacité à se structurer est également perceptible dans les

⁵⁶³ Le premier assume le rôle de « Conseiller national à l'action » et le second « Conseiller national à la formation ».

⁵⁶⁴ Les Identitaires, « Le Bloc Identitaire devient Les Identitaires », *les-identitaires.com*, 13/07/2016. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.les-identitaires.com/2016/07/13/le-bloc-identitaire-devient-les-identitaires/

⁵⁶⁵ Les Identitaires, « Direction », *les-identitaires.com*, 04/07/2016. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.les-identitaires.com/direction/

⁵⁶⁶ Cf. *infra*, Chapitre 5.

mouvements de jeunesse : le premier (JI) est rapidement interdit, le second (UAJ) ne se structure jamais véritablement pour éviter de l'être. Finalement, les Identitaires se retranchent à la marge, s'y ancrent : ils abandonnent la forme partisane pour un informel *think tank* (LI) et renforcent leur pôle activiste (GI). Les militants choisissent de s'installer dans deux versants de la politique par d'autres moyens, l'influence et l'agit-prop. **Lue ainsi, l'histoire organisationnelle du mouvement identitaire est celle d'un abandon de l'institutionnalisation, d'un renoncement à faire partie du jeu politique traditionnel, du choix de la marginalité.** En effet, cette marginalité est entretenue par le mouvement lui-même. Le flottement organisationnel est permanent : des associations sont créées, mises en sommeil, dissoutes, que ce soit des associations nationales ou locales, qu'elles aient des visées culturelles ou politiques. Ce morcellement en de nombreuses associations ne rend pas très lisible l'organisation, elle participe à en faire une nébuleuse⁵⁶⁷. De même le flottement temporel, de la tripartition initiale (Jeunesses identitaires, Les Identitaires, Bloc identitaires), à la bipartition (JI-BI), qui se poursuit sous d'autres formes (UAJ-BI, GI-BI, GI-LI), entretient le flou sur l'organisation et sur sa nature.

Le mouvement identitaire 1) se fonde sur une organisation marginale, 2) peine à arrêter ses contours organisationnels, ce qui entretient cette marginalité⁵⁶⁸ et 3) choisit de s'installer définitivement à la marge. À chaque mutation cependant, le mouvement dit s'adapter pour maximiser son impact, son influence, revendiquant une rationalité des choix opérés. Quelle lecture faire de ces choix organisationnels ? Pourquoi les Identitaires font-ils ces choix au moment où ils les font ? Ces choix leurs sont-ils spécifiques ? Nous entendons proposer une grille d'analyse, permettant d'approcher la diversité des causes, dont ces choix sont le résultat.

⁵⁶⁷ Des observations similaires ont été réalisées à propos d'autres mouvements des marges ou en cours de marginalisation. Par exemple, les débuts du mouvement écologiste ont également été marqués par ce morcellement organisationnel (V. Cans R., *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachau et Niestlé, 2006). De la même façon, Bernard Pudal évoquant le PCF en crise des années 1980-1990 écrit : « Le PCF est une sorte de **constellation** de petites entreprises quasi individuelles ou collectives » (V. Pudal B., *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, Editions du Croquant, 2009, p. 177-178)

⁵⁶⁸ De nouveau, cela n'est pas sans rappeler la difficulté du mouvement écologiste à s'accorder sur un modèle organisationnel lorsqu'elle entame son changement d'arène. Yves Frémion évoque à ce propos un « clivage clé dans l'écologie – parti ou réseau » (Frémion Y., *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Hœbeke, 2007), quand Roger Cans détaille les trois tendances dans le débat, entre ceux qui refusent toute organisation, ceux qui veulent établir un réseau d'organisations locales autonomes et ceux qui entendent créer un véritable parti politique (Cans R., *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachau et Niestlé, 2006, p. 155)

Section 2 - Propositions pour une analyse des mutations organisationnelles

Pourquoi les Identitaires opèrent-ils ces choix à ces moments de leur histoire ? Pourquoi décider de demeurer dans une forme de marginalité organisationnelle ? Notre objectif ici est de proposer un cadre d'analyse des mutations organisationnelles. Deux hypothèses nous paraissent devoir être mobilisées de manière complémentaire pour ce faire. D'une part, nous montrerons que la législation sur les partis politiques et les associations ont un effet sur les organisations identitaires, effet insuffisant cependant pour comprendre les revirements (1). Il convient ainsi d'autre part, de montrer les effets du contexte politique sur leurs choix organisationnels, en particulier des reconfigurations à l'œuvre au sein du milieu partisan extrême-droitier (2).

1. Évaluer les effets de la législation sur le Bloc identitaire

Depuis les travaux fondateurs de Duverger⁵⁶⁹, reliant le mode de scrutin au système partisan, la science politique interroge les effets des institutions sur le système partisan. Les illustrations sont innombrables et il serait vain ici de vouloir en faire un inventaire exhaustif. Nous focaliserons notre attention sur les recherches portant sur les lois sur les partis. De ce point de vue, les travaux de Katz et Mair apparaissent fondateurs. L'émergence du « *parti-cartel* » présenté par les auteurs, propose d'évaluer les effets des partis sur les institutions (en tant que créateur de loi) et - *vice-versa* - des institutions sur le système partisan (les auteurs faisant l'hypothèse que les lois élaborées par eux vont tendre à maintenir les partis-cartels au cœur du jeu politique et donc à empêcher les nouvelles entrées)⁵⁷⁰. Ainsi, les auteurs tendent, en observant la coïncidence croissante entre l'État et les partis, à relier législation et évolution des systèmes partisans : « *the existence of particular circumstances (state funding, a newly enfranchised electorate, or whatever) will tend to favour the adoption of one model rather than another*⁵⁷¹ ». Des recherches ont émergé pour évaluer les effets des régulations sur les systèmes partisans, qui sont désormais bien documentés. Ce sont les lois portant spécifiquement sur les partis politiques qui retiendront ici notre attention. Celles-ci ont récemment fait l'objet d'un groupe de recherche à l'université de Leiden intitulé, *Party Law in Modern Europe. The legal regulations of Political Parties in Post-War Europe*, signe de l'intérêt actuel pour ces questions⁵⁷². Notons en préambule que cette littérature est

⁵⁶⁹ Duverger M., *Les partis politiques*, Armand Colin, Paris, 1951.

⁵⁷⁰ Katz, R S., Mair P., « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party. », *Party Politics* 1, n°1, 1995, p. 5-28 ; Katz, R S., Mair P., « The Cartel Party Thesis: A Restatement », *Perspectives on Politics* 7, n°4, 2009, p. 753-766.

⁵⁷¹ Katz, R S., Mair P., « Cadre, Catch-All or Cartel?: A Rejoinder », *Party Politics*, n°4, 1996, p. 532.

⁵⁷² Voir le site internet du projet [consulté le 01/02/2019] URL : www.partylaw.leidenuniv.nl/

essentiellement internationale et que ces questionnements ne sont guère investis (sauf exception, *cf. infra*) par la science politique française. Nous distinguons dans ces travaux deux tendances. Premièrement, certains travaux abordent les régulations sous l'angle comparatif. Ils s'intéressent alors à certains types de lois (constitutionnalisation⁵⁷³, lois sur le financement⁵⁷⁴ des partis et/ou des campagnes, sur la parité⁵⁷⁵, sur l'enregistrement des partis politiques⁵⁷⁶, sur leur dissolution⁵⁷⁷, sur le fonctionnement interne des partis⁵⁷⁸) soit à l'ensemble des lois de régulation⁵⁷⁹ : cohabitent donc deux manières d'appréhender les *party laws*, de manière sectorielle ou globale. Ces travaux ont permis d'établir des typologies, de mettre au jour des « vagues » de réglementation⁵⁸⁰. Deuxièmement, d'autres recherches abordent ces questions à travers des études de cas au niveau national en abordant les régulations, là encore, de manière globale⁵⁸¹ ou bien sectorielle mais alors quasi exclusivement sur les lois relatives au financement⁵⁸².

⁵⁷³ van Biezen I., « Party Regulation and Constitutionalization: A Comparative Overview », in : Nordlund P., Reilly B. (dir.), *Political Parties and Democracy in Conflict-Prone Societies: Regulation, Engineering and Democratic Development*, Tokyo, UN University Press, 2008, p. 25-47 ; van Biezen I., « Constitutionalizing Party Democracy: The Constitutive Codification of Political Parties in Post-war Europe », *British Journal of Political Science*, Vol. 42, n°1, 2012, p. 187-212.

⁵⁷⁴ Scarrow S., « Explaining Political Finance Reforms. Competition and Context », *Party Politics*, Vol. 10, n°6, 2004, p. 653-675 ; Scarrow « Political Finance in Comparative Perspective », *Annual Review of Political Science*, n°10, 2007, p. 193-210 ; van Biezen I., « Campaign and Party Finance » in : LeDuc L., Niemi R., Norris P. (dir.), *Comparing Democracies: Elections and Voting in Global Perspective*, London, Sage, 2010, p. 65-94 ; Casal-Bertoa F., Molenaar F., Piccio D. R., *Political Finance Regulations Around the World: An Overview of the International IDEA Database*, Stockholm, International IDEA, 2012 ; Casal-Bertoa F., Molenaar F., Piccio D. R., Rashkova E. R., « The world upside down: Delegitimising political finance regulation », *International Political Science Review*, Vol. 35, n° 3, p. 355-375 ; Piccio D. R., « Political finance in Western Europe », *Funding of Political Parties and Election Campaigns*, Stockholm, International IDEA, 2014, p. 206-252.

⁵⁷⁵ Rashkova E. R., « Women in High-Level Politics: The Role of Path Dependence », *working paper series on the legal regulation of political parties*, n°28, 2013 ; van Biezen I., Rashkova E. R., « The Politics of Gender and Party Regulation: Official Quota and Beyond », *Special issue of Representation*, Vol. 49, n°4, 2013.

⁵⁷⁶ Hug S., *Altering party systems : strategic behavior and the Emergence of New Political Parties in Western Democracies*, University of Michigan Press, 2001 ; Tavits M., « Party systems in the making: The emergence and success of new parties in new democracies », *British Journal of Political Science*, n°38, 2008, p. 113-133 ; van Biezen I., « Criteria, conditions, and procedures for establishing a political party in the Member States of the European Union », *European Parliament, Directorate General for Internal Policies, Policy Department C - Citizens' Rights and Constitutional Affairs*, 2012 ; Pilet J.-B., Van Haute E., « Criteria, conditions and procedures for establishing a political party in the member states of the EU », *European Parliament, Directorate General for Internal Policies, Policy Department C - Citizens' Rights and Constitutional Affairs*, 2012.

⁵⁷⁷ Bale T., « Are Bans on Political Parties Bound to Turn Out Badly? A Comparative Investigation of Three 'Intolerant' Democracies: Turkey, Spain, and Belgium », *Comparative European Politics*, Vol. 5, 2007, p. 141-57 ; Bourne A. K., « Democratisation and the Illegalisation of Political Parties in Europe », *working paper series on the legal regulation of political parties*, n°07, 2011.

⁵⁷⁸ van Biezen I., Piccio D. R., « Shaping Intra-Party Democracy: On the Legal Regulation of Internal Party Organizations », in : Cross W., Katz R. S. (dir.), *The Challenges of Intra-Party Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

⁵⁷⁹ Karvonen L., « Legislation on Political Parties: A Global Comparison », *Party Politics*, 2007, Vol. 13, n° 4, p. 437-455 ; van Biezen I., « State Intervention in Party Politics: The Public Funding and Regulation of Political Parties », *European Review*, Vol. 16, n°3, 2008, p. 337-353 ; van Biezen I., Casal-Bertoa F. (dir.), « The Regulation of Party Politics: Southern Europe in Comparative Perspective », [Special issue of *South European Society and Politics*], Vol. 19, n° 1, 2014 ; Molenaar F., « Legitimising political party representation: Party law development in Latin America », *International Political Science Review*, Vol. 35, n°3, 2014, p. 324-338 ; van Biezen I., Rashkova E. R., (dir.), « Contested Legitimacy. Paradoxes in the Legal Regulation of Political Parties », *International Political Science Review*, Vol. 35, n°3, 2014, p. 265-274.

⁵⁸⁰ van Biezen I., Borz G., « Models of Party Democracy: Patterns of Party Regulation in Post-War European Constitutions », *European Political Science Review*, 4/3, 2012, p. 327-359 ; van Biezen I., Molenaar F., « The Europeanization of Party Politics? Competing Regulatory Paradigms at the Supranational Level », *West European Politics*, 35(3), 2012, p. 632-656.

⁵⁸¹ Par exemple : en Espagne : Casal Bertoa F., Rodriguez-Teruel, 2014, « The Carrot and the Stick: Party Regulation and Politics in Democratic Spain », *South European Society and Politics*, Vol. 19, n°1, p. 89-112 ; En Italie : Piccio D., « A Self-interested Legislator? Party Regulation in Italy », *South European Society and Politics*, Vol. 19, n°1, p. 135-152 ; Aux Pays-Bas : van Biezen I., ten Napel H.-M., *Regulating Political Parties: The Netherlands in Comparative Perspective*, Leiden, Leiden University Press, 2014.

⁵⁸² Par exemple : en Allemagne : Poguntke T., « Parties in a Legalistic Culture : The case of Germany », in : Katz R. S., Mair P. (dir.), *How parties organize ?*, London, Sage, 1994 ; En Roumanie : Roper S. D., « The Influence of Romanian Campaign Finance Laws on Party System Development and Corruption », *Party Politics*, Vol. 8, n°2, 2002, p. 175-192 ; En Grèce : Vernardakis C., « The financing of parties and its impact on their transformation from institutions of social representation to institutions of state legitimization. The case of Greece », *Working paper series on the legal regulation of political parties*, n° 42, 2014 ; En Italie : Pacini C., Piccio D., « Party regulation in Italy and its effects », *Working paper series on the legal regulation of political parties*, n° 26, 2012 ; Au Mexique :

De ces travaux nous retenons trois idées centrales. La plus importante est que s'intéresser aux régulations a du sens puisqu'elles produisent des effets : cela vient justifier notre démarche. De surcroît, ces travaux montrent que les effets induits concernent soit le système partisan (par exemple en empêchant les nouvelles entrées⁵⁸³) soit les rapports entre le parti et les électeurs⁵⁸⁴. Enfin, ces effets diffèrent en nature et/ou en magnitude selon la législation nationale : il faut donc tenir compte du contenu de ces législations, ce qui nous invite à une analyse de la législation française. Cependant, ces travaux sont limités en ce qui concerne leur objet, puisqu'ils se concentrent sur les lois de financement au détriment d'autres questionnements⁵⁸⁵. De plus, si les travaux comparatifs intègrent la France à leur échantillon soulignant quelques particularités françaises⁵⁸⁶, peu de travaux politistes analysent le cas français. Quelques travaux récents font exception : l'ouvrage de Yves Poirmeur et Dominique Rosenberg, à l'intersection entre le droit public et la science politique élabore un « Droit des partis politiques », approchant donc ces questionnements de manière globale ; l'ouvrage d'Abel François et Éric Phélippeau jette un éclairage sur ces lois, mais se concentre exclusivement sur le financement. Sur le cas français qui nous intéressera, ce sont les travaux de juristes qui sont majoritaires et nous permettent d'aborder la législation française dont nous allons présenter synthétiquement trois aspects saillants. En effet, le « droit des partis » 1) est marqué par ses nombreuses lacunes 2) est essentiellement un droit du financement de la vie politique et 3) concerne également leur dissolution. Nous proposons dans les paragraphes qui suivent de prendre au sérieux les règles du jeu avec lesquelles les acteurs sont amenés à composer, considérant qu'elles influent potentiellement sur leurs choix ou leurs pratiques⁵⁸⁷. Cette législation sur les partis politiques va-t-elle influencer la transformation en parti politique du Bloc identitaire en 2009 ? Va-t-elle influencer le retour à la simple association en 2016 ? La même législation peut-elle avoir des effets apparemment inverses ?

Molenaar F., *Mexico Elections 2012: A Study of the Regulation and Oversight of Political Parties? Financial Resource*, Washington D.C., IFES, 2012.

⁵⁸³ Une augmentation du niveau et/ou une extension du domaine des réglementations, peut avoir un effet dissuasif sur les nouveaux entrants, provoquant une fermeture du système partisan (V. Biezen I., Rashkova E. R., « Deterring new party entry? The impact of state regulation on the permeability of party systems », *Party politics*, 2014, Vol. 20, n°6, p. 901.)

⁵⁸⁴ Le niveau de régulation des partis politiques a été considéré comme explicatif de leur proximité ou de leur distance avec leurs électeurs (V. Whiteley, P. « Does regulation make political parties more popular? A multi-level analysis of party support in Europe », *International Political Science Review*, 35(3), 2014, p. 376–399.)

⁵⁸⁵ Par exemple, les études sur la dissolution interrogent soit « les causes » de la législation, soit les effets de cas avérés de dissolution, le plus souvent de partis dits « pertinents », et pas l'effet de ces lois sur les décisions/stratégies des partis ou groupements.

⁵⁸⁶ Les études comparatives relèvent l'absence de définition juridique des partis politiques en France et l'absence de « party laws » en dehors des lois sur le financement (*cf. infra*).

⁵⁸⁷ Il ne s'agit pas d'essentialiser les règles ou leurs effets, dans une perspective outrageusement déterministe, mais plutôt d'interroger, d'analyser, leur réception par les acteurs : en cela, la perspective que nous adoptons s'inspire du néo-institutionnalisme (V. par exemple : Freymond N., « La question des institutions dans la science politique contemporaine : l'exemple du néo-institutionnalisme », *Travaux de Science Politique*, nouvelle série n°15.)

1. Les lacunes de la réglementation partisane française : les effets « absents »

Les partis politiques entrent dans la Constitution française en 1958, à l'article 4 de la Constitution de la Ve République⁵⁸⁸. La tendance est déjà installée en Europe : la France participe à la « deuxième vague⁵⁸⁹ » de constitutionnalisation, en réaction à l'influence croissante des partis sous les deux républiques précédentes⁵⁹⁰ pour encadrer les partis⁵⁹¹. La constitutionnalisation est également un moyen de garantir la liberté de création et de fonctionnement des partis politiques, voire le pluralisme⁵⁹². Ce nouvel article 4 protège ainsi les partis, en leur conférant une « triple liberté de constitution, d'organisation et d'activité⁵⁹³ ». Cependant, cette reconnaissance et ces garanties ne s'accompagnent d'aucun rôle institutionnel propre : la définition des partis politiques demeure d'ailleurs « introuvable⁵⁹⁴ » aussi bien dans cet article 4 que dans le reste du droit interne⁵⁹⁵. Le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel se sont accordés sur une définition, considérant que sont des partis politiques « les personnes morales de droit privé s'assignant un but politique, qui bénéficient d'un financement public ou qui ont désigné un mandataire financier ou une association financement agréée par la CNCCFP et qui ont satisfait à l'obligation de dépôt de leurs comptes certifiés auprès de cette dernière⁵⁹⁶ ». Cette définition a un intérêt majeur pour le juge, la « sécurité juridique⁵⁹⁷ », puisqu'elle lui permet de se référer à la liste établie par la CNCCFP. Elle fait cependant l'objet de maintes critiques : tout d'abord parce qu'elle est « tautologique⁵⁹⁸ », mais aussi parce qu'elle réduit les partis à des acteurs économiques, omettant donc les critères politistes et enfin parce que « l'absence de critère précis a permis à des organisations très hétérogènes de profiter des lacunes de la loi⁵⁹⁹ ». Comme le montre Éric Buge à travers l'exemple de *Désirs d'Avenir*⁶⁰⁰, « la qualification de parti politique devient un choix pour certains groupements⁶⁰¹ ». Yves Poirmeur et Dominique Rosenberg

⁵⁸⁸ Pour un approfondissement sur cette constitutionnalisation « imparfaite » V. Avril P., « Article 4 : explication d'un paradoxe » in : Favoreu L., Mauss D., Parodi J.-L. (dir.), *L'écriture de la constitution*, Economica, 1993 ; Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, Ellipses, « Cours magistral », Paris, 2008, p. 116-133.

⁵⁸⁹ van Biezen I., « Constitutionalizing party democracy : the constitutive codification of political parties in post-war europe », *Working paper series on the legal regulation of political parties*, n°3.

⁵⁹⁰ Buge É., *Droit de la vie politique*, Paris, Presses universitaires de France, « Thémis Droit », 2018, p. 123.

⁵⁹¹ Certains, dont le Général de Gaulle était particulièrement hostile au régime des partis, craignant qu'ils n'engendrent un effondrement du régime. Cette volonté d'encadrer les partis est par ailleurs perceptible dans d'autres mécanismes instaurés par le texte fondamental de la V^e République, dits de « rationalisation parlementaire » (fin de l'investiture du gouvernement par les parlementaires, encadrement du vote de la censure, mise en jeu de la responsabilité politique du gouvernement, retour au scrutin uninominal majoritaire, etc.).

⁵⁹² Une lecture renforcée par la révision constitutionnelle de 2008, qui ajoute à l'article 4 : « La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation ».

⁵⁹³ Buge É., *Droit de la vie politique*, op. cit., p. 125.

⁵⁹⁴ Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, op. cit., p. 15.

⁵⁹⁵ Dans le titre III de la loi n°88-227 du 11 mars 1988, consacré aux « dispositions relatives aux partis et groupements politiques et à leur financement », le législateur ne propose pas non plus de définition, laissant le soin au juge de proposer des critères

⁵⁹⁶ Décision *Élections municipales de Fos-sur-Mer* (1996) du Conseil d'État.

⁵⁹⁷ Buge É., *Droit de la vie politique*, op. cit., p. 135.

⁵⁹⁸ Colliard J.-C., « La liberté des partis politiques », in : *Mélanges J. Robert*, Paris, Montchrestien, 1998, p. 87.

⁵⁹⁹ Tolini N., *Le financement des partis politiques*, Paris, Dalloz, 2007, p. 409.

⁶⁰⁰ Le parti qui soutenait la candidature de Ségolène Royal lors de l'élection présidentielle de 2007.

⁶⁰¹ Buge É., *Droit de la vie politique*, op. cit., p. 136.

proposent eux cet inventaire à la Prévert des organisations reconnues (indûment ?) parti politique :

« un ensemble hétéroclite et fluctuant composé aussi bien d'associations locales, de comités de soutien, d'organisations plus ou moins éphémères, fantaisistes et fictives, que de formations répondant parfaitement aux critères exigeants des partis proposés par les politologues⁶⁰² ».

En cohérence avec cette absence de définition, la création des partis politiques ne fait l'objet que d'un encadrement minimal : depuis la loi du 15 janvier 1990, est instauré « un embryon de système d'enregistrement⁶⁰³ » puisque les partis doivent se doter d'une association de financement - agréée par la CNCCFP - ou d'un mandataire physique – sans agrément. Cette disposition peut être vue soit comme une lacune de la loi soit comme une garantie de la liberté des partis. Ainsi, en droit français, c'est la liberté d'association partisane qui prime : n'importe quelle association peut devenir un parti pour peu qu'elle désigne un mandataire financier et transmette ses comptes à la CNCCFP. La copie des statuts de l'association, qui réglementent son organisation interne, est requise par la loi de 1901, mais les associations partisans disposent d'une grande liberté dans l'organisation et dans le fonctionnement, soumis à aucune contrainte juridique⁶⁰⁴. En cela, nous relevons ici une autre particularité nationale : la France fait partie des pays de l'UE qui ont établi le moins de régulation sur ce point⁶⁰⁵.

Ainsi, la législation française ne pose aucune barrière, sinon formelle, à la transformation en parti politique : sans loi, il n'y a donc pas d'effet de la loi. Pour notre cas, cette conversion de l'association en parti politique s'avère donc peu coûteuse. Nous ne pouvons pas considérer que cela faciliterait l'entrée des Identitaires dans l'arène partisane, mais nous pouvons souligner en revanche que la législation ne représente ni un frein, ni une barrière à la conversion.

2. Les règles de financement et leurs effets ambivalents sur les Identitaires⁶⁰⁶

Le financement public des partis politiques est mis en place par la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique, des règles complétées par la loi du 15 janvier 1990. Là non plus, la France ne fait pas figure de pionnière : si la législation fait suite aux « affaires », elle s'installe ainsi dans un contexte de généralisation de la

⁶⁰² Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, op. cit., p. 15.

⁶⁰³ *Ibid.*, p. 213.

⁶⁰⁴ *Ibid.*, p. 258.

⁶⁰⁵ Pilet J.-B., Van Haute E., « Criteria, conditions and procedures for establishing a political party in the member states of the EU », Report for the European Parliament. [V. en particulier p. 28 et Table 1].

⁶⁰⁶ Les paragraphes qui suivent n'auraient pas été aussi pertinents sans les échanges avec Matthieu Sannet, expert en certification à la Cour des Comptes, que nous remercions pour sa disponibilité.

réglementation, en particulier des règles encadrant le financement de la vie politique⁶⁰⁷. Le législateur ne s'est

« priv[é] d'aucun moyen d'action [...] associ[ant] des mesures de plafonnement des dépenses de campagne pour certaines élections, des dispositions encadrant l'origine ainsi que les montants des dons et des mécanismes de contrôle [...], assorties de sanction. De plus, il a fixé les règles de l'attribution d'une aide publique versée aux partis [...] d'un financement public indirect par la déduction fiscale [...] d'un remboursement plafonné des dépenses de campagne⁶⁰⁸ ».

Il convient donc de distinguer une aide directe (1), sous forme de subvention, elle-même divisée en deux fractions⁶⁰⁹, et une aide indirecte (2), sous forme de déduction fiscale pour les donateurs⁶¹⁰. (1) L'État assure directement le financement des partis politiques. La première fraction de l'aide directe est liée aux résultats des partis politiques lors des élections législatives⁶¹¹ : elle est versée à tous les partis dont les candidats aux dernières élections législatives ont obtenu au moins 1 % des suffrages, dans au moins 50 circonscriptions. Elle est répartie proportionnellement entre les partis. La seconde fraction n'est attribuée qu'à ceux qui bénéficient de la première fraction et dépend du nombre de parlementaires déclarant se rattacher à la formation politique. Notons que l'attribution de l'aide publique n'est soumise à aucune considération politique⁶¹² : l'aide peut donc juridiquement « être accordé à des partis ne respectant pas les valeurs fondamentales de la République⁶¹³ » et en aucun cas « l'État ne peut opposer son pouvoir discrétionnaire pour refuser à un groupement politique l'octroi de l'aide financière publique⁶¹⁴ ». De la même façon, il n'existe aucun critère de « taille » du parti, comme le note Bertrand Dolez⁶¹⁵. (2) L'aide indirecte consiste, elle, en divers mécanismes : les dons et cotisations des personnes privées⁶¹⁶ font l'objet d'une déduction fiscale⁶¹⁷ et plus largement les partis disposent d'un régime avantageux⁶¹⁸.

⁶⁰⁷ Falguera E., Jones S., Ohman M. (dir.), *Funding of Political parties and Electoral campaigns. A Handbooks on Political finance*, Rapport pour l'IDEA, 2014 ; François A., Phélippeau É., *Le financement de la vie politique. Réglementations, pratiques et effets politiques*. Paris, Armand Colin, 2015, p. 17.

⁶⁰⁸ Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, op. cit., p. 158.

⁶⁰⁹ Article 8, loi n°88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique.

⁶¹⁰ Nous nous concentrerons dans la suite sur l'état de la loi à la période qui nous intéresse (2009-2016), en omettant les fluctuations législatives qui ne représentent pas ici un apport à l'étude.

⁶¹¹ Article 9, loi n°88-227 du 11 mars 1988.

⁶¹² Un point confirmé par le Conseil d'État (22 mars 1999, n° 196824). Pour une étude de cas, consacrée au Front national : Bourrel S., « Le financement des partis politiques et le Front national », in : Villalba B., Vandendriessche X. (dir.), *Le Front national et le droit*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001, p. 153-164.

⁶¹³ Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, op. cit., p. 169. [V. *ibid.* p. 169-171.]

⁶¹⁴ Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, Larcier, Bruxelles, 2011, p. 422.

⁶¹⁵ Dolez B., « Les "petits" partis au regard de la réglementation du financement de la vie politique », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 91-108.

⁶¹⁶ Depuis 1995, les dons des personnes morales aux partis politiques sont interdits. Par exception, les dons entre partis politiques (français) sont eux autorisés. Les dons des personnes physiques sont eux encadrés : avant 2013, 7.500 € de don maximum par parti politique ; depuis 2013 (suite à l'augmentation du nombre de micro-parti ce plafonnement avait perdu « en pertinence et en effectivité » (Buge, p. 178)), 7.500 € de dons par personne à un ou des partis.

⁶¹⁷ Déduction de 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % du revenu imposable ou de 15.000 € par an et par foyer fiscal. (V. Articles 206 et 219 bis du Code général des impôts).

⁶¹⁸ Par exemple, ils sont soumis à l'impôt sur les sociétés à taux réduit, ils disposent d'une exonération de TVA pour les prestations de service à leurs membres, leurs publications sont imposées à un taux réduit.

Ces droits s'accompagnent de quatre obligations, pour les partis politiques, en matière financière. (1) Ils ne peuvent pas recueillir de fonds eux-mêmes : le mandataire désigné est seul habilité à recevoir les dons et n'est pas habilité à effectuer des dépenses pour le compte du parti auquel il reverse donc l'intégralité des fonds collectés. (2) Le parti a l'obligation de tenir une comptabilité retraçant

« tant les comptes du parti ou groupement politique que ceux de tous les organismes, sociétés ou entreprises dans lesquels le parti ou groupement détient la moitié du capital ou des sièges de l'organe d'administration ou exerce un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion », selon un plan comptable spécifique⁶¹⁹. »

Comme le souligne Éric Buge, « il revenait, dans les faits, au parti politique de déterminer lui-même le champ des organismes qui sont inclus dans sa comptabilité, en justifiant, le cas échéant, ses exclusions » : ainsi, la plupart des partis n'intégraient pas la comptabilité de leurs sections locales dans le périmètre, jusqu'à ce que cela soit rendu obligatoire⁶²⁰. (3) Les comptes annuels doivent de plus être certifiés par un ou deux⁶²¹ commissaires aux comptes, qui s'assurent « du respect des normes comptables » et pas de l'opportunité des dépenses engagées. Matthieu Sannet note à ce propos que « les honoraires d'audit, aussi limités soient-ils, sont une charge jugée lourde par certaines formations : leurs ressources disponibles pour une activité politique en sont d'autant réduites⁶²² », si bien que cette obligation de certification peut apparaître comme un coût récurrent pour le parti. (4) Les comptes sont déposés à la CNCCFP qui réalise un contrôle de procédure (respect des délais et des conditions prévues) et non un contrôle des comptes⁶²³. Les partis ne font pas l'objet, comme les autres associations bénéficiant directement ou indirectement de subventions publiques, d'un contrôle par la Cour des comptes.

En sus de ces aides, l'État procède également au remboursement des campagnes électorales. Les dispositions législatives sur ce point sont prévues par le code électoral. Sont remboursés des dépenses à caractère électoral engagées, les candidats ayant obtenus au moins 5 % des suffrages exprimés, dont le compte de campagne⁶²⁴ a été validé et s'étant conformés aux obligations qui leur incombent. Là encore, le candidat doit désigner un mandataire financier, faire présenter ses comptes par un expert-comptable et déposer à la CNCCFP, avec les pièces justificatives, un compte équilibré. Ce compte doit montrer que le

⁶¹⁹ Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, op. cit., p. 425.

⁶²⁰ Loi 2017-1339 du 15 septembre 2017.

⁶²¹ Selon que les ressources sont inférieures ou supérieures à 230.000 € par an.

⁶²² Sannet M., *L'audit légal des formations politiques, une mission citoyenne au cœur de la vie démocratique*, Mémoire en vue du diplôme d'expertise comptable, mai 2017, p. 37.

⁶²³ Buge É., *Droit de la vie politique*, op. cit., p. 188.

⁶²⁴ Le compte de campagne doit retracer, selon leur origine, toutes les recettes perçues et, selon leur nature, l'ensemble des dépenses engagées ou effectuées en vue de l'élection, par le candidat ou au compte du candidat, au cours de l'année qui précède le premier jour du mois de l'élection (Code électoral, art. L. 52-12, L. 52-4).

plafond de dépense applicable à l'élection n'a pas été dépassé. Quel est le rôle du parti dans le financement des campagnes de ses candidats ? Les partis sont les seules personnes morales autorisées à financer les campagnes et ce sans limite de montant (si ce n'est le plafond de dépense fixé pour la campagne). Ainsi, ils ont « une grande latitude pour collecter des dons sans être tenus par le délai d'un an imposé à la récolte des fonds et à la comptabilisation des dépenses de campagne⁶²⁵ », si bien que « le fait d'avoir un parti [...] permet une collecte en continu⁶²⁶ » des fonds nécessaires à la campagne. Le parti peut également offrir les moyens dont il dispose à ses candidats, être son prestataire en lui facturant des services ou lui fournir des militants, dont le travail bénévole n'entre pas dans le compte de campagne⁶²⁷. À l'issue de la campagne, les candidats qui « réalisent des bénéfices [...] doivent [les] reverser soit à un parti politique, soit à une œuvre reconnue d'utilité publique ». Ainsi, en étant lié à un parti, les candidats peuvent le faire profiter des excédents réalisés : « le parti politique apparaît comme un « trésor de guerre »⁶²⁸ ». D'après Abel François et Éric Phélippeau la législation aurait des effets ambivalents :

« les règles de financement des partis modifient profondément les activités politiques. En tant qu'élément structurant du processus politique et électoral, celles-ci incitent les acteurs politiques à s'adapter aux contraintes qu'elles font naître mais également à apprendre à s'en servir⁶²⁹ ».

Dans une perspective utilitariste, la loi est à la fois un instrument dont se saisissent les acteurs pour en tirer profit et elle est un cadre qui contraint leur action. Les auteurs en tirent 5 enseignements⁶³⁰. Du fait de comportements opportunistes d'associations recherchant les financements publics, ils constatent (1) une multiplication des partis politiques et (2) des candidatures aux élections législatives ; (3) l'apparition de chocs financiers consécutifs aux défaites électorales des grands partis ; (4) une influence sur la recherche du financement privé, qui n'a pas été réinvesti par les partis ; (5) un double effet sur les structures partisans, d'une part une cartellisation d'une minorité de grands partis et d'autre part des partis plus petits, qui apparaissent et disparaissent.

Du point de vue des finances, d'une part, et de la participation aux élections, d'autre part, ces règles apparaissent bénéfiques au mouvement identitaire. L'avantage financier

⁶²⁵ Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, op. cit., p. 392.

⁶²⁶ François A., Phélippeau É., *Le financement de la vie politique*, op. cit., p. 89.

⁶²⁷ V. Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, op. cit., p. 392-394.

⁶²⁸ François A., Phélippeau É., *Le financement de la vie politique*, op. cit., p. 89.

⁶²⁹ *Ibid.*, p. 70.

⁶³⁰ *Ibid.*, p. 71-85.

qu'ils en tirent est perceptible à trois niveaux : la défiscalisation des dons ; la récupération des excédents de compte campagne ; la possibilité de bénéficier de l'aide publique.

Tout d'abord, la défiscalisation des dons est présente dans les discours des cadres du mouvement, y compris avant leur transition vers la forme partisane. Dès 2008, en amont des élections municipales, les Identitaires lancent un appel au don. Ils insistent sur la déduction fiscale :

« le système de financement des campagnes électorales permet à chacun d'entre vous de soutenir financièrement les Identitaires, en bénéficiant d'une importante déduction fiscale et en obligeant l'État à prendre en charge, indirectement, les coûts de campagne⁶³¹ ».

Cette idée, faire participer l'État à leur financement, devient récurrente dans leur discours. Elle est également présente lorsque les militants se lancent dans la législative partielle à Nice, « en nous aidant vous obligerez l'État à financer une partie de la campagne électorale des Identitaires⁶³² ». La stratégie de transformation en parti poursuit les mêmes objectifs que ceux annoncés lors des premières participations électorales : en 2009, la déduction fiscale est au cœur de leur discours pour expliquer leur transformation en parti politique. Dès le communiqué qui annonce cette conversion, Fabrice Robert rappelle que cela « permettra [au BI] de faire bénéficier ses donateurs et adhérents d'une déduction fiscale⁶³³ ». S'il est impossible d'évaluer l'impact du passage à la forme partisane sur les dons et cotisations⁶³⁴, il est intéressant de constater que les cadres communiquent intensivement sur ce thème, avec parfois un ton moqueur sur ce financement indirect de l'État. Ils invitent par exemple leurs donateurs à donner davantage, en tenant compte de la déduction fiscale dans le montant de leur don⁶³⁵.

De plus, la forme partisane leur permet de récupérer les excédents des comptes de campagne. Les comptes du BI montrent qu'ils se sont saisis de ce mécanisme, même si les montants restent modestes : en 2010 et 2011, le parti perçoit les excédents des comptes de campagne (1900 € en 2010, 300 € en 2011) qui auraient été perdus en son absence.

La forme partisane va également leur permettre de financer les campagnes des candidats sans limite. Fabrice Robert y fait référence en 2009, soulignant que l'« association de financement [...] pourra aussi prêter de l'argent aux candidats identitaires et permettre un

⁶³¹ Jérôme D., « Comment donner légalement de l'argent aux Identitaires, sans se ruiner et en obligeant l'état à financer la campagne de Philippe Vardon ! », 20/02/08, [Consulté le 30/08/2017]. URL : web.archive.org/web/20080303192650/http://blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php?cat=26

⁶³² Jérôme D., « Soutenez financièrement les identitaires en obtenant une réduction d'impôts », 01/05/08, *art. cit.*

⁶³³ Bloc identitaire, « Le bloc identitaire modifie ses statuts pour accompagner son développement », 20/10/2009, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/984/bloc-identitaire-modifie-statuts-accompagner-son-developpement.html

⁶³⁴ Puisque nous ne disposons pas des comptes de l'association avant 2010.

⁶³⁵ Jérôme D., « Soutenez financièrement les identitaires en obtenant une réduction d'impôts », 01/05/08, *art. cit.*

Ils ne dérogent pas aux pratiques des autres partis, comme le montrent les formulaires de dons de la France insoumise, des Républicains, ou du Rassemblement national.

rattachement financier lors de certaines consultations comme les élections législatives⁶³⁶ ». De nouveau, les comptes du parti montrent que les militants ont mobilisé ce mécanisme financier, puisqu'en 2011, plus de 17000 € sont versés aux candidats aux élections cantonales, en même temps que le BI prend en charge 30000 € de dépenses électorales. Enfin, les Identitaires espèrent bénéficier de la première fraction de l'aide publique. En octobre 2006, Philippe Vardon l'évoque brièvement alors qu'il liste les avantages de la participation aux élections pour le mouvement identitaire : « le financement est un impératif de survie pour nous, et en France cela rime avec les élections législatives⁶³⁷ ». Si les références aussi explicites que celle-ci sont rares, la même logique est perceptible en 2011. En effet, à un an des législatives, les Identitaires participent aux élections cantonales⁶³⁸. Ces élections cantonales sont considérées comme une phase préparatoire aux législatives de 2012 : ils se fixent pour objectif de présenter 50 candidats, alignant leur projet sur le nombre nécessaire de candidats dépassant 1 % aux législatives pour obtenir la première fraction de l'aide publique.

Pour conclure, de ce point de vue financier, l'objectif de la forme partisane est tout à fait opportuniste : il s'agit de maximiser les dons, lors des périodes électorales mais désormais aussi en dehors, de constituer ce « trésor de guerre » qui servira à financer l'ensemble des activités du jeune parti. Il y a une addition des bénéfices : la participation électorale permettait des dons défiscalisés pour les campagnes seules, désormais la forme partisane pérennise la défiscalisation ; elle permet de conserver les excédents de compte de campagne, tout en autorisant un financement sans plafond des campagnes ; elle ouvre l'espoir de bénéficier de l'aide publique. Pour les Identitaires, dans un contexte où ils cherchent à intensifier leur participation aux élections, la forme partisane, du fait des règles de financement qui y sont attachées, représente donc un certain nombre d'avantages. Ce volet financier incite à la conversion de l'association en parti, sans suffire pour autant à l'expliquer. En effet, comment pourrait-il simultanément expliquer le revirement de 2016 ? Pourquoi abandonner cette forme qui semble ne leur apporter que des avantages ?

Il faut pour l'expliquer tenir compte des obligations liées à la forme partisane, alors que le parti se détache de l'action électorale. Celles-ci semblent alors peser sur l'organisation

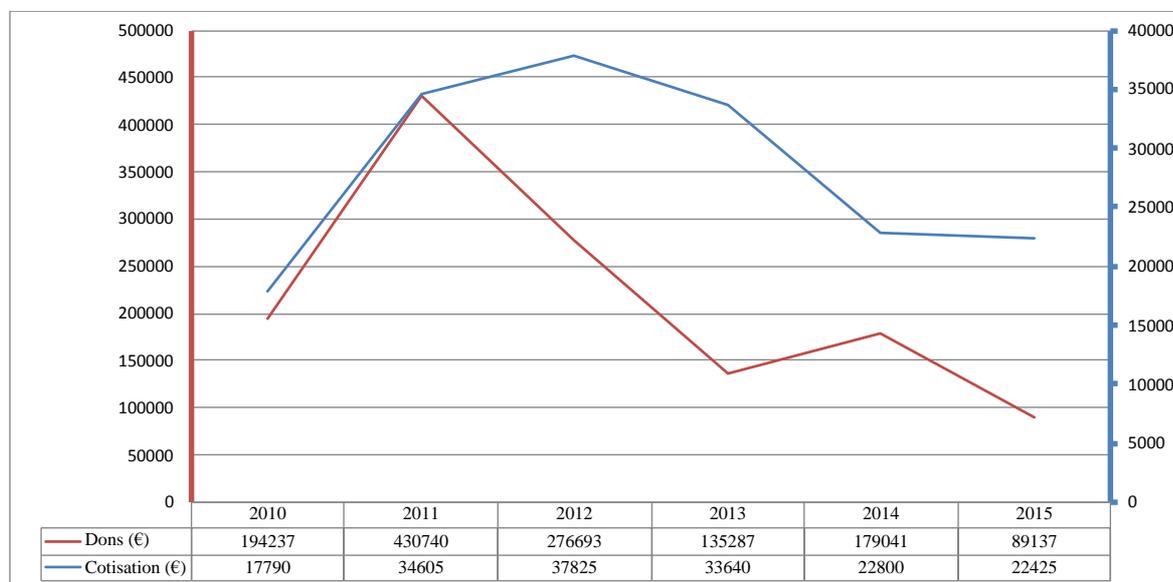
⁶³⁶ Bloc identitaire, « Le bloc identitaire modifie ses statuts pour accompagner son développement », 20/10/2009, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/984/bloc-identitaire-modifie-statuts-accompagner-son-developpement.html

⁶³⁷ Vardon P., « Face à l'impasse électoraliste, les élections ! », *bloc-identitaire.com*, 03/10/2006. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/531/face-impasse-electoraliste-elections.html

⁶³⁸ Vardon P., « Retour sur les élections cantonales », *bloc-identitaire.com*, 22/04/2011, Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1888/retour-elections-cantonales.html

à trois niveaux. Premièrement, notons qu'à cette période, les comptes du BI sont de moins en moins bons. Dès 2012, les rentrées d'argent ne compensent plus les dépenses et le bilan est négatif. En regardant, par exemple, les dons reçus (graphique 5), nous remarquons qu'ils décroissent rapidement à partir de 2011. Sur ces comptes figurent également les rentrées financières dues aux cotisations des adhérents : entre 2012 et 2015, les produits de cotisation passent de 37825 € à 22424 €, soit une baisse de 40 %... et avec une adhésion minimum à 20 €, cela signifie que le nombre maximal d'adhérents est passé de 1891 à 1121 personnes. L'obligation de publier ces comptes de moins en moins bons, qui révèlent un montant de dons et un nombre d'adhérents en perte de vitesse, apparaît comme un inconvénient majeur de la forme partisane.

Graphique 5 - Dons et cotisations reçus par le BI (2010-2015)



Sources : rapports annuels de la CNCCFP (2010-2015) ; graphique réalisé par l'auteur.

Lecture : la courbe des dons est à lire avec l'axe des ordonnées à gauche (rouge) ; la courbe des cotisations avec l'axe des ordonnées à droite (bleu).

Deuxièmement, l'abandon de la forme partisane s'accompagne d'un moindre contrôle sur les comptes de l'association. Les associations sont soumises à moins de contraintes pour leur financement : les personnes morales de droit privé et public et les personnes morales de droit étranger peuvent y participer ; le plafond des dons est aboli ; l'association peut également organiser un *crowdfunding* via une plateforme dédiée, ce qui est interdit aux partis politiques⁶³⁹. Finalement, le retour au statut associatif permet un financement plus diversifié, plus libre, et potentiellement plus « opaque⁶⁴⁰ », puisque toutes les ressources n'ont plus

⁶³⁹ Ce qui est impossible pour les partis politiques pour lesquels le mandataire financier doit toucher *directement* les dons, pour en assurer la traçabilité.

⁶⁴⁰ Nous empruntons le terme à Matthieu Sannet [entretien de mars 2018] qui évoquait à ce propos la gestion des locaux et bars associatifs.

besoin d'être clairement établies. De surcroît, GI et LI émettent aujourd'hui des reçus fiscaux au titre d'association d'intérêt général⁶⁴¹ et font toujours bénéficier leurs adhérents et donateurs d'une déduction fiscale de 66 %⁶⁴² : elles ont donc conservé cet avantage fiscal pour leur donateur. Troisièmement, même si cela peut paraître dérisoire, la certification par un (ou deux) commissaire(s) aux comptes, rémunéré(s) par le parti, peut être considérée par l'organisation comme un coût supplémentaire non nécessaire, comme l'explique Matthieu Sannet. C'est le cas du Bloc identitaire en 2016, qui ne 'profite' plus des avantages de la forme partisane et semble subir de plus en plus ses obligations. En effet, à cette période, le contexte politique différent a provoqué un changement de stratégie.

En 2009, quand les Identitaires décident d'investir massivement l'action électorale, la transition vers la forme « parti » est bénéfique. En 2016, la forme « parti » est devenue une contrainte, dont ils ne profitent plus puisqu'ils ont abandonné les élections : l'abandon du parti, le retour à l'association qui leur laisse plus de liberté dans le financement, est dès lors bénéfique. Dans les deux cas, les Identitaires agissent donc en acteurs rationnels, tentant de maximiser les bénéfices de la législation. Finalement, ce qui apparaît déterminant dans leur choix, ce n'est pas la forme organisationnelle, mais le maintien ou le retrait de l'arène électorale : comment expliquer que les Identitaires décident de participer activement aux élections en 2009 et décident de s'en retirer en 2016 ? Pour répondre à cette question, il faut se tourner vers le contexte dans lequel l'organisation évolue.

Cette étude de cas révèle donc simultanément la richesse et les limites d'une analyse qui se voudrait purement organisationnelle. Richesse puisque cette étude confirme bien que le cadre légal induit des effets sur l'organisation, sur ses structures et sur les choix opérés par ses cadres : il est donc pertinent de l'intégrer à l'analyse. Simultanément, elle montre que le cadre légal ne suffit pas à expliquer les choix réalisés, tributaires également des objectifs, variables, de l'organisation. Il est nécessaire de *contextualiser* l'analyse organisationnelle pour parvenir à expliquer les mutations observées.

⁶⁴¹ Toute association, qui considère entrer dans les critères de l'association d'intérêt général, peut émettre des reçus fiscaux et donc faire profiter ses donateurs de la déduction fiscale. Il n'y a pas d'autorisation préalable nécessaire. Il lui est possible de voir ce droit confirmé par l'administration fiscale, si elle décide de son propre chef de suivre la procédure du rescrit fiscal. Cependant, cette procédure n'est pas obligatoire. Aussi longtemps que l'administration n'interdit pas explicitement l'émission de reçus, l'association peut donc continuer ainsi. C'est d'après les militants, cadres et porte-parole, le cas de GI.

⁶⁴² Code général des impôts, article 238 bis.

3. « L'arme de dissolution massive »⁶⁴³ et ses effets de croyance sur les Identitaires

Il ne s'agit pas ici d'interroger la dissolution volontaire mais bien les effets de la dissolution forcée⁶⁴⁴. Il est tout d'abord intéressant de noter que « la disparition des groupements politiques ne fait l'objet d'aucun régime juridique particulier⁶⁴⁵ » : alors que la Constitution demande à ces groupes de respecter certaines obligations, aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect de celles-ci⁶⁴⁶. Le constituant a estimé que les procédures prévues par la loi de 1901 et par la loi du 10 janvier 1936 (intégrée dans l'article L. 212-1 du Code de la sécurité intérieure) étaient suffisantes pour sanctionner le non-respect de l'article 4, d'autant plus que les « hypothèses de dissolution sont rares en France⁶⁴⁷ ».

Que prévoient ces deux textes ? La loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association, permet la dissolution de groupement associatif par le juge judiciaire. En effet, l'article 3 de la loi de 1901 « intègre bien l'exigence d'une compatibilité de l'ordre juridique de l'association avec celui de l'État dont elle relève⁶⁴⁸ » et en cas de non-respect, l'article 7 prévoit que le juge judiciaire peut prononcer la dissolution. Cette procédure est rarement usitée, du fait de sa longueur, surtout en comparaison de la rapidité d'action de la loi de 1936⁶⁴⁹. Celle-ci, loi de circonstance⁶⁵⁰, permet la dissolution administrative d'un groupement et bien qu'« elle ne concerne pas spécifiquement les groupements politiques [...] elle reste le dispositif de référence pour [leur] dissolution⁶⁵¹ ». La procédure de dissolution reste inchangée depuis 1936, en revanche son champ d'application s'est progressivement étendu⁶⁵² : aux trois types de groupements initialement visés (1^o, 2^o et 3^o), se sont ajoutés le 4^o en 1944, le 5^o en 1951, le 6^o en 1972 et le 7^o en 1986.

« Sont dissous, par décret en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait :

1^o Qui provoquent à des manifestations armées dans la rue ;

2^o Ou qui présentent, par leur forme et leur organisation militaires, le caractère de groupes de combat ou de milices privées ;

⁶⁴³ Le titre est emprunté à Romain Rambaud, que nous remercions pour ses conseils préalables à la rédaction de cette partie.

⁶⁴⁴ Là encore, comme précédemment, nous nous arrêterons plus spécifiquement sur la législation telle qu'elle existe à la période concernée. Notons que si les politistes ne s'y intéressent pas directement, ils se réfèrent parfois à cette loi pour évoquer ses effets sur les groupes. (V. Sommier I., « Introduction », in : Lebourg N., Sommier I., (dir.), *La violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve éditions, 2017.)

⁶⁴⁵ Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, op. cit., p. 289.

⁶⁴⁶ Buge É., *Droit de la vie politique*, op. cit., p. 166 ; Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, op. cit., p. 290.

⁶⁴⁷ Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, op. cit., p. 295.

⁶⁴⁸ Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, op. cit., p. 91.

⁶⁴⁹ Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, op. cit., p. 301-303.

⁶⁵⁰ *Ibid.*, p. 303. Voir également : Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, op. cit., p. 92-93 ; Rambaud R., « La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées (article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure) : l'arme de dissolution massive », *RDLF*, 2015 ; Buge É., *Droit de la vie politique*, op. cit., p. 168 ; Sommier I., « Introduction », in : Lebourg N., Sommier I., (dir.), *La violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, op. cit., p. 15.

⁶⁵¹ *Sur la dimension historique de la loi de 1936*, voir : Stéphane Kotovtchikhine, « L'action juridique face aux groupements d'extrême droite à la fin de la IIIe République », in : Bruno Villalba, Xavier Vandendriessche (dir.), *Le Front national et le droit*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001, p. 19-38.

⁶⁵² Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, op. cit., p. 303.

⁶⁵³ *Ibid.*

- 3° Ou qui ont pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'attenter par la force à la forme républicaine du Gouvernement ;
- 4° Ou dont l'activité tend à faire échec aux mesures concernant le rétablissement de la légalité républicaine ;
- 5° Ou qui ont pour but soit de rassembler des individus ayant fait l'objet de condamnation du chef de collaboration avec l'ennemi, soit d'exalter cette collaboration;
- 6° Ou qui, soit provoquent à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, soit propagent des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence ;
- 7° Ou qui se livrent, sur le territoire français ou à partir de ce territoire, à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger ».

Éric Buge distingue ainsi trois types d'associations visées : violentes, antirépublicaines et racistes⁶⁵³. Cette évolution révèle pour Romain Rambaud sa « capacité à épouser opportunément les changements de circonstances⁶⁵⁴ ». Dans ce texte, les partis politiques ne sont pas explicitement désignés, mais du fait de leur statut associatif, de l'absence de définition spécifique et de l'absence d'exclusion explicite de son domaine d'application, rien n'interdit leur dissolution. De ce point de vue, les partis sont donc des associations comme les autres : « La procédure de dissolution administrative a ceci de spécifique qu'elle permet de dissoudre tout groupement, y compris des partis politiques⁶⁵⁵. » Le texte précise que « la décision de dissolution doit être prise par décret du Président de la République en Conseil des ministres⁶⁵⁶ ». De ce fait, la compétence est « largement discrétionnaire et relève d'un choix d'opportunité politique⁶⁵⁷ ». La loi fait l'objet de nombreuses critiques de la part des juristes. Certains estiment sa légitimité fragile considérant qu'elle « n'offre pas les garanties suffisantes en matière d'impartialité⁶⁵⁸ », notamment parce que l'exécutif maîtrise la procédure et que la dissolution pourrait résulter de motifs politiques et non juridiques. À ce premier reproche, s'en ajoute un second qui porte sur le contrôle de la procédure par le Conseil d'État, « trop limité⁶⁵⁹ » à un double titre. Premièrement, « le Conseil d'État, saisi d'un recours en annulation conserve une attitude restrictive⁶⁶⁰ », si bien que seul un petit nombre de dissolutions ont été annulées⁶⁶¹. Deuxièmement, le juge « ne vérifie pas si la

⁶⁵³ Buge É., *Droit de la vie politique*, *op. cit.*, p. 170.

⁶⁵⁴ Rambaud R., « La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices... », *art. cit.*

⁶⁵⁵ Buge É., *Droit de la vie politique*, *op. cit.*, p. 169 ; Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, *op. cit.*, p. 305 ; Rambaud R., « La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices... », *art. cit.*

⁶⁵⁶ Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, *op. cit.*, p. 306-307.

⁶⁵⁷ Buge É., *Droit de la vie politique*, *op. cit.*, p. 170. Poirmeur et Rosenberg notent également que ce pouvoir discrétionnaire peut s'exprimer de manière négative, en choisissant de ne pas dissoudre.

⁶⁵⁸ Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, *op. cit.*, p. 310. Voir également : Buge É., *Droit de la vie politique*, *op. cit.*, p. 173 ; Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, *op. cit.*, p. 282 ; Rambaud R., « Le contrôle du conseil d'état sur la dissolution des associations dangereuses », *AJDA*, 2015, p. 939.

⁶⁵⁹ Rambaud R., « La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices... », *art. cit.*

⁶⁶⁰ Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, *op. cit.*, p. 280-281 ; Rambaud R., « La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices... », *art. cit.*

⁶⁶¹ 10 annulations (dont 5 seulement sur le fond) sur 124 dissolutions (dont 39 ont fait l'objet d'un recours devant le CE).

mesure de dissolution est proportionnée⁶⁶² ». La loi de 1936 crée également le délit de maintien et reconstitution d'association dissoutes pour « garantir que la dissolution aura bien les effets désirés », une disposition reprise à l'article L. 212-1. Les peines encourues consistent en des amendes et une peine d'emprisonnement, mais également des peines complémentaires, telles que l'interdiction des droits civiques, la diffusion de la décision, l'interdiction de séjour, etc⁶⁶³. Ces sanctions permettent de garantir « l'application effective de la loi⁶⁶⁴ » et d'obtenir « un effet équivalent à une dissolution⁶⁶⁵ ».

Comme nous l'avons souligné, la dissolution fait partie de l'histoire du mouvement identitaire. Parce qu'ils ont vécu la dissolution d'Unité radicale, les fondateurs vont tenir compte des lois sur la dissolution pour s'en prémunir : ils vont prendre plusieurs types de précaution, tant dans la structure générale du mouvement identitaire que dans la forme juridique et les activités du groupement.

La forme tripartite des Identitaires apparaît comme une conséquence de la dissolution d'UR : il s'agit de se prémunir des dissolutions futures et potentiellement des accusations de reconstitution de ligue dissoute. Cette division des structures perdure dans le mouvement dans l'espoir que si dissolution il y a, tout ne sera pas dissous. De la même façon, au lieu de dissoudre d'eux-mêmes les associations qui n'ont plus de raison d'être, ils préfèrent laisser des structures en sommeil, des *abeyance structures*⁶⁶⁶, qui peuvent servir d'organisation de repli en cas de dissolution. Bien que l'histoire semble donner raison aux Identitaires, puisque seules les Jeunesses identitaires ont été poursuivies pour reconstitution de ligue dissoute, il est intéressant de noter que cette stratégie n'a guère de fondement juridique : quand l'exécutif veut mettre fin aux activités d'un mouvement, il dissout tout, comme il l'a montré en procédant à la dissolution simultanée d'*Envie de rêver*, des *Jeunesses nationalistes révolutionnaires* et de *Troisième voie* en 2013.

Mais au-delà du nombre de structures, le « risque » dissolution va influencer leurs activités et, par ricochet, la forme juridique des organisations identitaires. En 2006, Philippe Vardon estime que l'absence de participation aux élections nuit à la crédibilité des Identitaires du point de vue de la justice, relatant cette anecdote :

« Lors de l'audience du Tribunal Administratif de Nice portant sur l'interdiction du meeting des Jeunesses Identitaires en avril 2005, l'avocat dépêché par le Ministère de

⁶⁶² Rambaud R., « La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices... », *art. cit.* Voir également : Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, *op. cit.*, p. 280-281.

⁶⁶³ Article 431-15 du Code pénal.

⁶⁶⁴ Rambaud R., « La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices... », *art. cit.*

⁶⁶⁵ Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, *op. cit.*, p. 284.

⁶⁶⁶ Taylor V., « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, Vol. 54, n°5, 1989, p. 761-75.

l'intérieur avait considéré qu'il n'était pas très grave de nous priver de notre liberté de réunion, car après tout nous ne participions pas par la voie électorale au débat démocratique⁶⁶⁷. »

Émerge alors l'idée que l'institutionnalisation peut être un moyen de se protéger d'une dissolution : plus ils joueront les règles du jeu démocratique, moins ils seront susceptibles d'être dissous. Ainsi, lorsque les JI sont poursuivis pour reconstitution de ligue dissoute, la réaction des Identitaires est de présenter, pour la première fois, un candidat à une élection⁶⁶⁸. Philippe Vardon explique que la participation électorale leur apportera une « protection juridique », car « il serait en effet bien plus aisé de dissoudre un groupe de jeunes activistes, qu'un mouvement ayant présenté des listes dans une ou deux grandes villes et des candidats aux élections législatives ». Cette idée, Philippe Vardon l'hérite, en fait, d'Ordre Nouveau cité en préambule du même article : « la représentativité électorale permet à un mouvement révolutionnaire d'être infiniment plus dur car les risques de dissolution diminuent d'autant ». De la même façon, en 2009, c'est ainsi qu'est relatée cette première candidature identitaire :

« Moins de deux mois [après que la procureure a demandé la dissolution des JI], Damien Derey obtient 1,87 % des voix lors d'une élection partielle à Nice. Une candidature voulue pour démontrer notre ferme volonté de ne pas nous laisser pousser hors du champ de la légalité⁶⁶⁹ ».

Les Identitaires *croient* dans l'idée qu'exister électoralement leur confère une légitimité supplémentaire, qui rend plus difficile leur dissolution. Notons que juridiquement cette croyance n'a aucun ancrage, l'exécutif étant relativement libre dans le recours à la dissolution. Les Identitaires font une lecture exclusivement politique de cette loi sur la dissolution : s'ils existent politiquement, s'ils occupent une place légitime dans le jeu démocratique, le « système » ne pourra pas légitimement les dissoudre. Cette croyance va encourager le passage à la forme partisane, perçue comme la forme organisationnelle la plus légitime et donc la plus à même de les protéger de la dissolution. Ils vont de plus respecter une structuration solide, en établissant des antennes locales et dont les comptes sont intégrés dans la déclaration des comptes annuels (à une période où ce n'est pas encore obligatoire). Le BI, en 'bon élève', respecte scrupuleusement les règles relatives aux partis politiques, dans la crainte que le moindre faux pas se transforme en prétexte à une dissolution.

⁶⁶⁷Vardon P., « Face à l'impasse électorale, les élections ! », *bloc-identitaire.com*, 03/10/2006. [Consulté le 23/11/2018]
URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/531/face-impasse-electorale-elections.html

⁶⁶⁸ Parallèlement à cette institutionnalisation du mouvement adulte, l'interdiction de JI va avoir un effet inverse sur le mouvement de jeunesse, du moins, pendant les quelques années qui la séparent de la naissance de Génération identitaires. Le mouvement de jeunesse se tourne dans un premier temps vers une organisation nettement plus informelle, sous la forme d'un réseau (UAJ), fédérant des organisations à la structuration floue, parfois plus groupements de fait qu'associations déclarées, en plus domiciliée en Suisse. Il nous semble que cela s'explique par le fait que les militants ont préféré sauver ce qui pouvait l'être.

⁶⁶⁹ (Non signé), « Les identitaires sur le front électoral », *bloc-identitaire.com*, (Non daté, antérieur au 29/12/2008). [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20081229224218/http://www.bloc-identitaire.com:80/courant-identitaire/elections

En revanche, nul n'évoque cette question quand ils arrêtent de participer aux élections ou renoncent à l'organisation partisane : la question est complètement absente de l'intervention de Philippe Vardon sur le sujet en 2011, comme du communiqué de 2016. Pourtant, la préoccupation est toujours présente chez les militants identitaires aujourd'hui, bien qu'elle se matérialise sous d'autres traits. Les militants que nous avons rencontrés considèrent que le risque de la dissolution persiste. Après les interdictions de certaines de leurs manifestations⁶⁷⁰, cette crainte est vivace : « On aurait pu se faire interdire. Disons qu'on marche sur des charbons ardents ou sur le fil du rasoir, on n'a pas le droit à l'erreur. » (Guillaume [2017_23]). La prudence est d'autant plus de mise que l'enjeu est aujourd'hui grand, comme l'explique Tristan [2017_29] : « Après si on est dissous c'est plus compliqué. C'est plus comme avant où on avait une petite structure. Aujourd'hui, c'est une marque. [...] Et puis là on risque de se prendre un procès de reconstitution de ligue dissoute. Et là c'est cher. ». Face à cette menace, les militants ont tout intérêt à rester dans le champ de la légalité. La menace toujours planante – certains évoquent une « épée de Damoclès » - d'une dissolution potentielle va ainsi être invoquée pour changer en profondeur l'organisation, provoquer cet *aggiornamento* que les fondateurs veulent réaliser et cela s'inscrit dans la culture de l'organisation à long terme. L'abandon de la violence, l'investissement dans l'action électorale, la conversion en parti politique... auraient été considérées comme des trahisons par les militants d'UR, des renoncements. Mais ils deviennent dans le discours des identitaires des conditions *sine qua non* pour continuer à défier le « système ». L'exemple des Identitaires fait alors dire à Nicolas Lebourg qu'en « dissolvant les groupuscules d'extrême droite, on risque de les moderniser⁶⁷¹ ». L'historien souligne, à raison, que « jamais Vardon n'aurait pu imposer le « Greenpeace de la résistance française », selon sa formule, sans la dissolution d'Unité radicale. La dissolution permet aux cadres d'imposer une réforme à la base qui est assez conservatrice sur ses formes militantes⁶⁷² ». La dissolution, qui ne se préoccupe absolument pas juridiquement du niveau d'institutionnalisation, de la participation électorale ou non, ni de la nature de l'organisation concernée, va être invoquée pour encourager l'institutionnalisation du mouvement identitaire. Alors que l'effet des lois de dissolution est juridiquement neutre, l'appropriation qu'en font les Identitaires devient explicative de leurs décisions organisationnelles.

⁶⁷⁰ Par exemple, l'interdiction de la manifestation contre l'islamisme qui devait avoir lieu en novembre 2017 à Paris et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'interdiction.

⁶⁷¹ « Nicolas Lebourg : "en dissolvant les groupuscules d'extrême droite, on risque de les moderniser" », *L'humanité*, 05/06/2018 [Consulté le 01/03/2019] URL : www.humanite.fr/nicolas-lebourg-en-dissolvant-les-groupuscules-dextreme-droite-risque-de-les-moderniser-656326

⁶⁷² *Ibid.*

Pour contraignant qu'il soit, le cadre légal n'explique qu'en partie les choix organisationnels des Identitaires. En effet, en analysant l'effet des lois sur le financement des partis et de la vie politique, nous parvenons à la conclusion que le cadre légal est propice à une action électorale : quand le BI décide de s'investir dans des élections, il devient plus intéressant pour lui (sur le plan financier et pratique) de revêtir la forme partisane ; lorsqu'il abandonne l'action électorale, la forme partisane devient trop coûteuse (sur le plan financier mais surtout de la crédibilité) et il redevient donc une simple association. De même, en analysant l'effet des lois sur la dissolution, nous concluons que l'institutionnalisation est un mécanisme de défense : le passage de la forme associative à la forme partisane est un moyen de se prémunir contre la dissolution, de montrer sa crédibilité « démocratique ». Mais alors, comment expliquer la transition inverse ? En tenant compte exclusivement de ce critère, nous échouons à expliquer pourquoi les Identitaires décident en 2016 de renoncer à cette « sécurité » juridique... Si cet examen du cadre juridique nous apporte des éléments d'explication, il apparaît incomplet.

En ne tenant compte que du cadre juridique, nous ne sommes parvenue qu'à déplacer la question. Pour comprendre pourquoi le BI devient en 2009 un parti politique et pourquoi il abandonne cette forme en 2016, il faut se demander pourquoi il décide au milieu des années 2000 de s'investir dans l'action électorale et pourquoi il choisit au milieu des années 2010 de s'en retirer. Pour répondre à cette question, il faut intégrer en complément le contexte politique dans l'analyse.

2. Évaluer les effets du contexte politique sur le Bloc identitaire

Inscrits dans le champ partisan extrême droitier, les Identitaires vont être particulièrement sensibles aux événements qui s'y déroulent pour déterminer leur stratégie. Notre intérêt se porte donc sur ce contexte et trois critères nous apparaissent conjointement déterminants : l'évolution des scores du Front national (1), l'évolution parallèle des scores du BI et de son implantation électorale (2) et les relations entre les deux partis (3).

1. L'effet des scores fluctuants du Rassemblement national

Sur la période qui nous intéresse ici (2002-2016), les scores du Front national connaissent d'importantes fluctuations que les Identitaires commentent abondamment. En 2002, le FN réalise une performance inédite en atteignant le second tour de l'élection

présidentielle⁶⁷³ : Jean-Marie Le Pen se hisse à la deuxième place au premier tour, avec 16,86 % des suffrages. Les législatives qui suivent ne lui offrent que la troisième place et 11,34 % des voix. De mêmes lors des élections européennes de 2004⁶⁷⁴, le FN remportant 7 élus enregistre une hausse par rapport au précédent scrutin (1999 - 5 élus). Sur cette période, et malgré les difficultés rencontrées en interne du fait de la scission mégrétiste, le FN connaît donc globalement une hausse de ses scores électoraux. Il a réussi à écarter son jeune rival, le MNR, dont les scores ne seront jamais plus que symboliques. Au cours de ces années, le FN apparaît donc comme le leader naturel de l'extrême droite électorale, un statut que les Identitaires lui reconnaissent volontiers.

Les régionales de 2004 introduisent de premiers doutes⁶⁷⁵ : le FN obtient 156 élus, 112 de moins qu'à la précédente élection, ce qui fait dire à Guillaume Luyt qu'il n'a pas « cassé la baraque⁶⁷⁶ ». Un an plus tard, Damien Derey participe à la première élection sous l'étiquette du BI. Le souvenir des régionales a apparemment marqué l'esprit des identitaires qui développent dans les années qui suivent l'idée qu'ils ont une « spécificité⁶⁷⁷ » à défendre : « nos idées ne sont défendues par personne » estime Philippe Vardon en 2006, « c'est aujourd'hui [...] une nécessité de nous affirmer tels que nous sommes sur le champ électoral⁶⁷⁸ ». Il insiste sur la nécessité de l'implantation locale, notamment municipale, faisant de Nice le « Dreux identitaire ». Ainsi, loin de reconnaître une légitimité au FN dans le champ électoral, Vardon écarte toute possibilité d'union. Ces positions sont encouragées par les scores en berne du FN : à la présidentielle de 2007⁶⁷⁹, Jean-Marie Le Pen arrive à la 4^{ème} place, enregistrant une baisse de 6 points ; aux législatives de la même année, le parti obtient 4,29 % des suffrages, en baisse de 7 points⁶⁸⁰. Entre la présidentielle et les législatives, le 24 mai 2007, Fabrice Robert publie un article dans lequel il annonce la rupture avec le « camp national », appelant à la naissance d'une « droite identitaire », qui doit

⁶⁷³ Voir le numéro de la RFSP consacré à l'élection présidentielle de 2002 : « Sur quelques énigmes des élections du printemps 2002 », *Revue française de science politique*, Vol. 52, n°5, 2002. En particulier : Mayer N., « Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002 », *Revue française de science politique*, Vol. 52, n°5, 2002, p. 505-520 ; Perrineau P. (dir.), *Le vote de tous les refus*, Presses de Sciences Po, 2003 (en particulier le chapitre 7, « La surprise lepéniste et sa suite législative », de Pascal Perrineau, p. 199-222) ; Cautrès B., Mayer N., *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Presses de Sciences Po, 2004.

⁶⁷⁴ Perrineau P., *Le vote européen 2004-2005. De l'élargissement au référendum français*. Presses de Sciences Po, 2005 (en particulier le chapitre 3, « La droite radicale, divisions et contrastes », de Pascal Perrineau et Michael Minkenberg p. 77-103).

⁶⁷⁵ Avec une lecture très négative des résultats du FN à ce scrutin, pourtant nuancée par la recherche. V. Brouard S., « Le retournement du rapport de force aux élections régionales de mars 2004 : amplitude et déterminants », *Revue française de science politique*, Vol. 54, n°4, 2004, p. 621-637.

⁶⁷⁶ Luyt G., « Cinq réflexions post-électorales », *Les-identitaires.com*, 05/04/04. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20040821102232/http://les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=552&idrub=3

⁶⁷⁷ Vardon P., « Face à l'impasse électoraliste, les élections ! », *bloc-identitaire.com*, 03/10/2006. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/531/face-impasse-electoraliste-elections.html

⁶⁷⁸ *Ibid.*

⁶⁷⁹ Voir le numéro de la RFSP consacré à l'élection présidentielle de 2007 : « L'élection présidentielle de 2007. Premiers aperçus. », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°3, 2007. En particulier : Mayer N., « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°3, 2007, p. 429-445.

⁶⁸⁰ Perrineau P., *Le vote de rupture. Les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Presses de Sciences Po, 2008. En particulier, le chapitre 9 « L'érosion électorale du lepénisme » de Jérôme Fourquet, p. 213-234.

« tracer [sa] voie propre y compris [...] par la voie électorale⁶⁸¹ ». L'objectif des Identitaires est alors clair : « développer un espace identitaire dans l'arène politique française⁶⁸² ». Il se place dès lors en rival électoral du FN au moment où le parti connaît des difficultés dans le champ électoral. Les Identitaires perçoivent dans ce recul électoral du FN une « voie étroite » dans laquelle ils pensent pouvoir s'engager⁶⁸³. Ils vont multiplier leurs participations aux élections. Lors des municipales de 2008, sous-entendant qu'ils sont la force en devenir de l'extrême droite électorale, ils se disent « prêts à accueillir à [leurs] côtés tous ceux qui sauront démontrer qu'ils ont la volonté et les compétences pour investir le champ de l'action municipale⁶⁸⁴ ». Ils se présentent désormais comme des leaders et non plus comme les soutiens du Front National : il ne s'agit plus de soutenir le FN mais bien d'en capter ses candidats qui incarneraient la ligne identitaire. La tendance baissière des scores du FN se confirme lors des européennes de 2009 (6^{ème} place, 4 élus, pire score depuis les élections de 1979)⁶⁸⁵ et des régionales de 2010 (4^{ème}, -3 points au premier tour, plus bas niveau à ces élections hors de l'élection de 1986)⁶⁸⁶, auxquelles les Identitaires participent. La situation inverse se produit quand les scores du FN repartent à la hausse, à la faveur du changement de *leadership* et de la « dédiablement⁶⁸⁷ ». Le « FN de Marine Le Pen » multiplie les succès électoraux : Marine Le Pen remporte 17,9 % à la présidentielle de 2012⁶⁸⁸, le meilleur score de l'histoire du parti ; deux élus du FN entrent à l'assemblée nationale suite aux législatives⁶⁸⁹ et le FN enregistre nationalement une hausse de 9 points ; en 2014, le FN est premier lors des élections européennes et fait entrer 24 élus au Parlement européen⁶⁹⁰. Les Identitaires ne passent pas à côté de cette « vague bleue marine » et cessent de présenter des candidats aux élections (après les cantonales de 2011, il n'y a que deux candidatures du Bloc identitaire). Progressivement les Identitaires rentrent dans le rang et appellent de nouveau à voter pour le FN, d'abord aux législatives de 2012, puis plus franchement aux européennes de 2014 et à toutes les élections depuis.

⁶⁸¹ Robert F., « Orientations pour une droite identitaire », *Blog-identitaire.com*, 24/05/07, [Consulté le 23/11/2018]

URL : web.archive.org/web/20070612064602/http://www.blog-identitaire.com/

⁶⁸² *Ibid.*

⁶⁸³ Vardon P., « La convention dans le texte », *Identitaires*, n° 12, 2012, p. 6

⁶⁸⁴ *Ibid.* [Le récit est fait *a posteriori* par Vardon lors de la convention identitaire de 2012].

⁶⁸⁵ Pascal Perrineau estime ainsi que « l'extrême droite continue son déclin » : Perrineau P., « Les élections européennes de juin 2009 en France : des élections de second ordre ou de reclassement ? », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 16, n°4, 2009, p. 653-670.

⁶⁸⁶ Perrineau P., « Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ? », in : Reynié D. (dir.), *Innovation politique 2011*, Presses Universitaires de France, 2011, p. 527-578.

⁶⁸⁷ Dézé A., « La « dédiablement » Une nouvelle stratégie ? », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2015, p. 25-50.

⁶⁸⁸ Gougou F., Labouret S., « La fin de la tripartition ? Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan », *Revue française de science politique*, Vol. 63, n°2, 2013, p. 279-302 ; Perrineau P. (dir.), *Le vote normal*, Les élections présidentielles et législatives d'avril-mai-juin 2012, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 (V. en particulier chapitre 10 consacré au FN).

⁶⁸⁹ Dont Marion Maréchal-Le Pen. Idéologiquement proche des Identitaires, elle va jouer le rôle de pivot entre les deux organisations.

⁶⁹⁰ Mayer N., « Le plafond de verre électoral entamé, mais pas brisé », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., p. 297-322.

Pour conclure sur ce point, nous observons à travers cette rapide chronologie que, tant dans les discours que dans les faits, le score du FN influence la stratégie électorale du Bloc identitaire dans son ensemble. Quand les scores du FN sont en berne, les Identitaires se lancent dans l'action électorale. Tant que les scores sont bas, ils persévèrent, s'organisant pour faire perdurer leur participation électorale, à travers la création d'une fédération (FIER) puis la transformation en parti politique, pour plus de facilité de gestion des campagnes et du financement comme nous l'avons expliqué. À rebours, quand les scores du FN remontent, les Identitaires délaissent l'action électorale et se rangent derrière lui. Pour être complet sur ce point, il faut également tenir compte du score du BI : en effet, comme nous allons le voir, leur stratégie est électoralement peu fructueuse et c'est à un sentiment d'échec que les cadres sont confrontés.

2. L'échec de l'implantation électorale des Identitaires

« Lorsque nous avons voulu être un parti "classique", nous n'y sommes pas parvenus⁶⁹¹ » : le constat de Philippe Vardon en 2012 clôt les tentatives électorales du BI. Si dans les premiers temps de leur investissement électoral, les Identitaires restent confiants quant à leurs chances de réussite, la difficulté à trouver des candidats, des scores qui ne décollent pas et surtout l'absence d'effet de leur implantation niçoise va les pousser à renoncer à la voie électorale. À travers leurs discours, les élections apparaissent comme des séquences trop coûteuses pour le jeune parti et pas assez rétributrices.

Après deux candidatures isolées à des cantonales dans la région de Nice, les élections législatives de 2007 sont les premières auxquelles les Identitaires présentent plusieurs candidats : 4 dans les Alpes-Maritimes, à Nice, sous le drapeau « Nissa Rebela » et 1 à Paris, sous l'étiquette « Bloc identitaire ». Cette participation électorale est présentée comme un test, dont l'objectif est de « valider – ou non [leur] stratégie municipale⁶⁹² », puisqu'ils ont fait de Nice leur laboratoire électoral. Ils établissent ainsi des objectifs : « à partir d'un score moyen de 2 %, la présence d'une liste identitaire aux municipales niçoises sera entérinée⁶⁹³ ». Dans les circonscriptions niçoises, les candidats dépassent tous ce plancher, avec des scores oscillants entre 2,20 % et 2,66 % (dans des circonscriptions où le FN est toujours présent avec parfois un candidat MNR ou MPF en sus). Ces résultats sont considérés comme encourageants pour le mouvement qui y voit le signe que l'implantation fonctionne

⁶⁹¹ Vardon P., « La convention dans le texte », *Identitaires* n° 12, 2012, p. 6.

⁶⁹² Luyt G., « 10 juin 2007 : les enjeux d'un scrutin », *blog-identitaire.com*, 10/06/07. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20071014052003/http://blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php?cat=26

⁶⁹³ *Ibid.*

et se projette donc vers les élections suivantes : cantonales et municipales de 2008⁶⁹⁴. Dans la 10^e circonscription de Paris, en revanche, les 0,20 % recueillis par la candidate Odile Bonnard⁶⁹⁵ sont analysés comme la conséquence d'un manque d'implantation locale. Lors des élections municipales, les cadres incitent les militants à s'investir sur des listes électorales locales, dont il est difficile de suivre les résultats⁶⁹⁶. Ils soutiennent dans le cadre de la FIER la candidature strasbourgeoise de Robert Spieler (Alsace d'Abord). La liste niçoise menée par Philippe Vardon est l'objet d'un fort investissement militant et symbolique. Si les résultats sont parfois jugés décevants, ils demeurent d'après eux encourageants comparés aux débuts du FN. Le cas niçois s'avère plus riche d'enseignements : les Identitaires gagnent « 700 voix (en six mois !)⁶⁹⁷ » par rapport aux législatives et atteignent 3,03 %, ce qui leur paraît confirmer leur stratégie d'implantation. Les cantonales de 2008, pour lesquelles ils présentent des binômes à Nice, marquent le même type de progression, avec des scores oscillants entre 2,22 % et 5,09 %. À la législative partielle dans la 5^e circonscription des Alpes-Maritimes (mai 2008), cette tendance semble se confirmer : le candidat identitaire obtient 700 voix de plus malgré une abstention en hausse et double son score par rapport à 2007 (de 2,20 % à 4,61 %). *Nice matin* commente : « Le FN poursuit sa glissade [...], les identitaires continuent leur progression, mordant semble-t-il de plus en plus dans l'électorat frontiste historique, additionné de quelques traditionalistes nisso-niçois⁶⁹⁸ ». Les Identitaires se réjouissent de parvenir à concurrencer le FN, signe d'une stratégie d'implantation qui fonctionne à leur sens. D'autres élections partielles en 2008 et 2009 aux alentours de Nice marquent également une progression électorale. La cantonale partielle de septembre 2009 apporte à Benoit Loeuillet 7,7 % des suffrages. Forts de cette dynamique, qu'ils assimilent à une réussite de leur stratégie d'implantation, ils décident d'accroître encore leur participation électorale, en portant des listes aux élections régionales et en envoyant 50 candidats aux cantonales. Pour permettre ce déploiement, ils se transforment en parti. Ainsi, une dynamique électorale positive et encourageante motive l'amplification de l'investissement électoral et rend nécessaire le recours à la forme partisane plus propice à l'action électorale.

⁶⁹⁴ (Non signé), « 10 juin 2007 des identitaires niçois : analyse et perspective », *blog-identitaire.com*, 12/06/2007. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20071014052003/http://blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php?cat=26

⁶⁹⁵ Présidente de l'association « Solidarité des Français ». Sa candidature visait avant tout à faire connaître l'association de distribution de « Soupe au cochon ».

⁶⁹⁶ Fabrice Robert évoque la présence d'identitaires sur une vingtaine de listes sans les préciser. Nous n'avons pu identifier que 6 listes avec certitude.

⁶⁹⁷ Robert F., « Il y a une vie après les élections », *blog-identitaire.com*, 11/03/08. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20080429222357/http://www.blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php

⁶⁹⁸ *Nice matin*, 19/05/2008, p. 3.

De nouveau, nous observons un effet « miroir » : quand la dynamique s'arrête, les Identitaires se retirent du champ électoral et abandonnent la forme parti. Le glas sonne lors des élections cantonales de 2011, qui marquent l'arrêt de la dynamique positive engagée jusque-là dans Nice et ses environs. Dans les Alpes-Maritimes, le score du BI ne dépasse pas 4,5 % des voix, sauf dans les cantons où le FN ne présente pas de candidat (il monte alors à 12,93 %⁶⁹⁹). Le constat est identique en Bretagne, où les deux candidats de l'antenne locale du BI atteignent respectivement 4,01 %⁷⁰⁰ (FN présent) et 15,52 %⁷⁰¹ (FN absent). Ils ont le sentiment que leur investissement local n'est pas récompensé, malgré une campagne longue : ils n'incarnent pas, même quand ils sont implantés, une force indépendante du FN, ni une alternative crédible. L'action électorale, coûteuse (financièrement mais aussi en temps et en énergie) et peu rétributive (ni poste, ni rentrée financière, ni remboursement), est donc abandonnée. Philippe Vardon conclut, en aveu d'échec : « On ne peut devenir que ce que l'on est. En politique, on ne se travestit pas, ou pas longtemps⁷⁰² ».

In fine, tant que la dynamique électorale est présente, notamment à Nice où ils ont échafaudé une véritable stratégie locale, les Identitaires poursuivent dans la voie électorale, ce qui les amène, là encore, à se structurer se reposant sur la forme partisane, au service de leur participation électorale. Dès que leurs résultats stagnent, qu'ils ne perçoivent plus les effets de l'implantation, de la campagne locale, ils abandonnent cette voie. La raison d'être du parti politique s'estompe alors, ce qui conduit à son abandon.

3. Bloc identitaire et Front national : de la rivalité à la complémentarité

Depuis leur création, les Identitaires entretiennent des relations complexes avec le FN/RN, faites d'attraction et de répulsion. Ils oscillent entre deux points extrêmes : la collaboration dans une optique de complémentarité qu'ils expérimentent aujourd'hui, et la rivalité, qui a culminé dans la compétition électorale. L'existence ou l'inexistence de possibilité de collaboration avec le FN, c'est à dire le niveau de dialogue ou de proximité entre les deux organisations, a pu jouer un rôle également sur le fait que les Identitaires poursuivent dans la voie électorale.

Les relations des Identitaires avec le FN de Jean-Marie Le Pen sont historiquement mauvaises, les Identitaires ayant pris parti pour Mégret lors de la scission FN/MNR. L'inimitié existe et perdure entre les deux organisations, perçue dans les critiques que les

⁶⁹⁹ Myriam Marchand, canton de Guillaumes, 20 mars 2011.

⁷⁰⁰ Yann Vallerie, canton de Fouesnant, 20 mars 2011.

⁷⁰¹ Mickaël Prima, canton de Rospenden, 20 mars 2011.

⁷⁰² Vardon P., « La convention dans le texte », *IDentitaires*, n° 12, 2012, p. 6

organisations s'adressent mutuellement, plus ou moins pressantes, sur un ensemble de thématiques (idéologiques, stratégiques, etc). Nous percevons cependant, des mains tendues dans les discours des cadres identitaires, quand ceux-ci reconnaissent au FN la légitimité sur le champ électoral ou prônent l'unité du camp national : le FN doit « passe[r] l'éponge sur les défections passées⁷⁰³ » écrit un cadre en 2004, soulignant qu'en cas de victoire, « un appel d'air sans précédent en termes de cadres s'opérera⁷⁰⁴ » et donc que l'unité sera nécessaire. Ces mains tendues ne sont apparemment pas saisies, car les critiques redoublent dans le camp identitaire⁷⁰⁵, jusqu'à ce qu'ils annoncent qu'ils ne font plus partie du camp national. Ils se posent dès lors en rivaux du FN, y compris dans l'arène électorale, et nouent des alliances avec d'autres petits partis. En réalité, les Identitaires vont jouer un constant double jeu : ils annoncent leur rupture avec le camp national tout en cherchant localement à nouer des alliances avec le FN...pour mieux l'accuser publiquement d'avoir refusé. C'est par exemple le cas lors des municipales de 2008 à Nice, à propos desquelles Fabrice Robert explique que la baisse du FN (10 % par rapport à 2001) est due à la « stratégie suicidaire imposée par Paris⁷⁰⁶ » : « durant des mois les identitaires ont tendu la main et proposé l'union [...], acceptée par [...] le secrétaire départemental mais sabordée par le Paquebot⁷⁰⁷ ». Il est intéressant également de constater que la décision de se tenir à l'écart des Identitaires ne vient pas de la base (le SD est prêt à une alliance), mais de Paris : en 2008, la réconciliation n'est donc pas à l'ordre du jour. À partir là, les Identitaires ne se retirent plus face au FN, présentant des candidatures contre eux, tant aux régionales (2010) qu'aux cantonales (2011). Au cours de cette période, toute collaboration, ponctuelle ou prolongée avec le FN semble impossible et cela encourage leur participation électorale. Le changement de leadership au sein du FN va rebattre les cartes. En 2012, lors de la convention identitaire, Vardon souligne que

« depuis 2009 des choses ont changé. Un Front national rénové est apparu, avec lequel des discussions ont existé, existent et existeront. Qu'il soit parfait ? Certainement pas. Qu'il soit identitaire ? Pas totalement bien entendu. Que certains ne nous y aiment pas ? C'est en général réciproque ! ».

⁷⁰³ Santamaria J.-B., « Perspectives pour le mouvement national et identitaire », *les-identitaires.com*, 02/02/04. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20040226011705/http://www.les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=508&idrub=3

⁷⁰⁴ *Ibid.*

⁷⁰⁵ Par exemple : Graillard P., « Le Pen et ses signatures », *blog-identitaire.com*, 19/02/07. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20070324232406/http://www.blog-identitaire.com:80/

⁷⁰⁵ Robert F., « Du tout électoral à l'enracinement local », *blog-identitaire.com*, 21/02/07, [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20070324232406/http://www.blog-identitaire.com:80/

⁷⁰⁶ Robert F., « Il y a une vie après les élections », *blog-identitaire.com*, 11/03/08. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20080429222357/http://www.blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php

⁷⁰⁷ *Ibid.*

Ce nouveau Front, il l'appelle « le FN de Marine Le Pen », marquant bien l'idée que le changement de leadership a permis une reprise du dialogue. Dès les législatives de 2012, les Identitaires soutiennent le FN, notamment dans le cadre du Rassemblement Bleu Marine⁷⁰⁸, puis lors des élections européennes de 2014⁷⁰⁹, et de toutes les élections suivantes. Au-delà d'un soutien de principe, les Identitaires vont apporter des aides concrètes au RBM puis au FN⁷¹⁰. Pour autant le dialogue n'est pas toujours exempt de critique⁷¹¹, de même que le FN n'accueille pas toujours les initiatives identitaires⁷¹². La reprise du dialogue ouvre néanmoins la porte à plus de collaboration et elle vient surtout mettre fin à la logique de rivalité qui s'était installée entre les deux organisations. Ainsi, les Identitaires abandonnent l'action électorale, qu'ils laissent au FN.

Plus précisément, nous assistons à une division inter-organisationnelle du travail militant entre le FN et les Identitaires, qu'une expression de Philippe Vardon résume bien : « à nous les gardes à vue, à eux les postes d'élus ». Au lieu d'entrer en compétition⁷¹³, les deux organisations se répartissent des secteurs militants. Elles ne peuvent plus être en concurrence si elles se séparent le marché. Le FN se spécialise dans l'action électorale, ce qui correspond à l'image de dédramatisation⁷¹⁴ et à la nouvelle respectabilité que Marine Le Pen tente de bâtir dès son arrivée à la tête du parti. Paradoxalement, des militants identitaires expérimentés vont alors rejoindre le parti, le cas le plus emblématique étant celui de Philippe Vardon. Lorsque Marine Le Pen est interrogé sur ce point, elle présente les engagements radicaux passés comme des erreurs de jeunesse. Le FN devient un lieu où l'ancien radical renoue avec un engagement politique plus banal :

⁷⁰⁸ « À propos des élections législatives et du Bloc identitaire », *bloc-identitaire.com*, 09/06/2012, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2538/propos-elections-legislatives-et-bloc-identitaire.html

⁷⁰⁹ « Le bloc identitaire appelle à un vote alter-européen pour les listes Bleu Marine », *bloc-identitaire.com*, 22/05/2014, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3121/bloc-identitaire-appelle-vote-alter-europeen-listes-bleu-marine.html

⁷¹⁰ Cf. *infra*, Chapitre 5.

⁷¹¹ Les militants identitaires ont abondamment critiqué par exemple la performance de Marine Le Pen lors du débat d'entre-deux-tours de la présidentielle de 2017.

⁷¹² Lorsqu'il essaye d'adhérer au Rassemblement bleu marine pour la première fois en 2013, Philippe Vardon n'y parvient pas par exemple, considéré trop sulfureux. De même, invitée à s'exprimer à la convention identitaire, Marion Maréchal-Le Pen refuse l'invitation, arguant ne pas avoir « de grandes affinités » avec les Identitaires, et soulignant que « Jusqu'ici le Bloc identitaire [...] a été plutôt hostile [au FN] ».

⁷¹³ Boumaza M., « Une création illégitime ? Le Front national de la Jeunesse », *Le Temps des Savoirs. Revue interdisciplinaire de l'institut universitaire de France*, n°7, 2005, p. 124.

⁷¹⁴ Dézé A., « La « dédramatisation » Une nouvelle stratégie ? », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., p. 25-50.

« Marine Le Pen : M. Vardon venait d'un mouvement qui s'appelle les Identitaires. Il a fait quelques années de purgatoire en quelque sorte, il était jeune. Aujourd'hui, il a rejoint un mouvement politique car il souhaite faire de la politique et [ne] plus être dans l'agitation. [...] Je pense qu'on peut être un peu radical quand on est très jeune et puis au fur et à mesure du temps, c'est aussi le rôle des partis politiques après tout, eh bien on s'engage dans une voie qui est plus calme, plus sereine...
Thomas Sotto : quitte à « rediabolisé » l'image du coup...
Léa Salamé : On se déradicalise ?
Marine Le Pen : ... et autrement plus efficace par ailleurs⁷¹⁵. »

Cet extrait révèle par ailleurs la distinction entre les arènes de la politique et de l'agitation, ces deux domaines que se sont répartis les organisations. Les Identitaires eux ont en effet abandonné définitivement leurs activités électorales (depuis les municipales de 2014), liquidé la structure qui les portait (le BI) et transformé leur structure adulte en un *think tank* dépourvu de base militante. À travers Génération identitaire, les Identitaires prennent donc en main l'action militante et ciblent la jeunesse « patriote » : ils se spécialisent dans l'agitation, qui permet de proposer un engagement « rebelle », manipulant la violence symbolique. Cela débouche sur une coexistence pacifique, comprise comme une « complémentarité⁷¹⁶ » et cela permet de faire naître des collaborations au niveau individuel. Les Identitaires entendent bien « accompagner⁷¹⁷ » le FN, travailler « à côté mais aussi aux côtés⁷¹⁸ » du parti de Marine Le Pen. Cette situation va apparemment être bénéfique pour tous : les jeunes gardent leur indépendance, ils ne sont plus « tenus en laisse⁷¹⁹ » et peuvent organiser leurs actions ; le FN ne prend pas de risque puisque les militants ne dépendent pas de lui. Mieux, le FN bénéficie *in fine* de l'action d'agit-prop menée par Génération identitaire : 1) Mise à l'agenda médiatique de certaines de ses thématiques politiques ; 2) Publicisation de certaines de ses idées ; 3) Retombées militantes, puisque l'engagement identitaire semble trouver sa suite naturelle au FN⁷²⁰.

⁷¹⁵ Interview de Marine Le Pen par Léa Salamé et Thomas Sotto, dans « L'émission politique », épisode consacré à Marine Le Pen, France 2, 24 mars 2019. [Nous retranscrivons]

⁷¹⁶ Le terme est utilisé dès 2015 par Fabrice Robert, dans une interview qu'il donne au journal *Minute*. On le retrouve en 2016 dans le communiqué annonçant la transformation du Bloc identitaire en Les Identitaires.

⁷¹⁷ « Fabrice Robert : pour une France respectueuse de ses identités et libertés locales », *Présent*, 25/02/2015, (mis en ligne sur le site du Bloc identitaire, *bloc-identitaire.com*), [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3224/fabrice-robert-france-respectueuse-identites-et-libertes-locales.html

⁷¹⁸ *Ibid.*

⁷¹⁹ L'expression, de J.-F. Jahlk, est relayée par Magali Boumaza : le FN tenait les jeunes du FNJ « en laisse » pour s'assurer qu'ils ne nuisent pas à l'entreprise de normalisation du FN par un excès de radicalité militante. (V. Boumaza M., « Une création illégitime ? Le Front national de la Jeunesse », *Le Temps des Savoirs. Revue interdisciplinaire de l'institut universitaire de France*, n°7, 2005).

⁷²⁰ Cf. *infra*, Chapitre 5.

Concluons sur la grille d'analyse proposée. Le premier enseignement concerne le cadre relatif aux partis politiques et à leur financement, d'autant plus intéressant qu'il vient contrarier notre hypothèse initiale. En commençant à interroger le passage vers la forme partisane, l'hypothèse était que le BI avait fait ce choix pour faire profiter donateurs et adhérents de la déduction fiscale et ainsi faire augmenter les dons, de manière durable. Cependant, en 2016, le BI a mis cette hypothèse à l'épreuve en annonçant son renoncement à la forme partisane : il redevenait une simple association. Pourquoi renonçait-il à cette apparente manne financière ? L'hypothèse ne tenait plus. Ce fut l'occasion d'en formuler une plus solide, tenant compte non seulement des avantages mais aussi des coûts de la forme partisane : en l'absence d'action électorale, les contraintes de la forme « parti » dépassent ses avantages pour les Identitaires, surtout quand ils continuent à éditer des reçus fiscaux. Ce premier enseignement mériterait d'être testé sur d'autres « petits partis⁷²¹ ». Ce faisant, cependant, nous avons seulement déplacé le questionnement : se poser la question de la mutation organisationnelle, ce n'était plus (seulement) s'interroger sur les bénéfices de cette forme organisationnelle, mais également sur ce qui poussait les Identitaires à entrer dans l'arène électorale, à y persister, puis à la quitter. Nous avons montré que l'entrée (soudaine) dans l'arène électorale est provoquée par la crainte immédiate de la dissolution. Est-ce inhérent à la culturelle organisationnelle identitaire ou bien cela concerne-t-il l'ensemble des organisations « petites » et/ou « radicales » ? Il serait intéressant là aussi de confronter cet enseignement à d'autres terrains. La crainte de la dissolution explique également, mais en partie seulement, le maintien dans cette arène électorale.

Finalement, sur le plan théorique, cette étude de cas « nano-politique » nous permet à la fois de confirmer et de compléter la littérature relative aux effets des réglementations sur les organisations politiques. Comme l'ont montré d'autres chercheurs avant nous, notre étude indique que la réglementation produit des effets, qui dépendent de son contenu. Nous montrons, là encore à la suite des recherches passées, que les acteurs agissent rationnellement et utilisent la législation pour maximiser les bénéfices de leurs actions ou pour en limiter les coûts. Sur ces deux points, notre analyse confirme donc les enseignements des grandes études comparatives et des études de cas national. Cependant, cette approche ne permet pas d'expliquer les effets des lois sur la dissolution, sur-interprétées par les militants. Notre étude montre donc, et c'était un point aveugle de la littérature, que la législation interagit avec la « mémoire militante⁷²² ». Les acteurs s'approprient la législation : travaillée

⁷²¹ Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996.

⁷²² Nous reprenons une expression utilisée par Sylvie Ollitrault. L'auteure souligne que les premières luttes écologistes dans les années 1970 se sont incorporées dans la « mémoire militante comme constitutive de l'histoire du mouvement », jusqu'à devenir des

par la mémoire militante, la législation est traversée par les croyances des acteurs. Ce point ne pouvait être relevé à travers des études comparatives ni par des études de cas national. En cela, notre étude montre également l'importance de mener des travaux articulant le niveau macro des régulations et celui méso de l'organisation... voire micro, des acteurs. Quelles régulations font l'objet de telles croyances ? En fonction de quelle culture organisationnelle ? Pourquoi ? D'autres études complémentaires, articulant ces deux niveaux seraient intéressantes pour affiner cet enseignement de notre étude.

Le deuxième enseignement de ce chapitre est la nécessité de tenir compte du contexte politique pour comprendre le maintien dans l'arène électorale - et la forme organisationnelle choisie donc. Le cas du BI montre que trois facteurs sont pris en compte par un petit parti pour déterminer s'il se maintient dans la voie électorale ou non :

- Les scores électoraux du leader de leur milieu partisan, leurs évolutions et l'analyse qu'en fait le petit parti.
- Ses propres scores électoraux, analysés à la lumière de ses objectifs et de son investissement.
- La possibilité ou non de faire des alliances avec le leader du champ partisan.

S'il choisit de poursuivre, alors il se transformera en parti politique et/ou persistera dans cette forme ; s'il choisit d'abandonner, il reviendra à la forme associative. La forme organisationnelle n'est donc choisie que dans un second temps, une fois déterminés les objectifs dans l'arène électorale. Sur le plan théorique, cela emporte également des effets : une approche organisationnelle, pour qu'elle riche qu'elle soit, se révèle limitée. Une analyse purement organisationnelle pourrait s'enfermer dans une explication mécanique : les choix organisationnels apparaissent quasi déterminés par le cadre légal. Or, comme nous l'avons montré les véritables causes sont ailleurs, en particulier dans le contexte plus large au sein duquel l'organisation évolue. En tant qu'elle participe à un milieu partisan, à un champ, l'organisation subit des contraintes qui évoluent au fil de son histoire. Il est donc nécessaire de contextualiser l'approche organisationnelle, de faire se rejoindre une analyse de l'organisation et de ses formes et une analyse du contexte politique dans lequel elle se déploie. De ce point de vue, notre proposition consiste à tenir compte de la structure partisane, de sa forme (approche organisationnelle), tout en considérant qu'elle est soumise aux contraintes du contexte, aux contraintes de son milieu, des réseaux qui l'entourent et

« ressources identitaires durables » (Ollitrault S., *Militer pour la planète*, PUR, Rennes, 2008, p. 63). Si, de la même façon la dissolution d'UR a intégré la « mémoire militante » identitaire, elle n'est pas devenue une *ressource* mais plutôt une *angoisse* durable.

auxquels elle participe (approche sociétale)⁷²³. Il s'agit donc, de nouveau, d'articuler ensemble le niveau macro du contexte, du milieu partisan et celui méso de l'organisation. Considérer l'organisation comme un isolat, reviendrait à perdre de vue cet univers de contraintes politiques dans lequel elle évolue, et à s'empêcher de voir où elle se situe et d'en préciser la *marginalité*.

Cette partie s'interroge sur les caractéristiques de la marginalité des Identitaires : en quoi sont-ils marginaux et pourquoi ? Ce premier chapitre, centré sur les aspects organisationnels, a offert de premiers éléments de réponses. Telle que nous l'avons analysée, nous pouvons conclure que la marginalité des Identitaires est organisationnelle. En effet, malgré des tentatives d'institutionnalisation, les Identitaires ne sont pas parvenus à entrer « dans le jeu » politique. Les revirements organisationnels ont de multiples explications comme nous l'avons vu, réunissant des effets de la législation (via la recherche des bénéfices maximaux et via l'interaction avec la mémoire militante) et du contexte politique. Alors que plusieurs choix s'offraient à eux (*par exemple : persister dans l'action électorale ; renoncer et rejoindre le FN ; renoncer et changer de mode d'action*), les Identitaires ont choisi de s'ancrer dans la marginalité. Ce chapitre nous a permis de montrer que persister dans l'action électorale était impossible à double titre : trop coûteux sur le plan financier et impossible sur le plan politique, l'espace étant occupé par le FN. Ils auraient pu rejoindre le FN comme d'autres formations d'extrême droite l'avaient fait avant eux... mais ont préféré persister dans la marginalité, se plaçant définitivement « hors du jeu » électoral. Cette question de l'institutionnalisation n'est pas spécifiquement « identitaire ». Présente à l'extrême droite on la retrouve également au sein de la gauche radicale française⁷²⁴ et aussi européenne. Certains mouvements refusent l'institutionnalisation, remettant en cause les institutions partisans, la politique institutionnelle, voire la démocratie représentative⁷²⁵. D'autres s'institutionnalisent progressivement, à l'image du mouvement des *Indignados* qui s'est prolongé dans *Podemos*⁷²⁶. Enfin, ces tensions autour de l'institutionnalisation sont également perceptibles

⁷²³ Ce faisant, nous nous rapprochons des études sur les mouvements sociaux, qui plaide pour la prise en compte du contexte (institutionnel, politique, social, mouvementiste) pour comprendre l'émergence d'une mobilisation (V. p. ex. : Kriesi H., « Political Context and Opportunity », in Snow D., Soule S., Kriesi H. (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004, p. 67-90 ; Obershall A., *Social Conflict and Social Movements*, Englewoods Cliffs, Prentice-Hall, 1973 ; Mathieu L., « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, Vol. n° 77, n°1, 2007, p. 131-151). Cela montre la possible synthèse entre les littératures sur les partis politiques et sur les mouvements sociaux.

⁷²⁴ Kouvelakis S., « Échecs et recomposition de la gauche radicale », *Mouvements*, Vol. 69, n°1, 2012, p. 19-25.

⁷²⁵ Delwit P., *Les gauches radicales en Europe. XIX^e-XXI^e siècles*, p. 607-609. Par exemple : le mouvement altermondialiste du début des années 2000, le mouvement *Occupy Wall Street*, ou encore Nuit debout en France.

⁷²⁶ Cela ne revient pas à considérer que le mouvement se poursuit sans rupture et sans changement dans le parti. Comme le montre Héloïse Nez, les ajustements sont nombreux. V. « Des Indignés à Podemos : continuités et ruptures », *Mouvements*, Vol. 94, n°2, 2018, p. 75-86.

à travers l'émergence de *movement parties*⁷²⁷, des partis politiques endossant des caractéristiques propres aux mouvements sociaux.

Considérer que les Identitaires auraient « pu » (dû ?) rejoindre le FN, cela reviendrait à les assimiler l'un à l'autre : s'ils appartiennent au même sous-espace du champ politique, ces deux acteurs sont-ils identiques ou similaires sur le plan des programmes... voire plus largement sur le plan des idées ?

⁷²⁷ Caiani M., Císař O., *Radical Right Movement Parties in Europe*, New York, Routledge, 2018 ; della Porta D., Fernández J., Kouki H., Mosca L., Fernández J., *Movement Parties Against Austerity*, Polity Press, Oxford, 2017 ; Hirsch-Hoefler S., Mudde C., « Right-Wing Movements », in : della Porta D., Snow D., Klandermans B., McAdam D., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, 2013 ; Kitschelt H., « Movement parties », in : Katz R. S., Crotty W., *Handbook of party politics*, London, Sage, p. 278-290) ; Minkenberg M., « Between Party and Movement: Conceptual and Empirical Considerations of the Radical Right's Organizational Boundaries and Mobilization Processes », *European Societies*, Vol. 21, n°4, 2019, p. 463-486 ; Pirro A., Castelli Gattinara P., « Between Movement and Party: The Organisation and Strategies of Far-Right Collective Actors », *Mobilization: An International Quarterly*, Vol. 23, n°3, 2018, p. 367-383 ; Pirro A., « Ballots and Barricades Enhanced: Far-Right "Movement Parties" and Movement-Electoral Interactions », *Nations and Nationalism*, Vol. 25, n°3, 2019, p. 782-802 ; Veugelers J., Menard G., « The Non-Party Sector of the Radical Right » in : Rydgren J. (dir.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford University Press, 2018, p. 285-304.

CHAPITRE 2 – PENSER A LA MARGE : POUR UNE HISTOIRE SOCIALE DES IDEES IDENTITAIRES

S'interroger sur le positionnement idéologique des Identitaires, revient à soulever plusieurs questions : que « pensent » les Identitaires ? Quelle vision du monde défendent-ils ? Quels sont les fondements de ces idées ? Comment se positionnent-ils dans l'espace extrême droitier du champ politique auquel ils appartiennent ? Quels sont leurs points de convergence et de divergence avec le « leader du champ » qu'est le FN/RN ? Pour répondre à ces questions nous proposons une histoire *sociale* des idées identitaires.

L'histoire des idées politiques est restée longtemps hermétique aux évolutions méthodologiques de la discipline et notamment à une approche des idées par le terrain. Cela s'explique notamment par son rattachement institutionnel au cursus juridique, l'histoire des idées étant généralement considérée comme une discipline de droit public ou d'histoire du droit. Il s'agissait généralement d'étudier l'histoire des idées en étudiant les doctrines, en faisant l'analyse de textes emblématiques, en découvrant les auteurs canoniques. Face à une matière captée par les juristes, la science politique, alors en quête d'autonomie, se concentrait plus volontiers sur de nouveaux objets de recherche, pour prouver la nécessité de nouveaux outils, de nouveaux concepts. Ce faisant, elle délaissait cependant « l'activité de production idéologique, partisane et militante » ...

Comme l'a souligné Bernard Pudal⁷²⁸, les angles morts de cette histoire « traditionnelle » des idées politiques étaient nombreux : elle n'était, par exemple, « ni une histoire des champs de production [...] ni une histoire des lecteurs, c'est-à-dire des multiples appropriations des textes [...] ni une histoire des idées des profanes⁷²⁹ ». Cette conception a fait l'objet d'autres critiques, parmi lesquelles la plus célèbre est sans doute celle de Quentin Skinner, qui reproche à l'histoire des idées de n'être qu'une « *history of so-called 'classic texts'*⁷³⁰ » et propose plutôt de réinsérer le texte dans son contexte⁷³¹. Par ses théories du contextualisme, il propose une nouvelle façon, contextuelle donc, de faire de l'histoire des

⁷²⁸ Pudal B., « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », in Cohen A. et al., *Les formes de l'activité politique*, Presses Universitaires de France « Hors collection », 2006, p. 185-192.

⁷²⁹ *Ibid.*, p. 188-189.

⁷³⁰ Skinner Q., *The foundations of modern political thought : volume 1, The Renaissance*, Cambridge University Press, 1978, p. x.

⁷³¹ Dans l'espoir de « *gaining a greater insight into its author's meaning that we can ever hope to achieve simply from reading the text itself 'over and over again'* ». (V. Skinner Q., *The foundations of modern political thought : volume 1, The Renaissance*, Cambridge University Press, 1978, p. xiii.)

idées. Cependant, celle-ci n'est pas encore *sociale*, comme le souligne Frédérique Matonti : « Skinner [...] semble limiter le lieu d'émergence [des problèmes politiques] justement à la vie politique et ne laisse guère de place à une explication sociale du triomphe d'une 'idéologie politique' sur une autre⁷³² ». La limite de cette perspective tient donc à son « désintérêt pour les facteurs sociaux⁷³³ ». Des propositions ont émergé pour intégrer le social à l'histoire des idées politiques. Bernard Pudal plaide ainsi, en 2006, pour l'émergence d'une « histoire sociale des idées politiques⁷³⁴ », dont le projet serait « d'introduire dans l'enseignement et la recherche ces différentes dimensions⁷³⁵, au moins comme horizon de pensée, et de les associer en un système cohérent d'analyse⁷³⁶ ». La proposition est soutenue par Frédérique Matonti, qui établit un programme de recherche précis, en deux axes : d'une part il s'agit de voir « comment, à la faveur d'une crise, les idées politiques [...] sont réappropriées par les citoyens ordinaires⁷³⁷ » et d'autre part de chercher « tous ceux qui contribuent à la production d'une idée⁷³⁸ ». Il s'agit donc de retrouver, en amont et en aval, qui sont les producteurs d'idées, qui sont ceux qui s'en saisissent et dans l'intervalle, quels sont les mécanismes de diffusion. Elle insiste particulièrement sur le fait que si l'exhaustivité est « bien difficile », c'est la « manière dont il faut mener cette sociologie des producteurs et des intermédiaires qui importe⁷³⁹ ». Ces deux plaidoyers se présentent de manière similaire comme des horizons à atteindre, des objectifs à concrétiser.

La recherche s'est saisie de cette proposition de manière très concrète : depuis le milieu des années 2000, de nombreux travaux⁷⁴⁰ se revendiquent explicitement de cette approche et s'y consacrent. Il s'agit désormais bien de « faire du terrain en pensée politique⁷⁴¹ », pour

⁷³² Matonti F., « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 59, 2012, p. 93.

⁷³³ *Ibid.*

⁷³⁴ Pudal B., « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », in Cohen A. et al., *Les formes de l'activité politique*, Presses Universitaires de France, « Hors collection », 2006, p. 189.

⁷³⁵ Les dimensions qu'il propose de réunir sont nombreuses : champ de production des idées, acteurs, prises de position textuelles, mise en texte, constitution d'un canon et logique de son évolution, lecteurs et appropriations des textes, idées des profanes, histoire des genres,...

⁷³⁶ Pudal B., « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », in Cohen A. et al., *Les formes de l'activité politique*, Presses Universitaires de France, « Hors collection », 2006, p. 189.

⁷³⁷ Matonti F., « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 59, 2012, p. 93.

⁷³⁸ *Ibid.*, p. 102.

⁷³⁹ *Ibid.*, p. 100.

⁷⁴⁰ En complément des références citées, v. p. ex. : Gaboriaux C., Skornicki A. (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2017 ; Hauchecorne M., *La gauche américaine en France : la réception française de John Rawls et des théories de la justice, 1971-2010*, Paris, CNRS éditions, 2019 ; Rioufreyt T., *Les socialistes français face à la troisième voie britannique : vers un social-libéralisme à la française (1997-2015)*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2016 ; Skornicki A., Tournadre J., *La nouvelle histoire des idées politiques*. La Découverte, 2015. Notons qu'entre 2015 et 2017 un groupe de travail de l'Association française de Science politique (AFSP), baptisé HiSoPo était consacré à l'histoire sociale des idées politiques, donnant lieu à l'organisation de séminaires et de colloques (le carnet de recherche du groupe : hisopo.hypotheses.org). Des numéros de revue sont également consacrés à ce thème : « Théories en milieu militant », *Sociétés contemporaines*, 2011 ; « Actualité de l'histoire sociale des idées politiques », *Raisons politiques*, n° 67, 2017 ; « La mise en politique des idées. Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan », *Politix*, 2019.

⁷⁴¹ Hauchecorne M., « Faire du terrain en pensée politique », *Politix*, n° 100, 2012, p. 149-165.

reprenre l'expression de Matthieu Hauchecorne, et de proposer une « microsociologie des idées politiques⁷⁴² ». C'est dans cette perspective que s'inscrit notre étude des idées identitaires. Il s'agira ici de faire se rencontrer la production théorique par des élites intellectuelles et l'appropriation des idées par les militants identitaires, d'« articuler 'structures sociales' et 'structures cognitives'⁷⁴³ ». Cela revient à penser ensemble trois éléments : 1) les idées que les militants se sont appropriées telles qu'ils les présentent dans les situations d'entretien ainsi que les mécanismes d'appropriation ; 2) les racines de ces idées, c'est-à-dire leurs producteurs, leur production et le contexte de cette production ; 3) le positionnement contextuel de cet ensemble dans l'univers idéologique plus large de l'extrême droite française. À partir du terrain, des entretiens, des archives, c'est la parole des militants que nous avons recueillie, ce qui nous permet de l'inscrire dans le champ théorique de l'extrême droite française, actuelle et passée.

Il s'agira dans un premier temps de dégager les thématiques centrales des discours militants, celles qu'ils mobilisent le plus volontiers, ainsi que leurs références intellectuelles. Cela permettra d'identifier et de présenter le *credo* identitaire. En complément des entretiens, les sources écrites (ouvrages, revues, sites web militants, tracts, slogans...) seront mobilisées, ce qui présente deux avantages. D'une part, elles permettent de percevoir les inflexions du discours au cours du temps et donc, d'expliquer les évolutions ou permanences. D'autre part, cela permet de contrecarrer le biais des entretiens : dans cette situation particulière, les militants pourraient être tentés d'édulcorer leur discours⁷⁴⁴, d'omettre les idées les plus radicales, d'opter pour une présentation de soi plus favorable face à un enquêteur qu'ils présument en désaccord avec eux⁷⁴⁵. Le croisement des sources permettra ici, de limiter ce biais. Enfin, nous utiliserons le matériau ethnographique acquis lors des observations, qui nous a donné un aperçu de ce qui se déroule dans l'entre-soi militant. Dans un second temps, nous nous demanderons s'il apparaît pertinent de considérer les Identitaires comme les héritiers de la Nouvelle droite des années 1970-1980. Il ne s'agira pas ici de rentrer dans les détails de la « vision du monde »⁷⁴⁶ défendue par la Nouvelle droite et ses partisans, ce qui a déjà été réalisé à de nombreuses reprises depuis son

⁷⁴² Jacquemart A., Albenga V., « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, Vol. 109, n°1, 2015, p. 7-20.

⁷⁴³ Smadja D., « L'histoire des idées politiques en débat : les enjeux épistémologiques de la contextualisation », *Raisons politiques*, 2016/4, n°64, p. 111-124.

⁷⁴⁴ Même si, en l'espèce, cela n'a pas toujours été le cas.

⁷⁴⁵ Cf. *supra*, Chapitre préliminaire.

⁷⁴⁶ Pour reprendre l'expression cher à un de ses fondateurs, Alain de Benoist, traduisant littéralement l'expression allemande *Weltanschauung*.

émergence⁷⁴⁷, mais plutôt d'interroger la manière dont les Identitaires se sont, dès leur fondation, appropriés la doctrine gréciste. Cependant, si la synthèse élaborée par le GRECE demeure la doctrine de référence, les Identitaires s'en distinguent par certains aspects. Nous défendrons l'idée que ce jeu d'appropriation et d'abandon est le résultat d'une adaptation de la doctrine à un contexte nouveau, mais également d'une stratégie pour rallier plus largement le courant extrême-droitier à ces idées.

Section 1 – Le *Credo* identitaire : « L'identité, remède pour une Europe en crise »

Comment résumer les idées identitaires ? Défendre et réhabiliter l'identité contre les menaces qui la guettent de manière à mettre fin au déclin de l'Europe. Pour le *comprendre*, il faut décrypter ce credo en apparence simple. Cela passe par un retour aux significations que ces termes revêtent pour les militants : quelles sont les causes du « déclin » ? Quelles sont ces « menaces » qui pèsent ? Qu'est-ce que « l'identité » ? Qu'est-ce que « l'Europe » ? Comment entendent-ils les « défendre » ? Lors des entretiens avec les militants, nous nous sommes intéressés à ces termes, à ce qu'ils considéraient comme des « fondamentaux » de leurs idées.

En voyant cette doctrine ainsi résumée, apparaissent les deux « hantises » de l'extrême droite, identifiées par Ariane Chebel d'Appollonia⁷⁴⁸ : « la décadence et le complot ». Plus précisément, leurs discours présentent les trois étapes de la décadence : la première étape consiste en un constat ou « décadence objective » ; puis viennent les causes, qui se concrétisent en une phase complotiste de « recherche des coupables et identification des influences clandestines et nuisibles » ; et enfin les remèdes, les « objectifs prioritaires ». Cette grille d'analyse nous permet de décrypter l'essentiel de la doctrine identitaire, la décadence ainsi définie en apparaissant comme un des piliers. Nous distinguerons donc en trois temps, les symptômes de la crise (1), les causes de la décadence (2) et enfin les remèdes que les Identitaires proposent (3).

⁷⁴⁷ Pour ne citer que les ouvrages principaux : Bar-on T., *Where have all the fascists gone ?*, Aldershot-Burlington, Ashgate, 2007 ; Bar-on T., *Rethinking the French New Right : Alternatives to modernity*, London, Taylor and Francis, 2013 ; Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle Droite : Le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988 ; François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, Thèse en science politique soutenue à l'Université de Lille II, sous la direction de Christian-Marie Wallon-Leducq, 2005 ; François S., *Au-delà des vents du Nord*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2014 ; Taguieff P.-A., *La Force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988 ; Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes & cie, 1994.

⁷⁴⁸ Chebel d'Appollonia A., *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen.*, Éditions complexe, Bruxelles, 1988, p. 64 – 70.

1. Les symptômes de la crise

Le point de départ de l'idéologie identitaire s'apparente à une théorie du déclin de la France et plus largement de l'Europe, sorte de marche inéluctable vers la fin de l'identité européenne et la mort du 'peuple européen' : quels sont pour eux les « signes » de ce déclin ? les symptômes de cette crise ? Ils transparaissent dans leurs discours : l'insécurité (1) et le « grand remplacement » (2).

1. Une insécurité multiforme, omniprésente et grandissante

Tous les militants que nous avons interrogés dépeignent une société violente, marquée par l'insécurité : « Y'a sans cesse des agressions, des conflits, on est rarement en sécurité. » (Anthony [2017_8]). Dans le discours de certains militants, cette insécurité est incarnée très concrètement à travers des exemples. C'est notamment le cas de Jean [2017_6] :

« Aujourd'hui, c'est classique, y'a un viol dans le métro, tout le monde regarde, personne dit rien et voilà. Enfin j'exagère, c'est pas tous les jours non plus quoi. Enfin, j'veux dire, on voit des histoires comme ça de temps en temps, on est choqué. Mais, deux jours après on a oublié. »

À la violence de l'acte, s'ajoutent l'indifférence et l'inaction des spectateurs, mais également l'indifférence de la société. La responsabilité n'est pas simplement portée par l'agresseur, mais aussi plus largement par la société tout entière, qui par son inaction, son indifférence, parce qu'elle « oublie » si rapidement, accepte la violence. Par cet exemple, Jean [2017_6] se fait en réalité l'écho d'un fait divers datant de 2014, qui avait marqué l'opinion publique après avoir été relayé dans les médias : une jeune femme avait été violée dans le métro lillois et avait témoigné de l'inaction des autres passagers⁷⁴⁹. Ce passage est à ce titre également révélateur d'un mécanisme du discours identitaire : à partir d'un fait divers, aussi tragique soit-il, Jean [2017_6] extrait une généralité. Tout en admettant que « ce n'est pas tous les jours non plus », il souligne que c'est « de temps en temps », laissant planer le doute sur la fréquence et la possible récurrence de ce type d'événement.

Il est en revanche certain pour eux que l'insécurité est en constante augmentation. C'est ce que soutiendra à plusieurs reprises Laurent [2017_25] au cours de nos échanges : « y'a un problème, au niveau du pays, un problème d'insécurité qui monte *et caetera* ». Parce qu'il s'agit pour lui d'une évidence, qui est de l'ordre du constat admis par tous, il ne

⁷⁴⁹ (Non signé), « Agression dans le métro à Lille : "Personne ne m'a aidé" », *lefigaro.fr*, 25/04/2014. [Consulté le 27/07/2020] URL : lefigaro.fr/actualite-france/2014/04/25/01016-20140425ARTFIG00048-agression-dans-le-metro-de-lille-personne-ne-m-a-aidee.php

prend même pas la peine d'argumenter ou d'étayer cette affirmation. Il ne justifiera pas plus son discours les deux autres fois où il expliquera que l'insécurité augmente. Au contraire, comme le montre cette deuxième occurrence, l'augmentation de l'insécurité permet d'après lui d'expliquer le vote de ses parents pour Marine Le Pen lors des élections présidentielles, eux qui n'avaient jamais voté pour le Front national auparavant : « Aujourd'hui mes deux parents votent Front. Donc entre temps y'a eu des attentats, entre temps y'a eu plus d'insécurité, y'a eu plus d'islamisation, y'a eu un peu le choc du réel. ». Deux éléments retiennent ici l'attention : le premier c'est à quel point le constat semble évident, si évident qu'il est partagé par Laurent [2017_25] et par ses parents ; le second c'est qu'il identifie l'augmentation de l'insécurité avec « un choc du réel », sous-entendant par-là que ses parents ont ouvert les yeux sur une réalité qu'ils ignoraient jusque-là. Il ne fait aucun doute, malgré l'absence de justification ou de preuve, qu'il s'agit d'une réalité certaine.

Certains militants, plus que simples spectateurs ou observateurs d'un climat social si délétère, se présentent comme victimes de l'insécurité, voire de son double dans leur discours, le « racisme anti-blanc ». C'est notamment le cas d'Alizée [2017_9], qui décrit la situation qu'elle a vécue alors qu'elle était collégienne :

« J'ai été victime de racisme anti-blanc. Donc, au début c'est de la discrimination. J'avais le droit de parler à personne, je devais faire leur contrôle avant les miens... [...] Après ça a été des coups et plus de violence. »

À la fin de l'entretien, elle confie que plusieurs militants lui ont conseillé d'écrire un livre racontant ce qu'elle avait vécu, comme un témoignage de l'insécurité et du racisme anti-blanc : là encore, la preuve devrait venir de l'exemple particulier. Elle envisageait alors le projet, pour partager cette expérience et surtout dans l'idée que d'autres victimes se sentiraient « moins seules » en lisant son témoignage. Tout au long de ce témoignage, Alizée [2017_9] explique sa solitude face à l'inaction des adultes auxquels elle s'était confiée :

« Quand j'étais en 6ème j'en ai parlé à mes parents, qui ont du coup vu la principale. [...] Y'a eu aucune sanction disciplinaire, et rien à faire. Du coup ça a été comme un abandon de la part des adultes [...] moi j'ai vécu ça comme une trahison, et je me suis fermée sur moi-même. Et j'me suis dit que, au final, les campagnes de « parlez-en à un adulte », ça marche pas et du coup j'ai... encaissé. »

Au-delà du rôle que peut avoir ce genre d'épisode sur l'engagement⁷⁵⁰, c'est bien la vision du monde identitaire qui s'expose en filigrane dans ce vécu réécrit à l'aune de ce qu'elle a appris depuis. Ce n'est pas l'adolescente de 11 ou 14 ans qui invente le « racisme anti-

⁷⁵⁰ Cf. *infra*, Chapitre 5.

blanc » : là où on ne pourrait voir que du harcèlement scolaire, Alizée [2017_9] évoque sans hésiter le racisme anti-blanc. Au-delà de la violence, elle se sent la victime ignorée et abandonnée d'un système qui favorise les populations immigrées face à elle, permettant, autorisant, la violence à se poursuivre.

En plus de cette violence "quotidienne", qui est plus fréquente, les Identitaires considèrent que le niveau de violence s'est plus globalement accru. Cela est symbolisé par les actes terroristes, en particulier les attentats. Cette crainte occupe une place particulière chez certains militants :

« Clairement, on vit aujourd'hui en se disant que n'importe quelle voiture, n'importe quel sac à dos posé sur un banc, peut exploser, que dans cette atmosphère de terreur la bombe sera pas à l'Assemblée nationale, ce sera pas à l'Élysée... Quand on en arrive à attaquer des concerts d'enfants... enfin d'adolescents, on se rend compte que nous sommes en première ligne sur les cibles ! » (Jonathan [2017_10]).

L'insécurité est donc pour les Identitaires un phénomène multiforme : de l'insulte jusqu'à l'attentat terroriste, tout est insécurité. Il n'y a pas de gradation dans le phénomène, ce qui le rend d'autant plus inquiétant : tout se confond derrière ce terme et les actes s'accumulent donc. L'insécurité est enfin un prétexte pour les militants pour dénoncer la faillite de l'État, incapable d'assurer la sécurité des individus sur son territoire. Cela leur permet de dénoncer par exemple l'inefficacité de la police : « il y avait plusieurs agressions qui étaient montées et on voyait que les forces de police étaient totalement inefficaces et incapables de régler le problème » (Adam [2017_28]). Cela leur permet aussi de remettre en cause les priorités de l'État, comme le fait Clément [2017_7] : « Qu'est-ce que ça veut dire d'avoir des super start-up, si y'a de l'insécurité, si y'a du terrorisme, si on peut plus vraiment sortir de chez soi, si notre mode de vie est complètement détruit... Qu'est-ce que ça veut dire ? ».

Ce thème de l'insécurité est omniprésent dans les campagnes de communication des Identitaires, dès 2002 et jusqu'en 2017. Il emprunte de multiples expressions et nous notons une évolution dans le traitement de cette thématique (illustration 4 et tableau 2). Dans un premier temps, les campagnes sont axées contre les violences quotidiennes, perpétrées alors par la « racaille⁷⁵¹ » : « Face à la racaille, tu n'es plus seul » (2002, 2003, 2013), « Face à la racaille, faisons bloc ! » (2010), « Génération anti-racaille » (2013), « Face à la racaille, nous sommes en première ligne » (2014). Dans un second temps, l'insécurité est symbolisée par

⁷⁵¹ Il est intéressant de replacer ce terme dans le contexte identitaire, où il revêt une définition précise. Philippe Vardon précise que « l'utilisation du terme racaille sert à désigner indirectement (et en se protégeant des foudres du politiquement correct) des voyous issus de l'immigration ». (Vardon P., *Éléments pour une contre-culture identitaire*, Éditions Idées, Nice, 2011, p. 52).

les attentats, en l'occurrence les « islamistes » : « 100 % islamistes 0 % français » (2015) « Chassons les islamistes » (2016), « Face aux islamistes, Défendons l'Europe » (2017). La violence est donc incarnée dans ces divers avatars. Leur point commun ? « Voyous » ou « terroristes », ils sont issus de l'immigration.

Illustration 4 - La propagande identitaire et l'insécurité : de la « racaille » à l'« islamiste » ⁷⁵²

Jeunesses identitaires (2002)



Jeunesses identitaires (2003)



Bloc identitaire (2010)



Génération identitaire (2013)



Génération identitaire (2013)



Génération identitaire (2014)



Bloc identitaire (2014)



Génération identitaire (2015)



Génération identitaire (2016)



Génération identitaire (2017)



⁷⁵² Voir annexes 6 et 7.

Tableau 2 - Slogans des campagnes visuelles des Identitaires (2002-2020)

	Slogans des campagnes de l'organisation de jeunesse	Slogan des campagnes des associations adultes
2002	Stop l'immigration, stop l'américanisation, l'Europe aux européens Face à la racaille tu n'es plus seul Syndicats, patrons, complices de l'invasion Vivendi, Nike, MacDo,... Halte à la dictature mondiale	
2003	Européens, et fiers de l'être Immigration invasion, la jeunesse européenne dit non Face à la racaille tu n'es plus seul(e) Turquie en Europe ? non merci ! Mondialisation, c'est non !	Non à la Turquie en Europe ! Après l'échec des idéologies, le réveil des identités a sonné ! Faisons bloc contre la colonisation de l'Europe !
2004	<i>Lacune ou absence de support</i>	
2005	<i>Lacune ou absence de support</i>	Face à la mondialisation, faisons bloc ! Face aux délocalisations, faisons bloc !
2006	Ni voilée, ni violée ! Touche pas à ma sœur	Face à l'islamisation, faisons bloc !
2007	C'est parce que je suis blanc que tu m'agresses ? Stop Racisme anti-blanc C'est parce que je suis blanches que tu m'insultes ? Stop racisme anti-blanc	Face à l'invasion, faisons bloc !
2008	<i>Lacune ou absence de support</i>	Social : Faisons bloc ! Des logements pour les nôtres Banlieues : Faisons bloc ! Des crédits pour les nôtres Emploi : Faisons bloc ! Du travail pour les nôtres
2009		L'Europe que nous voulons. Identité, solidarité, puissance
2010	Tu n'es pas ce que tu possèdes Ne touche pas à cette merde C'est ça ta vie ?!	Face à la racaille, faisons bloc Face au racisme anti-blanc, faisons bloc Burqas, kebabs, mosquées... Assez ! Pas de mosquées chez moi ! Stop aux délocalisations : du travail chez moi !
2011	Une autre jeunesse ! Enracinée, solidaire, créative, offensive, alternative, éthique, fière, engagée, libre	Campagne Exigeons le retour de nos soldats d'Afghanistan Pas un mort de plus pour une guerre américaine C'est dans nos banlieues qu'on a besoin d'eux C'est chez nous que la burqa s'installe C'est dans nos quartiers qu'il faut combattre l'islamisme
2012	Vivre-ensemble ? Oui mais sans eux 732 Poitiers ils t'en ont parlé ? Pour les tiens, pour ta terre, Génération identitaire Européen, héritier de ton destin Défends toi, ici c'est chez toi On ne recule plus	Droit de vote des étrangers : identité en danger Être français, c'est une identité, pas des papiers Immigration, délocalisations : souriez, vous êtes remplacés Mohamed Merah, chance pour la France ? Hollande n'est pas mon président ! Campagne Loi Pleven 1972 - Hollande 2012 40 ans d'antiracisme, c'est 40 ans de haine contre notre identité. 40 ans d'antiracisme, c'est 40 ans de haine des Français. 40 ans d'antiracisme, c'est 40 ans de propagande anti-française. 40 ans d'antiracisme, c'est 40 ans sans parler du racisme anti-blancs !

	Slogans des campagnes de l'organisation de jeunesse	Slogan des campagnes des associations adultes
2013	Face à la racaille tu n'es plus seul Génération anti-racailles Ils ont leur bande, rejoins ton clan	Campagne "Oui à l'autodéfense" Défendre son foyer n'est pas un crime Défendre son commerce n'est pas un crime Défendre sa famille n'est pas un crime
2014	Face à l'immigration nous sommes la première ligne Face à la racaille, nous sommes la première ligne Face au pouvoir socialiste, nous sommes la première ligne Pour défendre la famille, nous sommes la première ligne	Français de souche et fiers ! + De régularisation, + de naturalisation, moins d'expulsions, Avec Valls, c'est l'invasion ! Aujourd'hui djihadistes en Syrie, demain terroristes en France ! L'Algérie c'est ton pays ? Retournes-y !
2015	Stop immigration, on est chez nous Stop islamisation, on est chez nous Stop globalisation, on est chez nous Je suis Charlie Martel Tueurs de Français, ni oubli, ni pardon 100% Islamiste, 0% Français	La France, on l'aime quand tu la quittes
2016	Chassons les islamistes Clément, 22 ans, engagé pour combattre l'islamisme Pierre, 27 ans, milite pour défendre la France Anaïs, 26 ans, lutte pour protéger notre identité	<i>Absence de support</i>
2017	Face aux islamistes, défendons l'Europe Face à l'invasion, défendons l'Europe Contre leur union européenne, défendons l'Europe Protégeons notre civilisation, défendons l'Europe Stop immigration, on est chez nous Stop islamisation, on est chez nous Stop globalisation, on est chez nous	<i>Absence de support</i>
2018	Défendre nos frontières, c'est possible Protéger son peuple, c'est possible Stopper l'immigration, c'est possible	<i>Absence de support</i>
2019	Je repousse mes limites, je protège mon peuple Je veux être le nouveau souffle qui va changer notre pays Je vis une expérience hors du commun, je défends ma terre Immigration, racaille, islamisation - Reconquête	<i>Absence de support</i>
2020	Stop au racisme anti-blanc - La racaille tue. Pas de genou à terre - Européen et fier	<i>Absence de support</i>

2. La menace du remplacement, la peur de l'islamisation

Justement, le second symptôme de la décadence de l'Europe est visible d'après les Identitaires dans un « changement d'identité », qui s'apparente (qu'ils utilisent le terme ou non) à un remplacement de population, preuve du « Grand remplacement⁷⁵³ ».

Les militants soulignent tous l'existence d'espaces dans lesquels « les blancs » disparaissent : « La disparition de notre peuple, cette disparition qu'on peut voir dans certains quartiers » (Adam [2017_28]). Ils sont remplacés dans ces quartiers par les « extra-européens », pour reprendre leur terminologie, c'est-à-dire des personnes issues de l'immigration maghrébine ou africaine. C'est ce que dénonce Julien [2017_15] qui a vu son quartier « se dégrader » : « J'ai vu des commerces, des boucheries se fermer et être remplacés par des commerces communautaires complètement, donc sur des rues, des quartiers entiers. ». Mais il ne s'agit pas là d'un constat neutre : les militants ne se contentent pas d'observer que la population de certains quartiers est en partie issue de l'immigration ou que les commerces y ont changé, ils en tirent le sentiment d'être dépossédés de cet espace, de ne plus être « chez eux », parce que c'est l'identité de ce quartier qui a alors changé. C'est par exemple ce qu'explique Jonathan [2017_10] : « Quand dans les transports en commun vous entendez plus parler français, quand les femmes sont pour la plupart voilées, ça aide pas à se sentir chez soi ! ». Ce phénomène relève pour eux de l'évidence, si bien qu'ils prennent parfois l'enquêteur à témoin. C'est par exemple le cas d'Étienne [2017_5], un militant parisien, pour qui cela relève tellement de l'évidence qu'il ne l'explique même pas :

« On va aller voir Porte de Clignancourt et on va voir le changement d'identité quoi.
[Ah ? Ouais ? [ton dubitatif]]
Ou à Barbès et tout. [se tait] »

Certains passent le pas : pour « contextualiser la discussion », Jonathan [2017_10] nous invite à le rejoindre à la gare RER d'Argenteuil.

Extraits du carnet de terrain

23 mai 2017

J'ai échangé des messages aujourd'hui avec Jonathan [2017_10], le copain d'Alizée [2017_9], militant aussi dans la section d'Ile-de-France. Il accepte de me rencontrer et m'écrit : « *Pour le lieu, j'aime assez proposer Saint-Denis ou Argenteuil de prime abord : cela a l'avantage de contextualiser rapidement la discussion* ». Je ne sais pas

⁷⁵³ L'expression est popularisée par Renaud Camus, qui l'évoque en 2010 dans un premier ouvrage (V. Camus R., *De l'in-nocence : abécédaire*, Neuilly-sur-Seine, David Reinharc, 2010) avant de publier un ouvrage dont c'est le titre (V. Camus R., *Le Grand remplacement*, Neuilly-sur-seine, David Reinharc, 2011). Elle se diffuse rapidement dans le milieu partisan d'extrême droite, en particulier chez les Identitaires, qui entretiennent une proximité avec l'écrivain. Sur l'expression : Leconte C., *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II, p. 121. ; Leconte C., « La carrière militante du « grand remplacement » au sein du milieu partisan de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 111-134 ; Riffault T., « "Le "Grand Remplacement" au Front national : usages différenciés d'une idée politique », Communication lors du colloque « Des idées et des partis », 23 mai 2017 à Paris (Sciences Po).

exactement ce qu'il cherche à prouver... Il sous-entend clairement que le simple fait de **voir** la gare de Saint-Denis ou d'Argenteuil pourrait me faire changer d'avis, en l'occurrence de toute évidence sur la réalité du « grand remplacement ».

1^{er} juin 2017

J'arrive en avance à la gare et lui demande à quelle sortie nous pouvons nous retrouver. Il me rejoint quelques minutes plus tard... et me fait reprendre immédiatement la direction des quais ! J'ai passé en tout et pour tout 5 minutes devant la gare. Jonathan [2017_10] persiste : « *ça met dans l'ambiance* ». Je ne suis pas sûre de savoir quel enseignement en tirer. Pour lui, le seul fait que le quartier - les abords d'une gare dans une ville de la banlieue parisienne - soit populaire, que la population y soit diverse est déjà une preuve du « grand remplacement » en cours dans toute la société française.

Comme le montrent ces extraits, le fait que certains quartiers soient habités par une population populaire et diverse agit comme une preuve de la réalité du grand remplacement. Les militants identifient les espaces urbains ou péri-urbains qui incarnent ce constat. Il s'agit de l'Ariane à Nice, de la rive gauche à Rouen, de Roubaix pour les Lillois, du quartier du Mirail à Toulouse, du quartier Saint-Jean de Villeurbanne pour les Lyonnais, etc. Le ressort déjà identifié réapparaît : les militants ont tendance à extrapoler des situations particulières, qui deviennent alors la preuve d'une situation sociale générale. D'autres épiphénomènes deviennent des preuves du « remplacement », comme les listings scolaires :

« On peut s'apercevoir qu'il y a un remplacement petit à petit de la population. On va devant les écoles et on regarde une liste d'entrée d'école et qu'on voit peut-être deux-trois Français dans la classe, enfin quand je dis « Français », bien évidemment je parle de noms à connotation européenne et qu'on peut voir par exemple une vingtaine de noms d'origine maghrébine, on peut voir qu'il y a un réel remplacement de la société, de culture, ouais de... enfin, de pensée en fait. » (Quentin [2017_20])

Ces constats sont considérés comme autant de preuves irréfutables du remplacement en cours, qui dépasse ces « quartiers » identifiés et s'élargit à la société française tout entière, mais aussi à l'Europe tout entière : « les problèmes qu'on a en France et en Europe » (Laurent [2017_25]). Ils en tirent également une inquiétude pour le futur. C'est par exemple le cas de Laurent [2017_25] qui se demande ce que l'avenir lui réserve : « Aujourd'hui, la question principale, c'est de savoir si demain on sera là ou pas, si dans 20 ans on sera remplacés. Est-ce que nos filles devront porter le voile ? Est-ce qu'on devra vivre en état de dhimmitude⁷⁵⁴ ? ». En réalité, il se demande si dans 20 ans, la France sera devenue une république islamique, ou pas. L'inquiétude est donc double : le fait d'être remplacé d'une part et le fait de vivre dans une société régie par la loi islamique d'autre part. Cela se perçoit d'ailleurs dans chacun des extraits cités jusqu'ici : ce sont les « commerces

⁷⁵⁴ Terme introduit en français par Bat Ye'or, dérivé de « *dhimmi* » qui caractérise le statut des *dhimmis* dans les sociétés musulmanes. Les *dhimmis* sont des « chrétiens ou juifs assujettis à la *dhimma* » (Larousse), qui consiste en une « protection assortie d'un statut juridique inférieur accordée par la loi musulmane » (Larousse).

communautaires », les « femmes voilées », ici la « dhimmitude ». Le remplacement inquiète surtout dans la mesure où il est vécu comme une « islamisation⁷⁵⁵ » de la société française. L'islamisation, comme avatar du remplacement est également une réalité palpable, visible pour les militants : « avec toutes les mosquées qui se construisent » (Cyril [2017_19]), le « minaret » de la mosquée de Poitiers (Laurent [2017_25]), le nombre « de conversions à l'islam dans [certains] quartiers » (Adam [2017_28]) ou encore les « repas hallal » dans l'armée (Armand [2014_1], Julien [2017_15]).

Parfois l'inquiétude va plus loin, comme le montre cet extrait : « J'ai peur [...] que les Français deviennent en minorité et qu'on se fasse tout simplement... manger entre guillemets. [...] Pas qu'on se fasse massacrer mais qu'une guerre civile peut éclater » (Quentin [2017_20]). Liant parfois insécurité et « grand remplacement », certains militants en arrivent en effet à craindre qu'une guerre civile éclate⁷⁵⁶. Sans être unanime, ce sentiment se retrouve dans les discours de plusieurs militants, comme Jean-Baptiste [2017_3] pour qui la guerre civile semble fortement probable : « y'a une chose dont on est sûr c'est qu'on a un pays qui est de plus en plus violent et qu'une guerre civile ethnique va arriver si on ne fait rien ». Cette crainte n'est pas nouvelle. À l'hiver 2005, dans le cadre d'un dossier consacré aux émeutes qui avaient éclaté à Clichy-sous-Bois et Montfermeil quelques mois auparavant, *ID Magazine* soulignait : « Demain le chaos, la guerre et l'islamisation. Ce pronostic est de plus en plus plausible⁷⁵⁷ ». La possibilité d'une guerre ethnique était également relayée dans le dossier du numéro suivant, consacré cette fois à... la famille, preuve que tous les thèmes peuvent conduire à la dénoncer : « Une situation pré-insurrectionnelle hors contrôle » dit un intertitre et l'auteur de poursuivre : « Désormais, l'hypothèse d'une guerre civile inter-ethnique est sérieusement évoquée par de nombreux observateurs⁷⁵⁸ ».

Pour les militants identitaires, la décadence de l'Europe est un constat, visible et palpable dont ils obtiennent des preuves quotidiennes. Chaque fait divers, chaque acte de violence, devient une preuve de la « décadence objective ».

⁷⁵⁵ Le terme, bien que répandu aujourd'hui, conserve une charge polémique. Il traduit pour Philippe Vardon « l'idée d'une transformation de notre société à travers sa rencontre avec l'islam ».

⁷⁵⁶ Une idée que Michel Houellebecq a mis en scène dans *Soumission*. Dans son roman, le « Bloc identitaire » diffuse sur Internet un document intitulé « Préparer la guerre civile ». Au-delà d'une simple "préparation", les Identitaires contribuent à la déclencher, en multipliant les provocations contre la communauté musulmane, débouchant sur des émeutes et des affrontements. Il écrit : « Pour les identitaires européens, il est admis d'emblée qu'entre les musulmans et le reste de la population doit nécessairement, tôt ou tard, éclater une guerre civile. Ils en concluent que s'ils veulent avoir une chance de gagner cette guerre il vaut mieux qu'elle éclate le plus tôt possible - en toute hypothèse avant 2050, et de préférence bien avant. [...] Reste à savoir s'ils ont décidé de passer à l'action maintenant - et dans quels pays. » (V. Houellebecq M., *Soumission*, Paris, Flammarion, 2015. En particulier p. 57 à 74.)

⁷⁵⁷ Heuvelman P., « Le camp des saints », *ID Magazine*, n° 4, hiver 2005, p. 10.

⁷⁵⁸ Hauffen K., « De Malthus à la guerre ethnique », *ID Magazine*, n° 5, printemps 2006, p. 15.

2. Les causes de la décadence

Les Identitaires ne se contentent pas de constater, ils expliquent ces symptômes. À leur sens, la cause de la décadence est double : immigration et globalisation, qui n'ont toutefois pas la même importance dans leur discours. Il leur faut donc lutter contre ces deux maux et contre ceux qui en font la promotion, les « coupables », qu'ils désignent.

Pour les Identitaires, la cause de tous les maux est résumée dans le « déracinement », qui s'opère à tous les niveaux, un projet politique qui coupe l'homme de toutes ses racines, de tous ses « attachements naturels », de ce qu'il est, de sa famille, de son pays et de l'Europe. Antonin [2014_5] le décrit en ces termes :

« On nous a coupés de l'aspect civilisationnel, via les guerres mondiales, on nous a coupés de l'aspect de nos patries et de nos États nations aussi en criminalisant ou en ringardisant *a minima* tout ce qui pouvait être patriotisme, on nous a coupés de nos liens familiaux, notamment à cause du mariage pour tous [...]. Là on en arrive même à l'étape finale, avec la théorie du genre à nous couper de notre propre réalité biologique. [...] Finalement on va du plus loin au plus près pour nous déraciner de toutes nos attaches. »

Ils entendent lutter contre la mondialisation et contre l'immigration, avatars du déracinement. Dès le lancement des Jeunesses identitaires, ce projet de double lutte les anime : « notre terre et notre peuple [...] autant menacés par la peste que représente l'immigration-invasion que par le choléra mondialiste⁷⁵⁹ ». En effet, selon eux, immigration et globalisation provoquent un double déracinement : déracinement de l'homme qui quitte "sa" terre pour en rejoindre une autre et déracinement de l'homme qui, étant demeuré sur "sa" terre, se retrouve au contact de nouvelles coutumes, de nouvelles cultures, par les imports de biens et de personnes. Tout cela culminerait ainsi dans l'uniformisation du monde et donc la mort des identités.

1. L'immigration, première cause de la décadence

L'immigration est combattue car toutes ses conséquences apparaissent comme néfastes : elle est, à leur sens, la source de l'islamisation et de l'insécurité. À tel point que sans immigration, il n'y aurait pas d'insécurité comme certains le soutiennent, en prenant l'exemple du Japon : « Au Japon, on a vraiment une immigration très infime [...] et on peut voir qu'ils ont les chiffres de délinquance les moins élevés au monde. Donc pour nous y'a une corrélation entre tout ça » (Pierre [2017_27]). Au-delà des problèmes relevés,

⁷⁵⁹ (Non signé), « Rejoignez les Jeunesses Identitaires », *jeunesses-identitaires.com*, 18/09/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : [web.archive.org/web/20030109082501/http://www.jeunesses-identitaires.com:80/communiquel.htm](http://www.jeunesses-identitaires.com:80/communiquel.htm)

l'immigration a provoqué d'après les militants un morcellement de la société en plusieurs communautés, ce qu'ils appellent le communautarisme. Comme l'explique Étienne [2017_5] : « Il y a eu de l'immigration y'a 40 ans... et ça a provoqué le phénomène de ghettoïsation, de communautarisme ». Ainsi, l'immigration doit également être combattue parce qu'elle provoque l'arrivée de nouvelles cultures et de nouvelles coutumes, et donc l'avènement d'une société multiculturelle. Ils entendent lutter contre ce multiculturalisme, soutenant que « une société multiculturelle est une société multi-conflictuelle ». Ils luttent ainsi contre « l'idéologie du vivre-ensemble » comme l'explique Clément [2017_7] :

« Essayer de vivre-ensemble, vivre-ensemble, vivre-ensemble... et puis créer du communautarisme, des tensions ! [...] Il y a un seul pays vraiment multiculturel aujourd'hui, c'est le Liban et le Liban ça fait une centaine d'année que c'est la guerre, 60 ans. »

L'équation est simple pour eux : le multiculturalisme, c'est la guerre. La lutte contre l'immigration est omniprésente dans les slogans de toutes leurs campagnes de communication, année après année (illustration 5 et tableau 2). L'immigration y est assimilée à une invasion, comme le souligne ce slogan de la campagne des JI en 2003, « Immigration, invasion, la jeunesse dit non », ou celle du BI en 2006, « Face à l'invasion, faisons bloc » ou plus récemment de GI en 2017, qui met cette fois l'accent sur la dimension européenne de cette "invasion", « Face à l'invasion, défendons l'Europe ». Dans tous les cas, il s'agit de refuser l'immigration, de « dire non » mais également, d'y faire « face » d'où les appels à une action collective. Certains slogans sont plus axés sur cette dimension active du combat identitaire contre l'immigration à l'image de la campagne de 2018 : « Stopper l'immigration, c'est possible » est-il écrit sur une photo de la frontière dressée par les Identitaires au col de l'Échelle. Même procédé en 2019, quand la campagne de GI appelle à la « reconquête ». Deux slogans font figure d'exception, en visant de manière plus ou moins explicite le « vivre-ensemble » : « Vivre-ensemble ? Oui mais sans eux » (GI, 2012), « La France, on l'aime quand tu la quittes » (BI, 2015). Ils révèlent la partition du monde que les Identitaires opèrent, entre un « nous » et un « eux », un « on » et un « tu », ce faisant, ils forment deux communautés bien distinctes, qui n'ont pas vocation à se mélanger. Le vivre-ensemble devient en fait « entre-soi », un tout homogène, et sans « eux ». Le deuxième slogan est peut-être plus explicite, affirmant clairement, qu'« on » préfère la France sans « toi ». Cela préfigure les solutions qu'ils proposent.

Illustration 5 - La propagande identitaire et l'immigration : une « invasion »⁷⁶⁰

Jeunesses identitaires (2002)



Jeunesses identitaires (2003)



Bloc identitaire (2004)



Génération identitaire (2012)



Génération identitaire (2014)



Bloc identitaire (2015)



Génération identitaire (2015)



Génération identitaire (2017)



Génération identitaire (2018)

⁷⁶⁰ Voir annexes 6 et 7.

2. La mondialisation : seconde cause de la décadence

Simultanément, ils entendent combattre la globalisation ou mondialisation (les deux termes sont employés de manière indifférenciée). Pour eux la mondialisation consiste en un « triple dogme touchant au libre-échange international des marchandises, à la circulation sans frein des capitaux, et à la migration des usines et des hommes⁷⁶¹ ». Elle consiste avant tout en une américanisation, de la France, de l'Europe et du monde.

Dans les discours militants, la mondialisation est réduite à « l'américanisation du monde » (Cyril [2017_19]). Ils évoquent notamment les multinationales qui essaient à travers le monde sans tenir compte des particularismes locaux comme l'explique Alizée [2017_9] : « les McDonald's, les Starbucks, qui n'en ont rien à faire de l'architecture parisienne, qui viennent et qui s'implantent ». Au-delà de la dénonciation de Starbucks, de McDo, des « fast-foods » (Quentin [2017_20]), de « la malbouffe » (Étienne [2017_5]), le thème de la mondialisation est assez peu développé par les militants lors des entretiens.

Dans les publications du mouvement, une plus large dénonciation de l'américanisation est perceptible. Les États-Unis sont présentés comme « le vecteur principal du mondialisme⁷⁶² », à travers la mise en place de divers organismes, tels que la Banque mondiale ou le FMI. A ce titre, les Identitaires se positionnent contre la guerre en Afghanistan, considérant qu'il s'agit d'une « guerre américaine⁷⁶³ ». Au-delà de l'économie et de la défense, les Identitaires dénoncent également la mainmise culturelle des États-Unis sur le monde : « Le cinéma est accaparé par les USA [...] il constitue un vecteur majeur de l'américanisation et donc de valeurs souvent très éloignées de l'homme européen enraciné⁷⁶⁴ ». Ce passage permet de comprendre ce que recouvre le terme américanisation. « L'homme européen » est mis aux contacts de « valeurs » qui ne sont pas les siennes en visionnant des films américains, porteurs donc de valeurs américaines. Par cette fréquentation de la culture américaine, il va être influencé puis déraciné, car il intégrera les codes, les valeurs américaines, perdant ainsi ses valeurs européennes. Il s'agit d'un phénomène de contagion par une culture nouvelle, qui remplace la culture existante : « la globalisation gomme les identités » résume Jean [2017_6]. Elle gomme par exemple, l'identité française pour Quentin [2017_20], car « la France, c'est le commerce de

⁷⁶¹ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 15.

⁷⁶² Kisters F., « L'Europe identitaire face aux États-Unis », *ID Magazine*, n° 1, printemps 2005, p. 13.

⁷⁶³ *IDentitaires*, n° 7, octobre 2010, p. 12.

⁷⁶⁴ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 38.

proximité », pas les grands supermarchés. Mais elle gomme aussi les Identités des autres pays : « Si je vais en Chine, si c'est pour aller bouffer McDo, bah merci bonsoir ! » (Clément [2017_7]). C'est cela qu'ils prétendent défendre en luttant contre la globalisation : les identités de tous les pays, de toutes les régions du monde. En ressortent des hymnes à la « vraie diversité » : « Pour moi qui voyage beaucoup la diversité de ce monde c'est sa beauté [...] j'ai envie de découvrir des cultures différentes. J'ai pas envie de voir la même culture partout. » (Tristan [2017_29]). Cet exemple du voyage revient régulièrement, parfois de manière plus concrète, pour revendiquer une recherche d'authenticité⁷⁶⁵ : « Ce que j'ai envie de voir si je voyage au Pérou, c'est un péruvien sur son lama et qui va me faire goûter un truc local ! » (Clément [2017_7]). La lutte contre la globalisation devient alors une lutte contre l'uniformisation :

« Si y'a une chose contre laquelle on lutte vraiment c'est l'uniformisation du monde, l'uniformisation architecturale, parce qu'aujourd'hui dans toutes les capitales européennes et même du monde, on a le Starbucks, le McDo, l'uniformisation ethnique, parce que finalement que veulent les ultra-capitalistes ? C'est qu'on soit tous gris, comme ça on sera malléables et on aura une culture mondiale, iPhone, McDo... nous on lutte contre cette uniformisation. » (Tristan [2017_29])

Dans ce paragraphe, figurent pêle-mêle toutes les dénonciations, puisqu'il évoque l'avènement d'une culture mondiale menée par de grandes multinationales (Apple ici), des « ultras-capitalistes » qui poussent les hommes à la consommation. Il met par ailleurs sur le même plan l'uniformisation de la culture (architecture, gastronomie) et celle des hommes, « l'uniformisation ethnique », avec cette expression frappante quand il évoque des hommes « gris », mettant implicitement le métissage dans la lignée des uniformisations contre lesquelles il faut lutter. Tristan [2017_29] tisse donc le lien entre lutte contre la globalisation et lutte contre l'immigration.

La lutte contre la globalisation est enfin l'occasion de dénoncer une variété de phénomènes, d'importance inégale mais qui incarne les excès du libéralisme ou du capitalisme d'après les militants : la publicité, « arme absolue des gourous du bonheur⁷⁶⁶ », qui fait de la consommation la seule voie vers le bonheur ; le règne de l'argent qui « de l'ordre de moyen est [...] passé à celui de finalité, et qui plus est de finalité unique et tyrannique⁷⁶⁷ » ; le 'foot-business' et ses « transferts aux coûts exorbitants [...] clubs cotés en bourse⁷⁶⁸ » ; la grande distribution qui « règne en maître sur les circuits de

⁷⁶⁵ Pas toujours dénué de clichés.

⁷⁶⁶ Dossier « Publicité », *ID Magazine*, n° 3, automne 2005, p. 13.

⁷⁶⁷ Chatov P., « L'argent à sa place », *ID Magazine*, n° 6, été 2006, p. 9.

⁷⁶⁸ Dandis P., « Foot populaire contre foot business », *ID Magazine*, n° 7, automne 2006, p. 13.

commercialisation des produits courants⁷⁶⁹ ». La dénonciation est parfois explicite, par exemple dans l'introduction de l'ouvrage-programme, *Anti-mondial, Pro-local*⁷⁷⁰ : « Mille banderoles, mille drapeaux, mille slogans fleurissaient contre ce nouvel ordre mondial qui se bâtissait sous la domination du capitalisme financier sans frontière⁷⁷¹. » Ils insistent sur le fait que leur lutte n'est pas « altermondialiste » mais bien « antimondialiste », soutenant qu'eux, contrairement aux premiers, « arrim[ent] la relocalisation des activités à la relocalisation des êtres⁷⁷² ». De nouveau, lutte contre la globalisation et lutte contre l'immigration se rejoignent. Ils refusent, disent-ils, autant « les délires de gouvernance mondiale [que] le monde sans frontière [proposant une] relocalisation de l'économie, et donc des hommes⁷⁷³ », dont nous étudierons les moyens.

En observant les campagnes de communication (illustration 6 et tableau 2), la lutte contre la globalisation semble s'estomper. Entre 2002 et 2006, des tracts sont consacrés à ces thèmes chaque année (« Stop américanisation », « Halte à la dictature mondiale », « Mondialisation c'est non », « Face à la mondialisation faisons bloc »). Entre 2009 et 2011, une affiche d'Une Autre jeunesse « Tu n'es pas ce que tu possèdes » relaie timidement cette idée. Puis le thème disparaît jusqu'en 2015 quand réapparaît, fugacement, un slogan « Stop globalisation ».

Le désinvestissement de cette thématique peut s'expliquer par trois raisons. 1) Une évolution du contexte : avec les attentats terroristes notamment de Charlie Hebdo puis du Bataclan, les Identitaires ont été amenés à recentrer le discours sur ces thèmes, considérés désormais comme les plus importants parce que les plus actuels. Ainsi, un militant explique que « la globalisation vient après, par rapport aux problèmes qu'on rencontre actuellement », faisant explicitement référence à l'immigration, l'islamisation et le terrorisme. Ils présentent donc le sujet comme devant faire l'objet d'une attention particulière, d'une priorité de traitement parce qu'il est plus prégnant, ce qu'Étienne [2017_5] résume, prosaïquement : « Quand y'a eu 250 morts en une année, que ce soit le Bataclan ou Nice, tu vas pas parler des OGM quoi ».

2) Un constat sur les effets des campagnes : cette thématique ne suscite pas aussi efficacement l'engagement. D'après Justine, « La globalisation c'est un sujet qui est hyper difficile à aborder. Les jeunes d'aujourd'hui ils naissent dedans [...] c'est difficile de

⁷⁶⁹ Corresco J., « Grande distribution ou grande truanderie ? », *ID Magazine*, n° 13, printemps 2008, p. 18.

⁷⁷⁰ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013.

⁷⁷¹ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 9.

⁷⁷² *Ibid.*, p. 11.

⁷⁷³ *Ibid.*, p. 15.

vraiment leur faire comprendre [...], c'est difficile à appliquer au quotidien, on le sait. Et c'est pour ça qu'on peut pas être des marginaux sur ça non plus ». Justine [2017_26] pointe la peur de passer pour des marginaux en prônant la fin de la globalisation, devenue si évidente pour les « jeunes d'aujourd'hui » (l'enquêtée a 27 ans). En filigrane, et elle le reconnaîtra, transparait la crainte de ne pas recruter en portant ce sujet « anti-mondial », devenu trop difficile à comprendre pour les militants potentiels, qui ont « des portables fabriqués en Chine » et ne comprennent pas pourquoi « on va pas manger au Burger King ». La synthèse de ces deux premières raisons vient souligner la dimension stratégique de ce recul de la thématique globalisation : entre le contexte et la difficulté à présenter ce thème aux jeunes militants, il est évident que la promotion de la lutte contre l'immigration – l'islamisation – le terrorisme est plus « porteuse » auprès de leur public.

3) Certains militants considèrent que ce combat-là est déjà perdu. Pierre [2017_27] par exemple assume que « on peut pas revenir en arrière là-dessus, maintenant c'est des acquis ». Dans son discours une certaine forme de fatalisme est perceptible, « mon téléphone portable, je sais très bien qu'il est pas français, qu'il est pas produit en France », qu'il essaye de compenser par un comportement individuel, des « petits trucs » qui ne suffiront pas à inverser la tendance. Lors des entretiens, ce sujet est effectivement moins investi que dans les écrits des cadres ; il est également moins mobilisé par les militants en 2017 qu'en 2014. Pour autant cette thématique ne disparaît pas, comme elle semble le faire dans les campagnes de communication : elle est mobilisée sur le plan des comportements personnels. Sur ce point, nous pouvons conclure que cette thématique disparaît des campagnes nationales car elle ne permet pas de recruter d'une part, mais qu'elle persiste néanmoins dans l'édifice idéal du mouvement : comme nous le verrons, ce n'est pas une thématique pour attirer des « nouveaux », mais une thématique qui doit être investie pour véritablement « être » identitaire⁷⁷⁴

⁷⁷⁴ Cf. *infra* Chapitre 6.

Illustration 6 - La propagande identitaire et la mondialisation : abandon progressif d'un thème⁷⁷⁵

Jeunesses identitaires (2002)



Jeunesses identitaires (2003)



Bloc identitaire (2004)



Génération identitaire (2009)



Génération identitaire (2015)



Génération identitaire (2017)



⁷⁷⁵ Voir annexes 6 et 7.

3. La décadence provoquée par une somme d'ennemis

À travers cette dénonciation des causes, les « coupables » sont nombreux. Comme l'explique Armand [2014_1], ce sont « tous ceux qui veulent porter atteinte à notre identité ». Cela comprend tout d'abord les politiques français de tous les bords, comme l'explique Eugénie [2014_3],

« Les élites, les politiques, bah ils cassent aussi cette identité et... bah l'islamisation et l'immigration c'est de leur faute quoi ! [...] À droite c'est les premiers à vouloir la mondialisation et à gauche c'est les premiers à dire qu'il faut plus d'immigration ».

Ainsi, politiques de droite comme de gauche ont participé à faire émerger les causes de la décadence. Cette idée est présente dès 2005 dans *ID Magazine*, qui accuse les politiques d'« orchestr[er] l'invasion⁷⁷⁶ ». L'intégralité de la classe politique est donc mise en cause dans leur discours. Le candidat puis Président de la République, Emmanuel Macron, n'échappe pas à la règle. Voilà comment Steven [2017_14] évoque le parti En Marche ! :

« En Marche ! c'est le pire de tous [...] C'est juste l'aboutissement du projet politique qu'on nous fait subir depuis des décennies, c'est-à-dire la déstructuration des solidarités nationales, des identités, de la puissance publique, la destruction de tout ce qu'on a mis du temps à construire, au profit d'une mondialisation qui nous sépare tous, qui fait de nous des êtres uniformisés, sans aucune originalité, relativement cons et vraiment ennuyants ! »

Le parti d'Emmanuel Macron et le Président lui-même sont souvent désignés comme les ennemis naturels des Identitaires, dans l'esprit du nouveau clivage ouverture/fermeture qui aurait remplacé dans notre système politique le clivage gauche/droite d'après eux. Ils incarnent, d'après les Identitaires la « mondialisation heureuse » :

« La victoire de Macron est celle de la prétendue globalisation heureuse. Elle s'inscrit dans un échiquier mondial, dans une contre-offensive de ceux qui prennent plus souvent le Thalys que le TER, plus souvent le Paris/New-York que le bus ou le métro ; de ceux pour qui les frontières ne sont vues que comme des entraves, les identités comme des pièces de musée. Le fossé se creuse [...] entre des élites globalisées et leurs relais médiatiques et des peuples qui souffrent⁷⁷⁷ »

Sur un mode populiste, ils opposent le peuple aux élites, les élites « globalisées » trahissant le peuple. Ils opposent dans ce discours les élites déracinées, des « globe-trotters » sans frontières déconnectés de la réalité, du « métro », cherchant à faire du profit et le peuple qui, lui, « souffre » au quotidien. Ils mêlent à cette dénonciation de l'élite politique, une dénonciation des médias qui se font leurs « relais ». Tous conspirent contre le peuple. Cette dénonciation d'une collusion des médias et des politiques est elle aussi récurrente : en 2005,

⁷⁷⁶ Heuvelman P., « Le camp des saints », *ID Magazine*, n° 4, hiver 2005, p. 10.

⁷⁷⁷ (Non signé), « 15 ans ? », *Magazine IDentitaires*, n° 25, novembre-décembre 2017, p. 2.

ils prêtaient aux politiques le soutien des « médiocrates⁷⁷⁸ ». Les médias sont donc critiqués car ce sont les « médias du système » (Armand [2014_1]), et qu'ils ne « di[sent] pas forcément toute la vérité » (Eugénie [2014_3]). Mais les coupables, ce sont également « les multinationales, [...] les groupes financiers, [...] les mafias [...] les idoles des temps éphémères, [...] la puissance dominante, anglo-saxonne et thalassocratique⁷⁷⁹ ». Ce sont aussi certaines associations qui rassemblent les « xénophiles » ou « collabos », « amoureux de l'étranger, [...] préfèr[ant] même un étranger à un proche. Et donc un immigré à un homme de son peuple. [...] On les retrouve notamment dans des associations comme France Terre d'Asile, la CIMADE ou le Réseau Éducation Sans Frontières⁷⁸⁰ ».

Les Identitaires entendent se battre contre tout un système qui chercherait à détruire les identités. Ce système, s'il réunit des acteurs variés, a néanmoins un projet politique cohérent, d'où les qualificatifs englobants qui sont récurrents : élites « progressistes », « globalisées », « immigrationnistes ». Philippe Vardon dénonce cette collusion de toutes les élites contre les peuples, contre les hommes, contre les identités :

« Si nous dénonçons l'immigration extra-européenne comme un danger mortel reposant sur nos patries et notre continent, nous condamnons tous les processus de déracinement qu'ils soient de nature économique (immigration visant à fournir une main d'œuvre bon marché et tirer les salaires vers le bas, ou ayant pour but de renouveler le stock de consommateurs de nations à la dénatalité suicidaire) ou idéologique (migrations internes et luttes contre les identités locales et populaires promues et encouragées par la République jacobine, ou soutien à l'immigration au nom du « village mondial » et du métissage planétaire)⁷⁸¹ »

D'après lui, les multinationales et les politiques avancent ensemble vers la création d'une société déracinée, les uns par recherche du profit, les autres par pure idéologie. La référence à la « République jacobine », n'est pas innocente. Certains militants considèrent en effet que ce projet de déracinement trouve son origine dans la philosophie des Lumières : « Y'a plus de nation, y'a plus de race, y'a plus rien ! Y'a une humanité, complètement indifférenciée, y'a plus aucun groupe. [...] Moi je pense que la République française puis on va dire le nouvel ordre mondial, c'est la même chose en fait. » (Simon [2017_17]). Ainsi, le système qu'ils combattent aujourd'hui serait en germe dès la philosophie des Lumières : le libéralisme, le progressisme, l'égalitarisme⁷⁸².

⁷⁷⁸ Heuvelman P., « Le camp des saints », *ID Magazine*, n° 4, hiver 2005, p. 10.

⁷⁷⁹ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 23-24.

⁷⁸⁰ Vardon P., *Éléments pour une contre-culture identitaire*, op. cit., p. 267.

⁷⁸¹ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 31.

⁷⁸² À ce titre, ils critiquent par exemple « le projet politique des droits de l'Homme » (*ID magazine*, n° 1)

Les Identitaires réunissent donc élites financières, politiques et médiatiques dans ce qu'ils appellent le « système ». Un tout homogène, à l'idéologie cohérente, qu'ils font remonter aux Lumières et qui vise au déracinement, par l'immigration et la mondialisation. Ils entendent lutter contre ces causes de la décadence, contre ces coupables en proposant des solutions.

3. Les remèdes à la décadence

Pour lutter contre l'immigration et la globalisation, et leurs artisans et promoteurs, que proposent les Identitaires ? À partir de deux propositions, « remigration » et « démondialisation », François [2017_2] estime qu'ils couvrent « 99 % des questions que l'on peut se poser ». Il considère que ce sont « deux préalables indispensables » à toute décision politique, à toute réflexion programmatique :

« Qu'est-ce que je pense de la loi travail ? Que d'abord, il faut démondialiser et qu'après on verra ! Peut-être qu'on découvrira qu'il y aura plus besoin de la loi travail, peut-être qu'au contraire on découvrira que la loi travail c'est bien et qu'on peut se permettre d'aller plus loin. [...] Qu'est-ce que je pense de la question des transports en commun en Ile-de-France ? Que une fois qu'on aura fait la remigration, y'aura nettement moins de monde et que du coup la question sera nettement moins aigüe. »

Cependant, pour certains, ces mesures ne seront pas suffisantes : « Même si demain y'a plus d'immigrés en France, il y aura quand même des gros problèmes d'identité. [...] Il y aura énormément de choses à faire pour éduquer, cultiver, promouvoir notre identité, il y aura toujours du taf à faire. » (Laurent [2017_25]). C'est ce que les militants appellent l'enracinement.

1. Remédier à l'immigration : la « remigration⁷⁸³ »

Lors des premiers entretiens menés en 2014, le thème de la remigration n'avait été abordé que par un militant. Rémi [2014_2] expliquait alors : « on vient de sortir [...] des propositions de mesures justement sur ce qu'on a appelé la remigration, qu'est un nouveau thème politique qu'on essaye d'imposer ». En 2017, tous les militants l'ont au moins évoquée sinon définie et détaillée au cours des entretiens : le thème a en effet été promu auprès des militants.

Rémi [2014_2] en revendique la nouveauté, attribuant aux Identitaires la paternité du concept. Cette revendication est partiellement inexacte, la remigration s'appuyant sur « l'inversion des flux migratoires », proposée de longue date par le Front national. Le slogan

⁷⁸³ La suite éclairera en détail l'origine, l'émergence et la circulation de ce terme (*Cf. infra*, Chapitre 3).

du FN lors de la campagne pour les élections régionales en 1992, « Quand nous arriverons, ils partiront » (repris ensuite par le FNJ, « Lorsque nous arriverons, ils partiront ») recouvre l'idée de « remigration ». Les Identitaires ne s'y sont pas trompés en la définissant, citant le slogan en omettant son origine :

« Lorsque nous arriverons, ils partiront ». Nous pensons que le seul moyen d'éviter le chaos qui découle fatalement des sociétés **multiculturelles** (et donc multiconfliktuelles) c'est aujourd'hui d'envisager, de manière pacifique et concertée, la remigration. C'est-à-dire le retour dans leurs pays d'origine d'une majorité des immigrés extra-européens présents sur notre territoire. Les identitaires ont ainsi développé une feuille de route composée de 30 mesures concrètes⁷⁸⁴ »

Le concept politique n'est pas nouveau, cependant, la terminologie est nouvelle. Pour autant il ne s'agit pas d'un *rebranding*, d'une innovation sémantique : le programme proposé derrière ce terme est plus ambitieux que l'inversion des flux, les Identitaires ayant élargi la cible visée alors par le FN. En cela comme le souligne Julien [2017_15] : « la remigration et ses différentes mesures, ses applications concrètes et politiques c'est nous qui les avons créées et nous qui les proposons ».

Les Identitaires font de la remigration un véritable programme politique. Il est en germe dès 2005 quand ils prônent l'« expulsion automatique [...] de tout délinquant étranger⁷⁸⁵ » ou encore la « suppression totale et absolue de toute forme de subvention ou d'aide sociale accordée à des migrants illégaux⁷⁸⁶ ». Le terme apparaît dès 2011 dans les réseaux identitaires⁷⁸⁷, et de manière plus régulière à partir de 2014. En réponse à la *Feuille de route pour la politique d'égalité républicaine et d'intégration* présentée le 11 février par le gouvernement socialiste, les Identitaires publient, le 17 février, leur *Feuille de route pour la politique d'identité et de remigration*. Le terme devient alors récurrent : en mars 2014, les Identitaires défilent derrière une banderole « Immigration-Islamisation, Demain la Remigration » ; en juillet le magazine Identitaires propose un article intitulé « Du Djihad à la remigration » ; le 15 novembre, ils organisent les Assises de la Remigration, une journée sous-titrée « Du grand remplacement au grand retour ». Plusieurs intellectuels organiques des Identitaires (Guillaume Faye, Renaud Camus, Jean-Yves Le Gallou) mais également des cadres militants (Damien Rieu, Jean-David Cattin, Fabrice Robert) se succèdent à la tribune pour défendre la nécessité de cette politique. Jean-David Cattin présente le programme dans

⁷⁸⁴ (Non signé), « En mots », *les-Identitaires.com*, (non daté). [Consulté le 25/09/2018] URL : les-identitaires.com/en-mots-2/

⁷⁸⁵ Chatov P., « Tolérance zéro et responsabilité », *Magazine ID*, n° 4, hiver 2005, p. 19.

⁷⁸⁶ *Ibid.*

⁷⁸⁷ Cf. *infra*, Chapitre 3.

le livre *30 mesures pour une politique d'identité et de remigration*, en 2017. Le programme se décompose en trois temps.

Dans un premier temps, ils entendent « envoy[er] [d]es signaux, coup[er] les pompes aspirantes⁷⁸⁸ ». Cela passe par plusieurs séries de mesures⁷⁸⁹ :

- Rendre la France moins accessible en durcissant les conditions d'accès au territoire : « abolition du regroupement familial » (proposition 2) et « protection aux frontières de l'UE » (proposition 15).
- « Rendre [l'Europe] moins attractive⁷⁹⁰ » : suppression de l'Aide médicale d'État (AME) (proposition 7) ; aides sociales et logements sociaux réservés aux ressortissants de l'UE (proposition 20)
- Durcir des conditions d'accès à la nationalité : abrogation du droit du sol (proposition 1), fin de l'accès à la nationalité par le mariage (proposition 18) pause sur les naturalisations (proposition 17).
- Élargir la déchéance de nationalité : « étranger naturalisé ayant commis un délit ou un crime ces 10 dernières années » (proposition 4) ; « binational ayant commis un crime ou un délit » (proposition 5).
- Rendre plus difficile l'accès des immigrés au travail : peines de prison pour les employeurs d'immigrés clandestin (proposition 8) ; préférence « locale, nationale et européenne » pour l'emploi (proposition 21) ; abrogation des « lois anti-discrimination » (proposition 22).
- « Envoyer un signal fort⁷⁹¹ » en expulsant les étrangers « commettant un crime ou un délit » (proposition 3) et les « clandestins avec interdiction de toute régularisation » (proposition 6).

Dans un second temps, ils mettraient en place un « environnement européen et français en France, pour le rendre désagréable à ceux qui ne veulent pas vivre dans ce monde-là⁷⁹² ».

- Changement sur le plan des politiques publiques : éducation aux « fondements de l'identité française » (proposition 19) ; la création du ministère de l'identité et de l'enracinement (proposition 30).
- Mesures visant la pratique de l'islam (propositions 23 à 29) : « interdiction du port du voile islamique dans l'espace public » ; « interdiction du financement public ou étranger des mosquées. Interdiction des minarets » ; « interdiction de l'abattage rituel. Création d'une taxe supplémentaire sur tous les produits halal ». À ce propos, les auteurs n'hésitent pas à écrire que « l'islam n'est pas chez lui en France⁷⁹³ ».

Troisième temps, « faciliter le retour⁷⁹⁴ » : création du « Haut-commissariat à la remigration » (proposition 16), mise en place d'un « fonds d'aide au retour » (proposition

⁷⁸⁸ Cattin J.-D., « Présentation des 30 mesures pour une politique d'identité et de remigration par Jean-David Cattin », Conférence filmée du 17/02/2017 à « La Traboule », Lyon. [Consulté le 28/10/18] URL : www.youtube.com/watch?v=p7YjH0QnF8g

⁷⁸⁹ Les Identitaires (coll.), *30 mesures pour une politique d'identité et de remigration*, Nice, Éditions Idées, 2017.

⁷⁹⁰ Cattin J.-D., « Présentation des 30 mesures pour une politique d'identité et de remigration par Jean-David Cattin », Conférence filmée du 17/02/2017 à « La Traboule », Lyon. [Consulté le 28/10/18] URL : www.youtube.com/watch?v=p7YjH0QnF8g

⁷⁹¹ *Ibid.*

⁷⁹² *Ibid.*

⁷⁹³ Les Identitaires (coll.), *30 mesures pour une politique d'identité et de remigration*, Nice, Éditions Idées, 2017, p. 130.

⁷⁹⁴ Cattin J.-D., « Présentation des 30 mesures pour une politique d'identité et de remigration par Jean-David Cattin », Conférence filmée du 17/02/2017 à « La Traboule », Lyon. [Consulté le 28/10/18] URL : www.youtube.com/watch?v=p7YjH0QnF8g

12) et accords bilatéraux avec les pays d'émigration, notamment, « les pays de la rive sud de la Méditerranée soumettant les aides économiques et militaires à un contrôle de leurs zones d'émigration » (proposition 13).

Toutes ces mesures ne sont pas présentées par les militants eux-mêmes, qui se contentent généralement d'en citer une ou deux lors des entretiens, pour illustrer leur propos. Ils mentionnent généralement les mêmes mesures : l'abolition du droit du sol, la surveillance des frontières et l'expulsion des clandestins.

La remigration est considérée comme « la seule solution raisonnable et responsable⁷⁹⁵ » pour les Identitaires. Les militants la décrivent comme un projet politique qui doit être urgemment mis en place pour mettre fin aux crises évoquées, en particulier à l'insécurité et à l'islamisation. Cela devient la mesure politique primordiale : « la remigration, aujourd'hui c'est le plus important, le plus urgent. En fait c'est surtout l'urgence » (Jean-Baptiste [2017_3]). Jean-David Cattin insiste sur cette « nécessité » : « Aujourd'hui on n'est plus dans la qualité de vie, on est dans la survie. C'est pour ça que ça rend cette politique non pas souhaitable mais vitale et nécessaire. On est obligé de la mettre en place ». Inéluctable la remigration ? D'après Tristan [2017_29] elle va s'imposer d'elle-même dans le débat public : « je suis persuadé que dans 10 ans, tout le monde ne parlera que de ça. On n'aura pas le choix de toute façon. Ce sera la remigration ou la guerre civile. Donc voilà, c'est ça qui est important ». Cette urgence s'explique par la rapidité du « grand remplacement ». En cela, les deux concepts apparaissent indissociables :

« Quand un peuple a disparu, c'est terminé, tu peux plus le re-fabriquer. [...] C'est pour ça que notre engagement il doit vraiment se focaliser sur ça et ne doit pas dévier de ça, parce que c'est ça notre objectif principal c'est la survie de notre peuple. » (Adam [2017_28]).

Pour les militants, la remigration n'est pas une utopie : ce sont des propositions viables, que l'État est capable de mettre en place légalement, comme le souligne Jean-David Cattin : « si la volonté politique arrivait au pouvoir en France, [...] ce serait des mesures qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre de l'État de droit⁷⁹⁶ ». Anthony [2017_8] insiste sur ce point, le mouvement identitaire étant, d'après lui : « le seul à proposer des solutions viables ». Il est rejoint sur ce point par Jean-Baptiste [2017_3], pour qui la publication des *30 mesures pour une politique d'identité et de remigration* marque une rupture :

« C'est la première fois qu'il y a un groupe politique non partisan [...] dit "d'ultra-droite" propose non pas des bouquins pour dire "telle ou telle chose c'est pas bien" mais

⁷⁹⁵ Les Identitaires (coll.), *30 mesures pour une politique d'identité et de remigration*, Nice, Éditions IDées, 2017, p. 10.

⁷⁹⁶ Cattin J.-D., « *Présentation des 30 mesures pour une politique d'identité et de remigration par Jean-David Cattin* », Conférence filmée du 17/02/2017 à « La Traboule », Lyon. [Consulté le 28/10/18] URL : www.youtube.com/watch?v=p7YjH0QnF8g

propose une vraie solution politique à un problème. [...] C'est assez concret, et en général, c'est des mesures qui, soit sont déjà écrites dans la loi, soit existent et sont déjà mises en œuvre dans d'autres pays, c'est pas des choses qu'on sort de n'importe où »

Il insiste sur le fait que ces mesures sont réalisables, qu'il ne s'agirait que de faire appliquer la loi. Il prend des exemples étrangers pour soutenir son propos telle la politique migratoire de l'Australie, notamment le programme « No way⁷⁹⁷ ». Par-là, il signifie que ce n'est pas une utopie irréalisable mais bien un projet politique réfléchi. D'autres militants insisteront sur ce point, comme Clément [2017_7] : « C'est une remigration politique, c'est une remigration concertée, le but c'est justement que ça se fasse dans la paix et dans la concertation ». Ils sont si nombreux à le répéter que cela tient de l'élément de langage, comme le montre cet échange avec Adam [2017_28] :

« Il y a d'autres politiques à mettre en place pour favoriser la remigration donc le retour au pays de ces populations extra-européennes de manière concertée, réfléchie et pacifique. J'ai l'impression de réciter un texte... c'est vrai qu'on le dit tellement, après ça devient du par cœur. On dirait que c'est récité...
[Surtout que je le connais [rires]]
J'imagine que chacun a dû te le dire, peut-être avec des mots différents... »

De même qu'ils insistent sur la faisabilité du projet, sur sa légalité qui ne dépend que de la volonté politique, ils récusent l'idée de violence considérant, comme Adam [2017_28], qu'il s'agit d'un projet « pacifique », d'une « solution de paix ». Les militants sont conscients que cette mesure politique est choquante, d'où cette insistance, comme le montre le discours de Jonathan [2017_10] :

« On nous reproche la remigration [...] on nous reproche de distiller la haine, d'appeler à la guerre civile mais clairement c'est justement pour éviter la guerre civile qu'on prône la remigration et il faut que les gens comprennent que il n'y a que de manière politique, de manière concertée, sur le très long terme, qu'on peut penser un retour au pays ou dans le pays d'origine de leurs ancêtres en tout cas. »

Les réactions sont cependant différentes : si certains assument cette radicalité inhérente au concept, et appellent à plus de « pédagogie », d'autres vont tenter d'euphémiser cette radicalité, d'atténuer le discours, d'en omettre une partie. Pour Clément [2017_7], partisan de la pédagogie, il s'agit de se situer sur une ligne de crête, « le dire efficacement et ne pas cacher non plus ce qu'on a envie de dire ». À la fois, il considère que le public est mal renseigné : « Les gens "remigration", ils imaginent des trucs assez atroces qui se passent

⁷⁹⁷ Une campagne lancée en 2014 par l'Australie pour diffuser auprès des potentiels immigrés illégaux le fait qu'ils ne pourront pas « make Australia home ». Dans le clip produit par le gouvernement, le commandant de l'opération « Sovereign Borders », Angus Campbell, s'engage à repousser les bateaux tentant de pénétrer illégalement dans les eaux territoriales australiennes : « *it is the policy and practice of the Australian government to intercept any vessel that is seeking to illegally enter Australia and safely remove it beyond our waters* ».

dans des conditions oufs⁷⁹⁸ alors que c'est pas du tout ça ». Cependant, il reste intransigeant sur le fond, ne voulant pas dénaturer le projet : « Il faut être aussi honnête : nous ce qu'on propose c'est la remigration. On va pas l'appeler j'en sais rien "le petit voyage exotique de retour au pays" ». De même, Tanguy [2017_1] assume cette radicalité de l'idée : « même si c'est des choses qui choquent [...] je reste droit dans mes bottes ». D'autres militants vont au contraire entretenir le flou sur ce qu'est réellement la remigration. Charlotte [2017_4] par exemple, tourne le discours des opposants en dérision en résumant la remigration à un refus de l'accueil des migrants :

« Je trouve ça un peu hypocrite de leur part ! "Moi j'ai peur..." "Mais t'as peur de quoi ? On va rien te faire ! C'est juste l'immigration quoi... tu les connais pas ! C'est pas ta famille" [...] et ils font les hypocrites [...] "Oui mais on pourrait les aider" "Oui mais est-ce que toi tu les inviterais chez toi ? Non ? Bah voilà !" ».

On retrouve la même tendance chez Anthony [2017_8], qui n'évoque que les clandestins et reste très évasif quand nous le lui faisons remarquer :

« [Tu parlais des clandestins mais ça va quand même un peu plus loin que ça...] Ouais bien sûr. Y'a même ceux qui sont... Supprimer les binationaux, on se rend compte que c'est une aberration. Y'a aussi... Retrouver nos frontières. Sur la remigration y'a plusieurs... ça aurait évité que les djihadistes viennent sur notre sol. Y'a plein d'autres mesures ».

En dépit de ces divergences, la remigration apparaît pour les Identitaires comme la seule « voie de salut ». Pour Étienne [2017_5] par exemple, la remigration est équivalente à la victoire : « si on gagne totalement, qu'on fait la remigration *et caetera* ». Il s'agit alors d'un horizon à atteindre, un signe concret de la victoire politique de leurs idées :

[Tu parles de « victoire » : ce serait quoi la « victoire » ?]
Ouais. La remigration je pense. (Arthur [2017_16])

Si la remigration est ainsi présentée, c'est aussi parce que les militants pensent que les projets alternatifs sont voués à l'échec. Il en va notamment ainsi de l'assimilation qui est d'après eux impossible :

- Rémi [2014_2] : « Même si on leur donne la même carte d'identité que toi et moi, finalement ils auront peut être les mêmes droits mais pour moi ils seront pas français ».
- Laurent [2017_25] : « Si demain tu as un Africain qui arrive et qu'on lui donne sa nationalité, ça veut dire qu'il est aussi français que toi et moi. Moi c'est pas ma conception ».

Certains militants distinguent alors « l'intégration d'individus », selon eux possible et « l'intégration de peuples », elle impossible. Ce serait alors une question de proportion :

⁷⁹⁸ « oufs », verlan de « fou », donc « des conditions folles ».

« J'ai pas envie qu'ils deviennent français. Je suis pas du tout pour l'assimilation moi ! Je suis pour qu'ils gardent leur identité et qu'ils repartent chez eux ! Tranquillement. On peut intégrer des individus [...] on a toujours eu des apports extérieurs, [...] mais des apports extérieurs minimes. En fait... si c'était pas un problème, on en parlerait même pas. Si c'était un mec sur 1000, on en parlerait même pas. Là c'est un problème parce qu'il y en a des centaines de milliers. C'est impossible d'absorber autant de monde » (Tristan [2017_29]).

Dans ce passage, Tristan [2017_29] se dit dans un premier temps opposé à l'assimilation, par principe, qu'il met directement en lien avec la « remigration ». Il se reprend ensuite, assurant finalement que « on peut intégrer des individus », si l'immigration est très limitée. Son propos est donc paradoxal, selon lui les immigrés n'ont pas leur place en France, puisque ce n'est pas leur terre, pas leur identité. Cependant, il serait possible puisque cela s'est toujours fait, d'intégrer des individus. Les Identitaires semblent authentiquement croire en cette idée, la conditionnant au fait que la remigration ait été, au préalable, réalisée : d'après eux, dans une société qui aurait réellement repris contact avec ses racines, les immigrés pourraient s'assimiler, ce qui est aujourd'hui impossible du fait du déracinement.

D'autres militants se disent eux contre l'assimilation parce qu'elle serait une violence envers les immigrés. La justification change donc. Il ne s'agit plus de protéger le territoire, ou l'homogénéité de la population, mais de protéger les immigrés eux-mêmes :

« Après, leur histoire d'assimilation, j'y crois pas. J'y crois plus en tout cas. Assimiler ça veut dire quoi ? Ça veut dire que le mec il va arriver dans ton pays et tu vas dire "soit t'es comme nous, soit tu dégages" ? J'ai pas envie que les mecs ils se forcent à pas être comme il est vraiment ! [...] Je veux pas qu'il renonce à qui il est. [...] C'est comme ça qu'on fait des gens qui ont plus de repères [...] Du coup s'ils se sentent plus ni chez eux, ni Français, il vont être quoi ces gens-là ? Ils vont être vides ! » (Jean [2017_6])

Pour Jean [2017_6], l'identité ethnique, nationale, locale, religieuse, ... est constitutive de la personne, une permanence qui ne souffrirait pas le changement. L'assimilation provoquerait un renoncement à l'identité, deviendrait un renoncement à soi, un déracinement débouchant automatiquement sur une absence de repères, un déséquilibre personnel. Cette position des Identitaires est cohérente avec leur vision de l'identité. En effet, si dans chaque peuple et chaque individu est ancrée une culture particulière et singulière qui correspond à la terre de ses ancêtres, il n'est pas possible d'envisager l'assimilation. Les militants jugent alors de la distance entre les cultures pour évaluer le degré de compatibilité : ainsi, un immigré « européen » est « assimilable », alors qu'un « extra-européen » non, comme l'explique Baptiste [2017_13] :

« Un Polonais ou un Espagnol [...] aurait pu toujours s'intégrer parce qu'ils ont le même patrimoine, ils ont la même religion, chrétienne, avec des racines païennes et les mêmes mythes et légendes, [...] c'est des choses qu'il a appris depuis tout petit et que tout

Européen partage. Ce qui fait qu'ils sont assimilables en France, ou ailleurs, partout en Europe. »

D'où l'importance de définir l'aire civilisationnelle européenne, pour distinguer les « Européens » des « extra-Européens », entre ceux avec qui ils partagent l'identité civilisationnelle et ceux avec qui ils ne la partagent pas.

La remigration, en tant que projet politique alternatif à l'assimilation, est pour les militants identitaires un remède au « grand remplacement », à « l'islamisation » et à l'insécurité. En cela, il permet de répondre aux principaux symptômes de la crise, ce qui explique sa nature prioritaire. Il leur reste néanmoins à répondre au second volet des causes : la mondialisation. Les Identitaires « antimondialistes », prônent la démondialisation.

2. Remédier à la mondialisation : « Démondialisation » et localisme

La démondialisation n'est pas évoquée en tant que telle dans le discours de la plupart des militants. Ceux qui l'évoquent font figure d'exception, comme François [2017_2], qui évoque la « démondialisation » comme pendant à la « remigration ». Pour les autres militants, cette dimension reste très secondaire et n'existe qu'en tant qu'attachement au niveau local, le plus souvent peu théorisé. Dans le corpus identitaire, la « démondialisation » se rattache à une diversité de thématiques : « Décroissance, écologie, culture, enracinement, démocratie directe. Autant de thèmes, d'entrées, de voies pour avoir une approche [...] de notre combat anti-mondialiste⁷⁹⁹ ». La dénonciation de la mondialisation emprunte de nombreuses voies, la démondialisation en emprunte une : le localisme.

La « démondialisation » est la traduction du terme *deglobalization*, proposé par le sociologue philippin Walden Bello en 2002 dans l'ouvrage *Deglobalization, ideas for a new world economy*⁸⁰⁰. Le terme émerge dans le débat politique français dans le contexte de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012 : Arnaud Montebourg consacre un chapitre entier à la démondialisation dans son livre programme *Des idées et des rêves* (2010). En 2011, le député candidat à la primaire socialiste signe l'ouvrage *Votez pour la démondialisation*⁸⁰¹. Réagissant à ce livre, les Identitaires lancent en novembre 2011 le Collectif pour la démondialisation intégrale. Ils « soulign[ent] les points de convergence

⁷⁹⁹ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 11.

⁸⁰⁰ Bello W., *Deglobalization. Ideas for a new world economy*, London New York, Zed Books, 2002.

Interview de Walden Bello : « Une voix du Sud. Entretien avec Walden Bello », *Mouvements*, Vol. 25, n°1, 2003, p. 81-91.

⁸⁰¹ Parmi les quelques références de ce court ouvrage, on trouve effectivement Walden Bello, mais aussi Jacques Sapir (qui a publié quelques semaines avant A. Montebourg, *Démondialisation* (Paris, Seuil, 2011). L'ouvrage est par ailleurs préfacé par Emmanuel Todd.

avec les positions⁸⁰² » de celui qui deviendra ministre du Redressement Productif de Jean-Marc Ayrault, tout en l'« invit[ant] à aller au bout de sa logique⁸⁰³ ». Le terme apparaît donc en 2011 dans l'espace idéologique des Identitaires, en emprunt à Montebourg, qui lui-même l'emprunte à Walden Bello via, apparemment, une traduction de Jacques Sapir⁸⁰⁴.

Le programme des Identitaires en réponse à la mondialisation a été l'objet d'un travail progressif de conceptualisation et – surtout – d'emprunt et d'appropriation. Les articles qui en traitent dans les premières années du mouvement sont rares, les réflexions balbutiantes. Dans le premier numéro d'*ID Magazine*, Karl Hauffen fait quelques propositions pour « une économie relocalisée et à échelle humaine⁸⁰⁵ », en particulier le regroupement des « producteurs et artisans en coopérative » ou la « préférence communautaire européenne » qui se traduirait par des contingents d'importations imposés aux pays hors Europe. D'autres articles, prônant le retour à la terre pour « retrouver un mode de vie laissant la place à la défense de notre identité, du terroir⁸⁰⁶ », fournissent les bases de ce qui deviendra le programme identitaire. À partir de 2008/2009, le sujet devient plus prégnant. L'intérêt de certains pour le journal *La Décroissance*⁸⁰⁷ (et plus largement pour ce courant de la mouvance écologiste) amène à conceptualiser une décroissance identitaire :

« Il faut amener les bonnes intentions des décroissants à évoluer positivement dans le cadre sérieux de l'enracinement local, du patriotisme charnel, du soutien au labour paysan, de la promotion d'une rigoureuse économie de métier, de l'idée d'une terre pour chaque peuple et de la préférence locale⁸⁰⁸ ».

De la même façon, la découverte du courant « locavore » ouvre certaines réflexions :

« Une réflexion partant d'un postulat écologique de simple bon sens aboutit à des conclusions "identitairement compatibles" [...] Pour les écologistes locavores, il est aberrant d'avoir à aller chercher à l'autre bout de la Terre ce qu'il est possible d'obtenir à côté de chez soi [...] Cette préoccupation alimentaire fait partie d'un mouvement plus global que l'on pourrait qualifier de "localisme"⁸⁰⁹ ».

La (pré-)candidature à la présidentielle de 2012 d'Arnaud Gouillon, le candidat identitaire, donne l'occasion au parti de formaliser cet arsenal idéologique, résolument centré sur cette notion de localisme-relocalisation, qui devient le pendant positif du mondialisme-

⁸⁰² Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 68.

⁸⁰³ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 68.

⁸⁰⁴ Ce point en particulier mériterait d'être approfondi par des recherches sur les circulations du terme « déglobalisation / démondialisation » (cf. *infra*, Chapitre 3 pour une proposition méthodologique).

⁸⁰⁵ Hauffen K., « Une économie identitaire pour dépasser le libéralisme », *ID Magazine*, n° 1, p. 16.

⁸⁰⁶ Marion Delestrée, « Retour à la terre », *ID Magazine*, n° 8, p. 10.

⁸⁰⁷ « [Le] rejet du productivisme, du mythe, de la croissance infinie et de l'abrutissement-avilissement de la société consumériste mérite selon les identitaires, anti-modernes cohérents, les plus sincères encouragements » ((Non signé), « Aller jusqu'au bout de la décroissance », *ID Magazine*, n° 14, p. 25.)

⁸⁰⁸ (Non signé), « Aller jusqu'au bout de la décroissance », *ID Magazine*, n° 14, p. 26.

⁸⁰⁹ Robillard F., « Êtes-vous « locavores » ? », *ID Magazine*, n° 16, p. 10.

délocalisation :

« Face à la mondialisation qui détruit, les Européens [...] doivent reconquérir leur marché intérieur, à travers des échanges économiques géocentrés. C'est ainsi une véritable relocalisation de l'économie, et donc des hommes, qui doit être engagée [...] le localisme est à même de façonner un monde apaisé dans ses relations économiques, un monde plus juste ⁸¹⁰ ».

La mesure phare pour faire naître cette économie locale est « la détaxation de la proximité en matière de distance entre le lieu de production et de vente d'un produit, mais aussi entre le lieu d'embauche et d'habitation originelle d'un salarié⁸¹¹ ». Seul un militant évoquera cette mesure lors des entretiens : « Il faut qu'on ait une vision absolument localiste de l'économie. [...] Plus tu consommes un produit qui a été fabriqué près de chez toi, moins tu seras taxé, et plus le produit vient de loin plus tu taxes, plus tu le taxes » (Rémi [2014_2]). Ils proposent également la « taxation des flux financiers », là encore de manière graduelle (taxation plus grande pour les flux hors Europe). L'objectif de ces taxes est d'encourager une consommation locale, française ou européenne. D'après eux, ce choix permettrait de relier l'économie à l'écologie, en se reposant sur le courant de la décroissance. En effet, comme les décroissants, les Identitaires prônent une approche « locale » de l'économie. Néanmoins, leurs objectifs respectifs ne sont pas les mêmes. La priorité de la décroissance est la réduction de l'empreinte écologique. Pour les Identitaires, qui récusent cette dimension stratégique, utilitariste, il s'agit avant tout de respecter un ordre naturel des choses, dans une vision sociale organique : « La personne humaine, son caractère, ses défauts comme ses qualités, ses choix de vie aussi, présents ou futurs, sont déterminés par l'endroit d'où il vient, que ce soit socialement, ethniquement ou culturellement⁸¹² ». En cela, la fin espérée n'est pas la même : pour les décroissants, c'est l'écologie ; pour les Identitaires, c'est l'enracinement.

Parce que sa visée ultime est l'enracinement, le localisme des Identitaires dépasse la sphère économique. Ainsi, il faut également relocaliser la culture. Cela suppose, au-delà de l'éloge de l'agriculture de proximité et du « made in France », de « relocaliser la culture langagière chez nous [car] c'est défendre à la fois la langue française et les langues françaises ⁸¹³ », de renouer avec les traditions locales comme « les chansons traditionnelles,

⁸¹⁰ Gouillon A., « Programme de campagne », *arnaud-gouillon2012.com*. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20110920044454/http://www.arnaud-gouillon2012.com/programme-de-campagne/ [Document à télécharger, V. p. 16.]

⁸¹¹ *Ibid.*

⁸¹² Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 67.

⁸¹³ *Ibid.*, p. 46.

les contes et les légendes⁸¹⁴ ». Les militants interrogés, même s'ils ne le théorisent pas, revendiquent un attachement à la culture locale, que ce soit par la langue, les chants ou les traditions culinaires. Par exemple Xavier [2017_18] explique que les Identitaires toulousains ont « des chants occitans ou languedociens qu'on reprend lors des veillées, des soirées,... donc à cette petite échelle on fait vivre au moins les chants de ce pays ». Une minorité de militants parlent également la langue de leur région, tel Adam [2017_28] qui l'a apprise seul :

« Je parle aussi l'occitan donc la langue régionale d'ici. Le Languedocien plus particulièrement. [...] Quand j'étais en stage, je me suis dit "le soir, plutôt que de me mettre devant la télé et de perdre mon temps, je vais essayer d'apprendre ma langue régionale" ».

Lors d'une soirée à *La Citadelle*⁸¹⁵, nous avons pu constater que les militants étaient nombreux à pratiquer des danses traditionnelles, françaises ou locales. C'est à travers cela, mais également à travers des événements locaux mettant en exergue une figure régionale (Sainte Geneviève à Paris, Jeanne d'Arc à Rouen, Catherine Ségurane à Nice, etc.) qu'ils font vivre la culture locale. Certains reconnaissent cependant qu'il est parfois « difficile de ne pas tomber dans le folklore » (François [2017_2]). Le localisme, économique et culturel, doit également se traduire politiquement pour les Identitaires, dans le « localisme démocratique⁸¹⁶ ». L'exemple suisse est très promu⁸¹⁷. Cela conduit les Identitaires à proposer à la fois un système fédéral et le recours plus fréquent au référendum : « Le mélange du fédéralisme et de la démocratie semi-directe a pour effet d'accorder au citoyen une influence directe et significative sur les décisions politiques, non seulement à l'échelon national et cantonal mais aussi communal⁸¹⁸ ». Ces revendications sont ancrées dès les origines du mouvement, dès 2005. Les Identitaires font des plaidoyers pour une France fédérale, autour de « régions à forte identité locale qui pourraient rendre obligatoire l'utilisation des langues régionales dans les textes officiels⁸¹⁹ » et possédant un « large pouvoir législatif [...] notamment par la généralisation des référendums locaux⁸²⁰ » et pour une Europe confédérale qui « sauvegarderait l'indépendance des nations⁸²¹ ».

⁸¹⁴ *Ibid.*, p. 47.

⁸¹⁵ Maison de l'identité à Lille.

⁸¹⁶ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 82.

⁸¹⁷ Probablement du fait de la présence d'un Suisse dans les instances dirigeantes, en la personne de Jean-David Cattin.

⁸¹⁸ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 82.

⁸¹⁹ (Non signé), « Des nations fédérales dans une Europe confédérale », *ID Magazine*, n° 7, p. 3.

⁸²⁰ Lepetit L., « Communautés autonomes contre collectivisme centralisateur », *ID Magazine*, n°1, p. 12.

⁸²¹ (Non signé), « Des nations fédérales dans une Europe confédérale », *ID Magazine*, n° 7, p. 3.

3. Enracinement : remettre « l'identité » au cœur de la société

À travers ces deux ensembles de mesures, remigration et démondialisation, c'est l'« enracinement » que les Identitaires prônent. En replaçant les hommes ainsi que leurs activités (économique, politique, ...) sur « leur » terre, l'objectif est de les enraciner. « Notre doctrine est celle de l'enracinement⁸²² », confirme Philippe Vardon, « le sol et le sang, la terre et les morts » poursuit-il. L'enracinement est donc l'inscription dans un héritage territorial, un héritage historique, mais aussi biologique, l'inscription dans une lignée⁸²³. Cela ne suffit pas néanmoins. À l'héritage doit s'ajouter la volonté⁸²⁴ : « Celui ou celle qui reçoit Nice [...] en héritage doit encore vouloir reconnaître, découvrir, accepter, ressentir ce qui coule dans ses veines [...] Héritage et volonté⁸²⁵ ». Une volonté de redécouvrir son identité, de la mettre au cœur de sa vie, mais aussi au cœur de la vie de la société.

Qu'est-ce alors que l'identité pour les Identitaires ? Nous nous attendions à ce que les militants nous proposent une définition quasi-standardisée de ce concept central pour eux⁸²⁶. Ce ne fut pas le cas. Certains, en guise de définition, se sont appliqués à en lister les traits. La liste de ces *signifiants* a tout d'un inventaire à la Prévert. L'identité, c'est...

- François [2017_2] : « les mœurs [...], la langue, c'est la cuisine, c'est l'architecture, c'est la façon dont [...] on se dit bonjour quand on se croise, la façon dont on se comporte au quotidien, le fait de boire du vin plutôt que de la bière ! »
- Charlotte [2017_4] : « des traditions, des coutumes »
- Anthony [2017_8] : « une façon d'honorer les morts »
- Jonathan [2017_10] : « les valeurs »
- Fabien [2017_11] : « des pratiques particulières, un paysage particulier »
- Julien [2017_15] : « ce qu'on a sous les pieds »
- Guillaume [2017_23] : « la tradition, et la tradition, c'est ce qui ne passe pas »

En revanche, ils nous en apprennent bien peu sur le *signifié*. Les militants nous indiquent où trouver empiriquement l'identité, pas ce qu'elle est théoriquement. Parmi les tentatives de définition théorique, certaines sont floues : « l'identité, c'est ce qu'on vit au quotidien » (Clément [2017_7]), « l'identité, c'est l'essence de l'homme » (Arthur [2017_16]). Voire absurdes : l'identité c'est « défendre les valeurs de la France » (Sam [2017_21]). D'autres cependant convergent et se complètent. L'identité devient ainsi « l'ensemble des traits qui

⁸²² Vardon P., « L'identité, entre héritage et volontarisme », *bloc-identitaire.com*, 24/10/2006. [Consulté le 02/03/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/534/identite-entre-heritage-et-volontarisme.html

⁸²³ Une idée qui n'est pas nouvelle au demeurant : Maurice Barrès prônait dans *Les Déracinés* (1897), le « racinement » et s'exclamait en 1899 (conférence « La Terre et les Morts ») que pour forger la nation, « il fa[il]ait raciner les hommes dans la terre et dans les morts ». Charles Péguy soulignait lui la nécessité de se faire héritier de l'histoire et sacralisait la terre « corps de la cité de Dieu ».

⁸²⁴ Perceptible en filigrane, la distinction de Renan entre un nationalisme « français » basé sur la volonté et un nationalisme « allemand » basé sur une communauté raciale / ethnique / historique / culturelle est ici abolie : il faut cumuler héritage et volonté.

⁸²⁵ Vardon P., « L'identité, entre héritage et volontarisme », *bloc-identitaire.com*, 24/10/2006. [Consulté le 02/03/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/534/identite-entre-heritage-et-volontarisme.html

⁸²⁶ Comme c'est le cas pour d'autres termes, nous l'avons vu, par exemple « remigration ».

définissent un groupe d'individus » (Jonathan [2017_10]), « ce qui définit quelqu'un et qui le différencie des autres » (Fabien [2017_11]), « ce qui nous distingue des autres et ce qui fait de nous des êtres vraiment intéressants » (Steven [2017_14]), ou encore « ce qui permet de faire société » (Antonin [2014_5]). L'identité, c'est donc l'ensemble des traits qui définissent mais surtout qui rendent unique et ainsi soudent une société. Nous avons remarqué que les militants identifient identité et culture, mais l'identité c'est aussi « des caractéristiques biologiques » (Fabien [2017_11]). Cette caractéristique est ajoutée de manière assumée ou à demi-mots. Nous sentons ainsi la gêne de François [2017_2], qui glisse au beau milieu de sa liste : « Avec quand même, une part... une part ethnique dedans. Bon ».

Plus avant, chez les Identitaires, l'identité se décline, c'est le « triptyque identitaire » que tous les militants décrivent. Parfois cela reste succinct : « l'identité, c'est le triptyque identitaire : parisien-français-européen » (Étienne [2017_5]). D'autres l'expliquent plus en détails :

« L'identité pour moi elle se définit de trois façons différentes. On a l'identité, la plus petite, qui est régionale. Donc chaque région a sa langue, le breton, le corse, même en Île-de-France, on se rend compte qu'on a un accent. Et on a donc des coutumes, des danses traditionnelles... [...] On a l'identité nationale avec une langue, une histoire, des coutumes, des traditions, une religion aussi... Et on a l'identité européenne, qui est là une même civilisation, les mêmes combats » (Alizée [2017_9]).

Pour les Identitaires, l'identité consiste donc en trois attachements, définis ainsi : **l'attachement à une culture locale** partagée au plus bas niveau avec ses proches, sa famille, ses voisins, sa « patrie charnelle⁸²⁷ » ; un **attachement à une histoire nationale**, qui réunit plusieurs patries charnelles dans un destin national commun, derrière un drapeau ; un **attachement à la civilisation européenne**, qui réunit plusieurs nations. Finalement, chacune devient la somme de parties différentes et les liens qui unissent ces diverses allégeances sont réciproques : « Je suis Français parce que Niçois. Je suis Européen, parce que Français. Mais prenant la boucle dans le sens inverse, je peux tout autant affirmer que depuis 3 000 ans un Niçois, c'est un Européen⁸²⁸ ».

Sur quel socle se construit cette identité qu'ils nomment indifféremment « civilisationnelle » ou « européenne » ? Qu'est-ce que l'Europe ? Notons d'emblée, que

⁸²⁷ Les militants utilisent parfois le terme en référence non explicitée à Charles Péguy.

⁸²⁸ Vardon P., « L'identité, entre héritage et volontarisme », *bloc-identitaire.com*, 24/10/2006. [Consulté le 02/03/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/534/identite-entre-heritage-et-volontarisme.html

cela n'a rien à voir avec l'Union Européenne (UE). Celle-ci « complètement à côté de la plaque » (Rémi [2014_2]) est abondamment critiquée, décrite comme « artificielle et sans frontière⁸²⁹ ». Les discours des cadres identitaires éclairent ce qu'est l'Europe pour eux :

- Fabrice Robert (2003) : « L'Europe, n'est pas une idée, c'est une réalité. [...] Une famille de peuple unie par une **civilisation commune** [qui] ne saurait intégrer des peuples [...] anthropologiquement hétérogènes [...] Un édifice [qui] ne peut reposer que sur la **proximité ethnique et culturelle** des peuples qui le composent⁸³⁰ ».
- Fabrice Robert (2009) : « Les Européens ont donc **un passé commun** [...] Nos racines plongent dans le même **héritage indo-européen** [...] Nous avons le même passé, nous appartenons aussi à la communauté ethnique des peuples européens, communauté dont l'espace historique est **clairement défini par la géographie**. [...] L'Europe est au nord de la Méditerranée, à l'est de l'Atlantique, au sud des mers polaires. Elle est donc clairement délimitée, sauf à l'est où s'ouvrent les immensités de l'espace ouralien⁸³¹ ».
- Vincent Lecaillon (2011) : « Les Européens que nous sommes ne sont pas très différents de ces lointains ancêtres qui, il y a plus de 10000 ans se sont constitués petit à petit comme **population homogène avec une langue et une vision du monde quelque part entre Rhin et Volga**. Puis qui vers le V^e millénaire se sont dispersés pour former les **peuples indo-européens**⁸³² ».
- Philippe Vardon (2013) : « un espace composé des nations sœurs et des peuples frères [...] une réalité **géographique, historique, culturelle, spirituelle et... ethnique**⁸³³ ».

L'Europe pour les Identitaires, c'est donc le continent européen, « de l'Atlantique jusqu'à l'Oural » pour reprendre l'expression du général de Gaulle. L'Europe c'est également, une « civilisation », qui partage une histoire, une culture et une spiritualité. L'Europe, c'est enfin un « peuple », descendant des « indo-européens », une communauté « anthropologique », et « ethnique ». Cette dernière dimension en particulier se retrouve dans les discours des militants. Ils reprennent à leur compte la citation attribuée au général de Gaulle : « comme disait le général de Gaulle [...] "on est un peuple de race blanche, de culture gréco-latine et de religion chrétienne" » (Étienne [2017_5]). Cependant, la question ethnique (ou raciale) semble primer sur la question spirituelle : « Y'a une question [...] C'est un peu hardcore hein ! C'est : entre un blanc païen et un noir chrétien... bah moi [...] j' préfère un blanc païen quoi. [...] Chez nous tout le monde préfère un blanc païen même s'il est pas chrétien » (Étienne [2017_5]). De la même façon, pour Tristan [2017_29], l'articulation culture-ethnie prend le dessus : « l'identité première est ethno-culturelle »,

⁸²⁹ (Non signé), « Réunion à Rouen pour notre Europe », *bloc-identitaire.com*, 11/05/2009. [Consulté le 10/03/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/868/reunion-rouen-notre-europe.html

⁸³⁰ Robert F., « Pour une Europe européenne », *bloc-identitaire.com*, 10/02/2003. [Consulté le 10/03/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/354/europe-europeenne.html

⁸³¹ Robert F., « Campagne Identité-Solidarité-Puissance », *bloc-identitaire.com*, 13/05/2009. [Consulté le 10/03/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1084/campagne-identite-solidarite-puissance.html

⁸³² Lecaillon V., « L'Europe : une existence et une permanence trimillénaires », *bloc-identitaire.com*, 27/09/2011. [Consulté le 10/03/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2145/europe-existence-permanence-histoire-trimillennaires.html

⁸³³ Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013, p. 27-28

avant d'être spirituelle. La revendication de l'identité européenne est fortement marquée par cette dimension ethnique ou raciale de l'identité, comme l'explique Armand [2014_1] :

« J'avais des engagés [à l'armée], [qui] étaient d'origine africaine, ils disaient qu'ils étaient français mais ils disaient qu'ils étaient africains aussi. [...] Dans la tête des gens, **un européen c'est encore un blanc quoi**. C'est pour ça que je pense que c'est aussi important de se définir en tant qu'européen quoi ».

En plus de cet attachement à l'Europe, les Identitaires revendiquent un enracinement local, par un retour aux traditions, aux langues, des villes ou des régions. Pour les Identitaires, ces patries charnelles incarnent la « vraie diversité⁸³⁴ », comme le souligne Rémi [2014_2] : « on est simplement attachés [...] à la vraie diversité, régionale, de la France. Et on pense que c'est ça la vraie richesse identitaire de la France ».

Les Identitaires proposent donc un dépassement de la nation : par le bas, elle est fragmentée en régions et par le haut les nations sont réunies en une civilisation européenne. Cela leur permet de se « prémunir contre les accès de fièvre nationaliste⁸³⁵ ». Baptiste [2017_13] explique bien cette dimension :

« On est français évidemment, on est d'expression française. Mais, on est ni jacobin, ni issus de la Révolution française. On est des fédéralistes européens finalement. On se considère pas... on n'est pas des nationalistes au sens idéologique de ce que ça implique. Donc, héritage historique et civilisationnel : on est européens. »

Ils affirment ainsi avec vigueur, qu'« être identitaire, c'est pas être nationaliste ! » (Rémi [2014_2]) en 2014, comme en 2017, « on n'est pas nationalistes ! » (Baptiste [2017_13]). Si certains militants assènt sans plus de précision qu'il ne faut pas être « nationaliste, parce que ça n'a aucun intérêt » (Steven [2017_14]), d'autres détaillent les reproches qu'ils adressent au nationalisme. Premièrement, des militants nous ont confié qu'ils considéraient la nation et l'exaltation de l'identité nationale comme les causes des deux guerres mondiales. C'est par exemple le cas d'Armand [2014_1] :

« Pour moi clairement les deux guerres mondiales, c'est deux guerres civiles européennes. C'était une catastrophe historique d'aller affronter nos voisins allemands quoi, c'est juste ça.

[Parce que c'est "intra-civilisationnel" [je reprends un terme qu'il a utilisé] ?]

Ouais exactement. [...] On n'est pas du tout dans la même mentalité euh voilà... tu sais, le chauvinisme à deux balles, "on est français et faut aller affronter les Boches". Pour nous [...] c'était vraiment le suicide de l'Europe ces deux guerres mondiales. »

L'idée figure également dans l'argumentaire identitaire :

« La passion immodérée pour sa nation suscite des haines fratricides, qui sont à l'origine

⁸³⁴ La « fausse » étant donc le multiculturalisme.

⁸³⁵ Bloc Identitaire, « Pour mieux connaître les identitaires », *bloc-identitaire.com*, [Consulté le 02/03/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/courant-identitaire/faq.html

de ces "guerres civiles européennes" dont l'Europe ne s'est pas encore remise : les nationalismes exaltés des XIXe et XXe siècles ont entraîné les nations d'Europe dans des conflits atroces⁸³⁶ ».

Deuxièmement, le nationalisme est condamné, parce qu'il est considéré comme un jacobinisme centralisateur, destructeur des particularismes locaux. C'est l'un des principaux reproches qu'ils adressent au FN/RN, qui incarne à leurs yeux cette ligne nationaliste. Ainsi, Jean [2017_6], nous explique qu'« ils sont assez jacobins quand même au Front national, la centralisation, tout à Paris, machin *et caetera* » (Jean [2017_6]). Le terme revient dans la bouche de nombreux militants, avec plus ou moins d'insistance et de virulence : « [Au FN], c'est plus des jacobins en général. » (Guillaume [2017_23]), ou encore Tristan [2017_29] : « Le FN porte en lui la tare de la France ! C'est le centralisme, c'est le jacobinisme à la française le FN ».

Pour les militants, vivre ce « triptyque identitaire » individuellement, se sentir enraciné, est une satisfaction personnelle. De même, le faire vivre à travers le mouvement et en avoir une expression collective est une réussite. Cependant, cela reste insuffisant à leurs yeux. Leur objectif est de réenraciner « le peuple », « que [...] chacun commence à reprendre conscience de son identité » (Rémi [2014_2]) et vive en adéquation avec elle, pour la protéger et pour faire en sorte qu'elle devienne le cœur de la société. La réponse de Justine [2017_26] est sur ce point éloquente :

« [*C'est quoi un monde où les Identitaires auraient gagné le combat ?*] »

Bah... une Europe européenne. Voilà. Avec des vraies frontières. [...] Une Europe sécurisée [...] Une Europe où on peut vivre chez nous, avec nos traditions, notre culture ».

Les Identitaires mettent donc en place tout un système idéal manichéen, opposant le projet déracinement-immigration-mondialisation porté par les élites, au triptyque enracinement-remigration-relocalisation qu'ils soutiennent. Alors que le premier détruit l'identité, au détriment du peuple et mettant l'Europe en péril, le second propose de mettre l'identité au cœur de la société, au profit du peuple et pour sauver l'Europe.

Cette prise sur le fil des discours militants ouvre deux séries de questions. La première est relative aux origines de ces idées (section 2). La seconde concerne les « effets » de ces idées sur leur positionnement au sein de leur milieu partisan (Section 3).

⁸³⁶ *Ibid.*

Section 2 - Les Identitaires, héritiers du GRECE ?

« Si le GRECE et la Nouvelle droite sont aujourd'hui sur le déclin, ils n'en ont pas moins influencé le reste de l'extrême droite européenne, voire de l'extrême droite occidentale, auxquelles ils ont apporté des argumentaires théoriques ⁸³⁷». Notre hypothèse est que les Identitaires, dans un jeu de conservation et d'abandon, se sont approprié la doctrine du GRECE (Groupement de Recherche et d'Étude sur la Civilisation Européenne). La Nouvelle droite, courant de pensée né dans les années 1970, fait l'objet d'une littérature abondante : il ne s'agit pas ici d'analyser à nouveau leurs réseaux, leurs idées ou leur influence ⁸³⁸, mais bien de se reposer sur ces études existantes, dans la mesure où elles éclairent la compréhension de notre objet. Si tout le monde semble s'accorder pour donner aux Identitaires le statut d'héritier du courant néo-droitier ⁸³⁹, deux obstacles s'opposent à la vision idéale d'une transmission complète et rectiligne. Le premier, concerne l'hétérogénéité du courant néo-droitier : comment hériter d'une tradition aussi diverse ? De quoi les Identitaires ont-ils effectivement hérité ? Le second, est relatif aux distinctions qui persistent : qu'ont-ils abandonné ? Et pourquoi ?

Pour saisir les racines et les origines du discours identitaire, les militants ont été interrogés sur leurs références intellectuelles. Même s'ils récusent l'existence d'un « idéologue en chef » (Antonin [2014_5]) certains noms reviennent avec régularité. Dominique Venner est une référence importante : « le petit livre qui va être sur la table de chevet de tous les militants c'est *Pour une critique politique* » (Tanguy [2017_1]). En effet, l'ouvrage, considéré comme fondateur pour le mouvement, du point de vue des objectifs et de la stratégie, est cité par la plupart des militants. Autre ouvrage abondamment cité, *Histoire et tradition des Européens*, sous-titré *30 000 ans d'identité*, qui vise à définir l'identité européenne, sa particularité, à travers son histoire. Certains font également référence à Guillaume Faye, notamment à *Pourquoi nous combattons* et *l'Archéofuturisme*. « Faye, Venner : c'est les deux références » résume Xavier [2017_18]. Cela est confirmé par la liste

⁸³⁷ François S., *Au-delà des vents du Nord*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2014, p. 33.

⁸³⁸ Pour une présentation approfondie : Bar-on T., *Where have all the fascists gone ?*, Aldershot-Burlington, Ashgate, 2007 ; Bar-on T., *Rethinking the French New Right : Alternatives to modernity*, London, Taylor and Francis, 2013 ; Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle Droite : Le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988 ; François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, Thèse en science politique soutenue à l'Université de Lille II, sous la direction de Christian-Marie Wallon-Leducq, 2005 ; François S., *Au-delà des vents du Nord*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2014 ; Taguieff P.-A., *La Force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988 ; Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes & cie, 1994.

⁸³⁹ Par exemple : Cahuzac Y., François S., « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *Questions de communication*, n°23, 2013, p. 275-292.

des lectures conseillées lors de l'Université d'été identitaire de 2016 (illustration 7) : la bibliographie du cours « Introduction aux idées politiques », propose une liste de 18 ouvrages, parmi lesquels quelques classiques (Rousseau, Hobbes, Machiavel), mais aussi trois ouvrages de Dominique Venner et trois de Guillaume Faye. Le cours lui-même consacre une partie entière (sur quatre) à l'étude des deux auteurs. Guillaume Faye fait cependant l'objet de plus de critiques. Certains militants considèrent qu'il n'est plus pertinent de le lire aujourd'hui, d'autres trouvent son vocabulaire dépassé, caricatural. Enfin, cette fois sans grande surprise, les militants citent abondamment Philippe Vardon, notamment *Éléments pour une contre-culture identitaire*, qui présente tout l'univers identitaire, des groupes de musique aux marques de vêtements, en passant par les concepts politiques. Les militants évoquent plus largement tous les ouvrages publiés par les éditions Idées (Nice), la maison d'édition du mouvement, comme les *30 mesures pour une politique d'identité et de remigration* ou *Sale Blanc*, une dénonciation du racisme anti-blanc. Quelques auteurs plus récents sont également lus par les militants, mais avec moins de constance. Ils forment un cadre de « culture générale » au sens des militants. En réalité, il s'agit plutôt d'entretenir leurs convictions par la lecture d'auteurs qui partagent leurs vues et ne remettent pas en cause leurs solutions. C'est par exemple le cas de Laurent Obertone qui réalise dans *La France orange mécanique*, un inventaire de faits divers visant à révéler la violence due à l'immigration en Europe, à la manière de *Fdesouche*. D'autres auteurs, Samuel Huntington (*Le Choc des civilisations*), Christophe Guilluy (*La France périphérique*), Éric Zemmour (*Le Suicide français*), viennent compléter ce panthéon des lectures identitaires. Certains, plus rares toutefois, lisent également des auteurs contre-révolutionnaires, références plus classiques de l'extrême droite, notamment Charles Maurras ou Edmund Burke qui sont aussi recommandés à la lecture des militants lors de l'UDT.

L'absence d'Alain de Benoist dans le discours des militants et dans les listes de lecture peut surprendre. Considéré « prestigieux » (Antonin [2014_5]) en 2014, et plusieurs fois invité à s'exprimer dans les pages de *ID Magazine*⁸⁴⁰, Alain de Benoist est simultanément objet de méfiance. « Il est pas toujours trop sur une ligne identitaire » nous dit Baptiste [2017_13], tandis que certains le rapprochent d'Alain Soral, comme Xavier [2017_18]. Selon lui, il serait « dans une période quasi soralienne [...] presque à l'opposé » des

⁸⁴⁰ Par exemple : de Benoist A., « Enquête sur le militantisme : Alain de Benoist », *ID Magazine*, n° 9, printemps 2006.

Identitaires⁸⁴¹. L'auteur (prolifère) est connu pour sa « tolérance⁸⁴² » vis-à-vis de l'islam (à l'opposé de l'intransigeance de Faye par exemple), voire pour ses dénonciations de l'islamophobie du Rassemblement national (RN/ex-FN)⁸⁴³. De ce point de vue, il est éloigné des idées identitaires, qui préfèrent se référer à Venner ou Faye. Cependant, des références à Alain de Benoist se maintiennent, nous le verrons, notamment sa lecture d'Antonio Gramsci.

Ce détour par les références identitaires permet de comprendre le contexte intellectuel dans lequel ils évoluent : entre la Nouvelle droite, quelques auteurs classiques de l'extrême droite (dont ils se distinguent) et des auteurs modernes desquels ils se disent proches. Cela augure de l'existence de points communs entre la doctrine du GRECE des années 1970 et 1980 et les Identitaires (1) mais également des prises de distance (2).

⁸⁴¹ Les Identitaires se distinguent de la ligne d'Égalité et réconciliation (E&R - Alain Soral) notamment par la désignation d'ennemis différents : E&R incarne une ligne antisioniste / antisémite, mâtinée de conspirationnisme, et prône une alliance entre chrétiens-nationalistes et musulmans contre la « communauté toute puissante »... bien loin donc de la lutte contre l'immigration-islamisation que propose les Identitaires.

⁸⁴² Nous empruntons le terme à Stéphane François : François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, op. cit., p. 169.

⁸⁴³ Voir l'interview de Stéphane François dans *Libération*. Albertini D., « Polémique Valls-Onfrays : "les néodroitiers ont contribué à structurer le FN sans en devenir la matrice" », *Libération*, 9/03/15. [Consulté le 11/03/16]. URL : www.liberation.fr/france/2015/03/09/alain-de-benoist-n-a-rien-a-voir-avec-le-fn_1217324

INTRODUCTION AUX IDÉES POLITIQUES

Introduction : que faire des idées ?

- Pourquoi avoir des idées ?
- Comment les utiliser ?

Le livre : *Pour une critique positive*, Dominique Venner

1. Le rousseauisme dans le mouvement des « Lumières »

- La tradition contre les « lois justes » ?
- L'homme bon est l'homme sans racine.
- L'humanité est une unité.

Le livre : *Le contrat social*, Jean-Jacques Rousseau

2. La réaction aux Lumières : Edmund Burke, le contre-révolutionnaire

- L'analyse anglaise de la Révolution.
- L'homme n'est pas une science, il est issu d'une histoire.
- La société est issue des individus et donc de cette histoire.

Le livre : *Réflexions sur la révolution de France*, Edmund Burke

3. Charles Maurras, du Felibrige au nationalisme intégral

- Maurras, le régionaliste
- Maurras, le défenseur des libertés locales.
- Maurras, le nationaliste

Le livre : *Mes idées politiques*, Charles Maurras

4. Deux références identitaires : Dominique Venner et Guillaume Faye

- Venner, de militant révolutionnaire à historien
- Les caractéristiques de l'Europe
- Faye, de la Nouvelle Droite à la pensée identitaire
- Un point commun : la foi dans la victoire

Le livre : *L'archéofuturisme*, Guillaume Faye

Pour aller plus loin :

Le Léviathan, Thomas Hobbes

Le Prince, Machiavel

Traité sur le gouvernement civil, John Locke

Considérations sur la France et Lettres d'un savoisien à ses compatriotes, Joseph de Maistre

La contre-Révolution : origines, histoire, postérité, Jean Tulard

Les droites en France, René Rémond

Le siècle des intellectuels, Michel Winock

Dictionnaire de la droite, Xavier Jardin

La France contre les robots, Georges Bernanos

Histoire et traditions des Européens, Dominique Venner

Le siècle de 1914, Dominique Venner

Un samouraï d'Occident, Dominique Venner

Pourquoi nous combattons, Guillaume Faye

Avant-guerre : chronique d'un cataclysme annoncé, Guillaume Faye

De la démocratie en Amérique, Alexis de Tocqueville

Europe, il faut tout changer, Laurent Wauquiez

La nouvelle Europe, Bruno Mégret

1. Points de convergence entre la synthèse gréciste et les Identitaires

Le cœur doctrinal du GRECE réside dans ce que Pierre-André Taguieff a appelé le « différentialisme » ou « ethnodifférentialisme » : de ce concept, découle toute leur vision du monde, comme nous nous appliquerons à le montrer. En se l'appropriant, les Identitaires se font héritiers des néo-droitières. Ils se sont également approprié ce qui distingue proprement le GRECE, « sa stratégie dite "culturelle" ou "métapolitique"⁸⁴⁴ ».

1. L'héritage doctrinal : l'appropriation de l'ethnodifférentialisme gréciste

À en croire les chercheurs qui se sont intéressés de près à la doctrine néo-droitière, « le corpus doctrinal de la Nouvelle droite apparaît [...] fortement hétérogène, pluraliste et bigarré⁸⁴⁵ ». En dépit de cette hétérogénéité, ils parviennent à dégager des invariants. Pour Stéphane François, ce sont « le régionalisme, la promotion du paganisme, la défense d'un empire européen, le refus des États-Unis et de l'Occident, etc.⁸⁴⁶ », ainsi que la défense du « différentialisme culturel et [du] localisme⁸⁴⁷ ». Pour Pierre-André Taguieff, cinq thèmes sont invariants⁸⁴⁸ : 1 - « anti-égalitarisme », successivement anti-marxiste, avant 1975 puis anti-américain ; 2 - critique de « l'économisme » et du « libéralisme » ; 3 - Ethnodifférentialisme ; 4 - rejet du christianisme ; 5 - réhabilitation du néo-paganisme à travers l'éloge du peuple indo-européen. Tamir Bar-On propose également une liste de thématiques récurrentes⁸⁴⁹ :

1 – « *de-legitimization of the egalitarian Judaeo-christian tradition* » 2 – « *superseding a 'de-humanizing' global capitalist market system* » ; 3- « *restoration of a sovereign, re-spiritualized, pagan, federal and imperial Europe* » ; 4 – « *end of Europe's [...] homogenizing liberal-left policies based on multiculturalism, unfettered immigration and untruncated capitalist globalization* » ; 5- « *revival of internally pure and rooted regions and nations* ».

Les auteurs s'accordent sur plusieurs axes : anticapitalisme et anti-américanisme, régionalisme et européisme, paganisme et antichristianisme⁸⁵⁰ et ethnodifférentialisme.

En réalité, celui-ci est en germe avant la fondation du GRECE, qui date de février 1968. Dès 1966, des jeunes proches d'Europe Action réunis autour d'Alain de Benoist, publient deux brochures, *Qu'est-ce que le nationalisme ?* et *les Indo-européens*, diffusant

⁸⁴⁴ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes et cie, 1994, p. 16.

⁸⁴⁵ *Ibid.*, p. 67-68.

⁸⁴⁶ François S., *Au-delà des vents du Nord*, *op.cit.*, p. 36.

⁸⁴⁷ *Ibid.*

⁸⁴⁸ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, *op. cit.*, p. 43-45.

⁸⁴⁹ Bar-On T., *Rethinking the french new right : alternatives to modernity*, London, Routledge, 2013, p. 6.

⁸⁵⁰ Nous reviendrons plus spécifiquement sur le rapport à la spiritualité du groupe, en lien avec l'appropriation qu'en ont fait les Identitaires (*cf. infra*).

toutes deux « une théorie inégalitaire des races et des niveaux culturels, sur laquelle est fondée une conception raciale de la nation⁸⁵¹ ». Dans les premiers temps du GRECE (1968-1972), l'accent est mis sur le « déterminisme génétique⁸⁵² ». À partir de 1975, les arguments différentialistes émergent peu à peu, dans un discours qui se veut antiraciste : « être « antiraciste » c'est considérer que chaque race, chaque ethnie ou chaque culture doit préserver à tout prix sa différence, la cultiver, l'approfondir, la défendre contre les agressions et surtout ne pas tenter de l'étendre⁸⁵³ ». Au cours de cette seconde période, qui s'étend jusqu'en 1979, les grécistes luttent toujours principalement contre l'égalitarisme. Le prisme change au début des années 1980, quand leur ennemi principal devient l'homogénéisation. À cette période, ils redéfinissent le socle des identités collectives : il n'est plus tant biologique que culturel et historique. L'universalisme est critiqué, et les grécistes lui opposent la « variante culturaliste de l'idéologie de la différence⁸⁵⁴ », le différentialisme. Comme le décrit Tamir Bar-On, « *the ND's discourse changes revolved around a cultural defence of the ethnos that sought to get rid of the outdated, discredited racial or biological notions of the ethnos*⁸⁵⁵ ». Ainsi, la question ne repose plus sur l'inégalité entre des races mais sur l'incompatibilité entre des cultures. Il ne s'agit plus de revendiquer un droit à la domination sur l'autre, mais un droit à la préservation, à la "pureté", au non-mélange : « l'imaginaire différentialiste est centré sur le désir de préserver à tout prix les identités collectives, donc les différences intercommunautaires, et hanté par la menace de leur destruction par le mélange, métissage physique autant que culturel⁸⁵⁶ ». Leur slogan devient alors le « droit à la différence⁸⁵⁷ », ou encore « le droit des peuples à demeurer eux-mêmes⁸⁵⁸ ». Il s'agit ici d'un emprunt au Parti socialiste⁸⁵⁹ qui théorise le droit à la différence culturelle, dans l'idée de mettre en place un multiculturalisme à la française passant, pour Vincent Martigny, par des « politiques de reconnaissance et de légitimation des identités minoritaires en France⁸⁶⁰ ».

Sur cette base différentialiste, se construit le reste de la vision du monde gréciste : rejet de l'américanisme, du libéralisme et du multiculturalisme, promotion du localisme et de

⁸⁵¹ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 14.

⁸⁵² *Ibid.*, p. 68.

⁸⁵³ *Ibid.*, p. 73.

⁸⁵⁴ *Ibid.*, p. 87.

⁸⁵⁵ Bar-On T., *Rethinking the french new right : alternatives to modernity*, London, Routledge, 2013, p. 148.

⁸⁵⁶ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 67.

⁸⁵⁷ Bar-On T., *Rethinking the french new right : alternatives to modernity*, op. cit., p. 148.

⁸⁵⁸ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 43.

⁸⁵⁹ Martigny V., *Dire la France*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2016, p. 168. Plus largement sur la question identitaire, largement guidée par la gauche, voir le chapitre 1 du même ouvrage ; sur la question de l'émergence de la thématique du pluralisme culturel et du droit à la différence, voir le chapitre 5.

⁸⁶⁰ *Ibid.*, p. 180.

l'impérialisme européen. Comme le souligne Pierre-André Taguieff, « La reformulation différentialiste du racisme inclut deux argumentations exotériques [...] : l'anti-américanisme et l'anti-capitalisme⁸⁶¹ ». L'ethnodifférentialisme est bien la racine de ce double rejet, visible dans leur critique de l'impérialisme culturel américain, prenant pour symboles Hollywood et les séries américaines⁸⁶². De manière plus explicite, Alain de Benoist évoque ainsi dans le n°33 de la revue *Éléments* :

« une vague d'uniformisation [...] en rapport avec [...] la diffusion de l'américanisme dans le monde, c'est-à-dire de l'idéologie à la fois matérialiste et moralisante d'une république universelle où l'hétérogénéité des composants humains ne laisse plus de place pour un consensus qu'au niveau des choses⁸⁶³ ».

L'uniformisation que les grécistes regrettent se fait par la propagation d'une idéologie américaine, décrite à la fois comme matérialiste et universaliste, qui va donc contre les particularités humaines. Le différentialisme est donc à la racine de la critique de cet impérialisme américain. Il est également à la racine du rejet du multiculturalisme. En prônant la diversité des cultures et la nécessité de les préserver, le différentialisme propose d'éviter toute incursion d'une culture dans une autre. Comme le souligne Anne-Marie Duranton Crabol, « Le GRECE [...] se limite à constater l'incommunicabilité [des races], il semble préconiser l'apartheid⁸⁶⁴ », c'est-à-dire leur développement séparé. Ainsi, Guillaume Faye explique que, « pour aller au bout du droit à la différence, il convient de refuser la société multiraciale et avec les immigrés envisager leur retour au pays⁸⁶⁵ ». Pour éviter qu'une culture ne soit « souillée⁸⁶⁶ », il ne faut pas qu'il y ait d'apport extérieur, pas de mélange. C'est ce qui conduit Faye à considérer par exemple que la société multiraciale est destructrice de « la relative homogénéité ethno-culturelle des habitants de l'Europe⁸⁶⁷ ». Pour les mêmes raisons, les néo-droitiers défendent également le régionalisme : dans leur discours, il devient l'expression du différentialisme à l'échelle infranationale. Il est une « manifestation concrète du droit à la différence [...] [qui] s'inscrit dans "une attitude fondamentalement saine : le désir d'enracinement", en rupture avec "une civilisation

⁸⁶¹ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 92.

⁸⁶² Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, op. cit., p. 106.

⁸⁶³ de Benoist A., « Le totalitarisme raciste », *Éléments*, n° 33, février-mars 1980, p. 19-20.

⁸⁶⁴ Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, op. cit., p. 94-95.

⁸⁶⁵ Faye G., *Éléments*, n° 48-49, hiver 1983-1984, in : Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 66.

⁸⁶⁶ Pour P.-A. Taguieff, la peur du racisme différentialiste réside justement dans cette souillure : « Il stigmatise le mélange des corps et des cultures (ou des formes mentales) comme faute suprême (souillure) et oscille dans ses réalisations socio-politiques entre système d'exclusion (développement séparé / discrimination) et système d'extermination, entre apartheid et génocide » (Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 97). D'où l'idée qu'il s'agit d'une « mixophobie », une peur du mélange.

⁸⁶⁷ Faye G., *Les nouveaux enjeux idéologiques*, p. 14, in : Pierre-André Taguieff, *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes et cie, 1994, p. 94.

toujours plus cosmopolite, toujours plus égalitaire et donc toujours plus anonyme" ⁸⁶⁸». Comme le montre ce passage, le régionalisme, en tant que respect des cultures locales, différentes par nature dans la vision du monde gréciste, permet de lutter contre le « cosmopolitisme », qui uniformise toutes les cultures. Défendre sa région, vivre de manière « enracinée » dans celle-ci, prôner le respect de cette différence, de ce particularisme local, c'est donc lutter contre l'uniformisation ⁸⁶⁹. La vision différentialiste s'exprime à tous les niveaux : infranational avec le localisme et supranational avec la défense de l'Europe. En effet, parce qu'ils attribuent une particularité, une spécificité intrinsèque et immuable à l'Europe, les grécistes considèrent qu'il faut défendre cette identité particulière : « L'Europe est au centre d'un mythe identitaire fondé sur le fantasme d'une différence originaire et pure, ethnique et culturelle ⁸⁷⁰ ». Là encore l'argument différentialiste est donc au cœur du processus intellectuel : il s'agit de défendre la culture européenne, de la réhabiliter, de réunir les peuples européens au sein d'une Europe qui reconnaît son héritage et défend sa culture ⁸⁷¹, de rendre l'Europe aux Européens ⁸⁷². Cela passe d'une part par un rejet du christianisme, considéré comme un apport extérieur (puisqu'il s'est diffusé depuis le Moyen-Orient) mais également parce qu'il est un universalisme et d'autre part par une réhabilitation de la véritable religion des Européens, le paganisme.

Toute la doctrine gréciste repose donc sur un double postulat : 1- il existe des « peuples » distincts, des ethnies différentes, à la culture propre, attachés chacun à une terre 2 – il est impossible pour des peuples de vivre ensemble sans détruire ces particularités. De ce double postulat, différentialiste, découle toute leur doctrine. Le présupposé différentialiste n'est que rarement énoncé, il devient difficilement perceptible et donc difficilement attaquant : il est un sous-jacent de la doctrine, une clé de lecture ⁸⁷³. À partir de ce cœur de doctrine, qui devient leur point d'appui et de réflexion, les grécistes bâtissent un système à la cohérence interne singulière, « une doctrine politique cohérente ⁸⁷⁴ », comme le dit Anne-Marie Duranton Crabol.

⁸⁶⁸ Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, op. cit., p. 111. Elle cite Robert de Herte (Alain de Benoist), « Entre jacobinisme et séparatisme », *Éléments*, n°12, 1975.

⁸⁶⁹ Le régionalisme sera plus investi par certains auteurs tels Jean Mabire ou Pierre Vial, en tant qu'« enracinement ethnico-régionaliste ». Pour plus de détails, voir : François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, op. cit., p. 401-406.

⁸⁷⁰ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 85.

⁸⁷¹ Au-delà de ce constat, les discours sur l'Europe divergent néanmoins quant au projet institutionnel (empire, fédération,...). Voir : François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, Cinquième chapitre « Régionalisme, nationalisme et européenisme », p. 395-413.

⁸⁷² Nous empruntons l'expression à Tamir Bar-On, qui y consacre un chapitre de son ouvrage. Voir : Tamir Bar-On, « Chapter 6 : Europe for Europeans », *Rethinking the french new right : alternatives to modernity*, London, Routledge, 2013, p. 138-160.

⁸⁷³ A.-M. Duranton-Crabol présente la diversité des procédés rhétoriques utilisés par le GRECE : vocabulaire, polysémie, euphémisation, formule de substitution... V. Duranton-Crabol A.-M., « Dit sans le dire », *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, op. cit., p. 60-71.

⁸⁷⁴ Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, op. cit., p. 72.

Les Identitaires ont hérité de l'ethnodifférentialisme gréciste. Il est perceptible dans le discours des militants, par exemple quand Pierre [2017_27] explique que « toutes les [...] cultures sont importantes à partir du moment où elles sont chez elles ». Il transparait également quand Tristan explique que « les peuples étrangers n'ont pas vocation à prendre racine sur une terre qui n'est pas la leur et inversement les Européens n'ont pas vocation à prendre racine sur des terres qui ne sont pas les leurs ». Chacun d'entre eux construit le premier postulat... Le second est devenu un véritable élément de langage : « quand deux peuples cohabitent, y'en a un qui commence à gommer l'identité [de l'autre] » (Jean [2017_6]), « deux peuples distincts peuvent pas cohabiter sur une même terre » (Anthony [2017_8]), « plusieurs peuples sur la même terre peuvent pas cohabiter » (Laurent [2017_25]). Plus de quarante années séparent ces deux discours, les idées n'ont guère changé :

- **Robert de Herte, 1977**
« Le judaïsme est certainement parfait pour les Juifs, comme l'islam pour les arabes et l'on ne peut admettre la pratique raciste qui consistera à imposer notre modèle de culture à des peuples étrangers⁸⁷⁵ ».
- **Entretien avec Tristan [2017_29] et Romane, janvier 2018**
Tristan [2017_29] : « Ils croient en l'islam ? En terre d'islam, ils font ce qu'ils veulent ! C'est pas à moi de juger ! Est-ce que c'est moi la norme morale dans le monde ? »
Romane : « Non ! Et même au contraire, nous on veut qu'il y ait l'islam en terre d'islam ! Parce que c'est leur expression de... »[il l'interrompt]
Tristan [2017_29] : « Oui, c'est l'expression d'un peuple, d'une race, de ce qu'ils ont au fond d'eux-mêmes ».

L'appropriation identitaire du différentialisme est par ailleurs incarnée dans le slogan « la société multiculturelle est multiconflictuelle », qui n'est pas sans rappeler les mots de Guillaume Faye « la société multiraciale est le terreau du racisme⁸⁷⁶ », si ce n'est le glissement – au demeurant très gréciste lui-même – de la « race » vers la « culture ». Clément [2017_7] nous confirme que « effectivement [l'ethnodifférentialisme] est une source d'inspiration qui est à l'origine de beaucoup de choses chez les Identitaires ». En effet, les Identitaires, en héritant du différentialisme, ont hérité du reste de la doctrine qui en découle « logiquement », et donc de sa cohérence interne. Les invariants grécistes ont été transmis aux Identitaires, ce sont bien les thèmes présentés dans notre première section : la lutte contre l'américanisme et le libéralisme devient l'antimondialisme des Identitaires ; la lutte contre

⁸⁷⁵ de Herte R., *Dix ans de combat culturel*, cité in : Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 76.

⁸⁷⁶ Faye G., *Éléments*, n° 48-49, hiver 1983-1984, cité in : Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes et cie, 1994, p. 66.

le multiculturalisme devient leur lutte contre l'immigration. La seule exception notable est la question spirituelle et religieuse, sur laquelle nous reviendrons.

2. L'héritage méthodologique : l'appropriation de la métapolitique

Les grécistes théorisent leur stratégie d'accès au pouvoir. Cette stratégie est marquée par deux dimensions : elle est culturelle et élitiste⁸⁷⁷. Si nous verrons concrètement comment elle se met en œuvre, nous soutenons l'idée que les Identitaires ont hérité de ces réflexions méthodologiques.

Le premier séminaire national du GRECE, qui a lieu en 1968 à Lyon, est consacré à la question « Qu'est-ce que la métapolitique ? ». Si l'origine du terme fait encore débat⁸⁷⁸, cette stratégie sera la véritable innovation⁸⁷⁹ du GRECE. La métapolitique peut être définie ainsi : « la diffusion dans la société d'idées et de valeurs culturelles dont l'objectif est une transformation politique en profondeur et à long terme⁸⁸⁰ ». Les grécistes décident en effet d'abandonner « la lutte politique immédiate, flétrie sous l'appellation "politique politicienne"⁸⁸¹ » pour se concentrer sur la conquête des esprits. Par-là, ils revendiquent une filiation avec Antonio Gramsci, lu par Alain de Benoist comme un « théoricien du pouvoir culturel⁸⁸² » : Alain de Benoist présente ainsi leur stratégie comme un « gramscisme de droite⁸⁸³ ». Ils visent à établir une contre-culture, face à une culture « de gauche » considérée hégémonique : « LE GRECE a entrepris une action métapolitique sur la société. Une action consistant à répondre au pouvoir culturel sur son propre terrain : par un contre-pouvoir culturel⁸⁸⁴ ». Les objectifs fixés par le GRECE correspondent à cette stratégie. Pour eux, il s'agit avant tout d'« éveiller » les consciences :

« Il s'agit moins pour nous de convaincre que d'éveiller une certaine sensibilité. [...] Nous ne nous adressons donc pas seulement à l'intellect mais aussi au cœur et à l'âme. C'est pourquoi nous nous référons à des images plutôt qu'à des concepts - pour faire remonter à la surface une sensibilité refoulée dans l'inconscient de nos peuples par deux mille ans d'égalitarisme⁸⁸⁵ ».

L'objectif est donc d'amener, par la création et la diffusion d'une contre-culture, à un éveil des peuples européens. Cette métaphore de l'éveil est, elle aussi, un emprunt à Julius

⁸⁷⁷ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 16-17.

⁸⁷⁸ Sur ce point les spécialistes divergent en effet : A.-M. Duranton-Crabol soutient que le terme est un emprunt à la branche traditionaliste de l'extrême droite (notamment à Joseph de Maistre), quand Stéphane François en perçoit l'origine chez Julius Evola.

⁸⁷⁹ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 16-17.

⁸⁸⁰ François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, op. cit., p. 29.

⁸⁸¹ Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, op. cit., p. 96.

⁸⁸² de Benoist A., *Vu de droite*, Paris, Copernic, 1977, p. 456. (V. également de Benoist A., *Les idées à l'endroit*, Paris, Halilier, 1979, p. 250-259). Pour une analyse : Carofiglio V., Ferrandes C., « Les aventures de la droite française et les avatars de Gramsci », *Mots*, n°12, 1986, p. 191-203.

⁸⁸³ *Ibid.*

⁸⁸⁴ de Herte R., « La révolution conservatrice », *Éléments*, n° 20, nov.-déc. 1977, p. 10.

⁸⁸⁵ de Herte R., *Dix ans de combat culturel*, p. 221, cité in : Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 81.

Evola⁸⁸⁶. Pour ce faire, les grécistes empruntent une voie élitiste. Dès le deuxième numéro d'*Éléments*, le projet est clair : « Le GRECE n'est pas un mouvement de masse. Nous avons la prétention de vouloir rassembler l'élite de ce pays⁸⁸⁷ ». Dans l'objectif de « *win the hearts and minds of key Europeans elites [...] influence the key decision-makers*⁸⁸⁸ », les grécistes vont se concentrer sur des cibles considérées comme les « *laboratories of thought [...] mass media, schools, universities, art world*⁸⁸⁹ ». La stratégie gréciste consiste donc en la constitution d'une élite convaincue des idées et prête à intégrer les cercles d'influence pour les diffuser plus largement. Anne-Marie Duranton-Crabol précise ainsi que « la maîtrise du pouvoir passe par la conversion préalable d'un petit nombre de décideurs, de bourgeois sublimés en aristocrates⁸⁹⁰ ». Il ne s'agit donc pas de convaincre tout le monde, mais bien plutôt de convertir les plus à même de participer à la conquête du pouvoir⁸⁹¹.

Les Identitaires assument l'emprunt de cette théorie. Fabrice Robert l'évoque par exemple en 2007 : « Le pouvoir se prend aussi par la conquête des esprits. Il est nécessaire de développer des projets de type métapolitique⁸⁹² ». En 2011, dans une conférence intitulée « Métapolitique d'abord », Philippe Vardon fait référence à Alain de Benoist qui a d'après lui, « théorisé la métapolitique ». Il poursuit : « Le "Métapolitique d'Abord" identitaire, [...] c'est surtout une stratégie. Mais c'est une stratégie éminemment politique, car elle a un but très clair : la conquête et l'exercice du pouvoir⁸⁹³ ». Les militants ont intégré cette référence à leur réflexion, c'est même parfois ce qui les a attirés vers les Identitaires : « J'ai tout de suite été attiré par la nouvelle droite qui justement se revendique du gramscisme de droite et donc de la lutte de l'hégémonie culturelle » (Tristan [2017_29]). Lors des entretiens, ils revendiquent le recours à cette stratégie métapolitique, qui « passe par plein d'aspects » (Jean [2017_6]) jusqu'à « investi[r] tous les champs de la vie » (Armand [2014_1]). Ils ont également intégré la référence à Gramsci : « On s'inspir[e] de Gramsci, de Lénine pour notre diffusion métapolitique » (Tanguy [2017_1]). Ils résument la substance du penseur italien, comme Alain de Benoist, à une théorie du combat culturel : « Je parlais de gramscisme tout à l'heure : c'[est] gagner

⁸⁸⁶ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 81.

⁸⁸⁷ *Éléments*, n° 2, nov-déc 1973, p. 10.

⁸⁸⁸ Bar-On T., *Rethinking the french new right : alternatives to modernity*, London, Routledge, 2013, p. 22.

⁸⁸⁹ *Ibid.*

⁸⁹⁰ Anne-Marie Duranton-Crabol, *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques, 1988, p. 168.

⁸⁹¹ Cela explique que la Nouvelle droite vise à intégrer les rédactions de journaux (Le Figaro Magazine par exemple) ou à se rapprocher des cercles politiques (Giscardiens, RPR...).

⁸⁹² Fabrice Robert, « Orientations pour une droite identitaire », *Blog identitaire*, [Consulté le 08/10/2018] URL : web.archive.org/web/20071014052003/http://blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php?cat=26

⁸⁹³ Vardon P., « Métapolitique d'Abord », *Éléments pour une contre-culture identitaire*, op. cit., p. 275.

sur le combat des idées, avant de gagner sur le combat politique. » (Baptiste [2017_13]). Un article est d'ailleurs consacré à Antonio Gramsci dans *Éléments pour une contre-culture*⁸⁹⁴. Leur attachement revendiqué à cette figure leur permet par ailleurs de se réclamer de « figures de gauche », nourrissant ainsi une stratégie de distanciation d'avec l'extrême droite⁸⁹⁵ : « c'est dire tout ce qu'on prend à la gauche ! Gramsci, Trotski... » (Tristan [2017_29]). Ainsi, comme les grécistes, ils énoncent des objectifs correspondants : « changer les consciences, réveiller le peuple en dormition comme dit Dominique Venner » (Guillaume [2017_23]). Ils se voient en effet comme des « éveilleurs de peuple et de conscience » (Armand [2014_1]), ou encore comme un « aiguillon politique, [...] l'avant-garde politique » (Étienne [2017_5]), « la première ligne plutôt que le dernier carré⁸⁹⁶ ». Pour les Identitaires aussi, cette stratégie prend une tournure élitiste, pourtant différente de celle du GRECE. Ils promeuvent plutôt la constitution d'une élite militante, prête à s'investir dans une diversité de milieux, qu'une élite intellectuelle déjà investie dans les cercles du pouvoir. Ils vont tenter de créer « une nouvelle aristocratie militante, une nouvelle noblesse » (Tanguy [2017_1]). Cela va se traduire concrètement, par une procédure de sélection des militants :

« On est exigeant sur nos militants : s'ils sont là c'est parce que c'est des Identitaires, et qu'ils pensent identitaire. C'est pas... "*C'est untel avec des idées bizarres mais il aime bien ce qu'on fait donc il est là*", non. C'est un Identitaire. Nous on est les Identitaires, on a des idées, notre objectif... pour nous la situation elle est très grave, c'est un véritable engagement, notre but c'est de gagner. C'est pas juste de faire du nombre » (Clément [2017_7])

Ils revendiquent là encore une filiation avec la Nouvelle droite, en particulier Dominique Venner : « Dans le livre phare [de Dominique Venner] qui a modelé les Identitaires, *Pour une critique positive*, [...] y'a cette phrase qui dit, "en additionnant des zéros, ça fera jamais que zéro" » (Tristan [2017_29]). Cela passe également par la formation et donc l'organisation de conférences mais surtout des Universités d'été. Pendant quelques années, lors de sa transformation en parti politique, le BI avait effleuré l'idée de recruter massivement des adhérents et militants pour investir le combat politique. Après l'échec et le renoncement à cette stratégie, est venu le retour à une stratégie élitiste, comme l'explique ce cadre francilien :

« Il y a eu des espoirs en interne à l'époque qui disaient que le Bloc identitaire pouvait vraiment devenir une puissance politique forte. Là on était plus sur de la masse. Alors

⁸⁹⁴ Vardon P., *Éléments pour une contre-culture identitaire*, op. cit., p. 114.

⁸⁹⁵ Ce fonctionnement ne leur est pas propre : il est également présent chez Casapound Italia. Des recherches récentes ont proposé de parler d'une « hybridation » (V. Froio C., Castelli Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics*, London, Routledge, 2020).

⁸⁹⁶ L'expression revient chez de nombreux militants. Philippe Vardon consacre des entrées à « Première ligne » et à « Avant-garde » dans *Éléments pour une contre-culture identitaire* qui reprennent cette terminologie.

que là on est plus... Le Bloc identitaire c'est du réseau, de la stratégie d'influence, [...] de la formation des militants, [...] la formation de cadres aguerris au combat politique. J'dirais qu'on a une vision qui est plus élitiste entre guillemets qu'avant, où on a pu penser qu'on serait un mouvement de masse ».

Mise à part cette courte parenthèse, les Identitaires ont emprunté la voie métapolitique, dans une optique aristocratique.

Les positions néo-droitières découlent du cœur de leur doctrine : l'ethnodifférentialisme. En s'appropriant ce cœur, les Identitaires ont hérité de ses corollaires théoriques. De la même façon, les Identitaires se placent en héritiers en reprenant l'innovation stratégique de la Nouvelle droite, sa « métapolitique ». Pour autant, cette appropriation semble incomplète : grécistes et Identitaires divergent au moins sur un point.

2. Une divergence décisive : l'abandon de l'antichristianisme

La question de la spiritualité remet en cause la thèse d'une appropriation totale du grécisme par les Identitaires. En effet, l'antichristianisme et la réhabilitation d'un « paganisme indo-européen » ont constitué un point essentiel de la doctrine gréciste, un couple indissociable d'invariants, découlant de l'ethnodifférentialisme comme nous l'avons vu. Or, les Identitaires ont abandonné ce pan de la doctrine : comment expliquer ce renoncement ?

1. Antichristianisme et paganisme : la spiritualité néo-droitière

L'antichristianisme néo-droitière existe – lui aussi – en germe dès les années *Europe Action*, notamment sous la plume de Dominique Venner. La critique est radicale, le christianisme étant considéré comme « une religion sémite et orientale, venue pervertir l'esprit positif et scientifique, ainsi que l'ardeur combative de la "race occidentale"⁸⁹⁷ ». Le même Dominique Venner gardera cette ligne bien après la mort de la revue, bien après avoir participé à la fondation du GRECE, puisqu'il écrit en 2003 : « la part romaine de la civilisation européenne avait semblé mourir quand lui fut imposé le christianisme⁸⁹⁸ ». Le GRECE intègre cette dimension anti-chrétienne, comme le montre cette réflexion d'Alain de Benoist : « la christianisation de l'Europe, l'intégration du christianisme au système

⁸⁹⁷ François S., *Au-delà des vents du Nord*, op.cit., p. 71.

⁸⁹⁸ Venner D., « Eternité des civilisations », *Nouvelle Revue d'Histoire*, n°7, juillet août 2003, p. 7.

mental européen, fut l'événement le plus désastreux de toute l'histoire advenue à ce jour – la catastrophe au sens propre du terme⁸⁹⁹. »

Pour Pierre-André Taguieff, cette « rupture avec la tradition catholique, matrice de la droite conservatrice en France⁹⁰⁰ » constitue une particularité du courant gréciste. Pourquoi ce rejet de ce qui constituait un des fondements de l'extrême droite française (notamment autour des contre-révolutionnaires) ? Pour les grécistes, le christianisme est « une secte orientale étrangère à la mentalité européenne⁹⁰¹ ». Tout d'abord, le christianisme est condamné car il s'agit d'une « religion importée, qui venue de l'Orient charrie une idéologie délétère, opposée à celle de l'homme occidental⁹⁰² ». La religion est « jugée en fonction de sa congruence culturelle⁹⁰³ ». Ce premier niveau de critique découle donc de l'ethnodifférentialisme : c'est un apport extérieur qui vient blesser la « pureté » de l'esprit européen. De plus, les grécistes considèrent que le christianisme, comme les autres monothéismes, est porteur d'une dimension totalitaire, car il participe à l'édification d'une vérité unique :

« L'idée d'un Dieu unique implique celle d'une vérité unique, absolue. Les hommes doivent se soumettre à cette vérité parce qu'elle est la vérité en soi ; ceux qui ne s'y soumettent pas sont dans l'erreur, et ceux qui sont dans la vérité ont le droit d'arracher les autres à l'erreur, le cas échéant par tous les moyens avec la bonne conscience en plus⁹⁰⁴ ».

Enfin, en proposant cette vérité unique, de manière égale à tous les hommes, le christianisme prouve qu'il porte en lui l'égalitarisme, principal ennemi des grécistes à leur fondation, ainsi que l'universalisme : « le monothéisme engendre tendanciellement le réductionnisme (toute connaissance est finalement ramenée à l'unité), l'égalitarisme (tous les hommes sont égaux devant Dieu [...]) et son corollaire, l'universalisme⁹⁰⁵ ». Le christianisme est donc responsable de tous les maux, listés ainsi par Stéphane François :

« Du désenchantement du monde, [...] de l'utopie égalitariste [...] de l'universalisme uniformisateur destructeur de culture [...] de la disparition du paganisme antique, de l'anthropocentrisme et de la persécution des sorcières [...] de la modernité honnie [...] de la sécularisation, de l'individualisme, des droits de l'homme et du communisme⁹⁰⁶ ».

⁸⁹⁹ de Benoist A., « La religion de l'Europe », *Éléments* n° 36, 1980. [Consulté le 02/10/2018] URL : grece-fr.com/?p=3393

⁹⁰⁰ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 43.

⁹⁰¹ François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, op. cit., p. 68.

⁹⁰² Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, op. cit., p. 28.

⁹⁰³ L'expression est de J. Laloup. (V. Laloup J. « À propos de la Nouvelle Droite », *Revue théologique de Louvain*, 11^e année, fasc. 2, 1980. p. 139-156).

⁹⁰⁴ de Benoist A., *Les Idées à l'endroit*, Éditions libres-Hallier, 1979, p. 39.

⁹⁰⁵ *Ibid.*

⁹⁰⁶ François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, op. cit., p. 185.

Comme le souligne Anne-Marie Duranton-Crabol, l'antichristianisme du GRECE résulte d'une « application rigoureuse de sa doctrine⁹⁰⁷ ». Dans leur vision du monde, guidée par l'ethnodifférentialisme, le refus du christianisme est en effet cohérent. Il l'est d'autant plus dans la mesure où les grécistes identifient la spiritualité naturelle des Européens, à travers un éloge de « l'héritage indo-européen », emprunté aux travaux de Georges Dumézil⁹⁰⁸, qui leur permet de repenser « le polythéisme, ou le paganisme, [...] comme véritable religion des Européens⁹⁰⁹ ».

Les grécistes optent pour une réhabilitation du paganisme, qui est la condition de la renaissance européenne : « *The 'new era' is based on a mythical notion of national, regional and European rebirth : pre-Christian, Indo-European paganism*⁹¹⁰ ». Comme le souligne Stéphane François, l'intérêt « fort » pour le paganisme indo-européen existe « dès les origines du GRECE⁹¹¹ ». Pour la Nouvelle droite, les Indo-Européens sont « le peuple indigène de l'Europe qui possédait [...] une mentalité propre. Cette mentalité s'exprimerait au travers d'une religiosité particulière : le paganisme⁹¹² ». À l'Europe, correspondent donc un peuple et une religion, qu'il faut faire revivre : les grécistes cherchent donc à « ranimer la spiritualité indo-européenne » et pour ce faire ont « élabor[é] une religion qui serait la réactivation de la religion native européenne : le néo-paganisme⁹¹³ ». Cette réactivation passe par des études portant sur les indo-européens ou bien sur le paganisme, voire par l'organisation d'événements néo-païens, notamment la célébration des solstices. Si « la référence aux religions et cultures antiques européennes et le recours à la notion de cycle, sont des constantes⁹¹⁴ », le paganisme est néanmoins un concept profondément polysémique, qui recouvre des réalités très différentes selon les auteurs grécistes :

« il renvoie chez certains, [...] à des reconstructions de pratiques religieuses issues des religions ethniques antiques européennes, chez d'autres à une philosophie, une Weltanschauung, c'est-à-dire une vision du monde, et enfin chez les derniers à une évolution postmoderne de la société européenne⁹¹⁵ ».

Qu'il soit une spiritualité, une philosophie ou un ensemble de rites, le néo-paganisme est donc une référence « fondatrice et normative⁹¹⁶ » dans la vision du monde néo-droitière, qui

⁹⁰⁷ Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, op. cit., p. 108.

⁹⁰⁸ Pour approfondir cet intérêt du GRECE pour les travaux de G. Dumézil, voir : François S., « La récupération de Georges Dumézil », *Au-delà des vents du Nord*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2014, p. 133-143.

⁹⁰⁹ Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, op. cit., p. 43.

⁹¹⁰ Bar-On T., *Rethinking the french new right : alternatives to modernity*, London, Routledge, 2013, p. 104.

⁹¹¹ François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, op. cit., p. 8.

⁹¹² François S., *Au-delà des vents du Nord*, Lyon, op.cit., p. 43.

⁹¹³ *Ibid.*, p. 45.

⁹¹⁴ François S., *Les néo-paganismes de la nouvelle droite*, op. cit., p. 431.

⁹¹⁵ *Ibid.*

⁹¹⁶ François S., *Au-delà des vents du Nord*, op.cit., p. 48.

« structure leur pensée⁹¹⁷ », notamment dans sa dimension raciale. Les Identitaires ont renoncé à cette condamnation.

2. Les Identitaires, chrétiens et/ou païens ? De la réconciliation au syncrétisme

Dès leur création, les Identitaires vont plaider pour la réconciliation entre païens et chrétiens. En 2005, un article d'*ID Magazine* plaide en ce sens et annonce d'emblée : « Parmi les Identitaires, les questions religieuses, la vision du sacré et du divin ne sont plus des polémiques⁹¹⁸ ». Il ne s'agit pas cependant de ne plus aborder un sujet de discorde dans un esprit de rassemblement mais bien de concilier, de réconcilier les deux croyances, païenne et chrétienne, en considérant que « l'identité spirituelle européenne se révèle en particulier dans la convergence entre le paganisme et le christianisme⁹¹⁹ ». Ainsi, l'identité européenne ne serait ni purement païenne, ni purement chrétienne, mais traversée et donc issue d'une « convergence » entre les deux, d'une rencontre du paganisme « indo-européen » et du christianisme. En 2012, lors de la convention identitaire célébrant les dix ans du mouvement, Fabrice Robert souligne cette dimension : « Nous ne demandons pas qui croit en Apollon ou en le Christ, mais qui veut que continue la pensée européenne et ses 35000 années d'histoire⁹²⁰ ». Parmi les militants interrogés, une majorité s'avère être catholiques, pratiquants ou non, intégristes, traditionnalistes ou pas. Certains se disent païens, rattachant généralement cela à une philosophie ou une spiritualité, le plus souvent dénuée de rite, d'autres se revendiquent athées ou agnostiques. Cependant, tous s'accordent sur un point : le christianisme joue un rôle dans la construction de l'identité européenne et française, rôle au moins culturel et traditionnel, si ce n'est religieux. Cette dimension transparaît dans le discours des militants catholiques pratiquants, comme Jean-Baptiste [2017_3] :

« On ne peut pas nier seize siècles de chrétienté. [...] Voilà notre terre est imprégnée de religion, [...] de la présence chrétienne de tout temps. Il n'y a qu'à regarder dans nos campagnes : y'a des calvaires partout. Et à Paris, il y a des églises à tous les coins de rue quasiment... »

Elle est également perceptible chez les militants « païens », comme Justine [2017_26] :

« Moi je suis païenne. Après, je vis, entre guillemets si je puis dire, la religion catholique parce qu'elle fait partie [...] de notre identité européenne. Donc je trouve ça normal de la vivre, de la défendre aussi ».

⁹¹⁷ *Ibid.*

⁹¹⁸ (Non signé), « Églises et forêts », *ID Magazine*, n° 1, printemps 2005, p. 19.s

⁹¹⁹ *Ibid.*

⁹²⁰ Robert F., « 10 ans : un bilan et un horizon », *IDentitaires*, n° 12, décembre 2012, p. 11.

Que les militants vivent le catholicisme comme « une foi » ou pas, ils considèrent tous que la culture française et européenne est chrétienne : « on est un pays quand même de tradition catholique », nous explique Typhaine [2017_12] qui se définit, justement, comme une « catholique de tradition ». D'autres, de tendance païenne, insistent : « C'est pas pour moi une religion, c'est une tradition [...] Noël, j'ai été baptisé, je me marierai dans une église... » (Alizée [2017_9]) et se définissent comme « culturellement chrétien[s] ». Un autre militant, athée lui, « reconnai[t] que le catholicisme, le christianisme a un apport considérable à la civilisation européenne et aussi pour le coup dans la culture française. » (Julien [2017_15]). Au-delà du constat, de la présence des églises et des calvaires, de ces traditions, les militants considèrent que l'Église, en tant qu'institution porteuse de valeurs cette fois, a joué un rôle dans la structuration de l'identité : « L'Église en Europe a quand même fait notre identité et a quand même fait nos codes, nos modes de vie. Qu'on le veuille ou non, c'est comme ça. Donc ça fait partie aussi de notre identité, mais plus d'un point de vue culturel que vraiment de la religion » (Clément [2017_7]).

Pas antichrétiens, les militants ne sont pas non plus « anti-païens ». Là encore, l'héritage du paganisme européen ou indo-européen est présenté comme une évidence par tous les militants, catholiques comme païens. Romane et Tristan [2017_29], qui se disent tous deux païens, expliquent comment le paganisme a nourri le catholicisme dès ses origines :

Romane : « La religion catholique s'est calquée sur des rites païens. Noël, le solstice d'été avec les feux de la Saint-Jean... »

Tristan [2017_29] : « Oui de toute façon la religion chrétienne est... Je veux dire la religion, telle que le Christ l'a créée à Jérusalem, en Judée est quand même différente [du] christianisme barbare, germanisé, qu'on connaît aujourd'hui ! [...] Noël : tout le monde sait très bien, ça a été prouvé que voilà Jésus est pas né le 25 décembre ! [...] À un moment il fallait trouver une date, c'est proche du solstice. [...] Tous les saints des campagnes c'est quoi si ce n'est des divinités païennes qu'on ne pouvait pas comme ça extirper du peuple. [...] En fait, on est baignés de paganisme, on est baignés de christianisme, aujourd'hui c'est un mélange des deux ! »

De manière plus surprenante, un militant catholique traditionaliste soutient la même position : « La meilleure visibilité qu'on [a] des traditions païennes préchrétiennes [c'est] l'Église catholique » (Xavier [2017_18]). Certains plaident donc pour un syncrétisme pagano-chrétien... Pour les chrétiens, il s'agit alors de respecter leur foi jusque dans ses racines. Ils sont alors appelés « catholiques solaires » : ils participent aux solstices et vont à la messe, ou pour reprendre la définition de Philippe Vardon, font « se côtoyer chez eux en décembre une tour de Jul et une crèche, ou prennent doublement plaisir à célébrer (et sauter)

les Feux de la Saint Jean⁹²¹ ». Un militant rouennais est dans ce cas : désormais catholique pratiquant, il participe également aux solstices, par cohérence, pour respecter sa foi jusque dans ses fondements. De la même façon, les païens considèrent qu'il leur est impossible d'être simplement païens, tant la société est irriguée de catholicisme :

« Moi je ne suis pas chrétien, je suis païen mais... je suis chrétien ! Le plus gros des païens... je veux dire... Dominique Venner était chrétien ! Et d'ailleurs il l'assumait parfaitement et son sacrifice à Notre-Dame l'a très bien prouvé : à un moment on est les héritiers d'une culture millénaire. » (Tristan [2017_29])

Cela le pousse à conclure : « Être européen, c'est être pagano-chrétien ou catholique solaire ! », sous-entendant qu'une croyance peut passer avant l'autre mais qu'elles sont toutes deux inséparables.

Cette réconciliation des croyances n'empêche pas les débats en interne entre païens et chrétiens. Comme le dit un militant : « on se charrie bien sûr, et surtout on se prend pas au sérieux ! » (Tanguy [2017_1]). Le récit de Simon [2017_17] révèle en effet à quel point l'affiliation spirituelle est un facteur d'identification en interne :

« Quand je suis arrivé on me dit "*Du coup t'es païen ou catho ?*" Moi je comprenais pas. Je croyais que « païen » c'était une insulte en fait ! Du coup j'ai dit « *bah non je suis pas païen, je suis catholique* » En plus, c'est très direct comme question. Personne te demande ça le premier soir quoi ! Il fallait me ranger dans un tiroir. »

Des débats existent entre militants catholiques et militants païens, par exemple sur des questions bioéthiques (telles que l'euthanasie ou l'avortement) ou sur la situation des chrétiens d'Orient⁹²². Les oppositions sont alors très fortes, d'autant que chacun tente de trouver des arguments « identitaires » pour soutenir sa position. Nous assisterons à un tel débat à Lille : Simone Veil étant décédée quelques jours auparavant, les militants évoquent l'avortement. Un militant catholique pratiquant – opposé à l'avortement – argumente alors qu'il s'agit d'une pratique de « blancs aisés », et que, à ce titre, interdire l'avortement permettrait de voir remonter la natalité « blanche » et donc de lutter contre « le grand remplacement ». Autre débat, la cause des chrétiens d'Orient, que les catholiques sont très enclins à défendre, n'est pas perçue de la même façon par les païens, qui ne se sentent pas de « fraternité » particulière avec eux : « C'est bien fait pour eux. Quand un peuple ne se sauve pas... Les peuples ne meurent pas, ils se suicident ! S'ils avaient fait des milices comme les Libanais l'ont fait, ils auraient pu lutter ». L'investissement de certains militants dans des associations comme *SOS Chrétiens d'Orient*, systématiquement présenté comme

⁹²¹ Vardon P., « Métapolitique d'Abord », *Éléments pour une contre-culture identitaire*, op. cit., p. 58.

⁹²² Les anecdotes qui suivent sont issues de notre carnet de terrain (7 juillet 2017, soirée au local des Identitaires lillois (*La Citadelle*)).

des « actes individuels » nous apparaissait tout d’abord comme un moyen de protéger l’association, de ne pas lui associer le stigmate identitaire. Il semble que ce soit également un moyen pour les militants de protéger cette diversité d’opinions sur un sujet qui divise : ainsi l’organisation ne prend pas officiellement position sur ce point. Ces deux militants s’appuient sur des arguments identitaires (la lutte contre le grand remplacement, ou le « courage et l’esprit des peuples ») pour défendre des positions plus spirituelles que politiques. Pour éviter qu’une fracture trop nette n’apparaisse entre les deux tendances, ces sujets restent secondaires au niveau organisationnel. Les militants les abordent entre eux, abondamment pour ce que nous en avons vu, mais ils ne font pas l’objet d’une position officielle de Génération identitaire ou du Bloc identitaire.

Comment expliquer cet abandon de l’antichristianisme, pourtant si structurant chez les grécistes ? Deux hypothèses, cumulatives plutôt qu’exclusives, expliquent ce phénomène.

Premièrement, derrière l’appel à la réconciliation des croyants et des croyances, une stratégie de recrutement apparaît, qui manquait aux grécistes. L’antichristianisme était le principal reproche adressé au GRECE de la part du reste de la droite et de l’extrême droite. Anne-Marie Duranton-Crabol explique ainsi que « l’antichristianisme [...] fournit le plus souvent l’occasion [de désaccords]⁹²³ ». Le journal *Rivarol* par exemple prend ses distances avec les néo-droitiens, en évoquant « une droite, qui d’ailleurs n’est pas la nôtre⁹²⁴ », du fait qu’ils nient les racines chrétiennes de l’Europe. L’antichristianisme du GRECE provoque donc une rupture, une division au sein du « camp national ». Les Identitaires, rétorquent eux que « toute division basée sur la spiritualité s’apparente désormais à une trahison⁹²⁵ », car elle nuit au combat contre le « système ». Il s’agit de mettre fin à la division et de ramener les catholiques dans le giron identitaire. Le pari semble réussi face à la réalité actuelle du mouvement : une large majorité des militants est catholique. Par ailleurs, le mouvement connaît en interne un mouvement de conversion au catholicisme, que ce soit des adultes baptisés qui redécouvrent le catholicisme ou des non-baptisés qui demandent le baptême.

Deuxièmement, pour certains, le christianisme correspond, prolonge le projet politique identitaire. Il est par exemple un instrument de lutte contre le « vide spirituel abyssal du consumérisme⁹²⁶ ». Cette raison est par exemple invoquée par Baptiste [2017_13] pour expliquer sa propre conversion : « Quand t’es dans un rejet matérialiste, de par tes idées

⁹²³ Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle droite : le GRECE et son histoire*, op. cit., p. 169.

⁹²⁴ *Ibid.*, p. 126.

⁹²⁵ (Non signé), « Églises et forêts », *ID Magazine*, n° 1, printemps 2005, p. 19

⁹²⁶ Vardon P., « Métropolitique d’Abord », *Éléments pour une contre-culture identitaire*, op. cit., p. 58.

politiques, forcément t'en viens à considérer ta foi, c'est venu plus par une implication politique. » Ainsi, c'est le politique qui l'a mené vers le catholicisme. Cet aspect religieux devient également un moyen de faire « face à l'islam, toujours plus conquérant⁹²⁷ ». Pour Antonin [2014_5], qui évoque les nombreuses conversions auxquelles il a assisté dans les milieux identitaires, l'attachement au christianisme peut émerger en réaction à l'islam :

« Y'en a beaucoup et c'est pas à négliger, c'est... face à un islam conquérant, face à un islam revendicatif et notamment chez les jeunes y'a le phénomène miroir qui est que, il y a des gens qui n'étaient pas attachés au catholicisme et qui deviennent chatouilleux quand on touche au catholicisme, quand l'islam commence à s'attaquer à diverses choses comme ça... »

Instrument de recrutement et instrument de lutte politique, contre le matérialisme et contre l'islam, la réconciliation avec le catholicisme est une stratégie payante. Néanmoins, elle résulte aussi de l'attachement de certaines figures du mouvement (Philippe Vardon par exemple) à la religion. Le scoutisme, chez les Scouts d'Europe, est présenté par Vardon comme une expérience structurante de son existence et de son militantisme⁹²⁸.

Finalement, les Identitaires apparaissent plutôt comme des héritiers imparfaits du GRECE. Ils se sont approprié, nous l'avons vu, le cœur de leur doctrine et l'essentiel de leurs réflexions stratégiques – bien que celles-ci s'actualisent de manière différente dans chacun des groupes. Les points de convergence sont ainsi nombreux. Nous avons cependant également relevé des points de divergence : les militants se dégagent de l'antichristianisme particulièrement structurant chez les grecistes ; ils réhabilitent alors l'idée des racines chrétiennes de l'Europe, dans un syncrétisme pagano-chrétien dont nous avons présenté les avantages. Entre emprunts et rejets, ils ont donc élaboré une synthèse identitaire composite. Quelle place occupe cet édifice idéologique dans le champ de l'extrême droite actuelle ?

Section 3 – Une double rupture avec l'extrême droite française.

Comment se positionne le courant identitaire au sein de l'extrême droite ? Pour répondre à cette question, il nous faut réintégrer le courant identitaire dans le champ idéologique qui est le sien, celui des partis et mouvements d'extrême droite. Ce ré-ancrage se veut à la fois historique et contemporain. Il réclame donc de prêter attention d'une part, aux caractéristiques historiques de l'extrême droite française et d'autre part, à l'idéologie du principal représentant de l'extrême droite actuelle en France, le FN/RN. Les études sur

⁹²⁷ *Ibid.*

⁹²⁸ Vardon P., « Sur mon honneur... », *ID Magazine*, n° 11, automne 2007, p. 9-10.

l'idéologie des partis politiques ne font pas l'objet d'une littérature abondante et sur ce point, malgré un foisonnement bibliographique, le FN/RN ne fait pas exception à la règle. Comme le souligne Alexandre Dézé, le constat de Maurice Duverger selon lequel « la plupart des études relatives aux partis politiques s'attachent surtout à l'analyse de leurs doctrines⁹²⁹ » n'est en effet « plus valable⁹³⁰ », y compris à propos du FN. Certaines études viennent néanmoins combler cet angle mort de la recherche, notamment, pour ne citer que les plus récentes, celles d'Alexandre Dézé⁹³¹, mais également *Marine Le Pen prise aux mots*, une étude des discours frontistes menée par Cécile Alduy et Stéphane Wahnich⁹³². Il est également fréquent que les auteurs d'ouvrages consacrés au FN opèrent un détour par les idées, c'est notamment le cas des synthèses sur le FN⁹³³ mais également des ouvrages de Sylvain Crépon⁹³⁴. Enfin, des ouvrages consacrés à l'histoire de l'extrême droite permettent de réaliser ce travail de mise en dialogue des idéologies identitaire d'une part et extrême-droitière d'autre part.

En quoi les Identitaires se distinguent-ils idéologiquement du reste de l'extrême droite ? Il nous semble qu'ils opèrent une double rupture : le dépassement du nationalisme à la fois par le haut et par le bas (1) et le refus ferme de l'assimilation des populations immigrées pourtant acceptée par le FN/RN (2).

1. Le nationalisme français dépassé

Les racines de l'extrême droite française se situent dans le courant contre-révolutionnaire. Stato-centrés, se revendiquant Français et voyant dans la France et la monarchie des « dépositaires de la volonté divine⁹³⁵ », les contre-révolutionnaires sont toutefois catholiques avant d'être nationalistes et leur vision du monde repose avant tout sur la monarchie de droit divin. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, ces contre-révolutionnaires

⁹²⁹ Duverger M., *Les partis politiques*, Armand Colin, Paris, 1951, p. 19.

⁹³⁰ Dézé A., « Le Front National comme "entreprise doctrinale" », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 255.

⁹³¹ *Ibid.*, p. 255-284 ; Dézé A., *Idéologie et stratégies partisans. Une analyse du rapport des partis d'extrême-droite au système politique démocratique. Le cas du Front national, du Movimento sociale italiano et Vlaams Blok.*, Thèse de doctorat en science politique sous la direction de Pascal Perrineau, 2008.

Comme le souligne l'auteur, des travaux plus anciens s'étaient déjà concentrés sur la doctrine du FN. Par exemple : Honoré J.-P., « Jean-Marie Le Pen et le Front national (description et interprétation d'une idéologie identitaire) », *Les Temps modernes*, 465, 1985, p. 1843-1871 ; Souchard M., Wahnich S., Cuminal I., Wathier V., *Le Pen, les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite*, Paris, La Découverte, 1998 ; Taguieff P.-A., « La doctrine du national-populisme en France », *Études*, 1986, p. 27-46.

⁹³² Alduy C., Wahnich S., *Marine Le Pen prise aux mots*, Éditions du Seuil, Paris, 2015, p. 68.

⁹³³ Mayer N., Perrineau P., *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989 ; Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, Paris, 2001 ; Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit.

⁹³⁴ Crépon S., *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau monde éditions, 2012 ; Crépon S., *La Nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006.

⁹³⁵ Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, Edition du Seuil, Paris, 2015, p. 11.

sont progressivement marginalisés et ne subsistent plus que sous des formes groupusculaires. À ce titre, les années 1870 apparaissent comme un tournant : alors que la gauche française incarnait le nationalisme et le patriotisme, celui-ci « migre vers la droite⁹³⁶ ». C'est tout d'abord la conséquence du ralliement des blanquistes, nationalistes de gauche, au général Boulanger : cette rencontre donne naissance au boulangisme, première expression du « national-populisme [...] courant référent de l'extrême droite française⁹³⁷ ». C'est également le fruit d'un divorce entre la gauche et le nationalisme, suite à la lecture de Marx et Engels⁹³⁸ et à l'émergence de l'antimilitarisme de gauche qui se mue en antinationalisme. Enfin, dans les suites de la défaite française de 1870, la droite entame la construction d'une « mystique nationaliste », qui va de pair avec la diffusion de l'antisémitisme. Ce faisant, l'extrême droite va progressivement se présenter comme seule capable de défendre la nation ; ayant capté le nationalisme, elle l'absorbe : « l'annexion du nationalisme par l'extrême droite est si manifeste qu'elle aboutit au sentiment [...] d'incarner la seule force politique capable de préserver la grandeur et l'intégrité nationales⁹³⁹ ». Ainsi, comme le souligne Ariane Chebel d'Appollonia, « Tous les mouvements d'extrême droite se déclarent nationalistes [...] Le nationalisme fait résolument et définitivement partie du corpus doctrinal de l'extrême droite⁹⁴⁰ ». Certains vont plus loin, tel Tamir Bar-On pour qui « *nationalism is the master concept of the radical right*⁹⁴¹ ». Historiquement, dans le cas français, ces positions se justifient. Naît à l'extrême droite une tendance « apologiste d'un nationalisme fermé [qui] recherche une unité nationale mythique et est altérophobe⁹⁴² », que l'auteur nomme « national-populiste⁹⁴³ ». Parallèlement, l'Action française se développe autour de Charles Maurras, tournée vers le nationalisme intégral⁹⁴⁴. Ces deux tendances historiques de l'extrême droite française sont centrées sur le nationalisme⁹⁴⁵. Il ne faut pas pour autant tomber dans une homogénéisation excessive : les rivalités au sein du champ extrême-droitier français sont nombreuses, qu'elles portent sur la forme du pouvoir ou sur les contours de la nation. Cependant, le nationalisme apparaît historiquement comme un

⁹³⁶ Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, op. cit., p. 17.

⁹³⁷ Ibid., p. 20.

⁹³⁸ « *Les ouvriers n'ont pas de patrie* » (V. Marx K., Engels F., *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Mille et Une Nuits, 1994 (1848), p. 39.)

⁹³⁹ Chebel d'Appollonia A., *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen.*, op. cit. p. 44.

⁹⁴⁰ Ibid.

⁹⁴¹ Bar-On T. « The radical right and nationalism », in : Rydgren J. (dir.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford University Press, Oxford, 2018, p. 17.

⁹⁴² Lebourg N., « Le Front national ou l'avenir des nostalgies », *Regards croisés*, n°07, 2013, p. 15.

⁹⁴³ Après Pierre-André Taguieff, qui importe le terme en France (1984) et Michel Winock (V. p. ex. : Winock M., *Nationalisme, Antisémitisme et Fascisme en France*, Seuil, 2014 [1982].)

⁹⁴⁴ Pour rappel le nationalisme maurrassien se dit intégral car il est un nationalisme qui va « au bout de sa logique » en réclamant le retour du roi. Il se distingue donc du national-populisme par la forme (royaliste) du régime qu'il veut établir.

⁹⁴⁵ V. également : Bimbaum P., *La France aux Français. Histoire des haines nationalistes*, Paris, le Seuil, 1993. Pour une étude approfondie du lien nationalisme-extrême droite depuis les années 1960, voir : Boutin C., « L'extrême-droite française au-delà du nationalisme, 1958-1996. », *Revue Française D'Histoire Des Idées Politiques*, n° 3, 1996, p. 113-159.

point de convergence entre ces deux tendances : « célébration des valeurs nationales, affirmation de la supériorité de la France et nécessité de maintenir l'intégrité du pays, [...] cimentent l'extrême droite et lui donnent une apparente unité⁹⁴⁶ ». Ainsi, le nationalisme constitue une référence structurante dans l'histoire de l'extrême droite française.

Historiquement né du rassemblement des courants de l'extrême droite⁹⁴⁷, le FN /RN porte bien un programme nationaliste : son nom, *Front national* (ou plus récemment *Rassemblement national*) entend bien marquer cette primauté donnée à la nation. Marine Le Pen, sa présidente depuis 2011, n'en fait d'ailleurs pas un secret, assumant que la nation soit « l'élément central du programme et du mouvement [qu'elle] dirige⁹⁴⁸ ». Les spécialistes du FN qualifient le discours de « fortement nationaliste⁹⁴⁹ », son programme de « nationaliste⁹⁵⁰ » et considèrent comme constitutif de son idéologie « un nationalisme de type conservateur, axé sur la préservation de la nation française et de son héritage identitaire⁹⁵¹ ». La référence à la nation est omniprésente dans le programme présidentiel du FN en 2012 : nous avons dénombré 275 occurrences du terme et de ses dérivés en une centaine de pages. Pour les partisans du FN, l'identité est avant tout « nationale » et dans les discours les deux termes sont indéfectiblement liés. Parfois la nation est même élevée au rang de civilisation... ce qui permet d'évoquer sa grandeur et le rôle particulier qu'elle doit jouer dans le monde : « Nous parlons non seulement de ce que nous pouvons apporter à la France, mais aussi de ce que la France peut apporter au monde. La France est une vieille et grande civilisation⁹⁵². »

Ce nationalisme constitue donc un point de convergence historique de l'extrême droite française. Une autre tradition, importée d'Outre-Rhin, se développe plus tardivement en France. Le mouvement du romantisme allemand qui « rejette la raison, le scientisme, au

⁹⁴⁶ Chebel d'Appollonia A., *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen.*, op. cit., p. 47.

⁹⁴⁷ L'histoire du FN fait partie des dimensions les plus explorées sur le parti (par les chercheurs et les journalistes). En plus des ouvrages consacrés à l'extrême droite française, qui permettent d'identifier comment le FN naît et s'intègre dans ce réseau existant, d'autres sont centrés spécifiquement sur l'histoire du parti. Voir par exemple : Albertini D., Doucet D., *Histoire du Front national*, Paris, Taillandier, 2013 ; Camus J.-Y., *Le Front national. Histoire et analyses*, Paris, Olivier Laurs, 1997 ; Igounet V., *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, Paris, Le Seuil, Lecoq E., *Un néopopulisme à la Française. 30 ans de Front national*, Paris, La Découverte, 2003.

⁹⁴⁸ AFP, « Pas d'alliance FN-Bloc Identitaire », 01/11/2012

⁹⁴⁹ Ignazi P., « Un nouvel acteur politique », in : Mayer N., Perrineau P., *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 76.

⁹⁵⁰ Taguieff P.-A., « La métaphysique de Jean-Marie Le Pen », in : Mayer N., Perrineau P., *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 173.

⁹⁵¹ Dézé A., « Le Front National comme "entreprise doctrinale" », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 263.

⁹⁵² Le Pen M., « La France, civilisation mondiale au XXI^e siècle », *Discours de Marine Le Pen lors de la convention thématique Marine 2017 avec les Collectifs Mer & Francophonie et Culture, Libertés et Création*. [Consulté le 04/10/2018] : www.rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-la-france-civilisation-mondiale-au-xxieme-siecle/

profit du folklore légendaire et du mythe⁹⁵³ » joue un rôle fondateur. Johann Gottfried Herder participe à ce mouvement, en faisant émerger « la notion d'un noyau identitaire, source de la cohérence interne de la nation, et dont les référents sont essentiellement psychoculturels⁹⁵⁴ ». Ses écrits contribuent, pour Ariane Chebel d'Appollonia, à construire un « sentiment de singularité et d'unicité [qui] aura pour corollaire celui de différence et d'opposition à autrui, État ou groupe spécifique⁹⁵⁵ ». De même, Anne-Marie Thiesse explique que « la formation politique la plus conforme à la Nature est pour [Herder] constituée par un peuple ayant une unité de caractère national et dont le gouvernement est déterminé par le *Volksgeist*⁹⁵⁶ ». Ainsi, malgré les condamnations de l'auteur envers le « despotisme, l'impérialisme et l'intolérance⁹⁵⁷ », son œuvre a servi de base pour légitimer le différentialisme. À partir de ce courant, naît la tendance *Völkisch*, pour qui la nation est avant tout « le sang, le sol et la langue⁹⁵⁸ ». Le terme recouvre à la fois une « dimension mystique, populiste et agrarienne, il signifie "raciste" [...] et à partir de 1900 "antisémite"⁹⁵⁹ ». Les *Völkischen* vont influencer Europe-Action, puis le GRECE et l'ensemble du courant néo-droitier et, par ricochet, les Identitaires... En effet, dès *Pour une critique positive*, ouvrage attribué à Dominique Venner, transparait l'idée de l'abandon du nationalisme français⁹⁶⁰. Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg soulignent à ce propos que la revue Europe-Action, fondée par le même Dominique Venner, « abandonne les positions classiques du nationalisme français : [...] la nation est délaissée au profit de l'apologie de la défense du monde blanc⁹⁶¹ ». Cette tradition de rupture se poursuit, comme le souligne Philippe Poirier pour qui la « Nouvelle droite [...] rompt avec la tentation stato-centralisatrice et nationaliste qui définissait jusqu'alors l'extrême droite⁹⁶² ».

Nous avons montré que les Identitaires avaient capté cet abandon du nationalisme. Celui-ci est considéré comme dangereux car il suscite des rivalités entre nations et gomme les particularismes locaux (« jacobinisme »). Leur vision du monde consiste donc en un dépassement de la nation, par le bas (les régions, le local) et par le haut (l'Europe-continent) : cela les distingue de l'extrême droite française. En décentrant le regard de la seule nation,

⁹⁵³ Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, op. cit., p. 24

⁹⁵⁴ Chebel d'Appollonia A., *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*, op. cit., p. 27.

⁹⁵⁵ *Ibid.*

⁹⁵⁶ Thiesse A.-M., *La création des identités nationales*, Paris, Éditions du Seuil, 2001 (1999), p. 41.

⁹⁵⁷ *Ibid.*

⁹⁵⁸ Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, op. cit., p. 25.

⁹⁵⁹ *Ibid.*

⁹⁶⁰ Lebourg N., *Le monde vu de la plus extrême des droites*, op. cit., p. 7.

⁹⁶¹ Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, op. cit., p. 152.

⁹⁶² Poirier P., « La disparité idéologique des nouvelles droites occidentales », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, op. cit., p. 35.

en le focalisant sur les régions et en l'élargissant à l'Europe, les Identitaires rompent avec le nationalisme qui caractérise historiquement l'extrême droite française⁹⁶³. Ils ne sont pas les premiers à le faire, nous l'avons vu, mais ils sont aujourd'hui les représentants de cette tendance.

2. La rupture avec l'assimilation

De ces divergences quant au rapport au nationalisme, découlent des divergences sur la notion de citoyenneté et en particulier sur la possibilité ou non de l'intégration ou de l'assimilation des immigrés. C'est en effet un point sur lequel Identitaires et frontistes se séparent. Comme le souligne Sylvain Crépon, le discours du Front national de Marine Le Pen entend se « républicaniser », ce qui va de pair avec l'impératif de « dédramatisation » que la présidente du FN/RN porte depuis son arrivée à la présidence. Alors que la tendance mégrétiste avait tendance à promouvoir en interne une vision ethnique de la nation, le discours prononcé par Jean-Marie Le Pen à Valmy en 2006 apparaît comme un tournant⁹⁶⁴. En effet, dans ce discours, Jean-Marie Le Pen prône une conception assimilatrice de la nation, qui forge les Français dans le même « creuset national » quelle que soit leur origine :

« Je vous appelle, vous tous qui aimez la France, à vous réunir autour de ma candidature. Oui vous tous : paysans, artisans, commerçants, employés, étudiants, chômeurs, ouvriers et entrepreneurs, artistes et savants. Et vous aussi, Français d'origine étrangère, je vous invite à nous rejoindre. Vous que nous avons si bien su assimiler par le passé, quand notre beau pays suscitait désir et respect, [...]. Oui, vous aussi Français d'origine étrangère, je vous appelle à communier sur nos valeurs, dans la mesure où vous respectez nos coutumes et nos lois, dans la mesure où vous n'aspirez qu'à vous élever dans ce pays par le travail, nous sommes prêts, comme nous le fîmes toujours par le passé, à vous fondre dans le creuset national et républicain, avec les mêmes droits, mais aussi les mêmes devoirs. Il y eut un Platini, il y a eu un Zidane... pourquoi ce grand dessein ne serait plus possible demain ?

Oui tous, non pas Français de souche ou de papier mais Français de cœur et d'esprit, nous pouvons constituer demain, dans un grand élan d'union nationale, cette armée hétéroclite des soldats de Valmy rassemblée autour d'une même idée [...] celle de la République, une et indivisible, fière de son histoire et assimilatrice, respectueuse de la liberté et soucieuse des humbles, et plus que tout éprise de justice et d'égalité, celle de la République⁹⁶⁵. »

⁹⁶³ Certains ont pu évoquer l'émergence d'un nationalisme européen chez les néo-droitiers et donc chez les Identitaires. Cette expression nous semble néanmoins ambivalente et nous préférons nous en affranchir. Elle se révèle adaptée à certains acteurs de la Nouvelle droite, notamment à Alain de Benoist et son « *Europe des cent drapeaux* ». Elle est par ailleurs avantageuse car elle permet de maintenir une référence au nationalisme, constitutif du courant extrême-droite. Cependant, elle ne semble pas adaptée aux Identitaires qui d'une part, revendiquent des particularismes nationaux, notamment un substrat historique à la nation, et d'autre part entendent bien conserver cet échelon national de décision, intermédiaire entre régions et Europe. Enfin, il ne nous semble pas que l'absence directe de référence au nationalisme écarte les Identitaires de l'extrême droite, surtout une fois leur programme et ses sous-jacents exposés (cf. *supra*, Introduction – Cadres notionnels).

⁹⁶⁴ Crépon S., « Un parti républicain ? », *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau monde éditions, 2012.

⁹⁶⁵ Le Pen J.-M., *Discours de Valmy*, 20 septembre 2006.

Dans ce passage, Jean-Marie Le Pen insiste à plusieurs reprises sur la capacité de la France à « assimiler ». Il se réjouit de cette capacité que la France avait par le passé et en regrette la perte dans le présent. Il considère qu'il est de son devoir de rétablir cette capacité d'assimilation... dont il prend des exemples de réussite. Ainsi, il abolit la distinction – que son parti a pourtant participé à construire – entre « Français de souche » et « Français de papiers », pour se concentrer sur l'attachement de chacun à la nation, au sentiment des individus d'y appartenir, par « [le] cœur et [l']esprit ». Il donne ainsi l'image d'une nationalité ouverte, où la volonté prime (« communion des valeurs », « respect des coutumes et des lois »). Ce discours en effet, promeut une France qui assimile, c'est-à-dire qui rend Français, pour peu que l'individu fasse preuve de volonté. Être Français, selon ce texte, c'est donc adhérer aux valeurs de la République française et vivre selon elles. Ainsi, il légitime ses appels aux « Français d'origine étrangère » qui ne font pas partie de son électorat. Construisant dans son discours la menace multiforme à laquelle la France doit faire face, il en appelle à « l'union nationale », à la création de cette « armée hétéroclite », qui rassemble, en quelque sorte, les Français de « bonne volonté », en dépit de leurs origines.

Ce tournant, rhétorique mais aussi théorique, se poursuit depuis. Il est perceptible dans des interventions plus récentes de Marine Le Pen. La préférence nationale pour Marine Le Pen est ainsi définie, en 2013 : « Je demande que les prestations familiales soient réservées aux Français, quelle que soit leur religion ou leur absence de religion, quelles que soient leurs origines ethniques ou la couleur de leur peau, mais aux seuls Français, aux seuls qui ont la nationalité française ! », par lequel elle « revendique un nationalisme sans vision raciale⁹⁶⁶ » Les formules restent similaires :

- **En avril 2017** : « Je lance un appel à tous les patriotes sincères, d'où qu'ils viennent, quelles que soient leurs origines, quel qu'ait été leur parcours, et leur vote au premier tour, à me rejoindre⁹⁶⁷. »
- **En octobre 2018** : « J'appelle tous les Français, d'où qu'ils viennent, quelle que soit leur origine, quel que soit leur parcours personnel ou politique, à nous rejoindre pour mettre en œuvre ce beau projet de redressement et de fraternité nationale⁹⁶⁸. »

Ce détour par les « origines » permet en effet, pour reprendre l'expression de Sylvain Crépon de « républicaniser⁹⁶⁹ » le discours. Sur le plan théorique, cette évolution est néanmoins

⁹⁶⁶ Alduy C., Wahnich S., *Marine Le Pen prise aux mots*, Éditions du Seuil, Paris, 2015, p. 68.

⁹⁶⁷ Le Pen M., *Discours le soir du premier tour de l'élection présidentielle*, 23/04/2017.

⁹⁶⁸ Le Pen M., *Discours à la Fête des Drapeaux*, 23/09/2018, [Consulté le 04/10/2018] URL : www.rassemblementnational.fr/videos/fete-du-drapeau-discours-de-marine-le-pen-23-09-2018/

⁹⁶⁹ Crépon S., *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau monde éditions, 2012, p. 177.

importante, bien qu'elle ne se fasse pas sans contradiction⁹⁷⁰. En effet, des logiques contradictoires sont à l'œuvre : autant le FN/RN est prêt à considérer qu'un immigré peut être français, autant il part également du principe que la plupart en sont incapables. L'assimilation est dès lors valorisée par le FN/RN en ce qu'elle efface les particularismes culturels, contrairement à l'intégration qui est, elle, vivement critiquée. En revanche, de manière assez notable, ce changement de discours ne se traduit pas par un changement de politique, la suppression du droit du sol restant toujours à l'ordre du jour.

Ce changement nous intéresse parce qu'il est vivement critiqué par les militants identitaires, qui reprochent ces discours « d'ouverture » au FN/RN. Comme nous l'avons vu, les militants réfutent la possibilité de l'assimilation. Ils insistent sur le fait que cela les distingue du FN/RN. Pour Jean-Baptiste [2017_3], « globalement [au FN] ils sont assimilationnistes. Et nous non ». Cela devient même dans son propos, par l'adjonction du suffixe "-isme", une idéologie, une doctrine à part entière. De la même façon, Rémi [2014_2] souligne cette différence entre Identitaires et frontistes :

« On a une définition d'être français qui pour nous est très claire et que le Front national a une définition [...] plus administrative, plus républicaine. Ils sont plus sur les Français dits « de papier ». Mais nous, on est vraiment sur les Français de souche entre guillemets, c'est-à-dire qu'on considère qu'il y a des gens qui sont Français et d'autres qui n'ont pas vocation à l'être. » (Rémi [2014_2])

Ce constat se teinte parfois plus franchement de mépris, par exemple chez Justine [2017_26] : « [Pour le FN] à partir du moment où on a ses papiers, qu'on s'assimile... Tout va bien quoi ! Nous c'est pas ce qu'on défend. »

Nous avons montré que le courant identitaire représentait un courant « à part » au sein de l'extrême droite française : en héritant de la Nouvelle droite, dont nous avons souligné les singularités, il a hérité de ses particularités. Les Identitaires sont en effet en rupture avec des points fondamentaux de la doctrine d'extrême droite, en particulier avec le nationalisme, dépassé par le haut (Europe) et par le bas (régions). Cela en fait une tendance originale au sein de l'extrême droite. Plus avant, cette originalité devient pour les Identitaires un stigmate, qui les laisse idéologiquement à la marge de l'extrême droite.

*

⁹⁷⁰ Crépon S., *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau monde éditions, 2012, p. 167-240 ; Alduy C., « Mot, mythes et médias. Mutations et invariants du discours frontistes », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., p. 247-268.

Au-delà des divergences identifiées entre le courant identitaire et le courant « national-populiste », ce qui marginalise les Identitaires au sein du champ actuel de l'extrême droite c'est que cette originalité devient un stigmate⁹⁷¹. Un stigmate qui s'incarne en particulier dans les discours que le FN/RN porte à leur rencontre. En effet, pour qu'il y ait un stigmate, il faut qu'il y ait définition d'une norme, et le FN/RN, de par son poids électoral dicte aujourd'hui la norme de référence au sein de l'extrême droite. Les autres participants au milieu partisan de l'extrême droite, hors Identitaires, sont considérés par les militants comme des « vrais groupuscules » qui font « des trucs totalement débiles » (Pierre [2017_27]). Que ce soit le Groupe Union Défense, « rien qu'avec leur nom tu sens qu'ils sont un peu ravagés ! » (Pierre [2017_27]), l'Action française qui « atten[d] un roi qui viendra jamais » (Pierre [2017_27]), le Bastion social, « une pâle copie de mauvaise qualité », (Tristan [2017_29]), les militants considèrent que les autres groupes ne font pas « de la politique de façon sérieuse » (François [2017_2]). Les critiques que pourraient leur adresser ces groupes ne les touchent donc pas ou peu. Celles du FN/RN en revanche, sont plus mal reçues, car le FN/RN est un acteur non seulement crédible mais incontournable de leur milieu partisan.

Le FN/RN critique les idées défendues par les Identitaires, notamment leur renoncement au nationalisme, vu comme un détournement de l'attachement primordial, à savoir le national. En 2007, cinq ans après la naissance du mouvement, Jean-Marie Le Pen s'attaque, de manière à peine dissimulée, aux Identitaires :

« D'autres évoquent, je cite "la péremption du logiciel national", appelant de leur vœux un *aggiornamento* idéologique [...] Certes, nous approuvons l'attachement aux "petites patries" qui composent la grande, la France, et nous admirons la force de la civilisation européenne à laquelle la France appartient. Mais fort évidemment, nous sommes, nous, des nationalistes Français, pas des régionalistes, et encore moins des européistes. À ceux de nos camarades que les sirènes de ce cours nouveau attirent, je rappellerai simplement que l'idéologie euro-régionaliste est celle de la Commission de Bruxelles et de toutes les institutions européennes. [...] Ces valeurs **sont à l'opposé de tout de ce que nous défendons depuis 50 ans**, l'indépendance nationale, la grandeur française pour lesquels [sic] nos anciens de 14, de 39, d'Algérie et d'Indochine se sont battus hier. [...] Ni la Région, ni l'Europe ne sont la principale communauté d'appartenance à laquelle la majorité de nos compatriotes s'identifient⁹⁷² ».

Il attaque assez clairement les Identitaires : ce sont eux dans son discours qui évoquent la « péremption du logiciel national » et réclament un *aggiornamento* idéologique. Jean-Marie Le Pen organise alors dans son discours deux camps : le camp du "mal", celui des Identitaires, un camp régionaliste et européiste, qui soutiendrait Bruxelles et l'Union

⁹⁷¹ Goffman E., *Stigmate. Les usages sociaux du handicap*, Éditions de minuit, 1975 [1963].

⁹⁷² Le Pen J.-M., *Discours de clôture du XIIIe Congrès du Front National à Paris le 18 novembre 2007*, [Consulté le 28/10/2018] URL : discours.vie-publique.fr/notices/073003488.html (Nous soulignons).

Européenne et nierait la grandeur de la nation, et donc l'héroïsme des morts pour la France. Le camp du "bien", celui du FN, est « attaché » aux régions, « admiratif » de l'Europe mais reste « fort évidemment » nationaliste, incarnant les vraies valeurs du peuple, de ses « compatriotes ». Ce faisant, il s'adresse à ses sympathisants, pour les dissuader de rejoindre ce nouveau courant, cette nouvelle tendance. Surtout, il affuble le mouvement d'un qualificatif dépréciatif : « euro-régionaliste ». Jean-Marie Le Pen est rejoint quelques années plus tard par sa fille. Au cours d'une interview pour BFM TV Marine Le Pen souligne qu'il est impossible pour elle de faire alliance avec le Bloc identitaire, pour des raisons idéologiques : « Vous savez pourquoi je ne peux pas faire alliance avec le Bloc identitaire ? Pour une raison simple c'est qu'ils sont européistes, [...] régionalistes, et ils contestent le rôle fondamental que j'accorde, moi, à la nation qui est l'élément central du programme, du mouvement que je dirige⁹⁷³ ».

Preuve que cette attaque a été durement vécue et qu'elle a produit des effets sur le mouvement identitaire, Philippe Vardon propose une définition du terme « euro-régionaliste » dans son abécédaire, sur un ton pince sans rire :

« Quand vous voulez dire du mal des identitaires, mais que vous n'avez en fait pas grand chose à raconter, essayez donc cette formule (beaucoup s'y sont essayés et en ont été très satisfaits) : « *Les identitaires sont des eurorégionalistes* ». Si cela ne vous semble pas suffisant, vous pouvez alors ponctuer de quelques termes bien sentis [...] Ce terme grotesque peut se retrouver régulièrement dans la bouche de ceux qui n'arrivent pas à concevoir que l'on puisse vivre pleinement son profond enracinement local ou régional, son patriotisme, et son attachement à la civilisation européenne⁹⁷⁴ ».

L'auteur a donc choisi de consacrer un article à un terme qu'il juge « grotesque ». Cela lui permet en réalité de faire passer plusieurs idées : d'une part qu'il n'y a rien de plus que cela à critiquer chez les Identitaires, « pas grand chose à raconter » ; d'autre part que ce terme est en réalité le fruit d'une incapacité des autres à « vivre pleinement [ce] profond enracinement ». Ainsi, il s'agit de réhabiliter le triptyque identitaire, tout en soulignant que le mouvement est irréprochable. Les militants sont conscients de ce stigmate. Ils évoquent ces critiques⁹⁷⁵, se font le relais des moqueries⁹⁷⁶ qui débouchent *in fine* sur un discrédit plus large du mouvement⁹⁷⁷. Cela les rend méfiants et ils mettent en place des stratégies

⁹⁷³ Le Pen M., Interviewée sur BFM-TV le 4 novembre 2012. Voir : « Marine Le Pen exclut toute alliance FN-Bloc identitaire », *BFM-TV*, [Consulté le 30/10/2018] URL : www.bfmtv.com/politique/marine-pen-exclut-toute-alliance-fn-bloc-identitaire-374330.html

⁹⁷⁴ Vardon P., *Éléments pour une contre-culture identitaire*, op. cit. 2011.

⁹⁷⁵ Par exemple, Armand [2014_1] : « souvent les gens nous critiquent en disant qu'on est régionaliste, qu'on veut l'indépendance de la Bretagne et qu'on veut, tu sais, une Europe fédérale avec des régions fortes... ».

⁹⁷⁶ Exemple : Clément [2017_7] : « on a été raillé [...] de la part du milieu de droite radicale [...] Ils se disaient "c'est quoi ces mecs qui viennent avec un concept tout bizarre, ils sont locaux, lyonnais mais ils sont aussi français, mais ils aiment bien l'Europe" ».

⁹⁷⁷ Clément [2017_7] : « Du coup [...] on peut être discrédité "regarde les régionalistes, c'est ridicule, c'est démodé", "regarde c'est des européistes, de vilains européistes qui veulent se détourner de notre nation" ».

d'évitement, préférant par exemple parler de localisme plutôt que de régionalisme pour se distinguer des régionalismes indépendantistes ou séparatistes. La rupture avec le nationalisme est donc coûteuse pour les Identitaires, les laissant à la marge de l'extrême droite française.

En ouverture de cette partie nous nous demandions en quoi les Identitaires sont marginaux. Ce deuxième chapitre, centré sur les idées des Identitaires, nous offre de nouveaux éléments de réponse. La marginalité des Identitaires est idéologique. Héritiers imparfaits de la synthèse gréciste, dépassant le nationalisme, les Identitaires appartiennent bien au milieu extrême droitier mais évoluent à sa marge : ils sont donc idéologiquement à "la marge de la marge" du champ politique français.

Enfin, notre démonstration conduit à considérer que leur marginalité est double : organisationnelle d'une part, idéologique d'autre part. Cela fait des Identitaires, au sein de l'extrême droite en particulier et au sein du champ politique plus largement, un acteur marginal. Ils occupent, au sein de ce champ marginal, une position marginale. Au-delà de notre objet, cela nous permet d'adopter un autre regard sur ce qu'est la marginalité et sur sa construction.

Premièrement, nous pouvons confirmer à l'issue de ces chapitres que la marginalité n'est qu'une *position relative*, qui se construit par rapport aux acteurs centraux du champ concerné : ainsi, le positionnement (organisationnel, électoral et idéologique) relatif des Identitaires par rapport au FN/RN s'avère déterminant dans la construction de leur marginalité.

Deuxièmement, ce cas nous montre que la marginalité est le résultat d'un *choix sous contrainte*. Les Identitaires tentent d'en sortir, en adaptant leurs stratégies, en tentant de s'institutionnaliser, en essayant d'adapter leurs idées pour les normaliser... mais n'ont d'autre choix, pour survivre que d'y persister et de la revendiquer. Dans la tension décrite par Bruno Villalba à propos des *petits partis*, entre recherche de l'institutionnalisation et impératif de différenciation idéologique vis-à-vis des grands partis⁹⁷⁸, les Identitaires choisissent finalement la différenciation, créant leur propre espace (idéologique ici) pour conserver leur raison d'être, mais, ce faisant, renoncent à l'institutionnalisation.

⁹⁷⁸ Villalba B., « Les petits partis et l'idéologie. Le paradoxe de la différenciation », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 67-89

Cette marginalité au sein de l'espace extrême droitier ne les empêche pas de revendiquer des succès : les Identitaires se disent capables d'influencer le débat public, considèrent que leurs idées et leurs organisations se diffusent dans la société. Cette prétention est-elle exacte ? Peut-on établir un lien de causalité entre leur action et ces « réussites » ? Comment expliquer le paradoxe apparent d'un acteur marginal qui parvient à se « diffuser » ?

CHAPITRE 3 – CIRCULATIONS A LA MARGE - « *EPPUR SI MUOVE !* »

En dépit de cette double marginalité, les Identitaires se décrivent comme "influentes" : est-ce le cas ? Si oui, comment procèdent-ils et pourquoi cela fonctionne-t-il ? Ce chapitre entend répondre à ces questions, en se concentrant sur les circulations idéelles (section 1) et organisationnelles (section 2).

Section 1 – La circulation des « formules » identitaires

Certains auteurs considèrent que les Identitaires diffusent effectivement leurs idées. Jean-Yves Camus, par exemple, évoque la « banalisation de leurs idées⁹⁷⁹ », impliquant donc une diffusion dans l'espace public suffisamment importante pour qu'elles se normalisent. De même, Stéphane François observe qu'ils sont à l'origine de thèmes désormais clés de l'extrême droite française, comme la notion d'islamisation de l'Europe : « la critique du halal, des prières de rue sont des thèmes qui proviennent de la nébuleuse identitaire, que le Front [national] a repris après la campagne 'saucisson-pinard', organisée par le Bloc identitaire au printemps 2010⁹⁸⁰ ». Cependant, aucune étude ne vient combler cette zone grise pour confirmer ou infirmer cette apparente « influence » des Identitaires sur la droite et l'extrême droite. L'interrogation est donc multiple : est-ce que, comme les militants le revendiquent, les idées des Identitaires circulent ? Si oui, de quelles idées s'agit-il ? Vers qui se diffusent-elles ? Comment s'opère cette circulation, et pourquoi ?

Le terme « circulation », très investi en science politique, nécessite des clarifications. Les travaux recourant au « prisme circulatoire » font l'objet d'un « développement prolifique⁹⁸¹ ». Cette notion est particulièrement utilisée dans le champ des études transnationales et est en réalité polysémique, se concentrant parfois sur des phénomènes « de diffusion, d'imitation et d'imposition de savoirs, de diagnostics⁹⁸² », parfois plutôt sur les conditions sociales de la circulation. C'est également dû au fait que la circulation peut concerner un grand nombre d'objets selon Antoine Vauchez, qui liste un inventaire non exhaustif : « des techniques, des textes, des savoirs, des experts⁹⁸³ ». Les études

⁹⁷⁹ François S., Camus J.-Y., « Tensions autour de l'identité nationale : les groupes identitaires finiront-ils par représenter un vrai danger ? », *Atlantico*, 23 octobre 2012.

⁹⁸⁰ François S., « Marine Le Pen, le Front national et la laïcité : Une référence à géométrie variable », Note pour la fondation Terra Nova, 24/10/13. [Consulté le 25/10/2015] URL : tnova.fr/notes/marine-le-pen-le-front-national-et-la-laicite-une-reference-a-geometrie-variable

⁹⁸¹ Vauchez A., « Le prisme circulatoire. Retour sur un leitmotiv académique », *Critique internationale*, n°59, 2013, p. 9-16.

⁹⁸² *Ibid.*

⁹⁸³ *Ibid.*

transnationales insistant sur cette dimension circulatoire sont en effet nombreuses et diverses dans les objets qu'elles approchent.

Parmi ces travaux, certains prennent pour objet les idées, pour saisir les mécanismes de leur circulation à l'échelle transnationale ou nationale. Les auteurs se rattachent alors à l'histoire sociale des idées : retracer la circulation des idées participe à l'écriture de leur histoire sociale. C'est par exemple le cas de Matthieu Hauchecorne, quand il étudie l'importation de la philosophie politique états-unienne en France, en particulier des théories de la justice. Il a ainsi pu démontrer l'importance de ce que la circulation fait aux idées : le passage par la Belgique et le Québec ainsi que le passage qu'il décrit par des « marges », modifient les idées, conduisent à des redéfinitions contextuelles et donc conditionnent leur réception dans le cadre français⁹⁸⁴. Thibault Rioufreyt, lui aussi, a décrit la circulation du néo-travaillisme blairiste vers les cercles socialistes français. En se concentrant sur les voies de circulation existant entre les deux arènes du *Labour* et du Parti socialiste, il a mis en lumière l'importance d'intermédiaires : les acteurs non-partisans peuvent ainsi endosser le rôle de médiateurs actifs des idées nouvelles. Ces études peuvent également se dérouler sur de plus longues périodes, comme l'analyse de la circulation des idées entre l'Autriche et l'Allemagne entre 1920 et 1950, réalisée par Karim Fertikh⁹⁸⁵. Encore plus récemment, Cécile Leconte a proposé d'étudier la « circulation des idées, des biens discursifs » au sein de l'extrême droite, à travers l'Europe de l'Ouest, en travaillant spécifiquement sur l'Autriche, la France et l'Allemagne. Ces travaux l'amènent à insister sur l'importance des luttes inter et intra-partisanes dans la circulation – ou l'absence de circulation – d'une idée⁹⁸⁶. Nicolas Belorgey, Frédéric Chateigner, Matthieu Hauchecorne et Étienne Pénissat⁹⁸⁷ invitent eux à observer les circulations des idées entre champs, intellectuel et militant notamment. À ce titre, l'article de Véra Nikolski analyse la carrière de « références savantes » et leur circulation des réseaux intellectuels russes jusqu'aux mouvements politiques de jeunesse⁹⁸⁸.

⁹⁸⁴ Hauchecorne M., « Le polycentrisme des marges. Les « filières » belge et québécoise d'importation de la philosophie politique étasunienne contemporaine en France », *Histoire@Politique*, Vol. 15, n°3, 2011, p. 90-109.

⁹⁸⁵ Fertikh K., « Théoriciens autrichiens et programmes sociaux-démocrates allemands (années 1920-1950) Une sociohistoire de la circulation transnationale des idées politiques », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 48 (2), 2016, p. 275-288.

⁹⁸⁶ Par exemple sur le « grand remplacement » et le fait que certains acteurs au FN mais aussi au sein du FPÖ, se refusent à l'utiliser ou au contraire y recourent, elle remarque que c'est le fruit d'enjeu inter et intra-partisan. Voir : Leconte C., *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisanes. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II, p. 173. Leconte C., « La carrière militante du « grand remplacement » au sein du milieu partisan de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 111-134.

⁹⁸⁷ Belorgey N., Chateigner F., Hauchecorne M., Penissat É., « Théories en milieu militant. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n°81, 2011, p. 5-25.

⁹⁸⁸ Nikolski V., « La carrière militante de deux références savantes contestées : « eurasisme » et « géopolitique », dans le discours des organisations politiques russes de jeunesse », *Sociétés contemporaines*, Vol. 81, n°1, 2011, p. 107-127.

Certaines conclusions de ces travaux doivent être soulignées. Elles invitent tout d'abord à regarder le rôle des « marges » dans les phénomènes circulatoires ; ensuite, à prêter attention aux effets de la circulation sur l'idée ; enfin à dépasser le cadre partisan, pour élargir le regard vers le milieu partisan, comme espace de circulation des idées. Comme le souligne Cécile Leconte, « c'est [...] bien au sein de "milieux partisans" que l'on peut observer les circulations, en incluant des acteurs qui n'ont pas forcément de liens organiques avec les partis⁹⁸⁹ ». Ces points se révèlent particulièrement propices pour notre étude, qui porte sur une de ces « marges », participant au milieu partisan extrême-droitier et potentiellement à la circulation idéale qui s'y déroule. Cécile Leconte l'avait d'ailleurs mentionné : « l'étude des processus circulatoires révèle l'existence de tracés illustrant la porosité des frontières entre acteurs qualifiés de "populistes" et acteurs qualifiés d'extrêmes, [...] (voir par exemple les interconnexions entre le FN et le mouvement identitaire)⁹⁹⁰ ». Si le terme de porosité nous paraît difficile à manier⁹⁹¹ au même titre que celui d'influence⁹⁹², c'est bien cette hypothèse circulatoire, la capacité des Identitaires à diffuser – ou non – leurs idées dans le milieu partisan extrême-droitier français que nous voulons tester. Nous articulerons donc le prisme circulatoire et la notion de milieu partisan⁹⁹³, réunissant partis politiques, mouvements sociaux, milieux intellectuels et culturels, voire médiatiques, à propos de ces biens idéels. Il s'agit donc d'utiliser le prisme circulatoire, pour l'appliquer explicitement aux idées émanant des Identitaires, idées dont ils seraient les porteurs, les promoteurs - voire potentiellement des créateurs ou co-créateurs - d'observer leur circulation dans le milieu partisan de l'extrême droite, de la droite, voire au-delà, dans l'espace public. non seulement politique, c'est-à-dire vers des organisations partisanses ou des acteurs de ces organisations, mais également plus largement vers l'espace public et donc potentiellement auprès de profanes.

⁹⁸⁹ Leconte C., *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II, Tome 2, p. 27.

⁹⁹⁰ *Ibid.*, p. 11.

⁹⁹¹ Cette catégorie nous semble en effet compliquée à caractériser et plus largement à objectiver. À partir de quel moment est-ce qu'elle existe ? Nous serions bien en peine de déterminer la caractéristique déterminante pour établir la porosité : suffit-il qu'une idée soit mobilisée une fois ? À partir de combien d'occurrences est-ce que cela devient avéré ? Par qui doit-elle être mobilisée (l'importance est-elle la même si c'est un candidat aux municipales investi par le parti dans une ville de moins de 5000 hab. que si c'est un cadre du parti) ?

⁹⁹² Cécile Leconte insiste, après Michel Foucault, sur l'importance de renoncer à parler d'influence, terme trompeur qui implique une mono-causalité.

⁹⁹³ Sawicki F., « Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan. Le cas du parti socialiste en Ile-et-Vilaine », *Sociétés contemporaines*, 1994/4, n° 20, p. 83-110.

Ces questions présentent un double enjeu (1) : un enjeu symbolique pour le mouvement et – en miroir – un enjeu méthodologique pour le chercheur, qui doit se doter d'un protocole pour y répondre. Une fois ces enjeux clarifiés et le protocole exposé, nous reviendrons plus spécifiquement sur la carrière de deux *formules* identitaires dans l'espace public, « racisme anti-blanc » et « remigration » qui serviront de révélateur des circulations des idées identitaires (2).

1. Circulation : enjeu symbolique, enjeu méthodologique

Les Identitaires revendiquent une « influence » de leur mouvement, en affirmant que « leurs » idées ressurgissent dans tel espace politique ou dans tel discours. Ils considèrent ces « surgissements » comme autant de preuves de cette « influence », autant de victoires. En cela, la question de la circulation des idées est un enjeu symbolique pour l'organisation, qui revendique, une « influence » au-delà de la sphère militante et même au-delà du milieu partisan extrême-droitier, sur le discours politique de la droite, sur l'espace public (1). Étant donné cet enjeu symbolique pour l'organisation, le défi est grand également pour le chercheur, qui doit objectiver ce discours indigène. Pour répondre à cet enjeu méthodologique, il lui revient de se doter d'un protocole formalisé, qui permettra d'objectiver la circulation des « idées » à travers les discours, de retracer la carrière d'une idée identitaire dans les différents espaces où elle se retrouve (2).

1. Un enjeu symbolique pour le mouvement

Au cours des entretiens, une question concernait le sentiment de réussite ou d'échec de la stratégie métapolitique adoptée par les militants. Les formulations ont varié selon les entretiens, mais l'idée générale était celle-ci⁹⁹⁴ : « est-ce que tu as le sentiment que votre stratégie "fonctionne", que ça "marche" ? ». Une réponse positive amenait à réclamer des détails, des exemples. Les militants ont mobilisé en particulier trois exemples servant à illustrer leur *influence* sur le champ politique et/ou médiatique, comme autant de preuves que la diffusion de leurs idées fonctionne. Ces exemples sont présentés comme autant de victoires par les militants, des plus récents aux plus anciens, des plus formés aux moins formés : ils deviennent ainsi des symboles qui valident la pertinence des idées, des actions et des stratégies du mouvement.

⁹⁹⁴ En effet selon la technique de l'entretien semi-directif les formulations étaient adaptées aux réponses précédentes des militants, de même que l'ordre des questions qui pouvait être variable.

Le premier exemple, la première preuve de cette influence proposée par les militants est le terme « **identité** » et ses dérivés. Ils considèrent ainsi que ce terme, d'après eux peu usité auparavant, a connu un succès, médiatique et politique grâce à eux. C'est par exemple ce qu'explique Rémi [2014_2] : « le mot identité, tu sais, tout ce qui est « identitaire » et tout, c'est un vocable qui aujourd'hui est même utilisé par les médias du système ». Pour Rémi [2014_2], le fait que le terme soit repris, « utilisé » par des opposants politiques, le fameux système auquel ils s'opposent, est révélateur. En cela, il a le sentiment d'avoir réussi à diffuser son terme, et par métonymie, son idée au-delà de la frontière du mouvement. À propos du même terme, Baptiste [2017_13] souligne que « depuis qu'on existe [le mot identité] est rentré jusqu'à ce qu'on ait le droit à un ministère de l'identité quoi », liant ainsi indéfectiblement l'existence des Identitaires et la création par le Président Nicolas Sarkozy du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire après sa victoire à l'élection présidentielle en 2007. Pour ces deux militants, ce qui ne sont peut-être que des corrélations (une inflation du terme identité, la création du ministère de l'Identité) deviennent des causalités évidentes : c'est leur action qui en est la cause.

Autre exemple qui a un effet de preuve, le « **racisme anti-blanc** ». Plusieurs militants soutiennent que la reprise par Jean-François Copé en 2012 de l'expression « racisme anti-blanc » dans son livre-programme, puis lors de divers passages dans les médias est une preuve de leur influence⁹⁹⁵. Cela leur demande alors un double mouvement : d'une part souligner qu'ils sont à l'origine de l'expression, comme le fait Tristan [2017_29], « tout ça on en parlait depuis 10 ans nous déjà... 10 ans ! » et d'autre part souligner que c'est leur action qui a permis cette reprise, comme le fait Armand [2014_1] « le racisme anti-blanc c'est clairement une thématique que nous on avait lancée quoi. Si tu veux c'est la preuve qu'il y a beaucoup de nos idées qui sont reprises. ». Le verbe, ici, n'est plus neutre : ils n'ont pas fait qu'en « parler », ils l'avaient « lancée », c'est-à-dire initiée et envoyée, dans le but qu'elle se diffuse dans le vocabulaire, dans les discours, politiques, médiatiques, voire profanes. Tristan [2017_29] perçoit la réussite de cette stratégie bien au-delà du discours politique. Il explique qu'« aujourd'hui plus personne n'oserait dire que le racisme anti-blanc

⁹⁹⁵ Quelques jours après ces propos du Maire de Meaux, les Identitaires sont allés devant sa mairie avec une banderole « *Copé découvre le racisme anti-blanc, les Identitaires en parlent depuis 10 ans* ». Une façon pour eux de rappeler l'origine de l'expression et de s'attribuer sa diffusion. V. (Non signé), « Racisme anti-blanc : les Identitaires chez Jean-François Copé », *Bloc-identitaire.com*, 06/10/12. [Consulté le 02/03/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2676/racisme-anti-blanc-identitaires-chez-jean-francois-cope.html

n'existe pas. Il y a même eu des jurisprudences, des condamnations »⁹⁹⁶, tout en reconnaissant le rôle de Jean-François Copé dans cette diffusion, « on a dû attendre [que J.-F. Copé] en parle à la télé pour que les gens en prennent compte ». Ainsi, Jean-François Copé devient le médiateur entre les Identitaires et le public, un agent de la diffusion de leur discours.

Un troisième exemple, fourni par les militants, concerne cette fois la thématique migratoire. Pour Clément [2017_7], les Identitaires ont en effet contribué à « déplacer le curseur » :

« À l'époque, il fallait parler de « stopper les flux ». Aujourd'hui « stopper les flux migratoires », même des élus Républicains en parlent, même pour certains élus communistes c'est quelque chose qui est possible et envisageable. Donc on commence à s'intéresser à « Peut-être les binationaux, on leur enlève la binationalité ». Voilà, il y a différentes choses qui avancent, et quelque part c'est un début, c'est une amorce de remigration. »

Ainsi, à travers leur action, la solution initiale (l'arrêt des flux migratoires) est devenue une idée communément admise pour de nombreux élus, « Républicains » et « communistes » c'est-à-dire à travers tout le spectre politique. En conséquence, les militants avancent de nouvelles idées, plus radicales, comme la suppression de la nationalité. Dans ce passage, une politique des petits pas se met en œuvre : à chaque idée admise, il faut en pousser une nouvelle, qui à son tour se diffusera... jusqu'à parvenir à leur objectif, la « **remigration** ». Si les militants s'attribuent collectivement la paternité du terme, ils n'ont pas tous la même perception de la réussite ou non de sa diffusion. Ainsi, pour Baptiste [2017_13], « le Front a récupéré [l'idée de remigration] et c'est allé sur toutes les bouches », alors que pour Tristan [2017_29] cela reste un concept à lancer, qu'il faut diffuser. Il est néanmoins confiant dans sa capacité à être diffusé : « Je suis persuadé que dans 10 ans, tout le monde ne parlera que de ça ».

Ils reconnaissent néanmoins une certaine importance des médiateurs, comme l'a déjà montré le rôle que Tristan [2017_29] reconnaît à Jean-François Copé. Les militants sont en effet conscients que ces réseaux, ces intermédiaires sont nécessaires à la diffusion de leurs idées, les comparant à des « mégaphones ». Ils identifient des réseaux plus ou moins capables d'intégrer leurs idées et ensuite de participer à leur diffusion. En cela, le FN/RN

⁹⁹⁶ La polémique sur le racisme anti-blanc qui a éclaté en octobre 2018 suite à la diffusion d'un clip de Rap sur les réseaux sociaux vient cependant remettre en cause ce diagnostic, de nombreuses personnalités publiques (telle Rokhaya Dialo), y compris des universitaires (Eric Fassin), ayant remis en cause à cette occasion la pertinence de l'expression « racisme anti-blanc » et argué qu'il n'existait pas de racisme anti-blanc selon la définition du racisme admise dans les sciences sociales.

apparaît comme un vecteur de diffusion privilégié. Les militants considèrent que le Front national porte leurs idées dans la sphère politique :

« [Cette diffusion d'idées, depuis que t'es rentré, t'as l'impression que ça fonctionne, que c'est efficace ?]

Oui, je pense que oui. Au Front national... on le voit vraiment là, il y a réellement un combat de ligne politique, il y a des idées qui se diffusent, parfois ce sont des discours entiers qui sont repris par certains responsables du Front national, qui sont ceux de GI. »

Comme le révèle cet extrait, ces effets de reprise sont cependant le fait de « certains responsables » du FN et pas de tous : pour les militants, la diffusion de leur discours est donc un marqueur de lutte intra-partisane. Si certains responsables du FN sont en effet enclins à reprendre « leurs discours », d'autres y résistent, ce qui serait révélateur de tendances distinctes au sein du parti de Marine Le Pen. Les militants identifient ainsi certains acteurs, tels Marion Maréchal-Le Pen, Nicolas Bay ou Stéphane Ravier, comme adhérent et diffusant un discours identitaire. Le fait, par exemple, que Marion Maréchal-Le Pen ait évoqué la remigration lors d'une interview constitue à leurs yeux un marqueur de proximité⁹⁹⁷.

Au-delà du parti frontiste, l'exemple du « racisme anti-blanc » les pousse également à considérer la droite, UMP puis LR, comme un potentiel vecteur de diffusion. C'est par exemple le cas de François [2017_2] qui évoque cet exemple mais aussi de Steven [2017_14] qui souligne que « parfois, ce sont des responsables politiques d'autres mouvements de droite qui se réfèrent à ce que nous on a pu défendre ». Enfin, certains militants soulignent que leurs idées peuvent également être reprises et diffusées par « la gauche », y compris la gauche au gouvernement. Ce vecteur est considéré comme contre-intuitif et objet de surprise : « j'ai été très surpris de voir que François Hollande voulait mettre en place la déchéance de nationalité pour les terroristes. Bah voilà c'est nous qui l'avons proposée en premier »⁹⁹⁸ (Adam [2017_28]). Par ailleurs, Guillaume [2017_23] relève que parfois leurs termes sont diffusés sous un angle critique par la gauche :

« Je disais, "on pèse sur le débat", mais quand François Hollande, donc un mec de gauche, utilise le terme "Français de souche", c'est incroyable. C'est le terme que nous on a bombardé pendant super longtemps. Même s'il le dénigre, juste le fait qu'il l'utilise... c'est important ».

Ainsi, le fait que le Président de la République en exercice utilise un terme « bombardé » par les Identitaires est pour eux un marqueur de réussite⁹⁹⁹ : selon ce militant, même si la

⁹⁹⁷ Marion Maréchal-Le Pen, interview sur RMC, 18/12/2014.

⁹⁹⁸ Sur ce point, soulignons que François Hollande a dit avoir regretté cette proposition d'inscrire la déchéance de nationalité pour les terroristes dans la constitution, qui était une réaction aux attentats du 13 novembre. Cette mesure a d'ailleurs été abandonnée.

⁹⁹⁹ François Hollande a en effet utilisé l'expression le 23 février 2015, pour faire référence aux adolescents responsables de la profanation d'un cimetière juif dans le Bas-Rhin. Cela avait d'ailleurs déclenché une polémique. Voir (par exemple) : « "Français de souche" : polémique autour d'un mot utilisé par François Hollande », *Le Monde*, 24 février 2015.

diffusion est péjorative, elle reste *a minima* une preuve que leurs termes entrent dans le discours politique, que leur terminologie « pèse sur le débat ». Finalement, ce qui semble primer pour les militants, c'est la diffusion de leurs idées et non le réseau par lequel elles transitent, ce que souligne d'ailleurs Tristan [2017_29] : « C'est à dire que les idées, si elles sont diffusées... Qu'importe le réseau, si elles sont diffusées, c'est bien ! ».

La diffusion des idées est présentée par les militants comme autant de victoires qu'ils s'attribuent : « C'est le genre de victoires sémantiques qui nous reviennent entièrement. » (Baptiste [2017_13]). Ils insistent sur la dimension incrémentale de ces victoires, soulignant qu'il s'agit en effet d'une stratégie des petits pas et non d'une victoire immédiate : « C'est des petites victoires de plus en plus, le curseur se déplace, et puis on fait avancer la chose » (Clément [2017_7]). Pour lui, ce combat est d'autant plus important que leurs opposants livrent le même, « d'autres gens [...] travaillent pareil et dans le sens inverse » (Clément [2017_7]). Symboliquement, cette dimension est très importante pour les militants : « on s'attache beaucoup au combat des idées et au combat des mots qui nomment les idées. Les victoires sémantiques sont importantes » (Rémi [2014_2]). C'est donc une satisfaction pour eux de la voir réussir : « Tu vois je pense qu'on y arrive, tu vois, lentement, on joue notre petit rôle et ça commence » souligne Rémi [2014_2], « la ligne que nous on défend imprègne la société et ça déjà c'est une petite victoire » confirme Steven [2017_14]. C'est une satisfaction parce que cela correspond aux objectifs qu'ils se sont fixés : « ce qui compte c'est pas forcément la victoire politique par les urnes. Ce que je veux vraiment c'est que mes idées se reflètent dans la société » (Anthony [2017_8]). Finalement, les exemples de victoire qu'ils détaillent sont les seules preuves de la réussite de leur action. Selon eux, ces exemples valident *per se*, la pertinence à la fois de leurs idées et de leur stratégie. Pour les militants, défendre l'idée qu'ils ont une influence, cela revient à soutenir que le mouvement identitaire a bel et bien une raison d'être.

Chaque exemple est érigé en symbole de leur réussite. Nous allons donc nous concentrer sur ces « symboles », ces *signes discursifs* pour tester l'hypothèse d'une effective circulation de leurs idées.

2. Un enjeu méthodologique

Notre rôle de chercheur est de questionner cette unanimité des militants, pour ne pas tomber dans le « piège » du discours indigène. Il ne s'agit pas de rendre le discours des militants performatif mais plutôt de concevoir un protocole d'objectivation de ce discours. Comment procéder ? Nous avons vu les militants insister sur un certain nombre d'exemples révélateurs, selon eux, de leur influence. Nous proposons de nous saisir de deux de ces exemples et de leur appliquer une méthode éprouvée scientifiquement pour étudier leur circulation. Il convient d'explicitier cette proposition (1) et d'expliquer le protocole que nous avons suivi (2).

2.1. « Carrière militante d'une formule » : l'analyse discursive au service de la circulation idéale

La proposition est celle de Cécile Leconte qui consiste, dans une perspective circulatoire, à croiser les approches en termes de carrière militante¹⁰⁰⁰ et de « formule¹⁰⁰¹ ». Cette perspective, appliquée à la notion de « grand remplacement », lui permet de saisir les mécanismes de diffusion et de réception des idées que l'expression « contient ».

La formule est définie par Alice Krieg-Planque comme « un ensemble de formulations qui, du fait de leurs emplois à un moment donné et dans un espace public donné, cristallisent des enjeux politiques et sociaux que ces expressions contribuent dans le même temps à construire¹⁰⁰² ». Elle insiste sur le fait que cette notion est intrinsèquement liée à l'analyse de discours et prête à la « formule » quatre caractéristiques¹⁰⁰³.

La première caractéristique est le figement, marqué par une stabilité du signifiant, qui permet de « suivre [la formule] à la trace de sa forme¹⁰⁰⁴ ». La formule laisse une trace, visible dans les discours, que nous pouvons chercher, suivre, dont nous pouvons constater occurrences et absences : autant d'éléments objectifs à analyser. Trois propriétés adjacentes peuvent être dégagées : 1) la concision de la formule¹⁰⁰⁵ ; 2) l'ambiguïté de la formule ; si le

¹⁰⁰⁰ Cf. *infra*, Chapitre 5.

¹⁰⁰¹ Selon la définition d'Alice Krieg-Planque (V. Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique.*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2009).

¹⁰⁰² Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours, op. cit.*, p. 7.

¹⁰⁰³ Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours, op. cit.*, p. 63 ; Krieg-Planque A., « Construire et déconstruire l'autorité en discours. Le figement discursif et sa subversion », *Mots. Les langages du politique*, Vol. 107, n°1, 2015, p. 115.

¹⁰⁰⁴ Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours, op. cit.*, p. 63

¹⁰⁰⁵ « C'est la concision qui permet à la séquence d'être intégrée à des énoncés qui la soutiennent, la portent, la reprennent, la renforcent, la réitèrent ou la récusent. C'est la concision qui permet à la formule d'être réaffirmée ou refusée en bloc, de devenir partie intégrante d'une argumentation » (Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours, op. cit.*, p. 73)

signifiant est stable, le signifié peut être multiple ; 3) la capacité de la formule à s'imposer¹⁰⁰⁶.

La seconde caractéristique est le caractère discursif de la formule¹⁰⁰⁷. Elle n'existe que grâce aux usages qui la font devenir une formule. Deux situations sont alors à distinguer : soit le terme est un néologisme et son accès au rang de formule coïncide avec son apparition, soit il existe préalablement et il faut alors rechercher l'usage particulier par lequel il devient une formule. La formule est donc une notion discursive, indissociable des usages.

Troisièmement, la formule « constitue un référent social¹⁰⁰⁸ ». Même dans un contexte transitoire et localisé, elle est « connue de tous »¹⁰⁰⁹. En accédant à la notoriété, le signe devient une formule. Des indices de cette transition du signe à la formule sont visibles : 1) l'accroissement de sa fréquence ; 2) la présence du signe dans une diversité de discours, dans divers champs¹⁰¹⁰ ; 3) l'obligation pour les acteurs, notamment politiques, de se positionner par rapport au signe.

Enfin, la formule a un caractère polémique. Elle porte une charge symbolique forte et est intrinsèquement un objet de débat politique, de polémique :

Elle « met en jeu les modes de vie, les ressources matérielles, la nature et les décisions du régime politique dont les individus dépendent, leurs droits, leurs devoirs, les rapports d'égalité ou d'inégalité entre citoyens, la solidarité entre humains, l'idée que les personnes se font de la nation dont ils se sentent être les membres¹⁰¹¹ ».

Ces quatre caractéristiques doivent être « actives » pour que l'on soit face à une formule. Cependant, ce sont des conditions plus *graduelles* que *binaires*¹⁰¹² : elles ne sont pas soit "remplies", soit "non remplies" mais chacune va être plus ou moins remplie. Ainsi, le figement peut être relatif, les caractères discursif et de référent social sont plus ou moins forts, elle est plus ou moins polémique. Il faut évaluer au cas par cas à quel point chaque condition est remplie, et donc si la notion de « formule » est applicable au signe concerné. Notons, pour finir, que la notion de formule est indissociable du « principe de publicisation », par lequel les lanceurs de formule vont lui conférer une notoriété dans l'espace public. À ce titre, les médias jouent un rôle primordial en participant à mettre en circulation les formules provenant de la périphérie, sans en être les seuls opérateurs :

« Le développement contemporain de différents dispositifs et formats de communication électronique qui favorisent la déconcentration de l'initiative et

¹⁰⁰⁶ Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours*, op. cit., p. 115.

¹⁰⁰⁷ *Ibid.*, p. 84-85.

¹⁰⁰⁸ *Ibid.*, p. 93-99.

¹⁰⁰⁹ Cela ne signifie pas que la signification de la formule soit unique, au contraire, elles peuvent même être contradictoires.

¹⁰¹⁰ « *oraux et écrits, savants et ordinaires* » (Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours*, op. cit., p. 98.)

¹⁰¹¹ Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours*, op. cit., p. 103-104.

¹⁰¹² *Ibid.*, p. 115-116.

l'intervention dispersée des usagers [...] conduit à relativiser plus encore la contribution des médias de masse à la production et à la diffusion des formules¹⁰¹³ ».

En se saisissant de cette notion, Cécile Leconte propose de retracer la « carrière militante d'une formule¹⁰¹⁴ ». C'est cette proposition que nous appliquerons à des formules identitaires pour étudier leur circulation dans l'espace militant extrême-droitier¹⁰¹⁵.

Le recours à cette notion présente trois avantages pour notre recherche : 1) S'il est difficile de « suivre » une idée, il est possible de suivre ce marqueur discursif qu'est la « formule ». Puisque la stabilité du signifiant est caractéristique de la formule, nous pouvons en effet en observer la diffusion dans l'espace public ; 2) Cela permet de se livrer à une analyse dépassionnée, loin de la charge symbolique que les militants y attribuent, en évitant la notion imprécise « d'influence » ; 3) Par le recours à cette notion, nous proposons un *test* de circulation, fournissant des résultats qui ont le mérite d'être reproductibles.

2.2. Études de cas : protocole, choix des cas et constitution des corpus

Le recours à la notion de formule a trois implications méthodologiques, en termes de constitution du corpus et d'analyse. La première implication est évidente : puisqu'il s'agit d'une notion discursive, il faut se doter d'un corpus de discours à analyser¹⁰¹⁶. Ce corpus doit permettre de comprendre le rôle des Identitaires, dans la phase de création, d'importation, d'émergence et de circulation du signe. Deuxième implication : puisqu'il s'agit de comprendre l'origine du signe (est-il identitaire ?) et sa diffusion dans l'espace public (est-il un référent social ?), il faut étudier les discours identitaires mais aussi intégrer les médias dans l'analyse, en particulier la presse¹⁰¹⁷. Troisième implication, puisque nous interrogeons *la fréquence* du signe, mais aussi sa dimension *polémique*, les *usages* qui en sont faits, les *lieux* discursifs dans lesquels il est énoncé, les *effets* sur lui de la circulation, il faut avoir une double approche, quantitative et qualitative.

¹⁰¹³ *Ibid.*, p. 126.

¹⁰¹⁴ Leconte C., « La carrière militante du « grand remplacement » au sein du milieu partisan de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 111-134.

¹⁰¹⁵ Cette idée a émergé suite à une communication de Cécile Leconte lors du colloque « Des idées et des partis. Pour une histoire sociale des idées politiques » organisé à Sciences-Po Paris les 22 et 23 mai 2017 par le groupe Histoire Sociale des Idées Politiques de l'AFSP, qui présentait la carrière de la formule « grand remplacement ». Elle en étudiait l'origine, sous la plume de Renaud Camus, sa transformation progressive en *formule* et sa diffusion dans le champ extrême-droitier européen, tant vers le FN en France, que vers l'Allemagne et l'Autriche. La méthode et le protocole permettaient d'objectiver ce qui reste autrement un sentiment diffus de présence concomitante de termes similaires dans des discours contemporains et nous ont paru particulièrement intéressant à mobiliser ici. V. Leconte C., *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans*, *op. cit.* ; Leconte C., « La carrière militante du « grand remplacement » au sein du milieu partisan de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) », *Politix*, *art. cit.*

¹⁰¹⁶ Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours*, *op. cit.*, p. 92.

¹⁰¹⁷ Sans omettre le statut particulier du discours de presse et donc de son analyse. V. Krieg A., « Analyser le discours de presse », *Communication*, Vol. 20/1, 2000, p. 75-97.

Nous avons choisi de faire deux études de cas et donc d'étudier les carrières dans l'espace militant de deux formules : « **racisme anti-blanc** » et « **remigration** ». Ce choix répond à deux exigences. Tout d'abord, nous nous intéressons à deux formules qui sont considérées par les Identitaires comme des « preuves » de leur réussite, ainsi nous « éprouverons » le discours indigène. Les militants considèrent que ces deux expressions circulent, que leur diffusion est effective. Nous nous proposons de tester la réalité de ce discours unanime. De plus, ces deux « formules » s'inscrivent dans des temporalités différentes, qui rendent leur étude complémentaire. La formule « racisme anti-blanc » est poussée par les Identitaires dès leur création au début des années 2000 et ils considèrent que sa circulation est aboutie ; la formule « remigration » est, elle, plus récente puisqu'elle apparaît au début des années 2010, et sa diffusion semble plus relative.

En ce qui concerne l'étude de la diffusion de « racisme anti-blanc », le corpus de presse constitué réunit les dépêches de l'Agence France Presse, mais également les articles du *Monde* et du *Figaro* contenant le syntagme « racisme anti-blanc ». Ces médias nous apparaissent complémentaires : le suivi de l'AFP permet d'avoir accès aux informations brutes diffusées par une agence qui conditionne en partie la production médiatique. Le suivi du *Monde* et du *Figaro* vient compléter cela, en permettant des comparaisons dans l'usage du « racisme anti-blanc » entre deux médias aux lignes éditoriales distinctes. Cela permet également des comparaisons entre une diversité d'énoncés aux statuts variables (informations brutes, tribunes, reportages, etc.) ainsi qu'une diversité d'énonciateurs (journalistes, politiques, spécialistes, chercheurs). Ces deux corpus ont été constitués à partir des bases de données de presse en ligne, Factiva et Europresse. Étant donné l'ancienneté de l'expression et sa pénétration dans l'espace public, cela forme un corpus de 324 articles (1959-2017).

Pour la formule « Remigration », le corpus de presse a été constitué de manière similaire, en sélectionnant les articles contenant l'un des termes « remigration », « rémigration » ou « réémigration ». Ce choix d'avoir recours à différents termes peut sembler contradictoire avec la notion de formule. En réalité, cela permettra de voir justement si le *terme* est devenu ou non, une *formule*, le figement en « remigration » étant un marqueur de sa stabilisation. Le corpus étant restreint (39 articles entre 2014 et 2017), nous avons constitué en complément un corpus de tweets (33.956 messages). Il permettra d'observer la diffusion de ce terme sur le réseau social Twitter et notamment de voir « où » et « vers qui », il se diffuse effectivement. Pour le constituer, nous avons recherché tous les tweets en langue française contenant un des termes depuis la création du réseau social (2006) jusqu'en 2017.

Encadré méthodologique : le corpus de « tweets »

Twitter apparaît comme un espace public, où se déroulent des échanges, des débats, parfois à portée politique. En cela, il est un espace intéressant pour voir émerger un *signe* et observer à la fois la naissance et l'évolution d'une *formule*. Twitter est de surcroît un espace particulièrement investi par les militants de tous bords¹⁰¹⁸, notamment identitaires. Suivre le recours à ce terme sur le réseau social, c'est en fait observer comment celui-ci émerge, se construit jusqu'à être adopté par les militants, jusqu'à devenir une de leur référence, jusqu'à être mis en débat face à leurs opposants. Cela permet également d'interroger la destination, le point d'arrivée du terme : quelle(s) autre(s) arène(s) investit-il ? Le réseau social nous permet d'observer cette circulation dans une diversité de milieux.

Les logiciels de captation automatique ne fonctionnant pas pour archiver les tweets au-delà d'une semaine, **nous avons réalisé une captation manuelle des 33.956 messages**. Ce type de captation est moins riche qu'une captation automatisée, qui aurait permis de cartographier la communauté. Néanmoins, elle a l'avantage de nous permettre d'observer ce qui se produit dans le temps long.

À partir de cette captation, deux bases ont été constituées, faisant l'objet d'un traitement quantitatif et qualitatif :

1. Une base de données des messages envoyés sur la plateforme, qui permet de suivre le nombre de tweets contenant un des termes et d'analyser le contenu de ces messages.
2. Une base de données des utilisateurs ayant envoyé les messages, ce qui permet tout d'abord de suivre le nombre d'utilisateurs uniques de la plateforme qui utilisent ce terme chaque mois et donc l'évolution de la taille de communauté ; ensuite de chercher la qualité de ceux qui en usent (sympathisants, militants, opposants, responsables de parti, etc.) ; enfin de voir quels utilisateurs le mobilisent le plus.

Il y a de possibles lacunes : les tweets des comptes qui ont été interdits par le réseau social ne sont plus accessibles, de même que les tweets supprimés par les utilisateurs¹⁰¹⁹. Par ailleurs, nous ne pouvons analyser que le texte, or les images et vidéos jouent un rôle fondamental sur les réseaux sociaux¹⁰²⁰.

Enfin, il faut également garder à l'esprit que si le réseau social peut apparaître comme une représentation virtuelle de l'espace public, les usagers ont un profil sociologique particulier¹⁰²¹.

¹⁰¹⁸ Boyadjian J., « Les usages politiques différenciés de Twitter. Esquisse d'une typologie des "twtittos politiques" », *Politiques de communication*, Vol. 6, n°1, 2016, p. 31-58 ; Théviot A., « Qui milite sur Internet ? Esquisse du profil sociologique du « cyber-militant » au PS et à l'UMP », *Revue française de science politique*, Vol. 63, n°3, 2013, p. 663-678. Voir également : Dossier « Militantisme en réseaux », *Réseaux*, Vol. 181, n°5, 2013.

¹⁰¹⁹ Notons cependant que les données ont été recueillies avant la suppression massive des comptes Twitter officiels de l'organisation

¹⁰²⁰ D'autres recherches se penchent également sur ces « signes ». Par exemple sur les images : Bouté E., Mabi C. « Des images en débat : de la blessure de Geneviève Legay à la répression des Gilets Jaunes », *Études de communication*, Vol. 54, n°1, 2020, p. 29-52 ; Klein O., « Misleading Memes: The effects of deceptive visuals of the British National Party », *Partecipazione & Conflitto*, 2020.

¹⁰²¹ Les résultats de l'enquête « WhoUsesTwitter » réalisée par Twitter France en 2015 le montrent : les 16-34 ans représentent 59% des utilisateurs du réseau social, contre 27% de la population française de plus de 16 ans ; les diplômés du supérieur représentent 40% des utilisateurs contre 25% de la population française ; il est également plus probablement issu des CSP +.s Ces données ont été relayées sur plusieurs sites (en général des sites spécialisés dans le milieu du digital ou de la publicité). Voir par exemple : Ropars F., « Qui sont les utilisateurs de Twitter France ? », *blogdumoderateur.com*, [Consulté le 10/11/2016] URL : www.blogdumoderateur.com/utilisateurs-twitter-france/

2. Deux carrières de signes identitaires dans l'espace politique

Pour chacun des deux cas d'étude, « racisme anti-blanc » (1) et « remigration » (2), nous nous attacherons à chercher l'origine du signe, à retracer sa carrière pour dégager les étapes de sa circulation, et ainsi saisir les mécanismes et les moteurs qui l'ont permise. Cela nous permettra, dans chaque cas, d'évaluer le rôle joué effectivement par les Identitaires dans la diffusion du signe.

1. La formule « racisme anti-blanc » dans la presse.

Retracer l'origine de la formule « racisme anti-blanc » est un exercice doublement complexe : tout d'abord parce qu'il ne s'agit pas d'un néologisme et que le syntagme existe préalablement à son fonctionnement formulaire mais surtout parce que l'idée véhiculée a emprunté d'autres signifiants¹⁰²². Il faudra donc interroger cette origine (1) puis s'attarder sur les mécanismes qui ont présidé à sa circulation, à travers les moments-clés de la carrière de cette formule (2), pour évaluer le rôle des Identitaires dans le fonctionnement formulaire du « racisme anti-blanc » (3).

1.1. « Racisme anti-blanc » : une origine frontiste

Dès la fin des années 1970, apparaît à l'extrême droite, la notion de « racisme anti-français », popularisée par Jean-Marie Le Pen et son parti (illustration 8). En effet, cette notion apparaît en 1977 dans une affiche du FN, éditée pour un meeting, dont l'en-tête préconise de dire « Non au racisme anti-français ». Cette expression traverse la vie du Front national : elle fait l'objet de campagnes de propagande¹⁰²³ (illustration 8), elle est présente dans les discours des présidents et cadres du parti¹⁰²⁴, elle est évoquée jusque dans le programme de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2012¹⁰²⁵.

¹⁰²² Par exemple, le « racisme anti-français », évoqué par le Front national dès la fin des années 1970.

¹⁰²³ En 1977 donc, mais également en 2012 : le FNJ lance une campagne d'affichage, « Assez de racisme anti-français. On est chez nous ! ».

¹⁰²⁴ Jean-Marie Le Pen le dénonce par exemple en 1985, sur le plateau de l'émission « Face à la trois » (5/7/1985) ; Marine Le Pen entend lutter, en mai 2012, contre « l'explosion du racisme anti-français ».

¹⁰²⁵ « Le racisme anti-Français comme motivation d'un crime ou d'un délit sera considéré comme une circonstance particulièrement aggravante et alourdira donc la peine encourue. » (Le Pen M., *Mon projet pour la France et les français*, 2012, p. 6).

Illustration 8 – Le « racisme anti-Français » dans les affiches du Front national¹⁰²⁶

Front national, 1977

Front national de la Jeunesse, 2012

La formule apparaît pour la première fois dans notre corpus dans une tribune publiée dans *Le Monde* en 1959 : le syntagme préexiste donc à ce sens politisé et à ces usages frontistes. L'auteur, un ancien professeur de lycée à Fort-de-France, y évoque le développement d'un « certain racisme anti-blanc » à la Martinique¹⁰²⁷. Certains articles dans les années qui suivent tiennent des propos similaires, par exemple en 1980 (le « racisme anti-blanc qui se développe [...] dans nombre d'îles antillaises¹⁰²⁸ ») ou encore en 1984 (le substitut du procureur de Pointe-à-Pitre décrit une Guadeloupe, « taradée par un "problème racial", un "racisme anti-blanc"¹⁰²⁹ »). Le « racisme anti-blanc » est également évoqué à propos des États-Unis, associé aux *Blacks Muslims*¹⁰³⁰, dissocié des *Black Panthers*¹⁰³¹, ou encore de l'Afrique du Sud¹⁰³². Dans ces articles, le terme ne provoque pas de polémique : il vise à décrire soit une idéologie (dans le cas des *Blacks Muslims*) de lutte contre les « blancs », soit des actes de violence dirigés contre des minorités¹⁰³³ blanches. Le « racisme

¹⁰²⁶ Les deux illustrations sont des copies d'écran d'un article du journal *Libération*. Voir : Bouchet-Petersen J., « Racisme anti Français : François Fillon braconne en eaux troubles », *Œil sur le front - Libération*, 17/03/2017. [Consulté le 05/08/2020] URL : oeilsurlefront.liberation.fr/les-idees/2017/03/17/racisme-anti-francais-francois-fillon-braconne-en-eaux-troubles_1556329

¹⁰²⁷ Crabot C., « Chômage, racisme et centralisation excessive sont à l'origine du malaise à la Martinique », *Le Monde*, 29/12/1959.

¹⁰²⁸ Clerc J.-P., « Caraïbes : fortes devises et mauvaise fortune », *Le Monde*, 23/02/1980.

¹⁰²⁹ (Non signé), « Les policiers de la Métropole arrivent dans l'Île », *Le Monde*, 11/06/1984.

¹⁰³⁰ (Non signé), « Un Noir musulman tué et plusieurs blessés à Los Angeles », *Le Monde*, 2/05/1962.

¹⁰³¹ Amalric J., « Le "hippisme" dévoyé », *Le Monde*, 6/12/1969.

¹⁰³² (Non signé), « AFRIQUE DU SUD : dans un climat politique tendu L'arrestation des dirigeants du Congrès panafricain », *Le Monde*, 27/05/1993 ; (Non signé), « Un entretien avec André Brink " La grande majorité des Sud-Africains veulent la démocratie et la paix" », 01/02/1994.

¹⁰³³ Au sens arithmétique ici.

anti-blanc » est donc déjà un syntagme utilisé dans ces divers cadres, de manière neutre, avant sa mise en formule. Il acquiert progressivement un sens dans l'hexagone, puisqu'en 1995, *Le Monde* consacre une enquête à des groupes de rap français considérés trop violents et auxquels est reproché notamment un « racisme anti-blanc¹⁰³⁴ ».

L'analyse du corpus révèle une origine du terme à l'extrême droite. Dans son sens proprement politique, il est forgé par le Front national dans la continuité du « racisme anti-français ». La première utilisation du terme remonte à Jean-Marie Le Pen le 15 août 1998, lors de la clôture de l'Université d'été du FN. Il explique alors que « l'anti-racisme, [...] n'est pas un non racisme, c'est un racisme inversé, un racisme anti-français, anti-blancs, anti-chrétiens¹⁰³⁵ ». Les deux qualificatifs « anti-français » et « anti-blancs », juxtaposés par le président du FN, sont comme identifiés l'un à l'autre. En décembre 2002, un communiqué des Identitaires dénonce à son tour le « racisme anti-français ». Cette fois, le « racisme anti-blanc » est totalement absent de leur communiqué. À ce moment, les Identitaires semblent donc se conformer à la formule originelle du FN : « Le vrai racisme en acte dans ce pays, c'est celui qui frappe tous les jours les Français insultés, agressés et parfois violés ou tués¹⁰³⁶ ». Ils insistent, comme Jean-Marie Le Pen avant eux sur la *nationalité* (« Français ») et pas sur ce qu'ils considèrent comme une composante de *l'identité* (ethnique - « blanc »). En février 2003, le syntagme apparaît dans un nouveau communiqué : « Le gouvernement de cette république ne réagit qu'au racisme anti arabe ou antijuif. Le racisme anti-français, anti-blanc, anti-catholique n'émeut pas ceux qui nous dirigent¹⁰³⁷ », écrivent les Identitaires. Les similitudes avec le discours de Jean-Marie Le Pen en 1998 sont perceptibles : premièrement, dans la critique à peine voilée de l'antiracisme et le mépris de l'État vis-à-vis d'un "autre racisme" ; mais surtout dans l'équivalence qu'ils font entre « racisme anti-français », « racisme anti-blanc », auquel s'ajoute le critère religieux. L'équivalence des termes perdure, dans le discours identitaire¹⁰³⁸ mais également dans le discours de Jean-Marie Le Pen, qui réutilise le terme en mars 2003. Le président du FN évoque alors « un

¹⁰³⁴ Davet S., « Certains groupes de rap sont accusés d'être trop violents », *Le Monde*, 8 septembre 1995. Notons que, si la dénonciation existe, sa source n'est pas connue. De plus, personne ne semble se saisir de cette thématique sur le plan politique et les conséquences juridiques pour les groupes sont nulles.

¹⁰³⁵ Jean-Marie Le Pen, *Discours de clôture de l'Université d'été du Front national*, 15 août 1998.

¹⁰³⁶ « Une nouvelle arme contre notre identité ? », Communiqué, *les-identitaires.com*, 12/12/2002. [Consulté le 11/08/2002] URL : [web.archive.org/web/20030605194601/http://www.les-identitaires.com/aff_doc.php?id=74&idrub=2](http://www.les-identitaires.com/aff_doc.php?id=74&idrub=2)

¹⁰³⁷ « Vers le chaos ethnique », Communiqué, *les-identitaires.com*, 28/02/2003. [Consulté le 11/08/2002] URL : [web.archive.org/web/20030902000358/http://www.les-identitaires.com/aff_doc.php?id=168&idrub=2](http://www.les-identitaires.com/aff_doc.php?id=168&idrub=2)

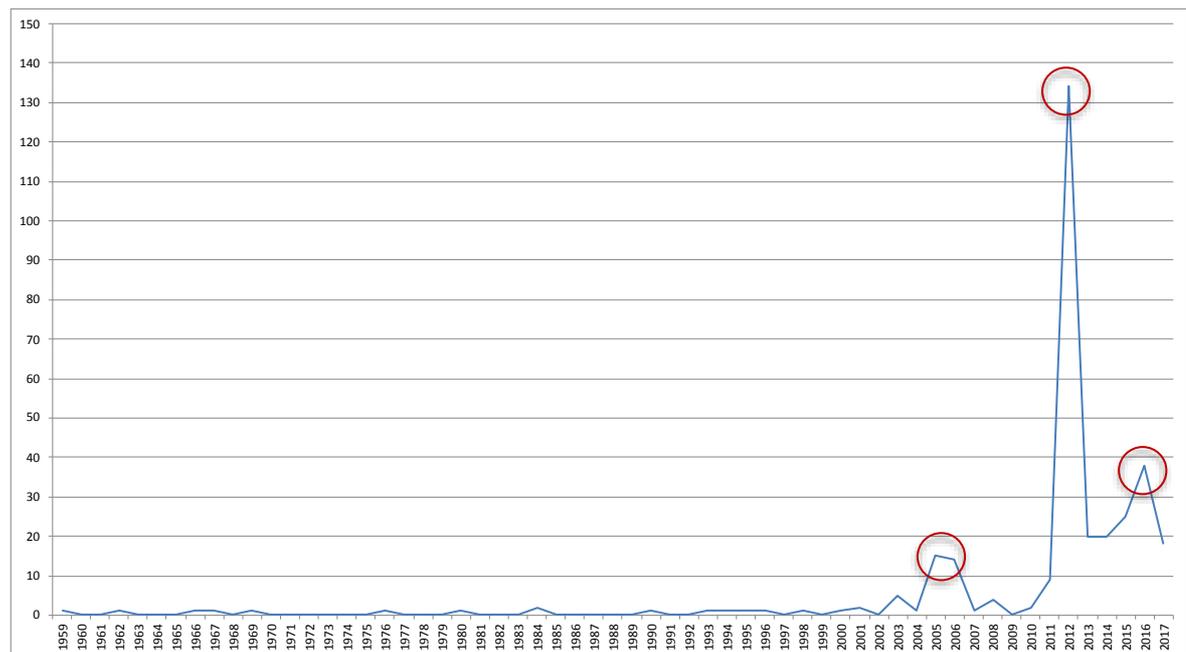
¹⁰³⁸ Par exemple dans le communiqué des *Jeunes identitaires* du 21 mai 2003 : « le racisme anti-Français et anti-blanc est toléré, même parfois encouragé par les postures ethnomasochistes de nos médias et de nos dirigeants alors même que chaque jour des Françaises et des Français sont victimes d'agressions verbales ou physiques en raison de leur couleur de peau ! » (V. « Sniper nique la France ? Niquons Sniper », Communiqué, *jeunes-identitaires.com*, 21/05. [Consulté le 11/08/2002] URL : [web.archive.org/web/20030805081045/http://www.jeunes-identitaires.com/communique21.htm](http://www.jeunes-identitaires.com/communique21.htm)

racisme important dont on ne parle pas, celui du racisme anti-blanc dont sont victimes les Français de souche¹⁰³⁹ ». Dans le discours identitaire pourtant, le terme va prendre son autonomie et devenir une priorité pour les militants, qui vont procéder à sa redéfinition.

1.2. « Racisme anti-blanc » : une diffusion soudaine et étendue

Le corpus de presse analysé compte 324 articles entre 1959 et 2017¹⁰⁴⁰. La répartition n'est pas linéaire : le graphique ci-dessous (graphique 6) montre au contraire de fortes variations de fréquence. Le nombre d'articles contenant « racisme anti-blanc » publié chaque année oscille entre 0 et 134 (en 2012). De plus, cette évolution n'est pas continue, ni progressive. Elle connaît au contraire des variations soudaines, qu'il faut expliquer en observant les sujets mobilisés dans la presse à ces périodes. Trois « pics » seront plus particulièrement analysés : la période 2005-2006 qui marque une première attention au terme, l'année 2012 qui compte plus d'un tiers des articles du corpus et enfin l'année 2016. Il conviendra ainsi de préciser les phases où le terme adopte un fonctionnement formulaire, d'expliquer ces variations et de rechercher si les campagnes des Identitaires, récurrentes sur ce thème, y sont corrélées ou non.

Graphique 6 - Occurrences de "racisme anti-blanc" dans le corpus (1959-2017)



Source : données issues de Factiva, calculs et graphique de l'auteur

¹⁰³⁹ Le Pen Jean-Marie, interview sur RMC, 14/03/03, in : Barth E., « M. Le Pen rêve d'une victoire aux régionales de 2004 en PACA malgré la réforme de la loi électorale », *Le Monde*, 17/03/03.

¹⁰⁴⁰ La liste des articles du corpus est disponible en annexe (Voir Annexe 8).

Le « racisme anti-blanc » apparaît comme un syntagme central des militants identitaires depuis leur création. Dès 2003, ils lancent une campagne contre le groupe de rap Sniper : les militants font annuler la tournée du groupe en faisant pression sur les salles de concert¹⁰⁴¹. Ils diffusent également de premiers autocollants, disponibles sur leur site : ils prennent la forme des stickers « *Parental Advisory – explicit content* » apposés sur les CD pour avertir les acheteurs de paroles potentiellement choquantes. Sur ceux des Identitaires, est écrit : « *Parental Advisory – Racisme anti-blanc* » (illustration 9).

Illustration 9 – « Parental Advisory – Racisme anti-blanc » (2003)



Tout au long de cette campagne, ils dénoncent le « racisme anti-blanc » des rappeurs, en citant des extraits de leurs chansons. Au-delà des rappeurs, les Identitaires désignent les coupables : la « racaille » et les étrangers, comme le souligne Philippe Vardon dans le bulletin des Identitaires niçois : « Depuis trois mois les Jeunesses Identitaires ont décidé d’agir pour ne plus subir le racisme anti-blanc affiché par de nombreux groupes de rap, porte-parole de la racaille immigrée¹⁰⁴². » Fabrice Robert se réjouit, dans l’article « Sniper snipé », des annulations de concerts dans toute la France. Quelques pages plus loin, se trouve un hommage à Michaël, « poignardé puis achevé à coup de pierre pour son discman », suivi de la photo du militant bardée du slogan « le racisme anti-blanc tue ». À travers ces articles, une évolution du groupe visé par le concept est visible : ce n’est plus « l’antiracisme » en tant qu’idéologie mais la « racaille », l’« immigration », les « étrangers »¹⁰⁴³. Ce cadrage se confirme dans la campagne « Face à la racaille tu n’es plus seul(e)¹⁰⁴⁴ » présentée ainsi : « Agressions, insultes, intimidations permanentes, racket, vols, racisme anti-blanc, viols... Nous qui sommes fils et filles du peuple savons trop bien ce qu’endurent nos compatriotes quotidiennement¹⁰⁴⁵ ». Ces premières actions contre Sniper et ces premières dénonciations

¹⁰⁴¹ Sur les tracts de l’époque, les Identitaires demandent aux sympathisants d’appeler les salles (dont ils donnent le numéro de téléphone) pour réclamer l’annulation du concert.

¹⁰⁴² Vardon P., « Agir pour ne plus subir », *Alternative identitaire*, n°3, Juin 2003, p. 1.

¹⁰⁴³ L’article sur Michaël précise en effet la nationalité des agresseurs, tous deux étrangers, ceci devenant une preuve pour les militants qu’il s’agit de racisme anti-blanc.

¹⁰⁴⁴ Voir Annexe 6.

¹⁰⁴⁵ « Face à la racaille tu n’es plus seul(e) », *Alternative identitaire*, n° 4, octobre 2003.

d'agressions « anti-blancs » ne sont pas relayées par les médias nationaux : malgré cet activisme, les Identitaires ne font pas entrer le « racisme anti-blanc » dans l'arène médiatique. D'ailleurs, ils ne le revendiquent pas, considérant plutôt cette campagne comme un moment d'émergence du concept au niveau militant : « la campagne anti-Sniper a été la première action qui a pu rassembler de nombreux militants autour de la dénonciation du racisme anti-blanc¹⁰⁴⁶ ».

Comme le montre le graphique ci-dessus (graphique 6), le terme émerge pour la première fois dans le corpus au cours de la période 2005-2006, par un biais éloigné des Identitaires. En effet, le « racisme anti-blanc » accède à la notoriété suite à la publication d'un appel lancé « par l'association sioniste de gauche Hachomer Hatzair et Radio Shalom¹⁰⁴⁷ » et signé, par exemple, par Alain Finkielkraut, Bernard Kouchner ou Pierre-André Taguieff. Cette tribune dénonçait, en les qualifiant de « racisme anti-blanc », des faits de violence observés lors de manifestations à Paris en mars 2005 : « plusieurs agressions, souvent à coups de pied et de poing, par de jeunes garçons d'origine africaine contre des lycéens blancs¹⁰⁴⁸ ». D'emblée controversée, elle provoque des réactions choquées d'autres intellectuels (Esther Benbassa) mais aussi de diverses associations (Ligue des droits de l'Homme, Mrap, Union nationale des lycéens¹⁰⁴⁹). Le terme acquiert alors des dispositions formulaires : des personnalités officielles vont être directement appelées à se positionner sur le concept, tel Dominique de Villepin, alors ministre de l'Intérieur¹⁰⁵⁰, ou vont le faire sans y être invitées, à l'image de l'humoriste Guy Bedos¹⁰⁵¹. Les références à cet « appel », ainsi qu'aux manifestations apparaissent par la suite dans divers articles du corpus, aussi bien dans la période qui suit directement que plus tardivement¹⁰⁵².

À partir de novembre 2005, l'expression « racisme anti-blanc » va également être liée à l'UMP. En effet, à l'invitation du Député (UMP) de la 1^{ère} circonscription de Moselle, François Grosdidier, plus de 200 parlementaires de la majorité vont réclamer au ministre de la Justice des poursuites contre des groupes de rap « anti-blancs »¹⁰⁵³. L'AFP l'évoque à nouveau en lien avec le député en avril 2006, lorsque celui-ci réclame une loi contre les

¹⁰⁴⁶ Robert F., « Éditorial », ID Magazine, n° 5, printemps 2006, p. 2.

¹⁰⁴⁷ Van Eeckhout L., « Un appel est lancé contre les "ratonnades anti-Blancs" », *Le Monde*, 25/03/05.

¹⁰⁴⁸ « Polémique sur l'émergence d'un "racisme anti-blanc" », *AFP*, 25/03/05.

¹⁰⁴⁹ « L'UNL condamne l'appel contre des "ratonnades anti-blancs" », *AFP*, 28/03/05.

¹⁰⁵⁰ « Selon Villepin, le "racisme de tout bord est une réalité" en France », *AFP*, 17/04/05.

¹⁰⁵¹ « Guy Bedos, juge pour enfants au grand cœur », *AFP*, 04/05/05.

¹⁰⁵² Par exemple : Luc Bronner (Tribune), « Crise des banlieues l'onde de choc », *Le Monde*, 06/01/06 ; « Bandes : la spirale de l'ultra-violence », *Le Monde*, 25/02/06 ; « Racisme anti-blanc, la formule qui fâche », *Le Monde*, 27/10/12 ; « "Racisme anti-blanc" et antisémitisme vont-ils de pair ? », *Le Monde*, 23/01/14.

¹⁰⁵³ Kessous M., « Des parlementaires réclament des poursuites contre des rappeurs », *Le Monde*, 25/11/05.

rappeurs « anti-blancs »¹⁰⁵⁴. En mai 2006, c'est le procès intenté contre ces groupes par un autre député UMP, Daniel Mach, qui est l'objet d'un article du *Figaro*¹⁰⁵⁵. Lors de la nomination de F. Grosdidier au poste de secrétaire national à l'intégration de l'UMP, le communiqué de presse du parti fait référence à ses actions contre les rappeurs et reprend donc le syntagme « racisme anti-blanc »¹⁰⁵⁶. Tout au long de cette première phase de notoriété du terme, il n'est pas lié au Front national, ni aux Identitaires, ni – plus largement – à l'extrême droite. Il est donc un concept qui circule, séduisant la droite mais aussi des groupes sionistes, voire des intellectuels, classés à l'époque « à gauche ». Au cours de cette période, seuls deux articles du corpus font référence aux Identitaires, en mars 2006, après qu'ils ont déployé une banderole « Halte au Racisme anti blanc » lors d'un hommage au policier Raphaël Clin¹⁰⁵⁷. Pourtant ceux-ci n'ont pas arrêté de se mobiliser sur le sujet. Nous le voyons par exemple à leur campagne « Ni voilée, ni violée, touche pas à ma sœur » qui entend dénoncer les « nouvelles formes de violence teintées à la fois de sexisme et de racisme anti-blanc¹⁰⁵⁸ » subies par les femmes « européennes ». Nous ne constatons pas, au cours de cette période, de lien direct entre la mobilisation du terme et les actions des Identitaires.

Après cette phase, le terme disparaît du corpus¹⁰⁵⁹, pour ne refaire surface qu'en 2012. Les Identitaires, eux, poursuivent leurs campagnes de promotion du terme. En 2007, les II consacrent par exemple une campagne de communication au « racisme anti-blanc » (illustration 10). Elle se décline sur trois slogans¹⁰⁶⁰ et fait également l'objet d'un meeting en février 2007 à Avignon¹⁰⁶¹. Autre exemple en avril 2009, les jeunes du « Projet Apache » (antenne francilienne du réseau Une Autre Jeunesse) organisent une campagne de « sensibilisation à l'insécurité et au racisme anti-blanc¹⁰⁶² » dans les bus parisiens, distribuant aux voyageurs un tract expliquant des techniques d'autodéfense et soulignant que « l'insécurité et le racisme anti-blancs ne sont pas que des mots ou des slogans, ce sont des réalités qui blessent la chaire et humilient l'âme ! ». En mai, les mêmes se rendent à l'IEP

¹⁰⁵⁴ « Grosdidier (UMP) veut une loi contre les rappeurs "anti-blanc" », *AFP*, 28/04/06.

¹⁰⁵⁵ Gabizon C., « Le rap de Monsieur R, art ou insulte anti-Blancs ? », *Le Figaro*, 30/05/06.

¹⁰⁵⁶ (Non signé), « Un député « briseur de tabous » nommé secrétaire national à l'intégration de l'UMP », *Le Monde*, 28/06/06.

¹⁰⁵⁷ « Hommage rendu au gendarme Raphaël Clin », *AFP*, 4 mars 2003 ; « Hommage rendu au gendarme Raphaël Clin », *Le Monde*, 7 mars 2003.

¹⁰⁵⁸ « Ni voilée, ni violée, touche pas à ma sœur ! », *ID Magazine*, n° 5, printemps 2006, p. 8.

¹⁰⁵⁹ Fait intéressant néanmoins, Ivan Rioufol, polémiste au *Figaro*, figure de la droite conservatrice, utilise le terme dans plusieurs articles, (juin 2006, mars 2008, novembre 2010, février et mars 2011) pour le légitimer : « Le poids des évidences viendra [...] à bout des réitations et des aveuglements. Ainsi n'est-il pas plus condamnable d'admettre l'existence d'un racisme anti-blanc ou anti juif » (mars 2008).

¹⁰⁶⁰ « C'est parce que je suis blanc que tu m'agresses ? Racisme anti-blanc Stop ! » ; « C'est parce que je suis blanche que tu m'insultes ? Racisme anti-blanc Stop ! » ; « Faces de craie, culs blancs, gaulois, toubabs... et fiers de l'être » (V. Annexe 6).

¹⁰⁶¹ « Contre le racisme anti blanc », *ID Magazine*, n° 9, printemps 2007, p. 7.

¹⁰⁶² « Insécurité et racisme anti-blanc : le projet apache sensibilise les usagers des bus parisiens », *bloc-identitaire.com*, 23/04/2009. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com:80/video/99/insecurite-et-racisme-anti-blanc-projet-apache-sensibilise-usagers-bus-parisiens

de Paris, où ils « fustige[nt] la politique dite de “discrimination positive” menée par l’État, les entreprises et les grandes écoles¹⁰⁶³ » y compris Sciences Po. Ils disent alors considérer que « agressions et promotion des “minorités visibles” sont deux aspects d’un même phénomène : un racisme anti-blanc qui ne dit pas son nom et tend à faire des Européens de souche des citoyens de seconde zone sur leur propre sol ». Avec cette action, la définition de « racisme anti-blanc » s’élargit à nouveau, puisqu’elle incorpore désormais toutes les actions relevant de la « discrimination positive ». Dans leur esprit, le « racisme anti-blanc » devient ainsi systémique. En 2010, dans le cadre de sa campagne annuelle, le Bloc identitaire diffuse des autocollants portant le slogan : « Face au racisme anti-blanc, faisons bloc ! ». En décembre 2011, ils se mobilisent à Toulouse¹⁰⁶⁴, en vue du procès d’Houria Bouteldja¹⁰⁶⁵ : le procès est mentionné 3 fois dans le corpus¹⁰⁶⁶ mais les manifestations des Identitaires aux abords du tribunal ne sont jamais rapportées. Ces exemples¹⁰⁶⁷ révèlent que les militants identitaires n’ont pas abandonné cette thématique. Ils révèlent également que, malgré ce travail, le concept ne semble pas se diffuser dans les médias... du moins pas de leur fait. Ces actions restent confidentielles¹⁰⁶⁸.

Illustration 10 – Campagne « Racisme anti-blanc » des JI (2007)



¹⁰⁶³ « Sensibilisation à l’insécurité et au racisme anti-blanc : après les usagers de la RATP, les étudiants de Sciences-po », *bloc-identitaire.com*, 01/05/2009. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com:80/actualite/862/sensibilisation-insecurite-et-racisme-anti-blanc-apres-usagers-ratp-etudiants-sciences-po

¹⁰⁶⁴ « À Toulouse, les Identitaires font le procès du racisme anti-blanc », *bloc-identitaire.com*, 07/12/2011. [Consulté le 23/11/2015]. URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2197/toulouse-identitaires-feront-proces-racisme-anti-blanc

¹⁰⁶⁵ Houria Bouteldja, porte-parole du Parti des indignés de la République, a comparu en décembre 2011 au tribunal de Toulouse. Ayant utilisé, lors d’un débat télévisé en 2007, le néologisme « souchien », elle était poursuivie par l’Agrif (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l’identité française et chrétienne). Elle avait été reconnue non coupable, au grand dam de l’organisation d’extrême droite qui avait fait appel.

¹⁰⁶⁶ En effet, trois dépêches de l’AFP font référence au terme « racisme anti-blanc » sur cette affaire, motif invoqué par l’Agrif : « La justice examine si le néologisme ‘souchien’ est une injure raciale » (13/12/11) ; « "Souchien" pour Français de souche n'est pas une injure, dit la justice » (25/01/12) ; « Usage de "souchien" pour Français de souche: l'Agri fait appel », (30/01/12).

¹⁰⁶⁷ Il ne s’agit pas ici d’un inventaire exhaustif.

¹⁰⁶⁸ Pour celles qui trouvent une traduction médiatique, celle-ci est généralement locale. Ce ne sont, par ailleurs, pas la majorité de ces actions. Les militants ne manquent pas en ce cas de diffuser les articles ou les brèves qui les mentionnent.

Le « pic » de fréquence observé en 2012, marque l'entrée dans la phase véritablement formulaire. Dans un premier temps, notons que le terme est ré-affilié à l'extrême droite¹⁰⁶⁹. Cela est dû notamment au fait que Marine Le Pen va l'utiliser pour lutter contre les deux principaux partis lors d'une interview. La présidente du Front national explique ainsi que le PS n'est « pas capable de lutter contre le racisme anti-blanc¹⁰⁷⁰ » et que l'UMP est incapable de lutter contre « l'explosion du racisme anti-blanc et du racisme anti-français¹⁰⁷¹ ». Le FN n'a pas rompu avec son habitude d'identifier racisme anti-blanc et racisme anti-français, les deux étant encore mobilisés simultanément. Au mois de juin un second article vient confirmer ce rattachement à l'extrême droite : les Jeunesses nationalistes¹⁰⁷² organisent une manifestation à Lyon pour « dénoncer la non-préférence nationale et le racisme anti-blanc¹⁰⁷³ ». Plusieurs dépêches concernent ce rassemblement, qui a lieu en dépit d'une interdiction de la préfecture et donne lieu à l'arrestation de 70 militants. À travers ces deux moments, la grille d'analyse du « racisme anti-blanc » s'est reconstruite : le syntagme devient un marqueur de l'extrême droite, dimension qu'il avait perdue en 2005-2006.

Le moment charnière qui va faire advenir la formule « racisme anti-blanc » se produit le 25 septembre 2012 : la publication des bonnes feuilles du *Manifeste pour une droite décomplexée* de Jean-François Copé, provoque une focalisation sur le terme¹⁰⁷⁴. De manière révélatrice, *Le Figaro* intitule cet article « Copé dénonce l'existence d'un racisme anti-blanc ». Cet intérêt particulier peut s'expliquer par ce réalignement du syntagme sur l'extrême droite, devenu d'autant plus surprenant sous la plume d'un responsable de droite¹⁰⁷⁵. La conjoncture politique va également jouer un rôle : la publication de ce livre-programme survient en pleine campagne pour la présidence de l'UMP qui oppose François Fillon à Jean-François Copé. L'attention des médias est donc déjà focalisée sur le Secrétaire général de l'UMP. Le terme va dès lors être considéré comme un « marqueur », distinguant deux lignes au sein de la droite française. Il va être également analysé comme une stratégie de « droitisation » de la part de Jean-François Copé, dans le cadre de cette campagne¹⁰⁷⁶. Une certaine mise en scène¹⁰⁷⁷ du syntagme, est perceptible : J.-F. Copé précise en

¹⁰⁶⁹ Un phénomène dénoncé par Rioufol dans un article de novembre 2011, « Dénoncer le racisme anti-blanc vaut d'être assimilé à l'extrême-droite ».

¹⁰⁷⁰ Lozès P. (Tribune), « Le Front national est-il communautariste ou ethno nationaliste ? », *Le Monde*, 20/06/2012.

¹⁰⁷¹ *Ibid.*

¹⁰⁷² Fondé et dirigé par Yvan Benedetti (conseiller municipal de Vénissieux) et Alexandre Gabriac (conseiller régional écarté du Front national). Ils sont les organisateurs de la manifestation.

¹⁰⁷³ Schittly R., Monnot C., « L'extrême droite radicale se met en scène à Lyon », *Le Monde*, 26/06/2012.

¹⁰⁷⁴ (Non signé), « Copé dénonce l'existence d'un "racisme anti-Blanc" », *Le Figaro*, 25/09/12.

¹⁰⁷⁵ Cette dimension sera d'ailleurs rapidement relevée, par exemple par l'AFP qui souligne : « "Racisme anti-blanc", un terme connoté politiquement à l'extrême-droite » (26/09/12).

¹⁰⁷⁶ Dominique de Villepin expliquera à ce sujet que « les campagnes électorales amènent les candidats à dire des choses qu'ils ne pensent pas pour gagner l'élection » ((Non signé), « UMP : Villepin soutient Copé, "une perle rare" » *Le Monde*, 20/10/12).

¹⁰⁷⁷ Mise en scène d'autant plus grossière que l'on a vu que le « racisme anti-blanc » était déjà mobilisé par l'UMP en 2005-2006.

préambule, « je sais que je brise un tabou ». Cet article va susciter des publications en cascade. Dès le lendemain dans *Le Figaro*, trois articles d'analyse sont consacrés au concept : un premier parce que celui-ci « gêne l'UMP¹⁰⁷⁸ », un deuxième qui s'intéresse à l'existence ou non du racisme anti-blanc¹⁰⁷⁹ et le troisième centré sur ses racines frontistes¹⁰⁸⁰. De nombreux responsables politiques sont appelés à se positionner dans les jours qui suivent¹⁰⁸¹, la réaction de François Fillon étant particulièrement scrutée. Ces interrogations vont se poursuivre jusqu'au mois de novembre¹⁰⁸². Un article explique même les raisons pour lesquelles le Président de la République, François Hollande, ne s'exprime pas sur ce point¹⁰⁸³. Au-delà des désaccords politiques, le terme devient polémique, ce qui est perceptible à deux niveaux. Premièrement, des intellectuels vont entrer dans le débat en publiant des tribunes dans *Le Monde*¹⁰⁸⁴ et dans *Le Figaro*¹⁰⁸⁵. Par ailleurs, en comparant des papiers équivalents dans les deux quotidiens, le traitement de l'information apparaît différent, correspondant à un choix éditorial : *Le Figaro* publie « *Les vérités cachées du racisme anti-blanc* », tandis que le *Monde* titre « "Racisme anti-blanc" : la formule qui fâche ». Dans les quatre jours qui suivent la publication de ces extraits, « racisme anti-blanc » est présent dans 69 articles. Entre le 25 septembre 2012 et le 23 novembre 2012, 120 articles sont publiés, soit plus d'un tiers du corpus.

Dès le 26 septembre, les Identitaires sont évoqués dans quatre dépêches de l'AFP¹⁰⁸⁶. En revanche, leur lien avec le terme disparaît dans les quotidiens, signe soit que le mouvement identitaire est trop confidentiel, soit que le lien entre le mouvement et le terme est secondaire aux yeux des journalistes. Les Identitaires revendiquent eux leur réussite en se rendant à la Mairie de Meaux tout d'abord puis en insistant sur les effets de leurs actions : « Depuis leur fondation, les Identitaires ont fait de la dénonciation du racisme anti-Français et anti-blanc un axe de combat prioritaire [...] désormais un haut-responsable de l'UMP [...] reconnaît enfin le racisme anti-blanc et donc la souffrance de nombreux Français¹⁰⁸⁷ ». Cette

¹⁰⁷⁸ De Boni M., « Le « racisme anti-Blanc » évoqué par Copé gêne l'UMP », *Le Figaro*, 26/09/12.

¹⁰⁷⁹ Duportail J., « Le racisme anti-Blanc, un phénomène "minoritaire" », *Le Figaro*, 26/09/12.

¹⁰⁸⁰ Jarassé J., « Le racisme anti-Blanc, un concept hérité du FN », *Le Figaro*, 26/09/12.

¹⁰⁸¹ Par exemple : Nathalie Kosciuzko-Morizet, Brice Hortefeux, Marine Le Pen, Jean-Marc Ayrault, Valérie Pécresse, François Rebsamen, Jean-Luc Mélenchon, Patrick Devedjian, François Bayrou, Najat Vallaud-Belkacem, Claude Bartolone, Anne Hidalgo (PS), Steeve Briois (FN), Vincent Peillon, Philippe Laurent (PCF), Laurent Fabius.

¹⁰⁸² Claude Bartolone s'exprime sur ce point le 23 novembre 2012.

¹⁰⁸³ (Non signé), « M. Hollande est pressé d'en finir avec le débat sur le traité européen », *Le Monde*, 03/10/12.

¹⁰⁸⁴ Estève O. (Tribune), « L'énorme ficelle du racisme anti-blanc », *Le Monde*, 2/10/12 ; Beaud S., Noiriél G., « "Racisme anti blanc", non à une imposture ! », *Le Monde*, 15/11/12.

¹⁰⁸⁵ Taguieff P.-A. (Tribune), « "Racisme anti-blanc", le vrai débat », *Le Figaro*, 2/10/12.

¹⁰⁸⁶ « Copé dérape selon Rebsamen », *AFP*, 26/09/12 ; « Tollé en France après des déclarations sur un "racisme anti-blanc" », *AFP*, 26/09/12 ; « "Racisme anti-blanc", un terme connoté politiquement à l'extrême-droite », *AFP*, 26/09/12 ; « Copé dénonce le "racisme anti-blanc", FN et gauche l'accusent de récupération », *AFP*, 26/09/12.

¹⁰⁸⁷ « C'est Jean-François qui l'a dit », Communiqué, *blocidentitaire-idf.com*, 29/09/12 [Consulté le 10/08/20] URL : <http://www.blocidentitaire-idf.com/bloc-identitaire-idf/racisme-anti-blanc/>

revendication se fait encore plus explicite lors de la Convention identitaire de novembre 2012. Fabrice Robert, Président du Bloc identitaire, insiste :

« Leurs propos sont liés aux nôtres. Ils sont en aval. Nous sommes en amont [...] Nous ne sommes pas fiers de voir des Copé, des Mariani se rapprocher de nos thèses [...] mais nous sommes satisfaits de les voir contraints de changer de discours. Nous sommes satisfaits de les voir parler identitaire, même s'ils le parlent mal, comme des enfants qui découvrent une langue étrangère¹⁰⁸⁸ ».

Ainsi, pour lui, Jean-François Copé parle « identitaire » et ce, grâce à leur action, en « amont ». Ces revendications de victoire sont relayées dans deux dépêches¹⁰⁸⁹ de l'AFP à propos de la convention identitaire, qui se déroule début novembre pour célébrer les 10 ans du mouvement¹⁰⁹⁰.

Après cette phase intense, le terme redevient plus discret, sans pour autant revenir à un niveau aussi bas qu'avant cette période formulaire. Il reste en effet plus utilisé qu'auparavant, autour d'une vingtaine d'articles par an et même une quarantaine en 2016. Cela n'est pas dû à un événement en particulier cependant, mais plutôt à des événements qui se cumulent : suivi d'affaires judiciaires¹⁰⁹¹, événements culturels¹⁰⁹², campagne électorale de 2017¹⁰⁹³... En cela, nous ne pouvons pas parler de phase formulaire. En revanche, cela montre que le terme a acquis suite à cet épisode de 2012, une notoriété propre : il se suffit à lui-même, même en dehors de ces phases particulières. Sa disposition formulaire ne s'est pas complètement éteinte, comme l'a montré l'épisode de septembre 2018¹⁰⁹⁴. En dehors de ce moment de mobilisation essentiellement numérique, les Identitaires n'ont pas refait de campagne autour de ce terme : ils semblent se concentrer sur la promotion d'autres termes, d'autres thématiques également, qu'ils estiment pourtant liées à celle-ci¹⁰⁹⁵. Comme si, une fois le terme advenu, il n'était plus nécessaire de le « bombardier » (Guillaume [2017_23]).

¹⁰⁸⁸ Fabrice Robert, « Intervention à la convention identitaire de novembre 2012 », *Magazine Identitaires*, n° 12, décembre 2012.

¹⁰⁸⁹ « Le Bloc identitaire célèbre ses dix ans et un bilan mitigé », *AFP*, 01/11/12 ; « À la convention identitaire, des ovations pour "notre race" et "les blancs de l'Europe" », *AFP*, 03/11/12.

¹⁰⁹⁰ Cet investissement de l'AFP est sans doute dû à l'occupation du toit de la mosquée de Poitiers par Génération identitaire, qui se déroule le 20 octobre 2012 et met un coup de projecteur médiatique sur le mouvement identitaire.

¹⁰⁹¹ « Le « racisme anti blanc non retenu dans une condamnation », *Le Monde*, 25/06/13 ; « Manif interdite : prison et amende pour l'ex-président des Jeunesses nationalistes », *AFP*, 19/03/15 ; « Manif d'extrême droite interdite : le militant nationaliste Yvan Benedetti condamné à 2000 euros d'amende », *AFP*, 25/10/16.

¹⁰⁹² Par exemple, la polémique autour du Boycott de la cérémonie des Oscars en 2016, analysé comme du « racisme anti-blanc » par l'actrice Charlotte Rampling (11 articles entre le 22 et le 26 janvier 2016).

¹⁰⁹³ Par exemple, Sénécat A., « Présidentielle : les immigrés, les médias et Macron, cibles privilégiées des intox », *Le Monde*, 29/03/17.

¹⁰⁹⁴ Suite à la diffusion (par des réseaux d'extrême droite notamment) du clip « Pendez les blancs », jusqu'alors confidentiel du rappeur Nick Conrad, le « racisme anti-blanc » est revenu sur le devant de la scène médiatique, provoquant également des milliers de réactions sur les réseaux sociaux. Si elle sort de notre corpus, cette polémique demeure révélatrice de la persistance de cette disposition formulaire du terme : il ne s'est pas « re-neutralisé ».

¹⁰⁹⁵ C'est notamment le cas des « tournées anti-racaille » ou des maraudes de *Génération solidaire* « les autres avant les nôtres », que les militants considèrent comme des réponses au « racisme anti-blanc ».

1.3. « Racisme anti-blanc » : une formule, pas si identitaire...

Au terme de ce récit de la carrière du syntagme « racisme anti-blanc », nous pouvons tirer deux conclusions.

La première, c'est que le syntagme devient bien une formule : il en remplit toutes les caractéristiques. Le syntagme est **figé** : il n'y a pas de débat sur la forme du terme, si ce n'est sa rivalité constante avec « racisme anti-français » qui est justement dépassée en 2012, quand le terme acquiert sa notoriété. Il s'agit bien d'une **notion discursive**, que nous avons identifiée dans une diversité de discours, politiques, médiatiques, savants, profanes. De même, la formule devient un véritable **réfèrent social** au cours de cette période. Quatre signes viennent confirmer cela : 1) La condition nécessaire est remplie : la fréquence du terme dans le corpus augmente soudainement. 2) De nombreuses personnalités sont invitées à se positionner sur le terme et sur le concept : elles sont invitées à réagir à cette nouvelle « formule ». 3) La formule est reprise dans des questions de sondage : dès le 27 septembre, TNS-Sofres rajoute une question¹⁰⁹⁶ à ce sujet pour l'enquête « Dynamomètre de la campagne UMP ». 4) Les journaux multiplient les titres de la forme « Racisme anti-blanc : X », signe que l'expression est devenue un réfèrent social¹⁰⁹⁷ puisqu'elle suffit à faire comprendre le thème de l'article, la seconde partie du titre servant simplement à préciser ce qui en sera dit. Enfin, la formule est apparemment **polémique**. Là encore, plusieurs indices : 1) Certains individus ou groupes, tel les Identitaires ou Ivan Rioufol, en font la promotion, dans l'espoir d'en imposer l'usage à l'ensemble de l'espace public ; 2) D'autres refusent d'utiliser le terme, comme François Fillon¹⁰⁹⁸, certains refusent de se prononcer sur le terme, comme François Hollande ; 3) Des débats s'engagent dans la presse, à travers des tribunes mais également à travers des ouvrages, sur le caractère réel ou non, c'est-à-dire sur l'existence ou non du « racisme anti-blanc ». À tous les points de vue, « racisme anti-blanc » est donc bien une « formule » au sens d'Alice Krieg-Planque.

La seconde conclusion porte sur le rôle joué par les Identitaires dans cette « mise en formule ». Nous l'avons vu, les Identitaires ne sont pas à l'origine du terme : ni créateur, ni

¹⁰⁹⁶ Les sondés sont interrogés sur la « *légitimité perçue des déclarations de J.-F. Copé sur le « racisme anti-blanc* ». V. TNS-SOFRES, « Dynamomètre de la campagne UMP. Terrain du 27 septembre ». Consulté [30/07/2020]. URL : www.tns-sofres.com/sites/default/files/2012.09.28-dynamo-UMP.pdf

¹⁰⁹⁷ Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2009, p. 101.

¹⁰⁹⁸ Il explique : « *ce n'est pas en copiant les extrémistes que nous convainçons nos électeurs et ceux du Front national* » (V. Garat J.-B., « Fillon-Copé : la campagne ne connaît pas de trêve », *Le Figaro*, 28/09/12.)

co-créateur, ils se sont appropriés un terme du Front national. Ils l'ont en revanche plus investi que le parti de Jean-Marie Le Pen, qui lui a préféré la forme « racisme anti-français¹⁰⁹⁹ ». En se saisissant du syntagme et en le détachant de « racisme anti-français », ils ont construit son autonomie. Les Identitaires ont également participé à élargir la définition de « racisme anti-blanc ». Ils ont qualifié ainsi de nouveaux actes (des paroles de chanson à la discrimination positive) et donc élargi le cercle des coupables. Nous distinguons trois périodes d'accusation : d'abord les associations antiracistes (2002-2003), puis les rappers, les racailles, les immigrés et les étrangers à travers des agressions verbales et physiques (2003-2009), enfin l'État, les grandes écoles et les entreprises à travers les mesures de « discrimination positive » (à partir de 2009). Les cibles désignées par les Identitaires lors de la seconde période sont celles visées par la tribune de 2005 (des jeunes issus de l'immigration), par les députés de la majorité fin 2005 et en 2006 (des rappers), mais aussi par Jean-François Copé en 2012 (là encore l'immigration). Ce faisant, les Identitaires ont participé à élaborer le cadre dans lequel « racisme anti-blanc » pouvait être mobilisé, sans que leur définition ne soit parfaitement reprise¹¹⁰⁰. Ils ont contribué à cadrer la définition du terme qui s'est diffusée.

Cependant, malgré ces éléments, ils n'apparaissent pas comme responsables de la mise en formule de « racisme anti-blanc ». Le premier indice semble le plus évident : il n'y a pas de corrélation entre les campagnes identitaires sur ce thème, pourtant nombreuses au cours de la période étudiée, et les moments où « racisme anti-blanc » devient une formule, ou simplement devient plus fréquent dans le corpus. Cela est confirmé par le second indice : dans tout le corpus analysé (324 articles), seuls 11 articles ou dépêches mentionnent les groupes identitaires¹¹⁰¹. Les médias ne considèrent donc pas les Identitaires comme liés par nature au concept, tout au plus évoquent-ils qu'ils combattent eux aussi le « racisme anti-blanc ». Ainsi, les actions des Identitaires n'ont pas d'effet *direct* sur la diffusion du concept vers les médias nationaux, cependant, ils participent à sa dissémination dans le champ politique, l'effet étant alors plutôt *indirect*.

Enfin, si le syntagme provient de la « marge » du champ politique (Identitaires, extrême droite), ce n'est qu'en parvenant au centre qu'il devient véritablement une formule.

¹⁰⁹⁹ Ces préférences respectives entrent d'ailleurs en résonance avec les différences idéologiques que nous avons souligné entre les deux organisations : le FN préfère la forme « national » de l'expression, quand les Identitaires se concentrent une formulation plus ethnique.

¹¹⁰⁰ Dans la classe politique personne ne soutient que les « Blancs » sont victimes en France d'un racisme systémique du fait de la « discrimination positive », contrairement aux Identitaires pour qui cela fait partie de sa définition.

¹¹⁰¹ Cela en choisissant une acception large du terme, c'est-à-dire en comptant les références au « groupe identitaire », à la « mouvance identitaire » en plus des références aux organisations « Bloc identitaire », « Jeunesses identitaires », « Une autre jeunesse ».

C'est son évocation par des groupes au cœur du jeu politique, dans une phase d'intérêt médiatique déjà élevée (campagne politique), qui lui permet de devenir un référent social et d'entrer dans sa phase formulaire. Sur ce point, notons également que c'est parce qu'il provient de la marge, de l'extrême droite, que le terme fait l'objet d'une telle polémique. Nous en voulons pour preuve le fait que, en 2005-2006, quand son affiliation avec l'extrême droite s'était éteinte, le syntagme n'avait pas provoqué une telle levée de boucliers. Ainsi la formule « advient » au centre, mais elle advient parce qu'elle provient de la marge.

En résumé, l'expression n'est pas forgée par les Identitaires, sa diffusion vers les médias ne passe qu'indirectement par eux, mais ils ont contribué à l'autonomiser, à le définir, à le disséminer participant aux prémices de sa diffusion dans le milieu partisan de droite et d'extrême droite. Alors que les Identitaires se considèrent comme la cause de la diffusion du terme, nos données tendent donc à montrer qu'un tel lien de causalité n'existe pas. Ce constat est l'occasion de souligner la nécessité de mettre à distance le discours des acteurs : autant que possible, il faut donc se donner les moyens d'objectiver le discours des acteurs. En cela, le croisement des données que nous défendons - ici en particulier la triangulation d'entretiens, d'archives militantes et d'archives médiatiques - est aussi pertinent que nécessaire.

2. Origines et circulation de « Remigration » (2009 – 2017), dans les médias et sur les réseaux sociaux

Le terme « remigration » n'est pas créé *ex-nihilo* par les militants, il ne s'agit pas d'un néologisme : il préexiste à son utilisation politisée, aussi bien sur le réseau social (Twitter) que dans la presse. Et en réalité, même le sens politique préexiste aux Identitaires. Ceux-ci procèdent à son importation et à sa définition dans le cadre français (1). Ils jouent par la suite un rôle non négligeable dans la diffusion du terme auprès des sympathisants d'extrême droite (2). Malgré cette diffusion, le terme n'apparaît pas comme une véritable formule mais plutôt comme une pré-formule (3).

2.1. « Remigration » : un terme importé en France par les Identitaires

Le terme « remigration » présente la particularité d'être identique en français, en anglais et en allemand. Cette propriété nous permet notamment d'observer que le terme est d'abord utilisé sur Twitter en anglais et en allemand, à partir de 2008 (soit deux ans après la naissance du réseau social). Le terme est alors neutre et sert à qualifier des flux migratoires de retour dans le pays d'origine : ce sont alors aussi bien des retours d'expatriation, que le

retour de citoyens turcs vivant en Allemagne ou d'Albanais résidant en Grèce. Il n'a alors rien d'un terme polémique, d'autant qu'il reste très peu usité même dans ces langues... Le premier usage en français est d'ailleurs fait dans ce même sens, en 2009.

Le terme acquiert un sens politique dès lors qu'il est évoqué par le *Vlaams Belang* (VB). Lors d'une conférence de presse en Turquie, le 22 novembre 2011, les élus de ce parti d'extrême droite, qui entend défendre les intérêts des Flamands, évoquent le lancement d'une « *remigratiecampagne*¹¹⁰² » à destination des Turcs installés en Flandres, dans le but qu'ils aillent s'ils le souhaitent se réinstaller sur leur terre d'origine¹¹⁰³. Cette campagne se décline également en visuels, arborant le slogan « *Keer tevreden Kerug*¹¹⁰⁴ », c'est-à-dire « *rentrez satisfait* ». Le VB propose une campagne de départs volontaires, à destination des nationaux turcs, ainsi que des binationaux, qui souhaiteraient retourner en Turquie. Il n'y a pas la même notion de plan massif et général de retour de tous les immigrés dans leur pays d'origine, quelle que soit leur nationalité, comme dans le projet identitaire¹¹⁰⁵. Néanmoins, le terme a désormais acquis un sens politique, dans une arène que les Identitaires fréquentent, à laquelle ils se sentent associés¹¹⁰⁶. Les Identitaires vont immédiatement s'intéresser à ce terme : le site de « réinformation » Novopress s'en saisit et publie un article consacré à cette conférence de presse, suivi d'un tweet pour le promouvoir.

Dans cet article, le terme « *remigratie* » est traduit « remigration » :

« Le *Vlaams Belang*, premier parti d'opposition flamand, organise une conférence de presse à Ankara, en Turquie, sur le thème de la remigration. L'objectif : informer les dirigeants politiques turcs sur la nécessité de rapatrier leurs nationaux présents en Europe dans leur pays d'origine. Comment la politique de remigration peut-elle se mettre en place ? Avec quels partenaires ? Ne faut-il pas pour cela une volonté politique européenne forte ?¹¹⁰⁷ »

Le terme ne réapparaît pas sur le site de « *réinformation massive* » avant février 2014. En revanche, il circule sur Twitter, poussé par des dirigeants identitaires, en particulier Philippe Vardon. En effet à partir de ce (timide) lancement en novembre 2011, le terme réapparaît régulièrement sur le réseau social. Ainsi, le 29 mars 2012, Vardon explique que « l'inversion des flux ou #remigration est moins utopique que l'#assimilation de millions

¹¹⁰² (Non signé), « *Vlaams Belang op officieel bezoek in turkije* », vlaamsbelanggent.be, [Consulté le 09/10/2018]. URL : vlaamsbelanggent.be/vlaams-belang-op-officieel-bezoek-in-turkije

¹¹⁰³ La conférence de presse se déroulait à l'issue d'une « visite de travail » en Turquie, lors de laquelle les élus ont rencontré des responsables politiques turcs. Ils arguent que le gouvernement turc réclame lui-même la remigration.

¹¹⁰⁴ (Non signé), « *Turkse terugkeer* », vlaamsbelang.org, [Consulté le 09/10/2018]. URL : www.vlaamsbelang.org/turkse-terugkeer/

¹¹⁰⁵ Cf. *supra*, Chapitre 2.

¹¹⁰⁶ Le Bloc identitaire fait figurer sur son site, en 2011, la liste des partis associés en Europe, le VB en fait partie. Il est décrit comme « *la voix politique et électorale du très important mouvement identitaire flamand (associations culturelles, syndicats étudiants, scoutisme)* ». (Non signé), « Les Identitaires en Europe », *bloc-identitaire.com*, (2011). Consulté [23/10/2015]. URL : www.bloc-identitaire.com:80/courant-identitaire/identitaires-en-europe

¹¹⁰⁷ Vallerie Y., « Pour la remigration des Turcs et des Africains, par Filip Dewinter, Président du Vlaams Belang », *Novopress*, Consulté [23/10/2015]. URL : fr.novopress.info/102779/pour-la-remigration-des-turcs-et-des-africains-par-filip-dewinter-president-du-vlaams-belang-audio/

d'afro-maghrébins ». Le terme entre dans son langage et devient récurrent : le 27 avril, Vardon partage sur le réseau social un extrait de France 3 dans lequel il est interviewé. Il y explique :

« Nous pensons nous, qu'effectivement, beaucoup de ces immigrés, ou de ces descendants d'immigrés, ne se sentent pas Français, ne veulent pas être Français, n'aiment pas la France, et qu'à partir de ce moment-là il faut envisager, avec sérieux, le fait qu'ils retournent dans le pays qu'eux-mêmes affirment être le leur¹¹⁰⁸ ».

Sur Twitter, il accompagne la vidéo du message suivant : « il faut envisager avec sérieux le fait qu'ils retournent dans le pays qu'eux même affirment être le leur #remigration », liant donc le message et le terme. Trois jours plus tard, nouveau partage de la vidéo, « continuez de faire tourner #immigration #remigration #ParlerClair ». Après cela, il commence à partager des propositions concrètes, pour mettre en œuvre la remigration, par exemple le 7 mai 2012 : « retrait rétroactif de la nationalité et remigration pr la majorité d'entre eux », écrit-il avant d'ajouter « Je suis très sérieux #bateau #avion #remigration #RetourALaMaison ». À cette période, il est le seul à utiliser le terme « remigration » sur Twitter, les autres usages ne sont qu'en référence à lui.

Il semble donc que le terme soit importé dans l'espace français et traduit par eux du flamand. En se saisissant du terme « remigration » et en procédant à cette importation, ils acquièrent la maîtrise de sa définition et de son sens, au moins provisoirement puisqu'ils sont les seuls à l'évoquer. Philippe Vardon contribue à construire le sens politique du terme en traçant ses contours. Ainsi, il présente la « remigration » comme une alternative à l'assimilation, qui consiste en un retour sur la terre d'origine, des étrangers, mais aussi des Français, immigrés ou descendants d'immigrés. En plus d'importer le signifiant, voire de le créer, il lui associe donc un signifié précis, de projet politique.

2.2. « Remigration » : une diffusion progressive et limitée

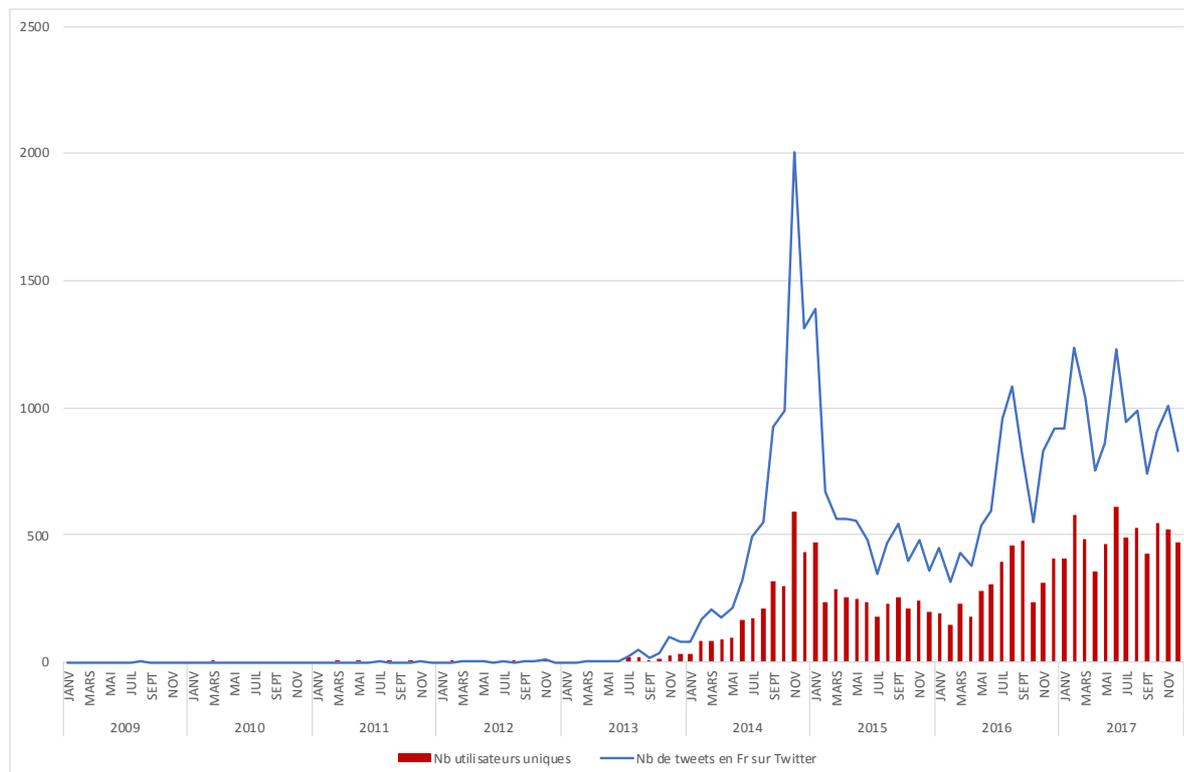
Comment le terme, importé par les Identitaires dans l'espace politique français, y est-il diffusé ? Est-il effectivement une « formule » ? Pour répondre à cette question, nous devons prêter attention à la fois à la *fréquence* du terme, à la *taille de la communauté* qui en fait usage et enfin aux *membres* de cette communauté, les médiateurs, pour retracer la « carrière militante » de « Remigration ».

¹¹⁰⁸ Reportage de France 3, postée sur la chaîne YouTube de Nissa Rebela (V. « Nissa Rebela sur FR3 », Nissa Rebela, 27/04/2012. [Consulté le 10/08/20] URL : www.youtube.com/watch?v=UwvP8krLCxY&feature=player_embedded

Fréquence du terme et taille de la communauté

Le terme est en effet utilisé de plus en plus fréquemment sur le réseau social entre 2009 et 2014, jusqu'à son paroxysme (2000 tweets au mois de novembre). La tendance se stabilise ensuite autour de 500 tweets/mois entre mars 2015 et juin 2016 puis aux alentours de 1000 tweets/mois à partir de juillet 2016, comme le montre le graphique ci-dessous (graphique 7 – en bleu).

Graphique 7 - Occurrences et utilisateurs uniques de "remigration" sur Twitter (2009-2017)

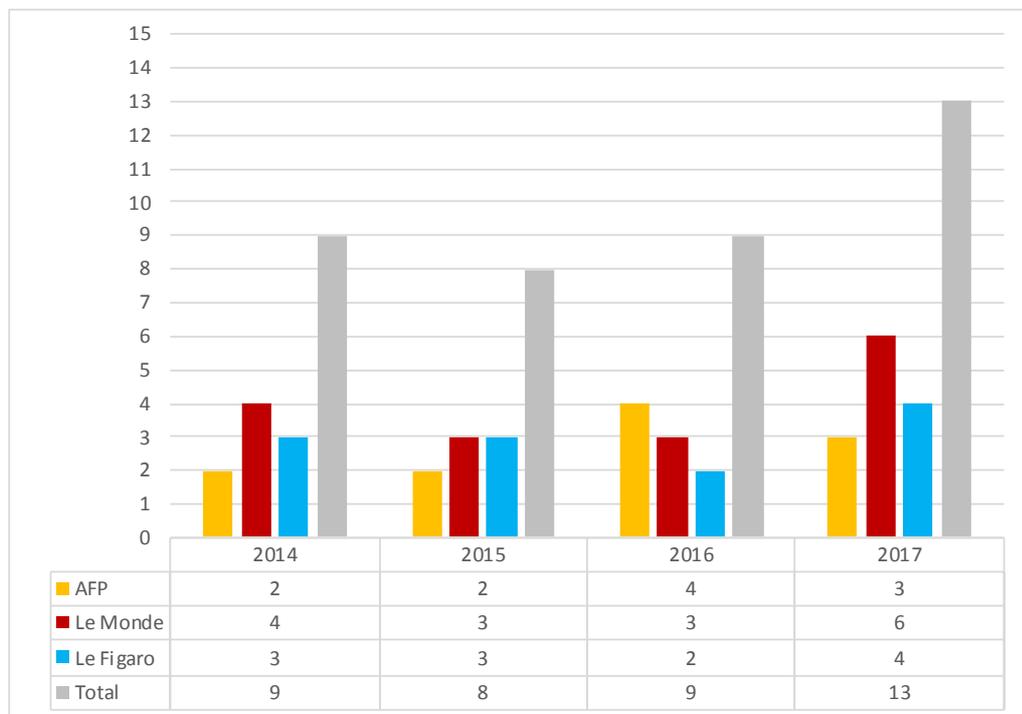


Au cours de certaines phases, le terme acquiert soudain une notoriété plus importante par rapport à la période qui précède directement : de premiers pics très limités en juillet 2013 puis en novembre 2013, puis en septembre 2014 et surtout en novembre 2014, puis en juillet et août 2016, enfin en février et juin 2017. La taille de la communauté (graphique 7 – en rouge) suit la même tendance : élargissement sur la première période, stabilisation autour de 250 utilisateurs uniques (UU) mensuels au cours de la deuxième et stabilisation autour de 500 UU sur la dernière période. Cependant, les variations ne sont pas aussi importantes. Entre mai et novembre 2014, le nombre de tweets est multiplié par dix, tandis que le nombre d'UU est cinq fois plus grand : la croissance ne se fait pas au même rythme. Cela révèle que certains utilisateurs vont tweeter plus intensément qu'auparavant. Par exemple, Fabrice Robert, alors président du Bloc identitaire, tweete 7 messages contenant le terme en mai

contre 94 en novembre. Transparaît ici une stratégie de diffusion du terme qui passe par une intensification de son usage. Sur la période étudiée, 6258 UU vont utiliser le terme : il s'agit donc d'une communauté très réduite par rapport à la taille du réseau social, même si nous ne tenons compte que du nombre d'utilisateurs en France¹¹⁰⁹.

Le terme n'apparaît dans la presse qu'en mars 2014¹¹¹⁰ et son usage reste très limité : entre 2014 et 2017, il n'est utilisé que dans 11 dépêches de l'AFP, 16 articles du *Monde* et 12 articles du *Figaro*¹¹¹¹ (graphique 8).

Graphique 8 - Articles contenant "remigration", "rémigration", "réémigration"



Ces données indiquent que le terme « remigration » a été diffusé au sein d'une communauté restreinte, dont nous préciserons les contours, communauté au sein de laquelle il fait l'objet d'une circulation mais dont il ne sort qu'en de rares occasions (et en lien avec cette communauté). En cela, le terme n'a pas acquis le rang de « référent social connu de tous », et ne constitue donc pas une « formule » au sens d'Alice Krieg-Planque : il pourrait en

¹¹⁰⁹ Le nombre d'utilisateurs mensuels actifs de Twitter en France est évalué en 2018 à 10,3 millions (Virfollet E., « Twitter, 40 chiffres à connaître en 2018 en France et dans le monde », 24/07/2018, *Digimind*, [Consulté : 30/11/2018] URL : blog.digimind.com/fr/insight-driven-marketing/twitter-les-chiffres-a-connaître-en-2018-monde-et-france).

On concentre donc véritablement notre attention sur un microcosme ici.

¹¹¹⁰ Notons que le terme apparaît dans *Le Monde* à partir de 1949 : 5 articles mentionnent le terme entre 1949 et 1979... puis aucun jusqu'en 2014. En revanche, il apparaît dans *Le Figaro* en 2014 (dans une tribune d'un historien évoquant la « remigration urbaine » et le réaménagement des centres-villes), et les dépêches de l'AFP en 2014 également.

¹¹¹¹ La liste des articles du corpus est disponible en annexe (V. Annexe 9).

revanche être considéré comme une « pré-formule ». L'analyse de la diffusion plus en détail permettra de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse.

Diffusion du terme, sur Twitter et dans la presse

À partir des deux bases de données (tweets et UU) et du corpus de presse, nous pouvons retracer les étapes de la diffusion du terme, en expliquant les « pics » observés¹¹¹².

En juillet 2013, le terme entame sa diffusion : en une journée, 16 messages sont partagés. Si le volume absolu est dérisoire, cela représente une évolution significative par rapport à la fréquence de la période précédente. Ce jour-là, les Identitaires lancent une campagne sur le thème avec la diffusion simultanée de deux articles : d'une part, un article du site *Fdesouche* qui partage une vidéo¹¹¹³ dans laquelle Laurent Ozon¹¹¹⁴ évoque la remigration ; d'autre part Damien Rieu, alors porte-parole de Génération identitaire et rédacteur sur le site *Fdesouche*, publie une tribune sur la remigration sur le site internet *Nouvelles de France*¹¹¹⁵. La plupart des tweets sont des partages de ces deux articles : la diffusion du terme passe par les Identitaires.

En novembre 2013, le terme « remigration » est toujours lié dans les messages à l'immigration comprise comme un « grand remplacement » et à l'islamisation. Le cadrage proposé par Philippe Vardon en 2012 perdure. Néanmoins, le terme commence à faire l'objet de débat parmi les militants : certains s'opposent sur le fait que la remigration soit « volontaire » ou « forcée », ou encore « négociée » ou « incitative » et donc qu'elle emprunte une voie pacifique ou violente. D'autres réclament une prise de position du Front national sur le sujet, à travers ce type de message : « Le FN va devoir dire clairement s'il envisage toujours la remigration d'une part importante de l'immigration extra-européenne. Oui ou non ? ». Enfin, certains sympathisants frontistes récusent le terme et le projet : « remigration c expulser sur le critère de la race, injustifiable » souligne l'un d'eux. Émergent également des critiques de la part d'opposants politiques, à l'image de ce message : « "Remigration" un nouveau mot pour parler en douce de la haine de l'autre ?

¹¹¹² Vu le volume du corpus constitué, le logiciel Iramuteq a été mobilisé pour aider à l'analyse textuelle. Cela a notamment permis d'observer les évolutions dans la fréquence des termes associés mois après mois, des termes les plus spécifiques à chacune des périodes, voire des analyses de similitude pour saisir les cooccurrences de termes les plus fréquentes.

¹¹¹³ La vidéo date de la fin de l'année 2012, elle n'avait pas encore été diffusée.

¹¹¹⁴ Militant localiste et écologiste de la tendance néo-droitière / identitaire. Il est notamment le fondateur de « la Maison commune », association localiste et identitaire, en pointe sur ces sujets. Signe de sa proximité avec ces réseaux, en octobre 2009, il intervient à la tribune de la Convention identitaire pour évoquer le principe de détaxation locale (*cf. supra*). En janvier 2011, il est nommé au bureau politique du FN par Marine Le Pen, qu'il conseille sur les questions d'écologie... avant de le quitter en août 2011 suite à des désaccords avec la présidente sur les attentats d'Oslo. Il fonde en 2013 le « Mouvement pour la remigration » et se rapproche de Jean-Marie Le Pen, devenant secrétaire général des comités « Jeanne Au secours » en 2016.

¹¹¹⁵ Nouvelles de France, média en ligne qui entend rassembler, « journalistes et internautes de droite, libéraux et conservateurs » (URL : www.ndf.fr).

#putainjereve ». Ces critiques restent cependant rares, voire marginales. Les débats sont plutôt internes à l'extrême droite et la notoriété du terme ne dépasse guère ce cercle.

En 2014, le terme est de plus en plus utilisé, jusqu'à atteindre son maximum en novembre. La diffusion progresse tout au long de l'année. Plusieurs étapes sont perceptibles, correspondant à des événements précis. En février, le Bloc identitaire diffuse *26 propositions pour la remigration*¹¹¹⁶ : des messages standardisés propagent cet argumentaire sur la plateforme¹¹¹⁷. En mars ensuite, les messages portent principalement sur la manifestation organisée à Paris le 9 mars, pour réclamer un référendum sur l'immigration, à l'initiative notamment du Bloc identitaire¹¹¹⁸. Les militants identitaires, en tête de cortège, portent une banderole prônant la remigration. Une première dépêche de l'AFP mentionne le terme « remigration » à l'occasion de cette manifestation : « Le cortège a défilé derrière des banderoles comme "Islam ras-le-bol" ou "Immigration, islamisation, demain la remigration" pour le Bloc identitaire¹¹¹⁹ ». Quelques semaines plus tard, le terme apparaît dans *Le Monde*¹¹²⁰, à propos de Fabien Engelmann (maire FN d'Hayange) soulignant qu'il a « participé à la manifestation pour « la rémigration », organisée cette fois encore par les identitaires et Riposte laïque¹¹²¹ ». Le terme n'est pas encore figé dans les médias : il apparaît sous deux formes (*remigration* et *rémigration*), utilisé en plus dans *Le Monde* entre guillemets, le journaliste signalant ainsi un terme militant. La campagne se poursuit : Philippe Vardon participe à un débat face à Christine Boutin sur Radio Courtoisie¹¹²², répond à des interviews sur ce thème¹¹²³. Ces interventions se produisent sur des blogs, et dans des médias rattachés à l'extrême droite. Le 21 septembre un « Rassemblement pour un mouvement de remigration » est organisé à Paris, autour de Laurent Ozon, puis en octobre une conférence de Renaud Camus se tient à Nantes intitulée « Du grand remplacement à la remigration ». Enfin, en novembre 2014¹¹²⁴, le BI organise les « Assises de la remigration » à Paris. Les figures de la mouvance y prennent la parole devant plus de 500 spectateurs :

¹¹¹⁶ Cf. *supra*, Chapitre 2.

¹¹¹⁷ Par exemple : « Relayez et discutez nos 26 propositions pour une politique de remigration » (février 2014).

¹¹¹⁸ Exemple de message standardisé : « *Immigration – Islamisation. Demain la remigration ! Tous à Paris le 9 mars* »

¹¹¹⁹ « Manifestation à Paris contre « l'islamisation » et pour un référendum anti-immigration », *AFP*, 09/03/14.

¹¹²⁰ Le terme apparaît dans le journal dès 1949 : au total ce sont cinq articles du quotidien qui utilisent ce terme entre 1949 et 1979, dans une acception neutre du terme.

¹¹²¹ Goar M., « Municipales 2014 : Fabien Engelmann, le syndicaliste local, conquiert Hayange », *Le Monde*, 30/03/14.

¹¹²² « Faut-il faire l'union des croyants ? » (10/06/14), Débat entre Christine Boutin et Philippe Vardon. La première défend la voie du « dialogue » avec l'islam et les croyants face à un Philippe Vardon véhément qui propose « la remigration [...] Pas par méchanceté ! [...] Ne restons pas comme ça dans le malheur réciproque ! ».

¹¹²³ Dans des journaux d'extrême droite, *Minute* et *Présent* ou encore sur un blog catholique traditionaliste (Non signé), « Philippe Vardon, au sujet de notre controverse estivale l'immigration », *Le Rouge et le Noir*, [Consulté le 31/07/2020] URL :

www.lerougeetle noir.org/opinions/les-inquisitoriales/philippe-vardon-au-sujet-de-notre-controverse-estivale-l-immigration

¹¹²⁴ Une analyse du corpus pour cette année 2014 nous apprend que le terme « Assise » est la deuxième forme active du corpus en fréquence, juste après le terme remigration (analyse réalisée via Iramuteq, logiciel d'analyse textuelle pour R).

Laurent Ozon, Renaud Camus, Karim Ouchikh (président du Siel) mais aussi Jacques Bompard¹¹²⁵, fondateur de la ligue du Sud et compagnon de route des Identitaires, alors député (N.I.) du Vaucluse, ou encore Guillaume Faye et Jean-Yves le Gallou, figures de la Nouvelle droite, ainsi que des cadres identitaires (Fabrice Robert, Jean-David Cattin, Damien Rieu). La presse évoque cet événement, en amont comme en aval. Le 12 novembre, *Le Figaro* dans un article sur les liens entre les Identitaires et le Front national¹¹²⁶, souligne la participation de Damien Rieu aux Assises sur la « remigration ». Le lendemain, le terme réapparaît dans *Le Monde* : « La "remigration" est résumée par Fabrice Robert, patron du Bloc identitaire, par cette formule lapidaire : "Maintenant, il va falloir partir..."¹¹²⁷ ». Le 15 novembre 2014, une dépêche de l'AFP attribue le terme au Bloc identitaire : « Le président du mouvement d'extrême-droite le Bloc identitaire, Fabrice Robert, a demandé samedi à Paris, aux "Assises de la remigration", le départ d'une large part des immigrés présents en France vers leur pays d'origine ». Cette incise permet également de fournir une définition au terme militant. Le lendemain, un article du *Figaro* fait également un retour sur les Assises, présentant la « remigration » comme le « nouveau cheval de bataille » du Bloc identitaire. À l'issue de cet événement, le terme est stabilisé dans les trois médias. Alors que l'AFP se contente principalement de relayer événements et discours, diffusant ainsi la définition des militants, *Le Monde* et *Le Figaro* proposent déjà une analyse du terme. Il devient, par leur médiation, le marqueur d'une pensée d'extrême droite "plus radicale" que celle du FN. Une dimension visible également dans des articles en décembre 2014 (sur le SIEL) et en janvier 2015 (sur le BI) : dans ces deux cas, le terme est évoqué sans lien direct avec la thématique traitée par l'article et sert de marqueur idéologique, comme un qualificatif qui viendrait préciser à quelle tendance rattacher le groupe en question. La « remigration » acquiert donc dans la presse le statut de marqueur idéologique, permettant de distinguer deux courants au sein de l'extrême droite.

Même pendant cette période où la fréquence s'est accrue, le nombre de messages critiquant la remigration reste limité : le terme reste cantonné à une communauté qui le soutient. Il n'y a pas à ce moment-là de campagne de dénigrement du terme par une communauté rivale sur le réseau social, seulement des critiques ponctuelles¹¹²⁸ parfois sous des formes plus comiques¹¹²⁹.

¹¹²⁵ Jacques Bompard et le Bloc identitaire avaient lancé une liste d'alliance lors des élections régionales de 2010 en PACA. Philippe Vardon était alors le directeur de campagne du Maire d'Orange. (cf. *supra*, Chapitre 1).

¹¹²⁶ Plusieurs cadres identitaires sont venus renforcer les rangs des services municipaux dans les villes où des maires FN ont été élus (à Cogolin, à Beaucaire par exemple).

¹¹²⁷ Monnot C., Mestre A., « Comment les identitaires cherchent à peser sur la ligne du FN », *Le Monde*, 13/11/14.

¹¹²⁸ Exemple : « la remigration idée facho qui sert à édulcorer le concept de déportation »

¹¹²⁹ Exemple : « On peut envoyer tous les fachos sur une comète philae rosetta remigration »

À partir de cette période, sur les réseaux sociaux, le concept est adopté par d'autres groupes : le Parti des Européens¹¹³⁰ (de Thomas Ferrier, l'un des comptes les plus actifs du corpus), le mouvement catholique intégriste Civitas ou encore la Dissidence Française. Les articles qui évoquent la remigration n'évoquent plus systématiquement non plus les militants identitaires. Cela paraît révélateur du travail de diffusion déjà effectué : la remigration a été « adoptée » par un certain nombre d'autres groupes ou soutenue par des individus, qui se retrouvent alors liés à elle dans la presse. C'est par exemple le cas du Siel¹¹³¹, du polémiste Éric Zemmour¹¹³² et de l'eurodéputé FN Aymeric Chauprade¹¹³³, de la Dissidence Française¹¹³⁴ ou encore du théoricien du « Grand remplacement », Renaud Camus¹¹³⁵. La « remigration » n'est associée aux Identitaires que quand ils sont directement concernés¹¹³⁶. Les polémiques autour d'Éric Zemmour et Aymeric Chauprade vont initier une vague de réactions. Marion Maréchal-Le Pen est appelée à se positionner sur les propos d'Éric Zemmour et évoque alors la remigration :

« Il y a un tri qui se fera de façon très facile. C'est-à-dire que, pour ceux qui sont parfaitement intégrés, qui se sentent pleinement français, avec les nouvelles règles qui seront mises en place, il n'y aura pas de problème. En revanche, ceux qui ont une démarche communautariste, qui mettent les lois religieuses au-dessus des lois de la République, qui sont dans des revendications politiques extrêmement fortes, vont se heurter à une opposition frontale à l'égard de notre programme qui fait que de toute façon ils ne se maintiendront pas en France parce qu'ils se sentiront mal. Ce sera une forme de remigration passive et non pas active contrairement à ce que dit Zemmour¹¹³⁷ ».

Il ne s'agit pas pour elle d'un programme politique, mais en revanche d'un flux migratoire qui apparaîtrait en réaction à la mise en œuvre du programme frontiste, ce qu'elle appelle la « remigration passive ». Par ailleurs, Marion Maréchal-Le Pen ne fait pas de distinction selon « l'origine » mais selon l'attachement à la République et ses valeurs : elle ne nie pas la possibilité de l'assimilation, contrairement aux Identitaires. En cela, le terme devient

¹¹³⁰ Le parti des Européens, prend la suite du Parti Socialiste Unitaire National-Européen (PSUNE) créé par Thomas Ferrier en 2006. Le principal objectif de ce parti est de « défendre les Européens » en faisant émerger un « État européen unitaire et identitaire ».

¹¹³¹ Mestre A., « Qu'est-ce que le SIEL, le parti d'extrême droite de la nouvelle secrétaire nationale de l'UMP ? », *Le Monde*, 15/12/14.

¹¹³² Il n'a pas utilisé le terme mais est accusé par plusieurs figures politiques (Jean-Luc Mélenchon) ou association (SOS Racisme) d'avoir soutenu la remigration lors d'une interview avec un journaliste italien du *Corriere Della Serra*.

¹¹³³ Aymeric Chauprade, alors eurodéputé FN, est poursuivi en justice par SOS racisme, suite à une vidéo diffusée sur Youtube, dans laquelle il expliquait que la « France est en guerre contre l'islam » et soutenait la remigration. (V. « SOS RACISME va déposer plainte contre Aymeric Chauprade pour une vidéo controversée », *AFP*, 21/01/15).

¹¹³⁴ Courbet C., « Le Musée de l'immigration, cible de l'extrême droite », *Le Figaro*, 16 mars 2015.

¹¹³⁵ Les articles évoquant les rencontres de Béziers font référence à la remigration en lien avec Renaud Camus (V. Faye O., « La désunion des droites s'affiche à Béziers », *Le Monde*, 31/05/16).

¹¹³⁶ Exemples : les militants occupent le balcon d'un bâtiment de la commission européenne à Paris, réclamant la remigration comme solution à « l'immigration [qui] tue l'Europe et l'émigration [qui] tue l'Afrique » (V. « Un mouvement d'extrême-droite déploie une banderole anti-immigration sur un bâtiment européen à Paris », *AFP*, 23/05/15). Ils occupent le toit d'un hôtel F1 qui devait accueillir des migrants dont ils demandent la "remigration" (V. « Migrants : des militants d'extrême-droite sur le toit d'un hôtel en Isère », *AFP*, /06/17). Ils préparent la mission *Defend Europe*, notamment la levée de fonds qui l'accompagne (de Boni M., « Une opération des identitaires pour entraver le sauvetage des migrants suscite un tollé », *Le Figaro*, 09/06/17).

¹¹³⁷ Marion Maréchal-Le Pen, interview sur RMC, 18/12/2014.

polysémique. Quelques semaines plus tard, elle relaie également la vidéo polémique d'Aymeric Chauprade, alors que celle-ci met l'eurodéputé sur la sellette¹¹³⁸. Ainsi, l'usage du terme devient, dans l'arène frontiste cette fois, un marqueur idéologique, intra-partisan donc : il marque l'appartenance à la tendance identitaire dans les rangs frontistes, incarnée par Marion Maréchal-Le Pen. Il peut donc être perçu comme une marque d'opposition à la présidente¹¹³⁹. Cet usage stratégique sera très transitoire : mis à part ces exemples, nous ne trouvons pas d'autres occasions dans lesquelles le FN, ou ses dirigeants, auraient été amenés à se positionner sur le terme « *remigration* ». Même les opposants n'en usent pas pour dénoncer une tendance plus radicale au sein du parti de Marine Le Pen (comme ce fut le cas par exemple pour la formule « grand remplacement »). En cela, « *remigration* » reste un mot du vocabulaire d'une tendance de l'extrême droite. Le terme est mentionné en février 2015 dans *Le Figaro*, qui évoque le « fantasme de la remigration prônée par une certaine extrême-droite » : le rôle de marqueur idéologique demeure. Le ton adopté par la journaliste se fait plus clairement critique, avec l'assimilation du projet à un « fantasme ». En sus de ces polémiques, le contexte des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher permet au terme de se maintenir à cette fréquence en janvier 2015, de nombreux tweets liant attentats et remigration, à l'image de celui-ci : « La tuerie de Charlie sonne le glas des illusions d'une société multi-culturelle. Seule solution, la remigration ».

Pendant près d'un an, l'utilisation du terme reste stable sur les réseaux sociaux, et disparaît de la presse... pour ne réapparaître que dans le contexte de l'organisation par Robert Ménard des « Journées de Béziers », en mai 2016, au cours desquelles Renaud Camus promeut la « *remigration* ». Là encore, le terme endosse un rôle de marqueur entre différentes tendances de l'extrême droite (voire de la droite). Renaud Camus, lié au terme, y incarne la ligne la plus radicale. En juin 2016, la diffusion d'une vidéo par Dieudonné sur la remigration, fortement partagée, fait augmenter la fréquence du terme sur Twitter. À cela s'ajoutent les attentats de Saint-Étienne-du-Rouvray et de Nice qui vont encore amplifier la dynamique en juillet 2016. Enfin la polémique sur le burkini en août 2016 suscite un engouement pour le terme : « Si elles ne veulent pas se baigner comme tout le monde en France 1. Elles se baignent pas 2. Remigration » lit-on alors sur le réseau social.

À la fin de l'année 2016, Philippe de Villiers évoque la remigration, comme une solution que devrait soutenir François Fillon : « Point de salut pour le candidat de la droite

¹¹³⁸ Marine Le Pen insistera sur le fait que les vues qu'il y présente sont les siennes et non celles du parti. Par la suite, il est relevé de certaines de ses fonctions au Parlement européen.

¹¹³⁹ Jean-Marie Le Pen a par exemple défendu la remigration dans un de ses « *Journal de bord* » en 2016.

"classique" sans "ruptures" radicales, sortie de l'euro et "remigration", conclut Philippe de Villiers¹¹⁴⁰». La proximité de Philippe de Villiers avec le concept est à nouveau mise en avant en avril 2017 : la « remigration » le distingue de Marine Le Pen, qui, elle, considère que « l'islam est "compatible" avec la République française¹¹⁴¹ ». D'autres articles laissent entrevoir une circulation du terme en Europe, la remigration étant réclamée par l'*Alternative für Deutschland* (AfD) lors de manifestation contre la chancelière allemande¹¹⁴², voire au Canada, dans le cadre de l'extrême droite québécoise¹¹⁴³. Début 2017, Henry de Lesquen et ses militants lancent une campagne de promotion de la « réémigration » sur le réseau social qui passe notamment par le partage d'une vidéo du candidat. Ils remettent ainsi en cause la forme figée : les sympathisants débattent alors de la « bonne » forme, et se disputent la propriété, le sens et le « bon » usage du terme. Enfin, en octobre 2017, la « remigration » réapparaît dans les médias à l'occasion de l'arrestation et de la mise en examen de Logan Alexandre Nisin et d'autres militants de la frange la plus violente de l'extrême droite, accusés d'avoir fomentés des attentats, dans l'objectif « d'enclencher la "remigration" ». Elle agit ici, de nouveau, comme un marqueur idéologique, associé cette fois à ceux que les journalistes appellent l'« ultra-droite ».

2.3. « Remigration » : un terme au stade pré-formulaire

La carrière militante du terme dont nous venons de retracer les moments clés, est révélatrice de deux éléments : elle révèle d'une part la diversité des moteurs qui peuvent stimuler l'utilisation du terme ; elle révèle ensuite un terme « coincé » au stade pré-formulaire.

Les moteurs d'utilisation du terme sont variés et ils vont conditionner la trajectoire du terme sur une courte période. Les moteurs peuvent être endogènes, c'est-à-dire reposant sur des mécanismes propres au groupe qui le diffuse (événements militants, relais d'informations militantes, débats internes à la communauté) ou exogènes, reposant là sur des mécanismes extérieurs au groupe (événements ou débats dans l'actualité par exemple). Les usages qui en sont faits ne sont alors pas les mêmes. Dans le premier cas, le

¹¹⁴⁰ Chemin A., « De Villiers rode sa campagne anti-islam et... anti-Fillon », *Le Monde*, 02/12/16.

¹¹⁴¹ Chemin A., Faye O., « Philippe de Villiers, la tentation FN », *Le Monde*, 11/04/17.

¹¹⁴² Par exemple : Wieder T., « "Merkel, dégage!", cri de ralliement de l'extrême droite », *Le Monde*, 23/12/16.

La circulation vers les pays germanophones (Allemagne et Autriche) est également visible sur les réseaux sociaux, où le terme apparaît de plus en plus dans des messages.

¹¹⁴³ Par exemple : Hirtzmann L., « Migrants : l'extrême droite canadienne montre ses muscles », *Le Figaro*, 24/08/17.

terme va être stratégiquement « poussé » par une communauté, qui lui attribue un sens précis. Cette dimension est visible à travers la présence de messages similaires et redondants, postés par une variété de comptes, voire plusieurs fois par les mêmes comptes : c'est par exemple le cas en novembre 2014, lorsque les militants identitaires font la promotion des « Assises de la Remigration » sur Twitter. Il y a une visée informative, le message est calibré : il s'agit d'une opération de communication, de propagande. Ici, la stratégie de martèlement systématique du terme, la répétition sur différents canaux (réseaux sociaux, sites internet, blogs, manifestations, événements, etc.), permettent au terme d'émerger dans le milieu partisan extrême-droitier puis dans la sphère médiatique. Ainsi, la stratégie militante des Identitaires a permis l'émergence du terme dans les médias, et – ponctuellement – sa résurgence (par les actions d'agit-prop). Autre illustration, des comptes qui vont se « spécialiser » dans l'usage du terme. Thomas Ferrier, par exemple, va diffuser près d'un millier de messages contenant le terme... dans le but d'en assurer la promotion. Dans le second cas, le terme va être le fruit d'appropriations plus profanes, par des comptes moins importants¹¹⁴⁴, sur des tons beaucoup plus virulents – voire insultants –, avec moins de contrôle. Ces appropriations, moins contrôlées donc, restent sans effet sur les médias : elles ne provoquent pas de reprise du terme. En revanche, elles accélèrent sa circulation dans l'espace militant et permettent de construire une communauté « profane », de sympathisants qui assurent la circulation du terme en dehors des temps forts du militantisme.

Par ailleurs, il semble pertinent de considérer **que la diffusion du terme n'est pas aboutie : la « remigration » est coincée au stade pré formulaire**, comme le révèlent trois points.

Premièrement, le « figement » du terme est contesté : si les médias s'accordent sur le terme après les *Assises de la remigration* (novembre 2014), sur les réseaux sociaux, le même *signifié* va être véhiculé par plusieurs *signifiants* et cela tout au long de la période. Tant que le terme est utilisé uniquement par les Identitaires, il existe sous la seule forme « remigration », puis il apparaît sous la forme « rémigration ». Ces deux formes cohabitent jusqu'à être rejointes par une troisième, « réémigration », apanage des lesquenistes en 2017. Ceux-ci vont alors défendre cette nouvelle orthographe du terme : « remigration [...] est un terme cosmopolite contrairement à réémigration qui sonne français » ; « c'est agressif remigration alors que réémigration est chantant. C'est tout de suite plus sympathique, les gens adhèrent plus facilement ». Bien que la forme « remigration » soit largement

¹¹⁴⁴ Nous entendons par là des comptes qui ont moins de visibilité, donc moins de *followers*.

majoritaire dans le corpus de tweets¹¹⁴⁵, l'existence de formes concurrentes va contre l'idée d'un figement définitif qui caractériserait une « formule ».

Deuxièmement, la communauté qui utilise le terme est limitée et homogène : nous l'avons souligné à plusieurs reprises, le terme se diffuse dans un milieu spécifique. Il est repris par des sympathisants de l'extrême droite, adopté par d'autres partis d'extrême droite (le parti des Européens de Thomas Ferrier, le SIEL de Karim Ouchikh, le parti de l'Innocence de Renaud Camus, le Parti national-libéral d'Henri de Lesquen, ou encore la Dissidence française de Vincent Vauclin). Le terme concerne ainsi une certaine partie du milieu partisan d'extrême droite : la frange la plus radicale. Il y a bien une publicisation du terme - et donc du projet - mais elle reste interne à ce milieu partisan extrême-droitier : que ce soit via des médias militants (blogs et radios), via leurs sites internet directement ou des sites d'associations partenaires, via l'organisation d'événements (manifestations, colloques), les Identitaires diffusent le terme, dans le but assumé de « l'inoculer¹¹⁴⁶ ». Et de fait, le terme est de plus en plus repris par ses sympathisants sur les réseaux sociaux¹¹⁴⁷. Le terme circule, mais en « vase clos ». Même quand il pénètre la sphère médiatique, le terme reste indéfectiblement lié à ce milieu partisan, comme le montrent les figures ou thématiques que les médias y associent. En cela, le terme n'accède pas au statut de référent social, « connu de tous ». Tout au plus est-il un *marqueur* qui permet de distinguer deux tendances dans ce milieu partisan d'extrême droite. Une qui adhère au projet et utilise le terme, l'autre qui se refuse à l'utiliser : souscrire à la « remigration », c'est ainsi appartenir à cette première tendance, considérée plus radicale. Il y a une résistance au terme au sein du FN : malgré quelques incursions ponctuelles, toujours liées à des acteurs incarnant la tendance « identitaire » dans le parti, ni le terme, ni le thème, ne sont entrés dans les discours frontistes. Les élus frontistes prennent soin de ne pas l'évoquer.

Troisièmement, la dimension polémique du terme est limitée, ce qui vient contredire un fonctionnement formulaire. Malgré les critiques qui existent tout au long de sa carrière, le terme « remigration » n'entre jamais véritablement en débat. Même aux moments où il est le plus mobilisé sur le réseau social et dans les médias, nous ne voyons pas émerger une opposition qui viendrait contester le terme et le projet. Cela s'explique notamment par le fait qu'il n'est pas un « référent social ».

¹¹⁴⁵ Au total dans le corpus de tweets, on compte 31811 occurrences de « remigration », 1848 « rémigration » et 1711 « réémigration ».

¹¹⁴⁶ Fabrice Robert (V. « Le Bloc identitaire (extrême droite) appelle à "préserver 40.000 ans d'identité européenne" », *AFP*, 15/11/14)

¹¹⁴⁷ En effet, il ne s'agit pas que de messages diffusés par le groupe lui-même. Les sympathisants utilisent désormais le terme pour réagir par exemple à des reportages ou des faits d'actualité, ou encore pour interpeller des dirigeants du Front national.

Il s'agit donc plutôt d'un terme qui a les potentialités d'une formule. Il a ce caractère discursif propre, mais il n'a pas acquis le caractère de référent social, il est encore cantonné à un milieu très spécifique. Il a néanmoins une forte charge symbolique et est porteur en cela de potentialités polémiques. Il pourrait devenir une formule... mais ce n'est pas actuellement le cas. L'idée a circulé dans cet espace de l'extrême droite, a été adoptée par un certain nombre d'autres groupes appartenant à cette sphère, sous l'impulsion des Identitaires, dont c'était le projet. Néanmoins, ces groupes ne sont pas les réelles cibles de leur action : leur objectif étant de voir leurs idées appliquées, ils ne cherchent pas à « influencer » de simples sympathisants ou des groupes minoritaires – parfois encore plus petits et plus radicaux qu'eux – mais bien à atteindre le FN/RN, à entrer dans ses discours, voire dans son programme. Sur ce point, c'est un échec : la « remigration » n'a atteint ni le Front national, ni ses dirigeants¹¹⁴⁸.

*

Cette section entendait soulever de multiples questions : est-ce que, comme les militants le revendiquent, les idées des Identitaires circulent ? Si oui, quelles idées circulent, et vers qui ? Pourquoi ces idées circulent-elles ? Par quels biais s'opère cette circulation ? Sur quel(s) mécanisme(s) repose-t-elle ? Quel est leur éventuel succès ? Comment ces groupes marginaux diffusent-ils leurs idées ?

Pour répondre à ces questions, nous avons testé successivement deux formules à partir d'un protocole singulier visant à les « suivre à la trace ». Cela nous a permis d'observer et d'analyser la diffusion de signes dont les Identitaires se font promoteurs, à la fois dans le milieu partisan d'extrême droite et plus largement dans l'espace politique, médiatique et public. Ces analyses se révèlent riches en enseignement, qu'elles confirment les conclusions de recherches précédentes ou qu'elles nous permettent de contribuer théoriquement à ce champ de la circulation idéale.

¹¹⁴⁸ En revanche, les cadres frontistes évoquent « l'inversion des flux migratoires », qui ne recouvre que partiellement la « remigration » prônée par les Identitaires, pour les raisons exposées dans le précédent chapitre (*cf. supra*, Chapitre 2) relatives à des visions concurrentes de l'assimilation, de la citoyenneté et de la nationalité, au FN et chez les Identitaires.

Premièrement, comme l'ont souligné des travaux précédents¹¹⁴⁹, le passage par la marge a des effets sur le fonctionnement formulaire. Comme nous l'avons vu, l'expression « racisme anti-blanc » naît à l'extrême droite et y reste longtemps associée. Quand le terme est repris par la droite, son ancrage à l'extrême droite est encore vivace : cela lui confère une charge polémique, qui provoque son fonctionnement formulaire.

Deuxièmement, nos deux études de cas montrent que la diffusion d'une formule se produit en même temps qu'une lutte de cadrage : les acteurs s'opposent sur la définition de la formule. Dans nos deux cas, les Identitaires entrent dans cette lutte en proposant « leur » définition. Ces définitions impriment une marque durable sur les termes et leurs usages. La définition du « racisme anti-blanc » (et de ses causes) conditionne les appropriations successives par les cadres de l'UMP. De la même façon, la définition de « remigration » fait l'objet de débat : plusieurs définitions concurrentes cohabitent, conditionnant les usages. Au FN par exemple, si le terme est assimilé à « inversion des flux » il peut être utilisé ; en revanche son usage dans une définition *a maxima* est proscrit.

Troisièmement et dans la continuité de ceci, nos deux études de cas confirment que le signe peut créer des distinctions au sein du milieu partisan, voire intra-partisan. Ainsi, « racisme anti-blanc », lié à l'extrême droite est utilisé par Jean-François Copé, pour marquer sa différence avec François Fillon lors de la campagne pour la présidence de l'UMP : l'appropriation du terme se fait dans cet objectif de différenciation, afin de faire émerger une ligne « décomplexée » au sein du parti de la droite française. De même, « remigration », va devenir un marqueur idéologique au sein du milieu partisan extrême-droitier, ne signifiant plus seulement l'attachement à une idée, mais aussi l'appartenance à une tendance. En cela, l'utilisation transitoire du terme par Marion Maréchal-Le Pen peut être considérée comme la volonté de se distinguer au sein du FN, de laisser voir la tendance « identitaire » qui y existe : en cela, elle répondrait à une stratégie des acteurs politiques, en permettant d'envoyer un message tant à la base électorale qu'à la direction du parti.

Quatrièmement, en nous intéressant à ces circulations idéelles au sein du milieu partisan extrême droitier¹¹⁵⁰, nous proposons des pistes de réponse au « comment » et au « pourquoi » de ces diffusions, en dépit de la petitesse et de la marginalité de notre objet.

¹¹⁴⁹ Hauchecorne M., « Le polycentrisme des marges. Les « filières » belge et québécoise d'importation de la philosophie politique étasunienne contemporaine en France », *Histoire@Politique*, Vol. 15, n°3, 2011, p. 90-109.

¹¹⁵⁰ Comme d'autres études avant nous, transnationales (Leconte C., *Contributions à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille ; Rioufret T., *Les socialistes français face à la troisième voie britannique : vers un social-libéralisme à la française (1997-2015)*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2016) ou nationales (Nikolski V., « La carrière militante de deux références savantes contestées : « eurasisme » et « géopolitique », dans le discours des organisations politiques russes de jeunesse », *Sociétés contemporaines*, Vol. 81, n°1, 2011, p. 107-127.)

Comme nous l'avons montré dans notre étude du « racisme anti-blanc » et comme nous le percevons dans l'étude de « remigration », les Identitaires ne parviennent pas à faire émerger *seuls* une thématique ou un terme dans l'espace médiatique. Ils procèdent en revanche à ce que nous pouvons appeler une « dissémination » du terme : ils le diffusent au sein de leur milieu partisan et créent les conditions de leurs éclosions. Ce faisant, ils contribuent à initier la diffusion des termes et ainsi à élargir progressivement la communauté qui en fait la promotion, qui les défend, qui en parle, qui les connaît. Les mécanismes par lesquels cet élargissement se produit sont endogènes : ils révèlent ainsi une stratégie de communication mise en œuvre, qui consiste notamment en une répétition, une véritable propagande du terme, martelé dans le plus de lieux discursifs possibles. En « lançant » le terme puis en le « disséminant », en élargissant la communauté, ils préparent également la récupération par d'autres acteurs, en légitimant peu à peu l'idée dans le milieu partisan. Ainsi, les Identitaires définissent le signe, puis en construisent la notoriété, en multipliant les occurrences dans divers lieux discursifs, de manière à le légitimer dans ce milieu. Ils attendent ensuite que des relais d'opinion plus importants s'en saisissent et le diffusent à leur tour dans d'autres milieux, dans un effet « domino »¹¹⁵¹ : d'eux-mêmes, ils ne sont pas en mesure d'atteindre tout le milieu partisan extrême-droitier, mais seulement une frange - plus radicale - en son sein.

Ces usages du langage que nous avons identifiés chez les Identitaires - martèlement de petites phrases, exercices d'innovation sémantique et de redéfinition - ne sont pas nouveaux. Ils résonnent avec les travaux du philologue Klemperer sur la langue du Troisième Reich :

« Le nazisme s'insinua dans la chair et le sang du grand nombre à travers **des expressions isolées, des tournures**, des formes syntaxiques qui s'imposaient à des **millions d'exemplaires** et qui furent adoptées de façon mécanique et inconsciente. [...] [la langue nazie] **change la valeur des mots** et leur fréquence [...] elle imprègne les mots et les formes syntaxiques de son poison, elle assujettit la langue à son terrible système, elle gagne avec la langue **son moyen de propagande le plus puissant**, le plus public et le plus secret¹¹⁵² ».

À l'image de ce qu'a montré alors Klemperer et de ce qu'ont mis en lumière des travaux plus récents analysant les discours politiques¹¹⁵³, cette section peut être lue comme une

¹¹⁵¹ Sur ce point voir le récent dossier de la *Revue française de science politique* sur les « passeurs ». (V. Dossier : « Sociologie politique des passeurs : acteurs dans la circulation des savoirs, des normes et des politiques publiques », *Revue française de science politique*, Vol. 70, n°5, 2020).

¹¹⁵² Klemperer V., *LTI. La langue du IIIe Reich*, Paris, Pocket, 1996 [1975], p. 39-41. (Nous soulignons).

¹¹⁵³ Parmi les plus récentes, nous pensons aux travaux de Cécile Alduy (Alduy C., *Ce qu'ils disent vraiment : les politiques pris au mot*, Paris, Seuil, 2017) sur les discours des candidats à l'élection présidentielle de 2017 mais aussi à ceux de l'historien Damon Mayaffre sur les discours, en particulier des Présidents (Mayaffre D., *Le poids des mots : Le discours de gauche et de droite dans l'entre-deux-guerres. Maurice Thorez, Léon Blum, Pierre-Etienne Flandin et André Tardieu (1928-1939)*, Paris, H. Champion, 2001 ; Mayaffre D., *Paroles de président : Jacques Chirac, 1995-2003, et le discours présidentiel sous la Ve République*, Paris, H. Champion, 2004 ; Mayaffre D., *Nicolas Sarkozy Mesure et démesure du discours (2007-2012)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012).

démonstration de l'importance du langage (en) politique, y compris dans sa forme minimale de « formule », y compris les mots des groupes petits et marginaux¹¹⁵⁴.

Au regard des objectifs qu'ils se fixent, en droite ligne avec la démarche « gramsciste » héritée de la Nouvelle droite, les Identitaires rencontrent effectivement des succès : ils parviennent à disséminer leurs termes, à faire « infuser » leurs idées dans leur milieu partisan. S'ils ne parviennent d'eux-mêmes qu'à atteindre la frange la plus radicale de l'extrême droite, ils peuvent compter sur ces acteurs pour reprendre le témoin de la diffusion et devenir de nouveaux relais. Leur marginalité n'handicape donc que partiellement leur capacité à influencer sur le débat public national.

A cette première « réussite », nous devons en ajouter une seconde : en regardant au-delà des frontières nationales cette fois, nous constatons que les Identitaires sont parvenus à se diffuser. Comment cette diffusion transnationale s'est-elle produite ?

¹¹⁵⁴ Un numéro de la revue *Mots* repose sur une conviction similaire et propose des articles relatifs aux mises en discours de la radicalité (V. Dossier : « De la racine à l'extrémisme : discours des radicalités politiques et sociales », *Mots. Les Langages du politique*, n°123, 2020).

Section 2 – La diffusion du mouvement identitaire en Europe¹¹⁵⁵

Comme nous l'avons vu, le mouvement identitaire revendique un attachement à l'identité européenne, comprise comme une identité civilisationnelle rattachée à l'Europe - continent¹¹⁵⁶. A la structuration en fédérations locales, chargées de la défense et de la promotion des identités locales, s'ajoute donc pour eux la nécessité de faire s'incarner cette identité européenne commune au niveau européen¹¹⁵⁷. Il semble qu'ils y soient parvenus. En effet, depuis sa création, le mouvement identitaire français a toujours entretenu des liens avec des homologues en Europe.

Le Bloc identitaire a rapidement établi des connexions avec la *Legia Nord* (LN – Italie)¹¹⁵⁸, le *Vlaams Belang* (VB – Belgique)¹¹⁵⁹, la *Plataforma per Catalunya* (PxC – Espagne)¹¹⁶⁰ ou encore le *Freiheitliche Partei Osterreichs* (FPÖ, Autriche). Ils ont également réussi à exporter le modèle identitaire en Suisse¹¹⁶¹, au Portugal (*Causa Identitaria*) et en Espagne (*Assemblea Identitaria*). Le BI avait donc à la fois intégré un réseau de partis européens mais aussi, dans une moindre mesure, diffusé son modèle dans d'autres pays, deux dimensions sur lesquelles Fabrice Robert insistait :

« Si certains mouvements s'inspirent clairement de nous (*Causa Identitaria* au Portugal, *Assemblea Identitaria* en Espagne ou Les Identitaires de Romandie, en Suisse), d'autres existaient bien évidemment avant nous comme la *Legia Nord* ou le *Vlaams Belang*¹¹⁶² ».

Ces initiatives autour du BI se sont peu à peu étiolées, avant que le BI ne s'éteigne, remplacé en 2016, par une coquille vide, Les Identitaires.

Dès 2012 cependant, Génération identitaire tout juste créée en France s'installe dans plusieurs pays européens : en Autriche où *Identitäre Bewegung Österreich*¹¹⁶³ (IBÖ), réunit

¹¹⁵⁵ Dans cette section, pour éviter les juxtapositions de langues étrangères diverses (anglais, allemand, italien) qui rendraient désagréables la lecture, nous avons traduit l'ensemble des citations. Les citations originales sont en note de bas de page.

¹¹⁵⁶ Cf. *supra*, Chapitre 2.

¹¹⁵⁷ Les cadres insistent sur cette dimension. (V. « Interview de Fabrice Robert : "Pour nous, le social est consubstantiel de notre identité française et européenne" », Septembre 2008, *Bloc identitaire*. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/628/nous-social-est-consubstantiel-notre-identite-francaise-et-europeenne.html ; « Interview with Philippe Vardon of Bloc identitaire », décembre 2010. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1631/interview-with-philippe-varдон-of-bloc-identitaire.html

¹¹⁵⁸ « Initiatives », *bloc-identitaire.com*. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/courant-identitaire/initiatives.html ; « Convention identitaire 2007 », *bloc-identitaire.com*, 2007, [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/video/7/convention-identitaire-2007-ii.html

¹¹⁵⁹ « Visite au Parlement flamand », *bloc-identitaire.com*, 2007. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/album/2/visite-au-parlement-flamand.html ; « Convention identitaire 2007 », *bloc-identitaire.com*, 2007, [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/video/7/convention-identitaire-2007-ii.html

¹¹⁶⁰ « IVe Congrès de Plataforma per Catalunya », novembre 2008, *bloc-identitaire.com*, 2008. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/album/8/ive-congres-de-plataforma-per-catalunya.html

¹¹⁶¹ La situation en Suisse est particulière : le fondateur et leader des Identitaires genevois, Jean-David Cattin, est désormais « Directeur à la formation » de LI. Les liens établis avec la France sont très forts, la fédération genevoise se présente comme une section française. La Suisse servira également de relai au mouvement de jeunesse lors de l'interdiction en France des JI.

¹¹⁶² « Discours de Fabrice Robert lors de l'Université de rentrée du Bloc identitaire à Vernon (26-28 septembre 2008) », *bloc-identitaire.com*. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/624/universite-rentree-bloc-identitaire-1.html

¹¹⁶³ Litt. le mouvement identitaire autrichien

aujourd'hui une centaine de militants actifs, dans sept sections locales et 3 « centres patriotiques¹¹⁶⁴ » ; en Allemagne où *Identitäre Bewegung Deutschland* (IBD), est désormais présent dans chaque *Land* et a ouvert la plus grande maison de l'identité en Europe ; en Italie (*Generazione Identitaria* – GI-IT) enfin. À l'automne 2013, GI s'installe en République Tchèque (*Generace identity* – GI-CZ). En 2016, une branche hongroise est lancée (*Identitas Generacio* GI-HU). En 2017, *Generation identity* (GI-UK) naît au Royaume-Uni et en Irlande, mais aussi en Slovénie (GI-SL), avant d'atteindre le Danemark (GI-DK) en 2018 et la Russie en 2019 (*Generation Identity Russia* GI-RU). Dans ces différents États, qu'est-ce qui s'est effectivement « diffusé » ? Comment cette diffusion s'est-elle produite, avec quels effets ? Et surtout, pourquoi ?

Les connexions européennes du BI ont été ponctuellement mentionnées par la recherche¹¹⁶⁵ et le cas portugais a fait l'objet d'une attention particulière¹¹⁶⁶. Le mouvement identitaire est également cité dans des études sur l'extrême droite européenne et ses réseaux¹¹⁶⁷. Certaines de ces antennes nationales ont suscité également des recherches¹¹⁶⁸ qui ne questionnent cependant ni le « comment », ni le « pourquoi » de leur installation dans cet État. Plus récemment, Anita Nissen s'est penchée sur l'eupéanisation du mouvement identitaire dans sa thèse de science politique¹¹⁶⁹. Elle y interroge les raisons pour lesquelles GI et le mouvement *Fortress Europe* (FE) ont « eupéanisé » leurs revendications. Elle souligne que la « coalition » de GI en Europe est durable et spécifie ce qu'il faut entendre par eupéanisation du mouvement :

« Du fait des ressources matérielles limitées des groupes de GI et FE, de leur concentration sur des enjeux diffus et politisés, de leur recours à des formes de mobilisation démonstratives voire perturbatrices, de leurs opinions sur l'UE

¹¹⁶⁴ Litt. « *patriotische zentren* »

¹¹⁶⁵ Camus J.-Y., « Die Identitäre Bewegung oder die Konstruktion eines Mythos europäischer Ursprünge », in : Hentges G., Nottbohm K., Platzer H.-W. (dir.), *Europäische Identität in der Krise ?*, Springer, 2017, p. 233-247

¹¹⁶⁶ Marchi R., « La réutilisation de symboles, références et actions par les groupes identitaires portugais », in : Dard O. (éd.), *Organisations, mouvements et partis des droits radicaux au XXe siècle (Europe-Amériques)*, Peter Lang, « Convergences », Bern, 2015, p. 153-174.

¹¹⁶⁷ Camus J.-Y., « La structure du "camp national" en France : la périphérie militante et organisationnelle du FN et du MNR », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001 ; Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, Edition du Seuil, Paris, 2015 ; Lebourg N., « Le Front national et la galaxie des extrêmes droites radicales », in Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 ; Zùquete P., *The Identitarians : the movement against globalism and Islam in Europe*, University of Notre Dame Press, 2018, p. 72-91

¹¹⁶⁸ Eckes C., « Ausbreitung der „Identitären Bewegung“ in Europa und ihre ideologischen Grundzüge », *Journal Exit-Deutschland*, n° 4, 2016, p. 100-114 ; Hentges G., Kokgiran G., Nottbohm K., « Die Identitäre Bewegung Deutschland (IBD) – Bewegung oder virtuelles Phänomen ? », *Forschungsjournal Soziale Bewegung*, 3/2014, p. 1-26 ; Virchow F., « The "Identitarian Movement": What Kind of Identity? Is it Really a Movement? », in : Simpson P. A., Druex H., *Digital Media Strategies of the Far Right in Europe and the United States*, Lanham, Lexington Books, 2015, p. 177-190 ; Camus J.-Y., « Die Identitäre Bewegung oder die Konstruktion eines Mythos europäischer Ursprünge », in : Hentges G., Nottbohm K., Platzer H.-W. (dir.), *Europäische Identität in der Krise ?*, Springer, 2017, p. 233-247

¹¹⁶⁹ Nissen A., *Europeanization of the far right. A case study of Generation identity and Fortress Europe*, Thèse de science politique déposée à l'Université d'Aalborg (Danemark) sous la direction de Lise Rolandsen Agustin, décembre 2019. Nous remercions l'auteure de nous avoir transmis le manuscrit avant publication.

(eurosceptiques et oppositionnelles), ils n'étaient pas censés rechercher un accès institutionnel à l'UE. [...] Les données collectées confirment ces hypothèses : aucun des groupes extra-parlementaires, ni FE, ni GI, n'ont porté leurs revendications à Bruxelles ou Strasbourg [...] Ces groupes d'extrême droite recourent principalement à des stratégies nationales et d'« outsider » pour cibler les décideurs de l'UE mais surtout les décideurs nationaux. [...] Ainsi, aucun des groupes, ni GI, ni FE, n'a européanisé l'action collective dans une large mesure, si ce n'est pour se mobiliser autour d'enjeux européens. [...] Bien qu'ils aient organisé des manifestations transnationales, la plupart sont demeurées au niveau national [...] en dépit de la portée européenne de la "crise" [...] Les deux coalitions transnationales s'organisent de manière très similaire en tant que mouvements transnationaux [...] La création du réseau et la construction du cadre de la mobilisation de ces acteurs extra-parlementaires se produisent en grande partie en dehors des institutions de l'UE, survenant plutôt dans l'espace transnational¹¹⁷⁰ ».

Cette dernière recherche est déterminante pour notre propre cadre théorique. Le travail d'Anita Nissen, s'inscrit dans les travaux relatifs à l'européanisation de l'action collective, question qui a émergé au milieu des années 1990. L'hypothèse de ces travaux, comme le met en avant Anita Nissen d'ailleurs¹¹⁷¹, est que l'émergence de l'arène européenne (UE) devrait susciter une évolution : en plus des mobilisations d'acteurs nationaux au niveau national, des mobilisations d'acteurs européens devraient survenir au niveau européen¹¹⁷². Certaines recherches ont montré cette évolution, nuancée cependant¹¹⁷³. D'après les chercheurs, l'européanisation est un phénomène complexe, marqué par la diversité de ses expressions¹¹⁷⁴ : il faut à la fois tenir compte de l'acteur (est-il européen ou national ?), de l'enjeu (relève-t-il de l'UE ou de l'État ?), et enfin de la cible (est-ce l'UE ou l'État ?). Les travaux d'Anita Nissen montrent que, dans le cas de GI, l'européanisation ne porte que ponctuellement sur l'enjeu, que l'acteur est transnational, et que la cible est, elle, essentiellement nationale. L'européanisation du mouvement est donc limitée. D'autant plus limité nous semble-t-il que la définition de l'Europe pour les Identitaires n'est pas liée à l'UE : comme nous l'avons vu, quand ils évoquent l'Europe, les militants se réfèrent au continent plus qu'aux institutions européennes, qu'ils critiquent abondamment. Un enjeu décrit comme « européen » est alors un enjeu pour l'Europe – continent plus que pour l'Union européenne. D'ailleurs, le mouvement dépasse les frontières de l'UE, comme le montre l'existence d'une antenne en Russie. Face aux conclusions d'Anita Nissen sur ce

¹¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 355-356. [Nous traduisons].

¹¹⁷¹ Nissen A., *Europeanization of the far right.*, *op. cit.*, p. 21-22 et p. 105-106.

¹¹⁷² Par exemple : Bourne A., Chatzopoulou S., « Europeanization and social movement mobilization during the European sovereign debt crisis: The cases of Spain and Greece », *Recherche*, 17, 2015, p. 33-60 ; Imig D., Tarrow S. (dir), *Contentious Europeans. Protest and Politics in an Emerging Polity*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2001 ; Monforte P., *Europeanizing Contention: The Protest Against 'Fortress Europe' in France and Germany*, New York, Berghahn Books, 2014 ; Tarrow S., « The Europeanisation of conflict: Reflections from a social movement perspective », *West European Politics*, Vol. 18, n°2, 1995, p. 223-251.

¹¹⁷³ Voir par exemple : della Porta D., Caiani M., *Social Movements and Europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

¹¹⁷⁴ Sur ce point les travaux précurseurs sont ceux de Doug Imig et Sidney Tarrow (Imig D., Tarrow S., « Political contention in a Europeanising polity », *West European Politics*, Vol. 23, n°4, 2000, p. 73-93). D'autres typologies ont été proposées depuis, par exemple : Caiani M., Graziano P. « Europeanisation and social movements: The case of the Stop TTIP campaign », *European Journal of Political Research*, Vol. 57, p. 1031-1055.

point et à cette définition identitaire de l'Europe, le cadre d'analyse de l'eupéanisation ne sera pas mobilisé dans la suite. Notons, de surcroît, que ce cadre ne permet pas de répondre au « comment » de la transnationalisation observée : or, c'est justement ce processus de diffusion que nous entendons explorer et expliquer.

La diffusion est définie par Katz comme : « *the acceptance of some specific item, over time, by adopting units – individuals, groups, communities – that are linked both to external channels of communication and to each other by means of both a structure of social relations and a system of values, or culture*¹¹⁷⁵ ». Il s'agit donc d'identifier ces quatre caractéristiques (objets, acteurs, mécanismes et canaux), en tenant compte de leurs dimensions temporelle et spatiale, pour expliquer le processus de diffusion.

La question de la diffusion est reliée à une diversité de champs de recherche en science politique, que ce soit la diffusion de nouvelles technologies, de politiques publiques, de régimes politiques¹¹⁷⁶. Pour Rebecca Givan, Kenneth Roberts et Sarah Soule, « un des domaines de recherche les plus importants sur la diffusion se situe cependant dans le champ des mouvements sociaux¹¹⁷⁷ », si bien que, à leur sens, la question de la diffusion éclaire l'étude des mouvements sociaux dans son ensemble : « l'on ne peut comprendre les mouvements sociaux – comment ils évoluent, comment ils s'étendent, comment ils s'engagent dans l'arène politique – sans comprendre les dynamiques de leur diffusion¹¹⁷⁸ ». La diffusion des mouvements sociaux a fait l'objet de plusieurs explications successives : d'abord pensée comme un phénomène de « contagion¹¹⁷⁹ », dans des perspectives proches de la psychologie des foules¹¹⁸⁰, elle a ensuite été assimilée à un phénomène d'imitation¹¹⁸¹. Ces explications, cependant, ne parvenaient pas à expliquer que la diffusion s'opère dans certains cas et échoue dans d'autres. La question avait été déplacée : il restait à comprendre pourquoi certains étaient « contaminés » ou « imitaient » quand d'autres résistaient. Face à ces apories, une tendance plus structurale a émergé, en lien avec les théories de la

¹¹⁷⁵ Katz R., « Diffusion (interpersonal influence) », in : Shils, D.L. (Ed.), *International encyclopaedia of the social sciences*, Macmillan, London, 1968, p. 78.

¹¹⁷⁶ Givan R., Roberts K., Soule S., « Introduction. The dimensions of diffusion » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. Actors, mechanisms and political effects*, Cambridge University Press, 2010, p. 1 ; Graham E.R., Shipan C.R., Volden C., « The Diffusion of Policy Diffusion Research in Political Science », *British Journal of Political Science*, Vol. 43, n°3, 2013, p. 673-701 ; Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, Thèse en science politique soutenue à Science Po Paris, sous la direction de Pascal Perrineau, 2013, p. 34-37.

¹¹⁷⁷ Givan R., Roberts K., Soule S., « Introduction. The dimensions of diffusion » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements, op. cit.*, p. 1. (Nous traduisons).

¹¹⁷⁸ *Ibid.*

¹¹⁷⁹ Siegfried A., *Itinéraires de contagions. Epidémies et idéologies*, Librairie Armand Colin, Paris, 1960.

¹¹⁸⁰ Le Bon G., *La psychologie des foules*, 1895 ; Tarde G., *L'opinion et la foule*, 1901.

¹¹⁸¹ Sommier I., « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 101-120.

mobilisation des ressources et des cycles de mobilisation, notamment avec les travaux de Sidney Tarrow et Doug McAdam¹¹⁸². Isabelle Sommier perçoit enfin une dernière tendance plus récente, se nourrissant de la « redécouverte de l'interactionnisme », basée sur la « réhabilitation du niveau microsociologique ». Le cadre proposé par Sidney Tarrow en 2005¹¹⁸³ s'intègre à cette dernière tendance, faisant la part belle à des questionnements en termes d'information, d'interactions entre les acteurs, tout comme celui promu par Chabot¹¹⁸⁴, qui revendique l'importance du *dialogue* entre les acteurs. C'est dans cette perspective également que Rebecca Givan, Kenneth Roberts et Sarah Soule entendent approcher la diffusion et saisir la multi-dimensionnalité du processus.

Ce cadre d'analyse a rarement été appliqué à des mouvements d'extrême droite pour deux raisons. Premièrement, les chercheurs spécialisés dans les mouvements sociaux se focalisent sur des « bonnes causes¹¹⁸⁵ », au détriment de ce que certains appellent les « *ugly movements*¹¹⁸⁶ » : l'essentiel de la littérature sur les mouvements sociaux est centré sur des mouvements progressistes, environnementaux, altermondialistes ou anti-austérité, tandis que les mouvements conservateurs, nationalistes et d'extrême droite ont reçu moins d'attention. Ces tendances sont également vraies dans le sous-champ de la diffusion des mouvements sociaux, peut-être encore renforcées par le fait que les mouvements nationalistes et d'extrême droite sont considérés comme centrés sur l'État et "fermés" par nature¹¹⁸⁷. Deuxièmement, si les recherches sur l'extrême droite sont intenses¹¹⁸⁸, elles se focalisent sur les partis politiques. Ces derniers sont intensément et extensivement étudiés en science politique, contrairement aux mouvements sociaux. Comme le note Pietro Castelli Gattinara, « peu d'études ont été au-delà de la politique électorale¹¹⁸⁹ ». Dès lors que les chercheurs spécialistes de l'extrême droite font preuve d'un désintérêt (relatif¹¹⁹⁰) pour les

¹¹⁸² McAdam D., « "Initiator" and "Spinoff" Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles » in : Traugott M. (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University, 1995.

¹¹⁸³ Tarrow S., *The New Transnational Activism*, Cambridge university Press, 2005.

¹¹⁸⁴ Chabot S., « Dialogue matters: beyond the transmission model of transnational diffusion between social movements » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements*, op. cit., p. 99-124.

¹¹⁸⁵ Siméant J., « La transnationalisation de l'action collective », in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 127.

¹¹⁸⁶ Tarrow S., *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p.14.

¹¹⁸⁷ Notons néanmoins que la transnationalisation de l'extrême droite fait l'objet d'un intérêt grandissant : Bar-On T., « Fascism to the Nouvelle Droite: the dream of Pan-European Empire », *Journal of Contemporary European Studies*, Vol. 16, n°3, 2008, p. 327-345 ; Caiani M., Kröll P., « The transnationalization of the extreme right and the use of the internet », *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, Vol. 39, n°4, 2015, p. 331-351 ; Ganesh B., Froio C., « The transnationalisation of far-right discourse on Twitter. Issues and actors that cross borders in Western European democracies », *European Societies*, 2018 ; Mammone A., *Transnational Neofascism in France and Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; Zùquete J. P., « The new frontlines of right-wing nationalism », *Journal of political ideologies*, Vol 20, n°1, 2015, p. 69-85.

¹¹⁸⁸ Mudde C., *The populist radical right: A reader*, Londres, Routledge, 2016.

¹¹⁸⁹ Castelli Gattinara P., « The study of the far right and its three E's: why scholarship must go beyond Eurocentrism, Electoralism and Externalism », *French Politics*, 2020.

¹¹⁹⁰ Des contre-exemples existent : en plus des travaux sur les Identitaires (cf. *supra*), des travaux existent sur Pegida (Virchow F., « PEGIDA: Understanding the Emergence and Essence of Nativist Protest in Dresden », *Journal of Intercultural Studies*, Vol. 37, n°6,

mouvements sociaux extrême droitier, leur diffusion n'est, logiquement, pas étudiée non plus. Elle demeure donc un « impensé¹¹⁹¹ » dans le champ de l'extrême droite. De manière assez éloquente, le cadre d'analyse des mouvements sociaux a bien été appliqué à ce champ... mais aux partis politiques : Steven Van Hauwaert a utilisé ce cadre pour expliquer la diffusion du master-frame du FN en Europe¹¹⁹², regardant donc provisoirement le parti frontiste comme un mouvement social¹¹⁹³.

En résumé, les spécialistes de l'extrême droite et des mouvements sociaux se focalisent respectivement sur les partis politiques et sur les mouvements progressistes, laissant la diffusion des mouvements sociaux d'extrême droite dans une zone d'ombre. Nous entendons croiser ces deux littératures pour l'éclairer, et ainsi expliquer la diffusion organisationnelle¹¹⁹⁴ du mouvement. Nous appliquerons donc le cadre d'analyse de la diffusion des mouvements sociaux au mouvement identitaire, en nous fondant sur les conclusions de Steven Van Hauwaert, les plus proches de notre analyse.

Cas d'étude et données collectées

Notre objectif n'est pas de recenser chaque expérience influencée par GI depuis 2012 en Europe. Un tel inventaire apparaît complexe d'une part, tant le nombre de pages Facebook, de sites Internet reprenant des codes graphiques, et des thématiques identitaires est grand¹¹⁹⁵. Ce recensement ne représente pas un intérêt majeur d'autre part, car derrière

2016, p. 541-555) ou Casapound (Froio C., Castelli Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics*, London: Routledge, 2020.).

¹¹⁹¹ Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, *op. cit.*, p. 255-256.

¹¹⁹² Rydgren J., « Is extreme right-wing populism contagious? Explaining the emergence of a new party family », *European Journal of Political Research*, Vol. 44, n°3, 2005, p. 413-437.

¹¹⁹³ Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, *op. cit.*, p. 190 ; Cécile Leconte, *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II, p. 113-123.

¹¹⁹⁴ La pertinence d'une approche organisationnelle a déjà été montrée par ailleurs, bien que les deux champs ne soient pas réputés pour leurs interactions : Davis G.F., McAdam D., Scott W. R., Zald M.N., *Social movements and organization theory*, Cambridge University Press, 2005, p. 9 ; Biggs M., Andrews K. T., « *From protest to organization* » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements*, *op. cit.*, p. 188-190 ; de Bekker F., den Hond F., Laamanen M., « Social movements: Organizations and organizing », in : Roggeband C., Klandermans B. (eds), *Handbook of social movements across disciplines*, Springer, 2017, p. 213-231.

¹¹⁹⁵ Eckes C., « Ausbreitung der „Identitären Bewegung“ in Europa und ihre ideologischen Grundzüge », *Journal Exit-Deutschland*, n° 4, 2016, p. 100-114. Dans cet article l'auteur propose un tel inventaire et souligne que « *Zwar agiert die Identitäre Bewegung überwiegend im Internet, es kann jedoch nicht davon ausgegangen werden, dass ihre Aktivitäten sich auf den virtuellen Raum beschränken. Die größten Aktivitäten außerhalb des Internets sind in Deutschland, Österreich und Frankreich zu verzeichnen.* » [Traduction : « Bien que le mouvement identitaire opère principalement sur Internet, on ne peut présumer que ses activités sont limitées à l'espace virtuel. Les principales activités hors Internet se situent en Allemagne, en Autriche et en France »]. À notre sens, un tel inventaire reviendrait également à présumer une activité réelle à partir d'une activité virtuelle, ce qu'on ne peut pas faire non plus. Il paraît plus pertinent de se concentrer sur les neuf fédérations réunies au sein de *Generation identity Europe*, celles-ci étant officiellement « labellisées » identitaires. Voir également : Hentges G., Kogkiran G., Nottbohm K., « Die Identitäre Bewegung Deutschland (IBD) – Bewegung oder virtuelles Phänomen ? », *Forschungsjournal Soziale Bewegung*, 3/2014, p. 1-26.

ces pages virtuelles se cachent des réalités militantes variables (fédérations sans militants et inactives jusqu'à des fédérations très actives).

Les organisations que nous avons choisi d'analyser dans la suite de ce chapitre répondent donc à deux exigences complémentaires : 1) être identitaires et 2) avoir un statut similaire. Neuf fédérations répondent ces critères : elles sont toutes des **fédérations nationales** établies à l'échelle d'un État et de plus, elles sont **officiellement rattachées au mouvement identitaire européen**. En effet, toutes sont parties prenantes de *Generation identity Europe* (GI-Europe), une structure de coordination européenne des initiatives identitaires, créée au début de l'année 2019, d'après le site Internet de l'organisation (generationidentity.eu) qui a publié cette liste¹¹⁹⁶ (illustrations 11 et 12).

¹¹⁹⁶ Notons que GI-RU ne figure pas sur cette liste. En effet, comme nous le verrons (*cf. infra*), les fédérations doivent prouver leur « bonne volonté » avant d'être officiellement intégrée au réseau : cela explique qu'elle ne figure pas dans ce recensement des fédérations « officielles ».

Illustration 11 - Les neuf fédérations nationales rattachées à GI-Europe (Logos)

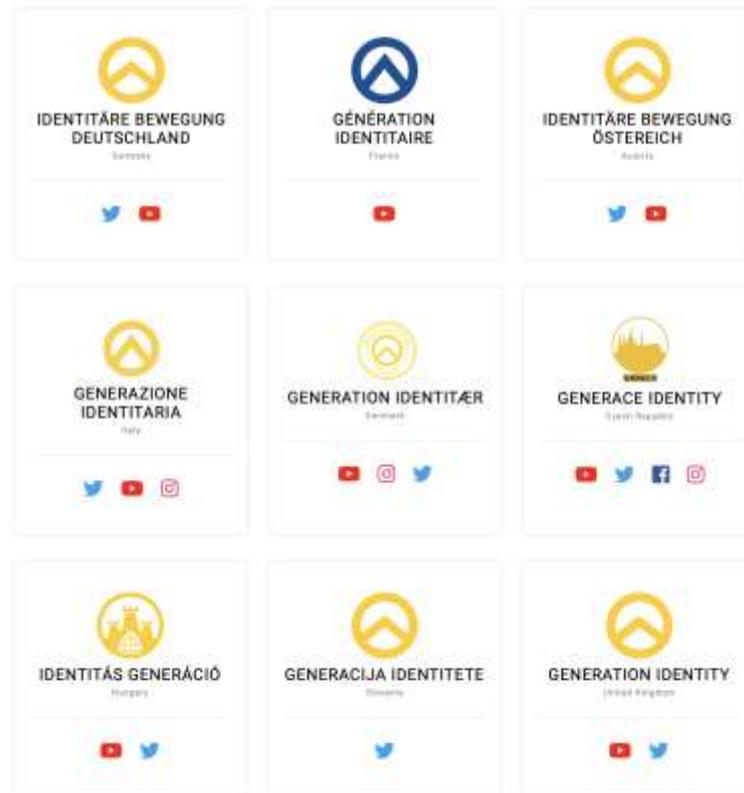


Illustration 12 – Les neuf fédérations nationales rattachées à GI-Europe (Carte)



Ces neuf antennes ont été interrogées entre mars 2018 et mai 2019, via un questionnaire à questions ouvertes, envoyé en anglais, par e-mail¹¹⁹⁷. Chaque fédération a été contactée tout d'abord via son adresse e-mail officielle, puis par les réseaux sociaux officiels en l'absence de réponse. L'objectif était de s'assurer que l'interlocuteur était habilité à s'exprimer au nom du mouvement. Le même message initial a été envoyé à chaque fédération, mettant en avant les recherches déjà menées et les objectifs de l'étude et sollicitant un entretien. En cas d'accord, le questionnaire ouvert était transmis. Chaque fédération a reçu le même questionnaire¹¹⁹⁸, divisé en trois thématiques : sa création, son statut actuel et les liens entre les fédérations européennes. Ce questionnaire a permis de recueillir l'histoire de chaque fédération, d'avoir un aperçu de son fonctionnement et de son implantation dans le pays et d'évaluer l'existence ou non d'un réseau européen. Dans la majorité des cas, l'échange a été mené avec un porte-parole national. Dans deux cas, les échanges ont eu lieu avec le secrétariat national, qui a pris l'initiative de recueillir les réponses de plusieurs cadres. Les modalités de ces entretiens ont donc été particulièrement contraintes (échange d'e-mails, en langue anglaise qui n'est pas la langue maternelle de tous les enquêtés). Si toutes les fédérations ont accepté le principe de l'entretien, deux n'ont jamais envoyé leurs réponses en dépit de relances (IBÖ, GI-DK) (tableau 3). Enfin, pour vérifier et compléter ces informations, des archives ont été mobilisées : sites Internet officiels, pages Facebook, comptes Twitter et chaînes YouTube des organisations, des principaux leaders, presse militante¹¹⁹⁹, mais aussi revue de presse et sites de leurs opposants politiques. Ce travail a été réalisé sur chacune des fédérations dans la limite de notre maîtrise linguistique¹²⁰⁰.

L'originalité de cette diffusion est son objet pluriel (1), qui emprunte des canaux multiples et évolutifs (2). Si cette diffusion produit bien des effets, ceux-ci restent limités (3). En comparant la diffusion du BI et de GI, nous concluons sur le « pourquoi ».

¹¹⁹⁷ Une méthode imparfaite, qui comporte des biais pour au moins trois raisons : 1) la nature des échanges est différente de celle d'un entretien, car elle s'éloigne d'une conversation. Les questions complémentaires que nous avons envoyées aux fédérations n'ont jamais reçu de réponse ; 2) l'anglais n'est pas la langue maternelle de l'ensemble des interviewés, ce qui pourrait conditionner leurs réponses ; 3) Dans certains cas (tableau 3) nous ne savons pas exactement qui était derrière le clavier, les messages provenant d'une adresse Générale et étant signé par le Bureau.

¹¹⁹⁸ Seule une question a été ajoutée suite à l'occupation du col de l'Échelle pour demander si des militants nationaux y étaient présents.

¹¹⁹⁹ ID Magazine (2005-2009) puis Identitaires (2009_2016) et la Revue Identitaire (2017-...)

¹²⁰⁰ De ce fait, les informations sont moins approfondies sur la République Tchèque, la Slovénie, la Hongrie et le Danemark.

Tableau 3 – Diffusion de GI en Europe : cas d'étude et données collectées

Pays	Nom	Acronyme	Questionnaire / Entretien
France	Génération identitaire	GI	Oui - 40 interviews avec des porte-paroles, cadres et militants (2014 et 2017-2018)
Allemagne	Identitäre Bewegung Deutschland	IBD	Oui - questionnaire via e-mail avec le secrétariat (mars 2018)
Autriche	Identitäre Bewegung Österreich	IBÖ	<i>Non – Accord de principe en janvier 2018, mais jamais de réponse</i>
Italie	Generazione identitaria	GI-IT	Oui – questionnaire via e-mail avec le porte-parole – <i>Damiano Maris</i> (mars 2018)
République Tchèque	Generace identity	GI-CZ	Oui – questionnaire via e-mail avec le porte-parole – <i>Adam Berčik</i> (février 2018)
Slovénie	Generacija identitete	GI-SL	Oui - questionnaire via e-mail via e-mail avec le secrétariat (mars 2019)
Hongrie	Identitas Generacio	GI-HU	Oui – questionnaire via e-mail avec le porte-parole – <i>Abel Bodi</i> (juillet 2018)
Royaume-Uni	Generation identity UK and Ireland	GI-UK	Oui – questionnaire via e-mail avec le porte-parole – <i>Benjamin Jones</i> (mai 2019)
Danemark	Generation Identitær	GI-DK	<i>Non – Accord de principe en avril 2019, mais jamais de réponse</i>

1. Une diffusion « totale » ?

Qu'ont diffusé les Identitaires français en Europe ? La littérature sur la diffusion des mouvements sociaux peut guider notre analyse, révélant la diversité de ce qui peut être diffusé, tout en y posant certaines limites. De manière classique, deux catégories d'objets de diffusion sont distinguées : d'une part des diffusions relatives à l'aspect *comportemental*, qui concerne donc la diffusion des tactiques, de répertoires d'action collective et d'autre part des diffusions relatives à l'aspect *idéel*, qui concerne la diffusion de cadres de l'action collective, ces schèmes d'interprétation qui vont donner du sens à une mobilisation, en définissant ses enjeux, ses buts, ses cibles¹²⁰¹. La nature de ce qui peut faire l'objet d'un transfert est très diverse : il convient de la préciser.

La première caractéristique de l'objet de diffusion est de représenter une innovation, c'est-à-dire « quelque chose qui est perçu comme nouveau par l'adopteur¹²⁰² ». Reprenant la typologie élaborée par Hanspeter Kriesi, Ruud Koopmans, Jan Willem Duyvendak et Marco Giugni¹²⁰³, Steven Van Hauwaert distingue plusieurs innovations possibles¹²⁰⁴ : la forme de l'organisation (structure interne de l'organisation, la hiérarchie, la répartition du travail militant, son degré de centralisation) ; le contenu de la mobilisation (idéologie, objectifs, idées) ; la forme de l'action collective. Ces trois types d'innovation peuvent interagir les uns avec les autres¹²⁰⁵ et se combiner dans ce qu'il nomme un « *master frame* »¹²⁰⁶. David Snow et Robert Benford, à l'origine du concept expliquent qu'il vise à nommer la réalité qui permet « d'articuler et d'aligner un vaste éventail d'événements et d'expériences, de manière à ce qu'ils se tiennent ensemble dans un tout unifié et cohérent¹²⁰⁷ ». La constitution d'un « *master frame* » est par ailleurs de nature à faciliter la diffusion¹²⁰⁸.

¹²⁰¹ Givan R., Roberts K., Soule S., « Introduction. The dimensions of diffusion » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements*, op. cit., p.3-7.

¹²⁰² Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, op. cit., p. 248.

¹²⁰³ Kriesi, H., Koopmans, R., Duyvendak, J. W., & Giugni, M. G. « New Social Movements and Political Opportunities in Western Europe », *European Journal of Political Research*, 22(2), 1992, p. 219-244.

¹²⁰⁴ Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, op. cit., p. 248-249

¹²⁰⁵ Voir : Givan R., Roberts K., Soule S., « Introduction. The dimensions of diffusion » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements*, op. cit., p. 2.

¹²⁰⁶ Nous conservons le terme en anglais. Notons qu'une traduction « cadre cardinal » en a été proposé par Nathalie Miriam Pouchard pour *Politix* (V. Benford R. D., Snow D. A., « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, Vol. 99, n°3, 2012, p. 217-255).

¹²⁰⁷ Snow D. A., Benford R. D., « Master frames and cycles of protest », in : Morris A.D., Mueller C.M. (éds), *Frontiers in social movement theory*, Yale University Press, 1992, p. 137-138.

¹²⁰⁸ Givan R., Roberts K., Soule S., « Introduction. The dimensions of diffusion » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements*, op. cit., p. 7.

La deuxième caractéristique de l'objet est qu'il est adaptable. Son adoption se double d'une adaptation au « tempérament de l'époque et aux structures institutionnelles dans lesquelles la communauté ou le mouvement est insérée¹²⁰⁹ ». Quelle que soit la nature de l'objet, David Snow et Robert Benford font un constat similaire : « une variété d'objets culturels ont été des objets de diffusion, aussi bien des rituels, des pratiques ou des symboles religieux, des tactiques d'action collective, des symboles politiques ou des icônes culturelles. Aucun n'a été importé [...] sans être modifié¹²¹⁰ ». Ainsi, pour saisir ce qui est diffusé, il faut s'intéresser à l'objet adopté mais aussi à ses adaptations. Les cadres ne sont pas fixes mais sont sujets à des « révisions stratégiques ou à des innovations lorsque les conditions changent, que les enjeux évoluent ou que de nouveaux acteurs sociaux pénètrent dans l'arène¹²¹¹ ».

Dans le cas de la diffusion du mouvement identitaire, qu'est-ce qui est effectivement diffusé ? La diffusion concerne à la fois les formes et symboles de l'organisation (1), le contenu de la mobilisation (2), mais aussi les formes de l'action collective (3).

1. Une diffusion des formes et symboles de l'organisation

La diffusion la plus flagrante dans le cas du mouvement identitaire concerne l'organisation elle-même. Derrière ce terme, nous distinguons deux dimensions : d'une part, la structure de l'organisation¹²¹², c'est-à-dire tout ce qui a trait à sa forme et à ses structures internes (1.1) ; d'autre part, l'incarnation de l'organisation à travers des symboles¹²¹³, qui composent son image (1.2).

1.1. La diffusion des formes organisationnelles

La structure de Génération identitaire en France est caractérisée par trois dimensions : 1) Une institutionnalisation relative, en marge du champ politique traditionnel

¹²⁰⁹ Stobaugh J., Snow D., « Temporality and frame diffusion. The case of the creationist/intelligent design and evolutionist movements from 1925 to 2005 » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements, op. cit.*, p. 54.

¹²¹⁰ Snow D. A., Benford R. D., « Alternative types of cross-national diffusion in the social movement arena », in : della Porta D., Kriesi H.-P., Rucht D., *Social movements in a globalizing world*, Palgrave Macmillan, 1999, p. 38.

¹²¹¹ Givan R., Roberts K., Soule S., « Introduction. The dimensions of diffusion » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements, op. cit.*, p. 5.

¹²¹² Kriesi H., Koopmans R., Duyvendak J. W., Giugni, M. G., « New Social Movements and Political Opportunities in Western Europe », *European Journal of Political Research*, 22(2), 1992, p. 219-244.

¹²¹³ Est donc sous-jacente ici l'idée que la communication est « constitutive de l'organisation ». Cette notion fait l'objet en Amérique du Nord d'un intérêt grandissant. On ne fait que se saisir de ce concept émergent – en le réduisant ici à l'analyse des symboles de l'organisation, suffisante à la démonstration. Pour plus de détails sur ce point : Taylor, J.R. & Van Every E.J., *The Emergent Organization: Communication as its Site and Surface*, Lawrence Erlbaum Associate, 2000 ; Robichaud D., Cooren F., « The Need for New Materials in the Constitution of Organization », in : Robichaud D., Cooren F., *Organization and organizing : materiality, agency and discourse*, New York, Taylor and Francis, Routledge, 2013 ; Taylor J.R., « Organizational communication at a crossroad », in : Robichaud D., Cooren F., *Organization and organizing : materiality, agency and discourse*, New York, Taylor and Francis, Routledge, 2013.

mais intégré au champ extrême droitier ; 2) Une centralisation faible avec une structuration autour de structures locales autonomes ; 3) Une hiérarchie dépersonnalisée, avec un fonctionnement centré sur des bureaux exécutifs, pas de chef officiellement désigné mais des porte-paroles¹²¹⁴.

La première a été reprise par les différents groupes européens, qui insistent tous sur la dimension activiste et métapolitique de leur engagement, récusant la forme partisane et revendiquant se tenir en marge du champ électoral. En Allemagne, l'IBD a par exemple la forme d'une association officielle, en Italie, le mouvement se revendique « *non partisans*¹²¹⁵ ». Pour la plupart, ils entretiennent cependant des liens d'intensité variable avec des partis politiques de leur pays : l'AfD en Allemagne¹²¹⁶, le FPÖ en Autriche¹²¹⁷, la Lega en Italie¹²¹⁸, ou encore avec UKIP au Royaume-Uni¹²¹⁹. Cette dimension sera davantage traitée en lien avec les répertoires d'actions mobilisés mais elle représente une première innovation.

La seconde dimension a elle aussi été reprise du modèle français avec, la constitution de fédérations locales dans les différents pays européens. Ainsi, en Autriche, le mouvement s'est structuré autour de sept antennes locales, réparties dans sept *Bundesländer*¹²²⁰. De même en Italie, il existe six sections¹²²¹, principalement dans le nord du pays, mais aussi en Sardaigne et à Rome. En Allemagne, ils revendiquent une présence dans chaque *Land*. C'est également le cas dans des pays où le mouvement est nettement moins installé, comme la République Tchèque : « Ici, nous avons GI Prague, Brno, Ostrava (qui comprend toute la Silésie), GI Bohême du Nord, Bohême du Sud, Bohême de l'Ouest et GI Est, qui comprend la Bohême de l'Est et la Moravie ». GI-UK est aujourd'hui divisé en quatre, entre Irlande, Angleterre, Écosse et Pays de Galles. La structuration de fédérations locales n'est apparemment pas encore achevée, mais le mouvement a su montrer sa capacité à agir

¹²¹⁴ En effet, si Clément Galant est présenté comme « Président » de Génération identitaire c'est avant tout en raison des statuts associatifs plus que d'une présidence de fait. Sur le site, il est d'ailleurs présenté comme « porte-parole » au même titre que Romain Espino.

¹²¹⁵ Litt. « apartitica ».

¹²¹⁶ Voir : Cécile Leconte, *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II.

Cécile Leconte, « La carrière militante du « grand remplacement » dans les milieux partisans extrême-droitières en Allemagne : l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), 2013-2016 ». Colloque du Groupe « Histoire sociale des idées politiques » de l'AFSP, HISOPO-AFSP, "Des idées et des partis. Pour une histoire sociale des idées politiques", Sciences-Po Paris, 23-24 mai 2017.

¹²¹⁷ Par exemple : « Das Netzwerk der Identitären mit der FPÖ », *Die Presse*, 10/06/2016. On peut noter une prise de distance du FPÖ début 2019, suite à l'enquête menée sur les liens entre IBÖ et Brenton Tarrant (terroriste de Christchurch).

¹²¹⁸ Par exemple : « Salvini, Borghesio e l'alleanza con il neofascismo europeo nel libro-inchiesta "Europa identitaria" », *Il Fatto Quotidiano*. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.ilfattoquotidiano.it/2018/07/06/salvini-borghesio-e-lalleanza-con-il-neofascismo-europeo-nel-libro-inchiesta-europa-identitaria/4472482/

¹²¹⁹ Par exemple : « Undercover : Inside Britain's new far-right », *Exposure*, ITV, 9 novembre 2017.

¹²²⁰ « Wir Identitäre sind in sieben österreichischen Bundesländern vertreten », in : « Organisation », *Identitäre Bewegung*. (AT) [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.at/organisation/

¹²²¹ Litt. « Sezioni ». Entretien avec GI-IT et « Dove Siamo », *Generazione Identitaria*. [Consulté le 23/04/2019] URL : generazione-identitaria.com/dove-siamo/

simultanément dans plusieurs villes¹²²². La seule exception semble être la Hongrie, mais cela semble plutôt dû au petit nombre de militants (une vingtaine) agissant en majorité à Budapest, qu'à une volonté centralisatrice¹²²³. Cette seconde dimension seule ne représente pas une innovation en soi, les partis étant fréquemment organisés autour d'antennes locales. Ce qui est novateur, c'est l'autonomie de ces fédérations, qui, fortes de leur identité locale/régionale (revendiquée par tous les groupes) ne sont pas soumises à l'impulsion d'un centre.

La troisième dimension – la hiérarchie dépersonnalisée – paraît s'être également diffusée et nous peinons à déterminer dans la plupart des pays qui est le chef du mouvement établi. Par exemple, dans le cas allemand, de nombreux activistes sont présentés sur le site, sans qu'aucun ne soit désigné comme le chef du mouvement¹²²⁴ : aucune distinction n'est faite selon un statut au sein de l'association. En Italie, certains militants sont considérés comme des « représentants » ou des « porte-paroles » de l'association sans que se dégage une structure pyramidale. La situation est similaire en Autriche où Martin Sellner¹²²⁵ et Patrick Lénart sont présentés comme les porte-paroles¹²²⁶. Malgré cette présentation, ils bénéficient l'un comme l'autre de leur ancienneté et de leur statut de fondateur, qui en font des leaders de fait du mouvement¹²²⁷. Au Royaume-Uni, la structure paraît plus pyramidale, Benjamin Jones étant présenté comme le « leader ».

1.2. La diffusion des symboles organisationnels

Au fil de la notoriété, le symbole devient la marque visible de l'organisation, l'un n'étant plus dissociable de l'autre, l'évoquant de manière systématique et automatique, une dimension importante, déjà soulevée par Michel Offerlé :

« La première ressource que peut offrir une organisation, c'est sa marque, son sigle [...] qui peut avoir une portée et une valeur internationale : en garantissant par son ancienneté et sa notoriété une seconde identité à qui peut s'en prévaloir, elle permet de recueillir sur le marché politique, et dans les interactions quotidiennes, les profits de distinction qui y sont attachés¹²²⁸ ».

¹²²² Le 14 avril 2019, les militants britanniques ont par exemple mené simultanément une action à Londres, Birmingham, Glasgow, Manchester, Edinburgh.

¹²²³ Entretien avec Abel Bodi, porte-parole de GI-HU.

¹²²⁴ « Unsere Aktivisten », *Identitäre Bewegung (DE)* [Consulté le 23/04/2019] : www.identitaere-bewegung.de/category/unsere-aktivisten/

¹²²⁵ Nous avons tenté à plusieurs reprises de le contacter via le mouvement ou directement, cela sans succès.

¹²²⁶ Litt. *Sprecher*

¹²²⁷ Martin Sellner se présente lui-même sur les réseaux sociaux comme « Co-Leiter ».

¹²²⁸ Offerlé M., *Les partis politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018, p. 37.

En ce qui concerne les symboles de Génération identitaire tels qu'ils sont apparus en France, nous en identifions de trois ordres : 1) Le nom et notamment le label « identitaire » ; 2) Le logo, le « lambda » ; 3) Les couleurs du mouvement (jaune et noir).

Sur ces trois dimensions, la diffusion est flagrante : le nom est parfois la traduction littérale du nom français (GI-IT, GI-CZ, GI-HU, GI-UK), ou une version extrêmement rapprochée (IBD, IBÖ). Comme le souligne Cécile Leconte, le maintien du terme identitaire dans la version germanophone a une utilité stratégique également, car il « permet d'échapper à celle, nettement plus stigmatisante, de "völkisch", voire de néo-nazi¹²²⁹ ». Les différents groupes se sont saisis de cette innovation « identitaire », qu'ils ont reprise telle quelle car elle conservait son caractère innovant dans leur contexte national respectif. Ils se sont saisis du label identitaire. Le logo choisi par les Français s'est lui aussi diffusé, de même que les couleurs (jaune et noir). Les autres mouvements européens ont repris ce logo et le revendiquent « comme le symbole du mouvement identitaire¹²³⁰ » non plus seulement au niveau national mais bien européen (illustration 13). De manière révélatrice, ils ont également repris la justification¹²³¹ de ce logo, utilisé par les militants français depuis 2007 :

« Peinte sur un bouclier, elle désigne la cité de Lacédémone, Sparte. Sur une affiche, ou un drapeau flottant dans une manifestation, elle est le symbole auquel ont choisi de s'identifier les jeunes identitaires [...] en référence justement à la mythique Sparte et ses héros¹²³² ».

Par exemple, le site britannique précise : « Notre symbole, le lambda était utilisé par les spartiates lors de la bataille des Thermopyles en 480 av. JC¹²³³ ». Les Italiens commémorent, dans un tweet du 28 août 2018, la bataille des Thermopyles et ajoutent : « Rappelez-vous des héros de l'Europe et de l'importance du Lambda¹²³⁴ ». Il est parfois encore plus explicitement relié aux spartiates : « Notre symbole est le lambda, qui ornait le bouclier des

¹²²⁹ Cécile Leconte, *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II, p. 121.

¹²³⁰ Litt. : « als symbol der Identitären Bewegung » - « Der Klagenfurter Luftraum wird identitär », *Identitäre Bewegung (AT)*

[Consulté le 23/04/2019] : www.identitaere-bewegung.at/der-klagenfurter-luftraum-wird-identitaer/

¹²³¹ Justification partiellement mythifiée par ailleurs : si le lambda majuscule était bien la première lettre du nom (grec) de Sparte (Lacédémone), il n'est pas certain que les boucliers des spartiates en aient été ornés. En tout état de cause, il apparaît davantage comme une référence au film 300 (Zack Snyder). Un mix habile d'histoire antique et de culture-pop finalement. (V. Mozrek B., « Sous une fausse bannière. Comment l'extrême droite adopte des symboles antiquisants de la culture-pop dont l'histoire a pourtant tout pour lui déplaire », *Antiquipop (Blog hypothèse)*. [Consulté le 23/04/2019] URL : antiquipop.hypotheses.org/3596).

¹²³² Vardon P., « Lambda », *Éléments pour une contre-culture identitaire*, op. cit., p. 143. (Voir également dans le même ouvrage, les articles « Léonidas », « Sparte », « Thermopyles »).

¹²³³ Litt. « Our symbol, the lambda, was used by the Spartans at the battle of Thermopylae in 480BC » - « FAQ », *Generation Identity (UK)*. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.generation-identity.org.uk/faqs/

¹²³⁴ [Litt : « Ricordare gli eroi d'Europa e l'importanza della #Lambda »] Tweet de @GenerazioneID [Consulté le 23/04/2019] URL : twitter.com/GenerazioneID/status/1031866215936020480

spartiates¹²³⁵ ». Les Allemands évoquent eux aussi « Le lambda des spartiates¹²³⁶ ». En plus d'avoir repris le logo popularisé par les Français, ils se sont également approprié son origine et son sens, celui d'une résistance, d'un combat jusqu'au-boutiste. Les couleurs initiales de Génération identitaire (jaune et noir), elles aussi issues de la campagne UAJ, se sont également exportées¹²³⁷. Alors même que le mouvement français a changé d'identité visuelle, préférant depuis 2018 le bleu et le blanc¹²³⁸, ces couleurs sont restées celles des déclinaisons européennes.

Illustration 13 – Les logos des fédérations européennes.



Lecture : (de g. à d. et de bas en haut) : l'ancien logo de GI et le nouveau, le logo de l'IBD, de l'IBO, de GI-IT et de GI-UK.

¹²³⁵ [Traduction : « *Il nostro simbolo è la Lambda, che ornava lo scudo degli Spartani* »] Tweet de @GenerazioneID [Consulté le 23/04/2019] URL : twitter.com/GenerazioneID/status/276736228165046273

¹²³⁶ [Traduction : « *Das Lambda der Spartaner* »] Tweet de @IBDeutschland [Consulté le 23/04/2019] URL : twitter.com/IBDeutschland/status/953305922239115264

¹²³⁷ Perceptible sur les logos ainsi que sur les sites des différents mouvements (jaune et blanc), que dans la majorité des tracts qu'ils distribuent.

¹²³⁸ Interrogés sur ce point, certains militants français nous ont expliqué que ce changement correspondait à une quête de « normalisation », le jaune et le noir étant d'après eux des couleurs de « groupuscule ». Le choix du blanc et du bleu est d'après eux contraint (le rouge, le vert, le orange étant des marqueurs de la gauche et du centre, le bleu s'imposait).

2. Une diffusion du contenu de la mobilisation

Le contenu de la mobilisation a également fait l'objet d'une diffusion. Comme nous l'avons vu, le mouvement français identifie des menaces (l'insécurité, le grand remplacement), qu'il attribue à des causes (l'immigration, la mondialisation, le 'système'), et propose en réponse des remèdes (la remigration, le localisme, l'enracinement). Ces thématiques sont également au cœur des mouvements européens : le grand remplacement et l'ethnodifférentialisme gréciste se sont diffusés. Nous avons noté qu'en France la thématique de la démondialisation était de moins en moins investie : il en va de même dans les antennes européennes.

Le grand remplacement fait partie de ces sujets invoqués par tous les groupes nationaux. Il est présent dans l'espace germanophone¹²³⁹ sous le label de *große Austausch*, en Italie sous le terme de *Grande Sostituzione* ou en anglais *great replacement*. Par exemple, sur le site de GI-IT, une page est consacrée à ce terme, pour expliquer la crainte d'un « remplacement complet des peuples originaires d'Europe¹²⁴⁰ », le terme étant attribué au « sociologue français [sic] Renaud Camus¹²⁴¹ ». L'argumentaire est similaire sur le site des Identitaires autrichiens, appuyé par des statistiques et des graphiques : « Vous finirez par être en minorité dans votre propre pays ! Nous appelons ce processus le grand remplacement, et nous allons l'arrêter¹²⁴² ». Par ailleurs, de nombreuses vidéos¹²⁴³ des Identitaires autrichiens, sont également consacrées au grand remplacement. Des démonstrations comparables sont publiées sur le site de l'IBD¹²⁴⁴ ou de GI-UK¹²⁴⁵. Les militants partagent donc cette peur du « *grand remplacement* », lié dans leur discours à l'islamisation. Les flux migratoires deviennent ainsi la source de l'islamisation, qui représente un risque ethnoculturel. Leurs objectifs¹²⁴⁶ articulent donc les différentes dimensions déjà perceptibles en France : 1) l'arrêt de l'immigration et la surveillance des frontières ; 2) la remigration soit

¹²³⁹ Leconte C., « La carrière militante du « grand remplacement » au sein du milieu partisan de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 111-134

¹²⁴⁰ [Litt : « *completa sostituzione degli elementi etnici e dei popoli originari dell'Europa* »] « Grande Sostituzione », *Generazione Identitaria*. [Consulté le 23/04/2019] URL : generazione-identitaria.com/grande-sostituzione/

¹²⁴¹ [Litt : « *sociologo francese Renaud Camus* »] « Grande Sostituzione », *Generazione Identitaria*. [Consulté le 23/04/2019] URL : generazione-identitaria.com/grande-sostituzione/

¹²⁴² [Litt : « *Sie werden letztlich zur Minderheit im eigenen Land! Wir nennen diesen Prozess den „Großen Austausch“ und werden ihn aufhalten* »] « Der Grosse Austausch », *Identitäre Bewegung (DE)*. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.at/der-grosse-austausch/

¹²⁴³ *Quelques exemples* : Sellner M., « Der Große Austausch », 11 avril 2015. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=o4gHQOowBGQ ; Lenart P., « Der Große Austausch und die Tendenzwende », 24 mai 2018 [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=v5UeHB_3z3w ; Lenart P., « 10 Lügen über den Großen Austausch – widerlegt », 24 mars 2019 [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=k78W2F_56r4

¹²⁴⁴ « FAQ », *Identitäre Bewegung*. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.de/faq/was-meint-der-begriff-grosser-austausch-und-wer-ist-schuld-daran/

¹²⁴⁵ « FAQ », *Generation identity (UK)*. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.generation-identity.org.uk/faqs/

¹²⁴⁶ « Politische Forderungen », *Identitäre Bewegung*. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.de/category/politische-forderungen/

d'après GI-UK¹²⁴⁷ « le rapatriement sans cruauté de quiconque est entré illégalement dans nos pays » et « l'inversion des flux migratoires » ; 3) le réenracinement qui passe par la défense et la préservation de leur identité, locale, nationale et civilisationnelle¹²⁴⁸.

Cela vient finalement révéler la diffusion de l'ethnodifférentialisme identitaire, hérité du GRECE, qui constitue la principale distinction entre l'extrême droite classique et les identitaires¹²⁴⁹. L'argumentaire ethnodifférentialiste point dans les discours britanniques par exemple : « Nous voulons préserver l'identité de chaque peuple, de chaque culture [...] Nous voulons préserver l'identité de notre peuple dans sa différence, ainsi que celle de tous les autres peuples du monde¹²⁵⁰ ». De la même façon, l'IBD défend un « droit » à l'ethnopluralisme : « Chaque groupe ethnique a le droit de préserver sa culture, ses coutumes et ses traditions, c'est-à-dire son identité ethnoculturelle¹²⁵¹ ». Comme le GRECE et les Identitaires avant eux, cette dimension ethnodifférentialiste leur permet de repousser les accusations de racisme. Ainsi, l'innovation majeure qui s'est diffusée, consiste en cette dimension proprement « identitaire », fondée sur l'ethnodifférentialisme héritée de la Nouvelle droite et proprement nouveau. Cette spécificité a notamment été perçue par Jean-Yves Camus : « la spécificité de leur histoire est d'avoir créé de toutes pièces un concept (celui d'Identitaire), là où les autres réseaux transeuropéens diffusent des références idéologiques déjà existantes : national-populisme, nationalisme-révolutionnaire ou néofascisme¹²⁵² ». Ils ont donc agi en tant qu'agents de diffusion en Europe de cette innovation, qu'ils ont contribué à forger à partir de la synthèse gréciste.

De plus, certaines thématiques, en recul dans l'espace français (mondialisation, localisme), ne sont parfois pas investies (ou de manière très marginales) par les militants en Europe. Pour les leaders nationaux, ces questions ne font pas partie des thématiques du mouvement identitaire. Ainsi, pour Damiano Maris (GI-IT), le mouvement identitaire est « exclusivement concentré sur l'immigration de masse, l'islamisation et le remplacement

¹²⁴⁷ « Demands », Generation identity (UK). [Consulté le 23/04/2019] URL : www.generation-identity.org.uk/demands/

¹²⁴⁸ Le triptyque identitaire est effectivement lui aussi repris.

¹²⁴⁹ Cf. *supra*, Chapitre 2.

¹²⁵⁰ Litt : « *we want to preserve the identity of each and every people and culture [...] We want to preserve the identity of our own people in its distinctiveness along with all the other peoples of the world* ». - « FAQ », Generation identity (UK). [Consulté le 23/04/2019] URL : www.generation-identity.org.uk/faqs/

¹²⁵¹ Litt : « *Jede Ethnie hat das Recht, ihre Kultur, ihre Bräuche und Traditionen, also ihre ethnokulturelle Identität, zu erhalten* » - « FAQ », Identitäre Bewegung (DE). [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.de/faq/was-meint-der-begriff-grosser-austausch-und-wer-ist-schuld-daran/

¹²⁵² Camus J.Y., « Die Identitäre Bewegung oder die Konstruktion eines Mythos europäischer Ursprünge », Hentges G., Nottbohm K., Platzer H.-W. (dir.), *Europäische Identität in der Krise ?*, Springer, 2017, p. 233-247. [Traduction réalisée par *Fragments sur les temps présents*] [Consulté le 23/04/2019] URL : www.tempsresents.com/2019/04/03/les-identitaires-et-la-recomposition-des-droites/

ethnique¹²⁵³ ». Pour le leader Tchèque, les fondamentaux sont similaires : « Nous sommes impliqués dans les mêmes sujets que les mouvements identitaires en France, en Allemagne ou en Italie. Nous combattons l'immigration, le grand remplacement du peuple européen et l'islamisation¹²⁵⁴ ». Tout un pan du cadrage s'est évanoui : initialement, l'immigration n'était qu'un des effets de la mondialisation et devait être combattue au même titre que l'américanisation par exemple. Au moment où le processus de diffusion commence, ce thème n'est déjà plus central dans la communication du mouvement identitaire français, encore moins dans celle de GI. Ainsi abandonnée, elle ne s'est donc jamais diffusée dans les autres pays européens. On ne la retrouve que de manière très anecdotique (quelques affiches prônent le localisme en Italie par exemple).

3. Une diffusion des formes de l'action collective

Cécile Leconte note au sein du mouvement identitaire européen une « diffusion transnationale de répertoires d'action¹²⁵⁵ ». Il s'agira ici d'illustrer cette diffusion par quelques exemples clés. De ce point de vue, les Identitaires français représentent une innovation au sein de l'extrême droite car ils se sont saisis de modalités d'action propres à certains mouvements hors de leur milieu partisan, comme Greenpeace ou Sea Shepherd¹²⁵⁶ dont ils revendiquent explicitement l'inspiration¹²⁵⁷. Cette diffusion des formes de l'action collective concerne aussi bien leurs actions « d'agit-prop », que les modalités d'actions plus classiques. Ponctuellement, cette diffusion se prolonge dans des adaptations, voire des innovations.

Premièrement, la diffusion des actions d'agit-prop est perceptible. Les militants de GI sont connus en France pour leurs actions qui consistent à occuper des toits (le toit de la mosquée de Poitiers en 2012, celui du Parti socialiste en 2014 ou le siège parisien de la Commission européenne en 2015). Certaines actions n'entraînent pas de « blocage », à l'image de celles qui consistent à déployer une banderole, sur un pont surplombant (le plus souvent) une autoroute¹²⁵⁸. Ces modes d'actions se retrouvent dans les diverses fédérations

¹²⁵³ Litt : « *exclusively concerned with mass immigration, islamization and ethnic replacement* » - Entretien Damiano Maris, Porte-parole de GI-IT.

¹²⁵⁴ Litt : « *We are involve in the same topics like identitarian movements in France, Germany or Italy. We stand against immigration, great replacement of european people, islamisation* ». Entretien avec Adam Bercik (GI-CZ)

¹²⁵⁵ Leconte C., *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II, p. 121.

¹²⁵⁶ Des études complémentaires seraient intéressantes pour expliquer la diffusion de ces modalités d'action au-delà du milieu partisan environnementaliste.

¹²⁵⁷ Cf. *infra*, Chapitre 6.

¹²⁵⁸ Par exemple à partir de mai/juin 2013 (avec la campagne « Hollande dégage ! ») ou encore après les attentats de Charlie Hebdo, les militants brandissant des banderoles « Je suis Charlie Martel ».

européennes. Par exemple, en mai 2015, les militants autrichiens occupent le balcon d'un bâtiment de l'Union Européenne (illustration 14). En août 2016, des militants allemands s'installent sur la porte de Brandebourg (Berlin, Illustration 14) pour demander une sécurité accrue aux frontières¹²⁵⁹. Les Italiens se mobilisent eux aussi, déployant des banderoles sur des ponts (illustration 16). De manière identique, pour le lancement de *Generation identity* au Royaume-Uni et en Irlande (illustration 15) les militants ont également fait des actions d'agit-prop, déployant des banderoles sur des ponts, à Londres (Octobre 2017), Édimbourg (Février 2018) ou encore Dublin (en Novembre 2017, Février 2018).

Illustration 14 - Actions des Identitaires à Vienne (2015) et Berlin (2018)



Illustration 15 - Actions des Identitaires à Londres (oct. 2017), Edimbourg (Fév. 2018) et Dublin (fév. 2018)



Illustration 16 - Actions des Identitaires italiens en 2015 et 2018



¹²⁵⁹ *Sichere grenzen, sichere Zukunft* (Frontières sûres, futur sûr) *Grenzen Schützen, Leben Retten* (Fermer les frontières, sauver des vies)

Deuxièmement, les Identitaires européens mobilisent des modalités d'actions plus classiques déjà observées en France : manifestations, universités d'été, actions de « solidarité », militantisme « conventionnel », création d'un réseau national associatif et/ou entrepreneurial.

En France, GI organise des manifestations, par exemple en 2014 avec le BI, sur la remigration ou seule en 2016 sur le thème « On est chez nous ». En mai 2016, les Italiens organisent leur première manifestation à Turin. En Autriche, les militants en ont organisé plusieurs, par exemple contre le « grand remplacement » en juin 2015, ou pour défendre l'Europe en juin 2016. Les Identitaires allemands ont organisé une grande manifestation en juin 2017, sur le thème « *Zukunft für Europa*¹²⁶⁰ » à Berlin.

Sans reprendre exactement les codes de l'Université d'été identitaire¹²⁶¹, les fédérations nationales ont parfois organisé des sessions nationales de formation militante : en Autriche, où Martin Sellner a réuni ses militants pour un week-end de formation¹²⁶² ou en Italie, en présence de militants slovènes¹²⁶³.

Les militants organisent également des maraudes auprès des SDF comme leurs homologues français depuis les débuts du mouvement. Les militants de GI appellent cela « Génération solidaire ». Dès leur création, les Britanniques se sont saisis de cette pratique et ont assuré la distribution de repas¹²⁶⁴, comme les militants allemands¹²⁶⁵ et autrichiens¹²⁶⁶ (quoique de manière plus discrète) avant eux. En Italie le *modus operandi* diffère, bien que la campagne reprenne le nom de la campagne française (*Generazione Solidaria*) : les militants apportent une aide ponctuelle à des familles ou des personnes seules, ou lors de catastrophes.

Les autres dimensions plus classiques du militantisme (collages, tracts, etc.) sont également investies par les différents groupes en Europe, comme en France. Par ailleurs, et là encore dans tous ces pays, les actions ne se suffisent pas à elles-mêmes : elles sont médiatisées par l'organisation, en direct ou *a posteriori*, via le site Internet, les réseaux sociaux, la réalisation d'une vidéo de l'action, etc. L'activisme réel se prolonge donc dans un militantisme virtuel¹²⁶⁷.

¹²⁶⁰ [Traduction : « Un futur pour l'Europe »]

¹²⁶¹ Nous verrons qu'ils y participent et qu'il ne s'agit donc pas qu'ils lui fassent concurrence !

¹²⁶² Tweet de @Identitaere_B [Consulté le 23/04/2019] URL : twitter.com/Identitaere_B/status/867061603874811904

¹²⁶³ Tweet de @GenerazioneID [Consulté le 23/04/2019] URL : twitter.com/GenerazioneID/status/904396123133104132

¹²⁶⁴ Tweet de GID_England [Consulté le 23/04/2019] URL : twitter.com/GID_England/status/957348509245693952

¹²⁶⁵ « Wir helfen den vergessenen obdachlosenhilfe », *Identitäre Bewegung*. [Consulté le 23/04/2019] URL : blog.identitaere-bewegung.de/wir-helfen-den-vergessenen-obdachlosenhilfe-teil-ii/

¹²⁶⁶ Tweet de @Identitaere_B [Consulté le 23/04/2019] : twitter.com/Identitaere_B/status/808377178106851328

¹²⁶⁷ Ce constat dépasse le mouvement identitaire, la plupart des groupes militants utilisent désormais Internet et les réseaux sociaux de manière complémentaire.

S'est également diffusée l'idée française de fonctionner en « réseaux » avec des organisations partenaires, telle que le blog féminin *Belle et Rebelle*, ou le site *Novopress*, agence de presse identitaire. La création de structures dédiées aux femmes, qui mêlent dénonciation de l'immigration et du féminisme et promeuvent un nouveau féminisme en est un bon exemple : en Italie, *Le identitarie* était le pendant féminin de GI-IT, avec des slogans comme « Le féminisme est contre les femmes ¹²⁶⁸ ». La campagne #120db lancée en Allemagne visait, elle, à dénoncer les violences subies par les femmes ¹²⁶⁹. La porte-parole de la campagne était une figure bien connue du mouvement identitaire allemand. En plus d'association, les Identitaires ont également créé des marques, tel *Phalanx Europa* ¹²⁷⁰ qui vend des vêtements, des livres, des posters, pour mener la « révolte avec style ¹²⁷¹ » ou encore *Pils Identitär* ¹²⁷², « la bière artisanale des Identitaires ¹²⁷³ ».

Enfin, troisièmement, les sections européennes ont parfois aussi innové, ajoutant des nouveautés au répertoire d'action existant. C'est le cas des « *IB-Zone* », les « zones identitaires », mises en place en Autriche, qui consistent à monter en pleine rue un stand pour assurer la promotion de l'association ¹²⁷⁴. Toujours en Autriche : les militants organisent des conférences annuelles, au cours desquelles ils réunissent des militants de tout le pays. De la même façon, certains militants étrangers ont très tôt investi un moyen de communication délaissé par les identitaires français : YouTube. Ils deviennent alors des « YouTubers » postant des vidéos sur la plateforme de manière hebdomadaire, voire quotidienne pour promouvoir leurs idées. Martin Sellner ¹²⁷⁵ s'est très tôt prêté à cet exercice, également investis par les leaders hongrois ou britanniques. Ces innovations provoquent des effets en retour : les Français commencent eux-mêmes à utiliser YouTube, à mettre en scène des militants, réalisant par exemple des micros-trottoirs.

*

¹²⁶⁸ [Litt : « *Il feminismo è contro la donna.* »]

¹²⁶⁹ « *Frauen wehrt euch 120 dezibel* », Identitäre Bewegung. [Consulté le 23/04/2019] URL : blog.identitaere-bewegung.de/frauen-wehrt-euch-120-dezibel-120db/

¹²⁷⁰ Phalanx Europa, [Consulté le 23/04/2019] URL : phalanx-europa.com/fr/

¹²⁷¹ [Litt : « *Revolte mit Stil* »]

¹²⁷² Pils Identitär, [Consulté le 23/04/2019] URL : pils-identitaer.de

Elle est venue sur le « *IBLaden* », la boutique en ligne des Identitaires allemands. [Consulté le 23/04/2019] URL : ibladen.de/craft-bier/pils-identitaer/

¹²⁷³ [Litt : « *Das Craft-Bier der Identitären* »]

¹²⁷⁴ Cette pratique a été reprise par les Identitaires hongrois.

¹²⁷⁵ Inscrit en septembre 2013, sa chaîne YouTube compte plusieurs centaines de vidéos qui cumulent un total de plus de 19 millions de vues [en avril 2019].

Il apparaît donc que la diffusion de l'organisation est bien totale¹²⁷⁶ : tout ce qui fait la spécificité du mouvement français a été diffusé (formes de l'organisation, contenu de la mobilisation et formes de l'action collective,). La diffusion n'est pas « intégrale », puisque l'objet diffusé s'est adapté aux réalités de chaque pays¹²⁷⁷ : selon la culture, le contexte et l'offre politiques locales¹²⁷⁸. Néanmoins, l'objet diffusé n'a pas à s'adapter à un contexte organisationnel, car dans tous ces cas¹²⁷⁹, l'organisation est créée concomitamment à la diffusion. Dans le cas de la diffusion décrite par Steven Van Hauwaert, le « *master frame* » du FN s'adaptait à la culture politique *et* à la culture organisationnelle : cette dernière est absente dans notre cas. En effet, l'adaptation ne se fait que par rapport à un contexte politique « large », et non par rapport au contexte « organisationnel ».

Sur le plan théorique, nous en tirons deux conclusions, qui permettent d'expliquer l'ampleur de l'objet de diffusion et la faible adaptation que nous observons. Premièrement, les processus de diffusion sont communément soumis à deux types de contraintes. La première dépend de l'organisation qui adopte l'innovation, de son histoire, de son ancrage, de ses idées. La seconde dépend du contexte national dans lequel l'organisation évolue, reposant sur l'histoire, le contexte et l'offre politique (ici à l'extrême droite). Ainsi, dans le cas où l'adopteur n'est pas une organisation déjà existante, la contrainte organisationnelle est faible voire nulle (il n'y a pas de culture organisationnelle préexistantes, de programme préalable avec lesquels se conformer). Deuxièmement, plus le cadre contraignant est proche (*organisation*), plus la contrainte exercée est forte et l'adaptation nécessaire est grande ; à l'inverse, moins il est proche (*système politique, histoire nationale*) plus la contrainte et l'adaptation sont faibles. Cécile Leconte évoquait une « implantation de "franchise" ¹²⁸⁰ » : cette idée suppose également un accord de la « marque » pour s'implanter. Est-ce que les Identitaires français ont validé ces appropriations ? Pour répondre à cette question, ce sont les mécanismes de cette diffusion qu'il faut désormais analyser.

¹²⁷⁶ Nous distinguons ici total et intégral : elle est totale car toutes les parties qui la composent sont concernées, elle n'est pas intégrale car cela signifierait qu'il n'existe aucune restriction – or, il y en a.

¹²⁷⁷ Les cadres de l'IBD expliquent qu'il y a un recadrage des enjeux sur l'immigration du fait de l'absence de passé colonial de leur pays : « *As an example, French and English activism needs other narratives than German activism, mostly because of the big colonial history, which Germany doesn't have* ». En cela il y a bien une adaptation. Mais celle-ci se fait par rapport au cadre large de l'histoire nationale, pas par rapport à une culture organisationnelle.

¹²⁷⁸ Cette dimension avait déjà été relevée par J. Stobaugh et D. Snow : « *different institutional contexts may impose different sets of constraints on framing processes that in turn affect the character of what is diffused.* » V. Stobaugh J., Snow D., « *Temporality and frame diffusion. The case of the creationist/intelligent design and evolutionist movements from 1925 to 2005* » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. op. cit.*, p. 34-55.

¹²⁷⁹ À la notable exception de l'Autriche où une association existait déjà depuis début 2012, « WIR », mais a été dissoute au profit de l'IBD fin 2012. Cette association n'a jamais eu le temps de se structurer réellement et on peine à parler d'une culture organisationnelle préexistante.

¹²⁸⁰ Leconte C., *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II, p. 121.

2. Une diffusion protéiforme

En traçant les contours de cet objet de diffusion « total », nous avons également prouvé que cette diffusion avait bien lieu. Comment se produit-elle ? Par quels mécanismes, par quels canaux l'objet se diffuse-t-il ?

Steven Van Hauwaert a proposé une synthèse critique des travaux sur la diffusion des mouvements sociaux, en se penchant sur l'extrême droite européenne. Il distingue 4 mécanismes de diffusion transnationale¹²⁸¹. Le premier, la **contrainte** [*coercion*], est plutôt typique d'une diffusion verticale. Le processus repose sur une asymétrie de pouvoir entre l'agent qui transmet l'innovation et celui qui la reçoit. Le transmetteur impose l'innovation au second, le force à l'adopter. Le second mécanisme est la **compétition** [*competition*] : la diffusion est motivée par l'adoption d'un objet dans le but de gagner ou conserver un avantage comparatif par rapport aux autres compétiteurs. Il distingue ensuite **l'apprentissage** [*learning*] de **l'émulation** [*emulation*]. **L'apprentissage** est défini comme « le mécanisme par lequel les partis d'extrême droite utilise l'expérience d'autres partis d'extrême droite pour estimer les conséquences potentielles d'un changement de "*master frame*" ». Ainsi l'adopteur observe d'abord les effets de l'innovation et, l'adopte si ceux-ci s'avèrent positifs. Cependant, l'apprentissage n'est pas absolu, ni illimité, ni nécessairement rationnel. Si bien que ce qui compte ce n'est pas que le « *master frame* » soit réellement à l'origine du « succès » mais que l'adopteur soit convaincu que ce lien de causalité existe. **L'émulation**, elle, est présentée comme « l'imitation des actions d'un homologue en vue de lui ressembler davantage, peu importe si cela est bénéfique ou pas ». L'attention n'est pas centrée sur l'objet, mais plutôt sur l'acteur, auquel l'adopteur souhaite ressembler. Ainsi la diffusion repose davantage sur la valeur sociale qui lui est attachée (on imite un acteur prestigieux). Apprentissage et émulation sont difficiles à distinguer en pratique mais diffèrent pourtant par plusieurs aspects. Pour qu'il y ait apprentissage, le succès de l'objet doit précéder la diffusion. De même, il implique généralement un rôle actif de la part du transmetteur. Deux éléments qui ne sont nécessaires à l'émulation. Ces mécanismes ne sont pas exclusifs, ils peuvent se combiner, se moduler, de manière linéaire ou non. Pour expliquer le processus de diffusion, il s'agit donc de rechercher une combinaison de mécanismes et non une explication mono-causale.

¹²⁸¹ Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, op. cit., p. 271-283.

Pour que la diffusion se produise « les adopteurs doivent s'identifier avec les transmetteurs¹²⁸² ». Il faut donc qu'il y ait une identification [*attribution of similarity*], dont le degré peut varier. A partir de cela, la diffusion va s'opérer par des canaux. Van Hauwaert propose une synthèse des approches de Tarrow¹²⁸³ et Chabot¹²⁸⁴, distinguant trois catégories de canaux de diffusions¹²⁸⁵ : interpersonnels, impersonnels et médiatisés. **Les canaux interpersonnels** relie directement les acteurs les uns aux autres. L'intensité de la diffusion varie selon l'ampleur du dialogue¹²⁸⁶ entre les acteurs et leur proximité sociale¹²⁸⁷. L'intérêt de cette approche est d'être dynamique : la circulation de l'information accroît la proximité entre des acteurs, renforce le réseau, et donc leur capacité à échanger et collaborer, en un cercle vertueux de la diffusion. **Les canaux impersonnels**, eux, ne permettent pas d'interaction entre les acteurs. Ces canaux sont principalement de deux ordres : les médias de masse et Internet¹²⁸⁸. Le second présente plusieurs avantages par rapport aux médias traditionnels (nature décentralisée, faibles coûts d'entrée et de diffusion) et permet un passage de la diffusion impersonnelle à la diffusion interpersonnelle, puisqu' « Internet peut servir de canal interpersonnel, par exemple via des e-mails, Skype ou tout autre service de messagerie¹²⁸⁹ ». **La troisième possibilité est qu'un intermédiaire [broker]**, qui n'a pas adopté l'innovation lui-même, intervienne pour la diffuser auprès d'un autre acteur. Pour le cas présent, ce canal n'est pas mobilisé.

Van Hauwaert formule trois hypothèses que le cas identitaire viendra confirmer ou infirmer¹²⁹⁰ : 1) l'existence d'un lien entre mécanismes et canaux, considérant que l'apprentissage est lié à la diffusion interpersonnelle et que l'émulation est liée à la diffusion impersonnelle ; 2) la diffusion impersonnelle et l'émulation relèvent plutôt du début du processus de diffusion, quand la diffusion interpersonnelle et l'apprentissage sont au cœur du processus ; 3) ces deux mécanismes ne sont pas nécessairement linéaires et exclusifs et peuvent donc se chevaucher et se compléter¹²⁹¹.

¹²⁸² McAdam D., Rucht D., « The cross national diffusion of movement ideas », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 528, 1993, p. 63.

¹²⁸³ Tarrow S., « *Diffusion and modularity* », *The new transnational activism*, Cambridge university Press, 2005, p. 103-106.

¹²⁸⁴ Chabot S., « Dialogue matters: beyond the transmission model of transnational diffusion between social movements » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. op. cit.*, p. 99-124.

¹²⁸⁵ Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis, op. cit.*, p. 300.

¹²⁸⁶ Chabot S., « Dialogue matters: beyond the transmission model of transnational diffusion between social movements » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. op. cit.*, p. 99-124.

¹²⁸⁷ Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis, op. cit.*, p. 320.

¹²⁸⁸ *Ibid.*, p. 321.

¹²⁸⁹ *Ibid.*, p. 337.

¹²⁹⁰ *Ibid.*, p. 346-349.

¹²⁹¹ Une hypothèse déjà défendue antérieurement : « *We think cross-national diffusion depends more on the interplay of relational and non-relational channels than on the replacement of the former by the latter* ». (V. McAdam D., Rucht D., « The cross national diffusion of movement ideas », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 528, 1993, p. 74.)

La diffusion de Génération identitaire a emprunté des canaux impersonnels suivant un mécanisme d'émulation, avant d'emprunter des canaux interpersonnels, au sein d'espaces de dialogue entre les militants. Ce processus de diffusion horizontal a cependant reposé sur des mécanismes plus typiques d'une diffusion verticale (la compétition et la contrainte) selon des modalités très particulières. Ces canaux se sont établis à partir d'une identification des adopteurs envers les transmetteurs.

1. Les ressorts de l'identification

Si un dialogue efficace ne signifie pas nécessairement une similitude ou une proximité des acteurs¹²⁹², celles-ci peuvent néanmoins encourager la diffusion. Chez les Identitaires, cette identification repose tout d'abord sur l'idéologie du mouvement, mais elle va en plus être renforcée par des effets de contexte.

En effet, pour les militants identitaires, l'identification est d'abord un enjeu idéologique. De même que les fédérations locales viennent matérialiser l'existence des identités locales, la diffusion européenne va consacrer l'existence d'une identité européenne, civilisationnelle. Les militants européens promeuvent également cette idée. GI-HU par exemple souligne que « comme nous partageons un héritage ethnoculturel, c'est du bon sens de travailler ensemble¹²⁹³ ». Ainsi, la diffusion en Europe apparaît comme une continuité logique de l'engagement pour l'identité européenne, elle est même une mise en cohérence du mouvement avec son cadre idéologique. De plus, les militants considèrent que cette identité civilisationnelle construit une « communauté de destin », qui lie les Européens. Cette idée est perceptible dans les échanges avec l'IBD : « nous voulons créer le sentiment de notre héritage européen, de notre future et notre destin¹²⁹⁴ ». L'Europe est donc à la fois un passé commun, et un futur à construire ensemble, d'où l'importance de cette coopération transnationale. Pour les Identitaires, ce tropisme civilisationnel existe avant même que des liens soient tissés avec d'autres Européens aux idées similaires. Ils s'incluent parmi les Européens qui partagent une histoire, un héritage ethnoculturel, une « communauté de destin ». Cela explique qu'ils cherchent à diffuser le mouvement, pour actualiser cette identification. L'identité collective du mouvement au niveau européen vient se greffer sur la croyance en cette communauté civilisationnelle. Par ailleurs, l'identité collective va être

¹²⁹² Chabot S., « Dialogue matters: beyond the transmission model of transnational diffusion between social movements » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. op. cit.* p. 108.

¹²⁹³ [Litt : « as we share an ethnocultural heritage, it's common sense to work together »]

¹²⁹⁴ [Litt : « we like to form a feeling for our european heritage, future and fate »]

renforcée par la mise en place des canaux interpersonnels (*cf. infra*) dans une dynamique de renforcement circulaire.

L'identification va de surcroît être renforcée par des effets de contexte politique et social. Les Autrichiens de l'IBÖ par exemple expliquent : « Nous savons que, pour nous Européens, le XXI^e siècle présente des problèmes difficiles à résoudre et de nombreux défis¹²⁹⁵ ». Les militants ont le sentiment de partager un vécu commun, de faire face aux mêmes problèmes. Ceux-ci ne sont plus des problèmes nationaux mais bien européens. À ce titre, ils nécessitent une réponse européenne et justifient une alliance : « Tu ne défends pas ton territoire seul dans ton pays, parce que tu sais qu'il y a des gens dans plein de pays qui pensent et ressentent la même chose sur les enjeux importants de notre époque¹²⁹⁶ » (IBD). Ces enjeux prennent plusieurs formes dans les discours des différentes sections : les Italiens évoquent les débuts en 2012 de la crise des migrants, tout comme les Slovènes ; les Allemands eux observent « la formation de soi-disant « zone interdite » et des problèmes croissants avec les migrants non-européens¹²⁹⁷ ». Le discours de Martin Sellner à la manifestation parisienne de 2016 propose une synthèse de ces enjeux communs aux différents pays européens :

« Le même combat que nous livrons à Vienne, c'est votre combat à Paris. Nous devenons une minorité dans notre propre pays, dans notre ville [...] Nous ne voulons pas l'Europe avec l'immigration, nous ne voulons pas l'Europe avec les frontières ouvertes, l'Europe livrée à l'immigration de masse, à la terreur islamiste, nous ne voulons pas l'Europe où nos femmes, nos filles, nos sœurs sont violées¹²⁹⁸. »

Les différentes « menaces » identifiées par les Identitaires y apparaissent : insécurité, terrorisme, remplacement, invariablement dus à l'immigration. Alors que ces thématiques sont récurrentes dans le discours identitaire depuis les débuts du mouvement, elles ont trouvé un nouvel écho dans le cadre de la « crise des migrants » que connaît l'Europe depuis le début des années 2010 : ce phénomène migratoire est perçu comme une menace commune à tous les groupes européens et va renforcer leur identification. Les attentats terroristes qui surviennent en Europe ont un effet similaire. Après les attentats de Nice (2016) par exemple, ils manifestent et s'inquiètent : « Ce n'est donc qu'une question de temps avant que de

¹²⁹⁵ [Litt : « Wir wissen, dass das 21. Jahrhundert für uns Europäer vor allem schwer lösbare Probleme und zahlreiche Herausforderungen bereithält »] IBÖ, Jahresbericht, 2017. Consulté le [23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.at/berichte/

¹²⁹⁶ [Litt : « You don't stand your ground alone in your country, because you know there are people in many countries who think and feel the same way about the important matters of our time »]

¹²⁹⁷ [Litt : « the formation of so-called 'no go areas' and rising problems with Non-European immigrants »]

¹²⁹⁸ « Discours de Martin Sellner à la manifestation "On est chez nous" », TV Patriote, 28/05/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=eZa6tsIMXU8

grands attentats terroristes islamistes ne soient perpétrés dans notre pays¹²⁹⁹ ». Ce contexte renforce la conviction préexistante d'être liés par des enjeux communs, qu'il faut surmonter ensemble.

Ainsi, l'identification repose sur deux ressorts, idéologique et contextuel. Les éléments de contexte mentionnés vont renforcer l'identification des militants les uns aux autres, et ainsi faciliter, accélérer et amplifier la diffusion. Dans un premier temps, la diffusion va s'opérer via des canaux impersonnels.

2. Canaux impersonnels, amorces des mécanismes d'émulation

Les entretiens menés avec les différentes fédérations européennes montrent que la diffusion emprunte d'abord des canaux impersonnels. **Dans cette première phase du processus de diffusion, les médias et Internet jouent un rôle prééminent**, puisque c'est grâce à eux que les militants européens découvrent le mouvement français et que l'identification commence. Ainsi, les cadres italiens expliquent qu'ils sont marqués par « la publication de la vidéo "Déclaration de guerre", suite à l'occupation du chantier de la mosquée de Poitiers¹³⁰⁰ ». De la même façon, en Allemagne¹³⁰¹, les militants sont « inspirés par Génération identitaire, qui a diffusé une Déclaration de guerre et réalisé une action sur une mosquée à Poitiers¹³⁰¹ ». Ces deux événements, l'un survenu sur Internet, l'autre ayant connu un retentissement médiatique international, donnent une visibilité particulière au mouvement français au-delà des frontières nationales.

Un cadre français se souvient de l'effet de cette vidéo :

« [*Est-ce que tu sais comment les sections étrangères se sont montées ? Comment c'est né là-bas ?*] »

C'est né en 2012, avec deux événements : l'occupation du toit de la mosquée de Poitiers qui a un retentissement monstrueux et la vidéo de lancement « Déclaration de guerre ». [*Qui était déjà traduite ?*]

Ouais, elle a été traduite dans la foulée. [...] Je pense que c'est cette vidéo qui a déclenché beaucoup de motivation chez certains en Autriche. En Autriche c'est d'abord là-bas que c'est parti, puis en Allemagne, puis un peu plus tard en Italie. »

La vidéo « Déclaration de guerre » est publiée en français le 5 octobre 2012. Le 13 octobre, elle a été vue près de 60.000 fois, plus de 110.000 le 28 octobre, ce qui explique que Cécile

¹²⁹⁹ [Litt : « *Es ist also nur eine Frage der Zeit, bis auch in unserem Land die ersten großen islamistischen Terroranschläge durchgeführt werden* »]

¹³⁰⁰ [Litt : *the publication of the "déclaration de guerre" video, following the occupation of the Poitiers mosque building site* ».]

¹³⁰¹ [Litt : « *inspired by Generation Identitaire, which released a "Declaration of War" and did an action at a mosque in Poitiers* »]

Leconte la décrit comme un « idéosystème dont la circulation est transnationale¹³⁰² ». Mi-octobre, Alban Ferrari, alors cadre du mouvement, explique : « la vidéo a été copiée et remontée avec des sous-titres étrangers [...] en allemand, en espagnol, en anglais, en grec, en italien [...] A chaque fois, ce fut des initiatives personnelles de la part d'Européens que nous ne connaissons pas¹³⁰³ ». Il annonce alors que certains ont monté une page *Identitäre Bewegung* sur Facebook. Une semaine après, le 20 octobre, les Identitaires occupent le toit de la mosquée de Poitiers : le communiqué est diffusé en français et en anglais. L'information est largement diffusée¹³⁰⁴ : l'AFP traduit sa dépêche en anglais et en espagnol, elle sera reprise par des agences de presse italiennes et turques le jour même, tout comme Associated Press et Reuters. Les Identitaires français apparaissent dans la presse européenne (Espagne, Italie, Allemagne, Portugal, Royaume-Uni), aux États-Unis, en Australie et même en Chine. Au-delà des sites des médias traditionnels, l'information est diffusée sur Internet via les réseaux sociaux et les sites liés à la mouvance identitaire. En dehors de cette période particulièrement intense, un mécanisme similaire est perceptible chez les militants slovènes. En effet, c'est parce qu'ils le jugent « attractifs sur les réseaux sociaux¹³⁰⁵ », qu'ils décident de fonder une branche du mouvement identitaire dans leur pays.

En amont de tout lien personnel, en amont d'un succès du mouvement, une véritable émulation est présente. Les militants étrangers s'identifient aux français et sont séduits par la « Déclaration de guerre » et l'esthétique identitaire. Ils décident donc de diffuser la vidéo, puis s'approprient les codes du mouvement. Ces premiers canaux impersonnels ne disparaissent pas : la médiatisation va être moins intense par la suite, les militants continueront à diffuser des informations sur Internet qui pourront être utilisées au sein du réseau constitué¹³⁰⁶. Ils vont cependant être complétés par des canaux interpersonnels, qui ouvrent la voie à plusieurs mécanismes de diffusion.

¹³⁰² Leconte C., *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II, p. 120-121.

¹³⁰³ Alban Ferrari, « Avec le succès de sa vidéo 'Déclaration de guerre', la Génération identitaire part à la reconquête de l'Europe », *Novopress*, 13 octobre 2012. [Consulté le 23/04/2019] URL : web.archive.org/web/20121015061137/http://fr.novopress.info/122326/avec-le-succes-de-sa-video-manifeste-la-generation-identitaire-part-a-la-reconquete-de-leurope/

¹³⁰⁴ Ces informations sont issues d'une recherche des articles non francophones sur la base de presse Factiva.

¹³⁰⁵ Litt : « attractive on social media »

¹³⁰⁶ Ponctuellement, des réactions semblent modelées par celles des Identitaires dans d'autres pays. Par exemple, lorsque les Autrichiens ont fait l'objet d'une enquête suite au don du terroriste de Christchurch, ils ont fait un don à une organisation antifasciste (*Hope Not Hate*) pour montrer qu'ils ne pouvaient pas contrôler les provenances des dons. Quand les Français ont réalisé que le même Brenton Tarrant leur avait fait un don, ils ont immédiatement donné à La République en Marche, pour des raisons similaires. Le canal impersonnel a suffi à leur donner cette idée.

3. Canaux interpersonnels, amorces de mécanismes multiples

Un second set de canaux de diffusion, de nature interpersonnelle cette fois, va s'ouvrir. Il convient de distinguer deux types de canaux interpersonnels, d'une part les canaux « virtuels » et, d'autre part, les canaux « réels »¹³⁰⁷.

3.1. Les canaux interpersonnels « virtuels » : apprentissage et contrainte

Internet va jouer le rôle de canal interpersonnel, en permettant des prises de contact entre les potentiels adopteurs et les diffuseurs. Ces canaux vont perdurer par la suite (illustration 17).

En effet, dans un premier temps, les aspirants identitaires vont contacter une ou plusieurs sections nationales, le plus souvent par courriel. Les Italiens ont ainsi écrit aux militants français dès 2012, tout comme les Allemands et Autrichiens :

« Ils ont contacté Génération identitaire par mail, leur demandant s'ils accepteraient qu'une branche ouvre en Italie. Les Français étaient agréablement surpris, car ils ne s'attendaient pas à recevoir de telles demandes et qu'au même moment, des Allemands et des Autrichiens les avaient contactés pour la même raison¹³⁰⁸ »

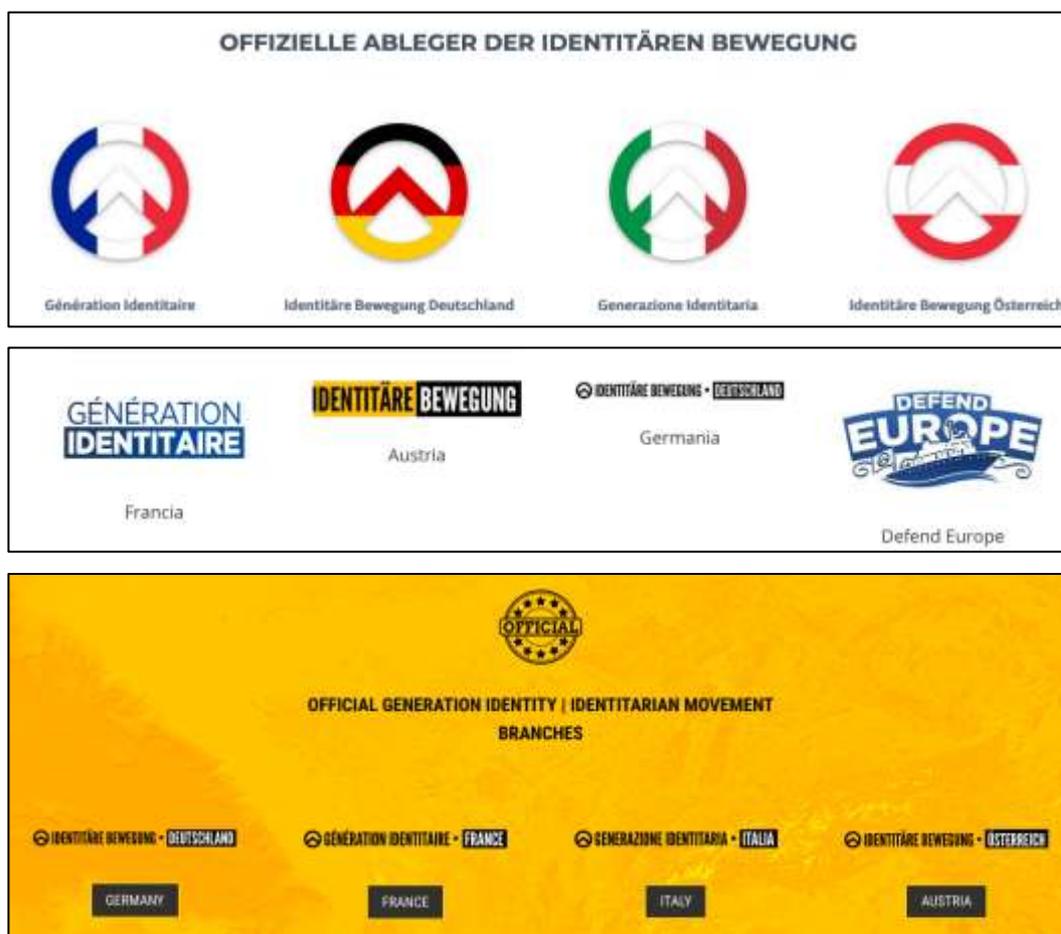
De la même façon, les militants de GI-CZ prennent « contact avec les Français et les Autrichiens » en 2013, tout comme les Slovènes en 2014 qui se tournent vers les Autrichiens. L'objectif de ces contacts est alors clair : établir une antenne dans ce pays. Chacun cherche donc à adopter le mouvement, à l'importer dans son pays¹³⁰⁹. Ce type de prise de contact est assez courant, comme l'expliquent les différentes sections nationales désormais établies. Les Italiens, les Allemands, les Anglais reconnaissent par exemple avoir été contactés à plusieurs reprises ; les Tchèques citent des contacts avec la Pologne et la Slovaquie ; des jeunes de Bosnie Herzégovine et de Serbie se sont manifestés auprès des Slovènes ; les Hongrois soulignent qu'ils ont renvoyé des Roumains vers les militants français où « un militant est en charge », des partenariats internationaux.

¹³⁰⁷ Ici « réel » s'oppose à « virtuel », au sens où ces notions sont opposées dans la culture web, distinguant les contacts en ligne, dématérialisés (« virtuels ») et les contacts dits « IRL », *in real life*.

¹³⁰⁸ Litt : « They contacted Génération Identitaire via email, asking them whether they could agree on the opening of an Italian branch. The Frenchmen were happily surprised, as they did not expect to receive such requests, as at the same time some German and Austrian people had contacted them for this very reason »

¹³⁰⁹ La seule exception, notable, est le cas britannique : GI-UK a été fondé par la volonté des « *continental branches, who decided it was time to seek out Identitarians in the British Isles* ». A cet appel des 'continentaux', de jeunes britanniques ont répondu. Cela fait de la fédération britannique un cas tout à fait particulier.

Illustration 17 – Les Identitaires présentent leurs « alliés » en Europe



Lecture : Captures d'écran des sites internet de IBÖ, GI-IT et GI-UK (réalisées par l'auteur).

Cela laisse entrevoir une forme de contrôle exercé par les agents transmetteurs sur les agents adopteurs. Les Slovènes ont dû obtenir « l'approbation¹³¹⁰ » des militants autrichiens pour établir leur fédération nationale. Les Italiens expliquent qu'en 2012, il existait bien des exigences particulières, des conditions pour fonder une section : « Les exigences étaient d'observer les directives du mouvement français¹³¹¹ ». Les conditions à remplir ne sont pas précisées mais des éléments comparables apparaissent dans la diffusion vers la République Tchèque : « Il y avait des exigences en termes de crédibilité et de potentiel¹³¹² ». Les militants allemands sont plus précis : « Pour devenir une branche de GI, un groupe doit rompre tout lien avec la "vieille droite". Tous les membres l'ont fait avant de

¹³¹⁰ [Litt : « the approval »]

¹³¹¹ [Litt : « The requirements were to observe the guidelines of the French movement »]

¹³¹² [Litt : « There were requirements in sense of credibility and potential »]

rejoindre l'IBD¹³¹³ ». Le critère prioritairement pris en compte est l'absence de capacité de nuisance au label identitaire. En effet, il ne faudrait pas que les « méfaits » d'une branche européenne rejaillissent négativement sur l'ensemble du mouvement, d'où l'importance de contrôler qui en fait partie. Cela apparaît clairement dans le discours de Benjamin Jones (GI-UK) quand il évoque le processus de diffusion du mouvement dans un nouveau pays : « Nous cherchons à 1) défendre notre marque et 2) nous assurer qu'ils [*les nouveaux militants*] évoluent dans le bon sens en termes d'idéologie et de pratiques¹³¹⁴ ». Cette tension est perceptible dans l'histoire de *Identitas Generacio* (GI-HU), relatée par Abel Bodi. La structure a été fondée en 2016 mais les contacts avec les identitaires européens ne démarrent qu'en 2017. GI-HU ne participe pas à *Defend Europe* à l'été 2017, contrairement aux actions d'avril 2018. Pour le leader hongrois, cela s'explique car ils « n'étaient pas une branche officielle de GI¹³¹⁵ ». Ainsi, les sections plus anciennes (la France dans le cas de la diffusion vers l'Italie en 2012, la France et l'Autriche dans le cas de la diffusion vers la Hongrie en 2017) exercent une forme de vérification, un contrôle sur la diffusion, en l'occurrence sur les adopteurs. Ceux-ci doivent montrer leur volonté de se conformer aux idées et aux modalités d'action des anciens pour recevoir un aval officiel : ils doivent se montrer dignes du label identitaire.

Il semble pertinent de considérer que s'exerce ici une forme de contrainte. Il existe bien entre le transmetteur et l'adopteur une asymétrie de pouvoir qui repose sur la légitimité du premier par rapport au second, légitimité parce qu'il est à l'origine du mouvement (GI), ou parce qu'il a d'ores et déjà fait ses preuves en fondant et dirigeant une fédération nationale. Cette asymétrie de pouvoir tend à se renforcer au fil de la diffusion : l'adopteur potentiel, faisant désormais face non pas à un *alter ego* national mais à un ensemble d'acteurs réunis dans un réseau européen, va devoir prouver à tous sa légitimité. Cependant, c'est une contrainte bien différente de celle décrite par Van Hauwaert : il ne s'agit pas de forcer un agent à adopter une innovation, mais plutôt d'interdire à l'agent de l'adopter. Il convient dès lors de distinguer dans ce mécanisme de contrainte, « l'imposition de l'innovation » (définie par Van Hauwaert) de « la rétention de l'innovation » observée ici. Nous parlerons dans la suite de contrainte-rétention. S'ils ne peuvent pas exercer une contrainte réelle sur un mouvement qui s'approprierait ses codes sur les réseaux sociaux par exemple, ils peuvent

¹³¹³ [Litt : « In order to become a branch of GI, a group must cut all its ties to the 'old right', which all members did before becoming a part of IBD »]

¹³¹⁴ [Litt : « We look to 1) Defend our brand and 2) ensure they [*les nouveaux militants*] develop along the right lines in terms of their ideology and practices »]

¹³¹⁵ [Litt : « weren't official GI branch »]

refuser de le consacrer officiellement, voire *a maxima*, le désavouer publiquement. C'est par exemple ce qui s'est produit en août 2017 lors de la manifestation suprémaciste de Charlottesville, au cours de laquelle des drapeaux identitaires étaient visibles. Génération identitaire avait alors expliqué au Huffington Post : « Nous n'avons aucun membre aux États-Unis et donc de ce fait encore moins de fédération [...] Le symbole peut être repris sans que nous soyons affiliés d'une quelconque manière à cette personne ¹³¹⁶ ». Ce faisant, ils interdisent que la diffusion du symbole soit synonyme de diffusion du mouvement... à moins qu'ils aient explicitement donné leur approbation. Ainsi, il semble que cette diffusion réponde également, via ce contrôle exercé, à une rétention de l'innovation.

Au cours de la diffusion, s'instaurent également **des canaux interpersonnels virtuels plus routiniers, qui sont des espaces de coopération, d'échange, d'apprentissage**, entre les différentes fédérations nationales. Certains de ces espaces sont publics, tels que les réseaux sociaux ou les chaînes YouTube. Ils permettent de montrer, de publiciser, l'existence du réseau européen. Deux modalités illustrent ce mécanisme.

Premièrement, ils sont perceptibles lorsque les militants se font l'écho d'un événement qui marque la vie d'une section étrangère : ils jouent alors le rôle de relais ou de soutien. Les militants ou les pages officielles sur les réseaux sociaux vont répercutent l'action d'une autre fédération nationale ¹³¹⁷. De la même façon, quand un cadre national est l'objet d'une controverse, les autres fédérations ont pris l'habitude de manifester publiquement leur soutien. Lors de l'arrestation de trois cadres français identitaires en janvier 2019, les Identitaires européens lancent sur Twitter *#FreeOurActivists* : depuis le Danemark, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, les militants se mobilisent pour demander leur remise en liberté. De la même façon, en avril 2019, Martin Sellner et IBÖ sont soupçonnés d'avoir été en lien avec le terroriste de Christchurch, ce dont ils se défendent. Les identitaires britanniques et allemands expriment leur soutien en se photographiant avec des pancartes « *Solidarité avec Martin Sellner* ». Les Britanniques iront jusqu'à exprimer à l'ambassade autrichienne leur « dégoût quant au traitement de Martin Sellner et du mouvement identitaire autrichien ».

Deuxièmement, ils mettent également en scène leur coopération sur leurs chaînes YouTube. Certains ont par exemple continué à traduire les vidéos des autres et à les reposter

¹³¹⁶ « Charlottesville : le logo du groupuscule français Génération identitaire repéré à la manifestation suprémaciste », Huffington Post, 14/08/2017. [Consulté le 23/04/2019] : www.huffingtonpost.fr/2017/08/14/charlottesville-le-logo-du-groupuscule-francais-generation-iden_a_23076642/

¹³¹⁷ Par exemple, la manifestation viennoise d'avril 2019 a été diffusée sur les réseaux sociaux britanniques, hongrois ou allemands. De manière plus symbolique, le don des Identitaires français pour Notre-Dame de Paris a été répercuté sur la quasi-totalité des pages officielles.

avec des sous-titres (par exemple GI-HU¹³¹⁸). D'autres poussent plus loin le dialogue en s'invitant et en s'interviewant les uns les autres. Martin Sellner a par exemple interviewé Abel Bodi¹³¹⁹, Lorenzo Fiato¹³²⁰, Tom de GI-UK¹³²¹. L'objectif est alors de partager des informations sur les situations politiques dans les pays concernés. Cela participe d'une part à la visibilité de la dimension européenne du mouvement, et d'autre part cela permet de poursuivre les échanges et de faire émerger une identité collective. La coopération au sein du groupe est en même temps exhibée et consolidée.

Cette coopération publique se double d'échanges privés. Les fédérations nationales sont « en contact, bien sûr » (GI-CZ) et travaillent ensemble : « c'est très important de se coordonner les uns les autres¹³²² » (IBD). D'après Abel Bodi (GI-HU) ces contacts sont réguliers voire quotidiens : « les échanges sont quotidiens entre les leaders et il est très important de discuter de l'idéologie, des missions dans tous les pays impliqués¹³²³ ».

Les canaux interpersonnels virtuels permettent les premiers contacts entre les transmetteurs et les potentiels adopteurs, et amorcent à la fois les mécanismes de contrainte-rétention et d'apprentissage. Dans un second temps, ils deviennent un moyen de mettre en scène publiquement la coopération des antennes nationales et d'échanger en privé pour se coordonner. S'ils permettent bien d'amorcer le processus d'apprentissage, ce rôle va surtout être assuré par les canaux interpersonnels « réels ».

3.2. Les canaux interpersonnels « réels » : apprentissage, identité collective et compétition (interne)

Les premières rencontres physiques qui suivent les échanges virtuels apparaissent comme des moments particulièrement importants dans le processus de diffusion. Les militants les relaient, comme GI-CZ : « Des Identitaires autrichiens ont visité Prague et rencontré le groupe tchèque¹³²⁴ ». Par la suite des espaces de rencontre et d'échange entre les militants européens, émergent.

¹³¹⁸ Identitas Generacio (Chaîne YouTube). [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/channel/UCA3dPIg405gl-PsgG3auFNw/videos

¹³¹⁹ « Generation identity Hungary – Abel Bodi », Martin Sellner, 22/10/2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=SuuVNsYxokw

¹³²⁰ « Lorenzo (Leader of GI-Italy) about Defend Europe », Martin Sellner, 15/06/2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=dLwmmevUktE

¹³²¹ « England explained - with Tom from Generation Identity », 29/03/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=CcrkqxxbNhf

¹³²² [Litt : « It is very important to coordinate with each other and stay in touch »]

¹³²³ [Litt : « The connection is daily between the leaders and its very important to discuss ideological and missions where every country is involved »]

¹³²⁴ [Litt : « Austrian identitarians visited Prague and met with czech group »]

L'un de ces espaces de dialogue a une importance centrale dans la diffusion du mouvement : l'université d'été identitaire (UDT), qui dure chaque année une semaine au mois d'août. Alors que la première UDT est organisée en 2003¹³²⁵, les Français annoncent en octobre 2013 que « pour la première fois cette université d'été était aussi un rendez-vous européen puisque des Autrichiens, des Suédois, des Flamands et des Allemands ont participé à celle-ci¹³²⁶ ». Martin Sellner est présent, comme le montrent les photos illustrant cet article. Dans une interview à GI, il explique sa venue :

« Je suis venu pour faire la connaissance des gens du mouvement français, bien sûr. Ça a été une expérience très importante pour les Autrichiens et les Allemands qui sont venus parce que l'esprit de combat ici et toutes les formations ne nous ont pas déçus. [...] C'est vraiment une communauté de combat. [...] C'est un grand plus pour nous, nous allons emporter beaucoup et nous avons profité beaucoup de cette université d'été¹³²⁷. »

L'expérience de l'UDT joue un rôle structurant dans la diffusion du mouvement en Europe : elle sert trois objectifs. Tout d'abord, c'est un moyen de « faire connaissance », c'est-à-dire **de se rencontrer**, au moment où les militants commencent tout juste à s'organiser en réseau. Après le passage des canaux impersonnels aux interpersonnels, la diffusion passe du « virtuel » au « réel ». Deuxièmement, cela permet, une fois le réseau initié, de **l'approfondir en créant, par la cohésion, une identité collective au-delà des frontières**. C'est le sens que recouvre cette idée de « communauté de combat », qu'il dit avoir ressenti au cours de cette semaine de formation. Enfin, c'est un lieu de transmission politique et technique, c'est-à-dire **un lieu propice à l'apprentissage**, via les formations dans une logique de monologue plus que de dialogue toutefois. Martin Sellner en ressort enrichi, et à travers lui c'est tout l'IBÖ qui va en bénéficier, puisqu'il « emporte beaucoup ».

Les UDT constituent la première pierre du réseau réel et participent à son approfondissement, tout en favorisant la diffusion de l'innovation, dans une dynamique d'apprentissage, d'abord essentiellement unidirectionnelle. Peu à peu, toutes les sections européennes vont y participer. Les cadres tchèques évoquent leur participation à ces « camps d'été en France¹³²⁸ » Les rapports annuels de l'IBÖ s'en font également l'écho soulignant la diversité des participants : « Les identitaires français, allemands, italiens, tchèques,

¹³²⁵ Les premières années, il est appelé le « Camp identitaire ».

¹³²⁶ « Les jeunes identitaires en route pour Ithaque », *Identitaires*, n°16, p. 7-8.

¹³²⁷ « Interview avec Martin Sellner de Génération identitaire Autriche », *Génération identitaire*, 21/09/2013. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=4wWIHmKfk40

¹³²⁸ [Litt : « Summer camps inn France »]

espagnols, néerlandais et autrichiens se sont également rencontrés¹³²⁹ ». Un militant français, présent à l'Université d'été en 2017, a longuement détaillé cette dimension européenne :

« L'université d'été de Génération identitaire, qui a été juste... exceptionnelle. Ça a été vraiment une semaine fantastique. On a pu voir aussi tous les identitaires d'Europe. Ça c'était vraiment génial, de pouvoir rencontrer des militants de Norvège... pouvoir rencontrer un Norvégien donc en haut dans le Nord et pouvoir parler avec lui d'identité, de culture européenne, « *Comment ça se passe dans ton pays ?* » « *Ah bah dans le mien y'a le problème mais fois deux !* ». Et pouvoir parler un peu de tout ça avec eux c'était super. [...] C'était vraiment super sympa de passer une semaine avec des gens qui encore une fois partagent les mêmes idées [...] et qui viennent de toute l'Europe. Mis à part le Norvégien, il y avait beaucoup d'Italiens qui étaient très sympas, des Autrichiens, des Allemands. [...] Y'avait un Ecossais et un Anglais aussi à l'UDT. On a des contacts maintenant de plus en plus en Angleterre. [...] C'est vraiment... c'est hyper galvanisant aussi. Voilà : « *Eux ils arrivent à faire ça, maintenant, c'est à nous de leur montrer qu'on est les meilleurs quand même* ». Donc voilà tout ça permet de les rencontrer, de parler un peu de la situation dans leur pays et tout, c'était très intéressant. [...] Et du coup pouvoir parler de ça, mais aussi des problèmes que, en Autriche, en Italie, en Allemagne, etc. ils ont pu rencontrer c'est vrai qu'on peut aussi se dire « *Ah bah dans notre pays on a la même chose mais nous on s'y était pas penché. On n'a pas vu les choses de la même façon* ». Tout ça du coup c'était super intéressant de pouvoir les rencontrer, de pouvoir parler un petit peu de nos problèmes à chacun et de comment on a agi etc. C'était vraiment très important et très intéressant. »

Cet extrait met premièrement en avant l'existence d'un véritable dialogue lors de l'UDT, marquant une évolution par rapport à l'interview de Martin Sellner. **Ici, c'est bien un dialogue qui s'est instauré** : en plus de les « voir », de les « rencontrer », ils « parlent ». Ce militant insiste particulièrement sur le fait qu'ils « peuvent parler » (l'expression revient 4 fois), soulignant ces moments d'échange et de discussion qu'il juge « *très importants et très intéressants* » (3 fois). Son insistance est perceptible dans son attitude lorsqu'il tient ces propos, qu'il illustre en mimant de faux dialogues.

Deuxièmement, le dialogue est propice à une forme d'apprentissage, à la fois de la « situation » dans ces autres pays, des « problèmes » qu'ils rencontrent mais également des idées et des stratégies qu'ils ont mis en place pour y répondre. A travers les faux dialogues, le militant traduit l'émergence de nouvelles idées (« *on s'y était pas penché* »), de nouveaux cadrages (« *on n'a pas vu les choses de la même façon* »), voire de nouvelles pratiques (« *eux ils arrivent à faire ça* »). **L'apprentissage qui s'opère, mécanisme de diffusion du mouvement, transparait ici clairement.**

Enfin, **un autre mécanisme se révèle dans cet extrait : la compétition.** Les militants européens sont à la fois des alliés mais aussi des rivaux, dont la présence devient

¹³²⁹ [Traduction : « Trafen sich auch diesmal Identitäre aus Frankreich, Deutschland, Italien, Tschechien, Spanien, Holland und Österreich »] IBÖ, *Halbsjahresbericht*, 2/16. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.at/berichte/

« *hyper galvanisante* ». Ainsi, il s'organise une sorte de concours de la meilleure fédération nationale, qui va agir comme un catalyseur des diffusions. Il faut en effet « *montrer qu'on est les meilleurs* », ce qui révèle un besoin de se dépasser, en adoptant ou adaptant les stratégies apprises voire mieux, en innovant, pour dépasser les autres. Ici, sans qu'il y ait une arène officielle, les fédérations nationales sont en compétition les unes avec les autres pour savoir qui sera la meilleure¹³³⁰. Dans ce cas, la compétition n'existe pas au début du processus de diffusion, elle émerge au cours du processus, du fait de son évolution, et de la proximité entre les acteurs. De plus, cette compétition ne se déploie pas dans un nouveau cadre, elle reste interne à l'arène militante européenne. Elle ne nuit donc à personne et potentiellement bénéficie à tous, car elle maintient la dynamique du processus.

Les manifestations forment un second lieu de rencontre des militants européens, et va aussi opérer comme un canal interpersonnel réel. Les militants vont en effet traverser les frontières pour se rendre aux manifestations les uns des autres. Les militants allemands expliquent par exemple que « quand il y a des rassemblements, nous nous invitons les uns les autres¹³³¹ » ce que confirment les cadres tchèques qui évoquent des « manifestations [...] avec une présence internationale¹³³² » Les exemples sont nombreux. Des militants français ont évoqué ces visites lors des entretiens, l'un d'eux par exemple être « parti en Autriche, pour aller à la manifestation » de Vienne. En mai 2016, Martin Sellner de l'IBÖ était présent à la manifestation de Paris, avec d'autres militants, venus incarner « la jeunesse autrichienne ». En juin 2017, les militants italiens rejoignent la manifestation *Zukunft für Europa* qui se tient à Berlin¹³³³. Elle est décrite comme une « manifestation pan-européenne des Identitaires [à laquelle] toutes les sections européennes étaient présentes¹³³⁴ ». En novembre 2017, Abel Bodi vient en France pour participer avec un autre militant hongrois à la manifestation *Face aux islamistes défendons l'Europe*, avec des militants autrichiens, britanniques, irlandais, allemands et danois¹³³⁵. Plus récemment en janvier 2019, lors de la « marche de la fierté parisienne », de nombreux groupes européens se sont joints aux parisiens. Benjamin Jones (GI-UK) annonçait dans une vidéo postée sur

¹³³⁰ Par ailleurs, cette rivalité existe également lors de l'UDT entre les diverses fédérations françaises, mais également tout au long de l'année (nombre d'actions, de militants, etc.).

¹³³¹ [Litt : « *when there are rallies, we invite each other to it* »]

¹³³² [Litt : « *demonstrations [...] with international attendance* »]

¹³³³ « Manifestazione Identitaria a Berlino: un successo scomodo », *Generazione identitaria*, 22/06/2017. [Consulté le 23/04/19] URL : generazione-identitaria.com/2017/06/manifestazione-identitaria-berlino-un-successo-scomodo/

¹³³⁴ [Traduction : « Manifestation pan-européenne des Identitaires »]

¹³³⁵ « Újbalos terror Párizsisztánban / Antifterror in Parisistan », Abel Bodi, [Vidéo sous-titrée par le créateur]. [Consulté le 23/04/19] URL : youtu.be/dQfTIZJOFrQ

Telegram : « Je suis ici à Paris, aujourd'hui avec une importante délégation de l'antenne britannique, pour participer à la marche patriotique de la Sainte-Geneviève¹³³⁶ ».

Ces rencontres vont encore remplir plusieurs objectifs et ainsi assurer la diffusion via divers mécanismes. Pour certains, c'est une occasion de voyager et d'observer une autre réalité nationale¹³³⁷ ou militante. Benjamin Jones explique être là pour « apprendre de ces groupes, en particulier *Génération identitaire* bien entendu en France¹³³⁸ », mettant en avant **un mécanisme d'apprentissage**. Selon les militants hongrois, ces rencontres apparaissent davantage comme un moyen de renforcer le réseau existant, d'approfondir les relations. Ils se réjouissent ainsi d'avoir « construit notre relation avec nos alliés, établi des amitiés qui seront utiles plus tard à notre combat¹³³⁹ ». En cela, **il s'agit davantage d'encourager l'émergence d'une identité collective**.

Les canaux interpersonnels réels vont activer plusieurs mécanismes, notamment l'apprentissage, mais également la compétition (interne) entre les fédérations. Mais surtout, ces canaux et ces mécanismes vont avoir un effet d'entraînement. Les militants se retrouvent au sein d'instances de dialogue qui permettent de construire une identité collective transnationale qui, à son tour, va encourager la diffusion. Ainsi, loin d'en être l'aboutissement, ces espaces participent à l'approfondissement du processus de diffusion.

*

¹³³⁶ Ben Jones, Vidéo du 12 janvier 2019, postée sur Telescope et relayée sur Telegramm. [Consulté le 23/04/19] URL : telesco.pe/GIrelandandtheUK/202

¹³³⁷ Par exemple, Abel Bodi tire de son week-end à Paris toute une réflexion sur la situation politique et sociale de la France et plus largement de l'Europe occidentale.

¹³³⁸ Ben Jones, Vidéo du 12 janvier 2019, postée sur Telescope et relayée sur Telegramm. [Consulté le 23/04/19] : telesco.pe/GIrelandandtheUK/202

¹³³⁹ « Újbalos terror Párizsisztánban / Antiferror in Parisistan », Chaîne Youtube de Abel Bodi, Vidéo traduite par le créateur. [Consulté le 23/04/19] URL : youtu.be/dQfTIZJOFrQ

La diffusion de GI emprunte une diversité de canaux, et apparaît structurée autour de 4 phases. Nous en proposons le schéma d'analyse suivant (illustration 18).

La première phase (T1) repose sur un mécanisme d'émulation, et se produit par le biais de canaux impersonnels, reposant sur l'identification de l'adopteur potentiel envers le diffuseur, sur une proximité entre les acteurs.

Suite à une première prise de contact, par des canaux personnels virtuels, une seconde phase s'amorce (T2). Elle marque le début de l'apprentissage et une première forme de contrainte-rétention, qui tend à révéler le contrôle exercé par les « anciens » sur les « nouveaux », pour leur donner le droit de participer pleinement au mouvement européen.

La première rencontre marque le début de la troisième phase (T3) : aux canaux précédents s'ajoutent des canaux interpersonnels réels, qui vont venir renforcer l'apprentissage, sans que la contrainte-rétention soit abandonnée. Le rapport de force reste asymétrique, l'adopteur doit encore « faire ses preuves ».

Le passage de la troisième à la quatrième phase (T4) est marqué par l'abandon de la contrainte-rétention et la fin de ce rapport asymétrique. Naît alors une véritable coopération, avec des effets d'échange. Les adopteurs se transforment en diffuseurs et les diffuseurs peuvent à leur tour adopter des stratégies étrangères. Du fait de la diversité des espaces d'échange, ponctuels, routiniers ou quotidiens, virtuels ou réels, les militants européens sont en effet dans un dialogue permanent, qui transforme l'identification en identité collective. Ce phénomène se renforce au fil de la diffusion et de la coopération : la diffusion, fondée sur une identification, forge une identité collective européenne du mouvement social, ce qui renforce la proximité... qui à son tour encourage la diffusion et la coopération.

Illustration 18 - Les 4 phases de diffusion du mouvement identitaire français en Europe

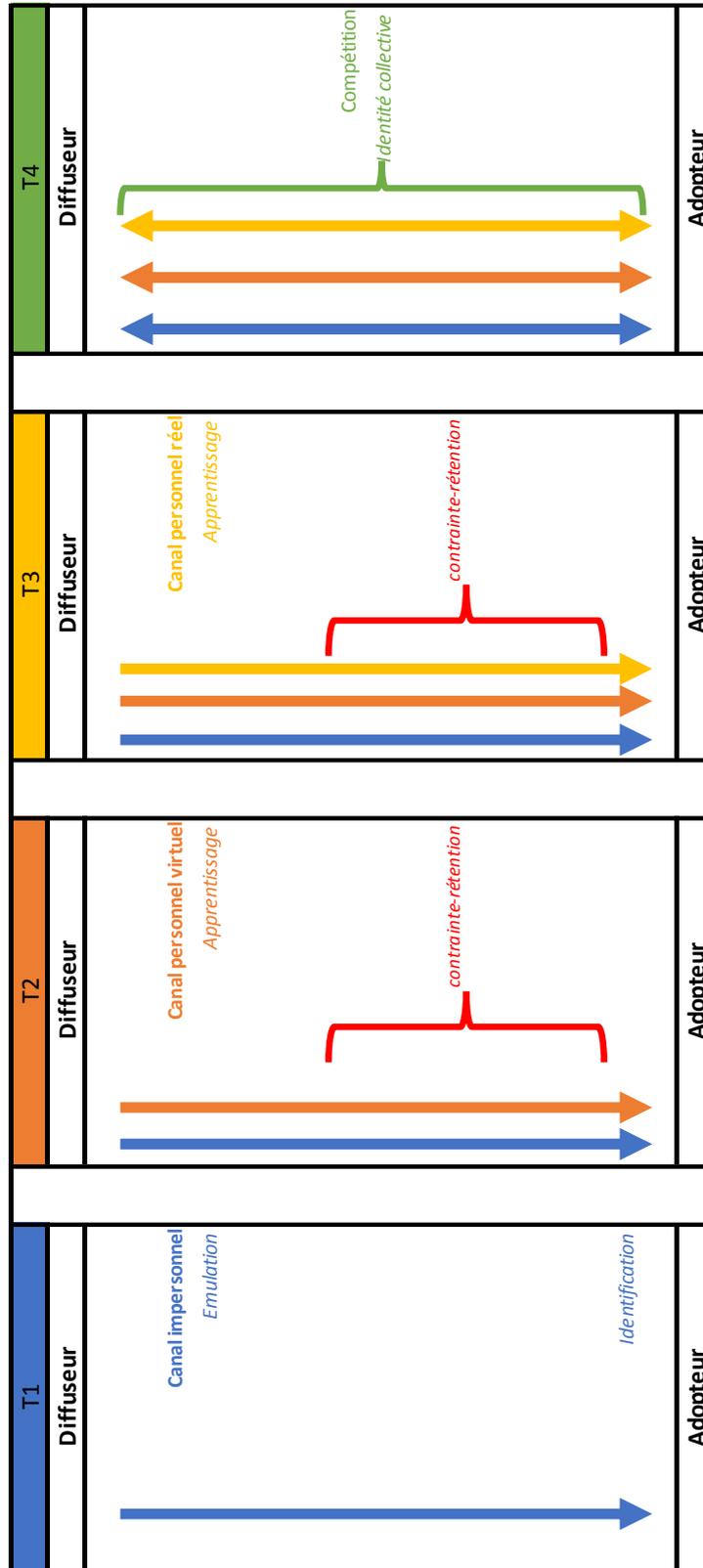


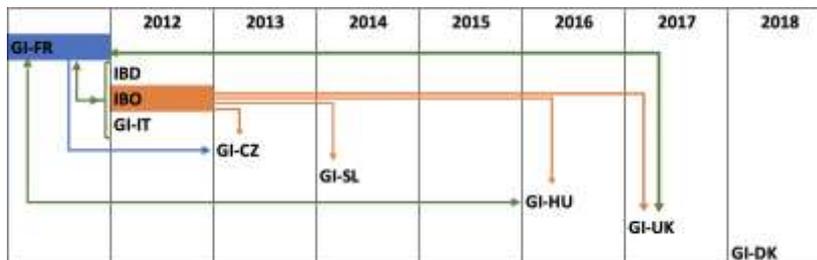
Illustration 19 - Contacts entre les fédérations,

Pour les phases T1 à T3.



Lecture : la position de la fédération correspond à l'année de sa fondation ; les flèches correspondent aux contacts établis entre les fédérations lors de leur fondation, dont nous avons connaissance.

Pour la phase T4



Lecture : Ce schéma est la mise à jour du précédent, tenant compte des rétroactions. Il correspond à la phase T4. Les doubles flèches vertes figurent ces échanges. Nous ne les avons faites figurer que quand nous avons une preuve de leur existence. Par exemple : GI-UK et GI-HU ont diffusé vers GI-FR certaines pratiques d'utilisation des réseaux sociaux ; GI-IT a diffusé certaines pratiques « solidaires » ; etc.

Illustration 20 – Carte : contacts initiaux entre les fédérations



Lecture : les flèches correspondent aux contacts établis entre les fédérations lors de leur fondation, dont nous avons connaissance.

Nos apports s'établissent à deux niveaux. D'une part, nous contribuons au champ de la recherche sur l'extrême droite européenne en enrichissant la connaissance du mouvement identitaire en Europe et de sa diffusion. D'autre part, nous contribuons, sur le plan théorique, aux recherches sur les mécanismes de diffusion des mouvements sociaux.

Nous confirmons plusieurs résultats de Steven Van Hauwaert relatif à la diffusion du « *master frame* » frontiste :

- Nous établissons également une correspondance entre canaux et mécanismes, qui lie les canaux impersonnels à l'émulation et les canaux interpersonnels à l'apprentissage.
- Nous identifions également les canaux impersonnels et l'émulation comme typiques du début du processus de diffusion, quand les canaux personnels et l'apprentissage sont au cœur du processus.
- Notre étude confirme l'intérêt d'une approche processuelle de la diffusion, en récusant la linéarité de cette dernière, qui s'opère via plusieurs canaux et mécanismes. Cela confirme la nécessité de rechercher cette diversité de canaux et de mécanismes qui permettent la diffusion d'un mouvement social pour l'expliquer, loin d'une explication mono-causale.
- Nous confirmons enfin que l'asymétrie entre les acteurs n'existe pas uniquement dans le cadre d'une diffusion verticale.

De surcroît, notre étude permet aussi d'enrichir la théorie de la diffusion des mouvements sociaux sur deux aspects. Premièrement, elle permet de mettre en avant un autre mécanisme du processus de diffusion des mouvements sociaux, la contrainte-rétention, distincte de la contrainte-imposition déjà identifiée par les travaux précédents. Cela revient à tenir compte du contrôle qu'exerce le diffuseur sur le processus de diffusion, en essayant d'en maîtriser les appropriations. Cela peut aller jusqu'à interrompre la diffusion, s'il estime qu'il n'a pas intérêt à ce que tel acteur s'en saisisse. Ce mécanisme semble explicatif de l'ampleur de la diffusion : plus le processus est ainsi contrôlé par le diffuseur, plus l'ampleur de l'objet de diffusion peut être grande.

Deuxièmement, nos résultats plaident pour la distinction entre les canaux interpersonnels « réels » et « virtuels ». Au-delà de leur différence de nature, leurs effets sur le processus de diffusion ne semblent pas identiques. Il apparaît en effet que les canaux interpersonnels virtuels sont utiles pour la prise de contact puis pour maintenir un lien entre deux échanges « réels ». Les échanges « réels » sont les seuls capables d'assurer

l'apprentissage - de manière dialogique - mais surtout de forger une identité collective propice à la coopération... voire à la mise en place d'un mouvement européen.

L'ampleur de l'objet diffusé apparaît donc conditionnée par la mise en place de *certain*s canaux, plus propices que d'autres à une diffusion « totale ».

3. Vers une « européenne » identitaire ?

Face à l'ampleur de l'objet et à l'avancée du processus de diffusion, est-ce que le mouvement n'est pas en train de créer un nouveau niveau de mobilisation ? Cette diffusion se traduit-elle par un « changement d'échelle » du mouvement identitaire ?

D'après Rebecca Givan, Kenneth Roberts et Sarah Soule, le principal effet de la diffusion consiste dans la dynamique de changement d'échelle, considéré comme l'un des processus les plus importants de la *contentious politics* par Sidney Tarrow¹³⁴⁰. Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly définissent ce processus comme « un changement dans le nombre et le niveau des actions coordonnées, menant à une mobilisation plus large, impliquant un plus large éventail d'acteurs, reliant leurs revendications et leurs identités¹³⁴¹ ». Diffusion et changement d'échelle semblent liés à tel point que certains auteurs considèrent difficiles de les distinguer et de les théoriser : la seule caractéristique systématiquement relevée est un changement de direction de la diffusion, d'horizontale à verticale¹³⁴². Rebecca Givan, Kenneth Roberts et Sarah Soule ont précisé cette définition, estimant que le changement d'échelle survient quand « des acteurs [...] commencent à se coordonner les uns aux autres, ou créent de nouvelles organisations de représentation ou de coordination, pour porter leurs revendications dans des arènes politiques plus larges¹³⁴³ ». Cela nous permet d'identifier des différences entre les deux processus. La diffusion consiste en *l'échange d'informations ou d'objets* entre des acteurs qui portent *chacun* leurs revendications dans *leur* arène ; le changement d'échelle se traduit par une *coordination* de ces acteurs qui portent *ensemble* leurs revendications, dans une arène *nouvelle*. Les deux diffèrent donc selon 3 critères. Sidney Tarrow considère ce troisième critère, l'entrée dans une nouvelle arène, comme le plus déterminant : « le changement d'échelle [...] mène à une nouvelle coordination à un niveau différent [supérieur ou inférieur] et donc implique de

¹³⁴⁰ Tarrow S., « Dynamics of diffusion », in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements, op. cit.*, p. 215.

¹³⁴¹ McAdam D., Tarrow S., Tilly C. (dir.), *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 2001, p. 331.

¹³⁴² Givan R., Roberts K., Soule S., « Introduction. The dimensions of diffusion » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. Actors, mechanisms and political effects*, Cambridge University Press, 2010, p. 3.

¹³⁴³ *Ibid.*

nouveaux acteurs et de nouvelles institutions¹³⁴⁴ ». Il distingue l'entrée vers une arène plus locale [*downward scale-shift*] ou – au contraire - vers un niveau supérieur [*upward scale-shift*]. Ces entrées dans de nouvelles arènes ne signifient pas que les acteurs abandonnent l'ancienne¹³⁴⁵ : l'internationalisation, par exemple, ne passe pas nécessairement par un abandon du niveau national ou local¹³⁴⁶. Tarrow considère que le changement d'échelle se concrétise à travers 5 réalités¹³⁴⁷ : 1) la coordination à travers l'organisation d'action collective commune et la création d'instance de coordination ; 2) la construction de liens entre les activistes ; 3) la construction d'un cadre de mobilisation s'adaptant aux différents contextes ; 4) Une évolution des cibles du mouvement social ; 5) Une adaptation des revendications à ces nouvelles cibles.

La diffusion de GI en Europe que nous avons décrite a permis, nous l'avons vu, de construire des liens entre les activistes, ainsi qu'un cadre commun de mobilisation, qui s'est adapté aux différents contextes. Reste à savoir, donc si les trois autres caractéristiques sont remplies. Le mouvement identitaire est-il devenu un mouvement « européen » (au sens où l'entendent les militants) ? Sont-ils parvenus à faire éclore un échelon « civilisationnel » de mobilisation, en plus des niveaux locaux et nationaux ? Interroger l'existence ou l'inexistence de ce changement d'échelle revient à soulever plusieurs questions : les antennes nationales se sont-elles coordonnées, lors d'action ou en créant des organisations nouvelles (1) ? Leurs revendications (2) et/ou leurs cibles (3) ont-elles évolué ?

1. Des indices de coordination : actions et organisations européennes

En 2017 et 2018, les Identitaires ont lancé ce qu'ils ont appelé les missions « Defend Europe », la première en Méditerranée (1.1), la seconde dans les Alpes (1.2) Ces deux actions sont les premières manifestations d'une coordination européenne naissante (1.3).

¹³⁴⁴ Tarrow S., « Dynamics of diffusion », in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir. .), *The diffusion of social movements, op. cit.*, p. 214.

¹³⁴⁵ McAdam D., Tarrow S., « Scale shift in transnational contention », in : della Porta D., Tarrow S.(dir.), *Transnational protest and global activism*, Rowman & Littlefield, 2005, p. 121-147.

¹³⁴⁶ Tarrow S., *The new transnational activism*, Cambridge university Press, 2005, p. 139.

¹³⁴⁷ Tarrow S., *The new transnational activism*, Cambridge university Press, 2005, p. 139 : Tarrow S., « Dynamics of diffusion », in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements, op. cit.*, p. 215.

1.1. Les Identitaires à la mer



La première campagne européenne s'est déroulée en Méditerranée à l'été 2017. Ses prémices remontent à mai 2017 : des militants venus de plusieurs pays d'Europe tentent de bloquer l'Aquarius (bateau de l'ONG SOS Méditerranée¹³⁴⁸) dans le port de Catane en Sicile¹³⁴⁹. Le lendemain, le site Internet defendeurope.net est créé. Il héberge une campagne de *crowd-funding*, pour financer une « mission identitaire de recherche et sauvetage en mer¹³⁵⁰ » avec un objectif de 60 000 dollars. Ils énoncent les objectifs de cette mission : « surveiller les bateaux des ONG », considérées comme des complices des passeurs et du trafic d'êtres humains, « Détruire les embarcations vides », « sauver des migrants en danger de noyade » et les ramener « dans un port non-européen ». Il s'agit donc de mettre fin à l'entrée en Europe de migrants venus d'Afrique et du Moyen-Orient. La collecte des fonds s'avère compliquée : suite à la mobilisation de plusieurs associations, leur compte Paypal est fermé, tout comme leur compte bancaire. Le 14 juin, Martin Sellner annonce cependant qu'ils ont trouvé « un gars qui est prêt à affréter pour nous un navire¹³⁵¹ ». La fermeture de leur compte devient un argument pour motiver les donateurs : « Si vous essayez de nous faire taire, nous ferons plus de bruit. Si vous essayez de nous bannir, nous reviendrons plus fort. Pour eux, montrez l'exemple, cliquez sur le lien ci-dessous et faites un don !¹³⁵² ». Le coup d'arrêt à la collecte n'est que momentané : au 13 juillet la cagnotte s'élève à 100 000\$¹³⁵³ et atteint finalement plus de 230 000\$¹³⁵⁴.

Les militants prennent la mer le 29 juillet et annoncent la fin de la mission le 17 août 2017. Pendant ces quelques semaines, ils sillonnent la méditerranée sur le C-Star, qui arbore des banderoles destinées aux ONG (« *Stop human trafficking* ») et aux migrants (« *No way, you will not make Europe your home* »). Ils transmettent des messages à d'autres navires dont ils estiment qu'ils outrepassent leurs droits, voire en dénoncent certains aux autorités libyennes. Surtout ils communiquent, abondamment, sur leur site Internet et les réseaux sociaux.

¹³⁴⁸ Une ONG engagée pour le sauvetage en mer, notamment des migrants.

¹³⁴⁹ « Sicile : des militants identitaires tentent d'empêcher le sauvetage de migrants », *Le Parisien*, 13/05/2017.

[Consulté le 23/04/2019] URL : www.leparisien.fr/faits-divers/sicile-des-militants-identitaires-tentent-d-empêcher-le-sauvetage-de-migrants-13-05-2017-6945771.php Les militants ont filmé et publié une vidéo de cette action : « Identitarians block NGO ship in Catania - the Video », *Defend Europe*, 31/05/2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=8JZHJrJjmnY

¹³⁵⁰ « *Identitarian SAR mission* », (SAR : Search and Rescue)

¹³⁵¹ [Litt : « *a guy who's willing to charter us an ocean-going ship* »] « Paypal canceled our account - but we got a ship! », *Defend Europe*, 14/06/2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=Q4oCeSWdPa0

¹³⁵² [Litt : « *If you try to silence us, we get louder. If you try to ban us, we come back stronger. So, make it an example for them, and go to the link below, make a donation !* »] in : *Ibid.*

¹³⁵³ Sachant qu'ils avaient déjà encaissé une partie des fonds avant la fermeture du compte Paypal, cette collecte de fond s'avère une bonne opération commerciale.

¹³⁵⁴ Le site de la cagnotte (fermée) annonce ce montant final, sur le site « *wesearchr* » [Consulté le 23/04/2019]. URL :

web.archive.org/web/20171207060038/www.wesearchr.com/bounties/defend-europe-identitarian-sar-mission-on-the-libyan-coast

La dimension européenne (au sens où les militants l'entendent) de l'action est perceptible à deux niveaux. Premièrement, elle est revendiquée et assumée dans la communication autour de cette action. Le nom de l'action, *Defend Europe*, suffit à montrer cette volonté de réaliser une action « européenne ». Toute la communication suit une ligne similaire, qui se traduit notamment par un multilinguisme permanent. Ainsi, le site web est disponible en anglais, français, italien et allemand ; les messages sur les réseaux sociaux, en particulier sur le compte Twitter dédié @DefendEuropeID, sont traduits dans toutes ces langues ; les vidéos sont postées en anglais, alors que la plupart sont présentées par Martin Sellner, germanophone ; la conférence de presse à l'issue de la mission est également présentée dans ces langues, par des militants de toute l'Europe. De ce point de vue, aucun groupe national ne prend la direction des opérations. Au contraire, l'accent est mis sur sa dimension collective. Deuxièmement, elle est perceptible dans la préparation et la réalisation de l'action, et ce dès la composition de l'équipage du bateau : Martin Sellner est autrichien, Clément Galant français, Thorsten Gorke et Robert Timm allemands, Lorenzo Fiato italien. Plus en amont, les militants interrogés français et étrangers ont confirmé que la préparation de l'action avait mobilisé des militants de tous les pays. Laurent [2017_25] nous a expliqué que l'action était une « idée conjointe des Français, des Autrichiens et des Italiens ». Les activistes allemands de l'IBD ont affirmé que « Defend Europe a été planifié à un niveau européen¹³⁵⁵ », tout comme Damiano Maris (GI-IT). Les autres groupes européens ont également participé à l'action, même de manière plus indirecte ; GI-CZ a ainsi apporté son soutien à la mission « en collectant de l'argent et assurant la promotion de l'action¹³⁵⁶ ». Il s'agissait pour les militants de se concentrer sur ce sujet de l'immigration et de le populariser. Cette première action a ouvert la porte aux suivantes, comme le prédisaient les militants allemands interrogés avant « mission Alps » : « Nous devons approfondir cette idée et travailler avec l'expérience acquise grâce à Defend Europe¹³⁵⁷ ». Cette première action a également été l'occasion pour le mouvement de se faire connaître au-delà de l'Europe. La présence de deux « journalistes indépendantes » de l'Alt-right nord-américaine, Lauren Southern et Brittany Pettibone, qui ont suivi l'action dès ses débuts et interviewé les militants, a permis de diffuser l'information outre-Atlantique.

¹³⁵⁵ [Litt : « was planned on an european leve »]

¹³⁵⁶ [Litt : « by collecting money and promoting it »]

¹³⁵⁷ [Litt : « We have to expand this idea and work on with the experience made during Defend Europe. »]

1.2. Les Identitaires à la montagne



La seconde action labellisée « Defend Europe » s’est déroulée dans les Alpes en avril 2018. Le 21 avril 2018 à 8h30, le même compte Twitter @DefendEuropeID poste un simple message : « Nous sommes de retour¹³⁵⁸ ». Alors que la loi Asile-immigration est en train d’être débattue au Parlement français, 150 militants vont bloquer le col de l’Échelle, à la frontière franco-italienne, considéré comme une voie de passage pour les migrants. Les activistes présents matérialisent la frontière en montant un grillage de chantier et plantent deux tentes, rappelant des postes-frontières. Les militants « patrouillent » en voiture, en quad, mais aussi en hélicoptère et en avion, survolant le col de l’Échelle. Ils déploient à flanc de colline une banderole : « Frontière fermée, vous ne ferez pas de l’Europe votre maison ! Pas question. Rentrez dans votre pays¹³⁵⁹ ». Simultanément, du côté italien de la frontière, des militants préviennent les migrants que la frontière est fermée et qu’ils ne pourront pas la traverser. Après ce week-end de présence massive, dont le coût est chiffré par les militants à 30.000 €¹³⁶⁰, les Identitaires quittent pour la plupart le col de l’Échelle. Certains y demeurent néanmoins et poursuivent la « mission ». Dans la nuit du 26 au 27 avril, ils arrêtent et conduisent au (vrai) poste-frontière des personnes qui tentaient la traversée ; la nuit suivante ils dénoncent à la police un groupe de 7 personnes arrivant par le col de Montgenèvre. Certains militants sont toujours présents pour des patrouilles dans les environs du col de l’Échelle à la mi-mai. Ils mettent officiellement fin à la mission par un communiqué de presse le 29 juin 2018¹³⁶¹. Il est impossible de savoir s’ils y sont de manière permanente ou s’ils s’y rendent de manière ponctuelle pour maintenir une présence et communiquer depuis les Alpes, car, là encore, la communication fait partie de l’action. Elle se fait en direct par des communiqués, des photos ou de courts clips vidéo. Dans un second temps, les Identitaires vont commenter les réactions politiques – essentiellement françaises – que l’action suscite, répondre aux médias, et produire une vidéo-bilan de l’action.

La dimension européenne de cette action est également manifeste à trois niveaux. Premièrement dans la communication : les informations partagées sur Twitter sont traduites en français, en anglais, en danois, hongrois, tchèque, italien, allemand et espagnol, preuve

¹³⁵⁸ [Litt : « We are back »]

¹³⁵⁹ [Litt : « Closed border, you will not make Europe home ! No way. Back to your homeland ! »]

¹³⁶⁰ D’après les militants, l’action aurait été financée intégralement par des dons privés.

¹³⁶¹ « La mission Alpes de Defend Europe prend fin, le combat pour l’identité continue », *Génération identitaire*, 29/06/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentitaire.org/2018/06/29/la-mission-alpes-de-defend-europe-prend-fin-le-combat-pour-lidentite-continue/

de sa dimension transnationale. De la même façon, les vidéos sont sous-titrées en anglais, de manière à être comprises par le plus grand nombre. Néanmoins, comme nous le verrons, les retombées restent essentiellement françaises, ce qui est également visible sur les réseaux sociaux¹³⁶².

Deuxièmement, la préparation de l'action résulte d'une coordination franco-italienne et comme la fois précédente, implique des militants de l'Europe entière. D'après Martin Sellner, cela a été « organisé par des militants français et italiens, mais ils ont invité tous les gars européens de GI¹³⁶³ ». Abel Bodi (GI-HU) y est présent avec d'autres militants hongrois ; en plus des Français et des Italiens, il y a également des Autrichiens, des Allemands, des Britanniques, mais aussi des Danois¹³⁶⁴. Troisièmement, ils insistent, cette fois, sur le fait que l'enjeu lui-même est européen : « Nous ne voulons plus que des migrants viennent en France [...] Nous ne voulons pas qu'ils restent en Italie. Nous voulons qu'ils retournent en Afrique¹³⁶⁵ ». Le discours de Luca Kerbl, militant autrichien, est de la même teneur : « Ce n'est pas seulement le problème de la France. C'est un problème européen. Le problème migratoire¹³⁶⁶ ». Il ne s'agit pas de bloquer une frontière, mais de défendre l'Europe entière contre l'entrée de migrants, et donc de lutter contre l'immigration. Techniquement, cette assertion n'a guère de sens en l'occurrence, les migrants étant en Europe, en Italie comme en France. Ce point de la frontière franco-italienne devient donc, le temps d'un week-end, le symbole de la frontière continentale qu'il faut fermer aux migrants.

1.3. Une institutionnalisation européenne ?

Le 11 juin 2018, une association est déposée en préfecture, elle aussi présidée par Clément Galant et dont le siège social est situé au 5, Montée du change (Lyon), adresse de *La Traboule*¹³⁶⁷ et siège de Génération identitaire. Celle-ci s'appelle « GI Europe » et a pour objet « la promotion de la culture européenne sur le territoire français et à

¹³⁶² En analysant les tweets postés le jour de l'action (entre 9h et 23h) contenant le mot clé de l'action (#StopMigrantsAlpes), notons que plus de 80 % des tweets sont le fait de comptes francophones.

¹³⁶³ [Litt : « organized by french and italian activists but they invited all of the european guys of GI »] « Defend Europe Alps Mission », Lauren Southern, 22/04/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=WIIp13pVtSM

¹³⁶⁴ Voir les diverses vidéos postées, par exemple : « Blocking Illegal Migrants In The French Alps », Brittany Pettibone, 24/04/2018. [Consulté le 23/04/2019] : URL : www.youtube.com/watch?v=UdF0wv_UYHI ; « Defend Europe blockiert französischen Alpenpass - Mein Bericht », Martin Sellner, 24/04/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=lbvRQSB221g

¹³⁶⁵ [Litt : « We don't want migrants to come to France anymore. [...] We don't want them to stay in Italy, we want them to go back to Africa »] Clément Galant, interviewé par Brittany Pettibone. « Blocking Illegal Migrants In The French Alps », Brittany Pettibone, 24/04/2018.

[Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=UdF0wv_UYHI

¹³⁶⁶ [Litt : « It's not only a problem of France, it's a European problem, the migration problem ! »] Luca Kerbl (IBO), interviewé par Brittany Pettibone. V. « Blocking Illegal Migrants In The French Alps », Brittany Pettibone, 24/04/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=UdF0wv_UYHI

¹³⁶⁷ Maison de l'identité lyonnaise.

l'international¹³⁶⁸ ». Son activité n'est pas déclarée comme « association politique », mais dans la catégorie des associations de « représentation et défenses d'intérêts économiques ». Les statuts précisent que « les adhérents seront amenés à voyager à l'international afin de donner des conférences, de développer l'association, d'organiser des réunions¹³⁶⁹ ». L'article 9 de ces statuts prévoit également un statut d'affiliation, précisant que « l'association a vocation à accueillir d'autres associations qui seront alors affiliées » après la mise en place d'une convention de partenariat. Ce même article précise implicitement que l'association affiliée peut-être étrangère : « une association affiliée domiciliée à l'étranger est soumise aux règles du droit français pour les actes accomplis par elle dans le cadre des activités couvertes par GI Europe ». En interprétant ensemble le nom, l'objet et les statuts, cette association semble avoir été créée pour servir de structure fédérative, de structure formelle de coordination, entre les diverses antennes nationales de Génération identitaire en Europe. Néanmoins, il est difficile de connaître la réalité de cette structure : pour l'heure aucune action n'a été officiellement menée par cette association, et GI n'en a fait aucune publicité.

Au premier semestre 2019, est apparu « generationidentity.eu », qui sur sa page d'accueil : « Nous sommes *Generation Identity Europe*, [...] le plus grand mouvement de jeunesse patriotique en Europe. Avec des fédérations dans de nombreux pays européens, nous sommes devenus un moteur de la défense et du sauvetage des identités et des traditions européennes¹³⁷⁰ ». *Generation Identity Europe* (GI-Europe) revendique la paternité des actions *Defend Europe*, qui sont deux des trois projets dont elle assure la promotion. Le troisième est la « *Generation Identity Europe (G.I.E.) - Foundation of Patriotism*¹³⁷¹ », une association fondée et domiciliée en Pologne¹³⁷², qui a pour but de soutenir « *patriotic projects and organisations in Europe* » et d'assurer un « *international networking of patriotic organizations and projects* ». Les comptes bancaires de ces deux structures, GI-Europe et G.I.E. sont domiciliés en Pologne¹³⁷³. GI-Europe apparaît comme la véritable structure de coordination européenne et propose sur son site la liste des fédérations officielles du mouvement identitaire européen, au nombre de 9 (illustrations 11 et 12). Il est difficile de tirer des conclusions définitives de ces nouvelles structures, si ce n'est qu'elles

¹³⁶⁸ GI Europe, « Procès-verbal de l'assemblée générale constitutive », disponible auprès de la préfecture du Rhône.

¹³⁶⁹ GI Europe, « Statuts », disponible auprès de la préfecture du Rhône.

¹³⁷⁰ Site internet de Generation Identity Europe. [Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentity.eu/

¹³⁷¹ Site internet de G.I.E. Foundation. [Consulté le 23/04/2019] URL : generation-identity.eu

¹³⁷² Comme le montre ses statuts. [Consulté le 23/04/2019] URL : generation-identity.eu/statut-web.pdf

¹³⁷³ Les RIB sont publiés en ligne pour permettre des dons directement par virement.

manifestent une volonté de structurer le mouvement identitaire au niveau européen, voire international.

Cet état des lieux amène à considérer d'une part, qu'une coordination transnationale existe ponctuellement lors de certaines actions et d'autre part que les Identitaires tentent de la pérenniser en créant des organisations. Nous observons donc bien une coordination transnationale, caractéristique du changement d'échelle. Qu'en est-il des autres ? Est-ce que les revendications (2) et leurs cibles (3) évoluent également ?

2. Un recadrage du message identitaire

Le message identitaire évolue-t-il ? Plusieurs éléments nous donnent à penser qu'il y a bien une « européanisation » des revendications du mouvement.

Premièrement, comme nous l'avons vu, les deux actions *Defend Europe* mettent au cœur de leur message la dimension européenne du combat identitaire. Perceptible dans leur nom, elle est également visible dans les slogans utilisés (« *You will not make Europe your home* »). Ainsi, alors que les migrants accostent en *Italie*, c'est *l'Europe* qui ne peut devenir leur maison : le port d'arrivée devient un symbole de l'Europe toute entière. De la même façon, la frontière franco-italienne, qu'ils bloquent, symbolise la frontière de l'Europe.

Deuxièmement, nous observons cette dimension sur le site internet de *GI-Europe* : le message identitaire est réécrit au niveau européen. Leurs demandes se résument ainsi : « Nous voulons un future pour les Européens en Europe¹³⁷⁴ » insistant : « La demande de *Generation identity* est de faire de l'Europe un continent européen¹³⁷⁵ ». Leur objectif ? « Assurer un avenir à l'Europe¹³⁷⁶ ». De la même façon, le « grand remplacement » est celui des Européens, le « multiculturalisme » est vécu partout à travers l'Europe, la remigration est le départ des « non-européens » de « notre sol », européen donc. L'identité nationale n'est mentionnée qu'une fois, c'est-à-dire autant que l'identité locale. Quand ils font référence à un État, c'est soit pour signaler que *GI-Europe* y est présent, soit pour plaider en faveur d'une réconciliation des peuples européens, pour lutter contre ces « menaces » : « Les antagonismes qui existent entre des peuples ou des pays européens doivent être dépassés car nous sommes en lutte pour notre civilisation commune¹³⁷⁷ ». Nous insistons sur le fait que

¹³⁷⁴ [Litt : « *We demand a future as Europeans in Europe* »] « The successes of Defend Europe », *Defend Europe*, 23 août 2017.

[Consulté le 23/04/2019]. URL : www.youtube.com/watch?v=NpsDDtOC-yc

¹³⁷⁵ [Litt : « The demand of Generation Identity is to keep Europe an european continent »] *Ibid.*

¹³⁷⁶ [Litt : « *To secure a future for Europe* »] *ibid.*

¹³⁷⁷ [Litt : « *Antagonisms between European peoples or countries may exist but must be overcomed as we're facing a struggle for our common civilisation* »]

cette dimension européenne adopte le même sens ici qu’au niveau français : pour les militants, l’Europe c’est la civilisation, le continent et pas l’Union Européenne. Ils soulignent : « Notre combat pour l’Europe ne doit pas être confondu avec une défense de l’Union Européenne, une structure bureaucratique, dénuée d’identité et de racines, sans frontière ni réelles ni protégées¹³⁷⁸ »

Troisièmement, ce recadrage passe par la concentration du message sur le dénominateur commun politique des Identitaires à travers l’Europe : l’immigration illégale et la crise migratoire. Les deux actions visent en effet à rétablir des frontières infranchissables (maritimes ou terrestres), sécurisées et surveillées. La réaction à la « crise migratoire », événement structurant de la vie politique de ces pays ces dernières années, est évidente. La question des frontières européennes apparaît comme un axe central de leur discours. Ils appellent à la mise en place de véritables frontières de l’Europe et la fin de l’immigration illégale : « Nous voulons mettre fin à l’immigration de masse et à l’islamisation de l’Europe. Nous voulons des frontières sûres et la remigration des clandestins, et nous réclamons une politique « No Way » comme en Australie¹³⁷⁹ ». Sans intervention, ils s’en occuperont eux-mêmes, et leurs actions visent à prouver leur détermination : « Tant que les leaders d’Europe refuseront de protéger les frontières européennes, la jeunesse viendra les protéger¹³⁸⁰ ». Leurs actions et leurs discours ont tendance à se recentrer sur cette question des frontières et à se concentrer sur l’immigration illégale, alors que la remigration recouvre un programme bien plus ambitieux¹³⁸¹.

Pour ces trois raisons, nous constatons bien un « *claim shift* » : leurs revendications en tant que mouvement européen sont étendues à l’Europe (continent) et resserrées sur l’enjeu des frontières et de l’immigration illégale.

3. L’absence de changement d’arène

Malgré cette modulation des revendications, leurs cibles demeure inchangées. Alors que les militants exigent une réponse « européenne », c’est aux États qu’ils s’adressent successivement. L’action s’adressait au gouvernement italien, la « principale

¹³⁷⁸ [Litt : « *Our struggle for Europe must not be confused with a defence of the European Union, a bureaucratic structure devoid of identity and roots, without real and protected borders* »]

¹³⁷⁹ [Litt : « *we want to end mass immigration and islamization of Europe. We want secure borders and the remigration of illegals and we demand an Australian “No way” policy* »] *Ibid.*

¹³⁸⁰ [Litt : « *As long as Europe’s leaders refuse to protect the European borders, the youth will turn out to protect them* »] - « The successes of Defend Europe », *Defend Europe*, 23 août 2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=NpsDDtOC-yc Cette dimension est également perceptible dans la dernière campagne de GI en France : « Stopper l’immigration, c’est possible », imprimée sur une photo de l’action *Defend Europe* dans les Alpes.

¹³⁸¹ Cf. *supra*, Chapitre 2.

revendication¹³⁸² » des militants concernait la fermeture des ports italiens aux bateaux transportant des migrants (illustration 21).

Illustration 21 – Tweet de *Defend Europe* à propos de la fermeture des ports... italiens



D’ailleurs, lorsque le gouvernement italien interdit l’accès à ses ports au *Golfo Azzurro*, un navire transportant des migrants, parce qu’il était entré dans les eaux territoriales lybiennes, les militants s’en réjouissent et s’en attribuent même le mérite. Dans leur compte rendu de mission, ils estiment avoir aidé à ce que « la voix des citoyens italiens inquiets¹³⁸³ » soit entendue, forçant « le gouvernement italien de centre-gauche¹³⁸⁴ » à agir, considérant donc qu’ils l’ont influencé. L’UE, encore une fois, n’est évoquée qu’à travers ses composantes... et uniquement comme devant soutenir l’Italie : « Nous appelons les instances européennes, locales comme nationales, à faire bloc derrière l’Italie¹³⁸⁵ ». Ils se félicitent d’ailleurs, *a posteriori* d’avoir « fait reculer des gouvernements¹³⁸⁶ ». Un an plus tard, c’est toujours aux gouvernements que les militants s’adressent, demandant à « l’exécutif [de] faire preuve de cohérence en cessant toute collaboration avec les ONG et en mettant un terme à l’immigration massive¹³⁸⁷ ».

De la même façon, l’action dans les Alpes se focalisait sur une cible française. Cela était d’ores et déjà clair à la date de l’action, calée sur l’agenda parlementaire, au moment

¹³⁸² Tweet de @DefendEuropeID [Consulté le 23/04/2018] URL : twitter.com/DefendEuropeID/status/891331556572364800?s=20

¹³⁸³ [Litt : « *the voice of the concerned Italian citizens* »] - « Today, 17th August, Defend Europe just ended its firts mission », *Defend Europe*, 17/08/2017. [Consulté le 23/04/2018] URL : twitter.com/DefendEuropeID/status/898273603971678212

¹³⁸⁴ [Litt : « *the Italian center-left government* »] - « Today, 17th August, Defend Europe just ended its firts mission », *Defend Europe*, 17/08/2017.

[Consulté le 23/04/2018] URL : twitter.com/DefendEuropeID/status/898273603971678212

¹³⁸⁵ « Migrants clandestins en Méditerranée : face au chantage des ONG, faisons bloc ! », 12/06/2018. [Consulté le 23/04/2018] URL : generationidentitaire.org/2018/06/12/migrants-clandestins-en-meditteranee-face-au-chantage-des-ong-faisons-bloc/

¹³⁸⁶ « Génération identitaire lance sa nouvelle campagne « Avec de la volonté, tout est possible », *Génération identitaire*, 2/09/2018.

[Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentitaire.org/2018/09/02/generation-identitaire-lance-sa-nouvelle-campagne-avec-de-la-volonte-tout-est-possible/

¹³⁸⁷ « Complicité des ONG avec les passeurs de migrants : un an après, Macron donne raison aux identitaires ! », *Génération identitaire*, 27/06/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentitaire.org/2018/06/27/ong-pro-migrants-complices-des-passeurs-macron-contraint-de-prendre-les-constats-de-generation-identitaire/

de l'examen de la loi Asile-immigration. De plus, les Identitaires adressent directement leurs revendications au gouvernement¹³⁸⁸ :

« Le gouvernement Macron refuse de sécuriser la frontière [...] Plutôt que de débloquent des fonds pour créer de nouveaux centres d'accueil pour les migrants clandestins, ce sont les budgets de la PAF (Police Aux Frontières) qui devraient être musclés. Génération Identitaire exige l'arrêt de l'immigration massive et le blocage définitif du passage du col de l'Échelle. Plus aucun clandestin ne doit pouvoir rentrer illégalement en France en empruntant cette voie¹³⁸⁹. »

Après l'action, ils se réjouissent de sa réussite : « Notre opération [...] contrai[nt] les politiques de tous bords à prendre position sur les thématiques identitaires. Nous avons fait réagir dans les plus hautes sphères de l'État¹³⁹⁰ ». Ils saluent, dans le même communiqué, la situation en Italie et la « détermination sans faille » de Matteo Salvini, dans laquelle ils perçoivent « la promesse que notre frontière commune avec l'Italie sera mieux gardée ». En cela, malgré une revendication de nature européenne, les cibles de leurs actions restent essentiellement des acteurs nationaux, étatiques, gouvernementaux en l'occurrence.

De manière plus récente, ils se sont saisis collectivement d'enjeux véritablement européens : à l'occasion des élections européennes, ils ont diffusé le 23 mai 2019, une vidéo coproduite par des militants français, britanniques, allemands, autrichiens, tchèques et italiens, intitulée « *le 26 mai, Bruxelles doit tomber* ». Mais ces appels lancés à l'ensemble des pays européens restent très marginaux et... surtout là encore, le dialogue s'opère donc avec les acteurs étatiques ! En cela, le mouvement reste centré sur des acteurs étatiques et n'essaye pas de porter ses revendications dans une autre arène (l'Union européenne par exemple) qui marquerait un véritable changement d'échelle.

Si les revendications portent en partie sur cette dimension européenne, il n'en va donc pas de même pour les cibles. Les interpellations sont adressées à des États et ce sont des gouvernements qui sont appelés à agir. De manière cohérente avec leur vision de l'Europe (valorisation de l'Europe-continent, critique de l'UE et euroscepticisme), ils ne font pas appel au Parlement ou à la Commission européenne, n'organisent pas d'actions à Strasbourg ou Bruxelles pour les viser directement. Cela vient limiter leur changement d'échelle, l'Europe « continent » n'ayant pas d'instances représentatives. Le processus est donc inachevé. Sur ce point, notons qu'avec cette approche tout à fait différente nous parvenons

¹³⁸⁸ Le gouvernement n'est d'ailleurs pas celui du Premier ministre dans ce communiqué mais du Président.

¹³⁸⁹ « Route des migrants clandestins – Col de l'Échelle – Hautes-Alpes : Génération Identitaire bloque le passage de la frontière franco-italienne. », *Génération identitaire*, 21/04/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentitaire.org/2018/04/21/route-des-migrants-clandestins-col-de-lechelle-hautes-alpes-generation-identitaire-bloque-le-passage-de-la-frontiere-franco-italienne/

¹³⁹⁰ « La mission Alpes de Defend Europe prend fin, le combat pour l'identité continue », *Génération identitaire*, 29/06/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentitaire.org/2018/06/29/la-mission-alpes-de-defend-europe-prend-fin-le-combat-pour-lidentite-continue/

à la même conclusion qu'Anita Nissen : il existe bien une coordination transnationale des Identitaires en Europe (qui dépasse les frontières de l'UE), qui ponctuellement aborde des enjeux européens (de l'Europe-continent et en quelques occasions, de l'UE), cependant ses actions collectives restent dirigées vers le national. Le changement d'échelle est donc inachevé. Il ne pourrait s'achever que si les Identitaires décidaient de considérer l'UE comme un acteur pertinent et de la prendre pour cible de ses revendications...

*

Il n'existe pas de cadres de réflexion théorique relatif au « pourquoi » de la diffusion. Cette question est selon Steven Van Hauwaert, « largement ignorée et demeure sans réponse¹³⁹¹ ». Il invite les futures recherches à ne pas l'éviter. Nous nous saisissons de cette proposition, et y répondons à partir de notre cas. En réalité, cet unique *pourquoi* se décline : pourquoi la diffusion de cet objet ? Pourquoi la diffusion vers tel acteur ? Pourquoi à ce moment-là ? Ces questions ne sont pas indépendantes mais cette division permet de cadrer notre analyse. Notre étude permet de penser ces différentes questions à partir de la comparaison entre deux diffuseurs (le Bloc identitaire et Génération identitaire). Nous avons décrit la diffusion du BI dans l'introduction de cette section : si elle n'est pas un échec, elle est néanmoins sans commune mesure avec celle que connaît GI aujourd'hui. Les échanges et partenariats mis en place par le BI avec des partis politiques préexistants n'ont jamais été de l'ordre de la coordination. Les mouvements fondés sur le modèle du BI n'ont pas existé de manière pérenne dans leur pays. Alors, pourquoi l'un et pas l'autre ? Expliquer cette différence, nous permet de penser ce *pourquoi*.

Pourquoi cet objet se diffuse-t-il ?

Les deux mouvements sont proches par plusieurs aspects. 1) Ils partagent les mêmes idées et la même idéologie ; en cela le contenu de la mobilisation est comparable. 2) Ils ont également tous deux l'intention de se diffuser, puisqu'ils entendent défendre une identité européenne. 3) Leurs structures organisationnelles internes sont similaires (décentralisées, peu hiérarchisées, etc.). Cependant ces deux mouvements diffèrent sur au moins deux aspects : d'une part, les formes de l'action collective et d'autre part, le fait que GI soit un

¹³⁹¹ Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, op. cit., p. 361.

mouvement de jeunesse. Ces expliquent en partie pourquoi la diffusion de GI connaît un tel succès quand celle du BI est plus timide.

Premièrement, alors que le BI oscille entre action électorale et agit-prop, GI développe uniquement un répertoire d'action en dehors de la politique partisane. En cela, il porte un cadre d'action collective clair et stable – à l'inverse de celui, hésitant et changeant, du BI – et qui représente une innovation au sein de l'extrême droite européenne. L'exemple de la diffusion au Portugal du BI est de ce point de vue éclairant. Au moment où le mouvement s'installe au Portugal, les Portugais entendent « reproduire la militance de rue des Identitaires français¹³⁹² ». À cette période, les Français sont centrés sur cette dimension militante, véritablement activiste. Quand le BI va emprunter la voie électorale et s'éloigner de certains de ses anciens partenaires jugés trop radicaux¹³⁹³, il va indirectement participer à la scission du mouvement portugais. Le désaccord stratégique en France se propage au Portugal, où il se transforme en désaccord idéologique... qui va mener à la fin de l'expérience identitaire portugaise¹³⁹⁴. À l'inverse, Génération identitaire propose une innovation qui demeure aujourd'hui inchangée. Il apparaît nécessaire que l'objet diffusé soit stable dans l'organisation d'origine.

Deuxièmement, GI a choisi un public précis et jusqu'alors peu mobilisé : la jeunesse « patriote », qui veut s'engager « autrement ». Les militants italiens expliquent ainsi que les fondateurs de GI-IT, des jeunes sans engagement politique préalable mais politisés, « ne se reconnaissaient dans aucune réalité politique existante ». Pour les fondateurs tchèques, il s'agissait de « "rafraîchir" le patriotisme tchèque. Dans GI nous avons vu [...] de nouvelles idées, de nouvelles stratégies et de nouvelles tactiques ». Dans les différentes fédérations contactées, les militants ont été unanimes : un mouvement comme GI n'existait pas auparavant. Créer une fédération identitaire, c'était proposer à la jeunesse une alternative, « un nouvel espoir » (GI-CZ), un mouvement « nouveau » (GI-HU), rompant avec l'histoire de l'extrême droite nationale (GI-IT). L'explication des militants allemands synthétise ces différents enjeux :

« Dans notre pays, il manquait une vraie alternative pour les jeunes patriotes. Jusqu'alors, les jeunes pouvaient soit s'engager dans la société libérale ou être happés dans le marécage de la "vieille droite". Nous avons apprécié GI dès le début car c'est une véritable alternative, pas juste une imitation de certains mouvements politiques du passé »

¹³⁹² Marchi R., « La réutilisation de symboles, références et actions par les groupes identitaires portugais », in : Dard O. (éd.), *Organisations, mouvements et partis des droites radicales au XXe siècle (Europe-Amériques)*, Peter Lang, 2015, « Convergences », Bern, p. 160.

¹³⁹³ *Ibid.*, p. 168.

¹³⁹⁴ *Ibid.*, p. 169.

GI, en proposant une politique « autrement », dans les modes d'action mais aussi parce qu'elle s'écartait des partis politiques du passé, présentait une innovation qui correspondait à une demande non satisfaite. *A contrario*, le BI n'offrait pas une réelle alternative, une offre politique nouvelle de nature à susciter un engouement particulier. Des partis prônant une ligne comparable existaient déjà dans plusieurs pays, c'est d'ailleurs avec eux qu'il s'est allié : il n'existait pas de demande particulière pour un nouveau parti d'extrême droite. En cela, la recherche d'alliance du BI tenait plus de la stratégie électorale que de la diffusion : s'allier avec des partis d'extrême droite, bien implantés nationalement, et si possible ayant déjà des élus, c'était potentiellement gagner en crédibilité en France.

Pour conclure, sur ce point, GI propose – contrairement au BI – une offre qui est à la fois *stable* et *nouvelle*, dans un contexte où la demande existe mais demeure insatisfaite¹³⁹⁵.

Pourquoi cet acteur s'en saisit-il ?

Le pourquoi nous invite également à nous pencher sur l'autre acteur, celui qui adopte l'innovation. Quel que soit le contexte, les sections « anciennes » cherchent à contrôler l'adoption pour éviter de s'associer avec des militants qui pourraient nuire au mouvement. Ainsi, la diffusion ne peut avoir lieu que si les fondateurs des mouvements locaux sont considérés comme fiables : sans reconnaissance de légitimité envers ces partenaires européens, la diffusion s'arrête. Ce critère est rempli par le BI et GI : il est nécessaire, mais n'a pas de vertu explicative en l'occurrence.

De manière plus large, il faut que les acteurs soient en mesure d'assurer la diffusion du mouvement dans leur espace. Pour cela, il faut qu'ils disposent d'un certain nombre de ressources et de capitaux, culturels (linguistiques), militants. Cela invite à se tourner vers les militants eux-mêmes : pour montrer l'importance de ces relais nationaux, nous proposons de retracer le parcours – archétypal de Martin Sellner, fondateur des Identitaires en Autriche. Fils d'une professeure d'anglais et d'un médecin, Martin Sellner est investi en politique dès son adolescence, dans des réseaux néo-nazis. Il s'en justifiera *a posteriori*, arguant qu'il n'avait à l'époque pas d'alternative : « Il n'y a avait pas d'alternative. Il n'y avait pas de mouvement patriote de droite¹³⁹⁶ ». Ce que le mouvement identitaire, qu'il fonde en 2012, va changer. Pendant ses études universitaires (philosophie et droit), il appartient à une

¹³⁹⁵ Nous empruntons la métaphore économique à N. Mayer et B. Klandermans qui y ont recours pour expliquer les *motives* de l'engagement militant.

¹³⁹⁶ [Litt : « *there was no alternative. There was no right-wing patriotic movement* »] - « Martin Sellner: The new face of the far right in Europe », *BBC News*, 20/09/2018. [Consulté le 26/04/2019]. URL : www.bbc.co.uk/news/stories-45572411

fraternité académique, la *Wiener akademische Burschenschaft Olympia*, réputée liée à l'extrême droite. Il est également membre d'une chorale réputée proche de l'extrême droite, la *Barden zu Wien*, dans laquelle il côtoie d'autres futurs identitaires autrichiens. Localement, il est donc déjà implanté dans les réseaux d'extrême droite et il va établir rapidement des liens avec les Identitaires français, comme le montre sa participation à l'UDT de GI dès août 2013. Il a également la particularité de parler allemand, anglais et français, ce qui va lui permettre de dialoguer avec les différentes parties en jeu. Il apparaît comme un acteur absolument central du processus d'adoption en Autriche et en Allemagne et va jouer un rôle clé dans la diffusion du mouvement, notamment vers la Grande-Bretagne. Il est par exemple présent à Londres lors du lancement officiel de GI. De ce fait, le mouvement autrichien est désormais présenté, y compris par des militants français, comme la « locomotive¹³⁹⁷ » du mouvement identitaire en Europe. Ce parcours montre le rôle de l'adopteur dans le processus de diffusion : pour que la diffusion ait lieu, il faut effectivement que l'adopteur s'investisse dans le processus, mais également qu'il ait la capacité, les compétences, les réseaux, les capitaux nécessaires pour opérer cette importation.

Expliquer la diffusion : quatre réponses

Nous en arrivons à formuler quatre réponses au « pourquoi », qui se situent à trois niveaux distincts : micro, au niveau des acteurs, méso, au niveau des organisations et macro, au niveau du contexte politico-social.

- Au niveau micro tout d'abord, la diffusion survient parce qu'il existe (1) une offre politique portée par des acteurs suffisamment dotés en capitaux pour devenir des diffuseurs et (2) une demande politique non-satisfaite portée par des acteurs suffisamment dotés en capitaux pour devenir des adopteurs. La réussite d'une diffusion (voire son ampleur) repose donc sur un petit nombre d'acteurs et sur leur capacité, parce qu'ils disposent de capitaux (culturels, linguistiques, militants) suffisants¹³⁹⁸, à transmettre et à recevoir l'innovation.
- Au niveau méso, la diffusion survient parce qu'il existe (3) à ce moment une offre nouvelle portée de manière stable par une organisation. Elle vient répondre à cette demande. Ce qui explique que ce soit cet objet – et non un autre – qui soit diffusé, c'est à la fois qu'il est nouveau, qu'il est stable et qu'il correspond à la demande.
- Au niveau macro, la diffusion survient parce qu'il existe (4) un contexte institutionnel propice à l'émergence d'une telle demande : que ce soit du fait d'un contexte social (crises migratoires, attentats, etc.), économique (crise économique, politique d'austérité, etc.) ou politique (légitimation des idées

¹³⁹⁷ Nous reprenons l'expression d'un militant Rouennais.

¹³⁹⁸ Plus largement, il faut tenir compte de tous les facteurs qui encouragent l'engagement : disponibilité biographique par exemple. En cela, les adopteurs sont des rouages centraux du processus...

d'extrême droite, crise de la représentation, remise en cause des corps intermédiaires, délégitimation des partis politiques, etc.), cette nouvelle demande ne peut être déconnectée du contexte qui la fait émerger. Des études plus systématiques à ce niveau seraient intéressantes pour en mesurer les effets.

*

En ouverture de cette deuxième section, nous nous demandons comment s'était produite la diffusion en Europe du mouvement identitaire et pourquoi. Telle que nous l'avons analysée cette diffusion présente des aspects singuliers au regard des travaux passés. 1) La diffusion, sur un modèle de « franchise », est d'une ampleur particulièrement importante : « tout » est diffusé ; 2) Sur les canaux et mécanismes de diffusion, nous avons montré que le processus faisait l'objet d'un contrôle très fort du diffuseur ce qui explique l'ampleur de la diffusion, mais montre également la méfiance du diffuseur envers les adopteurs potentiels, conséquence de la marginalité que nous avons vu précédemment ; 3) Nous avons enfin vu que la diffusion produisait des effets sur le mouvement, préparant une éventuelle « fédéralisation » du mouvement au niveau européen (au sens des militants), mais que celle-ci n'avait pas encore abouti. 4) Enfin, à partir de ce cas, nous avons proposé quatre réponses au « pourquoi », plaidant pour une approche croisée, mêlant le niveau micro des acteurs, à ceux méso des organisations et macro du contexte politique. Cette section nous a permis de montrer ces particularités d'une part, mais également de mettre l'accent sur un second « succès » des Identitaires, qui ont réussi à exporter GI dans de nombreux pays d'Europe.

Ce chapitre nous a permis de montrer ces deux succès des Identitaires : infusion des idées dans l'espace national (section 1), diffusion des organisations dans l'espace européen (section 2). Plus largement, tout au long de cette partie, il a été question de la marginalité du mouvement identitaire, qui est donc aussi bien idéologique qu'organisationnelle. Néanmoins, en dépit de cette marginalité les Identitaires rencontrent certains succès. Nous sommes face à un paradoxe, les Identitaires parvenant à conjuguer marginalité et capacité à diffuser idées et organisations.

Comment expliquer ces réussites d'une organisation marginale ? Comment les Identitaires font-ils pour compenser cette double marginalité ? La marginalité n'est-elle qu'un inconvénient en politique ou peut-elle devenir une ressource ?

Partie 2 – Un militantisme "intégral"¹³⁹⁹

Qui sont les Identitaires ? Ont-ils des particularités par rapport aux autres adhérents ou militants ? Pourquoi choisissent-ils de militer « ici » plutôt qu’ailleurs ?

Pour répondre à ces questions, cette partie entend appréhender l’engagement à travers deux dimensions complémentaires, statique d’une part - à travers une photographie générale des adhérents – et dynamique d’autre part – en entrant dans le film des vies militantes. Après bien d’autres, nous distinguerons les adhérents des militants¹⁴⁰⁰. L’adhésion est marquée par un critère matériel, le paiement d’une cotisation, qui marque le choix d’un individu de se lier à une organisation. Les adhérents constituent un groupe divers du point de vue des activités (du membre passif au leader). Le militant (du latin *miles*, qui signifie soldat) est un adhérent actif, c’est-à-dire qui s’investit dans la vie de l’organisation au-delà du paiement de sa cotisation, sans être rémunéré (autrement c’est un permanent), ni élu.

Le chapitre 4 interroge l’implantation (sociale et géographique) des adhérents à travers une étude sociodémographique. Il s’agit, à partir des données recueillies, de faire émerger les particularités des adhérents identitaires, d’identifier les lieux où ils sont implantés, de repérer l’existence de « fiefs » ou au contraire de « terres de mission¹⁴⁰¹ » et d’expliquer ces disparités. Cette approche, pour féconde qu’elle soit, nous apparaît cependant insuffisante. Les structures agrégées masquent les individus qui composent l’organisation et ignorent la complexité de leurs parcours, elles « cachent une multitude d’espoirs, d’émotions, d’amitiés, de déceptions et de reconversions, de désirs d’émancipation, ainsi que la reproduction sociale, ses contraintes et ses empêchements¹⁴⁰² ».

¹³⁹⁹ Nous nous rapprochons ici des travaux de sociologie des religions sur l’intégralisme, défini comme « le souci d’englober la totalité des actes et des pensées dans la référence religieuse, de ne pas reléguer le religieux dans un espace et un temps précis, de ne pas séparer les attitudes religieuses de toutes les autres attitudes exprimées par le sujet » (V. Donegani J.-M., *La liberté de choisir. Pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*, Paris, Presses de Sciences Po, 1993, p. 406.) Des attitudes profanes prennent pour l’individu un sens religieux, elles sont informées par la religion. Olivier Roy le souligne quand il distingue fondamentalisme et intégralisme : « une affirmation de type fondamentaliste (il faut revenir aux normes religieuses explicites et à elles seules) ou intégraliste (tous les aspects de ma vie personnelle doivent être régis par ma foi, même si je ne l’impose pas aux autres) » (V. « Sécularisation et mutation du religieux », *Esprit*, n°348, 2008 p. 15). Idem chez Nadia Marzouki pour qui l’intégralisme suppose que « la foi doit pouvoir s’exprimer dans divers aspects de la vie quotidienne » (V. Marzouki N., « La réception française de l’œuvre de Saba Mahmood et de l’asadisme », *Tracés*, n°15, 2015). Avec l’intégralisme, la foi devient omniprésente : elle régit tous les aspects de la vie quotidienne, au-delà de la pratique religieuse. Est alors « intégral », le domaine que touche la religion : elle touche « tout », influence « tout », *l’intégralité* des domaines de la vie de l’individu. Un militantisme serait « intégral », s’il est à la fois « complet » du point de vue des pratiques (elles ne souffrent d’aucune diminution) et « omniprésent » (dans tous les domaines de la vie du militant).

¹⁴⁰⁰ Cette perspective remonte à Duverger. Comme le souligne Émilie Van Haute, ce critère est pertinent aussi bien dans une perspective organisationnelle qu’individuelle (V. Van Haute E., *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles, 2009, p. 43-48).

¹⁴⁰¹ Ysmal C., *Les partis politiques sous la Ve République*, Montchrestien, 1989, p. 168.

¹⁴⁰² Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015, p. 23.

Le chapitre 5 s'intéresse donc à cette dimension individuelle, à travers l'étude des carrières militantes, permettant de resituer l'individu et son parcours au cœur de la structure, de restituer le temps long de la vie. En considérant l'engagement comme un processus, cette approche nous permet d'envisager prémices et suites de la carrière. En interrogeant les effets du multi-engagement¹⁴⁰³, elle permet enfin de replacer l'organisation dans son milieu partisan. Poursuivant ce film des vies (militantes), le chapitre 6 achèvera cette exploration, en montrant comment s'articulent chez les militants espace public et espace privé.

¹⁴⁰³ Au sens donné à ce termes par Hélène Combes (« Pour une sociologie du multi-engagement : réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain », *Sociologie et sociétés*, 41 (2), 2009).

CHAPITRE 4 – DU GRAND-ANGLE AU MICROSCOPE : SOCIO-DEMOGRAPHIE DES ADHERENTS

Qui sont les Identitaires ? Où sont-ils installés, ancrés et pourquoi ? Sont-ils des adhérents « comme les autres » ? Ce chapitre entend répondre à ces questions en interrogeant le profil sociodémographique des adhérents au Bloc identitaire et à Génération identitaire. Notre objectif est de saisir les particularités sociales des adhérents (Section 1) et les ressorts de leur implantation territoriale (Section 2).

Section 1 - Des adhérents comme « les autres » ?

Avant de se pencher sur leurs spécificités (2), il convient d'expliquer l'intérêt d'une étude sociographique des adhérents sans omettre les difficultés, notamment méthodologiques, qu'une telle étude génère (1).

1. Intérêts et enjeux d'une étude sociographique des adhérents

Si les adhérents apparaissent comme des objets intéressants dans le champ de la recherche sur les partis politiques, la connaissance en est limitée (1), du fait de limites méthodologiques auxquelles notre étude n'échappe pas (2).

1. Les adhérents¹⁴⁰⁴ : les mal connus des partis politiques

Cette sociologie des adhérents fait l'objet d'un intérêt ancien dans la littérature française sur les partis politiques, comme en témoignent plusieurs synthèses¹⁴⁰⁵. Françoise Subileau recense, en 1981, plusieurs sociographies des « *militants de base* », sur un échantillon national dès le début des années 1960¹⁴⁰⁶. De la même façon, Colette Ysmal en 1989 fait une synthèse des recherches sur les partis politiques français et met en avant cet intérêt pour les adhérents des partis¹⁴⁰⁷. Au-delà de ces recherches anciennes sur les partis

¹⁴⁰⁴ Nous nous concentrons ici sur les travaux proposant une sociographie des adhérents à un parti politique, au niveau national. Dans la littérature abondante sur les partis politiques, les travaux sur l'adhésion occupent une place mineure ; de même, les travaux sur la participation politique ne traitent que peu la question de l'adhésion partisane, comme le montrait déjà en 2009 la revue de littérature très complète réalisée par Émilie Van Haute (V. Van Haute E., *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, p. 51-59 et p. 97-107).

¹⁴⁰⁵ Nous voyons dans l'ouvrage dirigé par Maurice Duverger en 1955 (*Partis politiques et classes sociales en France*) les prémices de cette tendance, certaines enquêtes faisant place aux adhérents et à leurs caractéristiques sociologiques (notamment la contribution de Daniel Pépy). Néanmoins celles-ci restent essentiellement unidimensionnelles et ne tiennent pas compte d'un ensemble de variables.

¹⁴⁰⁶ Subileau F., « Le militantisme dans les partis politiques sous la Cinquième République : État des travaux de langue française », *Revue française de science politique*, n°5-6, 1981, p. 1038-1068. (V. en particulier p. 1050-1051.)

¹⁴⁰⁷ Nous ne reprenons pas le détail de cet inventaire et renvoyons aux chapitres 4 et 5 : Ysmal C., *Les partis politiques sous la V^e république*, Montchrestien, 1989.

français, on peut signaler aussi un intérêt international comme le montre, au tournant des années 2000, la revue de littérature proposée par Émilie Van Haute. Les enquêtes sur le profil des adhérents se déploient aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne, Irlande, Norvège, Danemark¹⁴⁰⁸. L'intérêt est toujours perceptible, que ce soit dans la place octroyée à la sociographie des adhérents dans les publications sur les partis politiques de gauche (sur la gauche plurielle¹⁴⁰⁹, le PCF¹⁴¹⁰, la LCR¹⁴¹¹, le PS¹⁴¹²), de droite, (à propos du RPR et de l'UMP¹⁴¹³) ou encore d'extrême droite¹⁴¹⁴, voire des organisations de jeunesse de ces partis¹⁴¹⁵. Plus récemment, des travaux se sont intéressés au profil des « adhérents-clic¹⁴¹⁶ » de LREM¹⁴¹⁷. Par ailleurs, les évolutions des mobilisations peuvent mener à un renouvellement de cette approche : l'émergence du « cyber militantisme » a renouvelé ce questionnement, comme le montre l'enquête d'Anaïs Théviot sur le « portrait sociologique du militant en ligne¹⁴¹⁸ ».

Cette approche s'avère particulièrement riche, voire incontournable. La nature des partis politiques et plus largement des groupes politiques, repose notamment sur les caractéristiques de leurs adhérents, si bien que, comme le résume Daniel Boy, François Platone, Henri Rey, Françoise Subileau et Colette Ysmal « la prise en considération des caractéristiques individuelles (âge, sexe, position et origine sociale) est indispensable pour comprendre les choix idéologiques et les pratiques militantes, les rapports à la politique et les modes d'intégration partisane¹⁴¹⁹ ». Ainsi, s'interroger sur la sociologie des adhérents,

¹⁴⁰⁸ Van Haute E., *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, p. 51-59 et p. 105-107.

¹⁴⁰⁹ Boy D., Platone F., Rey H., Subileau F., Ysmal C., *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, « Académique », 2003.

¹⁴¹⁰ Platone F., Ranger J., « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 27, 2000.

¹⁴¹¹ Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015.

¹⁴¹² En 1985, en 1998 et en 2011, le PS s'est ouvert aux chercheurs. Plusieurs publications en sont issues, notamment : Dargent C., Rey H., *Les Adhérents du Parti socialiste en 2011*, rapport d'enquête, Parti socialiste/Fondation nationale des sciences politiques, Paris, CEVIPOF, décembre 2012, 83 p. ; Rey H., Subileau F., *Les Militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 1991 ; Rey H., Subileau F., Ysmal C., « Les Adhérents socialistes en 1998 », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 23, Paris, CEVIPOF, mai 1999.

¹⁴¹³ Haegel F., « À la recherche de la "densité" des phénomènes organisationnels : l'exemple du RPR in : Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques », 2002, p. 83-98 ; Haegel F., *Les droites en fusion : Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012. (V. notamment le chapitre 4 « Le peuple de droite »).

¹⁴¹⁴ Crépon S., Lebourg N., « Le renouvellement du militantisme frontiste », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., p. 435-452. Des études de ce type avait été mené sur le FN dès 1978 par Roland Cayrol et Colette Ysmal (V. Ysmal C., « Sociologie des élites du FN (1979-1986) », Mayer N., Perrineau P. (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Po, 1989, p. 107-118.

¹⁴¹⁵ Bargel L., *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, « Nouvelle bibliothèque de Thèses », 2009, p. 284-313.

¹⁴¹⁶ L'expression est de Michel Offerlé (*Les partis politiques*, PUF, « Que sais-je ? », 2018). Nous la reprenons parce qu'elle permet d'éclairer le fait que le lien d'adhésion n'est pas le même : quand les adhérents s'acquittent d'une cotisation, les « adhérents-clic » ne le font pas.

¹⁴¹⁷ Cautrès B., Lazar M., Pech T., Vitiello T., *La République en Marche : Anatomie d'un Mouvement*, Rapport pour Terra Nova, 08/10/2018. [Consulté le 01/08/20] URL : nova.fr/rapports/la-republique-en-marche-anatomie-d-un-mouvement

¹⁴¹⁸ Greffet F., Wojcik S., Blanchard G., « S'engager dans la campagne présidentielle : Les formes multiples de la participation politique en ligne », *Politiques de communication*, Vol. 3, n°2, 2014, p. 25-58 ; Théviot A., « Qui milite sur Internet ? Esquisse du profil sociologique du « cybermilitant » au PS et à l'UMP », *Revue française de science politique*, 2013, p. 663-678 ;

¹⁴¹⁹ Boy D., Platone F., Rey H., Subileau F., Ysmal C., *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, « Académique », 2003, p. 15.

revient à s'intéresser aux ancrages sociaux du parti : regarder qui y est, c'est dire qui le groupe recrute, voire qui il cherche à recruter. Ainsi, les auteurs s'accordent sur l'importance de donner une « densité sociologique¹⁴²⁰ » au parti étudié. Pour Florence Haegel par exemple, « la sociographie des acteurs partisans est un préalable à toute recherche compréhensive portant sur l'organisation, la culture ou l'idéologie¹⁴²¹ », une condition *sine qua non* pour une bonne appréhension du phénomène partisan dans son ensemble. Pour Lucie Bargel, la sociographie permet d'aborder simultanément l'identité collective du parti, le rôle de la socialisation et la question des ressources personnelles disponibles en amont de l'engagement¹⁴²².

Mais ces travaux révèlent simultanément des insuffisances. Françoise Subileau signale que « les données relatives aux militants des partis sont encore trop rares » ; Colette Ysmal souligne que « [les adhérents] sont les plus mal connus¹⁴²³ », du fait de problèmes méthodologiques ; le constat est le cœur même de l'ouvrage (et de la thèse) d'Émilie Van Haute. La littérature se constitue autour d'un paradoxe. Elle est traversée à la fois par la certitude que les adhérents sont importants et par une incapacité à les connaître "vraiment". Les adhérents apparaissent finalement comme ces méconnus qui gagneraient à être (mieux) connus...

L'approche rencontre en effet trois limites. Premièrement, cet effort sociographique est largement dépendant du développement de la littérature sur les partis politiques : les adhérents de la droite et du centre sont ainsi moins bien connus que ceux de gauche, les partis de gauche ayant fait l'objet de davantage d'enquêtes ; le champ de recherche autour de l'extrême droite, d'abord dominé par une approche idéale puis par des approches électorales, ne propose que peu de données sur les adhérents. De plus, les organisations de jeunesse des partis politiques sont des objets très peu traités par la littérature et les données sont donc encore moins nombreuses. L'enquête de Lucie Bargel sur les Jeunes populaires (JP de l'UMP) et le Mouvement des jeunes socialistes (MJS du PS) fait figure d'exception¹⁴²⁴ et propose des données sur les adhérents à ces deux organisations¹⁴²⁵.

¹⁴²⁰ Haegel F., « À la recherche de la "densité" des phénomènes organisationnels : l'exemple du RPR », in : Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques », 2002, p. 83-98.

¹⁴²¹ Haegel F., *Les droites en fusion : Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 174.

¹⁴²² Bargel L., *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, « Nouvelle bibliothèque de Thèses », 2009, p. 284-285.

¹⁴²³ Ysmal C., *Les partis politiques sous la V^e république*, Montchrestien, 1989, p. 187.

¹⁴²⁴ Pour un état de l'art relatif aux travaux sur les organisations de jeunesse, voir : Bargel L., *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, « Nouvelle bibliothèque de Thèses », p. 3-13.

¹⁴²⁵ Bargel L., *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, « Nouvelle bibliothèque de Thèses », 2009, p. 284-313. Un chapitre d'ouvrage a été plus spécifiquement consacré à ce point : Bargel L., « Homogénéité et

Deuxièmement, les données disponibles sont désormais anciennes. Malgré un intérêt toujours vif pour les partis, la littérature sur les adhérents ne se développe guère.

Troisièmement, toute recherche consacrée aux adhérents des partis semble se heurter à au moins un de ces deux écueils : la faible fiabilité des données disponibles ou la difficulté méthodologique à collecter des données fiables. La faible fiabilité des données issues des partis est fréquemment pointée du doigt. Formulée dès 1951 par Maurice Duverger¹⁴²⁶, la critique traverse toute la littérature, les uns évoquant le « secret qui entoure la vie des partis politiques en France¹⁴²⁷ », les autres soulignant que les informations sur les adhérents sont des « secrets jalousement gardés¹⁴²⁸ » y compris quand il ne s'agit que d'accéder à une base de contacts des adhérents¹⁴²⁹. Les partis communiquent ponctuellement sur leur nombre officiel d'adhérents, un indicateur peu fiable dans la mesure où il est chargé d'enjeux politiques et symboliques. De même, quand ils sont à l'origine des données analysées par les chercheurs, celles-ci sont toujours sujettes à caution, puisqu'il est impossible de s'assurer qu'elles n'ont pas été manipulées en amont¹⁴³⁰. Enfin, les données émanant des partis eux-mêmes présentent des faiblesses dans leur construction qui compliquent l'analyse et la comparaison : que ce soit la construction d'une pyramide des âges ou les catégories d'emploi, par exemple, les indicateurs fluctuent d'une organisation à l'autre, voire d'une période à une autre. Pour contourner ce manque de fiabilité, des chercheurs ont mis en place des stratégies pour recueillir eux-mêmes des données sur les propriétés sociales des adhérents, se heurtant alors à la difficulté de collecter des données fiables. Les stratégies mises en œuvre dépendent du degré d'ouverture du parti à la recherche. Le PS par exemple a, à plusieurs reprises, ouvert ses fichiers de contact d'adhérents aux chercheurs, permettant de mener des enquêtes directement sur la base. La LCR a donné à Florence Johsua la possibilité d'analyser 1 800 talons de cartes d'adhérents, soit environ 2/3 des adhésions. Pour

hétérogénéité des membres du Mouvement des jeunes socialistes et des Jeunes populaires », *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepses, 2014, p. 54-67.

¹⁴²⁶ « Les adhérents d'un parti peuvent donner lieu à des analyses numériques intéressantes. Malheureusement, celles-ci se heurtent à deux catégories de difficultés : les partis ne publient pas toujours les recensements de leurs adhérents ; ces recensements sont rarement établis sur des bases solides. Certains partis ne font pas connaître du tout leur nombre d'adhérents ; eux-mêmes l'ignorent parfois à cause de leur négligence dans la tenue des fichiers et la perception des cotisations » (Duverger M., *Les partis politiques*, Paris, Le Seuil, 1981 [1951], p. 138.)

¹⁴²⁷ Ysmal C., *Les Partis politiques sous la Ve république*, Montchrestien, 1989.

¹⁴²⁸ Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015, p. 202. V. également : Bennani-Chraïbi M., « Quand négocier l'ouverture du terrain c'est déjà enquêter. Obtenir la passation de questionnaires aux congressistes de partis marocains », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, n°4, 2010, p. 93-108. Dans cet article, l'auteure évoque les incertitudes pour les partis de ce « dévoilement collectif » et les difficultés qui s'en suivent.

¹⁴²⁹ Notons que, sans être l'apanage de la France, ce problème est néanmoins très français. Ainsi, la France est absente de l'étude comparative menée par Van Haute et Gauja à propos des adhérents et militants des partis politiques, du fait de l'absence de données (V. Van Haute E., Gauja A. (dir.), *Party members and activists*, Londres, Routledge, 2015).

¹⁴³⁰ « Ces chiffres sont **évidemment** à prendre avec précaution » signalent par exemple N. Lebourg et S. Crépon à propos des chiffres transmis par le FN [Nous soulignons]. Duverger soulignait que « la réunion d'une documentation sérieuse est très difficile dans ce domaine. De plus il ne faut pas l'utiliser sans discernement » (Duverger M., *Les partis politiques*, Paris, Le Seuil, 1981 [1951], p. 138.) Colette Ysmal avait un avis plus tranché, considérant ces données comme « non pas une image de la réalité partisane mais une mise en scène de ce que le parti veut être » (Ysmal C., *Les partis politiques sous la V^e république*, Montchrestien, 1989, p. 187.)

l'UMP en revanche, faute de support, Florence Haegel a organisé la passation de questionnaires lors de congrès, tout comme Lucie Bargel pour les adhérents au MJS et aux JP. Ces méthodes présentent une faiblesse similaire. Il est difficile de s'assurer de la représentativité de l'échantillon qui répond effectivement à l'enquête¹⁴³¹. Par ailleurs, la construction des indicateurs varie d'une recherche à l'autre, venant de nouveau limiter la comparabilité entre les travaux de la discipline¹⁴³². Les données sont donc soit (potentiellement) partiales, soit (potentiellement) partielles.

Une fois fait ce double constat de l'intérêt de la question et des limites des données, nous souscrivons à l'idée de Peter Mair et Ingrid Van Biezen : « *there is little the analyst of party membership can do about this [...] Any figures [...] are better than none, but we also operate on the assumption that those figures [...] should sometimes be treated with a pinch of salt*¹⁴³³ ».

2. Sociologie des adhérents identitaires : collecte des données et comparaison

À l'origine de cette étude, nous souhaitions diffuser auprès des adhérents un questionnaire en ligne, pour obtenir des données sur leur âge et leur genre, mais aussi leurs propriétés sociales, économiques et culturelles. Ce projet n'a pas vu le jour sous l'effet de plusieurs contraintes conjuguées, et nous a mené à utiliser des données issues de l'organisation.

La première difficulté tient au terrain lui-même. Les cadres identitaires ont refusé de diffuser eux-mêmes le questionnaire, et de partager une base (mail ou adresse) nous permettant de l'envoyer directement aux adhérents. Ces données sont considérées comme particulièrement sensibles par les Identitaires, comme par les autres partis nous l'avons vu, qui ne communiquent pas officiellement sur le nombre total de leurs adhérents¹⁴³⁴.

Face à cette difficulté, nous avons envisagé une diffusion via les réseaux sociaux, en particulier *Facebook*, mais la fermeture des pages du mouvement sur ce réseau a fermé cette voie alternative. Il s'agissait dans un premier temps d'obtenir des données sur les soutiens des Identitaires sur les réseaux sociaux et dans un second temps de diffuser le questionnaire auprès de ces « sympathisants », en utilisant les publicités ciblées que propose *Facebook*.

¹⁴³¹ Le biais principal consisterait en une surreprésentation systématique des individus les plus intéressés et donc les plus mobilisés.

¹⁴³² Nous y reviendrons en détail (*cf. infra*). C'est par exemple le cas pour l'âge et pour les catégories socio-professionnelles.

¹⁴³³ Mair P., Van Biezen I., « Party membership in twenty European democracies: 1980-2000 », *Party politics*, 7/1, 2001, p. 7.

Les auteurs s'expriment ici sur la crédibilité des chiffres de l'adhésion, soulignant l'existence de deux alternatives : accepter des chiffres potentiellement faux ou abandonner les études sur ce point. Il nous semble que le dilemme ici est identique...et nous choisissons de le résoudre de la même façon que les auteurs.

¹⁴³⁴ Nous proposons une estimation de ce nombre pour le BI, basé sur les rapports comptables de l'organisation (*cf. supra*, chapitre 1)

Cette méthode s'inspirait directement du projet sur le populisme digital¹⁴³⁵ porté par le *think tank* DEMOS, qui a donné lieu en 2011 à des études nationales sur différents partis ou mouvements populistes¹⁴³⁶, dont le Bloc identitaire. Ces données disponibles sur différents partis européens, toutes similaires, suivant un protocole d'acquisition des données constant, nous aurait fourni des éléments de comparaison ; le fait que des données sur le Bloc identitaire soient déjà disponibles nous permettaient également d'évaluer une évolution dans le temps. Cette méthode présentait néanmoins deux inconvénients majeurs. Premièrement, une différence dans la population visée, puisqu'il n'y avait pas d'assurance de toucher *les adhérents seulement*¹⁴³⁷. Deuxièmement, cette méthode comporte également le risque de ne pas toucher *tous les adhérents*, du fait d'un accès inégal à Internet ou d'une inscription inégale aux réseaux sociaux dans la population globale¹⁴³⁸. Notre échantillon aurait donc été biaisé, même en ne tenant compte que des données collectées sur les adhérents. Cela nous poussait donc à concentrer notre attention non plus sur les adhérents au parti ou mouvement, mais sur les soutiens en ligne de ces groupes, venant limiter cette fois les comparaisons dans le cadre national, puisque de telles données n'existent pas sur d'autres partis ou mouvements français. Alors que nous réfléchissions à une stratégie pour contourner ces biais potentiels, la plateforme *Facebook* a supprimé les pages officielles des Identitaires, le 3 mai 2018, ce qui a définitivement clos cette seconde voie.

Nous avons eu la chance cependant, d'avoir accès à des données issues de l'organisation elle-même. Lors de notre première phase de terrain, nous avons demandé à Rémi [2014_2], alors cadre du BI, si nous pouvions obtenir ces informations. Malgré un accord de principe obtenu à l'issue de l'entretien, il a fallu plusieurs relances avant qu'il ne demande finalement au secrétariat du BI et de GI de nous les transmettre. Malgré nos diverses relances en 2017/2018, nous n'avons pas obtenu de « mise à jour » de ces données pour les années suivantes¹⁴³⁹. Nous pensons que le contexte dans lequel nous les avons demandées en 2014 (pour enrichir un mémoire de master) était plus propice à ce partage des

¹⁴³⁵ Bartlett J., Birdwell J., Littler M., *The new face of digital populism*, 2011. [Consulté le 10/08/20] URL :

demosuk.wpengine.com/files/Demos_OSIPOP_Book-web_03.pdf?1320601634 Nous ne décrivons pas plus avant la méthode employée par les auteurs, présentée dans le rapport général, et de manière plus rapide dans les rapports sur chaque pays ou mouvement.

¹⁴³⁶ 14 organisations ont fait l'objet de cette enquête, dont le Bloc identitaire et le FN pour la France, la Ligue du Nord et Casapound pour l'Italie, l'English Defense League et le British National party pour le Royaume-Uni.

¹⁴³⁷ Les auteurs insistent sur ce point: « *Therefore, we take care not to claim at any point in the text that our sample represents or reflects the official views of the group, or indeed of its offline membership.* » (Bartlett J., Birdwell J., Froio C., *Populism in Europe : Casapound*, 2012, p. 53. [Consulté le 01/08/2020] URL : demosuk.wpengine.com/files/477a_Populism_Italy_web.pdf?1349355822). Un tri croisé provoque une baisse drastique de l'échantillon. Par exemple, pour CasaPound, parmi les 16.200 individus qui « aiment » la page de l'organisation, 423 ont répondu au questionnaire (2,6 %), et parmi ceux-là, seuls 20 % sont adhérents à l'organisation, soit 84 individus. Pour le Bloc identitaire, on dénombre 128 réponses pour 2340 « followers » (5,5 %) et parmi eux 32 % d'adhérents, soit 41 individus (un nombre inférieur au nombre de militants que nous avons rencontrés).

¹⁴³⁸ Limite là aussi relevée par les auteurs de l'enquête.

¹⁴³⁹ Des données nous ont été transmises sur le genre, mais ne précisent le genre que pour environ la moitié des adhésions, ce qui les rend inexploitable. Ces données partielles ne sont donc pas mobilisées dans la suite de l'étude.

informations qu'en 2017. Ces données concernent le genre et l'âge des adhérents, ainsi que leur niveau de diplôme et leur catégorie socio-professionnelle. Nous insistons sur le fait qu'elles présentent cinq faiblesses :

- 1) seules les proportions ont été partagées : la taille de l'échantillon¹⁴⁴⁰ est, elle, inconnue ;
- 2) l'absence de certaines variables est regrettable, notamment la variable religieuse qui semble avoir un rôle dans l'engagement identitaire ;
- 3) la construction des données, qui diffère d'une organisation à l'autre, pose également un certain nombre de problèmes méthodologiques et vient limiter l'analyse¹⁴⁴¹ ;
- 4) ces données ne sont pas exhaustives, les adhérents n'ayant pas l'obligation de partager l'ensemble de ces informations pour adhérer – cependant la proportion de réponses fournies/non fournies est inconnue ;
- 5) il faut garder un regard critique sur ces données, qui proviennent de l'organisation. Elles ont pu être manipulées en amont de leur transmission pour « corriger » des chiffres considérés comme potentiellement stigmatisants.

Pour toutes ces raisons, il ne faut pas les considérer comme autre chose que des données indicatives, ni leur accorder plus de crédibilité qu'elles n'en méritent.

C'est en gardant ceci à l'esprit que ces données sont exploitées, dans la mesure où elles fournissent des indications sans pareil sur la composition sociologique du mouvement identitaires. Pour mettre en lumière les spécificités des adhérents du Bloc identitaire (BI), il nous faut néanmoins un *produit de contraste*, des cas auxquels le comparer. Plusieurs possibilités s'offrent à nous. Nous avons écarté la comparaison avec d'autres mouvements sociaux, ou organisations, privilégiant la comparaison avec des partis politiques.

Nous avons écarté les comparaisons avec des mouvements sociaux, quand bien même des données étaient effectivement disponibles. En effet, les enquêtes menées sur les participants à ces mouvements le sont généralement lors de manifestations ponctuelles ou de mobilisations¹⁴⁴² : lors de mobilisations altermondialistes¹⁴⁴³, dans les mouvements des

¹⁴⁴⁰ Le cadre francilien qui nous a permis d'accéder à ces données a systématiquement rappelé aux deux secrétariats que le nombre total d'adhérents était une donnée « confidentielle ».

¹⁴⁴¹ Nous y reviendrons pour les variables analysées.

¹⁴⁴² Pour une présentation générale de ces travaux, voir : Fillieule O., Tartakowski D., *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, « Contester », 2008 (en particulier chapitre 4, p. 91-127) ; Sur les méthodes de recueil des données v. : Favre P., Fillieule O., Mayer N., « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de sciences politiques*, 47 (1), février 1997, p. 3-28.

¹⁴⁴³ Agrikoliansky E., Sommier I., *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Découverte, 2005 ; Fillieule O., Blanchard P., Agrikoliansky E., Bandler M., Passy F., Sommier I., « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian », *Politix*, 68, 2004, p. 13-48.

places¹⁴⁴⁴, ou lors des mobilisations des gilets jaunes¹⁴⁴⁵ par exemple. Deux éléments viennent cependant limiter la comparaison avec nos groupes. Premièrement, les individus rencontrés et interrogés lors de ces mobilisations apparaissent plus comme des sympathisants à une action que comme des adhérents à une organisation. Il est en tout cas difficile d'assimiler une population de participants à une mobilisation, plus proche des sympathisants, et une population d'adhérents. Les enquêtés n'ont pas le même statut, ni la même position vis-à-vis de l'organisation. Deuxièmement, la population présente à des mobilisations (locales) ne peut permettre de préjuger de la sociographie nationale du mouvement, ce qui implique un biais de sélection important dans la population. Ces deux dimensions se cumulant, la comparabilité entre ces études et nos données sur les adhérents identitaires paraît très limitée. Une piste plus féconde serait de comparer la sociographie des adhérents identitaires avec celles d'adhérents à d'autres organisations politiques de type associatif. Cependant, les données sont sur ce point restreintes et la comparabilité pas toujours évidente. Par exemple les données collectées par Éric Agrikoliansky sur la Ligue des droits de l'homme¹⁴⁴⁶, par Sophie Duchesne sur les Restos du cœurs et Amnesty international¹⁴⁴⁷ ou par Lilian Mathieu sur le CSF¹⁴⁴⁸ sont intéressantes mais posent la question de la pertinence de la comparaison, entre une organisation à visée politique et d'autres essentiellement sociales voire syndicales. Il aurait été intéressant de pouvoir comparer les adhérents aux organisations identitaires, à celles par exemple d'ATTAC, en tant que *leader* du mouvement altermondialiste. Malheureusement, les données disponibles sur les adhérents sont très lacunaires¹⁴⁴⁹.

Ayant écarté ces options, pour manque de comparabilité ou absence de données, nous comparerons donc les adhérents du Bloc identitaire aux adhérents des partis politiques. Cette comparaison nous paraît la plus pertinente, dans la mesure où à la date des données, le BI est bien référencé parmi les partis politiques et participe encore à des élections. Nous les comparerons donc aux adhérents de plusieurs partis, selon les données disponibles, à savoir :

¹⁴⁴⁴ Nez H., « Social Movements in Times of Crisis : Indignance and Occupiers in Europe », in : Accornero G., Fillieule O. (dir.), *Social Movements Studies in Europe. The State of the Art*, New York, Berghahn Books, 2016, p. 173-187 ; Siméant J., Pommerolle M.-E., Sommier I., *Observing Protest from a Place*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016 ; Collectif d'enquête, « Déclassement sectoriel et rassemblement public. Éléments de sociographie de Nuit Debout place de la République », *Revue française de science politique*, Vol. 67, n°4, 2017, p. 675-693.

¹⁴⁴⁵ Par exemple : Collectif, « "Gilets Jaunes" : une enquête pionnière sur la "révolte des revenus modestes" », *Le Monde*, 11/12/2018.

¹⁴⁴⁶ Agrikoliansky É., « Carrières militantes, et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1-2, 2001, p. 27-46.

¹⁴⁴⁷ Duchesne S., « Don et recherche de soi : l'altruisme en question aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 33, janvier 2003.

¹⁴⁴⁸ Mathieu L., « La Confédération syndicale des familles : une enquête régionale », *Le Mouvement Social*, n° 265, 2018, p. 55-70.

¹⁴⁴⁹ Les données disponibles ne concernent que la catégorie socioprofessionnelle, et remontent à 2002. (V. Rullière S., « Géographies militantes d'Attac », *Hérodote*, Vol. 113, n°2, 2004, p. 152-173.) Certaines données ont été publiées plus récemment mais on ne trouve que les effectifs totaux, sans plus de précision. (V. Stockemer D., *The micro and meso level of activism : a comparative study of Attac France and Germany*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013).

(1) la plus récente enquête sur le PS menée par Claude Dargent et Henri Rey en 2011¹⁴⁵⁰, au cours de laquelle ils avaient contacté les adhérents à partir du fichier du parti ; (2) la plus récente enquête sur le parti de la droite, des données datant de 2004 et réunies par Florence Haegel¹⁴⁵¹ suite à un questionnaire distribué lors d'un Congrès ; (3) les données disponibles sur le FN (âge et genre) datent de 2013 et sont issues de l'organisation elle-même¹⁴⁵² ; (4) les données disponibles sur un autre « petit parti », quoique de l'autre côté du spectre, la LCR et compilées en 2003 par Florence Johsua¹⁴⁵³. Nous écartons à dessein les données relatives aux adhérents de la République en Marche, pourtant disponibles¹⁴⁵⁴, car plus récentes et avec une adhésion de nature différente. De la même façon, nous comparerons les données relatives aux adhérents à Génération identitaire à celles (1) sur les adhérents aux MJS (2003/2005) et JP (2006) proposées par Lucie Bargel¹⁴⁵⁵ et (2) à des données collectées lors d'une enquête de l'IFOP auprès des « jeunes adhérents » (14 à 32 ans) du FN ou FNJ¹⁴⁵⁶.

2. Traits particuliers de l'adhérent identitaire

À partir des données collectées et via cet exercice comparatif, quelques traits saillants des adhérents identitaires émergent. Ils sont majoritairement masculins, bien qu'un processus de féminisation de cette base adhérente semble à l'œuvre (1), ils sont tendanciellement plus jeunes que les adhérents des autres partis politiques et mouvements de jeunesse (2) et plusieurs indices (niveau de diplôme et catégorie socio-professionnelle) permettent de formuler l'hypothèse qu'ils sont issus de classes plus modestes que les adhérents aux autres partis politiques (3).

1. Plus masculin que féminin

Les partis politiques sont historiquement peu féminisés, comme le soulignent Catherine Achin et Sandrine Levêque, qui notent un « faible engagement féminin dans ces structures [partisanes]¹⁴⁵⁷ », bien que leur proportion tende à augmenter¹⁴⁵⁸. L'Insee fournit

¹⁴⁵⁰ Dargent C., Rey H., « Sociologie des adhérents socialistes », *Les Cahiers du Cevipof*, Décembre 2014, n° 59, 76 p.

¹⁴⁵¹ Haegel F., *Les droites en Fusion Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013 ; Haegel F., « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, Vol. 59, n°1, 2009, p. 7-27.

¹⁴⁵² Elles ont été transmises par Nicolas Bay, alors secrétaire général adjoint du parti, aux auteurs. Crépon S., Lebourg N., « Le renouvellement du militantisme frontiste », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national, op. cit.*, p. 435-452.

¹⁴⁵³ Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015. (V. « Chapitre 1 – Sociographie des militants », p. 25-41).

¹⁴⁵⁴ Cautrès B., Lazar M., Pech T., Vitiello T., *La République en Marche : Anatomie d'un Mouvement*, Rapport pour Terra Nova, 08/10/2018. [Consulté le 01/08/20] URL : nova.fr/rapports/la-republique-en-marche-anatomie-d-un-mouvement

¹⁴⁵⁵ Bargel L., « Homogénéité et hétérogénéité des membres du Mouvement des jeunes socialistes et des Jeunes populaires. », *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepses, p. 54-67, 2014.

¹⁴⁵⁶ IFOP, « *Le Front de demain. Étude sociologique auprès des jeunes adhérents du FN* », Septembre 2016. [Consulté 01/08/20] URL : www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3473-1-study_file.pdf

¹⁴⁵⁷ Achin C., Levêque S., *Femmes en politique*, Paris, La Découverte « Repères », 2006, p. 50.

¹⁴⁵⁸ Pionchon S., Derville G., *Les femmes et la politique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2004, p. 22.

des chiffres sur les adhésions aux associations, dont les partis politiques. En 2013, parmi les femmes françaises, 39,9 % adhèrent à une association, tandis que 44,2 % des hommes sont concernés, des chiffres légèrement inférieurs¹⁴⁵⁹. Cependant, en 2013 comme en 2016, 1,6 % des hommes adhère à un parti politique contre seulement 0,8 % des femmes, ce qui engendrerait, en moyenne, une proportion d'environ 1/3 de femmes pour 2/3 d'hommes dans les partis politiques français. Cela se vérifie dans la plupart des partis et mouvements de jeunesse français (tableaux 4 et 5).

Tableau 4 -- Proportion d'adhérentes au BI et dans les autres partis français

Parti	BI (2013)	LCR (2002)	PS (2011)	UMP (2004)	FN (2013)
Adhérentes (%)	16 %	30 à 40 %	30 %	32 %	39 %

Sources : **BI** : données transmises par l'organisation ; **LCR** : Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015, p. 202 ; **PS** : Dargent C., Rey H., « Sociologie des adhérents socialistes », *Les Cahiers du Cevipof*, Décembre 2014, n° 59, p. 8 ; **UMP** : Haegel F., *Les droites en Fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 191 ; **FN** : Crépon S., Lebourg N., « Le renouvellement du militantisme frontiste », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N., *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2015, p. 441.

Tableau 5 - Proportion d'adhérentes à GI et dans les mouvements de jeunesse partisans

Parti	GI (2013)	MJS (2003-5)	JP (2006)	FNJ (2015)
Adhérentes (%)	36 %	37 %	31 %	37 %

Sources : **GI** : données transmises par l'organisation ; **MJS et JP** : Bargel L., « Homogénéité et hétérogénéité des membres du Mouvement des jeunes socialistes et des Jeunes populaires. », *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepses, 2014, p. 57 ; **FNJ** : IFOP, « Le Front de demain. Étude sociologique auprès des jeunes adhérents du FN », Septembre 2016. [Consulté 01/08/20] URL : www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3473-1-study_file.pdf

D'après les statistiques transmises par les secrétariats, cependant, les hommes restent « plus que majoritaires » au Bloc identitaire. En 2014, ils sont 84 % au BI (pour 16 % de femmes). Les femmes sont très sous-représentées parmi les adhérents du BI. En ce qui concerne les mouvements de jeunesse, l'enquête IFOP réalisée auprès des jeunes frontistes, évalue à 37 % la proportion de femmes dans l'organisation. En 2013, elles représenteraient 36 % des adhérents à Génération identitaire.

Du point de vue de la féminisation, les Identitaires présentent ainsi deux profils très différents. Si la part de femmes chez Génération identitaire est cohérente avec les chiffres des autres partis, la proportion d'adhérentes au Bloc identitaire est très inférieure à celle des autres partis politiques et à celle de son organisation de jeunesse. On peut attribuer cette évolution à deux mécanismes : l'adhésion serait plutôt le fait de *jeunes* femmes, qui

¹⁴⁵⁹ Burricand C., Gleizes F., « Trente ans de vie associative », *Insee Première*, n° 1580, janvier 2016, p. 1.

n'adhèreraient plus une fois adultes et/ou, une féminisation du mouvement serait en cours. Le mouvement identitaire serait pris dans un mouvement plus large, celui de la féminisation, qui concerne tendanciellement la plupart des partis français. Les enquêtes de Claude Dargent et Henri Rey montrent que la part de femmes au PS monte de 10 points entre 1985 et 2011 ; Florence Haegel note une féminisation de l'UMP, comme Nicolas Lebourg du Front national. D'autres enquêtes plus anciennes révèlent cette tendance de fond¹⁴⁶⁰. La féminisation des partis politiques a pu être renforcée par les évolutions législatives en faveur de la parité¹⁴⁶¹, mais elle est plus largement un enjeu pour les partis politiques qui doivent montrer leur « bonne volonté paritaire », pour Catherine Achin et Sandrine Lévêque¹⁴⁶². Au-delà du « besoin » de faire entrer des femmes dans l'organisation pour les transformer en candidates, induit par les lois sur la parité, il y aurait ainsi un avantage stratégique à une forte féminisation.

Étant donné la participation marginale du Bloc identitaire aux élections, il est peu probable que les évolutions législatives sur la parité en politique jouent un rôle prépondérant dans le phénomène de féminisation du mouvement identitaire. Comment expliquer alors cette différence entre l'organisation « adulte » et l'organisation « de jeunesse » ? Catherine Achin et Sandrine Lévêque attribuent la faible présence de femmes dans les partis à la faible prise en compte de leurs intérêts par les partis eux-mêmes, soulignant que la « faible reconnaissance institutionnelle des femmes par les partis politiques se prolonge par un faible engagement féminin dans ces structures¹⁴⁶³ ». Une hypothèse pour expliquer la féminisation, serait que ces intérêts sont mieux pris en compte par GI que par le BI. Les supports de communication des deux organisations viennent soutenir cette hypothèse¹⁴⁶⁴. Si le Bloc identitaire présente à sa fondation (2002) les femmes essentiellement comme des figures passives, des victimes à défendre, Génération identitaire, dès 2012, les transforme en acteurs politiques, faisant émerger la figure de la militante, qui se défend seule. Cette nouvelle figure féminine va endosser plusieurs potentialités dans le mouvement. Tout d'abord, elle vise à amener de nouvelles femmes dans l'organisation. La féminisation est donc un effet

¹⁴⁶⁰ Paoletti, M., « Femmes et partis politiques », in : Maruani M. (dir.), *Femmes, genre et sociétés. L'état des savoirs.*, La Découverte, 2005, p. 315-322 ; Pionchon S., Derville G., *Les femmes et la politique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2004.

¹⁴⁶¹ La loi n° 2000-493 du 6 juin 2000 met en place l'obligation de parité des candidatures présentées par des partis politiques (dispositions complétées par la loi du 17 mai 2013) et l'instauration de retenue financière pour les partis ne respectant pas cette obligation (les sanctions sont rehaussées en janvier 2007 et février 2008).

¹⁴⁶² Si bien que la proportion d'adhérentes est particulièrement sujette à caution : « Les partis politiques peuvent être tentés d'exagérer le pourcentage de femmes parmi leurs militants, afin de se faire valoir comme modernes et représentatifs de l'ensemble de la population. Les chiffres qu'ils diffusent doivent donc être analysés avec précaution » (Pionchon S., Derville G., *Les femmes et la politique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2004, p. 22.)

¹⁴⁶³ Achin C., Lévêque S., *Femmes en politique*, Paris, La Découverte « Repères », 2006, p. 29.

¹⁴⁶⁴ Cet argument a été développé plus en détails lors du 15^{ème} Congrès de l'AFSP dans une communication : Jacquet-Vaillant M., « "La militante" : figure de normalisation du mouvement identitaire français » (ST 69, juillet 2019).

recherché, ce qui s'accompagne d'une stratégie¹⁴⁶⁵. Ainsi, pour Génération identitaire, il semble bien que « la présence des femmes [...] constitue en effet un enjeu politique majeur¹⁴⁶⁶ », comme c'est le cas pour les autres partis politiques, non pas parce qu'ils recherchent des candidates mais parce que la féminisation va être un critère de « normalisation » du mouvement. Alors que le mouvement identitaire est généralement décrit comme viril¹⁴⁶⁷, au même titre que d'autres partis d'extrême droite au demeurant¹⁴⁶⁸, la féminisation va devenir un moyen d'adoucir l'image du mouvement. Une stratégie comparable a été mise en œuvre par Marine Le Pen. Pour certains chercheurs, la mise en avant de certaines dispositions considérées féminines par la présidente aurait participé à la stratégie de « dédramatisation » du parti¹⁴⁶⁹, de même que des évolutions de son discours voire de son programme¹⁴⁷⁰. Cette stratégie semble produire des effets électoraux sur ce segment de la population. Alors que les femmes apportaient moins leur suffrage au FN, le *radical-right gender gap*¹⁴⁷¹ tend à se réduire depuis 2012¹⁴⁷², du moins aux élections présidentielles¹⁴⁷³. Cet objectif de "normalisation" est assumé chez les militants identitaires. Dès 2007, une militante évoquait la féminisation comme moyen de lutter contre « l'extrémisation¹⁴⁷⁴ » du mouvement. Un permanent expliquait en 2019 que la féminisation « participe à nous normaliser, à adoucir un peu l'image » [Alexandre, 2019_1]. Pour autant, il n'est pas question que les femmes y deviennent majoritaires, comme le souligne Justine

¹⁴⁶⁵ En plus de la communication, cela s'observe dans les pratiques des militantes : elles organisent des soirées spécialement dédiées aux « nouvelles », pour « attirer » des filles (Charlotte), ouvrent des espaces de discussion pour les femmes identitaires (groupes facebook par exemple) ou encore organisent des événements entre filles (randonnées, etc.).

¹⁴⁶⁶ Achin C., Levêque S., *Femmes en politique*, Paris, La Découverte « Repères », 2006, p. 49.

¹⁴⁶⁷ Blum A., « Men in the Battle for the Brains: Constructions of Masculinity Within the "Identitary Generation" », in : Köttig M., Bitzan R., Petö A., *Gender and far-right politics in Europe*, 2017 ; Bouron S., « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires. » in : Bouron, Drouard (dir.), *Les beaux quartiers de l'extrême droite*, Agone, Marseille, 2014 ; Bouron S., « Des « fachos » dans les rues aux « héros » sur le web », *Réseaux*, Vol. 202-203, n°2, 2017 ; Casajus E., « Les Identitaires ou l'art de négocier avec le sens des signes », *Oscillations, revue d'art et de sciences humaines*, 2012, p. 54-61.

¹⁴⁶⁸ Avanza M., « Un parti qui 'l'a dure'. Les 'Femmes Padanes' dans la Ligue du Nord », in : Fillieule O., Roux P. (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 ; Crépon S., *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau monde éditions, 2012.

¹⁴⁶⁹ Boudillon J., « Une femme d'extrême droite dans les médias. Le cas de Marine Le Pen », *Mots. Les langages du politique*, n°78, 2005 ; Scrinzi F., « Gender and women in the Front National discourse and policy. From 'mothers of the nation' to 'working mothers' ? », *New formations. A journal of culture/theory/politics*, n°91, 2017 ; Matonti F., *Le genre présidentiel. Enquête sur l'ordre des sexes en politique*, Paris, La Découverte, 2017.

¹⁴⁷⁰ Sur des sujets de mœurs : Crépon S., « La politique des mœurs au Front National », Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national, op. cit.*, p. 185-206. Sur la question migratoire : de Lange S., Mügge L., « Gender and Right-Wing Populism in the Low Countries : Ideological Variations across Parties and Times », *Patterns of Prejudice*, Vol. 49, n°1-2, 2015, p. 61-80.

¹⁴⁷¹ V. Givens T., « The Radical Right Gender Gap », *Comparative Political Studies*, 37 (1), 2004, p. 30-54.

¹⁴⁷² Amengay A., Durovic A., Mayer N., « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », *Revue française de science politique*, Vol. 67, n° 6, 2017, p. 1075-1076 ; Mayer N., « Le plafond de verre électoral entamé, mais pas brisé », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national, op. cit.*, p. 308-309.

¹⁴⁷³ Le constat est plus nuancé en ce qui concerne les élections intermédiaires. (V. Mayer N., « The Closing of the Radical Right Gender Gap in France ? », *French Politics*, Vol. 13, n°4, 2015, p. 391-414 ; Mayer N., « Les électeurs du Front national (2012-2015) », in : Gougou F., Tiberj V. (dir.), *La déconnexion électorale. Un état des lieux de la démocratie française*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2017, p. 69-76 ; Sénac R., Parodi M., « "Gender Gap à la française" : recomposition ou dépassement ? », *Revue française de science politique*, Vol. 63, n°2, 2013, p. 225-248.)

¹⁴⁷⁴ Delestrée M., « Monde militant : quelle place pour les femmes ? », *ID Magazine*, n°9, 2007, p. 10.

[2017_26], membre du Bureau national de GI : « Il faut que ça reste à la marge quand même. Je pense que GI ne pourrait pas être un mouvement strictement féminin ».

Cette réserve est également perceptible à travers la (faible) féminisation des instances dirigeantes de GI. En 2019, parmi les membres du Bureau national, une femme siège parmi les 8 membres. De la même façon, les femmes sont très peu nombreuses au sein des bureaux locaux (celui de Paris compte une femme parmi 7 membres, celui de Lyon n'en compte aucune pour 9 membres). Au cours du terrain, il n'a été fait mention que d'un cas de femme à la tête d'une fédération, situation qui n'a par ailleurs pas duré et était considérée comme problématique par d'autres cadres et permanents du mouvement.

La féminisation des instances dirigeantes a d'abord été le fait de partis situés à gauche de l'échiquier politique, comme le soulignent Sylvie Pionchon et Grégory Derville¹⁴⁷⁵. En 2003, à gauche, les femmes sont majoritaires dans certains exécutifs partisans (PC, Les Verts) ou la féminisation y est entamée (PS). A l'inverse, elles sont moins de 15 % dans les exécutifs de l'UDF et de l'UMP, 22 % dans celui du FN. En comparant ces chiffres aux proportions d'adhérentes, Catherine Achin et Sandrine Lévêque soulignaient que la « logique discriminante reste vraie dans les partis politiques de droite, [mais est] remise en question à gauche. Les femmes y sont désormais plus nombreuses au sommet qu'à la base de l'organisation¹⁴⁷⁶ ». Aujourd'hui, un rattrapage est visible chez les Républicains, 39 % des sièges au Bureau politique étant occupés par des femmes¹⁴⁷⁷. Quant au FN, si le parti est présidé par une femme, Marine Le Pen est la seule présente au Bureau exécutif¹⁴⁷⁸, qui compte 10 membres. Le Bureau national¹⁴⁷⁹ compte 12 femmes pour 41 membres. S'il reste loin de la parité, le chiffre est néanmoins en progression depuis 2003. En comparaison de ces partis, les Identitaires ne font donc que peu de place aux femmes dans les instances dirigeantes.

La féminisation, si elle est apparente dans la proportion d'adhérentes en hausse au sein de GI, voire dans la présence de militantes sur le terrain, ce qui permet de revendiquer une normalisation du mouvement, n'a pas atteint les instances dirigeantes du parti : les femmes en restent majoritairement exclues. Cela tient à des représentations genrées de la division du travail militant.

¹⁴⁷⁵ Pionchon S., Derville G., *Les femmes et la politique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2004, p. 23.

¹⁴⁷⁶ Achin C., Lévêque S., *Femmes en politique*, Paris, La Découverte « Repères », 2006, p. 51.

¹⁴⁷⁷ Sur 106 membres du Bureau politique des Républicains, nous avons dénombré 42 femmes. La liste des personnes y siégeant est en ligne sur le site du parti [Consulté le 04/08/19] URL : www.republicains.fr/republicains/nos-instances

¹⁴⁷⁸ La liste des membres du Bureau exécutif est disponible sur le site du Rassemblement national. [Consulté le 04/08/19] URL : rassemblementnational.fr/instances/bureau-executif/

¹⁴⁷⁹ La liste des membres du Bureau national est disponible sur le site du Rassemblement national, [Consulté le 04/08/19] URL : rassemblementnational.fr/instances/bureau-national/

2. Des adhérents « plus jeunes » que les autres

Dans *Les citoyens qui viennent*, Vincent Tiberj décrit l'évolution du rapport à la politique en réalisant une analyse par cohortes. Il souligne d'une part que « le rapport au vote est bien en train de changer, avec des cohortes votant plus systématiquement remplacées par des générations du vote intermittent¹⁴⁸⁰ ». D'autre part, il montre que le fait de légitimer ou de recourir à la politique protestataire est plus probable chez les plus jeunes :

« qu'il s'agisse de pétitionner, boycotter, manifester ou de recourir à des moyens d'action plus durs, parfois à la limite de la légalité, plus une cohorte est née récemment plus ses membres ont de chance de les reconnaître comme des manières normales de s'exprimer en politique et pourront les utiliser¹⁴⁸¹ »

Ces conclusions viennent confirmer et préciser des travaux passés. Si le désengagement politique des jeunes est un *gimmick* bien connu, en 2001 déjà, Anne Muxel invitait à le nuancer, arguant que les jeunes n'étaient pas « absents » de la politique, mais plutôt présents à leur façon. Ils sont plus probablement « hors-jeu de la décision électorale », mais pas « dépolitisés » pour autant. Elle montrait que ce sont les modalités de participation qui ont évolué :

« Les contenus de leur engagement et de leur intérêt ont changé. Les formes d'implication et les thèmes qui peuvent conduire à leur implication se sont déplacés. Les partis politiques n'attirent plus et suscitent de la méfiance. [...] [Leur socialisation politique] suppose un mode de participation de plus en plus orienté par des actions ponctuelles et ciblées, selon les enjeux et les intérêts spécifiques de certains groupes, certaines catégories sociales, ou même en fonction d'intérêts individuels¹⁴⁸² »

Les chercheurs semblent s'accorder sur l'idée que ces cohortes plus récentes sont plus susceptibles de soutenir voire de participer à des mobilisations collectives et protestataires¹⁴⁸³.

Ainsi, plus un parti / mouvement de jeunesse soutient, promeut voire met en œuvre un engagement protestataire, plus sa structure d'âge devrait être jeune et inversement, moins il les promeut, plus cette structure devrait être âgée. Concernant les partis de notre échantillon, nous pourrions faire l'hypothèse que le BI et GI, mais aussi la LCR, aux modes d'actions moins conventionnels, plus protestataires, ou soutenant des engagements plus

¹⁴⁸⁰ Tiberj V., *Les citoyens qui viennent*, PUF, 2017, p. 141.

¹⁴⁸¹ *Ibid.*, p. 146.

¹⁴⁸² Muxel A., *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences Po, 2001, p. 48.

¹⁴⁸³ *Ibid.*, p. 47-50. La question émerge sous la plume d'Annick Percheron, qui soutient que, pour comprendre la participation politique des jeunes, il faut décentrer le regard de la seule politique électorale (V. Percheron A., « Avec l'âge » in : Percheron A., Rémond R. (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1992). Voir également : Bantigny L., « De mai 68 au mouvement anti-CPE filiations et ruptures dans la mobilisation de la jeunesse », in : Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 162-179 ; Bréchon P., « L'abstention de puissants effets de génération ? » in : Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 91-111 ; Muxel A., *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil, 2010. Cela ne signifie pas qu'ils sont les seuls à s'y adonner : V. Goerres A., « Qu'est-ce qui pousse les personnes âgées à manifester ? », MuxelA.(dir.), *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 197-212.

protestataires, devraient avoir une structure d'âge plus jeune que les autres partis / mouvements de jeunesse.

Cette hypothèse semble effectivement confirmée par la pyramide des âges. Une spécificité des adhérents identitaires est d'être plus jeunes que les adhérents des autres partis ou mouvement de jeunesse ici considérés. La comparaison des données transmises par les secrétariats avec celles disponibles pour les autres partis politiques et organisations de jeunesse le suggère. Malheureusement, la construction de l'indicateur, qui varie selon les partis, vient limiter la comparabilité des données (tableau 6).

Tableau 6 - Pyramide des âges du BI et d'autres partis français

Échelle principale	Échelle secondaire	BI (2013)	LCR (2002)	PS (2011)	UMP (2004)	FN (2013)	Pop française (>15 ans)
	25 ans et moins	10 %					16,1 %
Moins de 30 ans			25 %	10 %	20 %	29,3 %	22 %
	26-35 ans	21 %					15,1 %
30-39 ans			22 %	13 %	10 %	34,2 %	15,5 %
	36-50 ans	39 %					24,9 %
40-49 ans			28 %	16 %	12 %		17 %
50-59 ans			21 %	23 %	25 %		16 %
	51-65 ans	20 %				18,1 %	23,6 %
60-69 ans			3,5 %	28 %	21 %		13,8 %
	65 ans et plus	10 %				18,4 %	20,2 %
70 ans et plus			0,5 %	10 %	12 %		15,7 %
Total		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 % / 100 %

Lecture : Les cases beiges permettent d'identifier les tranches surreprésentées par rapport à la population française de plus de 15 ans.

Sources : **BI** : données transmises par l'organisation ; **LCR** : Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015, p. 40 ; **PS** : Dargent C., Rey H., « Sociologie des adhérents socialistes », *Les Cahiers du Cevipof*, Décembre 2014, n° 59, p. 8 ; **UMP** : Haegel F., *Les droites en Fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 201 ; **FN** : Crépon S., Lebourg N., « Le renouvellement du militantisme frontiste », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N., *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2015, p. 441. **Population française** : INED.

La structure d'âge du BI paraît plus proche de celles du FN et de la LCR que de celles du PS et de l'UMP. La surreprésentation de certaines classes d'âge par rapport à la population française vient en donner un premier indice. Les adhérents du BI sont surreprésentés chez les 26-35 ans, chez les 36-50 ans et sous-représentés chez les 51-65 ans et 65 ans et plus. Les adhérents du BI sont donc structurellement plus jeunes que la population française. Au FN, les 15-50 ans sont surreprésentés parmi les adhérents, de même qu'à la LCR, les 15-59 ans. Là aussi, les adhérents sont plus jeunes que la population française. À l'opposé, parmi les adhérents de l'UMP et du PS, les 50-59 ans et 60-69 sont surreprésentés (alors même que, dans le cas de l'UMP, la double appartenance est automatique entre les Jeunes populaires et l'UMP, ce qui n'est pas le cas pour le PS, ni pour le Bloc identitaire). En comparaison de la population française, les adhérents sont plus jeunes au BI, à la LCR et au FN, mais plus âgés au PS et à l'UMP.

En comparant les partis eux-mêmes, nous remarquons que la proportion d'adhérents de plus 50 ans regroupe la majorité des adhérents du PS et de l'UMP mais environ 1/3 de ceux du FN et du BI, et ¼ de ceux de la LCR (tableau 7). En cela, les adhérents du BI apparaissent plutôt jeunes au regard des grands partis de la scène politique, avec une structure d'âge proche de celles du FN et de la LCR.

Tableau 7 - Proportion d'adhérents de plus de 50 ans au BI et dans les différents partis

Parti	BI (2013)	LCR (2002)	PS (2011)	UMP (2004)	FN (2013)
Adhérents de 50 ans et plus	30 %	25 %	61 %	58 %	36,5 %

Sources : BI : données transmises par l'organisation ; LCR : Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015, p. 40 ; PS : Dargent C., Rey H., « Sociologie des adhérents socialistes », *Les Cahiers du Cevipof*, Décembre 2014, n° 59, p. 8 ; UMP : Haegel F., *Les droites en Fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 201 ; FN : Crépon S., Lebourg N., « Le renouvellement du militantisme frontiste », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N., *Les faux-semblants du Front national*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2015, p. 441.

Concernant les organisations de jeunesse, les informations sont plus imprécises et plus difficiles à comparer, du fait des possibilités d'adhésion différentes (tableau 8). Comme le souligne Lucie Bargel, les adhésions au MJS concernent les 15 et 29 ans, mais au JP, ce sont les 16 à 30 ans, quand GI acceptent les adhésions (en 2014) sans préciser d'âge minimal et jusqu'à 30 ans. La chercheuse souligne que les structures d'âge sont similaires dans les deux cas, sans donner de chiffres précis sur ce point, notant qu'il y a environ 1/3 de plus de 25 ans et donc 2/3 de moins de 25 ans. L'enquête sur les jeunes adhérents FN/FNJ porte spécifiquement sur les adhérents de 14 à 32 ans et propose une répartition similaire. La structure d'âge de GI marque de nouveau un certain rajeunissement avec une plus forte proportion de moins de 25 ans.

Tableau 8 - Pyramide des âges de GI et des mouvements de jeunesse partisan

Parti	GI (2013)	MJS (2003-5) / JP (2006)	FNJ (2015)
Moins de 25 ans	77 %	≈ 67 %	63 %
25 ans et plus	23 %	≈ 33 %	37 %

Sources : GI : données transmises par l'organisation ; MJS et JP : Bargel L., *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, « Nouvelle bibliothèque de Thèses », p. 285 ; FNJ : IFOP, « Le Front de demain. Étude sociologique auprès des jeunes adhérents du FN », Septembre 2016. [URL : www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3473-1-study_file.pdf]

Les adhérents identitaires semblent plus jeunes que les adhérents des autres partis ou mouvements de jeunesse, à l'exception notable de la LCR. Cela tend donc à confirmer, au niveau des organisations, le lien tracé entre les cohortes récentes (et donc ici les plus jeunes adhérents) et le soutien / la participation aux actions protestataires.

3. Les Identitaires : un profil plus « populaire »

La distribution originale des diplômes et les données sur les catégories socio-professionnelles nous mènent à faire l'hypothèse que les adhérents identitaires sont moins dotés en capitaux culturels et/ou économiques que ceux des autres partis français.

3.1. Une distribution originale des diplômés

Comme le montre Sandrine Nicourd, en exploitant l'enquête *Histoire de Vie* menée par l'INSEE en 2003, les individus qui s'engagent dans une association appartiennent « au même monde social [celui des] professions intermédiaires dans sa partie la plus diplômée¹⁴⁸⁴ ». Ainsi, les personnes les plus susceptibles de s'engager seraient aussi les plus diplômées. Une hypothèse serait donc que les adhérents des partis politiques soient, de la même manière, plus diplômés que la moyenne des Français.

Par ailleurs, Nonna Mayer note que « les attitudes ethnocentristes et autoritaires sont étroitement liées au niveau d'instruction », du fait que « faire des études ouvre sur les autres cultures, forge la capacité à raisonner de manière autonome, à refuser les simplifications et les préjugés¹⁴⁸⁵ ». Elle illustre cela par la structure de l'électorat du Front national : plus un individu est diplômé, moins il est probable qu'il vote pour le candidat du FN (que ce soit Marine Le Pen ou Jean-Marie Le Pen¹⁴⁸⁶). Ainsi, en 2017, l'électorat de Marine Le Pen s'avère moins diplômé que celui d'Emmanuel Macron, ou de François Fillon¹⁴⁸⁷... Dans cette étude, l'hypothèse correspondante, concernant non plus les électeurs mais les adhérents du BI, serait que ces derniers sont moins diplômés que ceux des autres partis politiques. En liant ces deux hypothèses, nous nous attendons à trouver au BI des individus **plus diplômés que la population générale, mais moins diplômés que la population des adhérents aux autres partis politiques**. Ils présenteraient donc cette particularité vis-à-vis des autres partis et non dans l'absolu.

Le tableau 9 réunit les informations relatives au diplôme le plus élevé obtenu par les adhérents au Bloc identitaire, au PS, à l'UMP et au sein de la population française. Ces données ne sont pas disponibles concernant les adhérents du FN, ni concernant les adhérents

¹⁴⁸⁴ Nicourd S., « Qui s'engage aujourd'hui ? Regards sociologiques sur la participation », *Informations sociales*, Vol. 145, n°1, 2008, p. 107.

¹⁴⁸⁵ Mayer N., « Le plafond de verre électoral entamé, mais pas brisé », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., p. 307.

¹⁴⁸⁶ Mayer N., « L'électorat Marine Le Pen 2012 : un air de famille », 25 /04/12. [Consulté le 07/08/14] URL :

sites.google.com/a/iepg.fr/trielec/resultats-analyses/enquetes-pre-electorales/vague-t1---jour-du-vote-du-1er-tour/l-electoratmarinelepen2012unairdefamille ; Mayer N., « Le plafond de verre électoral entamé, mais pas brisé », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., p. 308-309 ; Sur la présidentielle de 2017, cette dimension a également été confirmée : Amengay A., Durovic A., Mayer N., « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », *Revue française de science politique*, Vol. 67, n° 6, 2017, p. 1075-1076.

¹⁴⁸⁷ Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielles et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

de la LCR¹⁴⁸⁸. Les adhérents de Génération identitaire sont exclus de cette étude à double titre : d'une part parce qu'ils sont nombreux à être encore étudiants, ce qui rend le déclaratif peu significatif¹⁴⁸⁹ et d'autre part parce que la structure des statistiques transmises ne permet guère de comparaison¹⁴⁹⁰.

Tableau 9 - Diplôme le plus élevé chez les adhérents du BI et des autres partis

Parti	BI (2013)	PS (2011)	UMP (2004)	Pop. française (2016)
Inférieur au Baccalauréat	30	27	27	47,4
Niveau Baccalauréat	50	16	18	17,8
Supérieur au Baccalauréat	20	39	55	34,5
<i>Non communiqué</i>	<i>nd</i>	8	<i>nd</i>	0,3

Sources : **BI** : données transmises par l'organisation ; **PS** : Dargent C., Rey H., « Sociologie des adhérents socialistes », *Les Cahiers du Cevipof*, Décembre 2014, n° 59, p. 8 ; **UMP** : Haegel F., « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, 2009/1 (Vol. 59), p. 20 ; **Population française** : Insee Références, « Tableaux de l'économie française », Éditions 2018, p. 104-105. *nd* : non disponible.

La première hypothèse semble confirmée. Les individus sans qualification ou avec une qualification inférieure au Baccalauréat sont moins nombreux dans les partis politiques que dans le reste de la population française. Il y a une forte sous-représentation des individus pas / peu diplômés dans les partis, y compris au Bloc identitaire. Ils représentent près de la moitié de la population mais jamais un tiers des effectifs partisans.

La seconde hypothèse apparaît elle aussi confirmée. La part d'individus ayant un niveau de qualification supérieur au Baccalauréat est plus grande au sein du PS et de l'UMP (quoique dans des dimensions différentes) par rapport à la population française. Leurs adhérents sont plus diplômés que la moyenne des Français. Les adhérents du BI, eux, ne sont que 20 % à déclarer un diplôme de l'enseignement supérieur, un chiffre très inférieur au niveau des deux autres partis politiques (-19 à -35 points). De manière plus surprenante, ce chiffre est également inférieur à la moyenne de la population française (-14 points), tandis que la proportion d'individus dont le baccalauréat est le plus haut diplôme apparaît disproportionnée. Alors qu'UMP et PS présentent des proportions proches de la moyenne nationale, le BI compterait 50 % d'adhérents dont le bac est le plus haut niveau de diplôme.

Il semble que les adhérents du BI soient plus nombreux à être diplômés que la moyenne des Français, dans des niveaux comparables aux adhérents des autres partis, mais à des niveaux moins élevés que la population générale et que les adhérents des partis en

¹⁴⁸⁸ Il est donc impossible de les comparer, ce qui est dommage d'autant plus que les structures d'âge montraient des proximités... et que la variable « âge » n'est pas étrangère à la variable « diplôme ».

¹⁴⁸⁹ Un étudiant en cours de troisième année de licence déclarerait toujours le Bac comme diplôme le plus élevé.

¹⁴⁹⁰ Les réponses sont divisées entre « Études supérieures » (56 %), « Filières professionnelles et techniques » (37 %) et « Sans qualification » (7 %).

particulier. Cette structure est encore plus particulière que celle attendue à partir des deux hypothèses. Elle s'avère d'autant plus surprenante que la population adhérente du Bloc identitaire est structurellement plus jeune que la population française et que celles du PS/UMP : alors que le niveau de diplôme augmente au fil des générations, celui des adhérents du BI, tendanciellement plus jeunes, apparaît plus bas. Il faudrait pouvoir affiner cela avec des tris croisés des différentes populations en fonction des âges et niveaux de diplôme, ce que les données disponibles ne permettent pas. Une hypothèse explicative peut toutefois être proposée. Comme le souligne le rapport de l'INSEE, deux autres facteurs sont fortement corrélés au niveau d'étude d'un individu : le niveau de diplôme de ses parents d'une part et la catégorie socioprofessionnelle de son père d'autre part¹⁴⁹¹. Ces informations ne sont pas disponibles pour les adhérents identitaires, cependant, étant donné la division de cette population selon le niveau de diplôme, nous pouvons faire l'hypothèse que les origines sociales des adhérents du BI sont *tendanciellement* plus populaires que celles des adhérents du l'UMP ou du PS, ce qui là encore demande des analyses que l'imprécision des données ne permet pas.

Finalement, les adhérents du Bloc identitaire semblent présenter des proximités de ce point de vue avec les électeurs FN. De la même façon que les électeurs FN sont parmi les « moins diplômés » des électeurs, les adhérents du BI sont parmi les « moins diplômés » des adhérents. Ces similitudes de structure interrogent plus largement sur l'existence d'une adhésion particulière aux partis d'extrême droite. L'effet diplôme perçu sur le vote semble également exister sur l'adhésion.

3.2. La difficile exploitation des données sur les catégories socio-professionnelles

Les informations transmises par le secrétariat du Bloc identitaire sur la répartition des adhérents selon les catégories socio-professionnelles sont très insuffisantes : « On a à peu près autant de cadres moyens que d'employés, de retraités que d'étudiants, 10 % de chômeurs¹⁴⁹² ». Face à des données aussi imprécises, seules des suppositions sont permises : puisque 10 % de la population est âgé de plus de 65 ans et plus, il y aurait au moins 10 % de retraités (et d'étudiants), si bien que l'organisation compterait environ 35 % d'employés et de « cadres moyens¹⁴⁹³ ». Ces estimations sont réunies dans le tableau 10.

¹⁴⁹¹ Deux facteurs qui, eux-mêmes, ne sont pas sans lien.

¹⁴⁹² Échanges par mail avec le secrétariat du Bloc identitaire.

¹⁴⁹³ Cette catégorie appartient à l'ancienne classification PCS... aujourd'hui répartie entre les catégories 3 et 4 (CPIS et Professions intermédiaires), c'est ainsi qu'elle figure dans les tableaux 10 et 11.

Deux autres difficultés viennent s'ajouter à cette piètre qualité des données. Premièrement, l'absence d'information sur le Front national. Deuxièmement, la construction différente des données disponibles sur les autres partis. Florence Johsua divise la population des adhérents de la LCR entre actifs (CSP + chômeurs) et inactifs (retraités, étudiants), dans une perspective assez proche de ce que propose le BI. Pour le PS et l'UMP, les auteurs proposent une classification des adhérents en CSP, où les retraités sont répartis en fonction du dernier emploi exercé avant retraite. Par ailleurs, le PS compte 38 % de retraités mais la proportion d'étudiants n'est pas précisée. Idem pour l'UMP, Florence Haegel ne précise aucun des deux.

Tableau 10 - Composition sociale du BI, des autres partis et de la population générale

	BI (2013)	LCR (2002)	PS (2011)	UMP (2004)	Pop. Française (2013)
Agriculteurs, exploitants agricoles	<i>nd</i>	0,1%	<i>nd</i>	12%	1%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	<i>nd</i>	1,5%	<i>nd</i>		3,3%
Cadres et prof. intellectuelles supérieures	<i>est. 35%</i>	34,6%	38%	43%	9,3%
Professions intermédiaires		19,9%	36%	18%	13,5%
Employés	<i>est. 35%</i>	15,3%	14%	26%	16%
Ouvriers	<i>nd</i>	7,1%	3%	2%	12,3%
Retraités	<i>est. 10%</i>	4,3%	38%	<i>nd</i>	
Étudiants	<i>est. 10%</i>	11,8%	<i>nd</i>	<i>nd</i>	8,4%
Chômeurs	10%	4,6%	<i>nd</i>	<i>nd</i>	
Autres	<i>nd</i>	<i>nd</i>	9%	<i>nd</i>	

Sources : **BI** : estimations à partir des données transmises par l'organisation ; **LCR** : Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015, p. 27 ; **PS** : Dargent C., Rey H., « Sociologie des adhérents socialistes », *Les Cahiers du Cevipof*, Décembre 2014, n° 59, p. 8 et p. 13 ; **UMP** : Haegel F., *Les droites en Fusion. Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 210 ; **Population française** : Insee, Enquête emploi 2013. *nd* : non disponible.

Nous sommes face à des données peu (voire pas) construites par l'organisation, inexistantes, ou construites différemment par les chercheurs. Leur comparabilité est de ce fait très limitée. Le taux de chômeurs est proche de la moyenne nationale pour 2013 et il y a apparemment une surreprésentation des employés par rapport aux autres partis politiques et à l'ensemble de la population française, ainsi qu'une forte sous-représentation des CPIS et professions intermédiaires par rapport aux autres partis (environ 1/3 des adhérents du BI mais systématiquement plus de la moitié des adhérents aux autres partis politiques). Nous pouvons faire l'hypothèse que les adhérents du BI sont tendanciellement issus de catégories sociales plus modestes¹⁴⁹⁴ que les adhérents aux autres partis, mais la construction des données et l'impossible comparaison interdisent toute conclusion ferme sur ce point.

¹⁴⁹⁴ Cette idée repose sur le fait que le niveau de vie et le taux de pauvreté sont corrélés à la CSP (V. Argouarc'h J., Cazenave-Lacrouts M.-C., « Les niveaux de vie en 2015 », *Insee Première*, n° 1655. - V. en particulier figures 4 et 5).

Pour Génération identitaire (tableau 11), les données sont plus détaillées, mais également limitées du fait d'improbabilités statistiques (notamment une absence totale de « professions intermédiaires » et d'« ouvriers ») qui laissent à nouveau supposer que les données sont mal construites par l'organisation. Cela conduit à formuler des hypothèses hasardeuses et invérifiables¹⁴⁹⁵. Du fait de ces limites, nous focaliserons l'analyse sur la proportion d'étudiants.

Tableau 11 - Composition sociale de GI, des autres mouvements de jeunesse partisans et de la population française (15 à 29 ans).

	GI (2013)	MJS (2003-5)	JP (2006)	FNJ (2015)	Pop. française (15-29 ans)
Agriculteurs, exploitants agricoles	nd	nd	nd	2 %	0,3 %
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise		nd	nd		1,2 %
Cadres et prof. Intellectuelles supérieures (CPIS)	27 %	nd	nd	10 %	4,9 %
Professions intermédiaires	nd	nd	nd	18 %	12,4 %
Employés	32 %	nd	nd	30 %	17,2 %
Ouvriers	nd	nd	nd		14,4 %
Étudiants	34 %	60 %	54 %	29 %	38,1 %
Chômeurs	7 %	nd	nd	11 %	-

Sources : *GI* : données transmises par l'organisation ; *MJS et JP* : Bargel L., Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique, Paris, Dalloz, « Nouvelle bibliothèque de Thèses », p. 288 ; *FNJ* : IFOP, « Le Front de demain. Étude sociologique auprès des jeunes adhérents du FN », Septembre 2016. [URL : www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3473-1-study_file.pdf] ; *Population française de 15 à 29 ans* : Insee, Enquête emploi 2013. *nd* : non disponible.

L'étude de Lucie Bargel ne permet de connaître que la proportion d'étudiants dans les effectifs militants. Cependant, ce chiffre s'avère à lui seul révélateur. Comme le soulignait l'auteure, « les membres des organisations de jeunesse [JP et MJS] se distinguent [...] de leur classe d'âge par une plus grande proportion d'étudiants parmi eux¹⁴⁹⁶ », rappelant que « poursuite d'études plus longue et recul de la mise en couple comme de la naissance d'enfants, sont caractéristiques des jeunes de milieux sociaux favorisés¹⁴⁹⁷ ». Les étudiants sont moins nombreux chez Génération identitaire que chez les JP et MJS, et ce, alors que les militants de GI sont tendanciellement plus jeunes que ceux des deux organisations de jeunesse. À rebours de l'analyse de Lucie Bargel, nous faisons l'hypothèse que les adhérents identitaires sont tendanciellement issus de milieux plus modestes que les adhérents aux organisations de jeunesse du PS et de l'UMP. Sur la proportion d'étudiant, c'est

¹⁴⁹⁵ La première catégorie (réunissant déjà les catégories PCS 2 et 3) pourrait compter aussi la PCS 4 et que les chiffres déclarés pour la PCS 5 concernent en fait les PCS 5 et 6.

¹⁴⁹⁶ Bargel L., « Homogénéité et hétérogénéité des membres du Mouvement des jeunes socialistes et des Jeunes populaires. », *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepses, 2014, p. 55.

¹⁴⁹⁷ *Ibid.*

apparemment aux adhérents du FN/FNJ que les adhérents de GI « ressemblent » le plus¹⁴⁹⁸. Si les données de cette enquête sont plus solides, les catégories proposées limitent à nouveau la comparabilité¹⁴⁹⁹.

La légère sous-représentation par rapport à la population française du même âge vient renforcer ce constat. Nous faisons l'hypothèse que la période d'étude des adhérents à GI est moins longue¹⁵⁰⁰, et donc qu'ils entrent plus tôt que la moyenne des jeunes français sur le marché de l'emploi.

*

Colette Ysmal décrivait ainsi le FN de 1978 : « un parti **masculin et jeune** [...] s'il présente bien certains traits d'un parti conservateur classique, présente aussi des caractéristiques originales : sa **jeunesse**, son caractère notablement **plus populaire**¹⁵⁰¹ ». Nos données viennent mettre en lumière quelques traits saillants de l'adhérent identitaire et nous retrouvons les particularités du FN d'alors. L'adhérent est lui aussi majoritairement **masculin**, bien que nous ayons observé un processus de féminisation de sa base militante (ce qui ne le distingue pas des autres partis politiques), sans que cela se traduise par une féminisation des cadres (ce qui le distingue des autres partis). L'adhérent au BI est tendanciellement **plus jeune** que les adhérents du PS et de l'UMP, et ressemble plus de ce point de vue à l'adhérent de la LCR et du FN ; il en va de même en comparant les organisations de jeunesse. Enfin, à partir de la répartition des adhérents par niveau de diplôme et par catégorie socio-professionnelle, nous avons formulé l'hypothèse que les adhérents identitaires étaient issus d'un monde social différent de celui des autres adhérents aux partis politiques, marqué notamment par la moindre détention de capitaux symboliques et/ou économiques. L'adhérent identitaire serait donc, lui aussi, **plus populaire**.

¹⁴⁹⁸ La proximité GI/FN s'amplifie si l'on considère que dans les déclarations de GI (1) les « cadres et chefs d'entreprise » englobent également les professions intermédiaires, et (2) que les « ouvriers » sont dans la catégorie « employés ». Cependant de telles hypothèses paraissent hasardeuses.

¹⁴⁹⁹ Les CPS 1-2 et 5-6 sont réunis au sein de catégorie unique, ce qui peut mener à des analyses biaisées. Ici, par exemple, les proportions d'ouvriers et d'employés sont agrégées, ce qui conduit à dire que les « milieux populaires » (une catégorie qui n'a guère de sens ici) sont « surreprésentés ». Notons, justement, qu'il n'y a pas de *surreprésentation* par rapport à la population française de 15-29 ans : c'est simplement la catégorie majoritaire. *A contrario*, le sondeur ne signale pas que les CPIS sont deux fois plus nombreux dans l'échantillon que dans la population de référence (et donc effectivement « surreprésentés » cette fois), ni que les étudiants sont sous-représentés.

¹⁵⁰⁰ Ce qui est corroboré par les conclusions sur le niveau de diplôme.

¹⁵⁰¹ Ysmal C., « Sociologie des élites du FN (1979-1986) » in : Mayer N., Perrineau P. (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 111. [Nous soulignons]. Voir la première partie du chapitre dans laquelle l'auteure mobilise les données issues d'une enquête réalisée en 1978 avec Roland Cayrol.

Ces données, ces comparaisons et observations nous permettent enfin de formuler deux conclusions qui ouvrent de nouvelles pistes de recherche.

- Certaines proximités entre les adhérents du BI et de la LCR peuvent laisser entrevoir l'existence d'une adhésion partisane particulière pour les partis situés à la marge de l'espace politique, de droite ou de gauche. Des enquêtes plus approfondies sur les adhérents de ces partis pourraient venir confirmer ou infirmer l'existence de traits communs aux engagés des marges.
- Nous avons également noté que la proximité apparaissait plus forte entre les adhérents identitaires et ceux du FN/FNJ, permettant de formuler l'hypothèse d'une adhésion particulière aux partis d'extrême droite. Là encore, des enquêtes plus approfondies sur les adhérents permettraient de confirmer ce résultat.

Face à l'imprécision de ce profil, due notamment aux limites de nos données mais également à celles des données disponibles¹⁵⁰², nous proposons de le compléter à travers un examen de l'ancrage territorial des adhérents identitaires.

Section 2 - Relier les adhésions au militantisme : les apports du prisme territorial

Existe-t-il des territoires identitaires ? Vu la faible ampleur du phénomène, il est presque certain qu'aucun territoire ne peut être qualifié d'« identitaire ». Cependant, certains le sont sans doute plus que d'autres, ce qu'il convient d'expliquer. Quels sont les territoires où les Identitaires rencontrent du succès ? Sur quoi ce succès repose-t-il ? Qu'est-ce que cette implantation révèle sur les adhérents et sur le milieu partisan extrême droitier ?

C'est ce que cette section cherche à comprendre. Avant de répondre à ces questions, en analysant et expliquant l'implantation territoriale des adhésions identitaires (2), il convient de s'arrêter sur les intérêts et enjeux d'une telle approche (1).

1. Intérêts et enjeux d'une approche territoriale de l'adhésion

Nous entendons relier deux traditions de recherche successives (1) et ainsi proposer une approche territoriale à partir des données collectées sur les territoires d'adhésion et les fédérations identitaires (2).

¹⁵⁰² Nous ne pouvons, pour finir, que plaider pour une poursuite des recherches sur la sociographie des adhérents aux partis politiques, mais également pour une harmonisation des méthodes de collecte des données. La réalisation d'enquêtes simultanées dans les différents partis et selon un protocole identique serait à ce titre un horizon souhaitable. *A minima*, une construction des recherches autour de questions communes (partage des questionnaires, échange sur les modalités de passation), et/ou un accord sur la construction des indices permettrait d'améliorer la comparabilité des données entre les enquêtes. Sur ce dernier point les indices proposés par l'INSEE semblent tout désignés : ils portent sur tous les facteurs pris en compte ; ils sont facilement accessibles ; ils permettront des comparaisons immédiates avec l'ensemble de la population française.

1. Deux approches (complémentaires) des territoires d'adhésion

En 1985, Colette Ysmal consacrait une section de son ouvrage sur les partis au thème suivant : « Les partis politiques dans la population française : distribution géographique des adhérents¹⁵⁰³ ». Elle la concluait par les quelques lignes que nous reproduisons ci-dessous car elles nous paraissent, d'une part, propices à la mise en place d'hypothèses sur notre cas, et, d'autre part, explicatives des évolutions de la recherche sur les partis et leur implantation territoriale :

« La force des partis reste, en particulier, relativement indifférente à leur destin électoral, tant il est vrai que les zones de force des formations mesurées en termes d'implantation ne recouvrent jamais vraiment leurs bastions électoraux et qu'une expansion électorale ne signifie en aucun cas développement de l'organisation partisane ou que reflux électoral n'entraîne pas *ipso facto* la désorganisation des partis. La mobilisation des adhérents et l'implantation locale de ceux-ci dépendent en fait de traditions politiques, de la présence de milieux propices, que ceux-ci puissent être décrits en termes de réseaux qui aident à la formation et à la stabilisation de l'organisation ou en termes de prédispositions individuelles ou sociales (appartenance de classe, type d'industrialisation pour certains partis ; déchristianisation pour d'autres)¹⁵⁰⁴. »

De cette conclusion nous conservons un enseignement (une non-corrélation entre les territoires de vote et les territoires d'adhésion) et une hypothèse, divisée en deux sous-hypothèses : l'existence de « milieux propices » à l'implantation des adhérents, soit qu'ils soient propices du fait de l'existence de réseaux (1) ou du fait de processus lourds à l'œuvre sur ce territoire, qui ne sont pas sans lien avec les caractéristiques sociales des populations (2).

Cette seconde hypothèse, explorée systématiquement dans l'analyse du vote¹⁵⁰⁵, semble avoir été abandonnée en ce qui concerne les adhérents. Elle était pourtant autrefois vivace. Après que Maurice Duverger ait souligné dans *Les partis politiques*, la nécessité de s'intéresser à « la répartition géographique des partisans¹⁵⁰⁶ », des chercheurs s'étaient effectivement intéressés à la géographie des adhérents de divers partis politiques¹⁵⁰⁷. Ces travaux donnent à voir soit la *distribution des adhérents* au sein des divers départements français qui permet de mettre en avant les différences départementales selon le nombre absolu d'adhérents, soit la *densité des adhésions* dans chacun des départements qui permet cette fois de mettre en avant les départements où les adhérents, surreprésentés, sont plus

¹⁵⁰³ Ysmal C., *Les partis politiques sous la Ve République*, Montchrestien, 1989, p. 168.

¹⁵⁰⁴ *Ibid.* p. 179.

¹⁵⁰⁵ Qui fait toujours la part belle à la géographie électorale, aux données agrégées pour analyser les comportements politiques.

¹⁵⁰⁶ Duverger M., *Les partis politiques*, Paris, Le Seuil 1981 [1951], p. 150-151.

¹⁵⁰⁷ Par exemple : Tavernier Y., Cayrol R., « Sociologie des adhérents du Parti socialiste unifié », *Revue française de science politique*, 19^e année, n°3, 1969, p. 699-707 ; Charlot J., *L'UNR : Étude du pouvoir au sein d'un parti politique*, Cahiers de la fondation nationale de sciences politiques n° 153, 1967, p. 115-129 ; Martelli R., *Prendre sa carte (1920-2009). Données nouvelles sur les effectifs du PCF.*, Conseil général de la Seine-Saint-Denis et Fondation Gabriel Péri, 2010. [Consulté le : 01/03/2016] URL : gabrielperi.fr/wp-content/uploads/2019/03/Prendre_sa_carte_1920-2009_R_Martelli.pdf ; Bennaïm J.-L., Roche A., *Des Verts de toutes les couleurs*, Albin Michel, Paris, 1992.

nombreux « qu'ils ne le devraient ». De ces représentations, les auteurs tirent non seulement une « image » du parti qu'ils observent, mais également des hypothèses sur les adhérents à partir des caractéristiques de ces territoires particuliers. Cette approche ouvrait ainsi la voie à deux apports empiriques : 1 - en savoir plus sur le parti lui-même, connaître les lieux où il était implanté, ceux où il ne l'était pas et 2 – en apprendre davantage sur les adhérents en liant ces territoires à des caractéristiques socio-politiques. Pour intéressante qu'elle soit, elle semble cependant avoir été abandonnée. Parmi les travaux plus récents, nous ne trouvons guère ce lien, entre *adhésions* et *territoires* au niveau national. Par exemple, parmi les recherches présentées dans la sous-section précédente, aucune ne mène un examen systématique de la répartition territoriale des adhérents du parti concerné. Le lien entre les caractéristiques des territoires ou de la population qui y réside et le comportement politique n'est plus central dans ces travaux¹⁵⁰⁸.

Pour autant la question des territoires n'a pas disparu de l'analyse des partis politiques. La première sous-hypothèse s'est, elle, largement développée, avec un changement d'échelle, le regard se déplaçant du *national*, vers le local. Pour percevoir les « milieux propices », les chercheurs se sont tournés vers un autre niveau d'analyse. C'est ce que l'on observe avec le développement des analyses « localisées¹⁵⁰⁹ », qui permettent de mettre en avant les interactions entre les individus (sympathisants, militants, cadres, élus,...) et la fédération locale du parti, au sein de configurations territoriales particulières, mais également les interactions entre les fédérations locales (et localisées) et nationales, c'est-à-dire *in fine* à identifier les « réseaux » qui se constituent au sein du milieu partisan¹⁵¹⁰. C'est dans cette tendance, dont nous voyons les prémices dès les années 1970¹⁵¹¹, mais qui se diffuse véritablement au tournant des décennies 1980-1990¹⁵¹² et s'est perpétuée jusqu'à

¹⁵⁰⁸ Tout juste peut-on noter une question sur la taille de la commune dans le questionnaire envoyé aux adhérents du Parti Socialiste (V. Dargent C., Rey H., « Sociologie des adhérents socialistes », *Les Cahiers du Cevipof*, Décembre 2014, n° 59).

¹⁵⁰⁹ Sawicki F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol. 1, n°2, 1988, p. 13-28 ; Sawicki F., Briquet J.-L., « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, Vol. 2, n°7-8, 1989, p. 6-16.

¹⁵¹⁰ Sawicki F., *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, « Socio-histoires », 1997. (Notamment Introduction et Chapitre 1, p. 1-70) ; Mischi J., *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

¹⁵¹¹ Nous pensons notamment à l'étude de S. Bonnet, qui analyse notamment l'ancrage local du gaullisme et du communisme au niveau départemental en Lorraine (V. Bonnet S., *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Armand Colin, 1972.). Cependant, comme le souligne Frédéric Sawicki en 1988, ces études « au local » restent peu nombreuses (V. Sawicki F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol. 1, n°2, 1988, p. 13.), signe d'une difficulté pour la (jeune) science politique à s'éloigner d'une étude de l'État central (V. Briquet J.L., Sawicki, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, Vol. 2, n°7-8, 1989, p. 6-16).

¹⁵¹² Parmi les précurseurs de ce type d'approche, nous trouvons des historiens (Fourcaut A., *Bobigny, banlieue rouge*, Éditions ouvrières/Presses de la FNSP, 1986 ; Noiriol V. G., *Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)*, PUF, 1984) mais rapidement des sociologues du politique et politistes (Hastings M., *Halluin la rouge 1919-1939, aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1991 ; Mischi J., *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010 ; Molinari J.-P., *Les ouvriers communistes*, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1991 ; Rétière J.-N., *Identités ouvrières, socio-histoire d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*, L'Harmattan, Paris, 1994 ; Sawicki F., *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, « Socio-histoires », 1997). Ces études traitent en quasi-totalité de partis situés à gauche (PCF en priorité, PS plus ponctuellement). Cette perspective est due à plusieurs tendances lourdes de la recherche. De la même façon que la recherche sur les mouvements sociaux s'oriente plus volontiers vers des études sur les mouvements progressistes, la recherche sur les partis politiques s'oriente plus à gauche :

aujourd'hui, que se sont développées les recherches sur les partis tenant compte de leur ancrage local. Cette tendance permet surtout de surmonter l'« homogénéisation de la diversité [locale des partis]¹⁵¹³ » reprochée aux enquêtes antérieures, qui construisaient d'emblée le parti comme un tout homogène... quand l'homogénéisation apparaît plutôt comme la résultante de processus¹⁵¹⁴. Si cette tendance nous apparaît pertinente pour analyser une section ou une fédération locale, voire en comparer plusieurs, à travers leur structuration, leurs pratiques, les fondements de leur sociabilité, ou de leurs milieux partisans respectifs, elle permet avant tout une analyse centrée sur ceux qui se mobilisent effectivement pour le parti (militants, cadres). Elle ne saurait donc être mobilisée seule, au risque de passer « à côté » des adhérents qui nous préoccupent ici.

Nous proposons donc d'explorer simultanément ces deux hypothèses, c'est-à-dire de tenir ensemble un regard *national* et un regard *local*¹⁵¹⁵. Pour expliquer l'implantation adhérente, nous observerons donc les adhérents dans leur ensemble (leur répartition au niveau national) et certaines fédérations plus en détail (au niveau local). Il s'agira donc d'alterner entre un regard « national », plus propre à la première tradition de ces analyses « territorialisées » et un regard localisé, plus proche de cette seconde tendance, pour ainsi tenir ensemble à la fois, la distribution nationale des adhésions identitaires, les caractéristiques¹⁵¹⁶ sociales et politiques des territoires concernés¹⁵¹⁷ et la réalité locale des fédérations du mouvement et des réseaux qui les entourent.

2. Collecte et traitement des données sur les territoires d'adhésion

Pour répondre à cette question, l'analyse se fonde d'une part sur des données relatives aux adhérents identitaires et sur des données concernant les fédérations militantes. Les données sur les adhérents proviennent des secrétariats du Bloc identitaire (2014) et de Génération identitaire (2014 et 2016-2019), mais elles sont néanmoins différentes.

nous pouvons y avoir un effet de proximité (ou de moindre éloignement) des chercheurs avec ses objets plus familiers ; ou bien y percevoir un effet durable de la distinction de Duverger entre « parti de masse » et « parti de cadre », qui pousse à considérer que les partis de droite, partis « de notables », n'ont pas d'adhérents ni de militants ; d'autre part, mais de manière conjointe, rappelons que la définition du militantisme est largement tributaire des pratiques militantes au PCF, ce qui vient charger politiquement la définition d'un concept clé... et troubler ainsi l'analyse d'autres formes de militantismes partisans.

¹⁵¹³ Sawicki F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol. 1, n°2, 1988, p. 16.

¹⁵¹⁴ La thèse est au cœur des travaux de F. Sawicki sur le Parti socialiste.

¹⁵¹⁵ Julien Frérel a proposé d'articuler une analyse locale et une analyse nationale dans son approche de l'UDF. L'auteur souligne alors « le caractère partiellement infondé de l'opposition entre une analyse localisée et une analyse nationale – ou générale – des partis politiques » (V. Frérel J., « L'UDF au prisme du jeu d'échelle », in : Haegel F., *Paris politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 183-218.). Notons cependant que l'auteur articule davantage dans un même mouvement les approches sociétale et organisationnelle (assimilant la première à l'analyse localisée et la seconde à l'analyse nationale) ce qui n'est pas le propos présent : nous cherchons plutôt à articuler, dans une approche sociétale, un regard national et un regard local. Comme nous l'avons montré *supra* dans l'analyse de l'organisation identitaire, le mouvement, sans élu et à la hiérarchie lâche, est basée sur une autonomie de ses fédérations locales.

¹⁵¹⁶ Considérant, bien sûr que les caractéristiques ne sont pas une donnée au moment t mais sont également historiquement construites.

¹⁵¹⁷ Sans tomber dans le « transfert de corrélation » des territoires vers les individus. (V. Robinson W. S., « Ecological correlations and the Behavior of Individuals », *American Sociological Review*, Vol. 15, n°3, 1950, p. 351-357.)

En 2014, les secrétariats de GI et du BI nous avaient transmis des données concernant la répartition territoriale des adhérents, *c'est-à-dire le ratio « nombre d'adhérents de la région / nombre d'adhérents en France »*. Les deux secrétariats étant indépendants, ces données ne sont pas construites de la même façon. Concernant le BI le ratio est calculé pour chaque région¹⁵¹⁸, tandis que dans le cas de GI les informations ne sont pas exhaustives¹⁵¹⁹. Si ces données sont intéressantes, car elles donnent à voir l'implantation du mouvement sur le territoire, elles restent cependant limitées car elles ne prennent pas en compte la population du territoire concerné, une difficulté que nous avons contournée cependant (*cf. infra*). En revanche, la granularité des données ne peut être améliorée : il n'y a pas de données au niveau des départements ou communes.

En 2019¹⁵²⁰, le secrétariat de Génération identitaire nous a transmis une liste des adhésions entre 2016 et octobre 2019¹⁵²¹. Ce fichier contient deux colonnes : une « genre » (codée M. ou Mme et présente pour environ la moitié des adhésions¹⁵²²) et une « ville » (nom de la ville de résidence, tel qu'il a été entré lors de l'adhésion). Il ne contient aucune autre information sur les adhérents (âge, profession), ni sur l'adhésion (date), que l'organisation collecte pourtant. Un certain nombre d'informations ont donc été supprimées avant l'envoi. Le tableau compte 3553 lignes correspondant chacune à une adhésion. La ville de résidence est renseignée pour 3510 adhésions et 3391 sont effectivement exploitables¹⁵²³, dont 163 adhésions depuis l'étranger¹⁵²⁴ et 19 depuis les territoires d'Outre-mer. La base compte donc 3209 adhésions réalisées en France métropolitaine. À partir de cette liste de communes et des bases de données disponibles, à chaque commune a été attribuée son nombre d'occurrence dans la liste (qui correspond donc au nombre *d'adhésions uniques sur la période*), son code commune (INSEE), son département et sa région, ses coordonnées GPS, et la population de référence à chacun de ces échelons. Ces données, qui peuvent être exploitées plus finement, offrent davantage de flexibilité que celles de 2014¹⁵²⁵. Nous regrettons en revanche que les années ne soient pas distinguées, ce qui aurait permis de

¹⁵¹⁸ Ancienne région donc, la collecte datant d'avant 2015.

¹⁵¹⁹ Le ratio n'est communiqué que pour les 5 régions qui accueillent le plus d'adhérents ; pour les autres régions, nous savons uniquement qu'il est inférieur à 8 %.

¹⁵²⁰ Suite à des relances auprès de plusieurs interlocuteurs, pendant plus de deux ans.

¹⁵²¹ Nous ne connaissons pas la date de la première adhésion du fichier (impossible de savoir s'il s'agit de début ou fin 2016), ni de la dernière. En revanche aucune lacune n'a été signalée.

¹⁵²² Ce qui explique qu'on ne l'ait pas mobilisé ci-dessus.

¹⁵²³ Pour 119 « villes » (3,39 %) indiquées lors de l'adhésion, nous ne disposons pas de suffisamment d'informations, certaines villes françaises portant le même nom dans plusieurs départements...

¹⁵²⁴ 87 en Union européenne (notamment au Belgique et au Royaume-Uni), 76 en dehors de l'UE (notamment en Suisse, au Canada et aux États-Unis).

¹⁵²⁵ En calculant le ratio « adhésions dans la commune – le département – la région / nombre total d'adhésions », il est possible de comparer l'implantation de cette période à celle de 2014. En calculant le ratio « adhésions dans la commune – le département – la région / population totale de la commune – du département – de la région », nous pouvons tenir compte de la population locale.

réaliser des calculs sur les *adhérents* et non sur les *adhésions*¹⁵²⁶, mais aussi de suivre l'évolution année après année du nombre et de la répartition des adhérents.

En plus de ces données sur les adhésions, nous mobilisons des données sur les fédérations identitaires, pour rendre compte de leur dynamisme et des réseaux qui fondent le lien partisan. Ces données sont issues de deux types de sources, que nous mobiliserons de manière complémentaire. Premièrement, l'observation distante, à travers l'analyse (qualitative) des réseaux sociaux identitaires, réalisée en amont des entretiens puis tout au long de l'enquête. En effet, les militants se servent de ces pages sur les réseaux sociaux pour publiciser leur action de « terrain », notamment l'organisation d'événements (conférences, manifestations, happenings) mais aussi des pratiques militantes plus quotidiennes (tractages, collages, boitages). L'examen de ces pages sur Facebook – aussi longtemps qu'elles ont été en ligne – et sur Twitter permet donc d'avoir une idée de l'activité militante des fédérations¹⁵²⁷. Deuxièmement, nous nous reposons sur les entretiens réalisés, au cours desquels nous avons interrogé les militants sur l'histoire, les effectifs et les activités de chaque fédération. Cela nous a permis de connaître leur réalité locale et surtout de noter à quel point le phénomène identitaire est par nature mouvant¹⁵²⁸. Une fédération repose sur un petit nombre d'individus, si bien que l'arrivée de militants dans une ville peut mener à la dynamisation (voire la création) d'une fédération locale ; à l'inverse, le départ de quelques individus mobilisés peut signifier la fin d'une fédération. Les informations que nous présentons sur ce point sont donc (par nature) périssables. Elles sont valables pour la durée du terrain (2017-2018).

2. Comprendre l'implantation du mouvement identitaire

Après avoir présenté la géographie du mouvement identitaire (1) et souligné la dimension très « urbaine » de cette implantation (2), nous proposons d'examiner deux hypothèses explicatives : la première interroge l'existence de territoires d'extrême droite (3), la seconde est relative à la corrélation entre militantisme et adhésions (4).

¹⁵²⁶ Les effectifs sont si limités (3209) qu'en comparaison avec la population française métropolitaine, cette distinction n'a guère d'impact. Nous parlerons cependant dans la suite « d'adhésions » et non « d'adhérents ».

¹⁵²⁷ On pourrait nous opposer l'idée que certaines fédérations ne publicisent pas leurs actions, ce qui viendrait créer un biais dans l'analyse. Cependant, à la vue des entretiens de terrain et de la centralité de ces pratiques dans toutes les fédérations visitées, en raison du fait que dans la totalité de ces fédérations une ou plusieurs personnes étaient chargées de la gestion des pages sur les réseaux sociaux, cette hypothèse nous paraît peu probable. La publicisation de la relation des militants au terrain apparaît en effet centrale dans la communication du mouvement.

¹⁵²⁸ Le renouvellement des militants dans les fédérations est constant et le « *turn-over* » apparaît important. Les phénomènes d'apparition et de disparition de fédération sont eux aussi fréquents, ce qui rend d'autant plus particuliers les territoires où les fédérations se maintiennent durablement.

1. La géographie du mouvement identitaire (2014-2019)

Les données collectées sur les adhésions aux organisations identitaires (tableau 12) permettent de réaliser les cartes ¹⁵²⁹ qui montrent l'implantation régionale du BI (illustration 22) et de GI en 2014 (illustration 23) d'une part et de GI en 2019 d'autre part (illustration 24). Elles montrent où sont les Identitaires sur le territoire français, c'est-à-dire où se trouvent de « gros » contingents d'adhérents. De manière à tenir compte de la population de référence dans chacune des régions, nous avons calculé un « indice de spécificité » ¹⁵³⁰, représenté sur les illustrations 25, 26 et 27. Elles donnent à voir dans quelles régions les adhésions sont surreprésentées (nuances de rouge), dans la moyenne (blanc) ou au contraire sous-représentées (nuances de bleu) par rapport à la moyenne nationale.

Tableau 12 - Part des adhésions de GI (2014 ; 2016-2019) et du BI (2014) au niveau régional

Nouvelle région (NR)	Ancienne région (AR)	Adhérents GI 2014	Adhérents BI (AR) 2014	Adhérents BI (NR) 2014	Adhésions GI 2016-2019
Auvergne-Rhône-Alpes	<i>Auvergne</i>	nd* (<8 %)	2 %	14 %	19,51 %
	<i>Rhône-Alpes</i>	18 %	12 %		
Bourgogne-Franche-Comté	<i>Bourgogne</i>	nd (<8 %)	3 %	4,5 %	4,24 %
	<i>Franche-Comté</i>	nd (<8 %)	1,5 %		
Bretagne	<i>Bretagne</i>	nd (<8 %)	5 %	5 %	2,74 %
Centre-Val de Loire	<i>Centre</i>	nd (<8 %)	3 %	3 %	2,49 %
Corse	<i>Corse</i>	nd (<8 %)	0,5 %	0,5 %	0,50 %
Grand Est	<i>Alsace</i>	nd (<8 %)	3 %	6,5 %	9,63 %
	<i>Champagne-Ardenne</i>	nd (<8 %)	1,5 %		
	<i>Lorraine</i>	8 %	2 %		
Hauts-de-France	<i>Nord-Pas-de-Calais</i>	13 %	2 %	4 %	9,94 %
	<i>Picardie</i>	nd (<8 %)	2 %		
Ile-de-France	<i>Ile de France</i>	12 %	20 %	20 %	14,68 %
Normandie	<i>Haute + Basse</i>	nd (<8 %)	5 %	5 %	3,33 %
Nouvelle-Aquitaine	<i>Aquitaine</i>	nd (<8 %)	5 %	8,5 %	5,92 %
	<i>Limousin</i>	nd (<8 %)	2 %		
	<i>Poitou-Charentes</i>	nd (<8 %)	1,5 %		
Occitanie	<i>Languedoc-Roussillon</i>	nd (<8 %)	5 %	10 %	11,16 %
	<i>Midi-Pyrénées</i>	nd (<8 %)	5 %		
Pays de la Loire	<i>Pays de la Loire</i>	nd (<8 %)	5 %	5 %	3,43 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	<i>PACA</i>	27 %	14 %	14 %	12,43 %
Total France entière (Effectif)		nd (nd)	100% (nd)	100% (nd)	100% (3209)

Sources : **GI 2014** : données transmises telles quelles par l'organisation ; **BI 2014 (AR)** : données transmises telles quelles par l'organisation ; **BI 2014 (NR)** : calculs de l'auteur ; **GI (2016-2019)** : fichier brut transmis par l'organisation, calculs de l'auteur.

* nd : non disponible.

¹⁵²⁹ Toutes les cartes présentées ont été réalisées à l'aide de l'outil cartographique en ligne, Magrit, développé par l'UMS Riate (CNRS).

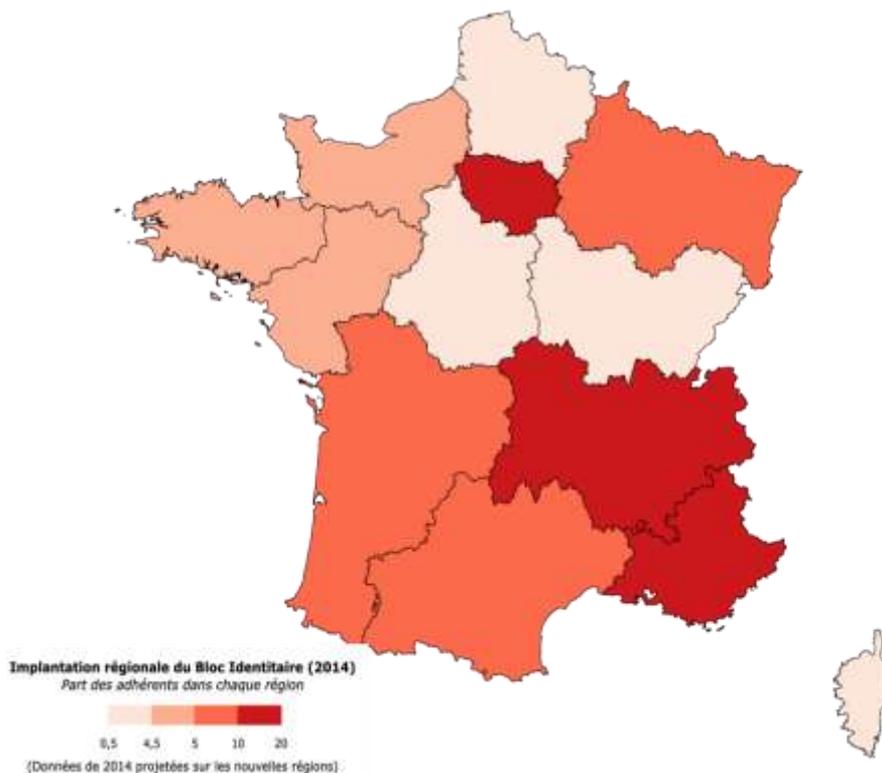
Voir le site internet : magrit.cnrs.fr

¹⁵³⁰ L'indice de spécificité est défini comme 100 fois le ratio entre la proportion d'adhérents dans une zone géographique donnée, et la proportion d'adhérents dans une zone géographique plus large. Pour 2019, nous avons pu calculer le nombre d'adhésions pour 100.000 hab. dans chaque région et le comparer au nombre d'adhésions pour 100.000 habitants en France. Le ratio entre ces deux chiffres, multiplié par 100 constitue l'indice de spécificité.

Pour 2014, on ne dispose pas du nombre d'adhérents, mais on peut cependant calculer l'indice de spécificité (cf. *infra*, où on nomme l'indice de spécificité (IS), le nombre d'adhérents dans la région et en France (Ar, Af), et la population régionale et française (Pr, Pf).) Le ratio Ar/Af est connu (c'est celui qui nous a été fourni par les secrétariats de GI et du BI).

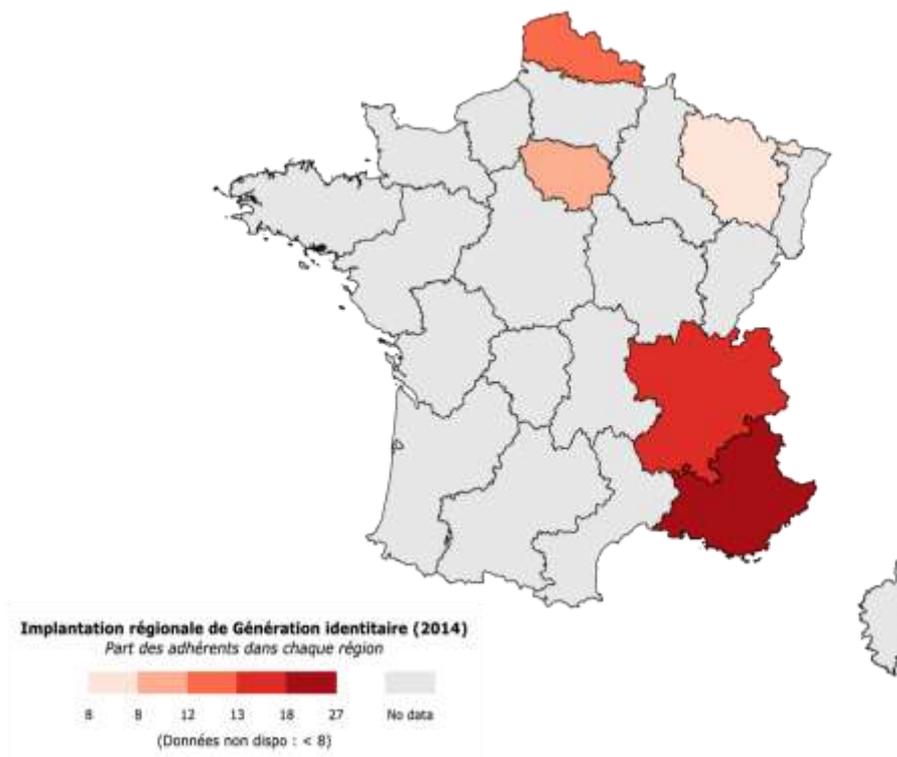
$$IS = 100 \times \frac{\frac{Ar}{Pr} \times 100.000}{\frac{Af}{Pf} \times 100.000} = 100 \times \left(\frac{Ar}{Af}\right) \times \left(\frac{Pf}{Pr}\right)$$

Illustration 22 – L’implantation régionale du Bloc identitaire (2014 -nouvelles régions)



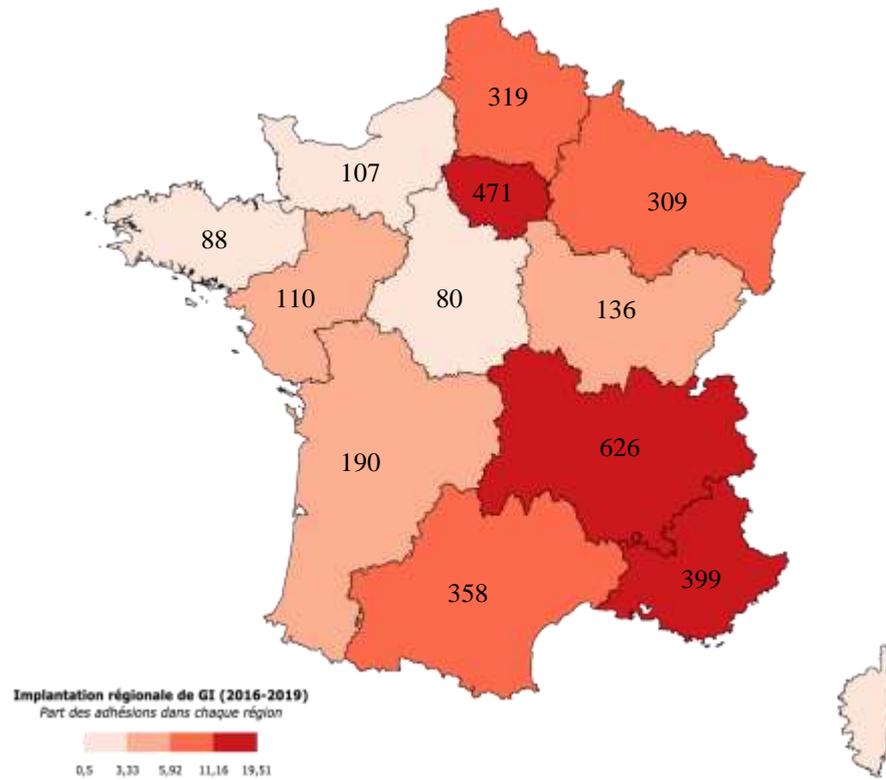
Sources : Données transmises par l’organisation ; carte réalisée par l’auteur, à l’aide du logiciel Magrit. Discrétisation selon la méthode des quantiles.

Illustration 23 – L’implantation régionale de Génération identitaire (2014 – anciennes régions)



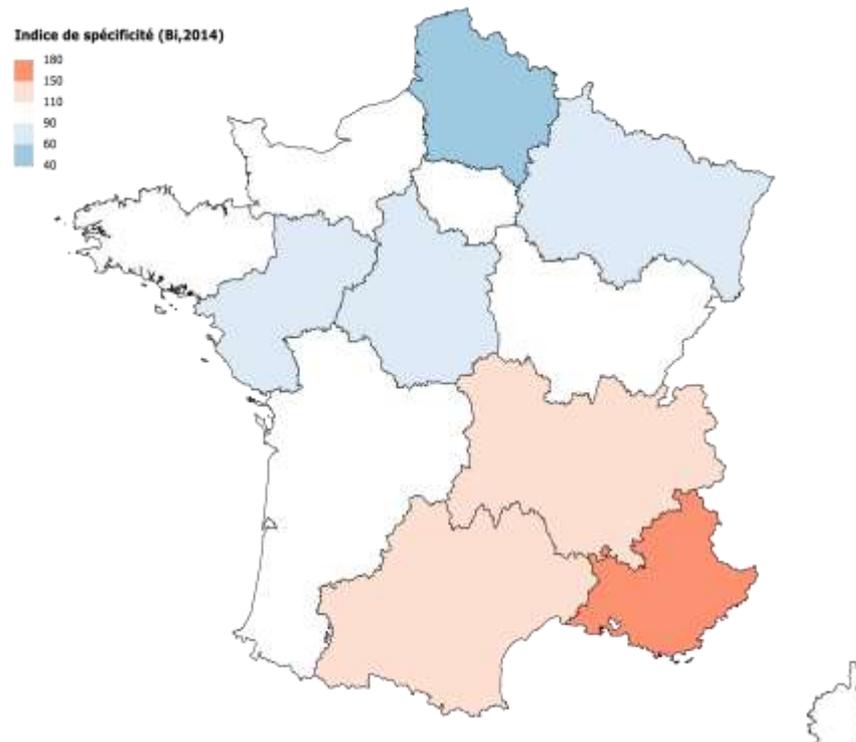
Sources : Données transmises par l’organisation ; carte réalisée par l’auteur, à l’aide du logiciel Magrit. Discrétisation selon la méthode des quantiles.

Illustration 24 –L’implantation régionale de Génération identitaire (2016-2019 –nouvelles régions)



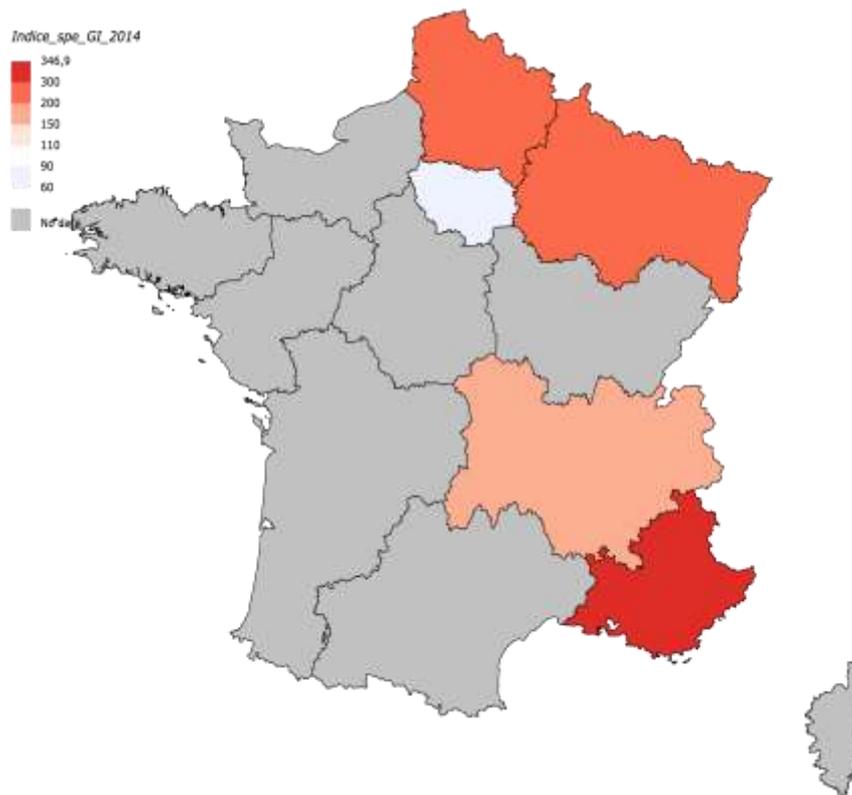
Sources : Données transmises par l’organisation ; calculs et carte de l’auteur, à l’aide du logiciel Magrit. Discretisation selon la méthode des quantiles.
Lecture : les effectifs sont indiqués pour chaque région.

Illustration 25 –Sur- et sous- représentation des adhésions au BI (2014) selon les régions



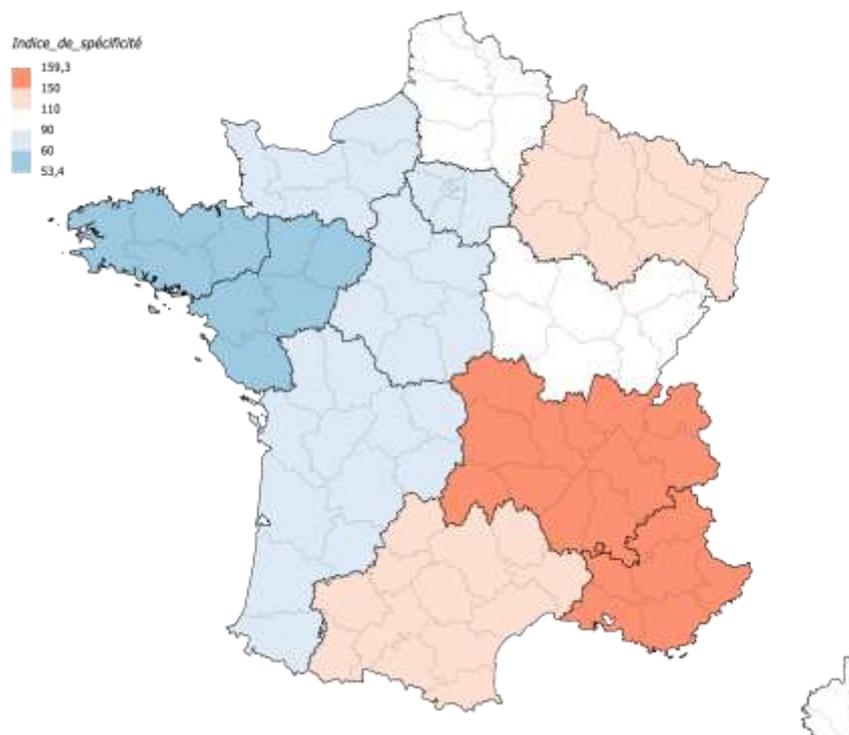
Sources : Données transmises par l’organisation ; calculs et carte de l’auteur, à l’aide du logiciel Magrit. Discretisation selon la méthode des quantiles

Illustration 26 – Sur- et sous- représentation des adhésions à GI (2014) selon les régions



Sources : Données transmises par l'organisation ; calculs et carte de l'auteur, à l'aide du logiciel Magrit. Discrétisation selon la méthode des quantiles.

Illustration 27 – Sur- et sous- représentation des adhésions à GI (2016-2019) selon les régions



Sources : Données transmises par l'organisation ; calculs et carte de l'auteur, à l'aide du logiciel Magrit. Discrétisation selon la méthode des quantiles.

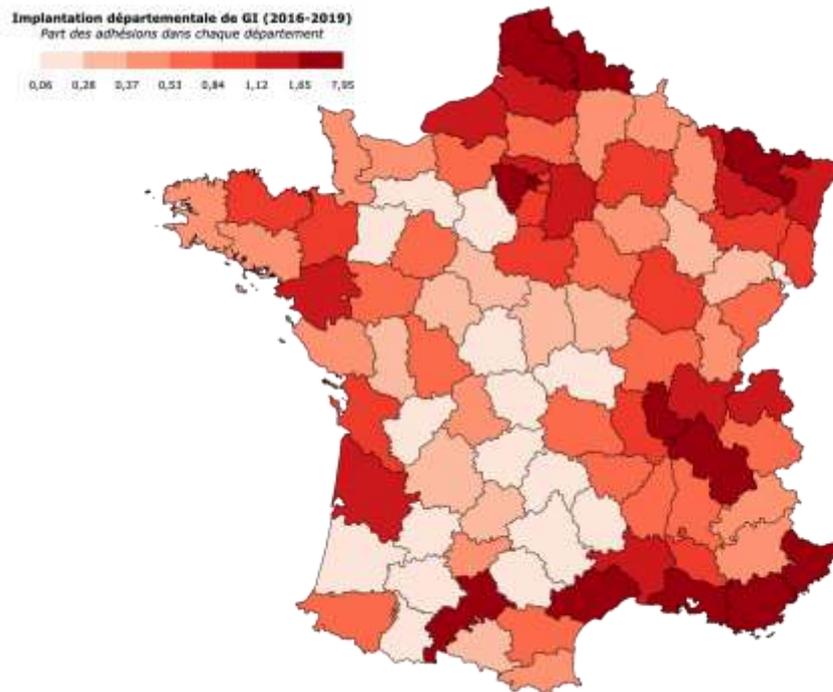
À partir de ces six cartes, il est possible de dégager quelques invariants de l'implantation du mouvement identitaire, qui concernent aussi bien le mouvement de jeunesse que le mouvement adulte, et ce quelle que soit la période considérée.

Tout d'abord (illustrations 22, 23 et 24), il y a une concentration des effectifs adhérents sur un petit nombre de régions, en l'occurrence les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ile-de-France et Rhône-Alpes. Cela concernait 48 % des adhérents du BI, et 57 % des adhérents de GI en 2014, pour 46,62 % en 2019. Ces trois zones sont des places fortes du mouvement identitaire, ce qu'il conviendra d'expliquer. Cependant, dire que l'Ile-de-France compte de nombreux adhérents tient du truisme, la région rassemblant près d'un cinquième de la population métropolitaine. D'où l'intérêt des cartes qui tiennent compte de la population de référence.

Ces cartes (illustrations 25, 26 et 27) montrent que dans certaines régions, il y a une surreprésentation des adhésions au mouvement identitaire. Pour le dire autrement, il y a plus d'adhésions dans ces zones qu'il ne devrait y en avoir en théorie, ce qui témoigne d'un dynamisme particulier dans ces régions. C'est notamment le cas des régions PACA et Rhône-Alpes, dans les trois cas ci-dessus. *A contrario*, certaines zones comme les Pays de la Loire ou le Centre semblent peu investies et les Identitaires y recrutent peu par rapport à la population. *In fine*, dès 2014 et cela s'amplifie en 2019, les adhésions semblent se concentrer à l'Est d'un axe Dunkerque/Perpignan, ce qui se confirme « de plus près », à l'échelon départemental voire communal. Tant les foyers militants (illustrations 28 à 31) que les départements où les adhésions sont surreprésentées (illustration 29) sont situés à l'Est de cette ligne. Cette implantation rappelle la cartographie électorale du FN, dont les meilleurs scores sont réalisés à l'Est de la ligne Le Havre / Perpignan¹⁵³¹. Il conviendra également d'expliquer ces dynamiques géographiques des adhésions militantes.

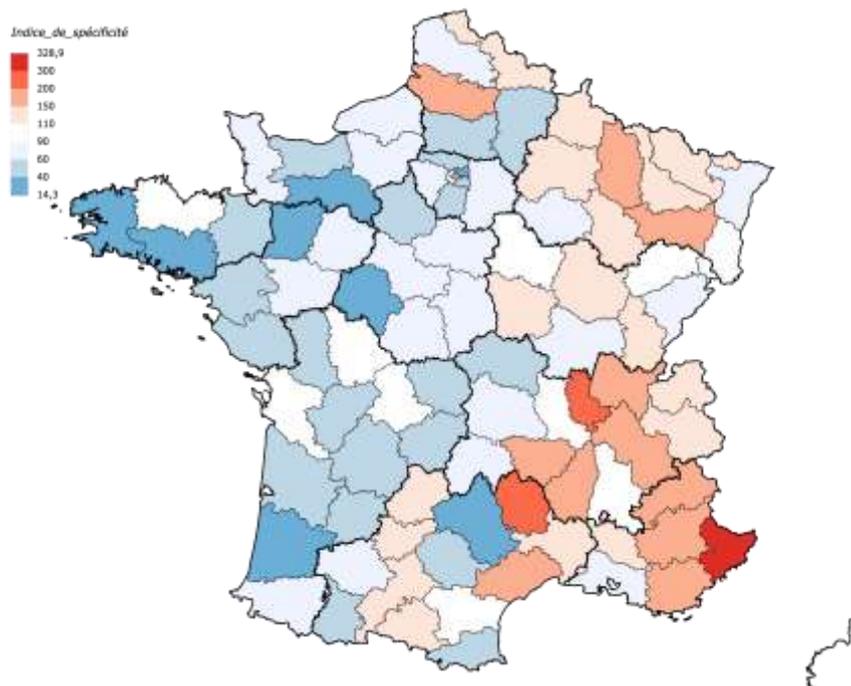
¹⁵³¹ Perrineau P., « La dynamique du vote Le Pen : le poids du “gaucho-lepénisme” », in : Perrineau P., Ysmal C. (dir.), *Le Vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 243-261 ; Perrineau P. « La lente ascension électorale du Front national » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote surprise. Les élections législatives du 25 mai et 1er juin 1997*, Presses de Sciences Po, 1998, p. 253-265 ; Perrineau P., Laurent A., « L'extrême droite éclatée », *Revue française de science politique*, Vol. 49, n°4, 1999, p. 633-642.

Illustration 28 –L’implantation départementale de GI (2016-2019)



Sources : Données transmises par l'organisation ; calculs et carte de l'auteur, à l'aide du logiciel Magrit. Discretisation selon la méthode des quantiles.

Illustration 29 –Sur- et sous- représentation des adhésions à GI (2016-2019) selon les départements



Sources : Données transmises par l'organisation ; calculs et carte de l'auteur, à l'aide du logiciel Magrit. Discretisation selon la méthode des quantiles.

Cependant, il existe des différences entre mouvement adulte et mouvement de jeunesse d'une part et, d'autre part, entre 2014 et 2019.

Les régions Hauts-de-France, Grand-Est et Ile-de-France illustrent bien le contraste entre le mouvement adulte et le mouvement de jeunesse. GI apparaît plus présent dans les Hauts-de-France que le BI, et inversement, le BI plus présent en Ile-de-France. Cette impression se vérifie si la population de référence est prise en compte. En effet, dans les Hauts-de-France, GI est surreprésenté et le BI sous-représenté, quand le BI est légèrement surreprésenté en Ile-de-France contrairement à GI, sous-représenté. Ainsi, s'il existe des champs de force communs aux deux organisations (PACA), certains paraissent propres au mouvement de jeunesse (Hauts-de-France) ou au Bloc identitaire (Ile-de-France).

Entre 2014 et 2019, le mouvement identitaire a renforcé son ancrage dans certaines zones, où l'implantation militante a progressé (région Auvergne-Rhône-Alpes et de la région Grand Est), quand dans d'autres, la proportion de militants a baissé (Pays de la Loire et Bretagne, mais aussi PACA). Ces évolutions ont néanmoins des significations différentes selon les territoires. La baisse de la proportion de militants dans des territoires où le mouvement était déjà sous-représenté (Bretagne, Pays de la Loire, Centre, Nouvelle Aquitaine) a amplifié cette sous-représentation, bien plus visible en 2019. Des baisses tout aussi significatives n'ont pas eu le même effet dans les territoires où l'implantation militante était particulièrement haute. Ainsi, malgré la baisse en PACA, la région reste l'un des principaux foyers d'implantation identitaire. En revanche, la progression est spécifiquement le fait de régions dans lesquelles le mouvement était déjà surreprésenté : dans ces régions, les effectifs militants semblent se concentrer davantage.

Les caractéristiques sociales de ces territoires ne sont pas corrélées avec les adhésions identitaires. Nous avons testé sans succès pour le chômage (dans la population générale et chez les jeunes), le revenu médian, la part de ménages imposés, la proportion d'étrangers et/ou d'immigrés, la part de certaines classes d'âge en particulier les jeunes, la part d'étudiants. En revanche, une caractéristique territoriale a retenu notre attention : le caractère urbain des territoires dans lesquels les Identitaires sont implantés.

De ces deux cartes, qui représentent d'une part toutes les communes où se trouvent des adhésions identitaires (illustration 30) et d'autre part le nombre d'adhésion par commune (illustration 31), nous tirons deux enseignements principaux.

Premièrement, elles illustrent bien la dimension absolument minoritaire du mouvement. Ces grandes étendues « blanches » où les adhésions n'apparaissent que sporadiquement (illustration 30), donnent à voir le petit nombre de commune où se trouvent effectivement des adhérents. Seules 1 664 communes sur plus de 35 000 sont concernées par une adhésion. De manière corollaire, nous constatons que les adhésions se concentrent sur un tout petit nombre de communes (illustration 31), avec une répartition loin d'être uniforme :

- 4 communes (60 adhésions et plus) concentrent 13,2 % des adhésions ;
- 52 communes (comptant 6 adhésions et plus) concentrent 29,1 % des adhésions ;
- 198 communes (3 adhésions et plus) concentrent 45 % des adhésions.

Quelques grandes villes parmi les plus peuplées de France réunissent ainsi le plus grand nombre d'adhésions à GI. Les 4 communes qui comptent plus de 60 adhésions sont Paris, Lyon, Nice et Toulouse, respectivement classées 1^{ère}, 3^{ème}, 5^{ème} et 4^{ème} en matière de population communale. Le mouvement est particulièrement implanté dans les grandes villes de France¹⁵³². Il existe cependant des contre-exemples intéressants. La commune de Neuville-les-Loeuilly, et ses 126 habitants compte 17 adhésions à Génération identitaire, détenant ainsi le taux record d'adhésion par habitants (13,5 %). À l'inverse, à Annecy (126 000 habitants) il n'y a qu'une seule adhésion au mouvement (taux le plus bas d'adhésion par habitants, 0,00079 %), de même qu'à Brest il n'y en a que 2 pour 140 000 habitants. Certaines petites communes montrent ainsi une implantation forte, quand certaines grandes villes semblent désertées par les adhérents.

Deuxièmement, des pôles apparaissent sur certaines zones, figurés par des ellipses rouges sur la carte (illustration 30), des « amas » de communes proches, dans lesquelles sont installés des adhérents. Ces pôles sont situés autour de certaines grandes villes. Un premier est visible dans la région de Lille, un second autour de Paris, un troisième autour de Lyon, un quatrième, plus discret autour de Toulouse. Le pourtour méditerranéen, particulièrement doté en adhérents, en compte deux, respectivement autour de Nice et d'Aix-Marseille. Autour de ces villes, les adhésions semblent se multiplier. Cette polarisation donne le

¹⁵³² Si on analyse les données sur les villes françaises de plus de 100.000 habitants, le coefficient de corrélation entre la taille de la ville et le nombre d'habitants est de 0,85.

sentiment que les adhésions se concentrent dans les grands pôles urbains, ce qui se confirme en observant le type de commune où ont lieu les adhésions.

La nomenclature ZAUER¹⁵³³ (zonage en aire urbaine et aire d'emploi de l'espace rurale), établie par l'Insee à partir des données du recensement de 1999, distingue les espaces à dominante rurale des espaces à dominante urbaine. Ceci constitue son principal mérite, qui nous intéresse particulièrement. L'ancienneté du zonage constitue toutefois une limite, et elle présente de plus un certain nombre de faiblesses méthodologiques¹⁵³⁴, qui ont d'ailleurs mené à son remplacement en 2010. L'Insee a alors mis en place une nouvelle nomenclature, ZAU 2010, qui distingue les zones urbaines en fonction de nouveaux critères (la taille des aires urbaines, la qualité de pôle ou de couronne notamment), mais qui ne propose plus de distinction urbain / rural. Nous utilisons donc la typologie ZAUER pour conserver cette distinction (tableau 13), et complétons l'analyse avec la nouvelle nomenclature ZAU (tableau 14), ce qui permet de voir comment sont classées les communes dans lesquelles se trouvent des adhésions par rapport à l'ensemble des communes françaises.

Ces tableaux confirment la dimension urbaine des adhésions identitaires. Les communes où résident des adhérents sont en majorité urbaine et elles sont surreprésentées par rapport aux communes françaises, en particulier les « Pôles urbains » (tableau 13). Au sein des aires, ce sont les *pôles* (grands, moyens et petits) qui sont surreprésentés, quand leurs couronnes sont systématiquement sous-représentées (tableau 14). Cela a un effet sur les adhésions, qui se concentrent, davantage que la population, dans les communes urbaines, et spécifiquement en leurs centres (tableau 13), en particulier dans les grandes aires urbaines.

Les adhésions sont le fait de populations plus urbanisées que la moyenne des Français, situées plus volontiers dans ces grands pôles urbains. Cela vient affiner le profil de l'adhérent identitaire, probablement plus urbain que la moyenne des Français. Alors que Joël Gombin décrit un vote frontiste qui « se déplace du centre vers la périphérie des aires urbaines¹⁵³⁵ », les adhésions identitaires s'ancrent dans les communes placées au cœur de ces aires. L'enracinement local prôné par les Identitaires ne se traduit pas par un enracinement dans le rural, ni un « retour à la terre », mais il se fait au cœur des pôles urbains. C'est en tout cas dans ces zones que le message identitaire séduit jusqu'à susciter des adhésions.

¹⁵³³ La mobilisation de cet indicateur a été motivée par l'utilisation qui en est faite dans l'article de J. Gombin sur la géographie du vote pour le FN.

¹⁵³⁴ Pour le détail des critiques adressées à la nomenclature, voir Aliaga C. (coord.), « Les zonages d'étude de l'Insee », *Insee Méthodes*, n° 129, notamment le chapitre 2 (p. 11-40).

¹⁵³⁵ Gombin J., « Le changement dans la continuité : géographies électorales du Front National depuis 1992 », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., p. 412.

Tableau 13 - Communes d'adhésions et communes françaises selon la typologie ZAUER ; part d'adhésion et part de la population française selon la typologie ZAUER

	Communes	% Com.	% Com. Fr.	Adhésions	% Adh.	% Pop. Fr. (2016)
Total communes urbaines dont...	1263	75,90	49,86	2715	84,61	82,09
<i>1 - Pôle urbain</i>	728	43,75	8,80	2023	63,04	59,33
<i>2 - Commune monopolarisée</i>	407	24,46	29,68	540	16,83	17,48
<i>3 - Commune multipolarisée</i>	128	7,69	11,37	152	4,74	5,28
Total communes rurales dont...	401	24,10	50,14	494	15,39	17,91
<i>4 - Pôle d'emploi de l'espace rural</i>	103	6,19	2,70	130	4,05	4,96
<i>5 - Couronne d'un pôle d'emploi de l'espace rural</i>	14	0,84	2,26	20	0,62	0,42
<i>6 - Autre commune de l'espace à dominante rurale</i>	284	17,07	45,19	344	10,72	12,53
TOTAL	1664	100	100	3209	100	100

Sources : Pour GI : données de l'organisation, calculs de l'auteur ; Pour les communes françaises : Observatoire des territoires, Insee, « Typologie du zonage en aires urbaines et aires d'emploi de l'espace rural (ZAUER) 1999 », 1999.

Tableau 14 - Communes d'adhésions et communes françaises selon la typologie ZAU 2010 ; part d'adhésion et part de la population française selon la typologie ZAU 2010.

	Communes	% Com	% Com. Fr.	Adhésions	% Adh.	% Pop. Fr.
Espace des grandes aires urbaines	1304	78,37	53,7	2768	86,26	82,6
Grandes aires urbaines	1188	71,39	42,9	2629	81,93	77,4
<i>Grands pôles urbains</i>	727	43,69	9,2	2032	63,32	59,2
<i>Couronne des grands pôles urbains</i>	461	27,70	33,7	597	18,60	18,3
Communes multipolarisées des grandes aires urbaines	116	6,97	10,8	139	4,33	5,2
Espace des autres aires	142	8,53	7,4	172	5,36	7,5
Moyennes aires	55	3,31	3,4	62	1,93	3,6
<i>Moyen pôle (5 000 à 10 000 emplois)</i>	45	2,70	1,2	52	1,62	3
<i>Couronne d'un moyen pôle</i>	10	0,60	2,2	10	0,31	0,5
Petites aires	87	5,23	4	110	3,43	4
<i>Petit pôle (de 1 500 à 5 000 emplois)</i>	74	4,45	2,4	91	2,84	3,7
<i>Couronne d'un petit pôle</i>	13	0,78	1,6	19	0,59	0,3
Autre commune multipolarisée	101	6,07	18,9	118	3,68	5,2
Commune isolée hors influence des pôles	107	6,43	20	133	4,14	4,7
TOTAL	1654*	100	100	3191*	100	100

Sources : GI : données de l'organisation, calculs de l'auteur ; France : Observatoire des territoires, Insee, « Typologie du zonage en aire urbaine (ZAU) 2010 », 2010.
 * Nota Bene : pour 10 communes (et 18 adhésions), le zonage n'était pas disponible - fusion de communes -, ce qui explique le delta observé sur les totaux.

Pour expliquer cette répartition territoriale, deux hypothèses semblent intéressantes à tester. La première consiste à inférer que les adhésions identitaires se concentreraient notamment dans des territoires où les idées d'extrême droite ont une forte pénétration, ce qui composerait un climat politique porteur pour les Identitaires. Nous avons effectivement relevé des points de ressemblance, voire de convergence, avec l'implantation du FN. La seconde consiste à se tourner vers l'implantation militante cette fois, pour souligner son rôle sur les adhésions et ainsi expliquer le dynamisme des Identitaires dans certaines régions.

3. Les adhésions identitaires : reflet de la pénétration extrême droite ?

Les adhésions au mouvement identitaire sont-elles le reflet d'une pénétration des idées d'extrême droite au niveau local ? Nous faisons l'hypothèse que si c'est le cas, les adhésions à GI devraient se trouver dans des zones où le FN est tendanciellement fort d'une part et où son implantation est également forte¹⁵³⁶.

En l'absence de carte relative aux adhésions au FN/RN, il est difficile de comparer précisément ces deux « implantations ». Pour parer à cette limite, nous proposons deux comparaisons, qui relèvent de deux logiques différentes.

Tout d'abord, il s'agira de comparer le « champ de force » du FN, une technique statistique popularisée par Bon et Cheylan en 1988¹⁵³⁷ qui permet « d'observer les forces et les faiblesses d'un courant politique dans le temps. Le champ de force correspond aux tendances régulières de vote pour un parti dans un territoire donné (communes, cantons, départements)¹⁵³⁸ ». Cette technique présente l'intérêt majeur de la profondeur historique, au-delà des effets d'un scrutin isolé. La carte la plus récente concernant le champ de force du FN, au niveau national, est celle réalisée par Joël Gombin en 2015 : c'est sur cette carte (illustration 32) que se fondera la première comparaison. Cependant, comme l'a souligné la littérature, les zones de force (ou faiblesse) militantes ne sont pas corrélées aux zones de force (ou faiblesse) électorales. Quel est alors l'intérêt de cette comparaison ? Les champs de force du FN viennent également révéler les territoires où le vote FN est plus « accepté », où il fait – moins qu'ailleurs – l'objet d'un stigmatisme¹⁵³⁹ particulier. Au-delà du vote, cette perméabilité sociale des idées FN nous intéresse ici. Les zones où le vote FN est historiquement supérieur par rapport aux autres régions sont aussi des zones où l'adhésion FN (ou d'extrême droite) sera la moins « coûteuse », car mieux tolérée. Cette carte sera donc

¹⁵³⁶ Au niveau individuel, cela soulève également la question de la multi-positionnalité des acteurs.

¹⁵³⁷ Bon F., Cheylan J.-P., *La France qui vote*, Paris, Hachette, 1988.

¹⁵³⁸ Colange C., Fourquet J., Bussi M., « Les élections présidentielles de 2012 : du quinquennat à la fabrication d'une France pentapolaire », *Cybergeo : European Journal of Geography*, Débats, Élections présidentielles en France, 23/05/12.

¹⁵³⁹ Goffman E., *Stigmatisme. Les usages sociaux du handicap*, Éditions de minuit, 1975 [1963]. Sur le stigmatisme et le FN : Boumazza M., « Between stigma and engagement. Young Front National activists' political careers », *Etografia e ricerca qualitativa*, 1/2015, p.75-87.

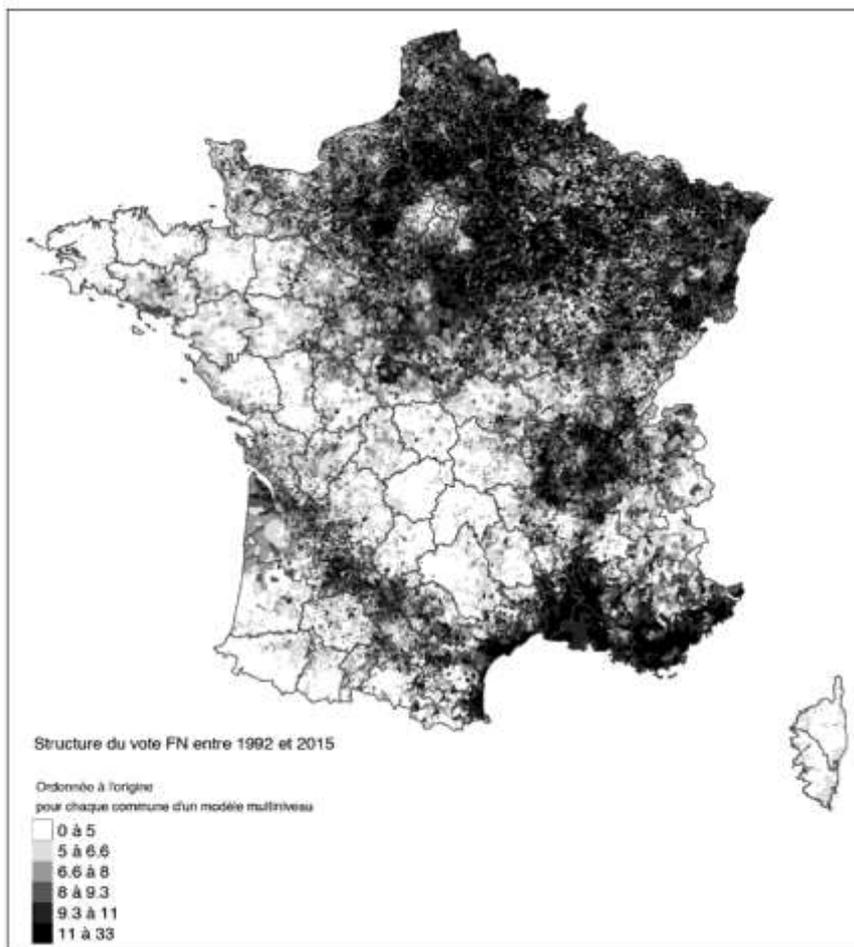
mise en relation avec la carte des sous et surreprésentations de l'adhésion identitaire au niveau départemental (illustration 29).

Une seconde carte sera également mobilisée : celle-ci montre le nombre de listes présentées par le FN dans des villes de plus de 10 000 habitants lors des municipales de 2014 (illustration 33). Que vient apporter cette seconde comparaison ? Une telle carte nous apparaît révélatrice des territoires où se situent les « forces vives » du parti. En effet, pour présenter une liste, il faut recruter des candidats qui acceptent d'y figurer. En ce sens, cette carte donne à voir les départements dans lesquels le FN est en capacité de mobiliser des individus¹⁵⁴⁰, les départements où se trouvent des pôles de militants, prêts à participer à une élection. Les données sont issues d'une étude de l'IFOP¹⁵⁴¹, publiée en amont des municipales de 2014. Pour la comparer à l'implantation des adhésions à GI (illustration 28), figure pour chaque département le ratio entre le nombre de listes du département et le nombre de listes en France (illustration 33).

¹⁵⁴⁰ Le conseil municipal d'une ville de 10.000 habitants compte 33 individus : pour présenter ces listes, le FN a donc dû recruter (au minimum) 33 personnes, ce qui n'est pas négligeable.

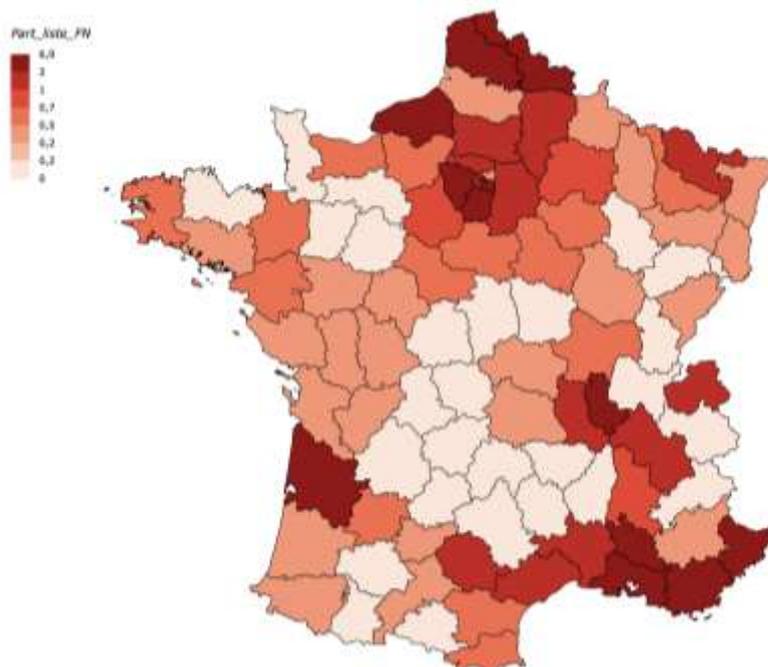
¹⁵⁴¹ IFOP, « Les listes FN aux municipales », Focus du département Opinion et Stratégies d'entreprises, n°106, mars 2014.

Illustration 32 – Les champs de force du vote FN (1992-2015)



Source : Gombin J., « Le changement dans la continuité : géographies électorales du Front National depuis 1992 », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national*. Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2015, p. 405.

Illustration 33 – L’implantation départementale des listes FN aux élections municipales (2014, ville comptant plus de 10.000 hab.)



Sources : IFOP, « Les listes FN aux municipales », Focus du département Opinion et Stratégies d’entreprises, n°106, mars 2014 ; carte réalisée par l’auteur.

Ces deux cartes nous permettent dans un premier temps de confirmer ce que relevait Colette Ysmal : l'implantation militante n'est pas nécessairement prédictive des votes. Ainsi, les illustrations 32 et 33 mettent en avant certains contre-exemples, tel un vote tendancielle fort pour le FN en Alsace et Lorraine, qui n'est pas lié apparemment à une forte implantation militante dans ces deux départements ; un vote plutôt faible en Gironde alors que l'investissement militant y est fort, tout comme en Bretagne.

La comparaison avec l'implantation identitaire n'est que partiellement satisfaisante (illustrations 28 et 33). Le taux de corrélation entre le nombre d'adhérents et le nombre de listes de chaque département est assez haut (0,77) mais la situation est néanmoins très clivée. Si certaines zones d'implantation entre le FN et GI apparaissent similaires (Paris, le Nord, le Pas-de-Calais, les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône, ou encore le Rhône et les Yvelines), d'autres présentent des visages très différents. Par exemple, la Gironde (où le FN parvient à présenter 11 listes mais où GI n'a que peu d'adhérents), la Haute-Garonne, l'Hérault ou l'Isère (plus de 100 adhésions dans chacun mais moins de 8 listes FN).

En comparant à présent le champ de force du FN et les départements où les adhésions sont sur ou sous-représentées (illustration 29 et 32), le manque de netteté persiste. Il y a des similitudes : des faiblesses le long d'un axe allant de Brest à Montpellier, une implantation plutôt à l'Est de la France, notamment dans le Nord, dans le Rhône et sur le pourtour de la Méditerranée. Mais les contre-exemples sont aussi nombreux : l'Alsace et la Lorraine, ou l'axe Bordeaux-Perpignan où le vote FN est fort mais où les Identitaires sont peu présents ; à l'inverse, à Paris et Lyon, une légère surreprésentation identitaire existe, alors que le vote FN reste faible.

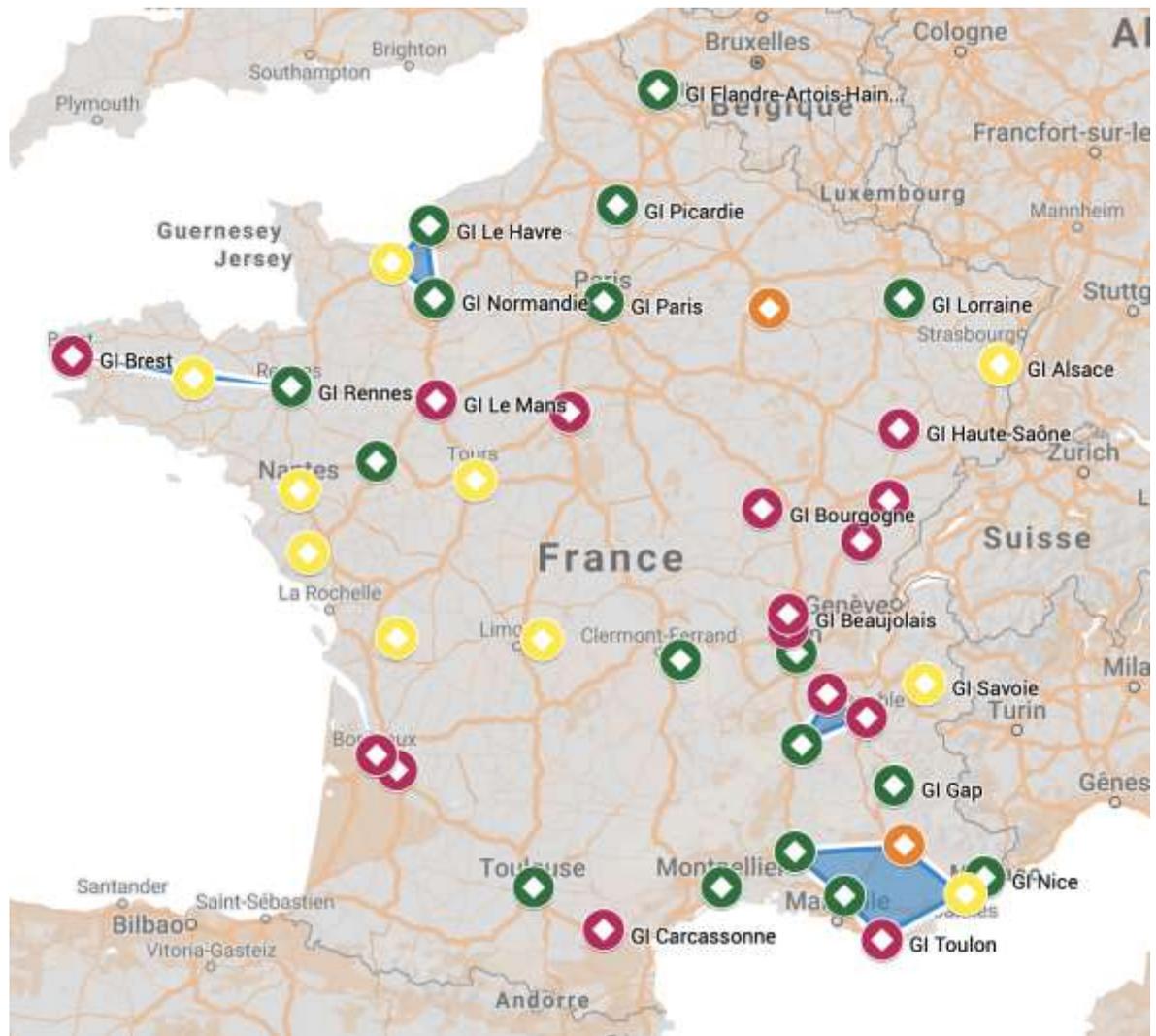
Finalement, il semble que les zones où les Identitaires sont bien implantés sont plus souvent des zones où le FN réalise lui-même de forts scores. Cependant, ce n'est pas une règle absolue. Toutes les zones où les Identitaires sont présents ne sont pas des zones de succès électoral pour le FN et toutes les zones de force du FN ne sont pas des foyers d'implantation identitaire. En ce sens, et à l'exception de Paris et Lyon, l'existence d'un contexte plutôt perméable aux idées d'extrême droite pourrait être considérée comme une condition nécessaire, mais pas suffisante. Pour expliquer ces divergences, il faut se tourner vers des particularités locales, relevant de l'histoire du mouvement identitaire, mais également des dynamiques militantes locales.

4. Les adhésions identitaires : un reflet du dynamisme militant ?

Jusqu'ici, aucun critère ne semble permettre d'expliquer l'implantation des adhésions telle que nous l'avons décrite. Elle ne dépend ni de critères sociaux attachés au territoire, ni (parfaitement) de critères politiques. Il nous revient donc de tester notre dernière hypothèse : celle d'une implantation reposant localement sur des réseaux singuliers, qu'il revient d'explorer « au local ». C'est ce que nous nous proposons de faire ici. Entamée au niveau régional, poursuivie au niveau départemental, notre analyse paraît la plus pertinente au niveau communal. Comme le montre la carte (illustration 30), la répartition des villes où se trouvent des adhérents se fait de manière polaire autour de certaines villes. Ces communes sont aussi celles où les fédérations militantes identitaires les plus actives sont implantées (illustration 34). Il apparaît alors nécessaire de poursuivre ce jeu d'échelle, de se rapprocher au plus près des fédérations militantes. Notre hypothèse est qu'il existe un effet « militantisme » sur les adhésions. Les fédérations militantes actives permettraient ainsi de susciter des adhésions dans leur zone d'activité. Ce faisant, nous ne faisons que déplacer le questionnement : comment expliquer que des fédérations parviennent à s'implanter dans certaines zones et pas dans d'autres ?

Nous proposons, pour élucider ces questions, un tour de France des fédérations identitaires pour présenter l'intensité de leur activisme, leur implantation et sa dimension historique ou non, leurs ramifications, éventuellement les rivalités qu'elles entretiennent avec d'autres organisations (du champ extrême droitier ou extérieur à celui-ci)¹⁵⁴². Tout au long de ce parcours, nous ferons ressortir les caractéristiques qui permettent cette implantation locale d'une part et expliquent d'autre part les recrutements d'adhérents.

¹⁵⁴² Avec un angle mort cependant : l'absence de données sur les fédérations présentes dans l'Est de la France.

Illustration 34 - Les fédérations locales de Génération identitaire (2017)

Légende :

- Vert : fédérations locales actives ;
- Jaune : fédérations peu actives ;
- Orange : fédérations probablement inactives ;
- Rouge : fédérations inactives ;
- Polygone bleu : fonctionnement en « cluster »

Nota Bene : Carte réalisée par l'auteur à partir des informations disponibles sur les divers supports numériques du mouvement identitaire et des diverses informations recueillies auprès des militants, en mars-avril 2017.

4.1. La Côte d'Azur : à la source du mouvement identitaire

Nous commençons ce tour de France par le Sud, lieu où débute l'histoire du mouvement identitaire. En effet, celui-ci est fondé à Nice en 2002/2003, ce qui est toujours une composante importante de l'identité de la fédération niçoise, comme le souligne Auxanne [2017_22] : « Déjà Nice, c'est la première ville où a été fondé les Identitaires, c'est un peu celle qui a lancé tout ça, donc même si on fait parfois un peu moins d'actions que les autres, on a quand même un rôle à montrer ». La ville est longtemps considérée comme le laboratoire électoral des Identitaires¹⁵⁴³ et à ce titre, elle est également à part. C'est en effet à Nice, et dans ses environs, que le mouvement aura une présence électorale renouvelée pendant plusieurs années, sous l'étiquette « Nissa Rebela ». La fédération niçoise apparaît longtemps comme la « locomotive » du mouvement, placée sous la direction de Philippe Vardon. Elle est décrite par les militants eux-mêmes comme « le fief des Identitaires » (Louis [2014_4]). En 2014, les Identitaires sont d'ailleurs suffisamment nombreux pour y présenter une liste en vue de l'élection municipale.

Le départ de Philippe Vardon vers le Front national provoque une rupture au niveau local : « Le fait qu'il soit parti, ça a été une grosse perte de vitesse pour la section de Nice » confie Étienne [2017_5] quand Fabien [2017_11] souligne qu'il y a « un problème de renouvellement de génération [...] c'est pour ça qu'aujourd'hui c'est une section qui est beaucoup moins active que Lyon ou Paris ou que Lille ». En 2017, le leader local revendique 10 à 15 militants actifs¹⁵⁴⁴, beaucoup moins en effet qu'à Lyon, Paris ou Lille. Quentin [2017_20] souligne en effet que :

« Quand [Philippe] est parti beaucoup d'anciens, les plus vieux surtout, ils ont commencé à partir aussi avec lui, soit le suivre politiquement, donc le suivre au FN tout simplement ou participer à des trucs plus Front que identitaire. Ce qui a laissé un peu un vide [...] C'était pas facile au début, là ça commence à aller mieux [...] petit à petit ça reprend bien, y'a de nouveaux jeunes, ça repart d'un bon pied donc c'est... plutôt cool. »

Si la fédération rencontre des difficultés contextuelles, elle peut cependant se reposer sur des acquis historiques, par exemple *Lou Bastioun*, la deuxième « maison de l'identité » niçoise¹⁵⁴⁵. À Nice, les Identitaires ont pignon sur rue et leur présence dans le quartier est impossible à ignorer : la porte du local, peinte en rouge et noir, ne passe pas inaperçue dans la petite rue Ribotti, située à quelques centaines de mètres du cœur du Vieux Nice. Il est le

¹⁵⁴³ Cf. *supra*, Chapitre 1.

¹⁵⁴⁴ Le département des Alpes-Maritimes (06) compte 176 adhésions.

¹⁵⁴⁵ Ce local est inauguré en 2010. Les Identitaires niçois avaient auparavant un autre local *La Maioun*, situé dans la même rue. En 2018, le lieu change de nom et devient le « Club 15.43 », en référence au siège de Nice par une alliance franco-ottomane, en 1543. Il constitue un élément du « roman local » des identitaires : Catherine Ségurane en aurait permis la fin, ce qui est analysé comme une reconquête contre une tentative d'invasion turque.

lieu central des activités identitaires : la première salle est un bar, aux allures de pub à l'anglaise. Derrière, une salle permet d'organiser conférences et formations, mais aussi séances de sport, et notamment de pratiquer la boxe. Enfin, les militants disposent d'un lieu de stockage pour le matériel militant. Ils y organisent des soirées de cohésion entre eux mais également des événements ouverts aux sympathisants, comme des conférences ou des concerts. La vie militante niçoise est rythmée par une marche annuelle, surnommée « La Ségurane », en l'honneur de Catherine Ségurane¹⁵⁴⁶. Les militants organisent également des actions d'agit-prop d'envergure locale, par exemple celle au-dessus de la permanence du maire de Nice, Christian Estrosi¹⁵⁴⁷. Cet activisme local permet de fédérer un important réseau de sympathisants, à défaut de militants actifs. Cela vient expliquer également les nombreuses adhésions à Nice même et dans ses alentours.

Contrairement aux découpages territoriaux, et en dépit de l'impression que nous en avons, les villes de Cannes et Nice ne fonctionnent pas ensemble : Cannes est en fait liée, pour des raisons historiques et individuelles, à la fédération d'Aix-en-Provence, transcendant donc la frontière qui sépare les Alpes-Maritimes des Bouches-du-Rhône. La fédération « GI Provence » regroupe ainsi plusieurs villes, au sein d'un *cluster*, figuré en bleu sur notre carte (illustration 34). Comme nous le raconte Antoine [2017_24], GI Provence réunit en effet des militants « sur Carpentras, sur Avignon, sur Aix, dans les petites villes autour d'Aix en Provence », tous placés en 2017 sous la direction du même chef de section, Laurent [2017_25]. Le centre névralgique de la fédération se situe désormais à Aix-en-Provence, ce qui n'a pas toujours été le cas.

Historiquement, une section des Jeunesses identitaires avait bien été fondée sous le nom « JI Aix-Marseille », avant d'être remplacée par *Reconquista*, l'antenne locale au sein du réseau « Une Autre Jeunesse ». À partir de 2008, des militants cannois entrent en contact avec la fédération niçoise et en 2010, ils lancent officiellement *Reconquista* à Cannes. D'après l'actuel leader, des tensions entre les militants d'Aix-Marseille et ceux de Cannes expliquent un certain éloignement entre les deux sections. Si GI Cannes est bien créé en 2012, ni à Aix, ni à Marseille, il ne reste plus rien de l'éphémère expérience identitaire. À partir de 2014, la fédération cannoise est en perte de vitesse. Les militants les plus anciens

¹⁵⁴⁶ Catherine Ségurane aurait permis la fin du siège de Nice par une alliance franco-ottomane en 1543 : elle est honorée dans le roman local identitaire pour ce qui est présenté comme une reconquête contre une tentative d'invasion turque.

¹⁵⁴⁷ Par exemple : Casabianca P.-O., « Une banderole anti-Estrosi déployée dans le centre de Nice », *France 3*, 14/05/2016.

[Consulté le 11/11/2019] URL : france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/alpes-maritimes/nice/une-banderole-anti-estrosi-deployee-dans-le-centre-de-nice-997593.html

se mettent en retrait petit à petit ; les plus jeunes déménagent pour leurs études. C'est notamment le cas de Laurent [2017_25], qui s'installe à Aix pour suivre ses études de droit :

« À Cannes ça commençait déjà à moins bouger, à se calmer et du coup ici j'ai lancé une fédération et au fur et à mesure des mois et des années y'a eu des rencontres, des mouvements qui se sont mis en place. [...] Donc il y a eu Aix, sauf que Cannes a arrêté de bouger. Le seul qui bougeait c'était moi quand je rentrais le week-end, avec la bagnole et compagnie et que je me motivais. [...] Du coup Cannes, j'ai réussi à maintenir un peu à flots, à faire quelques réunions. La dernière réunion, c'était il y a un an, on avait eu 40 personnes. Donc c'était... y'avait plus de jeunes, c'était mort quoi. Ça s'est désagrégé. [...] Aujourd'hui, il n'y a qu'une seule fédération en Provence, c'est celle d'Aix-en-Provence. Mais l'année dernière on a rencontré des jeunes du Vaucluse, d'Avignon et de Carpentras et même à un moment d'Orange. [...] C'est pour ça peut-être qu'on t'a dit qu'on avait des sections là-bas... en fait c'est pas des sections, c'est juste qu'on a des militants là-bas. »

La fédération d'Aix-en-Provence est donc récente et repose essentiellement sur l'implication d'un militant, déjà formé chez les Identitaires cannois, qui a en quelque sorte « emporté la fédération dans ses cartons » lorsqu'il a déménagé pour ses études supérieures. Quand nous le rencontrons en 2017, la seule véritable fédération identitaire est donc à Aix-en-Provence, même si des militants sont ponctuellement présents dans d'autres villes des Bouches-du-Rhône ou du Vaucluse. Cette fédération compte, 3 ans après sa création, autant de militants actifs que celle de Nice (entre 10 et 15)¹⁵⁴⁸. En revanche, le réseau de sympathisants y est moins étendu et les militants n'y disposent pas de local. Ils ont cependant l'habitude d'organiser des conférences et des débats dans un bar du Cours Mirabeau, où ils organisent d'ailleurs nos entretiens. La marche de l'identité provençale, à l'initiative de l'association (identitaire) *Guillaume de Provence*, est organisée chaque année depuis 2016. Si les manifestants y sont nettement moins nombreux qu'à Nice, la marche constitue néanmoins un événement annuel pour les militants identitaires. Ils n'organisent pas d'action d'agit-prop locale, mais une présence régulière « dans la rue », à travers des collages, des tractages fréquents (notamment devant les lycées et les universités) et des boitages. Si le militantisme n'est plus actif à Cannes, Laurent essaye tout de même d'y entretenir une présence.

Dans cette zone du pourtour méditerranéen, les effets conjoints d'une perméabilité des idées d'extrême droite, d'une implantation militante historique (Nice, Cannes) et toujours active (Nice, Aix-en-Provence) assure un haut niveau d'adhésions, tant dans les villes concernées que dans les villes alentours.

¹⁵⁴⁸ Le département des Bouches-du-Rhône (13) compte 75 adhésions.

4.2. Structuré, déstructuré, restructuré : le mouvement identitaire dans le Languedoc

Dans le Languedoc, fut un temps où les Identitaires étaient bien implantés. Mais cette implantation ancienne s'est étiolée, jusqu'à une quasi disparition, sur fond de rivalités locales avec d'autres groupes... Deux fédérations résistent néanmoins à la disparition, à Toulouse et Montpellier.

À Toulouse, une « fédération » des Jeunesses identitaires est créée en 2007, sur l'initiative de Julien [2017_15]. Lorsqu'il nous raconte la mise en place de cette antenne de JI, il omet un détail qui a de l'importance : à la même période son père se rapproche du Bloc identitaire. C'est en fait un duo père-fils qui mène le mouvement identitaire local. Celui-ci ne prend guère d'ampleur dans la ville rose, connue pour son ancrage à gauche (sauf lors des municipales) et sa résistance au FN lors des scrutins (tout comme le département et, plus largement, la région Midi-Pyrénées). Toulouse est alors la petite branche de « JI Occitanie » (ou « JI DOC »), fédération occitane essentiellement centrée sur un axe Nîmes-Béziers-Montpellier¹⁵⁴⁹. Lorsque Julien quitte Toulouse pour ses études, la fédération n'est guère plus qu'une coquille vide¹⁵⁵⁰. C'est l'occasion pour Matthieu Clique, arrivé en 2009 de Grenoble, de reprendre la main sur la fédération, qui désormais participe à « Nostra revolta » au sein du réseau UAJ. Sous sa direction, elle prend de l'ampleur. Il assure un recrutement actif dans d'autres réseaux d'extrême droite (du fait des liens qu'il entretient, étant lui-même un militant multi-positionné, avec des associations catholiques traditionalistes et des syndicats étudiants nationalistes). Les jeunes toulousains inaugurent alors une maison de l'identité, *L'Oustal*, en février 2012. Le local est au cœur d'une forte polémique : les réseaux antifascistes toulousains se mobilisent et manifestent pour sa fermeture. Un climat de violence s'instaure entre les deux groupes. Alors qu'il est chef de la fédération, une rixe éclate entre des militants d'extrême droite et d'extrême gauche dans le centre-ville toulousain, et Matthieu Clique est accusé d'avoir très grièvement blessé un étudiant chilien, resté hémiplégique suite aux violences. L'affaire, jugée en mai 2017, a conclu à la culpabilité de l'ex-chef qui a été condamné à 30 mois de prison donc 1 an avec sursis, mais aussi à une interdiction de séjour à Toulouse de 5 ans, ainsi qu'au remboursement de la sécurité sociale et de certains frais d'assurance. Cette affaire a mis un coup d'arrêt à la construction de la fédération locale. *L'Oustal* ferme en septembre 2012, et nombre de militants quittent

¹⁵⁴⁹ (Non signé), « Vie militante », jidoc.hautefort.org, [Consulté le 10/08/20] URL :

web.archive.org/web/20080512051248/http://jidoc.hautefort.com/vie_militante_vida_militanta/

¹⁵⁵⁰ Il explique qu'en 2008, il est le seul participant toulousain à l'UDT, parce qu'il est le seul militant à Toulouse [Julien, 2017_15].

l'association (souvent pour se rapprocher d'autres mouvements d'extrême droite, comme les jeunesses nationalistes tout juste installées à Toulouse). Ceux qui sont restés forment le socle des plus anciens.

Aujourd'hui, la fédération compte une quinzaine de militants¹⁵⁵¹. À Toulouse, les rivalités avec les réseaux antifascistes handicapent les actions des Identitaires : leur activité est plus tournée vers la formation que vers l'agit-prop, elle se fait donc plus en coulisses qu'en public, ce qui peut expliquer des difficultés à recruter. De la même façon, ils n'organisent pas de manifestation annuelle, arguant que la préfecture refuse leur demande pour « crainte de trouble à l'ordre public ». Les activités de formation en revanche parviennent à fédérer un réseau de sympathisants. Les Identitaires toulousains ont créé une structure qui organise des conférences publiques, ouvertes largement à leurs sympathisants, le « Cercle des Capitouls ». Ils reçoivent plusieurs figures célèbres dans les réseaux d'extrême droite, tels Renaud Camus, Jean-Yves Le Gallou ou encore Bruno Gollnisch. Ces conférences connaissent un relatif succès, en rassemblant une centaine de participants. L'exemple toulousain vient montrer plusieurs dimensions importantes : le fait qu'une fédération repose parfois sur des réseaux individuels (cas de M. Clique), ce qui ne constitue pas une base solide ; le fait par ailleurs que les militants sont capables d'adapter les stratégies identitaires pour les mettre au diapason de situations locales particulières (ici des réseaux antifascistes solidement ancrés).

Historiquement, nous l'avons vu, la fédération toulousaine était la toute petite sœur d'une fédération régionale, implantée par ailleurs à Montpellier, Béziers et Nîmes. Seule une fédération existe aujourd'hui, à Montpellier. Les liens entre Toulouse et Montpellier sont cependant forts. Ils coorganisent par exemple un week-end de cohésion annuel et les bureaux travaillent main dans la main.

À Montpellier, la fédération actuelle est en fait récente. Elle a été créée par Adam et Justine, deux militants venus s'installer ensemble à Montpellier en mai/juin 2015. Adam [2017_28] a grandi à proximité de Montpellier, mais a quitté la ville pour ses études supérieures, découvrant les Identitaires ; Justine [2017_26], elle, est francilienne, membre du Bureau local. Ils sont « partis vraiment de zéro » : « on était deux, on n'avait pas de militants, 10 likes sur notre page Facebook ». Cette toute petite cellule (familiale, ils sont mariés) organise une première action, qui a « bien pris ». À partir de leurs pages sur les réseaux sociaux, ils sont contactés par des aspirants militants et multiplient les contacts, au

¹⁵⁵¹ Pour 103 adhésions dans le département de la Haute-Garonne (31).

rythme soutenu d'une « rencontre de nouveaux » par semaine. Près de 3 ans plus tard, ils ont en moyenne une quinzaine de militants actifs sur lesquels ils se reposent pour organiser des actions, plus fréquentes qu'à Toulouse. Certaines ont eu une forte visibilité médiatique, comme quand ils ont muré l'accès à un centre d'accueil de clandestins en septembre 2016¹⁵⁵².

Le couple fondateur essaye d'élargir son cercle de militants, ce qu'il parvient à faire grâce à la forte proportion d'étudiants, comme le souligne Adam [2017_28] : « la grande chance qu'on a, c'est que Montpellier, un quart de la population c'est des étudiants quoi. Donc c'est quand même pas mal. C'est pratique. » En revanche, ils peinent à fédérer des sympathisants, en raison de difficultés propres à Montpellier. Tout d'abord, le fait que la ville soit « très très à gauche » [Adam, 2017_28] : la municipalité est en effet dirigée par le PS de 1977 à 2014, avant de passer « Divers gauche » en 2014. De même, Jean-Luc Mélenchon (31,46 %) est arrivé en tête au premier tour de la présidentielle tandis que Marine Le Pen était reléguée à la quatrième place (avec 13,32 % des voix). Le constat s'inverse au niveau départemental, où Marine Le Pen surperforme en 2017 au premier comme au second tour... comme son père en 2002. Si les urnes sont à gauche, Justine et Adam se félicitent cependant de ne pas avoir de réseaux antifascistes aussi implantés qu'à Toulouse : « ils ont une extrême gauche hyper violente et hyper organisée donc c'est vrai que c'est plus compliqué pour eux que pour nous. Nous, elle est chiante mais on arrive à s'en sortir ! Par contre nous on n'a pas ce vivier un peu... de droite patriotique » [2017_28]. Du fait de l'absence de ce « vivier », ils peinent à constituer un réseau de sympathisants qui dépasserait les jeunes militants qu'ils recrutent. Dernière difficulté de cette implantation montpelliéraine, la concurrence : en effet, un autre groupe identitaire, *La Ligue du Midi*, existe à Montpellier, sous la direction de Richard Roudier et ses fils. Ils sont donc en situation de concurrence directe avec ce groupe qui prône des idées relativement proches (ils ont d'ailleurs été les alliés électoraux du Bloc identitaire au sein de la Fédération identitaire et régionaliste (FIER), en 2007, avant de se séparer pour des désaccords stratégiques), sous des modalités toutefois différentes. Cette concurrence est mal vécue par les militants, qui estiment qu'elle peut leur nuire :

« Eux c'est des bourrins. On a tendance à toucher des fois certains individus donc ça reste entre guillemets de la concurrence. [...] Forcément t'as des gens qui au lieu de passer par nous vont passer par eux et vont voir que ce qu'ils font... [...] Ce qu'ils font ne correspond pas à une bonne partie de ce qu'aimerait faire la jeunesse [...]. Mais

¹⁵⁵² Soullami Z., « Des identitaires dressent un mur devant un futur centre pour migrants à Montpellier », *France 3 Occitanie*, 30/09/16. [Consulté le : 11/10/2017] URL : france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/herault/montpellier-metropole/montpellier/identitaires-dressent-mur-devant-futur-centre-migrants-montpellier-1098493.html

quand ils vont voir ça, ils vont se dire "Ah bon bah mince toute la politique c'est comme ça, donc ça sert à rien que je continue, je m'arrête tout de suite". Malheureusement beaucoup de jeunes s'écartent à cause de ces mouvements. » [Adam, 2017_28]

Pris en tenaille entre une gauche bien installée bien que peu militante, et un groupe identitaire implanté de longue date, les militants estiment n'être qu'une « fédé de moyenne ampleur ». L'intensité de leur activisme semble cependant compenser ces faiblesses structurelles. Les militants réalisent en effet de nombreuses actions au niveau local (près d'une dizaine entre mai 2015 et mai 2019¹⁵⁵³). Ces actions régulièrement relayées dans la presse locale leur apportent une certaine notoriété et les adhésions suivent, à défaut d'effectifs militants satisfaisants à leur sens. Ils organisent régulièrement des événements de cohésion ouverts aux sympathisants, une pratique pas si répandue parmi les fédérations qui n'ont pas de « maison de l'identité »¹⁵⁵⁴.

Dans le Languedoc, la situation est donc plus nuancée qu'au bord de la Méditerranée. D'une part, le territoire est plus résistant à la poussée du FN, d'autre part la présence identitaire est en fait intermittente. L'installation durable des Identitaires est relativement récente dans les deux villes, plus à Montpellier qu'à Toulouse. L'activisme, dont les formes varient selon les contextes locaux, leur permet de compenser ces faiblesses. Ils arrivent ainsi à fédérer un réseau de militants comparable à celui de Nice, mais n'ont pas le même ancrage. Cela se voit d'une part, au niveau des réseaux de sympathisants, beaucoup plus modestes, et du nombre d'adhérents d'autre part, plus limité lui aussi.

4.3. Les disparus de l'Ouest

Sur la façade ouest de la France, la situation est bien différente, marquée par un faible nombre (illustrations 28 et 31) et une faible proportion (illustration 29) d'adhésions mais également une faible implantation du côté des fédérations (illustration 34), qui s'est encore affaiblie depuis. Cette absence doit être expliquée. Historiquement pourtant, les Identitaires ont eu une présence dans l'Ouest : à Bordeaux¹⁵⁵⁵ mais aussi en Bretagne¹⁵⁵⁶, le Bloc identitaire était bien implanté.

¹⁵⁵³ Plusieurs « actions banderoles », (juin 2015, mai 2015, octobre 2015, janvier, mai et juillet 2016, octobre et décembre 2017, mars 2019) mais aussi des actions de rue (mai 2019), des fermetures symboliques de locaux publics (sept. 2016, sept. 2018).

¹⁵⁵⁴ Dans l'Hérault (34), il y a 106 adhésions.

¹⁵⁵⁵ 47 adhésions en Gironde (33).

¹⁵⁵⁶ Dans les départements bretons les effectifs d'adhésion : Côtes-d'Armor (22) – 30 ; Finistère (29) - 15 ; Ille-et-Vilaine (35) – 29 ; Morbihan (56) – 14.

La fédération aquitaine a vu le jour en 2008, autour de Christophe Pacotte¹⁵⁵⁷, un ancien militant du Front national, qui rejoint les Identitaires et établit la fédération à Bordeaux. Un groupe de jeunes bordelais lié au réseau UAJ suit également et se réunit à partir de 2010. Le mouvement se développe et se structure localement. Plusieurs actions contre la construction de mosquées dans la région auront un certain retentissement médiatique, une association est créée au service de cette fédération régionale en août 2011, un local de 200m² sera même inauguré en janvier 2012, *L'Échoppe*¹⁵⁵⁸. Cette maison de l'identité est fermée dans les mois qui suivent, et l'association est dissoute en janvier 2013 par décision de l'association. Plusieurs hypothèses peuvent être mobilisées pour expliquer cette fin rapide du mouvement. Premièrement, un effet d'actualité. Il ne faut pas oublier qu'à cette même période, les Identitaires sont sous le feu des critiques dans la région. À Toulouse, plusieurs militants sont poursuivis suite à des violences. Au même moment, des actions en justice sont également lancées à l'encontre des Identitaires bordelais. Cela pourrait fonctionner comme des invitations à réduire leur action. Deuxièmement, un effet de contexte organisationnel : en 2012, la fédération identitaire qui réunissait jusqu'alors le Bloc identitaire et la ligue du Midi de Richard Roudier est en plein divorce¹⁵⁵⁹. La scission s'opère alors que la fédération bordelaise est en cours de structuration. Cette instabilité a pu provoquer des départs de militants et donc mettre fin à la structuration. Troisièmement, Christophe Pacotte, sans quitter le Bloc identitaire, se rapproche de nouveau du FN. En 2014, il est nommé par Robert Ménard à la mairie de Béziers, avant d'en être écarté... et finalement de s'occuper de la campagne des départementales du FN en 2015. Ces ambitions poursuivies dans des cercles politiques plus institutionnels peuvent expliquer une démobilisation de Pacotte à Bordeaux. Génération identitaire a tenté d'établir une fédération à Bordeaux. En 2016, ils avaient notamment organisé un arrêt de la « caravane identitaire » dans la ville d'Alain Juppé, ce qui n'avait pas manqué de faire réagir les militants antifascistes locaux. Ces tentatives se sont soldées par un échec. Le mouvement n'a apparemment pas trouvé de « repreneurs » et désormais d'autres groupes se sont installés, occupant localement l'espace de l'extrême droite.

¹⁵⁵⁷ Ancien militant du FN, il rejoindra après son passage par le BI, la mairie de Béziers en tant que directeur de cabinet de Robert Ménard pendant quelques mois. Son fils est un militant actif de GI à Toulouse.

¹⁵⁵⁸ À la même période que l'inauguration de l'Oustal à Toulouse...

¹⁵⁵⁹ L'autre figure du BI en Aquitaine, Alain de Peretti, est parti à la ligue du Sud suite la scission. Proche de Richard Roudier, le vétérinaire en retraite fondera par la suite le collectif « vigilance halal ».

En Bretagne, la situation apparaît assez proche, sinon similaire : le Bloc identitaire y est bien implanté pendant quelques années, avant que la situation ne se délite progressivement. En effet, une fédération s'installe à partir de 2008, « Jeune Bretagne », autour de Philippe Milliau¹⁵⁶⁰, personnalité du GRECE qui a rejoint le Bloc identitaire après avoir été un temps conseiller régional frontiste à la région Ile-de-France et être passé par le MNR lors de la scission FN/MNR. Sous son impulsion, une maison de l'identité bretonne, *Ti Breizh* est ouverte à Guerlesquin (Finistère) dès 2009. Le mouvement « Jeune Bretagne » avait notamment recruté dans les réseaux régionalistes indépendantistes de la tendance nationaliste. Ainsi, Philippe Milliau était assisté par Yann Vallerie, un ancien d'Adsav (un mouvement indépendantiste breton d'extrême droite) et Mickaël Prima. Ils se présenteront tous les deux lors des cantonales de mars 2011, respectivement dans les cantons de Fouesnant et Rosporden. Le lien avec les Identitaires est alors flagrant, le logo du BI étant apposé aussi bien sur le logo de *Ti Breizh* que sur les affiches de campagne de « Jeune Bretagne ». L'année suivante, ils se présentent aux législatives, sans le Bloc identitaire, cette fois. Entre temps, la fédération bretonne a pris son indépendance du Bloc identitaire. Suite à des désaccords stratégiques, Philippe Milliau s'oppose à la direction du BI et en est exclu. Jeune Bretagne reste fidèle à Philippe Milliau et le BI se retrouve donc sans relai en Bretagne. Du fait de cette prise d'indépendance, Philippe Milliau se rapproche lui aussi de Richard Roudier, avec lequel il fonde le *Réseau identité*. Jeune Bretagne poursuit sa route indépendamment du BI, avec un succès qui ne cessera de décroître cependant et le mouvement semble s'être éteint après 2013.

Génération identitaire tentera après 2013 de s'implanter en Bretagne : ils organisent quelques actions à Nantes¹⁵⁶¹, Rennes et Brest, par exemple des tournées de sécurisation dans les transports en commun (2014). Néanmoins, leur présence reste très superficielle. Peu d'actions sont organisées et la présence militante est loin d'être active. Dans cette fédération, de Nantes à la Bretagne, divisée en plusieurs antennes, les militants n'ont soit pas répondu à nos sollicitations, soit refusé de nous rencontrer. Les autres militants identitaires expliquent cette situation par le fait que ce sont « de trop petites fédérations », sans responsable fédéral formé. Les militants de Rouen ont par exemple expliqué que ces fédérations étaient peuplées de militants « jeunes, récents et peu formés » [Typhaine et Fabien, carnet de terrain] et que

¹⁵⁶⁰ Personnalité du GRECE, Philippe Milliau rejoint le FN. Il assure trois mandats de conseiller régional pour le FN de 1986 à 2004, en Ile-de-France et en PACA. Lors de la scission, il prend le parti de Bruno Mégret, dont il est le porte-parole régional (Bretagne) lors des législatives de 2007. Il rejoint le Bloc identitaire en 2008, et devient le coordinateur en Bretagne du BI. Il participe donc à la fondation de la fédération. Depuis 2014, il est président de la chaîne « TV Libertés », une web-TV de « réinformation » qui diffuse sur Youtube depuis 2014, sous la houlette de diverses personnalités du champ extrême droitier.

¹⁵⁶¹ Le rattachement de la ville de Nantes à la Bretagne est une revendication du mouvement.

les responsables eux-mêmes n'avaient pas été formés chez les Identitaires. Cela suscitait un double problème : d'une part, une difficulté présente puisqu'ils ne savent pas gérer une fédération et d'autre part, une difficulté à venir puisqu'il y a un défaut de transmission. Depuis les entretiens, l'implantation s'est encore délitée. La responsable de la fédération a été débarquée par le bureau national et GI a localement disparu, avant qu'une fédération ne soit relancée en juin 2019. Le manque de recul nous empêche de nous prononcer sur l'activité de cette fédération. *In fine*, il apparaît que localement il y a peu d'activités militantes et un ancrage faible, trop en tout cas pour susciter des adhésions.

Un mouvement similaire s'opère dans la fédération de Génération Identitaire Angers. Jeune fédération active en 2017, elle a été abandonnée par GI du fait de « problèmes », doux euphémisme pour désigner des procès à répétition contre des militants pour violences, coups et blessures, insultes à caractère racial, etc.^{1562,1563}. L'image de respectabilité du groupe a donc primé sur l'existence d'une fédération dans le Maine-et-Loire.

Finalement, dans l'Ouest, du fait des scissions et de l'absence de responsables locaux « formés » les Identitaires ne parviennent pas à installer durablement une présence militante, ne structurent donc pas de base de sympathisants, ce qui est perceptible également sur le nombre d'adhésions. Cela met l'accent sur l'importance centrale que jouent les cadres locaux dans ce mouvement, importance vérifiée également dans la fédération normande.

4.4. « Vague normande » : les difficultés du renouvellement générationnel

C'est à Rouen¹⁵⁶⁴, cœur de la fédération normande, que nous avons rencontré des militants de GI. La ville est connue pour son ancrage à gauche, toujours créditée de bons scores électoraux. Les scores de la droite sont tendanciellement inférieurs aux scores nationaux, en particulier en cas de candidature centriste. Ce barycentre politique excentré vers la gauche en fait une ville résistante au FN, dans un département et une région où le FN

¹⁵⁶² Faye O., « Les terreurs brunes du Grand Ouest », *Le Monde*, 28/11/2017. [Consulté le 11/11/2019] URL : www.lemonde.fr/enquetes/article/2017/11/28/les-terreurs-brunes-du-grand-ouest_5221259_1653553.html ; Alouti F., « À Angers, « ce n'est pas le procès de l'extrême droite mais de l'alcool violent » », *Le Monde*, 06/04/2017. [Consulté le 11/11/2019] URL : www.lemonde.fr/politique/article/2017/04/06/a-angers-ce-n-est-pas-le-proces-de-l-extreme-droite-mais-de-l-alcool-violent_5107149_823448.html

¹⁵⁶³ Les militants angevins ne se sont pas démobilisés, préférant changer de groupe de rattachement : ils se sont réorientés vers le Bastion Social, un groupe de tendance nationaliste révolutionnaire, plus lié au GUD qui avait fait le pari de venir un « Casapound français » en prenant un tournant « social ». Ils entretenaient également une certaine proximité avec Academia Christiana, un groupe qui résulte d'une (timide) scission du mouvement identitaire, qui a pour particularité d'assumer une identité catholique forte. Ce second groupe a été créé par Julien Langella, qui avait participé à la fondation de Génération identitaire avant de quitter le groupe, et d'écrire *Catholique et identitaire*. Les (anciens) militants angevins ont ensuite fondé une nouvelle association, l'Alvarium, à la fois « communauté militante » et « lieu de réunion convivial », empruntant beaucoup au Bastion social. Ils ont notamment squatté pendant plusieurs mois un bâtiment du centre-ville d'Angers, avant que la justice ne se saisisse du dossier (V. Lenoir L., « Angers : un squat identitaire devant la justice », *le Figaro*, 15/09/20. [Consulté le 16/09/20] URL : www.lefigaro.fr/angers-un-squat-identitaire-devant-la-justice-20200915)

¹⁵⁶⁴ La Seine-Maritime (76) compte 47 adhérents.

réalise des scores supérieurs à sa moyenne nationale. Cependant, bien que sous-représenté, le score du FN à Rouen croît lors de toutes les élections depuis 2010. Les réseaux antifascistes locaux sont assez présents sur les réseaux sociaux (Ras l'Front Rouen notamment), où ils suivent et documentent les actions des Identitaires, voire organisent des mobilisations contre eux.

En Normandie, la fédération identitaire naît en 2007, après la campagne présidentielle. Les militants du FNJ de Rouen sont contactés par les Identitaires, notamment par le fondateur de la fédération parisienne des JI, pour créer une fédération identitaire locale. Fabien [2017_11] a assisté à la création de cette fédération. Deux responsables des Identitaires sont alors venus à Rouen pour formaliser la proposition : « C'était un honneur. Le genre d'offre qu'on peut pas se permettre de refuser » [Fabien 2017_11]. La fédération JI se fonde donc alors à partir d'un groupe militant préexistant, lié au FN et à des réseaux plus propres à la région¹⁵⁶⁵. Suite aux départs des premiers leaders locaux, Fabien devient le « chef » de la fédération. Il apparaît dès lors comme le visage du mouvement local : à travers les changements d'identité du mouvement, JI Normandie – Vague normande (2009) – Génération identitaire - Vague normande (2012), il reste présent, dans un rôle de second puis de premier plan. Le Bloc identitaire, lancé en 2011, ne semble pas s'ancrer durablement dans la région.

Vague Normande compterait en 2017 entre 30 et 35 militants, avec une difficulté cependant, puisqu'ils sont « éparpillés », sur trois départements (Haute et Basse-Normandie et Eure), la fédération étant présente à Rouen, au Havre et à Brionne. Ils ne sont pas parvenus à s'implanter à Caen. Le chiffre nous paraît quelque peu surévalué en 2017, alors qu'il est de notoriété publique que la fédération normande traverse une mauvaise passe, peinant à recruter des militants. Le bruit est remonté jusqu'aux oreilles des militants parisiens, comme Alizée [2017_9], qui souligne qu'à Rouen, « ils commencent à avoir des difficultés à gérer leurs locaux parce qu'ils commencent à être de moins en moins nombreux. Parce que les anciens partent et y'a un problème de renouvellement de la génération... ».

Cette difficulté se traduit aussi par un militantisme plus discret, également expliqué par la présence de réseaux antifascistes, dans une ville où « tout le monde se connaît ». Les militants rouennais sont connus dans les autres sections pour être parmi les plus créatifs. Musiciens, photographes et graphistes s'y côtoient. En revanche ils ne sont guère réputés

¹⁵⁶⁵ Les militants normands sont fréquemment issus de la scène « métal » de la région. Ils sont d'ailleurs connus pour cela dans le reste de la France, ce qui leur vaut le sobriquet de « Vikings ».

pour leur activisme de terrain, ce qui se perçoit en creux dans nos échanges avec les militants. Leurs activités militantes sont centrées sur des productions visuelles (affiches, photos), ou sur la « métapo » (les formations intellectuelles et pratiques) et ils n'évoquent pas comme le font les autres fédérations les tractages, collages ou stickages. Côté « action », les militants normands semblent en effet se concentrer sur de petites actions de type « manifestation spontanée », qui ne permettent pas d'organiser de contre-manifestation. Devant la cathédrale de Rouen par exemple (Défends ton Église, en juillet 2016), devant le Palais de Justice (janvier 2016), devant les mairies, de Rouen et du Havre (après les attentats de novembre 2015, en hommage aux victimes), ou simplement de Rouen en septembre 2015 contre l'accueil de migrants, ou encore devant la préfecture. Depuis 2008, ils organisent chaque année une marche aux flambeaux en l'honneur de Jeanne d'Arc, qui réunirait une centaine de participants.

Ils disposent d'un local, *L'Yggdrasil*, situé dans une petite rue de Rouen, à quelques pas de la Place du marché et à une dizaine de minutes de la cathédrale et du cœur historique de la ville. Derrière une porte cochère, nous pénétrons dans une petite cour où les Identitaires ont élu domicile depuis octobre 2013. Le local est sur deux niveaux : le sous-sol, une enfilade de caves, sert d'espace d'entraînement sportif et est décoré de multiples drapeaux, du mouvement ou de la région, mais aussi d'un drapeau de la Serbie. Le rez-de-chaussée est divisé en deux salles. La première aux murs blancs sert de salle de conférence et d'espace de stockage pour le matériel militant. Dans un coin, des pots de colle, des balais et des affiches empilées, certaines de GI, d'autres du candidat FN aux législatives. Des chaises pliées sont appuyées de l'autre côté. Les murs sont immaculés, à l'exception du mur de droite, orné d'un arbre fleuri, aux racines apparentes, inscrit dans un cercle : l'arbre de Vie de la mythologie nordique ou « Yggdrasil », qui donne son nom au local. Dans l'autre salle, une bibliothèque militante bien fournie, ainsi qu'un bar et une boutique, avec les derniers numéros des magazines « IDentitaires », des autocollants et des tracts. La décoration est typiquement identitaire. Sur un mur est peint un grand blason normand, deux léopards dorés sur fond rouge, à côté de photos de diverses actions de GI. Au-dessus du bar une citation de Rollon¹⁵⁶⁶ donne le ton : « Nous en resterons Maîtres et Seigneurs ». Dans cette « maison de l'identité normande », les militants organisent régulièrement des conférences ouvertes aux sympathisants, mais aussi des cercles de formation ou encore des soirées de cohésion.

¹⁵⁶⁶ Chef viking à l'origine du duché de Normandie. Une statue du personnage est installée dans les jardins de l'Hôtel de Ville de Rouen, sous laquelle figure cette même citation.

Comment expliquer les chiffres d'adhésion relativement bas dans cette région malgré la présence d'une fédération ? Plusieurs facteurs viennent se rejoindre. Premièrement le fait que, comme à Toulouse, les militants sont structurellement dans un militantisme plus « privé » que « public », et sont donc largement invisibles dans l'espace public, aussi bien sur le terrain qu'en ligne. Deuxièmement, le fait que la fédération repose sur une seule génération de militants. En effet, les militants présents en 2017 sont, pour GI, assez « vieux », c'est-à-dire plus proche de la trentaine que de la vingtaine. Ils n'ont peu ou pas de contacts avec des plus jeunes, et peinent donc à recruter de jeunes militants, qui seraient plus disponibles pour des actions. Au-delà des contacts, nous faisons l'hypothèse qu'un jeune aspirant identitaire n'aurait pas forcément envie d'intégrer un groupe déjà constitué de personnes toutes plus âgées que lui, se connaissant depuis longtemps et formant un groupe soudé. Finalement, au fil des éloignements divers des militants¹⁵⁶⁷, la fédération se vide donc. Les militants font face à un défi, celui du renouvellement. A Rouen, la première génération a confié la fédération à Fabien, sans quoi elle n'aurait pas trouvé preneur¹⁵⁶⁸. Aujourd'hui, la même question se pose faute de « troisième génération ».

4.5. À Lille, les Identitaires « partout, tout le temps »

La fédération lilloise fait partie, au même titre que Nice, des fédérations historiques du mouvement. Les Identitaires se sont installés dans la ville qui résiste à la poussée frontiste perceptible au niveau départemental et régional, mais aussi historiquement à la droite. En effet, les électeurs lillois ont majoritairement voté socialiste et communiste dès le XIX^{ème} siècle, les maires successifs se réclamant d'une sensibilité de gauche (plusieurs issus de la SFIO puis du PS). Les résultats des dernières présidentielles vont dans le même sens : à Lille, Jean-Luc Mélenchon arrive en tête du scrutin (29,92 %), suivi par Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen (13,83 %). Cela contraste fortement avec la situation au niveau du département et de la région où Marine Le Pen arrive en tête, avec des scores supérieurs à ses résultats nationaux (respectivement 28,22 % et 31,04 %).

Une fédération identitaire est créée à Lille dès 2002, au lancement du Bloc identitaire et des Jeunesses identitaires. Les JI prennent localement le nom de « JI Rijsel » (du nom néerlandais de Lille), puis à la dissolution, s'investissent au sein du réseau Une Autre jeunesse, sous le nom de « Insula », (litt. « l'île » pour « Lille »). À la création de GI, la

¹⁵⁶⁷ Cf. *infra*, Chapitre 5.

¹⁵⁶⁸ « Soit je reprenais le truc, soit ça se cassait la gueule et... je pouvais pas me permettre que ça se casse la gueule » (Fabien, [2017_11])

fédération devient « GI Flandre-Artois-Hainaut ». La présence identitaire dans cette ville et ses alentours est donc ancienne, comme en atteste Tristan [2017_29], qui a participé à la création du mouvement et dirige toujours cette fédération en 2017-2018.

D'après lui, le mouvement « a pris tout de suite » à Lille, il en veut pour preuve le fait qu'en 2003, lors de leur première manifestation, « à la mairie de Lille, [ils] devaient déjà être une petite centaine ». Ainsi, en deux ans, le mouvement avait constitué un réseau d'une centaine de sympathisants et d'une vingtaine de militants actifs dans la capitale des Flandres. Un chiffre qui n'a cessé d'augmenter, pour atteindre, début 2018, la centaine de militants actifs d'après Tristan¹⁵⁶⁹. A en croire les militants, la fédération de Lille serait bien, depuis l'ouverture de *La Citadelle*, la plus grosse fédération identitaire en France, devant Lyon et Paris.

Ce grand nombre de militants permet à la fédération d'assurer à la fois une forte présence « dans la rue » (Tristan nous assure qu'ils font « 3 actions de base¹⁵⁷⁰ par semaine ») mais également d'animer une « association sociale », récemment baptisée *Nord Solidaire*, une association sportive (Altior) et un « cercle de conférences », qui réunirait régulièrement plusieurs centaines de participants. De plus, les militants organisent des actions d'agit-prop au niveau local (par exemple l'occupation du toit de la gare d'Arras en 2015, ou les tournées de « sécurisation » du métro lillois en 2014). Les Identitaires lillois organisent plusieurs événements annuels, à *La Citadelle* même, ou bien en dehors pour les événements encore plus « grand public », comme une soirée lors des solstices d'hiver et d'été.

L'inauguration de *La Citadelle*, est perçue par Tristan comme une réussite militante. La « maison de l'identité flamande » est située à mi-chemin entre la gare de Lille-Flandre et la Grand Place. Derrière une porte d'entrée anonyme, les militants se retrouvent au fond d'une cour, dans un petit local dont l'entrée est surplombée par un logo blanc et jaune. À l'intérieur, la décoration chargée fait se côtoyer indifféremment statue de Jeanne d'Arc, Tour de Jul¹⁵⁷¹, drapeau de Flandre, jeux de plateaux et livres identitaires. Une mobilisation de forces politiques locales a donné une toute autre dimension à cette inauguration. Ce qui aurait pu être un épiphénomène, cantonné au mouvement identitaire, est devenu une large

¹⁵⁶⁹ Pour 167 adhésions à GI dans le Nord (49). Il est possible que Tristan confonde les adhésions à *La Citadelle* et celles à GI. Il est plus probable que le nombre de militants actifs s'établissent autour de 40/50 militants.

¹⁵⁷⁰ Les « actions de base », consistent en les pratiques militantes les plus classiques : collage d'affiche, distribution de tracts, dans la rue ou dans les boîtes à lettres. (cf. *infra*, Chapitre 6).

¹⁵⁷¹ Symbole odiniste, néo-païen, utilisé notamment pour la célébration des solstices.

polémique locale¹⁵⁷², voire nationale¹⁵⁷³. La forte couverture médiatique a mobilisé les opposants mais aussi les soutiens : le jour de l'inauguration, les militants auraient enregistré 600 adhésions¹⁵⁷⁴ d'après Tristan [2017_29]. Il permet à la fois d'accueillir les réunions du mouvement, les conférences ou formations, réservés aux militants, mais également d'organiser des événements ouverts aux sympathisants. Les Identitaires y reçoivent la presse, pour les conférences de presse et les interviews. Ils se chargent également de publier *Citadelle Mag*, un magazine d'actualité identitaire locale, d'y vendre également les journaux et livres identitaires. Le lieu est venu dynamiser une fédération locale déjà bien installée, en constituant un lieu d'échanges entre différents espaces de l'extrême droite¹⁵⁷⁵.

Il semble bien qu'à Lille les Identitaires exercent un monopole sur ce secteur de la jeunesse d'extrême droite, où, comme le formule Tristan, « on est partout, tout le temps ». C'est en cela que la situation lilloise se distingue de celle de Lyon, où les groupes d'extrême droite sont beaucoup plus nombreux, en plus d'être concentrés.

4.6. Lyon, capitale des Identitaires

Le siège du mouvement a été déplacé à Lyon en 2012, lors de la création de Génération identitaire, signe de la centralité de la fédération dans l'écosystème identitaire. Cet ancrage à Lyon n'est pas récent : le premier meeting des JI avait rassemblé, en 2002, 150 personnes dans la « capitale des Gaules » le week-end du 7-8 décembre, un week-end symbolique pour la ville puisque s'y tient chaque année la fête des lumières. La présence identitaire est donc ancienne. En 2006, les JI Lyon apparaissent comme un groupe organisé qui tient notamment un site (rebeyne.com), un blog (voraces.hautetfort.com) et publie régulièrement un fascicule, diffusé également en ligne au format PDF (*La feuille de route*). Suite à la dissolution des JI, le groupe rejoint le réseau UAJ sous le nom de « Rebeyne¹⁵⁷⁶ ! », sous la forme d'une association créée en février 2009, avant de devenir GI Lyon en octobre 2012. En parallèle,

¹⁵⁷² De nombreux articles sont publiés dans La Voix du Nord à cette occasion, par exemple : « Les Identitaires ouvrent la Citadelle, un bar privé en plein centre de Lille » (09/09/2016) ; « Les Identitaires ouvrent un bar à Lille : une pétition pour sa fermeture est lancée » (11/09/2016) « Contre le club identitaire La Citadelle, la mobilisation se construit » (22/10/2016)

¹⁵⁷³ Par exemple en septembre et octobre 2016 : dans le Point (« Lille, un bar d'extrême droite créé la controverse »), sur France TV Info (« À Lille, l'ouverture d'une « maison identitaire » inquiète : « le racisme et la haine n'ont pas leur place ici »), mais aussi dans les colonnes de StreetPress (« Les Identitaires ouvrent un local associatif en plein centre de Lille »), ou du magazine Les Inrockuptibles (« Reportage à la Citadelle, le bar identitaire qui fait scandale à Lille »).

¹⁵⁷⁴ Les adhésions à *La Citadelle* et à GI ne sont pas identiques : du fait que *la Citadelle* est un bar privé, il faut en être adhérent pour y accéder.

¹⁵⁷⁵ Le lieu est en effet réputé pour rassembler « le camp patriote », c'est-à-dire l'ensemble des tendances de l'extrême droite lilloise, au-delà des Identitaires. Lors de notre observation à *La Citadelle*, nous avons constaté que tous les présents n'étaient pas adhérents à GI par exemple, voire n'en avait qu'une connaissance sommaire. Le reportage diffusé par Al-Jazeera, résultat d'une infiltration du groupe militant permet d'illustrer ce « brassage » qui se produit à la Citadelle, entre des curieux, des militants du FN, des Identitaires et des individus liés à des groupes encore plus radicaux et violents.

V. « Generation Hate », *Al-Jazeera*, documentaire en deux parties, mis en ligne sur YouTube les 10 et 16 décembre 2018 [Consulté le 11/11/2019] URL 1 : www.youtube.com/watch?v=II2GbD4mrrk ; URL 2 : www.youtube.com/watch?v=kEgufjqlio

¹⁵⁷⁶ Le terme signifie « révolte » en parler lyonnais.

le Bloc identitaire installe une fédération à partir de juillet 2010, pour « faire face au nombre croissant de demandes d'adhésion des 30 ans et plus dans la région ». En plus de ces structures, les Identitaires fondent plusieurs associations, comme Les petits lyonnais, une association culturelle déclarée en préfecture en août 2008, mais aussi Lugdunum Torgnole et le Rebeyne Moto Club, deux associations sportives fondées respectivement en octobre 2009 et mars 2012.

L'inauguration de la maison de l'identité lyonnaise *La Traboule*, en octobre 2010, va dynamiser la fédération déjà implantée. Sa situation en plein cœur du Vieux Lyon en fait un lieu accessible. Comme dans les autres maisons de l'identité, ils y organisent aussi bien des réunions privées, que des cercles de formation politique (« Les cercles de Précy ») ouverts plus largement. Le local a vu défiler les figures du mouvement identitaire, de Renaud Camus à Laurent Obertone en passant par Robert Ménard ou Jean-Yves Le Gallou. S'y déroulent également tout au long de l'année des concerts ou des soirées thématiques (Beaujolais nouveau, Noël, Galette des rois, etc.). Avec ce local, GI Lyon devient la vitrine du mouvement identitaire, une adresse connue où il est facile de les rencontrer. Pour les aspirants militants cela devient donc un lieu pour approcher le mouvement. Plusieurs militants nous ont ainsi confié s'être spécialement rendus à Lyon, à *la Traboule*, pour adhérer et découvrir le mouvement avant de rejoindre une fédération locale dans leur région. Initialement, *la Traboule* était également un lieu d'entraînement sportif. Ce n'est plus le cas depuis 2017, puisque les militants lyonnais ont ouvert une salle dédiée aux sports de combat, *L'Agogé*, pour « tous ceux qui se sentent patriotes et identitaires ». Ils y organisent chaque année un tournoi de boxe qui réunit des militants venus de la France entière, voire pour certains, de divers pays d'Europe. Avec deux adresses identitaires dans la même rue, c'est à Lyon que les Identitaires sont les plus installés.

Autour de ces deux locaux, ils ont fédéré un large réseau de sympathisants, que les cadres de la fédération rencontrés ont du mal à dénombrer. Cette communauté est animée par une quarantaine de militants actifs, ce qui fait de Lyon l'une des plus grosses fédérations de France, avec Paris et Lille¹⁵⁷⁷. Contrairement à la fédération lilloise cependant, les Lyonnais subissent la concurrence d'autres groupes d'extrême droite, notamment le GUD et l'Action Française (AF). Les militants réfutent pourtant l'idée d'une concurrence entre eux, estimant à la fois que ce sont de « petits » groupes, qu'ils n'ont pas « du tout » les mêmes idées, sous-entendant même que, au fond, ceux qu'ils appellent « les autres » ne font pas de

¹⁵⁷⁷ Dans le département de Lyon (Rhône-Alpes – 69), les adhésions culminent à 255.

la politique. Néanmoins, si au niveau national, Lyon reste une des plus grosses fédérations identitaires, la comparaison entre les deux villes laisse entrevoir un possible effet de cette compétition : alors que Lille, en situation de « monopole », compterait une centaine de militants, Lyon n'en compte qu'une quarantaine. Il faut également souligner que, dans la ville, les réseaux antifascistes sont très actifs. Ils ont revendiqué en 2018 une attaque de *la Traboule*¹⁵⁷⁸, et en 2019, un « ravalement de façade¹⁵⁷⁹ » des deux locaux de la Montée du Change.

Une autre spécificité de cette fédération réside dans son mode de gestion : « On n'a pas de chef » résume Jean [2017_6], qui décrit un système « démocratique [...] méritocratique », c'est-à-dire que l'avis de chacun peut être pris en compte s'il est investi. Faute de 'chef', le bureau, composé de neuf militants parmi les plus actifs et les plus disponibles, « gère le quotidien » confirme Clément [2017_7], expliquant qu'il agit « un peu comme un petit comité d'entreprise qui chapeauterait un peu le tout ». Cette gestion par un bureau, moins incarnée donc, apparaît en fait profitable au mouvement : elle permet de former progressivement des cadres, habitués au rôle de gestion d'une section locale, qui pourront la reprendre en cas de départ de certains. Il n'y a pas d'enjeu autour du « renouvellement générationnel » à Lyon : d'une part parce que, comme à Lille, la fédération a « pignon sur rue » ce qui lui permet de recruter aisément et, d'autre part, du fait de cette gestion plus souple qui socialise progressivement des militants au rôle de cadre local. Les militants en sont d'ailleurs conscients, comme Clément [2017_7] :

« On n'a pas trop cette hiérarchie, parce qu'on a toujours marché aussi par 'vague de militants'. Y'avait la génération 1, 2, 3... et il y a des interconnexions entre générations [...] mais, il y a toujours ces vagues, donc c'est des groupes de potes. [...] À Lyon, comme ça marche par vague, et non pas par une hiérarchie, qui a été établie, du coup c'est un peu notre spécificité quoi. C'est à dire que y'a la vague un peu plus ancienne, qui apporte une certaine chose, les plus jeunes, une autre chose et puis on fait monter les plus jeunes au-dessus et puis... »

L'absence de chef n'est pas absolue toutefois. La présidence de Génération identitaire étant opérée depuis Lyon, l'actuel Président du mouvement, Clément Galant, est également un militant lyonnais, une situation récurrente depuis l'installation du siège de GI à Lyon.

¹⁵⁷⁸ Les murs avaient été recouverts de slogans antifascistes, les marches de peinture rouge et la porte scellée à la mousse expansive. Un manifeste avait été diffusé par « la cellule DALI (Défense antifasciste Lyon intramuros) », ainsi qu'une vidéo montrant les images de l'attaque. (V. « Texte de revendication de l'attaque du local identitaire *La Traboule* », *Rebellyon.info*, 30/10/2018. [Consulté le 07/08/2020] URL : rebellyon.info/Texte-de-revendication-de-l-attaque-du-19707).

¹⁵⁷⁹ Sur le site antifasciste « Rebellyon », des militants expliquent : « Nous nous sommes alors dirigé-e-s vers « la traboule » et « l'agogé » (Bar et salle de box de Génération identitaire) et on a repeint toute leur triste façade. Ensuite Patrick nous a proposé de casser leur serrure. On a tout-e-s trouvé que c'était une excellente idée » (V. « Salut les zids », *Rebellyon.info*, 13/11/2019 [Consulté le 07/08/2020] URL : rebellyon.info/salut-les-zids-21351).

Cette absence de « chef » n'empêche pas la fédération d'avoir un agenda bien rempli. Au-delà de la gestion des deux locaux, ils organisent également une marche annuelle, Lugdunum Suum, qui se tient le même week-end que la fête des Lumières. Il s'agit d'une montée aux flambeaux en l'honneur de Sainte-Marie qui part du parvis de la cathédrale Saint-Jean-Baptiste, jusqu'à la basilique Notre-Dame-de-Fourvière¹⁵⁸⁰. Les « Gones¹⁵⁸¹ » de Rebeyne sont également à l'origine de nombreuses actions locales, particulièrement intenses depuis 2009. Dès 2009, plusieurs contre-manifestations les mettent face au Réseau éducation sans frontière (RESF) ou à l'Institut français de la civilisation musulmane (IFCM) ; en 2010 les militants envahissent un Quick de Villeurbanne avec des masques de cochon pour protester contre la vente de burgers halal, avant d'organiser en mai 2011 la « marche des cochons », qui sera interdite par le préfet non sans avoir suscité l'intérêt de l'AFP. Au fil des années, ils organisent d'autres happenings, particulièrement nombreux¹⁵⁸², mais aussi des meetings¹⁵⁸³, tout en assurant des collages et tractages réguliers.

En dépit de la concurrence qui règne à Lyon, et de l'existence d'un réseau actif d'opposants politiques, grâce à leur implantation ancienne, à l'existence de deux locaux et à un militantisme actif, les militants identitaires parviennent à fédérer un large réseau de sympathisants, ce qui viendrait expliquer que les adhésions sont nombreuses à Lyon même mais également dans toute la métropole du « Grand Lyon ». Comme nous allons le voir, la métropole parisienne est également concernée par cette concentration d'adhésions.

4.7. Paris : au centre, mais pas au cœur

Les Identitaires sont également installés à Paris dès les premières années du mouvement. L'antenne locale se structure à travers la création notamment de la « Ligue identitaire francilienne », une association dont les statuts sont déposés en préfecture en novembre 2003. Les militants franciliens font rapidement parler d'eux. Au cours du mois de juin 2004, ils sont cités à trois reprises dans des dépêches de l'AFP, relatives à des actions variées¹⁵⁸⁴. Parmi les rares militants du BI que nous avons rencontrés en 2014, certains sont

¹⁵⁸⁰ Les militants revendiquent la participation de 200 à 450 personnes selon les années, ce qui donne là encore une idée du nombre de sympathisants.

¹⁵⁸¹ Le surnom que se donnent les militants lyonnais. Le terme signifie « enfant, gosse » en parler lyonnais.

¹⁵⁸² L'inventaire n'est pas exhaustif mais par exemple : une action banderole lors de la marche des fiertés en 2012 ; une action devant le domicile de Jean-Louis Touraine en 2013 ; l'occupation du toit d'un futur centre d'accueil pour les Roms à Saint-Genis-Les-Ollière en 2015 ; la perturbation d'un défilé militaire en 2016 ; l'interruption d'un conseil de la métropole de Lyon (2016) ; l'occupation du toit de l'hôtel Formule 1 de Chanas (2017).

¹⁵⁸³ Quelques exemples : meeting de « soutien aux quatre de Poitiers », présidé par Robert Ménard en 2013 ; premier « forum européen de la génération identitaire » en juin 2013 ; meeting « ici c'est Lyon, pas l'Algérie » en 2015.

¹⁵⁸⁴ Ces dépêches de l'AFP concernent des faits de violence à l'encontre d'une députée UMP, la demande d'interdiction de la soupe au cochon distribuée par les militants depuis plusieurs mois déjà, et un tractage des identitaires contre le mariage homosexuel, qui a donné lieu à des violences entre les militants identitaires et des antifascistes.

engagés dans la fédération parisienne depuis 2004 sans interruption, signe que le mouvement est resté actif à Paris depuis sa naissance, il y a désormais plus de 15 ans. La Ligue identitaire francilienne rassemble en fait des militants du BI et des JI. Il semble y avoir localement peu de distinction entre les deux mouvements, ce qui souligne des effectifs militants plutôt modestes, sur lesquels ils ne communiquent d'ailleurs pas. Après la dissolution des JI, les jeunes fondent le « Projet Apache¹⁵⁸⁵ », mais les deux organisations travaillent toujours en étroite collaboration et se coordonnent pour « dynamiser la présence identitaire en région parisienne¹⁵⁸⁶ ». À partir de 2012, les jeunes militants fondent GI Paris-IDF, mais continuent ponctuellement à utiliser le nom de « Projet Apache ». La fin du Bloc identitaire en 2016 se traduit par la fin du militantisme adulte dans la capitale. Les « plus anciens » apparaissent comme de simples sympathisants et se placent en retrait, à l'image d'Armand [2014_1] ancien responsable régional qui ne milite plus activement.

À partir de 2009, les « Apaches » vont établir plusieurs maisons de l'identité. La première voit le jour en 2009, dans le XV^{ème} arrondissement, *La Barricade*. Cela en fait la deuxième maison de l'identité ouverte en France, juste après celle de Nice. Elle rencontre des problèmes assez rapidement : en juin 2011, ils lancent une collecte de fonds pour maintenir le local à flots, qui permet de le sauver. Pour une raison qui reste obscure ce premier local ferme finalement entre fin 2011 et début 2012. En 2014, un militant nous invite à venir faire un entretien dans leur nouveau local, *Larricadem*¹⁵⁸⁷. Celui-ci se trouve dans le XVII[°] arrondissement de Paris, au niveau du métro La Fourche, un quartier plus populaire et surtout plus divers que la rue Lecourbe. Louis [2014_4], qui vient me chercher au métro, ne manque pas de le souligner. Le local est nettement plus petit que ceux des autres fédérations : sa surface n'atteint pas les 100m². Il est divisé en deux salles, une première petite salle fait surtout office d'entrée, la seconde est un bar qui se transforme en salle de conférences. La décoration est assez sommaire. Des tracts scotchés au mur composent les lettres du mot PARIS sur le mur, un drapeau est accroché dans un coin et une bibliothèque essentiellement remplie par des ouvrages militants complète le décor. Grâce à ce local, le militantisme dans la fédération parisienne atteint son paroxysme, comme l'explique Jonathan [2017_10] : « À Paris, à l'époque où on avait notre local, on avait des semaines où les mardis on avait les fameux cercles sainte Geneviève, les mercredis on avait la boîte, le

¹⁵⁸⁵ Le terme « apache » se veut une référence aux « voyous » parisiens de la Belle époque mais aussi à la tribu des Apaches dont le chef Geronimo a résisté aux pionniers américains.

¹⁵⁸⁶ (Non signé), « Le Bloc Identitaire Île-de-France en ordre de bataille », *Bloc-identitaire.com*, 29/04/2009. [Consulté le 03/12/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/844/bloc-identitaire-ile-france-ordre-bataille.html

¹⁵⁸⁷ D'après les militants, il s'agit d'argot parisien. Le terme signifierait « barricade »..

jeudi on avait un collage et le vendredi une soirée de cohésion. Quand vraiment c'était la grande époque, on avait une action le samedi et on était en garde à vue le dimanche [rires] ». Quand nous les recontactons, en 2017, les militants parisiens ont perdu ce deuxième local, le bail n'ayant pas été renouvelé. Ils sont donc en chasse d'une nouvelle « maison de l'identité parisienne », qui représente donc un véritable enjeu en matière de structuration locale de la fédération d'une part et de visibilité d'autre part. Leur recherche est très précise : ils veulent « une vitrine, comme à Lyon », être visibles depuis la rue et non plus retranchés au fond d'une cour d'immeuble. Ce nouveau local ouvre officiellement en janvier 2019¹⁵⁸⁸. *La Nef*, situé dans le XV^e arrondissement à quelques centaines de mètres du métro La Motte – Piquet Grenelle où les Identitaires organisent régulièrement des collages, tractage, mais aussi des manifestations. Il a le mérite d'être plus facile d'accès pour les membres du bureau qui résident essentiellement dans l'Ouest parisien.

Les militants franciliens sont actifs¹⁵⁸⁹. D'une part, ils assurent chaque année, la tenue d'une marche en l'honneur de Sainte-Geneviève, qui réunit 100 à 200 personnes, à travers l'association Paris Fierté. Au milieu des fanions représentant chacun des arrondissements, sympathisants et militants franciliens croisent, à la lumière des torches, des militants venus de toute la France. Le cortège dont l'itinéraire varie marginalement chaque année, s'achève toujours en haut de la montagne Sainte-Geneviève, sur la place de l'Église située derrière le Panthéon avant de se disperser pour finir la soirée, soit au local francilien, soit sur une péniche louée pour l'occasion.

Les « Apaches » se mobilisent chaque semaine, avec des actions de tractage, collage ou stickage, essayant de varier les quartiers pour être « un peu partout ». Nous notons cependant qu'ils sont essentiellement présents dans Paris intra-muros. Le territoire francilien, particulièrement étendu, s'avère difficile à couvrir en intégralité pour les militants. Cela suppose également une seconde limite : alors que le groupe se mobilise essentiellement à Paris, certains activistes sont en banlieue, parfois lointaine, ce qui vient limiter leurs déplacements et donc leur participation aux actions locales. Cette dispersion des militants dans toute l'Île-de-France empêche une présence véritablement intense d'un large groupe sur le terrain. Cet inconvénient francilien est cependant compensé par la « centralité » de Paris. En effet, c'est généralement vers Paris que les Identitaires convergent pour leurs manifestations nationales, comme nous l'avons vu lors de la manifestation du 17

¹⁵⁸⁸ Après plusieurs mois de travaux qu'ils ont réalisés eux-mêmes dans le local.

¹⁵⁸⁹ La fédération parisienne réunit une quarantaine de militants, pour 161 adhésions.

novembre 2019, mais aussi avec la manifestation (finalement interdite) du 25 novembre 2017 ou celles de juin 2016, de mars 2014, de 2010 également. De même, les militants se déplacent massivement à Paris en 2012-2013 pour participer aux « Manif pour tous » contre l'ouverture du mariage aux couples homosexuels. Certaines actions organisées nationalement ont également lieu dans la capitale française, du fait de la présence des lieux symboliques du pouvoir : occuper le siège du Parti socialiste par exemple, n'est possible qu'à Paris. Ainsi, Paris devient le lieu de ralliement des Identitaires venus de la France entière, au centre du réseau, à défaut d'en être le cœur, titre qui revient plutôt à Lyon.

La situation est quelque peu paradoxale dans la capitale. Une fédération est installée de longue date et parvient à constituer un réseau de sympathisants dans Paris, mais peine à rayonner au-delà de la petite couronne, tout en étant un lieu de ralliement pour les événements nationaux des Identitaires, notamment les manifestations.

4.8. A l'Est, un angle mort

Les données sur les fédérations présentes dans l'Est de la France sont insuffisantes pour achever ce tour de France. Si nous avons pu constater qu'une fédération était présente et active dans l'Est (GI Lorraine), notamment à Nancy et Metz et qu'une autre était également installée en Alsace, mais peu active (GI Alsace), les militants de ces fédérations n'ont pas répondu à nos sollicitations et nous disposons de peu d'informations tant sur les effectifs que sur les activités de ces fédérations. Historiquement, le Bloc identitaire entretient sa présence dans ces régions, seuls mais également au sein d'alliance, par exemple avec Alsace d'Abord. L'absence de données récentes nous empêche cependant de présenter la situation de ces fédérations.

*

Que conclure de cette présentation des territoires d'adhésion et de ce tour de France des fédérations identitaires ? A l'issue de cette section, au cours de laquelle nous avons entamé un jeu d'échelle, du national vers le local, plusieurs enseignements méritent d'être mis en exergue.

Premièrement, il faut noter que les fédérations militantes sont généralement implantées dans de grandes villes, au sein desquelles le vote FN est particulièrement bas. Cependant, le contexte plus large (départemental) dans lequel s'inscrivent ces communes est généralement plutôt favorable au FN. Elles sont plutôt présentes dans des zones où le vote pour le FN est

surreprésenté par rapport à la moyenne nationale ; au contraire, dans les zones les plus résistantes au vote FN (la façade ouest en particulier) les Identitaires ne parviennent pas à s'établir durablement. Non seulement les profils des militants semblent correspondre, mais de surcroît ils partagent les mêmes zones géographiques de force et de faiblesse. Cela semble indiquer qu'un contexte favorable au FN facilite l'installation d'une fédération identitaire. Ce point est cependant profondément nuancé par la réalité des fédérations et les causes de leur apparition et/ou disparition, qui reposent sur des investissements individuels. En cela, l'activité militante est véritablement déterminante, particulièrement à travers deux dimensions (ancienneté de l'implantation et intensité actuelle).

Ce « tour de France » montre, deuxièmement, qu'une implantation durable se traduit par des chiffres d'adhésions meilleurs qu'ailleurs : l'implantation d'une fédération participe à créer un réseau de sympathisants et à recruter des adhérents. Plus la fédération est ancienne et « installée », ancrée (à travers par exemple la présence durable d'une maison de l'identité) plus elle parvient à recruter. Cependant, cette dimension n'est pas suffisante (Rouen), et il faut également que la fédération soit active. Transparaît, en effet, un lien entre l'intensité de l'activisme local public (militantisme de rue, action d'agit-prop, manifestation) et publicisé (faisant l'objet d'une médiatisation par l'organisation ou ses opposants) et la capacité d'une section à fédérer des adhérents. Plus une fédération se mobilise et est visible, plus elle recrute d'adhérents. En revanche, un militantisme plutôt privé (Rouen), même intense, ne permet pas forcément d'élargir sa base de militants, d'adhérents ou de sympathisants. En tenant compte de cette diversité de facteurs, la répartition territoriale des adhésions militantes s'éclaire.

Troisième enseignement, qui vient limiter singulièrement la portée explicative de variables « lourdes » territoriales : le fait que les fédérations reposent en réalité sur un petit nombre d'individus très investis. Cela se vérifie tant au moment de leur lancement (Montpellier), que tout au long de leur vie. Cela provoque un fort *turn-over* dans les fédérations : elles se créent et s'éteignent par exemple au gré de la mobilité géographique (le déménagement d'un militant se traduit par l'extinction de la fédération cannoise et la création de celle d'Aix), de la disponibilité de certains militants (Bordeaux). Cela permet également d'éclairer un enjeu majeur pour le groupe militant : le renouvellement générationnel, c'est-à-dire la capacité des leaders « d'aujourd'hui » à fédérer et former une nouvelle génération prête à prendre en charge la fédération « demain ». Cet enjeu est d'autant plus critique que les fédérations reposent sur un tout petit nombre de militant très investis. Si les anciens ne trouvent pas de nouveaux à qui transmettre la fédération, celle-ci

s'éteint. De ce fait, les fédérations militantes sont un objet particulièrement mouvant : la carte que nous pourrions réaliser aujourd'hui serait très différente de celle réalisée en 2017, puisqu'entre temps des fédérations ont vu le jour (à Dijon ou à Reims) quand d'autres se sont éteintes (Angers). Seules exceptions, les « fiefs » que sont Lille, Paris, Lyon et Nice, où le mouvement a une implantation ancienne. Ce sont d'une part des endroits où les Identitaires sont bien installés, mais également des « vitrines » du mouvement, des lieux où les Identitaires ne peuvent pas « ne pas être ». En cela, ils constituent désormais un enjeu d'image et font l'objet d'un investissement particulier.

Au terme de ce chapitre, les approches sociographique et démographiques, aux niveaux national et local, se sont révélées riches d'enseignements et représentent deux types d'apport. Tout d'abord, elles ont permis d'acquérir une connaissance empirique du mouvement et de ses militants : spécificités sociologiques des adhérents identitaires, plus jeunes et plus populaires ; spécificités territoriales des adhésions également, situées plus volontiers que la population générale au cœur de pôles urbains, un comble pour un mouvement « enraciné ». Ainsi combinées, elles permettent de conférer une « densité sociologique » mais aussi une « épaisseur territoriale » à notre objet. Deuxièmement, elles ont permis également de proposer des hypothèses explicatives, tant sur les profils des adhérents (interrogeant d'une part un effet « marge » et d'autre part un effet « extrême droite »), que sur la répartition territoriale du mouvement. Le chapitre suivant va permettre, nous le verrons, d'affiner ces observations et ces profils.

Dans le même temps, cette approche a révélé ses limites : en plus des limites méthodologiques soulevées initialement, une limite supplémentaire apparaît, relative à l'objet. En effet, sur un « petit » objet, la photographie au « grand-angle » s'avère compliquée et c'est finalement en envisageant le mouvement au local, muni d'un microscope, que nous en tirons le plus d'enseignements. Cela invite à poursuivre le jeu d'échelle entamé et de descendre, cette fois, jusqu'au niveau individuel. Si le militantisme est aussi important pour la constitution d'un réseau d'adhérents, si l'engagement individuel joue un rôle aussi déterminant sur la création ou le maintien des fédérations locales, il convient de se tourner vers ceux qui apparaissent comme les véritables acteurs du mouvement identitaire, les militants.

CHAPITRE 5 – COMPRENDRE L’ENGAGEMENT DES MILITANTS : POUR UNE ANALYSE SEQUENTIELLE DES CARRIERES

« Je pense qu'on a tous un parcours différent. Franchement ! Mais c'est ça qui est super intéressant. Moi, j'aime beaucoup discuter des parcours avec les autres militants parce que, savoir d'où ils viennent, comment ils ont vécu... Chacun à son parcours. »

Alizée [2017_9]

Pourquoi certains individus s’engagent-ils activement au sein des organisations identitaires ? Comment, et pourquoi, en arrivent-ils à militer dans ce groupe marginal ? Leurs carrières militantes présentent-elles des particularités qui permettraient d’expliquer leur engagement ? Enfin, en quoi l’étude de ce groupe marginal et petit, peut permettre de renouveler l’approche en termes de carrière militante ?

Pour mieux expliquer l’engagement identitaire, nous avons recouru tout au long du chapitre précédent à un jeu d’échelles. En partant du niveau national et des adhérents, nous avons été en quelque sorte « rattrapée » par la petitesse du mouvement, et amenée à conclure que ce n’est que par un passage au local que l’on peut trouver une explication aux observations macros portées sur le mouvement. Implantation locale, activisme individuel sont seuls capables d’expliquer les phénomènes d’adhésions observés au niveau national. Ainsi, pour comprendre l’engagement identitaire, nous mobiliserons de manière séquentielle le prisme de la carrière militante.

L’approche relative aux « carrières militantes » est aujourd’hui devenue le « modèle dominant d’analyse de l’engagement¹⁵⁹⁰ », pourtant la notion de carrière est née bien loin de ce champ. En effet, elle voit le jour au sein de la sociologie interactionniste américaine¹⁵⁹¹. Quand Everett Hughes l’applique au milieu professionnel en 1958, il l’entend comme un enchaînement de phases. La notion s’élargit progressivement au cours de son appropriation par d’autres membres de la deuxième école de Chicago : Erving Goffman évoque les « carrières morales » de malades mentaux dans son ouvrage *Asiles* (1961), quand chez

¹⁵⁹⁰ Agrikoliansky É., « Les « carrières militantes ». Portée et limites d’un concept narratif », in : Fillieule O. Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 168.

¹⁵⁹¹ Pour approfondir, voir : Darmon M., « La notion de carrière : un instrument interactionniste d’objectivation », *Politix*, n° 82, 2008, p. 149-167.

Becker la carrière devient « déviante », pour expliquer le parcours des consommateurs de marijuana, dans *Outsiders* en 1963. Dès lors, la notion de carrière porte en elle trois dimensions : 1) la carrière est un modèle temporel et séquentiel, composée d'une « succession de phases, de changements de comportements ou de perspectives de l'individu¹⁵⁹² », 2) ce faisant, elle rend secondaire la recherche des causes, au profit d'une compréhension de l'enchaînement, Becker soulignant que l'engagement n'est « pas le résultat de causes mais le résultat d'une histoire¹⁵⁹³ ». Les causes sont amenées à *émerger* de l'histoire racontée¹⁵⁹⁴ ; 3) la carrière est à la fois une donnée objective et subjective comme le rappelle Becker, reprenant la définition de Everett Huges :

« dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive¹⁵⁹⁵ »

Il s'agit donc de se demander à la fois comment l'individu fait la carrière mais aussi ce que la carrière fait à l'individu en termes d'identité. Comme l'expliquent Olivier Fillieule et Bernard Pudal, il est nécessaire de prendre en compte « deux dimensions essentielles des identités sociales : dans une perspective diachronique, celle de la transformation des identités ; dans une perspective synchronique, celle de la pluralité des sites d'inscription des acteurs sociaux¹⁵⁹⁶ ». En cela, la notion invite à tenir compte à la fois du contexte, de l'institution et de l'histoire personnelle pour comprendre la succession des phases. Elle a donc une implication méthodologique, l'enquête qualitative pour accéder, à travers des entretiens biographiques ou l'observation, à ces histoires personnelles.

La carrière ne devient « militante » qu'avec son importation en France^{1597, 1598}. À partir des années 2000, la sociologie du militantisme va être profondément renouvelée par cet

¹⁵⁹² Becker H., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance.*, Éditions Métailié, 2020 [1963], p. 46.

¹⁵⁹³ Becker H., *Les Ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La Découverte, Paris, 2002 [1998], p. 109.

¹⁵⁹⁴ « We argue that one must never reason exclusively in terms of "why" and shift to "how it happened, [...] This does not mean that we must renounce to any causal explanation. But that this can be achieved only after an analysis of a serie of mechanisms » (p. 13-14) (V. Fillieule O., Neveu É., « Activists' trajectories in Space and Time », in : Fillieule O., Neveu É. (dir.), *Activists forever ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, p. 1-36.)

¹⁵⁹⁵ Huges E., « Institutional Office and the Person », *American Journal of Sociology*, 1937, p. 408-410, cité in : Becker H., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance.*, Éditions Métailié, 2020 [1963], p. 126.

¹⁵⁹⁶ Fillieule O., Pudal B., « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in : Fillieule O., Agrikoliansky É., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 172.

¹⁵⁹⁷ Pour autant la carrière n'est pas en France *uniquement* militante, comme en atteste par exemple des travaux sur l'anorexie (Darmon M., *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2003), sur le jeu en ligne (Coavoux S., « La carrière des joueurs de World of Warcraft » in : Craipeau S., Genvo S., Simonnot B. (dir.), *Les jeux vidéo au croisement du social, de l'art et de la culture*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2010, p. 43-58.)

¹⁵⁹⁸ Les appropriations de ce concept sont peu nombreuses dans le monde anglo-saxon, sans doute également du fait de tendances méthodologiques différentes, et notamment du fait de la moindre place des approches et données qualitatives dans l'analyse du

apport, notamment autour du groupe d'études et de recherches sur les mutations du militantisme (GERMM)¹⁵⁹⁹. En 2001, un numéro de la *Revue française de science politique*, plaidant pour un « décloisonnement des objets et approches de l'engagement individuel¹⁶⁰⁰ », tourne autour de la présentation de la notion. Il se conclut par un plaidoyer d'Olivier Fillieule proposant une « analyse processuelle de l'engagement individuel¹⁶⁰¹ » et insistant sur la richesse de la notion, en présentant ses avantages. Elle permet, d'après lui, de « travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection(s) et déplacement(s) d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétractation ou extension des engagements¹⁶⁰² », c'est-à-dire d'aborder l'engagement militant, de ses prémisses à ses suites, dans toute sa diversité¹⁶⁰³.

Cette richesse s'est déployée dans les nombreuses recherches qui se sont depuis saisies de la notion de « carrière militante »¹⁶⁰⁴. Conformément à la première impulsion, les recherches portent d'une part sur le militantisme dans des associations ou mouvements sociaux, offrant un prisme d'analyse de l'engagement à un champ en développement, le plus souvent à travers des monographies : que ce soit à la LDH¹⁶⁰⁵, au sein des ONG médicales¹⁶⁰⁶, dans les mouvements de lutte contre le sida¹⁶⁰⁷, dans les mouvements de « sans »¹⁶⁰⁸, ou de la cause animale¹⁶⁰⁹, ou encore des mouvements « alter¹⁶¹⁰ ». Elles

phénomène militant. Par ailleurs, on ne trouve quasiment aucun travaux qui mentionnerait des *careers* dans ce cas, la tendance étant plutôt à l'évocation de *trajectories*.

¹⁵⁹⁹ Agrikoliansky É., « Les « carrières militantes ». Portée et limites d'un concept narratif », in : Fillieule O., Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 167-168.

¹⁶⁰⁰ Fillieule O., Mayer N., « Devenirs militants. Introduction », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 19-25.

¹⁶⁰¹ Fillieule O., « Post-scriptum : proposition pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 199-215.

¹⁶⁰² *Ibid.*, p. 201.

¹⁶⁰³ Bert Klandermans insistait dès 1997 sur l'idée qu'il fallait tenir compte de trois périodes de l'engagement (V. Klandermans B., *The Social Psychology of Protest*, Blackwell, Oxford, 1997.)

¹⁶⁰⁴ Sawicki F., Siméant J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Vol. 51, n° 1, 2009, p. 97-125.

¹⁶⁰⁵ Agrikoliansky É., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 27-46 ; Agrikoliansky É., *La Ligue française des Droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002.

¹⁶⁰⁶ Dauvin P., Siméant J. (dir.), *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002 ; Siméant J., « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 47-72.

¹⁶⁰⁷ En France : Broqua C., Fillieule O., *Trajectoires d'engagement : AIDES et Act Up*, Paris, Textuel, 2001 ; Broqua C., *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Presses de Sciences Po, 2005, p. 163-202. ; Mais aussi au Bénin : Soriat C., « Les tirailllements identitaires d'un militant associatif béninois reconverti dans une carrière d'expert en VIH/Sida », *Savoir/agir*, Vol. 4, n° 38, 2016, p. 83-88.

¹⁶⁰⁸ Combes H., « La señora Flor : du droit au logement au « droit de la militante. Sociologie de l'engagement dans un quartier populaire de Mexico (1985-2015) », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 64, 2017, p. 184-200. (Notons qu'il s'agit ici de la carrière d'une militante au sein d'une organisation de lutte pour le logement, qui permet d'aborder les effets à moyen et long terme de la carrière militante sur les sphères de la vie, à travers des entretiens réguliers) ; Péchu C., « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 73-103.

¹⁶⁰⁹ Traïni C., « Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, Vol. 60, n° 2, 2010, p. 335-358 ;

¹⁶¹⁰ Cruzel E., « Passer à l'Attac. Éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste », *Politix*, Vol. 17, n°68, 2004, p. 135-163.

peuvent également porter sur certaines pratiques militantes, comme le végétarisme¹⁶¹¹, le vigilantisme¹⁶¹², voire sur les carrières radicales¹⁶¹³. Ces analyses portent d'autre part sur le militantisme partisan, que ce soit en France chez les Verts¹⁶¹⁴, au PCF¹⁶¹⁵, à la LCR¹⁶¹⁶, au PS et à l'UMP¹⁶¹⁷, ou encore au FN¹⁶¹⁸, voire hors de France¹⁶¹⁹. Enfin, certaines études s'intéressent plus spécifiquement à certaines dimensions des carrières, comme les questions du multi-engagement¹⁶²⁰, des effets du processus d'engagement¹⁶²¹, ou encore du désengagement¹⁶²². Tenant à la fois compte du contexte (social, politique), du milieu

¹⁶¹¹ Traïni C., « Entre dégoût et indignation morale. Sociogénèse d'une pratique militante », *Revue française de science politique*, Vol. 62 n° 4, 2012, p. 559-581.

¹⁶¹² Fourchard L., « Engagement sécuritaires et féminisation du vigilantisme en Afrique du Sud », *Politix*, 2016, p. 57-78.

¹⁶¹³ Crettiez X, Ainine B., « *Soldats de Dieu* » : *Paroles de djihadistes incarcérés*, Éditions de l'Aube, 2017 ; Della Porta D., *Social Movements, Political Violence and the State. A comparative analysis of Italy and Germany*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995. (En particulier les chapitres 6 et 7 consacrés au niveau « micro », quand les précédents chapitres font la part belle aux niveaux macro et méso) ; Fillieule O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations. », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 37-59 ; Sommier I., « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture. », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35. ;

¹⁶¹⁴ Jérôme V., *Militer autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez Les Verts et EELV*, Thèse de science politique sous la direction de Frédérique Matonti, Université Paris-1, 2014.

¹⁶¹⁵ Leclercq C., « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, p. 127-149.

¹⁶¹⁶ Johsua F., « Les conditions de (re) production de la LCR. Approche par les trajectoires militantes », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 25-67 ; Johsua F., « Nous vengerons nos pères. De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême gauche dans les années 1968 », *Politix*, n° 104, 2013, p. 203-233 ; Johsua F., *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2013.

¹⁶¹⁷ Bargel L., *Jeunes Socialistes. Jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009 ; Théviot A., « Militer sur Internet ou militer à (bonne) distance du parti : entre exit et carrière militante : analyse « au microscope » de trajectoires d'(ex)-adhérents du Parti socialiste », *Politique et Sociétés*, Vol. 37, n°2, 2018, p. 133-155.

¹⁶¹⁸ Bizeul D., *Avec ceux du FN : un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003 ; Boumazza M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Strasbourg, 2002 ; Bruneau I., « Un mode d'engagement singulier au Front national. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, Vol. 15, n° 57, 2002, p. 183-211 ; Lafont V., « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 175-198.

¹⁶¹⁹ Sur la gauche Mexicaine : Combes H., *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala & CERI, 2011 ; Sur

l'extrême droite suisse : Dézé A., Fillieule O., « Militer à l'extrême droite. Questions de recherche à partir du cas suisse »,

communication lors du colloque AFSP/ASSP, 16-17 septembre 2004. [Consulté le 01/08/2020] URL :

www.academia.edu/12154160/Militer_a_l_extre_me_droite_Questions_de_recherche_a_partir_du_cas_suisse ; Sur l'extrême droite italienne : Dechezelles S., « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de *Forza Italia* à l'aune du modèle rétributif du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 59, n°1, 2009, p. 29-50.

¹⁶²⁰ Combes H., « Pour une sociologie du multi-engagement : réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain », *Sociologie et sociétés*, Presses de l'Université, 41 (2), 2009 ; Combes H., « Quand le mouvement se fait parti », in : Luck S., Dechezelles S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 83-94 ; Juhem P., « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS Racisme », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1-2, 2001, p. 121-153 ; Lagier E., « Les ressorts d'un collectif improbable dans une association de locataires en banlieue », in : Nicourd S. (dir.) *Le Travail militant*, Rennes, PUR, 2009 ; Nicourd S., « Travail associatif et travail syndical : la proximité des répertoires d'action », in : Nicourd S. (dir.) *Le Travail militant*, Rennes, PUR, 2009.

¹⁶²¹ Pour une synthèse : Fillieule O., « Conséquences biographiques de l'engagement », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, « Références », 2009, p. 131-139 ; « Les incidences biographiques de l'engagement », Dossier de *Société contemporaine*, n° 84, 2011 (V. en particulier Leclercq C., Pagis J., « Introduction », p. 5-23) ; Neveu É., Fillieule O. (dir.), *Activists Forever? Long-Term Impacts of Political Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2019 ; Pagis J., *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014 ; Rosier T., Fillieule O., « Devenir(s) militants. Proposition de méthode pour une exploration des conséquences biographiques de l'engagement des soixante-huitards.e.s français.e.s », *Revue française de science politique*, Vol. 69, n°4, 2019, p. 631-683.

Sur ce point, des travaux anglo-saxons existent, notamment centrés sur le militantisme *leftist* des années 1960-1970. Cependant, ils n'empruntent pas réellement les méthodes de l'analyse de carrières (longs questionnaires et non entretien) et sont donc ici périphériques à cette approche. L'ouvrage de Doug McAdam est emblématique de cette tendance (V. McAdam D., *Freedom Summer*, Oxford University Press, New York, 1988). Voir également : Giugni M., « Biographical consequences of activism », in : Snow D. A., della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing, 2013 ; Klatch R. E., *A Generation Divided. The New Left, The New Right, and The 1960s*, Berkeley, University of California Press, 1999 ; McAdam D., « The biographical consequences of activism », *American Sociological Review* 54, 1989, p. 744 – 760 ; McAdam D., « The biographical impact of activism », in : Giugni M., McAdam D., Tilly C. (dir.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, p. 117-146.

¹⁶²² Corrigan-Brown C., *Patterns of Protest : Trajectories of Participation in Social Movements*, Stanford University Press, 2012 ; Fillieule O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005 ; Fillieule O., « Désengagement », in Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009, p. 180-188 ; Fillieule O., « Some elements of an

(socialisation primaire, secondaire, réseaux amicaux), des particularités de l'organisation, mais aussi du sens que les individus donnent à leurs actions, des explications qu'ils construisent (ou reconstruisent), le tout sur le temps long, la carrière permet de penser ensemble *la vie et la vie militante* et de mettre en lumière cette diversité des raisons de l'engagement, de sa durée et de sa fin.

Cinq apports de la notion de carrière rendent son utilisation pertinente dans le cadre de notre étude.

Cette notion permet de s'intéresser à l'ensemble de la période d'engagement et ainsi de dépasser une approche centrée sur le début du militantisme comme seul moment d'analyse pertinent. En conceptualisant le militantisme comme un *processus* et non comme un *aboutissement*, elle permet de s'intéresser non seulement à l'entrée en militantisme (comment devient-on militant ?) mais aussi à la persistance du militantisme (comment reste-t-on militant ?) et enfin à la fin du militantisme (comment arrête-t-on d'être militant ?).

Elle appelle la contextualisation des analyses, tenant ensemble le contexte (social et politique), l'organisation (ses pratiques, ses réseaux) et les propriétés de l'histoire individuelle pour comprendre l'actualisation de dispositions au militantisme. Ainsi, cette approche ne conduit pas à « ignorer les variables structurelles mais à contextualiser l'analyse de leurs effets pratiques lors des différentes séquences de l'action¹⁶²³ ». Elle tient donc compte du poids des socialisations¹⁶²⁴, en s'intéressant à la socialisation primaire et aux divers cadres qui précèdent l'engagement ou s'y cumulent : certaines organisations vont jouer ce rôle de socialisation et/ou de politisation, préparer une reconversion militante, etc. Des travaux mettent ainsi en avant l'importance de certaines instances pour des groupes militants¹⁶²⁵.

interactionist approach to political disengagement », *Social Movement Studies* Vol. 9, n°1, 2010, p. 1–15 ; Fillieule O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 37–59 ; Klandermans B., *The Social Psychology of Protest*, Blackwell, Oxford, 1997.

¹⁶²³ Agrikoliansky É., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 31. Une affirmation renouvelée depuis : Agrikoliansky É., « Les « carrières militantes ». Portée et limites d'un concept narratif », in : Fillieule O., Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 172 – 173. Voir également : Fillieule O., Pudal B., « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 163-184.

¹⁶²⁴ Bargel L., « Socialisation politique », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, « Références », 2009, p. 510-517.

¹⁶²⁵ Par exemple : l'engagement au sein des mouvements de jeunesse avant l'engagement partisan (V. Bargel L., *Jeunes Socialistes. Jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009) ; l'engagement au sein de certaines associations préalablement à l'engagement partisan (V. Juhem P., « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS Racisme », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1-2, 2001, p. 121-153) ; l'engagement partisan en amont de l'engagement associatif (Agrikoliansky É., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 27-46).

Elle permet de penser en contexte la question des rétributions du militantisme¹⁶²⁶,

loin donc de provoquer une rupture avec celles-ci :

« l'une des propriétés de cette carrière est qu'elle génère des changements de perspective, par exemple l'affermissement (ou l'affaiblissement) des raisons d'adhérer à la cause, le renforcement des certitudes (ou le doute) et la découverte et la valorisation de (ou à l'inverse la perte d'appétence pour) certaines rétributions du militantisme¹⁶²⁷ ».

Elle s'avère ainsi propice à élargir sensiblement la compréhension, d'une part et le spectre, d'autre part, des « rétributions ». La compréhension tout d'abord car il ne s'agit pas de considérer les rétributions comme des données « une fois pour toutes » mais comme soumises à des évolutions. La *valeur* des coûts et rétributions est variable : des éléments incitatifs pour certains, ou à un moment donné, peuvent s'avérer dissuasifs pour d'autres, ou à un instant postérieur. Le *spectre* par ailleurs, puisqu'on peut également considérer les sociabilités militantes, le capital militant¹⁶²⁸, l'attachement au groupe, l'émergence d'une identité collective, voire le militantisme, comme des rétributions¹⁶²⁹. Dans cette économie de l'engagement, le « travail de l'institution pour produire de l'attachement » doit donc être considéré¹⁶³⁰. En cela, elle paraît à même d'intégrer les enseignements de la psychologie sociale, dont les travaux s'avèrent riches en enseignement sur les motivations de l'engagement individuel¹⁶³¹.

Elle regarde du côté des travaux s'intéressant au « multi-engagement » des acteurs, et s'avère donc propice au « décloisonnement¹⁶³² » des champs associatifs, des mouvements sociaux et partisans. Ainsi, en analysant les carrières individuelles, il est possible de s'attarder sur les liens entre parti politique et mouvement social¹⁶³³.

¹⁶²⁶ Gaxie D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154 ; Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, Vol. 11, n°1, 2005, p. 157-188.

¹⁶²⁷ Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, Vol. 11, n°1, 2005, p. 176. Ce qu'avait déjà affirmé Frédéric Sawicki en 2003, entamant la réconciliation en soulignant que la notion de carrière n'invitait pas à « laiss[er] de côté la question des « rétributions du militantisme » mais [...] de comprendre pourquoi des individus sont amenés à valoriser tel ou tel type de « rétribution » » (V. Sawicki F., « Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in : Lagroye J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, p. 123-146).

¹⁶²⁸ Matonti F., Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 4-11.

¹⁶²⁹ Klandermans B., « Why social movements come into being and why people join them ? » in : Blau J. (dir.), *The Blackwell companion to sociology*, Blackwell, 2001, p. 268-281. Cela invite également à tenir compte de l'importance de l'identité collective dans le rôle de cet attachement, voir : Simon B., Klandermans B., « Politicized collective identity. A social psychological analysis », *American Psychologist*, Vol. 56, n°4, p. 319-331 ; Voegtli M., « “Quatre pattes oui, deux pattes, non !” L'identité collective comme mode d'analyse des entre-prises de mouvement social », Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 217.

¹⁶³⁰ Fillieule O., « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in Fillieule O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 40.

¹⁶³¹ V. Klandermans B., Van Stekelenburg J., « Individuals in Movements : A social psychology of contention », in : Klandermans B., Roggeband C. (dir.), *Handbook of Social movements across discipline*, Springer 2017. Ces travaux sont particulièrement mobilisés dans le paragraphe sur les rétributions du militantisme identitaire.

¹⁶³² Sawicki F., Siméant J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Vol. 51, n° 1, 2009, p. 97-125

¹⁶³³ Combes H., « Pour une sociologie du multi-engagement : réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain », *Sociologie et sociétés*, Presses de l'Université, 41 (2), 2009. ; Combes H., « Quand le mouvement se fait parti », in : Luck S., Dechezelles S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 83-94 ; Neveu É., Fillieule O. (dir.), *Activists Forever?: Long-Term Impacts of Political Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2019.

Elle permet d'insister sur la nécessité de la disponibilité biographique pour comprendre l'engagement : sans opportunité il ne peut y avoir d'engagement, et cette opportunité est notamment fonction du temps que le militant peut consacrer à l'engagement, mais aussi, de l'existence (ou non) d'engagements potentiellement concurrents (militants, familiaux ou professionnels). Cette disponibilité biographique varie au cours de la vie, que ce soit progressivement ou soudainement du fait de certaines ruptures (déménagement, entrée/sortie du monde professionnel, mise en couple, rupture amoureuse), et provoque des recompositions identitaires¹⁶³⁴.

Cette approche par les carrières est d'autant plus heuristique que les explications de l'engagement à l'extrême droite ont longtemps emprunté d'autres voies. Dans un premier temps, elles se concentraient plutôt sur le profil psychologique des militants, leur prêtant une « personnalité autoritaire ¹⁶³⁵ », ou en faisant des « hommes de violence ¹⁶³⁶ ». Cela s'explique par une tendance lourde de la recherche. Contrairement aux militants de gauche, les militants d'extrême droite ont été peu étudiés¹⁶³⁷ jusqu'au début des années 2000¹⁶³⁸. Les travaux sur ce segment du spectre politique s'intéressent plus volontiers à des dimensions plus institutionnalisées, en adoptant une approche « macro » (idéologies, partis, électeurs¹⁶³⁹) et ce pour plusieurs raisons, relatives généralement à l'accès au terrain¹⁶⁴⁰. D'après ces travaux, quatre caractéristiques transformeraient des individus en « extrémistes de droite » : « *authoritarianism, lack of education, economic insecurity and social isolation*¹⁶⁴¹ ».

¹⁶³⁴ Voegtli M., « “Quatre pattes oui, deux pattes, non !” L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social », in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 217.

¹⁶³⁵ Adorno T. W., Frenkel-Brunswick E., Levinson D. J., Sanford R. N., *The Authoritarian personality*, New York, Harper and Row, 1950.

¹⁶³⁶ Billig M., *Fascists: A social psychological view of the National Front*, Londres, Academic Press, 1978.

¹⁶³⁷ Alexandre Dézé parle d'une « indifférence » de la recherche.

¹⁶³⁸ Klandermans B., Mayer N., « Militer à l'extrême droite », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, op. cit., p. 147. V. également : Dézé A., « Que sait-on du Front national ? », in : Fillieule O. Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 239-270.

¹⁶³⁹ Voir par exemple : Betz H. - G., « The New Politics of Resentment : Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe », *Comparative Politics*, Vol. 25, n°4, 1993, p. 413-428 ; Betz H. - G., *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, New York, St. Martin's Press, 1994 ; Betz H. - G., « Entre succès et échec : l'extrême droite à la fin des années quatre-vingt-dix » in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 407-424. ; Betz H. - G., *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate*, Paris, CEVIPOF /Autrement, 2004 ; Betz H. - G., Immerfal S. (dir.), *The New Politics of the Right. New Populist Parties and Movements in Established Democracies*, London, MacMillan, 1998 ; Ignazi P., « The Silent Counter-Revolution. Hypotheses on the Emergence of Extreme Right-Wing Parties », *European Journal of Political Research*, n°22, 1992, p. 3-34 ; Ignazi P., *L'estrema Destra in Europea*, Bologna, Il Mulino, 1994 ; Ignazi P., *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003 ; Kitschelt H., *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997 ; Kitschelt H., McGann A., *The Radical Right in Western Europe. A comparative Analysis*, Michigan, University of Michigan Press, 1995 ; Merkl P., Weinberg L. (dir.), *The Revival of Right-Wing Extremism in the Nineties*, Londres, Franck Cass, 1997. ; Merkl P., Weinberg L. (dir.), (2003), *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, London, Portland, Frank Cass, 2003 ; Mudde C., *The Ideology of the Extreme Right*. Manchester, Manchester University Press, 2000.

¹⁶⁴⁰ Une difficulté, réelle ou avérée, qui interroge également sur les effets de la politisation des chercheurs sur le choix des terrains.

¹⁶⁴¹ Nonna Mayer et Bert Klandermans aboutissaient à cette conclusion au terme de leur analyse des travaux existants. (V. Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005, p. 6.)

À partir des années 2000¹⁶⁴², sous l'influence du courant d'analyse des mouvements sociaux, ces questionnements sont rénovés¹⁶⁴³, ce qui se traduit en France par la multiplication d'études sur le militantisme frontiste¹⁶⁴⁴, d'autant plus nombreuse que le FN se solidifie dans la vie politique. Cela passe par un « effort de normalisation méthodologique » et notamment par la mise en œuvre d'analyses de carrières frontistes. Ces travaux ont provoqué un changement radical du regard sur les militants d'extrême droite. Nonna Mayer et Bert Klandermans soulignent à propos de leurs enquêtés que « [they] appear as perfectly normal people, socially integrated, connected in one way or another to mainstream groups and ideas¹⁶⁴⁵ ». Grâce au spectre comparatif, Bert Klandermans et Nonna Mayer en retirent également l'idée d'un militantisme différencié, qui varie selon les pays, mais aussi au sein des pays, selon la génération à laquelle appartient le militant, ce qui vient confirmer l'hypothèse d'un double effet de contexte, local et générationnel¹⁶⁴⁶, sur la carrière du militant. Enfin, cette étude les conduit à distinguer deux types de militants : d'une part un militant attaché à l'idéologie, plutôt prosélyte sur le mode de « la révélation faite aux autres » et d'autre part un militant « simpliste », sur le mode de « la révélation reçue »¹⁶⁴⁷. Cela vient, cette fois, souligner le rapport variable à l'idéologie des militants à l'extrême droite¹⁶⁴⁸, commun aux autres militants. Comme le signale Alexandre Dézé, cette diversité des motivations, des pratiques et des rapports à l'idéologie

¹⁶⁴² On peut noter cependant quelques études antérieures, comme celle de Birgitta Orfali : Orfali B., *L'adhésion au Front national. De la minorité active au mouvement social.*, Paris, Éditions Kimé, 1990.

¹⁶⁴³ V. sur ce point : Klandermans B., « The demand and supply of participation », in : Snow D., Soule S., Kriesi H. (dir.), *The Blackwell companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004, p. 360-379 ; Klandermans B., Mayer N., « Militer à l'extrême droite », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droits*, op. cit. ; Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005 ; Dézé A., « Que sait-on du Front national ? », in : Fillieule O., Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 239-270.

¹⁶⁴⁴ Il est par exemple intéressant de noter que dans la synthèse consacrée au FN en 1989 (*Le FN à découvert*), seul un chapitre est centré sur les militants : les « hommes du FN », ce sont alors soit les dirigeants, les élites partisans, soit les électeurs. En 2001, dans une synthèse comparable (Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée*, op. cit.) au moins trois chapitres s'intéressent directement aux motifs de l'engagement dans le parti de J.-M. Le Pen : Klandermans B., Mayer N., « Militer à l'extrême-droite » ; Orfali B., « L'adhésion paradoxale : juifs, ouvriers et antillais membres du FN » ; Lafont V., « Lutter contre l'immigration et s'engager au Front national ». D'autres travaux s'inscrivent dans la même tendance : Boumaza M., « Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs », thèse de science politique soutenue le 20 décembre 2002 à l'IEP de Strasbourg ; Boumaza, M., « Between stigma and engagement. Young Front National activists' political careers », *Etnografia e ricerca qualitativa*, 1/2015, p.75-87 ; Bruneau, I., « Un mode d'engagement singulier au Front national. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, Vol. 57, n° 1, 2002, p. 183-211 ; Crépon S., *La Nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; Crépon S., *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau monde Éditions, 2012 ; Lafont V., « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 175-198 ; Roussel V., « Labels politiques et construction de l'identité militante : le cas du Front national », in : Dobry M. (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 237-278 ; Roussel V., « Les logiques plurielles de l'engagement au Front national », *Contretemps*, n° 8, p. 77-85 ; Stockemer D., « Who are the members of the French National Front? Evidence from interview research », *French Politics*, n° 12, 2014, p. 36-58.

¹⁶⁴⁵ Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005, p. 269

¹⁶⁴⁶ Plutôt au sens de la cohorte (cf. V. Tiberj) ou de la micro-génération (cf. Mannheim) qu'au sens de la « génération » figée.

¹⁶⁴⁷ Klandermans B., Mayer N., « Militer à l'extrême-droite » in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droits*, op. cit.

¹⁶⁴⁸ Souligné par ailleurs dans les travaux sur les appropriations idéologiques par les électeurs frontistes : Marchand-Lagier C., *Le vote FN : pour une sociologie localisée des électors frontistes*, de Boeck Supérieur, 2017. [Voir en particulier le chapitre 2 de l'ouvrage].

normalise également les explications du militantisme à l'extrême droite¹⁶⁴⁹. De la même façon, la thèse de Magali Boumaza¹⁶⁵⁰ va participer à cette entreprise de normalisation du questionnement. Si elle met en avant le rôle de la socialisation familiale dans l'engagement au FN, c'est en insistant simultanément sur l'importance du rôle « socialisateur » de l'institution frontiste (notamment celui de la formation) et sur l'importance du contexte à travers l'observation de plusieurs générations de militants. Alors que la décolonisation apparaît comme un référent commun pour la première génération, il disparaît dans les discours des générations suivantes au profit d'autres problématiques (la critique de la droite de gouvernement par exemple). Enfin, l'auteure met en avant un autre élément important pour la compréhension des carrières frontistes. En présentant l'engagement FN comme nécessairement *déprécié*, elle souligne l'existence du « stigmaté » qui y est attaché, jouant un rôle ambivalent, de « ciment » de la communauté militante, mais aussi de cause de la défection¹⁶⁵¹. Ce label fait parfois l'objet d'oppositions dans les discours des militants souligne Violaine Roussel¹⁶⁵², qui propose également une typologie des militants selon leur rapport politisé ou non à l'engagement¹⁶⁵³. Dans son enquête publiée en 2001, Valérie Lafont évoque également cette difficulté à être engagé au FN, et propose trois modèles d'entrée dans la carrière militante frontiste¹⁶⁵⁴ : 1) *la continuité* (ou l'héritage) consiste en l'inscription du militantisme dans une filiation familiale. La carrière militante individuelle s'inscrit alors dans une carrière militante plus large, celle de la famille, qui peut être plus ou moins longue (une génération ou plusieurs). Si elle explique que « la politique s'est imposée à ce militant par le milieu [...] le camp lui aussi s'est imposé », elle remet en cause le caractère totalisant de cet héritage sur l'individu qui, malgré tout, « crée sa destinée et l'adapte » ; 2) *la rupture* consiste en un engagement au FN qui suit une socialisation à gauche, provoquée par des « modifications de l'environnement », qu'il s'agisse d'un déménagement, d'un changement dans les conditions de scolarisation, etc. Cela vient mettre en avant deux éléments : les effets limités de la socialisation primaire sur le reste de la carrière et, de manière corollaire, l'importance du contexte et de ses évolutions ; 3) la

¹⁶⁴⁹ Dézé A., « Que sait-on du Front national ? », in : Fillieule O. Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche.*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

¹⁶⁵⁰ Boumaza M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Strasbourg, 2002.

¹⁶⁵¹ *Ibid.* p. 74-80. V. également : Roussel V., « Labels politiques et construction de l'identité militante : le cas du Front national », in : Dobry M. (dir.), *La mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, p. 237-277.

¹⁶⁵² Roussel V., « Labels politiques et construction de l'identité militante : le cas du Front national », in : Dobry M. (dir.), *La mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, p. 237-277

¹⁶⁵³ Roussel V., « Les logiques plurielles de l'engagement au Front national », *Contretemps*, n° 8, 2003, p. 77-85.

¹⁶⁵⁴ Lafont V., « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p 175-198.

politisation (ou découverte du politique), qui concerne des individus peu politisés, qui rejoignent d'abord un « groupe de copains » dans lequel ils découvrent la politique. Cette perspective permet d'insister de nouveau sur le rôle de l'institution, sur sa capacité « identitaire et socialisatrice », sa capacité à créer un « monde à part ». Finalement, la carrière apparaît comme la résultante de processus complexes où interagissent constamment des caractéristiques propres à l'individu (socialisation, alternatives que l'individu se représente comme possibles, etc.), son insertion dans des relations sociales, mais aussi le contexte social et politique dans lequel il évolue.

Ces enseignements sur le FN, « encore valables aujourd'hui¹⁶⁵⁵ », ne sont plus guère interrogés. De même, nous n'avons pas trouvé de recherches approchant l'engagement à l'extrême droite dans des groupes autres que le FN en France¹⁶⁵⁶. En cela notre enquête est à la fois classique et originale, puisqu'il s'agit d'interroger une question classique de science politique à travers une analyse de carrière, sur un terrain nouveau et particulier, marqué notamment par sa marginalité.

De surcroît, nous voudrions insister sur la nécessité de lier le « pourquoi » au « comment ». Cette approche en termes de carrière paraît à même de mettre en lumière la diversité des *motifs* de l'engagement. Le terme est à comprendre ici dans toute sa polysémie. Le *motif* est, premièrement, l'élément qui incite à agir, qui explique l'action (en anglais *motives* ou *reasons*). Il est deuxièmement, une série qui se répète, une séquence régulière ou logique, dans un sens plus proche du monde des arts plastiques, musicaux, littéraires (en anglais, *pattern*). Le terme peut alors venir marquer la symbiose possible entre une approche explicative (les *motives* de l'engagement) et une approche descriptive (le *pattern* de l'engagement). Il permet alors de souligner que si l'on décrit la carrière, c'est bien dans l'ambition d'accéder aux facteurs qui expliquent l'engagement, fussent-ils pluriels et entremêlés. Si nous interrogeons le « comment », c'est bien dans l'espoir d'accéder au « pourquoi ». C'est cette proposition que nous défendons dans ce chapitre.

Pourquoi un individu s'engage-t-il à l'extrême droite et, au sein de celle-ci, chez les Identitaires en particulier ? Par exemple, alors que les coûts d'un engagement au FN semblent de plus en plus limités pour des rétributions de plus en plus apparentes, pourquoi s'engager dans une organisation plus marginale, avec des coûts plus hauts et des rétributions

¹⁶⁵⁵ Dézé A., « Que sait-on du Front national ? », in : Fillieule O. Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 256.

¹⁶⁵⁶ Une lacune que soulignaient Mayer et Klandermans en 2005 : « *the most obvious limitation of our study is the limited range of organizations, and therefore of types of activists, included in our story [...] Our picture is incomplete and one should be careful in generalizing our findings for they exclude the more radical fringe of the extreme right world* » (V. Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005, p. 275.)

(apparemment) plus limitées ? Une question qui se décline, à travers le séquençage classique des carrières, en trois : comment et pourquoi devient-on militant identitaire ? (Section 1) Comment et pourquoi le reste-t-on ? (Section 2) Comment se déroulent les suites de carrière en dehors du mouvement... et pourquoi ? (Section 3)

Section 1 - Devenir identitaire : de la « découverte » à l'intégration d'une communauté

Comment les militants sont-ils devenus identitaires et pourquoi ? Comment ont-ils découvert ce mouvement ? Comment sont-ils rentrés en contact ? Comment et pourquoi ont-ils intégré la communauté militante ? Quels sont les effets de la marginalité sur le recrutement militant ?

Les travaux sur le FN n'interrogent que peu ou pas les modalités par lesquelles les militants ont découvert l'organisation, celle-ci étant considérée comme « connue de tous ». Ils ne s'interrogent guère non plus sur la façon dont les militants sont accueillis (ou non) dans et par l'organisation. Si le modèle d'engagement typique du FN est en partie confirmé par nos recherches (1), il ne permet pas de rendre compte ni de la petitesse, ni de la marginalité de l'engagement identitaire. Il nous revient donc d'intégrer ces spécificités pour compléter ce modèle, en étudiant comment est découverte l'organisation (2) et quel rôle est endossé par cette dernière (3). Cela nous permettra de conclure sur ce premier « moment critique¹⁶⁵⁷ ».

1. Trois modèles d'engagement et de cheminement : « Continuité », « rupture » et « politisation »¹⁶⁵⁸

Notre matériau empirique¹⁶⁵⁹ permet de confirmer les conclusions de Valérie Lafont, et de distinguer parmi les militants identitaires ceux qui relèvent d'une carrière de *continuité* (N=15), d'une carrière de *rupture* (N=14) et d'une carrière de *politisation* (N=7). Comme elle, nous avons sélectionné trois carrières que nous allons détailler ici intégralement pour montrer la pérennité de ce modèle. Nous avons choisi de nous attarder sur des cas typiques qui leur donnent corps, comme Valérie Lafont avait procédé avec les « jeunes du Front

¹⁶⁵⁷ Strauss A., *Miroirs et masques*, Paris, Métailié, 1992.

¹⁶⁵⁸ Lafont V., « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p 175-198.

¹⁶⁵⁹ Cf. *supra*, Chapitre préliminaire.

national ». Nous avons choisi les carrières « les plus tranchées de l'échantillon et [qui] donnent accès à trois modèles différents, partagés par les autres militants mais de manière plus imparfaite ou partielle ». Cela nous amène à confirmer, au-delà du modèle, ses conclusions quant à la diversité des facteurs dont il faut tenir compte pour comprendre les entrées en militance.

1. Continuité : « Si j'ai une figure militante dans ma vie, un référent, c'est mon père » (Nathan¹⁶⁶⁰)

Nathan [2014_6] est né en 1990, dans une famille « de tradition catholique », mais pas « tradis ou hyper pratiquants », lui-même n'étant pas particulièrement pratiquant et se revendiquant également volontiers du paganisme. Il grandit explique-t-il, dans une « famille militante », attachée à l'extrême droite. En effet, son père était militant politique : « il militait au GUD, quand il était jeune ». Il a par ailleurs gardé des contacts durablement dans les réseaux extrême droitier : en 2014 encore, il « continue à voir ses amis, à faire du réseau », sans être plus, désormais, véritablement engagé. Les récits de la vie militante de son père ont marqué l'enfance de Nathan, qui explique même avoir « grandi dans ça » : « Assez jeune, j'ai eu droit aux histoires militantes de l'époque ».

Il y a deux niveaux de continuité pour Nathan. Tout d'abord, l'engagement en lui-même est reçu comme un héritage et lui apparaît donc naturel. Il doit reprendre le flambeau, se faire l'héritier de l'engagement paternel, comme le montrent plusieurs expressions qu'il utilise :

- « J'avais déjà envie de m'engager. Ça, ça me vient de mon père »
- « On va dire que ça [les récits militants] m'a donné envie ! » ;
- « J'avais la fibre militante en moi » ;
- « Mon père était militant, donc j'étais plutôt prédestiné à devenir militant ».

À la façon dont il parle de l'engagement, celui-ci a quelque chose de presque inéluctable. La fibre militante est « en lui », dans une transmission quasi génétique, « venant » de son père, ce qui le « prédestine » à devenir lui-même militant. Ce dernier terme est particulièrement fort et vient illustrer, à travers le déterminisme qui est associé, la filiation directe qu'opère Nathan entre son engagement et celui de son père. Il y a par ailleurs, dès lors que l'engagement est considéré comme un héritage, une obligation morale à militer : « Je me vois pas ne pas le faire... [...] Si tu as la fibre militante, il **faut** militer ! Sinon oui, tu

¹⁶⁶⁰ Sauf indication contraire, toutes les citations de ce paragraphe sont issues de l'entretien avec Nathan [2014_6]. Le cas échéant, c'est nous qui soulignons.

n'accomplis pas ton **devoir**. » En cela, l'engagement militant apparaît dans le discours de Nathan comme un héritage qui oblige. Il y a pourtant d'autres voies, celle de son frère simple sympathisant, ou celle de sa sœur qui n'est ni l'un, ni l'autre. Quant à sa mère, elle n'est jamais mentionnée dans l'entretien, sinon sous l'expression générale « mes parents », si bien qu'il nous apprend simplement qu'elle ne s'est jamais engagée ! Les idées sont cependant familiales : si Nathan est bien le seul « militant » de la famille, au sein de celle-ci, « tout le monde a participé à la Manif pour Tous » en 2012/2013.

C'est d'ailleurs le deuxième niveau de filiation. Le déterminisme ne s'arrête pas au fait de s'engager mais également à la direction de l'engagement. Il souligne à plusieurs reprises au cours de l'entretien qu'il « avai[t] les idées [identitaires] dans [s]a famille déjà avant » de s'engager. La socialisation politique de Nathan à l'extrême droite est évidente. À 14 ans, il participe à sa première manifestation,

« Ma première manif, c'était en 2005, j'avais 14 ans. C'était après que les deux militants d'Act up aient agressé le recteur de Notre-Dame¹⁶⁶¹ et y'avait eu une manifestation pour la dissolution d'Act Up. C'était ma première manif¹⁶⁶². »

La participation à cette action, *a priori* restreinte, montre ses liens avec des cercles relativement fermés de l'extrême droite parisienne. À 15 ans, il visite pour la première fois une permanence politique, celle du Front national de la Jeunesse à Paris, « pour choper des autocollants ou quoi. Voilà, je cherchais un peu [à m'engager] ». Autre indice de cette politisation à l'extrême droite, sa connaissance des auteurs classiques du nationalisme français, qui dépasse celle de la plupart des militants identitaires. S'il cite les auteurs classiquement lus par les militants de GI (Antonio Gramsci, Guillaume Faye et Dominique Venner), il est le seul à faire référence à « Bonald et de Maistre » qu'il considère de surcroît comme des « références plus classiques, plus communes à tout le monde ».

Malgré cette double filiation, cet héritage qui « l'oblige » à s'engager d'une part, à s'engager à l'extrême droite d'autre part, Nathan considère qu'il a « quand même fait [s]on propre bout de chemin, [qu'il a] trouvé [s]a propre voie ». Quelle marge de manœuvre lui reste-t-il ? Parce qu'il a fait le choix de ne pas s'engager au GUD mais chez les Identitaires, il revendique un choix « propre », car en partie indépendant de l'engagement paternel. Il

¹⁶⁶¹ Une vingtaine de militants d'Act Up étaient entrés dans la cathédrale parisienne pour célébrer symboliquement un mariage homosexuel. L'événement est évoqué dans l'ouvrage de Christophe Broqua : Broqua, C., *Agir pour ne pas mourir : Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

¹⁶⁶² Il est possible – voire probable – qu'il fasse ici référence à une action menée par le RED [Rassemblement des Étudiants de Droite, un mouvement étudiant, présent dans quelques universités, dont Paris 2, durant les années 2000 et connu pour sa proximité avec les militants de la droite nationaliste et identitaire] en octobre 2005 : les étudiants du syndicat de (très très) droite, avaient envahi la scène de la « Rainbow attitude expo », suite à l'action d'Act Up à Notre-Dame et demandaient la dissolution de l'association.

explique alors, dans une triple comparaison des contextes, des modes d'action, et des idées, les filiations et les différences entre le GUD et les Identitaires et les raisons qui l'ont poussé à choisir de rejoindre le second :

« Les Identitaires ayant été créés de formations proches du GUD à l'époque, d'Unité radicale, c'est sûr qu'il y a une certaine filiation dans certaines idées. Mais après les Identitaires, c'est à part. C'est aussi ça qui m'a plu, c'est que ça reste pas dans la logique stérile de refaire éternellement les mêmes trucs, qui fonctionnaient à une époque mais qui ont arrêté de fonctionner. [...] C'est pour ça que j'ai préféré aller chez les Identitaires. Après dans le fond des idées, on a des différences mais on va dire qu'il y a quand même un tronc qui est assez commun à la plupart des groupes militants dans ce genre-là. Après je dirai que dans les idées, plus pointues et même dans le fond des idées et dans la façon d'agir, maintenant on n'a plus rien à voir. »

Il compare ici, les idées du GUD et des Identitaires, reconnaissant, avec tant de précautions oratoires, « une **certaine** filiation dans **certaines** idées », historiquement tout du moins puisque les Identitaires émanent d'Unité radicale auquel le GUD participait... Ainsi, historiquement, il repère cette filiation. Cependant, il semble que celle-ci ait disparu, puisque « dans le fond des idées, on [le GUD et les Identitaires] n'a plus rien à voir », si ce n'est le « tronc commun » à toute l'extrême droite. Cette analyse est très nuancée. Il souligne une filiation historique relative entre les deux - qui lui permet de se faire l'héritier de l'engagement de son père - mais une filiation qui a disparu aujourd'hui - qui lui permet de revendiquer son choix « propre ». Il compare également les moyens d'action du GUD et ceux des Identitaires. Cette fois le constat est sans appel, le GUD utilise des moyens d'action qui « fonctionnaient à une époque¹⁶⁶³ » - ce qui lui permet de légitimer l'engagement de son père - mais qui ne « fonctionnent plus aujourd'hui » - ce qui vient délégitimer les modes d'action actuels du mouvement. Cela vient justifier son choix pour les Identitaires chez qui il a « préféré aller ». Il explique par ailleurs que GI est le « seul groupe valable » :

« J'avais l'impression que beaucoup d'autres mouvements soit c'était tellement marginal que c'était du temps perdu et de l'énergie perdue de militer avec eux, qu'en plus ils avaient pas forcément mes idées, qu'en plus c'était très marginal et que même dans le look ils étaient très marginaux et tout. Et puis... en fait les Identitaires c'est ma ligne politique aussi. On va dire, j'avais réfléchi avant et c'est **le seul mouvement dans lequel je me retrouvais.** »

Ainsi, Nathan a, comme son père, rejoint une organisation qui utilise des moyens d'action adaptés à l'époque, mais il a dû pour cela, faire son « propre » choix, s'éloigner du GUD et rejoindre les Identitaires. Finalement, Nathan s'escrime à tenir ensemble continuité et innovation : il maintient à la fois la filiation, de laquelle dépend sa capacité à être héritier de

¹⁶⁶³ Il fait, par ailleurs, explicitement référence à l'usage politique de la violence : « La violence politique qui existait à l'époque... aujourd'hui ça peut plus vraiment exister à cause des moyens de surveillance et de répression. C'est plus le contexte actuel. » L'évolution contextuelle a entraîné une certaine « préemption » de la violence politique, qui ne peut plus fonctionner.

l'engagement de son père et la « nouveauté » des Identitaires, qui lui permet de revendiquer sa capacité à faire ses propres choix.

Nathan « tomb[e] sur les Identitaires », « sur Internet », dès leur création. Il les suit en ligne dès ses 12 ans, « en 2002 et dans les années à suivre ». Adolescent, il est intégré dans le milieu extrême-droitier parisien sans pour autant adhérer à aucune organisation, ni militer activement dans aucune d'entre elles. Ce suivi « de plus ou moins loin », se double quelques années plus tard du « bon contact, avec la bonne personne, un peu par hasard¹⁶⁶⁴ ». Il est alors à l'étranger, où ses parents se sont installés en 2008 et où il restera jusqu'en 2012. Il rencontre un militant identitaire et adhère, en 2010, pour la première fois à Une Autre Jeunesse (UAJ) :

« Mon premier contact, ça a été par un ami de mon petit frère qui était militant. Et en fait, mon petit frère lui ça l'intéressait moins de militer, il est plus sympathisant que militant. Moi ça m'intéressait de militer donc je me suis mis en contact avec lui, par Internet. Et après j'ai vu, j'ai commencé à traîner avec eux un peu et puis après, par lui, j'ai intégré le groupe. »

Entre 2010 et 2012, faute d'opportunité pour militer là où il est, il milite « à distance » :

« J'aurais commencé [à militer] sans doute au lycée mais j'étais pas en France au lycée donc j'ai pas commencé à ce moment-là. Après j'étais à l'étranger aussi pour le début de mes études, donc je militais quand j'étais à Paris [...] Je faisais le maximum possible à distance, donc participer aux débats en interne sur Internet, faire la mise en page d'un tract si on me demandait. [...] Et après, quand j'étais en vacances, s'il y avait des actions je venais, s'il y avait des soirées je venais, enfin je militais au maximum. »

Ce contexte l'empêche alors de militer pleinement. Sa détermination est cependant visible, réalisant les tâches qu'il peut à distance et se mobilisant dès qu'il revient en France. En 2012, il déménage et rentre en région parisienne, s'installant dans les Yvelines (78). Cela change la donne et lui permet de devenir pleinement militant : « je suis beaucoup plus disponible, je suis là tout le temps ». Quand nous le rencontrons en 2014, cela fait donc quatre ans qu'il milite, dont deux ans et demi « à distance » et un an et demi « à temps plein ». Il profite à plein de la disponibilité que lui confère son statut d'étudiant et dont tous les militants ne disposent pas :

« C'est facile pour moi : je suis étudiant, donc je fais un peu ce que je veux. J'ai des amis qui travaillent : ils sont obligés de concilier leur militantisme avec leurs horaires de travail et tout, c'est pas forcément évident quoi. Donc après, là en ce moment, je milite aussi parce que j'ai aucune excuse pour ne pas militer. »

¹⁶⁶⁴ Notons que cela n'a pas grand-chose d'un « hasard » : le militant qu'il rencontre est un ami de son frère ! Il n'est pas étonnant vu sa socialisation politique, qu'il ait dans ses cercles amicaux des personnes politiquement engagées dans des groupes d'extrême droite.

D'autant que, pour lui, faire ses études relève presque du militantisme. Étudiant en troisième année de science politique, il estime en effet que ses études sont « complémentaire[s] à son engagement ». En dehors de ses études, il ne nous fait pas part d'autres engagements, soulignant en revanche que « depuis [qu'il est] revenu [il] milite vraiment à temps plein ». Il se charge d'ores et déjà de missions stratégiques au sein de l'antenne parisienne de Génération identitaire, notamment de la communication de la fédération sur la page Facebook, mais également de l'organisation des « rencontres de nouveaux », un poste particulièrement important puisqu'il vise à trier les individus qui veulent rejoindre le groupe. Nathan souligne que « le militantisme, c'est très demandant », et en effet sa définition du militantisme est particulièrement exigeante :

« J'estime que mon engagement... **je vais pas dire « c'est ma vie » parce que ça fait un peu bizarre, mais c'est un peu ça !** C'est-à-dire que moi j'estime que, en tant que militant, **je dois être disponible 24h sur 24, 7 jours sur 7.** Pas forcément sur des actions de rue, mais si on me sollicite pour mettre en page un tract, mettre en page un flyer, préparer une conférence, préparer une action, faire le visuel d'une banderole ou un visuel pour un site, préparer un texte, relire un texte, réfléchir à des actions... enfin c'est **un engagement de tous les jours.** C'est pour ça que je dis « militant à temps plein » : comparé à quelqu'un qui serait plus un sympathisant ou un militant qu'on voit moins souvent, qu'on voit que sur des actions ponctuelles une fois de temps en temps, **le militant lui il doit être dispo H-24, 7 jours sur 7.** »

C'est un engagement coûteux (car chronophage) que décrit Nathan. Coûteux, il peut l'être également socialement. Nathan gère les stigmates associés à son engagement militant d'une manière différenciée. Ainsi, il explique qu'il ne « [s]e cache pas », car il n'a pas « honte » : ses amis sont au courant, il « v[a] à la fac avec [s]es t-shirts identitaires, les gens connaissent très bien [s]es opinions », mais il « fai[t] ça intelligemment aussi », conscient que ça « peut porter préjudice ». Honnête avec son entourage amical, il tente toutefois de limiter le coût social, en restant discret. Cela lui permet, une dernière fois, de revendiquer une filiation avec son père, qui « d'ailleurs, n'a jamais caché son engagement ».

Ce mode d'engagement est donc caractérisé par son inscription dans une filiation familiale, plus ou moins longue (une ou plusieurs générations), plus ou moins ancrée (un individu à une majorité d'individus). Le militant grandit dans une famille où l'engagement à l'extrême droite est *normal*. Il connaît donc, et côtoie, le milieu partisan extrême droitier. La carrière du militant s'inscrit dans cette carrière militante familiale, poursuivant ainsi la dynastie militante, participant à l'écriture de l'histoire collective. Les militants se positionnent par rapport à la carrière des prédécesseurs et oscillent entre une revendication de l'héritage et des prises d'indépendance vis-à-vis de celui-ci. L'engagement est vécu, par eux, sur le mode du devoir, envers la société mais aussi envers leur famille.

2. Rupture : « J'étais très politisé, mais plutôt à gauche » (Xavier¹⁶⁶⁵)

Xavier est né en 1996 dans la région de Toulouse. Il a grandi dans une famille politisée et ancrée à gauche. Ses parents sont tous les deux « de gauche », il explique même qu'il vient d'un milieu « très à gauche ». Son père a été « militant maoïste » dans sa jeunesse. Ses parents l'inscrivent par exemple dans un mouvement de scoutisme laïque, les éclaireurs et éclaireuses de France, qu'il décrit comme « très engagés à gauche » et proposant une « formation très écologiste ». Si le mouvement de scoutisme est laïque, il est pourtant scolarisé dans l'enseignement privé catholique¹⁶⁶⁶. Cela le conduira à demander le baptême à l'âge de 10 ans : il faisait du catéchisme au collège et ça lui « avait parlé à ce moment-là », alors même que ses parents ne sont « pas pratiquants ». Il y a là une première rupture avec son milieu d'origine, qui reste cependant sans conséquence à ce moment. Au-delà de la famille nucléaire, la famille de Xavier apparaît également politisée. Un de ses oncles (paternels) est engagé dans le « milieu anarchiste » :

« Donc voilà il est très engagé dans le milieu, il est très connu dans le milieu des squats artistiques *et caetera*. Donc c'est vrai que pendant longtemps ma référence de l'engagement ça a été cet oncle anarchiste. [...] Je pense que ça a pu jouer [dans son envie de s'engager], d'avoir un oncle qui mettait en avant ses idées, quelles que soient ces idées d'ailleurs ! »

Xavier appartient donc à une famille politisée et souligne qu'il était, dès l'enfance, « très politisé, mais plutôt à gauche ». Son intérêt pour la politique, qui va de pair avec sa volonté de s'engager, remonte d'après lui à son enfance :

« J'ai toujours eu envie de militer. Quelles que soient les idées que j'ai eu au cours de ma jeunesse. Je me souviens que, en 2007, je suivais les élections de très près. J'avais 10 ans et pourtant je suivais les élections de très près. Si j'avais pu, je serais allé tracter avec les militants, à l'époque pour Ségolène Royal ».

Son entourage amical apparaît congruent avec sa famille. Certains de ses amis étaient politisés, mais « plutôt à gauche ». Il souligne qu'il « n'avai[t] pas d'amis politisés à droite ».

Comment se produit alors sa transition de la gauche aux Identitaires ? En 2009/2010, le père de Xavier, séparé de sa mère, déménage et s'éloigne de Toulouse. Il s'installe à Poitiers. Concomitamment, son père s'engage alors politiquement, au sein d'un syndicat de gauche : « C'est quand il est parti à Poitiers [...] qu'il a commencé progressivement à être syndicaliste [...] Avant il était pas trop engagé ». Cet événement provoque en fait une

¹⁶⁶⁵ Sauf indication contraire, toutes les citations de ce paragraphe sont issues de l'entretien avec Xavier [2017_18]. Le cas échéant, c'est nous qui soulignons.

¹⁶⁶⁶ Fait étrange pour des parents « très engagés à gauche », que le jeune militant n'explique pas.

rupture dans la vie de Xavier. Celui-ci se retrouve alors seul avec sa mère à Toulouse : sa sœur aînée est en fait une demi-sœur, issue d'une première union de son père. C'est à cette même période, en 2010, que Xavier commence à s'intéresser à l'extrême droite ou, comme il le dit, qu'il « commence à évoluer de ce côté-là ». Il évoque un événement déclencheur, une « expérience personnelle », qui lui a fait « ressentir les problèmes de la société », en l'occurrence l'agression de certains de ses amis et « [lui]-même qui [s'est] fait embrouiller ». Il n'en dit pas plus sur cet événement, sinon qu'il le pousse à faire des recherches, en particulier sur le Front national. Cette fois, c'est sa politisation à gauche qu'il accuse à demi-mot : « J'étais dans un milieu où c'était complètement tabou en fait de parler du Front national, d'extrême droite ». Ne pouvant pas poser certaines questions, il se tourne alors vers Internet et décide « plutôt que d'avoir des *a priori* », d'aller directement visiter le site du Front national :

« Je me suis dit : "Ah bah oui, en fait ils disent pas que des trucs avec lesquels je suis en total désaccord en fait", contrairement à ce qu'on m'avait un peu inculqué. Donc voilà, c'est ça en fait : le fait de voir ce qu'étaient réellement ces idées et pas la caricature qu'on m'avait servie jusqu'à 13 ans »

En se renseignant ainsi, seul et sur Internet, il perçoit un décalage entre l'analyse du programme frontiste qu'il a pu entendre dans son milieu « de gauche » (la caricature) et la lecture que lui en fait alors (la réalité). Il n'est pas « choqué », et finalement le programme du FN se présente donc comme une bonne surprise. Il ne dit pas à ce moment-là qu'il a trouvé au FN des idées qui lui plaisaient, notant simplement qu'il n'était pas en désaccord avec tout le programme. Il continue son exploration de cette galaxie d'extrême droite : « À ce moment-là, j'ai surfé sur un peu tous les sites qu'on appelle maintenant "fachosphère" ». À travers ces sites, il découvre les différents courants : « L'œuvre française, le renouveau français, l'action française [...] ça correspondait clairement aux clichés qu'on m'avait inculqué sur l'extrême droite, c'est-à-dire des mecs qui fantasment sur des régimes autoritaires d'un autre temps. [...] Là, pour le coup, je me suis pas reconnu et je me reconnais pas dans ces idées-là ». C'est ainsi qu'il tombe sur le site des Identitaires, en 2010/2011. À cette époque, dit-il, il s'est « reconnu vraiment dans la ligne des Identitaires ». Il approfondit ses recherches sur le groupe, « épiluch[e] la Foire aux Questions », se renseigne, « regarde tous les reportages ». Il est séduit par certaines idées en particulier, comme il l'explique – tout en déplorant qu'elles ne soient plus au cœur du discours politique de l'organisation :

« [*Qu'est-ce qui t'a attiré dans le projet politique de GI ?*] »

Bah en fait, c'était, à l'époque - parce qu'aujourd'hui on en parle beaucoup moins - c'était **la lutte contre le mondialisme en fait. La lutte totale contre le mondialisme et pas seulement centrée sur l'immigration et l'islamisation.** Moi, je suis arrivé au

moment de la campagne « anti-mondial, pro-local ». [...] Ce côté, qu'on a un peu perdu par stratégie au fil des années [...].

[Tu dis que vous l'avez perdue : comment ça a évolué ?]

On parle aujourd'hui d'immigration et d'islamisation... et **plus tellement de localisme, d'écologie, de décroissance**, des choses qu'on mettait beaucoup en avant à Une Autre Jeunesse ».

En arrivant, il semble apprécier la convergence des thèmes : « la lutte contre le mondialisme », qui réunit à la fois « localisme, écologie, décroissance » et « immigration et islamisation », sans se limiter à cette dernière thématique. Cette convergence s'est « perdue par stratégie » dit-il¹⁶⁶⁷, ce qu'il semble déplorer. Le cas de Xavier n'est pas exceptionnel. Nous avons noté que cette symbiose entre des idées traditionnellement associées à la « gauche », d'une part, et un certain radicalisme sur la question migratoire, d'autre part, est plus fréquemment évoquée par les individus dans des carrières de rupture. À peu près à la même période, Xavier commence à fréquenter plus assidûment la paroisse de son quartier : « j'ai commencé à retourner à la messe, la messe Paul VI¹⁶⁶⁸ à côté de chez moi, avant de commencer à militer ». À partir de cette période de découverte, il explique : « j'avais très envie de m'engager mais comme je savais que mes parents étaient pas trop pour, j'osais pas ». Il fait par ailleurs partie des Jeunes Sapeurs-pompiers de sa ville, un engagement apolitique.

Il passe le pas quelques mois plus tard, en mars 2012, l'année de la naissance de sa petite sœur, demi-sœur du côté de son père, issue d'une troisième union de celui-ci. Dans la même période de temps, le réseau Une Autre Jeunesse lance sa campagne « Anti-mondial, Pro-local » et à Toulouse, les Identitaires ouvrent leur maison de l'identité, l'*Oustal* dont il découvre l'adresse dans la presse gratuite (*20 minutes* et *Métro*). Cela va fournir une opportunité à Xavier : « c'était l'occasion, sans avoir à envoyer un mail et tout, de passer là-bas et de voir un peu ce que ça donnait ». Il se rend donc à l'*Oustal* :

« Je suis tombé sur Matthieu qui gérait à l'époque conjointement avec Julien [2017_15]. Donc je suis arrivé, j'ai dit tout naïvement que je voulais militer avec les Identitaires. Et puis, lui m'accueille en me filant quelques autocollants [autocollants], en m'expliquant le fonctionnement de la maison *et cætera*. [...] On s'est présenté, on s'est rendu compte qu'on avait pas mal de points communs. Parce qu'en fait à l'époque lui il voulait entrer chez les pompiers et moi j'étais JSP [Jeunes Sapeurs-Pompiers]. Donc voilà on a commencé à pas mal sympathiser *et cætera*. Donc on a commencé à parler de sujets qui étaient pas nécessairement politiques... Voilà, il m'a dit que je pouvais revenir pour les soirées, pour coller. [...] Il m'a dit « *Reviens quand tu veux* ». Fin voilà, ça a été très

¹⁶⁶⁷ Nous avons souligné cette évolution du corpus identitaires (*Cf supra*, Chapitre 2).

¹⁶⁶⁸ Messe célébrée selon le missel romain de Paul VI, c'est-à-dire dans la forme dite « ordinaire » du rite romain, ou plus prosaïquement, messe « en français ». Cette forme du rite de la messe fait suite au concile Vatican II. Il se distingue de la forme « extraordinaire » du rite romain,

naturel en fait. [...] En fait, sauf erreur de ma part, quand je suis arrivé à l'Oustal c'est la première fois que j'ai discuté avec des gens qui étaient pas de gauche. »

Ses parents vont mal vivre son engagement, tout en ayant des réactions différentes, ce qui va même s'avérer conflictuel entre eux. Sa mère ne « l'a **pas hyper bien vécu**, mais elle a très bien géré » d'après Xavier. Elle lui fixe un certain nombre de limites, sans lui interdire de fréquenter le groupe :

« À l'époque je pouvais pas coller parce que ma mère était contre [...] Par exemple quand il y avait des soirées, [elle disait] « ok t'y vas mais je viens te chercher à 21h » et du coup voilà à 21h elle était devant le local et je parlais avec elle. Voilà, elle voulait pas que je fasse de déplacements, je pouvais pas coller. [...] Je pouvais les fréquenter, je pouvais participer aux formations *et caetera* mais je pouvais pas militer. [...] J'étais mineur donc je me conformais à ce que me disait ma mère. »

Son père, qui est donc installé à Poitiers, a une toute autre réaction, que Xavier attribue, d'une part, à une politisation et un engagement politique plus fort et, d'autre part, à son éloignement et l'impuissance qui l'accompagnerait :

« Lui, il a été beaucoup plus militant que ma mère [...] et lui, **il l'a très mal vécu**. Notamment je pense du fait d'être loin et de pas avoir de prise sur ce que je faisais. Parce que lui, il aurait aimé en fait... pour lui, ma mère faisait une erreur en me laissant les fréquenter et elle aurait dû m'enfermer à la maison *et caetera*. Et il avait aucun moyen d'agir là-dessus, **donc il l'a très très mal vécu**. Il a déposé une main courante, en disant aux flics que je me faisais embrigader. Ça a été assez violent. »

Depuis que Xavier s'est engagé chez les Identitaires, sa relation avec son père est donc particulièrement conflictuelle, comme il l'explique en 2017 : « Pendant 5 ans j'ai tout fait pour... essayer de garder des liens familiaux quoi. Et là bon depuis Pâques, ça a un peu pété entre nous, donc j'espère que c'est que passer mais... ça reste un sujet de discorde, toujours, entre nous ».

Tout au long de la carrière de Xavier telle que nous l'avons présentée, nous percevons une évolution parallèle de sa vie familiale et de sa carrière militante : le déménagement du père est concomitant de son intérêt pour l'extrême droite ; la naissance de sa sœur, concomitante du moment de son engagement, qui devient lui-même cause d'un éloignement plus profond entre eux deux. Ce n'est bien sûr pas la « cause » de son engagement qui est par nature plurielle : nous l'avons vu, son engagement doit autant à cela qu'à un événement déclencheur, une proximité idéologique avec le groupe, une opportunité d'engagement. Il y a cependant bien une rupture entre la politisation familiale et l'engagement de Xavier, une rupture due à une « modification de l'environnement » de Xavier, lors d'une période « charnière » de sa vie¹⁶⁶⁹. Cette rupture avec son milieu d'origine n'est pas que politique,

¹⁶⁶⁹ Nous empruntons l'expression à Isabelle Sommier (« La contestation juvénile des années 1960 âge de la rébellion ou temps de la révolution ? », Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 250-265). Elle entend traduire l'existence

mais aussi religieuse : la demande de baptême de Xavier est proche du moment de sa politisation à l'extrême droite, le début de sa pratique religieuse, est également proche de son entrée en militance... et l'approfondissement du militantisme sera concomitant d'une pratique de plus en plus « radicale » de sa foi. En effet, par les Identitaires, Xavier découvre la messe en rite extraordinaire, à la Chapelle Saint Jean-Baptiste, tenue par l'Institut du Christ-Roi à Toulouse, qui lui a « vraiment plu » et abandonne donc le rite ordinaire pour le rite extraordinaire. Son engagement politique l'a également contraint – d'après son récit – à quitter la faculté publique dans laquelle il était inscrit, après avoir été pris à parti par des étudiants qui étaient politiquement ses opposants. Il rejoint donc une faculté privée, où il suit des cours d'histoire. S'il se targue de « garder des cercles en dehors des identitaires », il y a cependant une forte homogénéité dans les cercles qu'il fréquente, identitaire, ou au moins de droite et surtout catholiques. Ainsi, à 21 ans, il est installé en colocation avec une autre militante identitaire, de quelques années son aînée. Sa petite amie est elle aussi identitaire et catholique (elle, proche de la FSSPX¹⁶⁷⁰). Il est investi dans plusieurs organisations catholiques, notamment un groupe d'évangélisation et les scouts d'Europe. Et enfin :

« tous les amis aussi que j'ai pu me faire à l'Institut Catholique, où, comme je te disais, y'a quand même quelques personnes de droite, des chrétiens, qui soit sont engagés dans le scoutisme, avec qui j'ai des points communs mais qui sont pas forcément des militants identitaires et donc ça fait du bien justement aussi de sortir un peu de ce cercle. Qu'il soit pas fermé quoi. »

Ce deuxième modèle est caractérisé par une politisation initiale à gauche. De manière classique, les militants s'y réfèrent pour expliquer leur intérêt pour la politique, mais de manière plus intéressante, certains revendiquent un héritage avec l'engagement passé (ici Xavier se réfère à son oncle anarchiste, Rémi [2014_2] lui se réfère à un grand-père dans la résistance, estimant qu'il est aujourd'hui, lui aussi, un résistant). L'engagement à l'extrême droite se fait cependant en rupture avec la politisation familiale et entraîne fréquemment des conflits avec le milieu familial. Enfin, notons que l'engagement est concomitant de changements majeurs dans la vie des militants : rupture familiale, déménagement, changement du contexte d'étude ou professionnel.

d'un *turning point* à cette période de l'adolescence et de la jeunesse : choix d'étude, choix professionnel, entrée dans l'âge de la participation politique. Cela ne signifie pas qu'il y ait un « effet d'âge » mécanique sur l'engagement. Plus largement nous rejoignons donc l'auteure sur la thèse qu'elle défend dans cet article.

¹⁶⁷⁰ Fraternité sacerdotale Saint Pie X, communauté intégriste, fondée par 1970 par Mgr Marcel Lefebvre. La FSSPX est donc un courant « intégriste » et non traditionaliste. La distinction s'avère importante : si les deux courants ont en commun un attachement à l'ancien rite (c'est-à-dire le rite dit *préconciliaire*, antérieur au concile Vatican II ou *forme Saint-Pie V du rite extraordinaire* ; ce qu'on appelle plus communément « la messe en latin ») le courant traditionaliste a toujours été fidèle à Rome et au Pape, quand le courant intégriste s'en est détaché, certains allant jusqu'à considérer que siège papal est « vacant » depuis le concile (on parle alors de *sédévacantiste*).

3. Politisation : « On parlait de sujets que je comprenais pas. Le soir, je rentrais et je me renseignais » (Typhaine¹⁶⁷¹)

Typhaine grandit en milieu rural, arrivant en Normandie après plusieurs déménagements. Elle reste très discrète sur sa famille : elle a une sœur, est proche de sa mère mais n'a plus de contact avec son père. Sa famille est catholique ; elle se définit comme « de tradition catholique, non pratiquante », insistant, « je n'ai pas la foi ». Côté politisation, il apparaît que « [s]es parents étaient pas militants. C'est des gens [...] un peu de droite tradi [traditionnelle] engagée. C'est vrai que c'est une éducation assez stricte mais pas trop ». La discussion politique n'est pas « quelque chose de très présent » dans sa famille, d'autant que la jeune femme souligne que plus jeune, « [elle s'] intéressai[t] pas vraiment » à politique. Elle considère ainsi que grâce à sa famille elle avait « une vision de base » mais que, « le reste, ça s'est fait de mes connaissances », des gens croisés avant sa période militante et tout au long qui lui ont « ouvert les yeux ».

En 2008, à 18 ans, Typhaine part s'installer à Rouen, où elle entame ses études à la fac. La transition est triple : elle quitte le domicile familial et s'installe seule ; elle quitte le milieu rural pour une grande ville ; elle quitte le lycée pour entrer dans l'enseignement supérieur. Cette transition va être d'après elle le moment d'une prise de conscience :

« Je viens de la campagne à la base donc j'ai aussi découvert la ville avec les bons et les mauvais côtés. Donc j'avais déjà une vision assez différente des gens qui étaient en ville donc ça m'a déjà un peu plus marquée. [...]

[Tu dis que c'est ton passage de la campagne à la ville qui t'a marquée : quoi par exemple ?]

L'insécurité c'est quelque chose que je connaissais pas. Moi en plus quand j'ai emménagé à Rouen, j'ai directement déménagé rive gauche, ce qui est pas le quartier le plus sympa forcément de Rouen, qu'on soit une nana ou pas. Moi ça a été un marquage très fort. Je me sentais... c'était la première [fois] de ma vie que, quand je rentrais le soir, j'étais inquiète quoi. Ça a un petit peu joué. Sans non plus tomber dans le côté parano, ça marque un petit peu quoi ! C'est surtout ça.

[T'as découvert ça...]

Voilà. J'ai découvert ce sentiment-là. Et c'est vrai qu'au fur et à mesure on entend les gens en parler on découvre... moi je découvrais la ville, donc c'était quand même... Donc ça a joué... ça a joué je pense.

[C'était à quel moment ça du coup ?]

Bah quand j'ai... à 18 ans, quand je suis arrivée ici pour mes études. [...] En arrivant à Rouen, on se rend compte qu'on peut pas forcément se balader toute seule la nuit, surtout dans le quartier où j'étais, c'était pas top, donc ouais ça joue. [...] Mais c'est vrai que le vivre, d'arriver ici et de connaître l'insécurité déjà ça a été une première étape de..., je me suis rendue compte quoi, de prise de conscience. »

¹⁶⁷¹ Sauf indication contraire, toutes les citations de ce paragraphe sont issues de l'entretien avec Typhaine [2017_12].

Plusieurs idées se mêlent dans son récit. En découvrant la ville de Rouen, elle a également découvert ce qu'elle appelle « l'insécurité », et « ce sentiment-là », qui l'accompagne, « l'inquiétude ». Elle souligne bien la différence entre « la campagne » et le quartier « pas top » où elle s'installe à son arrivée dans la ville, qui vient renforcer la rupture qui s'est opérée. Comme elle le souligne à plusieurs reprises, cette découverte est « marquante » pour elle. Il y a une progression graduelle du rôle de cette inquiétude au fil de son discours : « ça a un petit peu joué » ; « ça a joué » ; « une première étape de [...] prise de conscience ». Au même moment, elle rentre donc à la fac, où elle rencontre une militante de Génération identitaire : « j'étais à la fac et puis y'a une fille avec qui je m'étais très bien entendue qui en [Génération identitaire] faisait partie », que l'on peut relier dans son propos à ces « gens qui parlent » de l'insécurité à Rouen. Ainsi, en 2008, Typhaine dans un premier moment de transition appréhende un sentiment d'insécurité, nouveau pour elle, en même temps qu'elle découvre Génération identitaire... qui fait une interprétation très particulière des causes de ce sentiment d'insécurité¹⁶⁷².

Typhaine ne rejoint pourtant les Identitaires qu'en 2015. Pendant plusieurs années, elle va être une simple sympathisante du mouvement. Elle croise régulièrement des militants parce qu'ils appartiennent à des cercles communs : « J'étais beaucoup dans la scène "métal" et la scène "métal" est assez petite malgré tout ! On se connaît quasiment tous ! » explique la jeune femme. Une scène métal très fréquentée par les Identitaires normands, comme le souligne Baptiste [2017_13] :

« C'est la fille qu'on connaissait depuis des années [...] Elle était sympathisante et amie avec tout le monde. [...] Comme c'est très... beaucoup de "métalleux", comme elle était dans cette scène, on la connaissait depuis toujours quoi »

En participant à cette « scène métal », Typhaine continue donc à évoluer dans des cercles fréquentés par les Identitaires, elle les côtoie, les rencontre : « j'en connaissais déjà beaucoup [de militants], voire une très grosse majorité avant de les rejoindre » Elle n'est alors pas investie dans le mouvement, simplement « sympathisante », parce que son travail, très prenant, ne lui permet pas de militer :

« Avant je travaillais énormément, j'avais peu de temps [...] [Baptiste – 2017_13] m'avait dit "*faudrait que tu nous rejoignes, on fait vraiment beaucoup de choses*", donc j'avais dit "*oui, oui*", de loin. En fait, comme je fais du 8h-21h, je faisais "*oui, oui*", mais en fait je le faisais jamais »

¹⁶⁷² Cf. *supra*, Chapitre 2.

En 2015, deux événements vont se superposer et permettre (voire encourager) son entrée en militance. Une rupture professionnelle lui fournit l'opportunité de militer : « j'ai aussi à un moment quitté mon boulot dans lequel j'étais à plein temps », lui libérant du temps pour des activités militantes. À la même période, « je me suis mise en couple avec une des personnes présentes à l'intérieur et du coup j'y suis rentrée par ce système-là¹⁶⁷³ ». Elle relie elle-même ces deux événements comme l'abaissement de deux barrières à l'entrée en militance : « c'est vraiment le moment où je me suis mise en couple et où j'ai quitté mon boulot, où j'ai vraiment pu le faire ». À partir de ce moment-là, le militantisme va progressivement prendre de plus en plus de place.

Quand nous la rencontrons en 2017, elle a retrouvé du travail, mais à mi-temps seulement. Elle souligne qu'elle a donc « beaucoup beaucoup de temps pour [le militantisme] », allant jusqu'à considérer par ailleurs qu'elle ne « fai[t] quasiment que [militier] ». Petit à petit, elle a en effet intégré l'organisation, commençant par « donner des coups de main » pour « rend[re] service ». Elle a progressivement « voulu aider plus » et « pris des initiatives », qui se sont avérées fructueuses puisqu'on lui a donné « des responsabilités ». Photographe amateur, mais comptant néanmoins plusieurs milliers d'abonnés sur les réseaux sociaux, elle a commencé à faire des formations en photographie aux autres militants, dans sa fédération et petit à petit dans toute la France :

« Ils m'ont demandé de leur faire une formation photo, parce qu'ils trouvaient qu'à Rouen justement ça se passait très bien. Donc moi, [...] en fait je leur apprends les bases. C'est vraiment plutôt du cours sur la photo militante¹⁶⁷⁴ que de la photo générale, [...] plein de petites astuces comme ça que je leur rends [sic], en 1h, 1h30 c'est fait. C'est juste ça [...] Ils sont très contents. C'est... je pense que c'est quelque chose que je vais refaire et moi je fais vraiment ça avec plaisir. C'est vraiment sympa ! »

Après l'entretien Typhaine évoque de nouveau cette formation :

Carnet de terrain – 14 juin - Rouen, avec Typhaine, Fabien et Baptiste

[Typhaine] nous raconte la formation qu'elle a fait à Paris (sur la photographie militante). [...] Elle explique qu'elle a dû vraiment repartir de la base, jusqu'à rappeler aux militants qu'« il faut enlever le cache objectif, sinon c'est tout noir ». Ils rient. J'en parle avec elle, lui posant des questions un peu plus techniques sur les appareils dont ils disposent et ce sur quoi elle a fait les formations. Elle me donne le nom de son compte instagram et me montre quelques photos sur son téléphone. Elle raconte que les Lyonnais lui ont demandé de venir faire une formation photo à Lyon également : elle est apparemment flattée et assez fière ; elle s'en « vante ». Les autres militants la rabrouent un peu : « va y'avoir personne c'est sûr ! Sauf s'ils les forcent à venir ! » et rient.

¹⁶⁷³ Sur l'importance des couples dans les dynamiques politiques, y compris à l'extrême droite, voir : Marchand-Lagier C., « Le vote des femmes pour Marine Le Pen. Entre effet générationnel et précarité socioprofessionnelle », *Travail, genre et sociétés*, Vol. 40, n°2, 2018, p. 85-106.

¹⁶⁷⁴ Ce qu'elle appelle « photo militante » : photographie des actions, des manifestations, voire d'événements, de bâtiments, ou des scènes posées. Si les sujets sont variés, la « photo militante » fonde sa particularité dans son objectif : elle vise à porter un message politique, à promouvoir leur vision du monde, à travers la valorisation des actions du groupe ou des représentations esthétiques de ce qui compose l'identité partagée.

Ces formations lui permettent de mettre en avant ses compétences dans un domaine qu'elle apprécie et où ses qualités sont reconnues. Le fait d'être contactée par plusieurs fédérations la rassure sur la qualité des formations. Cela lui confirme que ses photos et ses conseils sont appréciés par l'ensemble des militants. De cela, elle tire une certaine fierté. C'est assurément une forte rétribution symbolique pour elle, de constater que les cadres de certaines fédérations sont prêts à la laisser transmettre son savoir et ses conseils à « leurs » militants. Questionnée sur les autres activités militantes, elle est d'ailleurs nettement moins loquace, répétant à plusieurs reprises qu'il s'agit d'une « accumulation de petites choses », « de plein de petites choses », « d'un amas de choses », qui sont d'après elle très chronophages, « on met beaucoup de temps [...] on prend beaucoup de temps ».

Elle vit d'abord son engagement sur un mode plutôt dépolitisé, ce qui n'est pas une nouveauté comme l'a montré Violaine Roussel¹⁶⁷⁵. Cependant, il y a tout de même une politisation progressive dans son itinéraire : son engagement est vécu sur le mode de la « révélation reçue¹⁶⁷⁶ ». La façon dont elle revisite son rapport à la politique au début de son entrée en militance est intéressante : « J'étais pas... je m'intéressais à la politique mais pas plus que ça et moi c'était vraiment les valeurs que portaient Génération identitaire qui m'ont plus poussée à aller vers eux ». Il ressort de cet échange qu'elle ne vit pas son engagement sur un mode « politique » à l'époque. Elle ne s'y intéresse « pas plus que cela », elle parle des « valeurs » identitaires et pas de leurs idées ou de leur « doctrine » comme la plupart des militants. Tout cela est très diffus. Peu intéressée par la politique, elle a le sentiment de manquer de compétence politique, ce que l'on constate quand elle raconte s'être « formée en immersion ». « Je me suis intéressée, j'ai voulu comprendre. Par moment, on parlait de sujets que je comprenais pas : le soir, je rentrais et je me renseignais, je posais mes questions ». À travers des discussions, elle se politise progressivement :

« On se fait un petit peu... pas enrôler... j'arrive pas à... comment dire (elle rit). J'ai le terme mais je le trouve pas. Nan mais c'est simplement, quand on a des amis, on discute et après eux, ils nous donnent une certaine vision des choses à laquelle on n'avait pas forcément pensé, après on le voit, on s'y intéresse et on se dit « Ah, bah oui, en fait, oui » »

Son hésitation sur le terme à utiliser, et surtout son refus de parler d'« enrôlement », un terme péjoratif qui viendrait sous-entendre qu'elle a renoncé à son libre-arbitre, sont révélateurs du processus de politisation qui est à l'œuvre. Elle a effectivement découvert et intégré une

¹⁶⁷⁵ Roussel V., « Les logiques plurielles de l'engagement au Front national », *Contretemps*, n° 8, 2003, p. 77-85.

¹⁶⁷⁶ Pour reprendre la distinction proposée par B. Klandermans et N. Mayer. (V. Klandermans B., Mayer N., « Militer à l'extrême-droite » in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, op. cit.)

nouvelle « vision », politique, des choses. Cette formation « en immersion », ces « conversations », font progressivement évoluer son rapport à la politique et donc son rapport à l'engagement militant. Interrogée sur sa vision de l'engagement politique¹⁶⁷⁷, elle retrace cet itinéraire. Tout d'abord, il s'agit de « donner un coup de main » sur le mode du service rendu, sans objectif véritablement politique. Dans un second temps, l'engagement acquiert une visée politique. Il s'agit alors de « montrer l'avenir de notre pays [aux gens] », de « donner une prise conscience à certaines personnes », et enfin de « ramener le plus de personnes avec nous ». Autre signe de cette politisation progressive : en 2012, Typhaine a bien voté aux élections présidentielles et législatives (pour le FN déjà), elle s'est en revanche abstenue lors des élections municipales et européennes de 2014, ainsi qu'aux départementales de 2015, avant d'aller, quelques mois plus tard, voter FN pour les régionales.

Ce dernier modèle est caractérisé donc par une faible (voire une absence de) politisation initiale : les militants n'ont eu que rarement des discussions politiques avec leurs parents, souvent ils ne savent pas pour qui ils votent, voire s'ils votent. Avant l'engagement, leur vote est le plus souvent intermittent, quand il n'est pas quasi inexistant. C'est par la bande sociale que ces militants découvrent l'engagement. Ils rencontrent un militant ou un sympathisant et côtoient l'organisation, pensée avant tout comme un groupe social, voire amical. La politisation est alors la conséquence du processus d'intégration de l'organisation et non un préalable à celui-ci.

*

Nous avons montré que le modèle d'engagement et de cheminement identifié par Valérie Lafont à propos des militants du FN s'est bien maintenu. Il n'y a pas de « nouvelles façons » de s'engager. En cela, l'entrée en militance chez les Identitaires respecte les canons du modèle du militantisme.

Cependant, le FN des années 1990 et GI des années 2010 présentent des différences marquantes, qui ont un impact sur la façon dont la carrière doit être abordée. En 1990, le FN a une vingtaine d'années, il se présente régulièrement aux élections envisage son rôle comme un parti protestataire mais cherchant à recruter des adhérents. En 2014-2017, les Identitaires ont une quinzaine d'année, ils ont abandonné l'action électorale sans avoir jamais participé

¹⁶⁷⁷ La question était : « *Quand tu t'es engagée, qu'est-ce que ça représentait pour toi de t'engager dans un mouvement politique ?* »

à un scrutin national et se considèrent comme un mouvement aristocratique. De ce fait, alors que le FN a une notoriété dans l'opinion publique, ce n'est pas le cas de GI ; alors que le FN cherche à recruter du monde, GI cherche à recruter des « cadres ».

Le modèle classique du militantisme n'est donc que partiellement adapté à notre objet : il ne permet pas de tenir compte des spécificités des Identitaires, ni de leur petitesse, ni de leur marginalité. Car avant de s'engager chez GI, il faut bien que les militants connaissent le mouvement d'une part, et y soient acceptés d'autre part... Comment des militants rejoignent-ils un parti invisible ? un parti peu connu ?

2. Premier contact : trois façons de découvrir une organisation marginale

La petite taille du mouvement identitaire va de pair avec une notoriété limitée, du moins plus limitée que celle du Front national. Comment des individus « découvrent-ils » le mouvement Identitaire ? Comment apprennent-ils son existence ? En quoi est-ce que cela participe à cadrer leur rapport avec l'organisation ? Est-ce que cela participe à motiver leur engagement ? C'est cette « étape 0 », préalable nécessaire à l'entrée en militantisme, que nous entendons ici interroger.

Nos entretiens nous ont permis d'identifier que les individus découvrent le mouvement par l'un de ces quatre canaux (tableau 15) :

- **Grâce à des proches** : famille, amis dans le cadre scolaire, universitaire ou ami d'enfance.
- **Via un engagement préalable** : dans le cadre d'un engagement associatif, politique ou non.
- **Sur Internet** : soit suite à une recherche active, soit via une campagne de communication.
- **À la télévision** : lorsqu'une campagne d'agit-prop est relayée par les médias ou lorsqu'une campagne électorale amène des Identitaires sur un plateau télé.

Tableau 15 – Découvrir le mouvement identitaire : 4 canaux

Via un proche	8
<i>Famille</i>	3
<i>Ami</i>	5
Via un engagement antérieur	7
<i>Dans un autre parti ou mouvement d'extrême droite</i>	5
<i>Dans une association de supporters</i>	2
Via internet	17
<i>Suite à une campagne</i>	4
<i>Suite à des recherches</i>	13
Via la télé	4
<i>Suite à une campagne d'agit-prop</i>	3
<i>Suite à une campagne électorale</i>	1
Total	36

Plus que ces canaux, c'est la *façon* dont ils ont découvert l'organisation qui va nous intéresser par la suite. En analysant l'ensemble des récits de vie auprès des militants, nous distinguons trois modalités par lesquelles l'organisation « croise » la vie des (futurs) militants. Chacune révèle le rapport à l'organisation que le militant construit.

- **L'organisation s'impose** : la découverte de l'organisation est progressive, elle intègre l'univers de l'individu peu à peu, jusqu'à ce qu'il construise avec elle une familiarité. Elle est dès lors « donnée là » : elle s'impose.
- **L'organisation se trouve** : l'individu cherche à s'engager, il initie des recherches, comparables à des études de marché, pour déterminer « où » il va s'engager.
- **L'organisation surgit** : l'organisation surgit soudainement dans l'univers de l'individu, suscitant son intérêt.

Pour illustrer ces trois modalités de découverte de l'organisation identitaire, ainsi que les mécanismes qu'elles recouvrent, nous avons sélectionné parmi nos enquêtés, la carrière la plus illustrative. Nous nous arrêterons uniquement ici sur cette première étape (découverte de l'organisation et prise de contact) et ne détaillerons donc pas toute la carrière des individus concernés.

1. La familiarité : quand l'organisation « s'impose »

Pour certains militants, l'organisation apparaît comme un objet déjà « donné-là ». Elle leur est présentée par un tiers, qu'il s'agisse d'un membre de leur entourage proche ou d'un membre d'un réseau auquel il participe et apparaît comme un cercle déjà familier. Les individus que nous réunissons dans ce groupe ont en commun d'avoir un lien direct avec le milieu partisan d'extrême droite. Via l'organisation à laquelle ils appartiennent, ou via des

connexions familiales, ils font d'ores et déjà partie intégrante du milieu. Pour incarner ce premier profil, nous présentons le cas d'Anthony [2017_8]¹⁶⁷⁸.

Anthony [2017_8]¹⁶⁷⁹, 23 ans et étudiant, est adhérent à Génération identitaire depuis 2 ans, au moment de nos échanges. Il est le troisième garçon d'une fratrie de 6 enfants, et a grandi dans « une famille nombreuse, de droite catholique, assez traditionnaliste ». Il a connu de nombreux déménagements, du fait du travail de son père – qu'il ne précise cependant pas. Dans sa famille, l'engagement politique semble aller « de soi ». De nombreux membres de sa famille ont été ou sont militants, notamment chez les Identitaires. Parmi les individus de sa génération, plusieurs sont également militants : deux de ses frères chez GI (dont l'aîné, Jean-Baptiste qui fait également partie des enquêtés), plusieurs de ses cousins chez les Identitaires à Nice et à Toulouse dont l'un a depuis rejoint le Front national. La génération de ses parents est également très militante : ses parents ont été militants au FNJ « quand ils étaient jeunes », comme ses oncles et tantes, certains ayant même été candidats à des élections locales sous l'étiquette FN. « Mes grands-parents aussi je crois ! » ajoute Anthony [2017_8], expliquant en riant qu'il s'agit d'une « particularité de la famille [...] on a toujours voulu prendre part à la vie de la cité ». Sur ce point, il est rejoint par son frère qui souligne l'homogénéité qui règne « tout le monde pense à peu près pareil depuis des générations¹⁶⁸⁰ ». Les discussions politiques sont centrales dans la famille nucléaire, où les parents parlent de politique et où les frères également échangent sur le militantisme et renseignent les plus jeunes. Anthony [2017_8] reconnaît d'ailleurs une certaine influence de ses parents sur ses idées politiques, soulignant qu'il ne peut « pas nier » qu'ils l'ont « pas mal influencé à ce niveau-là ». Il est par ailleurs convaincu que son engagement est une source de fierté pour eux : « Je pense qu'ils sont à fond derrière moi [...] fiers que leur fils milite pour ses idées. Je pense que ça, c'est dans leur caractère ». Les discussions se poursuivent également dans la famille élargie. Les cousins, engagés dès 2007 pour certains, évoquent leur engagement comme nous l'apprend Jean-Baptiste : « Il [un de ses cousins] me parlait de ce qu'ils avaient fait, des différentes actions qui... qui moi quand j'étais jeune me mettaient un peu des étoiles dans les yeux¹⁶⁸¹. »

Anthony [2017_8] n'est pas vraiment capable de dater le moment où il a commencé à s'intéresser aux Identitaires... si ce n'est qu'il les suivait « déjà au début du

¹⁶⁷⁸ Une autre entrée typique de la familiarité est également disponible (Voir Annexe 10).

¹⁶⁷⁹ Sauf indication contraire, toutes les citations de ce paragraphe sont issues de l'entretien avec Anthony [2017_8].

¹⁶⁸⁰ Entretien avec Jean-Baptiste [2017_3].

¹⁶⁸¹ Entretien avec Jean-Baptiste [2017_3].

collège [...] avant même que ça devienne Génération identitaire ». Les Identitaires n'étaient d'ailleurs qu'un des groupes qu'il suivait sur Internet : « Je suivais un peu tous les mouvements... J'sais pas dans l'extrême droite y'a une ribambelle de mouvements ! ». À cette époque, il était entouré « d'amis patriotes comme [lui] », rencontrés notamment dans le cadre du scoutisme, qu'il a pratiqué entre 12 et 19 ans. Il écoutait assidûment, dès 12 ans, là encore en ligne, du Rock Identitaire Français (ou RIF), notamment le groupe *In Memoriam*, dont il était « fan ». Pour lui, ces comportements constituent la norme. Dans son environnement, familial et amical, consulter des sites politiques d'extrême droite, écouter des groupes fortement politisés, être engagé au FN est quelque chose de commun. Les autres comportements deviennent étrangers, « incompréhensibles » : « J'comprenais pas pourquoi les jeunes ils écoutaient pas ça ! », explique-t-il à propos du RIF. Anthony [2017_8] n'a donc jamais vraiment « découvert » Génération identitaire.

Du fait de la politisation de sa famille, des réseaux « patriotes » dans lesquels il est investi, c'est en quelque sorte GI qui s'est imposée à lui. Fort de sa connaissance des réseaux identitaires et du mouvement, Anthony [2017_8] n'a d'ailleurs pas hésité quand il a franchi (seul) le pas de l'engagement. Il s'est directement présenté à *La Traboule*, le bar des Identitaires, sans avoir eu de contact préalable avec les Identitaires lyonnais. La majorité des militants qui ont découvert le mouvement par ce biais procèdent ainsi, seul ou accompagné par celui qui leur a présenté le mouvement. Pour d'autres, tels Steven [2017_14], la prise de contact est concomitante de la découverte¹⁶⁸².

2. La recherche : quand l'organisation se « trouve »

D'autres militants vont se lancer dans une quête : assurés de vouloir rejoindre un mouvement d'extrême droite – quelles que soient les raisons de ce penchant, nous y reviendrons – ils vont mener des recherches pour étudier les offres disponibles et choisir parmi elles l'engagement qui leur convient le mieux. Ce comportement qui se rapproche d'une véritable étude de marché, aboutit généralement à un contact par e-mail avec la fédération correspondante.

C'est par exemple le cas d'Armand [2014_1]¹⁶⁸³. Quand nous le rencontrons, Armand [2014_1] a 32 ans. Il a grandi dans une famille où les discussions politiques étaient peu fréquentes et il estime que sa famille n'était « pas du tout politisée », tout en soulignant que ses parents sont « social-démocrates, UMP-Bon ton », donc proches idéologiquement de la

¹⁶⁸² En complément, la carrière de Steven, également typique de la familiarité est disponible (Voir Annexe 10).

¹⁶⁸³ Sauf indication contraire, toutes les citations des paragraphes à suivre sont issues de l'entretien avec Armand [2014_1].

droite de gouvernement. Quand nous nous rencontrons, il est militant au Bloc identitaire depuis 6 ans et il s'occupe de la fédération francilienne ; il a également figuré sur une liste FN lors des récentes municipales dans un arrondissement parisien. Diplômé d'un bac +5, il a été officier dans l'armée française pendant plusieurs années, avant de rejoindre le secteur privé. Il est cadre dans une grande entreprise française.

Comme il le formule, « un certain nombre de sujets [...] commençaient à [le] chauffer » et il en était arrivé à une « situation de ras-le-bol ». Interrogé sur les sujets précis qui ont provoqué cette « situation », il reste évasif et se contente de relayer cette anecdote :

« J'ai décidé d'adhérer le jour où j'ai vu des rations [de combat] *halla* [...] tout le monde est parti avec les rations de combat *halla* et j'me suis dit... bon bah... voilà quoi ! »

À partir de ce moment-là, il commence à se « renseign[er] un petit peu sur les différents partis » proches de ses idées, c'est-à-dire cherchant à lutter contre l'islamisation et l'immigration. Il se dirige tout d'abord vers le site du FN, mais « y'avait des trucs qui [ne lui] plaisaient pas » et c'est en approfondissant ses recherches qu'il découvre les Identitaires :

« [Donc c'est via le site que tu as connu...]

Exactement ! Voilà, c'est ça exactement. Moi c'est, c'est par ça que je me suis renseigné. Mais tu sais, beaucoup de gens qui viennent c'est comme ça hein. »

Éloigné des réseaux d'extrême droite, Armand [2014_1] n'a pas d'autres choix que de se tourner vers Internet pour faire ses recherches. De surcroît, du fait de son métier (à l'époque militaire de carrière), il ne peut pas risquer que son engagement soit connu dans son environnement professionnel. C'est donc sur Internet qu'il va mener ses recherches, découvrir les groupes, étudier leurs lignes, opérer des comparaisons... et enfin, ayant trié l'offre disponible, hiérarchiser ses préférences. C'est également par Internet qu'il va contacter le Bloc identitaire : « J'ai été sur le site du Bloc national, j'ai envoyé un mail et j'ai dit "bonjour, j'veux adhérer" et ils m'ont mis en contact avec quelqu'un ».

Les découvertes de ce type concernent essentiellement des individus au capital culturel relativement élevé qui s'accompagne d'un fort sentiment de compétence politique¹⁶⁸⁴. Ils s'estiment capables d'effectuer un tri dans l'offre disponible. Contrairement aux militants chez qui l'organisation s'est « imposée », qui tire leur sentiment de compétence de la formation reçue dans le cadre familial ou militant, eux se forment seuls et cette compétence

¹⁶⁸⁴ Notons à ce propos qu'aucune femme n'y figure, ce qui tend à corroborer les études les plus anciennes sur le sentiment de compétences politiques de celles-ci... (V. Gaxie D., « Le cens caché », *Réseaux*, Vol. 5, n°22, 1987, p. 29-51).

(objective et subjective) résulte avant tout d'un capital culturel accumulé par ailleurs : capital culturel hérité (parents professeurs par exemple) ou acquis (haut niveau de diplôme). La plupart des militants qui recherchent un engagement, ont tendance, comme Armand [2014_1], à prendre contact par message virtuel, à moins qu'entre le moment de la découverte et celui de l'engagement, il n'ait déjà gravité dans les réseaux extrême-droitier, à l'image de Simon [2017_15]¹⁶⁸⁵.

3. La surprise : quand l'organisation « surgit »

Parfois l'organisation « surgit » dans la vie des militants. Ils ont en commun d'avoir découvert le mouvement identitaire « par hasard », à travers une de ses campagnes de communication (à la télévision ou sur Internet). Ils sont généralement issus d'une famille peu politisée, mais quand l'organisation fait « irruption » dans leur vie, ils entament généralement un processus de politisation. Nous pouvons d'ailleurs considérer que le fait d'avoir entamé ce processus les rend plus perméables à la campagne de GI.

Alizée [2017_9]¹⁶⁸⁶, a rejoint Génération identitaire, l'année de ses 18 ans. Lorsque nous nous rencontrons, la jeune femme y milite depuis deux ans. À 20 ans, elle est encore étudiante, dans le secteur de la petite enfance et vit en couple avec un militant. Ils se sont récemment installés ensemble, dans l'ouest parisien, tandis qu'elle a grandi dans le Sud-est parisien, proche d'Évry. Ses parents ne sont pas engagés, guère politisés, mais ils ont « toujours voté à gauche ». Alizée [2017_9] suit sa scolarité dans un collège public « en ZEP ». Dès le début de l'entretien, elle raconte longuement, les souvenir douloureux qu'elle garde de ces années. Les brimades et les violences qu'elle dit avoir subies dès la 6^{ème} mais aussi la « trahison » des adultes, qui n'ont pas pris de sanction malgré ses plaintes :

« Je me suis retrouvé en fait en ZEP parce que on a des collèges de circonscription. [...] J'étais la seule... on va dire Française d'origine, la seule blanche pour citer la couleur de peau. [...] Petit à petit en fait, j'ai essayé de m'intégrer et on m'a carrément repoussée [...] j'avais le droit de parler à personne, je devais faire leurs contrôles avant les miens... [...] Après ça a été des coups et plus de violence [physique]. [...] Quand j'étais en 6^{ème}, j'en ai parlé à mes parents, qui ont du coup vu la principale. [...] Y'a eu aucune sanction disciplinaire, et rien à faire. [...] J'ai vécu ça comme une trahison, et je me suis fermée sur moi-même. [...] J'en avais tellement honte à l'époque, j'en avais tellement honte... parce que mon niveau scolaire du coup a énormément baissé [...]. Ça a été très dur. Je pense que... après je me suis coupée du reste du monde comme ça aussi. [...] je me suis réfugiée dans les jeux vidéo. C'est-à-dire que tu te crées une personnalité, un autre nom, tu te crées des amis. Moi je faisais ça. Et j'ai vécu comme ça jusqu'à peu près au lycée ».

¹⁶⁸⁵ En complément, la carrière de Simon, également typique de la recherche est disponible (Voir Annexe 10).

¹⁶⁸⁶ Sauf indication contraire, toutes les citations des paragraphes à suivre sont issues de l'entretien avec Alizée [2017_9]. Les passages en gras sont surlignés par nous.

Elle commence progressivement à se politiser, à « écouter des discours de Marine Le Pen », à la surprise – et stupeur – de ses parents qui « pensaient [qu'elle] étai[t] endoctrinée ». C'est dans ce contexte que Génération identitaire fait irruption dans la vie d'Alizée [2017_9], à travers un passage télé :

« C'était en 2012, donc j'avais 14 ans, à peu près. Je les ai connus via leur action à Poitiers, qui a été relayée toute la journée sur BFM. [...] Quand je les ai vus ça m'a pas mal interpellée : je les ai suivis ensuite sur Facebook ».

Ce qui est intéressant dans ce récit c'est le rapprochement qu'opère Alizée [2017_9] entre son « vécu au collège » et l'action de GI relayée sur BFM. Le lien entre les deux lui apparaît évident. Dès l'action de la mosquée de Poitiers, elle a le sentiment que les slogans identitaires s'adressent à elle. Ainsi, toute l'action de GI entre en résonance avec sa vie :

« Je vois les images de Poitiers, déjà je me demande « Pourquoi une mosquée ? ». Y'avait des slogans, je me souviens plus très bien mais... [...] « On est chez nous » ? Ça, je suis issu d'une famille qui a fondé ma ville, [...] Donc voilà forcément j'avais un peu d'attachement à ma terre, mon grand-père me racontait des histoires de l'avant-guerre *et cetera*. Du coup voilà, **ils commençaient à faire des slogans qui déjà me parlaient**. [...] J'ai vu qu'ils étaient contre l'islam radical et qu'au final, les jeunes qui ont porté des coups, des fois, le faisaient au nom de... ils le disaient « Inch'Allah », ou ce genre de slogan en fait. Instinctivement tu te dis que ta violence, la violence que t'as subie, elle a un rapport avec la religion. [...] Et du coup **c'est vrai que la mosquée c'était aussi un symbole** [...] J'ai lié une religion à mon malaise. »

L'action la frappe mais l'organisation apporte de surcroît un cadre d'interprétation, voire une grille d'analyse de son malaise, « Génération identitaire a commencé à m'apporter des réponses », dit-elle. Elle fait donc des recherches, s'abonne aux pages de GI sur les réseaux sociaux, les suit assidûment. Elle attache, *a posteriori*, des concepts identitaires à ce qu'elle a vécu. D'emblée, quand elle commence son récit, elle propose une (re-)lecture identitaire de la situation :

« [L'arrivée au collège] m'a fait au début comme un choc civila ... ci-vi-li-sa-ti-on-nel [elle décompose les syllabes], puisqu'au final - on peut pas le nier - ils ont pas la même coutume, ils ont pas la même façon de vivre, tout ça. Et même au niveau des styles musicaux, on n'a pas forcément les mêmes. [...] À partir de ce moment-là, **j'ai été victime de racisme anti-blanc**. »

L'irruption de GI dans sa vie, va également provoquer chez elle un nouveau comportement, puisqu'elle « commence à se rebeller » contre ses camarades, qu'elle entre en contact avec des jeunes déjà politisés (à l'extrême droite), qui vont « la protéger », avant de jouer le rôle d'intermédiaire et de l'introduire auprès de militants de Génération identitaire.

Que retenir de cette « étape 0 » de la carrière, préalable nécessaire à l'entrée en militance chez les Identitaires ?

Nous distinguons tout d'abord le canal par lequel les militants découvrent l'organisation. Il s'agit alors d'identifier par quel biais l'information parvient à leur connaissance. Néanmoins une telle approche est essentiellement descriptive et ne présente pas d'intérêt analytique particulier, tant les logiques peuvent différer au sein d'un même support et initier des rapports différents (voire contraires) à l'organisation. Par exemple, découvrir le mouvement « sur Internet », cela peut signifier le découvrir en le recherchant mais aussi « tomber dessus » : le rapport initial à l'organisation ne sera pas le même. La simple attention portée au support est donc insuffisante.

Pour entrer dans la construction de ce rapport à l'organisation, nous avons donc distingué dans un second temps la *modalité* par laquelle le chemin de l'organisation croise celui du (futur) militant. Trois voies sont possibles, selon que l'organisation s'impose, qu'elle se découvre ou qu'elle surgisse. Les militants qui appartiennent à chacun de ces groupes se distinguent selon plusieurs facteurs, comme nous l'avons montré en filigrane tout au long de cette présentation.

Tout d'abord, ils se distinguent selon leur politisation, initiale et secondaire, tant dans son intensité que dans sa direction. Les individus qui ont d'ores et déjà une politisation à l'extrême droite sont les plus susceptibles d'entretenir un rapport de familiarité avec l'organisation : que cela résulte de leur politisation familiale ou de leur politisation via un engagement préalable, l'organisation s'est progressivement imposée à eux, elle fait partie de leur univers politique. Ils « connaissent » le mouvement, ses idées, ses rouages, en fréquentent déjà des militants avant de l'intégrer. Les individus qui sont politisés mais pas à l'extrême droite n'ont pas ce lien avec l'organisation : ils n'en ont pas une connaissance préalable. C'est en cherchant à s'engager qu'ils la découvrent. Leur rapport à l'organisation est plus extérieur. Ils en découvrent les idées mais ne connaissent pas de militants, ne sont pas socialisés à ses codes. Leurs recherches d'engagement, dans le champ extrême droitier, les mènent alors chez les Identitaires. Enfin, les individus peu ou pas politisés sont les plus susceptibles de découvrir l'organisation par « surprise » : ils sont séduits par une opération de communication, par l'image de l'organisation, par *un* message en particulier, mais la connaissent mal en dehors de cela. Ces deux derniers profils se distinguent l'un de l'autre par un deuxième critère, le sentiment de compétence politique. Parmi ceux qui

« recherchent » un engagement se trouvent les individus les plus détenteurs en capitaux culturels, qui ont un fort sentiment de compétence politique. Les rencontres par surprise sont plus le fait d'individus dont le sentiment de compétence est bas.

Troisièmement, le niveau préalable de connaissance de l'organisation, de ses idées, de ses rouages, de ses codes dépend donc fortement de la façon dont les militants la découvrent. Si elle s'impose, les aspirants la « connaissent » déjà, ils sont familiers de ses usages, de ses codes. Si elle est « découverte », les aspirants la connaissent de manière « externe », ils ne l'appréhendent qu'à travers ce qu'ils ont pu en lire ou en voir, ils intègrent donc un monde de nouveaux codes. Si elle « surgit », les aspirants ne la connaissent pas ou très peu, ils vont entrer dans un nouveau monde, il s'agit plus alors d'une « conversion ».

Cette diversité de façons d'appréhender l'organisation, de rapports entretenus avec elle et de profils de militants, va avoir un impact sur la réponse de l'organisation. Tous les aspirants ne sont pas accueillis de la même façon.

3. Contrôler les entrées : le rôle de l'organisation dans la sélection des militants

Une fois les Identitaires connus, une fois la première prise de contact passée, comment rejoint-on les Identitaires ? D'après Samuel Bouron, « l'entrée chez les Identitaires suit un procédé standardisé¹⁶⁸⁷ », qu'il a lui-même connu lors de son enquête sous-couvert au sein du groupe. Au moment de son enquête, la plupart des prises de contact se faisaient par e-mail, sauf si le militant était introduit par un membre de l'organisation. Comme nous l'avons vu, cela n'a guère changé, si ce n'est que les aspirants militants (ou « nouveaux » dans la terminologie indigène) se présentent parfois directement aux Identitaires, soit en se rendant à l'une des maisons de l'identité, soit à un événement public (conférence, manifestation, convention, etc.), dont les adresses sont désormais plus fréquemment diffusées¹⁶⁸⁸.

Le processus standardisé décrit par Samuel Bouron est toujours à l'œuvre. Il donne une place centrale à l'organisation qui autorise ou refuse les entrées. Les Identitaires exercent

¹⁶⁸⁷ Bouron S., « Les émotions comme incorporation de « structures mentales ». Le cas de la formation des jeunesses identitaires », Communication lors du Congrès de l'AFSP, Paris, 2013. [Consulté le 01/08/20] URL : www.academia.edu/11768623/Les_émotions_comme_incorporation_de_structures_mentales_.Le_cas_de_la_formation_des_jeunesses_identitaires

¹⁶⁸⁸ Alors qu'auparavant les adresses des conférences ou meetings étaient rarement publiques (il fallait contacter les cadres pour l'obtenir, par mail ou téléphone), désormais c'était plus fréquemment le cas.

un contrôle sur les entrées et le parcours d'intégration militant est progressif, comme le souligne Louis [2014_4] : « Au début, une personne qui vient nous rencontrer c'est un *sympathisant*, après ça devient un *nouveau*, après un *militant* et après un "*apache*", [...] un *vrai militant* [...] du noyau dur identitaire parisien ». Des étapes séparées par autant de filtres successifs et qui donnent accès à différents espaces, voire à différentes activités. Le sympathisant par exemple n'a qu'un lien lâche avec l'organisation. Il participe à des manifestations ou assiste à des conférences mais il n'est pas contacté pour réaliser des actions. Le « nouveau » est celui qui souhaite intégrer la communauté militante : il est contacté pour participer aux actions de militantisme « de base » (collage, tractage, stickage) mais pas pour les actions « d'agit-prop » ; généralement il est intégré à un groupe (privé) de discussion. Une fois qu'il a fait ses preuves, après quelques semaines ou mois de militantisme, le nouveau devient un « militant ». Cela se traduit par exemple par l'ajout à des groupes de discussion fermés aux nouveaux, la possibilité de proposer des actions. La distinction entre « militant » et « vrai militant » semble plus variable, certains citent la participation à une université d'été.

Le premier filtre consiste donc en ce que les militants appellent les « rencontres de nouveaux » ou « rendez-vous de nouveaux ». Ils sont organisés dans toutes les fédérations, en fonction des demandes de contact reçues. Les aspirants militants peuvent être reçus seuls ou à plusieurs par un ou plusieurs membres de l'organisation. Le schéma de la réunion est toujours le même : dans un premier temps les militants identitaires présentent le mouvement puis, dans un second temps, ils interrogent l'aspirant sur ses motivations, ses idées, son parcours. Cette procédure est institutionnalisée au sein de l'organisation, comme le montrent les récits coïncidents des militants qui sont passés par cette étape du recrutement, dans diverses villes, à diverses périodes :

- **Armand [2014_1], rencontre de nouveaux avec le Bloc identitaire en 2008 (Hors-Paris) :** « On [lui et un responsable local] a eu une entrevue, on a discuté et voilà. Il a confirmé juste que j'étais vraiment dans la ligne, enfin que j'avais bien compris quelle était la ligne du Bloc quoi, que ça me correspondait bien quoi. »
- **Tanguy [2017_1], rencontre de nouveaux avec GI en 2011 (Paris) :** le Projet Apache répond à son e-mail : « "écoute voilà, on a une rencontre de nouveaux dans une semaine ... si tu veux viens à tel endroit". Donc moi j'débarque, [...] Un des deux qui fait mon entretien, donc de nouveau, il est habillé en costard, il sort du boulot, c'est assez impressionnant pour moi. »
- **Alizée [2017_9], rencontre de nouveaux avec GI en 2015 (Paris) :** « J'ai eu une rencontre de nouveau dans un bar avec les cadres [locaux]. Ils m'ont expliqué ce que c'était que Génération Identitaire, leur courant politique, ce qu'ils attendaient des militants, tout ça. J'ai été complètement d'accord avec eux, donc après j'ai été contactée par message, pour continuer à militer. »

- **Antoine [2017_24], rencontre de nouveaux avec GI en 2016 (Aix) :** « Ils se présentent tous les deux et ils commencent à me parler de Génération identitaire. Ils commencent à me parler de leurs actions passées, de ce qui les a fait décoller, des mouvements qui ont chuté avant [...]. Je reste un maximum impassible, mais j'étais vraiment super content de les rencontrer et de les entendre me parler de tout ça. [...] Je leur pose des questions [...] Ensuite ils me demandent de me présenter donc je me présente. Je leur parle un petit peu de ce que je connais de Génération identitaire et de la politique... même si c'était très court, c'était pas grand-chose. [...] Et à la fin ils me proposent qu'on se revoit une prochaine fois. [...] Donc je leur laisse mon numéro de téléphone. »

Pour les militants, ce rendez-vous relève tant de l'évidence que certains ne prennent même pas la peine de le raconter, considérant que cela fait nécessairement partie des connaissances de l'enquêteur :

« [*Cette première rencontre se passe comment ?*] »

Bah rencontre de nouveaux ! Je rencontre un militant dans un bar avec d'autres nouveaux. Le truc classique quoi ! » (Baptiste, [2017_13])

« Procédé standardisé » pour le chercheur, « truc classique » pour le militant... et pourtant, contrairement à ce sentiment unanime, la « rencontre de nouveau » n'est pas un passage obligé. Parmi les 36 militants que nous avons interrogés, une minorité (14) a effectivement dû passer cet « entretien d'embauche » politique. Une majorité de nos enquêtés y a donc échappé¹⁶⁸⁹, comme ils le signalent, sans jamais omettre que leur situation relève de l'exception :

- **Nathan [2014_6], commence à militer à Paris en 2012 :** « Moi je suis un cas un peu particulier : comme je suis passé par un contact personnel, j'ai pas suivi la même voie que d'autres militants, dans le sens où j'ai pas fait de rencontre de nouveaux. Je suis un peu entré par une porte dérobée. »
- **Jean-Baptiste [2017_3], commence à militer à Lyon en 2014 :** « Nan moi du coup la rencontre de nouveau je l'ai pas eu parce que... y'a eu piston [il rit]. »
- **Typhaine [2017_12], commence à militer à Rouen en 2015 :** « Nan moi j'ai pas eu [de rencontre de nouveaux] ! [...] Bah en fait comme je connaissais déjà un peu tout le monde, les gens me connaissaient aussi donc en fait ils ont pas eu besoin de vraiment... »

Comment expliquer ces (nombreuses) dérogations à ce qui est pourtant présenté par les militants comme la norme, voire la règle ? Signifient-elles que les entrées ne sont pas contrôlées finalement ? Pour les comprendre, il faut se tourner vers deux éléments principaux : le profil des militants et la façon dont ils sont entrés en contact avec l'organisation. Nous verrons finalement que ces modalités d'entrée différenciées se comprennent au regard des objectifs des entretiens de nouveaux.

¹⁶⁸⁹ Ce qui ne signifie pas que la majorité des militants présents au sein de l'organisation n'en ont pas eu, notre échantillon ne visant pas la *représentativité* mais la *significativité*.

En rapprochant le profil des militants de la façon dont ils ont contacté l'organisation, des différences apparaissent de manière flagrante.

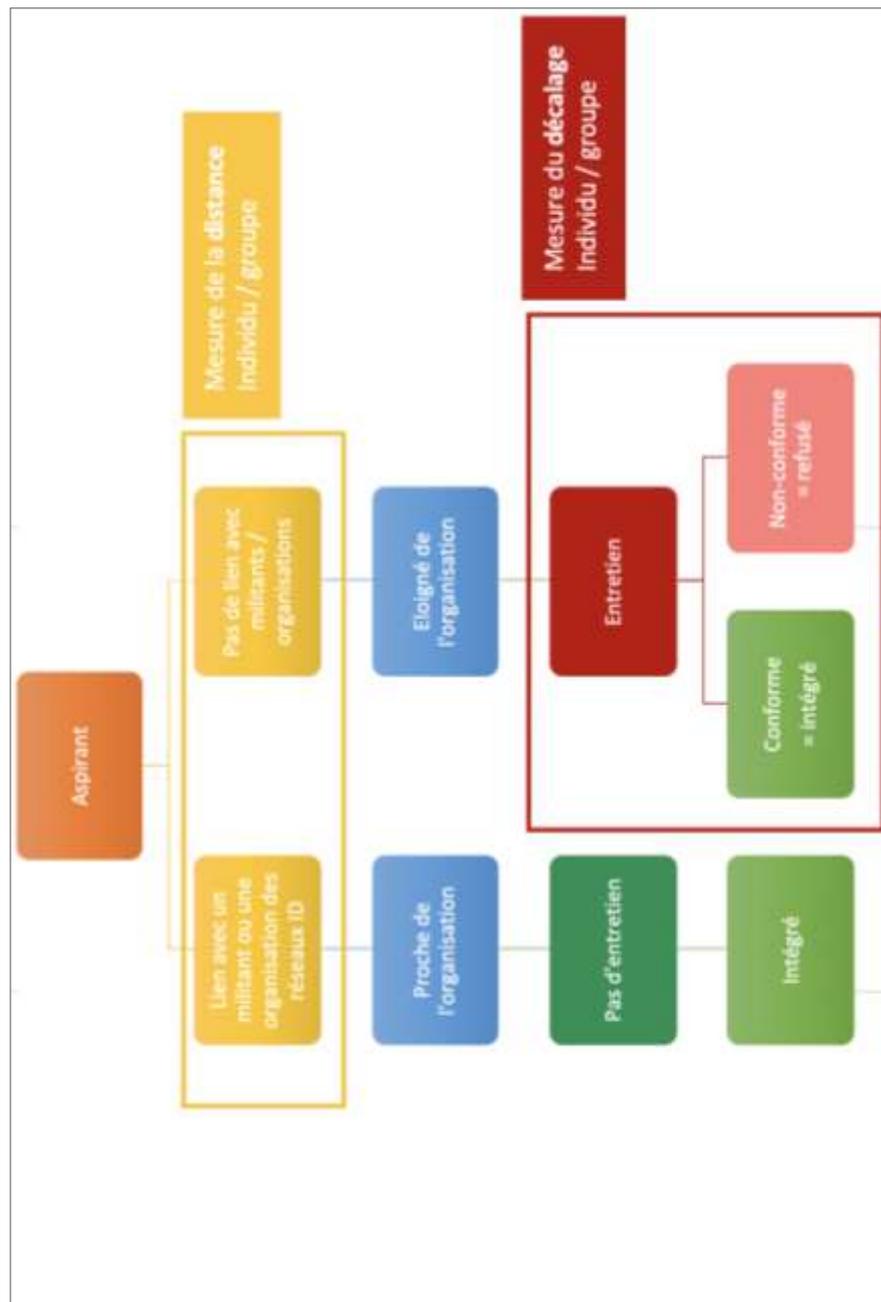
Un premier indice de cela est la différence entre les militants issus de familles où les parents sont politisés à l'extrême droite de ceux qui ne le sont pas : si environ 1/3 des militants sont passés par une rencontre de nouveaux, cela ne concerne que 1/4 des individus issus de famille politisée à l'extrême droite. Cependant, cette corrélation n'est qu'indicative et la cause est à chercher plus loin.

Ces disparités se renforcent si l'on s'attarde plutôt sur la « probabilité » d'être interviewé en fonction du mode de la prise de contact avec GI. Parmi les militants qui contactent GI en ligne (n = 11, tel Armand), 9 ont dû passer un entretien de nouveaux (et pour l'un des deux cas restants la tenue d'un tel entretien était impossible puisqu'il est le fondateur de la fédération dans sa région). Si l'on regarde du côté des individus dont les premiers contacts sont établis dans le cadre du militantisme (n=5), aucun n'a passé d'entretien de nouveaux. De même, parmi les individus qui sont introduits par un ami (n=8), seule une (Alizée) a dû passer l'entretien de nouveaux, ce qui pourrait s'expliquer par le fait qu'elle a été présentée à des militants de la fédération lyonnaise alors qu'elle voulait s'engager à Paris. Parmi ceux qui se présentent directement (n=12), il y a un certain équilibre, avec une proportion d'1/3 également. Comment s'opère la distinction dans ce groupe-ci entre ceux qui sont interrogés et ceux qui ne le sont pas ? Parmi ceux qui ne sont pas interrogés, deux se sont recommandés d'un militant très actif dans l'organisation ; deux étaient déjà intégrés à des réseaux connus des Identitaires. Sont interrogés ceux qui n'ont eu aucun engagement préalable dans des organisations (que ce soit militantes ou associations hors politiques) et n'avaient donc aucun lien avec les réseaux identitaires.

La probabilité d'être interrogé varie donc selon des critères apparemment objectifs mais tacites. Les individus qui sont introduits par quelqu'un ou qui se présentent en pouvant attester de liens antérieurs avec des réseaux connus des Identitaires, ne sont donc pas interrogés. À l'opposé, les individus qu'ils ne connaissent pas, ou peu, en particulier s'ils peuvent se cacher derrière une fausse identité sur le Web par exemple, sont interrogés. C'est donc en fonction de la distance préalable à l'organisation que les cadres décident – ou non – de les interroger. Plus l'individu est proche, moins il est probable qu'il passe un entretien de nouveaux, ce qui est cohérent avec l'objectif de cet entretien, qui est de trier entre les individus autorisés à militer – mais qui devront cependant faire leurs preuves – et ceux qui sont exclus de l'organisation. Cela conduit en fait à distinguer deux étapes, d'une part la *mesure de la distance au groupe*, qui conduit à distinguer les « proches » (pas d'entretien)

des « éloignés », et pour ceux-ci, une seconde étape, *la mesure du « décalage au groupe*¹⁶⁹⁰ », qui conduit plutôt à distinguer les « conformes » (intégrés) des « non-conformes » (refusés). L'illustration 35 synthétise ce processus.

Illustration 35 – Processus de sélection des militants identitaires



¹⁶⁹⁰ Bouron S., « Les émotions comme incorporation de « structures mentales ». Le cas de la formation des jeunesses identitaires », Communication lors du Congrès de l'AFSP, Paris, [consulté 01/08/20] URL : www.academia.edu/11768623/Les_émotions_comme_incorporation_de_structures_mentales_.Le_cas_de_la_formation_des_jeunesses_identitaires

Comment se déroule l'entretien et pourquoi procéder à une telle sélection ?

Tout d'abord, ces entretiens constituent une barrière protectrice, pour éviter toute infiltration : comme l'explique Tanguy [2017_1], « on a peur de se faire infiltrer soit par des gauches soit par des journalistes [...] systématiquement on demande la carte d'identité de la personne. » Le rendez-vous est donc un moyen de valider l'identité de la personne, de vérifier qu'elle est bien qui elle dit être et de résister ainsi aux tentatives d'infiltration...

De plus, ce mode de recrutement permet de s'assurer de la « normalité » du « nouveau » du point de vue de l'organisation, ou plus clairement de la distance entre l'individu et la « norme organisationnelle », c'est-à-dire en fait l'identité collective du groupe. La normalité s'évalue sur le look du militant. Ainsi, certains individus sont écartés dès la prise de contact comme l'explique Guillaume [2017_23] : « déjà on regarde le profil [Facebook] pour voir s'il est acceptable - ce qui parfois n'est pas le cas. Si on voit que la personne est... craint vraiment, on va pas la recontacter ». Les photos postées sur le réseau social deviennent ainsi un moyen de mesurer la distance avec l'organisation, si elle est trop grande, l'aspirant n'est pas contacté pour un entretien. En effet, ils sont jugés sur leur « look » (Justine [2017_26]), mais derrière ce critère, c'est l'image du mouvement qui est en jeu : « Chez nous, tu verras pas de crâne rasé en rangers, ou voilà... Tu verras pas de paria. Voilà, **on reste des gens normaux quoi** » (Arthur [2017_16]). GI cherche donc à se distancer sur ce point des autres mouvements d'extrême droite : « Si c'est un gros *skin* [skinhead] débile qui vient, c'est pas la ligne quoi ! Donc vraiment des **gens normaux** ou... **qui présentent bien** » explique Hortense [2014_7], ce que confirme Guillaume [2017_23] : « Si je vois débarquer quelqu'un habillé comme un *skin* [skinhead] des années 80 je le recontacterai pas quoi ». La normalité s'évalue également sur le plan idéologique... d'où les questions sur le parcours militant, les raisons qui poussent à rejoindre GI, etc. Ce sont alors certains discours qui vont être disqualifiants : « si le mec il commence à être complotiste dès la première conversation [...] on sent qu'il va y avoir un problème » (Tristan [2017_29]), ou encore les « propos vraiment extrêmes [...] [I]es choses racistes » (Justine [2017_26]). Pour autant, un discours considéré comme trop radical ne se traduit pas par un rejet immédiat : « on laisse sa chance à tout le monde » signale Tristan [2017_29], « après, c'est à nous de former les gens ! » (Nathan [2014_6]). Les cadres comptent sur le rôle de la formation interne qui endosse un rôle de « réalignement » idéologique pour rendre l'individu plus conforme au groupe. Les nouveaux sont en fait mis à l'épreuve et cette 'période d'essai' peut s'arrêter à tout moment, s'ils ne se conforment pas aux attentes du groupe, en matière

d'investissement militant, d'idées, de comportements. Comme le résume prosaïquement Tristan [2017_29] : « soit tu t'adaptes, soit tu dégages ».

Enfin, la sélection contribue à construire une image positive du groupe, qui n'accepte pas « n'importe qui » et donc du militant, qui a « mérité » sa place. Cette dimension fonctionne que l'entretien ait lieu ou non. S'il s'est tenu, alors le militant a « réussi » l'examen, ce qui fonde son mérite et s'il n'a pas eu lieu, le militant a bénéficié d'une situation exceptionnelle en raison de son mérite propre. En tant que rituel, l'entretien, présenté comme une barrière à l'entrée, confère au groupe, et à tous ceux qui y appartiennent sa valeur : oui, ils sont minoritaires, mais c'est par *choix*, parce qu'ils ne gardent que les *meilleurs*. Ce faisant, ce rituel participe à inverser le stigmate de la minorité et de la marginalité : il ne s'agit plus d'une minorité « marginale », mais d'une aristocratie militante.

L'attention portée à ce processus de recrutement vient mettre en lumière le rôle « socialisateur » de l'organisation qui participe – ici très activement – à la définition de l'identité collective du groupe et à son maintien et va donc porter une attention forte à la socialisation des « nouveaux ». Quatre enjeux traversent ce processus de recrutement. Tout d'abord, il vise à éviter les intrusions, redoutées par l'organisation. De plus, le processus de recrutement, qu'il se limite à une « mesure de distance » ou qu'il se double d'une « mesure de décalage », permet de garantir que les « nouveaux » ne mettront pas en danger la « marque » Génération identitaire, c'est-à-dire qu'ils ne nuiront pas à la réputation (externe) de l'organisation. Par ailleurs, il permet de s'assurer que les « nouveaux » sont capables d'intégrer le groupe, qu'ils ne mettront pas en danger la « communauté » Génération identitaire, c'est-à-dire qu'ils ne nuiront pas à la cohérence interne du groupe. Enfin, il contribue à construire une image positive du collectif militant et des individus qui le composent en retournant le stigmate de la minorité. Par cela, c'est bien l'identité collective (projetée vers l'extérieur et vécue à l'intérieur) que les cadres protègent et forgent.

Inscrit dans le champ des mouvements sociaux, le mouvement identitaire semble dénoter du point de vue du recrutement, comme le signale cette réflexion de Xavier Crettiez : « À l'inverse des mouvements sociaux où l'engagement se fait souvent de façon aisée tant ceux-ci sont labiles, aux frontières floues et peu structurées, l'entrée dans une organisation clandestine de lutte armée induit une proximité forte avec certains de ses membres ou avec

des passeurs agréés¹⁶⁹¹ ». Sur ce point de « l'entrée », les Identitaires se rapprochent davantage des organisations radicales et/ou totales que des mouvements sociaux, comme le montrent de nombreux exemples.

L'attachement à une sélection des « meilleurs » rappelle par exemple le processus de sélection des cadres¹⁶⁹² qui avait cours au PCF, alliant à la fois le recours à des questionnaires biographiques et l'avis éclairé des responsables locaux. Il s'agit dans ce cas-là, comme chez les Identitaires, d'identifier, de conserver et de promouvoir les « meilleurs », les plus « impliqués » et les plus « aptes ».

Un recrutement sélectif est également pratiqué à la Ligue Communiste (LC) au cours des années 1970, quand le parti met en place un processus formalisé. Florence Johsua, faisant état des évolutions du parti sur ce point, associe ce processus à un « parcours du combattant » et conclut, qu'« être militant de la LC se mérite¹⁶⁹³ ». Comme le montre l'auteure, ce processus va progressivement s'éteindre, en même temps que se construit un rapport plus distant des militants à l'organisation.

Par ailleurs, nous repérons chez les Identitaires des logiques comparables aux processus d'entrée dans l'action radicale, voire violente. En effet, les travaux consacrés aux organisations clandestines et/ou prônant la lutte armée montrent que ces organisations mettent en place des filtres « à l'entrée ». Ceux-ci visent cette fois à se protéger des intrusions extérieures, ce qui est aussi un objectif des Identitaires. Xavier Crettiez évoque, dans une analyse de ces travaux¹⁶⁹⁴, l'importance de la « cooptation » pour y entrer, ou bien la participation préalable à certains événements. Isabelle Sommier souligne également que les « réseaux antérieurs » de sociabilité jouent un rôle particulièrement important dans l'engagement radical¹⁶⁹⁵. En effet, l'importance d'un intermédiaire a été démontrée par plusieurs études relatives à l'entrée dans des mouvements radicaux voire clandestins¹⁶⁹⁶. Ainsi, pour ces groupes, comme pour les Identitaires, l'existence d'intermédiaires ou de marqueurs d'intégration préalable au milieu (partisan ou de « lutte ») sont des signes qui facilitent l'intégration de l'aspirant.

¹⁶⁹¹ Crettiez X., « "High Risk Activism" : Essai sur le processus de radicalisation violente. (seconde partie) », *Pôle Sud*, Vol. 35, n°2, 2011, p. 97-112.

¹⁶⁹² Décrit par Annie Kriegel (*Les communistes français 1920-1970*, Paris, Éditions du Seuil, 1985 [1968] – Voir notamment le chapitre X). Voir également : Boulland P. « Politique des cadres et itinéraires militants : l'enjeu des écoles centrales du PCF de la Libération aux années 1960 », Journée d'études « Les écoles de formation dans le monde communiste », 2003, Bruxelles, Centre d'Histoire et de sociologie des Gauches (ULB). [Consulté le : 04/07/2020] URL : halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02265757

¹⁶⁹³ Johsua F., *Anticapitalistes*, op. cit., p. 175.

¹⁶⁹⁴ Crettiez X., « "High Risk Activism" : Essai sur le processus de radicalisation violente. (seconde partie) », *Pôle Sud*, Vol. 35, n°2, 2011, p. 97-112

¹⁶⁹⁵ Sommier I., « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 15–35.

¹⁶⁹⁶ Felices-Luna M., « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et société*, Vol. 32, n°2, 2008, p. 163-185 ; McAdam D., *Freedom Summer*. Oxford University Press, New York, 1988 ; Sommier I., *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de science po, 2008.

De tout cela, nous tirons une conclusion générale : le processus de recrutement au sein d'un groupe est annonciateur du niveau d'engagement que celui-ci réclamera. Plus l'engagement attendu sera *obligatoirement* intense, plus le processus de recrutement sera rigide et complexe. Celui qui aura passé les barrières aura donné des gages de son abnégation, de sa capacité à s'oublier pour le groupe. En revanche, si l'engagement attendu n'est *pas obligatoirement* intense, si le militantisme peut être « à la carte », le processus de recrutement sera simple, labile. C'est ce que l'on observe dans les partis classiques où le militantisme peut se pratiquer en dilettante. Le processus de recrutement contribue donc d'emblée à cadrer le rapport des individus à l'organisation. Ce faisant, il est bien une première étape d'expression de l'identité collective (l'organisation dit qui elle est, ce qu'elle exige) et de construction de l'identité collective (l'aspirant entrant, par ce rituel, dans l'organisation).

*

Que conclure de cette première *phase* de la carrière militante, l'entrée en militance ? Trois points sont à mettre en exergue.

Premièrement, **le rôle de la politisation initiale, qui endosse des effets variés**. Les individus peu politisés ou pas politisés sont tout à fait minoritaires dans notre échantillon : pour la plupart, la socialisation politique relève de la socialisation primaire et est donc acquise dans le milieu familial. Cette politisation est variable, de gauche, de droite, d'extrême droite. Ce qui est intéressant c'est qu'elle va jouer, quelle qu'elle soit, un rôle de référent fort dans l'explication de l'engagement par les militants. Les militants identitaires peuvent entretenir un rapport double vis-à-vis de cette politisation initiale :

- 1) Ils se placent dans un rapport de *filiation* à l'engagement : c'est, logiquement, le cas des militants dont les parents sont militants, ou anciennement militants, à l'extrême droite, que ce soit au FN [Hortense], au FNJ ou au GUD [Nathan] ; mais c'est également le cas de militants dont les parents étaient engagés à gauche, voire dont les grands-parents étaient résistants durant la Seconde Guerre mondiale [Rémi] et qui revendiquent une *continuité* « malgré tout ».
- 2) Ils se placent dans un rapport *d'opposition* à l'engagement : c'est cette fois le cas des militants qui ont grandi dans des familles politisées à gauche mais qui tentent de convaincre leurs parents que leurs idées sont justes [Tanguy] ; c'est également le cas des militants dont les parents sont engagés à l'extrême droite et qui tentent, malgré la filiation de montrer qu'ils suivent leur propre voie.

Il n'y a donc pas de rôle univoque de la politisation, pas de déterminisme. Au contraire, deux conditions doivent être remplies : d'une part, il faut que les militants se la soient appropriée pour qu'elle ait un effet, sans quoi elle peut ne pas être « mise en acte », comme le montre la situation de Xavier ; d'autre part, il ne faut que les idées parentales apparaissent contredites par le contexte dans lequel évolue le militant, à l'image d'Antonin [2014_5], dont les parents politisés à gauche défendent l'immigration, mais qui constate des incivilités qu'il attribue à celle-ci dans la cage d'escalier de son HLM. De plus, la nature de cette politisation a un rôle marginal sur la carrière. Il n'est que *marginale* plus aisé d'intégrer les Identitaires en étant issu d'une famille d'extrême droite. En revanche, il apparaît *significativement* plus facile d'intégrer GI en appartenant d'ores et déjà à des réseaux d'extrême droite, au sens large, amicaux ou associatifs, qui auraient des contacts réguliers avec des Identitaires (scoutisme, certaines églises, association de supporters). Au-delà de la présentation des carrières qui présente un intérêt empirique et descriptif, la recherche des *motifs*, que nous avons proposée ici, visait une réponse plus systématisée au « pourquoi ». De ce point de vue, nous avons montré qu'en identifiant des *patterns*, à partir d'une analyse des carrières des militants, nous pouvions faire émerger de manière systématique des *motives*. Notre proposition de recherche des *motifs* de l'engagement est ainsi validée.

Deuxièmement, **nous plaçons pour une prise en compte des contextes individuels, qui se révèlent particulièrement importants.** Le rôle de cette insertion dans le milieu extrême droitier invite à revisiter l'importance des contextes. Les moments d'engagements sont liés dans la majorité des cas à des *turning points*, seuls ou multiples (entrée dans les études supérieures, déménagement de l'individu, ou de membres de sa famille, etc.). Il est rare que l'entrée en militance ne soit pas liée à un changement dans le cadre de vie du militant. Cependant, il est possible que ce soit également dû au fait que les Identitaires ne sont présents que dans quelques grandes villes (étudiantes de surcroît) : il est donc probable que les militants les rejoignent lors de leur entrée dans l'enseignement supérieur et que cela vienne troubler l'analyse. Par ailleurs, des situations individuelles, dont certaines sont comparables à un « choc moral », vont entrer en résonance avec le message identitaire, notamment dans le cas des rencontres « par surprise » que nous avons décrites. Le message des Identitaires entre en résonance avec un vécu singulier, inviter l'individu à relire un événement du passé à travers la grille de lecture identitaire. Cela plaide également pour la prise en compte de certains événements de la vie, qui peuvent devenir des événements déclencheurs *a posteriori*. Cela plaide enfin pour une prise en compte plus systématique du

rôle des émotions dans l'analyse de l'entrée en militance. Certains événements relatés par les militants sont de toute évidence des moments chargés en émotions¹⁶⁹⁷, que ce soit la colère (Chloé), la déception (Armand), la peur (Typhaine). Ce point, que nous n'avons pas abordé de manière systématique lors des entretiens, mériterait des études complémentaires. De ce point de vue, l'approche en termes de carrière s'avère particulièrement riche, en permettant de penser les imbrications, les effets et retours entre *la vie* et *la vie militante*, mais également entre le vécu individuel, le vécu organisationnel et le vécu social. Elle nous permet de voir comment un événement individuel prend sens du fait d'une pensée organisationnelle, positionnée elle-même par rapport à un contexte social. Le militantisme n'est pas un *isolat*.

Troisièmement, **nous insistons sur le rôle de l'organisation, en tant que dimension importante de l'engagement.** La procédure mise en place par les Identitaires, révèle ainsi la sélection qui est à l'œuvre. Il existe une volonté de protéger l'organisation de toute forme d'intrusion, mais également d'assurer l'homogénéité du groupe, en s'assurant que chaque recrue répond à certains critères (sur des points variables, tels que le « look », les idées) ou du moins est prête à se former. Le fait de rejoindre une « minorité marginale », n'est pas pour les militants un obstacle à l'engagement. Cela pourrait même devenir un avantage, grâce à ce processus de recrutement, du fait du renversement du stigmaté : ils ne sont pas une « minorité » mais une « avant-garde », un « premier carré » pour reprendre leurs éléments de langage. Du fait de la sélection, ils ont été *choisis, élus*, pour y appartenir. Rejoindre une « minorité » peut paraître dévalorisant. Mais quand la minorité est présentée comme une élite, cela devient un honneur. Ce rôle socialisateur de l'organisation se poursuit tout au long de la carrière, les « rites de passage » donnent progressivement accès à un *inner circle*, de plus en plus réduit. Le parcours du militant, qui passe de « nouveau » à « militant », puis potentiellement à « cadre » ou membre du bureau local, voire du bureau national, vient prolonger de cette démarche d'intégration progressive. De ce point de vue, nous l'avons souligné, l'existence de ce processus d'entrée rapproche les Identitaires des organisations totales et radicales.

¹⁶⁹⁷ Traïni C. (dir.), *Émotions... Mobilisation !*, Presses de Sciences Po, 2009.

Nos recherches sur ce point portent plusieurs enseignements :

- D'une part, notre étude confirme la littérature sur un point laissé à l'abandon depuis les recherches de Valérie Lafont. Nous avons ainsi montré que les *cheminements* militants n'avaient pas radicalement changé entre l'analyse de cette dernière sur les militants du FN et notre analyse des carrières identitaires. De ce point de vue les carrières identitaires répondent donc à des logiques classiques de l'entrée en militance.
- En revanche, ce modèle ne permet pas de tenir compte d'une spécificité des Identitaires, sa *marginalité*. Nous avons proposé, pour en tenir compte, de décrire d'une part les canaux et d'autre part les processus qui permettent à un individu de « découvrir » Génération identitaire. Plus largement, cela revient à proposer, pour les objets marginaux, la prise en compte d'une « étape 0 » de l'engagement militant, correspondant à la découverte de l'organisation. Nous avons montré la richesse de cette proposition : la façon dont les individus découvrent l'organisation influe sur la façon dont ils établissent un contact avec elle et, par la suite, sur la façon dont ils l'intègrent et cadrent leur rapport à elle.
- Finalement, face à une organisation petite, marginale et radicale, il apparaît fondamental de tenir compte du rôle de l'organisation dans le recrutement. Comme nous l'avons vu, les Identitaires se distinguent des autres mouvements sociaux par leur sélectivité, qui endosse plusieurs objectifs (protection vis-à-vis des intrus, réputation externe de l'organisation, cohérence interne de l'identité militante, création de l'identité collective). De ce point de vue, ils ressemblent plus aux organisations totales et radicales, réclamant un intense investissement militant. Nous proposons donc d'interroger de manière plus systématique ce rôle organisationnel dans la sélection des militants. Cette proposition comporte deux intérêts : elle permet d'une part de mettre au jour les logiques organisationnelles dans le recrutement et plus largement dans la construction de l'identité collective de l'organisation, et d'autre part d'interroger les mécanismes de réalignement individuel sur cette identité collective, qui se traduisent parfois par des renoncements individuels à des habitus constitués par ailleurs.

Section 2 - Rester identitaire : rétributions d'un militantisme « déprécié » et « stigmatisé »

Il ne s'agit pas ici d'envisager l'économie du militantisme comme une « donnée » constante : ni le coût, ni les rétributions, ne sont fixés une fois pour toute, cela pour plusieurs raisons. Ils vont varier selon les individus, selon leur position dans l'organisation, selon les sphères de la vie, et évoluer avec le temps¹⁶⁹⁸. En cela, rétributions et coûts sont *intrinsèquement subjectifs et variables*, ce qu'une approche processuelle et contextuelle nous permet d'envisager et de mettre à jour. Cela invite également à se détacher d'une approche exclusivement rationnelle du militantisme et à considérer, avec les apports de la psychologie sociale, coûts et rétributions dans un sens large. Il s'agit ainsi d'adopter une approche processuelle de cette économie du militantisme, considérant qu'elle permet de révéler la diversité des motifs par lesquels et pour lesquels l'individu reste identitaire : pourquoi un individu reste-t-il identitaire ? Pourquoi persister dans une carrière « marginale » ? Nous proposons donc ici de montrer que le militantisme identitaire est particulièrement coûteux, en raison du stigmate qui y est attaché (1), mais qu'il compte également de nombreuses rétributions, essentiellement symboliques, qui font du militantisme identitaire une expérience, malgré tout, « satisfaisante » (2).

1. « Stigmatisé » ? « Déprécié » ? Les coûts de l'engagement identitaire

Les coûts du militantisme sont hautement variables : un coût pour un individu X à un moment donné, ne sera peut-être plus un coût à un autre moment, et n'est pas forcément un coût pour un individu Y ; le coût dans la sphère professionnelle n'est pas nécessairement un coût dans la sphère militante ; le coût peut être redouté ou avéré. Même si nous ne prenons pas systématiquement la peine de le préciser, cette perspective préside à notre approche de la notion de *coût*. Il ne s'agit pas d'« essentialiser » les coûts du militantisme, de les réduire à des objets ; mais il est impossible de nier leur existence et de s'abstenir d'en tenir compte. Les coûts du militantisme identitaire relèvent pour certains des coûts usuels du militantisme, tels qu'on les retrouve dans l'ensemble des activités militantes (1) mais d'autres nous apparaissent plus spécifiques (2).

¹⁶⁹⁸ Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, Vol. 11, n°1, 2005, p. 157-188.

1. Temps et argent : coûts usuels du militantisme

Parmi les coûts du militantisme, les plus évidents sont l'argent et le temps consacrés aux activités militantes. Si ceux-ci ne sont pas particuliers au militantisme identitaire, ils font cependant partie des coûts inhérents à celui-ci.

Le coût financier ne revient dans quasiment aucun des entretiens. Nous savons cependant que les militants paient une cotisation annuelle au titre de leur adhésion à Génération identitaire (nationale), variable selon leur situation professionnelle (10 € pour l'adhésion simple, 20 € pour l'adhésion de soutien), mais également qu'ils participent au financement de leur fédération locale à travers une cotisation « locale », qui peut être annuelle ou mensuelle selon les fédérations (cotisation volontaire, pas de montant défini). Ils participent ainsi au financement et à l'entretien des maisons de l'identité. En 2014, à Toulouse et Paris, celle-ci était annuelle ; à Lyon en 2017, elle était mensuelle. Quoi qu'il arrive elle se fait sur la base du volontariat : « Tu donnes ce que tu veux, enfin, ce que tu peux surtout ! ». (Hortense [2014_7]) Financièrement, le militantisme peut également être coûteux en raison des nombreux déplacements que les militants effectuent, comme l'a souligné un enquêté. La question financière n'apparaît pas du tout centrale dans les échanges avec les militants, en tout cas bien moins que le temps passé à militer.

Comme le souligne Armand [2014_1], « les gens qui viennent [militer] font vraiment le choix de donner une partie de leur temps », ce qui peut représenter un sacrifice, que les militants soulignent, sur le ton de la généralité « Le militantisme, c'est prendre sur le temps libre pour militer ! » (Cyril, [2017_19]), ou bien en se prenant en cas particulier, « Militer, ça me prend du temps sur mes passions » (Tristan, [2017_29]). Le temps de militantisme entre en effet en concurrence avec les autres temps de la vie, si bien que « tout le monde n'est pas capable de donner le même temps », souligne Jean-Baptiste [2017_3]. Plutôt que d'inventorier les situations particulières, nous préférons souligner les récurrences : le temps passé à militer varie en fonction de certains facteurs qui vont se combiner.

Sans surprise par rapport aux travaux passés¹⁶⁹⁹, **il évolue selon la position du militant dans le « cycle de vie »**. Ainsi, les plus jeunes militants rencontrés, encore lycéens, sont le plus souvent tributaires des « autorisations de sortie » de leurs parents. Ils sont ainsi

¹⁶⁹⁹ Comme nous l'avons souligné, les travaux insistent sur l'importance de la *disponibilité biographique*, tout en notant que certaines périodes du cycle de vie y sont plus propices (la période estudiantine, par exemple) quand d'autres le sont moins (l'entrée dans la vie professionnelle). C'est à cela que nous faisons ici référence.

généralement moins disponibles que leurs aînés. C'est par exemple le cas de Charlotte [2017_4], rencontrée quelques mois avant son bac : « Je les [les Identitaires] vois toutes les deux - trois semaines, parce que je sors pas trop là [...] Pendant les vacances mes parents m'ont clouée à la maison ! Ils m'ont fait "ouais tu révises, nanana" ».

Parmi les enquêtés, les étudiants sont ceux qui consacrent, tendanciellement, le plus de temps à militer chaque semaine. À l'image de Victor [2014_6] (*cf. supra*), étudiant, qui considérait qu'il devait être disponible « H24, 7 jours sur 7 », la plupart des étudiants vont être particulièrement investis, passant plusieurs soirs par semaine à militer et ce quel que soit le niveau de militantisme dans leur fédération « au minimum une soirée par semaine, avec les formations, au maximum, trois soirs... » (Xavier, [2017_18], Toulouse), ou encore « deux à trois soirs par semaine » (Guillaume, [2017_23], Aix), « trois – quatre fois par semaine », (Tanguy, 2017_1, Paris).

L'entrée dans la vie professionnelle se traduit, dans la majorité des cas par un investissement moindre, les contraintes se faisant plus fortes : « Je suis aussi chef d'entreprise, j'essaye de développer mon entreprise donc ça prend beaucoup de temps aussi ! » (Julien, [2017_15]) ; « Aujourd'hui, c'est vrai que je suis débordé de travail et du coup j'ai beaucoup moins de temps [que quand il était étudiant], je le ressens quoi » (Arthur, [2017_16]) ; « J'ai pas autant de temps que certains à consacrer au mouvement, parce que je travaille tous les jours [...] [Je ne suis] pas tout le temps dispo parce que je bosse des fois tard ! Donc... quand je bosse toute la semaine et que le week-end, y'a un week-end solstice ou un truc comme ça à tel endroit, j'ai pas forcément le courage de bouger. » (Simon, [2017_17]). Ce mouvement est perceptible au niveau collectif, quand Fabien [2017_11] explique l'évolution des activités de la fédération normande en quelques années : « la moitié de la semaine était occupée par ça [le militantisme], après avec le temps, c'est plus difficile [...] maintenant, un peu moins, parce qu'on vieillit ». En effet, dans cette fédération, où il n'y a que des jeunes professionnels, le militantisme se fait, collectivement, moins actif qu'auparavant.

La parentalité ne concerne que quelques militants parmi ceux que nous avons rencontrés mais apparaît comme un nouveau frein à l'activité militante. Justine [2017_26] souligne par exemple que « ça fait beaucoup », même si elle « essaie de tout concilier ». Son mari, Adam [2017_28] explique cette concurrence entre les activités : « Déjà t'as un enfant à t'occuper, ça prend du temps, donc c'est difficile après d'aller libérer du temps à côté. [...] Quand tu commences à avoir un enfant, ou deux, bah, ça met un peu des freins, des bâtons dans les roues, et puis après t'es un peu décalé [par rapport aux autres militants] ».

Pour autant, cela ne les a pas démobilisés... contrairement à d'autres qui ont arrêté de militer à la période de la naissance de leur premier enfant (Armand [2014_1], *cf. infra*), ce que l'on peut expliquer notamment par leur position dans l'organisation.

Cependant, une approche par la seule position dans le cycle de vie s'avère insuffisante. Elle ne permet pas de comprendre à elle seule la variabilité de l'investissement en temps au cours de la carrière. Par exemple, le fait que des militants étudiants soient d'abord peu investis, ou encore le fait que certains jeunes professionnels s'investissent massivement, quand d'autres se démobilisent, tout comme ces jeunes parents. **Il nous paraît donc intéressant de tenir compte également de la position des militants au sein de l'organisation et de la durée préalable de l'engagement militant, ce qui nous paraît propice à souligner le rôle socialisateur de l'organisation.**

Il y a, premièrement, une montée en puissance progressive du militantisme. Les jeunes arrivés ne sont pas les plus investis, mais ils sont invités à militer de plus en plus, avec un système de rétributions (symboliques) sur lequel nous reviendrons. C'est ce qu'explique Alizée [2017_9] :

« Au bout de 3 mois, je faisais [...] une action hebdomadaire. Du coup j'ai été rajoutée sur une conversation, un groupe, où là [...] on peut vraiment plus s'investir. [...] [Aujourd'hui] je fais au minimum deux actions hebdomadaires. [...] Je fais des cours par correspondance aussi donc ça me permet de... D'ailleurs j'ai choisi ce mode là parce que j'avais envie de combiner ma vie professionnelle avec une vie de militant. »

Un engrenage militant s'est mis en œuvre dans la vie d'Alizée : d'abord quelques heures par semaine, puis plusieurs, jusqu'à adapter ses conditions d'études pour maximiser le temps passé à militer. Les études par correspondance deviennent ainsi un moyen pour elle de se rendre la plus disponible possible pour le militantisme. Il y a ainsi une forme d'engrenage voire, pour reprendre l'expression de Tanguy [2017_1], une forme « d'addiction »¹⁷⁰⁰ : « on devient très vite *addict* au militantisme », d'après le jeune homme qui est passé de quelques actions par mois à ces débuts à « trois-quatre par semaine, parfois quatre-cinq ». Pour d'autres, l'écart apparaît encore plus radical : Adam [2017_28], qui a fait une partie de ces études dans une ville où les Identitaires n'étaient pas installés, passait au début « 2h par mois » à militer, « et encore ! », contre plus de « 10h par semaine » aujourd'hui, malgré son travail, sa famille et d'autres engagements. Cet effet d'engrenage progressif dans l'activité

¹⁷⁰⁰ Ce point en particulier, et plus largement le processus, rappelle ce qu'Erving Goffman explique à propos de l'attachement : en jouant son « rôle » de militant, celui-ci devient de plus en plus attaché à celui-ci, « affectively and cognitively enamored » à son rôle, à son identité et à celle du groupe (V. Goffman E., *Encounters. Two studies in the sociology of Interaction*, Penguin Books, 1961, p. 78). En cela, ce phénomène apparaît particulièrement fort dans une organisation « total ».

militante joue un rôle pour l'ensemble des militants que nous avons pu rencontrer¹⁷⁰¹ : ainsi, en quelque sorte, « plus on milite, plus on milite ».

Deuxièmement, la prise de responsabilité au sein de l'organisation¹⁷⁰² s'accompagne également de coûts supplémentaires, puisqu'elle nécessite un investissement encore plus fort. Comme le souligne Étienne [2017_5], « C'est encore plus de responsabilité [d'entrer au bureau], donc ça prend encore plus de temps ». Pour ceux qui sont investis de responsabilité au sein des bureaux locaux, ou du bureau national, en effet, le coût en temps augmente encore : « Moi j'ai dédié ma vie à ça, clairement » explique Laurent [2017_25]. Pour Clément [2017_7], ce temps passé à militer est une nécessité : « Si on veut le faire bien, oui [militier] prend beaucoup de temps. [...] Là, cette semaine, je pense que ça m'a pris 5 soirs dans la semaine. », et encore il ne compte pas les quelques heures d'entretien avec nous.

En tenant compte de ces deux facteurs, position dans le cycle de vie et position au sein de l'organisation, la diversité des situations est éclairée. En cela, les militants identitaires sont des militants « comme les autres ». Leur investissement dépend de leur disponibilité biographique, est sensible à l'effet cycle de vie et dépendant de leur investissement à la période précédente. Il est ainsi rare qu'il soit de faible intensité et encore plus qu'il le reste ! Il est cependant possible, de militer « à petite dose » (François [2017_2]) chez les Identitaires, mais ce n'est pas la norme. Le militant stoppera alors sa progression dans l'organisation. Il pourra participer à des actions « de base », sera tenu au courant via les forums de discussion, mais ne sera pas « un vrai militant » pour reprendre la distinction des cadres. L'organisation est de ce point de vue relativement exigeante. Elle ne récompense guère les investissements faibles et valorise au contraire les engagements de haute intensité, comme nous le montrerons plus en détail par la suite.

Le militantisme identitaire représente cependant un coût à d'autres titres, qui ne sont pas *habituels*, eux.

¹⁷⁰¹ Nous retrouvons ici l'effet surrégénérateur de certaines structures militantes, généralement révolutionnaires évoqué par Daniel Gaxie (Gaxie D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 27, n° 1, 1977, p. 140.). Si le temps passé augmente alors, de manière quasi inéluctable, c'est finalement parce que le militant y trouve une satisfaction particulière : le coût de l'action lui-même se transforme en bénéfice.

¹⁷⁰² Nous y revenons dans le paragraphe consacré aux rétributions du militantisme identitaire.

2. Les coûts « exceptionnels » de l'engagement identitaire

En dehors de ces coûts usuels, existe-t-il des coûts spécifiques au militantisme identitaire ? Si oui, lesquels ? Sont-ils partagés avec d'autres ou les rendent-ils vraiment uniques ? Fondent-ils leur spécificité ? Le militantisme identitaire fait face à des coûts particuliers, car il porte deux *stigmates* : d'une part le « stigmatisme » d'un engagement à l'extrême droite (1) et d'autre part le « stigmatisme » de ses modes d'actions (2).

2.1. Le « stigmatisme » d'un engagement d'extrême droite

Pour certains militants, le militantisme identitaire relève du secret absolu, dissimulé dans tous les domaines de la vie. Pour d'autres, l'engagement est connu de tous. Entre ces deux extrêmes, toutes les situations intermédiaires sont envisageables : certains ne le révèlent qu'à leurs amis, d'autres qu'à leur famille, d'autres aux deux. Le milieu professionnel reste généralement en dehors de la « révélation », les militants tentant (quasi) systématiquement de dissimuler leur engagement. Ces stratégies de publicisation du militantisme viennent révéler le stigmatisme associé à l'engagement identitaire : que le coût soit redouté (entraînant le secret) ou avéré (entraînant des effets concrets), les militants sont conscients de la « stigmatisation » de leur engagement. Comme nous allons le montrer, le militantisme identitaire représente un coût social dans chacune des « sphères¹⁷⁰³ » de la vie.

Le coût social et la sphère familiale

Dans la sphère familiale, tout d'abord, le militantisme identitaire va avoir des effets variés, fortement dépendant de la politisation de la famille en question. Les réactions s'échelonnent d'un soutien parental, à une rupture familiale.

En effet, dans les familles politisées à l'extrême droite, l'engagement identitaire n'est pas mal perçu, il est généralement accepté par les parents, d'autant plus que ceux-ci ont été militants eux-mêmes. De la même façon, certains parents « de droite » ou peu politisés se laissent progressivement convaincre par leurs enfants – militants. Cependant, même s'ils sont ou deviennent « sympathisants » de la cause, ils demeurent méfiants vis-à-vis du militantisme. S'ils ne veulent pas stigmatiser l'engagement de leurs enfants, ils sont conscients du « stigmatisme » qu'il représente. Ils craignent ainsi les (potentielles) répercussions du militantisme, s'inquiétant pour la sécurité de leurs enfants, mais aussi pour

¹⁷⁰³ Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, Vol. 11, n°1, 2005, p. 157-188.

les risques professionnels ou judiciaires qu'ils encourent. Cette inquiétude est présentée par les militants comme un trait maternel, une inquiétude « de maman » :

- **Jean-Baptiste [2017_3]** : « Maman, elle est toujours un peu inquiète forcément, c'est normal. Et papa il rigole ! Il approuve, il comprend très bien. Quand il m'en parle c'est que c'est bien, c'est un engagement tout ça, il est content. Y'a des moments, les moments où ma mère a peur, lui il rigole ! Quand il voit des photos où on est sur une action, où y'a des fumigènes, des CRS, des machins, maman elle a peur, lui il rigole, c'est toujours comme ça [rires]. »
- **Charlotte [2017_4]** : « Elle [sa mère] aime pas trop que j'aille à GI [...] Ça l'inquiète. Elle a peur que quelqu'un me reconnaisse dans la rue et aille m'agresser. [...] Mon père, ouais il est un peu fier de moi [elle rit], que, voilà, j'sois un peu comme lui, que j'milite ! »
- **Jonathan [2017_10]** : « Ils [ses parents] avaient un peu peur en gros que je me ferme des portes, que... j'me grille. Sa principale crainte c'était ça, que des portes se ferment du fait d'être en première ligne. »
- **Pierre [2017_27]** : « Un peu d'inquiétude du côté... maternel ! Après, elle comprend très bien, elle a aucun souci avec ça ! »

Dans ce cas-là, le militantisme ne représente un coût dans la sphère familiale que parce que son coût dans d'autres sphères est supposé. Le risque social attaché à l'engagement entraîne la méfiance parentale qui n'est pas dirigée directement contre l'engagement.

Cette inquiétude est partagée par tous les parents qui connaissent l'engagement identitaire de leurs enfants, cependant, pour la plupart elle vient s'ajouter à une désapprobation de l'engagement plus large, notamment sur le fond. Cela peut mener à des conflits avec les parents, comme pour Xavier [2017_18] (*cf. supra*) ou pour Laurent [2017_25], qui raconte la découverte, sous tension, de son engagement par ses parents :

« J'étais à Cannes, j'avais pas le droit d'aller à Nice, fallait que je rentre à 6h à l'époque, je me retrouve à rentrer à 23h de Béziers [...] Je reviens, ma mère qui pète un câble, mon père, 30 appels manqués. L'hystérie collective à la maison. Et ma mère qui me dit "T'étais à un meeting de Marine Le Pen c'est ça ?". Du coup je me suis dit [...] "bon entre la manifestation à l'autre bout [Béziers] et un pauvre meeting dans la ville d'à côté [Nice]", je me suis dit "je vais acquiescer". Et même à ce moment-là elle s'est mise à crier... elle a dit : "Tu es un fasciste ! J'aurai préféré que tu sois homosexuel tu m'aurais fait moins de mal". Et voilà. C'était les premiers, LE premier coup d'éclat dans la famille. L'engagement de ce point de vue-là a été très compliqué, très difficile... parce que, que ce soit les parents, les grands-parents, toute la famille [...] ça a été très difficile pour militer [...]. Tu t'engages c'est mal, c'est l'extrême droite, c'est mal, c'est mal vu, c'est le mal ».

Même si Laurent essaye de minimiser, préférant dire qu'il était à un meeting du FN dans une ville proche, plutôt que d'admettre avoir rejoint une manifestation identitaire dans une ville plus lointaine, la réaction de ses parents, sa mère en particulier, apparaît violente (« pète un câble », « hystérie collective », « cri », insulte) ce qui rend son engagement coûteux. C'est bien parce qu'il est d'extrême droite que son engagement est dérangeant, comme le

montre la réaction immédiate de sa mère (« fasciste »), ainsi que l'analyse de Laurent (« c'est l'extrême droite, c'est mal, c'est mal vu, c'est le mal »). Il y a donc à la fois une réduction de son engagement politique à une condamnation sociale, « c'est mal vu », mais également une essentialisation de cet engagement qui devient, dans une approche manichéenne de surcroît, « le mal ». Une fois passées les réactions de colère, certains parents mettent en place des stratégies, allant parfois jusqu'au chantage, pour éloigner leurs enfants du militantisme. C'est par exemple la tentative (infructueuse) des parents de Tristan [2017_29] :

« Mon père m'a mis la pression pour que j'arrête... parce que forcément la politique c'est un problème. Donc il m'a pris un appartement, il m'a dit « Voilà, si tu arrêtes la politique, tu peux le garder ». Moi, je voulais pas arrêter donc il l'a revendu. Mais il m'a bien mis la pression pour que j'arrête. Ah oui vraiment. »

Le conflit va parfois jusqu'à la rupture de la relation avec les parents, comme le raconte Tanguy [2017_1] :

« Mes parents partagent pas mes idées [...] Mon père déteste l'extrême droite. [...] Ma mère elle est très ouverte, elle peut comprendre, même si elle est plutôt centre-gauche, elle fait moins un blocage. Ils ont un avis... [pause] assez négatif de manière générale. [...] Y'a des moments où ça a été très compliqué [pause, il hésite]. J'ai retrouvé toutes mes affaires un jour sur le palier de la porte et mes parents m'ont dit « tu rentres plus chez toi » et il a fallu que je trouve un appart très vite. [...] Vers 18/19 ans, quand j'étais en prépa, j'ai dû trouver mon appart tout seul. Ensuite, quand j'ai commencé à plus du tout avoir de ronds, je vivais au local. [...] Je leur ai inventé tout un pipeau [...] Pendant un an et demi, ils savaient pas où j'étais. Après j'étais en coloc[ation] pendant 4 mois avec [Jonathan [2017_10]]. [...] Mais à la base, ouais, mon surnom dans la famille c'est le nazillon quoi. [...] Y'a eu quelques clashs avec mes oncles et tantes. Ma marraine avec qui j'étais très très proche avant [...] on est moins proches. [...] Mais c'est vrai que ouais, il y a eu un moment avec mes parents où c'était très compliqué. [...] Et moi je te cache pas, ça m'est d'ailleurs parfois arrivé de le dire à mes parents, même si c'est très dur à dire, que ma vraie famille, c'est GI quoi. Et voilà. [se tait] »

Certains militants, comme Tanguy [2017_1], paient cher leur engagement chez les Identitaires. Si la rupture avec ses parents est temporaire, puisqu'ils se revoient désormais, elle a laissé des traces, ceux-ci étant relégués à l'état de « fausse famille », par opposition à la vraie, que constitue « Génération identitaire ». À celle-ci s'ajoutent des disputes avec d'autres membres de la famille mais aussi l'éloignement d'avec des « proches ». Justine [2017_26] explique ainsi qu'une partie de la famille de son père, avec qui elle s'est « énormément fâchée », ne « veu[t] plus [lui] adresser la parole ».

Ce coût (familial) peut expliquer pourquoi certains préfèrent cacher leur engagement à leurs parents. La crainte de la dispute et de la rupture est présente chez ces militants,

cependant minoritaires. Alizée [2017_9] dit avoir fait son « *coming-out* identitaire¹⁷⁰⁴ », en assumant ses idées, mais elle ne leur a cependant jamais avoué qu'elle militait avec Génération identitaire. Sa mère l'a appris fortuitement en tombant sur du courrier, son père ne le sait pas :

« Ma mère quand elle a ouvert le dépliant, elle m'a vue en première ligne sur les photos. Et là elle m'a dit : "Fais ce que tu veux mais nous on veut pas le savoir" [...] Pour l'instant on s'entend très bien mais parce qu'on parle pas politique. Je sais très bien que si on se met à parler politique... J'ai pas envie de perdre mes parents pour des convictions politiques. La famille pour moi ça va... ça va au-delà ».

Cacher son engagement est aussi un moyen de maintenir de bonnes relations avec ses parents. Il en va de même pour Louis [2014_4], qui a caché son engagement à ses parents pendant plusieurs années : « Je l'ai caché à mes parents de mes 16 ans à mes 18 ans, parce que je savais qu'ils allaient me couper les vivres ». En leur avouant son engagement à 18 ans, il a « choqué » ses parents, mais sans entraîner de rupture pour autant. De même les parents d'Antoine [2017_24] ne sont « pas au courant [qu'il] milite ». Pour le moment, le jeune homme n'en ressent pas « spécialement le besoin » :

« [Tu ne veux pas leur en parler ?]

Ma mère elle le prendrait mal. On a déjà eu... auparavant quelques disputes là-dessus... Quand on regardait les infos, elle donnait son avis et moi j'avais le mien et... elle était pas trop d'accord [...]. Je préférerais pas lui en parler [...]. Je pense qu'à un moment ou à un autre j'en parlerai, à elle et à mon père. Mon père lui je lui en ai jamais parlé parce que... parce que tout simplement le moment s'est jamais vraiment présenté pour en parler et puis ensuite lui il a pas vraiment un avis très fondé là-dessus. Son avis est plutôt négatif, même s'il connaît pas trop en fait. [...] J'espère avoir un jour l'occasion de leur en parler à tous les deux et de pouvoir leur expliquer mon choix. Pour l'instant je préfère rester discret dessus, pas en parler. De toute façon j'en éprouve pas spécialement le besoin. Y'a pas vraiment besoin dans le quotidien qu'ils soient au courant. »

Comme l'a montré Anne Muxel¹⁷⁰⁵, les engagements « extrêmes » sont moins bien tolérés par l'entourage familiale. Les militants des partis d'extrême gauche semblent endosser les mêmes coûts, cependant avec moins de force et probablement de manière moins systématique, l'engagement à l'extrême droite demeurant socialement plus condamné.

Le coût social et la sphère amicale

Dans les cercles amicaux, c'est une économie peu ou prou comparable qui se met en place.

¹⁷⁰⁴ Notons la seule expression qu'elle utilise est elle-même révélatrice du stigmate qu'elle attache à ses idées et à son engagement : elle le compare à la révélation d'une orientation sexuelle elle-même stigmatisée, l'homosexualité.

¹⁷⁰⁵ Muxel A., « La politique et les proches. Faut-il avoir les mêmes idées pour s'aimer ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Presses de Sciences Po, 2014.

Quand les amis en question sont peu (ou pas) politisés, voire désintéressés par la politique, la révélation de l'engagement n'a le plus souvent aucun impact sur les relations entretenues. C'est ce que souligne Charlotte [2017_4], qui évoque ses amies du lycée, à qui elle a révélé son engagement : « Je sais pas exactement comment elles l'ont pris, elles ont... Enfin on est toujours aussi copines qu'avant ! Donc [...] j'pense qu'elles s'en fichent ». Celles-ci n'évoquent tout simplement pas le sujet avec la jeune femme. De la même façon, si le militant évolue dans des cercles politisés à l'extrême droite, il n'y aura pas de coût particulier à endosser pour son militantisme : au contraire, la publicité de ses activités militantes peut même devenir une rétribution.

Cependant, le militantisme peut également représenter un « coût social » dans les cercles amicaux, jusqu'à la rupture parfois, si les amis considèrent cet engagement comme incompatible avec leur propre système de valeurs. Cela invite, là encore les militants à la prudence. Ils évaluent l'intérêt qu'ils ont à la dissimulation et avisent en fonction pour révéler ou non leur engagement. Par exemple, Jean-Baptiste [2017_3] explique qu'il ne révèle son engagement à ses amis que s'il pense que ceux-ci sont idéologiquement suffisamment proches de lui :

« Ils sont pas tous au courant, certains oui. Ceux qui le sont, c'est ça, ils acceptent et puis voilà, qu'ils soient d'accord ou pas. En général ceux qui le savent, ils sont pas trop loin des idées, pas forcément d'accord avec tout, mais en tout cas voilà ! Et puis on va pas se fâcher avec ça quoi. Ils savent que je suis pas que ça dans la vie et puis voilà.
[Et ceux qui sont pas au courant, tu leur dis pas par... [Il me coupe]]
Parce que je pense que... Par choix ! Parce qu'il y'a pas forcément... Ils savent déjà ce que je pense hein ! J'ai vu certaines de leurs réactions, j'me suis dit "ouais, ça sert à rien" ».

Ainsi la révélation dépend de la proximité qu'il a évalué et ressenti lors des précédents échanges. S'il estime que ses amis ne sont « pas trop loin des idées », il révèle son engagement, au contraire si certaines de « leurs réactions », lui font dire qu'ils sont loin de ses positions politiques, il évite de les révéler pour ne pas « se fâcher ». Certains militants n'ont pas réussi à éviter ses disputes avec leurs amis. La réponse de Clément [2017_7] est à ce titre éloquente, tout comme la réflexion d'Alizée [2017_9] :

- **Clément [2017_7]** : « [Quand tu as commencé à militer, dans ton lycée ça n'a pas été mal perçu ? T'as pas eu de réaction... [Il me coupe]]
J'ai perdu des amis. »
- **Alizée [2017_9]** : « J'avais pas mal d'amis en seconde, et quand j'ai fait mon coming-out identitaire en première, j'avais 16 ans, [...] Du coup, t'as la moitié des personnes qui te parle plus et que tu considérais comme des amis. »

Pour certains, la révélation de l'engagement militant se traduit donc par une rupture avec certains cercles d'amis. Paradoxalement, cela ne vient pas justifier le fait de garder le secret ensuite : au contraire, la plupart des militants considèrent qu'il est important de passer cette

épreuve au plus vite pour faire le tri dans leurs amitiés, comme le souligne Nathan [2014_6] : « ça permet de faire le tri, pareil : j'ai pas envie d'être ami avec une personne qui respecte pas mes engagements ». Les réflexions d'Armand [2014_1] et de Julien [2017_15] vont dans le même sens :

- **Armand [2014_1]** : « J'pourrai pas être ami avec des gens avec qui j'ai d'énormes divergences sur des sujets importants. Si tu veux, même s'ils sont pas d'accord sur tout, ils sont suffisamment proches au niveau des idées pour que je puisse leur dire que je suis impliqué là-dedans sans qu'ils crient... sans qu'ils poussent des cris de... de vierges effarouchées quoi. »
- **Julien [2017_15]** : « Il y a suffisamment de moments où c'est... pas « caché » mais c'est pas forcément opportun de le faire savoir, pour [pas] en plus devoir le cacher à mes amis ! Parce que pour moi un ami, c'est quelqu'un en qui j'ai confiance. C'est pas forcément quelqu'un qui va militer mais c'est quelqu'un qui va pas me juger et combattre ce que je pense, ce que je suis, ce que je fais. »

De la même façon, leur engagement peut également se révéler discriminant dans le choix d'un partenaire amoureux¹⁷⁰⁶, comme cela a déjà pu être souligné par d'autres travaux de science politique¹⁷⁰⁷. C'est par exemple ce que nous explique Rémi [2014_2], dont la relation s'est soldée par un échec du fait d'une incompatibilité, qui – certes – dépassait la politique au sens strict, mais qui a son sens était lié à son engagement :

« Elle, elle était de gauche, un peu bobo *et cetera*. On s'entendait bien sur certains côtés mais sur d'autres... J'veux dire rien que le choix d'un restaurant : moi j'aimais bien le truc un peu franchouillard, enraciné, j'en sais rien ou alors des vraies spécialités locales, mais elle... c'était les trucs un peu *lounge* machin ! Fin tu vois ! On s'entendait pas quoi. [...] C'est vrai qu'entre droite / gauche c'est très... surtout en ce moment où les clivages sont vraiment exacerbés, c'est compliqué de s'entendre maintenant ! »

Au-delà de ces différences de « goût » que Rémi [2014_2] attribue à leurs différences politiques, les militants craignent parfois que la révélation de leur engagement n'entraîne une rupture amoureuse, comme nous l'explique Arthur [2017_16] :

« Ma copine je lui ai pas dit tout de suite [*qu'il militait*]. Je lui ai dit au bout de quelques semaines. Il fallait que je sois sûr. Et sa famille ne le sait pas encore.
[*T'avais peur qu'elle... accepte pas ?*]
Ouais, en fait sa réponse... Enfin, la suite dépendait de sa réponse ! Je lui demandais pas de l'accepter ou pas, mais simplement de comprendre. Après si elle devait me sortir qu'elle était complètement opposée à ça, je sais très bien que j'aurais pas pu faire ma vie avec ! Au bout d'un moment... l'éducation des enfants... je pense loin mais je pense que c'est un sujet il faut qu'il y ait le minimum en commun ! »

À travers cet extrait de l'entretien avec Arthur, un certain retournement du stigmatisme est perceptible comme chez Nathan [2014_6] et Julien [2017_15]. Le militantisme devient une

¹⁷⁰⁶ Cf. *infra*, Chapitre 6.

¹⁷⁰⁷ V. par exemple : Duret P., « Le couple mixte en politique. Jusqu'à quel point ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité.*, Presses de Sciences Po, 2014 ; Muxel A., « La politique et les proches. Faut-il avoir les mêmes idées pour s'aimer ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité.*, Presses de Sciences Po, 2014 ; Muxel A., *Politics in private*, Palgrave MacMillan, 2014 [2008].

part non-négociable de l'identité individuelle qui peut mener à l'exclusion du contempteur. Il ne s'agit donc pas de la cacher, mais bien de la révéler au moment opportun, quand c'est « sûr ». Les amis (ou petite-amie) doivent alors « ne pas juger », « tolérer », voire « comprendre » pour demeurer dans le cercle proche du militant. Une opposition à l'engagement serait vécue comme une opposition fondamentale à ce qu'*est* le militant. Quand Julien [2017_15] explique que juger son engagement, c'est « combattre ce que je *pense*, ce que je *suis*, ce que je *fais* », il s'assimile à ses idées politiques et à ses actions militantes. C'est dire la part importante de son identité qu'il attribue à ses idées et à son militantisme. De la même façon, quand Arthur [2017_16] considère comme allant de soi que son engagement a une influence sur la future « éducation des enfants », cela dit beaucoup de la place que prend le militantisme dans son identité individuelle. Dans ces cas-là, les militants n'hésiteraient pas à exclure ces proches de leur cercle, comme le souligne Arthur [2017_16] quand il explique qu'il n'aurait pas pu « faire sa vie avec ». Cela en dit beaucoup sur le rapport à l'engagement de ces militants. Si leur engagement ne peut plus être critiqué, c'est parce qu'il n'est plus extérieur à eux, il ne peut être critiqué seul. Toute critique adressée à l'engagement devient une critique du militant lui-même, d'une part fondamentale de son identité qui plus est. Le glissement est notable : d'une idée à une activité, le militantisme est devenu une part intégrante de l'identité individuelle, dont il ne peut plus se dissocier. Nous verrons que cela se traduit également dans les activités militantes qui peu à peu tendent à « envahir » tous les domaines de la vie¹⁷⁰⁸.

Le coût social et la sphère professionnelle

Sauf circonstances exceptionnelles (par exemple s'ils travaillent avec d'autres militants), l'engagement identitaire n'est pas partagé dans le milieu professionnel. La plupart des militants évite même de « parler de politique » dans leur milieu professionnel pour éviter que leurs positions ne soient connues et ne leur nuisent.

Sur les choix de carrière, les militants éprouvent un certain nombre de contraintes, que celles-ci soient de leur fait ou du fait des institutions. Par exemple, Armand [2014_1] a choisi de quitter l'armée et de rejoindre le secteur privé, un « choix », qu'il « assume parfaitement », et qui lui a permis de militer activement. Justine [2017_26], elle, a quitté un emploi dans le secteur public car celui-ci n'était plus conciliable avec son engagement :

« J'étais fonctionnaire à la ville de Paris, donc j'avais une certaine réserve à avoir au niveau politique. Donc, ça après, y'a pas de soucis parce que je pouvais faire mon boulot

¹⁷⁰⁸ Cf. *infra*, Chapitre 6.

sans que mon engagement politique rentre en jeu, le souci était pas là. Par contre, c'est vrai qu'il y avait des valeurs qu'on devait prôner qui étaient mises en avant mais à l'extrême [...] des valeurs avec lesquelles j'adhérais pas du tout, [...] J'allais au travail à reculons, même si j'adore mon métier, parce que voilà les valeurs défendues me correspondaient plus du tout ».

Parfois les militants changent de projet professionnel en amont pour éviter ce type de difficulté, comme Fabien [2017_11], qui a abandonné l'idée d'entrer dans l'armée pour pouvoir militer : « ma voie professionnelle je l'ai choisie un peu en fonction de ça [...] À la base, je voulais être militaire. Famille militaire, donc forcément ! Mais j'ai refusé parce que... pour des raisons idéologiques ». Pour d'autres enfin, c'est l'institution qui a apparemment fermé la porte. Ainsi, Tristan [2017_29] nous raconte :

« Je n'ai eu que des problèmes : le problème social, le poids social, les concours – refusé, l'armée – refusé... J'ai été refusé à l'armée pour « clause morale ». « Clause morale » ! La « clause morale ». Je suis allé les voir, je leur ai dit : « C'est quoi clause morale ? », il m'a fait « trop de politique ». Je vais à l'armée, c'est les RG qui envoient ma fiche aux mecs ! Donc ça, plus ça, plus ça... »

Lors d'une observation dans un local identitaire, Tristan [2017_29] nous avait expliqué qu'il avait travaillé pendant quelques temps avec son père, antiquaire, mais que celui-ci s'était séparé de lui sous la pression de clients qui ne voulaient pas traiter avec lui pour des raisons politiques. Pour lui, le coût de l'engagement est donc particulièrement élevé dans le milieu professionnel. De la même façon, Laurent [2017_25] nous explique ses propres déboires professionnels :

« Des fois, j'ai fait des essais, [...] au début ça va. Un jour tu te pointes et ils font la gueule. Bon. Tu fais vite le lien ! [...] On m'a jamais dit « *Je te prends pas parce que t'es ceci* », mais évidemment que ça a déjà joué au niveau professionnel. On tape mon nom sur Google on trouve un article. [...] Soit on trouve un patron qui s'en fout, soit quelqu'un qui va pas sur Google et sur Facebook ! »

Pour Tristan et Laurent, l'issue est alors la même, la communication politique. « On travaille tous dans la communication politique. De toute façon, c'est pas compliqué, à un moment, on est tellement carbonisé qu'on peut travailler que là-dedans ! » indique Tristan [2017_29], un boulot qu'il trouve « chiant au possible ». Laurent [2017_25], lui, a monté une « auto entreprise » pour « faire de la communication » en attendant de trouver un emploi en alternance. De ce point de vue, plus l'engagement est public, plus les militants sont en effet contraints dans leur choix de carrière professionnelle. Certaines portes se ferment (l'armée dans le cas de Tristan), certaines personnes refusent de travailler avec eux (les clients de son père ou les patrons de Laurent). Cette situation n'est pas isolée. Durant notre enquête,

l'engagement de plusieurs cadres locaux a été rendu public et ils ont perdu leur emploi¹⁷⁰⁹. Comme Tristan, les individus à qui cela arrive se consacrent généralement à la politique, soit en restant à GI et en montant des structures de communication politique, ou bien en se mettant au service d'élus. Cela représente cependant un renoncement en général, à une carrière qu'ils avaient choisie dans un premier temps ; une forme de repli stratégique sur un second choix.

Ces cas, bien connus des militants, fonctionnent comme autant d'invitations à la prudence. Ils viennent expliquer indirectement pourquoi les militants sont aussi discrets sur leur engagement d'une part mais aussi sur leurs idées politiques d'autre part. En cela, c'est une révélation intense du stigmate attaché à l'engagement identitaire et plus largement aux idées d'extrême droite. Jean-Baptiste [2017_3] par exemple nous explique qu'au travail, il ne parle « pas du tout » de son engagement militant, et plus largement « pas du tout de politique ». Les militants partagent de ce point de vue une crainte commune, quel que soit leur statut : que le fait d'être identifié comme militant leur porte préjudice durablement. Cette peur est présente dans toutes les fédérations et traverse également les statuts d'emploi, concernant les cadres du public, comme du privé, mais aussi les chefs d'entreprise ou les employés. Jonathan [2017_10], cadre dans l'ingénierie aéronautique, est salarié ; il explique ainsi sans détour que « si [il] devai[t] être identifié comme responsable dans un mouvement avec les mauvais qualificatifs, ce serait... [sa] carrière pourrait être bloquée ». Les jeunes chefs d'entreprise en sont au même stade, à l'image de Julien [2017_15], qui préfère ne pas dire « où [il] milite parce que [...] ça pourrait être un frein pour certains [clients] ». Idem pour Steven [2017_14], doctorant contractuel, qui « conserve une certaine discrétion » et « fait en sorte de pas trop la ramener à la fac » car « ça pourrait pas forcément être... compris ou accepté ». Pareil pour Sam [2017_21], électricien dans une grande entreprise, dont le maître-mot est la discrétion :

« Moi je suis quelqu'un d'un peu **discret** on va dire. Pareil, au boulot, ça fait que deux ans et demi que j'ai ma place, donc je suis pas encore sûr-sûr d'avoir ma place fixe. Donc c'est pour ça, je reste **discret**, je prends pas de risque on va dire. Parce qu'il suffit que la personne d'en-face soit pas des mêmes idées politiques et ça peut vite poser souci. Donc voilà, moi je reste **discret**, je sais ce que j'ai à faire [...] Et après, au niveau au boulot, bah je reste un peu **discret**. »

Au-delà des conséquences professionnelles, ce sont également les conséquences sociales qui sont redoutées, comme le souligne Justine [2017_26],

¹⁷⁰⁹ Parfois suite à des opérations de *doxxing* organisées par des opposants politiques.

« Être virée c'est pas ce qui m'a le plus inquiété, parce que je sais que je peux rebondir. [...] Mais c'est plus... bah oui le fait d'être marginalisée et puis j'ai pas envie de rentrer dans des débats au niveau du boulot [...] J'ai pas envie de rentrer dans ces débats là et d'être un peu mise dans une case aussi ».

Guillaume [2017_23] évoque une peur comparable à l'idée que ses « collègues – étudiants » de la faculté découvrent son engagement (nous soulignons) : « J'ai pas envie d'être "affiché" comme ça. On sait jamais, moi je sais me défendre, je suis grand, je suis costaud, je ne crains rien. Je me dis que je ne crains rien. Mais **au-delà du risque physique, c'est plus le risque de l'isolement.** » Dans sa fac, qu'il décrit comme « de gauche », il estime qu'il pourrait y avoir des représailles physiques si son engagement était connu ; ce n'est pourtant pas cela qu'il craint le plus, mais bien d'être « affiché », et « isolé ». Tout comme Justine [2017_26] qui plus qu'une crainte professionnelle, redoute une labellisation de ses idées qui lui échapperait, ainsi que stigmatisme social qui y est attaché et la « marginalisation » qui s'ensuivrait. Dans certains cas, ce ne sont donc pas tant les conséquences concrètes (perte d'un emploi, coups) qui sont redoutées, mais bien des conséquences sur la vie sociale. Les militants craignent alors de voir leur engagement leur « échapper ». Une fois public, ils ne sont plus maîtres de la labellisation et ils sont potentiellement porteurs du stigmatisme associé au label « extrême droite », qui pourrait les marginaliser dans leur champ social. Ils craignent finalement d'être exclu, par autrui, du fait d'un label stigmatisant.

Les discussions politiques avec les collègues fonctionnent également comme autant de rappels que ni leur engagement, ni leurs idées ne sont « normaux ». Ils y voient alors des confirmations régulières que leur engagement serait un poids social à porter dans le milieu professionnel. Ce passage de notre entretien avec Adam [2017_28] est révélateur de cette tension :

« Je vais te sortir un truc qu'avait sorti mon chef de laboratoire, avec qui je travaille, que j'adore... Voilà, je le connais depuis 4-5 ans, vraiment je l'adore, j'ai mangé chez lui plusieurs fois. Il connaît pas mes idées. Lui, il habite un petit village au nord de Nîmes où ça a bien voté Front National (plus de 50 %). Un jour à table, il me dit "*Putain je me dis que dans mon village... j'ai deux voisins, je me dis qu'il y en a au moins un des deux qui est vraiment un gros connard !*" Donc je lui dis "*Pourquoi tu dis ça ?*" "*Parce que y'a plus de 50 % dans mon village de gens qui ont voté Front*". Donc je lui ai dit, "*Ah d'accord...*" Bon. Donc tu vois, y'a pas du tout d'ouverture d'esprit, ce serait pas du tout compris. »

Adam [2017_28] met en avant sa proximité avec son chef et en même temps sa distance, politique, avec lui. Son absence de réaction, à travers ce « ah d'accord », clôt la discussion : il n'entre pas dans le débat et choisit de taire ses opinions plutôt que d'argumenter, car il n'y a pas, d'après lui, « d'ouverture d'esprit ». Ce type de discussion et d'échange dans le cadre

professionnel, avec des chefs ou des collègues amène les militants à intérioriser leur engagement, à « se taire » puisque celui-ci n'est pas socialement acceptable. C'est une nouvelle preuve du stigmate attaché à leurs idées et, de surcroît, à leur engagement.

En plus de ce stigmate, commun aux militants d'extrême droite¹⁷¹⁰, un autre stigmate est attaché à l'engagement identitaire du fait du type d'activités que les militants pratiquent : de ce point de vue-là, un coût supplémentaire lui est attaché politiquement et juridiquement

2.2. Un coût spécifiquement identitaire ?

L'engagement identitaire, aux modalités particulières¹⁷¹¹, diffère de l'engagement partisan, y compris frontiste : il peut à ce titre endosser d'autres coûts. Les militants sont conscients que leur mode d'action comporte un certain nombre de risques particuliers.

Ces « risques » supplémentaires sont judiciaires. À tel point qu'interrogés sur les problèmes qu'ils ont eus avec la police ou la justice, les militants répondent au choix « oui » ou « pas encore ». Les militants savent que certaines de leurs actions peuvent les emmener en garde à vue : les risques sont évoqués lors de la préparation de l'action et les militants sont informés des risques encourus, comme le souligne Jean [2017_6] :

« On m'a jamais amené dans une action en me disant "oh t'inquiète y'a aucun risque". On m'a toujours [dit] : "Écoute voilà, vous savez les risques que vous prenez, vous êtes majeurs, y'a des chances que vous soyez placés en garde à vue" ».

Certaines prennent cela en compte en préparant les actions de ce type, comme Antonin [2017_5] :

« Je suis plus étudiant, c'est-à-dire que aujourd'hui quand y'a un truc comme Solferino ou la mosquée de Poitiers, moi je pose 48h [de congé] au boulot parce que je sais que potentiellement y'a une garde à vue ! »

De nombreux militants sont en effet déjà passés en garde à vue, le plus souvent suite à une action d'occupation, plus rarement à la fin d'une manifestation. Fréquemment, il ne s'agit pas d'une simple garde à vue. Certains ont été jugés en comparution immédiate et condamnés, le plus souvent à des amendes. À ce titre, et dans la mesure où cela fait bien partie des modalités d'action communes de l'organisation, cela pourrait apparaître comme

¹⁷¹⁰ Boumaza M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Strasbourg, 2002 ; Boumaza, M., « Between stigma and engagement. Young Front National activists' political careers », *Etnografia e ricerca qualitativa*, 1/2015, p.75-87.

¹⁷¹¹ Cf. *infra*, Chapitre 6.

un coût « objectif », inhérent à leur militantisme. Néanmoins, ce n'est pas ainsi que les militants le perçoivent :

▪ **Fabien [2017_11]**

« Deux [actions] nous ont emmenés en garde à vue. Et c'était intéressant.

[Intéressant ?]

Ouais c'est une bonne expérience. J'en garde même avec la suite une très très bonne expérience. [...] On passe entre l'euphorie, la difficulté, parce que on se rend pas compte des conséquences, on a peur,...

[Pour toi ça a eu des conséquences juridiques ?]

Bah 500 € d'amende avec sursis. Rien d'extraordinaire. [...] Pendant 2 ans et demi j'ai eu un casier de niveau 2. »

▪ **Clément [2017_7]**

« *[Tu m'as dit que tu avais fait de la garde à vue...]*

Toutes mes gardes à vue sont politiques...

[Toutes ?]

[...] J'en ai fait vraiment trois fois. J'ai fait deux fois trois jours et une fois un jour. Donc assez long, assez chiant sur un point de vue perso et pro. [...] Solférino c'était trois jours, Calais c'était trois jours. Puisque y'a les 48h de garde à vue, plus le mandat de dépôt, plus la comparution immédiate. Donc ça prend un peu de temps.

[Et au niveau des conséquences ? Du coup, tu as un casier ?]

Casier. Mais qui est tout à fait justifiable parce que la première mention c'est violation de domicile. [...] Les deux fois y'a eu condamnation. Calais c'était... je crois que c'était un truc comme "rébellion" un truc comme ça parce que j'ai fait de la résistance pacifique. Bon ben voilà. Y'a rien de... pas de grandes conséquences.

[Pas d'amendes ?]

Si si y'a des sanctions financières. Les avocats ça coûte cher. Après... on n'est pas... on s'engage aussi pour un mouvement, on l'a derrière nous aussi. Moi ça m'a rien coûté hein. Pas un centime. Mais par contre ça coûte cher au mouvement. [...] Les frais de justice ça coûte cher. Les amendes... ça coûte cher. [...] C'est juste un passage. C'est comme ça. Nous on est là pour des idées, pour des valeurs, pour défendre un mode de vie. On y va. Aujourd'hui c'est de la garde à vue. Demain je sais pas ce que ce sera. Tant pis ! Il faut le faire. [...] Y'a pas trop trop de contraintes. Après on peut plus trop travailler dans la fonction publique. Franchement c'est la seule contrainte. [...] Peut-être qu'un jour ça me causera du tort mais jusqu'à présent j'ai pas eu de soucis. [...] Mais après, moi ça me pose pas de problème. J'y retournerai bien encore... *[Je ris]* Pas en garde à vue hein ! Sur une action ! Quand ça se termine bien c'est... Parce que les garde à vue c'est très très long. Trois jours c'est long. [...] C'est long, ça pue, les gens autour... »

Du point de vue des militants, le coût apparaît limité. Tout d'abord, parce que la garde à vue est avant tout présentée comme une « activité » collective qui donne à voir l'opposition à l'État et qui peut ainsi aisément se transformer en rétribution. De plus, l'organisation tend à s'investir pour limiter les coûts des militants, par exemple en mobilisant des avocats ou en assurant le paiement des amendes. Finalement, c'est le temps « long » de la procédure qui s'avère le plus gênant pour les militants. Le coût du militantisme apparaît, en fait, inégalement réparti. Il porte avant tout sur certains militants, qui se présentent comme les organisateurs de l'action ou les représentants de l'association et font donc l'objet de poursuite.

Les militants estiment aussi être sujets à un autre coût qui repose, lui, sur les activités de leurs opposants politiques. En cela, les opposants jouent un rôle non négligeable sur l'économie du militantisme, à travers deux dimensions. Premièrement, par le travail d'identification qu'ils réalisent, ils font augmenter le risque de publicisation du militantisme et participent à une « extension » du stigmat. Deuxièmement, ils représentent, d'après les Identitaires, une menace pour leur sécurité, en organisant des attaques à leur rencontre.

Même sans aller jusqu'à des affrontements « physiques », les activités des réseaux antifascistes représentent un coût supplémentaire de leur militantisme. Le travail d'identification, réalisé sur les réseaux sociaux notamment, peut « amplifier » le stigmat déjà existant, voire provoquer son extension sur d'autres domaines¹⁷¹². Pour illustrer cette situation, le cas d'Hortense apparaît éloquent. Hortense [2014_7] a participé aux élections municipales de 2014 sur une liste du FN dans sa ville, où les réseaux antifascistes sont bien implantés et très actifs. Au cours de la campagne, « les gauches » ont publié un article sur elle, comprenant notamment son identité complète, mais aussi des photos d'elle. Elle se retrouve ainsi « fichée », « repérée » et « dénoncée ». Les conséquences vont être multiples. Cela joue sur ses projets professionnels, le fait d'être identifiée sur Internet constituant un « handicap » pour trouver du travail car « c'est le premier truc sur lequel on tombe en tapant sur Google ». Elle envisage donc de se réorienter, reprend des études, dans l'espoir d'entrer dans la fonction publique, « l'avantage c'est que c'est un concours ». Cela va également avoir des conséquences sur son militantisme, qui sont révélatrices d'une extension du stigmat : le fait d'être identifiée ainsi sur les réseaux antifascistes va s'accompagner d'un coût social au sein du FN. Hortense avoue qu'elle « aimerai[t] bien, à terme, rejoindre le FN, pour travailler dans la politique ou participer à d'autres élections ». Elle voit dans le FN une suite possible à son engagement, tout en craignant que ce soit compliqué pour elle : « je pense pas qu'ils voudront parce que je suis très identifiée sur les sites antifas et j'pense que ça pourrait nuire au FN, surtout au niveau local en fait ». En effet, les Identitaires et le FN entretiennent dans cette ville des liens très distanciés. Hortense attribue cette distance au « travail de "diabolisation" des Identitaires [de la ville] ». Ainsi, le militantisme identitaire peut s'accompagner d'un stigmat social, y compris dans la sphère politique d'extrême droite. Alors que les liens entre les Identitaires et le FN sont de plus en plus fréquemment mis en avant dans les médias notamment, l'engagement identitaire était envisagé comme un avantage dans le milieu partisan extrême droitier. Or, il apparaît ici qu'il peut également

¹⁷¹² Les militants pratiquent en effet le *name and shame*, qui consiste à dénoncer des individus, des organisations, voire des états aux actions jugées condamnables. Récemment cette pratique a également pris le nom de *doxing* ou *doxxing* (diffusion en ligne d'informations privées sur une personne dans le but de lui nuire).

s'accompagner d'un stigmatisme dans ce milieu précis, qui ne peut se comprendre que dans la perspective de la « dédramatisation » (Dézé 2015). Le FN revendique en effet son éloignement d'avec l'extrême droite radicale : il ne peut pas se permettre d'intégrer des militants qui manqueraient de « respectabilité ». Ainsi, la valeur du militantisme identitaire n'est pas constante au sein du champ extrême droitier. Il peut représenter parfois un avantage, mais le cas d'Hortense [2014_7] montre bien qu'il peut être un inconvénient. Ainsi, il semble que moins l'engagement identitaire est public, plus la collaboration avec le FN a de chance de débuter et de se poursuivre. Finalement, même au sein du champ extrême droitier, cela peut être « coûteux », d'être identitaire, au point d'empêcher l'entrée au FN, limitant ainsi les reconversions, y compris à l'extrême droite.

Quant à leur propre sécurité, les militants ne l'évoquent pas directement mais cette question apparaît néanmoins en filigrane dans nos échanges. Par exemple quand Justine [2017_26] souligne qu'une femme ne pourrait pas être à la tête des identitaires car il faut renvoyer « une image un peu virile ne serait-ce que par rapport aux contradicteurs, aux "antifas" ». Cela sous-entend clairement, comme certains le disent plus ouvertement, que la force physique est un attribut valorisé pour ce militantisme, « dans la rue ». Le chargé de communication de Génération identitaire, Alexandre [2019_1] soutient une approche similaire, expliquant par exemple que la légitimité se base sur « la capacité à affronter les problèmes dans la rue », à « défendre l'honneur du mouvement » face aux opposants. La « rue », comme terrain de règlement de différends politiques, occupe donc un rôle central dans le militantisme identitaire. Cela se matérialise avant tout par la rivalité avec les militants antifascistes, les « gauches », les « antifas ». Ils sont rarement évoqués directement, qui sont parfois redoutés par les parents des militants. Hortense [2014_7] estime ainsi que c'est la première cause de la peur de ses parents, « quand il y a un risque que les gauches soient de sortie au même moment, ils [ses parents] sont plutôt là "*sois prudente*" ». Quand ils évoquent cela, les militants dépeignent les antifascistes comme des agresseurs. Les militants ne sont pas très disert sur le rôle qu'ils jouent dans ce jeu des oppositions : d'après eux, ils ne sont jamais à l'origine des attaques ou de la violence, ils ne font qu'y répondre. Dans les discours, les militants d'extrême gauche sont décrits comme violents et agressifs. Clément [2017_7] évoque des « punks dégueulasses qui cassent des vitrines », pour Fabien [2017_11] ils ne sont « pas loin d'être des forcenés », quand pour Anthony [2017_8] ils se présentent sous la forme de « milices ». Les militants se mettent alors en scène sous les traits de la victime (potentielle). Étienne [2017_5] explique par exemple qu'il pourrait « se faire casser la gueule », rappelant que « les antifas connaissent [s]a tête ». Cela représente d'après lui un

« risque, [qu'il est] prêt à prendre ». De la même façon, Guillaume [2017_23] évoque le fait que dans sa fac « de gauche », il prend un risque « physique ». Cependant, notons que le risque varie selon la ville et l'implantation des réseaux d'opposants dans celle-ci. Certaines fédérations semblent plus sensibles aux attaques. Les militants lyonnais ont équipé les abords de leurs locaux de « caméras de surveillance », parce que « ça peut dissuader les gens. On sait jamais... » (Anthony [2017_8]) ; les militants de Montpellier racontent « l'attaque » (Adam [2017_28]) menée par l'extrême gauche lors d'une de ses réunions publiques ; à Toulouse, les militants sont nombreux « à avoir eu des problèmes parce qu'il y a une extrême gauche très très active » (Steven [2017_14]).

2. Motivations et rétributions du militantisme identitaire

Quelles « rétributions » sont à même de « compenser » ces coûts ? Certains militants soutiennent qu'ils n'ont « rien à gagner à titre personnel en militant » (Armand [2014_1]), ce qui mènerait à considérer l'engagement identitaire comme un sacrifice, un acte de pure abnégation. D'autres considèrent au contraire que « le jeu en vaut la chandelle », comme Adam [2017_28] : « Je sais ce que je risque avec mon engagement. Je sais aussi ce que ça peut nous apporter », ce qui laisse supposer qu'il existerait des rétributions au militantisme identitaire, des compensations aux coûts que nous venons de présenter¹⁷¹³. Loin d'un modèle qui considérerait que les militants ne font que « supporter des coûts » par pur sentiment de service, cette seconde perspective apparaît plus juste. Mais dans ce cas-là, qu'est-ce que le militantisme « apporte » aux militants ? Quelles rétributions permettent de comprendre la persistance dans la carrière identitaire ? Quelles sont les particularités de l'engagement identitaire de ce point de vue ?

Le militantisme identitaire s'avère satisfaisant pour les militants à plusieurs titres. Il donne aux militants le sentiment de « changer le monde » (1), leur permet de défendre leurs idées (2), mais surtout de se sentir appartenir à un groupe, à une communauté (3). Ces trois *motifs* se retrouvent dans les discours des militants, dans des combinaisons et des mesures variables toutefois¹⁷¹⁴. Ces trois éléments transparaissent dans les pratiques du groupe : les

¹⁷¹³ À propos de cette opposition entre Adam et Armand, Daniel Gaxie soulignait déjà en 2005 (p. 173) : « Les rétributions du militantisme sont à la fois censurées, refoulées, déniées et refusées, mais aussi confusément aperçues, explicitées et identifiées, dans la gêne, la mauvaise foi, la confusion et l'approximation. »

¹⁷¹⁴ Certains semblent plus guidés par un motif que par les autres par exemple, ce qui n'a rien de spécifique (V. Klandermans B., 2013, « Motivation and types of motives (instrumental, identity, ideological motives) » in : Snow D., della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing ; Bjørge, T. « Dreams and disillusionment: engagement in and disengagement from militant extremist groups », *Crime, Law and Social Change*, n° 55, 2011, p. 277-285.

modalités d'action, caractéristiques d'un groupe minoritaire, deviennent alors explicatives du choix de *ce* groupe (4).

1. « Pour faire changer les choses¹⁷¹⁵ »

Une première rétribution, un premier motif de l'engagement, consiste en le sentiment de « changer le monde ». Ils sont satisfaits car leur engagement produit des effets sur le réel. Le discours de Tristan [2017_29] est la parfaite illustration de cette volonté de changer le monde :

« Nous on veut vraiment... enfin pour nous c'est pas un jeu ! Pour moi en tout cas, c'est pas un jeu ! Je veux vraiment avoir un poids sur ce monde. [...] Je veux vraiment avoir une emprise sur ce monde, je veux le changer, à coup de bouteille. »

Au-delà des victoires « sémantiques », « expressives », les Identitaires considèrent également qu'ils remportent des victoires « instrumentales ». Celles-ci sont le plus souvent le résultat d'une de leurs actions d'agit-prop. Les militants sont de nouveau prolifiques en anecdote pour prouver l'efficacité de leur militantisme, à travers les effets qu'il produit sur le réel, ce qui en fait une activité satisfaisante. Nous en prendrons plusieurs exemples pour montrer la diversité des rétributions qui entrent dans cette catégorie.

Premièrement, les militants évoquent des annulations de concerts ou de tournées contre lesquelles ils avaient lancé des pétitions ou des actions de *phoning*. C'est par exemple le cas, en 2003, de la tournée de Sniper, un groupe de RAP, « qui avait des paroles de rap anti-blanc », annulée après la mobilisation du Bloc identitaire, qui fait dire à Antonin [2014_5] qu'il y a là « quelque chose de réellement intéressant ». Dans le discours d'Antonin [2014_5], c'est justement parce qu'il parvient à produire des effets sur le réel que le militantisme identitaire est « intéressant », et donc pour lui attirant et satisfaisant. De même, Jean [2017_6] évoque le concert du rappeur Black M, prévu sur le champ de bataille de Verdun en 2016, annulé à la suite d'une mobilisation des Identitaires et plus largement de la « fachosphère », une « victoire du quotidien », pour Jean [2017_6]. Sur ce second cas, cependant, Jean [2017_6] souligne que « c'est pas nous directement », puisque c'est surtout la mobilisation (en ligne) des réseaux du FN qui avait provoqué l'annulation du concert.

Deuxièmement, les militants évoquent certaines actions qui ont atteint les effets espérés. C'est par exemple ce qu'explique Julien [2017_15] à propos de leur action à Calais :

¹⁷¹⁵ Entretien avec Baptiste [2017_13]

« Notre action a contribué à cette victoire politique. [...] On occupe les ponts de Calais pour empêcher les clandestins d'accéder à la ville et de commettre viol ou agression, qui ont pu se faire par le passé. Quelques mois après, la jungle de Calais est démantelée. Bah en fait ceux qui nous critiquent quand on fait quelque chose ou qui s'offusquent, en fait ils nous reprochent d'avoir eu raison trop tôt. C'est ça. Ils étaient pas encore mûrs, mais au final ça vient après. »

Ainsi, le démantèlement de la jungle de Calais, annoncé en septembre 2016 par le ministre de l'Intérieur (Bernard Cazeneuve) et débuté le 24 octobre 2016, devient dans son discours une « victoire politique » à laquelle les Identitaires ont contribué, grâce à une action qui s'est tenue en mars 2016. Le lien de causalité est d'autant plus difficile à tenir qu'un démantèlement partiel de la jungle avait déjà eu lieu en février-mars 2016. Ce qui est intéressant, c'est que malgré ce raisonnement des faits, Julien [2017_15] persuadé d'avoir eu « raison trop tôt » a le sentiment que son action a bel et bien engendré des effets directs sur la situation. En juxtaposant les deux faits « on occupe les ponts [...] la jungle est démantelée », c'est bien l'impression qui ressort de son discours. Il en va de même pour d'autres actions de moindre ampleur, comme l'occupation du toit d'un hôtel à Chanas (38), pour protester contre la transformation de celui-ci en centre d'accueil pour des demandeurs d'asile, que nous raconte Antoine [2017_24] :

« Après ça s'est bien fini, on a pu tous descendre de l'hôtel, en plus le maire du coup a... s'y est opposé. Alors j'ai pas suivi où en était l'affaire mais je sais que le maire s'est opposé, d'autres instances de la région s'y sont opposées aussi et du coup c'est une petite victoire. Quelqu'un qui n'est pas de nos idées - en l'occurrence je crois que, le maire, il était divers droite - et donc y'a quand même un maire qui a vu que les jeunes se bougeaient, allaient jusqu'à monter sur le toit d'un hôtel un samedi matin pour montrer leurs idées, pour s'exprimer. Et c'est là que... quand on descend de l'hôtel F1 et qu'on apprend que le maire a décidé de mettre en stop le projet, on se dit "j'ai pas perdu un week-end, j'ai fait quelque chose d'important". Même s'il y a un autre hôtel qui sera récupéré pour mettre des migrants. Mais au moins, celui-là, on l'a entre guillemets préservé de... de... de ce que le Gouvernement voulait en faire quoi. Du coup, voilà, ça a été encore une fois une énorme motivation. »

Dans le récit d'Antoine [2017_24], c'est l'implication physique des militants qui provoque l'opposition du maire au projet de transformation de son hôtel en centre d'accueil. Il juxtapose directement dans le récit l'action « les jeunes se bougeaient » et la réaction du maire « de mettre en stop le projet ». Il établit de surcroît un lien de causalité entre les deux, puisque c'est le fait que le maire ait « vu » qui cause sa réaction. Antoine en déduit un effet direct de son action sur l'avenir de cet hôtel, et donc qu'il n'a « pas perdu » son temps. Plus largement, cette satisfaction agit comme une incitation à poursuivre l'engagement puisqu'il souligne que « ça a été encore une fois une énorme motivation ». Cette victoire agit donc comme une rétribution en venant prouver l'importance de leur action et incite donc à la prolonger. Pourtant, là encore, l'enchaînement des faits apparaît quelque peu différent de ce

que rapporte le militant. En effet, il semble que la préfecture de l'Isère avait renoncé à installer des demandeurs d'asile dans cet hôtel dès la veille, pour des raisons de sécurité comme l'a rapporté le maire de la commune au *Dauphiné*¹⁷¹⁶. Ainsi, en réalité, l'action des Identitaires est restée sans effet, mais cela Antoine [2017_24] semble l'ignorer, puisqu'il reconnaît n'avoir « pas suivi où en était l'affaire ». Comme dans le cas de Julien [2017_15], ce qui est central ici c'est donc la croyance dans l'efficacité de l'action, plus que la réelle efficacité de ladite action.

Une action en particulier revient beaucoup plus régulièrement dans les discours militants sur ce point, l'action *Defend Europe* en méditerranée. Elle est présentée par les militants comme une « vraie victoire politique » (Adam [2017_28]), une victoire « vraiment concrète » (Pierre [2017_27]), une victoire qui n'est « plus dans la dimension symbolique » (Julien [2017_15]). Les militants se saisissent de multiples preuves pour étayer ce point de vue. Pour Cyril [2017_19], la victoire réside dans le fait d'avoir « fait reculer de gros bateaux qui ont des dons par centaine de milliers d'euros » ; pour Guillaume [2017_23], grâce à l'action, « le flux de migrants [s'est] complètement arrêté en méditerranée » ; Adam [2017_28] explique lui que les Identitaires ont « réussi pendant la période où [ils] y étai[ent] à baisser de près de 75 % le taux d'immigrés illégaux rentrés en Europe en partance de cette zone-là quoi, des côtes libyennes ». Le plus mesuré est finalement Tristan [2017_29], qui explique que « [il] pense pas [que Génération identitaire] soit à l'origine des 73 % mais [GI] y a participé ». Cette action *Defend Europe*, pour unique qu'elle soit, devient une preuve de l'efficacité du mouvement qui « donn[e] de l'espoir aux gens » (Laurent [2017_25]) et qui « donne foi en Génération identitaire » pour les militants (Pierre [2017_27]).

Pour les militants de GI, il en va de même que pour les militants d'extrême droite en Europe et plus largement, pour les participants à des actions collectives. Ce motif, « instrumental », fut le premier envisagé par les recherches en psychologie sociale, qui percevaient la participation « *as an opportunity to change a state of affairs at affordable costs*¹⁷¹⁷ ». Il fait toujours partie, dans les recherches les plus récentes des motivations de l'action collective et des explications de la persistance dans l'action¹⁷¹⁸. Par exemple, en

¹⁷¹⁶ Voir : JD, « À Chanas (Isère), le projet de centre d'hébergement pour demandeurs d'asile en suspens », *France 3 Régions – Auvergne Rhône-Alpes*, 25/06/2017, URL [Consulté le 10 mars 2020] : france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/chanas-isere-projet-centre-hebergement-demandeurs-asile-suspens-1286273.html

¹⁷¹⁷ Klandermans B., Van Stekelenburg J., « Individuals in Movements : A social psychology of contention », in : Klandermans B., Roggeband C. (dir.), *Handbook of Social movements across discipline*, Springer 2017, p. 122. (Nous soulignons) V. également : Klandermans B., « Mobilization and participation: Social-psychological expansions of resource mobilization theory », *American Sociological Review*, 49(5), 1984, p. 583–600.

¹⁷¹⁸ Le motif participe toujours aux modèles explicatifs les plus récents, bien qu'il ne soit plus la « seule » explication. Voir : van Stekelenburg J., Klandermans B., « The social psychology of protest », *Current Sociology*, 61 (5–6), p. 886–905.

2008, une recherche consacrée aux mobilisations d'immigrés interrogeait les mécanismes incitant ces populations à la mobilisation collective. Les auteurs de cette étude comparée testaient notamment si l'efficacité, espérée ou perçue, de la mobilisation pouvait inciter à la participation : percevant un effet de cette variable, ils concluaient à la persistance du mécanisme instrumental. Ainsi, la croyance dans l'efficacité de l'action, dans sa capacité à changer le monde, reste un des mécanismes incitant à la mobilisation collective¹⁷¹⁹. Plus l'organisation est capable de répondre à la demande de ses militants dans ce sens, plus l'expérience militante s'avère satisfaisante et plus les militants « restent engagés ». C'est apparemment le cas dans le militantisme identitaire. Pour autant, ce motif seul ne permet pas d'expliquer l'investissement militant de l'ensemble des Identitaires : certains ne mentionnent pas cet aspect de l'activisme, qui s'avère alors secondaire.

2. « Aux 'ids', je défends vraiment mes idées¹⁷²⁰ »

Nous avons déjà présenté les idées identitaires¹⁷²¹, il ne s'agit pas ici de reprendre cette présentation, mais plutôt d'évaluer dans quelle mesure l'attachement à ces idées est mobilisé par les militants pour expliquer leur engagement, pour expliquer leur maintien dans la carrière militante.

Dans un premier temps, notons que le rapport des militants aux idées est variable. Certains militants ont rejoint les Identitaires car ils considèrent que c'est le seul mouvement qui leur permet de défendre « leurs » idées, souvent alors élaborées ou héritées en amont de l'engagement. Dans ce cas-là, ils ont tendance à mettre l'accent sur la différence entre « leurs » idées et celles défendues par le FN/FNJ : ils veulent ainsi démontrer que leur attachement à certaines idées particulières, propres aux identitaires, vient expliquer leur engagement dans ce mouvement et non dans le parti de Marine Le Pen. GI devient ainsi le seul moyen de défendre leurs idées... C'est par exemple le cas d'Anthony [2017_8] pour qui les Identitaires sont « les seuls à proposer des solutions viables » comme la remigration... ou encore dans le cas d'Étienne [2017_5] qui explique :

« Aux 'ids', je défends vraiment mes idées. Y'a des trucs que je pourrais pas défendre au FNJ quoi ! [...] La remigration par exemple [...] J'pourrai militer au FNJ et pas en parler. Mais là, aux 'ids', j'peux l'exprimer clairement. »

C'est également le cas de Jean [2017_6], qui a trouvé chez GI :

¹⁷¹⁹ Klandermans B., van der Toorn J., van Stekelenburg J., « Embeddedness and identity: How immigrants turn grievances into action » *American Sociological Review*, 73(6), 2008, p. 992-1012.

¹⁷²⁰ Entretien avec Étienne [2017_5].

¹⁷²¹ Cf. *supra*, Chapitre 2

« des gens qui avaient vraiment mes idées. Et en fait c'est ça que je trouvais nulle part, que ce soit au Front national ou d'autres, à l'époque. [...] Je suis allé à Génération identitaire parce que j'avais mes idées et que j'ai vu que ces personnes et que ce groupe avait les mêmes idées que moi. »

D'autres militants ont découvert l'idéologie identitaire en y arrivant. Les grilles d'analyse proposées par les Identitaires peuvent entrer en résonance avec des événements du passé, poussant les individus à adopter la vision du monde du mouvement (comme le montre le cas d'Alizée [2017_9]). Ils intègrent alors le mouvement pour défendre ce nouveau cadre auquel ils ont soudainement adhéré, tel Adam [2017_28], « intimement convaincu que ce qu'[il fait], c'est pour notre bien ». Ceux-ci pointent également du doigt les différences entre le programme du FN et celui de GI, insistent sur les points spécifiquement identitaires et revendiquent la particularité du mouvement. Cependant, ce n'est pas le cas de tous les militants. Certains entretiennent un rapport plus éloigné avec l'idéologie. D'abord intéressés par la question de l'immigration, ils n'identifient pas de différences entre les idées de GI et celles du FN, pire ils en revendiquent la proximité, comme Charlotte [2017_4] qui souligne que « ouais, on [le FN et GI] a les mêmes idées ». Ils considèrent ainsi qu'ils auraient pu défendre les mêmes idées dans un autre parti. Ce n'est pas cela qui leur a fait choisir le mouvement identitaire contre le FN, ce n'est pas un critère distinctif de leur engagement et cela ne représente pas pour eux un point d'intérêt. Ils sont également les plus enclins à accepter le qualificatif d'extrême droite que les autres combattent vivement.

En cela, le rapport à l'idéologie parmi les militants est très variable. Certains militants entretiennent un rapport lointain avec l'idéologie, parfois quasi dépolitisé... ou du moins « simpliste » pour reprendre la terminologie de Nonna Mayer et Bert Klandermans¹⁷²², alors que, pour d'autres, elle apparaît comme un point central de l'engagement qui fait l'objet de réflexion et d'une conceptualisation poussée. Cette appartenance au groupe des « simplistes » ou des « idéologues » dépend de plusieurs facteurs qui se combinent, et notamment une forte influence de l'ancienneté du militantisme d'une part et du diplôme d'autre part. Ainsi, plus un individu avance dans la carrière, moins il a de chance d'être parmi les « simplistes » et plus il est diplômé, notamment dans les domaines littéraires, juridiques ou politistes, moins il a de chance d'être parmi les « simplistes ». Cela ouvre la voie à deux hypothèses, potentiellement cumulatives : 1) Les individus les moins « convaincus » abandonnent l'engagement ou en sont exclus. Cette première hypothèse est notamment corroborée par ce que nous avons dit de la sélection réalisée parmi les

¹⁷²² Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005.

« nouveaux ». 2) La formation reçue (chez les Identitaires ou en dehors) produit des effets de « politisation » au cours de la carrière militante. Les militants engrangeront au cours des formations des connaissances et des compétences, qui les rendent plus capables de comprendre et expliquer ce en quoi « le groupe » croit, de le distinguer idéologiquement des autres groupes. Cette seconde hypothèse est corroborée par le fait que les militants reçoivent effectivement des formations en histoire des idées politiques (illustration 7) et plus largement sont très formés.

Deuxièmement, il ne faut pas oublier que dans la veine « métapolitique », le principal objectif des Identitaires est de diffuser leurs idées, de jouer le rôle d'« éveilleur de conscience », d'« éveilleur de peuple », d'« aiguillon politique ». Au sens de l'organisation et des rôles qu'elle se fixe à elle-même, les « idées » jouent donc un rôle important. « On est là pour diffuser nos idées ! » résume Tristan [2017_29], ou comme l'explique Clément [2017_7], « Notre but c'est de gagner, en fait ! Pour ça, il faut échanger avec du monde, il faut mobiliser des gens, il faut aussi qu'on puisse diffuser nos idées. [...] Gagner, c'est faire passer nos idées sur la scène politique. » Il s'agit alors de « faire émerger » (Antonin, [2014_5]) non seulement leurs « thèmes », leurs « idées » mais aussi leurs « solutions » pour qu'elles soient reprises par d'autres. Pour Fabien, c'est même le seul et unique objectif que les Identitaires peuvent se fixer : « nous on cherche pas, à notre mesure à changer les choses. On sera jamais des ministres. On sera jamais des chefs d'État. Mais on peut diffuser des messages ! ». Il en va de même pour Jean [2017_6], qui par son militantisme veut dire « Non ! Y'a pas que cette version des faits qui existe ! Moi je veux dire la mienne [*sa version*] et je veux qu'elle soit entendue ».

Plus avant, c'est parce que les militants ont le sentiment que leur entreprise produit des effets que ce motif s'active pleinement et devient une rétribution importante de leur militantisme. L'idéologie constitue donc une double rétribution : théorique nous l'avons vu, mais également pratique. En effet, les militants ne sont pas avares de récits des « petites victoires » remportées par le mouvement identitaire depuis sa création. Nous parlons des « petites victoires » (entre guillemets) car il s'agit d'un élément de langage repris par de nombreux militants lorsqu'ils sont interrogés sur la réussite ou non de cette stratégie de diffusion de leurs idées. Les anecdotes qu'ils racontent sont d'ailleurs elles-mêmes largement redondantes entre les entretiens¹⁷²³. Cela révèle, en filigrane, d'une part, le rôle d'homogénéisation des discours dans l'organisation (peut-être un effet des formations en

¹⁷²³ Comme nous l'avons évoqué auparavant (Cf. *supra*, Chapitre 3).

media-training), et d'autre part, le fait que les militants échangent entre eux sur ce qui constitue des « victoires » pour le mouvement identitaire.

Ces victoires sont avant tout « sémantiques » (Armand [2014_1], Baptiste [2017_13]) : ce sont des mots, des expressions, des discours qu'ils ont parvenus – d'après eux – à faire passer dans l'espace public, à diffuser vers les partis politiques, d'extrême droite, de droite voire de gauche ou encore vers les médias. Steven [2017_14] explique par exemple que l'extrême droite et la droite reprennent leurs discours :

« Ce sont des discours entiers qui sont repris par certains responsables du Front national [...] Parfois, ce sont des responsables politiques d'autres mouvements de droite qui se réfèrent à ce que nous on a pu défendre et donc petit à petit la ligne que nous on défend imprègne la société et ça c'est déjà une petite victoire »

Les militants rappellent régulièrement la reprise de leurs thèmes par Jean-François Copé, tel Jonathan [2017_10] : « Nos thèmes sont repris, parfois même jusqu'aux Républicains avec, à l'époque de Jean-François Copé, le racisme anti-blanc, sa fameuse histoire sur le pain au chocolat. ». Ils évoquent aussi la mise en place par Nicolas Sarkozy d'un ministère de l'Identité nationale, comme Baptiste [2017_13] :

« Le mot identité, qui est rentré depuis qu'on existe, est rentré jusqu'à ce qu'on ait le droit à un ministère de l'Identité quoi. Avant qu'on crée les Identitaires, ça existait pas du tout ! [...] C'est le genre de victoires sémantiques qui nous reviennent entièrement. »

Pour Adam [2017_27], cela circule parfois jusqu'à gauche, comme lorsque François Hollande avait évoqué « la déchéance de nationalité pour les terroristes. Ça c'est nous qui l'avions proposé en premier ! ». Armand [2014_1] souligne lui l'influence sémantique du mouvement au-delà des partis : « le mot "identité", [...] tout ce qu'est "identitaire", c'est un vocable qui aujourd'hui est même utilisé par les médias du système ». Sur ce point précis, Nathan [2014_6] propose une réflexion similaire : « Aujourd'hui, les médias, les pouvoirs politiques, utilisent à tour de bras le terme identitaire pour tout et n'importe quoi ! Ça aussi c'est une victoire politique ». Cela contribue à valider leur stratégie, à valider leur militantisme et leurs actions et cela constitue donc une rétribution de leur engagement, comme le montre le discours de Clément [2017_7] :

« Je pense que ça marche plutôt bien parce qu'il y a des sujets qui sont repris [...] Est-ce que je peux dire "C'est nous. On l'a abordé du coup ils en parlent ok ?" Je sais pas mais il y a quand même un certain nombre de thèmes qu'on aborde et qui remonte petit à petit. [...] Je pense qu'on y est quand même pour quelque chose, sans avoir trop d'ego. On n'est pas les seuls, y'a pas que nous, mais on y a participé en tout cas. Donc oui, ça fonctionne. [...] C'est des petites victoires de plus en plus, le curseur se déplace, et puis on fait avancer la chose et puis il faut jamais lâcher parce que de l'autre côté il y a d'autres gens qui travaillent pareil et dans le sens inverse »

Ces « victoires », il y en a « tous les jours » explique Jean [2017_6]. Elles jouent en fait un double rôle. Elles sont des récompenses de leur action, des rétributions, mais elles sont également des incitations. Chaque « victoire » oblige un peu plus le militant à « ne pas lâcher ».

Pour les militants identitaires français comme pour les militants d'extrême droite en Europe analysés par Bert Klandermans et Nonna Mayer, une seconde rétribution relève donc d'un motif idéologique. L'adhésion aux idées est bien sûr un préalable à l'engagement, mais plus avant, par l'engagement, par l'action, qui conduit à partager ses idées, le militant en tire une rétribution, une satisfaction. Les militants acquièrent une grille d'analyse du monde, des faits politiques et sociaux, ce qui consiste en un gain cognitif. Ils ont également l'occasion de diffuser leurs idées, de les partager, ce qui constitue, au sens de la psychologie sociale, une rétribution en termes de *sens*¹⁷²⁴ de leur action, correspondant à une motivation tantôt qualifiée « d'idéologique »¹⁷²⁵, tantôt « d'expressive »¹⁷²⁶. Cela revient pour les militants à se mobiliser pour diffuser leurs valeurs, qu'ils estiment bafouées. En l'occurrence, il s'agit de partager l'idée que « l'identité » telle qu'ils la définissent, dans sa conception ethnocentriste, est mise en danger par l'immigration. Là encore, il s'agit d'un motif classique de la participation à un mouvement social ou une action collective, et les Identitaires ne présentent pas de particularité de ce point de vue. Cependant, cela ne suffit pas à expliquer la persistance dans cette carrière si coûteuse. Chez certains militants ni la dimension instrumentale, ni la dimension expressive n'apparaissent prioritaires.

3. « Un vrai groupe de potes, une vraie famille¹⁷²⁷ »

Le dernier motif est évoqué, lui, par l'intégralité des militants. Il s'agit de l'aspect communautaire de l'engagement identitaire. En rejoignant les Identitaires, les militants ont le sentiment d'appartenir à une véritable communauté. Certains militants n'hésitent pas à faire primer cette dimension du mouvement sur ses objectifs politiques, tel Nathan [2014_6], pour qui « on se définit comme plus qu'un mouvement politique, mais comme **une vraie**

¹⁷²⁴ Klandermans B., Mayer N., « Militer à l'extrême droite », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, op. cit.

¹⁷²⁵ Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005

¹⁷²⁶ L'idée de ce terme étant de dire que les individus s'expriment contre ce qu'ils estiment être une violation de leurs « valeurs », ce qui souligne bien le rapport avec l'idéologie / le sens. (V. Klandermans B., Van Stekelenburg J., « Individuals in Movements : A social psychology of contention », in : Klandermans B., Roggeband C. (dir.), *Handbook of Social movements across discipline*, Springer 2017 ; Kutlaca M., van Zomeren M., Epstude K., « Our Right to a Steady Ground: Perceived Rights Violations Motivate Collective Action Against Human-Caused Earthquakes », *Environment and Behavior*, 51(3), 2017, p. 315-344 ; Van Stekelenburg J., Klandermans B., Van Dijk W., « Context matters: Explaining how and why mobilizing context influences motivational dynamics », *Journal of Social Issues*, 65(4), 2009, p. 815-838.

¹⁷²⁷ Entretien avec Tanguy [2017_1].

communauté ». Il y a un double mouvement : d'une part une identification des militants les uns aux autres, renforcée par le fort contrôle des entrées exercé par l'organisation, et d'autre part une entrée dans un groupe soudé, qui s'entraide. C'est ce que décrit Anthony [2017_8] :

« On n'est pas seulement des personnes qui appartenons au même mouvement. On partage pas seulement les mêmes idées. À côté aussi on est des... un groupe d'amis ! On est prêt à... aider. On prend soin les uns des autres. On s'entraide si besoin. Y'a un certain esprit de communauté quand même. »

Les qualificatifs ne manquent pas pour présenter cette communauté : certains la comparent à une « famille » (par exemple Tanguy [2014_6], Alizée [2017_9]), d'autres à un « clan » (Étienne [2017_5], Tristan [2017_29]), une « bande » (Louis [2014_4], Clément [2017_7]).

Ce sens de la communauté a plusieurs sources qui se complètent. D'une part, un phénomène d'identification des militants les uns aux autres, et au groupe, va créer les bases de cette identité collective. D'autre part, l'organisation va entretenir cette identité collective, à travers plusieurs mécanismes : la sélection y participe en premier lieu, la formation ensuite va venir renforcer les effets de la sélection, certains lieux ou événements vont encourager également son maintien, enfin, l'organisation interne du mouvement y participe¹⁷²⁸.

Premièrement, l'identification joue un rôle important dans la composition de la communauté : les militants trouvent une certaine satisfaction à évoluer au sein d'un groupe de gens « comme eux », c'est à dire portant les mêmes idées. Ce sentiment est doublement renforcé. Il est renforcé du fait de la stigmatisation de leur engagement, que nous avons évoquée. La désapprobation sociale est le plus souvent mal vécue par les militants et l'entre-soi militant constitue donc une situation plus confortable, où le stigmate disparaît, voire s'inverse, et où la cohésion naît parce que l'« autre » les discrédite. Il est renforcé également parce que la dynamique « in-group/out-group » est au cœur de la dialectique de l'extrême droite, qui consiste à opposer un « nous » (national ou ethnique) aux « autres » qui doivent être exclus¹⁷²⁹. Le récit d'Antoine [2017_24], est de ce point de vue éclairant :

« Il y avait une chanson qui m'avait vraiment hyper marquée. Je l'écoutais vraiment tous les jours, c'est fou, j'étais accro. C'était *Comme une envie*¹⁷³⁰. Ça raconte en gros l'histoire d'un mec qui a 15 ans, qui commence à avoir des idées politiques et il a des envies de violence parce qu'il se rend compte que le monde il est pas comme lui et du coup... il s'émarge, il prend de la distance avec les autres, il prend tellement de distance que les autres le comprennent plus. Moins les autres le comprennent, moins ils ont envie

¹⁷²⁸ Certaines organisations sont réputées entretenir particulièrement ce motif. Voir : Lacroix I., « "C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre !" ». Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, n°102, 2013, p. 35-61.

¹⁷²⁹ Cf. *supra*, Chapitre 1. Voir également : Caiani M., della Porta D., Wagemann C., 2012, *Mobilizing on the Extreme Right: Germany, Italy and the United States*, Oxford University Press.

¹⁷³⁰ Il évoque une chanson d'un groupe de Rock Identitaire Français, Hôtel Stella, composé de militants identitaires franciliens.

de rester avec un mec qui a des idées comme ça et plus il se radicalise. **Enfin c'est pas dans la chanson ça mais en gros... c'est ce qui se passe aujourd'hui avec les jeunes** et donc bah plus il est contre-culture, mais du coup personne le comprend, personne le suit, il a aucun poids au niveau de la société. Moi tout ça... j'écoutais cette musique, et ça racontait... ce jeune il a des envies de violence, il en peut plus... Bah il se sent pas bien dans sa peau, dans la société. **Et je m'y reconnaissais. Je me disais moi non plus en fait je me sens pas bien dans ma peau et dans la société !** Et finalement en fait ce genre de chansons ça fait pas... c'est pas une chanson pourrie où il te disait « Rebelle toi et tout ». Super mais comment. Et en fait dans cette chanson... je sais pas. Je m'y reconnaissais et je me disais, « Putain, c'est... cette chanson je pense elle m'apprend un truc ». J'étais sûr de moi. **Je pense je vais suivre le même chemin que le gars dans la chanson. À la fin il... trouve d'autres gens qui sont dans son idée et bref ils partagent des trucs.** [...] C'était hyper galvanisant, je veux dire, pour une fois, j'étais avec des gens qui pensent un peu comme moi, qui voient un peu les réalités... »

À travers ce récit, dans lequel Antoine [2017_24] s'appuie sur une chanson de Rock Identitaire Français pour expliquer son propre parcours, transparait la solitude d'un jeune que « personne ne comprend », ces « envies de violence », un certain mal-être social aussi. Tout au long de ce passage, il met en fait en tension, d'une part, un « avant l'engagement », marqué par la solitude d'un jeune adolescent et des sentiments négatifs, voire violents, et d'autre part, un « après l'engagement », marqué lui par la découverte de gens « dans son idée », qui lui permet de retrouver un environnement social, des gens avec qui il peut « partag[er] des trucs ». Comme Magali Boumaza l'a montré dans sa thèse à propos de l'engagement frontiste, si le stigmaté exclut en externe, il peut être considéré en interne comme un ciment communautaire fort¹⁷³¹. Dans l'entre-soi militant, il est donc « retourné », sublimé¹⁷³², il « confère un respect accru¹⁷³³ » à celui qui l'a subi. **Le sentiment d'être intégré dans un groupe est à la hauteur du sentiment d'exclusion ressenti auparavant dans les autres sphères sociales.** D'autres militants l'évoquent également : pour Arthur [2017_16], cela se traduit par un « besoin de trouver des gens comme [lui] » ; François [2017_2] dit avoir vécu une « libération », quand il a « rencontr[é] des gens qui pensaient comme [lui] ». À partir de cette identification initiale, émergent des liens particuliers et personnels entre les militants, qui deviennent amis. Charlotte [2017_4] par exemple, s'étonne de la « force » de l'amitié qu'elle entretient avec certains militants : « je pensais pas que j'aurai une amitié forte avec quelques-uns même [...] en peu de temps j'ai vraiment des amitiés qui ont commencé à éclore ». De la même façon, Étienne [2017_5], qui est arrivé en même temps dans la même fédération que Charlotte [2017_4], nous explique : « si j'ai

¹⁷³¹ Boumaza M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Strasbourg, 2002.

¹⁷³² Goffman E., *Stigmaté. Les usages sociaux du handicap*, Éditions de minuit, 1975 [1963]. Sur le stigmaté et le FN : Boumaza M., « Between stigma and engagement. Young Front National activists' political careers », *Etografia e ricerca qualitativa*, 1/2015, p. 75-87 ;

¹⁷³³ Braud Ph., « Violence symbolique et mal-être identitaire », *Raisons politiques*, Vol. 9, n°1, 2003, p. 36.

une merde à 3h du matin, j’peux appeler [Tanguy], j’sais qu’il va venir. Ou même [*le leader de la fédération*] je sais qu’il va venir aussi ». Cet attachement personnel des militants les uns aux autres, va également encourager à la poursuite du militantisme. Abandonner le groupe militant, ce serait abandonner des amis. Les coûts d’une désaffection sont augmentés, ce qui la rend moins probable¹⁷³⁴. En cela l’identification et la proximité militante encouragent le maintien dans le militantisme.

Deuxièmement, Génération identitaire va encourager cette identité collective et ce par plusieurs moyens. En plus de la sélection, les militants vont tous être formés au sein des organisations identitaires. Cela recouvre deux types de rétributions : d’une part cela contribue à construire l’identité collective et d’autre part, ils acquièrent tous un capital militant¹⁷³⁵, fait de connaissances et de compétences particulières.

La formation s’avère particulièrement intense au sein du groupe et très satisfaisante pour les militants. Elle est souvent qualifiée de « complète » car elle vise à se déployer sur tous les domaines du militantisme. Il y a un pan de formation « intellectuelle », « philosophique, idéologique [...] ou même historique » (Fabien [2017_11]) qui se repose dans chaque fédération sur un « cercle », qui organise des conférences au cours desquelles des ouvrages, des auteurs ou des concepts du mouvement identitaire sont présentés, voire des figures du mouvement interviennent. Ces conférences peuvent également concerner des événements d’actualité, en lien avec le mouvement ou plus largement l’actualité nationale ou internationale. En sus, les militants sont invités à se former « seul », « en continu » (Anthony [2017_8]), en lisant des livres, notamment ceux édités par les Éditions IDées, mais aussi les ouvrages de certains penseurs de la Nouvelle droite. Les militants sont très attachés à ce pan « intellectuel » de leur formation, qui permet à chacun de pouvoir « même si c’est pas forcément sa mission, [...] répondre un minimum à des personnes extérieures » (Fabien [2017_11]). Pour certains militants, ces formations s’avèrent personnellement valorisantes, comme pour Tristan [2017_29] qui se remémore ses premières années de militantisme :

« On avait des formations là-dessus sur le libéralisme, sur le socialisme, clairement des formations de « Science po » et c’était vraiment intéressant. Clairement, des formations de haut niveau, je pense pas qu’à l’époque je comprenais grand-chose à ce qui se racontait. Mais même sans comprendre, globalement, enfin comment dire... sans comprendre l’exactitude de chaque terme, ça a quand même structuré mon esprit. Ça je trouve ça intéressant. C’est ce qu’on essaie de faire encore aujourd’hui. Ils nous ont apporté ça, ils nous ont apporté une sorte de colonne vertébrale politique, c’est ça qui

¹⁷³⁴ Fillieule O., « Le désengagement d’organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 37-59.

¹⁷³⁵ Matonti F., Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 5, n°155, 2004, p. 4-11.

est intéressant. Je pense que les « ids » c'est ça, c'est apporter une colonne vertébrale politique aux jeunes qui viennent chez nous. »

Les militants sont également formés à la communication, des gestes militants les plus classiques (tractage, collage,...) à des techniques plus complexes. Ils reçoivent ainsi des formations en media-training, à la prise de parole en public, au débat, à la photographie, à la captation vidéo, à la création de visuels, à la gestion des réseaux sociaux, voire à la création et à la gestion d'une fédération locale, etc. Cette diversité des formations « pratiques » est perceptible dans cette présentation de Fabien [2017_11] :

« On a du matériel qui nous permet de filmer les personnes, donc du coup de faire des interviews avec des questions délicates sur... filmées donc deux stress en plus. On a aussi des tests sur le vocabulaire, quelle définition donner à certains mots, genre racaille, ce genre de choses. On a aussi des tests sur comment écrire un communiqué... c'est possible. Et puis... Voilà ça des choses qu'on fait de façon régulière. Des prises de parole aussi. À une période on faisait... on lisait à haute voix des pièces de théâtre classique. Du coup ça fait une double formation. Et du coup ça force tout le monde à prendre la parole... »

Ces formations ont pour objectif de leur permettre d'acquérir une certaine autonomie et de participer plus intensément aux actions militantes, mais surtout d'assurer là encore une plus grande efficacité de leur militantisme¹⁷³⁶. Elle leur permet également, dans un second temps de transmettre ce qu'ils ont appris aux nouveaux venus, les faisant entrer dans le rôle du « formateur », une position également valorisante. Ce sont ces deux dimensions qui rendent les formations à la communication si importantes d'après Laurent [2017_25] :

« C'est des trucs que je pourrai transmettre en plus à ceux qui sont encore plus jeunes et qui du coup seront 10 fois plus cultivés que nous on l'était... plus jeunes quoi. Ça c'est pour moi un peu l'atout ou un des atouts, de notre mouvement, c'est de préparer une génération qui... va exceller je pense. [...] Y'a deux choses importants en politique : les idées et leur communication, la façon de les répandre. [...] C'est pour ça qu'on a toujours poussé en avant sur la formation à la fois intellectuelle et la formation technique et la communication c'est clairement le moyen de répandre ses idées ».

Enfin, ces formations constituent une rétribution en participant à la constitution d'un capital militant qui s'avère valorisant pour le militant, mais également parce qu'il peut être mobilisé dans d'autres secteurs de la vie. Les militants reçoivent enfin une formation sportive, à travers des entraînements de boxe. Adeptes de l'adage « un esprit sain dans un corps sain », les militants estiment que la formation sportive est un pan nécessaire de leur formation, comme le souligne Anthony [2017_8] :

« On a toujours considéré qu'un militant devait être complet, sans être un *warrior*, il doit être capable de se défendre lui-même, lui et sa famille, on voit bien aujourd'hui

¹⁷³⁶ Howard Becker évoquait dans *Outsider* l'étape de l'apprentissage de la déviance : le fumeur de marijuana est initié par d'autres fumeurs, plus expérimentés que lui, à l'acte déviant. (V. Becker H., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance.*, Éditions Métailié, 2020 [1963]). L'entrée dans la carrière déviance s'accompagne donc d'une *transmission* des modalités de la déviance : de même que le fumeur, le militant identitaire est initié par des militants plus expérimentés. Une fois formé, il pourra à son tour transmettre ces usages.

que... dans la société actuelle c'est primordial. Y'a sans cesse des agressions, des conflits, on est rarement en sécurité ».

La boxe¹⁷³⁷ en particulier est omniprésente, pratiquée dans les locaux militants (les « maisons de l'identité » ou des salles de sport, telle *L'Agogé* à Lyon), mais également lors des universités d'été voire de tournois dédiés (illustration 36). L'objectif est assumé :

« Après ouais, on fait de la boxe. On est obligés. [...] Enfin je suis obligée : c'est la société qui veut, c'est pas Génération identitaire ! [...] Mais on est obligés parce qu'il faut qu'on se défende soi-même. Il faut que dans le métro si je vois une petite vieille en train de se faire embêter, faut que je puisse être là, parce que la plupart de la population fait rien »

D'après Alizée [2017_9], il y a une nécessité à se former, puisque la société est violente, il faut savoir se défendre « soi-même », mais également être en capacité de défendre les autres. La défense devient alors une réponse à une insécurité omniprésente, le militant est héroïsé par ce rôle de défenseur, de justicier. Ces formations ont lieu tout au long de l'année dans chaque fédération avec une intensité variée, mais également lors de l'Université d'été identitaire, qui se tient chaque année au mois d'août en France. Le programme de cette semaine montre la diversité des formations délivrées : 1h30 de sport chaque matin, des conférences thématiques, des cours pour la formation « intellectuelle » et des ateliers pratiques, pour lesquels les militants sont divisés entre niveau I et niveau II (illustration 37).

¹⁷³⁷ Voir : Wacquart L., *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Agone, 2000. Nous reviendrons sur l'intérêt de cette grille de lecture dans le chapitre 6 (cf. *infra*).



Lecture (de haut en bas et de gauche à droite) : Tournois de boxe (Nice 2011, Lyon 2019 et 2009) et stage d'autodéfense (Lyon 2018)

Illustration 37 - Programme de l'UDT Identitaire (2016)¹⁷³⁸


¹⁷³⁸ Reproduit à partir d'un document interne (Voir Annexe 11).

Comme le laisse entrevoir ce programme, l'Université d'été n'est pas qu'un lieu de formation, c'est également un lieu de « cohésion » pour reprendre le terme indigène¹⁷³⁹. Le terme qui vient qualifier un « ensemble dont toutes les parties sont solidaires¹⁷⁴⁰ » n'est pas anodin. L'*adhésion* de *chacun* au mouvement n'est pas suffisante pour les Identitaires, il faut également que le groupe existe en lui-même, indépendamment de ses parties, que la *cohésion* existe *entre* les individus. C'est bien un collectif qu'ils entendent fonder : les militants, héroïsés par les thématiques choisies¹⁷⁴¹, opèrent une remise d'eux-mêmes à l'organisation, qui devient un lieu de réalisation de soi¹⁷⁴². Des « moments de cohésion » sont prévus au programme : les repas, les « temps libres », les veillées du soir. Ils existent également en dehors de l'Université d'été : il s'agit alors de soirées organisées dans leurs maisons de l'identité, de simples rendez-vous dans des bars, avant ou après les collages et conférences. Ces moments propices aux discussions et aux échanges plus informels génèrent de l'interconnaissance entre les militants, encourageant ainsi l'émergence et le maintien d'une identité collective. Ils visent à créer des moments de convivialité entre les militants, le tout dans un esprit toujours « identitaire », c'est-à-dire en accord avec leurs valeurs et visant par là à les renforcer. Ce faisant, les militants renforcent simultanément les liens au sein du groupe et les valeurs qui les ont fait se rejoindre. Nous le remarquons par exemple lors d'une soirée de cohésion au bar identitaire lillois, *La Citadelle*¹⁷⁴³ :

Extrait de carnet de terrain – Juin 2017 - Lille

Des militants et des sympathisants sont réunis dans l'arrière-cour de *La Citadelle*. Les militants organisent une soirée « cocktail » pour la clôture de l'année militante, la semaine suivante. Le barman les interroge sur les cocktails à prévoir :

« Alors moi, ce que je voudrais, c'est qu'il y ait des cosmos, parce que j'adore ça ! » lance un militant. Cela recueille l'assentiment de certains, mais d'autres semblent méfiants : « Ah ouais mais c'est un peu... bizarre ! C'est le cocktail des gays dans *Sex and the City* ! Et puis... cosmo... » « Quoi ? » « Ça vient pas de *Cosmopolitan* ? » « Ah si... » « Ça veut dire quoi ça ? » « *Cosmopolite* ? » « Ah ouais ça fait pas très *Identitaire* ! » « Mais je voulais vraiment des cosmos... ».

La discussion se poursuit sur ce ton, pendant quelques minutes jusqu'à ce que les militants trouvent une solution : ils serviront bien des « cosmos », renommés pour l'occasion « Godefroy de Bouillon¹⁷⁴⁴ ».

¹⁷³⁹ Entendu par nous et mentionné par Samuel Bouron (« Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires. » in : Bouron S., Drouard M. (dir.), *Les beaux quartiers de l'extrême droite, op. cit.*)

¹⁷⁴⁰ Dictionnaire *Larousse*

¹⁷⁴¹ Les tracts de ces Universités d'été, sur lesquels figurent les thématiques annuelles, sont disponibles en annexe (V. annexe 13).

¹⁷⁴² Bouron S., « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunesses identitaires. » in : Bouron, Drouard (dir.), *Les beaux quartiers de l'extrême droite*, Agone, Marseille, 2014.

¹⁷⁴³ Le nom est évidemment une référence à la Citadelle lilloise construite par Vauban. Mais le terme prend également un sens politique que ne manquent pas de signaler les militants : « un endroit fortifié, où l'on trouve refuge face à une menace, un bâtiment qui rappelle le génie européen ». Certains militants évoquent également la Citadelle comme un lieu de repli, d'où « préparer la reconquête ». Nous y voyons également une référence à la phrase de Charles Péguy, « nos fidélités sont des citadelles », que les militants ont par ailleurs fait imprimer sur des t-shirts en vente dans le local.

¹⁷⁴⁴ Godefroy de Bouillon est duc de Basse-Lotharingie au XI^e siècle. Il participe à la première croisade et sera le premier souverain du royaume de Jérusalem et devient avoué du Saint-Sépulcre en 1099 avant de décéder en 1100.

Ces moments de cohésion et les lieux dans lesquels ils ont lieu (UDT, maisons de l'identité), viennent figurer leur appartenance à un « monde à part » qu'ils ont rejoint en militant. À cela s'ajoute un certain nombre de codes communs qui leur permettent de se *distinguer*, c'est-à-dire à la fois de se mettre à part des autres et de se reconnaître entre eux, comme le look « casual », le fait de « s'habiller en casu » (Steven [2017_14]), décrit ici par Tanguy [2017_1]¹⁷⁴⁵ :

« Concrètement, en été ça va être une veste légère, bien taillée, coupée, en général avec le moins de revers possible, un jean, des chaussures, donc des *snickers*, des adidas ou des New Balance, une coupe de cheveux classique, relativement courte mais sans être *skin*. Voilà ! Et puis occasionnellement aussi, quand y'a du soleil et que c'est l'été on rajoute les Ray-Ban. L'objectif, c'est d'être éthique et esthétique [...] à la fois être des beaux-gosses et en même temps droit dans ses bottes et être radical, à la fois être séduisant sur le fond et sur la forme. [...] Quand tu rencontres un groupe de GI, tu te rends compte qu'on est tous habillés différemment, en noir, en beige, en bleu, et cetera, mais en fait y'a aussi un uniforme vestimentaire. C'est à dire que, les gens vont pas se ramener avec des grosses écharpes [*j'en porte une*] ou avec des lunettes carrées ou avec des chaussures ouvertes sans lacets *et cetera*. Il y a une certaine uniformité vestimentaire tout en étant différent. Et en fait, quand tu croises un autre groupe qu'est qu'est ... qu'est pareil, tu te reconnais directement, ça c'est intéressant pour plein plein de choses. »

Ce code vestimentaire n'est pas le seul des codes identitaires. Ils ont également leur « poignée de main » – qui consiste à se serrer l'avant-bras et non la main (illustration 38)¹⁷⁴⁶ – le fait de porter le *brojanitsa*¹⁷⁴⁷, ou encore leurs propres groupes de rock identitaire français.

Illustration 38 - La "poignée de main" identitaire



Source : capture d'écran réalisée par l'auteur¹⁷⁴⁸

¹⁷⁴⁵ Un style vestimentaire qui réunit au-delà des Identitaires, l'ensemble de la mouvance politique d'extrême droite, comme le souligne certains militants... Il trouve son origine hors des cercles politiques, dans les stades de foot (anglais à l'origine), où il perdure encore aujourd'hui. (V. Berteau F., Broussard P., « Dans les stades de foot, le look fait l'ultra », *Le Monde*, 02/06/2016).

¹⁷⁴⁶ Une coutume, à la réalité historique douteuse, qu'ils disent avoir héritée des romains : ceux-ci se seraient salués ainsi de manière à prouver qu'aucune arme n'était dissimulée dans leur manche.

¹⁷⁴⁷ Un bracelet traditionnel serbe, porté par de nombreux militants, pour marquer leur soutien aux Serbes du Kosovo, aussi décrit comme « un truc un peu « hippie chic » qui nous démarque des autres » par Etienne [2017_5].

¹⁷⁴⁸ Génération Identitaire, « Génération identitaire devant le Bataclan », 5 janvier 2018, URL : www.youtube.com/user/GenerationID

Enfin, l'organisation interne du mouvement permet à la fois de ménager cet esprit communautaire tout en fournissant des rétributions à certains militants. En effet, comme le soulignent plusieurs militants, le mouvement identitaire constitue une « société des égaux » (Antonin [2014_5]), dans laquelle « tout le monde peut proposer des idées » (Anthony [2017_8]). Il y a donc, au niveau local au moins, une certaine horizontalité dans les processus de décision. À tel point que certains militants réfutent le qualificatif de « chef », tel Justine [2017_26], qui corrige notre erreur et souligne la distinction à opérer entre les deux :

« [Vu que tu es chef...]

Responsable ! [...] On utilise plus du tout les termes de chef *et cetera*. C'est vraiment plus des responsabilités. On a tendance à plutôt expliquer que ces responsabilités c'est beaucoup d'engagement au niveau du temps, des risques, *et caetera*. Et que c'est pas un Graal. Voilà. Quand on acquiert des responsabilités on engage aussi énormément derrière. Faut pas le voir comme un trophée. Je pense que les militants le savent et le ressentent énormément. Ils se rendent compte de l'engagement qui est là. »

Pour autant, Justine [2017_26] reconnaît qu'il s'agit de récompenses d'un engagement militant particulièrement intense ou de qualités particulières :

« Je me suis énormément investie au bout d'un moment. Enfin, j'étais présente tout le temps, tout le temps, tout le temps. Voilà ça c'était pas un souci, une fois que je me suis engagée, j'étais d'accord avec ça et que j'avais compris le principe, donc voilà le principe c'était donner du temps principalement, je l'ai fait à fond. Je pense qu'en fait c'est ces qualités-là qui ont été aussi repérées sur le fait que j'ai eu des responsabilités par la suite. »

De la même façon, Jean [2017_6] raconte son entrée au bureau de GI à Lyon. Il souligne à la fois qu'il s'agit d'un engagement supplémentaire mais il semble également que cela constitue une rétribution de son engagement :

« Deux/trois membres du bureau [m'ont] pris à part et m'ont fait "[...] écoute, [Jean], ça fait plusieurs temps, plusieurs fois qu'on parle de toi au bureau, machin" Moi, j'm'imaginai même pas du tout intégrer le bureau, rien quoi ! Et ils m'ont dit "Est-ce que ça t'intéresserait ?" et j leur dis "Écoutez, oui hein ! Si vous pensez que ma place est là ! Enfin, si vous pensez que je peux vous apporter quelque chose, oui" ça se passe pas autrement. En fait on fait vraiment ça... limite être au bureau ça fait des réunions en plus, des lundis soir où je préférerais être chez moi, c'est sûr. Mais bon, si on pense que je peux être utile, [...] si y'a un échange qu'est un peu plus constructif *et caetera*... Oui, oui, très bien, je fonce ! Du coup, genre, j'suis sorti de là j'ai fait : "Mais 'tain, j'pensais pas qu'ils me proposeraient ça un jour" ».

En effet, cela représente à la fois un engagement supplémentaire, plus de réunions d'après Jean [2017_6], mais c'est également un échange « plus constructif » et surtout, la proposition semble flatter le jeune militant, « si vous pensez que ma place est là », « j'pensais pas qu'ils me proposeraient ça ». Il considère apparemment cela comme une marque de confiance !

Au-delà de la responsabilité d'une fédération ou de l'entrée dans un bureau, local ou national, qui récompensent les engagements les plus intenses, les militants vont se voir confier au

cours de leur carrière des responsabilités « intermédiaires ». Selon les compétences développées au cours des formations, les « responsables » les autorisent à organiser des collages eux-mêmes, des tractages, ou bien encore leur confient la responsabilité des boîtes mails (notamment aux femmes), de la communication sur les réseaux sociaux, des entretiens de nouveaux ou encore de certaines formations. L'accès à ces responsabilités est également vécu comme une rétribution, voire une récompense, et quoi qu'il en soit, une marque de confiance envers le militant. C'est ce qui transparait du discours de Pierre [2017_27], qui lui encore, tient ensemble « responsabilité » et « horizontalité » :

« Ils ont su me faire confiance ! C'est sûr. J'ai su...leur donner de mon temps, un peu de ce que je savais faire. [...] À Génération identitaire, tu peux très vite prendre des responsabilités si on voit que t'es motivé et que t'as envie de t'en donner la peine en fait ! C'est un mouvement où chaque personne, chaque jeune, a le droit de donner son avis. Y'a pas de structure pyramidale. Okay y'a des responsables parce qu'il faut organiser mais chacun a le droit de dire « ce serait bien qu'on fasse un week-end cohésion ici ou une action ici ». [...] Les responsables sont pas attachés à leur poste, c'est aussi le plaisir de pouvoir enseigner et transmettre en fait, de pouvoir former des jeunes, faire part la formation sportive ou intellectuelle, le militantisme etc. Et on est pas attaché à notre poste comme un parti politique qui voudrait pas lâcher ou voilà. »

Ces rétributions qui émanent de l'organisation, aussi bien l'horizontalité qui permet à de simples militants d'avoir la parole que les « responsabilités » qui permettent aux plus investis localement de voir leur engagement reconnu, participent à renforcer l'attachement individuel au groupe... et donc à intégrer l'individu au collectif.

Par le processus d'identification au groupe, un processus abondamment documenté en psychologie sociale¹⁷⁴⁹, les militants sont incités à rejoindre le groupe, **ils y adhèrent**. Par ce processus, le militant attache son identité à celle, collective, du groupe. Les deux identités entrent dès lors dans une interaction constante. Les identités des militants participent à construire l'identité du groupe, mais l'identité du groupe influe également sur les identités individuelles. Par ailleurs, nous avons montré qu'il y a au cœur de ce processus, une force socialisatrice de l'institution. En interne, le militant suit un parcours, qui comprend différents types et niveaux de formation, qui lui permet d'être intégré à chaque fois un peu plus à

¹⁷⁴⁹ Sur le rôle de l'identité collective : de Weerd M., Klandermans B., « Group identification and political protest: farmers' protest in the Netherlands. », *European Journal of Social Psychology*, 29, 1999, p. 1073-1095 ; Friedman D., McAdam D., « Collective identity and activism: networks, choices and the life of a social movement » in : Morris A.D., McClurg Mueller C. (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 156-173. ; Kelly C., Breinlinger S., *The social psychology of collective action: Identity, injustice and gender*. London, Taylor & Francis, 1996 ; Simon B., Loewy M., Sturmer S., Weber U., Freytag P., Habig C., « Collective identification and social movement participation », *Journal of Personality and Social Psychology*, 74(3), 1998, p. 646-658 ; Stryker S., Owens T. J., White R. W. (dir.), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis, Minnesota Press, 2000.

l'organisation jusqu'à y obtenir des responsabilités. Se construit dans l'entre-soi militant, une *cohésion* des individus, qui forment un tout. Cela constitue à la fois une rétribution de leur engagement mais cela construit simultanément leur attachement à l'organisation, au groupe et les maintient dans l'engagement. De plus, ce motif de la « communauté », également appelé « *identity* » nous apparaît absolument central dans l'engagement de ces militants. Pour les militants, **rejoindre GI c'est intégrer un monde à part**, où ils retrouvent des gens « comme eux », et où ils sont récompensés pour ce qui « à l'extérieur » fait l'objet d'un stigmate social quasi-constant. Dans le cas du mouvement identitaire, ce motif identitaire occupe donc une place particulière. Jacquélien Van Stekelenburg a montré dans sa thèse que les mouvements, voire les causes, s'appuient sur des motifs différents, soulignant des régularités¹⁷⁵⁰. C'est ce que nous observons ici à propos du mouvement identitaire. Nous arguons que la « cause » (doublement propice à la dynamique *in-group/out-group*, du fait de son idéologie et du stigmate qui y est attaché), comme le mouvement (en tant que *supply* de participation, proposant un modèle de militantisme axé sur la communauté), s'appuient de manière privilégiée sur ce motif *identitaire* que ce soit dans le recrutement ou dans les rétributions qui maintiennent dans l'action militante. Pour conclure cette étude, il nous faut enfin dépeindre une dernière série de rétributions perceptibles dans les entretiens, relative aux modalités d'action.

4. « C'est vraiment la façon dont je veux agir¹⁷⁵¹ »

Les militants sont nombreux à évoquer les modalités d'action comme une rétribution en elle-même de leur engagement. La participation, telle qu'elle est proposée par les Identitaires, devient alors un motif dans le choix de l'organisation mais également une raison du maintien en son sein. Cela ne concerne pas toutes les modalités d'action proposées par GI, mais spécifiquement le répertoire d'action de l'agit-prop, ces actions de « violence symbolique¹⁷⁵² ». En réalité, comme nous allons le montrer, si elles constituent une rétribution à part entière, c'est en ce qu'elles permettent de mettre en œuvre les trois motifs identifiés précédemment (instrumental, idéologique et identitaire).

¹⁷⁵⁰ Elle notait par exemple que les *value-oriented movements* se reposaient plutôt sur des motifs idéologiques quand les *power-oriented movements* se reposaient plutôt sur des motifs instrumentaux. Van Stekelenburg J., *Promoting or preventing social change: Instrumentality, identity, ideology and group-based anger as motives of protest participation*, PhD thesis, VU-University, Amsterdam, 2006.

¹⁷⁵¹ Entretien avec Anthony [2017_8].

¹⁷⁵² Braud P., « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, 09-10, 1993 ; Braud P., « Violence symbolique et mal-être identitaire », *Raisons politiques*, Vol. 9, n°1, 2003. (cf. *infra*, Chapitre 6)

Premièrement, les actions d'agit-prop sont perçues comme un moyen de faire changer les choses. En participant à ces actions, ils ont le sentiment de faire quelque chose de concret, pour faire évoluer la situation : « Y'a des tas de gens qui gueulent tous les jours, ou qui parlent de politique. On leur dit « Ouais mais toi tu as fait quoi ? Moi, j'étais sur le toit ! ». » (Laurent [2017_25]). Il y a une implication physique, on « fait » quelque chose, concrètement, contrairement aux autres qui « gueulent » mais n'agissent pas. La participation devient la preuve de l'implication du militant, qui se met au service de ses idées, pour faire changer les choses. L'implication physique devient alors une preuve de courage, et donc une rétribution à faire valoir. À travers certaines actions, ils vont tenter, nous l'avons dit, d'avoir un impact réel et immédiat, comme l'analyse Julien [2017_15] :

« Avec *Defend Europe*, on est plus dans le symbole, on est plus dans la dimension symbolique de l'occupation du chantier de la mosquée de Poitiers mais on est vraiment voilà dans les faits de malheureusement devoir se substituer au travail régalién de l'État, qui a failli à ses missions. »

Ce militant évoque la première « mission¹⁷⁵³ » *Defend Europe*, au cours de laquelle des militants ont sillonné la Méditerranée à bord du C-Star pour bloquer les navires transportant des migrants. Julien [2017_15] revendique une mission qui n'est « plus symbolique ». Il s'agit ici d'avoir un impact réel sur la marche des choses, de se substituer à l'État. Par cette action, les Identitaires cherchent concrètement à changer les choses. La campagne de communication qui suit l'action *Defend Europe* dans les Alpes emprunte le même mécanisme, avec le slogan, « Stopper l'immigration, c'est possible ». En cela, l'agit-prop est ici utilisée comme moyen d'avoir un impact sur le monde, à le rendre plus conforme à leurs attentes, *instrumentality*.

Deuxièmement, ces actions constituent un moyen pour les militants d'exprimer leurs idées. À travers elles, ils cherchent à attirer l'attention du public sur des problématiques correspondant à leur vision de la société. Ainsi, Jonathan [2017_10] explique que l'action à Poitiers était « vraiment symbolique. C'était pas choisi au hasard. C'était volontairement provocateur dans le bon sens du terme. Ça visait à interpeller le commun des mortels ». Il revendique la dimension « provocatrice » de l'événement, euphémisant ainsi la réalité symboliquement violente de l'action. La violence est alors instrumentalisée car elle permet

¹⁷⁵³ Nous pouvons voir dans ce terme au choix un langage quasi-militaire, guerrier, de la « mission spéciale » ou bien celui du registre social, de la « mission humanitaire ». Les militants privilégient cette seconde interprétation, arguant que si les bateaux de migrants sont empêchés d'atteindre leur but, les passeurs ne tenteront plus la traversée. La première interprétation est quant à elle majoritaire, tant dans la presse que parmi leurs opposants.

de diffuser leurs idées, d'« interpellier » en l'occurrence l'opinion publique sur « l'islamisation » de l'Europe :

« Par exemple, lorsqu'on a occupé la mosquée à Poitiers, ça, ça a été une action qui vit, parce que clairement derrière le slogan, il y a aussi l'image de l'action, qui... c'est une action non-violente mais qui retrace quelque chose de fort quoi. L'action on voit qu'il y a une véritable injonction. On montre que clairement, il y a un problème, on pose le problème et il faut intervenir. Et dans tout ce qu'on fait, on fait en sorte de dire comment on peut régler tous ces problèmes. » (Steven [2017_14])

Steven [2017_14], à son tour, euphémise la violence de l'action : c'est « non-violent » mais « fort » et « injonctif ». Comme il le souligne, il ne s'agit pas seulement de partager un diagnostic du problème mais également de proposer leurs solutions. La violence symbolique vise donc à diffuser plus largement leurs idées, du diagnostic aux solutions. En cela, elle devient un moyen de diffuser ces idées, *ideology*.

Ces actions vont enfin être un moyen de définir l'identité du groupe et de se sentir appartenir à lui (*identity*), elle va également construire une identité particulière du militant, en le transformant en « héros » ce qui s'avère particulièrement valorisant et constitue une nouvelle rétribution de l'engagement.

En effet, chacune de ces actions permet de désigner un ennemi : l'islamisation pour Poitiers, les migrants à Calais, en Méditerranée et dans les Alpes, la présidence Hollande à Solférino. Cela contribue, par la dynamique *in-group/out-group*¹⁷⁵⁴, à renforcer l'identité du mouvement : en désignant leurs adversaires, les militants disent aussi qui ils sont. Par ailleurs, la violence va contribuer à construire le groupe, en ayant un impact réel sur le recrutement des militants, mais aussi sur la persistance dans la carrière militante. Elle contribue enfin à le souder, à l'unifier. En participant à faire connaître le mouvement, la violence symbolique va provoquer des adhésions. C'est ce qu'explique Tanguy [2017_1] :

[À quel moment est-ce que vous avez eu des gros ralliements ?] [...]

En général c'est des actions GI, genre après Poitiers y'a eu énormément de personnes.

[...]. J'ai vu cet arrivage et une nouvelle génération. [...] Après Calais aussi !

Des militants faisaient partie de ces cohortes, par exemple Charlotte [2017_4], qui raconte sa réaction après avoir suivi l'action des Identitaires à la mosquée de Poitiers :

« [Quand tu as vu l'action tu t'es dit je pourrais m'engager « là » ? Tu t'es pas dit je pourrais m'engager « quelque part » ?]

[...] Oui, parce que en fait, c'est ceux qui faisaient le plus d'actions, c'est eux qui se faisaient le plus remarquer et voilà... [...] C'est plus mouvementé, j'aime bien ça. [...]

En soi quand je me suis engagée à GI c'était pour faire des actions. [...] Moi ce qui m'attirait c'était plus l'aventure, voilà faire des actions, bouger quoi ! »

¹⁷⁵⁴ Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005, p. 9.

Si elle souligne que les Identitaires se font « remarquer » grâce à la violence symbolique, elle insiste sur le fait que ce qui l'intéresse elle, ce sont les « actions », le fait de « bouger ». En rejoignant les Identitaires, en participant à cette organisation « plus mouvementé[e] », elle a le sentiment de rejoindre un groupe qui part à « l'aventure » :

« C'est une occasion de vivre des trucs que tu vivrais pas... que tu vivras pas au FNJ. Des DEP [déplacements], des actions, des vrais trucs quoi, des vrais trucs d'aventuriers un peu... nan mais vraiment vraiment ! Tu vivrais pas un Calais ou un Solférino ou un Poitiers avec des mecs du FNJ ! » (Étienne [2017_5])

« Il y a aucun parti politique qui récupère un bateau pour aller faire un barrage anti-migrants : c'est inouï. Le toit de la mosquée à Poitiers. Ce sont des choses inouïes. Du vécu, que j'aurais jamais vécu ! Ce que j'ai vécu là j'aurais jamais pu le faire ailleurs ! » (Arthur [2017_16])

Tous ces récits font également ressortir la dimension escapistes de l'engagement identitaire, l'escapisme étant défini par Xavier Crettiez comme « le plaisir intense que peuvent retirer des militants politiques à s'engager dans des actions radicales totalement éloignées d'une forme de quotidienneté et assurant à ceux qui s'en prévalent une image de soi grandiose et mythifiée¹⁷⁵⁵ ». Il s'agit bien de s'abstraire du quotidien, de vivre des événements exceptionnels, « inouïs ». Alors qu'Étienne se transforme en « aventurier », Tristan [2017_29] devient un « pirate politique » : l'évasion, et presque le jeu, envahissent le militantisme. Les actions deviennent, comme le marquent ces deux extraits, un moyen de se distinguer des autres groupes. Les Identitaires sont des aventuriers, tandis que les militants des autres partis, même ceux du FNJ, n'en sont pas. Ils ne désignent pas ici des adversaires, mais des concurrents, pourtant c'est de nouveau une dynamique *in-group/out-group* que l'on retrouve. La violence symbolique participe à la stratégie de différenciation vis-à-vis d'autres groupes d'extrême droite et contribue donc à construire l'identité du groupe, à construire l'image du militant identitaire comme « héros politique ».

En plus de définir leur image, « c'est quelque chose qui soude » (Laurent [2017_25]) les militants. Cette idée ressurgit dans le récit de Tanguy [2017_1], qui raconte les coulisses de l'action de Calais :

« Avant l'action, donc on savait pas du tout où on allait, on se réunit à Lille et ensuite le rendez-vous... il est donné sur une aire d'autoroute, à... trois heures de Lille. À deux heures et demi du matin, on se réunit à 120, on était... ouais, 120 sur l'aire d'autoroute, avec distribution de casques, et là le mec nous explique qu'on va à Calais. [...] La scène était complètement surréelle ! Y'avait un lampadaire, et là on a le *brief*, y'a Cédric* qui monte sur un plot et qui commence à expliquer : "*Bon les gars on va à Calais. On va*

¹⁷⁵⁵ Crettiez X., « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, Vol. 66, n°5, 2016, p. 725.

bloquer les ponts, en face de nous on aura tous les mecs de la jungle et tout... ça va être chaud". Y'a personne qui se dit... qui recule ou quoi ! On est tous super contents d'avoir fait confiance quoi ! Et je sais que quand quelqu'un a dit "bon ben voilà y'a une action qui se prépare ça va être à Lille, on peut pas vous en dire plus mais faudra être mobilisés...", là dans la demi-heure qu'a suivi, on a tous mis présents. On était 25 à mettre "présent" à dire "ok on y va c'est bon", sans savoir pour quoi on signait. Ça c'est la confiance et la discipline. Et ça t'en es super fier quoi, quand tu vois tous tes potes, toutes tes connaissances que t'as de l'UDT [Université d'été], que tu retrouves là, que tu te dis tout le monde a répondu à l'appel sans se poser une seule question... »

De ce récit, ressort le sentiment de participer à un événement exceptionnel, aux allures de mission secrète. Cette excitation¹⁷⁵⁶ partagée, ces « scènes surréelles » contribuent à la cohésion du groupe. Dans un second temps, Tanguy explique que les militants se laissent guider par les initiateurs de l'action, parce qu'ils ont « confiance » et qu'ils sont « disciplin[és] ». Ainsi, il met en lumière le courage des militants, répondant « présents » sans plus de questions : ces actions sont ainsi des moments de « réalisation de soi¹⁷⁵⁷ ». Le courage individuel devient, par la confiance placée dans le groupe, une force collective, qui s'incarne dans l'action. Les actions d'agit-prop, parce qu'elles réclament un investissement physique et qu'elles font prendre un risque aux militants (le risque social d'être identifié, le risque judiciaire d'être mis en garde à vue, etc.), constituent des preuves de courage individuel, de confiance en l'organisation, de discipline envers les chefs. En cela, elles construisent la solidarité du groupe.

Sans être elle-même un « moteur », la modalité d'engagement particulière traverse chacun des moteurs classiques de l'engagement militant. Elle constitue ainsi un point commun de l'engagement militant : s'engager autrement, peu importe la rétribution attendue de l'engagement, est un avantage à lui seul. En cela, la modalité d'engagement constitue un critère dans le choix de s'engager chez les Identitaires et pas ailleurs. Cela semble indiquer que la *modalité* de l'engagement, la façon de faire, est devenu un critère dans le fait de rejoindre le mouvement identitaire.

*

Finalement, du point de vue des rétributions du militantisme, le militantisme identitaire répond aux modèles classiques : les trois motifs habituellement identifiés en psychologie

¹⁷⁵⁶ Xavier Crettiez évoque à propos du recours à la violence, la « promesse d'excitation enivrante », une entrée « de la magie – de l'extraordinaire – dans le quotidien » : ici on note que la transgression, la violence symbolique peut suffire à susciter des émotions comparables (V. Crettiez X., *Violence et nationalisme, op. cit.*, p. 91-92).

¹⁷⁵⁷ *Ibid.*, p. 96-99.

sociale (*instrumentality*, *ideology* et *identity*) confirmés par de multiples études sur des groupes très divers¹⁷⁵⁸, y compris sur des militants d'extrême droite¹⁷⁵⁹, sont également vérifiés par notre étude. Comme l'avait souligné Daniel Gaxie¹⁷⁶⁰, derrière ces trois ordres de rétributions, une multitude de micro-rétributions sont perceptibles, qui représentent autant d'incitations à persister dans la carrière. Notons également avec Magali Boumaza¹⁷⁶¹ que le stigmate d'un engagement à l'extrême droite ajoute un coût non négligeable mais participe également à souder les militants : les coûts spécifiques attachés au militantisme identitaire semblent engendrer une « surenchère » dans les rétributions, et notamment une forte énergie déployée par l'organisation pour faire vivre une identité collective au sein du mouvement à travers les divers processus détaillés. Bert Klandermans et Jacquélien van Stekelenburg, insistent sur le fait que les analyses des motifs et rétributions échouent le plus souvent à répondre à la question, « *why are people attracted to one social movement organization rather than another ?* »¹⁷⁶².

Pour notre part, nous défendons l'idée que le motif « identitaire » joue un rôle prépondérant dans ce modèle des motifs de l'engagement au sein du mouvement identitaire, ce qui s'explique par une combinaison de traits qui lui sont propres.

Tout d'abord, c'est un mouvement d'extrême droite. L'identité collective est basée sur la mise en œuvre d'une dynamique *in-group/out-group*, qui distingue le groupe du reste du monde. Cette dynamique est renforcée premièrement par le fait que les militants sont « stigmatisés » en raison des idées du mouvement : socialement, ils sont placés dans un « *out-group* », à la pensée déviante. Retournant ce stigmate, ils vont se reposer sur cet « *out-group* » disqualifiant pour fonder leur « *in-group* ». Cette dynamique est renforcée deuxièmement par le fait que la dialectique *in-group/out-group* est au cœur de leur idéologie : ils entendent constituer un « *in-group* » ethnique, digne de rester sur le territoire français, contre un « *out-group* » qui lui n'en est pas digne. Le « *in-group* » se rassemble aussi sur ce critère « ethnique ». L'identité collective du groupe prolonge, et actualise,

¹⁷⁵⁸De manière conjointe (tous les trois), partiellement conjointe (la plupart du temps deux des trois) ou de manière isolée, selon les études. Simon (1998) a été le premier à proposer un modèle combinant deux motifs (*instrumentality* et *identity*). Klandermans (2004) est le premier à proposer un modèle additif combinant les trois motifs. Comme le montrent les études que nous avons citées, les objets de ces études sont divers : mobilisations d'immigrés, d'agriculteurs, de travailleurs, de syndicats ou encore de personnes âgées, de femmes, de personnes LGBT. La validité de ce modèle sur une diversité d'objets est également ce qui en fonde l'intérêt.

¹⁷⁵⁹Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005, p. 9.

¹⁷⁶⁰Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, Vol. 11, n°1, 2005, p. 162-163.

¹⁷⁶¹Boumaza M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Strasbourg, 2002.

¹⁷⁶²Klandermans B., Van Stekelenburg J., « Individuals in Movements : A social psychology of contention », in : Klandermans B., Roggeband C. (dir.), *Handbook of Social movements across discipline*, Springer 2017, p. 125.

l'identité collective ethnique/nationale. Les militants partagent donc à la fois le stigmate et des caractéristiques de leur identité sociale qu'ils considèrent comme importantes : ils se rassemblent parce qu'ils se ressemblent. Cependant, ces motifs sont communs à tous les mouvements d'extrême droite : quelle est alors la particularité des Identitaires ?

De plus, le mouvement identitaire est un *petit* mouvement. Ce qui apparaît initialement comme un inconvénient (la petitesse) est renversé par le mouvement, jusqu'à devenir un avantage. La petitesse devient alors la preuve de l'élitisme du mouvement. Les rejoindre c'est rejoindre l'aristocratie militante, la première ligne, ce qui contribue à construire une identité collective et individuelle positive. La petitesse favorise l'interconnaissance et renforce donc l'identité collective. La petitesse, en tant qu'elle est – en partie – consécutive au recrutement, va également encourager l'identité collective, en s'assurant que les individus ne sont pas trop éloignés du groupe.

Enfin, c'est un mouvement *radical* dans ses modes d'action : ce qui apparaît là encore initialement comme un inconvénient (la radicalité et ses coûts supplémentaires) devient pour les militants un avantage. La radicalité emporte des effets sur l'identité individuelle. Elle permet aux militants de se construire individuellement en « pirate politique », générant une image positive d'eux-mêmes. De surcroît, elle a des effets surgénérateurs sur l'identité collective : lors des actions, les militants prennent des risques, partagent ces moments intenses où stress, tension et euphorie se succèdent. Cette radicalité des modes d'action est absente dans les autres partis. Pour autant leur radicalité n'est pas celle des groupes ouvertement violents, tels les mouvements qui empruntent la voie de la lutte armée par exemple ¹⁷⁶³, ou les mouvements qui organisent des déferlements momentanés de violence ¹⁷⁶⁴. Leur radicalité est « maîtrisée » : elle consiste plus en un jeu avec les limites légales qu'en un dépassement franc, ce qui permet simultanément de *conserver* la radicalité et d'en *limiter les coûts* ¹⁷⁶⁵. Cette radicalité maîtrisée est donc « distinctive » : elle apparaît comme un motif central pour rejoindre *ce groupe*.

Ainsi, notre étude permet de répondre à la question « pourquoi rejoignent-ils ce mouvement ? », grâce à l'approche processuelle et contextuelle de la carrière, tenant compte des caractéristiques individuelles mais aussi de l'offre organisationnelle. Ce qui produit le choix (et la persistance) de la carrière identitaire est la forte dimension socialisatrice de

¹⁷⁶³ Tels que ceux décrits par Xavier Crettiez, qui font le choix de la violence et de la lutte armée. (V. Crettiez X., *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006.)

¹⁷⁶⁴ Nous pensons par exemple aux Black blocs dont les usages de la violence sont fortement organisés, avec des cibles identifiées.

¹⁷⁶⁵ Isabelle Sommier a évoqué une logique comparable à propos des actions spectaculaires de la CGT. Il ne nous semble pas qu'il y ait d'équivalent parmi les mouvements sociaux d'extrême droite. (V. Sommier I., « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures & Conflits*, n°0910, 1993).

l'organisation, fondée sur le stigmat, sur l'idéologie, sur la petitesse de l'organisation et sa radicalité maîtrisée dans l'action.

Nous l'avons vu, le militantisme identitaire est à la fois particulièrement coûteux, notamment socialement, du fait du stigmat qui y est attaché, ce qui pourrait encourager des défections. Mais, en intégrant les militants dans un « monde à part », en générant un fort attachement au groupe, il est simultanément très coûteux de le quitter. Face à ces injonctions contradictoires, certains militants décident de rester, nous l'avons vu. Mais les mêmes, à un autre moment, décident un jour de partir. Quelles sont les voies possibles après le militantisme identitaire ? Comment se produisent ces défections ? Comment peut-on les expliquer ? Pourquoi quittent-ils les Identitaires ?

Section 3 - Quitter les identitaires : poursuite ou fin du militantisme

En observant les suites de carrières, il est possible d'identifier, deux situations : les sorties qui s'accompagnent d'une fin du militantisme et celles qui s'accompagnent d'une poursuite du militantisme, « ailleurs ». Ces deux cas seront évoqués par la suite. Néanmoins, et comme l'a identifié la littérature¹⁷⁶⁶, s'intéresser à la suite du militantisme revient à se confronter à une difficulté majeure, à savoir la disponibilité des sources. En effet, si les militants se trouvent dans leur environnement politique, il est difficile de (re-)trouver ceux qui sont partis, qu'ils se soient désengagés (sortis et désengagés) ou que leur engagement se soit poursuivi ailleurs (sortis et reconvertis). Cette étude n'échappe pas à ces difficultés inhérentes à l'exercice.

En ce qui concerne les « sortis et désengagés », certains dispositifs permettent de contourner cette difficulté. Il est par exemple possible de multiplier les entretiens avec certains individus pour explorer l'évolution de leur rapport au militantisme à des moments variés de la carrière, jusqu'à leur sortie. Nous n'avons pas mis en œuvre cette première solution pour des raisons essentiellement pratiques, à savoir le manque de temps et surtout le manque de recul historique. Il est également possible de recontacter d'anciens enquêtés qui ont quitté le mouvement. Nous avons recontacté en 2017 les militants que nous avons rencontrés en 2014, mais parmi les 7 nous n'en avons rencontré que 2, Armand [2014_1] et Hortense [2014_7] lors d'entretiens plus informels et non enregistrés, respectivement en février et juillet 2017. Armand lui était « sorti » de l'organisation quand Hortense y était

¹⁷⁶⁶ Fillieule O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

toujours investie. En ce qui concerne les 5 autres, au moins 2 sont également démobilisés mais n'ont jamais répondu à nos sollicitations ; les autres sont toujours engagés mais ont généralement démenagé. Enfin, il est possible d'interroger les militants présents dans l'organisation, soit sur ces individus désengagés pour en recueillir les motifs (de manière indirecte alors), soit pour interroger les motifs qui pourraient les inciter à « sortir ». Ces questions ont été évoquées lors des entretiens.

Pour les « sortis et reconvertis », il est possible de les contacter, puisqu'ils sont engagés ailleurs mais ils ne sont pas nécessairement enclins à nous répondre. Ainsi, l'engagement identitaire se poursuit assez fréquemment dans d'autres organisations d'extrême droite, et encore plus fréquemment au Front national. Ces « ex » identitaires engagés au FN n'ont pas répondu favorablement à nos sollicitations malgré des prises de contact. Philippe Vardon par exemple n'a pas été en mesure de nous proposer de date pour nous rencontrer, que ce soit à Nice ou à Paris, malgré des échanges pendant plusieurs semaines. D'autres ont, soit refusé nos sollicitations, soit n'y ont jamais répondu. Ces stratégies de non-réponse à notre enquête, officiellement consacrée aux organisations identitaires¹⁷⁶⁷, sont également révélatrices du « stigmatisme » que représente un « passé identitaire » au FN. Les « sortis-reconvertis » essaient de faire oublier ce passé militant qui leur colle à la peau et préfèrent ne pas répondre aux sollicitations qui pourraient les rapprocher de nouveau de ce milieu. Là encore, il a donc fallu emprunter des voies détournées. Dans nos entretiens, la question des militants qui ont rejoint le FN, s'y sont reconvertis, a été évoquée et nous avons recueilli (indirectement) les motifs de ces reconversions. Par ailleurs, un militant que nous avons interrogé, François [2017_2] a ensuite rejoint le Front National, ce qu'il nous a appris alors que nous le croisons à un événement des identitaires franciliens en janvier 2018. Cela nous permettra d'analyser les ressorts de cette reconversion.

1. Sortis et désengagés ?

Armand [2014_1] dont nous avons présenté la découverte du mouvement identitaire, à 26 ans, a quitté les Identitaires entre 2014, date de notre premier entretien et 2017. En 2014, il milite déjà depuis 6 ans au sein du Bloc identitaire et se présente comme « le chef » de la fédération francilienne. Il fait partie des individus les plus investis de la fédération, militant très intensément, soulignant qu'il a « deux vies », que le choix de militer est d'abord « un

¹⁷⁶⁷ Une dimension qu'il était difficile (voire impossible) d'atténuer dans ce « petit milieu » après plusieurs mois de terrain... du moins nous n'en avons pas pris le risque.

choix au niveau du temps ». Ce choix engageant a eu des conséquences concrètes pour lui puisqu'il l'a amené à quitter son emploi (officier dans l'armée) pour pouvoir militer pleinement. En 2014, il est cadre dans une grande entreprise française et il a une petite amie, sympathisante du mouvement, sans être elle-même militante. À cette période, le Bloc identitaire est encore un parti politique, qui ne fait qu'entamer son rapprochement avec le Front national. Armand est d'ailleurs candidat sur une liste pour les élections municipales de 2014 dans un arrondissement parisien, conscient cependant de n'être qu'un nom sur une liste, en position non éligible. À l'époque, il envisage clairement le militantisme comme un « devoir », expliquant que « quand on a pris conscience d'un certain nombre de problèmes dans la France actuelle, ne pas s'engager, c'est [...] se résigner et un peu trahir ses idées et ses convictions ».

Pourtant en 2017, Armand n'est plus aussi investi. Il est encore adhérent au mouvement identitaire, et continue à soutenir les Identitaires financièrement, ayant notamment fait des dons à l'antenne parisienne de GI, qui est alors en pleine « levée de fonds » pour financer l'ouverture d'un local. Il n'a plus aucune responsabilité au sein du mouvement, et insiste sur le fait qu'il n'a « plus la motivation pour proposer des choses » (Armand, 2017, Carnet de terrain). Il a également pris une carte d'adhésion au FN, ce qui lui permet d'avoir « des trucs proposés sans trop avoir à se bouger » ce qui « correspond plus à la façon dont il milite aujourd'hui, plus « à la carte » ». Il est désormais, explique-t-il, « moins actif », n'est plus « à l'origine des projets », mais participe « quand il en a l'occasion ». Il faut dire qu'entre-temps, le militantisme au sein du mouvement identitaire a évolué. Avec la fin du Bloc identitaire et sa transformation en *think tank*, le centre de gravité du mouvement s'est déplacé¹⁷⁶⁸, les plus anciens s'occupent désormais davantage de « l'encadrement » moins de l'action. Cependant, pour expliquer son désengagement, ce n'est pas cette évolution¹⁷⁶⁹ qu'Armand évoque. Il me raconte en revanche les changements qui sont intervenus dans sa vie personnelle au cours des dernières années. S'il est toujours cadre dans la même grande entreprise française, il s'est, depuis, marié avec sa petite amie et est devenu papa en 2016, ce qui a fait « évoluer » son militantisme. De son point de vue, il n'y a pas de réelle « sortie » du militantisme puisqu'il considère comme un acte « militant », le fait d'avoir des enfants et de les éduquer, arguant qu'on ne « peut pas se plaindre du

¹⁷⁶⁸ Cf. supra, Chapitre 1.

¹⁷⁶⁹ Qui a pourtant bien menée à une « démobilisation collective » pour reprendre l'expression proposée par Doug McAdam (McAdam D., « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in : Fillieule O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 67-71.)

remplacement sans agir ». En plus de ce militantisme « familial », il continue à participer, comme un sympathisant à quelques grands événements identitaires. Je le recroiserai par exemple, à côté de sa femme et poussant sa fille de 2 ans et demi dans sa poussette, à la marche de la Sainte-Geneviève en janvier 2018. Il n'est cependant plus un militant actif. Comme en miroir, il explique que ce sont désormais « les jeunes [qui] bougent plus », car c'est « plus facile » pour eux. Ils ont d'après lui davantage de temps à consacrer au militantisme et surtout ont « moins à perdre » à la suite d'actions potentiellement répréhensibles. Ainsi, Armand nous explique en négatif que son nouveau statut de père de famille, fait de lui un « vieux » qui ne peut plus « bouger », car les coûts seraient trop élevés.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cet épisode de désengagement. Tout d'abord, nous identifions le rôle, déjà entr'aperçu auparavant, de l'effet « cycle de vie ». L'entrée dans une nouvelle période de sa vie amène à une réévaluation des coûts du militantisme, le temps passé à militer est mis en concurrence avec le temps « familial ». Ici on constate donc cet effet classique de la mise en couple et de la parentalité sur l'engagement. Il y a un désengagement, le militant se retire de la sphère véritablement « activiste » et redevient un simple sympathisant. Cette évolution est généralement présentée comme normale. La période de la nuptialité et de la parentalité est liée dans leur esprit à une forme de retrait du militantisme. L'explication d'Armand montre bien cela, mais surtout, certains militants, comme Jean-Baptiste [2017_3] le voient dans leur propre futur :

« Un jour je vais avoir envie de me caser, de fonder une famille, des choses comme ça donc bah là je mettrai un gros frein [...] Ptêt que du coup je rejoindrai le *think tank* là, "les Identitaires" et que du coup bah j'ferais autre chose... En tout cas, une chose est sûre, c'est que je resterai plus ou moins dans le groupe mais que... voilà, j'ferai plus rien. Il arrivera un jour où j'ferai plus rien. Mais voilà j'pense que c'est surtout pour des raisons personnelles et externes à la politique... »

Il ne s'agit pas (à leur sens !) d'un arrêt ou d'une sortie du militantisme, mais simplement d'une évolution. Comme le dit Clément [2017_7], « on arrête jamais de militer, on le fait sous différentes formes ». Il y a là une dialectique paradoxale à nouveau : on ne « fait plus rien », mais, en même temps, on fait « autre chose » ; on n'est « plus actif » mais encore « dans le groupe ». Ainsi, pour eux, le militantisme ne s'arrête pas, il change et évolue. Il n'y a pas d'abandon du groupe – on y reste quoiqu'il arrive – mais une évolution des rapports au groupe. Il n'y a pas de renoncement aux idées, puisqu'on les met en œuvre concrètement par d'autres moyens. En cela, les militants limitent en quelque sorte le « coût » de la sortie, en y instillant une forme de continuité. Cela mène parfois à des affirmations étranges, par exemple quand élever des enfants devient un geste « identitaire ». Des événements banals

de la vie quotidienne, réalisés par des gens qui ne sont pas « identitaires » deviennent ainsi politiques¹⁷⁷⁰. Plus avant, cette réflexion vient mettre l'accent sur le caractère « intégral » du militantisme identitaire. Il dépasse, à leur sens, la simple sphère de l'action politique, parce qu'il devient peu à peu une part intégrante de leur « être ». Il est finalement possible d'« être » identitaire, sans « agir » identitaire, le « politique » et l'identité collective s'ancrant profondément dans l'identité individuelle des militants et demeurant dans celle des ex-militants¹⁷⁷¹ !

Cependant, cet effet cycle de vie permet d'expliquer pourquoi certains partent mais pas pourquoi certains, dans les mêmes conditions, restent. Il faut alors se tourner vers les évolutions de l'organisation. Dans le cas d'Armand, le désengagement est encore facilité car il est concomitant de changements structurels dans l'organisation. L'évolution du BI vers la forme « *think tank* », le déplacement du centre de gravité du mouvement identitaire, du BI vers GI, à la période où lui-même est tenté de se désengager, rend l'opération moins coûteuse. Ce n'est pas « seulement » Armand qui arrête de militer, mais l'organisation tout entière qui change en profondeur et « abandonne » l'activisme, ou plutôt le déporte sur d'autres, les jeunes. La démobilisation est collective. Cela permet enfin de mettre l'accent sur un dernier point important de ces sorties : elles ne doivent pas mettre en péril l'organisation, ce qui signifie qu'elles s'accompagnent d'une forme de « transmission ». C'est ce que l'on constate dans le cas d'Armand, où les aînés transmettent l'activisme aux plus jeunes, qui « bougent plus » désormais. Cela explique pourquoi Adam [2017_28] et Justine [2017_26] ne peuvent pas se mettre en retrait du militantisme dans leur jeune section, puisqu'ils n'ont personne pour leur suppléer et reprendre le « flambeau » militant. Enfin, cela explique pourquoi Laurent [2017_25] est aussi frustré vis-à-vis d'anciens camarades qui l'ont laissé militer « seul », s'arrêtant sans avoir formé personne d'autre que lui :

« Le seul qui bougeait c'était moi quand je rentrais le week-end, avec la bagnole et compagnie et que je me motivais. Alors, c'est rigolo, mais moi ça m'a fait beaucoup moins rire parce que... les gars avec qui t'as milité, les mecs qui t'ont formé, parce que moi je suis arrivé j'avais 15 ans, j'étais le petit, donc les mecs qui t'ont formé et tout qui s'arrêtent, pour des motifs toujours plus futiles les uns que les autres, parce que t'as une copine, parce que t'as plus de boulot,... en vrai c'est juste que t'as plus envie parce que le militantisme c'était un temps et les mecs en avaient marre et ils mettent sur... ils se donnent toutes les excuses du monde mais c'est juste qu'ils ont plus envie. Et du coup Cannes ça s'est... [...] y'avait plus de jeunes, c'était mort quoi. Ca s'est désagrégé »

¹⁷⁷⁰ Le terrain compte également des anecdotes révélatrices. Ayant appris que j'étais moi-même mère d'une petite fille, un militant avec qui je viens de finir l'interview me lance « Bah tu vois ! Toi aussi t'es identitaire ! ». Face à mon air interloqué, il ajoute : « Bah oui, avoir des enfants et les élever, c'est identitaire ça. Tu vois finalement t'es pas si loin de nous ! »

¹⁷⁷¹ Cf. *infra*, Chapitre 6. Ce rapport au parti existe également à la LCR, comme nous le verrons, à propos de laquelle Florence Johsua évoque un « exit sans rupture » (Johsua F., « Les conditions de (re) production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 25-67).

On voit ici un discours bien plus grinçant que chez les autres militants. Laurent n'est pas du tout compréhensif, il n'a pas d'empathie pour ceux qui se sont « arrêtés » même si les raisons qu'il évoque sont apparemment les mêmes que celles invoquées par Armand [2014_1] par exemple. Il nous semble que ce qui fait la différence fondamentale ici est la situation locale de l'organisation. Lorsque Armand [2014_1] quitte les Identitaires, la fédération parisienne de GI réunit plusieurs dizaines de militants, qui se connaissent depuis plusieurs années et qu'il avait participé à recruter. En revanche, pour Laurent, quand ses aînés le quittent, il se retrouve seul car personne d'autre de sa génération ne militait à leurs côtés. Le reproche ce n'est pas forcément qu'ils aient *arrêté*, mais plutôt qu'ils l'aient *laissé seul*.

Voilà ce que l'on peut dire de ces désengagements. Il est difficile de généraliser davantage à partir de nos cas d'étude, mais cela ouvre la voie à de futures recherches. Il est néanmoins intéressant de noter, d'une part que cela tend à confirmer une dimension « comme les autres » du militantisme identitaire, sensible, comme les autres, à la disponibilité biographique des militants, et d'autre part que les militants font tout pour limiter les coûts de leur départ, en insistant sur un aspect de continuité « malgré tout », « par d'autres moyens » du militantisme et en assurant une poursuite du militantisme, c'est-à-dire en s'assurant que leur départ sera sans effet sur les fédérations locales.

2. Les « trotskistes » du Front national ?

Depuis quelques années, les journalistes s'intéressent aux liens entre les Identitaires et le FN/RN. Certaines reconversions de cadres identitaires ont fait l'objet d'une attention médiatique particulière, comme l'adhésion de Philippe Vardon¹⁷⁷², ou le recrutement en 2014 de plusieurs activistes dans des mairies passées FN¹⁷⁷³. Certains en ont conclu que « les identitaires investissent le Front national¹⁷⁷⁴ », défendant la thèse d'une porosité entre le parti politique et le mouvement identitaire. Comment se produit ce passage des Identitaires au FN ? Pourquoi des militants entrent-ils au FN ? Pour expliquer ce passage du mouvement au parti, nous avons choisi de présenter la carrière de François [2017_2].

1. La reconversion frontiste de François

François grandit dans « une famille de gauche, une famille de profs, tendance III^e République ». Son premier engagement politique date de la campagne de 2007 : séduit par

¹⁷⁷² Voir par exemple : Houchard B., « Imbroglia autour de l'adhésion de Philippe Vardon au Rassemblement bleu marine », *L'Opinion*, 02/10/13 ; Prissette N., « Philippe Vardon, la sulfureuse recrue de Marion Maréchal-Le Pen », *le Journal du Dimanche*, 26/07/15.

¹⁷⁷³ Siraud M., « Les municipalités FN recrutent des identitaires », *Le Figaro*, 12/11/14.

¹⁷⁷⁴ Rof G., Faye O., « Les identitaires investissent le Front national », *Le Monde*, 02/01/17.

« la fermeté » de Nicolas Sarkozy lors des émeutes de 2005, il adhère à l'UMP en 2006. Deux ans plus tard, il quitte le parti, triplement déçu, par le militantisme, la structure partisane et Nicolas Sarkozy :

« Je suis parti de l'UMP pour deux raisons. La première c'est qu'on faisait rien en dehors des élections. La deuxième c'est que j'avais en plus le sentiment que pour progresser il fallait pas être un « homme blanc » en substance. Enfin, ça je sais pas si c'est justifié ou pas mais c'est un peu le sentiment que j'avais à l'époque. [...] La déception a été assez rapide [...] assez vite j'me suis dit « [Sarkozy], c'est le ministère de la parole ». »

François se sent appartenir à un groupe, « l'homme blanc », mis en concurrence au sein de l'UMP avec d'autres catégories, minoritaires. Il utilise d'emblée le critère racial... et renverse le mouvement, pour expliquer en fait qu'il a le sentiment d'être victime, dans le parti, d'une certaine forme de discrimination.

Alors étudiant en science politique, il part un an à l'étranger dans le cadre de son cursus. Cette année universitaire est « une année charnière » : il a « énormément de temps libre » et passe beaucoup de temps sur Internet. Il découvre les sites de la « réacosphère » et évolue « petit à petit du stade 'droite de l'UMP' [...] au stade 'identitaire' ». De retour en France, il s'installe en région parisienne pour son stage de fin d'études. Les Identitaires tiennent alors un local dans le centre de Paris. François hésite à les rejoindre, parce qu'il « assumai[t] pas totalement vis-à-vis de [s]on entourage », et parce qu'il avait une « inquiétude sur la question de l'antisémitisme », sujet important pour lui. Sa première rencontre avec les militants est une « libération [...] de rencontrer des gens qui pensaient comme moi ». Il adhère au groupe et y milite activement, jusqu'à devenir le numéro deux de la fédération, en charge des conférences et formations. En parallèle, il est cadre dans une entreprise, où son engagement n'est pas connu. Il n'évoque jamais ce sujet. Il en va de même dans sa famille, y compris ses parents. François affiche son visage sur les réseaux sociaux et utilise son vrai prénom, ne cachant que son nom de famille derrière un pseudonyme.

Lors de cet entretien, avant la présidentielle de 2017, François évoque le FN de Marine Le Pen, expliquant que « non, [il ne s'est] jamais posé la question » de le rejoindre. François se sent éloigné du FN à deux niveaux : 1) Idéologiquement, François critique le « jacobinisme stato-centré » du FN mais aussi le manque de clarté du FN sur son programme, notamment économique. 2) La distance tient également à la forme partisane, qu'il lie au militantisme : « Militer que pour les élections, ça m'emmerde. Pour moi la politique c'est trop important pour [...] en faire une fois tous les cinq ans quoi ! ». Cette seconde dimension

semble dissuasive : « Moi un parti politique classique, j'ai déjà donné et ça m'a pas plu ! Refaire ça pour Marine Le Pen, ça m'intéresse pas non plus ».

Il explique cependant que les Identitaires sont « obligés de lever le pied à cause des élections », pour ne pas nuire au FN : « On sait que si on dérape, si on fait des conneries, ça va être utilisé par les médias pour faire du mal au Front national. Et ça c'est pas notre but. » Si François n'est pas tenté par un engagement au FN, il ne veut pas lui nuire. Il soutient même qu'il pourrait être amené à y travailler, soulignant qu'il s'en ferait un devoir, si le FN venait à avoir besoin de ses services :

« [Si] Marine Le Pen gagne, on va être sacrément nombreux à devoir aller bosser dans des ministères, dans des cabinets de ministères...

[Tu penses vraiment ?]

[...] Le Front n'a pas les cadres nécessaires pour diriger le pays. Ils seront obligés de prendre tout ce qu'ils pourront trouver et clairement, on a des compétences... Moi par exemple, en termes de *[sa spécialité professionnelle]* je sais [...] qu'il y a une personne dans le milieu qui a mes compétences sur le sujet. [...] Y'a besoin de cadres, y'a besoin d'experts et ça le Front n'en a pas assez. [...] S'ils arrivent au pouvoir ils seront obligés de les prendre là où ils les trouveront ! »

Le discours de François est paradoxal. Le FN ce n'est « pas son truc », ça ne « l'intéresse pas », pire : ça « l'emmerde ». Derrière la critique du FN, transparait le sentiment de lui être redevable, de s'appliquer à ne pas lui nuire, de devoir s'y impliquer si on est appelé. Derrière cette rencontre du FN et des Identitaires que François décrit, il y a quelque chose de presque fortuit : les Frontistes manquent de cadres, les Identitaires sont disponibles, les premiers n'ont pas d'autre choix que d'appeler les seconds, faute d'alternative, les seconds n'ont pas d'autre choix que de répondre favorablement, c'est leur devoir. Ce n'est pas la victoire de Marine Le Pen qui mènera François vers le FN, mais son licenciement, qu'il nous raconte quelques mois plus tard :

Carnet de terrain - Notes du 13 janvier 2018

Je croise François : je lui demande comment il va et comment se passe le militantisme à Paris en ce moment.

« Je milite plus trop à Paris là, vu que j'ai déménagé...

[Ah ouais ?]

Bah ouais... Je me suis fait virer en fait, de mon boulot, parce qu'ils ont appris que j'étais militant.

[Du coup, t'en es où ? Tu fais quoi maintenant ?]

Bah... [il rit] Je vais avoir l'air un peu con, parce que je fais exactement ce que j'avais dit que je ferais jamais quand on avait fait l'entretien : je bosse pour le Front à Marseille.

[T'es collab ?]

Ouais, ouais. Collab du groupe à la région.

[C'est intéressant ?]

Ça me fait un peu chier quand même. Mais ouais c'est intéressant... et puis bon après coller des sticks et tout c'est sympa mais je commençais à en avoir ma claque alors... ça fait une autre façon de militer quoi ! Et faut bien bosser.

[Et t'as été recruté comment ?]

Bah je connaissais quelqu'un et ils avaient besoin de quelqu'un alors ... ça l'a fait tout de suite.

[*Ah bah oui par [un autre ancien militant passé au FN]*]

Ouais exactement ! Bah en fait il partait du groupe et... du coup j'ai pris la suite »

Il attribue son licenciement à la découverte de son engagement politique par son employeur. Assez naturellement, semble-t-il, il est recruté par un autre ancien des Identitaires en tant que collaborateur du groupe FN à la région PACA. Il expose cet aspect circonstanciel, la rencontre entre deux besoins : le sien, qui semble d'abord financier (« faut bien bosser »), et celui du FN. Cette raison semble expliquer à elle seule son passage vers le FN. Les deux autres motifs servent plutôt à justifier son revirement. Il évoque une certaine lassitude : « je commençais à en avoir ma claque », qui sans être totalement absente de ses propos en 2017¹⁷⁷⁵ n'était pas aussi clairement énoncée. Il expose, enfin, la continuité qui existe pour lui entre ses deux engagements. Travailler pour le FN devient ainsi une « autre façon de militer ». Le militantisme identitaire trouverait donc sa suite naturelle dans un engagement, voire un travail salarié, au Front national. En 2017, il expliquait à propos de Philippe Vardon :

« Maintenant, [Philippe Vardon] a une famille à nourrir... Et puis je crois aussi [...] qu'il en a eu marre de distribuer des tracts, de coller des affiches à 3h du matin et de monter sur des toits ! [...] Et puis en plus [...] dans sa démarche y'a le fait de continuer à porter ses idées de la façon la plus efficace qu'il a trouvée. »

Il évoque exactement les mêmes motifs : nécessité financière, lassitude et continuité entre les deux engagements. L'entrée au FN traduirait une entrée dans un nouvel « âge » du militantisme : le militant devenu adulte, qui a des responsabilités (financières ou familiales), qui a vieilli et ne se satisfait plus des activités propres au militantisme identitaire, mais qui veut tout de même « continuer ». Le militantisme au FN serait alors une opération bénéfique à tout point de vue : pour le militant qui peut continuer à s'engager, pour le FN qui comble ses lacunes de cadres formés.

2. Les facteurs de reconversion

Dans la carrière de François, mais également dans les autres cas de reconversion que nous avons pu observer, quatre facteurs se combinent pour créer des conditions favorables à la transition du GI vers le FN.

Tout d'abord, les militants qui rejoignent le FN font tous état d'un fort capital culturel et/ou militant¹⁷⁷⁶. Pour la plupart, ils ont des diplômes supérieurs à bac + 3, c'est-à-dire des

¹⁷⁷⁵ Il avait en effet expliqué qu'il levait un peu le pied pour « s'occuper de [s]a vie privée, un peu sacrifiée ces dernières années ».

¹⁷⁷⁶ Gaxie D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154 ; Matonti F., Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 4-11.

niveaux de formation dépassant la moyenne française pour leur classe d'âge. Ils se disent intéressés par la politique, voire initiés dès l'enfance et ont des engagements préalables dans des structures politiques ou associatives, où ils ont été formés. Ce capital militant, construit sur la formation reçue et l'expérience vécue, se « reconvertit ailleurs en cas d'exit¹⁷⁷⁷ ». Il constitue un accélérateur de carrière au sein du FN et le fait qu'il ait été acquis chez les Identitaires n'apparaît pas comme un inconvénient, les Identitaires ayant la réputation d'être « très bien formés » par rapport aux militants frontistes¹⁷⁷⁸. Il semble en effet qu'il y ait une forte asymétrie entre la formation au FN/FNJ et chez les Identitaires. D'après les témoignages de collaborateurs frontistes (au PUE), de jeunes élus, mais aussi d'après les observations de chercheurs¹⁷⁷⁹, la formation reste un secteur peu investi par le FN. A l'inverse, les Identitaires forment activement les militants, tant sur les idées que les pratiques, notamment communicationnelles (rédaction de communiqués de presse, photographie, création d'affiches, montage vidéo, gestion des réseaux sociaux, etc.). **Les militants disposent ainsi d'un capital convertible dans d'autres organisations, en particulier au FN où cadres et collaborateurs formés font défaut.** Le capital militant est une condition nécessaire, une condition *sine qua non* : plus il est constitué, plus il est facile pour les militants identitaires d'être accueillis au FN.

De plus, **le militant doit être « disponible à la transition »**. Cette « disponibilité » consiste en une étape de la carrière du militant, à laquelle il est prêt à basculer dans un engagement plus institutionnel. Les disponibilités à l'activisme varient dans le temps et modulent l'intensité de l'engagement¹⁷⁸⁰, comme on l'a vu dans le cas des sortis – démobilisés. La disponibilité à la transition provoque une variation dans la modalité de l'engagement, un passage de l'engagement mouvementiste à l'engagement partisan. Ces transitions vers le FN correspondent à un moment assez similaire de la carrière des militants : ils sont engagés chez les Identitaires depuis longtemps et expriment une certaine lassitude envers ce type de militantisme, prenant et exigeant, pour des rétributions essentiellement symboliques ; ils sont conscients que cet engagement ne peut se poursuivre indéfiniment, que leur disponibilité biographique va s'amoinrir et qu'ils ne pourront plus supporter les coûts de l'engagement ; ils n'ont pas envie d'abandonner le militantisme, ce qu'ils vivraient

¹⁷⁷⁷ Matonti F., Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 4-11. Certains travaux soulignent la valorisation du capital militant dans la sphère professionnelle : Champy F., Israël L., « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines*, 1(73), 2009, p. 7-19 ; McAdam D., *Freedom Summer*. Oxford University Press, New York, 1988 ; Tissot S., Gaubert C., Lechien M.-H., *Reconversions militantes*, Limoges, PULIM, 2005.

¹⁷⁷⁸ D'après un jeune conseiller régional FN que nous avons rencontré.

¹⁷⁷⁹ Igounet V., « La formation au Front national (1972 – 2015). Son histoire, ses enjeux et techniques », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national: Sociologie d'un parti politique*, op. cit., p. 269-296.

¹⁷⁸⁰ Comme le souligne Lilian Mathieu (« S'engager dans un parti et/ou dans un mouvement social : tensions et reconversions militantes », in : Luck S., Dechezelle S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 154.)

comme une trahison vis-à-vis de leurs idées, d'autant plus que, « le coût de l'activisme en détermin[ant] le prix¹⁷⁸¹ » un désengagement apparaît comme très couteux. Ces injonctions contradictoires forment une situation paradoxale : le militant veut partir... sans abandonner. C'est la situation paradoxale dans laquelle se trouve François, mais qui se résout finalement quand il perd son emploi. Sa transition est moins coûteuse car plus facilement acceptée par les militants dans ces circonstances quelque peu exceptionnelles. Il ne produit pas de rupture avec l'organisation en rejoignant le FN : il n'est pas réellement parti, il n'a pas « renoncé » à ses idées et ses combats mais leur a simplement donné une nouvelle forme.

De surcroît, et cela recoupe ce que nous disions quand nous évoquions les coûts particuliers du militantisme identitaire, **les militants qui se rapprochent du FN doivent pouvoir être considérés comme suffisamment « respectables »**. Cette qualité ne se comprend qu'à l'aune du processus de « dédiablement » entamé par Marine Le Pen depuis son arrivée dans le parti. Le FN communique activement autour de sa dédiablement¹⁷⁸² et revendique son éloignement vis-à-vis de l'extrême droite radicale. En réponse à cette stratégie, certains groupes antifascistes et certains médias retracent les liens entre cadres/candidats frontistes et organisations d'extrême droite. Comme le souligne Olivier Fillieule « la valeur accordée aux rétributions dans une sphère de vie est aussi liée à la valeur que tous les autres participants et la société tout entière leur accordent¹⁷⁸³ ». Tantôt valorisée, tantôt dépréciée, la valeur du militantisme identitaire n'est pas constante. Être identitaire présente des avantages dans le champ extrême droitier mais constitue un inconvénient dans la sphère professionnelle ou médiatique... et parfois la valeur dans une sphère va influencer sur la valeur dans les autres sphères. En d'autres termes, la « respectabilité » n'est pas absolue mais relative, et il ne faut donc pas qu'un stigmatisme trop important soit publiquement attaché au militant. Il faut, de surcroît, qu'il soit prêt à rompre (formellement) les liens avec les Identitaires. Les militants rencontrés insistent sur ce point : s'ils fréquentent un tel parti au FN depuis plusieurs années, c'est simplement « amical », pas politique. Là encore, il s'agit d'une rupture relative. Des liens peuvent perdurer, mais il ne faut pas qu'ils soient publics. L'enjeu pour le militant qui veut rejoindre le FN est d'être capable de se présenter sous un jour favorable, de présenter des données biographiques « respectables » au sens de l'opinion publique, au sens des médias. Moins l'engagement est public, moins les liens conservés avec

¹⁷⁸¹ Fillieule O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 37-59.

¹⁷⁸² Dézé A., « La « dédiablement ». Une nouvelle stratégie ? » in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir), *Les faux-semblants du Front national*, op. cit., 2015.

¹⁷⁸³ Fillieule O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 37-59.

les militants sont publics, plus la collaboration a de chance de débiter et de se poursuivre¹⁷⁸⁴. Ce facteur apparaît comme particulièrement déterminant.

Enfin, **il faut tenir compte du contexte local**. Nous n'avons pas identifié de configuration locale du rapport de force politique qui encouragerait les relations entre Identitaires et FN. Les relations entretenues entre les élus frontistes du territoire, la fédération FN et la fédération identitaire semblent en revanche déterminantes. Quand les relations sont bonnes, les collaborations sont facilitées, comme les passages de militants d'un groupe à l'autre. En revanche, quand les relations sont inexistantes ou mauvaises, les collaborations sont rares et les échanges également. Cela ne réduit pas à néant les chances des militants d'intégrer le FN, simplement cela implique qu'ils changent de territoire, comme François, militant à Paris devenu collaborateur en PACA. Derrière ce contexte local favorable, derrière ces bonnes relations entre FN et Identitaires au niveau local, il y a en général un cadre frontiste bienveillant à leur égard, qui va jouer le rôle d'intermédiaire. L'exemple le plus évident est celui de Marion Maréchal-Le Pen, qui a notoirement intégré des Identitaires au FN. D'autres cadres ont également endossé ce rôle et, petit à petit, un réseau identitaire se constitue en interne, qui facilite les futurs recrutements. Notons que, sans un contexte organisationnel favorable, ces collaborations ne seraient pas possibles. Comme nous l'avons montré¹⁷⁸⁵, la concurrence qui a pu exister autrefois entre FN et Identitaires s'est transformée en une coexistence pacifique, voire une « complémentarité », cadre favorable à ces transitions.

*

Concernant la suite des carrières, qui se traduit en l'occurrence par une sortie de l'organisation, il nous semble que notre étude souffre d'une aporie majeure qui ne permet guère de tirer des conclusions générales : elle ne permet pas d'approcher la diversité potentielle des cas.

Difficile d'affirmer définitivement, par exemple, que la sortie d'Armand, qui se traduit par le maintien d'un engagement plus distancié, est la seule voie de sortie du militantisme identitaire. Notons cependant que ce désengagement correspond également à ce que les engagés actuels envisagent de faire à l'avenir¹⁷⁸⁶. Peut-être existe-t-il des sorties définitives,

¹⁷⁸⁴ Cela explique également pourquoi ces « ex-identitaires » ne souhaitent pas répondre à une enquête dans le cadre d'une thèse qui porte sur le mouvement identitaire.

¹⁷⁸⁵ Cf. *supra*, Chapitre 1.

¹⁷⁸⁶ Nous reviendrons sur ce point, (cf. *infra*, Chapitre 6).

marquées elles par une véritable rupture avec le militantisme, avec les militants, avec l'organisation, voire avec les idées portées par les Identitaires. Face à ce manque de données, il paraîtrait intéressant de mener des recherches spécifiquement dédiées à l'analyse de ces désengagements, de manière à pouvoir tester ces hypothèses et ainsi conclure sur les modalités et sur les facteurs de ces « sorties et désengagements ». Pour l'heure, notons simplement que ce type de sorties semble influencé, comme dans les autres groupes militants par deux dimensions : la baisse de la disponibilité au militantisme, souvent consécutive à la mise en couple ou à la parentalité, et la nécessité de limiter les coûts du désengagement, notamment en tentant de maintenir les liens amicaux interpersonnels tissés dans ce cadre. De la même façon, nous savons que certains « ex » militants ont parfois rejoint d'autres organisations d'extrême droite, mais aussi de droite. Comment expliquer ces mobilités ? Quels objectifs poursuivent les militants qui s'investissent dans ces groupes ou partis politiques ? Traduisent-elles une véritable rupture avec les Identitaires ? Quelle est la nature des liens conservés avec l'organisation dans le cas contraire ? Si nos données sont plus solides concernant les reconversions vers le FN, nous permettant en particulier de mettre en avant des facteurs explicatifs au niveau individuel ainsi que l'importance de « bonnes relations » inter-organisationnelles, d'autres études sur les suites de carrières identitaires seraient là aussi nécessaires pour analyser la diversité des possibles.

Ce chapitre centré sur les militants, vient compléter l'analyse entamée au début de cette partie sur les adhérents du mouvement identitaire. Face aux faiblesses d'une analyse « macro » de cette « nano » organisation et face aux insuffisances persistantes du prisme localisé, ce chapitre vient clore notre jeu d'échelles en se concentrant sur les individus et en interrogeant les *motifs* selon lesquels et pour lesquels les militants identitaires entrent, restent ou sortent du militantisme. Nous avons constaté qu'à plusieurs points de vue, les carrières identitaires sont des carrières « comme les autres ». Elles s'intègrent en partie aux modèles d'entrées en militance, aux modèles de maintien dans le militantisme et aux modèles explicatifs du désengagement, quoiqu'à chaque étape ses particularités resurgissent. Pourquoi, alors, s'engagent-ils *là* (et pas ailleurs) ? Si les mécanismes qui permettent de comprendre le militantisme sont conformes à ce qui est observé par ailleurs, en particulier dans les dynamiques d'engagement à l'extrême droite, la spécificité des Identitaires existe cependant : nous la percevons à deux niveaux.

Premièrement, le militantisme identitaire apparaît particulier car reposant sur une « communauté » particulièrement soudée, à l'identité collective construite et surtout fortement distinctive. Comme nous l'avons vu, l'offre organisationnelle n'est pas étrangère à ce phénomène. L'organisation joue un rôle fort dans la sélection des militants, selon des logiques qui lui sont propres et qui répondent à des impératifs spécifiques. Elle occupe un rôle important également au regard de la progression dans la carrière militante, de la formation des militants. Son rôle est central enfin dans la création et la perpétuation d'une identité collective forte. Cette première dimension contribue à expliquer les dynamiques de carrières : devenir militant identitaire, c'est ainsi entrer dans une communauté ; le rester, c'est approfondir ses liens avec ceux qui la constituent. « Quitter » cette communauté ne se fait qu'en s'assurant qu'elle perdurera et en maintenant un lien avec elle. De ce point de vue, nous l'avons souligné, le militantisme identitaire partage des traits communs avec d'autres engagements marginaux voire radicaux¹⁷⁸⁷, non seulement un aspect radical mais aussi, parfois, la « petitesse » de l'organisation.

La seconde particularité du militantisme qui ressort de notre analyse repose sur les modalités d'action. D'après les militants, le militantisme identitaire serait particulier, différent des autres, du fait de leur « façon d'agir ». Comme nous l'avons montré, chez certains militants le mode d'action, est présenté comme une rétribution de leur militantisme, qui vient englober simultanément plusieurs motifs d'engagement. Ainsi, la façon de militer devient un avantage comparatif par rapport à d'autres engagements, plus institutionnels ou considérés comme plus « violents ».

¹⁷⁸⁷ Crettiez X., « "High Risk Activism" : Essai sur le processus de radicalisation violente. (seconde partie) », *Pôle Sud*, Vol. 35, n°2, 2011, p. 97-112 ; Crettiez X. « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, Vol. 66, n°5, 2016, p. 709-727 ; Johsua F., *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015 ; Kriegel A., *Les communistes français 1920-1970*, Paris, Éditions du Seuil, 1985 [1968] ; Lacroix I., « "C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre !" ». Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, n°102, 2013, p. 35-61.

CHAPITRE 6 - IDENTITAIRE : DE L'AGIR A L'ÊTRE

Cette approche par les carrières suggère deux pistes que nous souhaitons explorer mieux encore. Premièrement, pour les militants le choix de se mobiliser dans une organisation identitaire (et pas dans une autre organisation) repose en grande partie sur les modalités d'action collective¹⁷⁸⁸. La plupart des militants considèrent, en effet, que leur « agir » les distinguent des autres organisations. Cela conduit à supposer qu'il existerait des modalités d'action proprement identitaires. Le militantisme identitaire est-il, de ce point de vue, véritablement « unique » ? Que « font » les militants identitaires ? Ou plutôt, que « font-ils » que ne font pas les autres militants ? Nous allons donc interroger la spécificité du mouvement du point de vue de ses modalités d'action. Sont-elles *spécifiquement* identitaires ? Deuxièmement, l'appartenance à une communauté « à part », où le stigmatisme est sublimé dans l'entre-soi militant, apparaît comme particulièrement satisfaisante pour eux. Il s'agit d'une rétribution centrale de leur engagement et l'organisation participe à créer ce lien. Cela nous invite à penser le militantisme *au-delà* du militantisme, à interroger ses effets au-delà des pratiques militantes. Quels sont les effets de l'appartenance au groupe sur les individus mobilisés ? Le militantisme produit-il des effets sur les pratiques quotidiennes des individus, au-delà de la sphère proprement politique ? Y a-t-il, comme chez d'autres groupes mobilisés un besoin de se « changer soi-même » pour changer le monde ?

Section 1 – Un « agir » identitaire ?

Comment se mobilisent les militants du mouvement identitaire ? Leur façon d'agir est-elle spécifique ? Et surtout, pourquoi se mobilisent-ils ainsi ? Cette section entend répondre à ces questions en analysant les modes d'action du mouvement identitaire, à travers le prisme classique du « répertoire d'action collective » tillyen.

La notion de « répertoire d'action collective » apparaît dans la littérature en 1977¹⁷⁸⁹ dans la lignée du paradigme de la mobilisation des ressources. Elle se diffuse rapidement et largement, sous la paternité de Tilly, faisant l'objet de critiques¹⁷⁹⁰ et de réaménagements

¹⁷⁸⁸ Un mécanisme déjà identifié par Cécile Péchu à propos des militants de l'association. « Droit au logement » (V. Péchu C., « Les générations militantes à droit au logement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, 2001, p. 73-103).

¹⁷⁸⁹ Tilly C., « Getting It Together in Burgundy, 1675-1975 », *Theory and Society*, n°4, 1977, p. 479-504.

¹⁷⁹⁰ Michel Offerlé propose une synthèse de ces critiques (V. Offerlé M., « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII-XXI siècles) », *Politix*, n°81, 2008, p. 181-202). Notons toutefois que, plus que le concept en lui-même, c'est sa dissolution qui a été le plus pointée du doigt (consécutives à des utilisations larges, manquant parfois de rigueur par rapport aux définitions de Tilly).

conceptuels, de précisions, de redéfinitions¹⁷⁹¹. Le dernier ouvrage, posthume, de Tilly publié en 2008 y est d'ailleurs consacré. Malgré cette production abondante, les usages de la notion manquent parfois de rigueur, ce qui nous invite à en préciser l'usage que nous en ferons. Nous n'en exposerons pas les fondements en détail, exercice déjà réalisé par d'autres chercheurs à plusieurs reprises de façon récente¹⁷⁹². Comme le rappelle Tilly, dès ses origines, le terme de répertoire est métaphorique, « *like troupes of street musicians, those French people drew their claim-making performances from standardized, limited repertoires*¹⁷⁹³ ». Le « répertoire d'action collective¹⁷⁹⁴ » apparaît ainsi comme l'ensemble des moyens dont un groupe dispose pour porter ses revendications, pour se mobiliser dans un contexte donné (historique, spatial, institutionnel), auprès d'un autre groupe. Le principal apport de la notion est de rappeler les contraintes qui s'exercent sur les groupes mobilisés, tout en signifiant leur capacité à innover au sein de celui-ci : pour filer la métaphore musicale, le répertoire constitue un thème qui s'impose aux musiciens mais leur permet également des variations. Sur le plan du langage, par clarté conceptuelle¹⁷⁹⁵, nous distinguerons ici le répertoire et ses modalités. La manifestation – par exemple – sera désignée comme une *modalité* du répertoire d'action, une forme d'action, un registre d'action¹⁷⁹⁶, une « performance¹⁷⁹⁷ » que l'acteur collectif va emprunter pour se mobiliser, le répertoire étant ainsi constitué de l'ensemble des modalités, des formes, etc. Nous reprenons également la proposition d'Olivier Fillieule de baptiser les modalités utilisées communément par un groupe, « répertoire tactique¹⁷⁹⁸ ». L'expression désigne au sein du répertoire d'action collective « général », un sous-ensemble de modalités mobilisées par un groupe en particulier. Il est ainsi possible d'évoquer le « répertoire tactique » des

¹⁷⁹¹ Tilly lui-même a publié de nombreux ouvrages sur ce point, testant sa théorie : Tilly C., « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, n°4, 1984. ; Tilly C., *The Contentious French*. Harvard University Press, Cambridge, 1986 ; Tilly C., « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758–1834 », *Social Science History*, n°17, 1993, p. 253–280.

¹⁷⁹² della Porta D., « Repertoire of contention », in : Snow D. A., della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing, 2013 ; Fillieule O., « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action », in : Fillieule O., Agrikoliansky É., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 77-99 ; Neveu É., « Répertoires d'action », in : Cohen A., Lacroix B., Riutort Ph., *Manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009 ; Offerlé M., « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII-XXI siècles) », *Politix*, n°81, 2008, p. 181-202 ; Péchu C., « Répertoire d'action », Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020, p. 495-502 ; Tarrow S., « Charles Tilly and the practice of contentious politics », *Social movement Studies*, 7 (3), 2008, p. 225-246 ; Traugott M. (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Duke University Press, 1995.

¹⁷⁹³ Tilly C., *Contentious performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008. V. également : Tilly C., Tarrow S., *Contentious politics*, Oxford University Press, 2006.

¹⁷⁹⁴ En anglais, plusieurs termes sont utilisés de manière interchangeable : « Repertoire of action », « Repertoire of contention »

¹⁷⁹⁵ Ainsi, parler du « répertoire d'action d'un groupe » ou du « répertoire d'action de la manifestation » apparaît au mieux comme une extension conceptuelle – qu'il convient alors de signaler - au pire comme une inexactitude.

¹⁷⁹⁶ Sylvie Ollitrault utilise cette expression de « registre » (V. Ollitrault S., « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, volume 17, n°98, 1999).

¹⁷⁹⁷ Tilly C., *Contentious performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

¹⁷⁹⁸ Fillieule O., « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action » in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 82.

agriculteurs ou des enseignants. Nous interrogerons ici l'existence d'un répertoire tactique des Identitaires et celle d'un répertoire tactique de l'extrême droite (distinct ou non).

Schématiquement, les recherches mobilisant le concept de répertoire d'action peuvent être divisées en deux grandes catégories.

Premièrement, dans une perspective macro, les chercheurs vont interroger, à travers des comparaisons temporelles ou spatiales, les déterminants des répertoires d'action. Cela se déploie, d'une part, à travers des comparaisons diachroniques, insistant sur l'évolution dans le temps long du répertoire d'action. Tilly démontre ainsi l'existence de deux répertoires distincts, l'un typique du XVI^e-XVIII^e siècles, l'autre à partir du XIX^e, tout en soulignant des disparités nationales¹⁷⁹⁹ dans le passage du premier au second répertoire. Cette première perspective, après avoir ouvert des débats sur la « datation » de la transition, a fait émerger des interrogations relatives à l'émergence d'un troisième répertoire d'action collective, autour notamment de la question d'une internationalisation des mouvements sociaux¹⁸⁰⁰ et du rôle des nouveaux moyens de communication, en particulier Internet¹⁸⁰¹. D'autre part, ces recherches « macro » ont également donné lieu à des comparaisons entre des répertoires d'action nationaux et contemporains, dans une perspective synchronique donc¹⁸⁰², interrogeant par exemple les effets de la structure des opportunités politiques sur le répertoire d'action national.

Deuxièmement, le concept a été mobilisé dans de nombreuses recherches méso voire micro. Nous n'avons pas la prétention de les recenser toutes mais plutôt de montrer la très grande diversité des objets qu'elles ont cherché à saisir, à partir de deux points d'entrée. Certaines partent d'une modalité du répertoire d'action. D'abord présentée et contextualisée, les auteurs analysent ensuite par qui, comment et pourquoi elle a été mobilisée¹⁸⁰³. Par

¹⁷⁹⁹ Tilly C., « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, 1984, p. 89-108.

¹⁸⁰⁰ Cohen R., Rai S. (dir.) *Global Social Movements*, The Athlone Press Co, Londres, 2000 ; Neveu É., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2002 ; Rucht D., « The Transnationalization of Social Movements: Trends, Causes, Problems » in : della Porta D., Kriesi H., Rucht D. (dir.), *Social Movements in a Globalizing World*, Palgrave Macmillan, London, 1999 ; Siméant J., « Des mouvements nouveaux et globaux. Sur les mouvements sociaux "transnationaux" dans quelques ouvrages récents », communication au congrès de l'AFSP, table ronde « Où en sont les théories de l'action collective ? », Lyon, 14-16 septembre 2005. [Consulté le 10/04/2020] URL : www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/communications/tr1/simeant.pdf ; Siméant J., « La transnationalisation de l'action collective », in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 121-144.

¹⁸⁰¹ Carty V., « Internet and Social movements » in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013 ; Gardner B. « Social media », in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013 ; Granjon F., « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », *Le Mouvement Social*, n°200, 2002, p. 11-32 ; Granjon F., « Mouvements sociaux, espaces publics et usages d'internet », *Pouvoirs*, Vol. 164, n°1, 2018, p. 31-47 ; Tilly C., Tarrow S., *Contentious politics*, Oxford University Press, 2015 [2006], p. 215-233.

¹⁸⁰² Tilly C., *Contentious performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008. V. également : Tilly C., Tarrow S., *Contentious politics*, Oxford University Press, 2006.

¹⁸⁰³ Les ouvrages de la collection « Contester » des Presses de Sciences Po offrent de bonnes illustrations de ces recherches.

exemple, les barricades¹⁸⁰⁴, la grève¹⁸⁰⁵, la manifestation¹⁸⁰⁶, les squats¹⁸⁰⁷, le boycott¹⁸⁰⁸, les occupations¹⁸⁰⁹, la grève de la faim¹⁸¹⁰. D'autres recherches prennent pour point de départ un groupe mobilisé analysant son répertoire tactique. Il peut s'agir d'une association *stricto sensu*, (Droit au Logement¹⁸¹¹, Act Up¹⁸¹², Greenpeace¹⁸¹³, les associations familiales catholiques (AFC)¹⁸¹⁴), d'un mouvement social (groupes écologistes¹⁸¹⁵, mouvements « alter »¹⁸¹⁶, mouvements de gauche¹⁸¹⁷, « mobilisations conservatrices »¹⁸¹⁸, cause basque¹⁸¹⁹), voire d'un parti politique¹⁸²⁰ ou encore de certains groupes professionnels¹⁸²¹. Cette dernière perspective est celle que nous emprunterons. Cet inventaire vient montrer la double richesse de cette notion à travers d'une part sa capacité à saisir des objets variés, et

¹⁸⁰⁴ Traugott, « Barricades as repertoire : continuities and discontinuities in the history of french contention », in Traugott M. (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham and Duke University Press, Londres. ; McCarthy (John. D.) et al., « Media Bias in the Coverage of Washington (D. C.) Demonstrations », *American Sociological Review*, 61, 1999, p. 478-499.

¹⁸⁰⁵ Badie B., *Stratégie de la grève*, Paris, Presses de Sciences Po, 1976 ; Denis J.-M. (dir.), *Le Conflit en grève ? Tendances et perspectives de la conflictualité contemporaine*, Paris, La Dispute, 2005 ; Durand C., Dubois P., *La Grève*, Paris, Presses de Sciences Po, 1975 ; Edwards P. K., Hyman R., « Strikes in Industrial Conflict: Peace in Europe? », in : Hyman R., Ferner A. (dir.), *New Frontiers in European Industrial Relations*, Oxford, Blackwell, 1994, p. 250-280 ; Shorter E., Tilly C., *Strikes in France (1830-1968)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974 ; Treu T., « Regulation of Strikes and the European Social Model », *Transfer*, 8 (4), 2002.

¹⁸⁰⁶ Casquete J., « The Power of Demonstrations », *Social Movement Studies*, 5 (1), 2006, p. 45-60 ; Favre P. (dir.), *La Manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1990 ; Fillieule, Olivier. *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*. Presses de Sciences Po, 1997 ; Fillieule O., Tartakowsky D., *La manifestation*. Presses de Sciences Po, 2013 ; Tartakowsky D. *La manif en éclats*, La Dispute, coll. « Comptoir de la politique », 2004.

¹⁸⁰⁷ Péchu C., *Les squats*, Presses de Sciences Po, « Contester », 2010.

¹⁸⁰⁸ Balsiger P., « La consommation engagée », in : Fillieule O., Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 193-214 ; Dubuisson-Quellier S., *La consommation engagée*, « Contester », Presses de Sciences Po, 2009 ; Micheletti M., *Political Virtue and Shopping. Individuals, Consumerism, and Collective Action*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003 ; Nyström I., Vendramin P., *Le Boycott*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

¹⁸⁰⁹ « Mouvements d'occupation », *Politix*, n°117. (V. en particulier l'introduction : Dechezelles S., Oliver M., « Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer », p. 7-34) ; Nez H., « Les occupations de places, de Tahrir à République », *Participations*, Vol. 25, n°3, 2019, p. 195-208 ; Péniassat É., « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de « réinvention » d'un mode d'action », *Genèses*, Vol. 59, n°2, 2005, p. 71-93.

¹⁸¹⁰ Healy J., « Hunger Strikes Around the World », *Social Studies*, 8 (1), 1984, p. 81-108 ; Lecarpentier D., « Cesser de s'alimenter pour contraindre une autorité : la grève de la faim comme pratique protestataire », *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, 80, 2006, p. 75-92 ; Siméant J., *La grève de la faim*, Presses de Sciences Po, 2009 ; Waismel-Manor I. S., « Striking Differences : Hunger Strikes in Israel and the USA », *Social Movement Studies*, 4 (3), 2005, p. 281-300.

¹⁸¹¹ Péchu C., « Les générations militantes à droit au logement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, 2001, p. 73-103 ; Péchu C., *Droit au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Dalloz, Paris, 2006.

¹⁸¹² Broqua C., Fillieule O., « Act Up ou les raisons de la colère », in : Traïni C., *Émotions... Mobilisation !*, Presses de Sciences Po « Académique », 2009 p. 141-167.

¹⁸¹³ Fréour N., « Le positionnement distancié de Greenpeace », *Revue française de science politique*, Vol. 54, n°3, 2004, p. 421-442.

¹⁸¹⁴ Rétif S., « Ringards, hypocrites et frustrés ? Les militants des associations familiales catholiques face à la réprobation », *Politix*, n°106, 2014, p. 85-108.

¹⁸¹⁵ Ollitrault S., « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique* Vol. 51, n°1, 2001, p. 105-130.

¹⁸¹⁶ della Porta D., « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, n°68, 2004, p. 49-77 ; Dupuis-Déri F., « Penser l'action directe des Black Blocs. », *Politix*, n°68, 2004, p. 79-109 ; Fillieule O., Blanchard P., Agrikoliansky É., Bandler M., Passy F., Sommier I., « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian. », *Politix*, n°68, 2004, p. 13-48

¹⁸¹⁷ Duriez H., « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, n°68, 2004, p. 165-199 ; Karel Y., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militier en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, n°70, 2005, p. 137-167.

¹⁸¹⁸ « Mobilisations conservatrices », *Politix*, n°106, 2014. (V. en particulier l'introduction : Agrikoliansky É., Collovald A., « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ? », p. 7-29).

¹⁸¹⁹ Lacroix I., « "C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre !" ». Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, n°102, 2013, p. 35-61.

¹⁸²⁰ Michel Offerlé parle à ce propos de « répertoires d'action partisans » (Offerlé M., « Partis politiques - fonctionnement », Encyclopédie universalis). Voir : Ait-Aoudia M., « La genèse d'une mobilisation partisane : continuités et politisation du militantisme caritatif et religieux au sein du FIS », *Politix*, n°102, 2013, p. 129-146 ; Lefebvre R., « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de « l'engagement distancié » et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix* n°102, 2013, p. 7-33. Voir également sur les registres des « mouvements parties » : della Porta D, Fernández J, Kouki H, Mosca L, Fernández J, *Movement Parties Against Austerity*, Polity Press, Oxford, 2017.

¹⁸²¹ Collovald A., Mathieu L., « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, n°86, 2009, p. 119-143 ; Milet M., « Après la lutte », *Cultures & Conflits*, n°81-82, 2011 ; Offerlé M., « L'action collective patronale en France, 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Organisation, répertoires et engagements », *Vingtième siècle*, n°114, 2012, p. 83-97 ; Rafin N., « Une cause indéfendable ? La mobilisation des avoués contre la suppression de leur monopole devant les cours d'appel », *Politix*, n°106, 2014, p. 109-133.

d'autre part sa contribution au décloisonnement des approches entre militantisme partisan et mouvementiste, entre politique institutionnelle et non institutionnelle¹⁸²². L'intérêt de notre approche est d'autant plus notable que certains objets restent relativement peu abordés : c'est notamment le cas des partis, mouvements et groupes d'extrême droite.

Dans l'abondante littérature sur les mouvements sociaux les « études sur l'extrême droite et les conservateurs radicaux [...] ne représentent que de rares exceptions insusceptibles de rivaliser face aux bibliographies monumentales qu'il serait possible de réunir sur les mouvements féministes, pacifistes et antinucléaires, antiracistes, de défense des « sans » (papiers, emploi, logement), environnementaux, régionalistes, altermondialistes¹⁸²³ » notent Éric Agrikoliansky et Annie Collovald. Ce constat se transpose sur les registres d'action de ces groupes : la littérature s'est peu penchée sur les registres d'action de l'extrême droite, si ce n'est pour se concentrer sur deux aspects, les comportements électoraux et les actions violentes¹⁸²⁴. Des travaux récents se sont cependant donné pour objectif d'éclairer cette zone d'ombre dans la littérature, à travers notamment plusieurs projets comparatifs : le projet « MERCI » (*Mobilization on Ethnic Relations Citizenship and Immigration*), une étude comparative de l'extrême droite dans 5 pays européens, qui a donné lieu à plusieurs publications en 2005¹⁸²⁵, mobilisant les techniques de *Protest Event Analysis* ; l'ouvrage de Manuela Caiani, Donatella della Porta et Claudius Wagemann publié en 2012, proposant lui aussi une comparaison des registres d'actions de l'extrême droite allemande, italienne et américaine à travers également des données de *Protest Event Analysis* ; un article de Manuela Caiani et Rossella Borri sur les cas espagnols et italiens mobilise lui des données qualitatives issues d'entretiens avec des leaders d'extrême droite dans ces deux pays¹⁸²⁶ ; un ouvrage centré sur une analyse de l'usage d'Internet par ces mouvements a également donné lieu à une comparaison des registres d'action extrême droitier entre les USA et l'Europe¹⁸²⁷. À ces comparaisons qui intègrent un

¹⁸²² Goldstone J. (dir.), *States, Parties, and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003. Voir également : Sawicki F., Siméant J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Vol. 51, n° 1, 2009, p. 97-125 ; Sawicki F., « Partis politiques et mouvements sociaux » in : Dechezelles S., Luck S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes*, PUR, 2011, p. 1-16.

¹⁸²³ Agrikoliansky É., Collovald A., « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ? », *Politix*, n°106, 2014, p. 7-29.

¹⁸²⁴ Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 76.

¹⁸²⁵ Giugni M., Koopmans R., Passy F., Statham P., « Institutional and Discursive Opportunities for Extreme-Right Mobilization in Five Countries », *Mobilization: An International Journal*, 10(1), 2005, p. 145-162 ; Koopmans R. (dir.), *Contested Citizenship - Immigration and Cultural Diversity in Europe*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005.

¹⁸²⁶ Caiani M., Borri R. « The Extreme Right, Violence and Other Action Repertoires: An Empirical Study on Two European Countries », *Perspectives on European Politics and Society*, 2013, p. 562-581.

¹⁸²⁷ Caiani M., Parenti L., *European and American Extreme Right Groups and the Internet*. London, Routledge, 2013, p. 122.

grand nombre de groupes, s'ajoutent des comparaisons plus ciblées, comme la thèse d'Anita Nissen qui se penche sur les répertoires d'action de deux mouvements sociaux européens d'extrême droite, *Fortress Europe* et *Generation identity*¹⁸²⁸ à travers une approche originale de *Protest Event Analysis* (cf. *infra*). Enfin, certaines études de cas portant par exemple sur *l'English Defense League*¹⁸²⁹ (EDL) ou sur *Casapound Italia*¹⁸³⁰ (CPI) viennent compléter ce panorama des études relatives aux répertoires d'action à l'extrême droite. Ayant dressé cet inventaire, on peut regretter deux angles morts dans la littérature : d'une part l'absence de données récentes sur la France (les dernières datant de 2005), d'autre part, l'absence d'études de cas menée sur des groupes français. C'est sur ce second point que notre recherche constitue un apport empirique substantiel, débouchant sur de nouvelles propositions théoriques.

Ces différents travaux apportent cinq enseignements sur les registres d'action de ces groupes.

1) Premièrement, elles soulignent que les groupes d'extrême droite utilisent **une grande diversité de modalités d'action**¹⁸³¹. Face à une littérature qui s'est concentrée jusqu'alors soit sur le vote, soit sur le recours à la violence de ces groupes, Manuela Caiani, Donatella della Porta et Claudius Wagemann distinguent six registres mobilisés par les mouvements d'extrême droite, dans un ordre d'intensité croissante¹⁸³² :

- Les actions conventionnelles [*conventional*] : campagnes électorales, conférences de presse...
- Les actions démonstratives [*demonstrative*] : actions légales visant à réunir un grand nombre d'individus – pétitions, manifestations, marches.
- Les actions expressives [*expressive*] : actions légales visant à renforcer l'identité collective du groupe.
- Les actions de confrontation [*confrontational*] : actions généralement illégales mais non violentes cherchant à provoquer une perturbation.
- La violence symbolique [*light violence*] : actions violentes ou illégales visant à exercer une violence symbolique sur des personnes.
- La violence physique [*heavy violence*] : actions violentes ou illégales visant à exercer une violence physique sur des personnes ou des objets.

¹⁸²⁸ Nissen A., *Europeanization of the far right. A case study of Generation identity and Fortress Europe*, Thèse de science politique déposée à l'Université d'Aalborg (Danemark) sous la direction de Lise Rolandsen Agustin, décembre 2019. *Nous remercions l'auteure de nous avoir communiqué son manuscrit avant sa soutenance ainsi que des données collectées sur Génération identitaire France.*

¹⁸²⁹ Meadowcroft J., Morrow E., « Violence, self-worth, solidarity and stigma: How a dissident, far-right group solves the collective action problem », *Political Studies*, 65(2), 2017, p. 373–390.

¹⁸³⁰ Castelli-Gattinara P., Froio F., « Discourse and Practice of Violence in CasaPound », *IJCV*, Vol. 8 (1), 2014, p. 1-16 ; Froio C., Castelli-Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme-Right Politics*, Routledge, 2020.

¹⁸³¹ Giugni M., Koopmans R., Passy F., Statham P., « Institutional and Discursive Opportunities for Extreme-Right Mobilization in Five Countries », *Mobilization: An International Journal*, Vol. 10, n°1, 2005, p. 156. (Voir notamment le tableau 6).

¹⁸³² Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 79-80.

En reprenant et précisant une typologie des registres d'action proposée initialement à propos de mouvements sociaux extérieurs au champ extrême droitier¹⁸³³, ces recherches portent ainsi un autre regard sur l'objet. Ils viennent souligner que les mouvements d'extrême droite, comme les autres¹⁸³⁴, mobilisent une diversité de registres d'action. Cette variété de registres se retrouve parfois au niveau du répertoire tactique d'un groupe en particulier, tel Casapound, ce qui a mené les auteurs à formuler l'hypothèse que cette hybridation pouvait expliquer la visibilité médiatique du groupe : « *this unconventional mix of agitprop actions, campaigning, and contentious demonstrations contributes to ensure a high-profile media coverage in both the protest and electoral arenas.*¹⁸³⁵ »

2) Deuxièmement, cela permet non seulement de décroiser un « isolat » de la recherche mais également d'en dégager les spécificités¹⁸³⁶. Tout en rendant compte de cette variété des formes d'action, qui tend à les rapprocher des autres mouvements sociaux, les auteurs notent également que la violence reste un dénominateur commun aux groupes de cette tendance¹⁸³⁷ : en cela, **le recours à la violence apparaît constitutif du répertoire tactique de l'extrême droite**. Cet aspect est perceptible dans les cas de l'EDL et de CPI, mais il est plus nuancé dans le cas de GI ce qu'il conviendra d'expliquer. Cette particularité du répertoire tactique semble, de surcroît, liée à la spécificité idéologique de ce « sous-espace » des mouvements sociaux. Caiani, della Porta et Wagemann notent par exemple que « *forms of action tend to be more violent when they target political adversaries (politics) and ethnic minorities/migrants (migration) [...] In particular, within this latter category, heavy violence is especially present when the target is 'foreigners'. This is true in all three countries under analysis*¹⁸³⁸ ». Ainsi les actions violentes sont avant tout dirigées contre leurs adversaires politiques et contre les minorités ethniques, et c'est contre ces derniers que le niveau de violence culmine. L'ethnocentrisme, pilier idéologique de cette famille politique, se traduit dans les actions les plus violentes. Cela correspond à ce que montre Xavier

¹⁸³³ Tarrow S., *Democracy and Disorder : Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

¹⁸³⁴ Manuela Caiani et Rossella Borri insistent sur ce point : « *as it has been stressed for left-wing social movements, extreme right organisations are characterised by a broad and complex repertoire of action strategies and recur to it in their mobilisation* » (V. Caiani M., Borri R. « The Extreme Right, Violence and Other Action Repertoires: An Empirical Study on Two European Countries », *Perspectives on European Politics and Society*, 2013, p. 562-581).

¹⁸³⁵ Froio C., Castelli-Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme-Right Politics*, Routledge, 2020, p. 10.

¹⁸³⁶ Comme nous l'avons souligné, l'extrême droite fait l'objet de recherche mais a, tendanciellement, été étudiée sous des perspectives singulières : c'est en cela que nous parlons d'un « isolat ». Nous défendons l'idée que pour *démontrer cette particularité* ce sont justement les outils usuels qu'il convient d'utiliser.

¹⁸³⁷ Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 209 ; Caiani M., Borri R. « The Extreme Right, Violence and Other Action Repertoires: An Empirical Study on Two European Countries », *Perspectives on European Politics and Society*, 2013, p. 574.

¹⁸³⁸ Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 97 et p. 102. Manuela Caiani précise en 2017 : « Among organizational resources is the role of ideology in current right-wing movements. » (V. Caiani M., « Radical right-wing movements: Who, when, how and why? », *Sociopedia.isa*, 2017, p. 8.)

Crettiez, selon qui le nationalisme (civique, culturel ou ethnique) porte en lui le principe de violence, fondé sur la recherche d'une homogénéité indifférenciée de la nation, une adoration de la patrie, un principe de conquête et d'affirmation d'une supériorité et une rhétorique binaire¹⁸³⁹.

3) Troisièmement, si la violence est « plus propre » à l'extrême droite prise dans son ensemble qu'au reste des mouvements sociaux, les travaux montrent également qu'en son sein, elle est inégalement distribuée. **Plus les groupes sont structurés, moins ils ont recours à des actions violentes et, à l'inverse, quand ils sont peu (voire pas) structurés, la violence est à la fois plus fréquente et plus intense**¹⁸⁴⁰. Ainsi, comme pour l'étude des autres mouvements, il apparaît important de tenir compte des ressources matérielles et symboliques détenues par les groupes (plus ils en possèdent, plus le registre d'action est conventionnel)¹⁸⁴¹, ainsi que de la culture et de l'histoire organisationnelles¹⁸⁴².

4) Quatrièmement, cela invite à tenir compte également d'une dimension importante dans le choix du registre d'action : la dimension relationnelle, les groupes n'étant pas « seul au monde (social) » mais bien intégrés en son sein, en lien avec des opposants, des groupes amis ou rivaux, avec l'État¹⁸⁴³ également. Les auteurs soulignent que **le répertoire tactique se construit relationnellement**¹⁸⁴⁴, à travers ces interactions. Ainsi, les dynamiques d'opposition, voire les actions de confrontation entre les groupes d'extrême droite et de gauche suscitent des « adaptations tactiques réciproques¹⁸⁴⁵ ». Si bien que l'on retrouve chez certains mouvements d'extrême droite, des modalités d'action plutôt typiques de la gauche mouvementiste. CasaPound, par exemple, aurait emprunté à la gauche mouvementiste certaines formes d'action, telle l'occupation de locaux¹⁸⁴⁶.

¹⁸³⁹ Crettiez X., *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006, p. 9-23.

¹⁸⁴⁰ Caiani M., « Radical right-wing movements: Who, when, how and why? », *Sociopedia.isa*, 2017 ; Caiani M., Borri R. « The Extreme Right, Violence and Other Action Repertoires: An Empirical Study on Two European Countries », *Perspectives on European Politics and Society*, 2013 ; Caiani M., Parenti L., *European and American Extreme Right Groups and the Internet*. London, Routledge, 2013 ; Koopmans R., Statham P., Giugni M., Passy F., « The extreme right: Ethnic competition or political space? » in : Koopmans R. (dir.), *Contested Citizenship: Immigration and Cultural Diversity in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 180–204

¹⁸⁴¹ Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 101 ; della Porta D., Diani M., *Social Movements: An Introduction*, Oxford, Blackwell, 2006 ; Giugni M., Koopmans R., Passy F., Statham P., « Institutional and Discursive Opportunities for Extreme-Right Mobilization in Five Countries », *Mobilization: An International Journal*, 10(1), 2005, p. 159 ; McCarthy J. D., Zald M., « Resource mobilization and social movements: A partial theory », *American Journal of Sociology*, 82, 6, 1977, p. 1212–1241.

¹⁸⁴² Froio C., Castelli Gattinara P., « Neo-fascist mobilization in contemporary Italy. Ideology and repertoire of action of CasaPound Italia », *Journal for deradicalization*, n°2, 2015 p. 114.

¹⁸⁴³ Des recherches ont montré qu'un fort niveau de contrainte/de coercition étatiques peut encourager une radicalisation. P. ex. : della Porta D., *Social Movements, Political Violence and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; della Porta D., Reiter H., *Policing Protest: The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minnesota, Minnesota University Press, 1998.

¹⁸⁴⁴ Giugni M., Koopmans R., Passy F., Statham P., « Institutional and Discursive Opportunities for Extreme-Right Mobilization in Five Countries », *Mobilization: An International Journal*, 10(1), 2005, p. 159.

¹⁸⁴⁵ Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 210.

¹⁸⁴⁶ Les auteurs évoquent « its appropriation of part of the action repertoire of left-wing movements ». (V. Froio C., Castelli-Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme-Right Politics*, Routledge, 2020, p. 108.)

5) Cinquièmement, il faut tenir compte du contexte, géographique et temporel, pour expliquer le recours aux registres d'action. En effet, le recours à la violence est géographiquement inégal : par exemple, pour la période contemporaine, aux États-Unis les groupes recourent plus fréquemment à la violence qu'en Italie¹⁸⁴⁷ ; les actions violentes sont également moins nombreuses en France qu'en Allemagne¹⁸⁴⁸. De même Anita Nissen note des disparités entre les registres d'action de Génération identitaire et de *Fortress Europe* selon le lieu où le groupe est implanté : en France, le principal registre mobilisé est « conventionnel », quand dans la plupart des autres états européens, les actions démonstratives sont plus mobilisées¹⁸⁴⁹. Le recours à la violence est également historiquement inégal : au cours des « années de plomb » l'Italie a, par exemple, davantage été le théâtre d'actions violentes que la France, avant que le recours à la violence ne soit progressivement délégitimé et ne s'éteigne¹⁸⁵⁰. De ce fait, **il convient de tenir compte du degré d'ouverture de la structure des opportunités politiques**¹⁸⁵¹ (plus elle est ouverte, plus le registre d'action est conventionnel) ou, du moins, de la perception qu'ont les acteurs du degré d'ouverture¹⁸⁵². En cela, les groupes d'extrême droite apparaissent semblables aux autres mouvements sociaux.

Finalement, sur les registres d'action mobilisés par ces groupes, cinq éléments apparaissent centraux : 1) le répertoire tactique de l'extrême droite est diversifié ; 2) il fait une place à la violence ; 3) il dépend du niveau de structuration du groupe ; 4) il dépend des interactions avec d'autres mouvements ; 5) il dépend du degré d'ouverture de la structure des opportunités politiques.

Qu'en est-il du mouvement identitaire ? Son répertoire d'action est-il diversifié ? Fait-il une place à la violence ? Se construit-il « relationnellement » ?

¹⁸⁴⁷ Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 82-83.

¹⁸⁴⁸ Giugni M., Koopmans R., Passy F., Statham P., « Institutional and Discursive Opportunities for Extreme-Right Mobilization in Five Countries », *Mobilization: An International Journal*, 10(1), 2005, p. 156. (esp. table 3).

¹⁸⁴⁹ Nissen A., *Europeanization of the far right. A case study of Generation identity and Fortress Europe*, Thèse de science politique déposée à l'Université d'Aalborg (danemark) sous la direction de Lise Rolandsen Agustin, décembre 2019.

¹⁸⁵⁰ Sommier I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie.*, Rennes, PUR, 1998.

¹⁸⁵¹ Sur ce concept, voir : Kitschelt H., « Political opportunity structures and political protest: Antinuclear movements in four democracies », *British Journal of Political Science*, 16(1), 1986, p. 58. Pour une synthèse : Neveu É., « Systèmes politiques et configurations d'interdépendance », *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2019, p. 85-98.

¹⁸⁵² Caiani M., Borri R. « The Extreme Right, Violence and Other Action Repertoires: An Empirical Study on Two European Countries », *Perspectives on European Politics and Society*, 2013 ; Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 7-12.

1. Un répertoire tactique diversifié

Comment appréhender le répertoire des Identitaires ? Celui-ci peut être approché par des analyses quantitatives, en particulier par la *protest event analysis*¹⁸⁵³ qui montre néanmoins des limites (1), rendant nécessaire une approche plus compréhensive à partir de données complémentaires tirées des archives et entretiens (2).

1. Les « miroirs déformants » : intérêts et limites d'une approche quantitative du répertoire tactique identitaire

Pour approcher les divers modes d'action, il semble pertinent de construire des données quantitatives sur le répertoire tactique des Identitaires. Nous avons donc construit une base de données à partir des dépêches de l'Agence France Presse (AFP – 2002-2018) mentionnant l'une des organisations identitaires¹⁸⁵⁴. Sur la période 2002 - 2018, nous avons réuni 638 dépêches mentionnant l'une des organisations (graphique 9). Une analyse du contenu des dépêches montre qu'elles ne sont pas toutes centrées sur une *action* du mouvement : certaines ne le mentionnent que pour situer un individu dans l'espace politique, ou bien relationnellement à d'autres actions ou groupes, d'extrême droite ou non¹⁸⁵⁵ ; d'autres encore, nombreuses, proposent un suivi des procès intentés contre les organisations ou contre des individus qui y sont affiliés. Nous avons donc isolé les dépêches qui évoquent directement une action attribuée au mouvement et/ou à des personnes affiliées¹⁸⁵⁶. Cela concerne 291 dépêches entre 2002 et 2018 soit 45,6 % de la base initiale (graphique 9). Nous avons ensuite codé ces dépêches en fonction de la nature et du type d'actions¹⁸⁵⁷ (tableau 16 et graphiques 10, 11 et 12). La répartition des dépêches n'est pas homogène : si en moyenne 17 dépêches de l'AFP sont consacrées aux actions du mouvement identitaires sur la période 2002-2018, le nombre oscille entre 0 (2002) et 56 (2010).

¹⁸⁵³ Alexandre Lambelet en propose la définition suivante : « méthode d'enquête qui renvoie à la constitution de séries plus ou moins homogènes d'événements protestataires sur une période donnée et en un lieu donné, à partir du dépouillement de comptes rendus médiatiques (coupures de presse, bases de données, dépêches d'agences) ou administratifs (archives policières) » (V. Lambelet A., « Analyse événementielle », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009, p. 47).

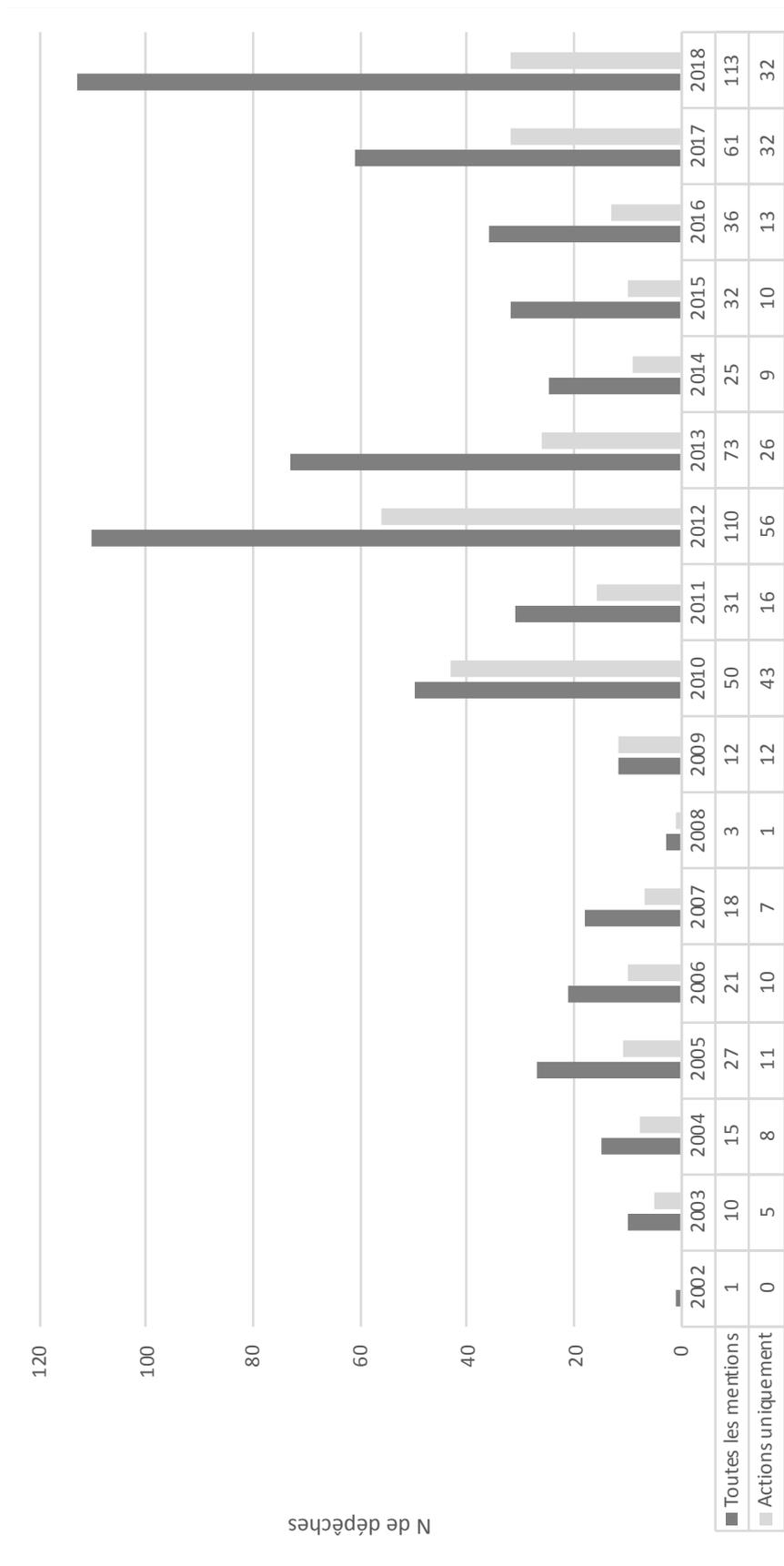
¹⁸⁵⁴ Pour rappel : Jeunesses Identitaires, Une Autre Jeunesse, Génération identitaire, Le Bloc Identitaire, Les Identitaires. Nous avons fait une recherche par mot clef sur Factiva sur la période 2002-2018, puis avons trié manuellement les résultats pour vérifier l'exactitude de la mention (notamment dans le cas de « Une Autre Jeunesse », l'expression pouvant être utilisée sans lien avec le mouvement identitaire).

¹⁸⁵⁵ Par exemple en 2018, de nombreuses dépêches concernant des activistes qui ont aidé des migrants à traverser la frontière franco-italienne, citent également Génération identitaire pour leur action dans les Hautes-Alpes.

¹⁸⁵⁶ Nous avons conservé les dépêches évoquant des réactions d'autres personnes publiques dans les jours qui précèdent (opposition à une manifestation, demande d'interdiction d'un événement...) ou suivent directement (approbation ou critique de l'action menée) une action, celles-ci traitant de l'action. Elles nous apparaissent révélatrices de l'importance prise par l'événement dans l'espace public, de la couverture médiatique dont il bénéficie. Nous avons en revanche écarté les dépêches réalisant le suivi des procès intentés contre les Identitaires, considérant que leur sujet n'était pas l'action en elle-même (répertoriée par ailleurs) mais la sanction de l'action.

¹⁸⁵⁷ Dans le cas où deux types d'actions étaient relayés dans la même dépêche, nous avons comptabilisé cette dépêche dans chacune des deux catégories concernées (ce qui explique que 313 actions soient dénombrées et codées).

Graphique 9- Le mouvement identitaire dans les dépêches AFP (2002-2018)



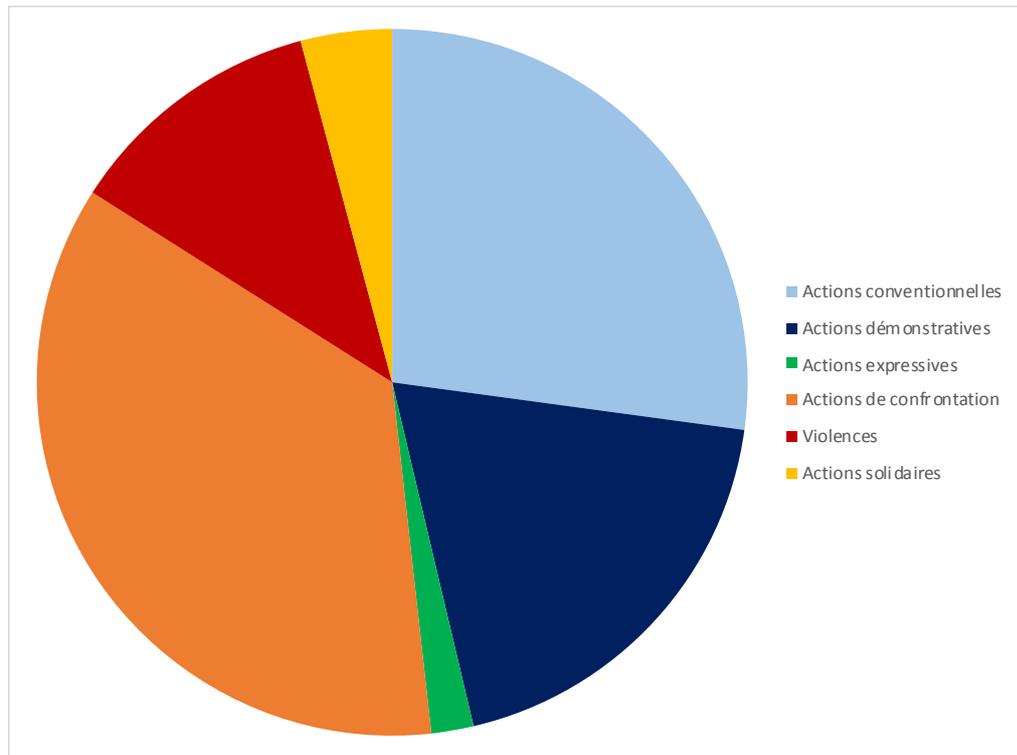
Sources : Données de l'AFP, récoltées sur Factiva. Tri, codage et calculs de l'auteur.

Tableau 16 - Les actions du mouvement identitaire relayées par les dépêches de l'AFP (2002-2018) – Type d'action

Type d'action / Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Actions conventionnelles	4	0	1	1	5	1	10	16	5	21	8	5	2	0	3	3	85
Action en justice							1			3	2					2	8
Communiqué de Presse	1						2	3	1	1	5	3			2	1	19
Conférence de Presse									1		1				1		3
Elections / Forme partisane	1				3		4	4	1	1							14
Lettre ouverte										1							1
Meeting	2		1		1		3	9	1	14		1	2				34
Tractage / Collage / Stickage				1	1	1			1	1		1					6
Actions démonsitratives	0	1	1	1	0	0	1	26	10	4	5	2	2	4	3	0	60
Bannerdrop		1	1	1									1				4
Manifestation							1	26	10	4	5	2	1	4	3		56
Actions expressives	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	3	0	0	6
Fête de l'identité		1								1							2
Maison de l'identité											1			3			4
Actions de confrontation	0	0	3	4	0	0	1	1	1	27	10	2	5	6	26	26	112
Blocage														5		23	28
Contre manifestation			2	4			1			1			1			1	10
Occupation										24	9	1	4		1	2	41
Patrouille											1	1			22		24
Interruption / Perturbation			1					1	1	2				1	3		9
Violences	1	5	2	5	0	1	0	0	5	5	2	1	3	1	0	6	37
Violence physique	1	2	2	5					5	5	2			1		5	28
Violence physique (biens)													2				2
Violence verbale		2				1						1	1			1	6
Violence verbale + Violence physique		1															1
Actions solidaires	0	2	5	0	2	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	13
Distribution de nourriture		2	5		2						4						13
Total	5	9	12	11	7	2	12	43	21	58	30	10	12	14	32	35	313

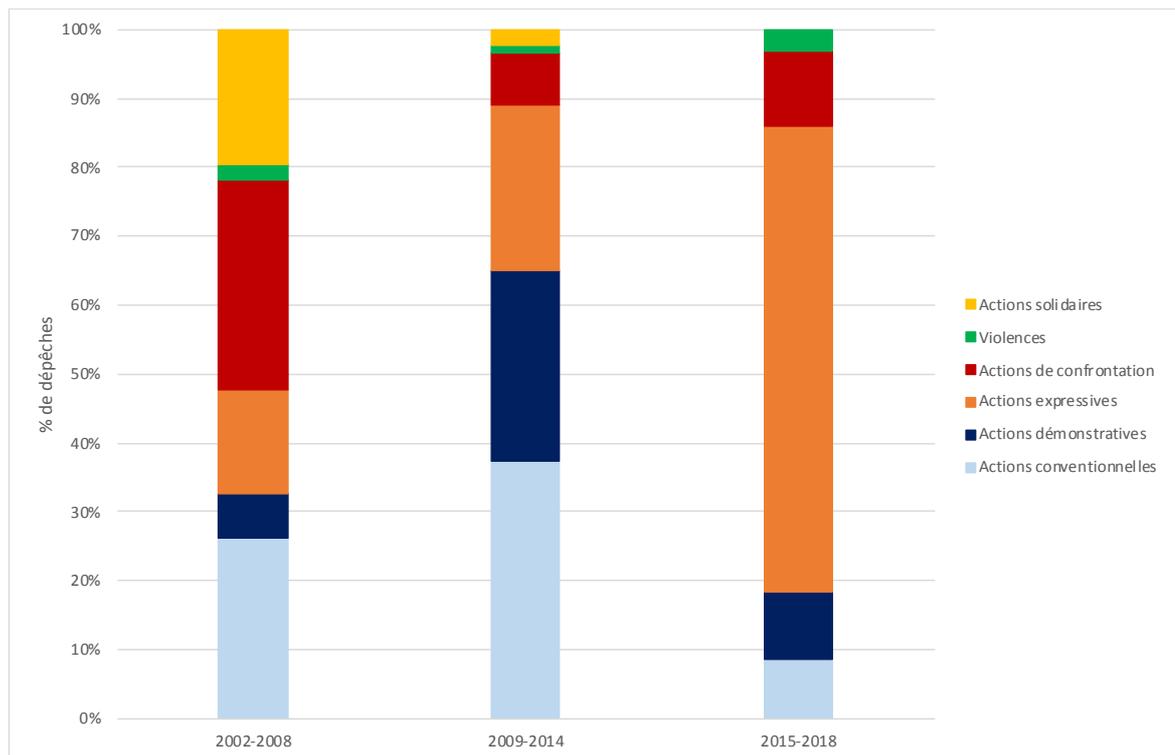
Sources : Données de l'AFP, récoltées sur Factiva. Tri, codage et calculs de l'auteur.

Graphique 10 - Les actions du mouvement identitaire dans l'AFP, par type d'action (2002-2018)



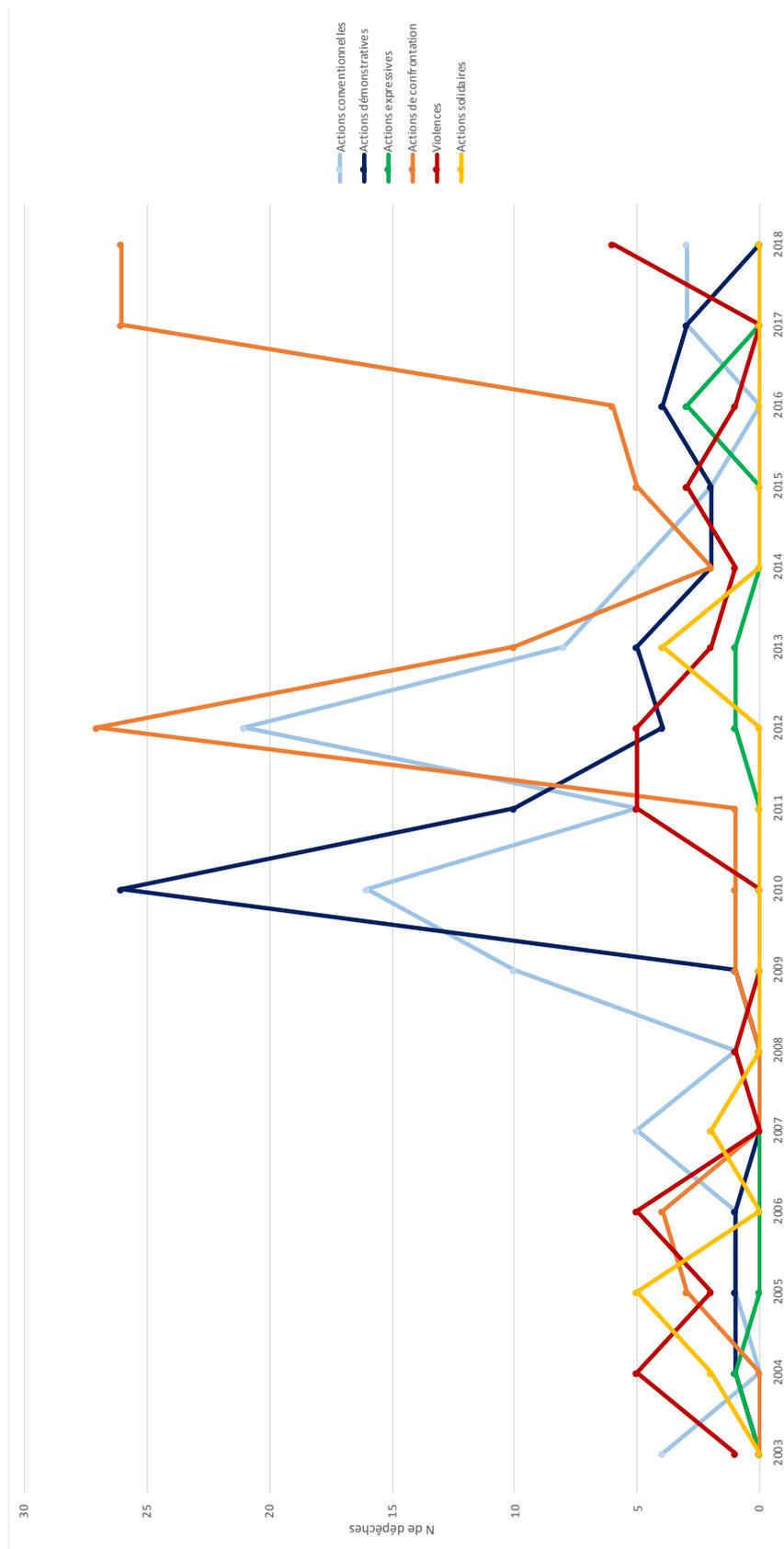
Sources : Données de l'AFP, récoltées sur Factiva. Tri, codage et calculs de l'auteur.

Graphique 11 -Trois périodes du mouvement Identitaire : répertoire tactique en évolution



Sources : Données de l'AFP, récoltées sur Factiva. Tri, codage et calculs de l'auteur.

Graphique 12 - Les actions du mouvement identitaire relayées par les dépêches de l'AFP. Évolution des types d'action (2002-2018)



Sources : Données de l'AFP, récoltées sur Factiva. Tri, codage et calculs de l'auteur.

Que nous apprennent ces données ? Premièrement, elles soutiennent la thèse d'un **registre d'actions diversifié** : sur la période 2002-2018, le mouvement identitaire recourt à toutes les catégories d'action, en ajoutant même une qui n'était pas mentionnée dans la littérature sur l'extrême droite, les actions « solidaires », qui sortent du domaine protestataire. Au-delà de ces catégories larges, le répertoire tactique se déploie sur 20 types d'action de nature variée : de la conférence de presse aux rixes contre d'autres militants, en passant par des dépôts de plainte contre des personnalités publiques, la distribution de repas à des sans-domiciles. La gamme des actions réalisées par les Identitaires et couvertes par l'AFP est donc large.

Deuxièmement, ces données nous permettent de mettre en avant une **évolution du registre tactique des Identitaires** au cours du temps : le graphique 12 montre que le type d'événements relayés varie dans le temps. En regardant chaque type d'action chronologiquement, nous notons que les actions conventionnelles s'intensifient en 2009-2010 et 2012, tandis que les actions démonstratives sont particulièrement présentes en 2011-2012. Les actions de confrontation sont plutôt typiques, elles, de la deuxième décennie (2012-2013 puis 2017-2018). La violence est également variable, baissant entre 2007 et 2010 puis entre 2013 et 2017, tout en étant relativement stable entre ces périodes. Les actions solidaires sont divisées en deux pics, un premier en 2004 -2005 et un second en 2013. Les variations des actions expressives, peu nombreuses, sont moins perceptibles. Ce graphique permet ainsi de distinguer plusieurs périodes (graphique 11) :

- 1) De 2002 à 2008, le mouvement est peu présent dans l'AFP et les types d'actions couvertes sont bien répartis (15 % « confrontation », 20 % « solidaires », 26 % « conventionnelles », 30 % « violence ») ;
- 2) De 2009 à 2014, le volume de dépêches est plus important et les actions couvertes changent de nature, prenant un virage plus conventionnel et démonstratif (65 % cumulées) ;
- 3) De 2015 à 2018, les actions de confrontation occupent plus de 65 % des dépêches, moins de 20 % étant consacrées aux actions conventionnelles et démonstratives.

Nous retrouvons ici les périodes historiques de la vie de l'organisation ¹⁸⁵⁸ : un fonctionnement plutôt mouvementiste, encore largement influencé par la violence au cours de la première période, suivi d'une certaine normalisation au cours de la seconde, jusqu'à l'émergence en 2012 de Génération identitaire et la progressive passation de pouvoir du BI à GI entre 2014-2015 et finalement la réinscription dans le registre mouvementiste à partir

¹⁸⁵⁸ Cf. *supra*, Chapitre 1.

de 2015. L'abandon de la stratégie d'hybridation tactique¹⁸⁵⁹ du BI est ainsi perceptible par ce biais.

Cependant, ces données présentent une limite centrale : elles sont une image de ce que les médias disent que les Identitaires font, et non de ce qu'ils font. Le miroir des dépêches AFP semble déformant : lors de notre période d'enquête, le temps militant nous est apparu comme occupé par des actions essentiellement conventionnelles (notamment les distributions de tracts, affiches ou autocollants) et des actions expressives encourageant l'entre-soi militant. Si cette approche par la presse peut s'avérer pertinente dans certains cas¹⁸⁶⁰, elle peine ici à donner une image fiable des activités du mouvement. Cette dichotomie entre les observations de terrain et l'image déformée issue de l'analyse des dépêches met en lumière le biais de sélection déjà identifié dans la littérature¹⁸⁶¹. La presse tend à diffuser les événements de grande ampleur et/ou violents ainsi que les événements liés à l'agenda médiatique¹⁸⁶². Pour contourner ce biais, Anita Nissen a récolté et codé les données diffusées par l'organisation elle-même :

« This study, however, does not rely on newspaper data, but instead uses the primary sources from the groups themselves [...] I instead mainly made use of the groups' webpages, backed up by the gathered Facebook data, to identify their various events. Using primary sources from the research objects themselves thus provided me with first-hand accounts of both the time leading up to the given event (such as the invited and anticipated participants, the protest issues, the (potential) organizational problems involved), live accounts of the event, and its aftermath. [...] just as newspapers express a certain level of description bias (Hutter 2014b), so do the actors themselves, especially in terms of the actual size of the protest, the level of counter-protesters, plus responses from state authorities. Hence, a group may refer to 'a peaceful protest', for example, which was, in fact, violent, or a 'huge crowd', which only amounted to 50 people in reality, etcetera. In order to counter these biases, plus to fill the gaps for groups, [...] I also relied on secondary sources. This was both collected from national newspapers and reports made by national anti-Fascist and -racist associations¹⁸⁶³. »

L'auteure nous a transmis ses données : elles concernent les actions menées par GI en France entre 2015 et 2017¹⁸⁶⁴ et proposent une image bien différente (tableau 17)¹⁸⁶⁵.

¹⁸⁵⁹ Une hybridation tactique qui s'est poursuivie chez Casapound (V. Froio C., Castelli-Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme-Right Politics*, Routledge, 2020).

¹⁸⁶⁰ Par exemple, pour comparer des groupes militants entre eux ou plus largement pour comparer des tendances politiques entre deux ou plusieurs États, bien que là encore la *protest event analysis* ne soit pas débarassée de ses biais.

¹⁸⁶¹ Hutter S., « Protest Event Analysis and Its Offspring » in: della Porta D. (dir.), *Methodological Practices in Social Movement Research*. Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 335-368.

¹⁸⁶² Bourne A., Chatzopoulou, S., « Europeanization and social movement mobilization during the European sovereign debt crisis: The cases of Spain and Greece », *Recerca: Revista de Pensament i Anàlisi*, 17, 2015, p. 33-60 ; Fillieule O., « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires », in : Favre P. (dir.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, La Découverte, 2007, p. 215-240 ; Koopmans R., Rucht D., « Protest Event Analysis » in : Klandermans B., Staggenborg S. (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, p.231-259.

¹⁸⁶³ Nissen A., *Europeanization of the far right. A case study of Generation identity and Fortress Europe*, Thèse de science politique déposée à l'Université d'Aalborg (danemark) sous la direction de Lise Rolandsen Agustin, décembre 2019, p. 54-55.

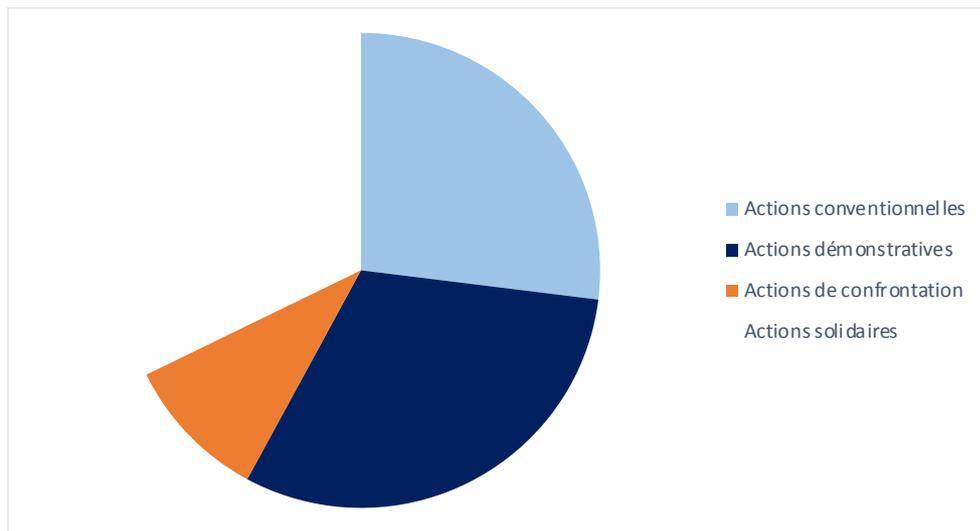
¹⁸⁶⁴ Si l'on peut regretter le manque de profondeur historique pour notre étude, notons que, du fait de la suppression des pages Facebook de Génération identitaire, nous ne pouvions les compléter... Il aurait été idéal de pouvoir remonter jusqu'en 2012 pour pouvoir mener une comparaison temporelle.

¹⁸⁶⁵ Ne sont pas prises en compte par Anita Nissen les actions expressives. Cela n'empêche pas les comparaisons étant donné leur faible nombre dans les dépêches AFP.

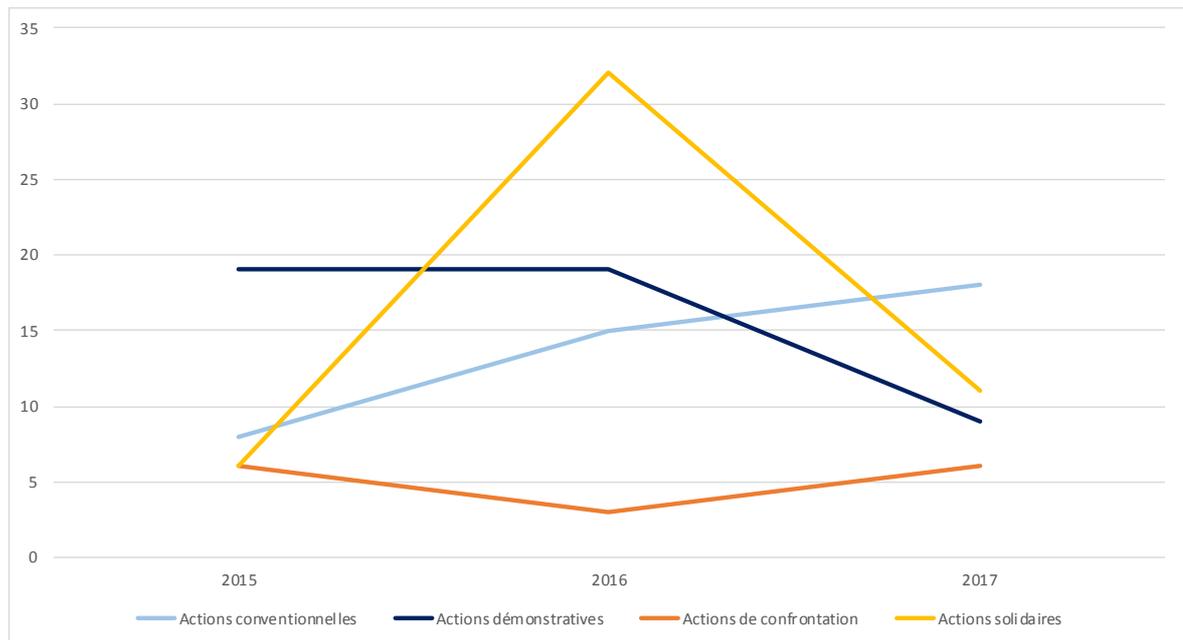
Tableau 17 -Les actions de GI relayées sur les réseaux sociaux (2015-2017) – Type d'action

Type d'action	2015	2016	2017	Total
Actions conventionnelles	8	15	18	41
Actions démonstratives	19	19	9	47
Actions de confrontation	6	3	6	15
Actions solidaires	6	32	11	49
Total	39	69	44	153

Sources : Données collectées et codées par A. Nissen. Nos calculs à partir des données brutes.

Graphique 13 -Les actions de GI relayées sur les réseaux sociaux (2015-2017) – Type d'action


Sources : Données collectées et codées par A. Nissen. Nos calculs à partir des données brutes.

Graphique 14 -Les actions de GI relayées sur leurs réseaux sociaux. Évolution des types d'action (2002-2018)


Sources : Données collectées et codées par A. Nissen. Nos calculs à partir des données brutes.

Ces données confirment la diversité des modes d'actions : 3 des 4 catégories présentées dans la littérature sont mobilisées¹⁸⁶⁶ (tableau 17 et Graphiques 13 et 14). Cependant, les différences avec l'image « AFP » sont perceptibles : la répartition des actions est largement remaniée.

1) Les actions « solidaires », absentes parmi les dépêches AFP sur la période 2015-2018, arrivent en tête dans la communication du mouvement. Cela montre le delta entre ce sur quoi le mouvement communique et ce que l'AFP relaie. En relayant ces actions, GI entend promouvoir une image positive, celle d'une ONG encourageant l'entraide. Cette solidarité est cependant circonscrite à une certaine population, comme nous le verrons. L'absence de couverture par l'AFP pourrait s'expliquer par le fait que ces actions sont généralement de petite ampleur¹⁸⁶⁷ et qu'elles sont essentiellement le fait des groupes locaux et non de l'antenne nationale de GI¹⁸⁶⁸. Enfin, elles sont saisonnières : chaque année les militants relancent cette campagne, déjà couverte par l'AFP en 2013. Cette absence de « nouveauté » de l'action peut peser dans la logique de la couverture médiatique.

2) Les actions démonstratives sont plus présentes dans la communication des militants que dans l'AFP : les militants se font le relais de nombreuses manifestations locales¹⁸⁶⁹, ce qui pourrait expliquer qu'elles soient peu (ou pas) relayées par l'AFP, d'autant plus que le nombre de participants reste limité.

3) Les actions conventionnelles arrivent en troisième position, alors qu'elles sont très peu relayées par l'AFP sur la période 2015-2018.

4) Les actions de confrontation, largement majoritaires dans les dépêches de l'AFP, sont les moins relayées par GI.

5) Aucune action de violence n'est présentée sur les réseaux sociaux identitaires, quand plusieurs dépêches de l'AFP en font mention. Cela semble peu surprenant mais c'est néanmoins révélateur de la volonté du mouvement de taire la violence qui peut exister en son sein : la violence est invisibilisée par le mouvement. Soulignons à ce propos que ces données sont une image de ce que les militants de GI disent qu'ils font : là encore, le miroir est donc déformant.

Cette comparaison entre les données semble finalement indiquer qu'il y a un effet du type d'action sur sa probabilité d'être relayée par l'AFP : plus les actions sont conventionnelles, moins elles sont couvertes ; à l'inverse plus elles sont intenses, plus elles

¹⁸⁶⁶ Nous excluons ici du calcul les actions expressives non prises en compte par Anita Nissen.

¹⁸⁶⁷ D'après les données d'Anita Nissen, 42 événements réunissent un petit groupe, les autres n'étant que des annonces en amont de l'action.

¹⁸⁶⁸ 47 événements sur 49 sont locaux (Anita Nissen, Dataset).

¹⁸⁶⁹ 30 événement sur 47 sont locaux (Anita Nissen, Dataset)

le sont. Nous retrouvons ici un résultat classique de l'analyse de presse mais également un biais la *protest event analysis*, la sélectivité des médias. En effet, la littérature s'accorde sur le fait que les médias couvrent davantage les actions 1) nationales ; 2) de haute intensité ; 3) rassemblant de nombreux participants¹⁸⁷⁰. Pour confirmer cette tendance, nous avons donc croisé les données (tableau 18) : quelles actions partagées par les Identitaires entre 2015 et 2017 ont fait l'objet d'une dépêche de l'AFP ? Ici, le nombre de participants, toujours petit au sens des médias (au maximum quelques centaines de personnes), n'est pas corrélé à la probabilité de faire l'objet d'une couverture médiatique ; le niveau d'action (local/national) n'apparaît pas non plus décisif. En revanche, le type et le mode d'action apparaissent déterminants.

Tableau 18 – Les types d'actions de GI relayées par l'AFP (2015-2017)

Type - et mode - d'action / Dépêche (AFP)	OUI	NON	Total
Actions conventionnelles	0	41	41
<i>Campagne de communication</i>		10	10
<i>Lettre ouverte</i>		1	1
<i>Communiqué de presse</i>		30	30
Actions démonstratives	4	43	47
<i>Bannerdrop</i>	2	12	14
<i>Evenement commémoratif</i>		1	1
<i>Marche commémorative</i>		5	5
<i>Manifestation</i>	2	4	6
<i>Petition</i>		9	9
<i>Procession</i>		1	1
<i>Camping protestataire</i>		1	1
<i>Rassemblement</i>		8	8
<i>Course protestataire</i>		1	1
<i>Veillée</i>		1	1
Actions de confrontation	7	8	15
<i>Occupation</i>	3	3	6
<i>Contre manifestation</i>	1		1
<i>Interruption / Perturbation</i>	1	1	2
<i>Blocage</i>	2	1	3
<i>Patrouille</i>		3	3
Actions solidaires	0	49	49
<i>Aide aux victimes de catastrophe naturelle</i>		1	1
<i>Distribution de nourriture</i>		44	44
<i>Levée de fonds</i>		4	4
Total général	11	141	152

Sources : Données de l'AFP, collectées sur Factiva. Tri, codage et calculs de l'auteure ; données des réseaux sociaux, collectées et codées par A. Nissen. Calculs de l'auteure.

¹⁸⁷⁰ Bourne A., Chatzopoulou, S., « Europeanization and social movement mobilization during the European sovereign debt crisis: The cases of Spain and Greece », *Recerca: Revista de Pensament i Anàlisi*, 17, 2015, p. 33-60 ; Earl J., Martin A., McCarthy J., Soule S., « The Use of Newspaper Data in the Study of Collective Action », *Annual Review of Sociology*, Vol. 30, n°1, 2004, p. 65-80 ; Fillieule O., « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires », in : Favre P. (dir.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, La Découverte, 2007, p. 215-240 ; Hutter S., « Protest Event Analysis and Its Offspring » in: della Porta D. (dir.), *Methodological Practices in Social Movement Research*. Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 335-368 ; Koopmans R., Rucht D., « Protest Event Analysis » in : Klandermans B., Staggenborg S. (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, p.231-259. Une sélectivité également soulignée par les chercheurs en information et communication. V. p. ex : « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le "discours de presse" comme objet de recherche », *Communication*, Vol. 20, n°1, 2000, p. 75-97.

Les événements concernés par les dépêches de l'AFP sont peu nombreux (11/152). Aucune des actions conventionnelles ou solidaires n'a fait l'objet d'une dépêche ; environ un dixième des actions démonstratives et la moitié des actions de confrontation sont en revanche couvertes par l'AFP. Cela semble confirmer que l'intérêt de la presse varie en fonction du type d'actions : plus elles sont intenses, plus elles ont de chance d'être couvertes. Cette relation perdure en analysant les modes d'actions : parmi les actions démonstratives, les seules couvertes par l'AFP sont des manifestations ou des *bannerdrops*, alors qu'aucune pétition n'est concernée. Cette approche nous permet de confirmer des enseignements de la recherche. Premièrement, on remarque avec Caterina Froio et Pietro Castelli que les actions qui mettent en scène une opposition sont plus « rentables » pour les organisations, qui sont « *more likely to get media coverage if they adopt protest strategies and engage in confrontation, whereas conventional forms of political engagement tend to pay off considerably less* ¹⁸⁷¹ ». Deuxièmement, de ce fait, ces organisations peuvent être stratégiquement amenées à réorienter leurs efforts vers certains types d'actions : si les actions de confrontation, notamment les blocages ou occupations, sont davantage relayées, les militants seront potentiellement plus tentés d'en réaliser. Cela pourrait expliquer pourquoi les Identitaires réalisent plus de ces actions après 2014¹⁸⁷² : après de premiers essais en 2012 et 2013 sur le toit de la mosquée de Poitiers et le toit-terrasse du PS, largement relayées dans la presse, les Identitaires persistent dans cette direction. Troisièmement, les Identitaires, dont l'objectif central reste d'influencer l'opinion publique, semblent mettre en œuvre des stratégies pour entrer dans les médias, à l'image de ce que décrivaient Samuel Bouron et Caterina Froio : « certaines organisations réactionnaires apprennent à jouer avec leur image sulfureuse et radicale. Ils mettent en scène des actions spectaculaires qui se trouvent particulièrement ajustées aux médias grand public¹⁸⁷³ ».

Si ces deux approches sont riches, tant du point de vue de la communication de l'organisation, que de l'évolution de la stratégie médiatique du mouvement, ou encore du point de vue des médias, elles s'avèrent également limitées pour deux raisons. Premièrement, les deux prismes (AFP et réseaux sociaux) sont deux miroirs déformants : image déformée de ce que l'AFP dit que le groupe fait, puis image déformée de ce que le groupe accepte de dire qu'il fait. Dans les deux cas, des biais existent : les dépêches sont

¹⁸⁷¹ Castelli Gattinara P., Froio C., « Getting 'right' into the news: grassroots far-right mobilization and media coverage in Italy and France », *Comparative European Politics*, 2018.

¹⁸⁷² Ce sur quoi nous insistons dans la sous-partie suivante car les chiffres disponibles ici sont peu nombreux.

¹⁸⁷³ Bouron S., Froio C., « Entrer en politique par la bande médiatique ? Construction et circulation des cadrages médiatiques du Bloc identitaire et de Casapound Italia », *Questions de communication*, Vol. 33, n°1, 2018, p. 209-229.

orientées par le type de l'action, son importance et son alignement avec l'agenda médiatique ; les publications des militants sur les réseaux sociaux relèvent plus d'un exercice de communication que d'information et ne prétendent pas à l'exhaustivité. Finalement, elles ne permettent pas d'avoir une image claire de ce que font effectivement les militants, ni de comment ils utilisent le temps militant : quelles sont les activités qu'ils privilégient ? Celles-ci sont-elles stables dans le temps ou varient-elles ? Si oui, en fonction de quoi ? Voilà un premier set de questions qui restent ouvertes.

Deuxièmement, ces approches ne permettent pas d'accéder aux motifs qui poussent les acteurs à recourir à telle ou telle modalité d'action, à l'intégrer durablement ou non à leur répertoire tactique. Elles ne permettent pas de comprendre les objectifs que les militants assignent à chaque modalité d'action. Finalement elles laissent ouvertes un second set de questions : pourquoi recourent-ils à ces modes d'action en particulier ? Pourquoi les modes d'actions mobilisés évoluent-ils avec le temps ? Quels objectifs correspondent à chacun des modes d'action ?

Pour répondre à ces questions, il est donc nécessaire de se tourner vers une analyse plus qualitative du répertoire tactique, qui passe par des illustrations de ces actions et par l'analyse de ce que les militants en disent.

2. Un registre tactique « total » : de la diversité des moyens à la diversité des fins

Le répertoire tactique du mouvement identitaire se décline donc en une diversité de modalités d'action. Quelle place occupe chacune dans le temps militant ? Cette répartition est-elle stable ou évolue-t-elle ? Comment expliquer cette répartition et ces variations ? Quels sont les objectifs de ce répertoire tactique ? Pour répondre à ces questions, nous faisons discuter la grille d'analyse présentée et les actions de GI, conventionnelles (2.1), expressives (2.2), démonstratives (2.3), de confrontation (2.4) et solidaires (2.5).

2.1. Le « *business as usual* » militant

Le répertoire tactique inclut des actions conventionnelles¹⁸⁷⁴. Ces actions occupent l'essentiel du temps militant mais n'ont pas mobilisé l'attention de la recherche. Elles sont rarement évoquées à propos des groupes d'extrême droite. Pourtant ces actions représentent bien le *business as usual* du militantisme identitaire. Elles ne sont pas particulièrement visibles mais endossent plusieurs objectifs : se faire connaître « à l'extérieur », mais aussi

¹⁸⁷⁴ Nous n'évoquerons pas ici la participation électorale des militants identitaires, déjà vue (*cf. supra*, Chapitre 1). Rappelons simplement que celle-ci, si elle a été ponctuellement plus intense, est toujours restée secondaire et s'est définitivement arrêtée en 2014 (après les élections municipales où une liste *Nissa Rebella* était présente dans la ville de Nice).

assurer la continuité du militantisme entre des périodes militantes plus intenses, plus visibles¹⁸⁷⁵. Elles constituent en cela, la base de l'action militante de l'organisation. Plusieurs modes d'actions se distinguent.

Premièrement, les militants des différentes fédérations procèdent à la distribution de tracts (dans la rue - tractage ou dans les boîtes aux lettres - boitage), à des collages d'affiches ou de stickers (stickage) : autant d'actions à destination du « public » qui correspondent à ce que font les militants des partis politiques en période électorale. L'objectif est de faire connaître l'organisation, ses idées, éventuellement d'initier des conversations avec des passants voire de susciter des adhésions, comme l'explique Jean [2017_6], qui assimile ces actions à du « démarchage » :

« Et après pour ce qui est des collages et cetera, bon ça c'est quelque chose que, de temps en temps, il faut s'imposer hein. [...] C'est des choses qui sont importantes, qui sont importantes parce que par exemple [lors d'un rendez-vous de nouveau] le mec m'a dit « bah j'suis passé pendant 3 mois devant vos affiches en allant au boulot et un jour j'me suis dit... Bah je vais aller les voir ». Donc, c'est un travail qu'est pas inutile, euh... c'est un travail qui montre à plein de gens qui sont pas forcément sur les réseaux sociaux, qu'on existe. Le mec qui voit Génération identitaire sur un poteau, sur un autocollant, il va regarder ça, il va faire « ouais, j'sais pas trop ce que c'est, le message a l'air sympa ». Il tape sur son téléphone, il tombe sur le site internet, il va se dire « ah ouais, c'est intéressant ». Après j'dis pas qu'il va nous rejoindre le lendemain *et cetera* mais c'est un travail de fond qu'il faut faire régulièrement. Les tractages ça marche encore mieux parce que là les gens ils voient un visage. [...] Quand on leur tend un tract avec un grand sourire, ben... ils le prennent le tract et puis des fois ils sont surpris, on les voit genre, ils buggent quoi [...] C'est des choses qui font... Ouais. Voilà. C'est ça le militantisme ! [...] Voilà, faut faire ce travail de démarchage ! »

Dans toutes les fédérations, ces actions constituent la « base » (Guillaume [2017_23]) du militantisme : « les tâches militantes de base » (Laurent 2017_25), le « militantisme normal » (Antoine [2017_24]), le « militantisme quotidien » (François [2017_2]), les « actions du quotidien » (Steven [2017_14]), les « actions tout au long de l'année » (Gaëtan [2017_8]). Elles sont aussi décrites comme des actions « de rue » (Nathan 2014_6) ou « de terrain » (Étienne [2017_5]). Apparemment peu valorisantes, puisqu'il faut « se les imposer » (Jean [2017_6]), ces actions sont source d'une certaine fierté, les militants revendiquant que « la rue est [leur] première permanence¹⁸⁷⁶ » (illustration 39). Par ces

¹⁸⁷⁵ De manière révélatrice, à plusieurs reprises au cours de mon terrain et de mes recherches, des proches ou collègues m'ont demandé si les Identitaires avaient disparu car « on n'entendait plus parler d'eux » - dans la presse notamment. Ce fut par exemple le cas en 2016/2017. À cette période, les militants avaient « disparu » de la presse, en effet, mais ils avaient une activité locale comparable aux autres périodes poursuivant leurs actions conventionnelles. Cette anecdote permet d'insister sur le fait qu'il est difficile d'évaluer la vivacité de ces petits groupes à travers leur seule présence dans la presse.

¹⁸⁷⁶ Une idée que l'on trouve dans Contre-culture (Ph. Vardon) et plus largement qui sert de légende et/ou de mot d'ordre pour toutes les actions de rue. – Autre forme : « Notre première permanence, c'est la rue »

actions, ils occupent l'espace public à travers des signes visibles pour montrer leur présence. Les lieux choisis montrent bien le public visé : ils ciblent les lycées et universités allant jusqu'à tracter dans les amphithéâtres (illustration 40) voire « boiter » dans les résidences universitaires.

Illustration 39 – « Notre première permanence, c'est la rue »



Source : Tweet d'un militant francilien de Génération Identitaire [Consulté et archivé le 10/06/2018].

Illustration 40 - Tractage du mouvement identitaire dans un amphithéâtre (Toulouse)



Source : Copie d'écran du compte Facebook des Identitaires toulousains.

Ces activités ont un fort poids symbolique, repérables à trois niveaux : 1) tous les militants, des plus inexpérimentés aux plus aguerris doivent y participer (Arthur [2017_16] : « Même le président de Génération identitaire, tu vas le voir sur des collages, des tractages ! ») ; 2) elles servent de « jauge » pour évaluer l'investissement individuel¹⁸⁷⁷ ; 3) elles servent de jauge pour évaluer l'investissement des fédérations, qui ont chacune des objectifs à remplir¹⁸⁷⁸. Cette modalité d'action est donc particulière parce qu'elle est la plus fréquente et parce qu'elle est commune à tous les militants à travers la France. Comme chez les militants des MJS et JP, décrits par Lucie Bargel, ces activités de terrain permettent également une socialisation militante¹⁸⁷⁹.

¹⁸⁷⁷ Pour le groupe, un militant est « actif » s'il participe à au moins une action « de base » par semaine.

¹⁸⁷⁸ Les cadres établissent « des objectifs par fédération, avec un bilan qui est envoyé tous les mois. [...] Chacun à son échelle, en fonction du profil de la fédération, y'a des objectifs SMART, comme dans une entreprise... » (Jonathan, [2017_10]).

¹⁸⁷⁹ Bargel L., « Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis », *Sociologie*, Vol. 5, n°2, 2014, p. 171-187.

Deuxièmement, les Identitaires vont également mener des actions conventionnelles à destination des médias. Les militants utilisent, par exemple, les communiqués de presse pour diffuser des informations. Entre octobre 2012 et décembre 2017, 107 communiqués de presse ont été diffusés par GI à des fins variées : pour réagir « officiellement » à des événements d'actualité, pour promouvoir leurs propres actions, pour actualiser les procédures judiciaires en cours, pour partager des lettres ouvertes à des dirigeants politiques, pour dénoncer des « attaques » de leurs opposants politiques. Ils ont donc recours, intensément, à une modalité classique dans le champ politique. De la même façon, ils organisent ponctuellement des conférences de presse, par exemple à l'issue de l'action *Defend Europe* en Méditerranée. Enfin, d'après les témoignages de certains militants, les médias sont régulièrement prévenus des actions et un militant est désigné pour répondre à leurs questions et leur fournir des informations. Par exemple, lors de l'action de Poitiers (2012), Violette [2014] nous explique qu'elle « n'était pas sur le toit » car elle avait pris en charge « tout ce qu'il y avait en amont » : « J'avais fait toute la communication, c'était moi qui faisais le contact avec les journalistes, qui les avait réveillés à 5h du matin ». En cela, comme d'autres organisations politiques, les militants de GI entretiennent des contacts avec la presse, en les prévenant en amont, en diffusant des communiqués *a posteriori* et en se rendant disponibles pour répondre à leurs questions.

Malgré une prise de distance avec les élections, les Identitaires n'ont donc pas abandonné des modalités conventionnelles d'action politique, que l'on retrouve par ailleurs dans l'ensemble des partis politiques et des mouvements de jeunesse¹⁸⁸⁰. S'ils ne font plus de campagne électorale, ils continuent cependant à mobiliser des moyens d'actions conventionnels pour agir politiquement : tractage, collage, stickage, communiqué de presse, conférence de presse.

¹⁸⁸⁰ Les liens avec la presse et les médias sont également entretenus par les partis politiques – et perceptible par ailleurs par la professionnalisation (les partis se dotant de chargés de communication, de responsable des relations publiques ou presses, etc.). Voir : Riutort P., *Sociologie de la communication politique*, Paris, La Découverte, 2020, p. 55-82, notamment le chapitre 3. Les tractages / collages / affichages font partie du répertoire militant usuel, évoqué donc à propos des partis politiques et d'autres organisations militantes. Daniel Bizeul les évoque à propos du FN (Bizeul D., *Avec ceux du FN: Un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003). Rémi Lefebvre souligne l'attachement des militants du PS à ces pratiques, qui perdurent malgré le recours à de nouveaux modes d'action (Lefebvre R., « La modernisation du porte-à-porte au Parti socialiste. Réinvention d'un répertoire de campagne et inerties militantes », *Politix*, Vol. 113, n°1, 2016, p. 91-115 ; Talpin J., Belkacem R. « Frapper aux portes pour gagner les élections ? Ethnographie de la campagne présidentielle socialiste dans deux villes du Nord de la France », *Politix*, Vol. 105, n°1, 2014, p. 185-211). Idem au PCF, où Lucie Fougeron souligne l'affichage sur « tous les murs de France » (Fougeron L. « Les affiches du Parti communiste français. Créations d'un fonds d'archives », *Sociétés & Représentations*, Vol. 12, n°2, 2001, p. 321-325). Lucie Bargel et Anne-Sophie Petitfils les évoquent à propos des mouvements de jeunesse (Bargel L., Petitfils A.-S., « "Militants et populaires !" une organisation de jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques », *Revue française de science politique*, Vol. 59, n°1, 2009, p. 51-75. ; Bargel L., « Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis », *Sociologie*, Vol. 5, n°2, 2014, p. 171-187). C'est également le cas dans les mouvements syndicaux (Berthonneau C., Sommier I., « L'espace de la représentation syndicale », Fillieule O., Sommier I. (dir.), *Marseille années 68*, Presses de Sciences Po, 2018, p. 145-230).

2.2. Des actions « pour-soi » et « entre-soi »

Une autre modalité d'action qui reste commune à tous les groupes militants sont les actions dites expressives, c'est-à-dire celles qui ont pour objectif de souder la communauté, de renforcer l'identité collective du groupe. Si certaines actions peuvent avoir cet effet de manière corollaire¹⁸⁸¹, d'autres que nous allons présenter prennent cela en objectif principal. Ces actions n'ont pas le même objectif que celle que nous venons de présenter : il ne s'agit pas ici de se faire connaître « de l'extérieur » mais de renforcer les liens « à l'intérieur ». Elles visent à renforcer l'identité collective et la cohésion du groupe. Elles s'adressent à un *inner circle*, de militants et de sympathisants, et participent à dire et - de manière performative - à forger, l'identité du groupe. D'autres groupes de la mouvance extrême droite ont également recours à ce type d'actions¹⁸⁸². Les activités proposées par GI sont nombreuses, nous en proposerons des illustrations.

Un premier exemple, le plus emblématique, est l'Université d'été du mouvement, organisée dès 2002, qui mêle « formation » et « cohésion », comme nous l'avons vu. Ces actions expressives se poursuivent tout au long de l'année à travers les diverses formations : conférences thématiques (politiques, philosophie, religion), cercle de lecture, formations pratiques ou sportives. Quel que soit leur type, elles sont ouvertes soit aux seuls militants, auquel cas la communication sera assurée en interne, soit aux militants et sympathisants, auquel cas l'information sera diffusée plus largement. Pour montrer la diversité de ces formations, nous en avons réuni quelques exemples (illustration 41¹⁸⁸³). La formation interne chez les Identitaires est une constante historique du collectif, elle apparaît à la fois fréquente et diversifiée (idéologique, pratique, technique...). Nous ne revenons pas plus en détail sur le rôle de ces formations dans la « fabrique » du collectif identitaire¹⁸⁸⁴. Cette pratique militante est classique et visible dans différents partis¹⁸⁸⁵ (et syndicats¹⁸⁸⁶) à des niveaux variables cependant¹⁸⁸⁷. Cette fonction était par exemple particulièrement investie par le

¹⁸⁸¹ Par exemple les stickages et collages sont présentés par les militants comme des moments propices à la *cohésion*.

¹⁸⁸² Froio C., Castelli Gattinara P., Bulli G., Albanese M., CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics, London: Routledge, 2020 ; ces actions sont mobilisés par tous les types de groupe dans des mesures variables : V. Table 5.2 (p. 91) in : Caiani M., della Porta D., Wagemann C., 2012, *Mobilizing on the Extreme Right: Germany, Italy and the United States*, Oxford University Press

¹⁸⁸³ Voir Annexe 12

¹⁸⁸⁴ Cf. *supra*, Chapitre 5 ?

¹⁸⁸⁵ Pour un état des lieux contemporains, voir : Bréhier E., « La formation des militants, ritournelle des partis politiques », Fondation Jean Jaurès, *jean-jaures.org*, 29/05/18. [Consulté le : 11/07/2019] URL : jean-jaures.org/nos-productions/la-formation-des-militants-ritournelle-des-partis-politiques

¹⁸⁸⁶ V. p. ex. : Ethuin N., Siblot Y., « Du cursus d'éducation syndicale aux parcours de formation des militants de la CGT (années 1950-2000) », *Le Mouvement Social*, Vol. 235, n°2, 2011, p. 53-69 ; Guillaume C., « La formation des responsables à la CFTC-CFDT : de la "promotion collective" à la sécurisation des parcours militants (1950-2010) », *Le Mouvement social*, n°235, 2011, p. 105-119 ; de Lescure E. « Syndicalisme et formation » in : Brucy G., Laot F., de Lescure E. (dir.), *Former les militants, former les travailleurs. Les syndicats et la formation depuis la Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 7-24.

¹⁸⁸⁷ L'implication dans la fonction de formation serait variable selon les partis politiques et la sociologie des adhérents : cet élément ressort de l'entretien croisé de Goulven Boudic, Florence Haegel, Erwan Lecœur, Alice Béja, Marc-Olivier Padis (« Adhérents, militants et dirigeants : les conflits internes », *Esprit*, n°8, 2013, p. 56-73). Les partis politiques dans lesquels les adhérents ont les plus hauts niveaux de diplôme organiseraient ainsi moins la formation interne (cf. EELV vs. FN). De surcroît, la formation varie dans le temps : la

PCF, et de manière constante, comme l'ont souligné les travaux de Nathalie Ethuin¹⁸⁸⁸. Au FN/RN en revanche, la situation est apparemment plus nuancée, avec des flux et des reflux. Le nombre de formations proposées et leurs modalités ont varié tout au long de l'histoire du parti¹⁸⁸⁹. La recherche ne s'est cependant pas saisie de manière systématique de cet objet : fréquemment mentionnées les formations internes des partis politiques ne sont que rarement analysées en profondeur, si bien que l'on peine à comparer notre objet.

Illustration 41 - Les formations identitaires



Lecture, de g. à d. et de haut en bas : conférence organisée à Rouen en 2013 ; cercle de lecture organisé à Lille en 2018 ; formation pratique organisée à Montpellier (2017) ; stage d'auto-défense à Lyon (2018). Illustrations collectées sur les réseaux sociaux des fédérations locales (pages depuis supprimées).

tendance serait à une moindre organisation de la formation interne, qui se serait de surcroît recentrée sur des aspects « techniques » (V. Ion J., *La fin des Militants ?*, Éditions de l'Atelier, 1997, p. 62-65).

¹⁸⁸⁸ Ethuin N., « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, n°63, 2002, p. 145-168. Elle est également évoquée par Bernard Pudal, qui souligne sa mise en place progressive (Pudal B., « Les communistes », Becker J.-J., Candar G. (dir.), *Histoire des gauches en France (Vol. 2)*, Paris, La Découverte, 2005, p. 51-75).

¹⁸⁸⁹ Comme le décrit Valérie Igounet, qui note que la formation atteint son paroxysme à l'ère de Bruno Mégret, mais se retrouve déconstruite après la scission. Ce n'est que sous la présidence de Marine Le Pen que la formation redevient une priorité. Voir : Igounet V., « La formation au Front National (1972-2015). Son histoire, ses enjeux et techniques », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national, op. cit.*, p. 269-296. Ce point est également souligné par Alexandre Dézé, qui note le rôle d'homogénéisation idéologique de ces formations (V. Dézé A., « Le Front National comme "entreprise doctrinale" », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 255-284.) Sur la formation au FN/FNJ voir également : Boumaza M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, thèse de doctorat en science politique, IEP de Strasbourg, 2002 ; Matonti F., « Le Front national forme ses cadres », *Genèses*, n°10, 1993, p. 136-145.

Les Identitaires organisent aussi, dans les maisons de l'identité, des événements à caractère festif ou culturel pour les militants ou sympathisants. Il peut s'agir de célébrer le début ou la fin de l'année militante ou diverses occasions qui vont venir rythmer l'année : en octobre, *l'Oktoberfest*, en novembre le Beaujolais nouveau, en décembre la saint Nicolas ou Noël, en janvier et février, la galette des rois et la chandeleur, en mars la Saint Patrick (illustration 42). Ces soirées sont de véritables « marronniers » comme le montrent les affiches¹⁸⁹⁰. Enfin, ils vont également y organiser des événements plus ponctuels : soirée d'inauguration ou d'anniversaire du local par exemple, concerts, soirées spéciales, soirées « ciné-club », ou encore soirées électorales¹⁸⁹¹. Les occasions choisies sont bien sûr révélatrices soit qu'elles mettent en avant des éléments de terroirs français (beaujolais) ou européens (Saint Patrick, Oktoberfest) ou bien des fêtes traditionnelles, païennes ou chrétiennes¹⁸⁹². Pour autant, sur les affiches, la politique « disparaît » : pas de slogan, généralement pas de logo de Génération identitaire, remplacé par le logo de la maison de l'identité. Le message politique est euphémisé. Ces événements illustrent la stratégie métapolitique du mouvement identitaire, qui consiste à créer une culture alternative, porteuse de valeurs politiques, et à la diffuser pour influencer durablement sur les choix des citoyens. Il en va de même pour la création de son label musical (Alternative-S) ou de sa maison d'édition (les éditions IDées), ou encore de son magazine, son blog ou son agence de « réinformation massive », Novopress. Ces divers événements participent également à la création d'une identité collective, à travers ces moments de cohésion, en dehors d'un univers proprement « politique » (ce qui ne le rend pas moins politisé pour autant). Les maisons de l'identité servent dans ces divers cas de salle des fêtes où les militants se réunissent. Elles dépassent un simple usage de local politique comme lieu de réunion ou de stockage du matériel militant. Cette stratégie rappelle, à bien moindre échelle cependant, les grandes heures de la banlieue rouge du PCF, contées par Marc Lazar : « les mailles associatives qu[le PCF] a tissées, les réseaux d'entraide mis en place, les organisations de base du parti enserrent les populations ; ses manifestations rituelles et liturgiques rythment leur vie¹⁸⁹³ ». A travers ces omniprésents points d'ancrage, ces événements, des baptêmes rouges aux fêtes champêtres, le PCF veillait également à construire cet entre-soi, à proposer un monde communiste, une « contre-société¹⁸⁹⁴ ».

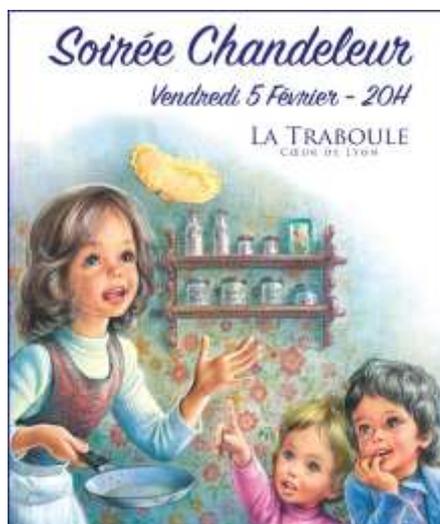
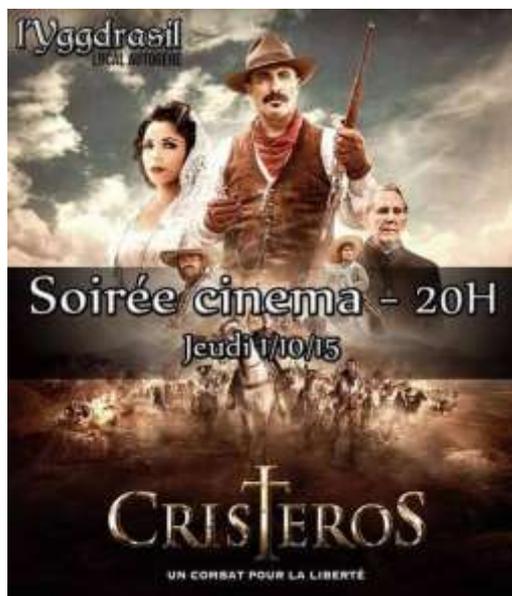
¹⁸⁹⁰ Voir Annexe 12.

¹⁸⁹¹ Par exemple le débat d'entre-deux tours avait réuni de nombreux militants à *La Traboule*.

¹⁸⁹² Les deux se croisent parfois. La période des fêtes pouvant être l'occasion de célébrer la naissance de Jésus Christ ou de monter une « tour de Jul ». La galette des rois pouvant être une référence chrétienne à l'épiphanie ou païenne au solstice.

¹⁸⁹³ Lazar M., *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours.*, Paris, Aubier, 1993, p. 208.

¹⁸⁹⁴ Kriegel A., *Les communistes français 1920-1970, op. cit.* p. 11.



Lecture, de g. à d. et de haut en bas : Saint-Patrick (Nice, 2012) ; Ciné-club (Rouen, 2015) ; tournois de football (Paris, 2011) ; Chandeleur (Lyon, 2016) ; Beaujolais Nouveau (Nice, 2013). Illustrations collectées sur les réseaux sociaux des fédérations locales (pages depuis supprimées).

Les « maisons de l'identité » sont de véritables « lieux de vie » : lieu de conférence, lieu de formation, salle de sport, salle de fête, leurs usages sont multiples, mais ils ont tous en commun de réunir les sympathisants, militants. Cette idée d'un local militant - lieu de vie est présente dès la fondation du premier local identitaire, *La Maioun* (Nice) :

« Dès le début, ce lieu fut envisagé non pas comme une permanence politique au sens habituel du terme, mais bien comme une maison, une *Maioun* en nissart. Nous voulions renouer avec la tradition ancestrale du foyer, c'est-à-dire du feu autour duquel l'on se retrouve, on échange. C'est dans le foyer, la maison, que les plus jeunes apprennent au contact des anciens, que la solidarité naturelle devient fraternité, que le groupe devient fratrie¹⁸⁹⁵ ».

Dès lors l'objectif de Philippe Vardon est clair, il s'agit de faire naître une *fraternité* entre les militants, de les unir les uns aux autres, de faire advenir un groupe. Les maisons de l'identité apparaissent finalement comme des lieux privilégiés d'éclosion et de construction de l'identité collective du mouvement. En cela, elles peuvent être rapprochées des Maisons du peuple, « espaces d'entrelacement du politique et de la sociabilité ordinaire », qui détiennent une « force politisante [...] du fait de la variété des activités qui y sont rassemblées¹⁸⁹⁶ ». Michel Hastings a insisté sur ce rôle de la Maison du Peuple dans l'implantation du communisme à Halluin¹⁸⁹⁷. Ce sont aussi des lieux d'*apprentissage*, où la culture militante se transmet des plus anciens vers les plus jeunes, où ils apprennent ce qu'être identitaire veut dire, des lieux où la culture militante se transmet et s'approprie. Dans le même ordre d'idée, les Identitaires organisent également des événements « en dehors » des maisons de l'identité, qui servent les mêmes objectifs. C'est par exemple le cas des colloques ou conventions organisés tout au long de l'histoire du mouvement : à Beaune en 2007, à Orange (en 2009 et 2012), ou à Paris (« Assises de la remigration ») et au Mans en 2014. Il en va de même de certains événements à caractère sportif (illustrations 41 et 42¹⁸⁹⁸) : raids dans la montagne (coordonnés via une de leurs associations « Altior »), tournois de football ou de boxe, ces événements sont là encore réservés aux adhérents du mouvement. Ils sont, au-delà des moments sportifs, des occasions de réunir adhérents, sympathisants, militants et donc là encore, de renforcer l'identité collective du mouvement. Ce rôle du sport comme courroie de transmission des valeurs et des idées d'un groupe, voire comme générateur d'un sentiment d'appartenance, a déjà été évoqué dans la littérature, à propos de

¹⁸⁹⁵ Vardon P., « Notre maison », *bloc-identitaire.com*, 02/07/08. [Consulté le 01/08/2020] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/600/notre-maison.html

¹⁸⁹⁶ Cossart P., Talpin J., « Les Maisons du Peuple comme espaces de politisation. Étude de la coopérative ouvrière la paix à Roubaix (1885-1914) », *Revue française de science politique*, Vol. 62, n°4, 2012, p. 583-610.

¹⁸⁹⁷ Hastings M., *Halluin la rouge 1919-1939, aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1991. Sur les activités de la maison du peuple, voir le chapitre X

¹⁸⁹⁸ Voir Annexe 12.

différents sports, dans différents régimes politiques¹⁸⁹⁹. Sur la boxe, un sport particulièrement plébiscité par les Identitaires, Loïc Wacquant a souligné le rôle de socialisation, de constitution du groupe que ce sport jouait. Propice à l'activation d'un univers viril et violent¹⁹⁰⁰, il permet également un apprentissage de la maîtrise de la violence¹⁹⁰¹ (contrairement la violence brute des ghettos de Chicago dépeinte par l'auteur). Certains partis politiques ont joué un rôle notable dans l'institutionnalisation du sport en France, à l'image de la SFIO. Ce rôle n'est pas anodin, la pratique du sport par les adhérents et les militants devenant un « moyen [...] pour renverser l'ordre capitaliste¹⁹⁰² ».

Comme nous l'avons vu la plupart des partis politiques ont recours à des actions expressives, à des degrés divers cependant. Sur ce point, les Identitaires partagent apparemment des points communs avec les partis de la gauche radicale, en particulier le PCF : importance de la formation militante, encadrement des loisirs, à travers des événements et la mise en place de structures dédiées. Dès les débuts du mouvement, les Identitaires ont porté une attention particulière à la formation ou à l'acquisition de locaux militants qui servaient ces objectifs. Dans l'optique de la stratégie métapolitique, ce mode d'action est particulièrement important. Les lieux, les événements organisés doivent être une préfiguration de la société voulue. Ils sont l'exemple de ce que les idées identitaires font à la société. Ces actions représentent un pan important du « quotidien » militant, et une part importante du temps de militantisme. En effet, en sus de l'événement lui-même, ces diverses actions mobilisent les militants, en amont (de la recherche à l'ouverture des locaux, en passant par la planification de l'offre, l'organisation des événements, la logistique et la communication qui les entourent), et en aval (entretien des locaux).

2.3. *Se montrer, « en nombre » : les actions démonstratives*

Le registre tactique des Identitaires compte également des actions, le plus souvent légales, qui visent à se montrer « en nombre », ce qui peut paraître paradoxal pour un mouvement marqué par sa petitesse et sa marginalité. Comment fait-on pour faire nombre quand on est un petit groupe ?

¹⁸⁹⁹ Domingos N., Pereira V., « Sport et nationalismes. Pour une approche comparative dans l'espace de la Lusotopie », *Lusotopie*, Vol. 18, n°1, 2019, p. 1-11 ; Nadal E. « Pour une sociologie historique des nationalismes sportifs. Clubs alpins, bourgeoisies et création des identités nationales en Europe », in : Nadal E., Marty M., Thiriot C., Seiler D.-L. (dir.), *Faire de la politique comparée. Les terrains du comparatisme*, Karthala, 2005, p. 203-221. Dans le cadre des régimes totalitaires : Wolf-Fédida M., Radtchenko-Draillard S., « Le sport et l'esthétique du corps dans les pays totalitaires », *Movement & Sport*, Vol. 100, n°2, 2018, p. 5-12 ; Favero J.-P., « La place du sport dans la propagande fasciste à travers la presse et le cinéma, son impact chez les immigrés italiens de France », *Sciences sociales et sport*, Vol. 6, n°1, 2013, p. 63-102.

¹⁹⁰⁰ Wacquant L., *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Agone, 2000, p. 43-60

¹⁹⁰¹ *Ibid.*, p. 82 et suiv.

¹⁹⁰² Martinache I., « Le Parti communiste français et le sport », *La Pensée*, Vol. 401, n°1, 2020, p. 34-46.

Manifestations et marches

Dès leurs débuts, en effet, les Identitaires se sont mobilisés en participant à des manifestations¹⁹⁰³. Deux types de mobilisation sont à distinguer selon les objectifs que les militants lui fixent : les premières portent une revendication politique, les secondes sont plutôt locales et d'ordre culturel.

Parmi les premières, les exemples sont nombreux dès les débuts du mouvement identitaire. En 2003, ils organisent leur propre manifestation, contre le groupe de RAP Sniper, à Lille. Ces premières manifestations n'ont qu'un écho marginal. En 2010, une manifestation organisée par le BI va avoir une couverture médiatique bien plus forte : « l'apéro saucisson-pinard » organisé à la Goutte d'Or. Les manifestations se multiplient alors à partir de cette période. La même année, en octobre, 500 militants d'*Une Autre Jeunesse* (UAJ) se réunissent à Paris et manifestent pendant 3h. L'article du magazine *Identitaires*, publié quelques mois après, montre l'objectif double du rassemblement : se faire voir et diffuser un message. Les militants s'y réjouissent de leur nombre (réunir « 500 jeunes constitue un succès¹⁹⁰⁴ ») et estiment qu'ils ont « pris le pouvoir » dans le quartier Latin, lui permettant de « retrouve[r] l'effervescence et l'audace ». Cet article met bien en avant cette force du nombre, sur laquelle s'adosse la réussite du rassemblement : la manifestation permet d'occuper le terrain et de se faire voir. De nouveau, en novembre 2010, les Identitaires organisent partout en France des manifestations de soutien à celui qu'ils ont surnommé "Papy" Gallinier¹⁹⁰⁵. Le 14 mai 2011, ils organisent une manifestation à Lyon, interdite par la préfecture, qui devient un rassemblement. En 2013, les Identitaires participent aux manifestations de la Manif pour tous. Leur présence est discrète mais repérable : ils ne mettent pas en avant les logos identitaires mais défilent cependant derrière leur propre banderole, « La famille c'est notre identité », signalant ainsi discrètement leur présence. Le 9 mars 2014 (illustration 43), ils participent, aux côtés de Riposte Laïque et Résistance républicaine, à une manifestation demandant la *remigration* : là encore, ils insistent sur le nombre de personnes réunies (700 personnes), sur leur détermination (« enthousiasme, dynamisme et fermeté ») ainsi que sur leur revendication (un référendum).

¹⁹⁰³ Casquete J., « The Power of Demonstrations », *Social Movement Studies*, 5 (1), 2006, p. 45-60 ; Favre P. (dir.), *La Manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1990 ; Fillieule, Olivier. *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*. Presses de Sciences Po, 1997 ; Fillieule O., Tartakowsky D., *La manifestation*. Presses de Sciences Po, 2013 ; Tartakowsky D. *La manif en éclats*, La Dispute, coll. « Comptoir de la politique », 2004.

¹⁹⁰⁴ Magazine, *IDentitaires*, n°7, p. 3.

¹⁹⁰⁵ René Gallinier avait tiré au fusil de chasse sur deux cambrioleuses qui étaient entrées dans son domicile de l'Hérault. Les Identitaires soutiennent René Gallinier estimant qu'il a agi en « autodéfense ». Il sera finalement condamné en 2015 pour tentative de meurtre à 5 ans de prison dont 4 avec sursis.



Source : photographie réalisée par l'auteur.

En 2016, les militants de Génération identitaire sont à l'origine de deux manifestations : la première, prévue en avril dans la région de Bruxelles-Capitale à Molenbeek¹⁹⁰⁶ sous le mot d'ordre « Expulsons les islamistes », sera interdite par les autorités belges ; la seconde, en mai 2016 se tient à Paris, derrière le slogan « On est chez nous ». Les Identitaires se réjouissent de la participation de 500 personnes et évoquent « une franche réussite¹⁹⁰⁷ ». En novembre 2017, ils organisent une manifestation à Paris, dans le quartier de la Motte-Piquet (XV^e) à quelques centaines de mètres du local parisien, *La Nef*.

La manifestation est donc bel et bien mobilisée par les militants comme un mode d'action. Quasiment chaque année, ils organisent (ou tentent d'organiser) une manifestation nationale. Celles-ci ne sont pas systématiquement relayées par les médias : elles sont d'autant plus relayées qu'elles sont l'objet de débat, de polémique, de dénonciation. L'archétype de cette situation est sans doute « L'Apéro Saucisson-Pinard » de 2010, qui n'est à l'origine qu'une page Facebook mais qui, du fait de dénonciations successives, de demandes d'interdiction, va devenir un véritable événement. Ainsi, la manifestation n'est pas construite uniquement comme un rassemblement basé sur le nombre. Il s'agit aussi

¹⁹⁰⁶ Cette manifestation faisait suite à l'arrestation le 18 mars 2016 à Molenbeek de Salah Abdeslam, jeune homme affilié à l'État islamique qui était activement recherché depuis plusieurs mois pour sa participation aux attentats franciliens du 13 novembre 2015. La commune multiculturelle, en particulier le « bas-Molenbeek », a par la suite été dépeinte comme un foyer de l'islamisme radical en Europe.

¹⁹⁰⁷ Magazine, *IDentitaires*, n°24, p. 8-10.

d'user du registre de la scandalisation¹⁹⁰⁸, de manière originale cependant. Il ne s'agit pas pour les Identitaires de revendiquer une « vertu » mais au contraire de provoquer un « choc » chez leurs adversaires en manifestant dans des lieux symboliques (La Goutte d'Or ou Molenbeek) ou derrière des slogans choquants (Marche des cochons), de manière à susciter la dénonciation, qui entraîne la médiatisation. En cela, les manifestations des Identitaires se rapprochent également des « manifestations médiatiques » ou « manifestation de papier », telles que décrites par Patrick Champagne¹⁹⁰⁹. Elles ne visent pas seulement le rapport de force avec les pouvoirs publics, ni uniquement l'expression du groupe, mais la médiatisation du mouvement et de ses revendications. Cela ne passe pas cependant par une image « valorisante » du groupe, comme les agriculteurs étudiés par l'auteur, mais bien plutôt par une image choquante, scandaleuse. Ce recours au registre de la scandalisation se retrouve dans d'autres actions.

Certaines manifestations sont organisées dans un objectif plus culturel et local : les marches de l'identité organisées dans plusieurs villes françaises font partie de celle-ci. Elles ne portent pas de revendications politiques particulières mais donnent à voir, d'une part, leur vision de l'identité locale¹⁹¹⁰ et, d'autre part, le nombre de militants locaux. C'est à Nice qu'est né le principe de ces manifestations locales, en 2003, avec la marche en l'honneur de Catherine Ségurane¹⁹¹¹. Le principe s'est rapidement diffusé : à Paris avec la marche de la Sainte Geneviève¹⁹¹², à Lyon avec *Lugdunum Suum*, en l'honneur de Sainte Marie qui entend rendre au 8 décembre¹⁹¹³ son « vrai sens », à Rouen, où les militants normands marchent en l'honneur de Sainte Jeanne d'Arc¹⁹¹⁴, à Aix-en-Provence où les militants marchent en l'honneur de Guillaume de Provence depuis 2016. Dans ces marches, malgré leur petit nombre, les militants visent à être vus, à occuper la rue. La marche en l'honneur de Sainte Geneviève à Paris en donne un bon exemple (Carnet de terrain, Illustration 44).

¹⁹⁰⁸ Offerlé M., *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998, p. 122. Voir aussi : Lascoumes P., « Des cris au silence médiatique : les limites de la scandalisation », *Éthique publique*, Vol. 18, n°2, 2016.

¹⁹⁰⁹ Champagne P., « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984 ; Champagne P., *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique.*, Paris, Minit, 1990.

¹⁹¹⁰ Via la figure qui est « honorée » lors de la marche en question.

¹⁹¹¹ Lors de la première édition, la marche réunit 50 militants. En 2016, elle aurait rassemblé environ 200 personnes. (V. www.liberation.fr/debats/2016/09/14/rentree-d-une-communaute-nationale-dechiree_1497083)

¹⁹¹² Dès 2006. L'édition 2019 aurait réunie 700 participants.

¹⁹¹³ Jour de la fête des Lumières à Lyon et jour de la fête de l'Immaculée conception dans le calendrier catholique. Elle réunit environ 200 personnes chaque année.

¹⁹¹⁴ Depuis 2009, avec une cinquantaine de présents.

Carnet de terrain - 13 janvier 2018 – 17h45 (extraits)

À la sortie du Métro « Cardinal Lemoine », où le rendez-vous est donné pour le départ de la « Marche de la Sainte Geneviève » organisée par les Identitaires (via l'association « Paris Fierté ») je suis surprise de ne voir personne. Je crains que la manifestation n'ait été annulée à nouveau¹⁹¹⁵. En apercevant les policiers répartis sur la place mais aussi tout au long de la rue Monge, je suis rassurée. Pourtant, les militants ne sont toujours pas là. Je les entends avant de les voir : ils sont en train de remonter au pas de charge vers la station de métro, en criant des slogans. Ce rassemblement, aussi soudain que bruyant, attire l'attention des promeneurs et touristes qui s'arrêtent pour les photographier. Dans les immeubles également, quelques fenêtres s'ouvrent, et des habitants de ce quartier calme passent la tête pour identifier la source du vacarme. En quelques minutes, une centaine de militants sont arrivés. [...] Les manifestants affluent progressivement, la marche met un peu de temps à s'organiser. [...] [Des militants d'Ile-de-France] commencent à distribuer les drapeaux, les fanions, des écriteaux, notamment les panneaux numérotés avec les numéros des arrondissements de Paris. [...] Ils sont en train d'installer une banderole à l'avant de la manif et tous les drapeaux sortent de l'arrière de la camionnette qui embarque la « sono ». [...] Des militants font des allers-retours avec les bras chargés de torches, pour les distribuer également. Les consignes ne sont pas unanimes : certains annoncent qu'il faut les enflammer tout de suite, d'autres demandent d'attendre encore. C'est le bazar. Finalement, tout se met en ordre peu à peu, les militants sourient aux photographes et la manifestation se prépare à partir. [...]

J'entends Tristan parler avec des passantes : « C'est pourquoi la manif ? » « Pour Paris, Madame et pour sa sainte patronne, vous pouvez nous rejoindre si vous voulez ! » « Mais c'est politique non ? » « Ah bah... vous savez madame, tout est politique hein ! Mais... » « Ah oui et c'est de quel bord ? » « Ah non mais d'aucun, c'est organisé par une association qui est pas politique du tout par contre ! ». La dame s'éloigne. [...] Depuis le trottoir, un policier filme la manifestation et prend des photos avec son téléphone portable. Un autre demande à un manifestant ce qu'il a dans la main : « Bah une torche ! » « Ah ? C'est juste une torche ça ? » « Bah ouais. Pourquoi ? » (le ton du militant est un peu agressif) « Non pour rien ! Pour savoir quoi, je demande... » « Ah ouais ? Bah ouais ! » (le militant tourne les talons et s'en va). Le policier, l'air penaud, se tourne vers son collègue : « bah nan mais je lui demandais juste ce que c'était quoi ! » [...] La marche commence, il est 18h20 environ. La sono semble hésiter entre des chansons du répertoire français classique, comme Édith Piaf ou Renaud (« Le blues de la porte d'Orléans ») et des morceaux de Rock identitaire français (en particulier le groupe identitaire parisien *Hotel Stella*). Les slogans repris par les manifestants apportent une connotation encore plus politique : « Paris est Patrie », « Paris - Populaire, Paris – Identitaire » « Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants de Geneviève ». [...] Les pauses sont l'occasion pour le *speaker* de faire de courts discours (1mn30) pour rappeler le sens de la marche, son intérêt... C'est un condensé « d'identitarisme ». [...] Arrivés dans l'étroite rue de la Montagne Sainte-Geneviève, ils craquent des fumigènes. La fumée rend l'air irrespirable. En même temps, ils ont posé au sol des toupies lumineuses. [...] La manifestation ne passe pas inaperçue dans le quartier. Je suis assez surprise des réactions autour de la marche : je m'attendais à des regards sévères, mais pour la plupart ils sont plutôt curieux qu'inquiets ou méfiants, plus intrigués que condamnant. [...] Arrivés en haut de la montagne Sainte-Geneviève, les militants s'arrêtent devant Saint Étienne du Mont et déploient la banderole sur les marches de l'église. Les participants se massent autour. Une banderole « Sainte Geneviève » se déploie à droite de la place et de nouveaux, les fumigènes s'enflamment.

¹⁹¹⁵ Quelques semaines auparavant j'ai passé la journée à la Motte-Piquet, lieu de rendez-vous pour le départ de la manifestation interdite – celle-ci n'a pas eu lieu.

Illustration 44 – Marche de la Sainte-Geneviève (Paris, janvier 2018)

Source : photographies réalisées par l'auteur

Dans ces manifestations, le message politique est euphémisé et n'apparaît qu'à travers des éléments que reconnaissent les militants mais que ne peuvent capter des individus non socialisés aux codes identitaires : elles s'incluent également dans une démarche métropolitique. Les questions naïves du policier sur les torches ou l'échange entre Tristan et une passante illustre bien cette particularité des codes identitaires. Les torches apparaissent ainsi comme des objets peu communs de manifestation qui suscitent une certaine curiosité. La nature, politique ou non, de la manifestation est interrogée et son ancrage politique apparemment peu visible pour des yeux non avertis¹⁹¹⁶. Ce passage du carnet de terrain donne surtout à voir les efforts déployés par les manifestants pour être vus (et entendus) malgré un nombre relativement faible (quelques centaines) : les flambeaux, les fumigènes, les nombreux drapeaux, la musique, les discours sont autant d'animations qui jalonnent le parcours de la manifestation et attirent l'attention, suscitant la curiosité des passants qui

¹⁹¹⁶ Cela participe ainsi à construire ces manifestations, ces marches comme des « rituels » politiques, avec leurs symboles propres, dont le sens n'est accessible qu'aux initiés. Voir : Abélès M., « Rituels et communication politique moderne », *Hermès*, n°4, 1989, p.127-141.

déambulent dans les rues alentour. Là encore, il s'agit de compenser le nombre, relativement faible, de manifestants par une scénographie militante¹⁹¹⁷.

Bannerdrop

Dans le même ordre d'idée, les militants vont organiser des « actions banderoles ». Le terme anglais « *Bannerdrop* » nous paraît retranscrire avec plus de clarté la réalité de l'action : il s'agit de déployer une banderole, soit devant un bâtiment symbolique, soit dans lieu de passage, d'y tenir une manifestation de quelques minutes, généralement d'entonner quelques slogans, parfois de distribuer quelques tracts, de photographier la banderole et de quitter les lieux. Ces « bannerdrops » sont des actions légales, qui se déroulent sur la voie publique¹⁹¹⁸. Ce mode d'action présente plusieurs avantages : 1) en comparaison d'une manifestation, il abaisse les coûts d'organisation (pas de déclaration préalable, moins de logistique, peu de militants nécessaires), et permet ainsi une plus grande réactivité. 2) en comparaison d'une occupation, il abaisse également les coûts, juridiques cette fois, en limitant les risques de garde à vue et/ou de poursuite.

Il est plébiscité par les militants dès les débuts du mouvement identitaire. En 2005 par exemple, les militants des JI se mobilisent contre « l'ouverture des négociations d'adhésion entre la Turquie et l'Union Européenne » autour du slogan « La Turquie c'est pas l'Europe » : ils déploient des banderoles devant l'ambassade de Turquie à Paris, devant la statue de Jeanne d'Arc à Grenoble, mais également à Nice, scandant des slogans et distribuant des tracts, avant de quitter les lieux¹⁹¹⁹. Autre exemple, qui vient souligner la réactivité possible grâce à ce mode d'action, en 2010, lorsque Jean-François Copé évoque le « racisme anti-blanc », les militants vont se photographier devant la mairie de Meaux (dont il est Maire) avec une banderole « Copé découvre le racisme anti-blanc, les Identitaires en parlent depuis 10 ans ». Leur « réaction » a été immédiate. Les exemples sont nombreux : en novembre 2017, en réponse à l'interdiction de leur manifestation, des militants déploient une banderole « Face aux islamistes défendons l'Europe », devant le Bataclan (illustration 45) ; une action qu'ils reproduiront en 2018, avec une banderole « Pas de rappeur islamiste au bataclan », pour s'opposer à la venue du rappeur Médine. En décembre 2017, GI déploie une banderole sur un tramway Montpelliérain pour dénoncer des « tarifs préférentiels » pour les clandestins. Dans ces cas, les militants visent la proximité d'un lieu symbolique dans une

¹⁹¹⁷ Cette théâtralisation de l'action collective, qui mêle le registre de la manifestation à celui du happening vient là encore rappeler la manifestation de papier (*cf. supra*.)

¹⁹¹⁸ Nous ne tenons pas compte ici des actions proprement « illégales » qui incluent de déployer une banderole tout en occupant un bâtiment (*V. infra*).

¹⁹¹⁹ « La Turquie, c'est pas l'Europe », *Magazine ID*, n° 4, hiver 2005, p. 8.

logique de scandalisation. D'autres « actions banderole » consistent à déployer la banderole sur un lieu de passage, généralement un pont au-dessus d'une route. Dans ces cas, l'objectif diffère, il s'agit plutôt d'être vu par le plus grand nombre. Là encore, les exemples sont nombreux : en 2010, le BI aquitaine suspend une banderole « Souriez : journée sans immigré » au-dessus de l'A10 (illustration 46); en 2011, les militants bourguignons déposent une banderole contre les radars ; en juillet 2014, le message « Hollande dégage ! » est affiché au-dessus d'une autoroute ; après les attentats de Charlie Hebdo (2015), les Identitaires flamands déploient au-dessus de l'A1 une banderole « Je suis Charlie Martel », en agitant des drapeaux identitaires.

Notons que, quel que soit leur objectif (scandaliser / être vu), ces actions ne se suffisent jamais à elle-même. Elles sont suivies par une médiatisation des militants, par les militants, dans une opération de communication politique. Pour exister, l'action doit être relayée.

Illustration 45 – Les militants identitaire devant le Bataclan (Paris, 2017)



Illustration 46 – Les Identitaires bordelais déploient une banderole au-dessus de l'A10 (2010)



Les militants recourent également à la pétition pour se « compter » et se faire voir. Là encore, ce mode d'action est historiquement ancré dans le mouvement identitaire, comme en atteste la pétition, lancée par les Identitaires niçois, et relayée dès décembre 2002 dans le magazine *Alternative Identitaire*¹⁹²⁰. Elle s'opposait à l'édification d'une statue de Lénine dans un parc de la ville. Il est difficilement envisageable de dresser un inventaire exhaustif de toutes les pétitions - nationales et locales – lancées par les militants depuis 2002, d'une part parce qu'elles sont nombreuses, d'autre part parce qu'elles sont pour la plupart mal documentées, enfin parce que pour certaines un lien sûr avec les Identitaires est difficile à établir. Nous nous contenterons donc de quelques exemples récents et révélateurs. Notons, en préambule, que le recours à la pétition a été facilité par l'existence des sites de *e-pétition* : si ce mode d'action est ancien, il a été en effet modernisé par sa version numérique¹⁹²¹. Quels usages en font les Identitaires ?

Un premier usage, classique, consiste à utiliser la pétition comme moyen de pousser leurs revendications politiques. C'est par exemple le cas de la pétition lancée en 2011, pour « soutenir l'appel de Paris contre l'islamisation de nos pays » (7614 signataires). Il s'agit alors de présenter leurs idées, d'exposer leur revendications politiques aux divers destinataires¹⁹²² et enfin de susciter un soutien, la pétition démarrant par un appel à « entre[r] en résistance ». Appartiennent également à cette catégorie, les pétitions qui visent à s'opposer à la construction d'un édifice religieux, (mosquée de Bourgoin-Jallieu, 2013¹⁹²³), la demande de saisie de l'Aquarius (bateau de l'ONG « SOS Méditerranée¹⁹²⁴ », 2018, 3715 signatures en 1 mois¹⁹²⁵). Deuxièmement, la pétition peut servir de réponse. Elle est alors une pétition de soutien, soit à une action identitaire, soit à une personnalité extérieure au mouvement mais dont ils estiment qu'elle incarne (au moins en partie) certaines valeurs. Par exemple en 2012, les Identitaires vont lancer une pétition de soutien à Lorànt Deutsch,

¹⁹²⁰ « La rue appartient... », *Alternative Identitaire*, n° 1, décembre 2002, p. 2.

¹⁹²¹ Sur les pétitions, voir les travaux de Jean-Gabriel Contamin (Contamin J.-G., « Genre et modes d'entrée dans l'action collective. L'exemple du mouvement pétitionnaire contre le projet de loi Debré », *Politix*, Vol. n° 78, n°2, 2007, p. 13-37 ; Contamin J.-G., Léonard T., Soubiran T., « Les transformations des comportements politiques au prisme de l'e-pétitionnement. Potentialités et limites d'un dispositif d'étude pluridisciplinaire », *Réseaux*, Vol. 204, n°4, 2017, p. 97-131. Sur les pétitions en ligne, V. Boure R., Bousquet F., « Enjeux, jeux et usages d'une pétition politique en ligne. « La pétition Vauzelle » », *Réseaux*, 2010/6 (n° 164), p. 127-159. ; Boure R., Bousquet F., Marchand P., « Médiateurs et signataires des pétitions en ligne. L'exemple de trois pétitions sur l'identité nationale », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, n°13, 2012, p. 99-118.

¹⁹²² En l'occurrence : N. Sarkozy, Président de la République, François Fillon, Premier ministre, Frédéric Mitterrand, alors ministre de la Culture et de la Communication, ainsi qu'aux présidents du Sénat – Gérard Larcher – et de l'Assemblée nationale – Bernard Accoyer

¹⁹²³ (Non signé), « NON à la construction d'une mosquée de 1500 m2 à Bourgoin-Jallieu » (Pétition), lancée le 27/11/12 [Consulté le 05/06/2020] URL : www.france-petitions.com/petition/274/non-a-la-construction-d-une-mosquee-de-1500-m2-a-bourgoin-jallieu ; Les Identitaires du Dauphiné, « La mobilisation des Identitaires du Dauphiné ne faiblit pas à Bourgoin-Jallieu », Communiqué des Identitaires du Dauphiné, *bloc-identitaire.com*, 07/04/13. [Consulté le 05/06/20] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2881/mobilisation-identitaires-deuxieme-mosquee-bourgoin-jallieu-ne-faiblit-pas.html

¹⁹²⁴ L'ONG porte secours à des migrants en mer depuis 2015.

¹⁹²⁵ (Non signé), « L'Aquarius, le navire de l'ONG pro-migrants SOS Méditerranée doit être saisi ! » (Pétition), lancée le 04/10/18, [Consulté le 05/06/20] URL : www.france-petitions.com/petition/618/l-aquarius-le-navire-de-l-ong-pro-migrants-sos-mediterranee-doit-etre-saisi

estimant que celui-ci est « dans le collimateur d'une partie des élus de la gauche à Paris¹⁹²⁶ ». L'acteur et auteur n'est pas membre du mouvement mais les militants entendent « montrer [leur] attachement à "Métronome" et la soif de connaissance d'histoire des Français, malgré les croisades obscurantistes ». Il s'agit ainsi de s'opposer à des initiatives de leurs opposants politiques. La même idée est perceptible en 2016, lorsque les Identitaires initient une pétition de soutien à *La Citadelle*, le bar identitaire lillois, alors au cœur d'une polémique sur son inauguration : une pétition lancée par une élue locale demande la fermeture du local militant, en réponse, une pétition est lancée sur le site France-pétition¹⁹²⁷. Idem, pour les pétitions qui visent à s'opposer à la « censure » dont Génération identitaire serait « victime » sur les réseaux sociaux¹⁹²⁸. Enfin, certaines pétitions semblent plutôt viser la mise en lumière d'un événement, la publicisation d'un fait divers. En 2014, un jeune homme, soldat, ayant désarmé son agresseur, lui avait porté un coup mortel¹⁹²⁹ : ce fait divers tragique est recadré par les Identitaires qui lancent une pétition pour réclamer « une médaille » pour « un légionnaire qui s'est défendu Gare du Nord ». Cette pétition, qui réclame également que soit reconnu « qu'il a agi dans le cadre de la légitime défense », a reçu plus de 9000 signatures¹⁹³⁰.

La pétition est rarement mobilisée seule par les militants : cette dernière pétition s'intègre plus largement dans des campagnes en faveur de l'autodéfense ; la pétition sur l'appel de Paris, elle, suit directement un événement ; la pétition contre SOS méditerranée est la suite des actions *Defend Europe* en mer. En cela, elle ne se suffit pas à elle-même et n'est qu'un instrument parmi d'autres dans une campagne. Son seul intérêt, par rapport aux autres modes d'action, est sa capacité à produire du « chiffre » : les manifestations identitaires ne réunissent pas 9000 personnes, contrairement à certaines pétitions. Ainsi, comme dans le cas d'autres pétitions en ligne¹⁹³¹, celles-ci endossent bien le rôle d'un recours au « nombre ». Le nombre, mis en avant sur le site qui héberge ces pétitions, peut

¹⁹²⁶ Paris Fierté, « "Métronome" de Lorant Deutsch : Paris-Fierté lance une pétition de soutien ! », Communiqué de l'association Paris Fierté, bloc-identitaire.com, 10/07/12, [Consulté le 05/06/2020] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2598/censure-metronome-lorant-deutsch-paris-fierte-petition-soutien.html La pétition, adressée à Bertrand Delanoë (alors maire de Paris), Alexis Corbière (conseiller de Paris et SN du Parti de Gauche) et Danièle Simonnet (conseillère de Paris, SN du Parti de Gauche) est postée sur le site France-pétition et recueillera 525 signatures.

¹⁹²⁷ Destinée à Martine Aubry, maire de Lille, entre le 12 septembre et le 11 novembre 2016, elle est signée 3719 fois.

¹⁹²⁸ (Non signé), « Contre la censure de Génération Identitaire sur Facebook ! » (Pétition lancée le 17/05/18) [Consulté le 05/06/20] URL : www.france-petitions.com/petition/608/contre-la-censure-de-generation-identitaire-sur-facebook

¹⁹²⁹ Tomasovitch G., « Acquittement d'un légionnaire jugé pour la mort de son agresseur à la gare du Nord », *Le Parisien* [Consulté le : 16/09/20] URL : www.leparisien.fr/faits-divers/acquittement-d-un-legionnaire-juge-pour-la-mort-de-son-agresseur-a-la-gare-du-nord-21-06-2019-8100039.php

¹⁹³⁰ (Non signé), « Pour que le légionnaire s'étant défendu Gare du Nord reçoive une médaille ! » (Pétition), lancée le 03/05/14 [Consulté le 05/06/2020] URL : <http://www.france-petitions.com/petition/409/pour-que-le-legionnaire-s-etant-defendu-gare-du-nord-recoive-une-medaille>

¹⁹³¹ À l'image par exemple de ce que montrent les auteurs dans le cas de la pétition « Vauzelle ».

également être rappelé dans les appels à signature¹⁹³². Les chiffres deviennent la preuve d'une mobilisation qui ne faiblit pas. Les militants cherchent à produire de l'incitation pour recueillir davantage de signatures encore. En cela, la pétition, publique par nature et potentiellement génératrice d'un « nombre », donne à voir l'importance du mouvement identitaire et constitue une action démonstrative.

« Chaines »

Ce panorama serait incomplet si nous omettions d'évoquer un mode d'action autrefois usité par les militants identitaires mais aujourd'hui abandonné : les « chaînes ». Cette méthode a notamment été utilisée par le mouvement lorsqu'il voulait faire annuler les concerts du groupe de Rap Sniper en 2003. En juillet 2003, sur leur site Internet, les Identitaires demandent à leurs militants, adhérents et sympathisants d'appeler une salle de concert qui doit accueillir un concert de Sniper. Ce genre de mobilisation ne peut réussir que si la nuisance est assez importante et donc si le nombre d'appelants est suffisant. Immédiatement après ces mobilisations réussies, les Identitaires lancent le « réseau Impact » pour coordonner ce mode d'action :

« Vous avez été nombreux à téléphoner, à faxer, à envoyer des mails aux organisateurs de ce concert anti-français, aux élus ou à la presse. Nombreux... mais combien ? Nombreux... mais avec quelles réponses ? C'est afin de rationaliser nos mobilisations futures que nous créons aujourd'hui le Réseau Impact. Avec Impact, vous n'êtes plus seul et vous le savez [...] Vous ferez partie d'une machine de guerre contre nos ennemis. [...] Vous vous associez à un mouvement de fond, à une véritable manifestation. [...] Entrer dans le réseau Impact, c'est s'engager à s'associer à des actions de type anti-Sniper en téléphonant, en faxant, en mailant. Grâce à Impact, nous savons ainsi combien de personnes nous pouvons mobiliser. Comment cela se passe : Le jour J, nous envoyons un message d'alerte aux membres du réseau avec des consignes précises : numéros à appeler, argumentaire... Les membres du réseau nous rendent compte de leur action brièvement ou en nous donnant des informations qu'ils auraient pu obtenir [...] Alors, n'hésitez pas. Le réseau Impact, c'est du militantisme, mais du militantisme ciblé, et efficace¹⁹³³. »

Pour les militants ou sympathisants, les avantages de ce type d'action sont nombreux : 1) l'efficacité (preuve à l'appui, puisque des concerts ont été annulés), 2) la facilité (il suffit de téléphoner/faxer/mailler, anonymement, sans se déplacer) 3) la cumulativité (ils ne militent pas seuls, ils sont un maillon d'une chaîne, une pièce de la « machine de guerre »). Simultanément, le réseau présente des avantages pour les cadres : 1) professionnalisation de ce mode d'action ; 2) potentiellement une amplification de la réponse. La logique du nombre préside dans cette mobilisation et de ce point de vue la comparaison avec la manifestation

¹⁹³² Par exemple, dans le cas de la pétition contre la mosquée de Bourgoin-Jallieu, le BI souligne qu'elle « comptabilise déjà près de 2000 signatures ».

¹⁹³³ (Non signé), « Le Bloc identitaire lance le réseau Impact », *bloc-identitaire.com*, 10/07/03. [Consulté le : 27/10/15] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/380/bloc-identitaire-lance-reseau-impact-1.html

apparaît opérante : la chaîne suppose la manifestation conjointe - quoique « à distance » - d'un nombre important d'individus. Ce type de mobilisation va se pérenniser, avant de s'éteindre : ils y recourent à plusieurs reprises les mois suivants, en particulier contre Sniper, avant que ce mode de mobilisation ne soit apparemment plus mobilisé.

Il a cependant subsisté à travers les opérations virales sur les réseaux sociaux : relayer un message d'indignation sur Facebook, interpeller un homme politique sur Twitter, partager la dénonciation d'une pratique, d'un groupe... tout cela repose sur le même mécanisme. Ce mode de mobilisation cumule également facilité et cumulativité et repose sur le nombre. Si les moyens sont différents, la logique de mobilisation est similaire, à un détail près, le niveau de publicité de l'action. Alors que dans le premier cas, la mobilisation reste discrète, il est nécessaire de communiquer parallèlement pour la rendre public, dans le second, la publicité va de pair avec la mobilisation, elle est simultanée. En cela, les réseaux sociaux présentent un avantage certain du point de vue des initiateurs de la mobilisation. Ce type d'opérations a eu lieu sur les réseaux sociaux, à l'initiative des Identitaires - ou du moins soutenues activement par eux. Par exemple, les militants se sont activement opposés à la venue du rappeur Médine au Bataclan, ce qui s'est traduit par une forte mobilisation sur les réseaux sociaux bien au-delà des cercles identitaires (y compris des militants, cadres et élus du FN par exemple) ou encore contre le concert du rappeur Black M prévu à Verdun. Le militantisme en ligne, à travers ce mode d'action spécifique apparaît ainsi comme un prolongement de ces chaînes d'appels déjà mobilisées dans le passé. Notons que cela appelle également la vigilance du chercheur : Internet et les réseaux sociaux apparaissent dès lors comme un outil nouveau, qui vient renouveler des usages anciens. La « révolution » est technologique, elle entraîne un renouvellement des modes d'action sans nécessairement générer de nouveaux objectifs ou de nouvelles méthodes.

Malgré leur petit nombre, les militants usent tout de même des modes d'action démonstratifs, dont ils essaient de maximiser les effets en les publicisant. S'ils usent de la ressource du nombre, ils usent simultanément pour compenser leur « petitesse » du registre de la scandalisation pour maximiser les effets de ces mobilisations. Les actions de confrontation vont prendre la même direction : choquer, scandaliser pour faire parler d'eux.

2.4. Mettre en scène son opposition

Au cours de la première décennie du mouvement, avant 2012, les actions de confrontation consistaient essentiellement en l'organisation de contre-manifestation ou en la

perturbation d'événements. Par exemple, les Identitaires ont interrompu, en 2005, une cérémonie d'hommage à une victime d'un meurtre dans la ville d'Epina-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) : dans le contexte des émeutes de 2005, ils clament devant les 200 personnes réunies pour une minute de silence que les émeutiers « n'aiment pas la France et n'aiment pas les Français ». Autre exemple, en 2009, avec l'organisation d'une contre-manifestation à Nice, visant un rassemblement pour la paix au Proche-Orient. Ces modalités d'action ne sont pas abandonnées par la suite. En 2011, le conseil municipal de la ville d'Angers est perturbé par des militants portant un masque de cochon ; en 2016, c'est le conseil de la métropole de Lyon qui est visé pour s'opposer au financement de l'IFCM (2016). Idem à Paris, en 2017, avec l'irruption au sein d'une vente aux enchères organisées par la ville au profit d'associations venant en aide aux migrants (2017). De même, des contre-manifestations sont toujours organisées par les militants comme à Vintimille, en 2015, alors que des migrants manifestent pour passer la frontière franco-italienne.

Quelques actions mettent en scène leur opposition et vont engendrer des troubles. En 2006, ils réveillent un quartier de la ville de Montfermeil au son du Muezzin pour dénoncer la vente par la commune d'un terrain pour la construction d'une mosquée, une action qu'ils renouvelleront à plusieurs reprises, notamment en 2009 dans le quartier de la Bastide à Bordeaux, ou encore à Bayonne puis Pessac en 2010. Ils organisent également, en novembre 2010, l'opération « Fontaine de sang », déversant du colorant alimentaire rouge dans les fontaines d'une cinquantaine de ville en France pour réclamer le retour des soldats français d'Afghanistan. La même année, des militants défilent dans Pauillac, tractant en burqa sur le marché de la petite ville de Gironde, derrière un panneau « si vous ne voulez pas finir comme moi, rejoignez les Identitaires ». En 2010, toujours, l'envahissement du Quick de Villeurbanne par des militants grimés en cochon, au prétexte que le fast-food distribuerait de la nourriture Hallal, marque une montée en puissance. De la même façon, ce type d'action ne s'est pas arrêtée : en 2018, les Identitaires toulousains installent de faux panneaux routiers à l'entrée de la ville, sur lesquels est écrit (et rayé) le terme « Djihadistes ».

Il y a une certaine permanence : ces actions visent à engendrer une perturbation, par une contre-manifestation, par l'interruption d'événements ou par des moyens visant à marquer et choquer l'opinion publique. Ils sont, d'une part, présents dès les origines du mouvements et, d'autre part, toujours présents aujourd'hui dans son répertoire tactique.

Cependant, à partir de 2012, s'ajoutent à ces perturbations des modes d'action plus oppositionnels, plus illégaux et cherchant plus franchement à provoquer une perturbation

immédiate et durable : il s'agit des occupations, blocages ou « patrouilles » qu'ont organisé les militants de Génération identitaire. En même temps que le BI se désengageait de l'action électorale, les jeunes de GI organisaient des actions de plus en plus intenses, mettant en scène de manière plus radicale leur opposition¹⁹³⁴. À la théâtralisation, que les Identitaires avaient déjà expérimentés auparavant, va s'ajouter une radicalité accrue, qui va également scandaliser et susciter des retombées dans la presse. Notre inventaire (tableau 19) permet de constater que les militants organisent, avec régularité, au moins une action d'ampleur nationale chaque année depuis 2012. Si, dans les premiers temps, les actions restent essentiellement organisées « nationalement », le mode d'action s'est progressivement diffusé dans les fédérations, qui ont organisé des mobilisations locales.

Tableau 19 - Les actions de confrontation menées par Génération identitaire depuis 2012

Année	Mois	Ville (département)	Niveau orga.	Action
2012	Juillet	Cannes (Alpes-Maritime)	Local	Occupation du hall d'un hôtel
2012	Octobre	Poitiers (Vienne)	National	Occupation du toit de la Mosquée de Poitiers
2013	Mai	Paris	National	Occupation du toit-terrasse du siège du Parti Socialiste
2014	Avril-Mai	Plusieurs (Lille, Paris, Lyon, Nantes,...)	National	Patrouilles dans les transports en commun
2014	Octobre	Paris	National	Occupation du siège de l'UMP
2015	Mai	Paris	National	Occupation du siège de la commission européenne
2015	Aout	Arras (Pas-de-Calais)	Local	Occupation du toit de la Gare d'Arras
2015	Octobre	Cannes (Alpes-Maritime)	Local	Occupation du toit de la Gare de Cannes
2015	Octobre	Saint-Genis-les-Ollières (Rhône)	Local	Occupation du toit d'un centre d'accueil pour migrants
2015	Octobre	Arry (Moselle)	Local	Occupation du toit d'un centre d'accueil pour migrants
2015	Novembre	Triel-sur-Seine (Yvelines)	Local	Occupation d'un centre d'accueil pour migrants
2016	Mars	Calais (Pas-de-Calais)	National	Blocage de deux ponts d'accès à la ville de Calais
2016	Septembre	Montpellier (Hérault)	Local	Blocage de l'accès à un centre d'accueil pour migrants
2017	Février	Paris	Local	Blocage de l'accès au salon organisé par l'UOIF au Palais des Congrès
2017	Février-Mars	Plusieurs (Rouen, Paris)	Local	Patrouilles dans les transports en commun
2017	Juin	Chanas (Isère)	Local	Occupation du toit d'un hôtel devant accueillir des migrants
2017	Juillet-Aout	Mer Méditerranée	Européen	Patrouilles maritimes du C-Star
2018	Avril-Mai	Col de l'échelle (Hautes-Alpes)	National	Blocage de la frontière franco-italienne et patrouilles
2018	Octobre	Marseille (Bouches-du-Rhône)	National	Occupation du siège de SOS Méditerranée
2018	Octobre	Lille (Nord)	Local	Occupation du toit de l'Aeronef (salle de spectacle)
2019	Mars	Bobigny (Seine-Saint-Denis)	National	Occupation de toit de la Caisse d'allocations familiales
2020	Juin	Paris	National	Contre-manifestation depuis le toit d'un immeuble parisien

Source : Données récoltées et compilées par l'auteur.

¹⁹³⁴ Cf. *supra*, chapitre 1.

Toutes ces actions partagent quatre caractéristiques communes.

Elles se déroulent dans **des lieux symboliques de l'enjeu qu'elles dénoncent**. Une mosquée pour dénoncer « l'islamisation » de la France, à Poitiers de surcroît, en référence à la bataille de Poitiers au cours de laquelle Charles Martel aurait repoussé les arabes hors de France¹⁹³⁵ ; le siège du PS pour demander la démission de F. Hollande ; le siège de l'UMP alors que les dirigeants du parti annonce ne plus vouloir revenir sur la loi Taubira ; la commission européenne pour dénoncer l'immigration, qui « tuerait l'Europe » ; la ville de Calais, la méditerranée, la frontière franco-italienne et les locaux d'une association de sauvetage de migrants, pour dénoncer l'immigration, en pleine crise des migrants. En occupant ces lieux particuliers, ils disent déjà ce qu'ils entendent dénoncer.

Ces actions se concentrent en grande majorité sur des **enjeux considérés comme typiques de l'extrême droite : l'opposition à l'immigration et à son prétendu corollaire, l'islamisation**. En cela, les militants se mobilisent sur ce qui est considéré comme leur cœur de cible idéologique. Les deux actions de 2013 et 2014 font exception de ce point de vue, en s'attaquant à la loi Taubira, qui est alors l'objet d'une attention particulière dans les milieux conservateurs, de droite mais aussi d'extrême droite. Ces deux « détours » peuvent s'expliquer par la saillance de l'enjeu dans la période considérée.

Toutes sont des moments théâtralisés (illustration 47) : comme nous l'avons souligné à propos des manifestations, les militants mettent en scène la protestation, par les gestes, les slogans et les accessoires (fumigènes, pancartes, banderoles), jusqu'à revêtir un « uniforme » dédié. Ces trois premières caractéristiques visent à mettre en œuvre un potentiel de scandalisation : les lieux occupés, les causes défendues, les messages diffusés visent tous à choquer les spectateurs, et donc à attirer l'attention, à susciter des commentaires, à opérer une polarisation entre les détracteurs et les soutiens et donc à provoquer un débat, sur l'action et conséquemment sur son objet.

Enfin, elles mobilisent un **nombre relativement faible de militants** : au maximum, 200 militants participent à l'action (*Defend Europe* dans les Alpes), mais ils sont généralement bien moins nombreux. Cela représente un avantage pour ce « petit mouvement » qui n'a pas les moyens de réunir, même pour une manifestation, plus d'un millier de participants.

¹⁹³⁵ Blanc W., Naudin C., *Charles Martel et la bataille de Poitiers. De l'histoire au mythe identitaire*, Paris, Libertalia, 2015.

Illustration 47 –GI et les actions de confrontation (2012-2020)

2012 – Sur le toit de la mosquée de Poitiers



2013 – Sur le toit-terrasse du Parti Socialiste



2014 – Devant le siège de l'UMP



2015 – Sur le balcon de la commission européenne



2016 – Sur un pont à Calais



2017 – Le C-star en Méditerranée



2018 – Au col de l'Échelle



2020 – Au-dessus de la place de la République (Paris)



À partir des données quantitatives, nous nous attendions à ce que les actions de confrontation bien qu'ayant toujours existé, soient davantage mobilisées à partir de 2012. A partir de nos observations, cinq points ressortent.

Nos observations confirment la première partie de l'hypothèse : les **actions de confrontation ont effectivement toujours constitué un pan du répertoire tactique des Identitaires**. Dès le début de leur histoire, les Identitaires se sont mobilisés en organisant contre-manifestations, interruptions, perturbations.

Cependant, ces données viennent nuancer la seconde partie de l'hypothèse : il n'y a pas de recrudescence des actions de confrontation à partir de 2012. En revanche, de nouvelles modalités font leur entrée dans le répertoire tactique des Identitaires. Avec la création de Génération identitaire en 2012, occupations, blocages et patrouilles intègrent le répertoire tactique du mouvement. Ainsi, les modalités choisies pour se mobiliser évoluent au cours du temps. **L'année 2012 marque donc bien un changement, mais pas pour les raisons attendues : il n'y a pas d'augmentation du nombre d'actions mais une évolution du type d'actions, qui deviennent de plus en plus intenses, avec un potentiel de scandalisation croissant.** Il y a donc une intensification des actions et pas une augmentation : cette intensification suscite un accroissement de la couverture médiatique.

Nous pouvons noter que ces **actions restent très ponctuelles** (quelques-unes par an) et n'occupent donc qu'une partie marginale du temps militant. Le temps de préparation et d'organisation n'est supporté que par un petit nombre de militants, mis dans le « secret » de l'opération. Les autres participants se contentent de se rendre au lieu de rendez-vous. Ces actions reposent surtout sur un investissement individuel fort, une implication particulière, qui réside surtout dans la capacité des individus à accepter de prendre des risques judiciaires dans le cadre de leur militantisme - quand bien même ceux-ci seraient limités par diverses stratégies.

Ces actions réclament des **ressources financières variables**. Certaines ne représentent pas un coût financier immense, ne nécessitant qu'une banderole et une échelle (par exemple l'occupation du balcon de la commission européenne). D'autres, au contraire, représentent un coût particulièrement élevé. Les actions *Defend Europe*, en Méditerranée et dans les Hautes-Alpes, ont nécessité respectivement la location d'un bateau, les frais d'équipage et d'essence et la location d'un hélicoptère et d'un avion de tourisme. Ces dernières

représentent donc un coût certain et nécessitent une organisation suffisamment professionnalisée pour réunir les fonds nécessaires¹⁹³⁶.

L'intensification des actions constatée depuis 2012, amplifiée en 2017 et 2018, apparaît comme le **signe d'une professionnalisation accrue de Génération identitaire** dans ces dernières années. Au-delà de la question des fonds, déjà centrale, cette professionnalisation transparait également à travers les contacts établis avec la presse lors de ces actions : en 2012¹⁹³⁷, mais aussi en 2017 et 2018, les médias sont prévenus que l'action va se tenir, les militants allant jusqu'à fournir des images à certaines chaînes de télévision¹⁹³⁸. Par ailleurs, elle est également perceptible dans l'attention portée à l'agenda médiatique. L'action de 2018 se tient alors qu'est discutée au Parlement français la loi « Asile – Immigration », et que l'actualité politique est donc orientée par cette thématique. Idem, en juin 2020 quand les militants provoquent la manifestation contre les violences policières organisée par le collectif Vérité et justice pour Adama, pour bénéficier de sa couverture médiatique. Enfin, la professionnalisation transparait également à la théâtralisation des actions : celles-ci apparaissent de plus en plus travaillées. Tous ces éléments marquent le capital culturel de type « communicationnel » accumulé par les militants de GI, nécessaire à la réalisation (et à la médiatisation) de ce type d'action¹⁹³⁹.

Pour conclure, les actions de confrontation apparaissent comme des activités militantes à la fois ponctuelles et fugaces mais aussi intenses. Comme nous l'avons vu, elles sont plus médiatisées que leurs autres actions, ce qui laisse entrevoir un effet incitatif. En effet, pour les militants, plus une action est médiatisée, plus elle est réussie. L'objectif est en effet de « forcer la main aux médias » comme l'explique Alizée [2017_9] :

« quand on va sur une mosquée à Poitiers, qu'on va à Calais, les médias sont obligés de nous relayer, parce qu'on fait des choses spectaculaires. Ce qu'on appelle nous des « actions coup de poing », des choses qui voilà (*pause*) qui font parler de nous ! C'est sûr qu'on est... en fait, on est obligé de parler de nous. »

La logique de la « manifestation de papier¹⁹⁴⁰ » s'en trouve amplifiée : la médiatisation devient, non plus un objectif supplémentaire, mais l'objectif unique de l'action. Cela

¹⁹³⁶ L'action dans la méditerranée a été financée par un financement participatif (*crowdfunding*), dont l'objectif était de récolter 60.000\$ et qui a finalement permis de réunir 200.000\$. L'opération dans les Hautes-Alpes aurait, elle, coûté 30.000 €.

¹⁹³⁷ Les caméras de BFM TV sont déjà en bas de la mosquée de Poitiers au moment où les militants arrivent sur les lieux : on les voit sur les images de la chaîne de télévision en train d'escalader l'échelle qui leur a permis de se rendre sur le toit.

¹⁹³⁸ On a par exemple pu voir, en direct, des images filmées par Génération identitaire, diffusées sur BFM TV lors de l'action dans les Alpes. De même, ces images ont été reprises dans un reportage de l'émission C Politique (diffusé par France télévision).

¹⁹³⁹ Mathieu L., *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 47-54.

¹⁹⁴⁰ Champagne P., « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984 ; Champagne P., *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique.*, Paris, Minuit, 1990.

marque l'émergence d'un « répertoire médiatique », déjà souligné par Sylvie Ollitrault à propos de Greenpeace¹⁹⁴¹. Cela montre, en retour, les effets de la médiatisation sur les pratiques militantes¹⁹⁴². Les militants assimilent ainsi le succès des actions à leur médiatisation, qui reste dans la mémoire des militants, comme le montre cet échange avec Laurent [2017_25] :

« Ce que je vois c'est qu'au niveau des perceptions partout ça change et cette action [*Defend Europe* en Méditerranée] nous permis d'avoir ce qu'on avait jamais eu, à savoir un JT. En France, on n'a jamais eu de JT. Le premier qu'on a eu, ça fait 5 ans que Génération identitaire est lancée et le premier JT... même si on a eu BFM...

[*Vous n'aviez pas eu de JT pour la mosquée de Poitiers ?*]

Si. Mais c'était 2012. Ah nan ! On n'a pas eu un JT, on a eu une édition régionale et on a eu BFM surtout. BFM et I-télé. Mais le JT, comme ça, au soir, de France 2, c'était une première. Donc il y a toujours du progrès comme ça qui se fait »

De ce point de vue, les militants identitaires considèrent comme des réussites les actions de 2012 et 2013 : fort de ces succès, ils multiplient ces actions dites « coup de poing », y recourent de plus en plus fréquemment d'une part, dans des actions de plus en plus intenses d'autre part, espérant que les mêmes causes auront les mêmes effets. Les réussites de 2012/2013 sont des incitations à recommencer, à multiplier et à amplifier ces actions. Leur principal objectif est donc la médiatisation de l'action en tant que telle : elle est recherchée pour elle-même, dans une **stratégie d'interpellation**¹⁹⁴³. Les éléments qui en découlent, de la diffusion large de leurs idées, aux retombées en adhésion ou en don, ne sont que des corollaires, la médiatisation étant visée en priorité. Pour cela, les actions reposent principalement sur deux registres. **La scandalisation**¹⁹⁴⁴ mobilisée à travers un mécanisme original puisque le groupe cause lui-même le scandale en recourant à des mots d'ordres particulièrement radicaux, (voire violents) et à des actions choquantes, mais ne revendique pas sa propre « vertu ». Ce registre mobilisé ainsi porte donc la marque de la radicalité du groupe. **La théâtralisation**¹⁹⁴⁵, avec la création d'actions spectaculaires et une réflexion menée sur le rendu visuel de l'action et une attention portée aux détails. Ce second registre n'est pas propre aux Identitaires, mais ils sont typiques des petits groupes, détenant un capital

¹⁹⁴¹ Ollitrault S., « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, volume 17, n°98, 1999.

¹⁹⁴² Derville G. « L'impact de la médiatisation sur le fonctionnement du champ politique », *Le pouvoir des médias*, Presses universitaires de Grenoble, 2017, p. 173-210.

¹⁹⁴³ Crettiez X., *Les formes de la violence*, La Découverte, 2008, p. 57 ; Crettiez X., Sommier I., *La France Rebelle*, Paris, Michalon, 2006.

¹⁹⁴⁴ Offerlé M., *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998, p. 122. Voir aussi : Lascoumes P., « Des cris au silence médiatique : les limites de la scandalisation », *Éthique publique*, Vol. 18, n°2, 2016.

¹⁹⁴⁵ Isabelle Sommier l'évoque à propos des actions "spectaculaires" de la CGT (V. Sommier I., « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures & Conflits*, n°0910, 1993). Xavier Crettiez la perçoit dans la mise en scène des conférences de presse du FLNC à laquelle les médias répondent... (V. Crettiez X., « La mise en scène de la violence politique à travers les conférences de presse du FLNC », *Cultures & Conflits*, n°09-10, 1993 ; Crettiez X., *La question corse*, Complexe, 1999 (les p. 138 et suivantes sont consacrées à la *théâtralisation*)).

culturel (en particulier communicationnel) suffisant¹⁹⁴⁶ : cela vient souligner la professionnalisation du mouvement, capable d'établir des liens avec la presse, de lui « proposer » des sujets mais également de la contourner en se médiatisant seul.

2.5. Actions sociales : solidaires... mais identitaires

Dès leurs débuts les militants identitaires ont également mis en place des actions de « solidarité », qui servent en fait un double objectif.

Comme nous l'avons vu dans l'analyse des dépêches AFP certaines actions dites de « solidarité » sont évoquées dans les médias et ce à la fois en 2004-2005 mais également en 2013. Historiquement en effet, les Identitaires ont organisé dès leurs fondations des distributions de nourriture, qui font l'objet de ces dépêches. Celles-ci ont évolué et prennent en fait deux formes différentes. Les premières, évoquées en 2004-2005 sont les « soupes au cochon » organisées par des associations diverses, liées aux Identitaires, un peu partout en France. Celles-ci excluent donc, de fait, les personnes pratiquantes de religions juives et musulmanes, le porc étant un interdit alimentaire dans ces deux religions, une volonté d'exclusion qui est soulignée par ailleurs par les objectifs de la distribution, à savoir venir en aide « aux nôtres, avant les autres¹⁹⁴⁷ ». C'est par exemple le cas de *Solidarité des Français (SDF)* qui agit essentiellement à Paris et en Ile-de-France. L'association, présidée par Odile Bonnavard, a distribué des « soupes identitaires », comprendre « à base de cochon », à partir de 2003, sur l'esplanade de la gare Montparnasse¹⁹⁴⁸. C'est également le cas de l'association *Soulidarieta* qui a procédé de la même façon à Nice, à partir de 2004, d'abord près du port de la ville puis derrière un hôpital. Un militant niçois s'exprimant en 2009 à propos de cette soupe « identitaire et populaire » la rapprochait d'une « action sociale identitaire », revendiquant cet objectif d'avoir un effet direct sur une situation « immédiatement, sans intermédiaire ». Il appelait également à un développement de ces modalités d'action, « en autant de modes différents que possible : occupation de maisons, réquisition de terrains publics pour fonder des coopératives bio¹⁹⁴⁹... ». Impossible de lire ces quelques lignes sans penser aux actions menées par *Casapound Italia* dont les occupations d'immeuble avaient débuté dès 2003. Ces actions de « solidarité » menées par le Bloc à ses débuts et perpétuées par GI par la suite consistent bien en des actions sociales

¹⁹⁴⁶ Mathieu L., *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Presses de Sciences Po, 2011.

¹⁹⁴⁷ Pour le décryptage de ce slogan, cf. *supra*, Chapitre 2.

¹⁹⁴⁸ « Solidarité des Français, Saison 6 : Odile Bonnavard au micro de Novopress », 12 septembre 2008, cf : www.bloc-identitaire.com/document-audio/15/solidarite-francais.html

¹⁹⁴⁹ P.-A. Plaquet, « Soulidarieta : cinq ans d'action sociale identitaire », 04/02/2009. URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/749/soulidarieta-cinq-ans-action-sociale-identitaire.html

directes à l'image de celles mobilisées par CPI¹⁹⁵⁰, définies comme « *forms of collective action that aim at directly changing, by means of the very action itself, some specific aspects of society without being primarily oriented towards securing the mediation of public authorities or the intervention of other actors*¹⁹⁵¹ ». Le premier objectif n'est alors pas de diffuser une idée ou une revendication mais d'agir directement, sans médiation. Cependant, les Identitaires vont « faire d'une pierre deux coups » (voire trois) : les distributions alimentaires constituent d'une part, une action directe, et d'autre part une diffusion de leurs idées. Il ne s'agit pas d'aider « tous » les pauvres, mais seulement certains ; il ne s'agit pas de réduire la pauvreté dans son ensemble, mais de soutenir les « vrais » pauvres, les « bons » pauvres, « nos » pauvres, pas les « autres »¹⁹⁵². Cela participe ainsi simultanément, à dénoncer une « mauvaise » répartition des aides, qui profiteraient davantage aux « non-européens », comme le soutiennent les Identitaires d'après qui, « la donne est inversée partout ailleurs et les Européens ont des difficultés à accéder aux aides¹⁹⁵³ ». Ces soupes ont été au cœur d'une polémique avant de faire l'objet d'une longue procédure juridique : la préfecture de police de Paris décide en décembre 2006 de les interdire, avant que le Tribunal administratif ne revienne sur la décision... Finalement, le Conseil d'État tranche en défaveur des « soupes au cochon », une décision confirmée par la Cour européenne des droits de l'homme qui estime infondé le recours de l'association « Solidarité des français » en 2009. Si les soupes au cochon sont abandonnées, elles sont remplacées par la suite.

En effet, à partir de janvier 2013, Génération identitaire organise chaque année une campagne « Génération solidaire », dont le slogan « les nôtres avant les autres » marque bien la filiation avec ces soupes au cochon. Les militants, vêtus de blousons jaunes, estampillés « Génération solidaire » commencent à distribuer « des couvertures, sacs de couchage, vêtements chauds, de la nourriture, des produits d'hygiène¹⁹⁵⁴ » aux sans-abris. Estimant que « le pouvoir socialiste » a fait son choix, privilégiant les « clandestins » par rapport aux « Européens », les militants décident d'aider ces derniers au détriment des premiers. Ce faisant, les militants sélectionnent les « autres » qu'ils veulent aider, désignant ainsi « les leurs », ce qui participe à dire qui ils sont. Cette première campagne à l'hiver 2013, est reconduite les années suivantes et se poursuit jusqu'à aujourd'hui dans les différentes fédérations de Génération identitaire. Ces maraudes sont organisées de manière

¹⁹⁵⁰ Froio C., Castelli Gattinara P., Bulli G., Albanese M., CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics, London: Routledge, 2020, p. 100.

¹⁹⁵¹ Bosi L., Zamponi L., « Direct Social Actions and Economic Crises: The Relationship between Forms of Action and Socio-Economic Context in Italy », *Partecipazione e Conflitto*, Vol. 8, n°2, 2015, p. 373-374.

¹⁹⁵² Pour une réflexion sociologique sur la pauvreté, voir : Colombi D., *Où va l'argent des pauvres ?*, Paris, Payot, 2020.

¹⁹⁵³ « Une soupe populaire de Solidarité des français ressemble à un dîner de famille », 18 mai 2010, www.bloc-identitaire.com/actualite/1302/soupe-populaire-solidarite-francais-ressemble-diner-famille.html

¹⁹⁵⁴ « Les nôtres avant les autres. Génération solidaire », *Identitaires*, n° 13, février 2013, p. 10-11.

hebdomadaire : « quand c'est l'hiver on fait les tournées génération solidaire. Donc on en fait une par semaine, ça aussi c'est un rendez-vous aussi toutes les semaines, donc ça permet vraiment de mettre en place de la régularité » (Tanguy [2017_1]). Ces actions fondent le collectif militant, il s'agit de faire émerger une identité individuelle et collective positive, comme l'explique Antoine [2017_24] :

« Les premières [tournées] Génération solidaire qu'on avait faites, ça m'avait énormément ému. Surtout dans le même temps je me disais, « *j'ai tellement de chance de faire ça en fait* », j'avais presque envie de... Je me disais : « *putain les autres ils sont chez eux, ils ratent tellement quelque chose* ». Parce que, on discute un peu avec ces gens qui sont dans la rue, qui ont un peu rien et tout, et on arrive, on leur offre un café, un sandwich, on parle un peu avec eux, bon ils nous parlent un peu de leur vie d'avant et tout, souvent ils se plaignent un peu... Ils nous demandent si on reviendra plus tard, du coup on essaye de les reconforter un peu de leur dire « *oui, oui on essaiera de revenir* ». C'est vrai tout ça on se dit... « *tu fais pas que...* » Parce que des fois aussi je recevais des réflexions genre « *ouais mais tu fais rien, tu colles juste des autocollants* ». Du coup ça me faisait matière à dire : « *non je colle pas juste des autocollants, je vais aussi nourrir des gens qui ont rien* ». C'est un peu ridicule comme argument, mais c'est galvanisant, on se dit on sert pas à rien, on aide les autres aussi. On les aide d'une façon... on peut difficilement faire vraiment mieux. »

L'asymétrie qui persiste dans cette présentation d'Antoine entre « eux », « les gens de la rue », « qui ont rien », et ce « nous » militant qui « vient », « discute », « apporte du café », « reconforte », marque bien la solidarité particulariste qui s'exprime lors de ces maraudes : « la solidarité est le fait de ceux qui en ont les moyens et qui mettent une partie de ces moyens, sous forme de temps, d'argent, de savoir-faire, au profit des autres, ceux qui n'ont pas les mêmes moyens¹⁹⁵⁵ ». Un « autre » que les militants ont de surcroît sélectionné parce qu'« il » leur ressemble. Loin d'un pur altruisme, ces actions apparaissent comme particulièrement rétributrices. Elles participent ainsi à fonder une légitimité sociale du militantisme. Comme l'explique Antoine à son interlocuteur imaginaire, militer ce n'est pas seulement coller des autocollants, c'est aussi aider des gens dans le besoin. Cela participe à justifier socialement le militantisme. Bien que ces actions ne soient que ponctuelles - au maximum une fois par semaine pendant quelques mois d'hiver - elles permettent de donner une image plus positive du militant identitaire, de ses activités, mais aussi de l'organisation dans son ensemble. Ces maraudes sont donc symboliquement importantes pour les militants dans l'économie globale de leurs activités.

*

¹⁹⁵⁵ Duchesne S., « Don et recherche de soi : l'altruisme en question aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 33, janvier 2003.

Les Identitaires ont donc construit un répertoire marqué par sa diversité. Ils s'appuient sur des actions de tous types : conventionnelles, expressives, démonstratives, de confrontation et même des actions sociales directes, de solidarité. Loin de l'image renvoyée par les dépêches AFP, l'essentiel du temps militant semble occupé par des actions plutôt conventionnelles ou expressives, les autres actions consistant plutôt en des moments fugaces quoique réguliers. Cette diversité des modalités d'action mobilisées permet de remplir des objectifs divers eux aussi : diffuser leurs idées localement ou largement, construire et/ou renforcer l'identité collective du groupe, former les militants, compter leurs sympathisants. Elles peuvent être l'occasion d'accentuer leur normalité, de présenter un visage positif, mais aussi alternativement, de mettre en exergue leur radicalité voire une certaine violence. La diversité des formes est ainsi mise au service de cette diversité des objectifs. Si les Identitaires ont renoncé à une hybridation totale, en abandonnant l'action dans le champ électoral, ils ont conservé un registre diversifié, une hybridation partielle. Leur répertoire emprunte toutes les voies d'actions possibles pour un mouvement social, en cela il apparaît total. Comment ce répertoire s'est-il construit ? Constitue-t-il un répertoire tactique, c'est-à-dire par définition particulier, propre aux Identitaires ?

2. Un répertoire tactique syncrétique

Comment ce répertoire tactique s'est-il construit ? Cette diversité de modalités que l'on retrouve au sein du répertoire des Identitaires apparaît comme la résultante de deux mouvements. Un emprunt au registre d'actions de mouvements progressistes, en particulier Greenpeace (1) et un rejet (relatif) de certaines modalités propres au registre d'action de l'extrême droite française, notamment à travers la construction d'un nouveau rapport à la violence politique (2).

1. Les emprunts (stratégiques) à Greenpeace

Les cadres et militants identitaires assument avoir construit leur répertoire tactique en s'inspirant de mouvements dont ils sont politiquement éloignés. Ils revendiquent en particulier s'inspirer de Greenpeace pour l'imaginer et le construire. En 2012, Fabrice Robert expliquait considérer l'ONG écologiste comme l'une de ses deux sources d'inspiration : si le GRECE¹⁹⁵⁶ avait inspiré leurs idées, Greenpeace inspirait leurs actions¹⁹⁵⁷. Qu'ont-ils

¹⁹⁵⁶ Groupement de Recherche et d'Étude sur la Civilisation européenne (*Cf. supra*, Chapitre 2).

¹⁹⁵⁷ « The Identitarians have a historical role to play, Fabrice Robert says » (Interview de Fabrice Robert), Février 2012, URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2284/english-interview-fabrice-robert-bloc-identitaire-historical-role-to-play.html

effectivement emprunté à l'ONG écologiste ? Avec quels objectifs ? Quelles fonctions endosse cet héritage ?

D'après Tristan [2017_29], militant chez les Identitaires depuis 2002, cette inspiration aurait été présente dès les origines du mouvement :

« Nous on est des vrais révolutionnaires, des pirates politiques, on fait tout, on fait toutes les structures, on a notre pensée, notre façon d'agir, pour la victoire de nos idées. Si on s'est inspiré de *Greenpeace* et de *Sea Shepherd*, c'est pas pour rien. C'est parce qu'il faisait des actions novatrices et nous on voulait ça aussi. Si on avait écouté à l'époque tous les vieux droitards du mouvement, on aurait jamais fait ce qu'on faisait "Nan mais vous avez pas honte, vous faites comme les gauchistes", "bah oui mais... ça marche !" Je veux dire, il fallait dépasser ce blocage psychologique de droitard ! [...] On s'est dit, "on est peu, on a peu de moyens, on est pas nombreux... et pourtant des mouvements comme le nôtre..." [Il s'interrompt] Parce que *Greenpeace*, c'était déjà un exemple, on voyait les actions qu'ils faisaient : c'était 10 pélos [personnes], pendus au bout d'un fil et on en parlait partout à la télé. C'est énorme ! C'est 10 mecs qui passent à la télé. Nous on s'est dit, "on doit vraiment être les derniers des crétins pour pas réussir à faire ça. Pourquoi eux et pourquoi pas nous ?". Donc on a commencé à réfléchir, c'est là qu'on a mis en place le système... le système euh... j'ai plus le nom... le truc de téléphones, mails... [Il fait référence aux chaînes d'appels pour la campagne *Sniper*] [...] Nous on est le *Greenpeace* de la droite nationale. »

Dans ce passage de notre entretien avec Tristan, trois dimensions peuvent être soulignées. Tout d'abord, Tristan identifie *Greenpeace* aux Identitaires, ce « eux » et ce « nous » qu'il compare, autour notamment des faibles moyens et du faible nombre d'activistes. Difficile de lui donner entièrement raison, face aux chiffres communiqués par *Greenpeace* : en France, l'association déclare 215 283 adhérents (2018) et 16 millions d'euros de ressources nettes¹⁹⁵⁸, des chiffres sans commune mesure avec ceux avancés par GI (3 500 adhérents et un budget de « quelques centaines de milliers d'euros¹⁹⁵⁹ »). Cependant, le nombre de militants et d'activistes avancé par la « multinationale verte » est beaucoup plus petit : 1330 militants en France selon le même rapport, et probablement moins de participants à des actions d'agit-prop. Si les moyens financiers ne sont effectivement pas les mêmes, le nombre de participants potentiels à une action est finalement assez proche, du moins du même ordre de grandeur - quelques centaines d'individus en France. Cela justifie pour partie le rapprochement qu'opère Tristan : les contraintes en termes de mobilisation d'individus apparaissent comparables.

De plus, à ces contraintes comparables s'ajoutent des objectifs comparables, en l'occurrence la médiatisation. La force de *Greenpeace* réside d'après Tristan à entrer dans

¹⁹⁵⁸ *Greenpeace* France, « Rapport financier 2018 ». En ligne [09/06/2020], URL : cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2019/09/Rapport-financier-Greenpeace_2018.pdf?_ga=2.245976397.838415681.1591709235-1004447812.1591709235

¹⁹⁵⁹ Le chiffre vague nous a été communiqué par un cadre national du mouvement en 2019.

les médias malgré ce petit nombre, ce que les Identitaires cherchent également à faire. Comme il le souligne, avec enthousiasme, Greenpeace « c'est 10 mecs qui passent à la télé ». L'ambition des Identitaires est dès lors similaire : puisqu'ils sont eux aussi « 10 mecs », ils peuvent, eux aussi, « passer à la télé ». S'approprier la stratégie de Greenpeace permet donc de concilier le petit nombre et l'impératif de médiatisation, une tension centrale dans leurs modalités d'action, nous l'avons vu. Tristan fait référence ici à ce que Sylvie Ollitrault a appelé le « répertoire médiatique » de Greenpeace¹⁹⁶⁰, défini comme « le répertoire composé des formes d'action destinées à attirer les médias ou celles visant à construire ses propres moyens de communication¹⁹⁶¹ ». Greenpeace, explique l'auteure est « l'initiatrice de ce registre médiatique¹⁹⁶² » : ce type d'action serait apparu dès les premières campagnes de Greenpeace (1969). De surcroît, cette forme de répertoire aurait, d'après elle, influencé « durablement et généralement le militantisme écologique¹⁹⁶³ », mais aussi les mobilisations altermondialistes¹⁹⁶⁴ ... et donc de manière plus surprenante peut-être, le mouvement identitaire.

Enfin, il est intéressant de noter que Tristan qualifie de « novatrices » les actions de Greenpeace, cette fois conformément aux enseignements de la recherche : la forme d'action collective mobilisée par Greenpeace est effectivement une « innovation », ce qui en fait un objet susceptible de se diffuser¹⁹⁶⁵. Cette nouveauté est présentée comme une qualité par Tristan et semble séduire les Identitaires : « Ils faisaient des actions novatrices. On voulait ça aussi » explique-t-il. Simultanément, la volonté d'agir « comme Greenpeace » suscite des réticences en interne, de la part des « vieux droitards » : alors que Tristan présente cela comme une innovation qu'il juge efficace dans des conditions proches des leurs, ceux-ci sont critiques du fait de l'origine de l'innovation. Ces actions sont assimilées aux « gauchistes » et devraient, à ce titre, faire « honte » aux militants identitaires : en interne, cette évolution du répertoire tactique ne se fait pas sans heurts donc. S'inspirer de méthodes d'action dites « de gauche » - du moins pouvons-nous dire écologistes et progressistes – suggère apparemment la possibilité de se rapprocher d'eux sur le plan idéologique ou du moins est mal perçu par certains « vieux droitards ». En dépit de cela, les militants ont persisté sur cette voie... ce dont Tristan se félicite.

¹⁹⁶⁰ Voir également : Derville G., « Le combat singulier Greenpeace-SIRPA. La compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français », *Revue française de science politique*, Vol. 47, n°5, 1997, p. 589-629.

¹⁹⁶¹ Ollitrault S., « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, Vol. 17, n°98, 1999, p. 159.

¹⁹⁶² *Ibid.*, p. 178.

¹⁹⁶³ *Ibid.*, p.164.

¹⁹⁶⁴ Fréour N., « Le positionnement distancié de Greenpeace », *Revue française de Science politique*, Vol. 54, n° 3, 2004, p. 421-442 ; Sommier I., *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001.

¹⁹⁶⁵ Cf. *supra*, Chapitre 3. Voir également : Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties : Towards a systematic framework of analysis*, op. cit. ; Kriesi H., Koopmans R., Duyvendak J. W., Giugni, M. G., « New Social Movements and Political Opportunities in Western Europe », *European Journal of Political Research*, Vol. 22, n°2, 1992, p. 219-244 .

Les militants revendiquent cet héritage auprès des chercheurs¹⁹⁶⁶ et auprès de la presse, tel Philippe Vardon qui, en 2014, soulignait : « on a une manière de faire qui ressemble plus à Greenpeace qu'au MoDem ». Cette façon de mobiliser la référence à Greenpeace, nous apparaît comme un moyen de normaliser leur registre tactique. Cette dimension est particulièrement perceptible dans notre échange avec Fabien [2017_11] que nous interrogeons sur l'action *Defend Europe* dans la méditerranée. L'entretien se déroule avant l'action elle-même : les militants identitaires ont tout juste commencé à communiquer pour lever les fonds nécessaires à sa réalisation. Déjà une polémique émerge sur l'action : des contre-mobilisations se mettent en place, des associations d'aide aux migrants, des associations qui agissent également au Moyen-Orient ou encore des militants antifascistes dénoncent l'action, accusant les Identitaires de vouloir tuer des migrants en mer, en refusant de les secourir. Dans ce contexte ma question n'a rien d'innocent, comme le montre sa réponse :

« [Qu'est-ce que tu penses de la dernière action préparée en mer ?]

Defend Europe ?

[Oui.]

Moi je trouve que c'est une bonne action, qui encore une fois est sur notre ligne, et qui diffuse un message fort mais sous une forme assez fun. En fin de compte, on a toujours pris comme exemple les activistes écologues, Greenpeace, Sea Shepherd... et là c'est un peu le Sea Shepherd quoi. Donc je trouve l'idée de l'action... de toute façon c'est encore une fois du symbole ! [...] Pour l'instant les médias en font quelque chose d'atroce, immonde, anti-humain. sauf qu'en fin de compte, l'action en elle-même ne l'est pas. »

Alors que l'action est fortement décriée, Fabien en euphémise d'emblée la nature revendiquant qu'il s'agit avant tout d'un « message fort mais sous une forme assez fun ». Il la rapproche, dans le même mouvement, « des activistes écologues », en particulier des opérations de Sea Shepherd. Il n'hésite pas à comparer les deux actions, considérant que comme les bateaux de l'ONG s'interposent entre les baleiniers et leur proie, le bateau de GI entend s'interposer entre les bateaux des ONG qui secourent les migrants et la frontière européenne. Il ne cherche pas à nous présenter l'action, à la décrire ou l'expliquer mais commence par la justifier. Ces deux justifications *a priori* visent à compenser les accusations (fausses d'après lui) portées par « les médias ». Implicitement, Fabien suggère l'idée que les médias sont injustes dans leur traitement de l'actualité et idéologiquement orientés : à « action égale », les médias soutiennent Greenpeace et Sea Shepherd mais condamnent Génération identitaire. Invoquer le nom de ces associations est aussi un moyen de légitimer

¹⁹⁶⁶ Nous, mais également Stéphane François ou Nicolas Lebourg.

leurs actions : si d'autres associations agissent « comme eux », et le faisaient d'ailleurs avant eux, sans être médiatiquement condamnées, cela devrait leur donner le droit d'agir ainsi sans être condamnés.

Enfin, pour les Identitaires, s'inspirer du répertoire médiatique de Greenpeace représente un avantage à au moins trois niveaux. **Cela constitue une ressource médiatique, en maximisant les chances de couverture médiatique** : en mobilisant ce mode d'action qui a permis à un petit nombre d'individus de provoquer une action médiatique, ils espèrent que la même chose se produira pour eux. Cette stratégie s'est révélée payante puisque ce type d'action est effectivement surmédiatisé par rapport aux autres actions de GI. **Cela constitue une ressource stratégique, en rénovant leur répertoire tactique** : à leur tour, ils innovent. Il ne s'agit pas d'un type d'action nouveau dans l'absolu puisque d'autres le font avant eux, mais d'un type d'action nouveau au sein de leur milieu partisan. Ils innovent, à l'extrême droite. Ainsi, en réalisant ce type d'action, ils se distinguent des « vieux droitards » et tracent une ligne de démarcation entre ancienne et nouvelles façons de militer. **Cela constitue une ressource symbolique en participant à une normalisation de leur militantisme** : en invoquant leur inspiration de Greenpeace, ils espèrent tirer profit du cadrage favorable dont bénéficie l'ONG, si ce n'est directement, au moins pour se victimiser. Se décrire comme « le Greenpeace de la droite nationale » (Tristan, 2017_29), le « Greenpeace de droite » (Laurent [2017_26], Guillaume [2017_23]), marteler « notre modèle, c'est Greenpeace » (François [2017_2]) est une façon de chercher à atténuer la violence de leurs actions... ce qui revient à passer sous silence les cibles de leurs actions, évidemment très différentes de celles des mouvements écologistes.

Nous avons évoqué Greenpeace et Sea Shepherd dont les cadres et militants se revendiquent explicitement. Cependant, il est également possible de percevoir dans d'autres actions des similitudes avec celles d'autres groupes : par exemple, les ZAP d'Act Up et les interruptions de meeting¹⁹⁶⁷, les occupations de place ou de bâtiments¹⁹⁶⁸. Ces ressemblances ne permettent pas de tracer un lien de causalité et dire que les Identitaires s'en inspirent, comme nous avons pu le faire à propos de Greenpeace. Tout juste pouvons-nous dire que, en dépit de leur attachement à des « valeurs traditionnelles » qui s'accompagne d'un combat

¹⁹⁶⁷ Broqua C., *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Presses de Sciences Po, 2005 ; Broqua C., Fillieule O., « Act Up ou les raisons de la colère », in : Traïni C. (dir.), *Émotions... Mobilisation !*, Presses de Sciences Po, 2009, p. 141-167 ; Patouillard V., « Une colère politique. L'usage du corps dans une situation exceptionnelle : le ZAP d'Act-up Paris », *Sociétés contemporaines*, n°31, 1998, p. 15-36.

¹⁹⁶⁸ Voir le dossier : Dechézelles S., Olive M., « Mouvements d'occupation », *Politix*, n° 117, 2017.

contre la modernité¹⁹⁶⁹, les Identitaires agissent de manière « moderne ». Certaines innovations ont intégré leur répertoire d'action sous l'influence de mouvements progressistes. Ils se distinguent cependant de ces mouvements par les cibles de leurs actions.

2. Un rapport différent à la violence politique : éloignement d'avec l'extrême droite ?

La violence politique en tant que répertoire d'action n'est pas le propre de l'extrême droite mais elle occupe une place particulière dans ce milieu partisan. Alors que celle-ci fait partie des actions médiatisées par l'AFP, elle est absente de la communication officielle des Identitaires, qui invisibilisent la violence. En reste-t-il des résidus ? Quelle place occupe la violence politique, entendue comme répertoire d'action ici, dans le mouvement identitaire ? Quel type de violence les Identitaires exercent-ils ?

Pour Anita Nissen, les actions de GI sont « non-violentes¹⁹⁷⁰ », une affirmation qui demande des précisions. Stéphane François s'est intéressé au rapport à la violence du Bloc identitaire et de Génération identitaire. Il considère que le groupe a « tourné la page de la violence physique au profit du combat métapolitique, parfois très violent¹⁹⁷¹ », sous-entendant par-là qu'il y aurait deux types de violence possibles : une violence « physique », abandonnée et une autre violence toujours à l'œuvre, elle, qu'il ne qualifie pas. Il observe donc une évolution dans la nature de la violence exercée. Pour qualifier cette violence, nous proposons de nous saisir d'une proposition de Philippe Braud qui, considérant « réducteur de penser la violence uniquement à travers les atteintes physiques aux personnes ou aux biens¹⁹⁷² » évoquait l'existence d'une violence « symbolique [opérant] dans le domaine des représentations¹⁹⁷³ ». Si la violence physique apparaît effectivement bannie du répertoire tactique, il est cependant possible d'en observer des résidus (1). La violence symbolique s'exerce elle notamment au travers les actions de confrontation que nous avons présentées mais aussi à travers d'autres supports (2).

¹⁹⁶⁹ Nous empruntons cette idée à Wagemann, Caïani et della Porta, qui ont intitulé un chapitre de leur ouvrage (*op. cit.*) « Fighting Modernity : The Extreme Right and Conservative Values ».

¹⁹⁷⁰ Nissen A., *Europeanization of the far right. A case study of Generation identity and Fortress Europe*, *op. cit.*, p. 179.

¹⁹⁷¹ François S., « Mythes et niveaux de pratique de la violence au sein du Bloc identitaire » in : Lebourg N., Sommier I., (dir.), *La violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, *op. cit.*

¹⁹⁷² Braud P., « Violence symbolique et mal-être identitaire », *Raisons politiques*, Vol. 9, n°1, 2003, p. 33-47. (Voir aussi, pour une autre approche des violences, identifiant émetteurs et cibles et les motifs de recours à la violence : Braud P. « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, n°09-10, 1993).

¹⁹⁷³ Il est important de souligner que Philippe Braud distingue son acception de « violence symbolique » de ce que Pierre Bourdieu nomme « violence symbolique », rattachant cette seconde acception soit à la « violence structurelle » soit à la « violence psychologique ».

2.1. La violence physique : entre bannissement stratégique et résidus de violence

Les Identitaires ont effectivement banni de leur répertoire la violence physique. Les raisons qui président à ce choix sont notamment d'ordre organisationnel et personnel, voire d'ordre contextuel, comme le montre Stéphane François¹⁹⁷⁴. Les militants ont intégré ce fonctionnement « non-violent ». Il semble même qu'il soit constitutif de la formation qui leur est proposée : ils le justifient à trois titres.

Premièrement, la violence physique apparaît, dans les discours des militants comme un moyen d'action stérile, qui n'apporte pas d'effet bénéfique. C'est notamment ce qui ressort du récit d'Antoine [2017_24], qui raconte sa première soirée avec les militants Identitaires. L'épisode se déroule lors de l'inauguration - sous tension - du bar identitaire lillois, *la Citadelle*.

« On apprend qu'il y [a] une très grosse manifestation des antifascistes du Nord – Pas-de-Calais qui se prépar[e] à quelques pas de la rue où la *Citadelle* s'était installée. [...] Je me suis dit "Ohlalala ! Ce soir il va y avoir de la bagarre, ça va être la guerre et tout". Et je voyais les autres, ils étaient complètement détendus [...] Y'a juste deux-trois personnes qui sont passées, mais personne n'a réagi, personne ne leur a sauté dessus comme j'imaginai. [...] C'est à ce moment-là que je me suis rendu compte que en fait je réfléchissais pas du tout et que moi pour moi la politique et les mouvements identitaires c'était des gros bagarreurs et tout. Et je me suis rendu compte que c'était stupide de penser comme ça, parce qu'on gagne pas en politique en étant un gros bagarreur en fait »

Alors que le jeune militant craint l'affrontement, qu'il est inquiet de cette perspective qui lui paraît inévitable, il est surpris de l'impassibilité de ses camarades. Il explique qu'il se « rend compte », soudainement, que sa réflexion est faussée. En réalité, il est plus probable que les militants plus anciens lui aient alors fait la leçon, lui expliquant que ce n'est pas comme ça « qu'on gagne [...] en politique ». Le renoncement à la « bagarre », à l'affrontement, semble être une condition pour intégrer la communauté militante.

Deuxièmement, l'abandon de la violence physique comme répertoire d'action politique, leur permet ainsi de se distinguer d'autres groupes d'extrême droite qui mobilisent toujours ce répertoire d'action¹⁹⁷⁵, comme l'explique Charlotte [2017_4] :

« J'aurais pu aller au GUD mais c'est pas vraiment mon délire. [...] Génération identitaire, on a plus de formation, plus de réflexions sur la politique. C'est plus clean. [Le GUD tu trouves ça moins « clean » dans quel sens du coup ?] Le GUD j'trouve ça plus... Enfin, quand on dit GUD, c'est bagarre ! »

¹⁹⁷⁴ François S., « Mythes et niveaux de pratique de la violence au sein du Bloc identitaire » in : Lebourg N., Sommier I., (dir.), *La violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, op. cit.

¹⁹⁷⁵ Xavier Crettiez a souligné ce point : la violence a une « fonction de distinction politique entre extrémistes et modérés au sein de la même communauté » (V. Crettiez X., *Violence et nationalisme*, op. cit. p. 160).

Cela leur permet ainsi de réfuter le qualificatif d'extrême droite, sous-entendant qu'ils ne sont pas « extrêmes » puisque pas « violents ». Ils rejettent le qualificatif dépréciatif sur ces autres groupes qui eux, sont les « vrais » extrémistes.

Troisièmement, la violence physique est réfutée au titre de son illégalité. Les militants sont vigilants à ce que leurs actions et même leurs tracts ne tombent pas sous le coup de la loi. Ce n'est pas par légalisme mais davantage par stratégie : le renoncement à la violence physique est un moyen de protéger leur mouvement. Ils jouent donc en permanence avec les lignes floues de la loi pour que leurs actions soient sinon totalement légales, du moins, le moins illégales possibles, comme le montre l'échange ci-dessous avec Guillaume [2017_23]. La violence intègre dans leur discours ce registre plus large de l'action illégale.

« Je vais pas me battre, agresser la police, c'est pas l'objectif. [...] On n'est pas violent, on fait rien d'illégal, donc on est quand même assez tranquille.

[À *peine*... [je ris]]

Disons qu'on n'est pas... quand on monte sur un toit, on le fait par une échelle, donc on fait pas d'effraction. À partir de ce moment là... »

Pourquoi ce rapport flou avec la légalité ? Les militants considèrent que pèse sur eux le risque de la dissolution. Après les interdictions de certaines de leurs manifestations, ces craintes sont réactivées. Elles fonctionnent comme autant d'invitations à la prudence : « On aurait pu se faire interdire. Disons qu'on marche sur des charbons ardents ou sur le fil du rasoir, on n'a pas le droit à l'erreur » (Guillaume [2017_23]). Cette prudence est d'autant plus de mise que l'enjeu est aujourd'hui grand, comme l'explique Tristan [2017_29] : « Après si on est dissout c'est plus compliqué. C'est plus comme avant où on avait une petite structure. Aujourd'hui, c'est une marque. [...] Et puis là on risque de se prendre un procès de reconstitution de ligue dissoute. Et là c'est cher ». Face à cette menace, les militants ont intérêt à rester dans le champ légal. La violence serait donc un risque inconsidéré qu'ils feraient prendre à l'organisation¹⁹⁷⁶. Cela explique pourquoi la violence physique est invisibilisée par les militants, elle n'existe pas, comme le souligne Rémi [2014_2] avec simplicité : « GI de toute façon, c'est pas un mouvement violent ». Ainsi toute accusation de violence envers les militants et/ou l'organisation est présentée comme une opération de manipulation et de mensonge, visant à discréditer le mouvement et inquiéter l'opinion

¹⁹⁷⁶ Tous les épisodes récents où des jeunes proches de GI ont été accusés d'avoir perpétré des actes violents, notamment à l'encontre de personnes racisées, se sont soldés par une prise de distance de l'organisation, les responsables assurant que les jeunes n'avaient jamais été militants, ou par une exclusion de ceux qui l'étaient effectivement.

Ce fut par exemple le cas à Angers [Alouti F., « À Angers, « ce n'est pas le procès de l'extrême droite mais de l'alcool violent » », *Le Monde*, 06/04/2017].

À Lille, suite au reportage *Generation Hate* (Al-Jazeera) dans lequel plusieurs individus proféraient des messages racistes et où un militant allait jusqu'à frapper une jeune femme racisée, l'organisation « La Citadelle » a tenu une conférence de presse pour assurer que ceux-ci n'étaient que des sympathisants et pas des militants. Pendant ce temps, l'antenne nationale de GI se distanciat de *la Citadelle* elle-même.

publique : « Chez Génération identitaire, moi j'ai jamais vu de violence. Quand ces gens disent ça, je me dis que ces gens veulent juste faire peur à la population. Ils veulent juste qu'on fasse peur. » (Alizée [2017_9])

Malgré ce bannissement de la violence physique, celle-ci persiste à deux niveaux. Premièrement, certaines violences physiques sont parfois justifiées, quand les militants considèrent qu'ils sont dans une situation « d'auto-défense ». Nous le constatons puisque certains militants nous racontent des « faits d'arme ». Voici deux exemples révélateurs des mécanismes à l'œuvre dans ce cadrage de la violence « justifiée » :

« Des gens sont venus à cette réunion, s'attendaient à un truc sérieux et à la place ils nous ont vu nous battre quoi. Enfin nous défendre. Nous défendre parce qu'on s'est clairement fait attaquer, ils avaient des armes et nous rien du tout. On s'est fait attaquer. Après ils sont partis en courant parce que ce sont pas des courageux. S'ils ont pas leur bombe lacrymogène dans la main ou leur panneau de signalisation pour se protéger... c'est véridique hein, ils avaient un panneau de signalisation et du moment où on leur a pris, ils sont partis en courant ! » (Adam [2017_28])

« Première sortie, on fait un collage. Y'a un petit accrochage avec des mecs qui rackettaient un blanc. Donc on les course, on le course et tout » (Tanguy [2017_1])

Ces deux situations présentent des similitudes : soit les militants sont attaqués eux-mêmes, soit ils assistent à une agression. Dans les deux cas, ils estiment que le recours à la violence physique est légitime. Ils se retrouvent dans une situation qu'ils appellent « autodéfense », dans laquelle la force physique s'impose. Dans les deux cas, l'autre est le premier à avoir mal agi, hors de la loi, les premiers parce qu'ils avaient « des armes » et les seconds parce qu'ils « rackettaient ». Les Identitaires deviennent ainsi ceux qui rétablissent la justice. Ils considèrent donc que la réaction est justifiée et racontent donc ces épisodes. Il s'agit là d'un registre tout à fait classique de justification (morale et éthique) de la violence : celle-ci se retrouve « autorisée » et justifiée par la violence de l'autre¹⁹⁷⁷. Par ailleurs, dans les deux cas, la réaction des « agresseurs » est similaire : ils partent en courant. L'affrontement physique est donc également un moyen de jauger son adversaire, d'évaluer son courage. C'est ainsi que les militants justifient les entraînements sportifs qu'ils organisent, la pratique de la boxe en particulier étant présentée comme un moyen de défense.

Deuxièmement, un faisceau d'indices nous laisse penser que la violence physique reste un moyen de régler des conflits, entre les Identitaires et leurs opposants politiques, mais

¹⁹⁷⁷ Crettiez X., *Violence et nationalisme*, op. cit., p. 29 et p. 55-77.

Une justification éthique consiste à considérer l'autre comme « le mal » et une justification morale à se poser soi-même en « victime ». Dans ces récits, les deux registres de justification se cumulent.

également entre les Identitaires et leurs rivaux au sein de l'extrême droite. Un cadre de l'organisation a par exemple évoqué l'idée qu'il fallait être capable d'incarner « l'honneur du mouvement dans la rue » pour en être cadre, sous entendant qu'il fallait pour cela savoir user de force et de violence. Dans le même échange, ce cadre nous a expliqué qu'un militant d'un groupe rival avait été « sanctionné », que ça « ne s'était pas forcément bien terminé pour lui » après avoir insulté les Identitaires publiquement sur les réseaux sociaux. Ce type d'action punitive, physiquement violente donc, a toujours cours en interne, dans les coulisses. Il est difficile cependant d'en évaluer la fréquence d'une part et les cibles d'autre part (*a priori* des militants dont ils estiment qu'ils leur ont manqué de respect ou des groupes opposés contre lesquels ils agissent eux-mêmes ou délèguent des groupes amis, par exemple les Zouaves Paris). Ces confidences sont en effet rares : cette violence physique ne s'exprime que dans les coulisses, les militants ne les revendiquent pas et elles ne donnent pas lieu à des actions en justice, se réglant « dans la rue ». Cela permet également d'identifier les limites quant aux informations qui peuvent être obtenues lors d'entretiens et d'entrevoir les avantages d'une observation à couvert de ces groupes militants.

2.2. Les actions de confrontation comme épisodes de mise en scène d'une violence symbolique

Pour Philippe Braud, la violence symbolique est définie dans un aspect subjectif : elle est ce qui cause – intentionnellement ou pas – une souffrance identitaire chez ses victimes, car elle remet en cause une part fondamentale de l'individu. Il s'agit ainsi d'une « dépréciation identitaire ouverte de groupe entier [qui] viole un tabou nécessaire au fonctionnement harmonieux des sociétés démocratiques¹⁹⁷⁸ ».

Les actions de confrontation des Identitaires apparaissent comme des moments privilégiés d'exercice de cette violence symbolique. En s'appropriant, même temporairement, des lieux emblématiques de l'enjeu qu'ils dénoncent, ils exercent une violence symbolique. Leurs cibles sont souvent similaires, quelle que soit la forme de cette opposition. Dans le cadre des contre-manifestations ou perturbations, les militants se sont par exemple confrontés à RESF (Réseau éducation sans frontière) qui organisait des cercles du silence. Les militants venaient les perturber bruyamment (slogan, musique), mettant fin au silence qui était le marqueur de ses mobilisations, pour s'opposer à l'action de l'association en faveur de la régularisation des clandestins et sans papier. Il s'agit donc ici, en s'opposant à l'action de RESF de s'opposer aux individus qu'ils défendent, migrants ou

¹⁹⁷⁸ Braud P., « Violence symbolique et mal-être identitaire », *Raisons politiques*, Vol. 9, n°1, 2003, p. 42.

réfugiés, s'attaquant à un fondement identitaire, déniaient à ces individus le droit d'être Français en raison de leur origine. Les actions d'occupation ou de blocage vont avoir des effets similaires. Les exemples sont emblématiques : en occupant le toit de la mosquée de Poitiers pour dénoncer « l'islamisation » de la France, c'est à un fondement identitaire (la religion) qu'ils s'attaquent. Ils déniaient à une religion le droit d'avoir une expression visuelle dans l'espace public, le droit d'avoir un lieu de culte. De la même façon, le blocage des ponts de Calais vise à interdire à des individus, là encore des migrants, l'accès à la ville. Les actions *Defend Europe*, en Méditerranée (juillet-août 2017) et dans les Alpes (avril 2018), impliquent elles aussi l'existence de barrière à l'entrée. Le problème étant que cette souffrance identitaire ne touche pas uniquement les individus concernés par l'action mais également ceux qui se sentent visés par cette action, ayant le sentiment que les militants remettent en cause par l'action et les slogans, leur droit de vivre en France, d'être Français, de vivre leur religion.

De plus, certains slogans des Identitaires, s'ils ne tombent pas sous le coup de la loi, répondent à cette définition : « Vivre-ensemble ? Oui mais sans eux », en est un bon exemple. Les militants distinguent deux groupes au sein de la communauté nationale : un digne du « vivre-ensemble », un devant en être exclu. Il ne s'agit plus de créer une communauté nationale diverse mais d'exclure des individus de la communauté nationale en raison de leur origine. Le vivre-ensemble se résume alors à un « entre-soi », excluant les personnes issues de l'immigration. D'autres slogans, également « altérophobes ¹⁹⁷⁹ », peuvent être mis sur le même plan. À travers ces deux canaux, les Identitaires participent à une division du monde qui provoquent *in fine* la souffrance identitaire propre à la violence symbolique.

Finalement, la violence n'est pas absente du mouvement identitaire mais elle y est atypique. Alors que certains groupes de la mouvance extrême droite intègrent la violence à leur répertoire ¹⁹⁸⁰, revendiquant les attaques de locaux ou de groupes militants rivaux, ce n'est pas le cas des Identitaires. Ceux-ci au contraire, l'invisibilisent, s'en distancient, la récusent. Derrière cette distance officielle, la violence physique subsiste, soit qu'elle soit considérée comme légitime, soit qu'elle se produise en coulisse. Si nous avons du mal à la quantifier, elle nous apparaît cependant résiduelle et cantonnée au cercle des rivalités

¹⁹⁷⁹ François S., Lebourg N., *Histoire de la haine identitaire. Mutations et diffusions de l'altérophobie*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2016.

¹⁹⁸⁰ Pour la période directement contemporaine, nous pensons par exemple aux Zouaves Paris (ZVP), groupe qui se présente comme héritier du GUD. Les militants ont par exemple revendiqué en juin 2020 l'attaque du bar « Le Saint-Sauveur » (Paris XX^e) notoirement antifasciste. Plus largement, de nombreux groupes ont mobilisé la violence physique (à différents niveaux) comme modalité d'action politique. La violence traverse l'histoire de l'extrême droite : de la convergence des ligues en février 1934, à la violence de l'extrême droite des années 1960 et 1970 (Crettiez X., Sommier I., *La France Rebelle*, p. 225), à la violence de la mouvance *skinhead*, de certains groupuscules néo-fascistes ou nationalistes révolutionnaires, jusqu'à aujourd'hui donc.

militantes. En revanche, les Identitaires n'ont pas définitivement abandonné la violence, qui s'exprime toujours sur un mode désormais plutôt symbolique : actions et slogans procèdent en effet à la dépréciation identitaire de groupes et installent une fracture au sein de la société entre ceux qui peuvent et ceux qui ne pourront jamais y appartenir.

Ce rapport à la violence est singulier dans l'extrême droite en dehors du domaine électoral. Il vient rappeler le positionnement de quelques ligues (minoritaires), qui au du XX^e siècle, refusaient d'user de la violence, *a contrario* des autres ligues. Ariane Chebel d'Appolonia dans sa présentation détaillée des différentes ligues, signale par exemple que la Ligue de la Patrie française désirait « agir dans la légalité » et était « hostile à toute manifestation de violence¹⁹⁸¹ ». Ce recours singulier offre plusieurs potentialités. 1) Le mouvement, grâce à la violence symbolique conjuguée à des résidus de violence physique (autodéfense) conserve une image radicale, qui permet d'attirer des jeunes gens recherchant un engagement « rebelle » (Fabien). 2) Puisqu'une violence physique subsiste « en coulisses », les Identitaires restent crédibles dans la rue, auprès de leurs rivaux et opposants. 3) Simultanément, le mouvement en abandonnant la violence physique comme modalité d'action politique, procède à sa propre normalisation, cherchant à se distinguer des autres mouvements d'extrême droite.

*

Pour conclure cette section, notons tout d'abord que nos 5 hypothèses issues de la littérature ont été confirmées.

- Nous avons montré que le mouvement identitaire a recours à une diversité de modalités d'actions : son répertoire tactique est donc diversifié (1). Elle s'explique par la variété d'objectifs que se fixe le mouvement : chaque type d'action a ainsi un objectif propre.
- Nous avons montré que celui-ci laisse une place à la violence (2), avec une persistance de la violence physique « en coulisse » et un recours à la violence symbolique dans les actions publiques. Ainsi, si la violence persiste dans le mouvement ce n'est que marginalement : présente mais pas centrale en tant que mode d'action collective et pas de haute intensité. Elle subsiste donc sous forme de violence symbolique.

¹⁹⁸¹ Chebel d'Appolonia A., *L'extrême droite en France*, op. cit., p. 136.

- Ce recours nuancé à la violence apparaît conforme à la fois au niveau de structuration du groupe (3) et à l'ouverture de la structure des opportunités politiques (5). Le mouvement identitaire est en effet un mouvement structuré, avec de véritables associations, une hiérarchie, mais néanmoins un fonctionnement décentralisé. Il évolue au sein d'une structure d'opportunité relativement ouverte. De ce point de vue, nous pouvions estimer que la violence physique ne serait pas son mode d'action principale (pas une subculture groupusculaire, pas une structure d'opportunité fermée), mais nous ne pouvions considérer qu'il y avait renoncé totalement (pas un parti politique participant aux élections, pas d'accès au cœur du jeu politique).
- Nous soutenons la thèse que leur répertoire tactique s'est construit relationnellement (4) : le mouvement a emprunté des innovations propres aux mouvements écologistes, ce qui vient également mettre l'accent sur sa dimension évolutive et moderne. Le mouvement identitaire n'a en effet pas un répertoire tactique figé depuis sa création en 2002, celui-ci a évolué, notamment à travers ces emprunts. Il s'est également construit relationnellement, mais en rupture vis-à-vis des mouvements d'extrême droite : laissant l'action électorale au FN¹⁹⁸², le mouvement a également banni l'action violente, la déléguant à d'autres groupes d'extrême droite.

La seconde conclusion de cette section concerne le répertoire tactique des Identitaires : fondé sur des emprunts à la gauche mouvementiste, sur des prises de distance avec le répertoire de l'extrême droite, mais conservant une part de radicalité et de violence contre des cibles (migrants, minorités) qui l'intègrent clairement à l'espace de l'extrême droite. Finalement, le mouvement identitaire procède à une forme d'hybridation¹⁹⁸³ de son répertoire tactique, entre influence des façons de faire des partis politiques et des mouvements sociaux, entre influence des modes d'action de la gauche mouvementiste et jeu de continuité et de rupture avec la radicalité extrême droitère. Les Identitaires combinent à la fois des modes d'action classiques des partis (les actions conventionnelles, les formations), des modalités d'actions plus typiques de petits mouvements, généralement progressistes (théâtralisation des manifestations, pratiques consistant à faire nombre sans « nombre », actions de confrontation) et des modalités qui marquent plus leur radicalité, dans la continuité de l'extrême droite (en causant le choc, en scandalisant à travers la violence symbolique). Ce croisement des influences génère une singularité : au sein de l'extrême

¹⁹⁸² Cf. *supra*, Chapitre 1.

¹⁹⁸³ Moins forte cependant que *Casapound*, qui a conservé l'attribut principal du parti politique (l'action électorale). V. Froio C., Castelli Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics*, London, Routledge, 2020.

droite française, l'agir identitaire est unique. Cette singularité présente un avantage comparatif. Considérée comme une innovation, l'organisation se diffuse en Europe et son répertoire tactique devient un motif pour la rejoindre. Elle est également un moyen de se présenter comme en rupture avec « le GUD » et en héritier de Greenpeace et donc d'atténuer sa radicalité, tout en la conservant, de se normaliser, tout en scandalisant. En cela, le répertoire tactique apparaît bien comme une part non négligeable de la "marque" identitaire, constitutif de l'identité du mouvement. Les individus qui le rejoignent entendent agir ainsi et cela participe à leur choix. Si cet « agir » les fait venir, c'est cependant le rapport à la communauté militante qui les fait rester. Le militantisme identitaire ne se limite pas à la « politique » : rejoindre le mouvement identitaire, ce n'est pas seulement participer à un ensemble d'actions militantes, pas seulement « agir » en identitaire, mais véritablement « devenir » et « être » identitaire. Le militant rejoint un monde à part qui va avoir des conséquences sur de nombreux domaines de sa vie... Au-delà de « l'agir », c'est donc bien ce rapport à la communauté militante et ses effets individuels qu'il convient désormais d'interroger : qu'est-ce qu'être identitaire ?

Tel que nous l'avons proposé au début de cette troisième partie, le militantisme est *intégral*, s'il est du point de vue des pratiques militantes, à la fois « complet » et « omniprésent », c'est-à-dire si la référence politique devient le principe ordonnateur des pensées, actes et attitudes individuelles, y compris dans des domaines échappant au domaine politique. Nous sommes face à un agir militant « complet », « total », « achevé » du point de vue de ses pratiques : l'organisation a élaboré, par des adaptations progressives, par des emprunts et des abandons, un répertoire tactique propre, qui lui permet de remplir chacun des objectifs qu'elle se fixe. De ce point de vue, il est en effet complet. Cela ne suffit pas, pour autant à le qualifier d'intégral : il nous faut désormais nous pencher sur le second critère. Le militantisme identitaire devient-il pour les militants « omniprésent » ?

Section 2 – « Être » identitaire

« Être identitaire, c'est pas 2h par jour, c'est pas sur les plateaux télé, c'est pas devant les journalistes ! C'est vraiment... la façon dont on mange, la façon dont on parle, dont on s'habille, dont on voit le monde... Vraiment au sens large ! » - Jonathan [2017_10]

Cette dimension complète des pratiques se prolonge-t-elle au-delà de l'agir ? A en croire Jonathan ci-dessus, oui. Comme nous l'avons vu, du fait de la petitesse du groupe et des nombreuses occasions de socialisation, l'interconnaissance entre les militants est la norme. Du fait de sa marginalité, les militants forment une communauté soudée, à part, une contre-société¹⁹⁸⁴. Nous voudrions ici interroger les effets de cet « agir » singulier sur le plan individuel, hors du champ proprement politique : quels sont les effets de l'appartenance à ce groupe marginal sur les individus mobilisés ? Le militantisme produit-il des effets sur les pratiques quotidiennes des individus, au-delà de la sphère proprement politique ? Est-il véritablement « omniprésent » ?

De fait, les Identitaires opèrent une redéfinition du militantisme, qui se traduit notamment dans son extension : le militantisme est pour eux « sans fin » (1), il devient un « mode de vie » (2).

1. Militer, « sans fin »

Les militants présentent leur militantisme comme un militantisme « sans fin », et ce, à double titre. Il ne connaît pas de fin au niveau *temporel* : il nous est présenté comme un engagement qui se poursuit indéfiniment. Il est également sans fin au niveau *spatial*, c'est-à-dire qu'il envahit tous les domaines de la vie. Le militantisme est omniprésent, si bien que peu à peu tout devient militantisme. Ces deux dimensions ne sont pas étrangères l'une à l'autre et les militants ne manquent pas de les connecter. Le militantisme peut se poursuivre indéfiniment, parce qu'il ne se limite pas au domaine politique, parce qu'il est omniprésent. Il dépasserait ainsi le domaine des actes militants et le temps de l'engagement militant. Au-

¹⁹⁸⁴ Sur l'idée de contre-société, mobilisée par Annie Kriegel à propos du PCF, voir : Kriegel A., *Les communistes français 1920-1970*, op. cit., p. 11 ; Voir également : Lazar M., « L'invention et la désagrégation de la culture communiste », *Vingtième Siècle*, n°44, 1994, p. 9-18.

delà des pratiques politiques, il est pour les militants *autre chose*. C'est à la recherche de cet autre chose que nous partons.

1. « *Ad vitam aeternam* »

Lors de nos entretiens, nous demandions aux militants identitaires s'ils pouvaient imaginer un monde, même « utopique » de leur point de vue, où ils pourraient arrêter de militer : notre question cherchait à interroger le monde qu'ils entendaient construire, et à évaluer l'homogénéité de ce monde « rêvé ». Les réponses ont été surprenantes : loin de nous partager cette vision du monde, elles sont venues révéler l'impossibilité pour eux d'imaginer une vie « sans militantisme ». Leur engagement ne peut s'achever : ils sont entrés, d'après eux, dans une carrière qui ne peut connaître de fin. L'idée est commune à la plupart des militants et est perceptible à travers différentes réactions. Ils partagent l'idée que l'engagement militant est le « combat de toute une vie » (Louis [2014_4]). Pour certains, notre question semble surprenante, voire hors de propos, comme pour Jonathan [2017_10] qui réagit : « M'arrêter de militer ? Ça va être dur ! [...] On n'arrêtera jamais de diffuser la bonne parole ! ». Les déclinaisons de cette idée sont nombreuses mais révèlent, chacune à leur façon, cette vision partagée du militantisme :

- **Tanguy [2017_1]** : « Quand tu rentres à GI, c'est quelque chose qui se fait entre guillemets *ad vitam aeternam*. Tu deviens militant toute ta vie quoi. »
- **Clément [2017_7]** : « On n'arrête jamais de militer »
- **Typhaine [2017_12]** : « Une fois qu'on commence, on lâche pas »
- **Steven [2017_14]** : « À priori oui, [je serai] militant à vie, aujourd'hui en tant qu'étudiant et puis demain dans la vie professionnelle »
- **Laurent [2017_25]** : « Moi j'ai dédié ma vie à ça. Clairement. [...] Mais effectivement oui, ma vie est dédiée à ça. Et je peux te dire entre quatre yeux qu'elle le sera. »

En positif (*je militerai toute ma vie*) ou en négatif (*je n'arrêterai jamais*), le militantisme est donc temporellement sans fin : une fois qu'on *est* identitaire, il n'y a plus de retour possible. À l'image du sacrement chrétien, le « baptême » identitaire est définitif. Cet aspect à lui seul est révélateur de l'espace qu'occupe l'engagement dans leur vie.

Certains prennent des décisions radicales pour s'assurer qu'ils seront toujours militants. C'est ce qui transparait de la réponse de Laurent [2017_25] qui dit avoir « dédié [s]a vie » à l'engagement, le faisant effectivement passer après ses études supérieures par exemple. Particulièrement révélateur, est notre échange avec Tanguy [2017_1] :

« Moi, j'ai fait un choix. C'est à dire que je me suis tatoué un certain nombre de choses pour être sûr de jamais oublier, de jamais renier ça. [...] C'est plus une hantise d'un jour me dire que... voilà j'ai une très belle situation, on me, on m'explique que je vais devoir

démissionner si je change pas d'idées, ma femme me fait pression pour que j'arrête d'avoir ces idées-là, mes enfants me comprennent pas et font un rejet et donc militent à l'extrême gauche. Ça c'est plus des peurs que j'ai... »

Pour Tanguy [2017_1], l'engagement a été extrêmement coûteux puisqu'il a mené à une rupture avec ses parents. Ayant été obligé dans le passé de résister à la pression parentale pour arrêter de militer, il craint désormais, dans le futur, d'être forcé à abandonner. Tel qu'il le présente, l'abandon est même source d'angoisse, les mots sont forts et les émotions qu'il y associe également : il évoque « une hantise », des « peurs » à l'idée que des circonstances – professionnelles ou familiales – ne le forcent à arrêter de militer. Tanguy [2017_1] a donc pris des précautions pour rendre un arrêt impossible, se faisant tatouer des symboles identitaires sur le corps : cette appropriation du corps, fréquente chez les jeunes générations¹⁹⁸⁵ dont font partie bon nombre de nos enquêtés, est effectivement visible chez les militants. Certains portent ainsi en permanence sur eux, le logo de Génération identitaire, d'autres symboles typiques du mouvement ou de leur identité locale¹⁹⁸⁶. Les tatouages sont fréquents dans les groupes constitués autour d'une identité collective forte et servent plusieurs objectifs : ils sont un signe de l'appartenance au groupe identifiant celui qui le porte, et à ce titre, ils transforment le corps en support pour le message politique, ils sont également un moyen potentiel pour souder le groupe¹⁹⁸⁷. Ici, l'objectif de Tanguy est plus spécifique peut-être, « être sûr de jamais oublier, de jamais renier ça » : il cherche un moyen de contraindre son « futur soi », de lui interdire d'oublier, d'abandonner. En portant ces tatouages identitaires, il sait qu'il ne pourra jamais dans le futur, désavouer son présent : son engagement lui collera toujours à la peau (littéralement).

Les militants se retrouvent ainsi dans une situation quelque peu paradoxale. D'une part, ils sont conscients qu'ils ne maintiendront pas le même niveau d'implication tout au

¹⁹⁸⁵ David Le Breton explique ainsi, « De marginal ou d'original, le tatouage est devenu, avec le piercing, une référence essentielle de la jeunesse contemporaine, voire parfois un conformisme de classe d'âge. » (Le Breton D., « Signes d'identité : tatouages, piercings, etc. », *Journal français de psychiatrie*, Vol. 24, n°1, 2006, p. 17-19.)

Sur la période Juillet 2010 – Novembre 2016, la part de la population totale déclarant un tatouage est passé de 10 à 14 %. Cependant, si l'on se concentre sur la catégorie des « moins de 35 ans », la proportion double : 27 % ont un tatouage. (V. sondage IFOP, « Les Français et le tatouage », Novembre 2016. Consulté [06/07/2020] : www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3614-1-study_file.pdf).

¹⁹⁸⁶ Ces tatouages sont le plus souvent cachés et nous n'en avons donc vu nous-même, à de rares exceptions. Les militants sont par ailleurs assez discrets et ne les décrivent pas. Certains les montrent cependant sur les réseaux sociaux : ce sont parfois des blasons des provinces françaises, le lambda de GI, le logo de leur maison de l'identité, voire les *artworks* de certaines pochettes de CD de RIF.

¹⁹⁸⁷ Plusieurs études s'intéressent aux tatouages à caractère politique notamment dans les organisations radicales, voire d'extrême droite, pour décrypter ces sens et usages. Anna Elizabeth Tan y consacre un passage dans sa thèse consacrée à une comparaison extrême droite / extrême gauche, soulignant une corrélation entre la présence de tatouage « politique » et la propension à la violence, impliquant ainsi un lien entre le tatouage et un haut niveau d'implication, qui pourrait se traduire dans la violence. (V. Tan A. E., *Variation in Extremist Political Violence on the Far-Left and Far-Right in the United States, 1980-2017*, PhD Dissertation in Sociology, UC Irvine, 2018, p. 106-110). Cynthia Miller-Idriss montre elle comment le corps devient un support pour se « montrer » comme un « bon nationaliste » (V. Miller-Idriss C., « Soldier, sailor, rebel, rule-breaker: masculinity and the body in the German far right », *Gender and Education*, n°29, 2007, p. 199-215.) Fabian Virchow les évoque dans le cadre d'une observation ethnographique soulignant qu'ils sont un marqueur d'appartenance, concernant de nombreux participants à une manifestation. (V. Virchow F., « Performance, Emotion, and Ideology: On the Creation of 'Collectives of Emotion' and Worldview in the Contemporary German Far Right », *Journal of Contemporary Ethnography*, 2007, p. 147-164).

long de leur vie, qu'ils feront moins d'actions d'agit-prop, qu'ils ne « grimperont » plus sur les toits. D'autre part, ils n'imaginent pas « arrêter » un jour de militer. À l'image d'Armand [2014_1] dont nous avons présenté la « fausse sortie¹⁹⁸⁸ », ils nous expliquent alors comment ils entendent arrêter sans abandonner, continuer à militer sans militer. Si l'équation paraît insoluble en pratique, leurs réponses montrent en fait une redéfinition du militantisme.

Les plus jeunes et les plus récents des militants sont peu diserts sur leur futur et la façon dont il pourrait s'actualiser. Ils restent évasifs, comme Étienne [2017_5], arrivé il y a un an, qui nous explique que le militantisme « se poursuit mais de manière différente [...] Y'a plein de trucs à faire, mais c'est autre chose quoi [...] Un engagement, mais différent ». De la même façon Anthony [2017_8] se contente de signaler que « plus tard peut être [qu'il] aur[a] l'occasion de militer au sein des Identitaires d'une autre façon ». Les plus anciens, en revanche, imaginent les formes de cette « autre façon » de militer. Pour Tanguy [2017_1] l'engagement se vivrait de la même façon, simplement moins intensément et moins fréquemment, c'est du moins ce qu'il souhaite à l'image d'autres anciens :

« Il y a des personnes qu'on côtoie qui ont 40/50 ans, qui ont des enfants *et cetera* et qui ont la même fougue que quand ils étaient « gosses » quoi, qui t'expliquent qu'ils seront les éternels colleurs d'affiches et qui sont prêts à filer un coup de main de temps en temps. Et moi c'est comme ça que je me vois plus tard ».

Jean-Baptiste [2017_3] lui, se voit plutôt rejoindre le pôle « idées », en rejoignant le « *think tank* les Identitaires [...] Une chose est sûre, c'est que je resterai plus ou moins dans le groupe ! [...] On fait plus du contenu, de l'idéologie, des choses comme ça... ». Clément [2017_7] se projette dans plusieurs rôles complémentaires, notamment en travaillant sur les idées (« le fond ») mais aussi à travers un soutien financier, ou un autre engagement plus institutionnel :

« Je pourrais aussi donner aux identitaires d'une autre manière, avec du fond. Avec... du soutien. J'espère que je gagnerai mieux ma vie dans quelques années que maintenant et peut-être du soutien financier aussi. Je pourrais apporter beaucoup aux Identitaires et je pense que je ne lâcherai jamais ça, peu importe où je vais »

D'autres, enfin, comme Typhaine [2017_12] qui est déjà photographe pour le groupe, envisagent plutôt une reconversion sous l'angle de la métapolitique :

« Même si on arrête, en tout cas le militantisme dans Vague normande, dans Génération identitaire, on arrivera toujours à faire quelque chose d'autre, de complémentaire, de métago [métapolitique] ou quoi que ce soit. Mais on baignera, quoique ce soit, là-dedans toute notre vie quoi. »

¹⁹⁸⁸ Cf. *supra*, Chapitre 5.

Les militants peuvent donc envisager plusieurs voies de « reconversion », que l'on peut échelonner du plus proche (donner des coups de main moins fréquents sans que le militantisme change de nature) au plus distant (soutenir financièrement le mouvement). Entre ces extrêmes, se trouve une très grande variété de possibilités intermédiaires, qui consistent en un changement de nature de l'engagement. Ils imaginent se consacrer à des tâches de secrétariat, se concentrer sur la production de textes ou d'idées, proposer des conférences comme le font aujourd'hui certains « anciens » ou encore emprunter une voie métapolitique. Cela nous invite à envisager alors l'engagement comme un lien que le militant établit avec l'organisation, nous rapprochant alors de la perspective interactionniste rappelé par Sandrine Nicourd : « s'engager signifie toujours être engagé, c'est-à-dire être tenu par des liens sociaux signifiants au sein de collectifs dont les formes sont variées. Les engagements ne sont donc pas dissociables des pratiques situées dans des organisations régulées par des normes, des règles, des interactions¹⁹⁸⁹ ».

Dans le cas des Identitaires, ce lien apparaît comme incassable : le temps n'a pas d'effet sur lui, il ne l'étiolé pas, il ne se brise jamais. Celui qui a milité aura toujours ce lien entre lui et le mouvement et donc entre lui et les autres militants¹⁹⁹⁰. Cependant, ce lien peut se rallonger ou se réduire : ils peuvent prendre de la distance avec l'organisation, envisager un engagement plus distant, sans que cela en change la nature. Ainsi, le lien militant ne se brise pas, il se rallonge ou se raccourcit au fil des disponibilités et des volontés des militants. Ce rapport à l'organisation apparaît également à la LCR, où il est fréquent que des individus suspendent leur engagement tout en restant proches du parti. Florence Johsua évoque à ce propos des « *exit* sans rupture¹⁹⁹¹ », le lien se distendant sans se briser. Il émerge également dans les travaux de Valérie Lafont sur les jeunes du FN des années 1990¹⁹⁹². Il caractériserait donc un engagement aux marges. Cela nous permet surtout d'éclairer ce que signifie « militer » pour les militants. Pour devenir un « militant » chez les Identitaires, nous l'avons dit, il faut être intégré à l'organisation par elle, être « élu », « choisi », s'investir largement dans le mouvement¹⁹⁹³. Cependant, une fois cette qualité de « militant » acquise, elle ne se perd pas. Ceux qui l'ont acquise, acquièrent simultanément la possibilité de l'exercer dans

¹⁹⁸⁹ Nicourd S., « Introduction », in : Nicourd S. (dir.), *Le Travail militant*, Rennes, PUR, 2009, p. 16.

¹⁹⁹⁰ Cette situation relève de l'idéal-type bien entendu et les véritables *exit* peuvent bien entendu exister. Pour ce que nous en avons vu, ils sont cependant rares.

¹⁹⁹¹ Johsua F., « Les conditions de (re) production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 25-67.

¹⁹⁹² « comme le soulignent Marc et Guillaume "une fois que t'as fait une critique radicale du monde moderne, tu peux plus revenir en arrière"/"ceux qui y ont goûté ne peuvent plus partir"» écrit Valérie Lafont (« Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 195).s

¹⁹⁹³ Notamment sur le plan du temps consacré puisque pour être considéré comme un militant il faut participer au moins 1 fois par semaine aux activités militantes.

le futur différemment. Il n'est pas possible d'être un « militant distant¹⁹⁹⁴ » dès le début ; en revanche, une fois que le militant a été très investi, il peut envisager d'établir un engagement distant avec l'organisation. Ainsi, effectivement, une fois que l'on a « commencé » à militer, on ne s'arrête plus... Il y a finalement deux sens au terme « militer » : le premier est celui que l'on a vu dans le chapitre consacré aux carrières, le militantisme au sens de la participation intense aux activités de l'organisation ; un second apparaît ici, plus souple, moins intense, plus distant, qui consiste à « défendre ses idées ». Dans ce second sens, le registre des activités militantes s'élargit encore : les Identitaires entendent alors défendre leurs idées par la création (textes, idées, arts), par la participation ponctuelle à des actions (manifestation ou collage), par des dons, etc. Cela leur permet de résoudre le paradoxe : il est effectivement possible de continuer à militer (deuxième sens), tout en ne militant plus (premier sens).

Cette impossibilité d'arrêter le militantisme s'explique également car celui-ci envahit la vie du militant. Le militantisme ne saurait connaître de fin quand il s'est amalgamé à la vie, comme le souligne Duverger, selon qui « quitter le parti, c'est rompre avec la totalité de soi-même, c'est faire en soi le vide et le désert, car le parti remplit tout¹⁹⁹⁵ ».

2. « Tout est militant ! »

En effet, il est d'autant plus difficile de s'arrêter de militer que la barrière entre la vie et la vie militante est entièrement levée. Ainsi, pour les Identitaires, « tout est militant » ou (*corollaire logique*), le militantisme est leur vie.

Nathan [2014_6] dont nous avons présenté la carrière d'« héritier » dans le chapitre précédent, expliquait : « mon engagement... je vais pas dire "c'est ma vie" parce que ça fait un peu bizarre, mais c'est un peu ça ». Si chez lui cela prend un peu la forme d'un aveu gêné, pour d'autres cet aspect serait plutôt source de fierté, comme chez Laurent [2017_25] qui nous promet y avoir « dédié sa vie » ou Anthony [2017_8] pour qui le militantisme est « un combat [qui] est toute [s]a vie ». Hortense [2014_7], elle, renverse le sens de l'équation quand elle s'exclame :

« Pour moi, tout est militant ! Quand j'écris mon mémoire c'est aussi ça, parce que ça fait partie de l'identité régionale ! Et en travaillant dessus et peut-être qu'après je vais en sortir quelque chose pour les autres – non ça c'est sûr que je vais le faire [elle rit] ».

¹⁹⁹⁴ Le lecteur reconnaîtra la référence aux travaux de Jacques Ion. La discussion sera menée plus directement en lien avec ceux-ci, cf. *infra.*, Conclusion.

¹⁹⁹⁵ Duverger M., *Les partis politiques*, op. cit., sp. 189.

Pour Hortense, ses études (un master en Histoire dans une université francilienne) deviennent une continuation du militantisme : elle espère pouvoir « sortir quelque chose » pour les militants, de son mémoire de fin de master qui deviendra effectivement le sujet d'une présentation à un cercle de formation. Ses études n'existent pas que par elles-mêmes, elles endossent également un objectif militant : elle choisit son sujet de mémoire avec l'idée de le valoriser dans la sphère militante par la suite. Cette idée d'Hortense fait écho à ce qui est vécu lors du processus d'intégration dans les organisations identitaires : les aspirants sont invités à présenter leurs savoir et/ou savoir-faire qui pourraient être utiles au militantisme, acquis en dehors du militantisme. Par exemple, le formulaire d'adhésion à l'organisation *La Citadelle* (illustration 48) comporte, au-delà des champs habituels permettant de contacter l'adhérent, une ligne « Compétences particulières » que les adhérents et potentiels militants sont invités à compléter. De la même façon, le bulletin d'adhésion à Génération identitaire comporte jusqu'en 2017, un champ comparable (quoique facultatif) : « Compétences particulières (informatique, musique, langues, etc.) »¹⁹⁹⁶. Cette question des « compétences particulières » est également abordée lors des entretiens avec les nouveaux, ou dans les questionnaires qui inaugurent la semaine de l'UDT.

¹⁹⁹⁶ D'autres bulletins d'adhésion au Bloc identitaire aux Jeunesses identitaires et à Génération identitaire sont disponibles (V. Annexe 14).

Illustration 48 - Fiche d'adhésion à La Citadelle

N°	FICHE ADHÉRENT	
		
MERCİ D'ECRIRE EN MAJUSCULES ET LISIBLEMENT		
Nom, Prénom :		
Date de naissance :/...../.....		
Adresse mail :		
Adresse postale :		
.....		
Téléphone :/...../.....		
Compétences particulières :		
Comment nous avez-vous connu? :		
Votre personnage historique préféré? :		
Adhésion :		
<input type="checkbox"/> Classique 10€	<input type="checkbox"/> Soutien 20€	<input type="checkbox"/> Bienfaiteur 50€
<small>Votre adhésion vous donne droit à une réduction d'impôt sur le revenu à hauteur de 66% de son montant (du revenu net imposable).</small>		
Je partage l'idéal Identitaire et Patriote et m'engage à respecter la Charte de La Citadelle, sous peine d'exclusion.		
Signature :		Le :/...../.....
<small>(photocopie de la pièce d'identité obligatoire à l'inscription)</small>		

Source : (scan) document officiel fourni à l'auteure par les militants

La vie et la vie militante sont, dès le début de l'engagement, intimement associées : il ne s'agit pas d'introduire une rupture entre les deux, mais bien d'affirmer une continuité. Le militant entre donc dans l'organisation avec ce qu'il « sait » et ce qu'il « est ». Cela n'est pas sans évoquer une description du Parti communiste français par Annie Kriegel :

« Ils [Les nouveaux militants] débarquent sur les rivages nouveaux avec une insertion sociale déjà complexe et des intérêts diversifiés : ils sont sportifs, photographes, pêcheurs, parents d'élèves de l'école publique, détenteurs d'un logement dans un grand ensemble, randonneurs, abonnés au TNP, philatélistes, mélomanes, naturalistes... Ces aptitudes et ces goûts cultivés dans « la vie antérieure », le Parti se garde de les tenir pour une affaire privée qui ne le concerne pas ; il se garde aussi de les censurer *a priori* comme contraires aux devoirs d'un bon militant¹⁹⁹⁷ ».

L'attention portée aux compétences, permet de confier à chacun des missions qui correspondent à ses « talents » de la vie quotidienne, comme l'explique Clément [2017_7] :

« Ceux qui sont bons en rédaction, bah forcément ils vont faire du texte. Ceux qui sont bons en graphisme, ils vont faire de la com visuelle. Ceux qui aiment passer du temps sur les réseaux sociaux, qui comprennent bien les codes et qui sont efficaces feront ça. Ceux qui préfèrent prendre la parole, prendront la parole ».

Le militant entre dans l'organisation avec ses compétences, puis apprend à les mobiliser dans la vie militante : la distinction entre les deux est ténue et tend à se réduire à mesure que l'engagement devient plus intense. Les militants les plus investis peuvent parfois regretter cette confusion. La vie militante envahit tellement « la vie » qu'ils ne parviennent plus à la préserver. C'est par exemple ce que nous expose François [2017_2] :

« J'avais un peu sacrifié [ma vie privée] ces dernières années mais... c'est... j'y pense... Honnêtement, pendant 2/3 ans, j'ai pas passé - sauf à être en vacances - j'ai pas passé une semaine sans avoir une activité militante quelconque. Même si ça pouvait être juste se retrouver dans un bar pour un moment de cohésion... mais voilà quoi ».

Cet effacement prend parfois des formes concrètes en apparence anecdotiques mais néanmoins révélatrices, comme le suggère ce récit de Justine [2017_26] :

« Du coup au niveau des réseaux sociaux je me suis créé des profils complètement politiques...
[Tu as tout dissocié ? T'as deux profils ?]
Ouais. J'ai pas deux profils, j'ai plus que le politique !
[Que le politique ? (rires) D'accord...]
C'était trop compliqué à gérer et puis je me suis dit que je pouvais très bien me passer d'un profil personnel. Finalement, c'est tellement... c'est aussi... ma vie ».

Militante depuis plusieurs années, mariée avec Adam [2017_28] par qui elle a d'ailleurs découvert le militantisme identitaire, Justine, jeune mère de famille, a donc supprimé son profil « personnel » sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter en l'occurrence) pour ne conserver que son profil politique, sur lequel elle partage les actions et actualités du

¹⁹⁹⁷ Kriegel A., *Les communistes français 1920-1970*, op. cit., p. 141.

mouvement. Elle s'appuie par ailleurs parfois sur son statut de mère de famille pour communiquer : des photos d'elle avec son fils ont par exemple été diffusées suite à une action qui l'a menée en garde à vue. Si cela peut paraître anecdotique, le fait qu'elle puisse « [s]e passer d'un profil personnel » puisque le militantisme est « tellement [s]a vie » est néanmoins révélateur de l'importance du militantisme dans sa vie quotidienne. Cet exemple permet de comprendre à quel point le militantisme identitaire s'infiltré dans tous les domaines de la vie et amène à des réalignements en dehors du champ purement politique. D'autres parcours de militants entraînent des reconfigurations similaires. Là encore, le cas de Tanguy [2017_1], l'« éternel colleur d'affiches », apparaît probant :

« J'ai organisé toute ma vie en fonction de GI, parce que j'ai un type de militantisme qui est extrêmement investi. Pour la petite histoire, quand on avait notre local dans le XVIIème, euh... je vivais dedans. J'ai vécu dans le local pendant un an et demi, donc t'as dû voir, il est bien rangé et cetera. Je dormais dans le clic-clac qu'est dépliant et j'avais l'espèce d'armoire rouge au fond - ça c'est quand je suis parti de chez mes parents - J'm'entraîne identitaire, je mange identitaire, j'écoute de la musique identitaire... j'm'habille identitaire, c'est limite si je dors pas... si je fais pas des rêves identitaires ! C'est quelque chose qui s'est très vite institué comme un mode de vie, c'est quelque chose sur lequel je ne veux pas revenir. »

Alors qu'il est étudiant et traverse une rupture familiale lorsque ses parents découvrent son engagement, le jeune homme s'installe dans le local que les militants ont ouvert dans le XVII^e arrondissement de Paris. Il y habite pendant plusieurs mois, avant de s'installer en colocation avec un autre militant (avec Jonathan [2017_10]). Cette période apparaît comme une parenthèse intégralement identitaire dans sa vie : toutes ses activités deviennent militantes, jusqu'à son sommeil, empli de « rêves identitaires », cela devient alors un « mode de vie ». Son récit montre bien cette dimension « intégrale » que peut prendre le militantisme. Celui-ci a des effets sur tous les domaines, sur toutes les activités de la vie : tout devient politique, tout devient identitaire. Ce cas permet lui aussi de constater que le militantisme identitaire a cette capacité à s'insérer dans tous les domaines de la vie, à provoquer des modifications profondes de la vie quotidienne. Cette période intégrale se poursuit sous d'autres formes par la suite : il se refuse à « revenir » sur ce changement, le confirme et « organise toute [s]a vie » en fonction de son engagement.

Les militants revendiquent ces effets sur la vie de tous les jours, voire en tirent une certaine fierté là encore : oui, l'engagement identitaire est un engagement qui « change la vie », durablement, et qui ainsi les distingue des « autres ». C'est par exemple ce que soutient Louis [2014_4], qui explique,

« j'ai plein de potes qui sont conscients des problèmes qu'il y a mais qui se disent, "c'est trop gros pour nous" "ça sert à rien le mal est fait". Moi je peux pas rester dans mon coin et dire non c'est bon je continue à avoir une vie de mec de mon âge, à avoir un boulot, sortir, sans intérêt... ».

Dans ce passage Louis [2014_4] opère, en creux une distinction entre la vie de ses « potes » qui ne sont pas engagés, la vie normale, de « mec[s] de [s]on âge » et celle qu'il a choisi de vivre en rejoignant les Identitaires. Bien sûr, il estime que sa vie, grâce à l'engagement prend du sens, qu'elle gagne en intérêt. Nous voulons souligner ici l'importance de cette distinction : en rejoignant les Identitaires, Louis quitte la vie normale, il ne vit plus comme les gens de son âge... La seule différence réside pourtant dans une activité, le militantisme, qu'il pratique quand d'autres s'y refusent, et pourtant le fait d'être militant entraîne des conséquences sur la vie entière. Cela montre bien, de nouveau, que le militantisme déborde les activités « politiques ». Le militantisme est davantage que la somme des activités militantes. Décrit par Antonin [2014_5], le militantisme devient même « une atmosphère » dans laquelle on « baigne », ce qui souligne la fluidité de la définition du militantisme et permet d'insister à nouveau sur l'importance de l'appartenance à la communauté militante :

« Le militantisme chez les Identitaires... y'a un aspect communauté militante [...] Après 10 ans de militantisme, ça fait que le parrain de mes gosses, c'est telle personne avec qui j'ai milité à tel moment de ma vie, c'est des personnes avec qui nos routes se sont croisées au sein du militantisme ou de façon... plus large. Mais du coup on baigne quand même dans toute cette atmosphère-là et c'est aussi un choix volontaire, de mettre en accord nos vies avec cette façon d'être et cette communauté militante. »

Être militant identitaire, c'est donc à la fois appartenir à un groupe politique qui réalise des activités politiques mais aussi à une « communauté militante », qui partage une vision du monde commune : les militants « mett[ent] en accord [leurs] vies avec cette façon d'être ». Antonin souligne qu'il s'agit d'un « choix volontaire » ce qui lui permet d'insister sur la dimension « libre » de cet engagement intégral : il n'est pas forcé de procéder à ce réaligement de sa vie quotidienne sur son engagement militant, mais il le choisit, il s'y engage.

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, certaines activités militantes visent à forger une communauté soudée, une identité collective forte. Ainsi le militantisme identitaire est d'une double nature : à la fois participation aux activités militantes et intégration de la communauté ; à la fois politique et social. L'engagement militant vient marquer l'attachement des militants à un système de pensée, à une vision du monde, à l'idéologie identitaire telle que nous l'avons présentée, mais il marque également leur intégration à la communauté militante, qui va partager et mettre en pratique ces valeurs. Les

militants procèdent en fait à une *redéfinition* de ce qu'est le militantisme. Selon Marc Lazar, le militantisme communiste ne se « confine pas à la seule sphère d'activité politique [...] La dynamique [du] dispositif [communiste] pousse certains militants et responsables à une forme d'engagement total qui imprègne l'ensemble de leur vie sociale et peut avoir des effets jusque dans leur vie privée¹⁹⁹⁸ ». De la même façon, le militantisme identitaire s'insère dans des domaines étrangers à la politique, éloignées des activités proprement militantes. Il joue un rôle dans la vie des militants, en réclamant des « mises en cohérence » et suscitant ainsi des réalignements. Ainsi redéfini, le militantisme est effectivement « pour toujours », « tout le temps » et « partout » : militer devient un mode de vie, qui se décline concrètement dans le quotidien que décrivent les militants.

2. Militer, « un mode de vie »

Dans cette définition large du militantisme, les activistes intègrent un certain nombre de pratiques de la vie de tous les jours : ainsi le militantisme comporte des implications concrètes dans leur vie quotidienne, qui participent à leur tour de la mise en cohérence globale. Au-delà de ces pratiques « quotidiennes », l'influence du militantisme sur leur vie personnelle et professionnelle est visible.

1. « Tout est imbriqué »

Les implications du militantisme sur la vie des militants sont parfois importantes. Pour le montrer, nous nous arrêterons sur trois dimensions centrales de la vie individuelle : le travail, la mise en couple et la famille.

1.1 « Être identitaire » au travail

Le militantisme va imprégner la vie professionnelle des militants. Par exemple, Clément [2017_7] explique qu'il a besoin que sa vie, y compris professionnelle, soit « en accord avec [s]es idées » :

« Moi je fais le choix que dans ma vie privée, ce soit en accord avec mes idées, que dans ma vie professionnelle je travaille pour des entreprises...Voilà y'a des offres... Je poursuis mes études l'année prochaine et il faut que je trouve une alternance... Y'a des offres auxquelles je ne réponds pas parce qu'il y a des entreprises qui ont pas des valeurs... et même sur des valeurs éthiques, sur x ou y, elles me correspondent pas. Vu que tout est imbriqué... »

¹⁹⁹⁸ Lazar M., « Le parti et le don de soi. », *Vingtième Siècle*, n°60, 1998, p. 38. On soulignera l'usage de « certains », par lequel Marc Lazar souligne l'existence cependant d'une variété de pratiques et d'une pluralité d'engagements.

Clément ne développe pas ici l'aspect « vie privée », mais il explique bien l'influence de son engagement sur ses choix professionnels. Alors même qu'il ne s'agit pour lui que de trouver une entreprise pour achever ses études, une alternance, il accorde déjà de l'importance au fait que son employeur corresponde à (ou au moins n'entre pas en contradiction avec) ses propres valeurs. En soulignant pour finir que « tout est imbriqué », Clément sous-entend en fait qu'il ne peut pas dissocier ses convictions et son environnement de travail : il faut *a minima* qu'il n'y ait pas de contradiction entre les deux, au mieux que leurs valeurs respectives soient alignées ! Certains sont allés jusqu'à quitter leur emploi lorsqu'ils estimaient que la contradiction était trop grande, tel Armand [2014_1], qui a quitté l'armée alors qu'il était officier, ou Justine [2017_26], qui a abandonné sa carrière « dans le milieu social » car elle était « gênée » et allait au travail « à reculons » du fait des valeurs qu'elle devait transmettre, trop éloignées de son militantisme. Le premier a trouvé un emploi de cadre dans le secteur privé ; la seconde, à la faveur d'un déménagement, a décidé de se consacrer exclusivement à l'éducation de ses enfants et au militantisme (elle siège au bureau national de GI). Jonathan [2017_10] est cadre dans le secteur privé ; il souligne lors de l'entretien sa difficulté parfois à se sentir à l'aise dans son milieu professionnel. Il n'y a pas de conflit entre les valeurs de son entreprise et les siennes mais il vit néanmoins un conflit intérieur, ayant l'impression de « porter un masque » au travail. Il a alors cette réflexion intéressante : « Ceux qui ont tout compris, c'est ceux qui arrivent à vivre de leurs convictions ». Finalement, pour lui, l'abolition du conflit intérieur nécessite l'anéantissement des barrières entre vie militante et vie professionnelle, qui passe par deux voies possibles : soit l'engagement militant devient une profession, ce sont « ceux qui entrent en politique » comme il le dit lui-même, soit qu'ils décident de se tourner vers un métier indépendant et plus manuel – Jonathan prend l'exemple d'un ancien militant devenu plombier, qui est « son propre patron ». Dans les deux cas, il y a un « exit » professionnel qui permet d'accorder le « soi militant » et le « soi travailleur ».

1.2. « Être identitaire », en couple

Le militantisme va jouer un rôle dans le choix d'un conjoint : le fait de s'entourer dans sa vie personnelle de militants ou – au moins – de sympathisants semble très important pour les militants. Comme l'a montré Anne Muxel « une large majorité des couples sont homogames politiquement. Au sein de près des trois quarts d'entre eux (73 %), les conjoints reconnaissent voter de la même manière¹⁹⁹⁹ », une homogénéité qui tend à se renforcer au

¹⁹⁹⁹ Muxel A., « La politique et les proches. Faut-il avoir les mêmes idées pour s'aimer ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 86.

cours des 30 dernières années note la chercheuse²⁰⁰⁰. Cette homogénéité ne s'arrête pas aux comportements électoraux.

Arthur [2017_16] par exemple, souligne qu'il n'aurait « pas pu faire sa vie avec » sa petite amie si elle avait été opposée aux idées identitaires. Plus avant, Tanguy [2017_1] estime que si sa petite amie n'est pas prête à militer, si elle ne « s'adapte pas », cela mènera à des tensions entre eux. Jonathan [2017_10] explique qu'il a repoussé les avances de certaines collègues de travail, sachant qu'elles ne seraient pas d'accord avec ses idées ; désormais en couple avec Alizée [2017_9], il explique :

« Quand ta copine est identitaire, ça facilite tout le reste ! [...] C'est vraiment du tout au rien ! Si elle, elle l'est pas, **ça a zéro possibilité** de marcher. Ça existe... mais de façon très marginale dans le mouvement. Et encore... la personne ne milite plus et ils évoquent absolument pas le sujet. Chacun vote... »

Le militantisme produit également des effets sur la vie de couple des militants. Cela s'explique, tout d'abord, par le stigmatisme social qui est attaché à leur engagement. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, et comme le rappelle Anne Muxel, l'engagement à l'extrême droite fait figure de repoussoir. La révélation peut entraîner des ruptures s'il y a un désaccord dans le couple, comme le montre notre cas tout comme celui rapporté par Pascal Duret (une jeune femme rompt avec son petit ami après qu'il lui ait révélé sa collection de « couteaux nazis ») ou par Anne Muxel (une jeune femme quitte son fiancé engagé au FN à quelques mois du mariage, se rendant compte qu'elle ne pourra le tolérer). Si ces trois cas concernent l'extrême droite, d'autres exemples existent de rupture amoureuse ou amicale du fait de désaccords politiques (Aron/Sartre par exemple), en dehors de l'extrême droite. Cependant, c'est probablement plus fréquent, le stigmatisme associé étant actuellement plus fort :

« Pour une majorité de Français, il est difficilement envisageable que leur conjoint puisse avoir des idées d'extrême droite (pour 29 % d'entre eux, ce serait impossible et, pour 25 %, ce serait difficile) L'extrême gauche fait moins figure de repoussoir. Néanmoins, c'est encore plus du tiers des Français (36 %) qui refuseraient de se mettre dans cette situation (pour 12 % d'entre eux, ce serait impossible et, pour 24 %, ce serait difficile)²⁰⁰¹ ».

Cela pourrait dissuader les militants d'aller « chercher ailleurs », hors du cercle militant, de peur d'être rejetés : préférer l'homogamie serait ainsi un moyen d'éviter des déceptions. Ce qui semble confirmé par les résultats de l'étude d'Anne Muxel qui conclut : « Si l'ensemble

²⁰⁰⁰ *Ibid.*, p. 89.

²⁰⁰¹ *Ibid.*, p. 93.

de nos résultats montrent qu'il n'est pas nécessaire d'avoir les mêmes idées pour s'aimer, c'est donc sans compter l'existence des choix extrêmes ou radicaux²⁰⁰² ».

Ainsi, le militantisme va devenir un critère dans le choix d'un partenaire. Se mettre en couple avec un militant est plus « facile », car il y a une communauté d'idées, de valeurs, un « mode de vie commun », une proximité évidente sur les « valeurs fondamentales²⁰⁰³ », dirait Pascal Duret, celles sur lesquelles l'individu ne peut transiger²⁰⁰⁴. Au contraire, être en couple avec quelqu'un qui n'est ni militant, ni sympathisant, c'est s'exposer à la remise en question de ces valeurs, à des disputes rendant la poursuite simultanée de la relation et du militantisme impossible d'après les militants. Soit on renonce au couple (Arthur), soit on renonce au militantisme, comme dans l'exemple que cite Jonathan. Là encore, cette dimension n'est pas absolument nouvelle, comme le souligne Pascal Duret : « En cas de divergence politique, pour que le couple tienne, il est presque impossible pour les conjoints de s'investir intensément en politique, sous peine de mettre en péril leur union²⁰⁰⁵ ». Dans *Toi, Moi et la Politique*, Anne Muxel explore les jeux politiques au sein des relations personnelles, et en tire des « figures », de l'accord et du désaccord, qui viennent révéler comme l'amour et les convictions sont liés. Une de ces figures en particulier mérite ici d'être mobilisée, celle de « l'impératif catégorique » :

« Parmi les communistes, il n'était pas envisageable de s'engager dans une relation amoureuse avec un non-communiste. L'accord politique comme un impératif, comme une condition des liens noués dans la sphère des échanges privés est une figure encore répandue dans les milieux de gauche. [...] Cet impératif est catégorique selon le sens que lui donne Kant, il est inconditionnel et ne supporte guère de compromis. Cette intransigeance est à la mesure de l'engagement personnel qu'elle présuppose [...] Impensable, inimaginable, de ne pas être du même bord politique²⁰⁰⁶ ».

Anne Muxel identifie cette figure en particulier dans des cercles de gauche donc, faisant référence en particulier aux militants communistes ; d'ailleurs, du récit qui ouvre ce chapitre aux entretiens qui y sont cités, cette figure est illustrée exclusivement par des individus de gauche ou d'extrême gauche. L'homogamie serait plus fréquente à gauche qu'à droite, ce que la chercheuse propose d'expliquer par deux cosmogonies différentes :

« Celle de la gauche, où le projet d'une société d'égaux suppose une vision de l'altérité sous le sceau de la ressemblance. Celle de la droite, libérale, fondée sur l'irréductibilité de l'individu, suppose une vision de l'altérité dans l'acceptation de la différence. La

²⁰⁰² Muxel A., « La politique et les proches. Faut-il avoir les mêmes idées pour s'aimer ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité.*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 92.

Ce qui n'est pas sans rappeler la scène du film *Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes*, au cours de laquelle le mari lance à sa femme : « Tu choisis : c'est moi, ou le communisme ! ».

²⁰⁰³ Duret P., « Le couple mixte en politique. Jusqu'à quel point ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité.*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 102.

²⁰⁰⁴ Voir également chez A. Muxel la distinction entre désaccords négociables et non négociables. (V. Muxel A., « La politique et les proches. Faut-il avoir les mêmes idées pour s'aimer ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité.*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 81 et Muxel A., *Toi, moi et la politique*, Paris, Seuil, 2008, p. 263-265).

²⁰⁰⁵ Duret P., « Le couple mixte en politique. Jusqu'à quel point ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions*, op. cit. p. 104.

²⁰⁰⁶ Muxel A., *Toi, moi et la politique*, Paris, Seuil, 2008, p. 67-68.

première contient une espérance, une utopie ayant pour ressort essentiel un idéal de transformation et de progrès social. La seconde se veut réaliste, poursuivant d'abord l'objectif de reconduire les conditions de la société et d'en assurer la pérennité²⁰⁰⁷ ».

Pourtant, comme nous le constatons, nos enquêtés d'extrême droite relèvent en grande partie de ce même processus. Ils n'envisagent pas une vie amoureuse avec quelqu'un qui ne serait pas sympathisant, proche des idées du mouvement. Comment l'expliquer ? Comme nous l'avons vu, les Identitaires n'envisagent ni de promouvoir, ni de proposer un projet de société plus égalitaire, ni plus progressiste, ce n'est donc pas cela qui est déterminant. Qu'est-ce qui les rapproche sur ce point des sympathisants ou militants de gauche et d'extrême gauche ? Nous pensons qu'ils partagent – et s'opposent d'ailleurs sur – une vision absolue de la politique, qui promet un changement radical de la société²⁰⁰⁸. Si l'essence de ce changement est opposée, sa nature n'est pas si différente. C'est finalement sur ce point que les engagements se ressemblent et que l'on peut comprendre que l'homogamie se retrouve à gauche comme chez les Identitaires. Leur engagement est, dans un cas comme dans l'autre, total. C'est Irène, 41 ans, militante d'extrême gauche, anciennement engagée à la LCR, qui le dit le mieux : « On ne peut pas se saucissonner en tranches. L'amour comme la politique engagent l'individu tout entier²⁰⁰⁹ ». Cela recoupe dans certains cas, une autre figure proposée par Anne Muxel, un « idéal de fusion »,

« Les couples militants professionnels, ayant épousé une cause supposant un engagement total et une activité à temps plein, voient se confondre et se mêler les différents registres de leur identité. L'accord politique devient un paramètre vital, inextricablement lié au reste de leur vie. La cause défendue en commun autorise le rêve, peut-être l'utopie d'atteindre ce « tout donc je désire » évoqué par Roland Barthes. Elle permet que se recomposent dans une même espérance un idéal de vie et un absolu de l'amour. Ces couples ne partagent pas seulement des convictions, mais un vrai combat, et plus encore une même éthique de vie²⁰¹⁰ ».

Le cas du couple Thorez, décrit par Annette Wieworka, illustre bien cette fusion, qui se décline jusque dans la vie de famille : « Dans le cas de Maurice et Jeannette, la politique est au cœur de leur couple. Ils vivent en communisme. La fusion s'étend aussi aux enfants. On est alors communiste en famille²⁰¹¹ ». De la même façon, certains militants, en couple, vivent ensemble l'engagement identitaire et peuvent étendre cette fusion jusqu'aux enfants...

²⁰⁰⁷ *Ibid.*, p. 70

²⁰⁰⁸ En ce qui concerne la LCR par exemple, Florence Johsua expose cet horizon révolutionnaire (V. Johsua F., *Anticapitalistes*, p. 102-106 et p. 124-134). Le même constat peut être dressé plus largement à partir d'une analyse de la culture politique communiste (V. Lazar M., « Forte et fragile, immuable et changeante... la culture politique communiste », in : Berstein S., *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 2003, p. 227-257.)

²⁰⁰⁹ Cité par Anne Muxel in : Muxel A., *Toi, moi et la politique, op. cit.*, p. 74.

²⁰¹⁰ *Ibid.*, p. 61.

²⁰¹¹ Wieworka A., « L'intimité dans un couple politique. Les Thorez », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 118.

1.3. « Être identitaire », en famille

Le militantisme envahit enfin la sphère familiale. Pour les Identitaires, la famille est au cœur de multiples enjeux politiques : nous en identifierons deux.

Le premier enjeu réside dans le fait de fonder une famille. En effet, la fondation d'une famille est considérée par les militants comme un acte politique : « C'est un acte militant maintenant de faire des gosses », nous explique Louis [2014_4]. Si cet acte, ô combien commun, prend une dimension militante, c'est pour deux raisons. D'une part, faire un enfant est un acte qui permet, en encourageant une natalité « européenne » (c'est-à-dire « blanche ») de lutter contre le « grand remplacement » : ainsi la naissance d'un enfant est en elle-même un acte de résistance. D'autre part, la fondation d'une famille fait partie des traditions que les militants se plaisent à respecter. Ces deux dimensions s'entremêlent dans le propos de Typhaine [2017_12] :

« On se marie, on fait des enfants, justement on continue de développer les traditions à travers les enfants. La majorité de nos camarades sont mariés, ont des enfants. [...] En tant que personnes, en tant qu'humain, de continuer à défendre notre héritage... Nous personnellement, par exemple, autant dans la religion que dans nos vies, les personnes qui se marient, qui ont des enfants, qui continuent à faire passer des traditions *et cetera*. Donc nous, en tant que personnes on le fait, en tant que groupe on le fait aussi pour les gens, pour l'Europe, le monde, *et cetera*.»

Fonder une famille est donc un acte militant à deux titres : il marque une volonté de sauver « les gens, l'Europe, le monde », d'une part comme acte de « résistance à l'envahisseur » et d'autre part comme moyen de respecter les traditions, le modèle culturellement établi (couple – mariage – enfant).

Le second enjeu est celui de la transmission. Ce « premier acte militant » ne se suffit pas à lui-même, il doit se compléter, s'achever dans un second acte militant, celui de la transmission. Il faut en effet « faire passer les traditions » pour assurer leurs perpétuations : « défendre l'héritage », c'est ainsi non seulement en assurer l'existence au présent mais également en assurer l'existence future. Quand Anthony [2017_8] évoque son (futur et potentiel) rôle de père, c'est d'abord sous cet angle qu'il l'envisage : « Quand je serai plus vieux, quand j'aurai une famille [...] j'aurai certaines choses à leur transmettre ! ». La transmission est au cœur du discours des Identitaires : n'oublions pas que les militants se considèrent comme les maillons vivants d'une chaîne éternelle, dépositaire des traditions. Signe que l'enjeu est de taille, les militants, même jeunes, réfléchissent à cette transmission : certains refusent de faire du « prosélytisme » (Louis [2014_4]), d'autres imaginent déjà avec angoisse que leurs enfants se détournent d'eux, refusent leurs idées voire qu'ils militent à gauche (Tanguy [2017_1]). Tous vivront quoiqu'il arrive « en identitaire » et seront ainsi

l'exemple vivant des principes, valeurs et idées qu'ils entendent transmettre. Il s'agit donc de partager avec ses enfants des valeurs identitaires, que cela passe par un « soft power », qui consisterait à élever les enfants dans un style de vie conforme aux valeurs identitaires ou bien par un « hard power », qui consisterait à l'élever dans ce style de vie tout en explicitant les considérations politiques qui le sous-tendent. Ce rôle qu'ils espèrent que la famille jouera n'est pas hors de propos, dans la mesure où elle « reste toujours un creuset de l'identité politique, marqué par une forte continuité intergénérationnelle des orientations idéologiques²⁰¹² ». Dans la même enquête, Anne Muxel note cependant que « la transmission politique n'est généralement pas considérée comme quelque chose d'important – seuls 29 % des Français considèrent qu'il est important que les parents transmettent leurs idées politiques à leurs enfants²⁰¹³ ». Les Identitaires considèrent eux que la transmission politique est importante... ce qui pourrait là encore s'expliquer et donc appuyer l'idée d'une importance particulière de la politique, du militantisme, placés au cœur de leur vie.

Les valeurs identitaires se vivent donc « en famille ». L'éducation des enfants est donc elle aussi jalonnée de principes identitaires, ce qui vient renforcer l'importance d'un accord (politique) des deux membres du couple²⁰¹⁴. Ce dialogue imaginé par Jonathan [2017_10] montre bien, en effet l'intérêt d'être en couple avec un militant :

« Et puis tant que c'est un couple ça va, mais une fois que t'as des enfants... [*il mime un dialogue*] "ah bah on va au McDo" "ah bah nan !" "bon bah on va au kebab" "ah bah nan !", "bon bah..." "on va faire une rando en forêt ?" "ah bah non je préfère être sur ma tablette" »

Une éducation identitaire, c'est donc emmener ses enfants en forêt plutôt qu'au « McDo » ou au « kebab », plutôt que de rester devant un écran. D'après eux, le fait d'être identitaire va donc générer des choix éducatifs particuliers : cela vient révéler que le militantisme identitaire entend se décliner à l'infini, dans tous les domaines de la vie et se vivre véritablement, au quotidien.

2. « Au quotidien, on sera identitaire »

Au-delà de ces deux domaines, professionnel et familial donc, où les effets du militantisme sont particulièrement prégnants, le militantisme irrigue toute la vie : d'après les

²⁰¹² Muxel A., « La politique et les proches. Faut-il avoir les mêmes idées pour s'aimer ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 78.

²⁰¹³ *Ibid.*

²⁰¹⁴ Contrairement à ce que vit le fils de Bernard et Irène dans *Tout le monde n'a pas la chance d'avoir des parents communistes*, tiraillé entre une mère communiste et un père gaulliste.

militants, il est présent dans une multitude de gestes du quotidien, qui pris ensemble finissent par créer un mode de vie complet :

- Clément [2017_17] : « C'est des trucs tout bêtes, mais en même temps très importants parce que ça fait notre quotidien [...] On vit comme ça au quotidien. [...] On vit au jour le jour notre identité [...] En plus de se battre sur le terrain des idées, il y a aussi le mode de vie qu'on adopte »
- Typhaine [2017_12] : C'est un mode de vie, c'est des choses qu'on fait tous les jours. »
- Julien [2017_15] : « Le vivre au quotidien, ça passe par des actes tout bêtes... »

Est-il possible d'insister davantage que Clément sur ce militantisme « quotidien », « quotidien », « au jour le jour », que l'on « vit », « vit » jusqu'au « mode de vie » ? Ces répétitions marquent bien son insistance sur ces mots-clés, qu'utilisent également nos autres enquêtés. Notons également l'opposition entre des gestes en apparence anodins, « tout bêtes » disent-ils, et leur signification, « très important[e] » : il s'agit bien ici d'une opération de mise en cohérence du militantisme, d'une transposition de valeurs politiques dans les pratiques du...quotidien. Le militantisme identitaire est ainsi un « *everyday activism* »²⁰¹⁵ au sens de Jane Mansbridge :

« *Everyday activism is talk and action in everyday life that is not consciously coordinated with the actions of others but is (1) to some degree caused (inspired, encouraged) by a social movement and (2) consciously intended to change others' ideas or behavior in directions advocated by the movement*²⁰¹⁶. »

Ainsi, ce « militantisme quotidien » consiste en un ensemble d'actes qui s'intègrent à cause du militantisme et pour le militantisme dans la vie du militant : il nous faudra dès lors identifier ces actes. D'après l'auteure, les militants engagés dans des actions collectives coordonnées prolongent presque toujours leur militantisme dans un militantisme quotidien. Cette opération de mise en cohérence n'est donc pas rare dans le cas d'un engagement intense au sein d'un mouvement, en particulier lorsque l'identification individu-mouvement social est forte, comme c'est le cas pour les Identitaires. On le voit par exemple transparaître dans le militantisme radical évoqué par Xavier Crettiez : « depuis le choix du prénom de son enfant, jusqu'aux quartiers que l'on fréquente ou à la musique que l'on écoute, l'engagement

²⁰¹⁵ Dans le même ordre d'idée, des auteurs ont proposé de parler de *Lifestyle movements* (V. Haenfler R., Johnson B., Jones E., « Lifestyle Movements : Exploring the Intersection of Lifestyle and Social Movements », *Social Movement Studies*, 11, 2012, p. 1-20.). Les auteurs qualifient ainsi des mouvements qui promeuvent un mode de vie comme *moyen premier* d'engager un changement social. La proposition est intéressante en ce qu'elle vient insister sur l'existence de mouvement (collectif) qui s'engagent d'abord et parfois exclusivement via des comportements individuels, privés, ...mais toujours dans le but de provoquer un changement social. Nous ne discutons pas ce concept plus avant car notre objet n'y correspond qu'imparfaitement : pour les Identitaires, ce n'est pas par là que « commence » le militantisme, mais plutôt le point qu'il « finit par » atteindre. Ces comportements individuels et privés n'apparaissent que comme la conséquence d'une vision militante plus large.

²⁰¹⁶ Mansbridge J., « Everyday Activism », in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013.

nationaliste se fait ressentir²⁰¹⁷ ». Cette opération de mise en cohérence est au cœur du discours de Jonathan [2017_10] :

« On arrive à avoir un mode de vie cohérent et vraiment global. Vraiment, c'est important chez les Identitaires. C'est ce qu'on appelle la métapolitique : effectivement il y a les idées, les convictions et à côté de ça, il y a le... notre vie au quotidien. Être identitaire c'est pas 2h par jour, c'est pas sur les plateaux télé, c'est pas devant les journalistes, c'est vraiment la façon dont on mange, la façon dont on parle, dont on s'habille, dont on voit le monde, vraiment au sens large. [...] Au quotidien on sera identitaire : ce qu'on va manger, la façon dont on va éduquer nos enfants, militer... »

Nous avons déjà évoqué cette stratégie « métapolitique », que les Identitaires ont emprunté au GRECE²⁰¹⁸. Au-delà de cet aspect stratégique, cependant, les effets produits sur les vies des militants sont perceptibles. Trois points sont à souligner dans ce passage : 1) la nécessaire mise en cohérence entre le militantisme et la vie de tous les jours ; 2) la cohérence ne s'acquerrait qu'au prix d'un changement « global », qui concerne de nombreux domaines de la vie, listés rapidement par Jonathan ici et sur lesquels nous revenons ci-dessous ; 3) cette mise en cohérence n'est pas automatique, elle demande des ajustements, elle est progressive, « on [y] arrive ».

« L'état de communiste n'est pas un effet de naissance [...] on le devient²⁰¹⁹ » écrivait Annie Kriegel. De même, on ne naît pas Identitaire, on le devient. Ce « mode de vie » fait l'objet d'un apprentissage progressif. Les militants l'observent, s'y habituent, puis progressivement, l'intègrent. Il y a une forme d'acculturation du nouvel entrant aux us et coutumes du groupe : il apprend, par la formation en partie, mais aussi du fait du contact avec le reste du groupe, de nouvelles habitudes de vie. Typhaine [2017_12] explique bien ce processus progressif :

« Alors au début, c'est vrai quand on rejoint le mouvement comme ça, on a des habitudes... Quand on a des jeunes de 16-17 ans qui bouffent à McDo tous les midis... Quand on a des habitudes... en fait c'est vrai qu'ils le font tellement naturellement qu'ils comprennent pas forcément ce qu'ils font. Et nous on leur apprend que voilà, on a plein de petits restaurants ici sympas. On a des gens qui travaillent avec des producteurs locaux, *et cetera*. [...] Alors à la fin, oui, on s'en rend plus compte. Mais pour les personnes qui viennent de nous rejoindre ça leur fait « *ah bah oui faut penser à ça, faut penser à ça* ». Et à la fin en fait on le fait naturellement et de bonne volonté. Ça devient naturel en fait. Une fois qu'on a le déclic et qu'on a compris... Encore une fois c'est une question de compréhension. »

À travers la distinction progressive entre « on » et « ils », c'est bien son propre parcours que la jeune femme retrace en filigrane. Elle décrit la transition du nouveau venu, qui a de

²⁰¹⁷ Crettiez X., *Violence et nationalisme*, op. cit., p. 52-53.

²⁰¹⁸ Cf. *supra*, Chapitre 2.

²⁰¹⁹ Kriegel A., *Les communistes français 1920-1970*, op. cit., p. 141.

(mauvaises) habitudes, qui ressemble à « ces jeunes [...] qui bouffent McDo » naturellement et sans comprendre, vers le militant qui a compris, qui n'est plus élève mais enseignant. Elle oppose deux temporalités : un « au début » implicite, marqué par la difficulté à mettre en œuvre ce qui semble s'apparenter à des consignes et un « à la fin » explicite marqué par la compréhension et surtout par la mise en œuvre de nouvelles (bonnes) habitudes. Cette évolution culmine dans la pleine intégration des habitudes, qui deviennent des automatismes, « naturel[s] », dont « on [ne se] rend plus compte ». Dans ce jeu d'opposition, entre « on » et « ils », entre « avant » et « après », la jeune femme rend visible ce processus d'acculturation, qui consiste principalement en la politisation d'actes, qui prennent un sens nouveau : un sens militant. Cet aspect se retrouve dans le discours de nombreux militants, soit parce qu'ils se sentent directement concernés, soit parce qu'ils ont formé de jeunes militants et pu observer ce phénomène. Jonathan [2017_10] par exemple, a découvert chez les Identitaires que sa façon de consommer pouvait prendre un sens politique :

« Dans ma situation personnelle, je suis pas directement menacé par la mondialisation, en tout cas à l'époque [*où il commence à militer*], aujourd'hui ça l'est chaque jour davantage. Mais c'est vrai que... d'un point de vue économique, le point de vue de l'écologie, tout ça, la consommation de proximité, le localisme, le consommer local : j'étais pas sensibilisé à ça. »

Cet extrait de notre entretien avec Tristan [2017_29] - au cours duquel intervient sa compagne, Romane - montre également cette dimension progressive. De ces pratiques qui surprennent « au premier abord », les militants font une « posture » en s'adaptant formellement aux pratiques du groupe, avant de finalement les comprendre et les intégrer :

« Romane : C'est pas « folklore » en fait !

Tristan : Nan c'est pas « folklore » !

Romane : C'est pas « Ah nan nan, on mange pas de McDo », c'est vraiment, on le comprend, on l'intègre, et je pense qu'on le transmet aussi...

Tristan : Oui tout à fait !

Romane : ...aux personnes qui a priori ne comprennent pas ça...

Tristan : genre on essaie de faire comprendre quand même que ...

Romane : ...parce qu'ils vivent pas dans ce monde-là quoi !

Tristan : ...que le combat culturel est important.

[...] [*Et pour les jeunes qui vous rejoignent, ça fait pas une... Comment est-ce qu'ils le vivent ? Comment tu...*]

Romane : C'est évident que non hein [*elle rit*]

Tristan : Au premier abord...

Romane [*le coupe*] : Au premier abord, c'est un peu une posture justement : ils vont se forcer à pas manger McDo, à pas...

Tristan : C'est ça !

Romane : Mais c'est pas grave. Tant pis. Ils vont comprendre petit à petit je pense.

Tristan : Au premier abord, quand on leur dit ça, ils se frottent les yeux ! »

2.1. Les « consom-acteurs » identitaires

En pratique, qu'est-ce qu'être identitaire « au quotidien » ? À en croire les militants, cela va avoir principalement un impact sur leur consommation. Pour Hortense [2014_7] par exemple, « tout est militant, même les achats ». L'achat identitaire doit avoir principalement une caractéristique : être « local ». Sur le plan alimentaire par exemple, ils vont éviter tout ce qu'ils considèrent comme des symboles de la mondialisation, ou de « l'islamisation » de l'Europe, voire de l'uniformisation. Clément [2017_7] nous explique par exemple comment le militantisme va déterminer le choix d'un restaurant :

« On fréquente pas les kebabs. On mange pas au McDo. Si y'a des restaurants, on préfère un restaurant classique les « toques blanches²⁰²⁰ », comme ici [*il désigne l'autocollant sur la fenêtre du café qu'il a choisi pour notre entretien*], c'est sympa ! Si c'est une chaîne et qu'il y a le même dans toutes les villes, ça nous intéresse pas trop ».

Ainsi, les Identitaires ne consomment pas de Coca-Cola, et ne vont pas « au McDo » considérés tous deux comme des symboles de l'américanisation. Ils ne consomment pas non plus de « viande hallal » et évitent les « kebabs », considérés comme des symboles de l'islamisation. Ils leurs préfèrent des « burgers francisés » (Julien [2017_15]), des « aligot-bars » (Xavier [2017_18]), plus respectueux d'après eux des « traditions locales ».

Au-delà des restaurants, les achats alimentaires vont également être orientés vers une consommation locale, visant à « faire vivre » (Typhaine [2017_12]) l'économie locale : certains se fournissent par exemple dans des AMAP²⁰²¹, vantant les mérites de ce modèle plus vertueux que celui des grandes surfaces. Ils favorisent dans tous les cas la proximité, considérant qu'il s'agit d'une option plus écologique. Ils vont également massivement privilégier le « bio » :

- Typhaine [2017_12] : « On mange local, on essaye de manger bio, ça c'est encore autre chose, c'est... nan c'est vraiment tous les jours. [...] Je trouve ça important, quand on habite quelque part, de faire vivre les commerces, les producteurs *et cetera* de là où on est. »
- Alizée [2017_9] : « Moi je fais que du pro-local, anti-mondial... je fais attention aux courses, d'acheter que des produits qui viennent de France, même des produits bio. Je me maquille qu'avec des produits bio, j'essaie d'avoir un environnement sain. »
- Julien [2017_15] : « au supermarché, je préfère acheter la tomate française qui est plus chère plutôt que la tomate marocaine qui est moins chère. Voilà. Ce que je trouve pas logique encore une fois, parce que la tomate française elle est produite à 40km d'ici, alors que la tomate marocaine elle est venue par bateau, ça pollue et cetera. Si on veut être logique avec l'écologie, il faut faire le principe inverse ! »

²⁰²⁰ Une association lyonnaise de chefs cuisiniers créé en 1936, et réunissant aujourd'hui une centaine de chefs, qui se donne pour objectif « d'assurer la pérennité des traditions de la cuisine lyonnaise », et d'en assurer le « rayonnement ». Ils s'engagent notamment à cuisiner à partir de produits régionaux. Voir le site de l'association : www.toques-blanches-lyonnaises.com

²⁰²¹ Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne : cela consiste en la mise en relations directe entre un groupe de consommateurs et un producteur, sous une forme associative.

Certains militants ont même mis en place des comptes sur les réseaux sociaux pour promouvoir le localisme, comme le montrent ces photos postées par Jean [2017_6], qui anime le compte Instagram « @Cuistot_du_terroir » depuis mars 2019 (illustration 49).

Illustration 49 - Recettes de @Cuistot_du_terroir, cuistot identitaire



Source : captures d'écran du compte Instagram réalisées par l'auteur.

Il en va de même dans d'autres domaines, les vêtements par exemple, pour lesquels ils encouragent le « *made in France* », ou au moins le « *made in Europe* », comme nous l'explique Xavier [2017_18] : « Manger local c'est plus facile que se vêtir en "*made in France*". Ne serait-ce que par le prix et le fait qu'il y ait pas grand chose qui soit proposé dans les magasins. Donc privilégier au moins le "*made in Europe*" quoi ». Certaines pratiques culturelles sont également influencées par cette vision « locale », comme l'explique Alizée [2017_9], qui écoute essentiellement de la chanson française, ou encore Adam [2017_28] qui a appris sa langue régionale, le languedocien, en travaillant seul chaque soir. Les Identitaires agissent donc en consommateurs engagés, « privilégi[ant] dès que c'est possible la défense de [leur] identité, de ce qui fait la France, de ce qui fait qu'on est l'Europe » (Steven [2017_14]).

Les Identitaires s'inscrivent ainsi dans les usages classiques de la consommation engagées²⁰²², mais pour partie seulement. Comme l'explique Sophie Dubuisson-Quellier, « la spécificité de la consommation engagée est d'inscrire une démarche politique au cœur des choix de consommation²⁰²³ », les pratiques Identitaires s'inscrivent donc dans ce cadre général. Les Identitaires boycottent certains commerces et *buycott* au contraire certains autres. D'après la chercheuse, deux causes mobilisent communément les consommateurs « l'environnement et la justice sociale²⁰²⁴ » et ces pratiques (individuelles ou collectives²⁰²⁵) sont généralement encadrées par des « mouvements proches de l'altermondialisme²⁰²⁶ ». La consommation des Identitaires est bien orientée par des préoccupations environnementales d'une part, comme le montre la consommation bio, voire le localisme. Elle est également orientée par des préoccupations de justice sociale, comme le montre le recours à des AMAP²⁰²⁷, considérées plus respectueuses des producteurs que les hypermarchés. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, les Identitaires n'embrassent pas l'ensemble de la cause mais la « localisent » : la justice sociale n'est entendue qu'au local, pour défendre *ici* le petit producteur contre l'hypermarché, pour défendre *ici* les entreprises contre les délocalisations ; la défense de l'environnement n'emprunte guère la voie d'une défense de

²⁰²² La consommation engagée fait l'objet d'un intérêt académique récent mais de plus en plus intense. Sophie Dubuisson-Quellier d'une part et Philip Balsiger d'autre part proposent une revue de la littérature française et internationale. (V. Balsiger P., « La consommation engagée », in : Fillieule O., Haegel F., Hamidi C., Tiberj V..., *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 193-214 ; Dubuisson-Quellier S., *La consommation engagée*, « Contester », Presses de Sciences Po, 2009.)

²⁰²³ Dubuisson-Quellier S., *La consommation engagée*, *op. cit.*, p. 12.

²⁰²⁴ *Ibid.*, p. 14.

²⁰²⁵ Certains auteurs, comme Michele Micheletti parlent d'une « action collective individualisée » (V. Micheletti M., *Political Virtue and Shopping. Individuals, Consumerism, and Collective Action*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003).

²⁰²⁶ Dubuisson-Quellier S., *La consommation engagée*, *op. cit.*, p. 14.

²⁰²⁷ Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne : cela consiste en la mise en relations directe entre un groupe de consommateurs et un producteur, sous une forme associative.

la planète, ni d'un discours sur le réchauffement climatique et se limite le plus souvent à la volonté d'avoir un environnement « sain » *ici*, pour soi et sa famille, éventuellement pour sa communauté. Cet *ici* est variable, mais toujours proche : soi-même, le producteur du « bout de la rue », l'entreprise française, voire européenne. En revanche, les labels « commerce équitable », par exemple, qui cherchent à protéger les petits producteurs internationaux, n'ont pas de sens pour eux²⁰²⁸. La perspective est donc locale et identitaire plus qu'elle ne vise des enjeux globaux et transnationaux de justice sociale ou de défense de l'environnement, comme cela a pu être démontré pour les militants écologistes ou altermondialistes. Les perspectives défendues sont donc *fondamentalement* différentes, bien qu'elles empruntent parfois des expressions similaires.

2.2. Un militantisme exemplaire et préfiguratif

Si le militant aligne ses pratiques sur ses valeurs militantes, c'est non seulement pour sa propre cohérence, une cohérence « interne » en quelque sorte, mais également pour montrer une cohérence « externe ». « À l'extérieur », et d'abord dans la sphère militante bien sûr où ces comportements sont publicisés, analysés, critiqués parfois. Certains militants font la promotion de leurs propres pratiques, d'autres estiment que certains n'en font pas assez, certains jeunes interpellent les aînés sur leur usage de Facebook²⁰²⁹ (décrit alors comme un symbole de la mondialisation et de l'uniformisation culturelle) ou sur l'iPhone en leur possession (la marque Apple étant également un symbole de la mondialisation, avec du matériel conçu aux États-Unis, fabriqué pour partie en Asie et vendu dans le monde entier). « À l'extérieur » et en dehors de la sphère militante, ensuite. Le comportement du militant se doit d'être cohérent car il est lui-même un représentant du mouvement. Son comportement prend alors valeur d'exemple. Les militants doivent être en mesure de faire voir cette cohérence à l'extérieur et ont ainsi un devoir d'exemplarité d'après Antonin [2014_5] : « c'est le rôle aussi d'un Identitaire, c'est ce qu'on attend aussi d'un militant identitaire, d'être exemplaire, de rayonner un petit peu ! ». Là encore, le parallèle avec le militant du PCF, qui doit « se comporter comme un petit soleil ; il éclaire, réchauffe et entraîne dans sa course une couronne de satellites : ses voisins, ses camarades de travail ou de jeux, et de façon générale ses compagnons de misère ou d'espérance²⁰³⁰ » note Annie Kriegel. Une dimension que l'on retrouve dans le discours de Julien [2017_15] :

« Mais c'est aussi être exemplaire dans ma vie perso, dans ma vie professionnelle. Pour les gens qui le savent, qui savent ce que je fais et qui je suis, ils vont assimiler aussi mes

²⁰²⁸ Dubuisson-Quellier S., *La consommation engagée*, « Contester », Presses de Sciences Po, 2009, p. 58 et p. 64-71.

²⁰²⁹ Notons que cela ne les empêchait nullement de se servir de ce réseau avant que celui-ci ne procède à une fermeture des pages liées à Génération identitaire. Ils mobilisaient alors l'argument du « pragmatisme » pour justifier cette incohérence.

²⁰³⁰ Kriegel A., *Les communistes français 1920-1970*, op. cit., p. 92.

comportements et ce que je dis, à Génération identitaire. Donc j'ai conscience de ce poids qui pèse sur mes épaules ».

Placé sous le regard des autres, Julien [2017_15] est scruté, ce qui lui demande d'être exemplaire. Il est un représentant permanent de Génération identitaire, un « poids » dit-il, qui s'assimile à une responsabilité, c'est bel et bien son « rôle », ce qui est « attendu » de lui. Cela lui demande une cohérence, permanente elle aussi, pour ne pas nuire au mouvement d'abord mais aussi pour le montrer sous le jour le plus favorable qui soit, pour « rayonner ». Comme par synecdoque, le militant est donc le mouvement et *vice versa*. De ce fait, les militants se pensent en support vivant des valeurs qu'ils prônent, leur vie devenant ainsi un exemple qui doit permettre de *persuader* plus que de *convaincre*, comme le dit Clément [2017_7], « mon mode de vie va aussi influencer mon entourage, qui va lui-même influencer son entourage ». Par capillarité donc, les idées identitaires passent ainsi du militant exemplaire, à son entourage, et ainsi de suite²⁰³¹. La même idée est présente chez Steven [2017_14], pour qui « la diffusion des idées est aussi une manière d'être » :

« C'est beaucoup plus parlant pour des amis que j'ai de gauche, d'être quelqu'un de cohérent, pouvoir parler avec eux de politique de manière simple et intéressante plutôt que d'être là « *GI Machin, tout ça, holalala* ». Je pense que donner l'exemple au quotidien c'est beaucoup plus efficace. [...] Ça a beaucoup plus de portée. »

Les Identitaires mettent en avant cette nécessaire « exemplarité », reliant donc « changement personnel et changement socio-politique²⁰³² ». Pour les militants, être cohérent, se montrer « exemplaire », revient à proposer aux « autres » un modèle à suivre : il ne s'agit pas seulement de se sauver soi-même²⁰³³, mais bien de sauver « le monde », comme le souligne Gildas Renou, d'après qui « la transformation collective des vies individuelles [a pour] but de changer le monde, voire de le sauver²⁰³⁴ ». Il y a, dans ce projet, quelque chose de quasi messianique : il faut se changer soi-même pour incarner l'exemple, être « le chemin, la vérité, la vie²⁰³⁵ », qu'autrui doit suivre pour se sauver.

²⁰³¹ Une dimension évoquée rapidement par Jane Mansbridge (cf. Mansbridge J., « Everyday Activism », in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013.

²⁰³² Renou G., « Exemplarité et mouvements sociaux », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020, p. 244-251.

²⁰³³ Nous soulignons cette dimension en gardant à l'esprit que Max Weber a été parmi les premiers, dans sa *Sociologie des religions* (Weber M., *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996) à distinguer la prophétie « éthique » de la prophétie « exemplaire », cette seconde proposant « en modèle une vie conduisant au salut ». Il s'agissait alors de se « sauver soi-même en suivant le modèle fourni par la religion... Ici il s'agit de *devenir* modèle pour sauver l'autre et le monde. (V. Turina I., « Vers un catholicisme « exemplaire » ? », *Archives de sciences sociales des religions*, n°133, 2006, p. 115-133.)

²⁰³⁴ Renou G., « Exemplarité et mouvements sociaux », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020, p. 244-250.

²⁰³⁵ Voir l'évangile de Jean.

Dès lors, les militants vivent ensemble dans une « autre norme », qu'ils ont collectivement définie et qu'ils respectent, collectivement *et* individuellement, dans le groupe et en dehors. L'identité individuelle prend une coloration militante et l'individu devient alors « identitaire ». Il ne s'agit plus d'une simple activité mais bien d'un trait constitutif de leur identité. L'exercice (individuel) de mise en cohérence est à la fois *généré par* et *générateur de* l'identité collective. Le groupe réclame cette « exemplarité » des militants et cette « exemplarité partagée » va venir en retour renforcer l'identité collective. Par l'alignement des comportements quotidiens, par cet objectif d'exemplarité, les militants vivent ensemble dans un « microcosme », qui correspond au monde auquel ils aspirent. Ils sont conscients de vivre dans un « monde à part », conscient que « leur norme » n'est pas « la norme » :

« Tristan [2017_29] : on vit tellement dans un microcosme, on a tellement le nez dedans qu'on pourrait croire que notre façon d'être est...

Romane : ...la norme...

Tristan : Oui la norme. Et c'est pas toujours vrai. Ça va le devenir mais c'est pas toujours vrai ».

« Ça va le devenir », comme le montre cette dernière phrase de Tristan, l'engagement des Identitaires porte bien en lui-même une dimension préfigurative. Les militants aspirent à ce que la façon dont ils vivent (les « normes » du « microcosme ») deviennent la façon de vivre de l'ensemble de la société. Cet objectif correspond à la définition de la « politique préfigurative » proposée par Darcy K. Leach :

« The term prefigurative politics refers to a political orientation based on the premise that the ends a social movement achieves are fundamentally shaped by the means it employs, and that movements should therefore do their best to choose means that embody or “prefigure” the kind of society they want to bring about. [...] A prefigurative approach seeks to create the new society “in the shell of the old” by developing counterhegemonic institutions and modes of interaction that embody the desired transformation²⁰³⁶. »

De la même façon, comme l'expose plus tard Tristan [2017_29], le militantisme identitaire consiste en un « nouveau paradigme », qui vise à remplacer le paradigme existant :

« Ils nous ont proposé un autre paradigme [...] On [est] contre un système global et on [a] un autre système en remplacement. C'est ça qui m'a intéressé, c'est vraiment cette autre structure. [...] En fait quand je parle de paradigme c'est vraiment qu'on le vit. On s'applique nous-mêmes ce qu'on essaye de faire faire aux autres. Donc concrètement, on essaye d'être des exemples pour les autres. »

Avoir un système en remplacement, le vivre de manière exemplaire et essayer d'y convertir les autres : voilà synthétisée cette démarche des militants. Ils entendent faire advenir des

²⁰³⁶ Leach D., « Prefigurative Politics », in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013.

modes de vie, de nouvelles normes, voire des espaces, dans lesquels ce monde s'actualise. Et en effet, les militants tentent de créer, au sein de la société actuelle – abondamment critiquée –, des espaces qui préfigurent ce monde, dans lesquels ils vivent selon leurs normes. Ces « petites sociétés », ce sont par exemple les maisons de l'Identité, ou encore les Universités d'été, où l'on est « entre-soi », où l'on consomme local. Le fonctionnement interne du mouvement correspond également à la société telle qu'ils la souhaitent : une société des « égaux » (...où l'on ne peut être égaux que parce que l'on est « entre-soi » !), un système de promotion interne basé sur le mérite et sur le niveau d'investissement, une différenciation genrée des rôles militants qui vient traduire l'irréductible différence qu'ils perçoivent dans les rapports sociaux. L'organisation territoriale du mouvement met également en œuvre ce que les Identitaires souhaitent voir advenir au niveau territorial : une décentralisation forte, avec des antennes locales – régionales autonomes vis-à-vis de l'organisation nationale d'une part et un modèle de confédération décentralisée au niveau européen pour la coopération des antennes nationales. Les Identitaires, dans leurs comportements quotidiens, comme dans la forme du mouvement, entendent bien être une version miniature de la société qu'ils souhaitent : ils préfigurent, par les moyens employés, la société qu'ils veulent voir advenir.

Là encore, les Identitaires s'inscrivent dans une dynamique dont ils se distinguent simultanément. En étant à la fois *exemplaire* et *préfiguratif*, leur militantisme peut être rapproché d'autres engagements de ce type. Ils ne sont en effet, et de loin, pas les premiers à se penser en « exemple » ou à envisager leur mouvement comme « donnant à voir la société rêvée ». Comme le montre Audric Vitiello, « l'action préfigurative s'inscrit dans une histoire longue, celles des courants politiques prônant un changement social par le bas²⁰³⁷ ». Il en identifie des traces dans les débats de la 1^{ère} internationale et ainsi dans les bases de l'anarchisme, mais aussi dans des courants dérivés du marxisme (par exemple chez Gramsci). La politique préfigurative innerve par la suite la « nouvelle gauche » puis les mouvements sociaux (notamment écologistes, altermondialistes, mouvements des places et zones à défendre²⁰³⁸). Par exemple et pour la période contemporaine, nous percevons de nombreux points communs chez les jeunes alteractivistes de Geoffrey Pleyers²⁰³⁹, motivés

²⁰³⁷ Vitiello A., « La démocratie radicale entre action et institution. De la politique adversariale à la politique préfigurative », *Raisons politiques*, Vol. 75, n°3, 2019, p. 63-93.

²⁰³⁸ Pour des exemples approfondis, voir les contributions réunies dans le numéro 73 de la revue *Agora Débat/Jeunesse*.

²⁰³⁹ Pleyers G., « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », in Becquet V. (dir.), *Jeunesses engagées*, Syllepse, Paris, 2014, p. 51-68. ; Pleyer G., « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et politiques*, n°51, 2004, p. 123-134.

par « une exigence de démocratisation ou par la cause écologiste²⁰⁴⁰ ». L'auteur souligne que, pour ces enquêtés, « en se changeant soi-même et en adoptant d'autres pratiques, on change le monde²⁰⁴¹ » ou encore que « la cohérence entre les valeurs et les pratiques est fondamentale²⁰⁴² ». Ceux-ci créent également des espaces d'expérience comparables aux maisons de l'identité et se réunissent lors des « camps climat ». Le rapport au militantisme identitaire semble se rapprocher de celui de ces militants, engagés dans des combats dont la nature diffère profondément. Ce cas exploré par Geoffrey Pleyers fait office d'exemple, notamment car la démarche de l'auteur, par observation et entretiens, se rapproche de celle que nous avons menée. Notons que dans leur grande majorité, les militants « exemplaires », dont l'engagement est qualifié de « préfiguratif », sont des militants que l'on peut qualifier de progressistes. Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine notent également que « cette dimension préfigurative de l'engagement et la connexion étroite entre subjectivation et mouvement social ont été particulièrement prégnantes dans les "mouvements des places"²⁰⁴³ ». De manière comparable, Darcy K. Leach liste ainsi les mouvements qui portent en eux une dimension « préfigurative » : « *women's, environmental, autonomous, peace, and indigenous rights movements, and on a more global scale in the movements against neoliberal globalization* ²⁰⁴⁴ », là encore, nous avons principalement à faire à des mouvements progressistes. Gildas Renou cite lui aussi des mouvements comparables sur ce point, parmi lesquels « les luttes altermondialistes ou des mobilisations anti-OGM (les « Faucheurs volontaires ») ou des actions en faveur du climat d'Extinction Rebellion. [...] les mouvements de décroissance, de simplicité volontaire, plus généralement de "transition écologique" », ou encore les mouvements opérant des occupations territoriales (places ou ZAD). Démocratisation, progrès social ou enjeux écologiques semblent donc être les combats de ces militants « exemplaires ». Un constat partagé par Luke Yates, qui soulignait en 2014 que dans la plupart des cas, « *prefigurative politics has since referred to a dynamic distinguishing left-wing political projects or protest styles apart from Trotskyism*

²⁰⁴⁰ Pleyers G., « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, n° 72, 2016, p. 117.

²⁰⁴¹ *Ibid.*, p. 111.

²⁰⁴² *Ibid.*

²⁰⁴³ Pleyers G.; Capitaine B. « Introduction. La subjectivation au cœur des mouvements contemporains » in : Pleyers G., Capitaine B. (dir.), *Mouvements sociaux : Quand le sujet devient acteur*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016.

Voir les chapitres de l'ouvrage en question qui se réfèrent à ces mouvements. Voir également : Pleyers G., Glasius M., « La résonance des "mouvements des places" », *Socio*, n° 2, 2013, p. 59-79.

²⁰⁴⁴ Leach D., « Prefigurative Politics », in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013.

*and Leninism*²⁰⁴⁵ ». Aucune de ces contributions ne mentionnent un « *ugly movement*²⁰⁴⁶ ». Notons deux exceptions : un article traitant du mouvement « *White Power* » aux États-Unis et une thèse récente sur l'extrême droite québécoise²⁰⁴⁷ montrent que la politique préfigurative peut désormais s'ancrer de l'autre côté du spectre politique. Alors même que nous percevons chez les Identitaires ces deux dimensions, celles-ci ne sont évoquées que très rarement à propos d'autres mouvements d'extrême droite ou plus largement de mouvements conservateurs. Comment l'expliquer ? Deux hypothèses peuvent être envisagées pour expliquer cette « zone grise », de manière plus cumulative qu'alternative d'ailleurs. Premièrement, cette extension du domaine « militant », qui mène à cette « quotidianisation » du militantisme, est née à gauche. L'engagement préfiguratif est en effet intimement lié aux mouvements anarchistes comme le souligne la littérature²⁰⁴⁸. Née dans cet espace, la politique préfigurative s'y est sans doute cantonnée avant de se diffuser progressivement jusqu'à en sortir aujourd'hui. Deuxièmement, cela pourrait également s'expliquer par le fait que ces mouvements, dits *friendly*, de gauche, progressistes, écologistes, altermondialistes ont été plus étudiés par la littérature. Cette piste est également envisageable, d'autant que, pour peu que l'on s'intéresse à des mouvements conservateurs voire d'extrême droite, une dimension « préfigurative » y est également perceptible. C'est à ce propos que notre intérêt pour les Identitaires peut s'avérer intéressant pour interroger les évolutions du militantisme.

*

²⁰⁴⁵ Yates L., « Rethinking Prefiguration: Alternatives, Micropolitics and Goals in Social Movements », *Social Movement Studies*, Vol. 14, n° 1, 2015, p. 2. (Voir également la revue de littérature de l'auteur, qui liste les mouvements qualifiés de « préfiguratifs » depuis le milieu des années 1970 ; l'auteur note également que « *the prevalent assumption [is] that prefiguration is inherent to anarchism and vice versa* ».)

²⁰⁴⁶ Tarrow S., *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1994, p.14.

²⁰⁴⁷ Futrell, R., Simi, P., « Free spaces: Collective identity, and the persistence of U.S. white power activism » *Social Problems*, 51, 2004, p. 16–42 ; Nadeau F., *Parcours d'engagement dans l'extrême droite québécoise : une ethnographie (2014-2017)*, Thèse de doctorat en études urbaines, soutenue en janvier 2020.

²⁰⁴⁸ Voir : Boggs C., « Marxism, prefigurative communism and the problem of workers' control », *Radical America*, n°6, p. 99–122 ; Leach D., « Prefigurative Politics », in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013 ; Yates L., « Rethinking Prefiguration: Alternatives, Micropolitics and Goals in Social Movements », *Social Movement Studies*, Vol. 14, n° 1, 2015, p. 1-21.

En introduction de ce chapitre, nous nous demandions si leur mode d'action est spécifique. La première section a permis de montrer que le mouvement identitaire est caractérisé par un répertoire tactique propre : fondé sur des jeux d'appropriation des modes d'action de la gauche mouvementiste et de conservation/abandon de dimensions caractéristiques de l'extrême droite, il a échafaudé un répertoire singulier, à l'extrême droite, un répertoire qui le distingue. Il consiste à tenter de compenser sa petitesse et sa marginalité, à atténuer tout en la conservant, sa radicalité. La seconde section, elle, a montré que cet « agir » ne se cantonne pas à la politique, ou plutôt que « tout est politique ». Notre étude, en interrogeant les militants sur leurs activités quotidiennes, souligne en effet que le militantisme se prolonge dans la sphère privée, qu'il s'actualise au quotidien, qu'il envahit la vie, l'« être ».

Plus avant, cet agir singulier mais aussi exigeant et intense réclame un haut niveau d'implication des militants. Tel que nous l'avons décrit, le répertoire tactique des Identitaires, endosse non seulement des fonctions externes de publicisation de leurs idées, mais aussi (et systématiquement) des fonctions internes de renforcement de l'identité collective. Ainsi le répertoire tactique mis en œuvre participe à tisser le lien que nous avons décrit entre le militant et l'organisation. Cet « agir » exigeant et intense est générateur d'identité collective et à ce titre prépare les recompositions individuelles : d'agir en identitaire à être identitaire, de l'agir à l'être, il n'y a qu'un pas.

Enfin cette partie interrogeait la dimension intégrale du militantisme. Ce dernier chapitre vient éclairer cette question, en y répondant par l'affirmative. Le militantisme identitaire se rapproche d'un intégralisme. De même que, dans l'intégralisme religieux, la foi « touche tout », pour ces militants, la politique « touche tout ». Elle régit bien entendu les aspects politiques et militants de leur vie, à travers ce que l'on peut rapprocher de rites militants (les réunions de cohésion, les tractages - collage, les actions de confrontation), mais elle régit aussi des aspects non politiques, qui prennent un sens politique, comme nous l'avons montré. Il nous semble qu'en cela le militantisme intégral se distingue du militantisme total connu au PCF. S'ils partagent des traits communs, une forme de marginalité et de radicalité comme nous l'avons souligné ponctuellement, les deux organisations diffèrent par leur taille. Alors que le PCF, parti de masse, avait les moyens (dans les banlieues rouges par exemple) de créer *tout autour* des individus un monde communiste pouvant proposer un engagement total, le (petit) mouvement identitaire n'en a

pas les moyens et il s'établit donc dans des *enclaves* et « dans » les militants. De la même façon que l'intégralisme religieux se développe, dans la société sécularisée, au sein des groupes religieux minoritaires²⁰⁴⁹, l'intégralisme militant ne se développe qu'avec une minorité militante. Cet intégralisme militant émerge donc à partir de cet alliage de petitesse, de marginalité et de radicalité. En tant que principe régissant le rapport au militantisme, il informe les pratiques politiques et non politiques des individus, renforce le sentiment d'appartenance et l'identité collective. Il est le versant positif de la marginalité.

²⁰⁴⁹ Strack F., *Intégralisme religieux et société libérale : le cas des juifs orthodoxes en France, des années 1980 à aujourd'hui*, thèse en cours sous la direction de la Professeure Sylvie Strudel et du Professeur Philippe Portier, Université Paris 2 – Panthéon, Sciences Po.

Conclusion

Des militants et des sympathisants sont réunis dans l'arrière-cour de *La Citadelle*. Les militants organisent une soirée « cocktail » pour la clôture de l'année militante, la semaine suivante. Le barman les interroge sur les cocktails à prévoir :

« *Alors moi, ce que je voudrais, c'est qu'il y ait des cosmos, parce que j'adore ça !* » lance un militant. Cela recueille l'assentiment de certains, mais d'autres semblent méfiants : « *Ah ouais mais c'est un peu... bizarre ! C'est le cocktail des gays dans Sex and the City ! Et puis... cosmo...* » « *Quoi ?* » « *Ça vient pas de Cosmopolitan ?* » « *Ah si...* » « *Ça veut dire quoi ça ?* » « *Cosmopolite ?* » « *Ah ouais ça fait pas très Identitaire !* » « *Mais je voulais vraiment des cosmos...* ».

La discussion se poursuit sur ce ton, pendant quelques minutes jusqu'à ce que les militants trouvent une solution : ils serviront bien des « cosmos », renommés pour l'occasion « Godefroy de Bouillon²⁰⁵⁰ ».

Carnet de terrain (Lille, juin 2017)

Cet échange entre militants, saisi au vif lors d'une observation de terrain, ouvrait notre thèse. Replacé au terme de celle-ci, il nous en livre tout le sens. Nous *comprendons* désormais pleinement l'enjeu de cet échange, en apparence anecdotique. *La Citadelle*, lieu où se retranchent les militants qui se sentent « assiégés », ne saurait être infiltrée par son assaillant, le fameux *Cosmo* incriminé, qui représente, à lui seul, les dangers de la mondialisation. *La Citadelle*, lieu d'où doit partir la « reconquête » militante, met au contraire à l'honneur Godefroy de Bouillon, figure locale et bras (armé) de la conquête de Jérusalem. La politique *préfigurative*, la politique *au quotidien*, la politique *partout et tout le temps*, se distille, oui, jusque dans les cocktails.

Grâce à la mise en œuvre d'une démarche de recherche volontairement mixte, nous pouvons répondre à nos questions inaugurales : « qu'est-ce que le mouvement identitaire ? qui sont ceux qui s'y engagent ? Pourquoi s'y engage-t-on ? ».

A propos de l'organisation et son histoire, nous avons montré qu'elle pouvait être lue comme un renoncement, sous contrainte, à l'institutionnalisation du mouvement. Celui-ci s'ancre dès lors durablement à la marge de l'espace extrême droitier et, donc, du système politique. Nous avons montré la tension dans l'organisation entre un mode d'organisation

²⁰⁵⁰ Godefroy de Bouillon est duc de Basse-Lotharingie au XI^e siècle. Il participe à la première croisade et sera le premier souverain du royaume de Jérusalem et devient avoué du Saint-Sépulcre en 1099 avant de décéder en 1100.

vertical²⁰⁵¹, plutôt typique de l'engagement partisan et la profonde autonomie des fédérations locales, qui fonctionnent horizontalement comme des réseaux d'individus²⁰⁵², trait plutôt typique d'un mouvement social. Nous avons également souligné que le mouvement identitaire se repose sur un répertoire tactique « total », qui cumule les moyens d'agir, classiques, des partis politiques²⁰⁵³ et ceux des mouvements sociaux²⁰⁵⁴. Nous avons enfin montré les liens fluctuants qu'entretient le mouvement identitaire avec le FN/RN au cours de son histoire. Ceux-ci se sont stabilisés depuis la naissance de Génération identitaire²⁰⁵⁵ et consiste en la mise en place d'une « division inter-organisationnelle » du travail militant et, au niveau micro, s'illustre par les poursuites de carrières au FN/RN de certains cadres identitaires.

Ce premier ensemble de conclusions contribue, tout d'abord, à la littérature relative aux effets des réglementations sur les organisations politiques. Nous confirmons que la réglementation produit des effets, qui dépendent de son contenu et que les acteurs agissent rationnellement, cherchant à maximiser les bénéfices de la législation²⁰⁵⁶. Nous montrons également, et c'était un point aveugle de la littérature, que la législation interagit avec la « mémoire militante²⁰⁵⁷ ». Les acteurs se l'approprient : travaillée par la mémoire militante, la législation est traversée par les croyances des acteurs. Quelles régulations font l'objet de telles croyances ? En fonction de quelle culture organisationnelle ? Pourquoi ? D'autres études complémentaires, articulant les niveaux macro et méso (voire micro) seraient intéressantes pour affiner cet enseignement de notre étude.

Nous montrons de surcroît que les contraintes qui s'exercent sur l'organisation ne se limitent pas à des contraintes institutionnelles. En tant qu'elle participe à un milieu partisan²⁰⁵⁸, à un champ, une organisation subit des contraintes qui évoluent au fil de son histoire. Il est donc nécessaire de contextualiser l'approche organisationnelle, de faire se

²⁰⁵¹ Les fédérations locales, ainsi que leurs militants sont tenues de suivre les directives du Bureau national. Par exemple, les campagnes d'affichage et de communication sont définies nationalement et distribuées aux antennes locales, qui se chargent de les diffuser.

²⁰⁵² Elles sont libres de lancer localement leurs propres campagnes, sur des enjeux locaux par exemple, libres d'organiser leurs propres événements, de s'organiser localement comme elles le souhaitent, d'ouvrir et de gérer leurs propres locaux, et ainsi de générer des formes propres de sociabilités locales. Cela donne lieu à une grande diversité au niveau de ses fédérations locales. Certaines donnent la priorité à la formation, d'autres aux actions ; certaines sont très hiérarchisées, d'autres entretiennent des modes de décision plus collectifs ; etc.

²⁰⁵³ Le « business as usual » militant, l'entre-soi militant et la recherche d'un « faire nombre ».

²⁰⁵⁴ Les actions de confrontation, les actions sociales directes.

²⁰⁵⁵ Considérant qu'ils se sont partagés le champ de l'extrême droite entre « l'activisme de jeunesse » et l'action électorale, et sont donc « complémentaires ».

²⁰⁵⁶ Voir par exemple : François A., Phélippeau É., *Le financement de la vie politique. Réglementations, pratiques et effets politiques*, Paris, Armand Colin, 2015 ; Piccio D., « A Self-interested Legislator? Party Regulation in Italy », *South European Society and Politics*, Vol. 19, n°1, 2014, p. 135-152 ; van Biezen I., « State Intervention in Party Politics: The Public Funding and Regulation of Political Parties », *European Review*, Vol. 16, n°3, 2008, p. 337-353 ; van Biezen I., Rashkova E. R., « Detering new party entry? The impact of state regulation on the permeability of party systems », *Party politics*, 2014, Vol. 20, n°6, 2014, p. 890-903.

Voir la revue de littérature sur ce point (*cf. supra*, Chapitre 1).

²⁰⁵⁷ Nous reprenons une expression utilisée par Sylvie Ollitrault. L'auteure souligne que les premières luttes écologistes dans les années 1970 se sont incorporées dans la « mémoire militante comme constitutive de l'histoire du mouvement », jusqu'à devenir des « ressources identitaires durables » (Ollitrault S., *Militer pour la planète*, PUR, Rennes, 2008, p. 63).

²⁰⁵⁸ Sawicki F., *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, « Socio-histoires », 1997.

rejoindre une analyse de l'organisation et de ses formes et une analyse du contexte politique dans lequel elle se déploie. De ce point de vue, notre proposition consiste à tenir compte de la structure partisane, de sa forme (approche organisationnelle), tout en considérant qu'elle est *aussi* soumise aux contraintes du contexte, aux contraintes de son milieu, des réseaux qui l'entourent et auxquels elle participe (approche sociétale). Ce faisant, nous opérons un rapprochement entre l'analyse partisane et les études sur les mouvements sociaux, en plaidant pour la prise en compte du contexte (institutionnel, politique, social, mouvementiste) afin de comprendre l'émergence d'une mobilisation ²⁰⁵⁹.

Ce premier ensemble de conclusions contribue, enfin, aux questionnements actuels de la science politique relatifs à l'institutionnalisation des mouvements sociaux, à la forme organisationnelle et aux frontières entre les partis politiques et les mouvements. Partis politiques et mouvements sociaux se distinguent classiquement par le fait que les premiers, plus structurés, participent aux élections, à l'inverse des seconds, aux activités plus variées. Cependant, des recherches récentes ont montré que ces frontières tendaient à devenir de plus en plus floues. L'émergence de la catégorie *movement parties*, en est un premier indice²⁰⁶⁰. Certains partis, dits *movement parties*, empruntent des caractéristiques propres aux mouvements sociaux, du point de vue des formes (plus souples), des modèles de direction internes (plus décentralisées, moins hiérarchisées) et des activités (plus diverses). *A fortiori*, et il s'agit du second indice, les chercheurs travaillant sur des mouvements sociaux, évoquent aujourd'hui une « hybridation²⁰⁶¹ » de ces mouvements. Ceux-ci se structurent davantage, à la manière des partis politiques, participent (ponctuellement) aux élections, mobilisent des manières de faire plutôt propres aux partis (des *party movements* en quelque sorte). Si les partis empruntent des modes mouvementistes et que les mouvements empruntent des modes partisans, alors cela signifie que les deux formes convergent l'une vers l'autre. Ces deux mouvements cumulés indiqueraient alors que la différence canonique entre partis et mouvements tend à se réduire... Nous avons montré que le mouvement identitaire illustre bien cette hybridation des formes, quoique de manière moins aboutie que CasaPound. Il emprunte, lui aussi, des traits propres aux partis politiques et des traits propres aux mouvements sociaux. Sur ce point, il ressort de notre étude une proposition centrale. Si la

²⁰⁵⁹ Par exemple : Kriesi H., « Political Context and Opportunity », in Snow D., Soule S., Kriesi H. (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004, p. 67-90 ; Obershall A., *Social Conflict and Social Movements*, Englewoods Cliffs, Prentice-Hall, 1973 ; Mathieu L., « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, Vol. n° 77, n°1, 2007, p. 131-151.

²⁰⁶⁰ Kitschelt H., « Movement parties », in : Katz R. S., Crotty W., *Handbook of party politics*, London, Sage, p. 278-290), en particulier pour les partis aux marges de gauche (della Porta D., Fernández J., Kouki H., Mosca L., Fernández J., *Movement Parties Against Austerity*, Polity Press, Oxford, 2017) et de droite (Caiani M., Cisař O., *Radical Right Movement Parties in Europe*, New York, Routledge, 2018).

²⁰⁶¹ C'est notamment le cas d'une étude récente sur CasaPound qui propose ce cadre d'analyse théorique de l'hybridation comme fil rouge de l'analyse du groupe : Froio C., Castelli Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics*, London, Routledge, 2020.

réalité « résiste » aux classifications, nous montrant des formes poreuses (de *movement parties* ou de mouvement hybridé), peut-être aurions-nous désormais intérêt à penser la réalité en « degré » plutôt qu'en « nature ». Il s'agirait alors d'évaluer le degré d'institutionnalisation, de structuration interne (verticale et horizontale), de participation électorale, des diverses organisations politiques. Cette proposition mériterait d'être approfondie par des études comparées, qui permettraient de jauger la diversité des organisations contemporaines, d'interroger la persistance de types « purs », pour éventuellement proposer *in fine* une classification alternative. Cela permettrait également de tenir compte des contextes, là encore légaux, institutionnels, politiques pour évaluer leur impact sur la tendance des partis à être des *movement parties* et sur celle des mouvements à s'« hybrider ».

Relativement aux idées de l'organisation, notre étude tend à montrer la singularité des idées identitaires dans l'espace extrême droitier. A travers l'héritage (incomplet) de la doctrine du GRECE, les Identitaires s'éloignent du courant majoritaire de l'extrême droite française. Historiquement, tout d'abord, puisque les Identitaires proposent, après les grécistes, une double rupture d'avec le nationalisme français, dépassé par le haut (l'Europe-continent) et par le bas (les régions). Ils ferment ainsi la porte à toute vision contractuelle de la nationalité, ce qui les distingue donc du FN/RN sur la question de l'assimilation. De manière contemporaine, les Identitaires sont donc bel et bien distincts du FN/RN, qui incarne la *norme* idéale du champ extrême droitier. Les Identitaires sont donc *plus radicaux* que le FN/RN sur le plan des idées ce qui participe à les construire comme une « marge » politique, idéologiquement cette fois. Cependant, malgré cette marginalité idéologique, les Identitaires trouvent parfois au FN/RN, voire à l'UMP/LR une caisse de résonance pour leurs idées. C'est ce que nous avons montré en étudiant les circulations de formules identitaires. Si les Identitaires procèdent, nous l'avons vu, par un martèlement continu des termes et des thèmes, par une « dissémination dans leur milieu partisan », ce n'est en revanche qu'en trouvant des relais parmi les leaders d'opinion que ces termes se diffusent.

Ce deuxième ensemble de conclusions contribue aux questionnements relatifs aux idées et à leurs circulations. Notre étude sur le mouvement identitaire vient tout d'abord montrer l'intérêt d'étudier les idées des acteurs, d'en réaliser une histoire sociale, à partir de la façon dont les militants se les approprient²⁰⁶². Les idées participent à ancrer une

²⁰⁶² Cela valide ainsi un enseignement majeur de l'histoire sociale des idées politiques (V. Hauchecorne M., *La gauche américaine en France : la réception française de John Rawls et des théories de la justice, 1971-2010*, Paris, CNRS éditions, 2019 ; Matonti F., « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 59, 2012, p. 85-104 ; Pudal B., « De

organisation dans son milieu partisan mais aussi à fonder son positionnement et les liens qu'elle entretient avec d'autres organisations au sein de celui-ci. Ce faisant, notre étude entend insister sur l'intérêt d'une approche idéale des *marges*. Si des recherches avaient déjà souligné l'importance dans le processus circulatoire du passage par la marge²⁰⁶³, notre étude, elle, se *consacre* à la marge. En cela, elle permet d'identifier les stratégies mises en place par les marges pour se diffuser, et pour que leurs idées dépassent leurs propres frontières. Nous avons ainsi pu montrer que c'est parfois parce qu'elles proviennent de la marge que certaines se diffusent, leur marginalité et leur radicalité leur conférant une charge polémique. En l'occurrence, elles participent à la marginalité de l'organisation, mais elles fondent également sa raison d'être²⁰⁶⁴. Nous avons par ailleurs démontré l'importance du langage (en) politique, y compris dans sa forme minimale de « formule²⁰⁶⁵ », y compris dans les mots des groupes petits et marginaux. Nous nous insérons ainsi dans une longue tradition d'analyse discursive, depuis l'œuvre séminale de Klemperer²⁰⁶⁶, en passant par l'analyse des discours politiques²⁰⁶⁷, jusqu'à l'analyse des discours radicaux²⁰⁶⁸.

Concernant la transnationalisation de l'organisation, nous avons montré que la diffusion de Génération identitaire présente plusieurs particularités. Tout d'abord, la diffusion du mouvement identitaire, sur un modèle de « franchise », est d'une ampleur particulièrement importante : « tout » est diffusé, les formes et symboles de l'organisation, son contenu, et les formes de la mobilisation. Cette ampleur s'explique par un contrôle très fort du diffuseur sur le processus, qui montre également sa méfiance envers les adopteurs potentiels. Ce contrôle apparaît comme la conséquence de sa marginalité. Cette diffusion s'oriente vers l'émergence d'une coordination au niveau européen (au sens des militants).

l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », in Cohen A. et al., *Les formes de l'activité politique*, Presses Universitaires de France « Hors collection », 2006, p. 185-192 ; Rioufreyt T., *Les socialistes français face à la troisième voie britannique : vers un social-libéralisme à la française (1997-2015)*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2016 ; Skornicki A., Tournadre J., *La nouvelle histoire des idées politiques*. La Découverte, 2015).

²⁰⁶³ Hauchecorne M., « Le polycentrisme des marges. Les « filières » belge et québécoise d'importation de la philosophie politique étasunienne contemporaine en France », *Histoire@Politique*, Vol. 15, n°3, 2011, p. 90-109.

²⁰⁶⁴ Villalba B., « Les petits partis et l'idéologie. Le paradoxe de la différenciation », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 67-89

²⁰⁶⁵ Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2009.

²⁰⁶⁶ Klemperer V., *LTI. La langue du IIIe Reich*, Paris, Pocket, 1996 [1975].

²⁰⁶⁷ Parmi les plus récentes, nous pensons aux travaux de Cécile Alduy (Alduy C., *Ce qu'ils disent vraiment : les politiques pris au mot*, Paris, Seuil, 2017) sur les discours des candidats à l'élection présidentielle de 2017 mais aussi à ceux de l'historien Damon Mayaffre sur les discours, en particulier des Présidents (Mayaffre D., *Le poids des mots : Le discours de gauche et de droite dans l'entre-deux-guerres. Maurice Thorez, Léon Blum, Pierre-Etienne Flandin et André Tardieu (1928-1939)*, Paris, H. Champion, 2001 ; Mayaffre D., *Paroles de président : Jacques Chirac, 1995-2003, et le discours présidentiel sous la Ve République*, Paris, H. Champion, 2004 ; Mayaffre D., *Nicolas Sarkozy Mesure et démesure du discours (2007-2012)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012).

²⁰⁶⁸ Le dernier numéro de la revue *Mots* repose sur une conviction similaire et propose des articles relatifs aux mises en discours de la radicalité (V. Dossier : « De la racine à l'extrémisme : discours des radicalités politiques et sociales », *Mots. Les Langages du politique*, n°123, 2020).

Ce troisième ensemble de conclusions représente plusieurs apports. Tout d'abord, notre étude de cas montre bien, conformément à d'autres études, l'existence d'une transnationalisation de l'extrême droite : celle-ci est capable de se diffuser²⁰⁶⁹. Il est donc, du point de vue de la science politique, pertinent d'analyser la diffusion des mouvements sociaux d'extrême droite. Si l'analyse de la transnationalisation de l'extrême droite se développe actuellement²⁰⁷⁰, elle mériterait à notre sens d'être approfondie, en particulier sur les mouvements sociaux. En effet, comme nous l'avons montré, certaines zones d'ombre sont éclairées par notre cas. Par exemple, nous mettons en avant le contrôle que peut exercer le diffuseur sur les appropriations de son « innovation », non mentionné dans les précédentes études. Ainsi, ce type d'études sur des acteurs extrême droitiers permet une meilleure connaissance de l'extrême droite mais il représente également une contribution théorique au champ de la diffusion des mouvements sociaux en général.

De surcroît, notre étude plaide pour une articulation des niveaux d'analyse en particulier pour expliquer la diffusion, une question qui n'est guère abordée par la littérature. Nous montrons qu'il est nécessaire, pour *expliquer* la diffusion de tenir compte du niveau micro (les acteurs, transmetteurs comme diffuseurs devant être dotés en capitaux pour y prendre part), du niveau méso (correspondance entre une offre politique stable et une demande politique non-satisfaite) et du niveau macro (un contexte institutionnel propice). Il nous semble que des études de cas (variées), articulant ces trois niveaux, seraient intéressantes pour évaluer le modèle proposé. Des études comparées sur ce point permettraient de mesurer les effets de chacun de ces niveaux, en particulier l'importance du niveau « macro », ce que notre étude ne permet pas.

Sur la socio-démographie des adhérents identitaires, nous avons montré qu'ils présentaient plusieurs particularités, tant sur le plan sociologique que sur le plan démographique. Sur le plan sociologique, nous avons montré qu'ils étaient, en comparaison

²⁰⁶⁹ Comme l'ont souligné d'autres recherches auparavant. Par exemple : Leconte C., *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II ; Leconte C., « La carrière militante du "grand remplacement" au sein du milieu partisan de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 111-134 ; Nissen A., *Europeanization of the far right. A case study of Generation identity and Fortress Europe*, Thèse de science politique déposée à l'Université d'Aalborg (Danemark) sous la direction de Lise Rolandsen Agustin, décembre 2019 ; Rydgren J., « Is extreme right-wing populism contagious? Explaining the emergence of a new party family », *European Journal of Political Research*, Vol. 44, n°3, 2005, p. 413-437 ; Van Hauwaert S., *Transnational diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, Thèse en science politique soutenue à Sciences Po Paris, sous la direction de Pascal Perrineau, 2013.

²⁰⁷⁰ Pour des développements récents : Bar-On T., « Fascism to the Nouvelle Droite: the dream of Pan-European Empire », *Journal of Contemporary European Studies*, Vol. 16, n°3, 2008, p. 327-345 ; Cañani M., Kröll P., « The transnationalization of the extreme right and the use of the internet », *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, Vol. 39, n°4, 2015, p. 331-351 ; Ganesh B., Froio C., « The transnationalisation of far-right discourse on Twitter. Issues and actors that cross borders in Western European democracies », *European Societies*, 2018 ; Mammone A., *Transnational Neofascism in France and Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; Zúquete J. P., « The new frontlines of right-wing nationalism », *Journal of political ideologies*, Vol 20, n°1, 2015, p. 69-85.

des autres adhérents aux partis politiques, plus *jeunes, plus masculins et plus populaires*. Sur le plan démographique, nous avons observé qu'à l'échelon municipal, les adhésions se situaient plus volontiers au cœur des pôles urbains, tout en soulignant, qu'au niveau départemental, les fiefs et les terres de mission des Identitaires recoupaient en grande partie ceux du FN/RN.

Au-delà de la « densité sociologique²⁰⁷¹ » que ces analyses apportent, elles proposent plusieurs conclusions pour la littérature. Tout d'abord, nous avons remarqué que, parmi les adhérents, ceux auxquels ils ressemblent le plus sont ceux du FN/RN et de la LCR. Ce faisant nous montrons l'apparente existence d'une adhésion particulière aux *marges* d'une part et aux *marges d'extrême droite* d'autre part. Cette conclusion nécessite cependant d'être affinée. Comme nous l'avons souligné, nos données issues de l'organisation sont parfois pauvres et/ou mal construites. De surcroît, cette tendance sociographique est nettement moins vivace que par le passé²⁰⁷² : cela se traduit par des données anciennes, non actualisées. Enfin, faute d'enquête nationale, les données collectées sur les différents partis sont construites de manière variée, ce qui obère parfois leur comparabilité. Pour affiner les conclusions de notre travail, il serait donc nécessaire de renouer avec la sociographie des adhérents, mais également d'harmoniser les méthodes de collecte des données. La réalisation d'enquêtes simultanées dans les différents partis et selon un protocole identique serait à ce titre un horizon souhaitable. A minima, une construction des recherches autour de questions communes (partage des questionnaires, échange sur les modalités de passation), et/ou un accord sur la construction des indices²⁰⁷³ permettrait d'améliorer la comparabilité des données entre les enquêtes.

De la même façon au-delà de l'épaisseur territoriale que ces analyses confèrent à l'objet, elles contribuent à la littérature. En particulier, nous montrons que la photographie au « grand angle » ne s'avère pas propice à une explication de l'implantation des *marges*. Ce n'est qu'à travers le microscope²⁰⁷⁴ du niveau *local* que celle-ci prend du sens. Nous montrons ainsi les effets du militantisme et de l'implantation locale sur la mise en place d'un maillage d'adhérents et de sympathisants. Ce n'est donc qu'au travers d'une analyse

²⁰⁷¹ Haegel F., « À la recherche de la "densité" des phénomènes organisationnels : l'exemple du RPR », in : Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques », 2002, p. 83-98.

²⁰⁷² Bachelot C., « L'étude des partis politiques : entre permanence et renouveau », *Pouvoirs*, Vol. 163, n°4, 2017, p. 127-139.

²⁰⁷³ Sur ce dernier point les indices proposés par l'INSEE semblent tout désignés : ils portent sur tous les facteurs pris en compte ; ils sont facilement accessibles ; ils permettront des comparaisons immédiates avec l'ensemble de la population française.

²⁰⁷⁴ Sawicki F., « Les politistes et le microscope », in : CURAPP, *Les méthodes au concret*, Presses Universitaires de France, 2000, p. 143-164 ; Schubert J. N., « Politics under the microscope. Observational Methods in Political research », *International Political Science Review*, Vol. 9, n°4, 1988, p. 307-308.

localisée²⁰⁷⁵ que l'on peut comprendre et expliquer l'implantation observée. De ce point de vue, notre analyse vient donc montrer que l'analyse localisée semble la plus propice à l'étude des marges.

Notre analyse des carrières militantes nous a permis de souligner les similitudes mais aussi les particularités des militants identitaires par rapport aux autres militants. L'entrée en militance des Identitaires est proche de celle des jeunes du FN dans les années 1990²⁰⁷⁶. La sélection exercée par l'organisation est forte, ce qui rapproche cette fois les Identitaires d'autres organisations marginales ou totales²⁰⁷⁷, mais surtout, cela les distingue fortement des autres mouvements sociaux²⁰⁷⁸. Nous avons montré que le militantisme identitaire endosse des coûts classiques du militantisme, mais également des coûts particuliers : un coût social, mais également un coût dû à la radicalité des actions. Nous avons montré que l'on retrouve les trois motifs classiques du militantisme²⁰⁷⁹, mais que le motif « identité²⁰⁸⁰ » joue un rôle prépondérant. Nous avons finalement montré que le choix (et la persistance) de la carrière identitaire repose sur la forte dimension socialisatrice de l'organisation, fondée sur le stigmate (renversé), sur l'idéologie, sur la petitesse de l'organisation et sa radicalité maîtrisée dans l'action. Radicalité « maîtrisée » car ce n'est pas celle des groupes ouvertement violents, tels les mouvements qui empruntent la voie de la lutte armée par exemple²⁰⁸¹, ou les mouvements qui organisent des déferlements momentanés de violence²⁰⁸². Elle est « maîtrisée » car elle consiste plus en un jeu avec les

²⁰⁷⁵ Sawicki F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol. 1, n°2, 1988, p. 13-28 ; Sawicki F., Briquet J.-L., « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, Vol. 2, n°7-8, 1989, p. 6-16.

²⁰⁷⁶ Lafont V., « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n° 1, 2001, p. 175-198.

²⁰⁷⁷ Par exemple au PCF : Boulland P., « Politique des cadres et itinéraires militants : l'enjeu des écoles centrales du PCF de la Libération aux années 1960 », *Journée d'études* « Les écoles de formation dans le monde communiste », 2003, Bruxelles, Centre d'Histoire et de sociologie des Gauches (ULB). [Consulté le : 04/07/2020] URL : halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02265757 ; Kriegel A., *Les communistes français 1920-1970*, Paris, Éditions du Seuil, 1985 [1968]. [A la ligue communiste](#) : Johsua F., *Anticapitalistes Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015. [Mais également des organisations radicales](#) : Crettiez X., « "High Risk Activism" : Essai sur le processus de radicalisation violente. (seconde partie) », *Pôle Sud*, Vol. 35, n°2, 2011, p. 97-112 ; Felices-Luna M., « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et société*, Vol. 32, n°2, 2008, p. 163-185 ; McAdam D., *Freedom Summer*. Oxford University Press, New York, 1988 ; Sommier I., *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de science po, 2008 ; Sommier I., « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 15-35.

²⁰⁷⁸ Comme le souligne Xavier Crettiez (« "High Risk Activism" : Essai sur le processus de radicalisation violente. (seconde partie) », *Pôle Sud*, Vol. 35, n°2, 2011, p. 97-112).

²⁰⁷⁹ Klandermans B., « The demand and supply of participation », in : Snow D., Soule S., Kriesi H. (dir.), *The Blackwell companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004, p. 360-379 ; Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005.

²⁰⁸⁰ de Weerd M., Klandermans B., « Group identification and political protest: farmers'protest in the Netherlands. », *European Journal of Social Psychology*, 29, 1999, p. 1073-1095 ; Friedman D., McAdam D., « Collective identity and activism: networks, choices and the life of a social movement » in : Morris A.D., McClurg Mueller C. (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 156-173. ; Kelly C., Breinlinger S., *The social psychology of collective action: Identity, injustice and gender*. London, Taylor & Francis, 1996 ; Simon B., Loewy M., Sturmer S., Weber U., Freytag P., Habig C., « Collective identification and social movement participation », *Journal of Personality and Social Psychology*, 74(3), 1998, p. 646-658 ; Stryker S., Owens T. J., White R. W. (dir.), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis, Minnesota Press, 2000.

²⁰⁸¹ Tels que ceux décrits par Xavier Crettiez, qui font le choix de la violence et de la lutte armée. (V. Crettiez X., *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006.)

²⁰⁸² Nous pensons par exemple aux Black blocs dont les usages de la violence sont fortement organisés, avec des cibles identifiées.

limites légales qu'en un dépassement franc, ce qui permet simultanément de *conserver* la radicalité et d'en *limiter les coûts*²⁰⁸³. Sur les fins de carrière, nous avons montré que, là encore, nous trouvons des déterminants classiques du désengagement (baisse de la disponibilité biographique), mais également des éléments apparemment plus typiques des marges (un « exit sans rupture²⁰⁸⁴ »). Nous avons souligné finalement deux particularités du militantisme identitaire. Il repose d'une part sur une « communauté » particulièrement soudée, à l'identité collective construite et surtout fortement distinctive, ce qui résulte notamment du rôle de l'organisation. Il repose d'autre part sur un agir particulier.

De ces conclusions, nous tirons plusieurs contributions pour une étude des marges par le prisme des carrières militantes. Tout d'abord, nous avons souligné que le modèle de la carrière militante ne permettait pas de tenir compte de manière systématisée de la marginalité des Identitaires et notamment du fait qu'il était *petit* et majoritairement inconnu du « grand public ». Pour répondre à cette insuffisance, nous proposons donc que l'analyse des carrières marginales tienne compte d'une « étape 0 » de l'engagement militant qui correspondrait à la découverte de l'organisation. L'importance de cette proposition est démontrée dans le cas des Identitaires : le mode de découverte influe sur la première prise de contact, mais également sur la façon dont les militants intègrent l'organisation et cadrent leur rapport à elle. Deuxièmement, nous tirons une conclusion générale sur le lien entre la sélectivité d'une organisation et le niveau d'engagement qu'elle requiert : le processus de recrutement au sein d'un groupe est annonciateur du niveau d'engagement que celui-ci réclamera. Plus l'engagement attendu sera *obligatoirement* intense, plus le processus de recrutement sera rigide et complexe. En revanche, si l'engagement attendu n'est *pas obligatoirement* intense, si le militantisme peut être « à la carte », le processus de recrutement sera simple, labile. Nous proposons donc, et cela constitue notre second apport, de tenir compte de manière systématique du rôle de l'organisation dans le processus de recrutement et de sélection, mais également de formation. D'autres études sur des mouvements marginaux explorant ces deux points seraient intéressantes pour l'approfondir : les modes de découverte sont-ils identiques d'une organisation à l'autre ? Les effets sont-ils uniformes ou variables selon les organisations ? La sélectivité concerne-t-elle toutes les organisations marginales ? Est-ce

²⁰⁸³ Isabelle Sommier a évoqué une logique comparable à propos des actions spectaculaires de la CGT. Il ne nous semble pas qu'il y ait d'équivalent parmi les mouvements sociaux d'extrême droite. (Sommier I., « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures & Conflits*, n°0910, 1993).

²⁰⁸⁴ Johsua F., « Les conditions de (re) production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 25-67.

toujours en vue des mêmes objectifs ? Notre étude de cas ne permet pas de répondre à ces questions.

Concernant les pratiques militantes, notre étude propose également plusieurs conclusions et apports. Tout d'abord, nous avons montré que le mouvement identitaire est caractérisé par un répertoire tactique propre²⁰⁸⁵. Ce répertoire tactique qui regroupe des modalités d'action variées, des plus classiques à des actions nettement plus intenses, cherche à compenser sa petitesse et sa marginalité, et à atténuer sa radicalité, tout en la conservant, ce que nous avons appelé la « radicalité maîtrisée ». Il a également pour objectif systématique de renforcer l'identité collective, de tisser un lien indéfectible entre le militant et l'organisation. Fondé sur des jeux d'appropriation des modes d'action de la gauche mouvementiste et de conservation/abandon de dimensions caractéristiques de l'extrême droite, notre analyse montre qu'il a échafaudé un répertoire singulier, à l'extrême droite, un répertoire qui le distingue. De plus, nous avons montré que cet « agir politique » ne se cantonne pas à la politique... ou plutôt que pour les militants « tout » est politique. L'agir identitaire ne se limite pas à la sphère publique, il se prolonge dans la sphère privée, s'actualise au quotidien, envahit la vie, l'être.

Ce dernier ensemble de conclusions constitue, tout d'abord, un apport à la question des évolutions du militantisme. En 1997, Jacques Ion distinguait, dans *La fin des militants ?*²⁰⁸⁶, l'engagement « militant » (ou « affilié²⁰⁸⁷ ») de l'engagement « distancié » (ou « affranchi²⁰⁸⁸ »). Le premier serait caractérisé par une structure verticale et hiérarchisée, un mode fonctionnement sur le modèle de la délégation, et une fusion des « je » dans le « nous » collectif. Ce serait le militantisme historique, tel qu'il était pratiqué au PCF²⁰⁸⁹. Le second, au contraire, caractérisée par l'horizontalité, le fonctionnement en réseaux, la démocratie directe et l'interpellation publique et la fin du « nous » militant, serait le « nouveau » militantisme. Sa théorie a été critiquée sur plusieurs points, notamment sa vision

²⁰⁸⁵ Fillieule O., « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action » in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 82.

²⁰⁸⁶ Une crise du militantisme qui avait déjà été évoquée auparavant à propos de diverses organisations en France. (V. par exemple : Labbé D., Croizat M., *La fin des syndicats ?*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; Perrineau P. (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994 ; Poujol G., *Des élites de société pour demain ?*, Ramonville, Éditions Érès, 1996.) Notons que le phénomène avait alors également été observé à l'étranger, en particulier concernant les adhérents des partis politiques (V. par exemple : Bartolini S., « The membership of mass parties : the social democratic experience, 1889-1978 », in : Daalder H., Mair P. (dir.), *Western European party systems : continuity & change*, London, SAGE Publications, 1983, p. 177-220 ; Von Beyme K., *Political Parties in Western Democracies*, New York, 1985, St Martin's Press, 1987 ; Katz R., Mair P. et al., « The membership of political parties in Europe », *European Journal of Political Research*, n° 22, 1992, p. 329-345.)

²⁰⁸⁷ Ion J. (dir.), *L'engagement au pluriel*, Saint-Etienne, Presses universitaires de Saint-Etienne, 2001 ; Ion J., Frangiadakis S., Viot P., *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.

²⁰⁸⁸ *Ibid.*

²⁰⁸⁹ Pour partie mythifiée ou du moins idéalisée *a posteriori* : Marc Lazar montre bien la dichotomie entre « les exigences du parti » d'une part et « la pluralité des engagements » d'autre part. (V. Lazar M., « Le parti et le don de soi. », *Vingtième Siècle*, n°60, 1998, p. 35-42.)

normative de l'engagement²⁰⁹⁰. La « nouveauté » de l'engagement distancié a également été remise en cause : « la thèse d'une mutation des manières de s'engager ne résiste guère à une confrontation à la réalité empirique²⁰⁹¹ ». Les recherches empiriques, sur *Forza Italia*²⁰⁹², le Parti Socialiste²⁰⁹³, la LCR²⁰⁹⁴, ou Greenpeace France²⁰⁹⁵, montrent que ces deux types « s'opposent moins qu'ils ne s'articulent, soit diachroniquement dans la durée de l'engagement, soit synchroniquement dans différents engagements simultanés²⁰⁹⁶ ». Cela tend à valider la thèse du « *multi-speed membership*²⁰⁹⁷ », popularisée par Susan Scarrow. Sur ce point, le cas des Identitaires est éloquent. Cumulant les registres de mobilisation, les Identitaires se rattachent plus au modèle du militantisme « affranchi », mais par leur capacité à étendre le domaine militant au-delà des activités militantes, nous percevons également une part de militantisme « affilié ». Sur le plan des sociabilités militantes, la situation est identique. Le militant identitaire procède à une remise de lui à l'organisation, le « je » se fondant dans le « nous », un mécanisme typique du militantisme « affilié ». Cependant, dans leur cas, le « je » ne disparaît pas : le militant, porteur du « nous » collectif, se doit d'être exemplaire. De ce point de vue, il apparaît plus proche du militantisme « affranchi ». Cette combinaison originale de remise de soi et de recomposition de soi, permet véritablement d'« être identitaire ». Enfin, l'engagement peut être vécu sur un mode plus distancié, dilettante, plus « à la carte ». Ce militantisme « du sympathisant », « affranchi », existe donc, même s'il est dévalorisé dans l'organisation. L'engagement vécu chez les Identitaires voit donc se côtoyer des militants affiliés et des militants affranchis, dans une conception « multi-speed » de l'engagement. L'articulation s'approfondit plus avant même puisque l'archétype du militantisme identitaire, dans ses pratiques et dans le lien qui relie l'individu à l'organisation cumule des caractéristiques du militantisme affilié *et* du militantisme affranchi. Notre cas montre donc, de manière extrême semble-t-il, les limites de la distinction opérée par Jacques Ion.

²⁰⁹⁰ Collovald A., « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », in : Collovald A. (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 177-229.

²⁰⁹¹ Mathieu L., « Un militantisme qui n'a de nouveau que le nom », in : Frère B. (dir.), *Résister au quotidien ?*, p. 224.

²⁰⁹² Dechezelles S., « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 59, n°1, 2009, p. 29-50.

²⁰⁹³ « L'une comme l'autre ne rendent compte que de manière imparfaite de la réalité concrète des investissements partisans » (V. Lefebvre R., « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de « l'engagement distancié » et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix*, n°102, 2013, p. 7-33).

²⁰⁹⁴ « Des formes d'engagement distancié et d'engagement total coexistent dans toutes les générations, et à toutes les époques » (V. Johsua F., *Anticapitalistes*, La Découverte, 2015, p. 211).

²⁰⁹⁵ Ces « deux types d'engagement coexistent de manière originale au sein de Greenpeace » d'après Nadège Fréour (V. Fréour N., « Le répertoire d'action collective comme répertoire d'offre d'engagement : un éclairage sur les contraintes liées aux processus de mobilisation contemporains », *Communication lors du Congrès de l'AFSP*, 2005. [Consulté le 01/07/20] URL : <http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/communications/tr1/freour.pdf>)

²⁰⁹⁶ Lambelet A., « Engagement distancié », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C., (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 210.

²⁰⁹⁷ Scarrow S. E., *Beyond Party members. Changing Approaches to Partisan Mobilization.*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

Enfin, de ce point de vue, notre recherche contribue également aux questionnements relatifs aux déclinaisons quotidiennes du militantisme. Nous montrons que les marges d'extrême droite illustrent également ce phénomène qui a été surtout exploré sur des marges de gauche ou écologistes. D'autres recherches sur ce point permettraient d'évaluer le niveau de pénétration de ces pratiques. Plus avant, nous montrons que le militantisme identitaire se rapproche d'un *intégralisme*. De la même façon que dans l'intégralisme religieux, la foi « touche tout », pour nos militants, la politique « touche tout ». Elle régit les aspects politiques et militants de leur vie, à travers des rites militants (les réunions de cohésion, les tractages - collages, les actions de confrontation), mais aussi des aspects non politiques, qui prennent un sens politique, comme nous l'avons montré. Il nous semble qu'en cela le militantisme *intégral* se distingue du militantisme *total* connu au PCF. S'ils partagent des traits communs, une forme de marginalité et de radicalité, les deux organisations diffèrent par leur taille. Alors que le PCF, parti de masse, avait les moyens (dans les banlieues rouges par exemple) de créer *tout autour* des individus un monde communiste pouvant proposer un engagement total, le (petit) mouvement identitaire n'en a pas les moyens. Il s'établit donc dans des *enclaves* et « dans » les militants. De la même façon que l'intégralisme religieux se développe, dans la société sécularisée, au sein des groupes religieux minoritaires²⁰⁹⁸, l'intégralisme militant ne se développe qu'avec une minorité militante. Cet intégralisme militant émerge donc à partir de cet alliage de petitesse, de marginalité et de radicalité. En tant que principe régissant le rapport au militantisme, il informe les pratiques politiques et non politiques des individus, renforce le sentiment d'appartenance et l'identité collective. Il est le versant positif de la marginalité.

Toutes ces conclusions, prises ensemble nous permettent de répondre, de manière succincte, à notre deuxième niveau de questionnement : « quels sont les effets de la marginalité sur les organisations et l'engagement politique ? »

Premièrement, nous avons montré que la marginalité entraînait une certaine instabilité organisationnelle. Parce qu'elles sont soumises aux variations du « centre » du jeu politique, les organisations marginales doivent sans cesse s'y adapter. Ces adaptations multiples à un contexte changeant, sur lequel elles n'ont que peu de prise rend leur structure

²⁰⁹⁸ Strack F., *Intégralisme religieux et société libérale : le cas des juifs orthodoxes en France, des années 1980 à aujourd'hui*, thèse en cours sous la direction de la Professeure Sylvie Strudel et du Professeur Philippe Portier, Université Paris 2 – Panthéon, Sciences Po.

instable. Nous avons souligné que c'était le cas pour les Identitaires, mais également pour d'autres acteurs marginaux, aussi bien l'extrême gauche que le mouvement écologiste (notamment à ses débuts). Deuxièmement, nous avons aussi montré que la marginalité provoque des effets sur le plan idéologique. Elle rend nécessaire une différenciation idéologique vis-à-vis du centre. Pour l'acteur marginal, se montrer similaire en tous points à l'acteur « central » reviendrait à entériner sa propre « inutilité », aussi il cherche à s'en distinguer. Cette différenciation est le plus souvent marquée par une plus grande radicalité des idées. Troisièmement, la marginalité n'empêche pas totalement les diffusions. En revanche, elle empêche l'acteur marginal de diffuser *seul* ses idées. Celles-ci doivent être captées, appropriées et diffusées par des leaders d'opinion, par des acteurs « centraux » (ou plus centraux) pour dépasser le cercle marginal. Ces appropriations successives vont progressivement élargir le cercle dans lequel une idée peut se diffuser. Plus avant, nous avons montré que la marginalité est parfois la raison pour laquelle une idée se diffuse (en provoquant un choc). Quatrièmement, la marginalité emporte également des effets sur l'engagement. Le stigmate de la marginalité, qui recoupe celui de la petitesse et de la radicalité, peut dissuader l'engagement. Mais nous avons également vu que « retourné », ce stigmate peut devenir un moteur de l'engagement. En tant que les acteurs mobilisent la marginalité pour construire une communauté et forger son identité collective, celle-ci est un ciment important de la communauté militante. Dernier enseignement, la marginalité suscite des effets sur les pratiques. Celles-ci doivent également être distinctives. Là encore, les pratiques sont marquées par une plus grande radicalité que celles des acteurs du centre. L'acteur marginal ne peut se contenter d'agir comme l'acteur « normal ». Il doit recourir, pour être « vu » à des moyens distincts.

Nos analyses du mouvement Identitaire et les comparaisons avec d'autres cas de partis ou mouvements « à la marge », nous permettent de valider nos trois hypothèses principales. En premier lieu, nous montrons bien que la marginalité est la résultante de contraintes exercées par le milieu et des choix produits par les acteurs en retour. La marginalité d'un acteur ne se définit que par rapport au « centre », à l'acteur qui incarne la norme dans son champ. Ce qui se produit au centre contraint les marges. La marge doit sans cesse se déterminer (organisationnellement, idéologiquement, stratégiquement) par rapport au centre. De plus, nous avons bien identifiés les effets distinctifs que suscite la marginalité, que ce soit sur les organisations, sur les idées, sur les diffusions, sur l'engagement et sur les pratiques, publiques et privées. Enfin, la marginalité peut être considéré comme un stigmate,

qui peut être retourné. Elle est à la fois un stigmaté, qui réclame d'être compensé (sur le plan organisationnel, idéologique et stratégique), mais également un stigmaté qui peut être retourné. La marginalité devient alors le socle sur lequel se bâtit le militantisme intégral que nous avons décrit, qui forge ce lien si particulier entre l'individu et l'organisation. Ainsi, la marginalité peut être « retournée » par les groupes et devenir un attribut valorisant et non plus seulement un stigmaté.

Cédons une dernière fois la parole à un de nos enquêtés :

« Gagner... c'est faire passer nos idées sur la scène politique. C'est... On avait un slogan y'a pas mal de temps qui était "Nos idées sont dans toutes les têtes". [...] Gagner... c'est que ces idées-là sortent des têtes et soient vraiment mises sur la scène publique et qu'on puisse en tirer les conclusions, surtout qu'on puisse mettre des mesures politiques en face pour régler les problèmes, efficacement ».

(Clément [2017_7])

Tout l'édifice identitaire reposerait donc sur un paradoxe : être marginal pour exister, mais se « normaliser » pour se diffuser.

Bibliographie

Ouvrages et articles scientifiques

- (Collectif), « Déclassement sectoriel et rassemblement public. Éléments de sociographie de Nuit Debout place de la République », *Revue française de science politique*, Vol. 67, n°4, 2017, p. 675-693.
- (Non signé), « La mission de l'ORAP » [Consulté le : 2/09/15]
URL : www.jean-jaures.org/Observatoires/Radicalites-politiques/La-mission-de-l-ORAP
- (Non signé), « Une voix du Sud. Entretien avec Walden Bello », *Mouvements*, Vol. 25, n°1, 2003, p. 81-91.
- Abélès M., « Rituels et communication politique moderne », *Hermès*, n°4, 1989, p.127-141.
- Achin C., Levêque S., *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, « Repères », 2006.
- Adorno T.W., Frenkel-Brunswick E., Levinson D.J., Sanford R.N., *The Authoritarian personality*, New York, Harper and Row, 1950.
- Agrikoliansky É., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1, 2001, p. 27-46.
- Agrikoliansky É., *La Ligue française des Droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Agrikoliansky É., « Les "carrières militantes". Portée et limites d'un concept narratif », in : Fillieule O., Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 167-192.
- Agrikoliansky É., *Les partis politiques en France*, Paris, Armand Colin, « 128 », 2018.
- Agrikoliansky É., Collovald A., « Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ? », *Politix*, n°106, 2014, p. 7-29.
- Agrikoliansky É., Sommier I., *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La Découverte, 2005.
- Agrikoliansky É., Sommier I., Fillieule O., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010.
- Aït-Aoudia M., « La genèse d'une mobilisation partisane : continuités et politisation du militantisme caritatif et religieux au sein du FIS », *Politix*, n°102, 2013, p. 129-146.
- Aït-Aoudia M., Bachelot C., Bargel L., Combes H., Dechezelles S., Ethuin N., Petitfils A., « Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, n°4, 2010, p. 7-13.
- Ajanovic E., Mayer S., Sauer B., « Spaces of Right-Wing Populism and Anti Muslim Racism in Austria: Identitarian Movement, Civil Initiatives and the Fight Against "Islamisation" », *Politologický časopis - Czech Journal of Political Science*, Vol. 23, n°2, 2016, p. 131-148.
- Akkerman T., Lange (de) S. L., Matthijs R. (dir.), *Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe : into the Mainstream?*, London, Routledge, 2016.
- Alam T., Le Mazier J., Sawicki F., « Quarante ans d'enquêtes prosopographiques sur les membres de cabinets ministériels : quelles problématiques pour quels résultats ? », *Revue française d'administration publique*, Vol. 168, n°4, 2018, p. 751-769.
- Albertini D., Doucet D., *Histoire du Front national*, Paris, Taillandier, 2013.

- Alduy C., « Mot, mythes et médias. Mutations et invariants du discours frontistes », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 247-268.
- Alduy C., *Ce qu'ils disent vraiment : les politiques pris au mot*, Paris, Seuil, 2017.
- Alduy C., Wahnich S., *Marine Le Pen prise aux mots*, Éditions du Seuil, Paris, 2015.
- Aliaga C. (coord.), « Les zonages d'étude de l'Insee », *Insee Méthodes*, n°129.
- Amengay A., Durovic A., Mayer N., « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », *Revue française de science politique*, Vol. 67, n°6, 2017, p. 1075-1076.
- Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques », 2002.
- Argouarc'h J., Cazenave-Lacrouts M.-C., « Les niveaux de vie en 2015 », *Insee Première*, n°1655.
- Audigier F., « Enjeu - Le renouvellement de l'histoire des partis politiques », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 96, n°4, 2007, p. 123-136.
- Avanza M., *Les « purs et durs de Padanie ». Ethnographie du militantisme nationaliste à la Ligue du Nord, Italie (1999-2002)*, Thèse de sociologie, EHESS, Paris, 2007.
- Avanza M., « Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses indigènes" ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe », in : Bensa A. (dir.), *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, 2008, p. 41-58.
- Avanza M., « Un parti qui 'l'a dure'. Les 'Femmes Padanes' dans la Ligue du Nord », in : Fillieule O., Roux P. (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 143-165.
- Avril P., « Article 4 : explication d'un paradoxe » in : Favoreu L., Mauss D., Parodi J.-L. (dir.), *L'écriture de la constitution*, Economica, 1993.
- Azmanova A., Dakwar A., « The Inverted Postnational Constellation: Identitarian Populism in Context », *European law journal*, Vol. 25, n°5, 2019, p. 494-501.
- Bachelot C., « L'étude des partis politiques : entre permanence et renouveau », *Pouvoirs*, Vol. 163, n°4, 2017, p. 127-139.
- Bachelot C., Combes H., Dechezelles S., Haegel F., Leclercq C., « Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Éléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, n°4, 2010, p. 31-46.
- Backes U., « Extrême, extrémité, extrémisme. Une esquisse de l'histoire de ces mots dans la langue politique française », *Mots*, n°55, 1998, p. 142-152.
- Backes U., « L'extrême droite : les multiples facettes d'une catégorie d'analyse » in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 13-30.
- Badie B., *Stratégie de la grève*, Paris, Presses de Sciences Po, 1976.
- Bale T., « Are Bans on Political Parties Bound to Turn Out Badly? A Comparative Investigation of Three 'Intolerant' Democracies: Turkey, Spain, and Belgium », *Comparative European Politics*, Vol. 5, 2007, p. 141-157.
- Balsiger P., « La consommation engagée », in : Fillieule O., Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 193-214.
- Bantigny L., « De mai 68 au mouvement anti-CPE filiations et ruptures dans la mobilisation de la jeunesse », in : Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p. 162-179.
- Bar-on T., *Where have all the fascists gone ?*, Aldershot-Burlington, Ashgate, 2007
- Bar-On T., « Fascism to the Nouvelle Droite: the dream of Pan-European Empire », *Journal of Contemporary European Studies*, Vol. 16, n°3, 2008, p. 327-345.
- Bar-on T., *Rethinking the French New Right : Alternatives to modernity*, London, Taylor and Francis, 2013.

- Bar-On T. « The radical right and nationalism », in : Rydgren J. (dir.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford, Oxford University Press, 2018.
- Barbot J., « Mener un entretien en face à face », in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 115-141.
- Bargel L., *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, « Nouvelle bibliothèque de Thèses », 2009.
- Bargel L., « Socialisation politique », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2009, p. 510-517.
- Bargel L., « Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis », *Sociologie*, Vol. 5, n°2, 2014, p. 171-187.
- Bargel L., « Homogénéité et hétérogénéité des membres du Mouvement des jeunes socialistes et des Jeunes populaires », in : Becquet V. (dir.), *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepsis, 2014, p. 54-67.
- Bargel L., Petitfils A.-S., « "Militants et populaires !" une organisation de jeunesse sarkozyste en campagne. L'activation périodique d'une offre organisationnelle de militantisme et ses appropriations pratiques et symboliques », *Revue française de science politique*, Vol. 59, n°1, 2009, p. 51-75.
- Bartlett J., Birdwell J., Froio C., *Populism in Europe : Casapound, 2012*. [Consulté le 01/08/2020]
URL : demosuk.wpengine.com/files/477a_Populism_Italy_web.pdf?1349355822
- Bartlett J., Birdwell J., Littler M., *The new face of digital populism*, 2011. [Consulté le 10/08/20]
URL : demosuk.wpengine.com/files/Demos_OSIPOP_Book-web_03.pdf?1320601634
- Bartolini S., « The membership of mass parties : the social democratic experience, 1889-1978 », in : Daalder H., Mair P. (dir.), *Western European party systems : continuity & change*, London, SAGE Publications, 1983, p. 177-220.
- Beaud S., « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour "l'entretien ethnographique" », *Politix*, Vol. 9, n°35, 1996, p. 226-257.
- Beauvallet W., Michon S., « Le Front national comme espace de luttes : dynamiques croisées de professionnalisation politique », *Politix*, Vol. 127, n°3, 2019, p. 31-57.
- Becker H., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Éditions Métailié, 2020 [1963].
- Becker H., *Les Ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La Découverte, Paris, 2002 [1998].
- Becker H., *Écrire les sciences sociales. Commencer et terminer son article, sa thèse ou son livre*, Paris, Économica, 2004.
- Becker J.-J., Candar G. (dir.), *Histoire des gauches en France (Vol. 2)*, Paris, La Découverte, 2005.
- Becquet V. (dir.), *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, 2014.
- Bello W., *Deglobalization. Ideas for a new world economy*, London/New York, Zed Books, 2002.
- Belorgey N., Chateigner F., Hauchecorne M., Penissat É. « Théories en milieu militant : Introduction », *Sociétés contemporaines*, Vol. 81, n°1, 2011, p. 5-25
- Benford R.D., Snow D.A., « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, n°99, 2012, p. 217-255.
- Bennahmias J.-L., Roche A., *Des Verts de toutes les couleurs*, Albin Michel, Paris, 1992.
- Bennani-Chraïbi M., « Quand négocier l'ouverture du terrain c'est déjà enquêter. Obtenir la passation de questionnaires aux congressistes de partis marocains », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, n°4, 2010, p. 93-108.
- Bensa A., « De la relation ethnographique », *Enquête*, n°1, 1995, p. 131-140.
- Bensa A. (dir.), *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, 2008.
- Berstein S., « Les partis politiques » in : Rémond R. (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, p. 49-86.

- Berstein S., *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 2003.
- Bertaux D., *L'Enquête et ses méthodes : le récit de vie*, Paris, Armand Colin, 2005.
- Berthonneau C., Sommier I., « L'espace de la représentation syndicale », in : Fillieule O., Sommier I. (dir.), *Marseille années 68*, Presses de Sciences Po, 2018, p. 145-230.
- Betz H.- G., « The New Politics of Resentment : Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe », *Comparative Politics*, Vol. 25, n°4, 1993, p. 413-428.
- Betz H.- G., *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, New York, St. Martin's Press, 1994.
- Betz H.- G., Immerfal S. (dir.), *The New Politics of the Right. New Populist Parties and Movements in Established Democracies*, London, MacMillan, 1998.
- Betz H.- G., « Entre succès et échec : l'extrême droite à la fin des années quatre-vingt-dix » in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 407-424.
- Betz H.- G., *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate*, Paris, CEVIPOF /Autrement, 2004.
- Biezen I., Rashkova E. R., « Deterring new party entry? The impact of state regulation on the permeability of party systems », *Party politics*, Vol. 20, n°6, 2014.
- Biggs M., Andrews K. T., « From protest to organization » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. Actors, mechanisms and political effects*, Cambridge University Press, 2010, p. 187-203.
- Billig M., *Fascists: A social psychological view of the National Front*, Londres, Academic Press, 1978.
- Birnbaum P., *La France aux Français. Histoire des haines nationalistes*, Paris, le Seuil, 1993.
- Bizeul D., *Avec ceux du FN : un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003.
- Bizeul D., « À propos de l'extrême droite. Étudier l'extrême droite : problèmes d'enquête et principes de recherche », *Mouvements*, Vol. 49, n°1, 2007, p. 178-185.
- Bizeul D., « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°1, 2007, p. 69-89.
- Bjørøgo, T. « Dreams and disillusionment: engagement in and disengagement from militant extremist groups », *Crime, Law and Social Change*, n°55, 2011, p. 277-285.
- Bjorøgo T., Mares M. (dir.), *Vigilantism Against Migrants and Minorities*, Routledge, 2019.
- Bjørøgo T., Ravndal J.A., « Extreme right violence and terrorism : concepts, patterns and responses », *ICCT policy brief*, 2019.
- Blanc W., Naudin C., *Charles Martel et la bataille de Poitiers. De l'histoire au mythe identitaire*, Paris, Libertalia, 2015.
- Blum A., « Men in the Battle for the Brains: Constructions of Masculinity Within the "Identitary Generation" », in : Köttig M., Bitzan R., Petö A., *Gender and far-right politics in Europe*, Palgrave Macmillan, 2017, p. 301-334.
- Blumer H., « Collective behavior » in : Lee A.M. (dir.), *New outlines of the principles of sociology*, New York, Barnes & Nobles, 1939.
- Bobbio N., *Droite et gauche. Essai sur une distinction politique*, Seuil, 1996.
- Boelaert J., Michon S., Ollion É., *Métier : député. Enquêter sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, Raisons d'Agir Éditions, 2017.
- Boggs C., « Marxism, prefigurative communism and the problem of workers' control », *Radical America*, n°6, p. 99-122.
- Bon F., Cheylan J.-P., *La France qui vote*, Paris, Hachette, 1988.
- Bonnet S., *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*, Armand Colin, 1972.

- Bosi L., Zamponi L. « Direct Social Actions and Economic Crises: The Relationship between Forms of Action and Socio-Economic Context in Italy », *Partecipazione e Conflitto*, Vol. 8, n°2, p. 367-391.
- Bötticher, A. « Towards academic consensus definitions of radicalism and extremism », *Perspectives on Terrorism*, Vol. 11, n°4, 2016, p. 73-77.
- Boudic G., Haegel F., Lecoœur E., Béja A., Padis M.-O., « Adhérents, militants et dirigeants : les conflits internes », *Esprit*, n°8, 2013, p. 56-73.
- Boudillon J., « Une femme d'extrême droite dans les médias. Le cas de Marine Le Pen », *Mots. Les langages du politique*, n°78, 2005.
- Boulland P., « Politique des cadres et itinéraires militants : l'enjeu des écoles centrales du PCF de la Libération aux années 1960 », *Journée d'études « Les écoles de formation dans le monde communiste »*, 2003, Bruxelles, Centre d'Histoire et de sociologie des Gauches (ULB). [Consulté le : 04/07/2020] URL : halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02265757
- Boumaza M., *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, Thèse de doctorat en science politique, IEP de Strasbourg, 2002.
- Boumaza M., « Une création illégitime ? Le Front national de la Jeunesse », *Le Temps des Savoirs. Revue interdisciplinaire de l'institut universitaire de France*, n°7, 2005, p. 124.
- Boumaza M., « Between stigma and engagement. Young Front National activists' political careers », *Etnografia e ricerca qualitativa*, n°1, 2015, p. 75-87.
- Boumaza M., Campana A., « Enquêter en milieu "difficile" », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°1, 2007, p. 5-25.
- Bourdieu P., *Homo academicus*, Paris, Éditions de minuit, 1984.
- Bourdieu P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, 1986, p. 69-72.
- Bourdieu P. (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.
- Boure R., Bousquet F., « Enjeux, jeux et usages d'une pétition politique en ligne. "La pétition Vauzelle" », *Réseaux*, n°164, 2010 p. 127-159.
- Boure R., Bousquet F., Marchand P., « Médiateurs et signataires des pétitions en ligne. L'exemple de trois pétitions sur l'identité nationale », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, n°13, 2012, p. 99-118.
- Bourne A. K., « Democratisation and the Illegalisation of Political Parties in Europe », *Working paper series on the legal regulation of political parties*, n°07, 2011.
- Bourne A., Chatzopoulou, S., « Europeanization and social movement mobilization during the European sovereign debt crisis: The cases of Spain and Greece », *Recerca: Revista de Pensament i Anàlisi*, n°17, 2015, p. 33-60.
- Bouron S., « Les émotions comme incorporation de « structures mentales ». Le cas de la formation des jeunes identitaires », *Communication lors du Congrès de l'AFSP*, Paris, 2013. [Consulté le 01/08/20] URL : www.academia.edu/11768623/Les_émotions_comme_incorporation_de_structures_mentales_.Le_cas_de_la_formation_des_jeunes_identitaires
- Bouron S., « Un militantisme à deux faces. Stratégie de communication et politique de formation des Jeunes identitaires. » in : Bouron, Drouard (dir.), *Les beaux quartiers de l'extrême droite*, Agone, Marseille, 2014, p. 45-72.
- Bouron S., « Des « fachos » dans les rues aux « héros » sur le web. La formation des militants identitaires », *Réseaux*, Vol. 202-203, n°2, 2017, p. 187-211.

- Bouron S., Froio C., « Entrer En Politique Par La Bande Médiatique ? : Construction et Circulation Des Cadres Médiatiques Du Bloc Identitaire et de Casapound Italia », *Questions de communication*, n°33, 2018, p. 209–229.
- Bouron, Drouard (dir.), *Les beaux quartiers de l'extrême droite*, Agone, Marseille, 2014.
- Bourrel S., « Le financement des partis politiques et le Front national », in : Villalba B., Vandendriessche X. (dir.), *Le Front national et le droit*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001, p. 153-164.
- Bouté E., Mabi C., « Des images en débat : de la blessure de Geneviève Legay à la répression des Gilets Jaunes », *Études de communication*, Vol. 54, n°1, 2020, p. 29-52.
- Boutin C., « L'extrême-droite française au-delà du nationalisme, 1958-1996 », *Revue Française D'Histoire Des Idées Politiques*, n°3, 1996, p. 113-159.
- Boy D., Platone F., Rey H., Subileau F., Ysmal C., *C'était la gauche plurielle*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2003.
- Boyadjian J., « Les usages politiques différenciés de Twitter. Esquisse d'une typologie des "twittos politiques" », *Politiques de communication*, Vol. 6, n°1, 2016, p. 31-58
- Brack N., Startin N., « Introduction: Euroscepticism, from the Margins to the Mainstream », *International political science review*, Vol. 36, n°3, 2015, p. 239–249.
- Braouezec K., « Identifying Common Patterns of Discourse and Strategy Among the New Extremist Movements in Europe: The Case of the English Defence League and the Bloc Identitaire », *Journal of Intercultural Studies*, Vol. 37, n°6, 2016, p. 637–648.
- Braud P., « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, n°09-10, 1993, p. 13-42.
- Braud P., « Violence symbolique et mal-être identitaire », *Raisons politiques*, Vol. 9, n°1, 2003, p. 33-47.
- Bréchon P., « L'abstention de puissants effets de génération ? » in : Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 91-111.
- Bréhier E., « La formation des militants, ritournelle des partis politiques », *Fondation Jean Jaurès*, jean-jaures.org, 29/05/18. [Consulté le : 11/07/2019] URL : jean-jaures.org/nos-productions/la-formation-des-militants-ritournelle-des-partis-politiques
- Brewer J., Hunter A., *Foundations of multimethod research: Synthesizing styles*, Sage Publication, 2006 [2nd éd.].
- Briquet J.L., Sawicki, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, Vol. 2, n°7-8, 1989, p. 6-16.
- Broqua C., *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- Broqua C., « L'ethnographie comme engagement : enquêter en milieu militant », *Genèses*, Vol. 2, n°75, 2009, p. 109-124.
- Broqua C., Fillieule O., *Trajectoires d'engagement : AIDES et Act Up*, Paris, Textuel, 2001.
- Broqua C., Fillieule O., « Act Up ou les raisons de la colère », in : Traïni C., *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2009 p. 141-167.
- Brouard S., « Le retournement du rapport de force aux élections régionales de mars 2004 : amplitude et déterminants », *Revue française de science politique*, Vol. 54, 2004, p. 621-637.
- Brügger N., Finnemann N.O., « The Web and Digital Humanities: Theoretical and Methodological Concerns », *Journal of Broadcasting and Electronic Media*, Vol. 1, n°57, 2013, p. 66-80.
- Bruneau I., « Un mode d'engagement singulier au Front national. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, Vol. 15, n°57, 2002, p. 183-211.
- Bruns J., Glösel K., Strobl N., *Die Identitären: Handbuch zur Jugendbewegung der Neuen Rechten in Europa*, Münster, Unrast, 2014.

- Bruns J., Glösel K., Strobl N., « Die Identitären. Eine Bestandsaufnahme. Aktualität der Faschismustheorie. Historische Forschung und aktuelle Entwicklungen der politischen Rechten », 2015.
- Bryman A., « Integrating Quanti and Quali : how is it done ? », *Qualitative Research*, Vol. 6, n°1, 2006, p. 97-113.
- Bryman A., « Barriers to Integrating Quantitative and Qualitative Research », *Journal of Mixed Methods Research*, Vol. 1, n°8, 2007, p. 9-22.
- Buge É., *Droit de la vie politique*, Paris, Presses universitaires de France, « Thémis Droit », 2018.
- Burrigand C., Gleizes F., « Trente ans de vie associative », *Insee Première*, n°1580, janvier 2016.
- Cahuzac Y., François S., « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *Questions de communication*, n°23, 2013, p. 275-292.
- Caiani M., « Radical right-wing movements: Who, when, how and why? », *Sociopedia.isa*, 2017.
- Caiani M., Borri R. « The Extreme Right, Violence and Other Action Repertoires: An Empirical Study on Two European Countries », *Perspectives on European Politics and Society*, 2013, p. 562-581.
- Caiani M., Císař O., *Radical Right Movement Parties in Europe*, New York, Routledge, 2018.
- Caiani M., della Porta D., Wagemann C., *Mobilizing on the Extreme Right : Germany, Italy and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2012.
- Caiani M., Graziano P. « Europeanisation and social movements: The case of the Stop TTIP campaign », *European Journal of Political Research*, Vol. 57, p. 1031-1055.
- Caiani M., Kröll P., « The transnationalization of the extreme right and the use of the internet », *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, Vol. 39, n°4, 2015, p. 331-351.
- Caiani M., Parenti L., *European and American Extreme Right Groups and the Internet*, London, Routledge, 2013.
- Camus J.-Y., *Le Front national. Histoire et analyses*, Paris, Olivier Laurs, 1997.
- Camus J.-Y., « La structure du "camp national" en France : la périphérie militante et organisationnelle du FN et du MNR », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 199-225.
- Camus J.-Y., « The European Extreme Right and Religious Extremism », *Central European Political Studies Review*, Vol. 9, 2007, p. 263-279.
- Camus J.-Y., « The European extreme right and religious extremism » in : Mammone A., Godin E., Jenkins B. (dir.), *Varieties of Right-Wing Extremism in Europe*, Taylor & Francis Group, London, 2012, p. 107-120.
- Camus J.-Y., « 50 nuances de droite. Typologie des radicalités politiques en Europe », *Note de l'Observatoire des radicalités politiques*, n°8, Fondation Jean-Jaurès, 2014.
- Camus J.-Y., « Le Front national et la Nouvelle droite », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- Camus J.-Y., « Die Identitäre Bewegung oder die Konstruktion eines Mythos europäischer Ursprünge » in : Hentges G., Kristina Nottbohm K., Platzer H.-W. (dir.), *Europäische Identität in der Krise? Europäische Identitätsforschung und Rechtspopulismusforschung im Dialog*, Wiesbaden, Springer, 2017, p. 233-247.
- Camus J.-Y., Lebourg N., *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015.
- Cans R., *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachau et Niestlé, 2006.
- Carofiglio V., Ferrandes C., « Les aventures de la droite française et les avatars de Gramsci », *Mots*, n°12, 1986, p. 191-203.

- Carter E., *The Extreme Right in Western Europe: Success or Failure ?*, Manchester, Manchester University Press, 2005.
- Carter E., « Right-wing extremism/radicalism : reconstructing the concept », *Journal of Political Ideologies*, Vol. 23, n°2, 2018, p. 157-182.
- Carty V., « Internet and Social movements » in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013.
- Casajus E., « Les Identitaires ou l’art de négocier avec le sens des signes », *Oscillations, revue d’art et de sciences humaines*, 2012, p. 54-61.
- Casajus E., *Le combat culturel. Images et actions chez les Identitaires*, Paris, L’Harmattan, 2014.
- Casajus E., « Identité de groupe chez les Identitaires : esthétiser les siens, se distinguer des autres », *¿Interrogations?*, 2015.
- Casal-Bertoa F., Molenaar F., Piccio D. R., *Political Finance Regulations Around the World: An Overview of the International IDEA Database*, Stockholm, International IDEA, 2012.
- Casal-Bertoa F., Molenaar F., Piccio D. R., Rashkova E. R., « The world upside down: Delegitimising political finance regulation », *International Political Science Review*, Vol. 35, n°3, p. 355-375.
- Casal Bertoa F., Rodriguez-Teruel, 2014, « The Carrot and the Stick: Party Regulation and Politics in Democratic Spain », *South European Society and Politics*, Vol. 19, n°1, p. 89-112.
- Casquete J., « The Power of Demonstrations », *Social Movement Studies*, Vol. 5, n°1, 2006, p. 45-60.
- Castelli Gattinara P., « Beyond the Hand of the State: Vigilantism Against Migrants and Refugees in France » in : Bjorgo T., Mares M. (dir.), *Vigilantism Against Migrants and Minorities*, Routledge, 2019, p. 213–228.
- Castelli Gattinara P., « The study of the far right and its three E’s: why scholarship must go beyond Eurocentrism, Electoralism and Externalism. », *French Politics*, Vol. 18, 2020, p. 314-333.
- Castelli Gattinara P., Bouron S., « Extreme-right communication in Italy and France: political culture and media practices in CasaPound Italia and Les Identitaires », *Information, Communication & Society*, 2019.
- Castelli-Gattinara P., Froio F., « Discourse and Practice of Violence in CasaPound », *International Journal of Conflict and Violence*, Vol. 8, n°1, 2014, p. 1-16.
- Castelli Gattinara P., Froio C., « Getting ‘right’ into the News: Grassroots Far-Right Mobilization and Media Coverage in Italy and France », *Comparative European politics*, Vol. 17, n°5, 2019, p. 738–758.
- Cautrès B., Lazar M., Pech T., Vitiello T., « La République en Marche : Anatomie d’un Mouvement », *Rapport pour Terra Nova*, 08/10/2018. [Consulté le 01/08/20] URL : tnova.fr/rapports/la-republique-en-marche-anatomie-d-un-mouvement
- Cautrès B., Mayer N., *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- Céfaï D. (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.
- Céfaï D. (dir.), *L’Enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.
- Chabot S., « Dialogue matters: beyond the transmission model of transnational diffusion between social movements » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. Actors, mechanisms and political effects*, Cambridge University Press, 2010, p. 99-124.
- Champagne P., « La manifestation. La production de l’événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984.
- Champagne P., *Faire l’opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990.
- Champy F., Israël L., « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines*, n°73, 2009, p. 7–19.

- Charlot J., « L'UNR : Étude du pouvoir au sein d'un parti politique », *Cahiers de la fondation nationale de sciences politiques*, n°153, 1967, p. 115-129.
- Charlot J., *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard, 1970.
- Charlot J., *La politique en France*, Paris, Poche, 1994.
- Chauveau S., « Au-delà du cas Sorol. Corruption de l'esprit public et postérité d'une nouvelle synthèse réactionnaire », *Agone*, Vol. 54, n°2, 2014, p. 95-122.
- Chauvin S., Jounin N., « L'observation directe », in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 151-154.
- Chebel d'Appolonia A., *L'extrême droite en France, De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Éditions complexes, « Questions au XX^e », 1988.
- Chiche J., Dupoirier E., « De la défaite de Nicolas Sarkozy au triste dixième anniversaire de l'UMP » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote normal*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 193-226.
- Coavoux S., « La carrière des joueurs de World of Warcraft » in : Craipeau S., Genvo S., Simonnot B. (dir.), *Les jeux vidéo au croisement du social, de l'art et de la culture*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2010, p. 43-58.
- Cohen R., Rai S. (dir.), *Global Social Movements*, Londres, The Athlone Press Co, 2000.
- Colange C., Fourquet J., Bussi M., « Les élections présidentielles de 2012 : du quinquennat à la fabrication d'une France pentapolaire », *Cybergeog : European Journal of Geography, Débats, Élections présidentielles en France*, 23/05/12.
- Colliard J.-C., « La liberté des partis politiques », in : *Mélanges J. Robert*, Paris, Montchrestien, 1998.
- Collovald A. (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.
- Collovald A., « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », in : Collovald A. (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 177-229.
- Collovald A., Mathieu L., « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, n°86, 2009, p. 119-143.
- Colombi D., *Où va l'argent des pauvres ?*, Paris, Payot, 2020.
- Coman R., Crespy A., Louault F., Pilet J.-B., van Haute É., Morin J.-F., *Méthodes de la science politique. De la question de départ à l'analyse des données*, Bruxelles, De Boeck, 2016.
- Combes H., « Pour une sociologie du multi-engagement : réflexion sur les relations partis-mouvements sociaux à partir du cas mexicain », *Sociologie et sociétés*, Presses de l'Université, Vol. 41, n°2, 2009, p. 161-188.
- Combes H. *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.
- Combes H., « Quand le mouvement se fait parti », in : Luck S., Dechezelles S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 83-94.
- Combes H., « La señora Flor : du droit au logement au « droit de la militante. Sociologie de l'engagement dans un quartier populaire de Mexico (1985-2015) », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n°64, 2017, p. 184-200.
- Combessie J.-C., *La méthode en sociologie*, La Découverte, 2003 [1996].
- Contamin J.-G., « Genre et modes d'entrée dans l'action collective. L'exemple du mouvement pétitionnaire contre le projet de loi Debré », *Politix*, Vol. n° 78, n°2, 2007, p. 13-37.
- Contamin J.-G., Léonard T., Soubiran T., « Les transformations des comportements politiques au prisme de l'e-pétitionnement. Potentialités et limites d'un dispositif d'étude pluridisciplinaire », *Réseaux*, Vol. 204, n°4, 2017, p. 97-131.

- Corcuff P., Mathieu L., « Partis et mouvements sociaux : des illusions de l'"actualité" à une mise en perspective sociologique », *Actuel Marx*, n°46, 2009, p. 67-80.
- Corrigall-Brown C., *Patterns of Protest : Trajectories of Participation in Social Movements*, Stanford University Press, 2012.
- Cossart P., Talpin J., « Les Maisons du Peuple comme espaces de politisation. Étude de la coopérative ouvrière la paix à Roubaix (1885-1914) », *Revue française de science politique*, Vol. 62, n°4, 2012, p. 583-610.
- Coulmont B., « L'anonymisation automatique des enquêtés », 12/10/2012. [Disponible 14/10/2018]
URL : coulmont.com/blog/2012/10/12/anonymiser-les-enquetes/
- Crépon S., *La Nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- Crépon S., *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau monde Éditions, 2012.
- Crépon S., « La politique des mœurs au Front National », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 185-206.
- Crépon S., Lebourg N., « Le renouvellement du militantisme frontiste », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 435-452.
- Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- Creswell J., Plano Clark V., *Designing and conducting mixed methods research*, Sage Publication, 2011.
- Creswell J., Tashakkori A., « The new era of mixed methods », *Journal of mixed methods research*, Vol. 1, n°1, 2007, p. 3-7.
- Crettiez X., « La mise en scène de la violence politique à travers les conférences de presse du FLNC », *Cultures & Conflits*, n°09-10, 1993.
- Crettiez X., *La question corse*, Paris, Complexe, 1999.
- Crettiez X., *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- Crettiez X., *Les formes de la violence*, Paris, La Découverte, 2008.
- Crettiez X., « "High Risk Activism" : Essai sur le processus de radicalisation violente. (seconde partie) », *Pôle Sud*, Vol. 35, n°2, 2011, p. 97-112.
- Crettiez X. « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, Vol. 66, n°5, 2016, p. 709-727.
- Crettiez X, Ainine B., « *Soldats de Dieu* » : *Paroles de djihadistes incarcérés*, Éditions de l'Aube, 2017.
- Crettiez X., Mucchielli L. (dir.), *Les violences politiques en Europe*, Paris La Découverte, 2010.
- Crettiez X., Sommier I., *La France Rebelle*, Paris, Michalon, 2006.
- Cruzet E., « Passer à l'Attac. Éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste », *Politix*, Vol. 17, n°68, 2004, p. 135-163.
- CURAPP, *Les méthodes au concret*, Presses Universitaires de France, 2000.
- Cutaia N., « Mouvements islamophobes et Charles Martel : quelle réappropriation ? - Cas d'étude sur le Bloc identitaire et l'affaire de la mosquée de Poitiers », *Mémoire et politique*, 2013.
- Dard O. (dir.), *Organisations, mouvements et partis des droites radicales au XXe siècle (Europe-Amériques)*, Bern, Peter Lang, « Convergences », 2015.
- Dargent C., Rey H., « Sociologie des adhérents socialistes », *Les Cahiers du Cevipof*, 2014, n°59.
- Dargent C., Rey H., *Les Adhérents du Parti socialiste en 2011*, Rapport d'enquête, Parti socialiste/Fondation nationale des sciences politiques, Paris, CEVIPOF, 2012.

- Darmon M., « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, n°82, 2008, p. 149-167.
- Darmon M., *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2003.
- Dauvin P., Siméant J. (dir.), *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002.
- Davis G.F., McAdam D., Scott W. R., Zald M.N., *Social movements and organization theory*, Cambridge University Press, 2005.
- de Bekker F., den Hond F., Laamanen M., « Social movements: Organizations and organizing », in : Roggeband C., Klandermans B. (dir.), *Handbook of social movements across disciplines*, Springer, 2017, p. 213-231.
- de Lange S., Mügge L., « Gender and Right-Wing Populism in the Low Countries : Ideological Variations across Parties and Times », *Patterns of Prejudice*, Vol. 49, n°1-2, 2015, p. 61-80.
- de Lescure E. « Syndicalisme et formation » in : Brucy G., Laot F., de Lescure E. (dir.), *Former les militants, former les travailleurs. Les syndicats et la formation depuis la Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 7-24.
- de Weerd M., Klandermans B., « Group identification and political protest: farmers' protest in the Netherlands. », *European Journal of Social Psychology*, 29, 1999, p. 1073-1095.
- Dechezelles S., *Comment peut-on être militant ? : sociologie des cultures partisans et des (dés)engagements : les jeunes militants d'Alleanza Nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir*, Thèse de doctorat en Science politique, sous la direction de Daniel-Louis Seiler, Bordeaux, 2006.
- Dechezelles S., « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de Forza Italia à l'aune du modèle rétributif du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 59, n°1, 2009, p. 29-50.
- Dechezelles S., Oliver M., « Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer », *Politix*, n°117, p. 7-34.
- della Porta D., *Social Movements, Political Violence and the State : A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- della Porta D., « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, n°68, 2004, p. 49-77.
- della Porta D., « Repertoire of contention », in : Snow D. A., della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing, 2013.
- della Porta D. (dir.), *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
- della Porta D., Caiani M., *Social Movements and Europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- della Porta D., Diani M., *Social Movements: An Introduction*, Oxford, Blackwell, 2006.
- della Porta D., Diani M. (dir.), *The Oxford Handbook of Social Movements*, Oxford, Oxford University Press, 2016.
- della Porta D., Fernández J., Kouki H., Mosca L., Fernández J. (dir.), *Movement Parties Against Austerity*, Polity Press, Oxford, 2017.
- della Porta D., Reiter H., *Policing Protest: The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minnesota, Minnesota University Press, 1998.
- Delwit P., *Les gauches radicales en Europe. XIX^e-XXI^e siècles*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016.
- Demazière D., Horn F., Zune M., « Ethnographie de terrain et relation d'enquête. Observer les "communautés" de logiciels libres », *Sociologie*, Vol. 2, n°2, 2011, p. 165-183.

- Denis J.-M. (dir.), *Le Conflit en grève ? Tendances et perspectives de la conflictualité contemporaine*, Paris, La Dispute, 2005.
- Derville G., « Le combat singulier Greenpeace-SIRPA. La compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français », *Revue française de science politique*, Vol. 47, n°5, 1997, p. 589-629.
- Derville G., *Le pouvoir des médias*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2017.
- Desrumaux C., Lefebvre R., « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix*, Vol. 113, n°1, 2016, p. 5-16
- Dézé A., « Le Front National comme "entreprise doctrinale" », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 255-284.
- Dézé A., *Idéologie et stratégies partisans : une analyse du rapport des partis d'extrême droite au système politique démocratique : Le cas du Front national, du movimento sociale italiano et du Vlaams Blok*, Thèse de doctorat sous la direction de Pascal Perrineau, soutenue en 2008 à l'IEP de Paris.
- Dézé A., « La « dédramatisation » Une nouvelle stratégie ? », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 25-50.
- Dézé A., « Le changement dans la continuité : l'organisation partisane du Front national », *Pouvoirs*, Vol. 157, n°2, 2016, p. 49-62.
- Dézé A., « Que sait-on du Front national ? », in : Fillieule O. Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 239-270.
- Dézé A., Fillieule O., « Militer à l'extrême droite. Questions de recherche à partir du cas suisse », *communication lors du colloque AFSP/ASSP*, 16-17 septembre 2004. [Consulté le 01/08/2020] URL : www.academia.edu/12154160/Militer_a_l_extre_me_droite_Questions_de_recherche_a_partir_du_cas_suisse
- Dolez B., « Les "petits" partis au regard de la réglementation du financement de la vie politique », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 91-108.
- Domingos N., Pereira V., « Sport et nationalismes. Pour une approche comparative dans l'espace de la Lusotopie », *Lusotopie*, Vol. 18, n°1, 2019, p. 1-11.
- Donegani J.-M., *La liberté de choisir. Pluralisme religieux et pluralisme politique dans le catholicisme français contemporain*, Paris, Presses de Sciences Po, 1993.
- Dougherty M., Madsen, C., Meyer E.T., Thomas A., Van Den Heuvel C., Wyatt, S., « Researcher Engagement with Web Archives: State of the Art », *Joint Information Systems Committee Report*, 2010.
- Downs A., *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Brothers Publishers, 1957.
- Dubuisson-Quellier S., *La consommation engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, « Contester », 2009.
- Duchesne S., « Don et recherche de soi : l'altruisme en question aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n°33, 2003.
- Dupin E., « Les médias et les petits partis : entre le mépris et l'indifférence », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 109-118.
- Dupuis-Déri F., « Penser l'action directe des Black Blocs. », *Politix*, n°68, 2004, p. 79-109.
- Durand C., Dubois P., *La Grève*, Paris, Presses de Sciences Po, 1975.
- Duranton-Crabol A.-M., *Visages de la Nouvelle Droite : Le GRECE et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988.
- Duret P., « Le couple mixte en politique. Jusqu'à quel point ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 97-113.

- Duriez H., « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, n°68, 2004, p. 165-199.
- Durkheim E., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1967 [1894].
- Duverger M., *Les partis politiques*, Paris, Le Seuil, 1981 [1951].
- Duverger M., *Méthodes de la science politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1959.
- Earl J., Martin A., McCarthy J., Soule S., « The Use of Newspaper Data in the Study of Collective Action », *Annual Review of Sociology*, Vol. 30, n°1, 2004, p. 65-80.
- Eckes C., « Ausbreitung der "Identitären Bewegung" in Europa und ihre ideologischen Grundzüge », *Journal Exit-Deutschland*, n°4, 2016, p. 100-114.
- Edwards P. K., Hyman R., « Strikes in Industrial Conflict: Peace in Europe? », in : Hyman R., Ferner A. (dir.), *New Frontiers in European Industrial Relations*, Oxford, Blackwell, 1994, p. 250-280.
- Ehrhard T., « La difficile condition des petits candidats », in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielles et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 59-70.
- Eldersveld S. J., *Political parties : a behavioral analysis*, Chicago, Round Mac Nally and Cie, 1964.
- Elias N., *Engagement et distanciation : contribution à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993.
- Ethuin N., « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, n°63, 2002, p. 145-168.
- Ethuin N., Siblot Y., « Du cursus d'éducation syndicale aux parcours de formation des militants de la CGT (années 1950-2000) », *Le Mouvement Social*, Vol. 235, n°2, 2011, p. 53-69.
- Evans J., Ivaldi G., « Forecasting the FN Presidential Vote in 2012 », *French politics*, Vol. 10, n°1, 2012, p. 44-67.
- Falguera E., Jones S., Ohman M. (dir.), *Funding of Political parties and Electoral campaigns. A Handbooks on Political finance*, Rapport pour l'IDEA, 2014.
- Fassin D., « L'inquiétude ethnographique », in : Bensa A. (dir.), *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, 2008, p. 7-15.
- Favero J.-P., « La place du sport dans la propagande fasciste à travers la presse et le cinéma, son impact chez les immigrés italiens de France », *Sciences sociales et sport*, Vol. 6, n°1, 2013, p. 63-102.
- Favre P. (dir.), *La Manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1990.
- Favre P., Fillieule O., Mayer N., « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de sciences politiques*, Vol. 47, n°1, 1997, p. 3-28.
- Felices-Luna M., « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et société*, Vol. 32, n°2, 2008, p. 163-185.
- Fertikh K., « Théoriciens autrichiens et programmes sociaux-démocrates allemands (années 1920-1950) Une sociohistoire de la circulation transnationale des idées politiques », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, Vol. 48, n°2, 2016, p. 275-288.
- Fielitz M., Lotte Laloire L. (dir.), *Trouble on the far right*, transcript Verlag, Bielfeld, 2016.
- Fillieule O. (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993.
- Fillieule O., *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
- Fillieule O., « Post-scriptum : proposition pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1, 2001, p. 199-215.

- Fillieule O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
- Fillieule O., « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions », in : Fillieule O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 17-48.
- Fillieule O., « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in : Dorronsoro G., *La Turquie conteste*, CNRS Éditions, 2005, p. 201-218.
- Fillieule O., « On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires », in : Favre P. (dir.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007, p. 215-240.
- Fillieule O., « Conséquences biographiques de l'engagement », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2009, p. 131-139.
- Fillieule O., « Désengagement », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 180-188.
- Fillieule O., « Some elements of an interactionist approach to political disengagement », *Social Movement Studies*, Vol. 9, n°1, 2010, p. 1-15.
- Fillieule O., « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action », in : Agrikoliansky É., Fillieule O., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 77-99.
- Fillieule O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 37-59.
- Fillieule O., Blanchard P., Agrikoliansky É., Bandler M., Passy F., Sommier I., « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian. », *Politix*, n°68, 2004, p. 13-48.
- Fillieule O. Haegel F., Hamidi C., Tiberj V. (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.
- Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, « Références », 2020 [2009].
- Fillieule O., Mayer N., « Devenirs militants. Introduction », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1, 2001, p. 19-25.
- Fillieule O., Neveu É. (dir.), *Activists forever ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.
- Fillieule O., Neveu É., « Activists' trajectories in Space and Time », in : Fillieule O., Neveu É. (dir.), *Activists forever ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, p. 1-36.
- Fillieule O., Pudal B., « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in : Agrikoliansky É., Fillieule O., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 163-184.
- Fillieule O., Roux P. (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- Fillieule O., Tartakowski D., *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, « Contester », 2008.
- Foucault M., Chanvrlil F., « Le vote François Fillon, autopsie d'un naufrage » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 221-236.
- Fougeron L. « Les affiches du Parti communiste français. Créations d'un fonds d'archives », *Sociétés & Représentations*, Vol. 12, n°2, 2001, p. 321-325.
- Fourcaut A., *Bobigny, banlieue rouge*, Éditions ouvrières/Presses de la FNSP, 1986.
- Fourchard L., « Engagement sécuritaires et féminisation du vigilantisme en Afrique du Sud », *Politix*, 2016, p. 57-78.

- François A., Phélippeau É., *Le financement de la vie politique. Réglementations, pratiques et effets politiques*, Paris, Armand Colin, 2015.
- François S., *Les néo-paganismes de la Nouvelle droite*, Thèse en science politique soutenue à l'Université de Lille II, sous la direction de Christian-Marie Wallon-Leducq, 2005.
- François S., « Réflexions sur le mouvement "identitaire" », *Fragments sur les temps présents*, 2013. [Consulté le : 16/09/20] URL(1/2) : tempspresentes.com/2009/03/03/reflexions-sur-le-mouvement-identitaire-12/ URL(2/2) : tempspresentes.com/2009/03/05/stephane-francois-mouvement-identitaire-22/
- François S., « Marine Le Pen, le Front national et la laïcité : Une référence à géométrie variable », *Note pour la fondation Terra Nova*, 24/10/13. [Consulté le 25/10/2015] URL : tnova.fr/notes/marine-le-pen-le-front-national-et-la-laicite-une-reference-a-geometrie-variable
- François S., *Au-delà des vents du Nord*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2014.
- François S., « Mythes et niveaux pratiques de violence au sein du Bloc identitaire », in : Lebourg N., Sommier I. (dir.), *La violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve Éditions, 2017, p 141-156.
- François S., « Transmettre l'histoire des marges », *Fragments sur les temps présents*, 15/09/20. [Consulté le 20/09/20] URL : tempspresentes.com/2020/09/15/transmettre-lhistoire-des-marges/
- François S., Lebourg N., *Histoire de la haine identitaire. Mutations et diffusions de l'altérophobie*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2016.
- Frémion Y., *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Höebeke, 2007.
- Fréour N., « Le positionnement distancié de Greenpeace », *Revue française de science politique*, Vol. 54, n°3, 2004, p. 421-442.
- Fréour N., « Le répertoire d'action collective comme répertoire d'offre d'engagement : un éclairage sur les contraintes liées aux processus de mobilisation contemporains », *Communication lors du Congrès de l'AFSP*, 2005. [Consulté le 01/07/20] URL : <http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/communications/tr1/freour.pdf>
- Frétel J., « L'UDF au prisme du jeu d'échelle », in : Haegel F., *Paris politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 183-218.
- Freymond N., « La question des institutions dans la science politique contemporaine : l'exemple du néo-institutionnalisme », *Travaux de Science Politique*, nouvelle série n°15.
- Friedberg E., « Les quatre dimensions de l'action organisée », *Revue française de sociologie*, Vol. 33, n°4, 1992, p. 531-557.
- Friedman D., McAdam D., « Collective identity and activism: networks, choices and the life of a social movement » in : Morris A.D., McClurg Mueller C. (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 156-173.
- Froio C., Castelli Gattinara P., « Neo-fascist mobilization in contemporary Italy. Ideology and repertoire of action of CasaPound Italia », *Journal for deradicalization*, n°2, 2015, p. 86-118.
- Froio C., « Nous et les autres. L'altérité sur les sites web des extrêmes droites en France », *Réseaux*, Vol. 202-203, n°2, 2017, p. 39-78.
- Froio C., Castelli Gattinara P., « Quand les Identitaires font la Une », *Revue française de science politique*, Vol. 68, n°1, 2018, p. 103-120.
- Froio C., Castelli Gattinara P., Bulli G., Albanese M., *CasaPound Italia: Contemporary Extreme Right Politics*, London, Routledge, 2020.
- Futrell, R., Simi, P., « Free spaces: Collective identity, and the persistence of U.S. white power activism », *Social Problems*, n°51, 2004, p. 16-42.
- Gaboriaux C., Skornicka A. (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017.
- Gamson W., *The Strategy of Social Protest*, Homewood, The Dorsey Press, 1975.

- Ganesh B., Froio C., « The transnationalisation of far-right discourse on Twitter. Issues and actors that cross borders in Western European democracies », *European Societies*, 2018.
- Gardner B. « Social media », in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013.
- Gaxie D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol. 27, n°1, 1977, p. 123-154.
- Gaxie D., « Le cens caché », *Réseaux*, Vol. 5, n°22, 1987, p. 29-51.
- Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxe de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, Vol. 11, n°1, 2005, p. 157-188.
- Giugni M., « Biographical consequences of activism », in : Snow D. A., della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing, 2013.
- Giugni M., Koopmans R., Passy F., Statham P., « Institutional and Discursive Opportunities for Extreme-Right Mobilization in Five Countries », *Mobilization: An International Journal*, Vol. 10, n°1, 2005, p. 145-162.
- Giugni M., McAdam D., Tilly C. (dir.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999.
- Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. Actors, mechanisms and political effects*, Cambridge University Press, 2010.
- Givan R., Roberts K., Soule S., « Introduction. The dimensions of diffusion » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. Actors, mechanisms and political effects*, Cambridge University Press, 2010, p. 1-18.
- Givens T., « The Radical Right Gender Gap », *Comparative Political Studies*, Vol. 37, n°1, 2004, p. 30-54.
- Godin E., « The Porosity Between the Mainstream Right and Extreme Right in France: Les Droites Décomplexées Under Nicolas Sarkozy and Marine Le Pen's Leadership », *Journal of Contemporary European Studies*, Vol. 21, n°1, 2013, p. 53-67.
- Goerres A., « Qu'est-ce qui pousse les personnes âgées à manifester ? », in : Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 197-212.
- Goffman E., *Encounters. Two studies in the sociology of Interaction*, Penguin Books, 1961.
- Goffman E., *Stigmate. Les usages sociaux du handicap*, Éditions de minuit, 1975 [1963].
- Goldstone J. (dir), *States, Parties, and Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- Gombin J., « Le changement dans la continuité : géographies électorales du Front National depuis 1992 », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 395-416.
- Gombin J., *Le Front national. Va-t-elle diviser la France ?*, Paris, Eyrolle, 2016, p. 111-127.
- Gougou F., Labouret S., « La fin de la tripartition ? Les recompositions de la droite et la transformation du système partisan », *Revue française de science politique*, Vol. 63, n°2, 2013, p. 279-302.
- Graham E.R., Shipan C.R., Volden C., « The Diffusion of Policy Diffusion Research in Political Science », *British Journal of Political Science*, Vol. 43, n°3, 2013, p. 673-701.
- Granjon F., « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », *Le Mouvement Social*, n°200, 2002, p. 11-32.
- Granjon F., « Mouvements sociaux, espaces publics et usages d'internet », *Pouvoirs*, Vol. 164, n°1, 2018, p. 31-47.
- Greffet F., Wojcik S., Blanchard G., « S'engager dans la campagne présidentielle : Les formes multiples de la participation politique en ligne », *Politiques de communication*, Vol. 3, n°2, 2014, p. 25-58.

- Guenther L., Ruhrmann G., Bischoff J., Penzel T., Weber A. « Strategic Framing and Social Media Engagement: Analyzing Memes Posted by the German Identitarian Movement on Facebook », *Social media + society*, Vol. 6, n°1, 2020.
- Guillaume C., « La formation des responsables à la CFTC-CFDT : de la "promotion collective" à la sécurisation des parcours militants (1950-2010) », *Le Mouvement social*, n°235, 2011, p. 105-119.
- Gurr T., *Why men rebel ?*, Princeton, Princeton University, 1970.
- Haegel F., « À la recherche de la "densité" des phénomènes organisationnels : l'exemple du RPR » in : Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques », 2002, p. 83-98.
- Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.
- Haegel F. « Les partis vus de France et d'ailleurs », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 391-406.
- Haegel F., « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, Vol. 59, n°1, 2009, p. 7-27.
- Haegel F., *Les droites en fusion : Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- Haenfler R., Johnson B., Jones E., « Lifestyle Movements : Exploring the Intersection of Lifestyle and Social Movements », *Social Movement Studies*, n°11, 2012, p. 1-20.
- Hainsworth P., *The Politics of the Extreme Right : from the Margins to the Mainstream*, London, Bloomsbury, 2016.
- Hastings M., *Halluin la rouge 1919-1939, aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1991.
- Hastings M., « Partis politiques et administration du sens », in : Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques », 2002, p. 21-36.
- Hauchecorne M., « Le polycentrisme des marges. Les "filières" belge et québécoise d'importation de la philosophie politique étasunienne contemporaine en France », *Histoire@Politique*, Vol. 15, n°3, 2011, p. 90-109.
- Hauchecorne M., « Faire du terrain en pensée politique », *Politix*, n°100, 2012, p. 149-165.
- Hauchecorne M., *La gauche américaine en France : la réception française de John Rawls et des théories de la justice, 1971-2010*, Paris, CNRS éditions, 2019.
- Hauchecorne M., Matonti F., « Actualité de l'histoire sociale des idées politiques », *Raisons politiques*, n°67, 2017.
- Healy J., « Hunger Strikes Around the World », *Social Studies*, Vol. 8, n°1, 1984, p. 81-108.
- Hentges G., Kokgiran G., Nottbohm K., « Die Identitäre Bewegung Deutschland (IBD) – Bewegung oder virtuelles Phänomen ? », *Forschungsjournal Soziale Bewegung*, n°3, 2014, p. 1-26.
- Hirsch-Hoefler S., Mudde C., « Right-Wing Movements », in : della Porta D., Snow D., Klandermans B., McAdam D., *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, 2013.
- Honoré J.-P., « Jean-Marie Le Pen et le Front national (description et interprétation d'une idéologie identitaire) », *Les Temps modernes*, 465, 1985, p. 1843-1871.
- Huber J., Inglehart R., « Expert Interpretations of Party Space and Party Locations in 42 Societies », *Party Politics*, Vol. 1, n°1, 1995, p. 73-111.
- Hug S., *Altering party systems : strategic behavior and the Emergence of New Political Parties in Western Democracies*, University of Michigan Press, 2001.
- Hugues E., « The knitting of racial group in industry », *The Sociological Eye*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1993, p. 265-278.

- Husbands C. « Switzerland: Right-Wing and Xenophobic Parties, from Margin to Mainstream? », *Parliamentary affairs*, Vol. 53, n°3, 2000, p. 501–516.
- Hutter S., « Protest Event Analysis and Its Offspring » in: della Porta D. (dir.), *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 335-368.
- Ignazi P., « The Silent Counter-Revolution. Hypotheses on the Emergence of Extreme Right-Wing Parties », *European Journal of Political Research*, n°22, 1992, p. 3–34.
- Ignazi P., *L'estrema destra in Europa*, Bologne Il Mulino, 1994.
- Ignazi P., « Un nouvel acteur politique », in : Mayer N., Perrineau P., *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 63-80.
- Ignazi P., « Les partis d'extrême droite : les fruits inachevés de la société post-industrielles », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 369-384.
- Ignazi P., *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- Igounet V., *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, Paris, Le Seuil, 2014.
- Igounet V., « La formation au Front national (1972 – 2015). Son histoire, ses enjeux et techniques », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 269-296.
- Imig D., Tarrow S., « Political contention in a Europeanising polity », *West European Politics*, Vol. 23, n°4, 2000, p. 73-93.
- Imig D., Tarrow S. (dir.), *Contentious Europeans. Protest and Politics in an Emerging Polity*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2001.
- Ion J., *La fin des Militants ?*, Éditions de l'Atelier, 1997.
- Ion J. (dir.), *L'engagement au pluriel*, Saint-Etienne, Presses universitaires de Saint-Etienne, 2001.
- Ion J., Franguiadakis S., Viot P., *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005.
- Israël L., « L'usage des archives en sociologie », Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Presses Universitaires de France, 2012, p. 167-185.
- Jacquemart A., Albenga V., « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, Vol. 109, n°1, 2015, p. 7-20.
- Jaffré J., « Un second tour de présidentielle si différent du duel Chirac – Le Pen de 2002 » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 269-284.
- Jérôme V., *Militer autrement. Sociologie politique de l'engagement et des carrières militantes chez Les Verts et EELV*, Thèse de science politique sous la direction de Frédérique Matonti, Université Paris-1, 2014.
- Johnson R. B., Onwugbuzie A. J., « Mixed-method research : a research paradigm whose time has come », *Educational researcher*, Vol. 23, n°7, 2004, p. 14-26.
- Johnson R. B., Onwugbuzie A. J., Turner L. A., « Toward a Definition of Mixed Methods Research », *Journal of Mixed Methods Research*, Vol 1., n°2, 2007, p. 112-133.
- Johsua F., « Les conditions de (re) production de la LCR. Approche par les trajectoires militantes », in : Haegel F. (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 25-67.
- Johsua F., *De la LCR au NPA (1966-2009) : sociologie politique des métamorphoses de l'engagement capitaliste*, Thèse de science politique, sous la direction de Nonna Mayer, Sciences Po Paris, 2011.
- Johsua F., « Nous vengerons nos pères. De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême gauche dans les années 1968 », *Politix*, n°104, 2013, p. 203-233.
- Johsua F., *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015.

- Johsua F., « Abeyance structure », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020, p. 21-26.
- Juhem P., « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS Racisme », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1-2, 2001, p. 121-153.
- Kalabunowska A., « The Problem of Strangeness in Political Ideology and Rhetoric of Alternative for Germany and German Identitarian Movement », *Poliarchia*, Vol. 8, n°1, 2017, p. 61-83.
- Karel Y., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, n°70, 2005, p. 137-167.
- Karvonen L., « Legislation on Political Parties: A Global Comparison », *Party Politics*, 2007, Vol. 13, n°4, p. 437-455.
- Katz E., « Diffusion (interpersonal influence) », in : Shils, D.L. (dir.), *International encyclopaedia of the social sciences*, Macmillan, London, 1968.
- Katz R.S., Crotty W., *Handbook of party politics*, London, Sage, 2006.
- Katz R.S., Mair P. *et al.*, « The membership of political parties in Europe », *European Journal of Political Research*, n°22, 1992, p. 329-345.
- Katz R.S., Mair P., « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, n°1, 1995, p. 5-28.
- Katz R.S., Mair P., « Cadre, Catch-All or Cartel?: A Rejoinder », *Party Politics*, n°4, 1996, p. 525-534.
- Katz R.S., Mair P., « The Cartel Party Thesis: A Restatement », *Perspectives on Politics*, n°4, 2009, p. 753-766.
- Kauffman J.-C., *L'Entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin, 2013.
- Kelly C., Breinlinger S., *The social psychology of collective action: Identity, injustice and gender*. London, Taylor & Francis, 1996.
- Kirchheimer O., « The Transformation of the Western European Party Systems », in : La Palombara J., Weiner M. (dir.), *Political parties and political development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 177-200.
- Kitsaras G., *Identitarians: A new era of right-wing populist movements and the risk for societies*, 2017 [Consulté le : 16/09/20] URL : en.animartists.com/2017/01/16/identitarians-a-new-era-of-right-wing-populist-movements-and-the-risk-for-societies/
- Kitschelt H., « Political Opportunity Structures and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, Vol. 16, n°1, 1986, p. 57-86
- Kitschelt H., *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.
- Kitschelt H., « Movement parties », in : Katz R.S., Crotty W., *Handbook of party politics*, London, Sage, 2006, p. 278-290.
- Kitschelt H., McGann A., *The Radical Right in Western Europe. A comparative Analysis*, Michigan, University of Michigan Press, 1995.
- Klandermans B., « Mobilization and participation: Social-psychological expansions of resource mobilization theory », *American Sociological Review*, Vol. 49, n°5, 1984, p. 583-600.
- Klandermans B., *The Social Psychology of Protest*, Blackwell, Oxford, 1997.
- Klandermans B., « Why social movements come into being and why people join them ? » in : Blau J. (dir.), *The Blackwell companion to sociology*, Blackwell, 2001, p. 268-281.
- Klandermans B., « The demand and supply of participation », in : Snow D., Soule S., Kriesi H. (dir.), *The Blackwell companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004, p. 360-379.

- Klandermans B., « Motivation and types of motives (instrumental, identity, ideological motives) » in : Snow D., della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing, 2013.
- Klandermans B., Mayer N., « Militer à l'extrême-droite » in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 147-162.
- Klandermans B., Mayer N., *Extreme right activists in Europe : Through the Magnifying glass*, Londres, Routledge, 2005
- Klandermans B., Roggeband C. (dir.), *Handbook of Social movements across discipline*, Springer 2017.
- Klandermans B., Staggenborg S. (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002.
- Klandermans B., van der Toorn J., van Stekelenburg J., « Embeddedness and identity: How immigrants turn grievances into action », *American Sociological Review*, Vol. 73, n°6, 2008, p. 992–1012.
- Klandermans B., Van Stekelenburg J., « Individuals in Movements : A social psychology of contention », in : Klandermans B., Roggeband C. (dir.), *Handbook of Social movements across discipline*, Springer 2017, p. 103-139.
- Klatch R. E., *A Generation Divided. The New Left, The New Right, and The 1960s*, Berkeley, University of California Press, 1999.
- Klein O., « Misleading Memes: The effects of deceptive visuals of the British National Party », *Partecipazione & Conflitto*, 2020.
- Klemperer V., *LTI. La langue du IIIe Reich*, Paris, Pocket, 1996 [1975].
- Koopmans R. (dir.), *Contested Citizenship - Immigration and Cultural Diversity in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005.
- Koopmans R., Rucht D., « Protest Event Analysis » in : Klandermans B., Staggenborg S. (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, p. 231-259.
- Koopmans R., Statham P., Giugni M., Passy F., « The extreme right: Ethnic competition or political space? » in : Koopmans R. (dir.), *Contested Citizenship: Immigration and Cultural Diversity in Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. 180–204.
- Kotovtchikhine S., « L'action juridique face aux groupements d'extrême droite à la fin de la IIIe République », in : Villalba B., Vandendriessche X. (dir.), *Le Front national et le droit*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001, p. 19-38.
- Köttig M., Bitzan R., Petö A., *Gender and far-right politics in Europe*, Palgrave Macmillan, 2017.
- Kouvelakis S., « Échecs et recomposition de la gauche radicale », *Mouvements*, Vol. 69, n°1, 2012, p. 19-25.
- Kozinet R. V., *Netnography. Doing ethnographic research online*, Thousand Oaks, Sage, 2010.
- Krieg-Planque A., « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le "discours de presse" comme objet de recherche », *Communication*, Vol. 20, n°1, 2000, p. 75-97.
- Krieg-Planque A., *La notion de formule en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2009.
- Krieg-Planque A., « Construire et déconstruire l'autorité en discours. Le figement discursif et sa subversion », *Mots. Les langages du politique*, Vol. 107, n°1, 2015, p. 115-132.
- Kriegel A., *Les communistes français 1920-1970*, Paris, Éditions du Seuil, 1985 [1968].
- Kriesi H., « Sviluppo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e contesto politico », *Italian Political Science Review*, Vol. 23, n°1, 1993, p. 70.
- Kriesi H., « Political Context and Opportunity », in : Snow D., Soule S., Kriesi H. (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004, p. 67-90.

- Kriesi H., Koopmans R., Duyvendak J. W., Giugni, M. G., « New Social Movements and Political Opportunities in Western Europe », *European Journal of Political Research*, Vol. 22, n°2, 1992, p. 219-244.
- Kutlaca M., van Zomeren M., Epstude K., « Our Right to a Steady Ground: Perceived Rights Violations Motivate Collective Action Against Human-Caused Earthquakes », *Environment and Behavior*, Vol. 51, n°3, 2017, p. 315–344.
- La Palombara J., Weiner M. (dir.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966.
- Labbé D., Croizat M., *La fin des syndicats ?*, Paris, L'Harmattan, 1992
- Lacroix I., « "C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre !" ». Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, n°102, 2013, p. 35-61.
- Ladygin, M.S. « Elements of Neoconservatism in the Comporary Political Society in Germany », *Rudn - Journal of Political Science*, Vol. 19, n°4, 2017, p. 459–467.
- Lafont V., « Extrême-Droite », in : Haudegand N., Lefebure P. (dir.), *Dictionnaire des questions politiques 60 enjeux de la France contemporaine*, Paris, Éditions de l'Atelier, coll. Point d'appui, 2000.
- Lafont V., « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1, 2001, p. 175-198.
- Lafont V., « Lutter contre l'immigration et s'engager au Front national » in : Perrineau P., *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 163-184.
- Lagier E., « Les ressorts d'un collectif improbable dans une association de locataires en banlieue », in : Nicourd S. (dir.), *Le Travail militant*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.
- Lahire B., « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques sociales*, n°8-9, 1996, p. 93-101.
- Laloup J. « À propos de la Nouvelle Droite », *Revue théologique de Louvain*, Vol.11, n°2, 1980. p. 139-156.
- Lambelet A., « Analyse événementielle », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009, p. 47-53.
- Lambelet A., « Engagement distancié », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C., (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 206-212.
- Lascoumes P., « Des cris au silence médiatique : les limites de la scandalisation », *Éthique publique*, Vol. 18, n°2, 2016.
- Laumond B., « Extrême-droite et terrorisme : perspectives franco-allemandes », *The Conversation*. [Consulté le : 16/09/20] URL : theconversation.com/extreme-droite-et-terrorisme-perspectives-franco-allemandes-99335
- Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Laurent A., « Définir les petits partis : le regard de l'électoraliste », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 19-39.
- Lazar M., « Forte et fragile, immuable et changeante... la culture politique commuque », in : Bernstein S., *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 2003, p. 227-257.)
- Lazar M., *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1993.
- Lazar M., « L'invention et la désagrégation de la culture communiste », *Vingtième Siècle*, n°44, 1994, p. 9-18.
- Lazar M., « Le parti et le don de soi. », *Vingtième Siècle*, n°60, 1998, p. 35-42.
- Le Bon G., *La Psychologie des foules*, Paris, Le Monde/Flammarion, 2009 [1895]

- Le Breton D., « Signes d'identité : tatouages, piercings, etc. », *Journal français de psychiatrie*, Vol. 24, n°1, 2006, p. 17-19.
- Leach D., « Prefigurative Politics », in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013.
- Lebourg N., « Stratégies et pratiques du mouvement nationaliste-révolutionnaire français : départs, desseins et destin d'Unité Radicale (1989-2002) », *Le Banquet*, n°19-20, 2004, p. 381-400.
- Lebourg N., *Le monde vu de la plus extrême des droites*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2010.
- Lebourg N., « L'histoire d'unité radicale », *Fragments sur les temps présents*, 03/01/2010. [Consulté le 23/11/2018] URL : tempspresent.com/2010/01/03/nicolas-lebourg-histoire-unite-radicale/
- Lebourg N., « Le Front national ou l'avenir des nostalgies », *Regards croisés*, n°07, 2013, p. 15.
- Lebourg N., « Le Front national et la galaxie des extrêmes droites radicales », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 121-140.
- Lebourg N., « La reconfiguration des extrêmes droites françaises, des marges sociales à l'offre politique », Jamin J. (dir.), *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, Bruxelles, 2016, p. 165-180.
- Lebourg N., Sommier I. (dir.), *La violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve Éditions, 2017.
- Lecarpentier D., « Cesser de s'alimenter pour contraindre une autorité : la grève de la faim comme pratique protestataire », *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, n°80, 2006, p. 75-92.
- Leclercq C., « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », *Sociétés contemporaines*, n°84, 2011, p. 127-149.
- Leclercq C., Pagis J., « Introduction », *Société contemporaine*, n°84, 2011, p. 5-23
- Lecœur E., *Un néopopulisme à la Française. 30 ans de Front national*, Paris, La Découverte, 2003.
- Lecœur E., *Dictionnaire de l'extrême droite*, Paris, Larousse, « À présent », 2007.
- Leconte C., *Contribution à l'étude des régimes circulatoires transnationaux au sein des milieux partisans. Circulations et recompositions au sein des extrêmes droites ouest-européennes : Autriche, France, Allemagne, 2011-2017*, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches, sous la direction de Michel Hastings, Lille, IEP de Lille, Université de Lille-II.
- Leconte C., « La carrière militante du "grand remplacement" au sein du milieu partisan de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 111-134.
- Lefebvre R., « Politiste et socialiste. Une politique d'enquête au PS », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 17, n°4, 2010, p. 127-139.
- Lefebvre R., « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de "l'engagement distancié" et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix*, n°102, 2013, p. 7-33.
- Lefebvre R., « La modernisation du porte-à-porte au Parti socialiste. Réinvention d'un répertoire de campagne et inerties militantes », *Politix*, Vol. 113, n°1, 2016, p. 91-115.
- Lefebvre R., Sawicki F., *La société des socialistes : le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.
- Legavre J.-B., « La "neutralité" dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », *Politix*, n°35, 1996, p. 207-225.
- Lejeune C., « Au fil de l'interprétation », *Swiss journal of sociology*, Vol. 34, n°3, 2008, p. 593-603.
- Lemieux C., « L'écriture sociologique » in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 379-402.
- Luck S., Dechezelles S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

- Mair P., Mudde C., « The party family and its study », *Annual review of Political Science*, 1998, p. 211-229.
- Mair P., Van Biezen I., « Party membership in twenty European democracies: 1980-2000 », *Party politics*, Vol. 7, n°1, 2001, p. 5-21.
- Mammone A., *Transnational Neofascism in France and Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.
- Mammone A., Godin E., Jenkins B. (dir.), *Varieties of Right-Wing Extremism in Europe*, Taylor & Francis Group, London, 2012.
- Mann P., *L'action collective*, Paris, Armand Colin, 1991.
- Mansbridge J., « Everyday Activism », in : Snow D., Della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Londres, Blackwell, 2013.
- Marchand-Lagier C., *Le vote FN : pour une sociologie localisée des électorats frontistes*, de Boeck Supérieur, 2017.
- Marchand-Lagier C., « Le vote des femmes pour Marine Le Pen. Entre effet générationnel et précarité socioprofessionnelle », *Travail, genre et sociétés*, Vol. 40, n°2, 2018, p. 85-106.
- Marchi R., « La réutilisation de symboles, références et actions par les groupes identitaires portugais », in : Dard O. (éd.), *Organisations, mouvements et partis des droits radicaux au XX^e siècle (Europe-Amériques)*, Bern, Peter Lang, « Convergences », 2015, p. 153-174.
- Martelli R., *Prendre sa carte (1920-2009). Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Conseil général de la Seine-Saint-Denis et Fondation Gabriel Péri, 2010. [Consulté le : 01/03/2016]
URL : gabrielperi.fr/wp-content/uploads/2019/03/Prendre_sa_carte_1920-2009_R_Martelli.pdf
- Martigny V., *Dire la France. Culture(s) et identités nationales. 1981-1995*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.
- Martinache I., « Le Parti communiste français et le sport », *La Pensée*, Vol. 401, n°1, 2020, p. 34-46.
- Marx K., Engels F., *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Mille et Une Nuits, 1994 [1848].
- Marzouki N., « La réception française de l'œuvre de Saba Mahmood et de l'asadisme », *Tracés*, n°15, 2015.
- Mathieu L., « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, Vol. n° 77, n°1, 2007, p. 131-151.
- Mathieu L., *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
- Mathieu L., « S'engager dans un parti et/ou dans un mouvement social : tensions et reconversions militantes », in : Luck S., Dechezelle S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 149-162.
- Mathieu L., « Un militantisme qui n'a de nouveau que le nom », in : Frère B. (dir.), *Résister au quotidien ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 223-240.
- Mathieu L., « La Confédération syndicale des familles : une enquête régionale », *Le Mouvement Social*, n°265, 2018, p. 55-70.
- Matonti F., « Le Front national forme ses cadres », *Genèses*, n°10, 1993, p. 136-145.
- Matonti F., « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n°59, 2012, p. 85-104.
- Matonti F., *Le genre présidentiel. Enquête sur l'ordre des sexes en politique*, Paris, La Découverte, 2017.
- Matonti F., Poupeau F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 5, n°155, 2004, p. 4-11.

- Mayaffre D., *Le poids des mots : Le discours de gauche et de droite dans l'entre-deux-guerres. Maurice Thorez, Léon Blum, Pierre-Etienne Flandin et André Tardieu (1928-1939)*, Paris, H. Champion, 2001.
- Mayaffre D., *Paroles de président : Jacques Chirac, 1995-2003, et le discours présidentiel sous la V^e République*, Paris, H. Champion, 2004.
- Mayaffre D., *Nicolas Sarkozy Mesure et démesure du discours (2007-2012)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- Mayer N., « L'entretien selon Pierre Bourdieu », *Revue française de Sociologie*, Vol. 36, n°2, 1995, p. 355-370.
- Mayer N., « Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002 », *Revue française de science politique*, Vol. 52, n°5, 2002, p. 505-520.
- Mayer N., « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°3, 2007, p. 429-445.
- Mayer N., « L'électorat Marine Le Pen 2012 : un air de famille », 25 /04/12. [Consulté le 07/08/14]
URL : sites.google.com/a/iepg.fr/trielec/resultats-analyses/enquetes-pre-electorales/vague-t1---jour-du-vote-du-1er-tour/l'electoratmarinelepen2012unairdefamille
- Mayer N., « The Closing of the Radical Right Gender Gap in France ? », *French Politics*, Vol. 13, n°4, 2015, p. 391-414.
- Mayer N., « Le plafond de verre électoral entamé, mais pas brisé », in : Crépon S., Dézé A., Mayer N. (dir.), *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 297-322.
- Mayer N., « Les électeurs du Front national (2012-2015) », in : Gougou F., Tiberj V. (dir.), *La déconnexion électorale. Un état des lieux de la démocratie française*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2017, p. 69-76.
- Mayer N., « Qualitatif ou quantitatif ? Plaidoyer pour l'éclectisme méthodologique », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, Vol. 139, 2018, p. 7-33.
- Mayer N., Perrineau P., *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989.
- McAdam D., *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1988.
- McAdam D., « The biographical consequences of activism », *American Sociological Review*, n°54, 1989, p. 744-760.
- McAdam D., « "Initiator" and "Spinoff" Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles » in : Traugott M. (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University, 1995.
- McAdam D., « The biographical impact of activism », in : Giugni M., McAdam D., Tilly C. (dir.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, p. 117-146.
- McAdam D., « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in : Fillieule O. (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 49-74.
- McAdam D., Rucht D., « The cross national diffusion of movement ideas », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 528, 1993, p. 56-74.
- McAdam D., Tarrow S., « Scale shift in transnational contention », in : della Porta D., Tarrow S. (dir.), *Transnational protest and global activism*, Rowman & Littlefield, 2005, p. 121-147.
- McAdam D., Tarrow S., Tilly C. (dir.), *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 2001.
- McCarthy J.D., McPhail C., Smith J., « Media Bias in the Coverage of Washington (D. C.) Demonstrations », *American Sociological Review*, n°61, 1999, p. 478-499.
- McCarty J. D., Zald M., « Resource Mobilization and Social movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, Vol. 82, 1977, p. 1212-1241.

- Meadowcroft J., Morrow E., « Violence, self-worth, solidarity and stigma: How a dissident, far-right group solves the collective action problem », *Political Studies*, Vol. 65, n°2, 2017, p. 373–390.
- Ménard J.-C., *Le droit français des groupements politiques*, Larcier, Bruxelles, 2011.
- Merkel P., Weinberg L. (dir.), *The Revival of Right-Wing Extremism in the Nineties*, Londres, Frank Cass, 1997.
- Merkel P., Weinberg L. (dir.), *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, London, Frank Cass, 2003.
- Micheletti M., *Political Virtue and Shopping. Individuals, Consumerism, and Collective Action*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003.
- Michels R., *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Folio, « Essais », 2015 [1925].
- Milet M., « Après la lutte », *Cultures & Conflits*, n°81-82, 2011, p. 151-171.
- Miller-Idriss C., « Soldier, sailor, rebel, rule-breaker: masculinity and the body in the German far right », *Gender and Education*, n°29, 2007, p. 199-215.
- Miller-Idriss C., *The extreme gone mainstream: Commercialization and far right youth culture in Germany*, Princeton University Press, 2018.
- Minkenberg M., « The Renewal of the Radical Right: Between Modernity and Anti-Modernity », *Government and Opposition*, Vol. 35, n°2, 2000, p. 170–188.
- Minkenberg M., « Between Party and Movement: Conceptual and Empirical Considerations of the Radical Right's Organizational Boundaries and Mobilization Processes », *European Societies*, Vol. 21, n°4, 2019, p. 463-486.
- Mischi J., *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.
- Molenaar F., *Mexico Elections 2012: A Study of the Regulation and Oversight of Political Parties? Financial Resource*, Washington D.C., IFES, 2012.
- Molenaar F., « Legitimising political party representation: Party law development in Latin America », *International Political Science Review*, Vol. 35, n°3, 2014, p. 324-338.
- Molinari J.-P., *Les ouvriers communistes*, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1991.
- Monforte P., *Europeanizing Contention: The Protest Against 'Fortress Europe' in France and Germany*, New York, Berghahn Books, 2014.
- Morrow E. A., Meadowcroft J., « The Rise and Fall of the English Defence League: Self-Governance, Marginal Members and the Far Right », *Political Studies*, Vol. 67, n°3, 2019, p. 539–556.
- Mouchard D., « Les mobilisations des "sans" dans la France contemporaine : l'émergence d'un radicalisme autolimité ? », *Revue française de science politique*, Vol. 52, n°4, 2002, p. 425-447.
- Mozrek B., « Sous une fausse bannière. Comment l'extrême droite adopte des symboles antiquisants de la culture-pop dont l'histoire a pourtant tout pour lui déplaire », *Antiquipop (Blog hypothèse)*. [Consulté le 23/04/2019] URL : antiquipop.hypotheses.org/3596
- Mudde C., « The war of words defining the extreme right party family », *West European Politics*, Vol. 19, n°2, 1996, p. 225-248.
- Mudde C., *The Ideology of the Extreme Right*, Manchester, Manchester University Press, 2000.
- Mudde C., *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- Mudde C., *The populist radical right : A reader*, Londres, Routledge, 2016.
- Mudde C., *The far right today*, Cambridge, Polity press, 2019.
- Muis J., Immerzeel T. « Causes and consequences of the rise of populist radical right parties and movements in Europe », *Current Sociology*, Vol. 65, n°6, p. 909–930

- Murthy D., « Digital Ethnography: An Examination of the Use of New Technologies for Social Research », *Sociology*, Vol. 42, n°5, 2008, p. 837–855.
- Muxel A., *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences Po, 2001.
- Muxel A., *Toi, moi et la politique*, Paris, Seuil, 2008.
- Muxel A., *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil, 2010.
- Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
- Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Presses de Sciences Po, 2014.
- Muxel A., « La politique et les proches. Faut-il avoir les mêmes idées pour s'aimer ? », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 75-96.
- Nadal E. « Pour une sociologie historique des nationalismes sportifs. Clubs alpins, bourgeoisies et création des identités nationales en Europe », in : Nadal E., Marty M., Thiriot C., Seiler D.-L. (dir.), *Faire de la politique comparée. Les terrains du comparatisme*, Karthala, 2005, p. 203-221.
- Nadeau F., *Parcours d'engagement dans l'extrême droite québécoise : une ethnographie (2014-2017)*, Thèse de doctorat en études urbaines, soutenue en janvier 2020.
- Nay O. (dir.), *Lexique de science politique*, Paris, Dalloz, 2017 [4ème éd.].
- Neidhart, Rucht D., « The analysis of social movements : the state of the art and some perspectives for further research » in : Rucht D. (dir.), *Research on Social Movements. The State of the Art in Western Europe and the USA*, Campus Verlag, 1991, p. 421-460.
- Neveu É., « Répertoires d'action », in : Cohen A., Lacroix B., Riutort Ph., *Manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 459-509.
- Neveu É., « Systèmes politiques et configurations d'interdépendance », *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2019, p. 85-98.
- Neveu É., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2012 [1ère éd : 1996].
- Neveu É., Fillieule O. (dir.), *Activists Forever? Long-Term Impacts of Political Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2019.
- Nez H., « Social Movements in Times of Crisis : Indignados and Occupiers in Europe » in : Accornero G., Fillieule O. (dir.), *Social Movements Studies in Europe. The State of the Art*, New York, Berghahn Books, 2016, p. 173-187.
- « Des Indignés à Podemos : continuités et ruptures », *Mouvements*, Vol. 94, n°2, 2018, p. 75-86.
- Nez H., « Les occupations de places, de Tahrir à République », *Participations*, Vol. 25, n°3, 2019, p. 195-208.
- Nicourd S., « Qui s'engage aujourd'hui ? Regards sociologiques sur la participation », *Informations sociales*, Vol. 145, n°1, 2008, p. 102-111.
- Nicourd S. (dir.), *Le Travail militant*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.
- Nicourd S., « Introduction », in : Nicourd S. (dir.), *Le Travail militant*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 13-23.
- Nicourd S., « Travail associatif et travail syndical : la proximité des répertoires d'action », in : Nicourd S. (dir.), *Le Travail militant*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 59-69.
- Nielsen J., « Using web archives in research. An introduction », *NetLab*, 2016, [Consulté le 15/04/2018] URL : www.netlab.dk/wp-content/uploads/2016/10/Nielsen_Using_Web_Archives_in_Research.pdf
- Nikolski V., « La carrière militante de deux références savantes contestées : « eurasisme » et « géopolitique », dans le discours des organisations politiques russes de jeunesse », *Sociétés contemporaines*, Vol. 81, n°1, 2011, p. 107-127.

- Nissen A., *Europeanization of the far right. A case study of Generation identity and Fortress Europe*, Thèse de science politique déposée à l'Université d'Aalborg (Danemark) sous la direction de Lise Rolandsen Agustin, décembre 2019.
- Noiriel V. G., *Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1984.
- Norris P., *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- Nyström I., Vendramin P., *Le Boycott*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- Obershall A., *Social Conflict and Social Movements*, Englewoods Cliffs, Prentice-Hall, 1973.
- Offerlé M., *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998.
- Offerlé M., « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII-XXI siècles) », *Politix*, n°81, 2008, p. 181-202.
- Offerlé M., « L'action collective patronale en France, 19ème et 20ème siècles. Organisation, répertoires et engagements », *Vingtième siècle*, n°114, 2012, p. 83-97.
- Offerlé M., *Les partis politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018 [9^{ème} éd].
- Ollitrault S., « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, Vol. 17, n°98, 1999, p. 153-185.
- Ollitrault S., « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1, 2001, p. 105-130.
- Ollitrault S., *Militer pour la planète*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2008.
- Olson M., *The Logic of Collective Choice*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987 [1965].
- Orfali B., *L'adhésion au Front national. De la minorité active au mouvement social*, Paris, Éditions Kimé, 1990.
- Orfali B., « L'adhésion paradoxale : juifs, ouvriers et antillais membres du FN » in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 185-198.
- Ostrogorski M., *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Points, « Seuil Politique », 1979 [1902].
- Pacini C., Piccio D., « Party regulation in Italy and its effects », *Working paper series on the legal regulation of political parties*, n°26, 2012.
- Pagis J., *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.
- Panebianco A., *Political Parties. Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 [1982].
- Paoletti, M., « Femmes et partis politiques », in : Maruani M. (dir.), *Femmes, genre et sociétés. L'état des savoirs*, La Découverte, 2005, p. 315-322.
- Pariser E., *The filter bubble: What the Internet is hiding from you*, London-New York, Viking/Penguin Press, 2011.
- Patouillard V., « Une colère politique. L'usage du corps dans une situation exceptionnelle : le ZAP d'Act-up Paris », *Sociétés contemporaines*, n°31, 1998, p. 15-36.
- Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012.
- Paugam S., « Le sociologue et le politique », in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 421-440.
- Paugam S., « S'affranchir des prénotions », in : Paugam S. (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p. 5-26.
- Péchu C., « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1, 2001, p. 73-103.
- Péchu C., *Droit au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Dalloz, Paris, 2006.
- Péchu C., *Les squats*, Paris, Presses de Sciences Po, « Contester », 2010.

- Péchu C., « Répertoire d'action », Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020 [2009], p. 495-502.
- Pénissat É., « Les occupations de locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de "réinvention" d'un mode d'action », *Genèses*, Vol. 59, n°2, 2005, p. 71-93.
- Percheron A., Rémond R. (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1992.
- Peretz H., *Les méthodes en sociologie. L'observation.*, Paris, La Découverte, 1998.
- Perrineau P. (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994.
- Perrineau P., « La dynamique du vote Le Pen : le poids du "gaucho-lepénisme" », in : Perrineau P., Ysmal C. (dir.), *Le Vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 243-261.
- Perrineau P. (dir.), *Le vote surprise. Les élections législatives du 25 mai et 1er juin 1997*, Presses de Sciences Po, 1998.
- Perrineau P. « La lente ascension électorale du Front national » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote surprise. Les élections législatives du 25 mai et 1er juin 1997*, Presses de Sciences Po, 1998, p. 253-265.
- Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, Paris, 2001.
- Perrineau P. (dir.), *Le vote de tous les refus*, Presses de Sciences Po, 2003.
- Perrineau P. (dir.), *Le vote européen 2004-2005. De l'élargissement au référendum français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- Perrineau P., « La crise de la représentation politique » in : Perrineau P. (dir.), *La politique en France et en Europe*, Presses de Sciences Po, 2007, p. 15-34.
- Perrineau P. (dir.), *Le vote de rupture. Les élections présidentielle et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- Perrineau P., « Les élections européennes de juin 2009 en France : des élections de second ordre ou de reclassement ? », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 16, n°4, 2009, p. 653-670.
- Perrineau P., « Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ? », in : Reynié D. (dir.), *Innovation politique 2011*, Presses Universitaires de France, 2011, p. 527-578.
- Perrineau P. (dir.), *Le vote normal, Les élections présidentielles et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- Perrineau P., « L'électorat de Marine Le Pen » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote normal*, Presses de Sciences Po, 2013, p. 246.
- Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielles et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.
- Perrineau P., « L'avenir compliqué de la droite » in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 319-328.
- Perrineau P., Laurent A., « L'extrême droite éclatée », *Revue française de science politique*, Vol. 49, n°4, 1999, p. 633-642.
- Piccio D., « A Self-interested Legislator? Party Regulation in Italy », *South European Society and Politics*, Vol. 19, n°1, 2014, p. 135-152.
- Piccio D., « Political finance in Western Europe », *Funding of Political Parties and Election Campaigns*, Stockholm, International IDEA, 2014, p. 206-252.
- Pierru E., « Organisations et ressources », in : Agrikoliansky E., Fillieule O., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 19-38.

- Pilet J.-B., Van Haute E., « Criteria, conditions and procedures for establishing a political party in the member states of the EU », European Parliament, Directorate General for Internal Policies, Policy Department C - Citizens' Rights and Constitutional Affairs, 2012.
- Pinson G., Sala Pala V., « Peut-on vraiment se passer de l'entretien en sociologie de l'action publique ? », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°5, 2007, p. 555-597.
- Pionchon S., Derville G., *Les femmes et la politique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2004.
- Pirro A., « Ballots and Barricades Enhanced: Far-Right "Movement Parties" and Movement-Electoral Interactions », *Nations and Nationalism*, Vol. 25, n°3, 2019, p. 782-802.
- Pirro A., Castelli Gattinara P., « Between Movement and Party: The Organisation and Strategies of Far-Right Collective Actors », *Mobilization: An International Quarterly*, Vol. 23, n°3, 2018, p. 367-383.
- Platone F., Ranger J., « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n°27, 2000.
- Pleyer G., « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et politiques*, n°51, 2004, p. 123-134.
- Pleyers G., « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », in : Becquet V. (dir.), *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, 2014, p. 51-68.
- Pleyers G., « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, n°72, 2016, p. 107-122.
- Pleyers G., Capitaine B. (dir.), *Mouvements sociaux : Quand le sujet devient acteur*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016.
- Pleyers G., Capitaine B. « Introduction. La subjectivation au cœur des mouvements contemporains » in : Pleyers G., Capitaine B. (dir.), *Mouvements sociaux : Quand le sujet devient acteur*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016, p. 7-24.
- Pleyers G., Glasius M., « La résonance des "mouvements des places" », *Socio*, n°2, 2013, p. 59-79.
- Poguntke T., « Parties in a Legalistic Culture : The case of Germany », in : Katz R. S., Mair P. (dir.), *How parties organize ?*, London, Sage, 1994, p. 193-204.
- Poirier P., « La disparité idéologique des nouvelles droites occidentales », in : Perrineau P. (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, Paris, 2001, p. 31-52.
- Poirmeur Y., Rosenberg D., *Droit des partis politiques*, Paris, Ellipses, « Cours magistral », 2008.
- Poujol G., *Des élites de société pour demain ?*, Ramonville, Éditions Érès, 1996
- Pudal B., *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.
- Pudal B., « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques » in : Cohen A., Lacroix B., Riutort P. (dir.), *Les Formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique XVIIe-XXe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, p. 185-192.
- Pudal B., « Les communistes », in : Becker J.-J., Candar G. (dir.), *Histoire des gauches en France (Vol. 2)*, Paris, La Découverte, 2005, p. 51-75.
- Pudal B., *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, Editions du Croquant, 2009.
- Rafin N., « Une cause indéfendable ? La mobilisation des avoués contre la suppression de leur monopole devant les cours d'appel », *Politix*, n°106, 2014, p. 109-133.
- Rambaud R., « La loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées (article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure) : l'arme de dissolution massive », *Revue des Droits et Libertés Fondamentaux*, 2015.

- Rambaud R., « Le contrôle du conseil d'état sur la dissolution des associations dangereuses », *AJDA*, n° 16, 2015, p. 939.
- Rashkova E. R., « Women in High-Level Politics: The Role of Path Dependence », *Working paper series on the legal regulation of political parties*, n°28, 2013.
- Rauchfleisch A., Kaiser J., « The German Far-right on YouTube: An Analysis of User Overlap and User Comments », *Journal of Broadcasting & Electronic Media*, 2020.
- Rémond R., *La Vie politique en France*, Paris, Armand Colin, 1965.
- Rémond R. (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988.
- Renou G., « Exemplarité et mouvements sociaux », in : Fillieule O., Mathieu L., Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020 [2009], p. 244-251.
- Rétière J.-N., *Identités ouvrières, socio-histoire d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Rétif S., « Ringards, hypocrites et frustrés ? Les militants des associations familiales catholiques face à la réprobation », *Politix*, n°106, 2014, p. 85-108.
- Revillard A., « Fiche technique n°8 – Transcrire un entretien », [Consulté le 15/01/2017], URL : annerevillard.com/enseignement/methodes-qualitatives/initiation-investigation-empirique/fiches-techniques-initiation-investigation-empirique/fiche-technique-n°8-transcrire-un-entretien/
- Rey H., Subileau F., *Les Militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 1991.
- Rey H., Subileau F., Ysmal C., « Les Adhérents socialistes en 1998 », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n°23, Paris, CEVIPOF, mai 1999.
- Riffault T., « "Le "Grand Remplacement" au Front national : usages différenciés d'une idée politique », *Communication lors du colloque « Des idées et des partis »*, 23 mai 2017 à Paris (Sciences Po).
- Rioufreyt T., *La transcription d'entretiens en sciences sociales : enjeux, conseils et manières de faire*, 2016 [Consulté le 15/01/2017], URL : halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01339474/document
- Rioufreyt T., *Les socialistes français face à la troisième voie britannique : vers un social-libéralisme à la française (1997-2015)*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, 2016.
- Rioufreyt T., « La mise en politique des idées. Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan », *Politix*, Vol. 126, n°2, 2019, p. 7-35.
- Riutort P., *Sociologie de la communication politique*, Paris, La Découverte, 2020.
- Robichaud D., Cooren F., « The Need for New Materials in the Constitution of Organization », in : Robichaud D., Cooren F., *Organization and organizing : materiality, agency and discourse*, New York, Taylor and Francis, Routledge, 2013.
- Robinson W. S., « Ecological correlations and the Behavior of Individuals », *American Sociological Review*, Vol. 15, n°3, 1950, p. 351-357.
- Roggeband C., Klandermans B. (dir.), *Handbook of social movements across disciplines*, Springer, 2017.
- Rokkan S., Lipset S., *Party Systems and Voter Alignments*, New York, Free Press, 1967.
- Roper S. D., « The Influence of Romanian Campaign Finance Laws on Party System Development and Corruption », *Party Politics*, Vol. 8, n°2, 2002, p. 175-192.
- Rosier T., Fillieule O., « Devenir(s) militants. Proposition de méthode pour une exploration des conséquences biographiques de l'engagement des soixante-huitards français.e.s », *Revue française de science politique*, Vol. 69, n°4, 2019, p. 631-683.
- Roussel V., « Labels politiques et construction de l'identité militante : le cas du Front national », in : Dobry M. (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 237-278.

- Roussel V., « Les logiques plurielles de l'engagement au Front national », *Contretemps*, n°8, 2003, p. 77-85.
- Roy O., « Sécularisation et mutation du religieux », *Esprit*, n°348, 2008, p. 7-16.
- Rucht D., « The Transnationalization of Social Movements: Trends, Causes, Problems » in : della Porta D., Kriesi H., Rucht D. (dir.), *Social Movements in a Globalizing World*, Palgrave Macmillan, London, 1999.
- Rullière S., « Géographies militantes d'Attac », *Hérodote*, Vol. 113, n°2, 2004, p. 152-173.
- Rydgren J., « Is extreme right-wing populism contagious? Explaining the emergence of a new party family », *European Journal of Political Research*, Vol. 44, n°3, 2005, p. 413-437.
- Rydgren J., « Immigration sceptics, xenophobes or racists ? Radical right-wing voting in six West European countries », *European Journal of political research*, Vol. 47, n°6, 2008, p. 737-765.
- Rydgren J. (dir.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford University Press, 2018.
- Sannet M., *L'audit légal des formations politiques, une mission citoyenne au cœur de la vie démocratique*, Mémoire en vue du diplôme d'expertise comptable, 2017.
- Sapir J., *Démondialisation*, Paris, Seuil, 2011.
- Sawicki F., « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, Vol. 1, n°2, 1988, p. 13-28.
- Sawicki F., « Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan. Le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine », *Sociétés contemporaines*, Vol. 4, n°20, 1994, p. 83-110.
- Sawicki F., « La science politique et l'étude des partis politiques », *Cahiers français*, n°276, 1996, p. 51-59.
- Sawicki F., *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, « Socio-histoires », 1997.
- Sawicki F., « Les politistes et le microscope », in : CURAPP, *Les méthodes au concret*, Presses Universitaires de France, 2000, p. 143-164.
- Sawicki F., « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in : Céfaï D. (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p. 191-212.
- Sawicki F., « Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in : Lagroye J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 123-146.
- Sawicki F., « Partis politiques et mouvements sociaux » in : Dechezelles S., Luck S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p. 1-16.
- Sawicki F., Briquet J.-L., « L'analyse localisée du politique : lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, Vol. 2, n°7-8, 1989, p. 6-16.
- Sawicki F., Siméant J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Vol. 51, n°1, 2009, p. 97-125
- Scarrow S., « Explaining Political Finance Reforms. Competition and Context », *Party Politics*, Vol. 10, n°6, 2004, p. 653-675.
- Scarrow S. E., « Political Finance in Comparative Perspective », *Annual Review of Political Science*, n°10, 2007, p. 193-210.
- Scarrow S. E., *Beyond Party members. Changing Approaches to Partisan Mobilization*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- Schubert J. N., « Politics under the microscope. Observational Methods in Political research », *International Political Science Review*, Vol. 9, n°4, 1988, p. 305-325.
- Scrinzi F., « Gender and women in the Front National discourse and policy. From 'mothers of the nation' to 'working mothers'? », *New formations. A journal of culture/theory/politics*, n°91, 2017.

- Seiler D.-L., *Partis et Familles Politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980.
- Seiler D.-L., *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 2000.
- Seiler D.-L., « L'actualité de l'approche des partis en termes de clivages sociopolitiques » in : Andolfatto D., Greffet F., Olivier L. (dir.), *Les Partis politiques, Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Sénac R., Parodi M., « "Gender Gap à la française" : recomposition ou dépassement ? », *Revue française de science politique*, Vol. 63, n°2, 2013, p. 225-248.
- Shorter E., Tilly C., *Strikes in France (1830-1968)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974.
- Sieber R., « Von "Unsterblichen" und "Identitären" – Mediale Inszenierung und Selbstinszenierung der extrem Rechten » in: Braun S., Geisler A., Gerster M. (dir.), *Strategien der extremen Rechten*, Wiesbaden, Springer VS, 2016.
- Siegfried A., *Itinéraires de contagions. Epidémies et idéologies*, Librairie Armand Colin, Paris, 1960.
- Siméant J., « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, Vol. 51, n°1, 2001, p. 47-72.
- Siméant J., « Des mouvements nouveaux et globaux. Sur les mouvements sociaux "transnationaux" dans quelques ouvrages récents », *Communication au congrès de l'AFSP*, table ronde « Où en sont les théories de l'action collective ? », Lyon, 14-16 septembre 2005. [Consulté le 10/04/2020] URL : www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/communications/tr1/simeant.pdf
- Siméant J., *La grève de la faim*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- Siméant J., « La transnationalisation de l'action collective », in : Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 121-144.
- Siméant J., Pommerolle M.-E., Sommier I., *Observing Protest from a Place*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2016.
- Simon B., Klandermans B., « Politicized collective identity. A social psychological analysis », *American Psychologist*, Vol. 56, n°4, 2001, p. 319-331.
- Simon B., Loewy M., Sturmer S., Weber U., Freytag P., Habig C., « Collective identification and social movement participation », *Journal of Personality and Social Psychology*, Vol. 74, n°3, 1998, p. 646-658.
- Skinner Q., *The foundations of modern political thought (volume 1), The Renaissance*, Cambridge University Press, 1978.
- Skornicki A., Tournadre J., *La nouvelle histoire des idées politiques*, La Découverte, 2015.
- Smadja D., « L'histoire des idées politiques en débat : les enjeux épistémologiques de la contextualisation », *Raisons politiques*, n°64, 2016, p. 111-124.
- Small M. L., « How to conduct a mixed-methods study: recent trends in a rapidly growing literature », *Annual review of sociology*, n°37, 2011, p. 57-86.
- Snow D. A., Benford R. D., « Master frames and cycles of protest », in : Morris A.D., Mueller C.M. (dir.), *Frontiers in social movement theory*, Yale University Press, 1992, p. 133-155.
- Snow D. A., Benford R. D., « Alternative types of cross-national diffusion in the social movement arena », in : della Porta D., Kriesi H.-P., Rucht D., *Social movements in a globalizing world*, Palgrave Macmillan, 1999, p. 23-39.
- Snow D. A., della Porta D., Klandermans B., McAdam D. (dir.), *The Wiley-Blackwell encyclopedia of Social and Political Movements*, Blackwell Publishing, 2013.
- Snow D. A., Soule S. A., Kriesi H., McCammon H. J. (dir.), *The Wiley Blackwell Companion to Social Movements*, Newark, John Wiley & Sons, 2018 [2004].
- Sommier I., « Virilité et culture ouvrière : pour une lecture des actions spectaculaires de la CGT », *Cultures & Conflits*, n°09-10, 1993.

- Sommier I., *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1998.
- Sommier I., *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001.
- Sommier I., *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.
- Sommier I., *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
- Sommier I., « Réflexion autour de la menace ultra-gauche en France » in : Crettiez X., Mucchielli L. (dir.), *Les violences politiques en Europe*, Paris La Découverte, 2010.
- Sommier I., « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in : Agrikoliansky E., Fillieule O., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 101-120.
- Sommier I., « La contestation juvénile des années 1960 âge de la rébellion ou temps de la révolution ? » in : Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, 2011, p. 250-265.
- Sommier I., « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n°68, 2012, p. 15-35.
- Sommier I., « Introduction », in : Lebourg N., Sommier I., (dir.), *La violence des marges politiques des années 1980 à nos jours*, Paris, Riveneuve éditions, 2017.
- Soriat C., « Les tiraillements identitaires d'un militant associatif béninois reconverti dans une carrière d'expert en VIH/Sida », *Savoir/agir*, Vol. 4, n°38, 2016, p. 83-88.
- Souchard M., Wahnich S., Cuminal I., Wathier V., *Le Pen, les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite*, Paris, La Découverte, 1998.
- Stephens P., Barry J., Dobson A., *Contemporary Environmental Politics: From Margins to Mainstream. Contemporary Environmental Politics*, Routledge, 2006.
- Stobaugh J., Snow D., « Temporality and frame diffusion. The case of the creationist/intelligent design and evolutionist movements from 1925 to 2005 » in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. Actors, mechanisms and political effects*, Cambridge University Press, 2010, p. 34-55.
- Stockemer D., *The micro and meso level of activism : a comparative study of Attac France and Germany*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.
- Stockemer D., « Who are the members of the French National Front? Evidence from interview research », *French Politics*, n°12, 2014, p. 36-58.
- Strack F., *Intégralisme religieux et société libérale : le cas des juifs orthodoxes en France, des années 1980 à aujourd'hui*, Thèse en cours de réalisation sous la direction de la Professeure Sylvie Strudel et du Professeur Philippe Portier, Université Paris 2 – Panthéon, Sciences Po.
- Strauss A., Corbin J. M., « L'analyse de données selon la grounded theory. Procédures de codage et critères d'évaluation », in : Céfai D. (dir.), *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003, p. 363-379.
- Strauss A., *Miroirs et masques*, Paris, Métailié, 1992.
- Strauss A., Corbin J. M., *Les fondements de la recherche qualitative. Techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*, Fribourg, Academic Press Fribourg, 2004.
- Stryker S., Owens T. J., White R. W. (dir.), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis, Minnesota Press, 2000.
- Subileau F., « Le militantisme dans les partis politiques sous la Cinquième République : État des travaux de langue française », *Revue française de science politique*, n°5-6, 1981, p. 1038-1068.
- Taguieff P.-A., « Le néo-racisme différentialiste. Sur l'ambiguïté d'une évidence commune et ses effets pervers », *Langage & société*, Vol. 34, n°1, 1985, p. 69-98.

- Taguieff P.-A., « La doctrine du national-populisme en France », *Études*, 1986, p. 27-46.
- Taguieff P.-A., *La Force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988.
- Taguieff P.-A., « La métaphysique de Jean-Marie Le Pen », in : Mayer N., Perrineau P., *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 173-194.
- Taguieff P.-A., *Sur la Nouvelle droite : jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes et cie, 1994.
- Talpin J., Belkacem R., « Frapper aux portes pour gagner les élections ? Ethnographie de la campagne présidentielle socialiste dans deux villes du Nord de la France », *Politix*, Vol. 105, n°1, 2014, p. 185-211.
- Tan A. E., *Variation in Extremist Political Violence on the Far-Left and Far-Right in the United States, 1980-2017*, PhD Dissertation in Sociology, UC Irvine, 2018.
- Tarde G., *L'Opinion et la Foule*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989 [1901].
- Tarrow S., *Struggling to Reform : Social Movements and Policy Change During Cycles of Protest*, Cornell, Cornell University Press, 1983.
- Tarrow S., *Democracy and Disorder : Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press, 1989.
- Tarrow S., *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- Tarrow S., « The Europeanisation of conflict: Reflections from a social movement perspective », *West European Politics*, Vol. 18, n°2, 1995, p. 223-251.
- Tarrow S., *The New Transnational activism*, Cambridge University Press, 2005.
- Tarrow S., « Charles Tilly and the practice of contentious politics », *Social movement Studies*, Vol. 7, n°3, 2008, p. 225-246.
- Tarrow S., « Dynamics of diffusion », in : Givan R., Roberts K., Soule S. (dir.), *The diffusion of social movements. Actors, mechanisms and political effects*, Cambridge University Press, 2010, p. 204-220.
- Tartakowsky D., *La manif en éclats*, Paris, La Dispute, coll. « Comptoir de la politique », 2004.
- Tashakkori A., Teddlie C. (dir.), *Handbook of mixed methods in social & behavioral research*, Sage Publication, 2003.
- Tavernier Y., Cayrol R., « Sociologie des adhérents du Parti socialiste unifié », *Revue française de science politique*, Vol. 19, n°3, 1969, p. 699-707.
- Tavits M., « Party systems in the making: The emergence and success of new parties in new democracies », *British Journal of Political Science*, 38, 2008, p. 113-133.
- Taylor J.R., « Organizational communication at a crossroad », in : Robichaud D., Cooren F., *Organization and organizing : materiality, agency and discourse*, New York, Taylor and Francis, Routledge, 2013.
- Taylor J.R., Van Every E.J., *The Emergent Organization: Communication as its Site and Surface*, Lawrence Erlbaum Associate, 2000.
- Taylor V., « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, Vol. 54, n°5, 1989, p. 761-775.
- Teddlie C., Tashakkori A., « A general typology of research designs featuring mixed methods », *Research in the Schools*, Vol. 13, n°1, p. 12-28.
- Teddlie C., Yu F., « Mixed Methods Sampling : A Typology With Examples », *Journal of Mixed Methods Research*, Vol. 1, n°1, 2007, p. 77-100.
- Teinturier B., « L'inédite (et dernière ?) primaire de la droite et du centre », in : Perrineau P. (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 23-42.)
- Théviot A., « Qui milite sur Internet ? Esquisse du profil sociologique du « cyber-militant » au PS et à l'UMP », *Revue française de science politique*, Vol. 63, n°3, 2013, p. 663-678

- Théviot A., « Militer sur Internet ou militer à (bonne) distance du parti : entre exit et carrière militante : analyse « au microscope » de trajectoires d'(ex-) adhérents du Parti socialiste », *Politique et Sociétés*, Vol. 37, n°2, 2018, p. 133–155.
- Thiesse A.-M., *La création des identités nationales*, Paris, Éditions du Seuil, 2001 [1999].
- Thomas A., Meyer T., Dougherty M., Van Den Heuvel C., Madsen-McCarty C., Wyatt S., « Researcher Engagement with Web Archives: Challenges and Opportunities for Investment », *Joint Information Systems Committee Report*, 2010.
- Tiberj V., *Les citoyens qui viennent*, Paris, Presses Universitaires de France, 2017.
- Tilly C., « Getting It Together in Burgundy, 1675–1975 », *Theory and Society*, n°4, 1977, p. 479–504.
- Tilly C., « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, 1984. p. 89-108.
- Tilly C., *The Contentious French*, Cambridge, Harvard University Press, 1986.
- Tilly C., « Contentious Repertoires in Great Britain, 1758–1834 », *Social Science History*, n°17, 1993, p. 253–280
- Tilly C., *Contentious performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- Tilly C., Tarrow S., *Contentious politics*, Oxford University Press, 2006.
- Tissot S., Gaubert C., Lechien M.-H., *Reconversions militantes*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2005.
- Tolini N., *Le financement des partis politiques*, Paris, Dalloz, 2007.
- Touraine A., *La Voix et le Regard*, Paris, Seuil, 1978.
- Traïni C. (dir.), *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- Traïni C., « Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, Vol. 60, n°2, 2010, p. 335-358.
- Traïni C., « Entre dégoût et indignation morale. Sociogenèse d'une pratique militante », *Revue française de science politique*, Vol. 62, n°4, 2012, p. 559-581.
- Tranchant B., « La haine identitaire participe du communautarisme », *Regards sur les droites*, n°80, 2016, p. 13-17.
- Traugott M. (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Londres, Duke University Press, 1995.
- Traugott M., « Barricades as repertoire : continuities and discontinuities in the history of french contention », in Traugott M. (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham and Duke University Press, Londres, 1995.
- Treu T., « Regulation of Strikes and the European Social Model », *Transfer*, Vol. 8, n°4, 2002.
- Turina I., « Vers un catholicisme "exemplaire" ? », *Archives de sciences sociales des religions*, n°133, 2006, p. 115-133.
- Vairel F., « Défenseurs des droits de l'Homme, féministes, islamistes des militants pas si différents », in : Vairel F. (dir.), *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 101-142
- van Biezen I., « State Intervention in Party Politics: The Public Funding and Regulation of Political Parties », *European Review*, Vol. 16, n°3, 2008, p. 337-353.
- van Biezen I., « Party Regulation and Constitutionalization: A Comparative Overview », in : Nordlund P., Reilly B. (dir.), *Political Parties and Democracy in Conflict-Prone Societies: Regulation, Engineering and Democratic Development*, Tokyo, UN University Press, 2008, p. 25-47.
- van Biezen I., « Campaign and Party Finance » in : LeDuc L., Niemi R., Norris P. (dir.), *Comparing Democracies: Elections and Voting in Global Perspective*, London, Sage, 2010, p. 65-94.

- van Biezen I., « Constitutionalizing Party Democracy: The Constitutive Codification of Political Parties in Post-war Europe », *British Journal of Political Science*, Vol. 42, n°1, 2012, p. 187-212.
- van Biezen I., « Criteria, conditions, and procedures for establishing a political party in the Member States of the European Union », *European Parliament, Directorate General for Internal Policies, Policy Department C - Citizens? Rights and Constitutional Affairs*, 2012.
- van Biezen I., Borz G., « Models of Party Democracy: Patterns of Party Regulation in Post-War European Constitutions », *European Political Science Review*, Vol. 4, n°3, 2012, p. 327-359.
- van Biezen I., Casal-Bertoa F., « Party Regulation in Post-Authoritarian Contexts: Southern Europe in Comparative Perspective », *South European Society and Politics*, Vol. 19, n°1, 2014, p. 440-465.
- van Biezen I., Molenaar F., « The Europeanization of Party Politics? Competing Regulatory Paradigms at the Supranational Level », *West European Politics*, Vol. 35, n°3, 2012, p. 632-656.
- van Biezen I., Piccio D. R., « Shaping Intra-Party Democracy: On the Legal Regulation of Internal Party Organizations », in: Cross W., Katz R. S. (dir.), *The Challenges of Intra-Party Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- van Biezen I., Rashkova E. R., « Contested Legitimacy. Paradoxes in the Legal Regulation of Political Parties », *International Political Science Review*, Vol. 35, n°3, 2014, p. 265-274.
- van Biezen I., Rashkova E. R., « The Politics of Gender and Party Regulation: Official Quota and Beyond », *Representation*, Vol. 49, n°4, 2013, p. 393-400.
- van Biezen I., Rashkova E. R., « Deterring new party entry? The impact of state regulation on the permeability of party systems », *Party politics*, 2014, Vol. 20, n°6, 2014, p. 890-903.
- van Biezen I., ten Napel H.-M., *Regulating Political Parties: The Netherlands in Comparative Perspective*, Leiden, Leiden University Press, 2014.
- Van Haute E., *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009.
- Van Haute E., Gauja A. (dir.), *Party members and activists*, Londres, Routledge, 2015.
- Van Hauwaert S., *Trans-national diffusion patterns between West European far right parties: Towards a systematic framework of analysis*, Thèse en science politique soutenue à Sciences Po Paris, sous la direction de Pascal Perrineau, 2013.
- van Stekelenburg J., Klandermans B., « The social psychology of protest », *Current Sociology*, Vol. 61, n°5-6, p. 886–905.
- van Stekelenburg J., Klandermans B., Van Dijk W., « Context matters: Explaining how and why mobilizing context influences motivational dynamics », *Journal of Social Issues*, Vol. 65, n°4, 2009, p. 815–838.
- van Stekelenburg J., *Promoting or preventing social change: Instrumentality, identity, ideology and group-based anger as motives of protest participation*, PhD thesis, VU-University, Amsterdam, 2006.
- Vauche A., « Le prisme circulatoire. Retour sur un leitmotiv académique », *Critique internationale*, n°59, 2013, p. 9-16.
- Vejvodová P., *Transnational Forms of Contemporary Neo-Nazi Activity in Europe from the Perspective of Czech Neo-Nazis*, Masarykova univerzita, 2014.
- Vejvodová P. « The Identitarian Movement – renewed idea of alternative Europe », paper presented at the ECPR General Conference in Glasgow, 2014.
- Vernardakis C., « The financing of parties and its impact on their transformation from institutions of social representation to institutions of state legitimization. The case of Greece », *Working paper series on the legal regulation of political parties*, n°42, 2014.
- Veugelers J., Menard G., « The Non-Party Sector of the Radical Right » in : Rydgren J. (dir.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford University Press, 2018, p. 285-304.

- Vials C. « From Margin to Mainstream: American Antifascism to 1945 », in : Vials C., *Haunted by Hitler : Liberals, the Left, and the Fight against Fascism in the United States*, University of Massachusetts Press, 2015.
- Villalba B., « Les petits partis et l'idéologie. Le paradoxe de la différenciation » », in : Laurent A., Villalba B. (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 67-89.
- Villalba B., Vandendriessche X. (dir.), *Le Front national et le droit*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001.
- Virchow F., « Performance, Emotion, and Ideology: On the Creation of 'Collectives of Emotion' and Worldview in the Contemporary German Far Right », *Journal of Contemporary Ethnography*, 2007, p. 147-164.
- Virchow F., « The "Identitarian Movement": What Kind of Identity? Is it Really a Movement? », in : Simpson P. A., Druxes H., *Digital Media Strategies of the Far Right in Europe and the United States*, Lanham, Lexington Books, 2015, p. 177-190.
- Virchow F., « PEGIDA: Understanding the Emergence and Essence of Nativist Protest in Dresden », *Journal of Intercultural Studies*, Vol. 37, n°6, 2016, p. 541-555
- Vitiello A., « La démocratie radicale entre action et institution. De la politique adversariale à la politique préfigurative », *Raisons politiques*, Vol. 75, n°3, 2019, p. 63-93.
- Voegtli M., « "Quatre pattes oui, deux pattes, non !" L'identité collective comme mode d'analyse des entre-prises de mouvement social », in : Agrikoliansky E., Fillieule O., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 203-223.
- Von Beyme K., *Political Parties in Western Democracies*, New York, St Martin's Press, 1987.
- Wacquant L., *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Agone, 2000.
- Wahnich S., « Archives, objet empirique et intuition », in : CURAPP, *Les méthodes au concret*, Presses Universitaires de France, 2000, p. 211-228.
- Waismel-Manor I. S., « Striking Differences : Hunger Strikes in Israel and the USA », *Social Movement Studies*, Vol. 4, n°3, 2005, p. 281-300.
- Weber M., *Le savant et le politique*, Paris, Éditions 10/18, 1963 [1959].
- Weber M., « Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques », *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Pocket, 1992 [1912].
- Weber M., *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, 1996.
- Whiteley P. « Does regulation make political parties more popular? A multi-level analysis of party support in Europe », *International Political Science Review*, Vol. 35, n°3, 2014, p. 376-399.
- Whyte W. F., *Street Corner Society*, Paris, La Découverte, 1996 [1943].
- Wieviorka A., « L'intimité dans un couple politique. Les Thorez », in : Muxel A. (dir.), *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 115-134.
- Winock M., *Nationalisme, Antisémisme et Fascisme en France*, Seuil, 2014 [1982].
- Wolf-Fédida M., Radtchenko-Draillard S., « Le sport et l'esthétique du corps dans les pays totalitaires », *Movement & Sport*, Vol. 100, n°2, 2018, p. 5-12.
- Yates L., « Rethinking Prefiguration: Alternatives, Micropolitics and Goals in Social Movements », *Social Movement Studies*, Vol. 14, n°1, 2015, p. 1-21.
- Ysmal C., « Sociologie des élites du FN (1979-1986) », in : Mayer N., Perrineau P. (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Po, 1989, p. 107-118.
- Ysmal C., *Les partis politiques sous la Ve république*, Montchrestien, 1989.
- Zùquete J. P., « The new frontlines of right-wing nationalism », *Journal of political ideologies*, Vol 20, n°1, 2015, p. 69-85.

Zùquete P., *The Identitarians : the movement against globalism and Islam in Europe*, University of Notre Dame Press, 2018.

Dossiers de revue :

- « L'élection présidentielle de 2007 », *Revue française de science politique*, Vol. 57, n°3, 2007.
- « Théories en milieu militant », *Sociétés contemporaines*, n°81, 2011.
- « Les incidences biographiques de l'engagement », *Société contemporaine*, n°84, 2011.
- « Militantisme en réseaux », *Réseaux*, Vol. 181, n°5, 2013.
- « Actualité de l'histoire sociale des idées politiques », *Raisons politiques*, n°67, 2017.
- « La mise en politique des idées. Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan », *Politix*, 2019.
- « De la racine à l'extrémisme : discours des radicalités politiques et sociales », *Mots. Les Langages du politique*, n°123, 2020.
- « Sociologie politique des passeurs : acteurs dans la circulation des savoirs, des normes et des politiques publiques », *Revue française de science politique*, Vol. 70, n°5, 2020.

Sources médiatiques²⁰⁹⁹

- (Non signé), « Un Noir musulman tué et plusieurs blessés à Los Angeles », *Le Monde*, 2/05/62.
- (Non signé), « Les policiers de la Métropole arrivent dans l'Île », *Le Monde*, 11/06/1984.
- (Non signé), « AFRIQUE DU SUD : dans un climat politique tendu L'arrestation des dirigeants du Congrès panafricain », *Le Monde*, 27/05/1993
- (Non signé), « Un entretien avec André Brink " La grande majorité des Sud-Africains veulent la démocratie et la paix " », *Le Monde*, 01/02/94.
- (Non signé), « Hommage rendu au gendarme Raphaël Clin », *Le Monde*, 7/03/03
- (Non signé), « Un député « briseur de tabous » nommé secrétaire national à l'intégration de l'UMP », *Le Monde*, 28/06/06.
- (Non signé), « Copé dénonce l'existence d'un "racisme anti-Blanc" », *Le Figaro*, 25/09/12.
- (Non signé), « M. Hollande est pressé d'en finir avec le débat sur le traité européen », *Le Monde*, 03/10/12.
- (Non signé), « UMP : Villepin soutient Copé, "une perle rare" », *Le Monde*, 20/10/12
- (Non signé), « Marine Le Pen exclut toute alliance FN-Bloc identitaire », *BFM-TV*, 4/11/12. [Consulté le 30/10/2018] URL : www.bfmtv.com/politique/marine-pen-exclut-toute-alliance-fn-bloc-identitaire-374330.html
- (Non signé), « Le « racisme anti blanc non retenu dans une condamnation », *Le Monde*, 25/06/13
- (Non signé), « Marine Le Pen : « le fait d'affubler le FN du terme d'extrême droite est une bavure intellectuelle », *RTL*, 03/10/2013, [Consulté le : 17/09/2020] URL : www.rtl.fr/actu/politique/marine-le-pen-le-fait-d-affubler-le-fn-du-terme-d-extreme-droite-est-une-bavure-intellectuelle-7765074927
- (Non signé), « Agression dans le métro à Lille : "Personne ne m'a aidé" », *lefigaro.fr*, 25/04/2014. [Consulté le 27/07/2020] URL : lefigaro.fr/actualite-france/2014/04/25/01016-20140425ARTFIG00048-agression-dans-le-metro-de-lille-personne-ne-m-a-aidee.php
- (Non signé), « "Français de souche" : polémique autour d'un mot utilisé par François Hollande », *Le Monde*, 24/02/15.
- (Non signé), « Lille, un bar d'extrême droite créé la controverse », *Le Point*, 13/09/16.
- (Non signé), "Sicile : des militants identitaires tentent d'empêcher le sauvetage de migrants", 13/05/17 [Consulté le 23/04/2019] URL : www.leparisien.fr/faits-divers/sicile-des-militants-identitaires-tentent-d-empêcher-le-sauvetage-de-migrants-13-05-2017-6945771.php
- (Non signé), « À Chanas (Isère), le projet de centre d'hébergement pour demandeurs d'asile en suspens », *France 3 Régions – Auvergne Rhône-Alpes*, 25/06/2017, URL [Consulté le 10 mars 2020] : france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/chanas-isere-projet-centre-hebergement-demandeurs-asile-suspens-1286273.html
- (Non signé), « Greta Thunberg: Teen activist says UK is "irresponsible" on climate », *BBC News*, 23/04/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.bbc.com/news/uk-48017083
- (Non signé), « Européennes 2019 : les listes "gilets jaunes" obtiennent moins de 1% des voix », *Le Figaro*, 27/05/2019. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.lefigaro.fr/elections/europeennes/europeennes-2019-les-listes-gilets-jaunes-obtiennent-moins-de-1-des-voix-20190527

²⁰⁹⁹ Les corpus mobilisés dans le chapitre 3 sont disponibles en Annexe (Voir Annexes 8 et 9).

(Non signé), « Le discours plein de rage de Greta Thunberg à l'ONU », *Le Monde*, 23/09/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/climat/video/2019/09/23/vous-avez-vole-mes-reves-et-mon-enfance-le-discours-de-greta-thunberg-a-l-onu_6012739_1652612.html

(Non signé), « Etats-Unis, Japon, Brésil, Croatie... des millions de personnes mobilisées pour le climat vendredi », *Le Monde*, 21/09/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/planete/portfolio/2019/09/21/etats-unis-japon-bresil-croatie-des-millions-de-personnes-mobilisees-pour-le-climat-vendredi_6012550_3244.html

(Collectif), « "Gilets Jaunes" : une enquête pionnière sur la "révolte des revenus modestes" », *Le Monde*, 11/12/2018.

Rédacteur AFP, « Hommage rendu au gendarme Raphaël Clin », *AFP*, 4/03/03

Rédacteur AFP, « Polémique sur l'émergence d'un "racisme anti-blanc" », *AFP*, 25/03/05.

Rédacteur AFP, « L'UNL condamne l'appel contre des "ratonnades anti-blancs" », *AFP*, 28/03/05.

Rédacteur AFP, « Selon Villepin, le "racisme de tout bord est une réalité" en France », *AFP*, 17/04/05.

Rédacteur AFP, « Guy Bedos, juge pour enfants au grand cœur », *AFP*, 04/05/05.

Rédacteur AFP, « Grosdidier (UMP) veut une loi contre les rappeurs "anti-blanc" », *AFP*, 28/04/06.

Rédacteur AFP, « "Racisme anti-blanc", un terme connoté politiquement à l'extrême-droite », *AFP*, 26/09/12

Rédacteur AFP, « Copé dénonce le "racisme anti-blanc", FN et gauche l'accusent de récupération », *AFP*, 26/09/12.

Rédacteur AFP, « Copé dérape selon Rebsamen », *AFP*, 26/09/12

Rédacteur AFP, « Tollé en France après des déclarations sur un "racisme anti-blanc" », *AFP*, 26/09/12

Rédacteur AFP, « Le Bloc identitaire célèbre ses dix ans et un bilan mitigé », *AFP*, 01/11/12

Rédacteur AFP, « Pas d'alliance FN-Bloc Identitaire », *AFP*, 01/11/2012

Rédacteur AFP, « À la convention identitaire, des ovations pour "notre race" et "les blancs de l'Europe" », *AFP*, 03/11/12.

Rédacteur AFP, « Comment le Renseignement a "raté" l'occupation d'une mosquée par des identitaires », *AFP*, 15/06/13.

Rédacteur AFP, « L'extrême droite en France », *AFP*, 24/07/13.

Rédacteur AFP, « Banderole anti-Hollande au siège du PS : simples amendes en correctionnelle », *AFP*, 25/07/13

Rédacteur AFP, « L'extrême droite radicale lyonnaise, jeunes militants mais vieux démons », *AFP*, 25/10/13.

Rédacteur AFP, « Manifestation à Paris contre « l'islamisation » et pour un référendum anti-immigration », *AFP*, 09/03/14.

Rédacteur AFP, « Le Bloc identitaire (extrême droite) appelle à "préserver 40.000 ans d'identité européenne" », *AFP*, 15/11/14.

Rédacteur AFP, « SOS RACISME va déposer plainte contre Aymeric Chauprade pour une vidéo controversée », *AFP*, 21/01/15

Rédacteur AFP, « Manif interdite : prison et amende pour l'ex-président des Jeunesses nationalistes », *AFP*, 19/03/15

Rédacteur AFP, « Un mouvement d'extrême-droite déploie une banderole anti-immigration sur un bâtiment européen à Paris », *AFP*, 23/05/15.

Rédacteur AFP, « Manif d'extrême droite interdite : le militant nationaliste Yvan Benedetti condamné à 2000 euros d'amende », *AFP*, 25/10/16.

- Rédacteur AFP, « Migrants : des militants d'extrême-droite sur le toit d'un hôtel en Isère », *AFP*, 24/06/17.
- Albertini D., « Nicolas Bay, en marge mais incontournable à Strasbourg », *Libération*, 26/12/2018.
- Albertini D., « Polémique Valls-Onfrays : "les néodroitiers ont contribué à structurer le FN sans en devenir la matrice" », *Libération*, 9/03/15. [Consulté le 11/03/16]. URL : www.liberation.fr/france/2015/03/09/alain-de-benoist-n-a-rien-a-voir-avec-le-fn_1217324
- Alouti F., « À Angers, "ce n'est pas le procès de l'extrême droite mais de l'alcool violent" », *Le Monde*, 06/04/2017. [Consulté le 11/11/2019] URL : www.lemonde.fr/politique/article/2017/04/06/a-angers-ce-n-est-pas-le-proces-de-l-extreme-droite-mais-de-l-alcool-violent_5107149_823448.html
- Amaric J., « Le "hippisme" dévoyé », *Le Monde*, 6/12/1969.
- Amselle J.-L. (Tribune), « "Racisme anti-blanc" et antisémitisme vont-ils de pair ? », *Le Monde*, 23/01/14.
- Barth E., « M. Le Pen rêve d'une victoire aux régionales de 2004 en PACA malgré la réforme de la loi électorale », *Le Monde*, 17/03/03.
- Beaud S., Noirielle G., « "Racisme anti blanc", non à une imposture ! », *Le Monde*, 15/11/12.
- Belaïd L., « Contre le club identitaire La Citadelle, la mobilisation se construit », *La Voix du Nord*, 22/10/2016.
- Bergès S., « Les Identitaires ouvrent la Citadelle, un bar privé en plein centre de Lille », *La Voix du Nord*, 09/09/2016.
- Berteau F., Broussard P., « Dans les stades de foot, le look fait l'ultra », *Le Monde*, 02/06/2016
- Berteloot T., « Gilets jaunes : un mouvement aux coutures opaques », *Libération*, 12/11/2018 [Consulté le : 09/07/20] URL : www.liberation.fr/france/2018/11/12/gilets-jaunes-un-mouvement-aux-coutures-opaques_1691691
- Bied-Charreton S., *Les visages pâles*, Stock, 2016. [Roman]
- Bouchet-Petersen J., « Racisme anti Français : François Fillon braconne en eaux troubles », *Œil sur le front - Libération*, 17/03/2017. [Consulté le 05/08/2020] URL : oeilsurlefront.liberation.fr/les-idees/2017/03/17/racisme-anti-francais-francois-fillon-braconne-en-eaux-troubles_1556329
- Bourdin J.-J., "Bourdin direct", invitée : Marion Maréchal-Le Pen, *RMC/BFM TV*, 18/12/2014.
- Bronner L. (Tribune), « Crise des banlieues l'onde de choc », *Le Monde*, 06/01/06
- Camus J.-Y., « À quoi sert le Rassemblement Bleu Marine ? À intégrer ceux que le FN dédramatisé n'assume plus », *Slate*, 19/03/2014.
- Carriat J., « A l'Assemblée, Greta Thunberg s'adressera aux députés qui voudront bien l'écouter », *Le Monde*, 23/07/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/politique/article/2019/07/23/greta-thunberg-16-ans-divise-l-assemblee-nationale_5492361_823448.html
- Casabianca P.-O., « Une banderole anti-Estrosi déployée dans le centre de Nice », *France 3*, 14/05/2016.
- Chemin A., « De Villiers rode sa campagne anti-islam et... anti-Fillon », *Le Monde*, 02/12/16.
- Chemin A., Faye O., « Philippe de Villiers, la tentation FN », *Le Monde*, 11/04/17.
- Clerc J.-P., « Caraïbes : fortes devises et mauvaise fortune », *Le Monde*, 23/02/1980.
- Cornudet C., « Le Pen et la France des "juste en dessous" », *Les Echos*, [Consulté le : 09/07/20] URL : www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0600190078687-le-pen-et-la-france-des-juste-en-dessous-2223659.php
- Courbet C., « Le Musée de l'immigration, cible de l'extrême droite », *Le Figaro*, 16 mars 2015.

Cox S., Meisel A., « Martin Sellner: The new face of the far right in Europe », *BBC News*, 20/09/2018. [Consulté le 26/04/2019]. URL : www.bbc.co.uk/news/stories-45572411

Crabot C., « Chômage, racisme et centralisation excessive sont à l'origine du malaise à la Martinique », *Le Monde*, 29/12/1959.

d'Angelo R., « Les Identitaires ouvrent un local associatif en plein centre de Lille », *StreetPress*, 14/09/16.

Davet S., « Certains groupes de rap sont accusés d'être trop violents », *Le Monde*, 8/09/95

de Boni M., « Le « racisme anti-Blanc » évoqué par Copé gêne l'UMP », *Le Figaro*, 26/09/12.

de Boni M., « Une opération des identitaires pour entraver le sauvetage des migrants suscite un tollé », *Le Figaro*, 09/06/17.

Devecchio A., (Entretien avec François S., Camus J.-Y.), « Tensions autour de l'identité nationale : les groupes identitaires finiront-ils par représenter un vrai danger ? », *Atlantico*, 23/10/12.

Dufresne A., « Les Identitaires ouvrent un bar à Lille : une pétition pour sa fermeture est lancée », *La Voix du Nord*, 11/09/2016.

Duportail J., « Le racisme anti-Blanc, un phénomène "minoritaire" », *Le Figaro*, 26/09/12.

Durpaire F., Boudjellal F., *La Présidente*, Paris, Editions des Arènes/Démopolis, 2015.

Durpaire F., Boudjellal F., *Totalitaire*, Paris, Editions des Arènes/Démopolis, 2016.

Durpaire F., Boudjellal F., *La Vague*, Paris, Editions des Arènes/Démopolis, 2017.

Estève O. (Tribune), « L'énorme ficelle du racisme anti-blanc », *Le Monde*, 2/10/12.

F.Q., « Salvini, Borghezio e l'alleanza con il neofascismo europeo nel libro-inchiesta "Europa identitaria" », *Il Fatto Quotidiano*. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.ilfattoquotidiano.it/2018/07/06/salvini-borghezio-e-lalleanza-con-il-neofascismo-europeo-nel-libro-inchiesta-europa-identitaria/4472482

Faye O., « La désunion des droites s'affiche à Béziers », *Le Monde*, 31/05/16.

Faye O., « Le départ de Marion Maréchal-Le Pen secoue le Front national », *Le Monde*, 10/05/2017.

Faye O., « Les terreurs brunes du Grand Ouest », *Le Monde*, 28/11/2017. [Consulté le 11/11/2019] URL : www.lemonde.fr/enquetes/article/2017/11/28/les-terreurs-brunes-du-grand-ouest_5221259_1653553.html

Faye O., Mestre A., Monnot C., « Occupation de la mosquée de Poitiers : décryptage d'un coup de com' politique », *Le Monde*, 20/20/2012. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.lemonde.fr/politique/article/2012/10/20/occupation-de-la-future-mosquee-de-poitiers-decryptage-d-un-coup-de-com-politique_5981849_823448.html

Fessoz F., « Le face-à-face Le Pen Macron, un combat où se jouerait l'avenir de la France et de l'Europe », *Le Monde*, 04/10/2018).

Forcari C., Calinon T., « Fin de partie pour des néonazis alsaciens », *Libération*, 19/05/2005.

Gabizon C., « Le rap de Monsieur R, art ou insulte anti-Blancs ? », *Le Figaro*, 30/05/06.

Garat J.-B., « Fillon-Copé : la campagne ne connaît pas de trêve », *Le Figaro*, 28/09/12.

Garric A., « Des jeunes du monde entier en grève scolaire pour rappeler l'urgence climatique », *Le Monde*, 14/03/2019. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/planete/article/2019/03/14/partout-dans-le-monde-les-jeunes-en-greve-scolaire-pour-le-climat_5435917_3244.html

Goar M., « Municipales 2014 : Fabien Engelmann, le syndicaliste local, conquiert Hayange », *Le Monde*, 30/03/14.

Hirtzmann L., « Migrants : l'extrême droite canadienne montre ses muscles », *Le Figaro*, 24/08/17.

- Hivert A.-F., « Greta Thunberg, la petite suédoise en "grève scolaire" pour le climat », *Le Monde*, 13/12/2018. [Consulté le : 16/09/20] URL : www.lemonde.fr/climat/visuel/2018/12/13/en-suede-greta-thunberg-en-greve-scolaire-pour-le-climat_5396984_1652612.html
- Houchard B., « Imbroglia autour de l'adhésion de Philippe Vardon au Rassemblement bleu marine », *L'Opinion*, 02/10/13.
- Houellebecq M., *Soumission*, Flammarion, 2015.
- IFOP « Les mesures attendues par les Français à la suite des attentats », 19/01/15. [Consulté le : 02/09/15] URL : www.ifop.com/media/poll/2910-1-study_file.pdf
- IFOP, « Le Front de demain. Étude sociologique auprès des jeunes adhérents du FN », Septembre 2016. [Consulté 01/08/20] URL : www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3473-1-study_file.pdf
- IFOP, « Les Français et le tatouage », Novembre 2016. Consulté [06/07/2020] : www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3614-1-study_file.pdf
- IFOP, « Les listes FN aux municipales », Focus du département Opinion et Stratégies d'entreprises, n°106, mars 2014.
- Jarassé J., « Le racisme anti-Blanc, un concept hérité du FN », *Le Figaro*, 26/09/12.
- Kessous M., « Des parlementaires réclament des poursuites contre des rappers », *Le Monde*, 25/11/05.
- Lambert E., « À Lille, l'ouverture d'une « maison identitaire » inquiète : « le racisme et la haine n'ont pas leur place ici » », *France TV Info*, 18/09/2016. [Consulté le 10 mars 2020] URL : www.francetvinfo.fr/societe/a-lille-louverture-dune-maison-identitaire-inquiete-le-racisme-et-la-haine-nont-pas-leur-place-ici_1829003.html
- Lambrecq M., « Gilets jaunes : les politiques qui y vont, ceux qui n'y vont pas », *France inter*, 16/11/2018 [Consulté le : 09/07/20] URL : www.franceinter.fr/politique/gilets-jaunes-et-politiques-y-aller-ou-pas
- Laurent Q., « Gilets jaunes : la mobilisation du 17 novembre divise la gauche », *Le Parisien*, 13/11/2018 [Consulté le : 09/07/20] URL : www.leparisien.fr/politique/gilets-jaunes-la-mobilisation-du-17-novembre-divise-la-gauche-13-11-2018-7941372.php
- Laurent Q., « Présidentielle 2022 : la droite recherche désespérément un leader », *Le Parisien*, 28/08/20.
- Le Gal T., « "Gilets jaunes": Référendum, dissolution de l'Assemblée... Comment l'opposition met la pression sur le gouvernement », *20 minutes*, 29/11/2018. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.20minutes.fr/politique/2383775-20181129-gilets-jaunes-referendum-dissolution-assemblee-comment-opposition-met-pression-gouvernement
- Lenoir L., « Angers : un squat identitaire devant la justice », *le Figaro*, 15/09/20. [Consulté le 16/09/20] URL : www.lefigaro.fr/angers-un-squat-identitaire-devant-la-justice-20200915
- Lepelletier P., « Adolescente tondu : Schiappa recadre Taché qui accuse le gouvernement d'entretenir la « haine antimusulmane », *Le Figaro*, 24/08/20, [Consulté le : 17/09/2020] URL : www.lefigaro.fr/politique/adolescente-tondue-schiappa-recadre-tache-qui-accuse-le-gouvernement-d-entretenir-la-haine-antimusulmane-20200824
- Lepelletier P., « Une figure des "gilets jaunes" dénonce la "tentative de récupération" des Insoumis », *Le Figaro*, 27/02/2019 [Consulté le : 09/07/20] URL : www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2019/02/27/25001-20190227ARTFIG00059-une-figure-des-gilets-jaunes-denonce-la-tentative-de-recuperation-des-insoumis.php
- Lozès P. (Tribune), « Le Front national est-il communautariste ou ethno nationaliste ? », *Le Monde*, 20/06/2012.
- Marin G., « Nicolas Lebourg : "en dissolvant les groupuscules d'extrême droite, on risque de les moderniser" », *L'Humanité*, 05/06/2018 [Consulté le 01/03/2019] URL :

www.humanite.fr/nicolas-lebourg-en-dissolvant-les-groupuscules-dextreme-droite-risque-de-les-moderniser-656326

- Mestre A., « Qu'est-ce que le SIEL, le parti d'extrême droite de la nouvelle secrétaire nationale de l'UMP ? », *Le Monde*, 15/12/14.
- Monnot C., Mestre A., « Comment les identitaires cherchent à peser sur la ligne du FN », *Le Monde*, 13/11/14.
- Müller O., « Génération identitaire : au coeur de la campagne "antiracailles" qui veut "sécuriser" le métro », *Les Inrockuptibles*, 28/06/2014. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.lesinrocks.com/2014/06/28/actualite/actualite/troubles-identitaires/
- Paolini E., « Gilets jaunes : Éric Drouet veut établir des consignes de vote pour les européennes », *BFM TV*, 21/02/2019. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.bfmtv.com/politique/gilets-jaunes-eric-drouet-veut-etablir-des-consignes-de-vote-pour-les-europeennes_AN-201902210064.html
- Persia B., Loth B., Roy J.S., Roux D. "Une banderole anti-Estrosi déployée dans le centre de Nice", *France 3 PACA*, 14/05/16. Consulté le 11/11/2019] URL : regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/alpes-maritimes/nice/une-banderole-anti-estrosi-deployee-dans-le-centre-de-nice-997593.html
- Potts J. (directeur), « Undercover : Inside Britain's new far-right », Documentaire, *Exposure*, *ITV*, 52mn, 1ère diffusion : 09/11/17.
- Prissette N., « Philippe Vardon, la sulfureuse recrue de Marion Maréchal-Le Pen », *le Journal du Dimanche*, 26/07/15.
- Quentel A., « Reportage à la Citadelle, le bar identitaire qui fait scandale à Lille », *Les Inrockuptibles*, 02/10/16.
- Rof G., Faye O., « Les identitaires investissent le Front national », *Le Monde*, 02/01/17.
- Ropars F., « Qui sont les utilisateurs de Twitter France ? », *blogdumoderateur.com*, [Consulté le 10/11/2016] URL : www.blogdumoderateur.com/utilisateurs-twitter-france/
- Salamé L., Sotto T., « L'émission politique », invitée : Marine Le Pen, *France 2*, 24/03/19.
- Schittly R., Monnot C., « L'extrême droite radicale se met en scène à Lyon », *Le Monde*, 26/06/2012.
- Sénécat A., « Présidentielle : les immigrés, les médias et Macron, cibles privilégiées des intox », *Le Monde*, 29/03/17.
- Siraud M., « Les municipalités FN recrutent des identitaires », *Le Figaro*, 12/11/14.
- Smolar P., « Bandes : la spirale de l'ultra-violence », *Le Monde*, 25/02/06
- Soullami Z., « Des identitaires dressent un mur devant un futur centre pour migrants à Montpellier », *France 3 Occitanie*, 30/09/16. [Consulté le : 11/10/2017] URL : regions.francetvinfo.fr/occitanie/herault/montpellier-metropole/montpellier/identitaires-dressent-mur-devant-futur-centre-migrants-montpellier-1098493.html
- Taguieff P.-A. (Tribune), « "Racisme anti-blanc", le vrai débat », *Le Figaro*, 2/10/12.
- Thalhammer A., « Das Netzwerk der Identitären mit der FPÖ », *Die Presse*, 10/06/2016.
- TNS-SOFRES, « Dynamomètre de la campagne UMP. Terrain du 27 septembre ». Consulté [30/07/2020]. URL : www.tns-sofres.com/sites/default/files/2012.09.28-dynamo-UMP.pdf
- Tomasovitch G., « Acquittement d'un légionnaire jugé pour la mort de son agresseur à la gare du Nord », *Le Parisien* [Consulté le : 16/09/20] URL : www.leparisien.fr/faits-divers/acquittement-d-un-legionnaire-juge-pour-la-mort-de-son-agresseur-a-la-gare-du-nord-21-06-2019-8100039.php
- Tremblay P., « Charlottesville : le logo du groupuscule français Génération identitaire repéré à la manifestation suprémaciste », *Huffington Post*, 14/08/2017. [Consulté le 23/04/2019] : www.huffingtonpost.fr/2017/08/14/charlottesville-le-logo-du-groupuscule-francais-generation-iden_a_23076642/

- Van Eeckhout L., « Un appel est lancé contre les "ratonnades anti-Blancs" », *Le Monde*, 25/03/05.
- Véronique P., « "Gilets jaunes": LFI, le PS et le PCF ont déposé leur motion de censure », *RTL*, 11/12/2018. [Consulté le : 09/07/20] URL : www.rtl.fr/actu/politique/gilets-jaunes-le-ps-lfi-et-le-pcf-ont-depose-leur-motion-de-censure-7795890974
- Vincent E., « Racisme anti-blanc, la formule qui fâche », *Le Monde*, 27/10/12
- Virfollet E., « Twitter, 40 chiffres à connaître en 2018 en France et dans le monde », 24/07/2018, *Digimind*, [Consulté : 30/11/2018] URL : blog.digimind.com/fr/insight-driven-marketing/twitter-les-chiffres-a-connaître-en-2018-monde-et-france
- Wahnich S. (Tribune), Rentrée d'une communauté nationale déchirée, *Libération*, 14/09/16.
- Wieder T., « "Merkel, dégage!", cri de ralliement de l'extrême droite », *Le Monde*, 23/12/16.
- « Generation Hate », *Al-Jazeera*, documentaire en deux parties, mis en ligne sur YouTube les 10 et 16 décembre 2018 [Consulté le 11/11/2019] URL 1/2 : www.youtube.com/watch?v=I2GbD4mrrk ; URL 2/2 : www.youtube.com/watch?v=kEgufjqlio

Sources militantes

- (Non signé, non daté), « En mots », *les-Identitaires.com*, (non daté). [Consulté le 25/09/2018] URL : les-identitaires.com/en-mots-2/
- (Non signé, non daté), « Initiatives », *bloc-identitaire.com*. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/courant-identitaire/initiatives.html
- (Non signé, non daté), « Qui sommes-nous ? », *bloc-identitaire.com*, (non daté, antérieur à février 2004). [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20040202061148/http://www.bloc-identitaire.com:80/qui.htm
- (Non signé, non daté), « Pour mieux connaître les identitaires », *bloc-identitaire.com*. [Consulté le 02/03/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/courant-identitaire/faq.html
- (Non signé, non daté), « Dove Siamo », *Generazione Identitaria*. [Consulté le 23/04/2019] URL : generazione-identitaria.com/dove-siamo/
- (Non signé, non daté), « Grande Sostituzione », *Generazione Identitaria*. [Consulté le 23/04/2019] URL : generazione-identitaria.com/grande-sostituzione/
- (Non signé, non daté), « Demands », *Generation identity*, [Consulté le 23/04/2019] URL : www.generation-identity.org.uk/demands/
- (Non signé, non daté), « FAQ », *Generation identity*, [Consulté le 23/04/2019] URL : www.generation-identity.org.uk/faqs/
- (Non signé, non daté), « Unsere Aktivisten », *Identitäre Bewegung (DE)* [Consulté le 23/04/2019] : www.identitaere-bewegung.de/category/unsere-aktivisten/
- (Non signé, non daté), « Politische Forderungen », *Identitäre Bewegung*. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.de/category/politische-forderungen/
- (Non signé, non daté), « FAQ », *Identitäre Bewegung*, [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.de/faq/was-meint-der-begriff-grosser-austausch-und-wer-ist-schuld-daran/
- (Non signé, non daté), « Der Grosse Austausch », *Identitäre Bewegung (DE)*, [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.at/der-grosse-austausch/
- (Non signé, non daté), « Der Klagenfurter Luftraum wird identitär », *Identitäre Bewegung (AT)*, [Consulté le 23/04/2019] : www.identitaere-bewegung.at/der-klagenfurter-luftraum-wird-identitaer/
- (Non signé, non daté), « Wir Identitäre sind in sieben österreichischen Bundesländern vertreten », in : « Organization », *Identitäre Bewegung.(AT)* [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.at/organisation/
- (Non signé), « Crise du FN : ni César, ni Brutus, Rome », *Résistance !*, 1999.
- (Non signé), « Éditorial », *Résistance !*, 1999.
- (Non signé), « Unité radicale », *unite-radicale.com*, (date de mise en ligne inconnue, antérieure au 03/02/2001). [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20010203064100/http://www.unite-radicale.com/ur.htm
- (Non signé), « Unité radicale : Christian Bouchet passe la main aux Nouveaux Nationalistes », *unite-radicale.com*, 21/04/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20020604015845/http://www.unite-radicale.com/communiqués.htm#c75
- (Non signé), « La véritable motivation de la dissolution d'UR », *unite-radicale.com*, 30/07/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20020802141329/http://www.unite-radicale.com/communiqués.htm#c96
- (Non signé), « Rejoignez les Jeunesses Identitaires », *jeunesses-identitaires.com*, 18/09/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL :

- web.archive.org/web/20030109082501/http://www.jeunesses-identitaires.com:80/communiquer1.htm
- (Non signé) « Qui sommes-nous ? », *Les-identitaires.com*, 16/11/2002. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20030129033049/http://www.les-identitaires.com:80/qui.htm
- (Non signé), « Un lancement prometteur », *Les-identitaires.com*, 23/11/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20030323174259/http://www.les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=48&idrub=2
- (Non signé), « La rue appartient... », *Alternative Identitaire*, n° 1, décembre 2002, p. 2.
- (Non signé), « Le communiqué de fondation », *Les-identitaires.com*, (avril 2003, non daté) [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20051025112251/http://www.les-identitaires.com:80/bi.htm
- (Non signé), « Sniper nique la France ? Niquons Sniper », Communiqué, *jeunesses-identitaires.com*, 21/05/03. [Consulté le 11/08/2002] URL : web.archive.org/web/20030805081045/http://www.jeunesses-identitaires.com/communiquer21.htm
- (Non signé), « Le Bloc identitaire lance le réseau Impact », *bloc-identitaire.com*, 10/07/03. [Consulté le 27/10/15] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/380/bloc-identitaire-lance-reseau-impact-1.html
- (Non signé), « Face à la racaille tu n'es plus seul(e) », *Alternative identitaire*, n° 4, octobre 2003.
- (Non signé), « Églises et forêts », *ID Magazine*, n° 1, 2005, p. 19.
- (Non signé), « Le temps est venu : aux urnes, résistants identitaires », *bloc-identitaire.com*, 02/06/05. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20060827101012/http://www.bloc-identitaire.com:80/communiquer.php?id=190
- (Non signé), « La Turquie, c'est pas l'Europe », *ID Magazine*, n° 4, hiver 2005, p. 8.
- (Non signé), « Ni voilée, ni violée, touche pas à ma sœur ! », *ID Magazine*, n° 5, 2006, p. 8.
- (Non signé), « Des nations fédérales dans une Europe confédérale », *ID Magazine*, n° 7, 2006, p. 3.
- (Non signé), « Contre le racisme anti blanc », *ID Magazine*, n° 9, printemps 2007, p. 7.
- (Non signé), « Visite au Parlement flamand », *bloc-identitaire.com*, 2007. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/album/2/visite-au-parlement-flamand.html
- (Non signé), « 10 juin 2007 des identitaires niçois : analyse et perspective », *blog-identitaire.com*, 12/06/2007. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20071014052003/http://blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php?cat=26
- (Non signé), « Vie militante », *jidoc.hautetfort.org*, 06/05/08 [Consulté le 10/08/20] URL : web.archive.org/web/20080512051248/http://jidoc.hautetfort.com/vie_militante_vida_militanta/
- (Non signé), « Interview de Fabrice Robert : "Pour nous, le social est consubstantiel de notre identité française et européenne" », 2008, *Bloc identitaire*. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/628/nous-social-est-consubstantiel-notre-identite-francaise-et-europeenne.html
- (Non signé), « Aller jusqu'au bout de la décroissance », *ID Magazine*, n° 14, 2008, p. 25.
- (Non signé), « Solidarité des Français, Saison 6 : Odile Bonnavard au micro de Novopress », *bloc-identitaire.com*, 12/09/08, [Consulté le 01/06/2016] www.bloc-identitaire.com/document-audio/15/solidarite-francais.html
- (Non signé), « Discours de Fabrice Robert lors de l'Université de rentrée du Bloc identitaire à Vernon (26-28 septembre 2008) », *bloc-identitaire.com*. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/624/universite-rentree-bloc-identitaire-1.html

- (Non signé), « IVe Congrès de Plataforma per Catalunya », *bloc-identitaire.com*, novembre 2008. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/album/8/ive-congres-de-plataforma-per-catalunya.html
- (Non signé), « Les identitaires sur le front électoral », *bloc-identitaire.com*, (Non daté, antérieur au 29/12/2008). [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20081229224218/http://www.bloc-identitaire.com:80/courant-identitaire/elections
- (Non signé), « Insécurité et racisme anti-blanc : le projet apache sensibilise les usagers des bus parisiens », *bloc-identitaire.com*, 23/04/2009. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com:80/video/99/insecurite-et-racisme-anti-blanc-projet-apache-sensibilise-usagers-bus-parisiens
- (Non signé), « Le Bloc Identitaire Île-de-France en ordre de bataille », *Bloc-identitaire.com*, 29/04/2009. [Consulté le 03/12/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/844/bloc-identitaire-ile-france-ordre-bataille.html
- (Non signé), « Sensibilisation à l'insécurité et au racisme anti-blanc : après les usagers de la RATP, les étudiants de Sciences-po », *bloc-identitaire.com*, 01/05/2009. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com:80/actualite/862/sensibilisation-insecurite-et-racisme-anti-blanc-apres-usagers-ratp-etudiants-sciences-po
- (Non signé), « Réunion à Rouen pour notre Europe », *bloc-identitaire.com*, 11/05/2009. [Consulté le 10/03/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/868/reunion-rouen-notre-europe.html
- (Non signé), « Candidature du Bloc identitaire à l'élection présidentielle de 2012. Synthèse de la consultation nationale des adhérents », *IDentitaires*, n° 7, 2010, p. 4-5.
- (Non signé), « Une soupe populaire de Solidarité des français ressemble à un dîner de famille », *bloc-identitaire.com*, 18/05/10, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1302/soupe-populaire-solidarite-francais-ressemble-diner-famille.html
- (Non signé), « Les identitaires ont leur candidat à la présidentielle 2012 », *bloc-identitaire.com*, 01/12/2010. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/document-audio/215/identitaires-ont-leur-candidat-presidence-2012.html
- (Non signé), « Interview with Philippe Vardon of Bloc identitaire », *bloc-identitaire.com*, 10/12/10. [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1631/interview-with-philippe-varдон-of-bloc-identitaire.html
- (Non signé), « Les Identitaires en Europe », *bloc-identitaire.com*, (2011). Consulté [23/10/2015]. URL : www.bloc-identitaire.com:80/courant-identitaire/identitaires-en-europe
- (Non signé), « La première étape de la campagne d'Arnaud Guillon à l'élection présidentielle de 2012 vient de s'achever », 13/04/2011, *bloc-identitaire.com*, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1876/premiere-etape-campagne-arnaud-guillon-election-presidentielle-2012-vient-achever.html
- (Non signé), « Le bloc identitaire en régions : tour d'horizon des sections », *IDentitaires*, n°9, 2011, p. 4-5.
- (Non signé), « Les groupes de jeunes identitaires en 1ère ligne », *IDentitaires*, n° 9, 2011, p. 6-7.
- (Non signé), « Fabrice Robert s'explique dans Minute sur les rumeurs d'alliance avec le Front national », *bloc-identitaire.com*, 14/09/2011. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2082/fabrice-robert-explique-dans-minute-rumeurs-alliance-avec-front-national.html
- (Non signé), « À Toulouse, les Identitaires font le procès du racisme anti-blanc », *bloc-identitaire.com*, 07/12/2011. [Consulté le 23/11/2015]. URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2197/toulouse-identitaires-feront-proces-racisme-anti-blanc
- (Non signé), « Présidentielles : le mouvement identitaire ne soutiendra aucun candidat », *bloc-identitaire.com*, 24/01/2012. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com

- identitaire.com/actualite/2268/presidentielles-mouvement-identitaire-ne-soutiendra-aucun-candidat.html
- (Non signé), « The Identitarians have a historical role to play, Fabrice Robert says » (Interview de Fabrice Robert), *bloc-identitaire.com*, Février 2012, URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2284/english-interview-fabrice-robert-bloc-identitaire-historical-role-to-play.html
- (Non signé), « Vers un renforcement de nos structures », *autre-jeunesse.com*, 28/03/2012 [Consulté le 23/11/2015] URL : web.archive.org/web/20120403135739/http://www.autre-jeunesse.com/
- (Non signé), « Séminaire : "Nous sommes la génération identitaire" », *bloc-identitaire.com*, 12/05/2012, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2442/seminaire-nous-sommes-la-generation-identitaire-autre-jeunesse
- (Non signé), « À propos des élections législatives et du Bloc identitaire », *bloc-identitaire.com*, 09/06/2012, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2538/propos-elections-legislatives-et-bloc-identitaire.html
- (Non signé), « La génération identitaire part à l'abordage », *IDentitaires*, n° 11, août 2012, p. 8.
- (Non signé), « C'est Jean-François qui l'a dit », Communiqué, *blocidentitaire-idf.com*, 29/09/12 [Consulté le 10/08/20] URL : web.archive.org/web/20121013235223/http://www.blocidentitaire-idf.com/bloc-identitaire-idf/racisme-anti-blanc/
- (Non signé), « Racisme anti-blanc : les Identitaires chez Jean-François Copé », *Bloc-identitaire.com*, 06/10/12. [Consulté le 02/03/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2676/racisme-anti-blanc-identitaires-chez-jean-francois-cope.html
- (Non signé), « NON à la construction d'une mosquée de 1500 m2 à Bourgoin-Jallieu » (Pétition), lancée le 27/11/12 [Consulté le 05/06/2020] URL : www.france-petitions.com/petition/274/non-a-la-construction-d-une-mosquee-de-1500-m2-a-bourgoin-jallieu
- (Non signé), « Les nôtres avant les autres. Génération solidaire », *Identitaires*, n° 13, février 2013, p. 10-11.
- (Non signé), « Gonflé à bloc », *bloc-identitaire.com*, 08/04/2013. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20040520011805/http://www.bloc-identitaire.com:80/communiqu.php?id=4
- (Non signé), « Les jeunes identitaires en route pour Ithaque », *IDentitaires*, n°16, 2013, p. 7-8.
- (Non signé), « Municipales : présents sur près de 60 listes, le Bloc identitaire appelle à la mobilisation des résistants », *bloc-identitaire.com*, 19/03/2014, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3072/municipales-present-pres-60-listes-bloc-identitaire-appelle-mobilisation-resistants.html
- (Non signé), « Élections municipales : la marche en avant du camp patriote », *bloc-identitaire.com*, 01/04/2014, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3087/elections-municipales-marche-avant-camp-patriote.html
- (Non signé), « Pour que le légionnaire s'étant défendu Gare du Nord reçoive une médaille ! » (Pétition), lancée le 03/05/14 [Consulté le 05/06/2020] URL : <http://www.france-petitions.com/petition/409/pour-que-le-legionnaire-s-etant-defendu-gare-du-nord-recoive-une-medaille>
- (Non signé), « Le bloc identitaire appelle à un vote alter-européen pour les listes Bleu Marine », *bloc-identitaire.com*, 22/05/2014, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3121/bloc-identitaire-appelle-vote-alter-europeen-listes-bleu-marine.html

- (Non signé), « Fabrice Robert : pour une France respectueuse de ses identités et libertés locales », *Présent*, 25/02/2015, (mis en ligne sur le site du Bloc identitaire, bloc-identitaire.com), [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/3224/fabrice-robert-france-respectueuse-identites-et-libertes-locales.html
- (Non signé), « Wir helfen den vergessenen obdachlosenhilfe », *Identitäre Bewegung*, 24/05/16. [Consulté le 23/04/2019] URL : blog.identitaere-bewegung.de/wir-helfen-den-vergessenen-obdachlosenhilfe-teil-ii/
- (Non signé), « Manifestazione Identitaria a Berlino: un successo scomodo », *Generazione identitaria*, 22/06/2017. [Consulté le 23/04/19] URL : generazione-identitaria.com/2017/06/manifestazione-identitaria-berlino-un-successo-scomodo/
- (Non signé), « 15 ans ? », *Identitaires*, n° 25, novembre-décembre 2017, p. 2.
- (Non signé), « Frauen wehrt euch 120 dezibel », *Identitäre Bewegung*, 30/01/18 [Consulté le 23/04/2019] URL : blog.identitaere-bewegung.de/frauen-wehrt-euch-120-dezibel-120db/
- (Non signé), « Contre la censure de Génération Identitaire sur Facebook ! » (Pétition) lancée le 17/05/18 [Consulté le 05/06/20] URL : www.france-petitions.com/petition/608/contre-la-censure-de-generation-identitaire-sur-facebook
- (Non signé), « Discours de Martin Sellner à la manifestation "On est chez nous" », *TV Patriote*, 28/05/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=eZa6tslMXU8
- (Non signé), « Migrants clandestins en Méditerranée : face au chantage des ONG, faisons bloc ! », *generationidentitaire.org*, 12/06/2018. [Consulté le 23/04/2018] URL : generationidentitaire.org/2018/06/12/migrants-clandestins-en-mediterranee-face-au-chantage-des-ong-faisons-bloc
- (Non signé), « Complicité des ONG avec les passeurs de migrants : un an après, Macron donne raison aux identitaires ! », *generationidentitaire.org*, 27/06/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentitaire.org/2018/06/27/ong-pro-migrants-complices-des-passeurs-macron-contraint-de-reprendre-les-constats-de-generation-identitaire/
- (Non signé), « L'Aquarius, le navire de l'ONG pro-migrants SOS Méditerranée doit être saisi ! » (Pétition), lancée le 04/10/18, [Consulté le 05/06/20] URL : www.france-petitions.com/petition/618/l-aquarius-le-navire-de-l-ong-pro-migrants-sos-mediterranee-doit-etre-saisi
- Bloc identitaire, « Convention identitaire 2007 », *bloc-identitaire.com*, 2007, [Consulté le 01/06/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/video/7/convention-identitaire-2007-ii.html
- Bloc Identitaire, « Le bloc identitaire modifie ses statuts pour accompagner son développement », *bloc-identitaire.com* 20/10/2009, [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/984/bloc-identitaire-modifie-statuts-accompagner-son-developpement.html
- Bodi A., « Újbalos terror Párizsisztánban / Antifaterror in Parisistan », *Chaîne YouTube de Abel Bodi*, Vidéo traduite par le créateur. [Consulté le 23/04/19] URL : youtu.be/dQfTIZJOFrQ
- Bouchet C., *Les Nouveaux nationalistes*, Paris, Éditions Déterna, 2001.
- Bouchet C., « Ce qu'était réellement Unité radicale », *voxn.com*, 16/08/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.voxnr.com/cc/d_entretiens/EpkAulplyZGZKjIPEg.shtml
- Camus R., *De l'in-nocence : abécédaire*, Neuilly-sur-Seine, David Reinharc, 2010.
- Camus R., *Le Grand remplacement*, Neuilly-sur-seine, David Reinharc, 2011.
- Cattin J.-D., « Présentation des 30 mesures pour une politique d'identité et de remigration par Jean-David Cattin », Conférence du 17/02/2017, Lyon, *Chaîne YouTube des Identitaires (LI)*, 07/03/2017. [Consulté le 28/10/18] URL : www.youtube.com/watch?v=p7YjH0QnF8g
- Cattin J.-D., Ferrari A., Langella J., Naudin A., Vardon P. (coll.), *Anti-mondial, Pro-local*, Éditions Idées, Nice, 2013.
- Chatov P., « Tolérance zéro et responsabilité », *Magazine ID*, n° 4, hiver 2005, p. 19.

- Dancourt F., « Nous réservons encore beaucoup de surprise », *bloc-identitaire.com*, 31/05/2005. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/477/nous-reservons-encore-beaucoup-surprises.html
- de Benoist A., *Vu de droite*, Paris, Copernic, 1977
- de Benoist A., *Les idées à l'endroit*, Paris, Hallier, 1979.
- de Benoist A., « Le totalitarisme raciste », *Éléments*, n° 33, février-mars 1980, p. 19-20.
- de Benoist A., « La religion de l'Europe », *Éléments* n° 36, 1980. [Consulté le 02/10/2018] URL : grece-fr.com/?p=3393
- de Benoist A., « Enquête sur le militantisme : Alain de Benoist », *ID Magazine*, n° 9, printemps 2006.
- de Herte R., « La révolution conservatrice », *Éléments*, n° 20, nov.-déc. 1977, p. 10.
- Defend Europe, « Identitarians block NGO ship in Catania - the Video », *Chaîne Youtube de Defend Europe*, 31/05/2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=8JZHJrJjmnY
- Defend Europe, « Paypal canceled our account - but we got a ship! », *Chaîne Youtube de Defend Europe*, 14/06/2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=Q4oCeSWdPa0
- Defend Europe, « The successes of Defend Europe », *Chaîne Youtube de Defend Europe*, 23/08/17. [Consulté le 23/04/2019]. URL : www.youtube.com/watch?v=NpsDDtOC-yc
- Delestrée M., « Monde militant : quelle place pour les femmes ? », *ID Magazine*, n°9, 2007, p. 10.
- Delestrée M., « Retour à la terre », *ID Magazine*, n° 8, p. 10.
- Ferrari A., « Avec le succès de sa vidéo 'Déclaration de guerre', la Génération identitaire part à la reconquête de l'Europe », *Novopress*, 13/10/12. [Consulté le 23/04/2019] URL : web.archive.org/web/20121015061137/http://fr.novopress.info/122326/avec-le-succes-de-sa-video-manifeste-la-generation-identitaire-part-a-la-reconquete-de-leurope/
- Génération identitaire, « Déclaration de guerre » (Vidéo et texte), *generation-identitaire.com*, 10/2012, [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20121109192908/http://www.generation-identitaire.com/declaration-de-guerre
- Génération identitaire, « Interview avec Martin Sellner de Génération identitaire Autriche », *Chaîne YouTube de Génération identitaire*, 21/09/2013. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=4wWIHmKfk40
- Génération Identitaire, « Génération identitaire devant le Bataclan », *Chaîne YouTube de Génération identitaire*, 5/01/18, URL : www.youtube.com/user/GenerationID
- Génération identitaire, « Route des migrants clandestins – Col de l'Échelle – Hautes-Alpes : Génération Identitaire bloque le passage de la frontière franco-italienne. », Communiqué de Génération identitaire, *generationidentitaire.org*, 21/04/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentitaire.org/2018/04/21/route-des-migrants-clandestins-col-de-lechelle-hautes-alpes-generation-identitaire-bloque-le-passage-de-la-frontiere-franco-italienne/
- Génération identitaire, « La mission Alpes de Defend Europe prend fin, le combat pour l'identité continue », *generationidentitaire.org*, 29/06/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentitaire.org/2018/06/29/la-mission-alpes-de-defend-europe-prend-fin-le-combat-pour-lidentite-continue/
- Génération identitaire, « Génération identitaire lance sa nouvelle campagne « Avec de la volonté, tout est possible », Communiqué de Génération identitaire, *generationidentitaire.org*, 2/09/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : generationidentitaire.org/2018/09/02/generation-identitaire-lance-sa-nouvelle-campagne-avec-de-la-volonte-tout-est-possible/
- Gouillon A., « La campagne des Identitaires arrive à son terme », *arnaud-gouillon2012.com*, 11/09/2011. [Consulté le 23/11/2018] URL :

web.archive.org/web/20110920024148/http://www.arnaud-gouillon2012.com/2011/09/la-campagne-des-identitaires-arrive-a-son-terme/

Gouillon A., « Programme de campagne », *arnaud-gouillon2012.com*. [Consulté le 23/11/2018]
URL : web.archive.org/web/20110920044454/http://www.arnaud-gouillon2012.com/programme-de-campagne/

Graillard P., « Le Pen et ses signatures », *blog-identitaire.com*, 19/02/07. [Consulté le 30/08/2017]
URL : web.archive.org/web/20070324232406/http://www.blog-identitaire.com:80/

Greenpeace France, « Rapport financier 2018 », *greenpeace.fr* [Consulté le 09/06/2020], URL : cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2019/09/Rapport-financier-Greenpeace_2018.pdf?_ga=2.245976397.838415681.1591709235-1004447812.1591709235

Hauffen K., « Une économie identitaire pour dépasser le libéralisme », *ID Magazine*, n° 1, p. 16.

Hauffen K., « De Malthus à la guerre ethnique », *ID Magazine*, n° 5, printemps 2006, p. 15.

Heuvelman P., « Le camp des saints », *ID Magazine*, n° 4, hiver 2005, p. 10.

IBÖ, Halbsjahresbericht, 2/16. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.at/berichte/

IBÖ, Jahresbericht, 2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.identitaere-bewegung.at/berichte/

Identitas Generacio (Chaîne YouTube). [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/channel/UCA3dPIg405gl-PsgG3auFNw/videos

Jérôme D., « Comment donner légalement de l'argent aux Identitaires, sans se ruiner et en obligeant l'état à financer la campagne de Philippe Vardon ! », *blog-identitaire.com*, 20/02/08, [Consulté le 30/08/2017]. URL : web.archive.org/web/20080303192650/http://blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php?cat=26

Jones B., Vidéo du 12 janvier 2019, postée sur Telescope et relayée sur Telegramm. [Consulté le 23/04/19] URL : telesco.pe/GIIrelandandtheUK/202

Kisters F., « L'Europe identitaire face aux Etats-Unis », *ID Magazine*, n° 1, printemps 2005, p. 13.

Le Pen J.-M., *Discours de clôture de l'Université d'été du Front national*, 15/08/98.

Le Pen J.-M., *Discours de Valmy*, 20/09/06..

Le Pen J.-M., *Discours de clôture du XIIIe Congrès du Front National à Paris*, 18/11/07.

Le Pen M., *Mon projet pour la France et les Français*, 2012.

Le Pen M., « La France, civilisation mondiale au XXI^e siècle », *Discours de Marine Le Pen lors de la convention thématique Marine 2017 avec les Collectifs Mer & Francophonie et Culture, Libertés et Création*, 09/11/16. [Consulté le 04/10/2018] : www.rassemblementnational.fr/discours/discours-de-marine-le-pen-la-france-civilisation-mondiale-au-xxieme-siecle/

Le Pen M., *Discours le soir du premier tour de l'élection présidentielle*, 23/04/2017.

Le Pen M., *Discours à la Fête des Drapeaux*, 23/09/2018, [Consulté le 04/10/2018] URL : www.rassemblementnational.fr/videos/fete-du-drapeau-discours-de-marine-le-pen-23-09-2018

Lecaillon V., « L'Europe : une existence et une permanence trimillénaires », *bloc-identitaire.com*, 27/09/2011. [Consulté le 10/03/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2145/europe-existence-permanence-histoire-trimillennaires.htm 1

Lenart P., « 10 Lügen über den Großen Austausch – widerlegt », *Chaîne YouTube de Patrick Lénart*, 24/03/19 [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=k78W2F_56r4

Lenart P., « Der Große Austausch und die Tendenzwende », *Chaîne YouTube de Patrick Lénart*, 24/05/18 [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=v5UeHB_3z3w

Lepetit L., « Communautés autonomes contre collectivisme centralisateur », *ID Magazine*, n°1, p. 12.

Le Rouge et le Noir, « Philippe Vardon, au sujet de notre controverse estivale l'immigration », *Le Rouge et le Noir (blog)*, [Consulté le 31/07/2020] URL :

- www.lerougeetlenoir.org/opinions/les-inquisitoriales/philippe-varдон-au-sujet-de-notre-controverse-estivale-l-immigration
- Les Identitaires, « Vers le chaos ethnique », Communiqué de LI, *les-identitaires.com*, 28/02/2003. [Consulté le 11/08/2002] URL : web.archive.org/web/20030902000358/http://www.les-identitaires.com/aff_doc.php?id=168&idrub=2
- Les Identitaires, « Une nouvelle arme contre notre identité ? », Communiqué de LI, *les-identitaires.com*, 12/12/2002. [Consulté le 11/08/2015] URL : web.archive.org/web/20030605194601/http://www.les-identitaires.com/aff_doc.php?id=74&idrub=2
- Les Identitaires, « La leçon électorale », *bloc-identitaire.com*, 20/06/2005. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/480/lecon-electorale.html
- Les Identitaires, « Municipales et cantonales 2008 : émergence de la droite identitaire », *bloc-identitaire.com*, 21/03/2008. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/317/municipales-et-cantonales-2008-emergence-droite-identitaire.html
- Les Identitaires, « Direction », *les-identitaires.com*, 04/07/2016. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.les-identitaires.com/direction/
- Les Identitaires, « Le Bloc Identitaire devient Les Identitaires », *les-identitaires.com*, 13/07/2016. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.les-identitaires.com/2016/07/13/le-bloc-identitaire-devient-les-identitaires/
- Les Identitaires (coll.), *30 mesures pour une politique d'identité et de remigration*, Nice, Éditions Idées, 2017.
- Les Identitaires du Dauphiné, « La mobilisation des Identitaires du Dauphiné ne faiblit pas à Bourgoin-Jallieu », Communiqué des Identitaires du Dauphiné, *bloc-identitaire.com*, 07/04/13. [Consulté le 05/06/20] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2881/mobilisation-identitaires-deuxieme-mosquee-bourgoin-jallieu-ne-faiblit-pas.html
- Licourt J., « Les identitaires ne partent pas sous leurs couleurs pour les législatives », *Préférence nationale*, 30/05/2012 (mis en ligne sur le site du Bloc identitaire, *bloc-identitaire.com*), [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2531/preference-nationale-identitaires-ne-partent-pas-sous-leurs-couleurs-elections-legislatives.html
- Luyt G., « Cinq réflexion post-électorales », *bloc-identitaire.com*, 25/04/2004. [Consulté le 23/11/2015] : www.bloc-identitaire.com/actualite/422/cinq-reflexions-post-electorales.html
- Luyt G., « Cinq réflexions post-électorales », *Les-identitaires.com*, 05/04/04. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20040821102232/http://les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=552&idrub=3
- Luyt G., « Le défi municipal », *bloc-identitaire.com*, 17/10/2007. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/573/defi-municipal.html
- Luyt G., « 10 juin 2007 : les enjeux d'un scrutin », *bloc-identitaire.com*, 10/06/07. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20071014052003/http://blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php?cat=26
- Nissa Rebela, « Les identitaires présents aux prochaines élections régionales », *bloc-identitaire.com*, 08/07/2008. [Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/653/identitaires-presents-aux-prochaines-elections-regionales.html
- Nissa Rebela, « Nissa Rebela sur FR3 », *Chaîne YouTube de Nissa Rebela*, 27/04/2012. [Consulté le 10/08/20] URL : www.youtube.com/watch?v=UwvP8krLCxY&feature=player_embedded
- Paris Fierté, « "Métronome" de Lorant Deutsch : Paris-Fierté lance une pétition de soutien ! », Communiqué de l'association Paris Fierté, *bloc-identitaire.com*, 10/07/12, [Consulté le 05/06/2020] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/2598/censure-metronome-lorant-deutsch-paris-fierte-petition-soutien.html

- Pettibone B., « Blocking Illegal Migrants In The French Alps », *Chaîne Youtube de Brittany Pettibone*, 24/04/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=UdF0wv UYHI
- Plaquevent P.-A., « Soulidarieta : cinq ans d'action sociale identitaire », *bloc-identitaire.com*, 04/02/2009. URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/749/solidarieta-cinq-ans-action-sociale-identitaire.html
- Rebellyon, « Texte de revendication de l'attaque du local identitaire La Traboule », *Rebellyon.info*, 30/10/2018. [Consulté le 07/08/2020] URL : rebellyon.info/Texte-de-revendication-de-l-attaque-du-19707
- Rebellyon, « Salut les zids », *Rebellyon.info*, 13/11/2019 [Consulté le 07/08/2020] URL : rebellyon.info/salut-les-zids-21351
- Robert F., « Un week-end Instructif. Vers le combat identitaire », *unité-radical.com*, 08/04/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20020617104459/http://www.unite-radical.com/Archives_editos/edito080402.htm
- Robert F., « Le Combat continue », *dissolution-ur.com*, 08/08/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20020809102100/http://www.dissolution-ur.com/pages/edito.htm
- Robert F., « Le rebond identitaire est engagé », *Les-identitaires.com*, 25/11/2002. [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20040821102532/http://les-identitaires.com:80/aff_doc.php?id=50&idrub=3
- Robert F., « Pour une Europe européenne », *bloc-identitaire.com*, 10/02/2003. [Consulté le 10/03/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/354/europe-europeenne.html
- Robert F., « Éditorial », *ID Magazine*, n° 5, printemps 2006, p. 2.
- Robert F., « Le Bloc et l'Union des patriotes », *bloc-identitaire.com*, 09/07/2006 [entretien de mai 2006]. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/626/bloc-identitaire-sujet-union-patriotes.html
- Robert F., « Du tout électoral à l'enracinement local », *blog-identitaire.com*, 21/02/07, [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20070324232406/http://www.blog-identitaire.com:80/
- Robert F., « Orientations pour une droite identitaire », *blog-identitaire.com*, 24/05/07, [Consulté le 23/11/2018] URL : web.archive.org/web/20070612064602/http://www.blog-identitaire.com/
- Robert F., « Orientations pour une droite identitaire », *blog-identitaire.com*, 01/10/07 [Consulté le 08/10/2018] URL : web.archive.org/web/20071014052003/http://blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php?cat=26
- Robert F., « Il y a une vie après les élections », *blog-identitaire.com*, 11/03/08. [Consulté le 30/08/2017] URL : web.archive.org/web/20080429222357/http://www.blog-identitaire.com:80/b2evolution/index.php
- Robert F., « Campagne Identité-Solidarité-Puissance », *bloc-identitaire.com*, 13/05/2009. [Consulté le 10/03/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1084/campagne-identite-solidarite-puissance.html
- Robert F., « Retour sur un parcours politique personnel », 06/09/2010. [Consulté le 23/11/2018] URL : fr.metapedia.org/wiki/Fabrice_Robert_%22Retour_sur_un_parcours_politique_personnel%22
- Robert F., « Intervention à la convention identitaire de novembre 2012 », *IDentitaires*, n° 12, décembre 2012.
- Robert F., « 10 ans : un bilan et un horizon », *IDentitaires*, n° 12, décembre 2012, p. 11.
- Robillard F., « Êtes-vous « locavores » ? », *ID Magazine*, n° 16, 2009, p. 10.
- Santamaria J.-B., « Perspectives pour le mouvement national et identitaire », *bloc-identitaire.com*, 02/02/2004. [Consulté le 23/11/2015] : www.bloc-identitaire.com/actualite/411/perspectives-mouvement-national-et-identitaire.html

- Sellner M., « Der Große Austausch », *Chaîne YouTube de Martin Sellner*, 11/04/2015. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=o4gHQOOWBGQ
- Sellner M., « Lorenzo (Leader of GI-Italy) about Defend Europe », *Chaîne YouTube de Martin Sellner*, 15/06/2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=dLwmmevUktE
- Sellner M., « Generation identity Hungary – Abel Bodi », *Chaîne YouTube de Martin Sellner*, 22/10/2017. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=SuuVNsYxokw
- Sellner M., « England explained - with Tom from Generation Identity », *Chaîne YouTube de Martin Sellner*, 29/03/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=CcrkqxbNhl
- Sellner M., « Defend Europe blockiert französischen Alpenpass - Mein Bericht », *Chaîne YouTube de Martin Sellner*, 24/04/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=lbvRQsb221g
- Southern L., « Defend Europe Alps Mission », *Chaîne Youtube de Lauren Southern*, 22/04/2018. [Consulté le 23/04/2019] URL : www.youtube.com/watch?v=WIIpl3pVtSM
- Vallerie Y., « Pour la remigration des Turcs et des Africains, par Filip Dewinter, Président du Vlaams Belang », *Novopress*, Consulté [23/10/2015]. URL : fr.novopress.info/102779/pour-la-remigration-des-turcs-et-des-africains-par-filip-dewinter-president-du-vlaams-belang-audio/
- Vardon P., « Agir pour ne plus subir », *Alternative identitaire*, n°3, Juin 2003, p. 1.
- Vardon P., « Face à l'impasse électoraliste, les élections ! », *bloc-identitaire.com*, 03/10/2006. [Consulté le 23/11/2018] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/531/face-impasse-electoraliste-elections.html
- Vardon P., « L'identité, entre héritage et volontarisme », *bloc-identitaire.com*, 24/10/2006. [Consulté le 02/03/2016] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/534/identite-entre-heritage-et-volontarisme.html
- Vardon P., « Sur mon honneur... », *ID Magazine*, n° 11, 2007, p. 9-10.
- Vardon P., « Notre maison », *bloc-identitaire.com*, 02/07/08. [Consulté le 01/08/2020] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/600/notre-maison.html
- Vardon P., « Retour sur les élections cantonales », *bloc-identitaire.com*, 22/04/2011, Consulté le 23/11/2015] URL : www.bloc-identitaire.com/actualite/1888/retour-elections-cantonales.html
- Vardon P., *Éléments pour une contre-culture identitaire*, Éditions Idées, Nice, 2011.
- Vardon P., « La convention dans le texte », *IDentaires*, n° 12, 2012, p. 6
- Venner D., « Eternité des civilisations », *Nouvelle Revue d'Histoire*, n°7, 2003, p. 7.
- Vlaams Belang, « Vlaams Belang op officieel bezoek in turkije », *vlaamsbelanggent.be*, [Consulté le 09/10/2018]. URL : vlaamsbelanggent.be/vlaams-belang-op-officieel-bezoek-in-turkije
- Vlaams Belang, « Turkse terugkeer », *vlaamsbelang.org*, [Consulté le 09/10/2018]. URL : vlaamsbelang.org/turkse-terugkeer/

Annexes

<i>Annexe 1 – Tableau de présentation des militants interrogés.....</i>	<i>- 684 -</i>
<i>Annexe 2 – Grille d’entretien</i>	<i>- 689 -</i>
<i>Annexe 3 – Questionnaire « auto-administré »</i>	<i>- 692 -</i>
<i>Annexe 4 – Questionnaire aux fédérations européennes.....</i>	<i>- 694 -</i>
<i>Annexe 5 – Extraits du Journal officiel relatifs à la création des associations du mouvement identitaire</i>	<i>696 -</i>
<i>Annexe 6 – Campagnes nationales d’affiches des organisations de jeunessees (2002-2018).....</i>	<i>- 698 -</i>
<i>Annexe 7 – Campagnes nationales d’affiches du Bloc identitaire (2003-2015)</i>	<i>- 709 -</i>
<i>Annexe 8 – Liste des articles du corpus « Racisme anti-blanc »</i>	<i>- 716 -</i>
<i>Annexe 9 – Liste des articles du corpus « Remigration ».....</i>	<i>- 722 -</i>
<i>Annexe 10 – Découvrir les Identitaires : 3 modalités de rencontre entre l’individu et l’organisation (compléments)</i>	<i>- 723 -</i>
<i>Annexe 11 – Documents de l’Université d’été identitaire (2016).....</i>	<i>- 727 -</i>
<i>Annexe 12 – Tracts d’événements organisés par le mouvement identitaire (sélection).....</i>	<i>- 729 -</i>
<i>Annexe 13 – Tracts Université d’été (2004 – 2020)</i>	<i>- 736 -</i>
<i>Annexe 14 – Bulletin d’adhésion au BI et à GI</i>	<i>- 739 -</i>

Annexe 1 – Tableau de présentation des militants interrogés

Code	Militant	Parcours d'adhésion politique	Age	Profession	Niveau d'études	Milieu social d'origine (parents)	Politisation des parents	Ech. G/D	Religion	Département (résidence)	Date de première entrée dans le militantisme	Date d'adhésion aux identitaires	Autres engagements
2014_1	Armand	BI	32 ans	Cadre dans le privé	Deux masters (ingénieur et commerce)	Père officier dans l'armée ; mère assistante sociale	Pas d'engagement. "UMP bon ton"	refus	Catholique NP	75	2008 (26 ans)	2008 (26 ans)	/
2014_2	Rémi	BI	32 ans	Cadre dans le privé	Master (Ecole de commerce)	<i>Non précisé</i>	Grand-père résistant, 10 et annote membre du PS. Père militant au PS. Mère pas politisée.	Entoure 5 à 10 et annote "Droite identitaire"	Aucune	94	2007 (25 ans)	2007 (25 ans)	Antérieurement : membre d'un groupe de supporters du PSG (Kop of Boulogne).
2014_3	Eugénie	GI	25 ans	Agent NT de la FP	Master (Droit)	<i>Non précisé</i>	Pas d'engagement. "la bien-pensance", "au centre"	refus	Catholique (Hebdo)	75	2007 (18 ans)	2007 (18 ans)	Antérieurement : membre active d'associations culturelles.
2014_4	Louis	GI	22 ans	Etudiant	Baccalauréat pro (En cours d'apprentissage professionnalisant)	"Parents aisés", "Ma mère travaille dans la mode"	Pas d'engagement. Père plutôt à gauche et mère plutôt à droite	refus	Catholique (grands rassemblements / grandes fêtes)	75	2009 (17 ans)	2009 (17 ans)	/
2014_5	Antonin	BI	33 ans	Cadre dans le privé	Master (Physique)	"J'habitais dans un HLM, dans le 15ème"; profession des parents non précisée	Grands-parents communistes. Parents ni adhérents, ni militants mais "de gauche"	7	Catholique (Hebdo) FSSPX	94	2004 (23 ans)	2004 (23 ans)	Plusieurs années auparavant, fréquente le Parc des Princes
2014_6	Nathan	GI	24 ans	Etudiant	Etudes en cours (Science politique)	Père expatrié pendant plusieurs années ; profession non précisée.	Père militant au GUD et toujours proche	3 (et annote "Socialisme identitaire")	Catholique (grands rassemblements / grandes fêtes)	78	2012	2010	/
2014_7	Hortense	Renouvellement Français, GI	23 ans	Etudiante	Etudes en cours (Histoire)	Père avocat ; mère non précisée.	Parents militants FNJ.	Annotation : "Identitaire"	Aucune	78	2007 (16 ans)	2012 (21 ans)	Antérieurement : militante pour "SOS Tout petit", association qui milite contre l'avortement

Code	Militant	Parcours d'adhésion politique	Age	Profession	Niveau d'études	Milieu social d'origine (parents)	Politisation des parents	Ech. G/D	Religion	Département (résidence)	Date de première entrée dans le militantisme	Date d'adhésion aux identitaires	Autres engagements
2017_1	Tanguy	GI	24 ans	Etudiant	Master (commerce)	<i>Non précisé</i>	Père militant à l'extrême-gauche pendant ses études - aujourd'hui parents "de centre-gauche"	<i>refus</i>	Catholique Hebdo	92	2011 (18 ans)	2011 (18 ans)	Antérieurement : Don à des associations humanitaires
2017_2	François	UMP, GI	29 ans	Cadre dans le privé	Master (IEP)	"Famille de Profs" (Ne précise pas avantage)	Parents "à gauche"	<i>refus</i>	Agnostique	78	2006 (18 ans)	2011 (23 ans)	Antérieurement : divers engagements associatifs (étudiants)
2017_3	Jean-Baptiste	GI	26 ans	Cadre dans le privé	Master (Informatique)	<i>Non précisé</i>	Frère, cousins, parents, oncle et tante, grands-parents sont / ont été militants au FN ou chez les identitaires	1 à 4 (et annote "identitaire")	Catholique Hebdo	75	2014 (23 ans)	2014 (23 ans)	Antérieurement : Scoutisme (Mouvement catholique non précisé)
2017_4	Charlotte	GI	19 ans	Lycéenne	Etudes en cours (Bac)	Père expatrié pendant plusieurs années ; profession non précisée.	Père militant au GUD pendant ses études ; Mère peu politisée	10	Catholique (mensuel)	92	2016 (18 ans)	2016 (18 ans)	Scoutisme
2017_5	Etienne	GI	20 ans	Etudiant	Etudes en cours (Histoire)	<i>Non précisé</i>	Père militant au GUD puis au FN. Proximité avec Europe Jeunesse	<i>refus</i>	Paganisme	75	2016 (18 ans)	2016 (18 ans)	Antérieurement : Scoutisme (Europe Jeunesse)
2017_6	Jean	GI	20 ans	Etudiant	Etudes en cours (Droit)	Père expatrié pendant plusieurs années ; profession non précisée.	Père politisé à droite (déjà été candidat sur une liste DVD). Mère pas politisée, "pas intéressée"	7	Catholique Hebdo	69	2014 (17 ans)	2014 (17 ans)	Scoutisme (Mouvement catholique non précisé)
2017_7	Clément	GI	24 ans	Etudiant	Etudes en cours (Commerce)	<i>Non précisé</i>	Parents pas militants, peu politisés (pas de discussion politique)	8,5	Catholique Hebdo	69	2010 (17 ans)	2010 (17 ans)	Aucun engagement antérieur. Candidature à une municipale (étiquette FN)

Code	Militant	Parcours d'adhésion politique	Age	Profession	Niveau d'études	Milieu social d'origine (parents)	Politisation des parents	Ech. G/D	Religion	Département (résidence)	Date de première entrée dans le militantisme	Date d'adhésion aux identitaires	Autres engagements
2017_8	Anthony	GI	23 ans	Etudiant	Etudes en cours (Science)	<i>Non précisé</i>	Frère, cousins, parents, oncle et tante, grands-parents sont / ont été militants au FN ou chez les identitaires	8	Catholique Hebdo	69	2014	2014	Antérieurement : Scoutisme (Mouvement catholique non précisé)
2017_9	Alizée	GI	20 ans	Etudiante	Etudes en cours (Petite enfance ex. Histoire)	Mère employée dans le secteur de la petite enfance ; Père non précisé.	Parents pas engagés mais "votent à gauche"	5	Paganisme	92	2015	2015	/
2017_10	Jonathan	"Jeunes pour la France" (MPF) - GI	28 ans	Cadre dans le privé	Master (Ingénierie)	<i>Non précisé</i>	Parents pas engagés mais "plutôt de droite"	"Libéral 6/10 Conservateur 8/10"	Catholique (grands rassemblements / grandes fêtes)	92	2010 (20 ans)	2010 (20 ans)	/
2017_11	Fabien	FNJ, GI	27 ans	Assistant d'éducation (et auto-entrepreneur)	Master 1 (Géographie)	Père militaire ; Mère fonctionnaire (sans plus de précision)	Parents pas engagés mais "les idées étaient là"	8	Paganisme	76	2007 (17 ans)	2008 (18 ans)	/
2017_12	Typhaine	GI	27 ans	Chômage	Licence (Commerce, Langues)	<i>Non précisé</i>	Parents pas engagés, peu politisés, mais "de droite, tradi, engagé"	8	Catholique (NP)	76	2015	2015	/
2017_13	Baptiste	GI	26 ans	Graphiste (employé ?)	Licence (Art et graphisme)	Profession non précisée ; Milieu bourgeois	Père militant au GUD pendant ses études	<i>refus</i>	"Catholique solaire" (Hebdo)	76	2008 (17 ans)	2008 (17 ans)	Associations culturelles et historiques
2017_14	Steven	FNJ, FN, GI	23 ans	Doctorant contractuel	Etudes en cours (doctorat de droit)	<i>Non précisé</i>	Pas d'engagement familial, "famille moitié de droite, moitié de gauche"	<i>refus</i>	Catholique (Hebdo) FSSPX	31	2011 (17 ans)	2016 (22 ans)	Engagement dans des associations religieuses
2017_15	Julien	MPF, FNI, JI	28 ans	Instructeur sportif (ex. sous-officier dans l'armée)	Baccalauréat (et deux diplômes professionnels)	Père enseignant ; Mère : Directrice des Ressources Humaines	Père engagé à l'extrême-droite ; famille politisée à l'extrême droite	10	Paganisme	31	2006 (17 ans) [1 an au MPF, 1 an au FN/FNJ]	2008 (19 ans)	/

Code	Militant	Parcours d'adhésion politique	Age	Profession	Niveau d'études	Milieu social d'origine (parents)	Politisation des parents	Ech. G/D	Religion	Département (résidence)	Date de première entrée dans le militantisme	Date d'adhésion aux identitaires	Autres engagements
2017_16	Arthur	GI	26 ans	Salarié dans le secteur du bâtiment	Baccalauréat (et un diplôme professionnel)	Père artisan (ex-ouvrier) ; Mère, fonctionnaire (sans plus de précision)	Mère militante de gauche et d'extrême-gauche (dans sa jeunesse) ; Père pas engagé, mais de droite.	Annotation : "au-dessus"	Paganisme	31	2012 (20 ans)	2012 (20 ans)	Ancien membre d'un groupe de supporters du Toulouse FC.
2017_17	Simon	GI	24 ans	Développeur web	Licence (Informatique)	Non précisé	Famille peu politisée ; peu de discussion politique ; hostilité vis-à-vis de l'extrême droite	9	Catholique (grands rassemblements / grandes fêtes)	31	2016	2016	/
2017_18	Xavier	GI	21 ans	Etudiant	Etudes en cours (Histoire)	Non précisé	Père engagé anciennement à l'extrême gauche ; aujourd'hui militant syndical. Parents "à gauche"	5	Catholique Hebdo	31	2012 (16 ans)	2015 (19 ans)	Ancien Jeune sapeur pompier et scout (Eclaireurs de France). Actuellement : Scout d'Europe) ; d'évangélisation ; théâtre
2017_19	Cyril	FNI, GI	22 ans	Employé	Bac + 2 (Electricité)	Non précisé	Non précisé	8	Catholique Hebdo	6	2011 (1 an au FNI)	2015 (20 ans)	Ancien membre d'un groupe de supporters de Nice.
2017_20	Quentin	GI	22 ans	Employé	Baccalauréat pro (électricité)	Non précisé	Parents pas engagés, peu politisés, peu de discussion politique, "plutôt à droite"	8	Catholique (Grandes fêtes)	6	2011 (16 ans)	2011 (16 ans)	/
2017_21	Sam	GI	25 ans	Employé	Baccalauréat pro (électricité)	Non précisé	Parents pas engagés, peu politisés, pas de discussion politique.	8	Aucune	6	2017 (25 ans)	2017 (25 ans)	/
2017_22	Auxane	GI	27 ans	Agent NT de la FP	Master (Océanographie)	Père : Enseignant (Lycée) ; Mère : Non précisé	Parents pas engagés, mais politisés, "exactement les mêmes idées"	10	Catholique Hebdo	6	2015 (25 ans)	2015 (25 ans)	Multiple engagements (paroisse, association sportive, mouvements écologistes)

Code	Militant	Parcours d'adhésion politique	Age	Profession	Niveau d'études	Milieu social d'origine (parents)	Politisation des parents	Ech. G/D	Religion	Département (résidence)	Date de première entrée dans le militantisme	Date d'adhésion aux identitaires	Autres engagements
2017_23	Guillaume	GI	21 ans	Etudiant	Etudes en cours (Lettres, ex. Histoire)	Père avocat ; mère institutrice (Maternelles)	Parents par engagés, mais politisés. Père à droite ; mère à gauche ; Grands parents pieds-noirs.	De 8 à 10	Paganisme	13	2014 (18 ans)	2014 (18 ans)	Associations sportive et touristique. Réserviste (entrée dans la réserve après les attentats du Bataclan)
2017_24	Antoine	GI	18 ans	Lycéen	Etudes en cours (Bac pro électrotechnique)	Mère : beaucoup de "petits boulois", désormais Atsem ; Père : "dans l'armée, dans la police" ; Parents divorcés ; grandit avec sa mère dans un "quartier"	Père à droite (famille de droite, de militaire) ; Mère à gauche. Il évoque une "influence un peu bipolaire"	7	Catholique (Grandes fêtes)	13	2016 (17 ans)	2016 (17 ans)	Associations sportives.
2017_25	Laurent	UAJ ; GI	23 ans	Etudiant (et Auto-entrepreneur)	Etudes en cours (Communication ; ex-droit ; ex-histoire)	<i>Non précisé</i>	Parents électeurs mais "un coup à droite, un coup à gauche". Très réfractaire à l'extrême droite ; Grand-mère pied noir.	7	Aucune	13	2010 (16 ans)	2010 (16 ans)	Association culturelle ; association pour la défense des clients d'Orient ; Adhérents à plusieurs cercles de débat et de conférences
2017_26	Justine	GI	27 ans	Mère au foyer	Baccalauréat	<i>Non précisé</i>	Famille peu politisée ; peu de discussion politique ; Père plutôt à gauche ; mère "apolitique"	8	Paganisme	34	2013 (23 ans)	2013 (23 ans)	Antérieurement : plusieurs engagements associatifs (Loisirs, formations).
2017_27	Pierre	GI	22 ans	Etudiant	Etudes en cours (Assurance)	<i>Non précisé</i>	Peu de discussion politique ; parents "proches de la droite"	8,5	Catholique (mensuel)	34	2016 (21 ans)	2016 (21 ans)	Antérieurement : plusieurs engagements associatifs (culturels et sportifs)
2017_28	Adam	GI	26 ans	Cadre dans le privé	Master (Physique/Chimie)	Père : ambulancier ; Mère : comptable	Grand-Père résistant ; Parents pas engagés mais de droite	8	Paganisme	34	2010 (19 ans)	2010 (19 ans)	Ancien membre d'un groupe de supporters de Montpellier (Pol EG)
2017_29	Tristan	FNJ, GI	33 ans	Auto-entrepreneur	DEUG (Droit et Science politique)	Père : Antiquaires ; Mère : NP.	Parents "à gauche" ; Grand-oncle le familiarise aux idées d'extrême-droite	5	Paganisme	59	1998/99 (14/15 ans)	2002 (18 ans)	Multiples engagements (du d'un syndicat étudiant, adhérent à des mouvements écologiques)

Annexe 2 – Grille d’entretien

Consigne de départ : « J’aimerais que l’on parle de ton engagement... Comment tu es arrivé chez les Identitaires ? »

1. Adhésion / parcours

• Comment est-ce que tu es arrivé chez les Identitaires ?

- Quand as-tu adhéré au mouvement identitaire pour la première fois ?
- Comment est-ce que tu as découvert les identitaires ?
 - o Un événement particulier (politique ou personnel) ?
 - o Proches (parents ou amis) ?
 - o Environnement ?
- Quel a été ton premier contact avec le mouvement ?
- As-tu eu d’autres engagements par le passé ? (Politiques ? Associatifs ? Syndicaux ?)
 - o Si oui : où étais-tu engagé ? Pourquoi ? Qu’est-ce qui t’intéressait dans cet engagement ?
- Qu’est-ce qui t’as décidé à adhérer à ce mouvement ?
- Dans quel contexte personnel et politique as-tu rejoint les identitaires ?

2. Militantisme

• Comment est-ce que ça se passe le militantisme à GI ? Qu’est-ce que tu fais ?

Aujourd’hui tu es donc adhérent au mouvement identitaire...

- Est-ce que tu dirais que tu es un militant actif ? Peu actif ? Très actif ?
- Combien de temps est-ce que le militantisme occupe dans ta semaine en moyenne ?
- Combien est-ce que ça te coûte d’adhérer aux identitaires ? et quelles contreparties ?

- Peux-tu me raconter **ce que tu fais** dans le cadre du militantisme ?
- Est-ce qu’il y a d’autres activités auxquelles tu ne participes pas mais auxquelles tu aimerais participer ?
 - o Si oui, lesquelles ? pourquoi n’y participes-tu pas ?
- Est-ce que tes activités ont évolué depuis que tu as commencé à militer dans le mouvement ?
 - o Si oui, quand ? Pourquoi ?
- As-tu des **responsabilités** particulières au sein du mouvement ?
- Est-ce que tu es adepte du **militantisme en ligne** ?
- Comment est-ce que tu décrirais le militantisme au sein du mouvement ?

- Est-ce que tu peux imaginer ta vie sans militer ?
- Est-ce que le militantisme te satisfait ? te rend heureux ?

- Tes amis, les gens que tu vois et fréquentes sont des militants ? Ton/ta conjoint(e) est aussi militant ?

3. Socialisation politique

• Comment est-ce que ton militantisme est perçu par tes proches ? Sont-ils engagés eux aussi ?

- Et tes parents ils étaient aussi engagés que toi ? Et tes grands-parents ?
 - o Si oui : où ? dans quelle structure ? Pendant combien de temps ? Le sont-ils toujours ? Est-

ce que tu te souviens de les avoir vu militer ?

- Est-ce que la politique est un sujet qu'on aborde facilement chez toi, en famille ? avec tes frères et sœurs ?
- Comment est-ce que ton engagement est perçu par tes proches ? par ta famille ? par tes amis ? professionnellement ? Est-ce que tu te sens parfois obligé de le cacher ?

4. Rapport au mouvement et à son projet

- **Comment est-ce que tu définirais votre projet politique ?**
- **Comment est-ce que tu sauras que tu as « gagné » ?**

- Quel est le projet politique du mouvement identitaire ? Quel est son but, son objectif ?
- Quels sont les piliers idéologiques du mouvement identitaire ?
- Quelle filiation idéologique est-ce que tu vois ?
- Et pour toi, quelles sont les thématiques les plus importantes dans le projet des identitaires ?
- Quelle est la spécificité du mouvement identitaire ?
- Qu'est-ce que ça signifie pour toi l'identité ?
- Est-ce que pour toi, la religion fait partie de l'identité ?
 - o Es-tu catholique ? Pratiquant ?
 - o Quelle place occupe la foi dans ton rapport à l'identité ?
- Du coup « être identitaire » ça se traduit comment ?
- Toi personnellement, te sens-tu attaché à ta région ? à certaines coutumes ou particularités régionales ?

- Qu'est ce que ça représentait pour toi de t'engager dans un mouvement politique ?
- C'est quoi pour toi le rôle d'un mouvement politique ? Et celui d'un parti ?
- A quoi sert un mouvement comme les identitaires aujourd'hui ?
- Qu'est-ce qui t'as séduit chez les identitaires ?
- Pourquoi t'engager chez les identitaires et pas dans un autre mouvement ?
- Comment est-ce que tu vois l'avenir du mouvement identitaire ?

- Est-ce que les identitaires ont des liens avec le FN ?
- Est-ce que tu as été amené à rencontrer avec des militants FN ou à collaborer avec eux dans le cadre de ton engagement identitaire ?
- Pour toi, quelles sont les différences entre le mouvement identitaire et le FN ?

- Est-ce que les identitaires ont des liens avec d'autres mouvements comme Dextra ou l'Action Française ?
- Est-ce que tu as été amené à rencontrer des militants de ces organisations ou à collaborer avec eux dans le cadre du militantisme ?
- Pour toi, quelles sont les différences entre le mouvement identitaire et ces autres mouvements dont on vous rapproche souvent ?

5. Positionnement politique

- **Comment est-ce que tu te définis politiquement ?**

- Qu'est-ce que tu penses des différents grands partis actuels ?
 - o Les Républicains ? Le Parti socialiste ? Le Front national ?
- Est-ce que d'autres initiatives partisans te paraissent intéressantes ?
 - o Debout la République ? Rebâtir la France (Gal Tauzin) ?

- Comment est-ce que tu te situerais sur l'axe droite-gauche ? Est-ce que cette distinction a du sens pour toi ? Si oui, lequel ?
- Comment est-ce que tu te qualifierais politiquement ?
- Que signifie extrême droite pour toi ?
- Quand on dit que le mouvement identitaire est d'extrême droite, qu'est-ce que cela t'inspire ?

6. Vote, campagne et élection

- Est-ce que tu es inscrit sur les listes électorales ?
 - o Si oui : depuis quand ?
 - o Quel sens est-ce que ça a, pour toi, de voter aujourd'hui ?

 - Est-ce que tu votes régulièrement ?
 - o Par exemple, si on reprend les dernières élections depuis 2012 : présidentielles ? législatives ? Européennes ? municipales ? régionales ?
 - o Est-ce que tu votes toujours pour le même parti ?
 - o Pour quel(s) parti(s) votes-tu ? (au premier et au second tour)

 - As-tu participé aux primaires de la droite ? de la gauche ?
 - o Si oui, pourquoi ? Pour qui as-tu voté ?

 - Est-ce que des consignes de vote émanent des identitaires ?
 - o Si oui, lesquelles ? depuis quand ?
 - o Que penses-tu de ses consignes ?

 - Est-ce que tu comptes voter aux prochaines élections présidentielles et législatives ?
 - o Si oui, sais-tu déjà pour qui ?
 - o Si oui, comptes tu t'engager auprès de ce candidat ? Faire campagne pour lui/elle ?

 - Est-ce que tu as déjà participé à une manifestation ?
 - o Si oui laquelle/lesquelles ? Pourquoi ?

 - Est-ce que tu as déjà participé à une campagne politique ?
 - o Si oui laquelle ? Pour qui ? Pourquoi ?

 - Est-ce que tu as déjà été candidat à des élections ?
-

Annexe 3 – Questionnaire « auto-administré »

Les Identitaires et vous

- ❖ Actuellement adhérent à :
- ❖ Année de première adhésion :
- ❖ Position au sein de l'organisation :

~

La politique et vous :

Le Vote : Avez-vous voté à ces élections ? (ou voterez-vous) Si oui, pour quel parti ?

	Vote ? (O/N)	Pour (parti)
Présidentielles de 2012		
Législatives de 2012		
Municipales de 2014		
Européennes de 2014		
Départementales de 2015		
Régionales de 2015		
Présidentielles de 2017		
Législatives de 2017		

L'action politique et vous : Avez-vous déjà...

	Oui	Non	Non Applicable
... participé à une manifestation ?			
... participé à une action de boitage / tractage / collage ?			
... adhéré à une autre association (politique ou non) ?			
... fait campagne pour un candidat à des élections ?			
... été candidat à une élection ?			

Positionnement droite/gauche : sur l'échelle ci-dessous allant de 1 (le plus à gauche) à 10 (le plus à droite), comment vous positionnez vous ?

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

~

En savoir plus sur vous

- ❖ Année de naissance :
- ❖ Département actuel :
- ❖ Domaine d'étude :

- ❖ Niveau d'étude (entourez) :

Sans diplôme	BEP/CAP	Baccalauréat	Bac + 2	Bac + 3	Bac + 5	Bac + 8
--------------	---------	--------------	---------	---------	---------	---------

- ❖ Religion (entourez) :

Catholicisme	Protestantisme	Islam	Judaïsme	Paganisme	Aucun	Autre
--------------	----------------	-------	----------	-----------	-------	-------

- ❖ Pratique religieuse (entourez) :

Chaque semaine	Quelques fois par mois	Grands rassemblements	Grandes fêtes	Jamais ou seulement pour les grands rites de passage
----------------	------------------------	-----------------------	---------------	--

Annexe 4 – Questionnaire aux fédérations européennes

1- The creation of [Name of local branch]

- When was [name of local branch] founded?
- How was it founded? (*Who initiated the foundation? Was he/she already involved in a political movement? Did he/she contact an other Generation identity (GI) branch? If so, how did he/she contact them? Who did he/she establish contact with? How did this go? Were there any requirements?*)
- Why did he/she decide to found a branch of GI in your country? (*How did he/she discover the movement? What were the motivations and goals? What did he/she like about this particular movement? What was the situation in Hungary at the time?*)

2- [Name of local branch] today

- In which city/cities is [Acronym of local branch] now present in your country? How do these local federations work? (*i.e. how are they organized? What kind of activities do they propose, etc.*)? Do you have any « identitarian bar » (*such as La Citadelle in Lille or La Traboules in Lyon*)?
- How many members (*i.e.: people who pay a fee to adhere to the association*) does [name of local branch] count in [country of local branch]? And how many activists (*ie. people who actually mobilize regularly*)?
- What were the main actions organized by [Name of local branch] in your country?
- What are the main topics you are currently involved in, or want to get involved in in the future?
- What are your plans for the future of your GI branch?

3 – [Name of local branch] within the European "Identitarian movement"

- What are the current links between [name of local branch] and the other GI branches (*especially the french one*)? How independent are you from one another? Are the leaders of the various branches in contact on a regular basis? (*i.e. Do you feel the need to coordinate between branches? if so, how does that work?*)
 - From your point of view, what are the common grounds, similarities... that you share with the other European branches? What are the differences? (*for instance, do you feel you have a [country of local branch] particularity"?*)
 - From your point of view, what does that change to be a « european movement » instead of a national one?
 - « Defend Europe » was the first action organized by the identitarian at a european level, coordinating various GI branches, involving people from all over Europe: were you involve in the action in any way? If so, where did the idea originate? How was it organized? Do you think it was a success? What did you think of this first try at European coordination?
 - And what about « Defend Europe Mission Alps »?
 - Have you ever been contacted by people from another country who wanted to found their own GI branch? If so, how did you respond?
-

Annexe 5 - Extraits du Journal officiel relatifs à la création des associations du mouvement identitaire

- Journal officiel du 25 janvier 2003 attestant la déclaration en préfecture le 3/12/02 de l'association « Les Identitaires » (p. 577, extrait).

707 – Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **LES IDENTITAIRES.** *Objet* : rassembler les citoyens français et européens attachés à la défense de leurs traditions culturelles. *Siège social* : chez M. Luyt (Guillaume), rue d'Aval, 21120 Til-Châtel. *Date de la déclaration* : 3 décembre 2002.

- Journal officiel du 22 février 2003 attestant la déclaration en préfecture le 05/12/02 de l'association « Jeunesses Identitaires » (p. 1089, extrait).

73 – Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **JEU-NESSES IDENTITAIRES (J.I.).** *Objet* : défense de l'identité française et européenne à travers tout type de manifestations telles que l'organisation de conférences, de défilés ou de randonnées, la diffusion et l'édition de livres, brochures, revues ou disques ; les jeunes identitaires entendent ainsi participer au sein de la jeunesse française à la préservation et à l'enracinement de l'héritage culturel européen. *Siège social* : chez M. Garcia, 36, rue Bottéro, résidence Europa, 06000 Nice. *Site internet* : www.jeunesses-identitaires.com. *Mél.* : contact@jeunesses-identitaires.com. *Date de la déclaration* : 5 décembre 2002.

- Journal officiel du 24 mai 2003 attestant la déclaration en préfecture le 07/04/03 de l'association « Bloc identitaire » (p. 2765, extrait).

143 – Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **BLOC IDENTITAIRE.** *Objet* : concourir à l'expression démocratique en rassemblant les citoyens français et européens attachés à la défense et à la promotion de leurs identités historiques, sa durée est illimitée. *Siège social* : 33, boulevard de Riquier, 06300 Nice. *Date de la déclaration* : 7 avril 2003.

- Journal officiel du 24 octobre 2009 attestant la déclaration en préfecture le 14/10/09 de l'association « Association de financement du Bloc identitaire » (p. 4998, extrait).

127 – * Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes. **ASSOCIATION DE FINANCEMENT DU BLOC IDENTITAIRE (AFBI)**. *Objet* : recueillir les fonds destinés au financement des activités politiques du Bloc Identitaire conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988, modifiée, relative à la transparence financière de la vie politique. *Siège social* : 2, rue Georges Ville, 06300 Nice. *Date de la déclaration* : 14 octobre 2009.

Annexe 6 - Campagnes nationales d'affiches des organisations de jeunesse (2002-2018)

2002/2003 – Jeunesses identitaires



2003/2004 – Jeunesses identitaires



2006 – Jeunesses identitaires



NI VOILÉE ! NI VIOLÉE !

Des divinités antiques à la Vierge Marie, en passant par la tradition de l'amour courtisé et par les femmes ayant marqué l'histoire (telles Catherine de Médicis, Jeanne d'Arc ou les révolutionnaires italiennes de 1916), les femmes ont toujours été respectées et protégées en Europe. Et cela bien avant le féminisme ou la parité...

Les femmes européennes, et en particulier les jeunes filles, sont aujourd'hui les premières cibles et les premières victimes de l'islamisation de notre société et d'une nouvelle forme de violence, teintée à la fois de sexisme et de racisme anti-blanc dont les fameuses « tournantes » sont la plus odieuse expression.

Parce que nous ne voulons pas voir demain les femmes d'Europe voilées, parce que nous en avons assez des viols collectifs et des agressions verbales ou physiques contre les jeunes filles :

TOUCHE PAS À MA SŒUR !



www.jeunesses-identitaires.com

***** Bulletin à retourner à JI - BP 23 - 83290 Dongjonn-sur-Isère *****

Je soutiens l'action des JI en faveur de la liberté et de l'identité des Européennes.

Je souhaite rencontrer un responsable des Jeunesses Identitaires.

Les tournantes c'est sympa ! Le voile, c'est fashion !

Nom Prénom

Adresse

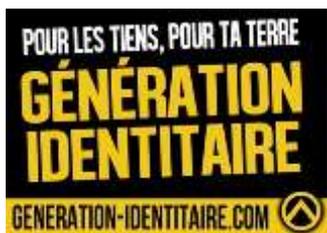
Tel. Mail

2007 – Jeunesses identitaires



2009 – Une autre jeunesse





2013 – Génération identitaire



2014 – Génération identitaire





2016 – Génération identitaire





2018 – Génération identitaire





Annexe 7 - Campagnes nationales d'affiches du Bloc identitaire (2003-2015)

A partir de 2003 (disponible sur le site jusqu'en 2009/2010)

**La droite et la gauche se succèdent au pouvoir...
... MAIS RIEN NE CHANGE VRAIMENT !**

QUELLE ALTERNATIVE ALORS POUR RÉSOUDRE
LES PROBLÈMES DE NOTRE SOCIÉTÉ
ET ABORDER LES GRANDS DÉFIS DE NOTRE SIÈCLE ?

*Parce que nous voulons une France respectueuse
de son histoire, de ses traditions...*
*Parce que nous pensons que l'Europe est une chance
pour les peuples d'assurer une paix durable,
de profiter des avancées de la science, de partager
les bénéfices des échanges culturels ou commerciaux...*
*Parce que nous ne sommes rien sans connaître,
assumer et défendre nos identités charnelles...*
*Parce qu'à la violence réelle des banlieues
et qu'à la violence légale de l'intelligence parisienne,
nous préférons une alternative saine, exacte
et ambitieuse...*

...NOUS FAISONS BLOC !

BLOC IDENTITAIRE
Après l'échec des idéologies,
le réveil des identités a sonné !

***** Bulletin à retourner à : Bloc Identitaire - BP 13 - 06 301 Nice cedex 04 *****

Je souhaite en savoir plus sur les activités du Bloc Identitaire

Nom Prénom

Adresse

Tel.

> www.bloc-identitaire.com <

**NOUS SOMMES
6 FRANÇAIS SUR 10
À ESTIMER QU'IL Y A
TROP D'IMMIGRÉS
EN FRANCE**

Enquête Ipsos
pour RTL et Le Monde mai 2002.

MAIS ÇA N'EMPÊCHE PAS
LES POLICIERS PULVAISES DE POURSUIVRE
LEUR CRIMINELLE POLITIQUE D'IMMIGRATION !

Ainsi, pendant que Nicolas Sarkozy fait les gros yeux devant
les médias et renvoie quelques dizaines de clandestins chez
eux, des milliers d'illégaux continuent de s'installer chez
nous. Immigrés illégaux qui seront demain réguliers avant,
après-demain, d'être naturalisés, ce qui permet de les faire
sortir des statistiques sur les étrangers en France. Du coup,
les bien-pensants peuvent nous expliquer sans souci que
la proportion d'étrangers dans notre pays n'a pas augmenté
depuis les années 60. Mais ça ne prend plus !

ALORS QU'ILS, UN BÉBÉ SUR TROIS QUI MÛT DANS LES MATERNITÉS FRANÇAISES
EST D'ORIGINE EXTRA-EUROPEENNE ; C'EST INACCEPTABLE, CAR
C'EST L'IDENTITÉ MÊME DE NOTRE PEUPLE QUI EST EN JEU !

Et pourtant, politiciens, patrons et syndicats continuent de
réclamer, mais dans la main, toujours plus d'étrangers.

PARCE QUE C'EST D'ENFANTS DONT NOUS AVONS BESOIN,
PAS D'IMMIGRÉS !

Ensemble, faisons bloc contre la colonisation de l'Europe !

www.bloc-identitaire.com

> BLOC IDENTITAIRE - BP 13 - 06301 NICE CEDEX 4

PÉTITION

NON À LA TURQUIE EN EUROPE !

Nous sommes pour le respect des
frontières géographiques et cultu-
relles saurées de l'Europe. L'Europe
doit rester européenne pour préserver
son identité et affirmer sa puissance !
La Turquie est un pays très riche et
vivant, mais la Turquie n'est pas en
Europe.

Intégrer la Turquie, puissance isla-
mique, à l'Union Européenne, aurait
des conséquences politiques, écono-
miques et démographiques très
graves. 60 millions de musulmans de
plus auraient le droit de s'installer
partout librement en Europe.

La grande majorité des Français
est contre l'entrée de la Turquie
dans l'Union Européenne.
Jacques Chirac
et le gouvernement doivent
écouter les Français.

"Les musulmans sont nos frères, les couloirs
des avions, les missiles nos obusiers
et les croyants nos soldats."
Rıza Türker, chef du parti islamiste AKP
en plein en Turquie, citant Ziya Gökalp

***** Bulletin à retourner à : Bloc Identitaire - BP 13 - 06 301 Nice cedex 04 *****

Je suis opposé(e) à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. Je demande aux gouvernements
et aux responsables politiques français de tout mettre en œuvre pour que l'Europe reste européenne.

Je veux soutenir votre action et verser un chèque à l'ordre du Bloc Identitaire.

Tel. 20 euros Autre montant : euros

Nom Prénom

Adresse

Tel.

Profession :

Continuellement à l'appui. Il se le fait de la CUB, sans aucun frais. À tout moment à la volonté
de la modification des données personnelles non autorisée.

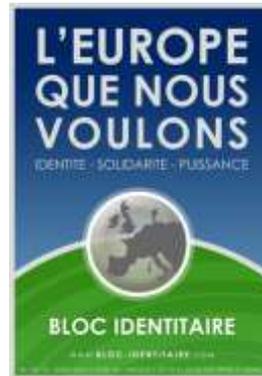
A partir de 2004 (disponible sur le site jusqu'en 2016)



A partir de 2008 (disponible jusqu'en 2016)



A partir de 2009 (disponible jusqu'en 2016)



A partir de janvier 2010 (disponible jusqu'en 2016)



A partir de 2011 (disponible jusqu'en 2016)



A partir de 2012 (disponible jusqu'en 2016)





A partir de 2013 (disponible jusqu'en 2016)



A partir de 2014 (disponible jusqu'en 2016)



A partir de 2015 (disponible jusqu'en 2016)



Annexe 8 – Liste des articles du corpus « Racisme anti-blanc »

Média	Titre d'article ou de dépêche	Date
Le Monde	Le discret ménage de Facebook dans ses pages	22/12/17
Le Figaro	Pourquoi la politique doit devenir radicale	01/12/17
Le Figaro	Mario Stasi : « Edwy Plenel a tort sur toute la ligne »	16/11/17
Le Figaro	La foisonnante extrême droite américaine	14/08/17
Le Figaro	Goldnadel : « Marlène Schiappa et Sibeth Ndiaye, ou l'antiracisme névrotique au sommet de l'Etat »	07/08/17
Le Figaro	Goldnadel : «L'islamo-gauchisme a contaminé les esprits»	30/06/17
Le Figaro	Polémique «Nique la France» : derrière l'antiracisme des Indigènes de la République, le racisme anti-blanc	26/06/17
Le Figaro	NAÏMA MOUTCHOU . Val-d'Oise . Avocate	20/06/17
Le Figaro	Nouvelles têtes à l'Assemblée: des «marcheurs» aux profils et expériences très variés	19/06/17
AFP	L'avocate Naïma Moutchou (REM) s'empare de la 4e circonscription du Val-d'Oise	18/06/17
Le Monde	Emmanuel Macron, première victime des intoxic pendant la campagne présidentielle	04/05/17
Le Monde	« La Morsure des dieux »: beauté et naufrage d'un monde	25/04/17
Le Figaro	Gourcuff victime de «racisme anti-blanc» à Knysna ?	24/04/17
Le Figaro	Gourcuff victime de «racisme anti-blanc» à Knysna selon Pierre Ménès	23/04/17
Le Figaro	Damien Le Guay : « Pour combattre le racisme, il faut déradicaliser l'antiracisme »	31/03/17
Le Monde	Présidentielle : les immigrés, les médias et Macron, cibles privilégiées des intoxic	29/03/17
Le Figaro	François Fillon s'en prend au «racisme anti-français»	17/03/17
Le Figaro	Fillon et le racisme anti-Français: l'homme occidental toujours coupable, jamais victime?	17/03/17
Le Monde	« La Chute des hommes » : le cinéma combattant de Cheyenne-Marie Carron	22/11/16
AFP	Présidentielle: Marine Le Pen "peut gagner" (Copé)	18/11/16
Le Figaro	2017: "Marine Le Pen peut gagner" (Copé)	16/11/16
Le Figaro	Donald Trump : quand les électeurs donnent des leçons aux donneurs de leçon	14/11/16
Le Figaro	Pour Copé, Sarkozy veut Baroin en premier ministre pour «ne pas lui faire d'ombre»	28/10/16
Le Figaro	Manif d'extrême droite interdite: un militant nationaliste condamné	26/10/16
AFP	Manif d'extrême droite interdite: le militant nationaliste Yvan Benedetti condamné à 2000 euros d'amende	26/10/16
Le Monde	Haro sur la resquille à la RATP !	14/10/16
Le Figaro	Turquie : quelle orientation politique pour le régime de Recep Erdogan ?	18/08/16
Le Figaro	Violence anti-asiatique : où sont passés les antiracistes ?	15/08/16
Le Figaro	Dallas et la question raciale : les Etats-Unis au même point qu'en 1968, vraiment ?	12/07/16
Le Figaro	SOS Racisme s'oppose à des groupes musicaux	07/07/16
Le Figaro	Quand la gauche antifasciste bafoue la liberté de la presse	30/05/16
Le Figaro	La laïcité s'installe au cœur du débat de la primaire	22/05/16
Le Figaro	L'affreux visage de la gauche «morale»	20/05/16
Le Figaro	Campagne contre les discriminations : l'antiracisme à sens unique	27/04/16
Le Monde	Les nouveaux visages du militantisme étudiant	16/04/16
Le Monde	Loi travail: cours alternatifs et débats à Paris-VIII	04/04/16
Le Figaro	Trois mois ferme pour du racisme anti-blanc	01/04/16
Le Figaro	#TousUnisContrelaHaine : de l'antiracisme au multiculturalisme	25/03/16
Le Figaro	Les vrais responsables du malheur belge	25/03/16
Le Monde	La loi El Khomri accusée de miner la laïcité en entreprise	23/03/16
Le Figaro	Gilles-William Goldnadel : «La Belgique, c'est la France multiculturaliste, en pire»	22/03/16
Le Figaro	Les cadres du FN en croisade contre la campagne antiraciste du gouvernement	21/03/16
Le Figaro	FN, Donald Trump, montée des «populismes» : le baroud d'honneur des «petits blancs»	07/03/16
Le Figaro	César : Guillaume Gallienne «s'interroge» sur la victoire de Fatima	07/03/16
Le Figaro	Bruno Le Maire en campagne contre les «crabes de la politique»	28/02/16
Le Figaro	Oscars 2016: le point complet sur les polémiques	26/01/16
Le Monde	L'académie des oscars promet d'être un peu moins blanche	26/01/16
Le Monde	L'Académie des Oscars promet d'inclure plus de Noirs et de femmes d'ici à 2020	26/01/16
Le Monde	L'Académie des Oscars promet d'inclure plus de Noirs et de femmes d'ici à 2020 - Verbatim	26/01/16
Le Monde	Oscars : plus de Noirs et de femmes d'ici à 2020	25/01/16
Le Figaro	Ai Weiwei, Pivot, Rampling... Les phrases chocs de la semaine	23/01/16
Le Figaro	Le boycott des Oscars? Du «racisme anti-blanc» pour Charlotte Rampling	22/01/16
Le Figaro	Oscars 2016 : Will Smith et Rampling sèment le trouble	22/01/16

Le Figaro	Pourquoi les idéologues sont des fardeaux	22/01/16
Le Figaro	Le racisme, une expérience vécue par la majorité	09/01/16
Le Figaro	Scolarité, religion, racisme, sentiment d'appartenance : le visage de l'immigration française	08/01/16
Le Figaro	Pascal Bruckner : «Il faut un front anti-fasciste contre l'islamisme»	18/12/15
AFP	Radicalisation religieuse: le sport infiltré	20/11/15
Le Monde	Les dits et non dits au sujet des juifs et des arabes	30/10/15
Le Figaro	La mortelle lâcheté de l'Occident en guerre	02/10/15
Le Monde	Les « races », Morano et de Gaulle : pour clore la polémique	01/10/15
Le Figaro	Pourquoi les jeunes sont passés à droite	24/09/15
Le Figaro	Georges Bensoussan : «Nous assistons à l'émergence de deux peuples» (2/2)	14/08/15
Le Figaro	Goldnadel : «Ce qui nous menace n'est pas l'excès de patriotisme, mais le vide existentiel»	14/08/15
Le Figaro	La femme voilée, l'arbre et l'oiseau mort : une fable inventée de toutes pièces	11/06/15
Le Monde	Les enjeux des élections législatives en Turquie	04/06/15
Le Figaro	Chômage, syndicats, idéologie antiraciste : le plaidoyer de Goldnadel	30/03/15
Le Figaro	Pour la justice, le concept de «Français de souche» n'existe pas	20/03/15
Le Monde	Sur écoutes	20/03/15
AFP	La Une en France à 07H00	20/03/15
Le Figaro	Racisme anti-blanc: deux prévenus relaxés	19/03/15
Le Figaro	Prison pour l'ex-président des Jeunesses nationalistes	19/03/15
AFP	La Une en France à 23H00	19/03/15
AFP	Racisme anti-blanc: la justice rejette le concept de "Français de souche"	19/03/15
AFP	La Une en France à 19H00	19/03/15
AFP	La journée en un clin d'oeil: le tour de l'actualité du jeudi 19 mars	19/03/15
AFP	Manif interdite: prison et amendé pour l'ex-président des Jeunesses nationalistes	19/03/15
Le Figaro	«Français de souche» : histoire d'une expression controversée	24/02/15
AFP	"Nique la France": racisme anti-blanc ou cri de colère, le tribunal tranchera	20/01/15
Le Figaro	Marche républicaine: toute la France en deuil...ou presque	12/01/15
AFP	Quand le "professeur Rollin" fait souffler l'esprit de Charlie Hebdo	12/01/15
Le Figaro	Le plaidoyer de Goldnadel : face à la menace terroriste, l'occident perd la raison	29/12/14
Le Monde	« Exhibit B » : interpeller, boycotter, cogner	04/12/14
AFP	Plainte du maire de Nevers après le détournement de l'affiche d'un documentaire	26/11/14
Le Figaro	«Tabou», l'adjectif chéri et ressassé du discours politique	12/10/14
Le Figaro	Pascal Boniface : «Critiquer la politique d'Israël, ce n'est pas être antisémite»	18/07/14
Le Figaro	Gilles-William Goldnadel : Hamas, pourquoi tant d'indulgence ?	14/07/14
Le Monde	Comment se construisent les identités	10/07/14
Le Figaro	Pourquoi de jeunes Français s'identifient à l'équipe d'Algérie	23/06/14
Le Figaro	Des banlieues au djihad : itinéraire d'une certaine jeunesse française	23/04/14
AFP	A NOTER POUR AUJOURD'HUI - MERCREDI 19 MARS 2014	19/03/14
AFP	A NOTER POUR AUJOURD'HUI - MARDI 18 MARS 2014	18/03/14
AFP	France: contre-attaque ratée du chef de l'opposition soupçonné de favoritisme	03/03/14
Le Figaro	« Petits Blancs » contre bobos, la nouvelle lutte des classes ?	07/02/14
Le Figaro	Me Stasi : « Même marginal, le racisme anti-Blanc existe »	28/01/14
Le Monde	L'interdiction des spectacles de l'humoriste est une faute	23/01/14
Le Monde	« Racisme anti-blanc » et antisémitisme vont-ils de pair ?	23/01/14
Le Monde	Première condamnation pour racisme « anti-Blanc »	22/01/14
Le Monde	Le racisme anti-Blanc existe, c'est l'antisémitisme!	06/01/14
Le Monde	Le racisme anti-blanc existe, c'est l'antisémitisme !, par Pascal Bruckner	05/01/14
Le Monde	Affaire Dieudonné : "On n'éteint pas la haine par décret" pour Pascal Bruckner	04/01/14
AFP	Revue de la presse quotidienne du vendredi 6 décembre 2013	06/12/13
AFP	France: tentative de sursaut contre le racisme	29/11/13
Le Figaro	Le malaise de la France des «petits Blancs»	27/11/13
AFP	En crise, les grandes associations antiracistes tentent un front commun	26/11/13
Le Monde	Comment raviver l'antiracisme	18/11/13
Le Monde	Evitons les pièges du "racisme anti-Blancs"	17/11/13
Le Monde	Marie Darrieussecq : "Je dédie mon prix Médicis à Christiane Taubira"	17/11/13
Le Monde	Le racisme est le propre de l'homme	13/11/13
Le Monde	Le racisme anti-Blanc non retenu dans une condamnation	25/06/13
Le Monde	Quatorze interpellations lors d'un rassemblement antifasciste	25/06/13
AFP	Racisme "anti-Blanc": 3 ans ferme mais la circonstance aggravante de racisme écartée	21/06/13

Le Monde	" Racisme anti-Blanc ", non à une imposture!	14/05/13
Le Figaro	Comment la vérité s'impose aux Français	03/05/13
Le Monde	« Racisme anti-Blanc », quatre ans de prison requis	29/04/13
Le Monde	Quatre ans de prison requis contre un homme accusé de « racisme anti-Blanc »	29/04/13
AFP	Quatre ans requis contre l'auteur présumé d'une agression raciste "anti-blanc"	26/04/13
AFP	Les Français début 2013: pessimisme, défiance, xénophobie et repli	24/01/13
AFP	Les Français début 2013: pessimisme, défiance, xénophobie et repli (Ipsos)	24/01/13
Le Figaro	Le CFCM clôt la polémique avec Copé	10/01/13
Le Figaro	Quentin Tarantino boudé par le Syndicat des réalisateurs	09/01/13
Le Monde	Claude Bartolone : « Je crains les dérives vers l'extrême droite »	23/11/12
Le Monde	Le racisme anti-blanc est-il une imposture ?	23/11/12
Le Figaro	À Nîmes, le parti débordé par le flot de militants	19/11/12
AFP	Agenda France du lundi 19 novembre	19/11/12
AFP	Orpheline de Sarkozy, la droite française élit son nouveau chef	18/11/12
Le Figaro	Les mots de la campagne	17/11/12
Le Monde	« Racisme anti-Blanc », non à une imposture!	15/11/12
Le Monde	La bataille de la Gauche populaire pour éviter un "21 avril bis"	13/11/12
AFP	Bernard Debré (UMP): "Il faut tourner la page Sarkozy"	09/11/12
AFP	Les musulmans de France demandent à Hollande de s'engager contre l'islamophobie	08/11/12
AFP	A la convention identitaire, des ovations pour "notre race" et "les blancs de l'Europe"	03/11/12
AFP	Fillon utilise l'héritage de Sarkozy pour cibler Copé et son appel à manifester	02/11/12
AFP	Le Bloc identitaire célèbre ses dix ans et un bilan mitigé	01/11/12
AFP	Appel à manifester de Copé: "Pas sa meilleure inspiration" (Longuet, UMP)	30/10/12
Le Monde	« Racisme anti-Blancs » : la formule qui fâche	27/10/12
Le Figaro	[Procès d'une affaire de « racisme anti-blanc...]	26/10/12
Le Figaro	Copé-Fillon : ce qui les sépare	26/10/12
AFP	Un procès pour "racisme anti-Blanc" renvoyé au 26 avril	26/10/12
AFP	Agenda France du vendredi 26 octobre	26/10/12
AFP	A NOTER POUR AUJOURD'HUI - VENDREDI 26 OCTOBRE 2012	26/10/12
Le Monde	Le "racisme anti-Blancs" divise les antiracistes	26/10/12
Le Monde	Le procès pour "racisme anti-Blancs" est reporté au printemps 2013	26/10/12
Le Figaro	Fillon-Copé à l'heure de vérité	24/10/12
Le Monde	Copé dénonce le rejet dont seraient victimes des militants UMP	23/10/12
AFP	Copé en terrain conquis à Marseille, à trois jours du débat télévisé avec Fillon	22/10/12
Le Monde	UMP : Villepin soutient Copé, "une perle rare"	20/10/12
AFP	La semaine judiciaire	19/10/12
Le Monde	Jean-François Copé :» Ne lisez pas les sondages et les articles... »	18/10/12
AFP	Copé ironise à propos de Valls et multiplie les allusions voilées contre Fillon	18/10/12
Le Monde	Jean-François Copé : "François Hollande sabote notre industrie"	17/10/12
AFP	Mamère (EELV): "sortir de l'hypocrisie" sur le cannabis	15/10/12
AFP	Agenda France du lundi 15 octobre	15/10/12
Le Monde	Le "petit Blanc" n'est plus ce qu'il était	15/10/12
AFP	La semaine judiciaire	12/10/12
Le Monde	Laurent Fabius : « Déceler les réseaux »	09/10/12
AFP	Pain au chocolat: "C'est évidemment pas des propos que j'utiliserais" (Borloo)	09/10/12
Le Figaro	Intégrisme : Jean-François Copé tient bon face à ses détracteurs	08/10/12
AFP	Revue de la presse quotidienne du lundi 8 octobre 2012	08/10/12
AFP	Ramadan et pain au chocolat : Ayrault "n'accepte pas la méthode de Copé"	07/10/12
Le Monde	Ramadan et pain au chocolat : Ayrault "n'accepte pas la méthode de Copé"	07/10/12
AFP	Ramadan et pain au chocolat : polémique autour de propos de Copé	06/10/12
AFP	Copé déclenche une polémique à propos du ramadan	06/10/12
Le Figaro	Les vérités cachées du racisme anti-Blancs	05/10/12
Le Figaro	Gaudin sera candidat aux municipales	04/10/12
Le Monde	M. Hollande est pressé d'en finir avec le débat sur le traité européen	03/10/12
AFP	40 ans après sa naissance, jusqu'où peut aller le Front national ?	03/10/12
Le Figaro	« Racisme anti-Blanc » : le vrai débat	02/10/12
AFP	Racisme anti-blanc: une députée UMP rappelle à Valls ses propres propos	02/10/12
Le Monde	L'énorme ficelle du "racisme anti-Blanc"	01/10/12
Le Monde	Face à Jean-Louis Borloo, François Bayrou veut reprendre l'initiative	01/10/12
AFP	Laurent (PCF) à propos de Copé (UMP): "Cet homme est dangereux"	30/09/12

Le Figaro	Devedjian met l'UMP en garde contre la « connivence idéologique avec le FN »	29/09/12
Le Figaro	Fillon veut faire voter un plafond d'étrangers	29/09/12
AFP	Manif d'extrême droite interdite à Paris: 57 interpellés, 4 gardes à vue	29/09/12
AFP	LE POINT DE L'ACTUALITE A 04H45	29/09/12
Le Monde	Jean-Luc Mélenchon : « Ce n'est pas tenable »	28/09/12
Le Figaro	Ayrault joue la carte de l'autorité	28/09/12
Le Figaro	Fillon-Copé : la campagne ne connaît pas de trêve	28/09/12
Le Monde	"Racisme anti-Blanc" : Vallaud-Belkacem explique pourquoi elle a aussi utilisé ce terme	28/09/12
Le Figaro	Ayrault : «Je sais piquer une sainte colère»	28/09/12
AFP	Un camp de Roms abandonné et des riverains excédés sèment le trouble à Marseille	28/09/12
AFP	Interdiction d'une manifestation d'un mouvement d'extrême droite à Paris	28/09/12
AFP	Revue de la presse quotidienne du vendredi 28 septembre (REVUE DE PRESSE)	28/09/12
Le Monde	Pour 56 % des Français le "racisme anti-Blancs" se développe	28/09/12
Le Monde	Une manifestation d'un mouvement d'extrême droite interdite à Paris	28/09/12
Le Figaro	« Racisme anti-Blanc » : Copé assume	27/09/12
Le Figaro	[Vidéo : le « racisme anti-Blanc » évoqué par...]	27/09/12
Le Figaro	[Le racisme anti-Blanc, un concept hérité du FN www...]	27/09/12
Le Figaro	Anti	27/09/12
Le Figaro	Rebsamen se plaint des décisions sans concertation prises par les ministres	27/09/12
Le Figaro	Racisme anti-Blanc: les mots de Copé font débat à l'UMP	27/09/12
Le Monde	Pour Valérie Pécresse, dénoncer le "racisme anti-blanc" ne suffit pas	27/09/12
Le Figaro	Ayrault : «Le racisme anti-Blanc, ça peut exister»	27/09/12
Le Monde	Papier de verre	27/09/12
AFP	Les principaux points de l'intervention d'Ayrault sur France 2	27/09/12
AFP	L'Etat ne renoncera pas face aux plans sociaux, promet un Ayrault volontariste	27/09/12
AFP	Racisme anti-blanc en France ? "ça peut exister", selon le Premier ministre	27/09/12
AFP	Racisme anti-blanc: "Ca peut exister", "je suis contre tous les communautarismes" (Ayrault)	27/09/12
AFP	Journée parlementaire UMP: chassé-croisé Copé/Fillon	27/09/12
AFP	Bompard (Ligue du sud) veut une commission d'enquête sur les associations antiracistes	27/09/12
AFP	Racisme anti-blanc: pour Le Roux (PS), Copé s'adresse à la droite la plus dure	27/09/12
AFP	La Une en France à 19H00	27/09/12
AFP	Le "racisme anti-blanc" existe mais Copé "retourne la situation" (chercheur)	27/09/12
AFP	Prévisions France du JEUDI 27 SEPTEMBRE	27/09/12
AFP	Fillon: "ça n'est pas en copiant les extrémistes que nous convaincrions"	27/09/12
AFP	Chassé-croisé Copé/Fillon aux journées parlementaires de l'UMP	27/09/12
AFP	La sortie de Copé sur le "racisme anti-blanc" continue de faire débat	27/09/12
AFP	Racisme anti-blanc: Jean-François Copé dénonce "une réalité" (Guéant, UMP)	27/09/12
AFP	Chatel (UMP): Vallaud-Belkacem évoque elle aussi un "racisme anti-blanc"	27/09/12
AFP	Racisme anti-blanc: Bartolone (PS) dénonce "un slogan qui divise"	27/09/12
AFP	"Racisme anti-blanc": propos dangereux pour "la cohésion nationale"(Bel)	27/09/12
AFP	Racisme anti-blanc : Copé se réfère "au terrain", veut "déghettoïser"	27/09/12
AFP	Pour Dupont-Aignan, il y a une "montée de tous les racismes"	27/09/12
AFP	"Racisme anti-blanc": proposer, ne pas seulement dénoncer (Pécresse, UMP)	27/09/12
AFP	Revue de la presse quotidienne du jeudi 27 septembre (REVUE DE PRESSE)	27/09/12
Le Monde	Copé s'inspire du FN pour relancer sa campagne	27/09/12
Le Figaro	Le racisme anti-Blanc, un concept hérité du FN	26/09/12
Le Figaro	Le racisme anti-Blanc, un phénomène «minoritaire»	26/09/12
Le Figaro	Le «racisme anti-Blanc» évoqué par Copé gêne l'UMP	26/09/12
AFP	Copé dénonce le "racisme anti-blanc", FN et gauche l'accusent de récupération	26/09/12
AFP	Racisme anti-blanc: Estrosi prend ses distances avec Copé	26/09/12
AFP	Marine Le Pen sur le "racisme anti-blanc": "c'est du Copé-coller"	26/09/12
AFP	"Racisme anti-blanc": Copé "un homme réactionnaire" (Mélenchon)	26/09/12
AFP	"Racisme anti-blanc", un terme connoté politiquement à l'extrême droite	26/09/12
AFP	Tollé en France après des déclarations sur un "racisme anti-blanc"	26/09/12
AFP	L'"inénergable" Fillon tempère l'offensive Copé sur l'éternelle question du FN	26/09/12
AFP	Racisme anti-blanc: Copé "entre sosie de Sarkozy et perroquet" de Le Pen (tweet Désir)	26/09/12
AFP	Copé "pose les bases d'une possible alliance avec le FN" (SOS Racisme)	26/09/12
AFP	Prévisions France du MERCREDI 26 SEPTEMBRE (3ème additif)	26/09/12
AFP	Racisme anti-blanc: Peillon accuse Copé de faire le lien entre droite et extrême-droite	26/09/12

AFP	Union des centres: "La réponse de Borloo à Bayrou assez brutale" (Rochefort, MoDem)	26/09/12
AFP	"Racisme anti-blanc": Copé "dérape", selon François Rebsamen	26/09/12
AFP	Prévisions AFPTV du mercredi 26 septembre	26/09/12
AFP	Prévisions France du MERCREDI 26 SEPTEMBRE	26/09/12
AFP	Hidalgo (PS): "très grave" de parler de "racisme anti-blanc"	26/09/12
AFP	Copé se défend de reprendre au FN le thème du racisme anti-blanc	26/09/12
AFP	Briosis : Copé "obligé" d'adopter des thèses du FN	26/09/12
AFP	Ligne ni FN, ni PS: Copé attend de Fillon "la même clarté" que lui	26/09/12
AFP	Racisme anti-blanc: Hortefeux parle de tensions, NKM n'aime pas le terme	26/09/12
AFP	Copé dénonce l'existence d'un "racisme anti-blanc" dans certains quartiers	26/09/12
Le Figaro	Copé dénonce l'existence d'un «racisme anti-Blanc»	25/09/12
AFP	Racisme/antisémitisme: le FN vent debout contre le plan d'action du gouvernement	11/09/12
AFP	En salle des profs, pas facile d'assumer qu'on vote à droite	07/09/12
AFP	Lyon: des militants d'extrême droite réclament un rendez-vous avec le gouvernement	10/07/12
Le Monde	L'extrême droite radicale se met en scène à Lyon	26/06/12
AFP	70 manifestants d'extrême droite interpellés après un rassemblement sauvage à Lyon	23/06/12
AFP	Rassemblement sauvage de militants d'extrême droite à la gare de Lyon-Part-Dieu	23/06/12
AFP	La justice confirme l'interdiction d'une manifestation d'extrême droite samedi à Lyon	23/06/12
AFP	Une manifestation d'extrême droite et un contre-rassemblement interdits à Lyon	21/06/12
Le Monde	Le Front national est-il communautariste ou ethno nationaliste ?	20/06/12
AFP	Le FN dénonce le projet des récépissés contre les contrôles d'identité abusifs	04/06/12
AFP	Marine Le Pen "peut adhérer" aux propos de Zemmour sur Taubira et "l'homme blanc"	30/05/12
AFP	Usage de "souchien" pour Français de souche: l'Agrif fait appel	30/01/12
AFP	Souchien pour Français de souche n'est pas une injure, dit la justice	25/01/12
AFP	La justice examine si le néologisme "souchien" est une injure raciale	13/12/11
AFP	Marine Le Pen dresse son inventaire des subventions à supprimer	12/12/11
AFP	Malema le provocateur, jugé par l'ANC pour avoir mis le parti en porte-à-faux	29/08/11
AFP	FFF / discrimination: Jean-Marie Le Pen distingue son "compatriote" Gourcuff	02/05/11
AFP	CARTON NOIR POUR LES BLEUS?	30/04/11
AFP	Affaire Serrano: au-delà de la destruction, l'oeuvre divise les catholiques	19/04/11
Le Monde	La délinquance : question sous-jacente du débat sur l'islam	15/03/11
Le Figaro	Les peuples veulent défendre leur identité	04/03/11
Le Figaro	Comment répondre au blues des Français	04/02/11
Le Figaro	Question sur ces néo-insurgés et résistants	12/11/10
Le Figaro	Racisme: polémique à la Maison-Blanche	21/07/10
Le Monde	Le pasteur d'Obama, un révélateur ?	30/04/08
Le Monde	[EPHÉMÉRIE DE LA CAMPAGNE US du 10/3 au 14/5] "Racisme anti-blanc" apparaît le 18/03/08	18/03/08
AFP	Le pasteur Wright, un guide spirituel devenu encombrant pour Obama (PORTRAIT)	15/03/08
Le Figaro	Prédictions du discours unique	07/03/08
Le Monde	Faire face au chaos social, par André Gerin	05/12/07
AFP	M.Le Pen s'amuse des "saillies pittoresques" de M. Frêche	16/11/06
Le Figaro	Non-dit sur un racisme	30/06/06
Le Monde	Un député « briseur de tabous » nommé secrétaire national à l'intégration de l'UMP	28/06/06
AFP	Nominations à l'UMP: Grosdidier à l'intégration et Tabarot à la famille	26/06/06
Le Figaro	Le rap de Monsieur R, art ou insulte anti-Blancs ?	30/05/06
AFP	Grosdidier (UMP) veut une loi contre les rappeurs "anti-blanc"	28/04/06
Le Figaro	Quand le Front national tente de tirer les bénéfices de sa stratégie de « dédramatisation »	18/04/06
Le Monde	Bariza Khiari	23/03/06
AFP	PARIS, 8 mars 2006 (AFP) -	08/03/06
Le Monde	Hommage rendu au gendarme Raphaël Clin	07/03/06
AFP	Cinq cent personnes rassemblées à Nice en hommage au gendarme Raphaël Clin	04/03/06
Le Monde	Bandes : la spirale de l'ultra-violence	25/02/06
AFP	La mort d'un gendarme à Saint-Martin provoque émotion et polémique (PAPIER GENERAL)	24/02/06
Le Monde	Crise des banlieues, l'onde de choc	06/01/06
Le Figaro	Le multiculturalisme des imbéciles	30/12/05
AFP	Les "you-you" de Grosdidier (UMP) font sortir la gauche de ses gonds	30/11/05
Le Monde	Génèse d'une controverse	28/11/05
Le Monde	Des parlementaires réclament des poursuites contre des rappeurs	25/11/05
Le Figaro	Le Brésil demande des comptes au patron de Scotland Yard	23/08/05
Le Monde	Beur FM, laïque d'abord	08/08/05

Le Monde	Quelle mémoire du colonialisme français ?	08/06/05
AFP	Guy Bedos, juge pour enfants au grand coeur (TROIS QUESTIONS)	04/05/05
AFP	Selon Villepin, le "racisme de tout bord est une réalité" en France	17/04/05
AFP	Un collectif d'Outre-Mer condamne l'appel contre le "racisme anti-blanc"	29/03/05
AFP	L'UNL condamne l'appel contre des "ratonnades anti-blancs"	28/03/05
Le Monde	Polémique sur l'émergence d'un "racisme anti-Blancs"	26/03/05
AFP	Polémique sur l'émergence d'un "racisme anti-blanc" (PAPIER GENERAL)	25/03/05
AFP	A l'attention des rédactions	25/03/05
Le Monde	Un appel est lancé contre les "ratonnades anti-Blancs"	25/03/05
Le Monde	L'action sociale via les "armées de la compassion" critiquée par les religieux	19/07/04
Le Monde	Jean Hélène, un journaliste passionné par l'Afrique	23/10/03
AFP	Jean Hélène tué par les "mensonges" des médias étrangers (quotidien pro-Gbagbo)	23/10/03
Le Monde	Le président du FN assume ses « dérapages »	16/03/03
Le Monde	Jean-Marie Le Pen tête de liste FN	16/03/03
Le Monde	M. Le Pen rêve d'une victoire aux régionales de 2004 en PACA malgré la réforme de la loi électorale	15/03/03
Le Monde	Petit clin d'œil au jazz blanc de blanc	22/02/01
Le Monde	L'action sociale via les "armées de la compassion" critiquée par les religieux	07/02/01
Le Figaro	Dans les geôles de Tananarive	22/02/00
Le Monde	BALLE AU COEUR, de Michel Doane	13/03/98
Le Monde	Le rap fragmenté des Fugees	15/10/96
Le Monde	Certains groupes de rap sont accusés d'être trop "violents"	08/09/95
Le Monde	DEBATS Un entretien avec André Brink " La grande majorité des Sud-Africains veulent la démocratie et la paix "	01/02/94
Le Monde	AFRIQUE DU SUD : dans un climat politique tendu L'arrestation des dirigeants du Congrès panafricain	27/05/93
Le Monde	La Martinique en mots d'auteurs	19/05/90
Le Monde	Les policiers de la métropole arrivent dans l'île.	11/06/84
Le Monde	Une étrange prudence	10/03/84
Le Monde	I. - Caraïbes : fortes devises et mauvaise fortune	23/02/80
Le Monde	I. - LE PARADIS PERDU	11/05/76
Le Monde	Le "hippisme" dévoyé	06/12/69
Le Monde	CARREFOUR : Nasser redoute la guerre.	29/05/67
Le Monde	II. - La négritude	13/04/66
Le Monde	Un Noir musulman tué et plusieurs blessés à Los Angeles	02/05/62
Le Monde	Chômage, racisme et centralisation excessive sont à l'origine du malaise à la Martinique	29/12/59

Annexe 9 – Liste des articles du corpus

« Remigration »

Média	Titre de l'article ou de la dépêche	Date
Le Monde	Projets d'attentats : huit suspects liés à la mouvance de l'ultradroite mis en examen	24/10/17
Le Figaro.fr	Ultradroite: une garde à vue levée, les neuf autres prolongées	19/10/17
Le Monde	Le dossier Logan	19/10/17
AFP	Ultradroite : une garde à vue levée, les neuf autres prolongées (source judiciaire)	29/10/17
AFP	Projet d'attentat contre des politiques et des mosquées en France : dix interpellations	17/10/17
Le Figaro	Migrants : l'extrême droite canadienne montre ses muscles	24/08/17
Le Monde	Au Québec, l'extrême droite cherche à surfer sur Charlottesville	22/08/17
Le Monde.fr	« La fin du franc CFA mérite de meilleurs avocats qu'une tribu de farceurs »	22/08/17
AFP	Migrants : des militants d'extrême-droite sur le toit d'un hotel en Isère	24/06/17
Le Figaro.fr	Une opération des identitaires pour entraver le sauvetage des migrants suscite un tollé	09/06/17
Le Monde	Les passeurs 1 6 - La tentative de Philippe de Villiers	11/04/17
Le Figaro.fr	Mathieu Bock-Côté et Eric Dupin : «Faut-il avoir peur de l'identité nationale ?»	17/02/17
Le Monde	Les identitaires investissent le Front national	03/01/17
Le Monde	« Merkel, dégage! », cri de ralliement de l'extrême droite	23/12/16
Le Monde	De Villiers rode sa campagne anti-islam et... anti-Fillon	02/12/16
AFP	Le Siel, seul parti allié au FN, devrait samedi mettre fin à cette alliance	04/11/16
Le Figaro.fr	Eric Zemmour : A Béziers, une défaite aux allures de prise de conscience	03/06/16
AFP	Le Siel (allié du FN) soutient Marine Le Pen mais regarde "avec bienveillance" la candidature Camus	01/06/16
Le Monde	La désunion des droites s'affiche à Béziers	31/05/16
Le Figaro.fr	Tensions avec le FN: Robert Ménard veut «dissiper les malentendus»	28/05/16
AFP	A Béziers, le FN isole robert ménard, accusé de ne pas jouer la victoire de Marine le Pen	28/05/16
AFP	A Béziers, cocktail radical de propos et propositions contre l'islam et l'immigration	28/05/16
Le Monde.fr	Un groupe néofasciste tabasse un SDF devant le Parlement européen	04/06/15
Le Figaro.fr	Une banderole anti-immigration déployée à Paris	23/05/15
AFP	Un mouvement d'extrême-droite déploie une banderole anti-immigration sur un bâtiment européen à Paris	23/05/15
Le Figaro.fr	Le Musée de l'immigration, cible de l'extrême droite	16/03/15
Le Figaro.fr	La hijra : ces musulmans qui quittent la France pour pratiquer un «islam sain»	20/02/15
Le Monde	Axel Honneth L'optimiste	13/02/15
AFP	SOS RACISME va déposer plainte contre Aymeric Chauprade pour une vidéo controversée	21/01/15
Le Monde	Pour le FN, la guerre est ouverte contre l'islam radical	09/01/15
Le Monde.fr	Qu'est-ce que le SIEL, le parti d'extrême droite de la nouvelle secrétaire nationale de l'UMP ?	15/12/14
Le Figaro.fr	Au Bloc Identitaire, l'apologie de la «remigration»	16/11/14
AFP	Le Bloc identitaire (extrême-droite) appelle à "préserver 40.000 ans d'identité européenne"	15/11/14
Le Monde	Les identitaires, un lobby au FN	14/11/14
Le Monde.fr	Comment les identitaires cherchent à peser sur la ligne du FN	13/11/14
Le Figaro.fr	Les municipalités FN recrutent des identitaires	12/11/14
Le Figaro.fr	Rénover les centres-villes pour réparer les fractures sociales	19/09/14
Le Monde.fr	Municipales 2014 : Fabien Engelmann, le syndicaliste local, conquiert Hayange	30/03/14
AFP	Manifestation à Paris contre "l'islamisation" et pour un référendum anti-immigration	09/03/14

Annexe 10 – Découvrir les Identitaires : 3 modalités de rencontre entre l’individu et l’organisation (compléments)

La familiarité : quand l’organisation « s’impose »

Steven [2017_14]²¹⁰⁰, comme Anthony [2017_8] est âgé de 23 ans, il vient d’obtenir un poste de doctorant contractuel dans une faculté de droit et milite avec Génération identitaire depuis un peu plus d’un an. Il a grandi « vraiment à la campagne », dans un « petit patelin », dans une famille « à moitié de droite, à moitié de gauche ». Si Steven [2017_14] a rejoint les Identitaires récemment, il est en revanche un militant aguerrri puisqu’il milite au FNJ et FN à partir de ses 17 ans. Il y passe trois années, prenant progressivement des responsabilités : responsable FNJ de sa circonscription, responsable FN de son canton, puis responsable FNJ du département. Il tentera également de monter une liste pour participer à une élection municipale, une candidature cependant avortée du fait de l’absence de parité. C’est au FN qu’il va entendre parler pour la première fois du mouvement identitaire sur un ton apparemment critique :

« Si je devais remonter à mon premier souvenir ce serait peut-être des discussions que j’ai eues avec les responsables locaux de l’époque [du FN] qui avaient une très mauvaise image des responsables de Génération identitaire. [...] Quand j’ai vraiment commencé à entendre parler c’était en mauvais. Alors qu’avant, quand je suis rentré au Front national, j’avais pas forcément conscience de l’existence de Génération identitaire. Pour moi tous les groupes qui étaient... autour du Front national ou de l’extrême droite [...] ça avait aucun intérêt ! »

Malgré ces critiques, et malgré le fait que, d’après Steven [2017_14], « plus aucune coopération avec Génération Identitaire ne soit possible dans certains départements », son engagement au FN va également lui faire rencontrer des militants :

« À mon départ [du FN], je connaissais donc déjà les Identitaires depuis pas mal de temps, parce qu’il y a toujours des personnes qui connaissent machin... Et puis bon, finalement, je les ai connus au Front national [...] de base c’était par rapport à une action du Front national où ils avaient été conviés et ils avaient milité comme ça pour le Front national, exceptionnellement à l’époque. »

Un autre point intéressant dans le parcours de Steven [2017_14] est sa conversion. Élevé dans une famille catholique, « progro²¹⁰¹, catholique moderniste », Steven [2017_14] a été baptisé enfant et il a fait sa première communion, sans avoir jamais été pratiquant. Avant de rejoindre les Identitaires, il a cependant opéré un retour à la foi, en rejoignant la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX), une communauté qu’il décrit comme « tradi » (traditionnaliste) mais qui est en fait intégriste²¹⁰². Il y a reçu une nouvelle éducation catéchétique et y a refait une nouvelle « première » communion. C’est également dans ce

²¹⁰⁰ Sauf indication contraire, toutes les citations des paragraphes à suivre sont issues de l’entretien avec Steven [2017_14].

²¹⁰¹ C’est-à-dire « Progressiste ». La troncature en fait un adjectif péjoratif.

²¹⁰² Cette distinction s’avère importante : si les deux courants ont en commun un attachement à l’ancien rite (c’est-à-dire le rite dit *préconciliaire*, antérieur au concile Vatican II ou *forme Saint-Pie V du rite extraordinaire* ; ce qu’on appelle plus communément « la messe en latin ») le courant traditionnaliste a toujours été fidèle à Rome et au Pape, quand le courant intégriste s’en est détaché, certains allant à considérer que siège papal est « vacant » depuis le concile (on parle alors de *sédévacantiste*).

réseau qu'il a pu se rapprocher des Identitaires : comme il nous le signale, les catholiques de la fédération sont « majoritairement à la Frat », ce que confirme Xavier [2017_18], qui ajoute qu'ils sont « la seule section de France à avoir plusieurs personnes de la Frat saint pie X²¹⁰³ »²¹⁰⁴.

Steven [2017_14] et les Identitaires fréquentent donc doublement les mêmes cercles : ils se croisent au FN et se croisent dans la paroisse intégriste de Toulouse, deux lieux de circulation des membres du milieu extrême droitier toulousain. Steven [2017_14], initialement peu familier de ce milieu, éloigné des réseaux d'extrême droite avant son entrée au FN, et qui ne connaissait donc pas Génération identitaire – ne serait-ce que de nom – avant d'intégrer les réseaux extrême droitiers, va découvrir le groupe, puis en découvrir les membres... qui s'avèrent de plus être ses coreligionnaires ! Il y a une évolution de son rapport au groupe : d'un groupe sans intérêt dont il ignore qu'il existe, dont les responsables frontistes disent du mal, à un groupe qu'il rencontre « *au Front national* » et qui devient alors une part de son univers militant, en militant localement aux côtés du FN. C'est donc parce qu'il fait partie et participe à ce milieu partisan extrême droitier qu'il découvre GI et va progressivement s'en rapprocher. Après son départ du FN, il ne commence pas immédiatement à militer pour GI, pour autant il ne quitte pas non plus le milieu partisan et n'abandonne pas les contacts : il reste sympathisant du mouvement, assiste à des conférences. Sans jamais avoir été militant chez GI, il fait partie des visages connus...

La recherche : quand l'organisation se « trouve »

Dans la famille de Simon [2017_15]²¹⁰⁵, les discussions politiques sont rares, si ce n'est en période électorale, « Ma famille, ils se demandaient, Macron ? Pas Macron ? », ce qu'il associe à une absence d'« analyse de fond ». Diplômé en Informatique d'une école parisienne, Simon [2017_15] est développeur web dans une entreprise de la région toulousaine. Il a donc rejoint la fédération toulousaine au sein de laquelle il milite depuis un peu plus d'un an. Lors de son passage à Paris, éloigné de sa famille et ayant beaucoup de temps, Simon [2017_15] commence à faire des recherches : « J'ai commencé en fait, comme beaucoup maintenant à m'informer sur Internet un peu tout seul, sur tout ce qui existe, sur toutes les mouvances ». Il découvre tout d'abord « Dieudonné », était d'abord « branché Dieudonné – Soral, ER [*égalité et réconciliation*] ». Au fil de ses pérégrinations sur YouTube, de vidéo en vidéo, il découvre « toutes les têtes de la dissidence », dont il regarde les conférences, puis achète les livres :

« Je me suis mis à lire, pour creuser un peu plus, pour avoir... parce que les bouquins c'est toujours un peu plus profond que les conférences, où les gens oublient des choses ou disent pas tout. ».

Progressivement, il se « distancie d'ER », découvre « Fdesouche », écoute les conférences de François Asselineau (UPR)... Dans cette « fachosphère²¹⁰⁶ », il croise le nom de Génération identitaire mais celui-ci ne semble pas retenir son attention : « Génération identitaire je connaissais vraiment très très peu. Je connaissais de nom, j'avais aucun a

²¹⁰³ Entretien avec Xavier [2017_18]

²¹⁰⁴ Notons qu'il semble en effet s'agir d'une spécificité locale : si plusieurs militants catholiques se sont revendiqués « traditionnalistes », dans aucune autre section nous n'avons rencontré de catholiques intégristes.

²¹⁰⁵ Sauf indication contraire, toutes les citations des paragraphes à suivre sont issues de l'entretien avec Simon [2017_15].

²¹⁰⁶ C'est Simon [2017_15] qui utilise le terme, popularisé par Ref doucet / albertini

priori ». Il n'essaie pas alors de les contacter. Il assiste en revanche à des conférences de l'Action française à Paris : « j'allais voir des conf^s de l'Action française et un petit peu de divers trucs politiques comme ça. C'était plutôt des cercles de droite [...] qui ont des tendances nationalistes ou on va dire un petit peu réac. ». Simon [2017_15] avait donc fait un choix dans l'offre disponible : après avoir exploré les différentes options qui s'offraient à lui, il se rapproche durablement du mouvement royaliste à Paris. Son déménagement à Toulouse l'éloigne de ces cercles, notamment de l'AF. Simon [2017_15] commence alors à se renseigner sur la scène politique locale : il apprend ainsi que « l'AF [Action française] à Toulouse c'est rien » mais il s'intéresse à d'autres groupes, notamment le « cercle des Capitouls ». En effet, il voit passer, en ligne, « une annonce pour une conférence qui se passait en centre-ville, le cercle des Capitouls », à laquelle il se rend :

« Franchement, c'était super, les gens réagissaient beaucoup [...] Il y avait beaucoup de jeunes qui organisaient un peu la soirée, je suis allé leur parler et du coup on m'a expliqué que c'était Génération Identitaire qui organisait la conférence ».

En l'absence locale de l'AF, les choix de Simon [2017_15] sont réorientés : ressentant toujours le « besoin de [s]'impliquer quelque part », Simon [2017_15] repart de zéro. Il examine alors l'offre (localement) disponible, et se tourne vers ce cercle qui organise des conférences publiques²¹⁰⁷, auxquelles il assiste et participe. Après avoir découvert Génération identitaire sur Internet lors de ces premières recherches, il prend contact avec le groupe à travers ce cercle de conférence qui n'en porte pas la marque officielle. Il est désormais un habitué de l'exercice puisqu'il a déjà participé à plusieurs cercles de ce type dans le passé et s'y rend directement, sans les contacter au préalable. En se rendant à ce cercle, il fait ses premiers pas dans le militantisme identitaire...

La « surprise ». quand l'organisation surgit

Pour Adam [2017_28]²¹⁰⁸, l'irruption sera tout aussi surprenante et marque une véritable rupture, notamment avec sa socialisation secondaire. Il grandit « dans un petit village tranquille », aux alentours Montpellier, entre un père ambulancier et une mère comptable. Si aucun des deux n'est engagé politiquement, ils sont tous deux électeurs de la droite, après que sa mère a été « de gauche » pendant plusieurs années. Il évoque également un grand-père résistant, estimant cependant qu'il ne s'agit pas véritablement d'un engagement politique, plus d'un « engagement de circonstance ». Il considère donc être le « seul de sa famille à vraiment s'engager », en tout cas le premier puisque sa petite sœur milite désormais à Génération identitaire également, après un bref passage au Front national.

Adam a découvert les Identitaires sur Internet en 2010, il a alors 19 ans. À cette période il a déménagé à Sète pour ses études. Il rencontre des gens de toutes les tendances politiques, « j'ai rencontré des gens qui votaient à gauche, d'autres à droite, certains qui votaient Front national, bon... bref, un petit peu de tous les partis politiques ». À cette période il fréquente assidûment le « stade à Montpellier », où il se rend chaque semaine et rejoint notamment des clubs de supporters « ultras », en majorité « des gens vraiment à gauche, à l'extrême-gauche,

²¹⁰⁷ Notons que l'identité politique du cercle en question ne fait guère de doute : le premier invité reçu par le cercle n'étant autre que Renaud Camus, le théoricien du Grand remplacement.

²¹⁰⁸ Sauf indication contraire, toutes les citations des paragraphes à suivre sont issues de l'entretien avec Adam. Les passages en gras sont surlignés par nous.

même ». Pour autant, il garde une « certaine neutralité » : à cette période, explique-t-il, il n'a « pas de conscience politique », et d'ailleurs « il avai[t] voté blanc [...] pas parce qu'il s'en foutait mais parce qu'il n'avait pas de conscience ». À un de ses amis, qui « votait Front national », il a dit « pendant très très longtemps « tu as tort, tu as tort » ». À *priori*, rien ne laissait présager une transition vers l'extrême droite.

Dans ce contexte, il tombe sur Internet sur une vidéo du Projet Apache²¹⁰⁹ qui va profondément changer la donne :

Et puis en octobre 2010, ouais c'est ça, octobre 2010, y'a eu une vidéo du Projet Apache qui est sortie, où ils ont fait un montage avec donc les agressions de racisme anti-blanc à la « Techno Parade » de Paris où donc tu avais... je sais pas si tu as vu la vidéo ?

[Oui sûrement, je crois que je vois...]

Enfin bon bref, il y avait plusieurs agressions qui étaient montées et on voyait que les forces de police étaient totalement inefficaces et incapables de régler le problème. On voyait que c'était encore des personnes d'origine extra-européenne qui commettaient ces agressions envers des Français. Ce qui m'avait choqué c'était à la fin, le dernier plan, c'était une femme qui se faisait... déshabiller devant tout le monde et personne réagissait parce que tout le monde avait peur. Et la police arrivait 30 secondes, une minute trop tard et face à 15 jeunes qui courent, des CRS ne peuvent rien faire ça c'est sûr. Ce jour là ça a fait tilt. J'ai... sur le coup il y a eu la révolte.

La vidéo va avoir plusieurs effets. Tout d'abord, elle apparaît choquante, « révoltante », à travers son regard : entre les agressions, la police incapable et les gens terrorisés. De plus, elle « fait tilt » et le pousse apparemment à revisiter son passé et notamment les étapes de sa scolarisation : scolarisé, comme Alizée [2017_9], dans un collège public, où « les Européens étaient minoritaires », il dit avoir été « témoin d'actes de racisme anti-blanc [...] un petit blanc qui se fait traiter de fromage blanc, de sale blanc, de... [...] de sale bابتou », un phénomène qui s'est poursuivi dans son lycée, « à forte population extra européenne également » Lors de son entrée dans l'enseignement supérieur, « où il n'y avait plus du tout d'extra européens [...] [il] [s]'aperçoi[t] que bizarrement les choses se passaient beaucoup mieux, les rapports entre les gens étaient bien meilleurs. ». Enfin, elle entraîne une réaction immédiate : il décide de prendre contact avec les Identitaires, et choisit donc de rejoindre une manifestation qui a lieu quelques semaines après à Paris et demande à cet ami « frontiste » de se joindre à lui, ce qui ne manque apparemment pas de le surprendre, « Il m'a dit « *Ah bon ? Mais tu sais qui... vers quel type d'individus tu vas ?* » ».

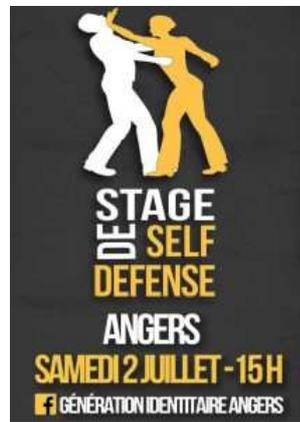
²¹⁰⁹ Antenne parisienne des jeunes identitaires au sein du réseau « Une autre jeunesse »

Annexe 12 – Tracts d'événements organisés par le mouvement identitaire (sélection)

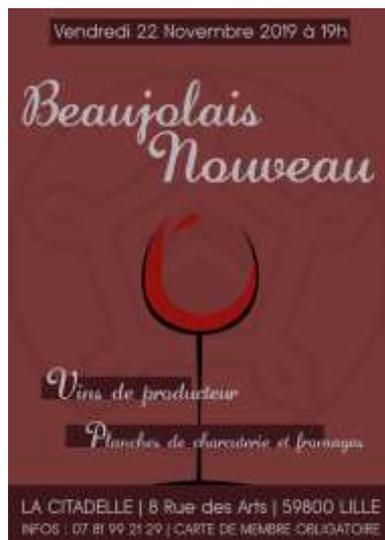
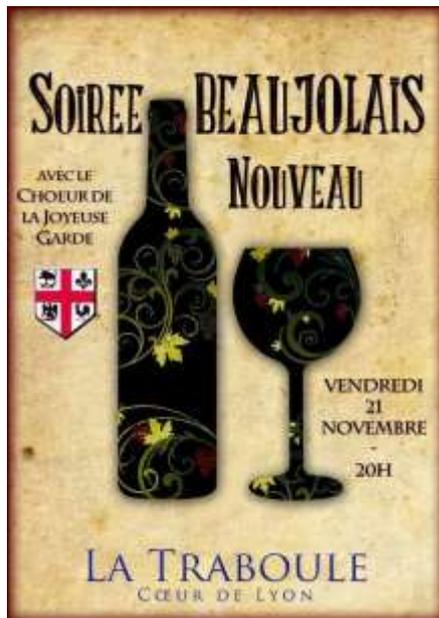
De haut en bas, de g. à d. : conférences organisées par les Identitaires, à Lyon (2011), Rouen (2013), Lyon (2015), Paris (2015), Toulouse (2016) et Lille (2018).



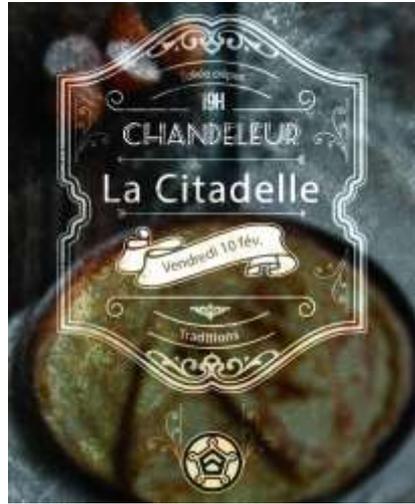
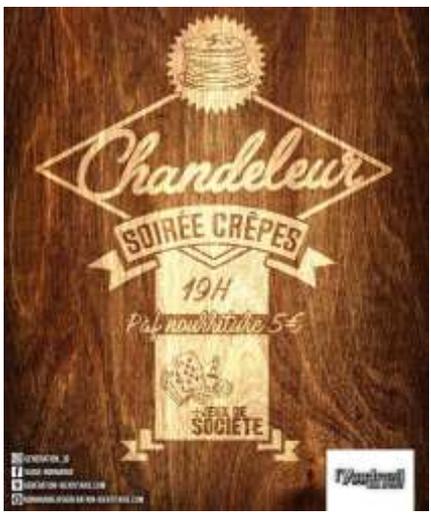
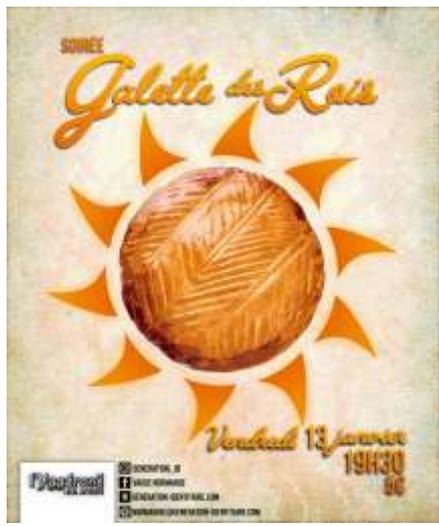
De haut en bas, de g. à d. : formation pratique aux discours, à Rouen (2016) et Montpellier (2017) ; entraînement ou stage sportif à Rouen (2015), Angers (2016), Toulouse (2017), Lyon (2018)



Les Identitaires organisent des soirées « Beaujolais nouveau » (de haut en bas, de g. à d.) à Nice (2013), à Lyon (2014), à Rouen (2016) et à Lille et Nice (2019).



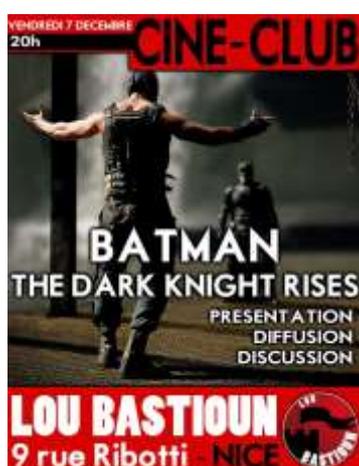
De haut en bas, de g. à d. : soirées organisées pour célébrer la galette des rois 2016 à Lyon et Rouen ainsi que la chandeleur 2016 à Lyon, et 2017 à Rouen et Lille.



De haut en bas, de g. à d. : Les Identitaires fêtent la Saint Patrick (de haut en bas, de g. à d.) à Nice (2012), Lyon (2014), à Rouen (2016), à Lille (2017), à Paris (2019).



De haut en bas, de g. à d. : Événements culturels - concert à Rouen (2010 et Nice (2013 et 2019), cours d'œnologie (Rouen – 2015), ciné-club à Nice (2012) et Rouen (2015).

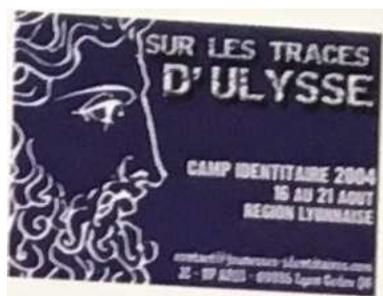


De haut en bas, de g. à d. : Événements sportifs - Raids (Nice 2010, Auvergne 2017), tournois de football (Paris 2011, Lille 2014, Toulouse 2019) et de boxe (Nice 2011, Lyon 2009 et 2019).



Annexe 13 – Tracts Université d’été (2004 – 2020)

2004 - Lyon



2005 – Région de Nice



2006 - Lorraine



2007 – Rome



2008 - Lyon



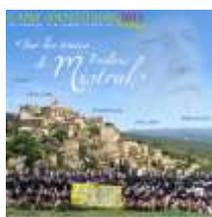
2009 – Ile de France



2010 – Bretagne



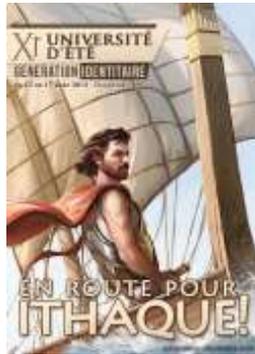
2011 – Provence



2012 – Berry



2013



2014



2015



2016



2017



2018



2019



2020



Annexe 14 - Bulletin d'adhésion au BI et à GI

- **Bulletin d'adhésion au Bloc identitaire (en ligne en 2004 sur le site)**



LE
MOUVEMENT
SOCIAL
EUROPÉEN

BULLETIN D'ADHÉSION

à retourner à :
Bloc Identitaire - BP 13 - 06301 Nice cedex 04

*Vous voulez vous engager personnellement dans l'action de terrain et rejoindre notre structure militante ? N'hésitez plus, adhérez !
Une fois adhérent vous recevrez, en plus des courriers de propagande et de La Lettre des Identitaires, notre bulletin de liaison bimestriel, les consignes internes et les convocations militantes. SEULS LES ADHÉRENTS ONT ACCÈS AUX RESPONSABILITÉS D'ENCADREMENT DU MOUVEMENT.*

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : E-mail :

Âge : Lieu de naissance :

Profession :

Études (niveau et établissement) :

Compétences particulières (informatique, musique, langues, graphisme, sport, etc.) :

.....

Mandats électifs ou autres engagements associatifs (précisez) :

.....

**J'adhère au Bloc Identitaire - Mouvement Social Européen,
en accepte la discipline interne et me tiens prêt à exercer
toute responsabilité que le mouvement jugera utile de me confier.**

Signature

Adhésion simple : 60 euros
(possibilité de régler en deux chèques de 30 euros encaissés à six mois d'intervalle)

Adhésion bienfaiteur : 180 euros, soit 15 euros par mois
(possibilité de règlement par virement mensuel ou trimestriel : voir au verso).

> chèque à l'ordre du Bloc Identitaire <

- **Bulletin d'adhésion au Bloc identitaire (dates incertaines, probablement 2010-2016)**



BLOC IDENTITAIRE - MOUVEMENT SOCIAL EUROPÉEN

BULLETIN D'ADHÉSION

à retourner à : Bloc Identitaire - BP 13 - 06301 Nice cedex 04

Vous voulez vous engager personnellement dans l'action de terrain et rejoindre notre structure militante ? N'hésitez plus, adhérez ! Une fois adhérent vous recevrez, en plus des circulaires d'information et de notre bulletin de liaison bimestriel, les consignes internes et les invitations militantes. SEULS LES ADHÉRENTS ONT ACCÈS AUX RESPONSABILITÉS D'ENCADREMENT DU MOUVEMENT.

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : E-mail :

Date et lieu de naissance :

Profession :

Études (niveau et établissement) :

Compétences particulières (informatique, musique, langues, graphisme, sport, etc.) :

Mandats électifs ou autres engagements associatifs (précisez) :

Je suis parrainé par (*) :

(*) facultatif

J'adhère au Bloc Identitaire.

Je renouvelle mon adhésion.

Signature

- Adhésion simple : 60 euros
(possibilité de régler en deux chèques de 30 euros encaissés à six mois d'intervalle)
- Adhésion jeune travailleur, chômeur : 30 euros
- Adhésion bienfaiteur : 180 euros
(possibilité de virement mensuel de 15 euros ou trimestriel de 45 euros)
- Adhésion couple : 80 euros
(possibilité d'adhérer sous le nom de jeune fille de l'épouse)

> chèque à l'ordre du Bloc Identitaire <

- **Bulletin d'adhésion aux Jeunesses identitaires (2006)**

:: BULLETIN D'ADHÉSION ::

Pourquoi nous combattons ?

Parce que nous ne voulons plus subir.
PARCE QUE NOTRE RÉVOLTE EST LÉGITIME.
Parce que nous ne voulons plus voir notre peuple vivre dans la misère imposée par le capitalisme et la peur imposée par les bandes ethniques.
PARCE QUE NOUS AVONS L'ÂGE DE TOUS LES DÉFIS ET UNE IMMENSE RESPONSABILITÉ FACE À L'HISTOIRE.
Parce que nous voulons, comme chaque peuple en a le droit, vivre sur notre terre selon notre identité.

Nous avons fait le choix de la résistance !

Nous serons présents partout où notre combat l'impose, parmi les jeunes travailleurs, dans les lycées et facultés, dans les agences ANPE, dans les concerts et surtout dans nos rues, ces rues que nous refusons de voir offertes au règne de la violence !
LA SOLIDARITÉ GUIDERA NOTRE ACTION.
SOLIDARITÉ COMBATIVE S'IL LE FAUT,
NOUS NE TOLÉRERONS PAS DE VOIR
DES JEUNES FRANÇAIS TRAITÉS EN ÉTRANGERS SUR LEUR SOL.

> Que ce soit face aux multinationales, face aux institutions corrompues ou face à la racaille, les Jeunesses Identitaires feront bloc !

Moi aussi je m'engage et rejoins la résistance identitaire !

● Adhésion simple : 25 euros ● Adhésion de soutien : 40 euros
(Comprend l'accès au forum privé du site JI et les convocations aux actions des JI) (Idem + abonnement à *ID Magazine*)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

TEL : E-MAIL :

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à :
JI, BP 23, 03290 DOMPIERRE-sur-BESBRE
Chèque à l'ordre de "Jeunesses Identitaires"

www.jeunesses-identitaires.com



- Bulletin d'adhésion à Génération identitaire pour 2017

GENERATION IDENTITAIRE

BULLETIN D'ADHÉSION

ADHÉRER À GÉNÉRATION IDENTITAIRE, C'EST ENTRER DANS UNE COMMUNAUTÉ DE COMBAT, C'EST REJOINDRE LA RÉSISTANCE. DONNER SON TEMPS ET UN PEU DE SON ARGENT À GÉNÉRATION IDENTITAIRE, C'EST VIVRE UNE EXPÉRIENCE UNIQUE À LAQUELLE TOUTE LA JEUNESSE EUROPÉENNE EST INVITÉE : LA RECONQUÊTE ! UNE FOIS ADHÉRENT, TU FAIS VIVRE CETTE AVENTURE EN JOUANT TON RÔLE AU SEIN DE NOTRE COMMUNAUTÉ. ACTIONS, RASSEMBLEMENTS, SOIRÉES : TU SERAS DE TOUS LES RENDEZ-VOUS. TU SERAS L'UN DES NÔTRES.

ALORS, QU'EST-CE QUE T'ATTENDS ?

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Email :

Année de naissance :

Profession :

Compétences particulières (informatique, musique, langues, etc.) (*) :

Informations complémentaires (*) :

(*) facultatif

10€ - Adhésion simple

20€ - Adhésion soutien avec la revue iDentitaires

Règlement par chèque à l'ordre de « Génération Identitaire » à envoyer à :

Génération Identitaire
5 montée du change
69005 Lyon

Génération Identitaire - 5 montée du change - 69005 Lyon // contact@generation-identitaire.com

- **Bulletin d'adhésion à Génération identitaire pour 2020**

GÉNÉRATION IDENTITAIRE

FORMULAIRE D'ADHÉSION 2020

Face à l'immigration massive et à l'islamisation,
il est grand temps de prendre ton destin en main.
Notre pays, notre peuple, notre civilisation
ne se défendront qu'en première ligne.

**Rejoins GÉNÉRATION IDENTITAIRE.
Deviens un militant.**

Formulaire à imprimer, remplir et retourner accompagné
d'un chèque à l'ordre de Génération Identitaire à l'adresse suivante :

GI
5, Montée du Change
69005 Lyon

Date : _____

Prénom : _____

Nom : _____

Date de naissance : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____

Profession : _____

10€ • Adhésion simple
(carte d'adhérent 2020)

120€ • Adhésion bienfaiteur
(carte bienfaiteur 2020)
+ La Revue Identitaire (trimestrielle)

20€ • Adhésion soutien
(carte d'adhérent 2020)
+ La Revue Identitaire (trimestrielle)

Je souhaite devenir militant et être recontacté par la fédération la plus proche de chez moi.

Loi informatique et liberté : Vous disposez à tout moment d'un droit d'accès et de rectification aux données personnelles vous concernant. Adressez-vous à contact@generation-identitaire.com.

Table des matières

SOMMAIRE	- 9 -
TABLE DES DOCUMENTS	- 11 -
INTRODUCTION	- 15 -
1. Les intérêts d'une étude sur les Identitaires	- 17 -
2. Cadres notionnels	- 30 -
3. Les Identitaires : une revue de la littérature	- 38 -
4. Questions de recherche et hypothèses	- 43 -
5. Pour un cadre théorique mixte d'analyse des marges politiques	- 46 -
6. Annonce du plan de la thèse	- 58 -
Chapitre préliminaire - Méthode, épistémologie et terrains de recherche	- 61 -
Section 1 - Protocole de recherche : choix épistémologiques et méthodologiques	- 61 -
1. Neutralité et compréhension : posture épistémologique face à un objet « sulfureux »	- 61 -
2. Un protocole de recherche mixte	- 66 -
1. Pour établir des régularités : données sociales et démographiques sur les adhérents	- 67 -
2. Pour comprendre : observations et entretiens avec les acteurs	- 69 -
3. Pour confirmer : l'« invention » des archives	- 74 -
Section 2 – Collecte des données : la recherche en actes	- 77 -
1. Sur le terrain : entrer et enquêter en « milieu fermé »	- 78 -
1. Les entrées sur les terrains : les Identitaires <i>gate-keepers</i>	- 79 -
2. (Se) composer avec les Identitaires	- 85 -
2.1. Prendre contact	- 85 -
2.2. Sur le terrain : au cours des observations et entretiens	- 86 -
3. Morphologie de l'échantillon	- 90 -
2. « L'invention » des archives identitaires	- 93 -
1. Les archives publiques	- 93 -
1.1. (Absence de) collecte des archives du renseignement	- 93 -
1.2. Collecte auprès des greffes des associations	- 94 -
1.3. Collecte auprès de la commission nationale des comptes de campagnes et des financements politiques	- 95 -
2. Les archives du mouvement	- 96 -
3. Les archives des médias	- 97 -
PARTIE 1 – UN MOUVEMENT MARGINAL ?	- 99 -

Chapitre 1 – S’organiser à la marge : pour une approche contextualisée des organisations

identitaires	- 101 -
Section 1 - Histoire organisationnelle du mouvement identitaire	- 102 -
1. « Unité radicale » : la matrice organisationnelle du mouvement identitaire	- 103 -
2. Le flux (2002-2009) : tentative de structuration du mouvement identitaire	- 112 -
1. 2002 - 2003 : la création des organisations identitaires	- 112 -
2. Entre institutionnalisation partisane et "émiettement" du mouvement jeune	- 114 -
2.1. L’engagement progressif dans la voie électorale	- 114 -
2.2. D’une organisation « proto-partisane » au « parti »	- 119 -
2.3. Une « déstructuration » des mouvements de jeunesse	- 120 -
3. Le reflux (2009-2016) : vers la déstructuration du mouvement identitaire	- 121 -
1. Les échecs électoraux	- 122 -
1.1. La présidentielle, hors de portée	- 122 -
1.2. Des scores timides aux élections locales	- 124 -
2. Du Bloc identitaire à Les Identitaires	- 125 -
2.1. Le progressif rapprochement avec le FN	- 126 -
2.2. Génération identitaire : de poisson-pilote à gros poisson	- 127 -
2.3. Le « Bloc identitaire » devient « Les Identitaires »	- 129 -
Section 2 - Propositions pour une analyse des mutations organisationnelles	- 132 -
1. Évaluer les effets de la législation sur le Bloc identitaire	- 132 -
1. Les lacunes de la réglementation partisane française : les effets « absents »	- 135 -
2. Les règles de financement et leurs effets ambivalents sur les Identitaires	- 136 -
3. « L’arme de dissolution massive » et ses effets de croyance sur les Identitaires	- 144 -
2. Évaluer les effets du contexte politique sur le Bloc identitaire	- 149 -
1. L’effet des scores fluctuants du Rassemblement national	- 149 -
2. L’échec de l’implantation électorale des Identitaires	- 152 -
3. Bloc identitaire et Front national : de la rivalité à la complémentarité	- 154 -
Chapitre 2 – Penser à la marge : pour une histoire sociale des idées identitaires	- 163 -
Section 1 – Le <i>Credo</i> identitaire : « L’identité, remède pour une Europe en crise »	- 166 -
1. Les symptômes de la crise	- 167 -
1. Une insécurité multiforme, omniprésente et grandissante	- 167 -
2. La menace du remplacement, la peur de l’islamisation	- 174 -
2. Les causes de la décadence	- 177 -
1. L’immigration, première cause de la décadence	- 177 -
2. La mondialisation : seconde cause de la décadence	- 180 -
3. La décadence provoquée par une somme d’ennemis	- 185 -
3. Les remèdes à la décadence	- 187 -
1. Remédier à l’immigration : la « remigration »	- 187 -
2. Remédier à la mondialisation : « Démondialisation » et localisme	- 194 -
3. Enracinement : remettre « l’identité » au cœur de la société	- 198 -

Section 2 - Les Identitaires, héritiers du GRECE ? _____	- 203 -
1. Points de convergence entre la synthèse gréciste et les Identitaires _____	- 207 -
1. L'héritage doctrinal : l'appropriation de l'ethnodifférentialisme gréciste _____	- 207 -
2. L'héritage méthodologique : l'appropriation de la métapolitique _____	- 212 -
2. Une divergence décisive : l'abandon de l'antichristianisme _____	- 215 -
1. Antichristianisme et paganisme : la spiritualité néo-droitière _____	- 215 -
2. Les Identitaires, chrétiens et/ou païens ? De la réconciliation au syncrétisme _____	- 218 -
Section 3 – Une double rupture avec l'extrême droite française. _____	- 222 -
1. Le nationalisme français dépassé _____	- 223 -
2. La rupture avec l'assimilation _____	- 227 -
Chapitre 3 – Circulations à la marge - « <i>Eppur si muove !</i> » _____	- 235 -
Section 1 – La circulation des « formules » identitaires _____	- 235 -
1. Circulation : enjeu symbolique, enjeu méthodologique _____	- 238 -
1. Un enjeu symbolique pour le mouvement _____	- 238 -
2. Un enjeu méthodologique _____	- 243 -
2.1. « Carrière militante d'une formule » : l'analyse discursive au service de la circulation idéelle _____	- 243 -
2.2. Études de cas : protocole, choix des cas et constitution des corpus _____	- 245 -
2. Deux carrières de signes identitaires dans l'espace politique _____	- 248 -
1. La formule « racisme anti-blanc » dans la presse. _____	- 248 -
1.1. « Racisme anti-blanc » : une origine frontiste _____	- 248 -
1.2. « Racisme anti-blanc » : une diffusion soudaine et étendue _____	- 251 -
1.3. « Racisme anti-blanc » : une formule, pas si identitaire... _____	- 259 -
2. Origines et circulation de « Remigration » (2009 – 2017), dans les médias et sur les réseaux sociaux _____	- 261 -
2.1. « Remigration » : un terme importé en France par les Identitaires _____	- 261 -
2.2. « Remigration » : une diffusion progressive et limitée _____	- 263 -
Fréquence du terme et taille de la communauté _____	- 264 -
Diffusion du terme, sur Twitter et dans la presse _____	- 266 -
2.3. « Remigration » : un terme au stade pré-formulaire _____	- 271 -
Section 2 – La diffusion du mouvement identitaire en Europe _____	- 278 -
1. Une diffusion « totale » ? _____	- 288 -
1. Une diffusion des formes et symboles de l'organisation _____	- 289 -
1.1. La diffusion des formes organisationnelles _____	- 289 -
1.2. La diffusion des symboles organisationnels _____	- 291 -
2. Une diffusion du contenu de la mobilisation _____	- 294 -
3. Une diffusion des formes de l'action collective _____	- 296 -
2. Une diffusion protéiforme _____	- 301 -
1. Les ressorts de l'identification _____	- 303 -

2. Canaux impersonnels, amorces des mécanismes d'émulation _____	- 305 -
3. Canaux interpersonnels, amorces de mécanismes multiples _____	- 307 -
3.1. Les canaux interpersonnels « virtuels » : apprentissage et contrainte _____	- 307 -
3.2. Les canaux interpersonnels « réels » : apprentissage, identité collective et compétition (interne) _____	- 311 -
3. Vers une « européenne » identitaire ? _____	- 320 -
1. Des indices de coordination : actions et organisations européennes _____	- 321 -
1.1. Les Identitaires à la mer _____	- 322 -
1.2. Les Identitaires à la montagne _____	- 324 -
1.3. Une institutionnalisation européenne ? _____	- 325 -
2. Un recadrage du message identitaire _____	- 327 -
3. L'absence de changement d'arène _____	- 328 -

PARTIE 2 – UN MILITANTISME "INTEGRAL" _____ - 337 -

Chapitre 4 – Du grand-angle au microscope : socio-démographie des adhérents _____ - 339 -

Section 1 - Des adhérents comme « les autres » ? _____ - 339 -

1. Intérêts et enjeux d'une étude sociographique des adhérents _____	- 339 -
1. Les adhérents : les mal connus des partis politiques _____	- 339 -
2. Sociologie des adhérents identitaires : collecte des données et comparaison _____	- 343 -
2. Traits particuliers de l'adhérent identitaire _____	- 347 -
1. Plus masculin que féminin _____	- 347 -
2. Des adhérents « plus jeunes » que les autres _____	- 352 -
3. Les Identitaires : un profil plus « populaire » _____	- 355 -
3.1. Une distribution originale des diplômés _____	- 355 -
3.2. La difficile exploitation des données sur les catégories socio-professionnelles _____	- 357 -

Section 2 - Relier les adhésions au militantisme : les apports du prisme territorial _____ - 361 -

1. Intérêts et enjeux d'une approche territoriale de l'adhésion _____	- 361 -
1. Deux approches (complémentaires) des territoires d'adhésion _____	- 362 -
2. Collecte et traitement des données sur les territoires d'adhésion _____	- 364 -
2. Comprendre l'implantation du mouvement identitaire _____	- 366 -
1. La géographie du mouvement identitaire (2014-2019) _____	- 367 -
2. Les adhésions identitaires, révélatrices d'un mouvement urbain _____	- 374 -
3. Les adhésions identitaires : reflet de la pénétration extrême droitnière ? _____	- 378 -
4. Les adhésions identitaires : un reflet du dynamisme militant ? _____	- 382 -
4.1. La Côte d'Azur : à la source du mouvement identitaire _____	- 384 -
4.2. Structuré, déstructuré, restructuré : le mouvement identitaire dans le Languedoc _____	- 387 -
4.3. Les disparus de l'Ouest _____	- 390 -
4.4. « Vague normande » : les difficultés du renouvellement générationnel _____	- 393 -
4.5. À Lille, les Identitaires « partout, tout le temps » _____	- 396 -
4.6. Lyon, capitale des Identitaires _____	- 398 -

- 4.7. Paris : au centre, mais pas au cœur _____ - 401 -
4.8. A l'Est, un angle mort _____ - 404 -

Chapitre 5 – Comprendre l'engagement des militants : pour une analyse séquentielle des

carrières _____ - 407 -

Section 1 - Devenir identitaire : de la « découverte » à l'intégration d'une communauté _____ - 417 -

1. Trois modèles d'engagement et de cheminement : « Continuité », « rupture » et « politisation » _____ - 417 -

1. Continuité : « Si j'ai une figure militante dans ma vie, un référent, c'est mon père » (Nathan) -
418 -

2. Rupture : « J'étais très politisé, mais plutôt à gauche » (Xavier) _____ - 423 -

3. Politisation : « On parlait de sujets que je comprenais pas. Le soir, je rentrais et je me
renseignais » (Typhaine) _____ - 428 -

2. Premier contact : trois façons de découvrir une organisation marginale _____ - 433 -

1. La familiarité : quand l'organisation « s'impose » _____ - 434 -

2. La recherche : quand l'organisation se « trouve » _____ - 436 -

3. La surprise : quand l'organisation « surgit » _____ - 438 -

3. Contrôler les entrées : le rôle de l'organisation dans la sélection des militants _____ - 441 -

Section 2 - Rester identitaire : rétributions d'un militantisme « déprécié » et « stigmatisé » _____ - 453 -

1. « Stigmatisé » ? « Déprécié » ? Les coûts de l'engagement identitaire _____ - 453 -

1. Temps et argent : coûts usuels du militantisme _____ - 454 -

2. Les coûts « exceptionnels » de l'engagement identitaire _____ - 458 -

2.1. Le « stigmate » d'un engagement d'extrême droite _____ - 458 -

Le coût social et la sphère familiale _____ - 458 -

Le coût social et la sphère amicale _____ - 461 -

Le coût social et la sphère professionnelle _____ - 464 -

2.2. Un coût spécifiquement identitaire ? _____ - 468 -

2. Motivations et rétributions du militantisme identitaire _____ - 472 -

1. « Pour faire changer les choses » _____ - 473 -

2. « Aux 'ids', je défends vraiment mes idées » _____ - 476 -

3. « Un vrai groupe de potes, une vraie famille » _____ - 480 -

4. « C'est vraiment la façon dont je veux agir » _____ - 492 -

Section 3 - Quitter les identitaires : poursuite ou fin du militantisme _____ - 499 -

1. Sortis et désengagés ? _____ - 500 -

2. Les « trotskistes » du Front national ? _____ - 504 -

1. La reconversion frontiste de François _____ - 504 -

2. Les facteurs de reconversion _____ - 507 -

Chapitre 6 - Identitaire : de l'Agir à l'Être _____ - 513 -

Section 1 – Un « agir » identitaire ? _____ - 513 -

1. Un répertoire tactique diversifié _____ - 522 -

1.	Les « miroirs déformants » : intérêts et limites d'une approche quantitative du répertoire tactique identitaire _____	- 522 -
2.	Un registre tactique « total » : de la diversité des moyens à la diversité des fins ____	- 533 -
2.1.	Le « business as usual » militant _____	- 533 -
2.2.	Des actions « pour-soi » et « entre-soi » _____	- 537 -
2.3.	Se montrer, « en nombre » : les actions démonstratives _____	- 542 -
	Manifestations et marches _____	- 543 -
	Bannerdrop _____	- 548 -
	Pétitions _____	- 550 -
	« Chaines » _____	- 552 -
2.4.	Mettre en scène son opposition _____	- 553 -
2.5.	Actions sociales : solidaires... mais identitaires _____	- 561 -
2.	Un répertoire tactique syncrétique _____	- 564 -
1.	Les emprunts (stratégiques) à Greenpeace _____	- 564 -
2.	Un rapport différent à la violence politique : éloignement d'avec l'extrême droite ? -	569 -
2.1.	La violence physique : entre bannissement stratégique et résidus de violence ____	- 570 -
2.2.	Les actions de confrontation comme épisodes de mise en scène d'une violence symbolique _____	- 573 -
Section 2 – « Être » identitaire _____		- 578 -
1.	Militer, « sans fin » _____	- 578 -
1.	« <i>Ad vitam aeternam</i> » _____	- 579 -
2.	« Tout est militant ! » _____	- 583 -
2.	Militer, « un mode de vie » _____	- 589 -
1.	« Tout est imbriqué » _____	- 589 -
1.1.	« Être identitaire » au travail _____	- 589 -
1.2.	« Être identitaire », en couple _____	- 590 -
1.3.	« Être identitaire », en famille _____	- 594 -
2.	« Au quotidien, on sera identitaire » _____	- 595 -
2.1.	Les « consom-acteurs » identitaires _____	- 599 -
2.2.	Un militantisme exemplaire et préfiguratif _____	- 602 -
CONCLUSION _____		- 611 -
BIBLIOGRAPHIE _____		- 627 -
ANNEXES _____		- 683 -
TABLE DES MATIERES _____		- 745 -

Résumé

Juin 2020. Alors qu'à Paris, place de la République se déroule une manifestation organisée par le Comité Adama, une contre-manifestation s'engage depuis le toit d'un immeuble surplombant la place. Ce sont des militants de Génération identitaire, venus dire « Stop au racisme anti-blanc ». Qu'est-ce que le mouvement identitaire ? Qui sont ceux qui s'y engagent, et pourquoi ? Cette thèse ambitionne de répondre à ces questions grâce à un protocole de recherche mixte croisant observations, entretiens, données quantitatives sur les adhérents et archives.

En recourant aux approches organisationnelle, idéale et sociétale des partis politiques et au cadre théorique des mouvements sociaux, cette thèse analyse les organisations qui structurent ce « monde identitaire », les individus qui y participent et les représentations qui le traversent. Elle contribue ainsi à divers champs de la science politique : organisations politiques, histoire sociale des idées, diffusion des mouvements sociaux, sociologie du militantisme et des pratiques militantes.

La thèse interroge les effets de la marginalité sur les organisations et l'engagement politique. Les résultats montrent que la marginalité produit des effets singuliers sur la façon dont les groupes s'organisent, pensent, recrutent et agissent. L'agir des militants identitaires ne se limite pas à la sphère publique, il se prolonge dans la sphère privée, s'actualise au quotidien, envahit la vie, l'être. La thèse soutient que la marginalité peut être considérée comme un *stigmat*, en tant qu'elle est apparemment dépréciative mais peut être « retournée » par le groupe en un attribut valorisant.

Descripteurs : mouvements sociaux, partis politiques, militantisme, extrême droite, mouvement identitaire, marges, méthodes mixtes.

Title and Abstract

The French Identitarian Movement. Toward a Mixed Approach of Political Margins.

June 2020. While in Paris, Place de la République, a demonstration organized by the Comité Adama is taking place, a counter-demonstration begins on the roof of a building overlooking the square. The Generation Identity activists came to demand the end of "anti-white racism". What is the Identitarian movement? Who joins this movement, and why? This thesis intends to answer these questions using a mixed-methods research design combining observations, interviews, quantitative data on members and archives.

Based on the organizational, ideational and societal approaches of political parties and on the theoretical framework of social movements, this thesis analyzes the organizations which structure the "Identitarian world", the individuals who take part in it and the representations, norms and ideas it revolves around. It thus contributes to various fields of political science: political organizations, social history of ideas, diffusion of social movements, sociology of activism and activist practices.

The thesis questions the effects of marginality on organizations and political engagement. The results show that marginality produces singular effects on the way groups organize, think, recruit and act. Identitarian activism is not limited to the public sphere, it extends into the private sphere, becoming a part of their day-to-day life. Not only do they "act" identitarian, they "are" identitarian. The thesis argues that marginality can be seen as a stigma, as it is apparently derogatory but can be "reversed" by the group, turned to its advantage.

Keywords: social movements, political parties, activism, far-right, Identitarian movement, margins, mixed-methods.